



**HAL**  
open science

# Tumulto no conjunto: habitação, utopia e urbanização nos limites de duas metrópoles contemporâneas

Diego Beja Inglez De Souza

► **To cite this version:**

Diego Beja Inglez De Souza. Tumulto no conjunto: habitação, utopia e urbanização nos limites de duas metrópoles contemporâneas. History. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I; Universidade de São Paulo. Faculdade de arquitetura e urbanismo, 2014. Portuguese. NNT: 2014PA010628 . tel-02159428

**HAL Id: tel-02159428**

**<https://theses.hal.science/tel-02159428>**

Submitted on 18 Jun 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne  
Faculdade de Arquitetura e Urbanismo  
Universidade de São Paulo (FAU USP)

# Tumulte dans l'ensemble:

Logement, utopie et urbanisation dans les  
limites de deux métropoles contemporaines



**Diego Beja Inglez de Souza**

Thèse en cotutelle dirigé par les Professeurs  
Annie Fourcaut et José Tavares Correia de Lira

São Paulo / Paris, Mai 2014



# Résumé en français:

## Introduction,

ou de l'utopie moderniste au détournement de regard et les usages du comparatisme transatlantique et des sources historiques

### Une histoire sociale de la Cité Balzac, a Vitry-sur-Seine (1960-2010)

- 1\_ Les prémisses et origines du cas (jusqu'à 1958)
- 2\_ Cité Balzac: Le projet, l'occupation et le quotidien (1967-73)
- 3\_ Le début de la fin ou la crise de la banlieue (1973-1995)
- 4\_ Une histoire récente (les années 2002-2012)

### Les grands ensembles de la 'Zone Lest' de São Paulo (1960-2010)

- 5\_ Antécédents récents et situations existentes [1958-1964]
6. Aux temps de la BNH [1965 – 1986]
- 7\_ Cidade Tiradentes et l'urbain désurbanisé [1980-1989]
- 8\_ Un ensemble d'ensembles : Inácio Monteiro [1975-2012]

## Conclusions,

regards croisés, questions communes et quelques observations partagées



# Introduction,

## ou de l'utopie moderniste au détournement de regard et les usages du comparatisme transatlantique et des sources historiques

La thèse que nous développons sur près de six cents pages et que nous avons intitulée **Tumulte dans l'ensemble : Logement, utopie et urbanisation aux limites de deux métropoles contemporaines**, a été élaborée tout au long de quatre années de recherches et d'études entre la France et le Brésil, dans les champs des 'fondements sociaux' de l'architecture et de l'urbanisme et l'histoire sociale et culturelle. Dans un premier temps, nous cherchons à délimiter la période étudiée et à identifier les lacunes en ce qui concerne le logement social au cours des cinquante dernières années qui se sont écoulées depuis l'inauguration de Brasília. Ensuite, nous présentons les références méthodologiques qui nous aideront à 'comparer l'incomparable', en empruntant le titre de l'ouvrage de Marcel Detienne, conjointement avec les notions de la 'nouvelle histoire' sociale et culturelle. Nous cherchons également à nous servir de lectures rétrospectives et historicisées à partir de la sociologie et de l'anthropologie urbaines comme moyen d'entrer en contact avec ces réalités fragmentaires et partielles des territoires à logement populaire.

Nous partons de cette introduction commune, qui contextualise et justifie la pertinence de la comparaison entre les deux territoires populaires et périphériques analysés en monographies indépendantes. Dans ces deux monographies parallèles, nous divisons l'arc chronologique en quatre périodes allant des prémisses historiques et environnementales au projet du grand ensemble, et des problèmes et de la stigmatisation à la fin des paradigmes. Dans un chapitre concluant, nous essayons de mettre en rapport les deux 'univers', en soulevant des questions croisées et transversales aux parallèles décrits par les deux histoires sociales de deux territoires périphériques.

Nous avons divisé l'analyse des cas étudiés en deux parties relativement indépendantes, l'une est dédiée à l'histoire sociale de la Cité Balzac et l'autre analyse le cas de la Cidade Tiradentes. L'ordre linéaire suggéré par la numération des pages ne réfléchit pas la séquence de son développement et ne devrait pas subordonner la lecture, qui s'ouvre sur diverses possibilités comme une Marelle, pour emprunter à l'argentin Julio Cortázar la métaphore-titre de son livre publié par coïncidence l'année du début de la construction de la Cité Balzac (1963), et dont l'action se divise entre Paris et l'Amérique Latine. L'idée est que le lecteur puisse, après avoir lu l'introduction, choisir l'un des deux cas, dont la narrative se développe en quatre chapitres, à partir de références inscrites dans un contexte national déterminé. Naturellement, cette lecture serait suivie de l'analyse de l'autre cas perçu à partir de la compréhension du premier, ce qui, d'une certaine façon, aura engendré un « compromis » avec la lecture de l'« autre », c'est-à-dire, son pair dialectique transnational. Ainsi, il ne nous resterait plus que la conclusion, moment où se confrontent des catégories comparables, des disparités et parallélismes, des syntopies et questions

communes. Le sens global de la thèse apparaît lorsque que nous faisons une lecture complète de l'introduction et des deux monographies, qui sont confrontées et discutées au chapitre de conclusion<sup>1</sup>.

Outre ces quatre textes qui en composent le noyau, cette thèse comporte des cahiers iconographiques rassemblant des documents, cartographies, dessins, photographies, cartes postales et des arrêts sur image de vidéo qui cherchent à reconstruire également par des moyens visuels une narrative relativement autonome des deux territoires étudiés.

Ce résumé, prévu par la Convention de cotutelle signée par l'Universidade de São Paulo et par l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne dans laquelle s'inscrit cette thèse, cherche à refléter la structure de la thèse même, mettant à profit les résumés qui ouvrent chacun des huit chapitres pour synthétiser les objectifs et questions principales de chacun des quatre chapitres de chaque monographie. Il ne s'agit pas d'un simple exercice de forme, mais surtout d'une stratégie pour aborder un thème complexe de développements particuliers de façon la plus symétrique et simultanée possible. C'est à partir de cette approche que naissent la structure et le plan de la thèse ; l'introduction situe la recherche, présente les hypothèses et quelques questions, les monographies accompagnent les parcours des grands ensembles dans les deux pays, et la conclusion cherche à tracer les parallèles, à identifier ressemblances et différences, ainsi qu'à contribuer à quelques questions communes qu'un certain regard étranger peut nous aider à formuler.

L'hypothèse est que, à partir de catégories d'analyse bien définies, nous pouvons établir des parallèles entre les épisodes, projets et les réalisations de logements sociaux et d'équipements publics, de permanences, de discours et trajectoires communs aux territoires emblématiques de la Cité Balzac et ces ensembles de la Zone Est de São Paulo, dans la Cidade Tiradentes, au-delà de la coïncidence toponymique particulière Cité/Cidade, qui dans ce cas ne nous sert qu'à rappeler l'idée d'une 'cité-ensemble' (Damiani, 1993).

La place de l'utopie sociale articulée au projet d'architecture et d'urbanisme modernes dans le contexte contemporain, l'histoire de l'occupation et du développement urbain explosif des périphéries métropolitaines à partir des années 1960 dans lequel est lourdement intervenu l'État, le projet politique et social sous-jacent à ces actions, la participation populaire 'de fait', comme revendication des mouvements sociaux, plate-forme politique, panacée, slogan ou instrument de légitimation, tout cela nous intéressera et rapprochera les cas, aidant à établir les parallèles, les questions communes et le 'regard étranger', comme nous appellerons provisoirement la contribution de l'analyse éloignée de processus en marche grâce à des histoires sociales particulières comme celles que nous observerons ici. Nous essayerons principalement de soulever les questions communes aux deux moments de crise contemporaine du logement social en tant qu'utopie moderne, en les comprenant comme insérés dans leurs contextes simultanément, toujours pensés en parallèle avec le contrepoint 'étranger'. Nous produirons des matériaux indépendantes à propos de l'histoire de l'architecture et de l'urbanisme de chacun des territoires dans leurs contextes, en espérant contribuer au débat transnational et pluridisciplinaire sur le logement social dans l'histoire récente et dans les temps présents.

---

<sup>1</sup> Toutefois, nous aimerions que cette linéarité puisse être renversée, que non seulement le contenu spécifique de chaque monographie puisse intéresser une partie des lecteurs mais aussi que la lecture directe de l'introduction à la conclusion ait un sens et condense le parcours de quatre ans de recherches et réflexions entre le Brésil et la France. C'est ce que nous verrons.

## Une histoire sociale de la Cité Balzac, a Vitry-sur-Seine (1960-2010):

### 1\_ Les prémisses et origines du cas (jusqu'à 1958)

Nous chercherons à présenter le contexte urbain de Vitry-sur-Seine à la fin des années 1950 et aux alentours des terrains où serait construite, au cours de la décennie suivante, la Cité Balzac, insérée dans une Zone à Urbaniser en Priorité (ZUP) stratégiquement située en la petite couronne de banlieue, aux portes de Paris. Ces réalisations constituent un jalon de la modernisation et transformation urbaine dans les périphéries, facteurs décisifs pour la configuration du territoire autour de Paris jusqu'à nos jours. 'Mettre de l'ordre' dans la banlieue anarchiquement occupée par le pavillonnaire, 'regagner la capitale et préparer le Paris de l'an 2000' étaient des points importants de la plate-forme politique entamée par la Vème République instaurée avec l'élection de De Gaulle en 1958.

Bien que l'histoire du noyau urbain de Vitry-sur-Seine remonte à plusieurs siècles, c'est au cours du XXe siècle que la ville va, avec l'explosion démographique, se transformer profondément en une articulation des mécanismes et des opérations de « rénovation » de l'ancien centre et de construction de logements et équipements rendue possible grâce au dispositif des ZUP (datant de 1958). Il faut comprendre le projet et les transformations qu'il engendre, en confrontant une nouvelle population à une communauté qui y habitait déjà. Un rapide récapitulatif de l'histoire de Vitry jusqu'à la ZUP à travers des nouvelles brèves nous renseigne sur divers aspects de la constitution de ces territoires.

Après la Première Guerre Mondiale, pendant l'ère du communisme municipal, le pouvoir du PCF se consolide dans les banlieues rouges, des portions de la proche périphérie dominées par des travailleurs et industries. D'importants dirigeants du PCF s'installèrent à Ivry et Vitry, tels que Maurice Thorez, Georges Marrane, Marcel Rosette et la dynastie Venice, Georges et Pierre Gosnat ; des personnalités uniques du communisme international comme le cosmonaute Yuri Gagarin et l'architecte Oscar Niemeyer visitèrent les villes et les réalisations des municipalités 'au service du peuple'.

Gardant à l'esprit les inflexions démographiques et les politiques locales, nous observerons l'apparition du débat et de la demande de logement social, et nous commenterons certaines constructions de logements de cette époque, dont les premiers ensembles d'Habitations à bon Marché (HBM) destinés à loger les anciens combattants de 1914-18 et les cités-jardins 'à la française'. Durant l'après guerre, la condamnation des précarités de la périphérie autoconstruite résonnait déjà dans les discours des communistes ainsi que chez les réformistes sociaux et divers groupes moins progressistes de sorte que la crise du logement gagnait de plus en plus d'espace médiatique en tant qu'urgence sociale et dans le débat public en tant que possibilité économique, après la reconstruction.

Dans un premier temps, les forces politiques semblent avoir convergé en faveur du projet en introduisant Vitry dans l'ensemble des premières ZUPs de la région parisienne. Par la suite, ces vents politiques paraissent avoir éloigné le centre d'intérêt des actions publiques de Vitry. Plusieurs documents mettent en évidence de nombreuses divergences et débats autour de l'ambitieux projet, témoins du processus de négociation portant sur les lignes directrices et des processus de découpage du projet d'ample urbanisation. L'un des exemples les plus révélateurs est le plan de l'architecte Charles Sebillote, conçu à la demande du Ministère de la Construction et refusé par les représentants municipaux, qui ont finalement indiqué le franco-italien Mario Capra pour architecte-chef de la ZUP.



## 2 Cité Balzac: Le projet, l'occupation et le quotidien (1967-73)

Il faut 'reconstruire' la mémoire du projet et les réalisations du noyau Sud du Grand Ensemble N°4, c'est-à-dire, la Cité Balzac et ses équipements, depuis les chantiers jusqu'aux inaugurations successives tout au long des années 1960 pour comprendre sa situation contemporaine. Ces opérations étaient coordonnées avec les plans de "rénovation" de l'ancien centre de Vitry-sur-Seine dont le but était d'effacer les airs de petit village insalubre, encombré de logements 'vétustes' serrés dans des rues tortueuses, en donnant à la ville un aspect futuriste, grandement inspiré de Brasília, dont rêvaient l'architecte Mario Capra et les dirigeants du PCF. Ces références sont évidentes non seulement dans les unités de voisinage et les bâtiments institutionnels du projet du Grand Ensemble, notamment si nous analysons les projets successifs non construits de Capra pour l'Hôtel de Ville, mais aussi à travers la présence de l'architecte brésilien Oscar Niemeyer, exilé en France à la fin des années 1960, qui a participé à de l'inauguration de la Cité Balzac et a visité l'exposition d'urbanisme de Vitry-sur-Seine.

Les grandes opérations immobilières lancées par les crédits publics à Vitry, dont la Cité Balzac était la plus importante, étaient et sont encore promues, maintenues et opérées par plusieurs institutions parapubliques, des sociétés d'économie mixte et des agences nationales dont il est important de connaître un peu de l'histoire, les domaines d'activité et les orientations politiques, ce que nous tenterons de faire, même en sachant que tel univers s'étend au-delà des limites de ce travail. Grosso modo, la Société d'Économie Mixte (SEM) locale agit comme un bras privé de la municipalité communiste, construisant et gérant des opérations urbaines, des ensembles et équipements. L'Organisme d'Habitations à Loyer Modéré (OPHLM), quant à lui, a construit et gère une autre grande part des ensembles. Il y a aussi les OPH de Paris, qui envoient les habitants déplacés par des opérations urbaines dans la capitale à la périphérie proche. Au fil des ans, la Cité est peu à peu occupée, équipée et appropriée par une génération d'habitants qui, en fait, était mixte, ce qui contraste avec les idées reçus.

Les cités françaises – et Balzac ne fut pas une exception – étaient occupées principalement par une classe moyenne jeune à l'époque du plein emploi et du plein fonctionnement de l'État-providence. La plupart de ces jeunes familles vivaient antérieurement en cohabitation ou dans une situation de logement très précaire du point de vue du confort moderne selon les normes fixées au tournant des années 1950 avec le passage de la dénomination normative de HBM à Habitations à Loyer Modéré (HLM).

Un grand nombre des nouveaux habitants de la cité étaient introduits à une nouvelle façon d'habiter, qui transformait non seulement la vie domestique, mais aussi l'endroit où faire ses courses, que faire de son temps libre et comment mener une vie sociale exemplaire. La perception des pouvoirs publics était que certains de ces habitants, étrangers ou même français de la 'province', n'étaient pas adaptés aux nouvelles conditions de vie, et qu'ils devraient être soigneusement insérés dans le parc public du logement social. Dans les cités, la vie des habitants continuait marquée par la précarité ; le système de transports, le manque d'équipements construits au cours des années à suivre, leur dégradation précoce exprimée dans les premières pathologies des constructions préfabriquées en béton. Sur le plan institutionnel, la réorganisation politico-administrative des territoires autour de Paris avec la création du Département Val-de-Marne, où s'inscrit Vitry, a sensiblement transformé les relations de pouvoir et les instances de l'action publique sur le territoire de la banlieue sud.

### 3 Le début de la fin ou la crise de la banlieue (1973-1995)

Dès le début des années 1980, aussi bien les cellules du PCF que les journaux locaux donnaient des nouvelles du processus de dégradation physique et des fréquentes incivilités dans les parties communes de la Cité Balzac. Sont également consignés les premières conflits, violences ou émeutes urbaines<sup>2</sup> de l'après-mai 1968 dans les banlieues, par exemple l'un des premiers assassinats d'un jeune arabe par le gardien d'un bâtiment de logement social (Les Montagnards, 1980), qui se déroulèrent presque en même temps qu'étaient enregistrés les premiers conflits collectifs de jeunes contre les forces de l'ordre dans les banlieues de Lyon (1981). Dans Balzac, les attaques sur les autobus des lignes 182 et 183 devinrent fréquentes, portant les chauffeurs de bus à éviter les arrêts desservant l'ensemble, de même que les vols au centre commercial qui se vida progressivement, justifiant sa démolition à la fin des années 1980, compromettant encore plus la qualité de vie déjà précaire et isolant encore plus l'ensemble.

Nous essayerons de situer l'apparition et la dimension des problèmes qui commencent à apparaître à Balzac, dans les autres cités de Vitry et de France. Il s'agit de contextualiser les diverses attitudes et postures qui surviennent comme réponses possibles de la part de la société civile ou de l'État, pour essayer de contenir la crise des banlieues, qui commençait à transformer en réalité les prévisions les plus sombres des critiques des grands ensembles, depuis leur apparition dans le paysage français. Chez les médias, les politiciens, les intellectuels et cinéastes, il est possible d'affirmer que critiques et mythes de diverses natures convergèrent pour stigmatiser les grands ensembles. Il est certain que, au moins du point de vue statistique, nous pouvons observer une transformation du profil populationnel de la majorité des cités, ce qui constituera un facteur explicatif de leur crise à partir du début des années 1970.

Chez les auteurs qui se consacrent à l'analyse de l'histoire sociale de ces grands ensembles diverses visions prendront naissance. Ils vont pratiquement tous avoir recours, pour paramètre explicatif, à une transformation inévitable du profil social, ethnique et d'âge des habitants des cités. Selon cette ligne d'interprétation, grosso modo, au cours des années, la petite classe moyenne française quittait les grands ensembles, encouragée par les politiques gouvernementales d'accès à la propriété immobilière privée (à partir de l'élection de Valéry Giscard d'Estaing en 1974, et surtout en 1977 avec la loi Barre) et par une certaine aversion 'culturelle' à la vie dans les blocs monotones et les tours. Ceux qui, dans leurs discours, s'approprient les faits liés au chômage, délits mineurs, consommation et trafic de drogues et conflits collectifs contre les forces de l'ordre courants dans les banlieues françaises, utilisant les drames collectifs comme plateformes politico-électorales, feront montre de diverses postures et tendances idéologiques. Il sera, donc, fondamental d'essayer de saisir l'esprit et les nuances de l'ensemble des programmes et actions coordonnés par les pouvoirs publics par leurs agences regroupés sous le titre de 'politique de la ville' en actions qui changèrent de ton, entre tentatives de réhabilitation physique et socio-économique, au fur et à mesure que les problèmes apparaissaient et prenaient une dimension nationale. Les mécanismes de relégation associés à la stigmatisation historique de cette cité favorisèrent la concentration de la pauvreté et les conditions problématiques, constituant le cadre des prémisses sur lesquelles certains épisodes entraîneront la transformation définitive du quartier.

## 4 Une histoire récente (les années 2002-2012)

Un violent épisode qui aide à marquer définitivement la Cité Balzac dans l’imaginaire populaire comme ‘cité-à-problèmes’ nous sert de point de référence pour une nouvelle étape des transformations du quartier, proposée par la municipalité communiste en collaboration avec l’Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), à travers d’une opération ambitieuse et spectaculaire de démolition et reconstruction. La construction en banlieue d’un musée d’art contemporain, le MAC/VAL, inauguré tandis que les voitures brûlaient dans tout le pays, sert d’indice des intentions notables et des échecs des politiques publiques fondées sur la discrimination positive et l’encouragement à la formation culturelle et sociale des populations.

Ces approches, essayées sous des configurations et tendances politiques les plus diverses, réunies sous la dénomination abstraite de ‘politique de la ville’, seraient complètement révisées à partir de la loi Borloo (2003), donnant lieu à une politique plus agressive pour affronter les symptômes des fissures du tissu social et urbain qui surgissaient dans les banlieues françaises. Au milieu du bruit et de la fureur des démolitions et des émeutes populaires survenues dans les cités françaises à la fin de 2005, le cas particulier de la ‘rénovation’ de la Cité Balzac surgit des décombres pour nous aider à réfléchir sur les contradictions liées aux politiques de logement social. La destruction successive des trois grandes ‘tours-paquebot’, les bâtiments ABC, DEF et GHJ, entre 2007 et 2012, a laissé une marque indélébile sur l’histoire du quartier et la mémoire des habitants. Cette opération est discutable et dévoile les logiques intrinsèques aux processus de rénovation urbaine, dès l’époque d’Henri Coing jusqu’aux énormes opérations qui se généralisèrent dans les banlieues françaises. En réponse à la ségrégation quotidienne et à la violence diffuse dont ils étaient l’objet, les jeunes des banlieues s’organisent en groupes de production artistique et culturelle, identifiés principalement avec les expressions du hip hop. Cette articulation de la musique, des arts visuels et du corps est particulièrement présente à Vitry-sur-Seine, que ce soit dans des initiatives d’autogestion ou des propositions de la municipalité, qui peu à peu commence à intégrer des activités de ce genre dans son agenda culturel. Quoi qu’il en soit, il nous paraît important de souligner la transition qui a lieu du secteur socio-économique à proprement parler, lié aux conditions matérielles de vie, vers la culture comme champ de lutte et d’affirmation d’identités, phénomène qui nous semble évident dans le cas de Vitry-sur-Seine, illustrant un passage qui se généralise dans la première décennie des années 2000.

L’intégration du secteur sud de la ville à un grand projet de développement immobilier lié à l’expansion du réseau des transports ferroviaires, une Opération d’Intérêt National, paraît modifier les données du problème urbanistique, transformant Balzac et sa réputation en un obstacle ‘à rénover’. Cependant, ces projets semblent être d’une certaine façon envisagés par le Plan proposée par Mario Capra dans les années 1960. La perspective de la longue durée dans l’analyse des transformations urbaines de Vitry-sur-Seine au XXème siècle – ses personnages, ses utopies et ses réalisations – nous aide à percevoir la continuité des moyens de production des territoires périphériques, du traitement et des parcours de ceux qui habitent aux abords de la ville, et à comprendre le rôle fonctionnel de la crise du logement dans le capitalisme contemporain.

## 5 Antécédents et préexistences récentes [1958-1964]

Comme jalon ouvrant l'arc chronologique commun au cas brésilien et français, nous avons choisi la construction de la nouvelle capitale du Brésil, Brasília. Cet épisode est singulier dans le parcours de la nation et constitue une référence incontournable pour l'histoire de l'architecture et de l'urbanisme mondial, dont les répercussions transformeront aussi la production de logement social dans le pays, instaurant un nouveau paradigme de projet de ville où le logement est structurant, en harmonie avec les déterminations urbanistiques et économiques dites modernes.

Comprendre les sens de la réalisation de Brasília et du projet national que la ville exprime dans les champs de l'architecture et de l'urbanisme international, ainsi que dans l'histoire du Brésil contemporain, représentera l'une des premières étapes de la compréhension du paradigme du logement qui s'impose désormais. Cela est une référence récurrente dans l'histoire des grands ensembles de logement dans le pays au cours des cinquante dernières années.

Pour analyser la production des deux décennies initiales de notre chronologie équivalentes à la période de l'action de la Banque Nationale de l'Habitation, il est nécessaire de reprendre quelques liens avec des propositions de la période précédant le coup d'état de 31 mai 1964 et de tracer ainsi l'apparition d'une Politique Fédérale d'Habitation et Planification Urbaine qui ne se concrétiserait qu'après l'instauration de la dictature militaire au Brésil (1964-85). Ces thèmes furent au cœur des débats au Séminaire de l'Habitation et Réforme Urbaine de 1963, portrait réaliste et cinglant de la situation des villes et de la crise du logement populaire caractéristiques de ce moment historique. S'il est important de souligner les contenus et propositions mis à profit par la génération ayant mis en place le BNH et le Service Federal de Logement et Urbanisme (SERFHAU) dans les premières années du régime militaire, il est également fondamental de mettre l'accent sur les chemins entravés par les militaires en ce qui concerne les possibles lignes de conduite vers la solution de la crise urbaine, c'est-à-dire l'urgence d'une réforme urbaine coordonnée avec une réforme agraire intégrée à la planification régionale et nationale.

Il sera crucial d'avoir à l'esprit un panorama général des politiques et expériences dans le secteur du logement à São Paulo avant la construction Brasília et le coup d'état militaire, comme référence qui nous aidera à comprendre les transformations introduites à partir de cette époque, ainsi que les permanences dans la forme et le modus operandi de l'État pour le traitement de la question du logement. Aussi bien l'emplacement des entreprises que les qualités architectoniques pourraient être les aspects les plus sensibles séparant les ensembles produits avant et après la première moitié des années 1960.

Nous essayerons, ici, de présenter la situation et le territoire à partir d'une lecture rétrospective de quelques références de géographie humaine, cartographies, documents et témoignages. Connaître les limites de la Zone Est de São Paulo à travers ses représentations – les cartes Sara Brasil (1930), Light and Power (1943), GEGRAN (1972-74), EMPLASA (1981 et 1995) – nous aidera également à comprendre la chronologie de l'urbanisation de cette zone, en apportant d'importants indices d'occupations antérieures et encore moins documentées que la construction des ensembles de logements qui surviendront dans ce paysage à partir des années 1970.

## 6. Aux temps de la BNH [1965 – 1986]

A partir du coup d'état du 1er avril 1964, qui introduit le régime militaire qui perdurera au Brésil jusqu'en 1985, quelques années se sont écoulées dans un climat de profonde réorganisation institutionnelle, surtout pour les questions stratégiques comme le logement. Avec la création de la Banque Nationale de l'Habitation, la BNH, et des Compagnies d'Habitations locales, les COHABS, le gouvernement militaire espère apporter une réponse efficace à la crise du logement et des villes qui accable les métropoles brésiliennes, en agissant sur une question que les propres idéologues de la dictature jugeaient à la fois stratégique et potentiellement explosive pour l'ordre social brésilien.

Le manque d'action efficace des COHAB et de la BNH en matière de logement des classes les moins favorisées finit par contribuer à la croissance des périphéries 'de São Paulo' par l'auto-construction dans des lotissements souvent défectueux tels que ceux qui dominaient le paysage de l'extrême zone est jusqu'à la construction par les pouvoirs publics des premiers grands ensembles de logements.

Ce n'est qu'en 1975 que seront occupés les mille logis du grand ensemble d'habitations baptisé de Prefeito Prestes Maia, dans la région de Passagem Funda, entre Guaianases et les terrains de Santa Etelvina, où émergera la Cidade Tiradentes au cours de la décennie suivante. Perdu dans un paysage encore rural qui s'urbanisait lentement, le Prestes Maia, connu comme 'l'île' par ses habitants, constituant un vecteur pour l'occupation de glèbes couvertes de forêt Atlantique, sur lesquelles la COHAB allait poursuivre la construction de grands ensembles dans les années 1980 et 1990. Critiqué pour son emplacement excentrique, le Prestes Maia est aujourd'hui l'un des ensembles les plus valorisés de la Compagnie parmi les ensembles de la Cidade Tiradentes, signe d'une première phase de production de la COHAB-SP, d'une époque où les projets faisaient preuve d'une importante différenciation et de relative générosité dans la prévision des espaces institutionnels et libres.

La construction du grand ensemble d'Itaquera, à la fin des années 1970, est un repère incontournable dans l'histoire de l'action de la Compagnie, qui a su profiter des derniers grands flux de financement de la BNH au début des années 1980 pour viabiliser la part la plus importante de sa production. L'échelle de l'ensemble ainsi que les typologies et solutions constructives adoptées relèvent de l'ordre du grand ensemble de logements, dont la réalisation exprime et intensifie quelques unes des contradictions intrinsèques et fondamentales du capitalisme brésilien, qui extrait de l'industrie du bâtiment et de la spéculation immobilière des taux élevés de profit qui permettent d'irriguer d'autres secteurs de l'économie, selon une formule constamment reproduite et encouragée par les gouvernements de toutes tendances politiques.

Tout cela entre en jeu dans la construction des ensembles comme les diverses phases d'Itaquera, qui abritent un contingent de population aux proportions sans précédent et inventent de villes nouvelles à l'urbanité précaire, simple agencement répétitif de blocs et 'unités d'habitations' standardisées élevées sur les limites de la ceinture verte de la capitale. Cette action deviendra modèle et constituera une logique de planification et de construction qui caractérise la COHAB-SP, au cours et après la fin du régime militaire.

## 7\_ Cidade Tiradentes et l'urbain désurbanisé [1980-1989]

Au moment de l'inauguration de l'ensemble d'Itaquera, la COHAB-SP se lançait déjà dans des projets d'encore plus grande envergure tels que l'Ensemble José Bonifácio (Itaquera II et III) et divers 'secteurs' et opérations de construction d'ensembles sur les glèbes acquises à Guaianases, surtout à Santa Etelvina. Ces noyaux seront dénommés 'Complexo Cidade Tiradentes' à partir de 1984, lorsqu'ils sont livrés à la commercialisation par le maire Mario Covas. Nous évoquerons ici l'histoire particulière du Jardim São Paulo, dans une zone contiguë à l'Ensemble Prestes Maia, où s'est installé le 'Campus Expérimental' sur lequel les entreprises du bâtiment ont testé leurs propositions de maisons économiques à reproduire par milliers à Itaquera et à Cidade Tiradentes.

Au cours des années 1980, entre la redémocratisation et les transitions brusques entre les tendances politiques opposées en charge de la mairie, le logement social a souvent occupé les pages des journaux locaux, dans des articles allant des dénonciations de constructions précaires et gaspillage des deniers publics à une discussion plus qualifiée sur les modes de production et d'habitation de la métropole. Dès son apparition dans la toponymie officielle et dans le paysage de l'extrême zone Est, la Cidade Tiradentes reçoit l'image stigmatisée de quartier violent, éloigné et dangereux, ce qui contribue à un processus non négligeable de dégradation des dures conditions de vie, de concentration de pauvreté et de concentration de criminalité. Le maire Jânio Quadros, le premier à être élu directement par le vote populaire après la dictature militaire, insiste sur les mêmes pratiques héritées de 'l'ancien régime' en ce qui concerne la politique du logement : construire là où le terrain n'est pas cher, c'est-à-dire à la périphérie ; faire usage politique et ségrégatif de l'attribution des unités en relogant dans des ensembles éloignés la population déplacée du fait de l'ouverture de grands complexes de voirie en centre ville.

Parallèlement, dans plusieurs ensembles, bidonvilles et lotissements précaires, des mouvements sociaux de nature revendicative éclatent, se font progressivement connaître et acquièrent une structure de base, surtout auprès des secteurs progressistes de l'Église catholique. En élaborant des alternatives pour la gestion et construction de leur propre habitat, ces mouvements joueront un rôle fondamental dans la configuration de nouvelles politiques publiques, lesquelles seront testées aux moments où les partis de gauche conquièrent le pouvoir municipal, avant tout à l'élection de Luiza Erundina (1988).

Des politiques innovantes sont conçues par les intellectuels qui contribuent activement à la création d'un nouveau modèle de gestion municipale populaire et participative. Les politiques de brigades de construction autogérées de logements, qui ont fini par rendre célèbre le mandat d'Erundina, seraient complémentées par d'autres initiatives de développement urbain, comme les Places d'Équipement Sociaux, proposées par le Département d'Édifices (EDIF) en collaboration avec les Secrétariats de la Culture et de l'Éducation, dirigées par intellectuels comme la philosophe Marilena Chauí et l'éducateur Paulo Freire.

Ces propositions allaient être reprises sous l'administration de Marta Suplicy, après que Paulo Maluf et son successeur Celso Pitta aient passé huit ans à la mairie. Ces derniers n'ont pas seulement interrompu les travaux et initiatives en cours du mandat d'Erundina, mais ont aussi essayé de mettre en œuvre le modèle 'Cingapura' dans la production publique du logement social, en utilisant les ensembles effectivement réalisés tantôt comme publicité électorale, tantôt comme dépôt de populations retirées de bidonvilles qui gênaient des projets spéculatifs et contestables sur le plan urbanistique, tels que les Opérations Urbaines Faria Lima et Águas Espraiadas.

## 8 Un ensemble d'ensembles : Inácio Monteiro [1975-2012]

Que ce soit du fait du caractère fragmentaire du territoire qui dévoile un mode de paysage homogène à tendance monofonctionnelle, ou du fait de l'alternance de projets politico-urbanistiques antagoniques s'en occupant le pouvoir municipal à partir de la démocratisation, le fait est que, pour accompagner les transformations des programmes de promotion publique de logement après l'extinction de la BNH, nous avons été contraints de choisir un grand ensemble de logements relativement récent qui concentre des projets emblématiques des politiques sociales que les gouvernements de gauche ont voulu mettre en œuvre, notamment en matière de logement, éducation, culture et loisir.

Nous avons choisi ici l'Ensemble Inácio Monteiro comme objet particulier d'analyse, un fragment particulier du nord du district de la Cidade Tiradentes, entre Lajeado et Guaianases, qui regroupe sur un territoire plutôt exigu des réalisations architecturales récentes liées aux expériences de logements et équipements sociaux et culturels intégrés. Il y a des exemples représentatifs non seulement des 'types' de COHAB implantés en masse dans la Cidade Tiradentes, mais aussi des nouvelles pratiques et chemins expérimentaux de la Compagnie à partir de 1980. La glèbe a été urbanisée à partir d'une composition de programmes distincts d'apport de logements qui ont abouti à trois typologies configurant le paysage de l'ensemble : appartements dans des bâtiments de quatre étages (70% de la population de la COHAB, mais seulement 36% de l'ensemble Inácio Monteiro, selon les données réunies par Otero, 2007 :160), des pavillons (52% des unités) et des lotissements urbanisés (12%).

A ces données nous devons ajouter les unités réalisées par des brigades de construction autogérées inaugurées par les habitants eux-mêmes en 2011 dans les "ensembles" Paulo Freire et Unidos Venceremos, qui, du point de vue typologique, augmentent la proportion de blocs d'appartements dans le paysage, mais qui, du point de vue de la politique sociale, réaffirme une nouvelle logique autogestionnaire dans la production de logement social dans ces territoires, en contraste avec les autres expériences de la COHAB auxquelles a contribué la participation populaire (comme les pavillons et les lotissements urbanisés) qui y étaient assez présentes. La réalisation du Centre Unifié d'Équipements Inácio Monteiro (un projet élaboré par les techniciens de l'EDIF à partir du mandat d'Erundina comme Place d'Équipement Sociaux) et des brigades de construction autogérées sur un territoire plutôt exigu fournit des exemples intéressants de transformations récentes du paysage de l'extrême de la zone est, mêlés à des exemples plus ordinaires d'ensembles typiques de production publique massifiée, constructions issues de programmes de pavillons, des lotissements défectueux et quelques bidonvilles.

Si nous voulons historiciser les nuances de la participation populaire en tant qu'expérience, ces contrastes sont particulièrement révélateurs des différences entre les discours et les pratiques au cours des cinquante dernières années. Il est évident que grâce aux intentions et réalisations effectives de chacun des gouvernements nous pouvons entrevoir la réception faite par la société civile à ce type de proposition. Toutefois, l'analyse des résultats électoraux par districts aux dernières élections a mis en évidence certaines polarisations et identifications politiques dans les périphéries et dans la Zone Est. Nous concentrerons notre attention sur quelques projets qui nous semblent particulièrement innovants et qui ont eu lieu sur cette portion limitrophe du territoire de la Cidade Tiradentes, aujourd'hui convertie en pôle articulatoire de flux et d'équipements, ce qui confirme la vocation géographique et la situation urbaine singulière de ce fragment périphérique particulier, connu auparavant comme Passagem Funda, aujourd'hui appelé Inácio Monteiro.

# Conclusions,

## regards croisés, questions communes et quelques observations partagées

Nous partons de l'hypothèse selon laquelle connaître et comprendre mutuellement et simultanément ces territoires et ensembles comme porteurs des indices et éléments principaux d'une histoire plus globale et plus vaste peut nous aider à penser des solutions et lectures innovantes dans des situations urbaines et des contextes distincts. A certains moments de l'histoire récente de l'architecture et de l'urbanisme, São Paulo a été comparée à Paris ; aujourd'hui, plus que jamais, des parallèles et connections plus probables peuvent être établis. Après de longues périodes de recherches et contact direct avec les deux territoires encadrés par deux monographies parallèles, nous pouvons affirmer avec quelque certitude qu'il y a plus de liens et rapports entre la Cité Balzac et la Cidade Tiradentes qu'on aurait pu le penser au début de cette recherche, malgré quelques disparités contextuelles caractéristiques de la condition et de l'urbanisation des métropoles dans les pays latino-américains et les villes européennes.

Alors que la capitale française a connu un processus de stabilisation de sa croissance démographique après la fin des Trente Glorieuses (1945-1973), São Paulo a été soumise à la reproduction d'un modèle périphérique de croissance urbaine qui conserve quelques ressemblances avec le pavillonnaire, condamné par l'État pendant la modernisation de l'État providence mais gardé comme rêve de tous jusqu'à nos jours. *Grosso modo*, c'est juste après l'interdiction formelle des grands ensembles en France (avec la célèbre Circulaire Guichard) qu'ils commencent à apparaître dans les périphéries de São Paulo. L'émergence des nouvelles forces de gauche indépendantes des partis communistes constitue aussi un trait commun à l'histoire politique récente des deux pays, avec des conséquences non négligeables pour les politiques publiques liées à la question de l'habitat populaire.

Au cours de la dernière décennie, Vitry-sur-Seine et Cidade Tiradentes sont devenues les centres de vastes opérations urbaines dans lesquelles ont convergé ressources publiques et les intérêts privés, à l'occasion d'interventions plus ou moins spectaculaires. A Itaquera, importants équipements publics ont émergé autour de la station de métro inauguré juste après les grands ensembles des années 1980 et ont transformé le quotidien de la région. Récemment, la construction du stade du Corinthians et des centres de formation technique semblent accentuer l'intégration métropolitaine de la région, en activant vieilles et nouvelles contradictions qui engendrent des problèmes urbains inédits de vaste ampleur.

Vitry-sur-Seine poursuit la mise en œuvre de la ZAC Ardoines, qui va certainement inscrire le sud de la commune dans l'articulation de transport, ce qui contribuera à reconfigurer la géographie de la métropole française. Bien que les limites et le découpage administratif restent inchangés, ces opérations urbaines intégrées relient plus directement la région à la dynamique du capital et de la région, engendrant un processus de développement urbain de puissance prévisible et souhaitée par le public, à la fois municipal et national. Les articulations du projet font de la région sud de Vitry, un point nodal dans les nouvelles limites de l'urbanisation intensive qui a longtemps brisée les frontières parisiennes.

La mobilisation d'un secteur productif dans un chantier symbolique liée à une nouvelle conscience nationale - la reconstruction en France et la construction de la nouvelle capitale du Brésil - peut être un point de rapprochement entre les conditions politiques ayant conduit à la production de masse de



logements sur des grands ensembles, approximativement à la même époque dans les deux pays. Dans le cas du Brésil, le pari résiderait dans des maisons particulières et individuelles comme solution désirable de la crise urbaine au service du régime et de la stabilité sociale, conformément aux recommandations nettement idéologiques des agences de développement international. La possibilité d'accéder à la propriété ou au "rêve de la maison privée"<sup>2</sup>, pour utiliser le vocabulaire brésilien, comme un outil de stabilisation sociale, imprègne également les contextes nationaux à divers moments, au-delà de l'opposition schématique entre la liberté du pavillon de banlieue avec jardin et les tours et barres d'appartements.

Dans les deux cas, nous avons observé la construction de grands ensembles de logements sociaux sur les terres périphériques ayant déjà fait l'objet d'opérations spéculatives, ce qui prouve le rôle d'une telle dynamique urbaine comme vecteur de développement métropolitain, dont les acteurs privés concernés s'approprient souvent les avantages et les habitants payent 'le lourd prix'. Dans le cas français, ce type de construction sur des terrains ayant concentré des formes précaires d'habitations et des lotissements défectueux incarne et témoigne de la volonté du gouvernement de promouvoir la réalisation d'un nouveau modèle de logements qui pourrait résoudre la crise de l'habitat populaire. Au Brésil, où la coexistence d'immeubles collectifs et de logements unifamiliaux sur le lot reste comme paradigme de la production publique, il ne semble pas y avoir eu de 'condamnation' radical de l'équivalent du 'pavillonnaire' français par l'État. Même chez les critiques plus combatives des politiques officielles de construction de grands ensembles périphériques, la propriété privée de l'habitation n'a pas été mise en question, ce qui perpétue le rôle de la maison comme produit, au détriment du logement comme service, qu'il soit offert par le gouvernement ou loué au marché et au privé. Il faut reconnaître que, entre la production aux Trente Glorieuses du HLM français et la BNH il y a un décalage d'au moins deux décennies, qui apparaît tant dans la mise en œuvre des politiques de logements sociaux que dans la qualité architecturale et urbaine des ensembles. La référence projectuelle 'moderniste' assumée par les architectes brésiliens responsables pour Itaquera semble avoir été plus profondément absorbée par leurs collègues français qui ont conçu la Cité Balzac comme la 'Brasilia rouge au sud de Paris', composée des tours inspirées des Unités d'habitation de Le Corbusier.

Si nous mettons côte à côte les grands ensembles français et brésiliens, nous assistons, à Itaquera tout comme à Cidade Tiradentes, à la répétition monotone d'un mélange de 'pavillonnaire' avec des barres de cinq étages, mais jamais de tours en raison des limites économiques qui empêchent l'installation d'ascenseurs. En France, la «forme» grand ensemble prend d'autres caractères : réalisée plus brusquement et morphologiquement découplée de la structure existante par grandes 'tours-paquebot' elle est en opposition radicale avec le mode de production de la ville informelle, l'infâme pavillonnaire. Ce sont ces mêmes tours qui ont été spectaculairement détruites au milieu des années 2000, cédant la place à un autre type de construction, qui cherche à s'intégrer plus harmonieusement au modèle existant, en aidant à la mise en œuvre d'une gentrification contrôlée subtile mais efficace. De par ces caractéristiques particulières et leurs effets, ces changements peuvent être entendus comme des effets de la realpolitik pratiquée par une grande partie de la gauche dans son processus de conquête du pouvoir, ce qui a lieu dans un contexte différent dans les deux pays (1981 en France contre 2002 au Brésil). Le soi-disant «réalisme politique» modifie, significativement en France (Bellanger, 2012) et très nettement au Brésil, les orientations de la gauche, traduites dans des transitions vers des plates-formes réformistes

---

<sup>2</sup> Logement comme un champ de convergence et de conflit des nécessités mesurables et des désirs infinis. Voir Voldman, Danièle (org.) (2010) **Désirs de toit** Creaphis

et social-démocratiques menées par le Parti des Travailleurs au moment de la conquête du pouvoir par Lula en 2002, phénomène marqué par un certain « abandon de la question urbaine ».

Orientation sociale indéniablement différente de celle pratiquée traditionnellement par les secteurs conservateurs de la politique brésilienne, notamment en termes de développement de la famille et de la communauté grâce au transfert de revenu et aux dynamiques économiques conséquentes des populations dans les programmes de lutte contre la pauvreté, il est incontestable que, du point de vue du logement et de l'urbanisme, l'action publique du gouvernement fédéral brésilien a renforcé répétition du modèle hérité du période autoritaire, condamné non seulement en France mais dans de nombreux autres pays. Alors que le gouvernement brésilien favorise des programmes de logements sociaux d'appel fortement électoral, donnant plus d'importance au développement économique par la création d'emplois non qualifiés et de grands travaux qu'à la notion de développement urbain, le communisme municipal suit sans hésitations son projet de renouvellement urbain pour son bastion Vitry-sur-Seine, en soutenant une transformation radicale de la ville au moyen de dispositifs créés par un « gouvernement de droite ».

La continuité de l'adoption de modèles urbains, de systèmes de construction et de procédures financières formulés sous la dictature militaire par la BNH et exécutés par les COHAB locales semble évidente au Brésil, où la critique radicale du paradigme du grand ensemble périphérique et monofonctionnel n'a pas eu lieu. Même dans le cas français, contexte dans lequel une sorte de consensus contre les 'fonctionnalismes' et une certaine architecture 'sordide', 'statistique' ou 'technocratique' s'est construit, beaucoup d'erreurs urbanistiques ont été commises sans présenter d'alternative viable et réaliste. Ceci nous permet de démontrer que la « nouvelle question urbaine » n'était pas uniquement de l'ordre de l'architecture et de l'urbanisme. Plus récemment, à la fois à Vitry-sur-Seine et à Cidade Tiradentes nous avons pu remarquer l'émergence très nette de la culture comme champ de luttes et mobilisation populaire. Le phénomène coïncide avec un affaiblissement des forces traditionnelles de la gauche en France et une certaine instrumentalisation des mouvements sociaux organisés au Brésil, au moment même où les priorités publiques changent avec l'arrivée au pouvoir de la gauche'.

Certaines 'erreurs' urbanistiques sont évidentes car elles ont des conséquences 'statistiques' sur le développement et les économies de la ville, telles la surpopulation de la ligne Est-Ouest du métro de São Paulo aux heures de pointe et la densité de personnes au mètre carré dans les wagons. D'autres cas, plus subjectifs, situés peut-être dans le domaine des 'désirs' et donc plus proche du monde des expériences culturelles, jouent finalement un certain rôle dans la construction des jeunes de différentes générations vivant dans ces 'mers' de bâtiments identiques qui abritaient des personnes uniques. En France, nombreuses sont les occasions où les opinions des résidents, des décideurs politiques et des responsables de la gestion des logements sociaux divergent, entrent en contradiction, voire en conflit. Certes, les erreurs des politiques et des projets qui visaient à transformer les caractéristiques de la monotonie de grands ensembles sont tout aussi nettes et nombreuses que celles attribuées au modernisme et au fonctionnalisme.

Après avoir discuté quelques points communs et processus parallèles liés à la construction et à l'histoire de la Cité Balzac et de la Cidade Tiradentes, nous en venons à noter les singularités et dissonances que les parallèles entre les deux cas nous laissent entrevoir. Les fragments utopiques, les hétérotopies et nouvelles utopies constituent des questions centrales pour une discussion sur les formes modernes et contemporaines d'habitat. Il nous semble pertinent d'évoquer les réflexions de Michel Foucault et d'Henri Lefebvre sur les utopies et leur double, les hétérotopies. David Harvey a lui aussi apporté de récentes contributions à une histoire des utopies urbaines, dans laquelle il faut inscrire un chapitre

consacré aux insurrections urbaines qui ont marqué le XX<sup>ème</sup> siècle et qui marquent aussi l'imaginaire encore de nos jours. Bruno Latour, dans un étude sur Paris à travers des images à la recherche d'une ville invisible mais constamment présente, émet quelques observations qui nous serviront ici de provocation pour établir des parallèles entre un territoire et son double: « *Comme si le don de Paris exigeait en retour un contre-don, comme s'il fallait nous montrer digne d'elle et de nos prédécesseurs, comme s'il fallait reprendre le fil d'une longue histoire en allant le chercher dans les étroits conduits où il s'était perdu* » (Latour et Hermant, 1998:157)

Olivier Mongin, dans son ouvrage sur la condition urbaine, ne voit plus de sens dans une utopie comme espace modèle, une des caractéristiques de 'l'invention' de Thomas More. « *En effet. les trois caractéristiques de l'utopie de Thomas More - la critique de la société existante, le scénario d'une bonne société alternative, la conception d'un 'espace bâti modèle'- ont perdu beaucoup de sens aujourd'hui. Une utopie contemporaine ne peut plus correspondre à un 'espace bâti modèle', elle doit tenir compte d'un équilibre écologique et anthropologique fragilisé par l'urbain généralisé, et mettre en scène des liens entre les corps, la terre et la nature.* »<sup>3</sup>

La nouvelle vieille question du logement, depuis Engels s'avère liée au développement du capitalisme et à la reproduction des classes ouvrières, comme l'ont démontré Butler et Noisette et tout une série d'auteurs qui ont capté certaines contradictions fondamentales de la 'question du logement social et ses solutions'. Dans les histoires particulières abordées tout au long de cette thèse, ont été présentées plusieurs formes de solutions 'bourgeoises' à la question de l'habitation des ouvriers, mises en place par des gouvernements de diverses colorations idéologiques, en France comme au Brésil.

Si l'expression 'Tumulte dans l'ensemble', qui nous sert ici comme titre 'poétique' de la thèse, semble faire référence aux émeutes généralisées dans les grands ensembles en France au début du XXI<sup>ème</sup> siècle, il faut toutefois éviter la confusion car l'expression date du XVIII<sup>ème</sup> siècle, lorsque l'abbé Laugier rédige ses **Observations sur l'Architecture**. Après avoir épuisé la matière en analysant les caractéristiques des bâtiments et avoir réfléchi profondément sur l'art de bâtir, l'abbé Laugier passe à la composition des villes, dans lesquelles il fallait inclure plus que la projection rationnelle des nécessités et désirs des politiques, architectes et constructeurs. Le Corbusier reprendra les leçons de l'abbé Laugier en formulant sa pensée sur l'urbanisme, des idées qui arriveront au Brésil avec leur auteur au cours des années 1930. « *L'habitant d'une ville ne peut se contenter de monotonie. Les méthodes citées précédemment ne devront donc jamais être généralisées en des quartiers entiers. Laugier avait dit déjà au XVIII<sup>ème</sup> siècle: 'Il faut de la régularité et de la bizarrerie, des rapports et des oppositions, des accidents qui varient le tableau: un grand ordre dans les détails; de la confusion, du fracas, du tumulte dans l'ensemble.'* » (Le Corbusier, 1910)<sup>4</sup>

L'historien de l'architecture italien Manfredo Tafuri, dans *Projet et Utopie*, reprend la citation de Laugier par Le Corbusier pour dénoncer un caractère conservateur du fonctionnalisme, hétérotopique, qui peut être perçu au moyen de l'analyse des cas choisis. Nous nous arrêtons avec les recommandations d'Honoré de Balzac, dans sa **Théorie de la démarche**: « *Un homme devint fou pour avoir réfléchi trop profondément à l'action d'ouvrir ou de fermer une porte. Il se mit à comparer la conclusion des discussions humaines à ce mouvement qui, dans les deux cas, est absolument le même, quoique si divers en résultats.* » (Balzac, 1833/1978:20)<sup>5</sup>

---

<sup>3</sup> Mongin, Olivier (2005) **La condition urbaine - La ville à l'heure de la mondialisation** Éditions du Seuil

<sup>4</sup> Le Corbusier (1992) **La construction des villes : genèse et devenir d'un ouvrage écrit de 1910 à 1915 et laissé inachevé** ; présentation et transcription, Marc E. Albert Emery. Lausanne : L'Age d'homme

<sup>5</sup> Honoré de Balzac (1833) **Théorie de la démarche et autres textes** Pandora/Le milieu (1978)

Diego Beja Inglez de Souza

# Tumulto no conjunto:



**Habitação, utopia e urbanização nos limites  
de duas metrópoles contemporâneas  
São Paulo / Paris (1960-2010)**

**Diego Beja Inglez de Souza**

**Tumulto no conjunto:**



# Tumulte dans l'ensemble:

Logement, utopie et urbanisation dans les limites de deux métropoles contemporaines

São Paulo - Paris (1960-2010)

# Tumulto no conjunto:

Habitação, utopia e urbanização nos limites de duas metrópoles contemporâneas

São Paulo - Paris (1960-2010)

I51t Inglez de Souza, Diego Beja  
Tumulto no conjunto: habitação, utopia e urbanização nos  
limites de duas metrópoles contemporâneas São Paulo /  
Paris (1960-2010) / Diego Beja Inglez de Souza. -- São Paulo,  
2014.  
418 p. : il.

Tese (Doutorado - Área de Concentração: História e  
Fundamentos da Arquitetura e do Urbanismo) – FAUUSP.  
Orientadores: José Tavares Correia de Lira e Annie Fourcaut

1.Conjuntos habitacionais 2.Arquitetura moderna 3.Crises  
4.Utopia 5.État Providence I.Título

CDU 711.582

A reprodução e divulgação total ou parcial deste trabalho estão autorizadas  
para fins de estudo e pesquisa, desde que citada a fonte e comunicado o  
autor através do email [diegobis@usp.br](mailto:diegobis@usp.br)

**Diego Beja Inglez de Souza**

# **Tumulto no conjunto:**

**Habitação, utopia e urbanização nos limites  
de duas metrópoles contemporâneas**

**São Paulo / Paris (1960-2010)**

Tese apresentada à Faculdade de Arquitetura e Urbanismo da Universidade de São Paulo e à Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne para obtenção do título de Doutor em História da Arquitetura e do Urbanismo

**Área de Concentração:**

História e Fundamentos da Arquitetura e do Urbanismo

Orientadores: Prof. Dr. José Tavares Correia de Lira (FAU USP)

e Prof. Dra. Annie Fourcaut (Université Paris 1 Panthéon Sorbonne)

**São Paulo/Paris, 2010-2014**



*Este trabalho é dedicado ao Capitão Zeca (in memoriam),  
que me ensinou a navegar.*

# agradecimentos:

## **Brasil:**

Agradeço ao professor José Tavares Correia de Lira, orientador e camarada, com quem tanto tenho aprendido, às minhas avós Maria Luisa Beja e Enaura Inglês de Souza, à Lygia Rodrigues e aos meus irmãos Vitor, Gabriel e Guilherme, aos colegas da FAU USP e para toda a vida Pablo Iglesias e Mariana Ruzante, João Clark e Juliana Braga, Sérgio Miguel Franco, aos colegas do BijaRi, especialmente ao Geandre e ao Olavo, companheiros da primeira expedição à Vitry-sur-Seine, à Marina Rago, ao Daniel Jacobino, aos meus vizinhos Beto Galvão, Geraldo Campos e Juliana, Miguel, Vera e Lia Chaia, ao Guilherme Petrella, Bia Tone e Gabriel, Taís Tsukuno, Eduardo Costa e equipe da Usina CTAH, Dora, Rose e Cris, do mutirão Paulo Freire aos sempre gentis funcionários das bibliotecas e arquivos por onde andei pesquisando, especialmente os Biblioteca Eduardo Knesse de Mello como a Regina, a Rejane, a Valéria e todos os outros, aos professores Cibele Rizek e Luiz Recamán pela participação na qualificação, Mônica Junqueira de Camargo, Maria Ruth Amaral de Sampaio, João Whitaker Ferreira, Maria Lúcia Refinetti Martins, Raquel Rolnik, ao Gilberto Lemos (CDTec Cohab-SP), à CAPES e à FAU USP por terem financiado esta pesquisa, que contou também com uma bolsa do Programa Ciência Sem Fronteiras e sobretudo à Ana Paula, pelo amor, carinho e companheirismo que já dura tanto tempo quanto este trabalho.

## **França:**

Agradeço à professora Annie Fourcaut, que cordialmente abriu as portas do Centre d'Histoire Sociale du XXème siècle da Université Paris 1 Panthéon Sorbonne à este brasileiro de precário francês e curiosas hipóteses, a historiadora Danièle Voldman, generosa e desafiadora coordenadora dos seminários dos doutorandos do laboratório, aos colegas Sébastien Jolis e Karim Taharount, com os quais pude trocar diversos pontos de vista, ao Emmanuel Bellanger, aos amigos Simon Le Rouic, Tal Isaac Hadad, Paulo Pastorello e Victor Aiello Tsu, à família parisiense Alessandro Rodrigues, Juliana e Luna Huet, a Cláudia Assumpção e Sarah, a arquivista Michèle Rousval e a equipe do Arquivo Público de Vitry-sur-Seine, à Méhadée Bernard e à equipe do Office Public HLM de Vitry-sur-Seine, aos funcionários dos Arquivos Departamentais do Val de Marne, à Alexandrine, Boubacar, Mohamed e a equipe do Centro Social Balzac, à Prefeitura de Vitry-sur-Seine, ao CulturesFrance, à Fondation Suisse, ao Collège Franco-Britannique e à Cité Universitaire Internationale de Paris.

# resumo e abstract

## Tumulto no conjunto:

Habitação, utopia e urbanização nos limites de duas metrópoles contemporâneas  
São Paulo / Paris (1960-2010)

A partir de duas monografias paralelas que analisam territórios emblemáticos de habitação social na periferia de São Paulo e Paris, propomos nesta tese um entendimento simultâneo da situação da Cité Balzac, um *grand ensemble* característico dos anos 1960 que atravessou recentemente um profundo processo de ‘renovação urbana’, confrontada com a história de um fragmento do maior complexo de conjuntos habitacionais da América Latina, a Cidade Tiradentes, como estratégia para compreender os últimos cinquenta anos da história da habitação social em ambos os países. Projetos recentes de renovação urbana, de novos conjuntos habitacionais e equipamentos públicos de excelência em ambos os territórios confirmam a excepcionalidade dos casos estudados, a partir dos quais buscamos estabelecer similitudes, contrastes, questões comuns e ‘olhares cruzados’.

**Keywords:** habitação social, arquitetura moderna, État Providence, crise urbana, utopia

## *Tumulte dans l'ensemble:*

Housing, utopia e urbanisation in the outskirts of two contemporary metropolis  
São Paulo / Paris (1960-2010)

In this thesis, we propose a simultaneous understanding of the history of two emblematic territories in the outskirts of São Paulo and Paris as a strategy to comprehend the last fifty years of the social housing history in both countries, through the analysis of the transformations of a typical grand ensemble build in the 1960 that has been recently through a deep renewal process, the Cité Balzac, confronted with the particular case of one fragment of the biggest housing projects complex in Latin America, the Cidade Tiradentes. Recent projects of urban renewal, new collective housing constructions and some special public equipments in both territories reinforce the exceptionality of the chosen cases, starting point for parallels, contrasts, common questions and crossed sights.

**Keywords:** social housing, modern architecture, welfare state, urban crisis, utopia

# índice

## introdução:

|   |           |
|---|-----------|
| <b>i.1</b> Da utopia modernista ao desvio do olhar            | <b>11</b> |
| <b>i.2</b> Sobre os usos da comparação e as fontes históricas | <b>18</b> |
| <b>i.3</b> Os <i>grands ensembles</i> franceses               | <b>24</b> |
| <b>i.4</b> A Cité Balzac, em Vitry-sur-Seine                  | <b>29</b> |
| <b>i.5</b> Os grandes conjuntos habitacionais no Brasil       | <b>32</b> |
| <b>i.6</b> Fragmentos da Zona Leste paulistana                | <b>35</b> |

# Uma história social da Cité Balzac, em Vitry-sur-Seine (1960-2010)

|   |            |
|---|------------|
| <b><u>1_ Premissas e origens do caso (até 1958)</u></b>                       | <b>41</b>  |
| 1.1 Notícias sobre as origens de Vitry sur Seine                              | 45         |
| 1.2 O ‘comunismo municipal’ e a vida política local                           | 30         |
| 1.3 Habitação social em Vitry-sur-Seine                                       | 50         |
| 1.4 Grands Ensembles e Urbanismo na escala do Grand Paris                     | 61         |
| 1.5 A criação da ZUP de Vitry-sur-Seine e o projeto de Charles Sebillote      | 71         |
| <b><u>2_ A Cité Balzac: O projeto, a ocupação e o cotidiano (1967-73)</u></b> | <b>79</b>  |
| 2.1 “Grand Ensemble N°4” - Uma Brasília vermelha ao sul de Paris              | 80         |
| 2.2 A renovação urbana e as Sociedades de Economia Mista                      | 87         |
| 2.3 Cité Balzac: o projeto, a construção e os primeiros habitantes            | 94         |
| 2.4 Os equipamentos sociais, comerciais e transportes públicos                | 103        |
| 2.5 A Sonacotra e as políticas de integração dos imigrantes                   | 106        |
| <b><u>3_ O começo do fim ou a crise da <i>banlieue</i> (1973-1995)</u></b>    | <b>80</b>  |
| 3.1 A emergência da violência e da mobilização social em Vitry-sur-Seine      | 118        |
| 3.2 O <i>foyer</i> dos malianos e as transformações do ‘modelo francês’       | 128        |
| 3.3 A <i>politique de la ville</i> e o Centro Social Balzac (CSB)             | 136        |
| 3.4 As reabilitações físicas dos anos 1980                                    | 147        |
| 3.5 A estigmatização e a crise da <i>banlieue</i>                             | 156        |
| <b><u>4_ Uma história recente (os anos 2002-2012)</u></b>                     | <b>163</b> |
| 4.1 Crimes e revoltas em Vitry-sur-Seine e na França                          | 164        |
| 4.2 O MAC VAL e a arte das ruas de Vitry-sur-Seine                            | 175        |
| 4.3 O projeto ANRU para a renovação da Cité Balzac                            | 179        |
| 4.4 As demolições dos edifícios ABC, DEF e GHJ                                | 193        |
| 4.5 As novas construções e a ‘residencialização’                              | 201        |

## Os grandes conjuntos da Zona Leste de São Paulo (1960-2010)

|  |            |
|--|------------|
| <b><u>5. Antecedentes recentes e situações existentes (1958 -1964)</u></b> | <b>211</b> |
| 5.1 Brasília, utopias e produção habitacional                              | 212        |
| 5.2 Habitação e reforma urbana antes do BNH                                | 222        |
| 5.3 Habitação social em São Paulo até 1964                                 | 228        |
| 5.4 Um território de fronteiras imprecisas: dos subúrbios à periferia      | 234        |
| 5.5 Política, personagens e vida social                                    | 248        |
| <br>   |            |
| <b><u>6. Nos tempos do BNH (1965 - 1986)</u></b>                           | <b>257</b> |
| 6.1 O BNH, os conjuntos e a autoconstrução nas periferias                  | 258        |
| 6.2 As políticas da COHAB-SP   | 271        |
| 6.3 O primeiro grande conjuntos da zona Leste                              | 281        |
| 6.4 Projeto e utopia de uma cidade nova em Itaquera                        | 287        |
| 6.5 Realidade e crítica dos grandes conjuntos de Itaquera                  | 296        |
| <br>   |            |
| <b><u>7. Cidade Tiradentes e o 'urbano desurbanizado' (1980 -1989)</u></b> | <b>307</b> |
| 7.1 O Jardim São Paulo e a 'invenção' da Cidade Tiradentes                 | 308        |
| 7.2 A espoliação urbana e expansão da violência                            | 317        |
| 7.3 Movimentos populares na Zona Leste                                     | 324        |
| 7.4 Reviravoltas na produção da COHAB-SP                                   | 330        |
| 7.5 O Conjunto Residencial Parque dos Ipês                                 | 340        |
| <br>   |            |
| <b><u>8. Inácio Monteiro, um conjunto de conjuntos</u></b>                 | <b>345</b> |
| 8.1 Um território fragmentado  | 346        |
| 8.2 Os loteamentos, os apartamentos e as favelas                           | 350        |
| 8.3 O Centro Educacional Unificado (CEU)                                   | 355        |
| 8.4 O mutirão Paulo Freire   | 359        |
| 8.5 O Centro de Formação Cultural e a arte das ruas                        | 366        |

## conclusões:

|   |            |
|---|------------|
| <b>c.1</b> Duas metrópoles, dois territórios e muitos pontos em comum | <b>375</b> |
| <b>c.2</b> Olhares cruzados ou 'regards croisés'                      | <b>379</b> |
| <b>c.3</b> Heterotopias e novas utopias                               | <b>383</b> |
| <b>c.4</b> A nova velha 'questão' da habitação                        | <b>386</b> |
| <b>c.5</b> Tumulto no conjunto ou 'Tumulte dans l'ensemble'           | <b>389</b> |

## bibliografia, fontes e referências

|                       |            |
|-----------------------|------------|
| Bibliografia Geral    | <b>393</b> |
| Bibliografia - Brasil | <b>395</b> |
| Bibliografia - França | <b>400</b> |

## anexo:

|                   |            |
|-------------------|------------|
| Resumo em francês | <b>407</b> |
|-------------------|------------|

# Introdução:

## i.1 Da utopia modernista ao desvio do olhar

As relações entre a França e o Brasil no campo da arte e da arquitetura foram objeto de competentes pesquisas, que abarcaram desde a missão de artistas que acompanhou a chegada da corte real portuguesa no Rio de Janeiro, a partir de 1808, até a constituição de uma arquitetura moderna ‘brasileira’, sobretudo carioca, e a concepção e realização de Brasília (1957-1960). Tempos nos quais, por diversas vezes, no Brasil recorreu-se à França em busca de referências culturais, ao mesmo tempo que as terras brasileiras se revelaram ocasiões atraentes para a realização de projetos, territoriais, econômicos e sobretudo, intelectuais franceses<sup>1</sup>.

Do ponto de vista da história da arquitetura e do urbanismo modernos, é impossível deixar de mencionar a presença do arquiteto franco-suíço Le Corbusier no Brasil, inicialmente através das dez conferências de 1929, sintetizadas em Precisões<sup>2</sup> (1930); depois em 1936, durante a sua participação na elaboração do projeto da sede do Ministério de Educação e Cultura (1936), objeto de alguma controvérsia em torno da autoria da solução final, mas que serviu para aproximar definitivamente Lucio Costa e Oscar Niemeyer do mestre moderno, que, finalmente, viria uma última vez ao país, para visitar Brasília, em 1962<sup>3</sup>. Recentemente, parece ter renascido na França um interesse pela arquitetura moderna brasileira, e mais uma vez, sobretudo pela bastante divulgada vertente carioca, como podemos depreender da leitura dos últimos números das revistas francesas de arquitetura<sup>4</sup>, que insistem em se restringir às figuras notáveis e celebradas e a publicar percepções um tanto deslumbradas acerca da realidade das grandes cidades brasileiras.

Os meandros destes capítulos indiscutivelmente fundamentais para o entendimento da formação de uma arquitetura moderna brasileira, despertaram grande atenção dos historiadores da arquitetura, sobretudo de um ponto de vista descendente, das matrizes francesas supostamente originais para suas cópias imperfeitas ou adaptações brasileiras, ainda que por vezes estas viessem a suscitar entusiasmo, e mesmo a emulação de suas fontes primeiras.

---

<sup>1</sup> Nem só franceses viam no Brasil a ‘terra do futuro’, como o austríaco Stefan Zweig, que se radica no país, autor de Brésil, terre de l’avenir, de (1941) Diversas edições

<sup>2</sup> O nome completo da publicação que reúne a série de nove conferências proferidas entre Buenos Aires Montevideu, São Paulo e Rio de Janeiro é Precisões sobre um estado presente da arquitetura e do urbanismo com um prólogo americano e um corolário brasileiro seguido de uma temperatura parisiense e de uma atmosfera moscovita, publicado originalmente em Paris por Les éditions G.Crès.

<sup>3</sup> Sobre a relação do arquiteto franco-suíço Le Corbusier e o Brasil, ver Bardi, Pietro (1984) Lembrança de Le Corbusier: Atenas, Itália, Brasil Nobel, Harris, Elizabeth (1987) Le Corbusier: riscos brasileiros Nobel, Pereira, Margareth (1987) Le Corbusier e o Brasil. São Paulo: Tessela/Projeto, Tsiomis, Yannis. (1998) Le Corbusier: Rio de Janeiro 1929-1936. Centro de Arquitetura e Urbanismo do Rio de Janeiro, Rio de Janeiro e a ‘leitura crítica’ de Carlos A. Ferreira Martins que acompanha a edição brasileira de Precisões (2004) Cosac Naify

<sup>4</sup> Ver os números especiais da revista L’architecture d’Aujourd Hui de Jun/2013 sobre Oscar Niemeyer e sobre o Brasil (Nº396), lançadas praticamente simultaneamente.



Seja como for, parecem haver lacunas sobre as quais deveríamos nos deter mais atentamente, sobretudo entre o episódio da construção de Brasília e o presente. Especialmente no que tange às experiências com habitação social, nos parece que existem exemplos e experiências que interessam aos estudiosos em ambos os países, para além dos projetos das celebradas Unités de Habitação projetadas e construídas por Le Corbusier em Marseille (1947), Nantes (1955), Berlin (1957), Briey (1963) e Firminy-le Vert (1965) e do Conjuntos Residenciais Pedregulho e Gávea, de Affonso Eduardo Reidy para a Prefeitura do Distrito Federal então sediado no Rio de Janeiro. Parece-nos que estudar este período (1960-2010, grosso modo os últimos cinquenta anos) pode constituir uma contribuição ao debate no momento atual de crise da habitação social como utopia moderna em ambas as nações, o que tentaremos ‘compreender simultâneamente’ através da história social e cultural da arquitetura e do urbanismo de dois territórios emblemáticos em cada um dos dois países, nos limites de sua principal metrópole.

A história da construção dos grandes conjuntos habitacionais na França durante os ‘trinta gloriosos’ anos de crescimento econômico e demográfico do pós-guerra (1945-1973) é um universo vasto em termos de experiências e soluções construtivas, arquitetônicas e urbanísticas, variando de realizações exemplares a materializações inequívocas dos ‘erros’ do urbanismo dito funcionalista. Nas últimas décadas, estes mesmos ‘*grands ensembles*’<sup>5</sup> transformaram-se em epicentro e emblema dos principais problemas sociais que uma série de ações e políticas tentaram combater, culminando frequentemente na demolição do que foi um símbolo fundamental do Estado de Bem Estar Social, solução espetacular e imediata que marcou a ação da Agência Nacional de Renovação Urbana (ANRU). Sobretudo depois dos ‘incêndios’ de novembro de 2005, que assinalaram o fim trágico de uma utopia social e de um certo paradigma de modo de produzir habitações ditas sociais, as famigeradas HLMs, *Habitations a Loyer Moderé*<sup>6</sup>. Se existem muitos críticos das espetaculares demolições, desde historiadores, arquitetos, urbanistas e principalmente moradores, outros parecem ver no tema da participação popular uma espécie de panacéia para os males resultantes dos modelos de habitação de massa, centralizados e homogeneizantes, pouco importando o fato deste conceito de participação ser ou não bem definido nem acompanhado de experiências práticas e alguma crítica.

No Brasil, fenômenos similares marcam a trajetória dos conjuntos promovidos pelo Banco Nacional da Habitação (BNH) através das COHABs locais, momento da história recente das políticas públicas brasileiras que foi objeto de diversos estudos críticos. Nessa história pode-se encontrar situações comparáveis à francesa, em termos de unidades construídas e impactos sobre a paisagem física e social das zonas periféricas de grandes cidades. Mesmo a partir da extinção do BNH, em 1985, o ‘tipo’ e o modo de produzir vastas extensões monofuncionais do tipo cidades-dormitório parece ter se mantido na prática como modelo de produção pública, incorrendo nos mesmos ‘erros’ apontados por seus críticos, tanto no Brasil como em outros países que adotaram soluções similares para enfrentar o déficit habitacional e mobilizar um setor bastante atrasado da economia.

---

<sup>5</sup> *Grands ensembles* é o termo utilizado na França para representar os grandes conjuntos habitacionais construídos entre os anos 1950 e 1970 que adotaremos no original nesta tese.

<sup>6</sup> Habitação de Aluguéis Moderados, numa tradução literal que não dá conta de explicar a dimensão da importância da habitação social na França traduzida na presença dos blocos e torres genericamente conhecidas como HLM, organizadas em torno de ‘Cités’, que abriga ainda hoje aproximadamente um a cada cinco famílias francesas.

Seja em razão da escala do problema habitacional, da urgência das soluções ou da emergência das camadas populares na política, no Brasil, assim como em outros países latinoamericanos, o recurso às políticas participativas desde os anos 1980 parece ter constituído uma competência específica.<sup>7</sup> Projetos recentes, inclusive, ainda que excepcionais, parecem apontar caminhos menos segregadores de desenvolvimento urbano que os 'mares de prédios e mares de gente' (Silva, 2008) que se estendem sobre vastos territórios periféricos nas grandes cidades do país. Se é verdade que o Brasil vive hoje um momento particular em sua história, encarando de frente os problemas da habitação social através de programas de escala inédita<sup>8</sup>, estabelecer um diálogo com as experiências francesas, com seus erros e acertos, talvez possa enriquecer o repertório propositivo e crítico nacional.

Assim, pretendemos nesta tese estabelecer um diálogo transnacional entre as histórias particulares de dois territórios de habitação popular que se configuraram enquanto tal a partir do fim dos anos 1950 e que mais recentemente passaram por transformações bastante significativas. A Cité Balzac e a Cidade Tiradentes servem aqui como sinédoque<sup>9</sup> de uma história maior, da urbanização da periferia de grandes metrópoles contemporâneas e da habitação social como uma utopia moderna, que continha em si a perspectiva da transformação social a partir da 'revolução urbana'. Trata-se ao mesmo tempo de propor 'entendimentos simultâneos' em paralelo e confrontados das duas situações focalizadas no Brasil e na França, mas também entre os dados empíricos disponíveis e o que nos informa a historiografia, entre o tempo curto dos acontecimentos e a longa duração.

Já o conceito de utopia<sup>10</sup> que atravessa esta pesquisa, e muitas das indagações acerca do projeto, do espaço, do lugar e da realidade dos grandes conjuntos habitacionais, foi definido de maneira bastante precisa pelo filósofo Michel Foucault em uma conferência para um grupo de arquitetos em 1967. Ainda que tal acepção sugira alguns problemas sobre os quais procuraremos oportunamente refletir, vale à pena evocá-la por um momento: *"As utopias são sítios sem lugar real. São sítios que têm uma relação analógica directa ou invertida com o espaço real da Sociedade.*

---

<sup>7</sup> Desde os anos 1960 com experiências como a do Cajueiro Seco até os dias atuais, com a inauguração dos últimos mutirões autogeridos em São Paulo, diversas gerações de arquitetos brasileiros formados nas tradições modernas locais se engajaram na luta popular por habitação social, na busca por uma nova expressão arquitetônica e um novo campo de trabalho ligado as políticas sociais urbanas. Ver Pulhez, Magali (2007) Espaços de favela, fronteiras do ofício, Dissertação de mestrado, Orientação José Tavares Correia de Lira, EESC USP

<sup>8</sup> A partir de 2009, o programa 'Minha casa, minha vida' do governo federal, vem estimulando intensamente a construção de unidades habitacionais em massa no país, chegando perto das cifra de 400.000 financiandas (Whitaker (org.), 2012:46).

<sup>9</sup> A sinédoque é uma figura de linguagem particular dentro da família das metonímias que associa a parte pelo todo e o todo pela parte em 'entendimento simultâneo', significado etimológico de raiz grega que nos serve como imagem para explicar nossa proposta historiográfica.

<sup>10</sup> **Utopia**, ilha imaginária que nomeia o romance de Thomas Morus (1516), representa o avesso da sociedade medieval da época em que foi escrito, objeto de sátira e crítica. Da mesma maneira, o 'romance utópico' **Notícias de lugar nenhum ou uma época de tranquilidade** de William Morris (1892) tenta antever o futuro, imaginando situações condizentes com as propostas socialistas do autor, através das quais ficam claras as críticas à sociedade inglesa do final do século XIX. Autores como Choay, Françoise em **Urbanismo, Utopias e Realidades** (1965) e **A Regra e o Modelo** (1980), Anatole Kopp (1990), Kenneth Frampton, Robert Fishman, Franco Borsi (1997), David Wild (1998) e Otilia Arantes (1998) tratam, em diferentes momentos e contextos, de utopias e projetos utópicos na história da arquitetura e do urbanismo, sem esgotar o assunto.

*Apresentam a sociedade numa forma aperfeiçoada, ou totalmente virada ao contrário. Seja como for, as utopias são espaços fundamentalmente irrealis.”<sup>11</sup>*

Também no final dos anos 1960, o historiador da arquitetura italiano Manfredo Tafuri discute a idéia de utopia, aproximando-a do campo da arquitetura para lhe conferir contornos ainda mais concretos e nela enfatizar o papel de transformação da totalidade da ordem existente em um ‘sistema de orientação’ de outro nível. *“L’utopie n’est par consequent rien d’autre qu’une “vision structurelle de la totalité existante et en devenir”, une transcendance de la pure “donée”, un système d’orientation qui vise à “briser les liens de l’ordre existant” pour les récupérer à un niveau différent et supérieur.”<sup>12</sup>*

O filósofo Olivier Mongin recuperou a leitura de Françoise Choay segundo a qual a utopia seria intrínseca à qualquer iniciativa de modernização urbana, tecendo considerações que acabam também por servir como indicação metodológica para entendimento do urbanismo como disciplina e prática:

*“O urbanismo, um termo recente que remete a uma experiência que não é recente, deve ser tratado em função de um duplo registro: o de uma abordagem diacrônica, histórica, e o de uma abordagem sincrônica, estrutural. Inseparável de uma ‘história’ que remete a uma ‘paradigma’ muito mais antigo que a própria palavra ‘urbanismo’, o urbanismo caminha junto com uma matriz duplamente imantada pela ‘regra’ e pelo ‘modelo’. A regra e o modelo remetem, segundo Françoise Choay, à regra do arquiteto, aquela do bem construir concebido por Vitrúvio e depois Alberti, e ao ‘modelo’ urbano originalmente ligado ao espírito utópico, aquele de Thomas More, da cidade perfeita e, portanto, ‘modelo.’” (Mongin, 2009:109)*

Independentemente da teoria, na prática não é difícil observar os indícios de uma crise de legitimidade destas utopias urbanas, cujos efeitos são sentidos intensamente no campo da habitação social e na aparente ausência de planejamento das cidades, traduzida na ineficácia da gestão urbana e a persistência dos problemas sociais que se expressam na situação de algumas regiões periféricas e grandes conjuntos. Nas últimas duas ou três décadas, no Brasil assistimos a uma continuidade e intensificação da construção de grandes conjuntos habitacionais monofuncionais e periféricos de escala similar aos que vem sendo demolidos massivamente na França. O tema da atual crise urbana e crise da utopia modernista dos grandes conjuntos habitacionais parece aproximar os dois países no momento contemporâneo, no qual tudo o que resta das propostas ‘modernizadoras’ e ‘modernizantes’ são ‘fragmentos utópicos’:

*”Para eliminar as confusões, é preciso, restringir o campo da utopia às teorias, às construções intelectuais ou às obras literárias e artísticas que tem por objetivo uma sociedade melhor, que exprimem uma forma de aspirações e de esperança de um mundo melhor. O resto - e é o caso de quase todo o pensamento arquitetônico, - não podemos falar de utopia no sentido pleno do termo mas de fragmentos utópicos, portanto somente de*

---

<sup>11</sup> “Les utopies, ce sont les emplacements sans lieu réel. Ce sont les emplacements qui entretiennent avec l’espace réel de la société un rapport général d’analogie directe ou inversée. C’est la société elle-même perfectionnée ou c’est l’envers de la société, mais, de toute façon, ces utopies sont des espaces qui sont fondamentalement essentiellement irréels.” Michel Foucault, Dits et écrits 1984, Des espaces autres (conférence au Cercle d’études architecturales, 14 mars 1967), in Architecture, Mouvement, Continuité, n°5, octobre 1984, pp. 46-49.

<sup>12</sup> Tafuri, Manfredo (1979) Projet et utopie: de l’avant-garde à la métropole. Paris Dunod Col. Espace & Architecture, p.50

*aspirações e ideais que se projetam num futuro possível (ou num impossível passado) e que nos remetem à imaginação, à fantasia e ao sonho, para compensar as insatisfações do presente.*<sup>13</sup>

Se os contextos brasileiro e francês parecem bastante distintos, desde os anos 1950 polarizados pelas noções de primeiro e terceiro mundos, de riqueza e subdesenvolvimento, de *État Providence* e estado patrimonialista, a partir dos anos 1970 mas sobretudo nos anos 1990, a implantação de políticas neoliberais e a redução do papel do Estado na produção de habitação e do desenvolvimento urbano atravessou ambos os países. No momento atual, a partir da crise financeira de 2009, talvez possamos estabelecer relações ainda mais claras entre os dois países, identificando as particularidades mas sobretudo os paralelos e conexões entre os dois casos, no que diz respeito ao conceito de habitação social e aos mecanismos, fins e consequências das ações praticadas, não apenas hoje, mas desde pelo menos 1958.

Também em São Paulo o poder público entrou no jogo da demolições dos emblemas de ‘erros’ da arquitetura e do urbanismo modernista, tanto os advindos da ação do poder público, como a implosão em 1989 dos conjuntos de Carapicuíba, construídos em 1980, como do capital imobiliário, no caso dos Edifícios São Vito e Mercúrio, nos anos 1950 em plena região central, e que foram pelos ares em 2010. No momento em que o Brasil bate recordes sucessivos de construção de unidades habitacionais através de um programa de amplos recursos e abrangência inédita, insistindo num modelo ultrapassado e duramente criticado por arquitetos e urbanistas, talvez seja interessante estabelecer paralelos com a singular trajetória de um país como a França, que, ao longo da segunda metade do século XX, concentrou esforços e investimentos no enfrentamento da crise da habitação popular articulada à organização do território.

A hipótese é que, a partir de categorias de análise bem definidas, podemos estabelecer paralelos entre os episódios, projetos e realizações de conjuntos habitacionais e equipamentos públicos nos dois países, tomando como campo de observação as histórias de dois territórios emblemáticos de Paris e São Paulo: a Cité Balzac, em Vitry-sur-Seine, ao sul de Paris e os conjuntos da Cidade Tiradentes, no extremo leste de São Paulo. Para além da particular coincidência do uso toponímico dos termos Cité e Cidade, que aqui só serve para relembrar a idéia de uma ‘cidade-conjunto’ (Damiani, 1993).

O lugar da utopia social articulada ao projeto de arquitetura e urbanismo modernos no contexto contemporâneo, a história de ocupação e desenvolvimento urbano explosivo das periferias metropolitanas a partir dos anos 1960 a que concorreu pesadamente a intervenção estatal, o projeto político e social subjacente àquelas ações, a participação popular ‘de fato’, como reivindicação dos movimentos sociais, plataforma política, panacéia, slogan ou instrumento de legitimação, tudo isto será focalizado aqui e permitirá traçar aproximações entre os dois casos, reveladoras de seus paralelos e questões comuns.

Do ponto de vista meramente formal, poderíamos estabelecer diversas relações entre os dois contextos, aproximando os *grands ensembles* franceses aos conjuntos de Itaquera, os mares de

---

<sup>13</sup> *“Il faut donc, pour éliminer les confusions, restreindre le champ de l’utopie aux théories, aux constructions intellectuelles ou aux oeuvres littéraires et artistiques qui se donnent pour but une société meilleure, qui expriment une forme d’aspiration et d’espoir d’un monde meilleur. Pour le reste - et c’est le cas de presque toute la pensée architecturale -, on ne saurait parler d’utopie au sens plein du terme mais de fragments utopiques, dès lors que des aspirations et des idéaux s’y projettent dans un futur possible (ou un impossible passé) et qu’on s’en remet à l’imagination, à la fantaisie, au rêve, pour compenser les insatisfactions du présent.”* (Borsi, 1997:13)

loteamentos do tipo *pavillionaires* às moradias autoconstruídas, o mutirão Unidos Venceremos aos edifícios de tijolos vermelhos 'tipo' HBM, o mutirão Paulo Freire aos novos edifícios 'residencializados' da Cité Balzac, o CEU Inácio Monteiro à Escola Karl Marx de Villejuif, o Musée d'Art Contemporaine du Val de Marne (MAC VAL) ao Centro de Formação da Cidade Tiradentes. Não é o que procuraremos fazer nessa tese.

Tentaremos sobretudo levantar questões comuns aos dois momentos de afirmação e crise contemporânea da habitação social enquanto utopia moderna, ao compreendê-los inseridos simultaneamente em seus respectivos contextos sócio-espaciais, sempre pensados em paralelo e com o contraponto do 'olhar do estrangeiro', como chamaremos provisoriamente a análise distanciada de processos ainda em andamento. Vem daí a opção por produzir material independente sobre a história social da arquitetura e do urbanismo de cada um dos territórios considerados, esperando contribuir com o debate transnacional e pluridisciplinar sobre habitação social na história recente e no tempo presente.

Partiremos desta introdução comum, que contextualiza e justifica a pertinência da comparação dos dois territórios populares e periféricos, que são analisados em monografias autônomas. Em cada uma das duas monografias paralelas, dividimos o arco cronológico em quatro capítulos mais ou menos equivalentes, das premissas históricas e ambientais dos territórios em questão ao projeto e construção dos grandes conjuntos em seu interior, de sua crítica e estigmatização ao declínio e ao fim de determinados paradigmas de projeto de conjuntos habitacionais. Num capítulo conclusivo, procuraremos relacionar os dois 'universos', levantando questões cruzadas e transversais que possam iluminar tanto processos mais gerais que os englobam, quanto as irreduzíveis diferenças que os especificam, quiçá contribuindo para a elaboração de visadas críticas mais abrangentes sobre a história recente da habitação social e suas perspectivas atuais.

Dividimos, portanto, a análise dos casos estudados em duas partes relativamente independentes, uma delas dedicada à história social da Cité Balzac e outra que analisa o caso da Cidade Tiradentes. A ordem linear que a numeração das páginas sugere não reflete a sequência do seu desenvolvimento e não deveria condicionar a leitura, que se abre em algumas possibilidades como no **Jogo de amarelinha**<sup>14</sup>, de Julio Cortázar publicado nos mesmos anos em que se construía a Cité Balzac (1963), cuja ação se divide entre Paris e Buenos Aires.

A idéia é que o leitor possa, depois da introdução, optar pela leitura de qualquer um dos dois casos, cuja narrativa desenvolve-se ao longo dos quatro capítulos que o situam no respectivo enquadramento local e nacional. Naturalmente, passar-se-ia para a análise do outro caso, percebida a partir do entendimento daquele com o qual acabamos de alguma maneira a nos comprometer em sua leitura, ou seja, o seu par dialético transnacional. Daí, só nos restaria a conclusão, momento no qual confrontam-se categorias comparáveis, disparidades e paralelismos, sintonias e questões comuns. O sentido geral da tese se dá quando fazemos a leitura completa da introdução e das duas monografias, confrontadas e discutidas no capítulo conclusivo, no qual

---

<sup>14</sup> **Rayuela**, publicado em espanhol em 1963, em francês em 1966 como **Marelle** e em português em 1968 como **Jogo de amarelinha**.

procuramos relacionar os dois 'universos', levantando questões cruzadas e transversais aos paralelos delineados pelas duas histórias sociais de ambos os territórios periféricos<sup>15</sup>.

Além dos textos que compõem a tese propriamente dita, também fazem parte dela um par de cadernos iconográficos que reúnem documentos, cartografias, desenhos, fotografias, cartões postais e stills de vídeo que buscam reconstituir através de imagens uma narrativa condensada e reveladora, ainda que relativamente autónoma, das duas monografias locais. Um resumo em francês, previsto pela Convenção de Dupla Titulação assinado entre a Universidade de São Paulo e Université Paris 1 Panthéon Sorbonne na qual se enquadra esta tese, encerra o volume, logo após a bibliografia e agradecimentos.

---

**15** Gostaríamos no entanto que tal linearidade pudesse ser subvertida, que o conteúdo específico de cada uma das monografias pudesse interessar parte dos leitores e que também a leitura direta da introdução à conclusão fizesse sentido e condensasse o sentido e a trajetória de quatro anos de pesquisas e reflexões entre o Brasil e a França. É o que veremos.

## i.2 Sobre os usos da comparação e as fontes históricas

Estabelecer paralelos entre contextos historicamente distintos exige todo o rigor e alguma invenção em termos de método, uma vez que, além de nos arriscarmos aqui em uma aventura transnacional ela também acaba por ser transdisciplinar, entre os fundamentos da arquitetura e do urbanismo e os para nós 'novos' campos da história.

Comparar o que parece ser incomparável pode ser arriscado mas pode ser também mais produtivo, abrindo perspectivas e dando lugar a pontos de vista diferentes, para além das fronteiras nacionais. O distanciamento com o qual nos colocamos a observar os objetos arquitetônicos, um certo olhar estrangeiro, nos aproxima do olhar etnográfico e pode nos ajudar a alimentar indagações e análises críticas distintas dos 'nativos'. O etnólogo francês Claude Lévi-Strauss, cuja presença no Brasil nos anos 1930 afeta profundamente tanto a formação da Universidade de São Paulo quanto sua própria obra, lembra aos historiadores a importância da contribuição das mais variadas culturas e disciplinas: *"Longe de suspeitar dos etnógrafos, o historiador preocupado com o futuro de sua ciência deveria, ao contrário, recorrer a eles."* (Lévi-Strauss, 1996:33)

Para os historiadores franceses da École des Annales, o diálogo com a antropologia e a sociologia fundamentaria a proposta de ação de uma nova história, não automática mas 'problemática', que 'compreende e nos faz compreender', como propõe Lucien Febvre no manifesto 'Face au Vent', de 1946. Deste texto seminal para a renovação historiográfica francesa do pós guerra, retiramos uma definição que nos parece ao mesmo tempo concisa e justa do que seja a história enquanto disciplina, adequada à história das cidades assim como à história da arquitetura e do urbanismo.

*"A história, resposta às perguntas que o homem de hoje necessariamente se faz. Explicação de situações complicadas, em meio às quais ele se debaterá menos cegamente caso conheça sua origem. Lembrança de soluções que foram soluções no passado e que, portanto, não poderiam de modo algum ser as soluções do presente. Compreender em que o passado difere do presente: que escola de flexibilidade para o homem alimentado de história!"* (Febvre, 1952 in Forastieri e Novaes, 2011:83)<sup>16</sup>

Febvre faz uso ali de analogias urbanístico-arquitetônicas transcontinentais que não poderiam deixar de reter nossa atenção enquanto historiadores do campo para se referir à renovação epistemológica proposta por sua geração.

*"Viva o cimento e o vidro transparente! Quando a combinação deles não responde mais às novas necessidades, podem ser jogados fora sem dificuldade nem remorso. Reconstruímos, então. Começamos novamente. Esta é uma outra força: a força em expansão dessas grandes cidades da América que, a cada dez anos, reconstróem suas avenidas e trocam de pele."* (Febvre, 1952 in Forastieri e Novaes, 2011:76)

As recomendações, indícios e concessões em torno da longa duração<sup>17</sup> como prisma de entendimento da história elaboradas por Fernand Braudel, outra figura central da École des Annales que também participaria da formação da Universidade de São Paulo, nos ajudam a

<sup>16</sup> Febvre, Lucien (1952) 'Contra o vento: Manifesto dos novos Annales' (Forastieri e Novaes, 2011:77)

<sup>17</sup> Distinta do *"tempo curto, aquele cuja medida é a dos indivíduos, a da cada vida cotidiana, a de nossas ilusões, nossas rápidas tomadas de consciência - o tempo do cronista por excelência, o tempo do jornalista. Ora, observemos que tanto crônica como jornal fornecem, ao lado dos grandes acontecimentos, qualificados como históricos, os mediocres acidentes da vida ordinária: um incêndio, uma catástrofe ferroviária, o preço do trigo, um crime, uma representação teatral, uma inundação. Cada um de nós compreenderá que existe, assim, um tempo curto para todas as formas de vida: econômica, social, literária, institucional, religiosa, e até mesmo geográfica (fortes ventos, uma tempestade), tanto quanto a política."* (Braudel, 1958 in Forastieri e Novaes, 2011:87)

construir as bases das duas monografias em paralelo sobre as últimas cinco décadas na periferia de Paris e São Paulo.

*“Entre os tempos diferentes da história, a longa duração se apresenta assim como um personagem obstruidor, complicado, frequentemente inédito. Admiti-lo no centro de nossa atividade profissional não será uma simples brincadeira, nem uma ampliação habitual dos estudos e curiosidades. Não se trata, tampouco, de uma escolha da qual nossa profissão seria a única a se beneficiar. Para o historiador, aceitar a longa duração é propor-se a uma mudança de estilo, de atitude, a uma reviravolta do pensamento, a uma nova concepção do social. É familiarizar-se com um tempo em câmera lenta, às vezes quase nas raias da imobilidade. Nessa etapa, e não em outra (...) é lícito desapegar-se do tempo exigente da história, sair dele e depois a ele voltar, mas com outro olhar, um olhar carregado de inquietações, e de outras questões. Em todo caso, é com relação a essas camadas da história lenta que a totalidade da história pode ser repensada, como a partir de uma infraestrutura. Todos os andares, todos os milhares de andares, todas as milhares de explosões do tempo da história se compreendem a partir dessa profundidade, dessa semi-imobilidade; tudo gravita em volta dela.”* (Braudel, 1958 in Forastieri e Novaes, 2011:99)<sup>18</sup>

Mais recentemente, o sociólogo Marcel Detienne destaca a importância e a pertinência da comparação entre o que é aparentemente diferente, nos apontando interessantes indícios de como ‘comparar o incomparável’ nas ciências sociais, enfatizando contemporaneamente a premência de estudos abrangentes sobre fenômenos semelhantes que aparecem em diversas partes do planeta. Para isso – ele insiste – o fundamental é estabelecer claramente as categorias de análise que aproximarão as situações comparadas. Analisando o ‘político’, a construção de um espaço público e os modos concretos de se reunir, discutir e deliberar sobre questões comuns em sociedades tão diversas quanto a helênica e a francesa durante a Revolução, Detienne nos fornece elementos práticos para uma “aventura comparativista e construtiva”:

*“Há um valor ético da atividade comparativa que desejo defender. É que ela convida a pôr em perspectiva os valores e as escolhas da sociedade à qual se pertence, seja por ter nela nascido pela graça de Deus, seja por tê-la escolhido como sua História idiossincrásica, seja ainda por ter sido levado a nela viver até tornar-se seu residente, mais ou menos assimilado, aceito ou aculturado. Não parece demasiado presunçoso dizer que, construindo comparáveis, mais ou menos bons em diversos casos, entre historiadores e antropólogos, aprendemos a nos colocar à distância de nosso eu mais animal, a ter um olhar crítico sobre nossa própria tradição, para ver, ou entrever, que ela é, verdadeiramente, uma escolha entre outras. (...) Compreender diversas culturas da mesma forma que elas próprias se compreenderam, depois compreendê-las entre si; reconhecer as diferenças construídas, fazendo-as funcionar umas em relação às outras, é bom, é mesmo excelente para aprender a viver com os outros, todos os outros dos outros.”* (Detienne, 2004 p.66-67)

Detienne também explora as relações possíveis entre os campos da história e da antropologia. Ainda que venhamos de outra disciplina, a arquitetura, que deriva mais de um ofício prático e de uma tradição artística do que de um campo consolidado da ciência, procuraremos nos nutrir das ciências sociais como fonte primária acerca do passado recente, entre outras, reconhecidas como atitudes intelectuais histórica e socialmente situadas perante o outro, traduzidas, portanto, em um certo ‘olhar estrangeiro’. A história, por sua vez, nos cabe como método e como gênero, através do qual iremos descrever, detalhar e discutir os dois casos particulares em paralelo e confrontados entre si nos campos da arquitetura e do urbanismo.

*“São, portanto, os diferentes modos de trabalhar por si que chamam a atenção de antropólogos e de historiadores. Cabe a eles confrontá-las, colocando em perspectiva aquelas que poderão fornecer mais informações sobre as operações pelas quais sociedades humanas imaginaram criticar a tradição, fabricar modelos do passado e se permitir formas de historicidade dissonantes também entre si. Ninguém duvida: o campo das historicidades comparadas é roçado com dificuldade.”* (Detienne, 2004 p.91)

---

<sup>18</sup> Braudel, Fernand (1958) ‘História e Ciências Sociais: a longa duração’ (Forastieri e Novaes, 2011:87)



Marcel Detienne reconhece as dificuldades inerentes ao cruzamento entre os campos da história e da antropologia, dentro da qual poderíamos esquematicamente inserir também a história dos fatos arquitetônicos e do pensamento urbanístico como manifestações culturais de determinados grupos sociais. Para Detienne, apesar destas dificuldades e dos riscos que a experiência comparativista comporta, entre as sociedades mais distantes encontraríamos elementos comuns através dos quais poderíamos ‘construir comparáveis’.

*“Sem dúvida, haverá sempre historiadores prontos para defenderem a tese irredutível de que só se pode comparar aquilo que é comparável. Da mesma forma que entre os etnólogos, em princípio mais iniciados em comparativismo, encontraremos sem dificuldade as referências a um ‘lar próprio’, para afirmar a especificidade de um terreno comum ou de uma cultura com originalidade específica. Pouco importa. O essencial para trabalhar junto é se libertar do mais próximo, do natal e do nativo, e tomar consciência, bem cedo e bem rápido, de que temos de conhecer a totalidade das sociedades humanas, todas as civilidades possíveis e imagináveis, sim, a perder de vista, historiadores e antropólogos da mesma forma confundidos. Esqueçamos os conselhos, prodigalizados por aqueles que repetem há meio século, de que é preferível instituir a comparação entre sociedades vizinhas, limítrofes e que progrediram na mesma direção, de mãos dadas, ou então entre grupos humanos que atingiram o mesmo nível de civilização e que, à primeira vista, oferecem de modo suficiente homologias para navegar com toda segurança.” (Detienne, 2004 p.46)*

Inserida nesta perspectiva metodológica mais ampla, parece mais simples identificar os termos destas aproximações no caso da sociedade urbana, ocidental e contemporânea, entre o Brasil e a França. No clássico ‘O direito à cidade’, Henri Lefebvre expõe as dificuldades e as possibilidades que o campo do comparativismo entre cidades diferentes oferecia para a sociologia urbana e para a ‘análise crítica’ das ‘razões ideológicas’ e das ‘causas práticas’ da ‘crise mundial das cidades’:

*“a crise da cidade é mundial. Ela se apresenta à meditação como um aspecto dominante da mundialidade em marcha, com o mesmo título que a técnica e que a organização racional da indústria. No entanto, as causas práticas e as razões ideológicas dessa crise variam segundo os regimes políticos, segundo as sociedades e mesmo segundo os países em questão. Uma análise crítica desses fenômenos só poderia ser legitimada comparativamente, mas faltam muitos elementos dessa comparação. Países em vias de desenvolvimento, desigualmente atrasados - países capitalistas altamente industrializados - países socialistas desigualmente desenvolvidos, por toda parte a cidade, morfológicamente, explode. A forma tradicional da sociedade agrária se transforma, mas de modo diferente. Numa série de países mal desenvolvidos, a favela é um fenômeno característico, enquanto nos países altamente industrializados essa característica é a proliferação da cidade em ‘tecidos urbanos’, em subúrbios, em setores residenciais cuja relação com a vida urbana constitui um problema. Como reunir os elementos de semelhante comparação?” (Lefebvre, 1967, p.79-80)*

Também no Brasil os sociólogos dialogaram ativamente com os historiadores; José de Souza Martins, por exemplo, personagem ativo da história que iremos contar, tece considerações sobre a pesquisa de ‘nexos’ entre a história local e os ‘grandes processos históricos’ como tarefa principal do historiador que nos parecem pertinentes e precisos.

*“A história local é a história da particularidade, embora ela se determine pelos componentes universais da História, pelos processos mais amplos e significativos. Isto é, embora na história local raramente sejam visíveis as formas e conteúdos dos grandes processos históricos, ela ganha sentido por meio deles, quase sempre ocultos e invisíveis. Cabe ao pesquisador descobrir esses nexos. A história local é certamente um momento da História, mas momento no sentido de expressão particular e localizada das contradições históricas.” (Martins, 2000, p.132)*

Certamente, em se tratando de realidades sócio-culturais diversas, tais referências sociológicas e antropológicas são inevitáveis e em certa medida desejáveis mas é importante esclarecer que as principais ferramentas metodológicas aqui adotadas provêm da história social, de modo a compreender os fatos arquitetônicos e urbanísticos focalizados em seu contexto. Tal opção fica clara na escolha que fizemos no sentido de construir nossas narrativas eminentemente a partir de fontes documentais primárias, a imprensa e as análises dos contemporâneos às experiências

devidamente historicizadas. A partir do reconhecimento das dificuldades de incluir a história oral entre nossos materiais de estudo, procuramos incluir o depoimento dos personagens envolvidos através das publicações, notícias e documentários em que dão suas opiniões a respeito do lugar onde vivem.

O cruzamento de diferentes temporalidades, articulando os fatos pontuais à longa duração, será também fundamental para que tenhamos um panorama geral dos desenvolvimentos intelectuais e ideológicas em torno da questão do habitat popular, bem como os conflitos, rupturas e contradições inerentes à aplicação de políticas públicas urbanas abrangentes como a promoção de habitação social. Se durante algum tempo o urbano na França era discutido principalmente por sociólogos e urbanistas, vemos nos últimos anos uma profícua produção que procura dotar de uma certa 'espessura' histórica alguns debates marcados pela amnésia coletiva, e assim complexificando a vulgata anacrônica que costuma dominar os discursos acerca das políticas públicas urbanas<sup>19</sup>. Como destaca o arquiteto Paul Chemetov, compreender a emblemática associação da arquitetura moderna à questão social é algo bem mais complexo do que analisar formalmente a realização de conjuntos habitacionais:

*“O encontro da arquitetura e da habitação para todos é recente; (...) o movimento moderno traz à pauta o problema da habitação coletiva como projeto e modo de vida, de um conforto doméstico, produto maquinado, e cria o próprio sujeito de sua intervenção massiva. Esse aprendizado da habitação por parte da sociedade, essa nova cultura do bem-estar, teve como corolário e condição, uma prática arquitetônica radicalmente distinta daquelas que a precederam. (...) A novidade radical desse projeto não pode se reduzir à única forma arquitetural.”* (Chemetov in Dufaux e Fourcaut (orgs.), 2005)<sup>20</sup>

Assim, estabelecemos como estratégia abordar cada uma das experiências escolhidas sem desvinculá-las de seus respectivos contextos e complexidade. A elaboração de duas monografias em paralelo, relativamente independentes, que nos servem como atalho para compreender uma ampla genealogia das políticas, propostas e projetos franceses e brasileiros.

O cruzamento de diferentes recortes espaço-temporais, articulando os fatos pontuais à longa duração e as esferas locais às circunstâncias nacionais, foi também fundamental para construir um panorama geral dos desenvolvimentos intelectuais e ideológicos em torno da questão do habitat popular, bem como os conflitos, rupturas e contradições inerentes à aplicação de políticas públicas abrangentes como a promoção de habitação social.

Escolhemos estudar exemplos emblemáticos da trajetória das políticas e realizações de habitação social em cada um dos países que não primam pela excepcionalidade arquitetônica<sup>21</sup>, optando por conjuntos digamos 'ordinários', isto é, inseridos na lógica massiva de construções que caracterizou o período inicial do nosso recorte temporal, passando em seguida por um processo de

---

**19** Fourcaut, A. e Vadelorge, L. 'Où en est l'histoire urbaine du contemporain?' in *Histoire urbaine* N°32 Dez/2001 p. 137-158

**20** *“Le rencontre de l'architecture et du logement pour tous est recente; (...) le mouvement moderne pose le problème du logement collectif comme projet et mode de vie, d'un confort domestique, produit machinique et crée le sujet même de son intervention massive. Cet apprentissage du logement par la société, cette culture nouvelle du bien-être eut pour corollaire et condition une pratique architecturale, radicalement distincte de celles qui l'avaient précédée. (...) La nouveauté radicale de ce projet ne peut se réduire à la seule forme architecturale.”* (Chemetov in Dufaux e Fourcaut, 2005)

**21** Como os trabalhos que focalizam as 'Unités' de Habitação de Le Corbusier (Monnier, 2005), o projeto de Candilis, Josic e Woods para Toulouse Le Mirail (Gruet e Papillaut, 2008), o conjunto Les Courtilières (Michel e Derraine, 2005), projetado por Emile Aillaud e, no Brasil, o Conjunto Residencial Pedregulho (Britto, 2011).

estigmatização e degradação que veio a justificar intervenções recentes de caráter pontual ou extraordinário, em todo caso representativos das respostas ao momento atual de crise urbana formuladas e praticadas nos diferentes contextos.

Uma cronologia em paralelo nos ajudará a estabelecer as conexões entre as histórias particulares da Cité Balzac, em Vitry-sur-Seine, nos arredores de Paris, e da Cidade Tiradentes, no extremo leste de São Paulo. Para compor estas duas narrativas, nos serviremos das fontes disponíveis em arquivos públicos das duas cidades e regiões, consultando documentos técnicos e oficiais, projetos, planos, imprensa local, oficial e comunitária, 'partidária' ou 'independente', na medida do possível incorporando-os diretamente à tese, de maneira a permitir ao leitor um contato direto com as fontes, entrecruzando a nossa análise às referências documentais e também as fontes bibliográficas, algumas das quais igualmente permeadas pelos objetos que se propuseram a examinar. Fotografias, noticiários, documentários, filmes de propaganda e ficção também serão incorporados à tese como fontes primárias, já que a imagem dos conjuntos - outrora associada à celebração, passando à violência ou à monotonia, entre outros conteúdos estigmatizantes, cumpre um papel fundamental nos discursos e práticas que agem em sua transformação.

O contraste das imagens radiosas dos primeiros anos dos *grands ensembles* e o retrato atual de sua destruição, emblema *versus* estigma, aparece também claramente em trabalhos de diversos artistas e fotógrafos. Mathieu Pernot, em **Le grand ensemble** aproxima as imagens de cartões postais dos conjuntos à época de sua inauguração dos registros recentes de sua demolição, entremeados com as memórias dos habitantes, recolhidas dos versos dos cartões<sup>22</sup>.

A coleção de imagens **Arquivo Brasília**<sup>23</sup> nos serve aqui de referência não só por conta das preciosas imagens da nova capital mas interessam diretamente aos propósitos desta tese na medida em que constituem uma narrativa histórica sem palavras, história social, cultural e urbana unicamente a partir da seleção e da edição das fotografias e registros dos primórdios da cidade. O sociólogo Bruno Latour, em **Paris la ville invisible** (1998), juntamente com a fotógrafa Emilie Hermant parece nutrir-se deste mesmo espírito na medida em que propõe uma 'teoria do social em um percurso de fotografias, em rajadas de imagens'<sup>24</sup>. Contraposta ao discurso textual, a narrativa fotográfica e até cartográfica nos ajuda a construir uma dialética entre o imaginário e a compreensão coordenada dos fatos e dos espaços, tanto físicos quanto 'sociais', o que de acordo com Latour, seria possível de apreender através de séries de imagens.

*“Nós elaboramos a hipótese inversa. A dupla impressão de fragmentação e monotonia, desestruturação e uniformidade, pode se sustentar do ponto de vista escolhido como à temperatura. Qualquer coisa de outra ordena e localiza, reúne e situa, liga e distingue, rima e cadencia, mas que não teria mais a forma de uma sociedade e que deveria ser seguida à risca, por outros métodos. Pela fotografia, talvez, ou sobretudo por séries que fotografias que seria necessário ler em contínuo - mesmo se nossos hábitos de pensamento as interrompam*

---

<sup>22</sup> Parte da exposição de Mathieu Pernot foi escolhida para integrar a X Bienal de Arquitetura de São Paulo. Ver a edição especial da revista **Monolito** sobre a X Bienal (Nº17, de 2013), o catálogo homônimo da exposição original Pernot, Mathieu (2007) **Le grand ensemble**, Point du Jour e o texto de Annie Fourcaut sobre a exposição de cartões postais, fotografias e textos e as possíveis contribuições do olhar do artista para o historiador .

<sup>23</sup> Wesely, Michel e Kim, Lina (2010) **Arquivo Brasília** Cosac e Naify

<sup>24</sup> *“théorie du social dans un parcours de photographies, dans des rafales d’images”* Latour, Bruno e Hermant, Emilie (1998) **Paris ville invisible** Les empêcheurs de penser en rond/ La découverte, p.157-158)

*e as dispersem. O que nós chamaremos o social, a figura do social, se torna visível se conseguirmos ligar um a um estes traços particulares percorridos por um movimento rápido”<sup>25</sup>*

Ainda em 1967, o cineasta Jean Luc Godard realizou no grande conjunto de La Courneuve, o filme **2 ou 3 choses que je sais d'elle**, no qual a personagem feminina implícita no título é também a região parisiense em plena transformação, marcada pela passagem brusca da sociedade francesa rumo ao consumo de massas, conflitos e polarizações políticas exacerbadas em cores vibrantes, muito barulho e algumas idéias bastante ambíguas sobre a sociedade industrial, as *cités nouvelles* e a linguagem. Tratam-se de fontes preciosas para o historiador social e cultural da arquitetura, que para além da justificação de um discurso ou confirmação da vulgata, tentará recompor um panorama justo do que foram estas experiências urbanas e sociais, apoiando-se em analogias, imagens e referências simbólicas ou culturais.

*“O papel criador e formativo da cidade será garantido por outros sistemas de comunicação. Talvez. Televisão, rádio. Vocabulário e sintaxe. Uma nova linguagem, talvez (...) Eu analiso a vida da cité e seus habitantes e os laços que os unem com tanta intensidade como o biólogo que analisa as relações entre o indivíduo e a raça em evolução. Só assim eu poderei me dedicar aos problemas de patologia social, que nos informam sobre a esperança de uma verdadeira cité nouvelle.”<sup>26</sup>*

---

**25** “Nous avons fait l’hypothèse inverse. La double impression de fragmentation et de monotonie, déstructuration et d’uniformité, peut tenir au point de vue choisi comme à la temperature. Quelque chose d’autre ordonne et localise, rassemble et situe, relie et distingue, rythme et cadence, mais qui n’aurait plus la forme d’une Société et qu’il faudrait suivre à la trace, par d’autres méthodes. Par la photographie, peut-être, ou, plutôt, par des séries de photographies qu’il faudrait apprendre à lire en continu - même si nos habitudes de pensée les interrompent et les dispersent. Ce que nous appellerons le social, le furet du social, la figure du social, deviendra visible si nous parvenons à relier une à une les traces particulières dont il est parcouru, traces dotées d’un mouvement rapide”(Latour e Hermant, 1998:14) Latour, Bruno e Hermant, Emilie (1998) **Paris ville invisible** Les empêcheurs de penser en rond/ La découverte

**26** “Le rôle createur et formative de la ville sera assuré par des autres systemes de communication. Peut-être. Television, radio. Vocabulaire et syntaxe. Une nouvelle langage, peut-être. (...) J’écrite la vie de la cité et de ses habitants et les liens qui les unissent avec autant d’intensité que le biologiste ecrite les rapports entre l’individuel et la race en evolution. Ce seulement ainsi que je pourrai m’attaquer alors aux problèmes de pathologie social, infformant l’espoir d’une vrai cité nouvelle” Godard, J.L. **2 ou 3 choses que je sais d'elle** Ficção França, 1967 min 00:23:00

### i.3 Os grands ensembles franceses

São muitos os trabalhos recentes que vem sendo publicados na França sobre a história dos *grands ensembles*, numa tentativa de compreender a enorme transformação a que foram submetidos tais espaços e objetos. De emblema de um projeto social amplo e construtivo, os enormes conjuntos habitacionais produzidos em massa durante os trinta gloriosos anos de espetacular crescimento da economia francesa no pós-guerra sobretudo nos anos 1960, passaram a ser encarados como ícones da segregação, da violência e dos problemas sociais, ocupando o lugar simbólico antes reservado aos *bidonvilles*<sup>27</sup> e aos territórios autoconstruídos. Cabe principalmente aos historiadores da arquitetura e do urbanismo recuperar seu significado original, como faz a historiadora Danièle Voldman: “Os grandes conjuntos são hoje tidos como símbolos de uma relegação social; no entanto, eles foram, em seu tempo, o objeto de uma das mais belas ambições do século XX: oferecer uma moradia decente a todos.”<sup>28</sup>

Grande parte dos trabalhos sobre o tema, seja no campo das ciências sociais ou da história, parece inscrever-se no esforço de compreensão das transformações reais e simbólicas que se intensificaram a partir das crises do petróleo. Pierre Peillon é um dos sociólogos que questionaram o contraste entre a imagem radiosa da inauguração das *cités* nos anos 1960 e sua representação atual como lugar da delinquência e violência, objeto de intensa estigmatização: “Como conseguimos fazer com que territórios — tidos originalmente como símbolos da modernidade, do progresso técnico e social —, sejam, em menos de duas décadas, associados a noções de marginalidade, exclusão social e crise urbana?”<sup>29</sup>

Fato é que a história dos *grands ensembles*, vista a partir dos dias atuais, no momento em que se aceleram as demolições e se multiplicam as publicações dedicadas ao assunto, parece à primeira vista um vasto emaranhado a descobrir e contextualizar, certamente fonte de inquietações e perguntas, que alimentam não só a leitura destes espaços mas também o debate em torno das possibilidades do campo de estudos em formação dedicado à história contemporânea do urbano.

Para além dos trabalhos pioneiros, que hoje ganham o status de clássicos, como a leitura estrutural dos modos de produção dos grandes conjuntos realizada pelo sociólogo Edmond Preteceille (1976), a interpretação marxista da história da habitação social na França na longa duração ensaiada por Rémy Butler e Patricia Noisette (1983) e o panorama da produção arquitetônica caracterizada por *hard french* por Bruno Vayssière (1987)<sup>30</sup>, cujo momento de publicação precisa

<sup>27</sup> Optaremos por traduzir, a partir daqui, o termo *bidonville* por favela, não para desconsiderar a especificidade do fenômeno no Brasil mas para aproximar as duas formas de habitar, em muito semelhantes.

<sup>28</sup> “Les grands ensembles sont aujourd’hui perçus comme des repoussoirs et des symboles d’une relégation sociale; ils ont pourtant été, en leur temps, l’objet d’une des plus belles ambitions du XX<sup>ème</sup> siècle: offrir un logement décent à tous.” (Voldman, Danièle. 2010, p.201)

<sup>29</sup> “Comment est-on arrivé à ce que des territoires qui constituaient à leur origine des symboles de la modernité et du progrès technique et social aient, en moins de deux décennies, été associés à des notions de marginalité, d’exclusion sociale et de crise urbaine?” (Peillon, 2001, p. 9)

<sup>30</sup> Respectivamente Preteceille, Edmond La producción de los “Grands Ensembles” Barcelona: Gustavo Gili, 1976, Butler, Rémy e Noisette, Patricia (1983) Le logement social en France (1815-1981) De la cité ouvrière au grand ensemble Paris, La Découverte e Vayssière, Bruno Reconstruction-Déconstruction. Le hard french ou l’architecture française des Trente Glorieuses Paris, Picard, 1988, entre outros.

também ser contextualizado e historicizado, existem uma miríade de novas publicações, pesquisas, obras de ficção e documentários que tomam os *grands ensembles* por objeto ou cenário. Se queremos considerá-los como referências, seria produtivo agrupar esquematicamente estes novos trabalhos em torno de suas especificidades disciplinares e posturas subjacentes, frequentemente razão de sua existência.

Assim, diversas publicações emergem como justificativas da ação governamental, partindo da vulgata e da condenação aos conjuntos como mecanismo de afirmação de políticas e projetos urbanísticos, frequentemente escritos ou publicados por atores envolvidos nestes processos, como é o caso de Masboungi, Ariella (2005) *Régénérer les grands ensembles* e Fédération Nationale des Offices D’HLM (2007) *L’engagement des offices dans les opérations de rénovation urbaine*, que reúnem projetos e realizações em publicações inseridas na lógica das políticas da Agência Nacional de Renovação Urbana (ANRU). No momento em que se intensificam as operações de renovação urbana das Zonas Urbanas Sensíveis, que passam obrigatoriamente pela demolição espetacular das blocos, torres e ‘unidades de habitação’ que transformaram a paisagem periférica francesa no pós-guerra, aparecem também atitudes e ações práticas que visam a classificação de alguns deles como patrimônio histórico e artístico do século XX.

O volume ***Grands ensembles: Une architecture du XXème siècle***, procura inventariar os grandes conjuntos de arquitetura notável, refletindo um entendimento ‘cultural’ do episódio dos *grands ensembles* na história urbana francesa alimentado pelo Ministério da Cultura e da Comunicação, além da intenção de preservar alguns deles como patrimônio, postura contraditória com as intenções do governo que empenha-se na ‘renovação urbana’ através do Ministério da Habitação e dos Equipamentos.

*“Estes grandes conjuntos, sem dúvida uma das principais legados arquitetônicos do século passado, podem se tornar o laboratório de novas modalidades de reconhecimento arquitetônico, social e cultural, recuperando as vantagens da habitação coletiva, muitas vezes percebidas negativamente: o espaço da paisagem, a urbanidade, o vazio, a insolação podem se tornar desafios para as operações de renovação urbana centradas menos na erradicação de uma maneira de construir entendida como fonte de todos os males sociais do que na concepção de projetos urbanos que integrem todas as potencialidades dos territórios, incluindo esta herança. Os grandes conjuntos não são menos portadores da história coletiva, nem menos merecedores do título de sucessos, mesmo de obras primas arquitetônicas, do que qualquer outra forma de urbanismo ou de construção característica de uma época, como todo o patrimônio. É a este título que sua identificação e ação efetiva de uma conservação adaptada à sua realizada fazem parte dos investimentos culturais essenciais para a cidade do amanhã.”*<sup>31</sup>

---

**31** *“Ces grands ensembles, sans doute l’un des principaux legs architecturaux du siècle écoulé, peuvent ainsi devenir le laboratoire de nouvelles modalités de reconnaissance architecturale, sociale et culturelle, réhabilitant les atouts du logement collectif, souvent perçus de manière négative: l’espace du paysage, l’urbanité, le vide, la pénétration du soleil peuvent devenir les enjeux de rénovations urbaines axées moins sur l’éradication d’une manière de construire perçue comme la source de tous les maux sociaux que sur la conception de projets urbains intégrant toutes les ressources des territoires, y compris cet héritage. Les grands ensembles ne sont en effet pas moins porteurs d’histoire collective, ni moins souvent dignes d’être considérés comme des réussites, voire des chefs-d’œuvre architecturaux, que n’importe quelle autre forme d’urbanisme ou de construction caractéristique d’une époque; comme tout patrimoine, les plus remarquables d’entre eux représentent à la fois une part de mémoire et un capital pour l’avenir. C’est à ce titre que leur identification et la mise en oeuvre d’une conservation adaptées à leur réalité font partie des investissements culturels essentiels pour la ville de demain.”* Ministère de la Culture et de la Communication (2011) ***Grands ensembles: Une architecture du XXème siècle*** Dominique Carré Editeur, p.27

Tal postura, promovida e apoiada por diversos arquitetos e professores através de publicações universitárias e colóquios<sup>32</sup>, evidencia a heterogeneidade da produção arquitetônica e urbanística dos trinta gloriosos e sua recepção atual, que contrasta com a imagem largamente difundida de homogeneidade e monotonia. No entanto, já no ‘Avant-propos’ da publicação, Gérard Hamel, presidente da ANRU, deixa claro que o entendimento da agência é levemente divergente, focalizando os ‘erros’ do urbanismo e da arquitetura do século XX como os alvos das políticas nacionais que passam obrigatoriamente pela demolição muitas vezes espetacular dos enormes blocos e torres dos grandes conjuntos habitacionais periféricos.

*“Demolições de edifícios se revelam frequentemente indispensáveis, apesar de tudo o que eles representam de carga emocional para seus habitantes que passaram uma grande parte de suas vidas ali. Elas aliviam as consequências de prédios obsoletos ou permitem uma recomposição urbana mais aberta para o restante da cidade. As vezes elas acabam com a estigmatização do bairro, cristalizado em alguns blocos emblemáticos dos problemas que afetaram o lugar nos últimos anos. Do mesmo modo que o urbanismo e a arquitetura do século XX produziram realizações de qualidade notável, que aprendemos a respeitar, outros edifícios e composições urbanas foram simplesmente erros cujo pesado preço coube aos habitantes.”*<sup>33</sup>

Diversos arquitetos publicaram trabalhos sobre o tema e puseram em prática projetos alternativos para lidar com estes territórios ao longo das últimas décadas, destacando a pluralidade e qualidade frequentemente encoberta de alguns conjuntos. Roland Castro, arquiteto militante da geração de maio de 1968 ajudou a criar a associação Banlieue 89 (juntamente com o também arquiteto Michel Cantal-Dupart) e participou de vários projetos de reabilitação de conjuntos degradados (Castro e Denissof, 2005)<sup>34</sup>. Mais recentemente, o trio Frédéric Druot, Anne Lacaton e Jean-Phillipe Vassal, oferecem alternativas interessantes e economicamente justificadas para a demolição dos edifícios no livro-manifesto Plus - Les grands ensembles de logements - Territoires d'exception<sup>35</sup>, estudo originalmente produzido para um concurso promovido pelo Ministério da Cultura e da Comunicação.

Sociólogos franceses, desde os anos 1960, voltaram-se sobre territórios populares como laboratórios de estudo acerca da nova sociedade que se constituía a partir da explosão demográfica do pós-guerra, bem como interessados nas transformações sociais decorrentes da renovação urbana, para empregar o título do estudo de Henri Coing (1966), hoje um clássico da sociologia urbana, que nos servirá não só como referência teórica mas também como fonte.

---

**32** Gaudard, V. Margo-Schwoebel, F. e Pouvreau, B. (Coords.)(2010) 1945-1975 Une histoire de l'habitat 40 Ensembles Patrimoine du XXème siècle Beaux Arts éditions

**33** *“Des démolitions d'immeubles s'avèrent souvent indispensables, malgré tout ce qu'elles représentent de charge émotionnelle pour des habitants qui ont passé une grande partie de leur vie sur place. Elles tirent les conséquences de l'obsolescence des bâtiments ou permettent une recomposition urbaine plus ouverte sur le reste de la ville. Parfois elles sanctionnent la stigmatisation du quartier, cristallisée sur un petit nombre de bâtiments, emblématiques des dysfonctionnements qui ont affecté le site depuis des années. De même que l'urbanisme et l'architecture du XXème siècle ont produit des réalisations d'une remarquable qualité, que nous nous employons alors à respecter, d'autres édifices ou compositions urbaines ont simplement été des erreurs dont les habitants ont payé lourdement le prix.”* Ministère de la Culture et de la Communication (2011) Grands ensembles: Une architecture du XXème siècle Dominique Carré Editeur, p.8

**34** Ver o dossier ‘De Banlieues 89 a Jean-Louis Borloo’ da Revista Urbanisme N°332 Set-Out/2003 e também Castro, Roland et Denissof, Sophie [Re]Modeler Métamorphoser Paris: Editions Le Moniteur, 2005

**35** Druot, Frédéric, Lacaton, Anne et Vassal, J.P. Plus - Les grands ensembles de logements - Territoires d'exception Editorial Gustavo Gili, Barcelona, 2007

Relatórios e estudos produzidos sob a égide do Institut de Sociologie Urbaine também nos servirão ora como contribuições de caráter teórico e reflexivo sobre processos urbanos mais gerais, ora de fonte de informações sobre o quadro local num determinado momento de sua história, ou sobre os discursos correntes sobre os modos de habitar à época.

Hoje, diversos sociólogos e filósofos vêem nos conflitos que tem por palco os territórios periféricos um reflexo exacerbado das tensões características da experiência política da cidade, como sugere em *A condição urbana* (2009) o filósofo Olivier Mongin, diretor da revista *Esprit*. Várias das questões colocadas por Jacques Donzelot (2006 e 2009)<sup>36</sup>, que colabora com a publicação, ecoarão em algumas páginas desta tese, longe da pretensão de sugerir soluções, tão somente com o intuito de entender um pouco mais profundamente os termos destes problemas.

Nos parecem particularmente produtivas as leituras dos historiadores que vem se debruçando nos últimos anos sobre os territórios de habitação popular, por meio de artigos e pesquisas acadêmicas que procuram olhar para a realização e ocupação dos conjuntos pelo prisma da história social, recuperando seus significados originais e acompanhando suas transformações ao longo das últimas décadas, sem desvinculá-los das condições e premissas a partir das quais estas soluções foram pensadas. Joseph Abram, juntamente com Monnier e Klein, é um destes historiadores da arquitetura que nos introduz a um panorama mais complexo do objeto:

*“A população dos grands ensembles, inicialmente diversificada no plano sociológico, vai rapidamente se uniformizar. Ocorrerá então uma clivagem entre as camadas médias, atraídas pelo acesso à casa própria (facilitado pela lei de 1977 que transfere uma parte do auxílio à construção para o auxílio à pessoa), e as camadas mais pobres, cativas na falta de meios financeiros que lhes permitissem deixar o grand ensemble. A pirâmide social desabarará, transformando irremediavelmente as cités em guetos (...). O fracasso dos grands ensembles é, antes de tudo, político e administrativo. Os fenômenos debilitantes que os afetaram foram simplificados de maneira abusiva, atribuindo a torres e blocos consequências que lhes eram estranhas. Dessa maneira, exagerou-se a influência da arquitetura, reduzindo o impacto das formas sobre a vida social a uma relação mecânica.”*<sup>37</sup>

Abram praticamente isenta a arquitetura da culpa que lhe é frequentemente ela é atribuída por políticos, como justificação de suas ações espetaculares ações, reconhecendo o papel das construções em massa para a economia nacional, independentemente da boa qualidade ou notoriedade de sua arquitetura:

*“Mas todas essas críticas não podem nos fazer esquecer, no plano histórico, a formidável modernização do parque imobiliário que representaram os grands ensembles. Sem este ajuste de valores de uso, que induzem*

---

**36** Donzelot, Jacques *Quand la ville se défait*, Paris, Editions du Seuil, 2006 e Donzelot, Jacques *La ville a trois vitesses*, Paris, Editions de La Villette, 2009

**37** *“La population des grands ensembles, d’abord diversifiée sur le plan sociologique, va rapidement s’uniformiser (...) Un clivage se produira alors entre les couches moyennes, attirées par l’accession à la maison individuelle (facilité par la loi de 1977 qui transfère une partie de la ‘aide à la pierre’ vers l’aide à la personne) et les couches plus pauvres, restées captives faute de moyens financiers lui permettant de quitter le grand ensemble. La pyramide sociale s’effondrera, transformant irrémédiablement les cités en ghettos. (...) L’échec des grands ensembles est d’abord politique et administratif. On a simplifié abusivement les phénomènes de dépérissement qui les ont affectés, en prêtant aux tours et aux barres des effets qui leurs étaient étrangers. On a exagéré ainsi l’influence de l’architecture en réduisant à une relation mécanique l’impact des formes sur la vie sociale.”* (Abram in Klein e Monnier (orgs), 2002, p. 140)



*necessariamente uma abordagem quantitativa do habitat, a sociedade francesa não poderia ter dado sequência ao seu crescimento econômico em condições satisfatórias.*<sup>38</sup>

Para além da reabilitação ou condenação do arquiteto, uma compreensão mais ponderada do papel dos *grands ensembles* para a modernização francesa parece vir da história social. Certo é que os historiadores retomam e dialogam com questões semelhantes as abordadas em outros campos<sup>39</sup>, embora fique clara uma outra postura disciplinar, que busca religar os fatos arquitetônicos aos contextos políticos e sociais de sua idealização e realização. Nesta linha destacamos alguns trabalhos publicados recentemente sobre a história da habitação social na França a partir de sua reconstrução na longa duração por Danièle Voldman<sup>40</sup>, assim como sobre as dinâmicas construtivas e projetos de arquitetura e urbanismo dos *grands ensembles* por Paul Landauer<sup>41</sup> e Thibaud Tellier<sup>42</sup>. As pesquisas e publicações realizadas integralmente ou organizadas pela professora Annie Fourcaut também serão pontos de apoio importantes para esta tese, tanto como método de análise - a história social dos territórios populares, a abordagem transnacional - como enquanto objetos: a *banlieue rouge*, os loteamentos irregulares e a história dos *grands ensembles* e da *politique de la ville*<sup>43</sup>.

Assim, considerando que um dos papéis de uma tese em cotutela pode ser aproximar referências teóricas e bibliográficas provenientes dos dois países, tentaremos trazer para o corpo da tese diversas destas referências, construindo a monografia dedicada à Cité Balzac a partir de fontes primárias específicas entremeadas a análises mais amplas de questões e situações análogas, oferecendo ao leitor brasileiro a possibilidade de entrar em contato direto com a interessante produção recente sobre a história social do urbano na França.

---

<sup>38</sup> *"Mais toutes ces critiques ne doivent pas faire oublier, au plan historique, la formidable modernisation du parc immobilier qu'ont représenté les grands ensembles. Sans cette mise à niveau généralisée des valeurs d'usage, qui induisait nécessairement une approche quantitative de l'habitat, la société française n'aurait pu poursuivre sa croissance économique dans des conditions satisfaisants"* (Abram in Klein e Monnier (orgs), 2002, p. 142)

<sup>39</sup> Aqui, nos referimos especificamente ao título do trabalho de Tissot, Sylvie (2003) 'De l'emblème au 'problème' (les grands ensembles à Montreuil)' in *Annales de la recherche urbaine*, Paris, n°93

<sup>40</sup> Voldman, Danièle (org.) (2010) *Désirs de toit* Paris: Creaphis

<sup>41</sup> Paul Landauer *L'invention du grand ensemble – La caisse des dépôts maître d'ouvrage* Paris : Picard, 2010

<sup>42</sup> Thibaud Tellier *Le temps des HLM(1945-75) : La saga urbaine des trente glorieuses*, Paris: Autrement, 2007

Estes pesquisadores são ou foram ligados ao Centro de História Social do século XX, unidade de pesquisa da Universidade Paris 1, na qual encontramos uma interlocução adequada aos nossos propósitos e hipóteses. Ali fomos recebidos generosamente pela professora Annie Fourcaut, que, coerente com a disposição de estabelecer diálogos transnacionais em torno da questão da habitação social, aceitou dirigir esta tese em cotutela, ao lado de José Tavares Correia de Lira, da Universidade de São Paulo.

<sup>43</sup> Fourcaut, Annie (Org.) (2000) *La banlieue en morceaux. La crise des lotissements défectueux en France dans l'entre-deux-guerres*, Créaphis Fourcaut, Annie e Dufaux, Frédéric (orgs.) (2004) *Le monde des grands ensembles*, Paris, Créaphis, Fourcaut, Annie, Belanger, Emmanuel et Flonneau, Mathieu (2007) *Paris/Banlieues – Conflits et solidarités*, Créaphis Fourcaut, Annie (2011) 'Comprendre l'histoire des grands ensembles' in Fourcaut, A. e Harismendy, F. (orgs.) (2011) *Grands ensembles : Intentions et pratiques (1850-1970)* Corlet imprimeur/ Ville de St.Brieuc

## i.4 A Cité Balzac, em Vitry-sur-Seine

Vitry-sur-Seine, comuna<sup>44</sup> inscrita na *banlieue* sul, entre as margens do Rio Sena e a Rodovia Nationale 7, cortada pelas linhas ferroviárias Paris-Juvisy e Paris-Órleans, pode ser considerada uma espécie de laboratório de projetos e realizações em habitação social. Desde os anos 1920, a implantação dos primeiros conjuntos de '*Habitations à Bon Marché*' (HBM) destinadas à alojar os operários precariamente abrigados das indústrias que se instalaram no entorno de Paris, até os dias atuais, a comuna vem construindo exemplos paradigmáticos e ordinários de diversos projetos de habitação social.

Os *grands ensembles* construídos ali são um marco importante da história recente da cidade, que viu surgir também expressões pós-modernas e contemporâneas, como o conjunto em torno da praça do mercado realizado por Paul e Alexander Chemetov nos anos 1990. Hoje, Vitry abriga uma ambiciosa operação da Agência Nacional de Renovação Urbana (ANRU), cujo epicentro é a Cité Balzac, em área contígua à Gare des Ardoines, pólo estratégico de uma Operação de Interesse Nacional (OIN) e articulação estrutural de transportes da Região Parisiense, o chamado Arco Sul do projeto Grand Paris.

Uma *promenade* urbana pelos bairros da pequena cidade, umbilical e historicamente ligada à vizinha Ivry-sur-Seine e o Sul de Paris, é também um passeio pelas muitas formas produzidas pelos organismos dedicados à habitação social municipal e regional ao longo do século. Existem ali, conservados e habitados até os dias atuais, exemplares pioneiros dos edifícios HBM em tijolos vermelhos, fragmentos de cidades-jardins à francesa promovidos pelos mesmos organismos, conjuntos dedicados a abrigar os veteranos da primeira guerra mundial, grandes extensões de loteamentos de casas unifamiliares - os *pavillions*, muitos *grands ensembles* característicos dos anos 1960, realizações habitacionais tipicamente pós-modernas e também experimentações projetuais mais contemporâneas, que incorporam os discursos e conceitos da última 'moda', como a participação popular e a sustentabilidade.

Diversas delas foram projetadas por arquitetos de renome e influência no panorama francês, representantes de diversas gerações de profissionais envolvidos na produção de habitação social e equipamentos públicos como Marcel Lods e Eugène Beaudoin, Paul Chemetov, Guy Duval, Jacques Ripault, Christian Devilliers, entre outros, vários deles de alguma maneira envolvidos com as esferas regionais e nacionais do Partido Comunista Francês (PCF).

Tal convergência de investimentos públicos e privados e trajetórias profissionais não será integralmente compreendida se não levarmos em conta o fato de que a comuna foi, juntamente com Ivry, uma das principais 'vitrines' do chamado 'comunismo municipal'. Este fenômeno, que alcançou seu apogeu entre os anos 1930 e 1960, caracterizou-se pela hegemonia política alcançada pelo PCF a partir dos anos 1920, através de sucessivas vitórias eleitorais nas esferas municipal e departamental nestas comunas de forte predominância proletária, só interrompido violentamente pela ocupação alemã da capital e boa parte do território francês durante a segunda guerra mundial. A importância de Vitry e Ivry na chamada *ceinture rouge* é de tal ordem que ainda hoje

---

<sup>44</sup> Adotaremos o termo 'comuna' quando nos referirmos ao equivalente francês ao município no Brasil para demarcar uma distinção entre os dois, já que o Brasil, por ser uma República Federativa, confere um grau menor de poder e autonomia do que tem a 'comuna' na França.

as duas comunas formam um bastião comunista, sendo administradas pelo partido desde 1925 até os dias atuais.

Outro dado fundamental é a paisagem urbana de Vitry, que até o fim dos anos 1950, era fortemente marcada por grandes áreas de habitações individuais autoconstruídas em loteamentos precários e favelas, emblemas da crise habitacional que os *grands ensembles* - e seus promotores - se propuseram a resolver, sobretudo a partir do início dos anos 1960. A transformação da atividade econômica principal da comuna, que ao longo da primeira metade do século passa da agricultura para a indústria se reflete na paisagem de Vitry. As grandes extensões de terras foram enxergadas como uma possibilidade de expropriação fundiária para a implantação de grandes conjuntos de habitação que abrigariam os crescentes contingentes populacionais nascidos com o baby-boom do pós-guerra e atraídos para a comuna pelos empregos nas indústrias.

A partir da instauração da V República na França (1958), o Estado pôs em marcha um ambicioso plano de reorganização da *banlieue*, que previa a realização de diversos *grands ensembles* em torno de Paris, como medida indispensável para equilibrar os movimentos populacionais e desadensar bairros degradados da capital, os chamados '*lots insalubres*'. É neste período que se encontra a gênese do nosso objeto de estudo, a Cité Balzac, o maior dos três núcleos habitacionais financiados pelos fundos liberados pela Caixa de Depósitos e Consignações (CDC) na comuna, situado em posição excêntrica tanto em relação ao núcleo histórico da cidade quanto ao novo centro urbano projetado.

A Cité Balzac foi escolhida em particular não só porque foi uma das primeiras realizações habitacionais incluídas no projeto *Grand Ensemble*, símbolo de um novo modo de morar e da modernização dos processos produtivos, ícone de um novo paradigma projetual mas também porque foi o que sofreu mais intensamente um processo de degradação e estigmatização, caracterizando-se pouco mais de uma década após ser inaugurado pelos problemas sociais, pela violência, pelos conflitos entre gangues de jovens, pelo desemprego, pelo tráfico de entorpecentes e pela concentração de imigrantes e de pobreza. De Zona de Urbanização Prioritária, foco das esperanças da sociedade e dos investimentos do *État providence*, a Cité Balzac passou rapidamente ao status de Zona Urbana Sensível, eufemismo que a insere na cartografia das áreas perigosas a evitar pela burguesia e pela classe média, relegadas a quem não podia escolher onde morar através de nem tão sutis diferenciações econômicas ou étnicas.

Este panorama fez com que a Cité Balzac fosse objeto de diversas ações, programas públicos e comunitários a partir do fim dos anos 1970 que visavam rehabilitá-la e reverter este quadro. Por meio de uma sucessão bastante heterogênea de ações conhecida como *politique de la ville*, focalizaram-se ora aspectos físicos dos edifícios, ora aspectos ações sociais, sobretudo ligadas à elevação do nível educacional e cultural dos jovens habitantes do conjunto e sua reinserção nas estruturas sociais e econômicas. Após duas décadas de convivência cotidiana da população com a pequena criminalidade, a degradação e a estigmatização, combatidas por ações de discriminação positiva e mobilização associativa de eficácia relativa, um evento dramático acabaria intervindo na 'renovação' do conjunto.

A morte de uma jovem de origem argelina queimada viva por um morador da Cité Balzac em 2002 - crime intensamente explorado pela mídia, poder ativo na estigmatização dos *grands ensembles* desde seu surgimento na paisagem periférica francesa - acabou por reforçar a imagem

da Cité Balzac no imaginário dos territórios potencial e efetivamente perigosos. Impossível deixar de considerar tal fato na compreensão da genealogia das ações do maior programa de renovação urbana (em termos de investimento) já realizado no território francês, especialmente no que tange à intensificação das demolições do que outrora foram símbolos da modernização técnica e progresso social. É importante considerar também o papel que a crise das *banlieues* tiveram na disputa política, especialmente na campanha presidencial que elegeu Sarkozy, que explorou o trauma coletivo vivido pelos franceses durante a primavera de 2005, com a explosão de revoltas urbanas simultâneas deflagradas a partir da morte de três jovens eletrocutados durante fuga da polícia em Clichy-sous-Bois.

Tais eventos vieram a se coadunar com os problemas crônicos enfrentados pela administração do órgão local de habitação social (OPHLM municipal) que exercia a tutela sobre os edifícios da Cité Balzac, como inadimplência dos aluguéis e taxas de serviços públicos, recusa da atribuição dos apartamentos no conjunto como consequência da estigmatização e degradação física das construções, convergindo na assinatura de uma convenção com a ANRU. O projeto da agência previa a demolição de quase mil unidades habitacionais no conjunto e a construção de duas novas unidades para cada unidade demolida, espalhadas pelos diversos bairros da cidade. Esta oportunidade foi vista pelo poder municipal como alavanca da retomada das construções habitacionais na comuna, em trajetória descendente desde os trinta gloriosos, ao mesmo tempo em que ‘resolvia’ os problemas da Cité Balzac através da introdução forçada de uma suposta *mixité* social, abrindo os terrenos públicos para promotores privados e outros extratos de renda como estratégia para romper o bolsão de pobreza que ali se concentrava.

Uma operação de interesse nacional, a integração de eixos de transporte privado e público de massa Arc Sud, prevê a transformação da Estação de Trem de Ardoines em nó de articulação logística, em torno de zona de serviços e indústrias leves. Os impactos destas transformações nestes territórios lindeiros à Cité Balzac continuará a mudança social para limites muito além dos desta tese, mas nos parece oportuna a escolha desta particular *Cité* como estratégia para compreender as transformações político-sociais e institucionais na França no que elas afetam a questão habitacional dentro do recorte temporal delimitado pela pesquisa. Ele se estende praticamente até os dias atuais, por considerarmos que no momento contemporâneo processa-se uma transformação de paradigma de projeto que evidencia o estado de crise da habitação social como utopia moderna.

### i.5 Os grandes conjuntos habitacionais no Brasil

Para compreender essa história social da habitação no Brasil pós-1964, elegeremos a ação da Companhia Metropolitana de Habitação em São Paulo, a COHAB-SP, órgão executor das políticas do Banco Nacional da Habitação, sociedade de economia mista controlada quase que exclusivamente pela Prefeitura de São Paulo, que produziu imensas cidades-conjuntos na zona Leste paulistana como o Itaquera e Cidade Tiradentes que nos servirão aqui de par dialético brasileiro para estabelecer paralelos e se confrontar com a história da Cité Balzac<sup>45</sup>.

Uma vez que o foco dominante dos historiadores sociais que se dedicam ao tema das condições de habitação da classe trabalhadora foi principalmente a República Velha, a Era Vargas e o período democrático anterior ao golpe, a lacuna com relação à história urbana recente identificada por Lícia do Prado Valladares (1982: 58) permanece em aberto, ainda que gerações de pesquisadores tenham contribuído enormemente para o panorama acadêmico, profissional e crítico em torno do tema desde então. Vários deles, como é o caso da geógrafa Amélia Damiani (1993), a socióloga Maria Ruth do Amaral Sampaio (1985), o urbanista Kazuo Nakano (2002), escolheram a Zona Leste e seus conjuntos como 'laboratório' de pesquisas da questão urbana no Brasil, oferecendo ao leitor interessado no assunto um vasto leque de perspectivas sobre os mesmos territórios, em diferentes momentos de sua história recente.

A ação pública no campo da habitação social foi um dos principais vetores de crescimento e concentração demográfica da Zona Leste de São Paulo, produzindo enormes extensões de tecido urbano predominantemente monofuncional, verdadeira 'cidade-dormitório', justificada por vezes através de um projeto urbano autoritário e fragmentário, inserido na lógica de rebaixamento dos custos de produção das unidades, que acabou por tornar-se uma expressão nítida segregação sócio-espacial (Nakano, 2002), característica estruturante da expansão e do crescimento da metrópole paulistana na segunda metade do século XX (Kowarick et alli, 1975).

Agente do Sistema Financeiro da Habitação criado em 1965 a partir das sugestões da assistente social Sandra Cavalcanti para a campanha de Carlos Lacerda 'aproveitadas' pelo governo militar, as COHABs municipais tentariam dar nas décadas seguintes uma resposta eloquente para estado caótico e de crise absoluta da habitação social, que 'salta aos olhos' da opinião pública principalmente nos anos 1960 em quase todas as grandes cidades brasileiras e vinha mobilizando diversos setores da sociedade civil como intelectuais, políticos e movimentos sociais naqueles anos.

O Seminário Nacional de Reforma Urbana de 1963, de onde saíram propostas operacionais e urgentes para o planejamento das cidades brasileiras, é um episódio singular da história da arquitetura e do urbanismo no Brasil que ilustra a situação de explosão demográfica, precariedade infraestrutural e crise habitacional aguda em que vivia São Paulo e grande parte das demais cidades brasileiras naqueles anos. Diversos autores e pesquisas recentes mostram que foram obstruídas pelo golpe militar vários dos caminhos apontados por experiências ligadas à participação popular e medidas indispensáveis de reestruturação fundiária, reunidas sob a égide de uma reforma urbana inspirada na agrária, igualmente imperativa. No entanto, vários projetos

---

<sup>45</sup> Após alguma hesitação em torno da experiência de locação social no empreendimento de remoção da favela do Parque do Gato, por conta de uma relação direta com a política locativa social francesa dos HLM.

de criação de leis e dispositivos institucionais resultantes dos grupos de trabalhos reunidos no Hotel Quitandinha e na sede do IAB em São Paulo parecem ter sido incorporados pelo dispositivo mobilizado pelo governo militar para dar conta do estado de miséria das cidades brasileiras.

A criação do Banco Nacional de Habitação, o BNH e do Serviço Federal de Habitação e Urbanismo (SERFHAU), agência do governo federal dedicada à questão das cidades, parecem ter seguido as recomendações expressas nestes documentos no sentido de estabelecer uma potente instituição federal dotada de meios e da incumbência de resolver a crise urbana e da habitação<sup>46</sup>. Parece ser importante recuperar estas possíveis continuidades e permanências, identificando claramente as rupturas no sentido de compreender as formas, o modelo e os dispositivos de produção pública de habitação social que se implanta a partir de então.

De acordo com a geração de arquitetos que se forma a partir da crítica do BNH como Sérgio Azevedo e Luis Aureliano Andrade (1979), Gabriel Bolaffi (1982), Lícia do Prado Valladares (1982) e Ermínia Maricato (1982), teria havido desvio dos objetivos sociais que justificaram a criação do BNH, convertido em mero instrumento de estímulo do setor da construção civil que acabava por ter como consequência o agravamento das condições de vida e habitação das classes proletárias. O SERFHAU teria servido tão somente para dar emprego a uma 'casta de planejadores que sobrevoava o país' ao elaborar planos urbanísticos que iriam parar diretamente nos arquivos das Prefeituras Municipais de todo o país<sup>47</sup>.

A Companhia Metropolitana de Habitação de São Paulo, a COHAB-SP surge logo após o golpe como uma das várias 'filiais' do BNH (Constantino, 2007)<sup>48</sup>, encarregadas de aplicar os recursos do Fundo de Garantia por Tempo de Serviço (FGTS - 8% do salário de todo trabalhador registrado) na promoção de habitação popular através da construção de conjuntos, aquisição de glebas de terras, obras de urbanização, administração dos financiamentos e do seu patrimônio imobiliário.

*"Do confronto de promessas e realizações, a ação do BNH deixa um saldo negativo, sobretudo em função da correção monetária e do modelo empresarial adotado. Esse saldo negativo revela-se, por um lado, pelo afastamento de sua clientela prevista e, por outro, por sua pouca eficácia em fazer face ao déficit habitacional"* (Valladares, 1982:43).

Se em paralelo ao esfacelamento do BNH um número considerável de estudos seria publicado por sociólogos e arquitetos simultaneamente ao esfacelamento do BNH, analisando seus mecanismos financeiros, políticos e sociais de promoção, a situação particular e a realidade cotidiana de cada um dos conjuntos escaparia a esta geração de autores, sendo enriquecida por abordagens etnográficas como a que antropóloga Alba Zaluar (1985) faz no conjunto de Cidade de Deus. O auto-intitulado 'antropoteto' Carlos Nelson Ferreira dos Santos ao lado de uma equipe de antropólogos entre os quais Arno Vogel personificariam uma nova abordagem da questão, forjada

---

<sup>46</sup> Ver Serran, João Ricardo (1976) O IAB e a política habitacional brasileira (1954-1975) CoSu IAB Nacional

<sup>47</sup> Bolaffi, Gabriel 'Planejamento urbano: reflexão sobre a experiência recente' in Novos Estudos Cebrap N°4, Nov/1982

<sup>48</sup> Constantino, Carlos Adriano Santos (2007) A COHAB-SP e uma nova política habitacional: o período 2001-2004 Dissertação de Mestrado FAU USP

em meio aos atritos entre as 'comunidades' e o poder público e amparadas em observações mais atentas do cotidiano de moradores de conjuntos habitacionais<sup>49</sup>.

Diversos são os trabalhos e experiências recentes que nos ajudam a compor uma panorama das diversas fases do órgão que atuou decisivamente na construção dos territórios e da paisagem de uma enorme porção da periferia paulistana, processo que ocupou também o horizonte de várias cidades brasileiras. O padrão periférico de expansão da metrópole seria a expressão nacional de um 'urbano desurbanizado' de que fala Henri LeFebvre, evocado por Ermínia Maricato (1982) para se referir aos territórios que naqueles anos sofriam um processo de proletarização do espaço, resultado da ineficácia das políticas do BNH:

*"vastas áreas de autoconstrução de casas, sem qualquer outro equipamento ou serviço público ou particular à exceção do precário transporte, barracas de venda de alimentos, ou pequenos empórios-botecos. São bairros que se assemelham muito a canteiros de obras, e mantêm essas características por muitos anos, não raramente por mais de vinte anos, até chegar os primeiros elementos de infra-estrutura urbana"* (Maricato, 1982:87)

As dinâmicas da autoconstrução em loteamentos irregulares que disputam com o poder público os territórios periféricos das metrópoles brasileiras, retalhando em lotes de área frequentemente inferior aos padrões mínimos estabelecidos pela regulamentação urbanística (quando ela existe), vendidos a 'preços populares e condições a perder de vista', foram objeto de análises de diferentes gerações de arquitetos e sociólogos ligados à FAU USP como Maria Ruth do Amaral Sampaio e Carlos Lemos, autores de um estudo pioneiro sobre o tema e Ermínia Maricato, Nabil Bonduki e Raquel Rolnik, que desenvolveram uma abordagem bastante original do fenômeno e que num momento posterior serão chamados a colaborar com as políticas públicas, propondo a retomada de algumas práticas envolvidas na autoconstrução.

A história das favelas, campo pioneiro no estudo da habitação social no país, segundo Valladares (1982), que começa a emergir em massa em São Paulo a partir dos anos 1970 foi e continua sendo objeto de estudo de sociólogos, geógrafos, antropólogos e sanitaristas, sobretudo ligados à USP, como Lúcio Kowarick (1975, 2000 e 2010), Vera da Silva Telles e Eduardo Marques. Os grandes conjuntos da Zona Leste eram apresentados como alternativas à esta produção, disputando os mesmos territórios ao adequar o preço da terra aos padrões mínimos de consumo e remuneração das massas trabalhadores e acabaram por incorporar a informalidade característica das favelas e ocupações. As inflexões das políticas públicas, ora contrapondo-se à participação popular, ora incorporando a prática e a força de trabalho dos mutirantes no programa, fez destes limites da cidade um vastos emaranhado composto por camadas formadas por distintos processos de suburbanização à margem da formalidade, frequentemente desenvolvido em complementaridade às políticas públicas e seus limites, traço constituinte das histórias sobre as quais nos debruçamos.

---

<sup>49</sup> Santos, Carlos Nelson (Coord.) (1985) Quando a rua vira casa: a apropriação de espaços de uso coletivo em um centro de bairro IBAM/FINEP

## i.6 Fragmentos da Zona Leste paulistana

Embora os conjuntos construídos pela na Zona Leste representem *“a parte mais válida da experiência da COHAB/SP, a despeito dos inúmeros erros cometidos”* (Sachs, 1990:219), não é simples eleger um território em particular que tenha passado por sucessivas transformações ao longo dos últimos cinquenta anos em São Paulo, como no caso francês. Seja pelo caráter fragmentário do território, que revela uma paisagem marcada pela dualidade entre uma ‘cidade formal’ composta por grandes conjuntos habitacionais contraposta ao seu duplo, a cidade informal dos loteamentos irregulares e favelas, seja pela alternância de projetos político-urbanísticos antagônicos ocupando o poder municipal a partir da redemocratização, o fato é que para acompanhar as transformações dos programas de promoção pública de habitação durante o período de atuação do BNH e depois de sua extinção, nos vimos compelidos a abordar realizações de conjuntos próximos que representaram, no momento em que foram construídos, os mais significativos investimentos do poder público em termos de recursos e de aposta em soluções inovadoras para a crise do habitat nos limites da metrópole.

Até a década de 1960, os limites da região Leste ainda eram marcados por seus traços rurais, divididos em amplas glebas de terras agrícolas e extrativas, que constituíam o cinturão verde nos arredores da cidade de São Paulo. Pouco a pouco, a região sofreria um processo de ‘urbanização crítica’, estimulada tanto por especuladores, que começaram a lotear irregularmente as antigas chácaras e fazendas a partir dos anos 1920 e sobretudo depois de 1950 quanto pelo poder público, que a partir dos anos 1970, iniciou a construção de grandes conjuntos habitacionais nos terrenos baratos do extremo da zona leste.

O conjunto Prestes Maia, inaugurado em 1975, foi a primeira realização da COHAB-SP na região Leste de São Paulo. Conhecida por seus primeiros habitantes como a ‘Ilha’, o conjunto isolado no ‘sertão’ de Guaianases era cercado por paisagens ainda rurais que foram cedendo espaço à loteamentos e outros conjuntos que transformavam o pacato povoamento ligado à estação ferroviária, em torno das pedreiras, olarias e terras remanescentes das fazendas da região em uma das periferias mais populosas da metrópole paulistana.

A construção de Itaquera, em torno da antiga estação da linha tronco da Central do Brasil, iniciada no final dos anos 1970, constituiu uma espécie de modelo segundo o qual a Cidade Tiradentes viria a se desenvolver na década seguinte. Os conjuntos de Itaquera, seguindo principalmente o ‘tipo’ característico da produção do BNH através da COHAB-SP durante os vinte anos da ditadura (1964-1985), definiriam um novo vetor de urbanização periférica na zona leste da metrópole. Todavia, em que pesem os evidentes erros decorrentes da política de aquisição de enormes glebas e a excessiva padronização dos empreendimentos executados na Zona Leste de São Paulo, alguns dos primeiros projetos ali realizados pelas construtoras privadas atuantes na região eram fruto de experiências com sistemas construtivos com vistas à redução de custos e prazos, que os distinguiriam da produção da Companhia até então.

Itaquera tornou-se desde então um marco da ocupação da Zona Leste de São Paulo por um oceano de conjuntos e mares de casas, que extrapolariam os limites do município de São Paulo, englobando também municípios vizinhos, como Ferraz de Vasconcelos, Poá, Suzano e parte do ABC. Na verdade, desde 1945, Aroldo de Azevedo já destacava naquela região a centralidade da ‘capital da linha tronco da Central do Brasil’, hoje não por acaso tornada uma área estratégica da



‘operação urbana’<sup>50</sup> que inclui a construção do estádio do Sport Club Corinthians, a ser inaugurado em data próxima à defesa desta tese<sup>51</sup>. Ali está também um importante marco da arquitetura moderna paulista, o conjunto de serviços públicos Poupatempo, projeto do arquiteto Paulo Mendes da Rocha do final dos anos 1990, que juntamente com o centro comercial também conectado à estação de metrô local, inaugurada em 1984, e um conjunto de Escolas Técnicas e Faculdades de Tecnologia promovidas pelo Governo do Estado reiteram essas funções de centralidade de Itaquera para a estruturação da Zona Leste da metrópole paulistana (Azevedo, 1958 e Langenbuch, 1971).

A Cidade Tiradentes propriamente dita, este ‘conjunto de conjuntos’ habitacionais (Petrella, 2008), teria sua construção iniciada apenas nos anos 1980, intensificando-se com os últimos grandes financiamentos do BNH, que vão encarnar a expressão máxima de um modo de ‘urbanização crítica’ que construiu boa parte da região Leste da metrópole paulistana (Damiani, 1993). A construção dos conjuntos Santa Etelvina e Barro Branco I e II no distrito de Cidade Tiradentes atravessou a redemocratização, tornando-se campo de produção habitacional pelas mais variadas tendências políticas, que se alternaram no poder a partir da ‘abertura política’.

Se havia ainda um fragmento de utopia no projeto de urbanismo que levava à realização de verdadeiras ‘cidades-conjunto’ (Damiani, 1993) pela COHAB-SP, em Cidade Tiradentes, o descompasso entre os anseios populares, as demandas habitacionais da metrópole e o projeto autoritário de cidade herdado da ditadura naqueles tempos de redemocratização e ressurgimento das camadas populares como agente político foi ficando claro na medida em que os diversos setores eram inaugurados e povoados. A segregação sócio-espacial, precariedade e violência logo se tornariam marcas distintivas deste território, que representa uma continuidade do modo de produção da COHAB mesmo depois do fim do BNH que a orientava e a financiava.

No momento em que uma nova geração de arquitetos, em grande parte atuante na universidade ou formada na crítica radical à ação do BNH, é chamada a participar do governo de Luiza Erundina, de matriz popular, eleito no fim dos anos 1980, uma certa tomada de consciência irá orientar a ação pública no sentido da rejeição ao modelo de produção herdado do BNH, e do qual Cidade Tiradentes tornara-se o principal símbolo. As constatações objetivas a respeito das deseconomias e má qualidade das obras, deixadas por conta das empreiteiras, e inviabilidade urbanística dos conjuntos, cujos contratos e demanda haviam sido herdados da gestão de Jânio Quadros à frente da Prefeitura, levaram muitos dos profissionais atuantes na área a emitir pareceres extremamente desfavoráveis ao conjunto Santa Etelvina, recomendando a demolição de muitas das unidades problemáticas do ponto de vista construtivo, realizadas por construtoras a serviço da COHAB-SP (Boucinhas in Lavos, 2009).

O diagnóstico era claro, era preciso construir de tudo na Cidade Tiradentes, exceto mais moradias, a não ser para quem já morava nas imediações. As propostas desta nova geração de empreendimentos apontavam para outros caminhos, mobilizando investimentos utópicos seja

---

<sup>50</sup> A expressão ‘Operação Urbana’ surgiu no vocabulário urbanístico paulistano no final dos anos 1980 como idéia, tornando-se realidade em meados dos anos 1990 com a extensão da Avenida Faria Lima e caracteriza uma ação de desenvolvimento urbano promovida através de parcerias público-privadas e operações urbanísticas interligadas, modelo que foi severamente criticado após sua implantação pelas ligações das ações com os interesses do capital imobiliário especulativo.

<sup>51</sup> O ‘Itaquerão’, onde se dará a partida de abertura da próxima Copa do Mundo de futebol, em 15 de junho de 2014.

pela convocação aos movimentos de moradia organizados a participarem da formulação de políticas públicas no setor, seja pelo recurso às práticas mutirantes e autogestionárias<sup>52</sup>. (Bonduki, Rossetto e Andrade, 1993).

Em tempos de retorno das velhas forças políticas ligadas à ditadura ao poder municipal, em meados dos anos 1990, a prioridade da secretaria de Habitação sofreria um redirecionamento importante, para ações de erradicação de favelas nas áreas centrais da cidade, com a construção de pequenos conjuntos sobre os terrenos, os famigerados Cingapuras, marca das gestões de Paulo Maluf e Celso Pitta. Cidade Tiradentes nesse momento reconvertera-se em repositório para a demanda cada vez crescente das listas da Cohab-SP e das populações removidas pelas amplas operações urbanas que tomaram conta da cidade naquela década, como mostraram Fix (1996) e Nakano (2002). Trabalhos acadêmicos recentes vem reabrindo a problemática deste distrito particular de São Paulo, composto de conjuntos habitacionais implantados sem que houvesse um projeto de cidade em jogo. Adriana Slomiansky (2002), por exemplo, analisou os 55 conjuntos produzidos pela COHAB-SP até o início dos anos 2000. Carlos Adriano Constantino (2007) também se deteve na atuação do órgão, por ele dirigido durante a gestão Marta Suplicy. Kazuo Nakano, urbanista ligado ao Instituto Pólis, focalizou a Cidade Tiradentes, tomando-a como emblema de segregação sócio-espacial na cidade. Marcio Rufino da Silva (2008), por sua vez, deteve-se sobre a construção da paisagem humana ali, a partir do conceito de urbanização crítica desenvolvido por Damiani (1993).

Documentos encomendados pela própria COHAB-SP também se aproximaram da cidade-conjunto e suas contradições, como o estudo sobre ocupação irregular do patrimônio da Companhia em Itaquera e José Bonifácio realizado por Sampaio e Recamán (1985) e o recente diagnóstico interdisciplinar da Cidade Tiradentes elaborado pela Assessoria técnica Usina CTAH (2004) no contexto do programa Bairro Legal, que contou com a participação da população e dos movimentos de moradia locais.

Também a antropologia urbana vem trazendo importantes contribuições ao conhecimento do cotidiano, da segregação, da violência e da paisagem construída da Cidade Tiradentes. A etnografia audiovisual compartilhada de Rose Hikiji e Carolina Caffé revelam a emergência de novos discursos, posições e territórios entre a população local (Caffé e Hikiji, 2012). Partindo de referências comuns e da história geral da promoção pública de habitação social na zona Leste de São Paulo, propomos aqui um mergulho mais profundo sobre a história de Cidade Tiradentes no contraponto com o processo de urbanização da metrópole paulistana.

Face às dimensões do 'maior aglomerado de conjuntos habitacionais da América Latina', optaremos por nos concentrar em um conjunto específico dentro destes 'mares de prédios e de gente', o Conjunto Habitacional Inácio Monteiro, que concentra desde o primeiro dos conjuntos construídos pela Companhia na região, o Prestes Maia, até projetos piloto das políticas sociais que os governos de esquerda tentaram implementar no campo da habitação, da educação, da cultura e do lazer no final dos anos 1980 e no começo dos anos 2000.

---

<sup>52</sup> Através de programas de construção de conjuntos habitacionais por mutirão autogerido por uma Associação de Construção Comunitária ligada aos movimentos de moradia, com base em um projeto desenvolvido participativamente juntamente com uma Assessoria Técnica e financiados pelo poder público.

Focamos a pesquisa em torno do período contemporâneo num 'pedaço' particular entre Guaianases e o norte do distrito de Cidade Tiradentes, lugares outrora conhecidos como Passagem Funda e Estrada dos Pereiras hoje como Avenida Souza Ramos e Conjunto Habitacional Inácio Monteiro, que concentra num território bastante exíguo realizações arquitetônicas recentes no que se refere a experiências habitacionais e de equipamentos integrados. A paisagem deste fragmento de cidade reflete a diversificada aplicação de diferentes modalidades de produção habitacional: uma maioria de unidades composta por lotes urbanizados (12%) e casas-embrião (52%) típicas do 'período reformista do BNH' (Sachs, 1990), quando o conjunto começou a ser 'urbanizado' e uma menor proporção de conjuntos de apartamentos (36%), somando-se a estes dados (Otero, 2007) os recém entregues mutirões autogeridos verticalizados Paulo Freire, projeto da Usina e da União de Movimentos de Moradia (UMM) e Unidos Venceremos, acompanhado por três assessorias diferentes ao longo do processo de conquista da terra, projeto, financiamento e construção.

A realização do Centro de Equipamentos Unificado (CEU) Inácio Monteiro (projeto elaborado pelos técnicos da EDIF a partir da gestão Erundina como Praça de Equipamentos Sociais), além dos mutirões vizinhos entre si, são interessantes exemplos de transformações recentes na paisagem da extrema zona leste, entremeados a exemplos mais ordinários dos conjuntos típicos da produção pública massificada, construções resultantes de programas de casas embriões e lotes urbanizados experimentados pela COHAB-SP a partir dos anos 1980 e algumas favelas. Ao eleger esses elementos como parâmetro comparativo entre a Cidade Tiradentes e a Cité Balzac, esperamos dar conta de um entendimento simultâneo dos dois contextos, propondo a essas duas 'periferias da periferia' questões comuns, paralelos e olhares cruzados, que nos permitam contribuir com o debate transnacional em torno da história das soluções habitacionais de massa.

## 1\_ Premissas e origens do caso (até 1958)

Procuraremos apresentar o contexto urbano de Vitry-sur-Seine no fim dos anos 1950 e em torno dos terrenos onde se construiria, ao longo da década seguinte, a Cité Balzac, inserida em uma Zona de Urbanização Prioritária (ZUP) estrategicamente situada na *banlieue* sul, nas portas de Paris. Estas realizações são um marco da modernização e transformação urbana nas periferias, fatores decisivos para a configuração do território em torno de Paris até os dias atuais. ‘Colocar ordem’ na *banlieue* ocupada anarquicamente pelo *pavillonnaire*, ‘reconquistar a capital e preparar a Paris do ano 2000’ eram pontos importantes da plataforma política que abre a V República, instaurada com a eleição de De Gaulle em 1958. Embora a história do núcleo urbano de Vitry sur Seine remonte a muitos séculos, ao longo da segunda metade do século XX é que a cidade vai se transformar profundamente, explodindo demograficamente, numa articulação peculiar dos mecanismos e operações de “renovação” do centro antigo e a construção de habitações e equipamentos, possibilitadas pelo dispositivo das Zonas de Urbanização Prioritárias (as ZUPs).

É preciso entender tanto o projeto quanto as transformações na paisagem física e social que ele engendra, confrontando uma nova população com uma comunidade que ali já habitava, especialmente se queremos captar as nuances do choque entre dois modos de vida e populações. Uma recapitulação rápida da história de Vitry até a ZUP, através de breves notícias nos informa de aspectos diversos da constituição daqueles territórios, cuja complexidade nos escapam, sendo objeto de inúmeros outros trabalhos que aqui nos servem de fontes. No período que se segue à primeira guerra mundial, a era do comunismo municipal consolida o poder do Partido Comunista Francês (PCF) nos territórios conhecidos como *banlieues rouges*, porções da periferia próxima dominadas demograficamente pelos trabalhadores e indústrias. Proeminentes lideranças do PCF instalaram-se em Ivry e Vitry como Maurice Thorez, Georges Marrane, Marcel Rosette e a dinastia Venice, Georges e Pierre Gosnat; figuras ímpares do comunismo internacional como o cosmonauta Yuri Gagarin e o arquiteto Oscar Niemeyer visitarão as cidades e as realizações das municipalidades ‘a serviço do povo’.

Tendo em mente as inflexões demográficas e políticas na localidade, observaremos a emergência do debate e da demanda por habitação social e comentaremos algumas realizações habitacionais do período, como os primeiros conjuntos de *Habitations a Bon Marché* (HBM), destinados à abrigar os veteranos de 1914-18 e as cidades-jardins ‘à francesa’. Já no pós segunda guerra, a condenação das precariedades da periferia autoconstruída ecoava tanto no discurso dos comunistas como no dos reformadores sociais e diversos grupos menos progressistas, de tal modo que a crise da habitação ganhava cada vez mais espaço midiático como emergência social e no debate público como imperativo econômico, na esteira da reconstrução. As forças políticas parecem ter convergido em favor do projeto num momento inicial, inserido Vitry no conjunto das primeiras ZUPs da região parisiense. Posteriormente, tais ventos políticos parecem ter afastado o foco das ações públicas de Vitry. Diversos documentos apontam para as inúmeras divergências e debates que cercaram o ambicioso projeto, testemunhos do processo de negociação em torno das diretrizes e processos de detalhamento do projeto. Um dos mais reveladores entre eles é o plano do arquiteto Charles Sebillote, elaborado a pedido do Ministério da Construção e recusado pelos representantes municipais, que acabam por indicar o franco-italiano Mario Capra como arquiteto-chefe da ZUP.

## 1.1 Notícias sobre as origens de Vitry sur Seine

A partir dos vestígios materiais evidentes no contexto urbano atual, poderíamos falar de um núcleo urbano em Vitry em torno da Igreja de St. Germain, cuja construção decorreu entre os séculos XII e XIV, na mesma época e estilo da Notre Dame de Paris. No entanto, sabemos que ela substituiu o antigo templo de St Gervais-St Protais, destruído ao longo de várias batalhas pela conquista da posição de porto natural na entrada sul de Paris. Diversas foram as batalhas que tiveram as margens do Sena como palco, desde a Guerra dos Cem Anos às investidas dos exércitos de Versailles durante a repressão da Comuna de Paris. Os historiadores da cidade, reunidos na Société d'Histoire de Vitry sur Seine desde 1962, que publica fascículos sobre suas origens e diferentes períodos históricos, não têm dúvida em situar sua fundação bem antes, por intervenção romana, recorrendo à explicação toponímica; Vitry seria a terra de Victorius, colono que ali mandara construir sua *villa*, nos tempos em que Paris era Lutécia. Não iremos nos perder nestas minúcias sobre a história local, que pouco nos ajudam a entender o que se passará naquelas planícies debruçadas 'sobre'<sup>1</sup> o rio Sena no século XX, objeto de nosso interesse imediato.

Destas origens é importante destacar o lugar estratégico no qual a cidade nasce, na rota que liga Paris ao sul, à Lyon, à Marseille (a cidade mais antiga da França) e à Itália, antigo caminho e uma das principais artérias da rede de transportes estabelecida pelo império romano que se transforma na Route Nationale 7 (RN-7), hoje conhecida como *Autoroute du Soleil* (Estrada do Sol) e das férias de verão de muitos parisienses, tema de filmes e canções.

A implantação da ferrovia marca cedo a paisagem de Vitry, ainda em meados do século XIX; a quarta linha de trem a ser construída na França (Paris - Juvisy, posteriormente Paris - Órleans) corta a cidade em paralelo ao rio Sena, determinando transformações e novas vocações para Vitry, implantada num sítio urbano estratégico, onde instalar-se-ão os enormes galpões de manutenção da Sociedade Nacional de Caminhos de Ferro (SNCF) no entreguerras.

A navegação fluvial é fator determinante de estruturação deste território, no qual se instalarão diversas indústrias e conseqüentemente, trabalhadores, principalmente em torno do Port a l'Anglais, cujas origens remontam a 1280, quando os proprietários dos terrenos contíguos ao rio decidiram ali fazer as obras hidráulicas e civis necessárias para instalar o porto. Duas eclusas que ajudam as peniches a vencer o desnível do Sena são construídas em 1865, passagem obrigatória de todas as cargas vindas do Sul no rumo de Paris. Sobre as eclusas, em 1913 é construída uma ponte do tipo pênsil. Em torno do eixo que conecta o lugar conhecido como (*lieu-dit*) Port a l'Anglais à praça da Igreja, onde se realiza a tradicional feira de produtos hortifrutigranjeiros (*marché*), passando pela parada ferroviária improvisada a partir de 1862 e convertida em estação de trem em 1905 é que vai se concentrar o principal da urbanização em Vitry até o advento do projeto *Grand Ensemble* (Sagot Duvaux, 2005).

A atividade principal da comuna, situada no cinturão verde parisiense, havia sido a horticultura até o começo do século XX, abastecendo os mercados da capital. A implantação das indústrias químicas, dos ateliês de manutenção ferroviária e da instalação da central termelétrica Arrighi

---

<sup>1</sup> O complemento 'sur Seine', que evidencia a ligação com o rio foi adicionado ao nome da cidade informalmente ao longo do século XVI e oficialmente adotado no século XIX, aprovado por consulta popular, momento no qual se estruturava o território francês, que continha outras cidades conhecidas como Vitry.

## 1\_ Premissas e origens do caso (até 1958)

em 1930 nas imediações do Port a l'Anglais, apresentada como a mais potente do mundo naquele momento<sup>2</sup> transformaria radicalmente a paisagem da comuna tanto do ponto de vista físico quanto social. Estas vertentes industriais altamente empregadoras concentraram em Vitry grandes massas de trabalhadores, que pouco a pouco foram elegendo representantes dos partidos de esquerda nas mais diversas esferas de poder, fenômeno que ocorre simultaneamente em diversas comunas em torno de Paris, constituindo a chamada *banlieue rouge*. Trata-se da construção de um mito, ligado à *“emergência da classe operária como ator social e político que encontra sua expressão num populismo, um realismo poético e em seguida socialista à francesa, no qual as classes populares urbanas são os heróis ambíguos da ficção”*<sup>3</sup>.

Esta ambiguidade, ligada ao potencial revolucionário dos trabalhadores, se transformaria ao longo do tempo, tendo por marco o advento da reorganização da região parisiense nos anos 1960. *“A banlieue é sobretudo no imaginário urbano contemporâneo o lugar dos medos sociais, mas também terreno de experimentações, de utopias, de invenções e de autonomia popular”*<sup>4</sup>.

Segundo o autor do livro dedicado à história geral da cidade, **Connaitre Vitry**, a Comuna de Paris (1871) teria algo a ver com as remotas origens da disseminação dos ideais de esquerda naqueles territórios ainda rurais nos quais, ao longo de boa parte do século XX, será dominado politicamente pelo Partido Comunista Francês. No entanto, o advento da industrialização e da consequente aglomeração de operários, muitos dos quais submetidos a precárias condições de trabalho, seria definitivamente o fator decisivo para o enraizamento do comunismo municipal, movimento que obtém sucessivas conquistas eleitorais a partir de 1923.

*“Mas com a indústria passando à frente da horticultura, isso se reflete também em modificações profundas no futuro da sociedade de Vitry: uma presença cada vez mais considerável das famílias operárias, da urbanização, e sensibilidade em relação aos ideais socialistas e comunistas trazidos pela Comuna de Paris”*<sup>5</sup>.

O geógrafo Jean Bastié publica em 1964 sua pesquisa de doutorado sobre a periferia parisiense em plena transformação, no qual ele analisa alguns núcleos urbanos do sul da *banlieue rouge*, cortando-as radialmente no sentido do progresso do tempo, como método de análise. Ele comenta a posição central que a habitação social ocupava no jogo políticos nas margens da capital, tema recorrente de debate nas células e redes locais dos partidos:

---

<sup>2</sup> Símbolo de modernidade, a Central Arrighi foi projetada por Georges-Henri Pingusson, construída entre 1926 e 32 e demolida em 1991. Segundo Jean Louis Cohen, do ponto de vista arquitetônico, trata-se de um *‘raro exemplo na França de interseção da estética moderna com um programa industrial de porte’* (Cohen, 2013:136). No mesmo local, foi construída a atual Usina à carvão da EDF, que tem data de encerramento de atividades prevista para 2015.

<sup>3</sup> *“émergence de la classe ouvrière comme acteur social et politique trouve son expression dans un populisme, un réalisme poétique puis socialiste à la française, où les classes populaires urbaines sont les héros ambigus de la fiction.”*(Fourcaut, org.,1992:18).

<sup>4</sup> *“la banlieue est d’abord dans l’imaginaire urbain contemporain le lieu des peurs sociales, mais elle est aussi le terrain d’expérimentations, d’utopies, d’inventions et d’autonomie populaire.”* (Fourcaut, org.,1992:29)

<sup>5</sup> *“Mais l’industrie prenant le pas sur l’horticulture, cela signifie aussi, pour l’avenir, de profondes modifications de la société vitriote: présence de plus en plus importante des familles ouvrières, urbanisation, sensibilité aux idéaux socialistes et communistes portés par la Commune de Paris.”* (Sagot Duvauroux, 2005:23)

*“Nas antigas comunas operárias da banlieue vizinha, como é o caso de Ivry, Villejuif, Gentilly e Vitry, misturaram-se por vezes as tradições políticas, o contexto formado por uma rede mais densa de militantes mais ativos bancados pela administração municipal, os feitos desta e também as moradias coletivas.”<sup>6</sup>*

Com as transformações demográficas e de perfil da cidade e seus eleitores, crescem as demandas por moradia decente para os trabalhadores, que tradicionalmente foram acolhidas pelos políticos do PCF. A escala local das reivindicações, agrupamentos e debates, era central na estratégia política dos comunistas, tanto no que tange aos operários assalariados que se instalaram nos novos apartamentos, quanto com relação às demandas por serviços públicos dos moradores da periferia autoconstruída *pavillonnaire*, vistos como vítimas da especulação. O apoio do partido nestas instâncias, como por exemplo através da Confederação Nacional de Locatários<sup>7</sup> (CNL), que concentra e encaminha processos e acordos com os organismos de promoção de habitação social (os *Offices Publiques*) e através da divisão territorial de Vitry em diversas células de atuação local é uma das evidências deste tipo de estratégia de democracia direta que fez parte das práticas dos comunistas em diversos países em alguns momentos de sua história como organização partidária formal, que buscava sua legitimação e apoio nas bases populares.

*“Os movimentos dos ‘mal lotis’ desempenham um papel decisivo no surgimento de cidades ‘vermelhas’ como trunfo ao redor da capital, bem como na invenção de serviços públicos municipais, especialmente no que diz respeito à higiene, à prevenção sanitária e serviços assistenciais. A maioria dos bairros pavillonnaires de Vitry são fruto dessa história.”<sup>8</sup>*

---

<sup>6</sup> *“Dans les vieilles communes ouvrières de la proche banlieue comme Ivry, Villejuif, Gentilly, Vitry, jouent a la fois les traditions politiques, l’encadrement par un réseau plus dense de militants plus actifs soutenus par l’administration municipale, les réalisations de celle ci et aussi l’habitat collectif”* (Bastié, 1964 : 425)

<sup>7</sup> Ver o artigo do historiador Sébastien Jolis em Bellanger, Emmanuel e Mischi, Julian (2013) **Les territoires du communisme Élus locaux, politiques publiques et sociabilités militantes** Armand Colin/ Recherches CHS, p. 167-182, bem como sua tese de doutorado em curso na Université Paris 1 Panthéon Sorbonne intitulada **La CNL: un syndicalisme de locataires?**

<sup>8</sup> *“Les mouvements de mal lotis vont jouer un rôle décisif dans l’émergence de municipalités “rouges” atout autour de la capitale, ainsi que dans l’invention de services publics municipaux, notamment dans le domaine de l’hygiène, de la prévention sanitaire et des soins. La plupart des quartiers pavillonnaires de Vitry sont le fruit de cette histoire.”* (Sagot Duvau-roux, 2005 :41)

## 1.2 O 'comunismo municipal' e a vida política local

Diversos documentos conservados nos Arquivos Públicos Municipais de Vitry-sur-Seine nos informam das problemáticas locais e das posições dos representantes locais do Partido Comunista Francês (PCF) acerca dos projetos em curso, como estudos, relatórios, fotografias e correspondências elaborados pelos arquitetos e demais quadros à serviço da municipalidade, além das coleções de periódicos editados pela municipalidade comunista e trabalhos universitários de conclusão de curso das mais variadas disciplinas que abordaram aspectos da vida nos grandes conjuntos, em particular na Cité Balzac.

Parte da vasta bibliografia que abrange os territórios das *banlieues rouges* nos servirão de referências para compreender os contextos da particular relação entre a política, a modernização habitacional e a renovação urbana, desde os trabalhos pioneiros sobre o fenômeno do 'comunismo municipal' nos subúrbios de Paris a partir dos anos 1920 da professora Annie Fourcaut como sua tese de doutorado sobre Bobigny (1983) e Banlieue rouge: Années Thorez, années Gabin: archétype du populaire, banc d'essai des modernités (1920-60), de 1992 até trabalhos recentes, como os de Benoit Pouvreau (2009), Emmanuel Bellanger e Julian Mischi (2013)<sup>9</sup>. O trabalho de Bruno Fuligni (2012) nos ajuda a compreender um panorama geral das articulações nas instâncias locais, nacionais e geopolíticas do comunismo francês a partir de pequenos episódios retirados dos arquivos do PCF. Nestas passagens, fica também claro o papel de Ivry e, por consequência, Vitry, como bastiões estratégicos do partido na *banlieue rouge*, onde estavam alguns de seus melhores quadros<sup>10</sup>.

Logo após a Primeira Guerra Mundial (1914-1918) e a revolução bolchevique de 1917, em consonância com o espírito da Terceira Internacional Comunista (1919), a mobilização operária crescente leva o PCF ao poder em diversas das pequenas comunas em torno de Paris, especialmente nas que concentravam grandes contingentes proletários como Vitry e sua vizinha Ivry. Associadas naquele momento em um só cantão, as duas cidades tornaram-se um dos principais e mais fiéis bastiões do comunismo municipal que obtém sucessivas vitórias eleitorais nos anos 1920 e 1930. Além da atividade militante nas indústrias, os comunistas da cidade faziam mobilizações e pequenos comícios nas feiras de alimentos que se realizavam nas praças públicas do cinturão hortifrutigranjeiro e no entorno das estações de trens suburbanos, bondes e ônibus.

Tanto Vitry como Ivry elegem seus primeiros prefeitos comunistas em 1925, inicialmente através de alianças com os socialistas, progressivamente afirmando sua hegemonia que perdura ali até os dias atuais. Ivry será a partir dos anos 1920 o território de Maurice Thorez, deputado e secretário do Partido Comunista Francês, importante figura de ligação direta entre as altas esferas do comunismo internacional e a *banlieue rouge*.

Georges Marrane será o primeiro prefeito eleito de Ivry, mantendo o mandato até o ocupação alemã e retomando o cargo provisoriamente assumido por Venice Gosnat entre a liberação e 1945, quando reassume, ficando no cargo até 1965. Marrane acumulava o cargo de prefeito ao de

---

<sup>9</sup> Pouvreau (2009) 'Quand communisme municipal rimait avec laboratoire urbain (1944-1986)', comunicação apresentada ao colóquio Territoires du communisme. Ver Bellanger, Emmanuel e Mischi, Julian (2013) Les territoires du communisme Élus locaux, politiques publiques et sociabilités militantes Armand Colin/ Recherches CHS

<sup>10</sup> Ver Fuligni, Bruno (2012) 'Mille cadeaux pour Thorez' da obra La France Rouge: 1871-1989, un siècle d'histoire dans les archives du PCF Les arènes



deputado e senador por Ivry e Vitry, ocupando também o ministério da Saúde em 1947, concorrendo à presidência em 1958, ficando em segundo lugar atrás do General De Gaulle (Nathalie Viet-Depaule in Pennetier (Org.),2009) <sup>11</sup>.

*“Os eleitores de Ivry e de Vitry já haviam visto há muito tempo os comunistas trabalhando. Puderam apreciar as qualidades de administrador de Georges Marrane, comparar os feitos de nossos eleitos municipais com aqueles dos vereadores reacionários das comunidades vizinhas. (...) O exemplo de Ivry, de Vitry, de dezenas de outras municipalidades comunistas, em Villejuif, Montreuil, Alfortville, Bobigny, Argenteuil, Villeurbanne, etc. bastariam para refutar a injusta acusação de especular sobre a miséria, que os responsáveis pela angústia humana lançam contra nós. (...) A municipalidade comunista de Ivry, guiada pelo bom senso de seus militantes, beneficiou a população trabalhadora substancialmente, ao administrar com atencioso cuidado as finanças comuns.”*<sup>12</sup>

Ivry, comandada por Georges Marrane, ‘figura modelo do comunismo municipal’, seria incontavelmente a capital simbólica da *banlieue rouge*, território de expansão das forças de esquerda, como destaca Emmanuel Bellanger (2013).

*“Dos anos 1930 aos anos 2000, todos os secretários gerais do PCF serão eleitos desse território político: Maurice Thorez é deputado de Ivry de 1932 até sua morte em 1964 e seu sucessor Waldeck Rochet é conselheiro geral de Nanterre desde 1935, deputado de Colombes em 1936, depois, após um desvio pelo Saône-et-Loire, deputado de Stains, Aubervilliers e La Courneuve de 1958 a 1973. Georges Marchais não contrariará essa tradição, sucedendo Marie-Claude Vaillant-Couturier, deputada do Val-de-Marne, em 1973.”*<sup>13</sup>

Não somente os comunistas procurariam dominar completamente a política destes subúrbios industriais e populares como para estes territórios estratégicos deslocava seus melhores quadros, aparentemente imbuídos da missão de se estabelecer e conquistar o poder em cada um dos fragmentos do cinturão vermelho em torno da capital.

*“A prova de que a implementação municipal adquire uma importância considerável na estratégia do Partido Comunista é que os quadros são nomeados, não sem atraso ou desconfiança, para conquistar cidades operárias emblemáticas da Seine-banlieue, como Georges Marrane em Ivry em 1925, Paul Vaillant-Couturier em Villejuif e Jacques Doriot em Saint Denis em 1929. Outros vereadores de banlieue, cujo investimento municipal ou distrital seguiu a mesma trajetória, foram membros do comitê central antes de suas eleições, garantia de indenização.”*<sup>14</sup>

<sup>11</sup> Pennetier, Claude (Org.) (2009) *Le Maitron - Figures militantes en Val-de-Marne (1870-1970)* Ed. de l’Atelier

<sup>12</sup> *“Les électeurs d’Ivry et de Vitry avaient vu depuis longtemps les communistes à l’oeuvre. Ils avaient pu apprécier les qualités d’administrateur de Georges Marrane, comparer les réalisations de nos élus municipaux à celles des édiles réactionnaires dans les communes voisines. (...) L’exemple d’Ivry, de Vitry, de dizaines d’autres municipalités communistes, à Villejuif, Montreuil, Alfortville, Bobigny, Argenteuil, Villeurbanne, etc. suffirait à refuter l’injuste accusation de spéculer sur la misère, que lancent contre nous les responsables de la détresse humaine.(...) La municipalité communiste d’Ivry, guidée par le bon sens de ses militants, a fait bénéficier la population laborieuse d’avantage substantiels, tout en gérant avec un soin jaloux les finances communales.”*(Thorez,1936 apud. Bellanger e Mischi 2013: 47)

<sup>13</sup> *“Des années 1930 aux années 2000, tous les secrétaires généraux du PCF seront des élus de ce territoire politique: Maurice Thorez est député d’Ivry de 1932 à sa mort en 1964 et son successeur Waldeck Rochet est conseiller général de Nanterre dès 1935, député de Colombes en 1936, puis après un détour par la Saône-et-Loire, député de Stains, Aubervilliers et La Courneuve de 1958 à 1973. Georges Marchais de dérogera pas a cette tradition en succédant en 1973 à Marie-Claude Vaillant-Couturier députée du Val-de-Marne.”* (Bellanger e Mischi 2013: 31)

<sup>14</sup> *“Preuve que l’implémentation municipale revêt une importance considérable dans la stratégie du Parti communiste, des cadres sont désignés, non sans atermoiements ou suspensions, poru conquérir des villes ouvrières emblématiques de la Seine-banlieue à l’instar de Georges Marrane présenté à Ivry en 1925, de Paul Vaillant-Couturier à Villejuif et de Jacques Doriot à Saint Denis en 1929. D’autres édiles de banlieue, dont l’investiture municipale ou cantonale a suivi la même trajectoire, ont été membres du comitê central avant leur élection, gage d’indemnisation.”* (Bellanger e Mischi 2013: 46)

## 1\_ Premissas e origens do caso (até 1958)

O sobrenome Gosnat será recorrente na história recente de Ivry e de Vitry: além de Venice Gosnat, que era responsável pelo Office de HBM municipal desde 1934, seu filho Georges Gosnat será um importante quadro do PCF, deputado pelo Departamento do Val-de-Marne desde o momento de sua criação (1964) até sua morte (1982). Georges Gosnat durante décadas também ocupou o cargo de tesoureiro do Partido, diretamente envolvido na construção da nova sede projetada por Oscar Niemeyer nos anos 1970<sup>15</sup>. O arquiteto brasileiro menciona, em suas memórias do exílio Gosnat como um dos seus principais amigos na França. Avançando na cronologia tão somente para compreendermos que os Gosnat acabaram por formar uma 'dinastia' no poder, cabe lembrar que o filho de Georges, portanto neto de Venice, Pierre Gosnat (1948-), é atualmente o prefeito de Ivry-sur-Seine, além de deputado do Val-de-Marne.

Voltando ao período entreguerras, na vizinha Villejuif, a principal figura política era o prefeito e militante antifascista Paul Vaillant-Couturier, diretor de redação do jornal *L'Humanité*; durante sua gestão na prefeitura inaugurou-se a escola Karl MARX, projeto do arquiteto modernista André Lurçat (Cohen in Fourcaut (org.), 1992), alardeada pelos comunistas como a '*escola mais moderna e mais racional da França*'<sup>16</sup>.

*"O edifício é um verdadeiro manifesto de modernidade em meio a mediócras conjuntos habitacionais. Seus pilotis, janelas horizontais em fita e terraços foram dispostos segundo uma geometria precisa, em uma espécie de versão exagerada das problemáticas corbusianas. Em um ambiente totalmente integrado, em que mobiliário, sinalização e detalhes construtivos seguem uma mesma estética, a escola prometia às crianças das periferias acesso a equipamentos de uma qualidade nunca vista em bairros carentes."* (Cohen, 2013:189)

A morte prematura de Paul Vaillant-Couturier em 1937 não interrompe a hegemonia do PCF, que ali também continua a dominar política local do imediato pós-guerra até os dias atuais. Vaillant-Couturier era amigo pessoal de Le Corbusier, que projeta um monumento não edificado em sua homenagem<sup>17</sup> por ocasião de sua morte. Segundo Jean Louis Cohen, ainda que descartado pelos comunistas, este projeto seria o "único testemunho da tomada em consideração por Le Corbusier das componentes culturais do *Front Populaire*"<sup>18</sup>.

Logo depois, entre 1940 e 1944, durante a ocupação nazista, centenas de militantes comunistas ligados à gestão das comunas do sul de Paris como Vitry foram presos, deportados ou assassinados pelos "inimigos do povo", como nos informa o documentário *Vitry, cité laborieuse*, de 1947<sup>19</sup>.

---

<sup>15</sup>Ver o programa televisivo sobre as obras da nova sede do PCF disponível <http://www.ina.fr/art-et-culture/architecture/video/CAF94060709/nouveau-siege-pc.fr.html> e também o suplemento especial 'Le nouveau siège du Comité central du P.C.F.' da revista *Révolution présente* N°17 Jun/1980 na qual Oscar Niemeyer expõe seu projeto para a 'maison des communistes' da Place du Colonel Fabien, endossado por Georges Gosnat.

<sup>16</sup> Ver Joly, Pierre e Robert (2000) *L'architecte André Lurçat* Editions Picard, p.108

<sup>17</sup> *"Ce monument devait s'élever à la bifurcation de deux routes à Villejuif, ouvrant sur Paris. Une de ces routes était la route d'Italie: Nice, Fontainebleau, Paris, par conséquent l'une des plus grandes de France, elle où, le soir et la nuit, des milliers de voitures rentrent dans Paris. Le phénomène révolutionnaire que la France a toujours incarné dans son esprit créatif et humain, pouvait se manifester ici sous un prétexte: l'hommage rendu à Vaillant-Couturier."* Jeanneret, Charles Edouard (*Le Corbusier*), *Oeuvres complètes*. Em Villejuif existe hoje um monumento que homenageia Vaillant-Couturier, construído em 1967 segundo o projeto de outro arquiteto.

<sup>18</sup>Cohen, Jean-Louis 'Architectures du Front populaire' in *Le Mouvement social : bulletin trimestriel de l'Institut français d'histoire sociale* jan-mar/1989

<sup>19</sup>[Ciné Archives - PCF] *Vitry, cité laborieuse* Documentário de propaganda, 1947 30:00 min. [http://www.cinearchives.org/recherche\\_avancee\\_VITRY\\_CITE\\_LABORIEUSE-424-135-0-1.html?ref=5afb53ad8a230aa18fb5b5da297-be2a](http://www.cinearchives.org/recherche_avancee_VITRY_CITE_LABORIEUSE-424-135-0-1.html?ref=5afb53ad8a230aa18fb5b5da297-be2a)

Três conselheiros municipais foram mortos, assim como dezenas de jovens, fuzilados ou deportados para os campos de concentração. Lucien Français, que seria eleito prefeito em 1945, havia passado quatro anos em prisões nazistas por seu envolvimento com o comunismo municipal. Neste filme de propaganda, produzido para comemorar a primeira gestão municipal depois da liberação que aqui interpretamos como fonte, é interessante notar o uso da palavra *citée*<sup>20</sup> para designar toda a cidade, que será logo abandonado.

O uso da palavra *citée*, que originalmente empregado para designar as cidades romanas e posteriormente medievais fechadas por muros, além da *citée* política ideal da democracia grega, foi utilizada para designar as *cités ouvrières* de meados do século XIX, passando pelas utópicas *cités jardins* e hoje aplicada para se referir pejorativamente aos conjuntos degradados de habitação social. A publicação *L'aventure des Mots de la Ville à travers le temps, les langues, les sociétés* (Topalov et alli, 2010), esclarece os sentidos, a história e os usos em diferentes contextos culturais desta e de diversas outras palavras ligadas à questão da habitação e da cidade e será um importante guia para a nossa tentativa de história transnacional.

Durante as batalhas da Segunda Guerra Mundial (1937-1945), a amplitude estragos e da destruição de imóveis foi relativamente pequena, se comparada a outras cidades francesas; Vitry pode ter sido poupada de intensos bombardeios por estar numa área muito próxima a Paris, mas também porque tinha pontos estratégicos de infraestrutura no seu território que deveriam ser tomados sem maiores estragos, como o complexo do Port à l'Anglais, com as eclusas, a ponte pênsil e a central elétrica Arrighi nas imediações, perto dos galpões de manutenção do sistema ferroviário. Aproximadamente 65 imóveis teriam sido atingidos e foram reconstruídos com a ajuda da União Sindical da Construção, ligada ao PCF.

A guerra foi um episódio fundamental para forjar uma nova consciência resistente e uma segunda geração de figuras de proa do PCF na região. A posição estratégica da cidade na rede ferroviária que atravessa a margem do Sena foi decisiva para que dali fossem preparadas greves e ações de sabotagem contra os comboios ferroviários alemães, durante a campanha de liberação de Paris em 1944<sup>21</sup>.

Marcel Rosette, prefeito de Vitry entre os anos de 1965 e 1977, representava uma nova geração de quadros para o partido. Ele teria se engajado quase simultaneamente no partido e nas linhas da FTP (Franco Atiradores *Partisans*) ainda aos dezessete anos<sup>22</sup>, de certa maneira personificando o espírito do 'novo homem' que emergia com a resistência e que era objeto de uma fase de romances do escritor Roger Vailland naqueles. Mais do que a destruição das construções, a guerra deixou também marcas nos personagens e sobre os espaços livres da comuna, através de sua ocupação por vastos cemitérios que, desde o século XIX vinham sendo utilizados para abrigar finados parisienses e a crescente população local, com a Segunda Guerra, ganhavam milhares de novas lápides. Marcel Rosette, assim como outros militantes originários de várias províncias, instala-se Vi-

<sup>20</sup>Para o caso específico das periferias parisienses, o *Dictionnaire des banlieues* Giblin, (2009) também serve-nos de referência etimológica, juntamente com o indispensável *Trésor de la langue française* (1997).

<sup>21</sup> [Ciné Archives - PCF] Vitry, citée laborieuse Documentário de propaganda, 1947 30:00 min. [http://www.cinearchives.org/recherche\\_avancee\\_VITRY\\_CITE\\_LABORIEUSE-424-135-0-1.html?ref=5afb53ad8a230aa18fb5b5da297-beza](http://www.cinearchives.org/recherche_avancee_VITRY_CITE_LABORIEUSE-424-135-0-1.html?ref=5afb53ad8a230aa18fb5b5da297-beza)

<sup>22</sup> Boulland, Paul e Penetier, Claude in Penetier, Claude (Org.) (2009) *Le Maitron - Figures militantes en Val-de-Marne (1870-1970)* Ed. de l'Atelier

## 1\_ Premissas e origens do caso (até 1958)

try, associando suas trajetória política com a *banlieue rouge*, território estratégico para o partido naqueles anos iniciais da guerra fria.

Pretendemos aqui dar apenas um panorama simplificado da paisagem social e política de Vitry e algumas das comunas vizinhas até o momento da construção do projeto *Grand Ensemble* e da ZUP, para que consigamos contextualizar estas realizações nos anos 1960 e entender a estratégica posição e lugar simbólico da comuna nos jogos de poder na França em plena guerra fria. Este panorama será importante também quando discutirmos as mudanças de rumo nas políticas públicas depois da crise dos grandes conjuntos, sem que haja mudança de comando partidário na esfera municipal.

### 1.3 Habitação social em Vitry-sur-Seine até 1958

Desde fins do século XIX, consolidava-se na França uma visão em favor da intervenção governamental na questão da habitação social, alimentada pela crise habitacional que as guerras só faziam agravar, que culmina na aprovação de uma série de leis que configura o quadro institucional dentro do qual funcionará a ação pública no campo da habitação social no país.

A lei Sigfried (1894) estimula a criação de instituições que poderiam obter isenções de impostos e acesso aos créditos depositados na *Caisse de Dépôts et Consignations* (CDC) para promover a construção de conjuntos de habitação social. A Lei Bonnevey (1912) regulamenta a criação e a atividade das organizações municipais ou departamentais públicas de *Habitations à Bon Marché*. Os *Offices* HBM eram instituições de direito privado, financiadas por várias instâncias do poder público e doações de empresas e da sociedade civil, cujo objetivo social seria, *grosso modo*, a construção e administração de conjuntos de moradias econômicas para trabalhadores. Toda uma geração de 'reformadores sociais', que integraram política social e saneamento ao crescimento urbano, fundando o urbanismo como disciplina dos altos estudos da cidade, como Henri Sellier, deve aqui ser considerada como referência indispensável para compreender as premissas da ação municipal no campo da habitação social nos seus primórdios.

Extensa bibliografia tem sido produzida sobre as origens e projetos arquitetônicos, urbanísticos e sociais das organizações de HBM, desde o clássico de Roger-Henri Guerrand (1967) Les origines du logement social en France<sup>23</sup>, que inaugura perspectivas que serão retomadas décadas depois, num balanço de cronologia mais ampla como Loger le Peuple, de Jean-Paul Flamand (2001) até trabalhos recentes ligados à comemoração dos cem anos da habitação social na França, como o colóquio e exposição que tem por marco a Lei Bonnevey<sup>24</sup> (Fourcaut, 2012). A interpretação e as proposições historiográficas e práticas radicais elaboradas por Rémy Butler e Patrice Noisette (1977)<sup>25</sup> também ecoarão nestas páginas, por oferecer uma leitura estrutural do papel da habitação social no capitalismo em longa duração. Melhor do que resumir esta vasta e interessante literatura seria recorrer diretamente à ela; o importante aqui é perceber a emergência das diversas formas de habitação social e popular em Vitry nas primeiras décadas do século XX para compreender a transformação delas até os dias atuais.

A primeira realização das sociedades de HBM em Vitry é o edifício *Les Papelots*<sup>26</sup>, construído entre 1923 e 1924. Projeto do arquiteto Albert Beaudouin, ele abriga 140 famílias, distribuídas em apartamentos de três e quatro cômodos, dotados de pia e privadas turcas, uma novidade para a época. Ainda não havia aquecimento central ou elevadores, que entrarão no programa do conforto moderno nas décadas seguintes. Em seguida, os organismos HBM constroem em Vitry a Cité

<sup>23</sup> Publicada pelas Éditions Ouvrières inserida na coleção 'A evolução da vida social' dirigida pelo sociólogo Paul Henry Chombart de Lauwe como Rénovation urbaine et Changement social de Henri Coing (1966), importante referência para analisar a composição social de um grand ensemble como a Cité Balzac e compreender a renovação urbana em Vitry, como veremos.

<sup>24</sup> Ver sobretudo a nova edição de Guerrand, Roger-Henri (2010) Origines du logement social en France (1850-1914) Editions de La Villette prefaciada por Annie Fourcaut

<sup>25</sup> Butler, Rémy e Noisette, Patrice (1977) De la cité ouvrière au grand ensemble - La politique capitaliste du logement social (1815-1975) Petite collection Maspero

<sup>26</sup> Vitry le mensuel Fev/2007 N°28 p.17 [APMV]

## 1\_ Premissas e origens do caso (até 1958)

Désire-Granet (1925) e a Cité des Combattants, que acolhe os veteranos da primeira guerra a partir de 1932, além das cités Albert-Thomas<sup>27</sup> e Ambroise-Croizat, realizações que integram em casas e blocos de habitação coletiva as principais características das *cités-jardins* inspirada nos modelos promovidos por Henri Sellier, como veremos. Os edifícios de seis ou sete pavimentos, construídos em tijolos vermelhos e organizados em torno de pátios abertos ou sobre as fachadas de terrenos lineares, ecoam as mesmas linhas e princípios que erguiam na mesma época os blocos HBM sobre as antigas fortificações de Paris, encerrando a capital num cinturão ‘rosa’ entre o *Boulevard des Mârechaux* e os limites da cidade estabelecidos por Haussmann em 1860.

Entre 1933 e 1935, o conjunto Charles-Floquet, projeto dos arquitetos Beaudoin e Marcel Lods, é construído em Vitry, nos mesmos anos em que projetavam a ‘*cité-jardin*’ de La Muette em Drancy, tido como o antepassado dos *grands ensembles*, construído nos momentos que antecedem a Segunda Guerra. O conjunto de La Muette carrega consigo o estigma de ter sido convertido em campo de internamento e deportação durante a ocupação nazista (Badoui in Fourcaut (org.), 1992), fazendo dele “*um precedente da tensão entre emancipação e opressão*” segundo Florian Urban (2012:53) que caracterizaria posteriormente outros *grands ensembles* <sup>28</sup>.

Independente de suas linhas arquitetônicas, estas realizações evidenciam o caráter experimental de alguns projetos e o papel cada vez mais central da habitação social nas plataformas políticas dos eleitos comunistas, na medida em que crescia o contingente de operários e a crise da habitação se agravava. As realizações características da política dos HBMs do entreguerras foram severamente criticadas pelos modernistas e pelas gerações que se seguiram, encontrando uma certa reabilitação na crítica contemporânea, que enaltece sua escala, supostamente mais compatível com a cidade tradicional francesa. Le Corbusier foi um dos críticos deste modelo de habitar, classificando as construções de ‘*sórdidas ante-câmaras de cidade*’<sup>29</sup>; seu conterrâneo, o poeta Blaise Cendrars também vociferou contra o modo de vida no interior dos hoje valorizados apartamentos HBM:

*“Esse sonho de uma opulência repentina transformando o cenário da banlieue em um fantástico social? Eu acreditei vê-lo se realizar quando começaram a demolir as fortificações de Paris para construir os grupos das “Habitations à Bon Marché”, mas essa ilusão não é mais possível agora que esses grupos HBM rodeiam Paris. Pode-se imaginar alguma coisa mais desesperadora que esses apartamentos de dois cômodos, três cômodos aglomerados uns sobre os outros até o sétimo andar à razão de duas, três dezenas de portas por andar em corredores intermináveis, esses quarteirões de grandes edifícios fortificados construídos com um material pré-fabricado que se assemelha ao papelão ou ao papel maché (...) É a formação de um mundo de pequenos, pequenos burgueses efêmeros... Tanta feiúra! E não faço alusão nem aos arquitetos nem aos urbanistas que não tiveram fé nem às combinações, é de notoriedade pública, os vigaristas, os especuladores, os políticos que autoriza-*

---

<sup>27</sup> Consultar o caderno de referências iconográficas que faz parte da tese para ver os cartões postais de Vitry e algumas imagens deste projeto no vídeo de propaganda do PCF *Vitry Cité Laborieuse*, 1947

<sup>28</sup> Urban, Florian (2012) *Tower and slab - Histories of global mass housing* Londres/Nova York: Routledge

<sup>29</sup> Ver Heritier, Robert (1982) [APMV]

*ram essas cités de la Mutualité construites na base da bola de neve, um sistema de financiamento nove em cada dez vezes uma fraude. (...) Só preocupações... Isso não é mais vida. É o fim.”*<sup>30</sup>

No debate em torno dos modelos de habitação social a adotar, que envolvia profissionais das mais variadas especialidades e posições ideológicas, as cidades-jardim que começavam a ser realizadas principalmente nas comunas da pequena coroa da *banlieue* parisiense surgiam como alternativa à construção dos edifícios do tipo HBM nos limites da capital. As cidades-jardim eram, naquele momento, um modelo teórico para a ação tanto de alguns promotores de habitação social quanto para a iniciativa privada, que achou nos territórios da comuna terrenos em bom preço para a implantação de loteamentos suburbanos. A Cité Jardin do Moulin Vert, construída no entreguerras pelo Abade Viollet em situação deliberadamente isolada do centro de Vitry é um caso particular, reflexo urbano da intenção de afastar uma determinada comunidade das influências políticas de ‘extrema esquerda’ que dominavam o centro da cidade e ocupar os territórios dominados pelos loteamentos irregulares.

*“Homem de obras, fundador de associações católicas de operários e de uma escola de trabalho social antes de 1914, o abade Viollet cria em 1914 a sociedade imobiliária do Moulin Vert, que constrói no ‘Plateau’, no meio dos loteamentos, uma cidade-jardim sobre 7 hectares adquiridos após a guerra. É concebida por Jacques Greber<sup>31</sup>, arquiteto da OPHBM de Roubaix, e é complementada pela capela Notre-Dame-de-Nazareth, um centro social e familiar e uma farmácia. Ensaio de apostolado na banlieue rouge, a fundação é apresentada pelo abade em pessoa como um centro-modelo no meio de uma população totalmente abandonada, aquela dos loteamentos do planalto. A municipalidade comunista polemiza regularmente com o Abade Viollet, acusando-o, entre outras coisas, de não ser nada além de um abutre que expulsa as famílias desempregadas da Cité do Moulin Vert. Esse contexto de experiências pioneiras e antagonistas explica sem dúvidas por uma parte a política original da municipalidade comunista.”*<sup>32</sup>

A idéia de *cit -jardin* na França evocava nas primeiras décadas do século XX uma proposta radio-sa de vida entre os atrativos da cidade e a tranquilidade do campo, que continha em si também uma proposta de transformação social pelo contato de diferentes classes sociais. Ela servia tanto aos conservadores que viam na verticalização da cidade uma patologia urbana em potencial quan-

---

<sup>30</sup> *“Ce rêve d’une opulence soudaine transformant le décor de la banlieue en un fantastique social? j’ai bien cru le voir se réaliser quand on se mit à démolir les sinistres fortifs de Paris pour édifier les groupes des “Habitations à Bon Marché”, mais cette illusion n’est plus possible aujourd’hui que ces groupes d’H.B.M. font le tour de Paris. Peut-on imaginer quelque chose de plus désespérant que ces logements de deux pièces, trois pièces entassés les uns sur les autres jusqu’au septième étage à raison de deux, trois douzaines de portes par palier dans des couloirs interminables, ces paquets de grands immeubles en redan construits avec un matériau préfabriqué qui ressemble à du carton-pâte ou à du papier mâché (...) C’est la formation d’un monde de petits, petits bourgeois éphémères... Tant de laidéur! Et ne je fais allusion ni aux architectes ni aux urbanistes qui ont manqué de foi ni aux combinaisons, c’est de notoriété publique, des margoulines, des spéculateurs, des politiciens qui ont autorisé ces cités de la Mutualité édifiées sur la base de la boule-de-neige, un système de financement neuf fois sur dix une escroquerie.(...)Que de soucis... Ce n’est plus une vie. C’est la fin.”* (Cendrars, 2005)

<sup>31</sup> Alguns edifícios coletivos como a Maison sociale pour la Confédération générale des Familles, além de seis tipos diferentes de unidades habitacionais, para além dos três tipos iniciais desenhados por Jacques Greber, seriam projetados pelo arquiteto Henri Viollet, irmão do Abade, empregando o concreto armado e as técnicas desenvolvidas por Hennebique [Fonds Hennebique - 076 IFA - Institut Français d’Architecture]

<sup>32</sup> *“Homme d’œuvres, fondateur de cercles catholiques d’ouvriers et d’une école de travail social avant 1914, l’Abbé Viollet crée en 1914 la société immobilière du Moulin Vert qui construit sur le plateau, au milieu des lotissements, une cité-jardin sur 7 hectares acquis après la guerre. Elle est conçue par Jacques Greber<sup>31</sup>, architecte de l’OPHBM de Roubaix, et est complétée par la chapelle Notre-Dame-de-Nazareth, un centre social et familial et un dispensaire. Essai d’apostolat en banlieue rouge, la fondation est présentée par l’abbé lui-même comme un centre-modèle au milieu d’une population totalement abandonnée, celle des lotissements du plateau. La municipalité communiste polémique régulièrement avec l’Abbé Viollet, l’accusant, entre autres, de n’être qu’un vautour qui fait expulser les familles de chômeurs de la Cité du Moulin Vert. Ce contexte d’expériences pionnières et antagonistes explique sans doute pour une part la politique originalie de la municipalité communiste”* (Fourcaut, 2000: 250)

## 1\_ Premissas e origens do caso (até 1958)

to aos mais progressistas pensadores e políticos da época, que incentivavam e promoviam realizações habitacionais complexas, bastante distantes em resultado do arquétipo da ‘cidades-jardim’.

O reformador social, urbanista e político socialista Henri Sellier, Ministro da Saúde e presidente do Office d’HBM do Departamento da Seine (1916-41) foi o principal promotor e entusiasta das cidades-jardins na França, realizando diversas delas em Suresnes, onde foi prefeito até a Segunda Guerra Mundial<sup>33</sup>. Entre suas reflexões e questionamentos sobre os modelos de habitat social e sua distribuição no espaço, Sellier parece propor uma espécie de ‘mistura’ (*mixité*) social ‘*avant la lettre*’:

*“Parece desejável que os conjuntos habitacionais não sejam concebidos de modo a abrigar uma única categoria da população e que, pelo contrário, todas essas categorias sejam representadas neles... Não caberia, aliás, uma discussão aprofundada desses princípios; eles são, em certa medida, determinados pelas necessidades econômicas da utilização dos terrenos. A única questão que se impõe é saber como as diferentes categorias de habitações podem ser agrupadas sobre o terreno em si. Devemos misturar habitações de tipos diferentes com base no acaso de um sorteio? Ou devemos, por outro lado, criar um tipo de especialização dos bairros? A verdade obviamente está em algum lugar entre essas duas fórmulas. Se quisermos extrair receitas mais elevadas de determinadas partes dos terrenos, estamos suscetíveis a acabar em mansões com aluguéis mais elevados nas regiões mais agradáveis. Além disso, a superfície frágil de nossas cités afasta todo e qualquer temor de uma especialização absoluta excessiva dos bairros e, mesmo se as habitações burguesas fossem construídas em uma extremidade e as habitações de operários na outra, a proximidade entre elas terminaria por criar o vínculo moral que é buscado nas cidades-jardins.”* (Sellier, Henri “La Maison”)<sup>34</sup>

É importante mencionar a referência obrigatória às cidades-jardins inglesas idealizadas por Ebenezer Howard tanto quanto marcar as especificidades das realizações assim conhecidas na *banlieue* parisiense, que tem características inusuais como a mistura de imóveis coletivos e casas unifamiliares nos projetos, como podemos observar nos projetos originais para o conjunto da Avenida Albert Thomaz, em Vitry<sup>35</sup>. No imediato pós-guerra, aquele seria o modelo segundo o qual deveriam ser construídos diversos outros conjuntos na cidade.

As áreas destinadas aos lotes unifamiliares da Cité Albert Thomaz foram posteriormente ocupadas pelos edifícios do projeto *Grand Ensemble* a partir dos anos 1960, conservando somente os edifícios de habitação coletiva em tijolos, confundindo-os ainda mais com as realizações HBM contem-

<sup>33</sup> Roger-Henri Guerrand et Christine Moissinac (2005) *Henri Sellier, urbaniste et réformateur social* La Découverte

<sup>34</sup> *“Il semble désirable que les groupes d’habitation ne soient pas conçus de façon à abriter une seule catégorie de population et qu’au contraire, toutes y soient représentées... Ces principes ne sauraient d’ailleurs d’être sérieusement discutés; ils sont, dans une certaine mesure, déterminés par les nécessités économiques de l’utilisation des terrains. La seule question qui se pose est celle de savoir comment, sur le terrain lui-même, peuvent être groupées les différents catégories d’habitations. Doit-on mélanger au hasard d’une sorte de tirage au sort les habitations de différentes natures? Doit-on, au contraire, créer une sorte de spécialisation des quartiers? La vérité se trouve évidemment entre ces deux formules. Si l’on veut tirer de certaines parties des terrains des revenus plus élevés, susceptibles d’aboutir à villas à loyers plus élevés dans les parties les plus agréables. La faible surface de nos cités écarte d’ailleurs toute crainte d’une spécialisation trop absolue des quartiers et même si les habitations bourgeoises étaient édifiées à une extrémité et les habitations ouvrières à l’autre, la proximité des uns et des autres aboutirait à créer le lien moral qu’il est désirable de rechercher dans les cités-jardins”* (Sellier, Henri “La Maison” apud Landauer, Paul in Voldman, D. (org.), 2010, p. 87)

<sup>35</sup> Cartões postais da época incluídos na iconografia retratam a Cité jardin Albert Thomaz, assim como o filme de propaganda *Vitry Cité Laborieuse*, de 1947, conservado e disponibilizado pelo arquivo do PCF, comemorando as realizações de duas décadas de gestão comunista, logo após a segunda guerra. O filme análogo sobre a ‘cidade irmã’ *Ivry ou 20 ans de gestion municipale communiste*, de 1945, mostra diversas cenas de obras em curso ou recém finalizadas de conjuntos HBM, nas quais fica nítido um tipo de construção bastante artesanal empregada para realizar projetos arquitetônicos ainda bastante conservadores, no que toca à tipologia dos edifícios, apartamentos e espaços coletivos. [[http://www.cinearchives.org/Films\\_IVRY\\_OU\\_20\\_ANS\\_DE\\_GESTION\\_MUNICIPALE\\_COMMUNISTE-447-88-o-1.html?ref=](http://www.cinearchives.org/Films_IVRY_OU_20_ANS_DE_GESTION_MUNICIPALE_COMMUNISTE-447-88-o-1.html?ref=) ]



porâneas. De qualquer maneira, na paisagem atual de Vitry, estas realizações do entreguerras, bem conservadas e valorizadas por seus habitantes, surgem como algo residual, de escala nitidamente incomparável às realizações do tempo dos *grands ensembles*.

*“Desde o fim do século XIX, à margem das decisões políticas, o mundo dos reformadores sociais preocupados com habitações sociais, saneamento público e planejamento urbano no contexto do Musée Social, especialmente a partir de 1895, desempenha o papel de um lobby que faz com que a legislação (Lei Siegfried, de 1894) avance e incite a construção de habitações sociais, como as HBM e as cidades-jardins; essas cités de habitações sociais são idealizadas no período entre as duas guerras como protótipos que, se fossem generalizados, permitiriam solucionar a questão da acomodação popular e, ao mesmo tempo, a questão social. A partir dos anos 1950, com a construção dos grands ensembles, os antigos objetivos dos reformadores sociais se tornam uma política pública nacional: tirar as classes populares dos cortiços, fazer com que os assalariados se beneficiem dessas benfeitorias da higiene e da modernidade, controlar o uso previsto do solo urbano, e dar ar, luz e sol para todas as crianças.”*<sup>36</sup>

Parte da crítica se centrou sobre a ineficácia da produção pública a partir das realizações daquele momento, seja HBM seja cidade jardim; ambos os modelos seriam incapazes de enfrentar o déficit habitacional crescente, especialmente após as destruições da segunda guerra. A grande escala de produção habitacional baseada na construção industrializada emergiria a partir dos anos 1950 como única resposta possível para enfrentar o problema, substituindo os edifícios em tijolos do tipo HBM como paradigma de projeto, carregados de detalhes ornamentais característicos de uma alvenaria ainda bastante artesanal.

*“No início do século XX, a oferta de habitações sociais era multiforme, como reflexo dos diferentes tipos de instituições envolvidas em sua construção. As cooperativas, as sociedades anônimas e os órgãos públicos municipais ou departamentais de HBM não construíram habitações do mesmo tipo. As residências unifamiliares tinham o apoio das cooperativas e das pequenas sociedades anônimas (...) As casas, agrupadas em cidades-jardins, contavam com o apoio de instituições mais importantes e de órgãos públicos (...) Diante do crescimento da demanda, os órgãos mais importantes, por mais que fossem adeptos dessa forma de urbanização, começaram a construir conjuntos de edifícios coletivos verticalizados nos anos 1930.”*<sup>37</sup>

Uma outra face da habitação popular na região que também a inscrevia num quadro maior que transformava a paisagem de praticamente toda a periferia parisiense era formada pelos loteamentos irregulares especulativos que retalhavam a área rural em lotes sem infraestrutura, vendidos aos operários que iriam autoconstruir suas moradias. Em Vitry, o loteamento em torno do castelo que existiu entre o século XVIII e o começo do XX era um exemplo dos atrativos que a vida fora dos limites da cidade poderia proporcionar; a abertura para a venda dos 1260 lotes resultantes do reta-

<sup>36</sup> *“Depuis la fin du XIXème siècle, en marge de la décision politique, le monde des réformateurs sociaux préoccupés de logement social, d’hygiène publique et de planification urbaine, dans le cadre du Musée Social à partir de 1895 notamment, joue le rôle d’un lobby qui fait avancer la législation (loi Siegfried, 1894), incite à la construction de logement social comme les HBM et les cités-jardins; ces cités de logement social sont pensées dans l’entre-deux-guerres comme des prototypes permettant, si elles étaient généralisées, de résoudre la question du logement populaire et en même temps la question sociale. À partir des années 1950, avec la construction des grands ensembles, les objectifs anciens des réformateurs sociaux deviennent une politique publique nationale: sortir les classes populaires des taudis, faire bénéficier l’ensemble des salariés des bienfaits de l’hygiène et de la modernité, contrôler l’usage prévisionnel du sol urbain, donner à tous les enfants air, lumière et soleil.”* (Fourcaut, Annie in Fourcaut, A. e Harismendy, F. (orgs.) 2011:209)

<sup>37</sup> *“Au début du XXème siècle, l’offre de logement social était multiforme, à l’image des différents types d’organismes impliqués dans leur construction. Les coopératives, les sociétés anonymes et les offices publics municipaux ou départementaux d’HBM n’ont pas construit les mêmes formes d’habitat, Les pavillons individuels avaient la faveur des coopératives et des petites sociétés anonymes (...) Les maisons, groupées en cités-jardins, eurent celle des organismes plus importants et des offices publics (...) Devant l’accroissement de la demande, les offices les plus importants, bien qu’adeptes de cette forme urbaine, commencèrent dans les années 1930, à construire des ensembles d’immeubles collectifs à étages”* (Voldman, Danièle in Fourcaut, A. e Harismendy, F. (orgs.) 2011:9)

## 1\_ Premissas e origens do caso (até 1958)

lhamento do enorme jardim francês do castelo praticamente dobrou a área urbanizada da comuna.

*“Os milhares de operários desamparados que formam o exército industrial da aglomeração parisiense procuram se alojar, tanto em Vitry como em todas as comunas ainda amplamente rurais, naquilo que está em vias de se transformar na banlieue. Também é o caso da parte mais rica da população. O parque e a fazenda do castelo formam um espaço ideal para o planejamento de loteamentos de qualidade: um terreno plano, já bem desenhado, fácil de ser viabilizado. E, instalada de fato no próprio castelo, a instituição encarregada da comercialização apresenta a operação como “o loteamento mais belo nos arredores de Paris”<sup>38</sup>*

Tal modelo de ocupação tornou-se conhecido como *pavillonnaire*<sup>39</sup>, símbolo das condições precárias a que eram submetidos os trabalhadores, obrigados a passar horas em congestionados transportes públicos no seu percurso diário entre o trabalho e a cidade-dormitório<sup>40</sup>. A existência ou não de uma ideologia e uma cultura *pavillonnaire* ocupou o debate dos sociólogos que cunharam o termo e que naquele momento produziam análises e estudos sobre as formas de crescimento e expansão urbanas encomendados por agências e ministérios.

*“De uma maneira geral, nós não pensamos ser possível atribuir o desenvolvimento pavillonnaire a um grupo social preciso. Esse desenvolvimento se explica no século XIX na França pela difusão de vários modelos iniciais: a casa burguesa de recreação, as construções patronais, as habitações fortuitas dos mal-alojados. A ação legislativa a favor da casa individual incorpora as contribuições desses diferentes modelos e assegura o desenvolvimento de uma ideologia pavillonnaire que atinge quase todas as camadas sociais. Essa ideologia pavillonnaire é precisa. Suas bases são ao mesmo tempo econômicas e psicológicas. Sua expressão é uma ligação muito forte dos proprietários e dos locatários de pavillon a esse tipo de habitação, sem levar em conta aquilo que a cidade ou o bairro trazem para além disso. Essa ligação se relaciona a uma série de atitudes (muito mais gerais) que põem em perigo a representação que o pavillonnaire faz da intimidade, do ‘em casa’, da família, da propriedade, da estabilidade social, etc. Essa representação constitui um conjunto suficientemente coerente e estável para que possamos falar de uma ideologia pavillonnaire.”<sup>41</sup>*

---

<sup>38</sup> *“Les milliers d’ouvriers démunis qui forment l’armée industrielle de l’agglomération parisienne cherchent à se loger, à Vitry comme dans toutes les communes encore largement rurales de ce qui est en train de devenir la banlieue. C’est aussi le cas d’une population plus aisée. Le parc et la ferme du château forment un espace idéal pour l’aménagement de lotissements de qualité: terrain plat, déjà bien dessiné, facile à viabiliser. Et en effet, installé dans le château lui-même, l’organisme chargé de la commercialisation présente l’opération comme ‘le plus beau lotissement des environs de Paris.’” (Sagot Duvauoux, 2005 : 40)*

<sup>39</sup> Referência incontornável quando se trata do tema, o clássico *Le pavillonnaire*, da equipe do Institut de Sociologie Urbaine (1965) coordenada por Henri LeFebvre, soa hoje bastante datado, segundo alguns críticos contemporâneos, face à retomada do modelo, inserido na lógica da urbanização dispersa tipicamente americana que hoje conquista enormes porções do território europeu. Ver também o artigo ‘Quand la France a devenu moche,’ *Télérama* N° 3135

<sup>40</sup> O exemplo de Goussainville, incluído na série de entrevistas do Ministro da Construção Pierre Sudreau, de 1958, aparece também na versão cinematográfica da obra *Paris et le désert français*, de Jean-François Gravier (1956). Também Fourcaut (2000), em *La banlieue en morceaux*, analisa esta ‘paisagem urbana bastante original’, espécie de símbolo das precariedades e dificuldades ligadas à generalização do modelo *pavillonnaire* implantado sobre loteamentos precários [video INA].

<sup>41</sup> *“D’une manière générale, nous ne pensons pas qu’il soit possible d’attribuer le développement pavillonnaire à un groupe social précis. Ce développement s’explique au XIXème siècle en France par la diffusion de plusieurs modèles initiaux: la maison bourgeoise de plaisance, les constructions patronales, les habitations de fortune des mal logés. L’action législative en faveur de la maison individuelle incorpore les apports de ces différents modèles et assure le développement d’une idéologie pavillonnaire qui gagne presque toutes les couches sociales. Cette idéologie pavillonnaire est précise. Ses bases sont à la fois économiques et psychologiques. Son expression est un attachement très fort des propriétaires et des locataires de pavillon à ce type de logement, sans tenir compte souvent de ce que la ville ou le quartier apporte par ailleurs. Cet attachement est lié à une série d’attitudes (beaucoup plus générales) qui mettent en cause la représentation que se fait le pavillonnaire de l’intimité, du chez-soi, de la famille, de la propriété, de la stabilité sociale, etc... Cette représentation constitue un ensemble suffisamment cohérent et stable pour que l’on puisse parler d’une idéologie pavillonnaire.” (Institut de Sociologie Urbaine, 1966:27)*

De qualquer forma, independente da discussão em torno da 'ideologia' e da 'cultura' associadas ao *pavillonnaire* que ocuparia os terrenos resultantes dos parcelamentos do entreguerras, é imperativo reconhecer este modo de produção do espaço urbano como uma solução, ainda que precária, da habitação popular, que acabava por impôr-se, dados os limites das políticas públicas de habitação social de então.

*“Os especuladores se apropriam das terras agrícolas, que ainda eram numerosas ao redor de Paris, e dos loteamentos, e os comercializam em condições revoltantes. Os compradores se vêem frequentemente em campos enlameados, sem ruas, sem sistema de esgoto, forçados a construir com seus recursos verdadeiros barracões que não ofereciam conforto nem beleza. É nessa época que nasce a expressão ‘mal loti’, que usamos hoje em dia a qualquer pessoa desprovida de sorte, mas que dizia respeito, quando surgiu, aos lares que foram vítimas dessa especulação. Em 1928, a população sofre uma explosão de casos de tuberculose e de gastroenterites graves.”<sup>42</sup>*

As preocupações dos poderes públicos eram das mais variadas ordens, do sanitarismo ao controle social, dividindo opiniões em torno das soluções a adotar, ecoando a condenação da “maré pavilionária” que tomava os subúrbios parisienses. Henri Proquitte, inspetor sanitário da comuna de Vitry entre 1927 e 1929, em sua tese de urbanismo descreve a paisagem periférica autoconstruída que fervilhava incessantemente de novas construções precárias e improvisadas, referindo ao fenômeno como uma ‘verdadeira névoa de loteamentos clandestinos’, imagem que será retomada por Annie Fourcaut (2000) e por Sagot Duvaroux (2005):

*“Estamos, então, em Vitry, em meio a uma verdadeira névoa de loteamentos espalhados por todo o território. Naturalmente, a grande maioria desses loteamentos se situa sobre caminhos rurais de dois metros de largura que são impraticáveis para os carros e, em alguns casos, ficam completamente fechados por outras propriedades e chegam a ser até mesmo totalmente desprovidos de vias de acesso, de fornecimento de água, gás, rede de esgoto e de todos os meios de evacuação de água e matérias descartadas. No inverno, ficam afundadas em águas residuais e chafurdadas na lama; no verão, são empeseadas por moscas e até mesmo não potável para se lavar...”<sup>43</sup>*

Clandestino talvez seja um termo algo impreciso para se referir aos loteamentos, que passavam por algum grau de formalidade através das mãos do Notário Ballu, que articulou através de sua sociedade privada o parcelamento e a venda de propriedades rurais. Um dos loteamentos promovidos por Ballu em associação com empreendedores privados no entreguerras analisado em *La banlieue en morceaux* por Annie Fourcaut (2000) é o loteamento irregular constituído de uma só via, a *Avenue du Progrès*. Não poderíamos deixar de mencionar o caso da *Cité du Progrès* pois além de se situar em área imediatamente contígua aos terrenos nos quais se edificará a Cité Balzac, na década de 1960, a dinâmica de promoção, exploração e desenvolvimento deste loteamento nos

<sup>42</sup> *“Les spéculateurs s’emparent des terres agricoles encore nombreuses autour de Paris, les lotissements et les commercialisent dans des conditions révoltantes. Les acquéreurs se retrouvent souvent dans les champs de boue, sans rue, sans égout, contraints de construire avec des moyens de fortune des baraquements sans confort ni beauté. C’est à cette époque qui naît l’expression ‘mal loti’, qu’on applique aujourd’hui à toute personne déshéritée par le sort, mais qui désignait à l’origine les foyers victimes de cette spéculation. En 1928, la population souffre d’une explosion de cas de tuberculose et de gastro-entérites graves.”* (Sagot Duvaroux, 2005 : 40)

<sup>43</sup> *“On se trouve donc à Vitry dans une véritable poussière de lotissements disséminés sur tout le territoire. Naturellement, la plus grande partie de ces lotissements est située sur des sentiers ruraux de deux mètres de largeur, impraticables aux voitures, quelquefois, certains sont complètement enclosés dans d’autres propriétés, et sont même totalement dépourvus de voies d’accès, d’eau, de gaz, d’égouts et de tous les moyens d’évacuation des eaux et matières usées. L’hiver noyés dans les eaux usées et enlisés dans la boue, l’été empesés par les mouches, sans eau même non potable pour se laver...”* (Proquitte, Henri extrait de thèse d’urbanisme apud Sagot Duvaroux, 2005 :42, citado também por Fourcaut, 2000:234)

## 1\_ Premissas e origens do caso (até 1958)

informa a respeito do modo como se dava o crescimento e a economia dos loteamentos irregulares sobre o qual se edificava o *pavillonnaire* em boa parte dos subúrbios parisienses.

*“Um grupo de empregados do Commissariado de Polícia de Paris se associa em março de 1927 para construir a Cité du Progrès, 61 lotes sobre 23 700m<sup>2</sup> ao sul de Vitry, entre a rua de Choisy, cuja viabilidade é sumária, e o caminho de Choisy, que é uma via não planejada, no limite de um local reservado ao plano de desenvolvimento do município para um cemitério municipal de 20 hectares. A única rua do loteamento se chama avenue du Progrès. Em 1930-31, quatro famílias operárias se instalaram lá em quatro barracos, um dos quais está sujeito à supervisão do município. Na verdade, o proprietário, que adquiriu quatro lotes contíguos, que não mora no lugar e que podemos supor ser empregado do Commissariado de Polícia, não cercou os lotes que ele possuía, contrariamente às prescrições da convenção do loteamento; sobre um terreno, ele edificou uma casinha de madeira onde habita uma família composta por um polidor desempregado, uma ferreira, sua mãe e seu filho, num aluguel mensal de mais ou menos 170,13 francos. (...) Esse procedimento se generaliza. Em 1936, a avenue du Progrès abrigava 180 habitantes, dos quais metade é italiana, repartida em 38 famílias; um terço são de pessoas ativas, todos operários ou desempregados, salvo dois empregados e dois inspetores de polícia; (...) A Cité du Progrès não abriga, então, empregados do Commissariado de Polícia que estiveram na origem da aquisição do terreno, mas a classe operária da banlieue, locatária, sem dúvida – essencialmente – funcionários da polícia ou aqueles que compraram seus lotes.”<sup>44</sup>*

O consenso da opinião e poderes públicos, além das campanhas de alguns partidos políticos em torno da condenação deste modelo de vida popular será fundamental para justificar, anos mais tarde, a adoção de um novo paradigma de habitação social que simbolizará não só a transformação das condições materiais de vida mas também do modo de vida e das referências urbanas da sociedade que vai ali se instalar. Na edição especial da publicação municipal que comemora a chegada do ano 2000 com uma pequena história do século XX na cidade, o fenômeno dos loteamentos irregulares é compreendido em sua ambivalência, tornando ainda mais particular o caso da *banlieue rouge*.

*“Estratégia política ou obra social? Os loteamentos e o desenvolvimento habitacional individual nos anos vinte tinham como consequência afastar de Paris uma parte da classe operária, dispersá-la, ocupar através de deslocamentos diários e trabalhos de jardinagem uma parte de seu tempo de lazer, acrescido pela redução da jornada de trabalho. O objetivo não dissimulado era de tentar dar a eles uma mentalidade de pequeno proprietário. ‘Combatamos os comunistas fazendo deles proprietários’, declara o senador Chastenet, porta-voz dos partidos de direita ao longo da discussão da lei Sarraut no Senado, dia 9 de março de 1928. Para outros, a*

---

<sup>44</sup> *“Un groupe d’employés de la préfecture de Police de Paris s’associe en mars 1927 pour édifier la Cité du Progrès, 61 lots sur 23 700m<sup>2</sup> au sud de Vitry, entre la Rue de Choisy dont la viabilité est sommaire, et le sentier de Choisy qui est une voie non aménagée, en limite d’un emplacement réservé au plan d’aménagement de la commune pour un cimetière communal de 20 hectares. L’unique rue du lotissement s’appelle l’avenue du Progrès. En 1930-31, quatre ménages ouvriers y sont logés dans quatre baraques, dont l’une est l’objet de la surveillance de la municipalité. En effet, le propriétaire, acquéreur de trois lots contigus, qui n’habite pas sur place et qu’on peut supposer être employé à la préfecture de Police, n’a pas clôturé les lots qu’il possède, contrairement aux prescriptions du cahier des charges; sur un terrain, il a édifié une maisonnette en bois où il loge un ménage composé d’un polisseur au chômage, d’une emboutisseuse, de la mère de celle-ci et d’un enfant, moyennant un loyer mensuel de 170,13 francs. (...) Ce procédé se généralise. En 1936, l’avenue du Progrès abrite 180 habitants, dont la moitié sont Italiens, répartis en 38 ménages; il y a un tiers de actifs, tous manoeuvres, ouvriers ou chômeurs, sauf deux employés et deux inspecteurs de police; (...)” La Cité du Progrès ne loge donc pas d’abord les employés de la préfecture de Police qui furent à l’origine de l’acquisition du terrain, mais la classe ouvrière de banlieue, locataire, sans doute - pour l’essentiel - des fonctionnaires de police ou ayant racheté leurs parcelles.” (Fourcaut, 2000: 237-238)*

*ajuda do Estado para habitar, escapar dos cortiços, tornar-se proprietário ao facilitar a construção de pavillons individuais representava uma obra social e humana.*”<sup>45</sup>

Uma oposição clara seria notada, sobretudo no plano do discurso, entre as tipologias de habitação popular que proliferam nos loteamentos irregulares e os *grands ensembles* que serão promovidos pelos poderes públicos em associação com diversos agentes privados, sobretudo após a guerra, durante os Trinta Gloriosos anos de espetacular crescimento francês (1945-1975, grosso modo).

*“Os grands ensembles, muito mais densos (seis vezes, em média) que esses últimos (bairros pavillonnaires) ocupam menos espaço no terreno e surgem como pequenas ilhas de prédios altos em meio a um mar de casas menores. (...) O tamanho por vezes significativo dos conjuntos, a carência de infraestrutura pública e a falta de um verdadeiro núcleo contribuíram a este sentimento de extraterritorialidade, tanto entre os habitantes dos conjuntos quanto entre aqueles que não os habitavam e nunca os frequentavam. Falava-se, com algum fundamento, de ‘cidades-dormitórios’. É interessante observar que os loteamentos do período entreguerras, igualmente mal estruturados, igualmente isolados e igualmente mal atendidos pelo transporte público, adquiriram pouco a pouco uma imagem ‘pequeno-burguesa’, em parte em oposição aos grands ensembles.*”<sup>46</sup>

O apelo do Abade Pierre para que a sociedade encarasse humanitariamente o problema da habitação digna tem efeitos midiáticos e políticos praticamente instantâneos, tornando-se um episódio incontornável da história das políticas públicas, na medida em que, a partir daí, os fundos da *Caisse de Dépôts et Consignations* passam a ser mobilizados na criação de novas unidades residenciais de diferentes padrões e na experimentação de técnicas construtivas visando a diminuição do seu custo de produção (Landauer, 2010).

*“Deixando de lado o princípio de não intervenção que prevaleceu até então na regulamentação do mercado de habitação, que foi incentivado pouco a pouco, mas majoritariamente deixado à iniciativa privada, os poderes públicos realizaram uma mudança de paradigma. Deste momento em diante, eles se ocupariam massivamente de habitações de classes populares por meio de instituições de construção social. Indício dessa vontade foi que, em 1950, as HBM perderiam sua denominação, dando lugar à de Habitações de Aluguel Moderado (HLM – Habitations à Loyer Modéré) que, a princípio, destinavam-se a uma clientela mais ampla. Isso foi, durante algumas décadas, a era de ouro das habitações sociais.*”<sup>47</sup>

Do ponto de vista da iniciativa privada, tal consenso era também uma ótima oportunidade de negócios, reanimando os setores da construção civil e da produção de objetos domésticos que por

<sup>45</sup> *“Stratégie politique ou oeuvre social? Les lotissements et le développement de l’habitat individuel dans les années vingt avaient pour conséquence d’éloigner de Paris une partie de la classe ouvrière, de la disperser, d’occuper par les déplacements journaliers et les travaux de jardin une partie de ses loisirs, accrus par la réduction de la journée de travail. L’objectif non dissimulé était d’essayer de lui donner une mentalité de petit propriétaire. ‘Combattons les communistes en faisant d’eux des propriétaires’, déclare le sénateur Chastenot, porte-parole des partis de droite au cours de la discussion de la loi Sarraut au Sénat le 9 mars 1928. Pour d’autres, l’aide de l’État pour se loger, échapper aux taudis, devenir propriétaire en facilitant la construction de pavillons individuels représentait une oeuvre sociale et humaine.*” Vitry à travers le siècle Edição especial Vitry HAD, Jan/2000 [APMV]

<sup>46</sup> *“Les grands ensembles, beaucoup plus denses (six fois en moyenne) que ces derniers (quartiers pavillonnaires), occupent moins de place sur le terrain et apparaissent comme des îlots d’immeubles hauts au milieu d’une mer de petites maisons. (...) La taille parfois très importante des ensembles, la carence des équipements publics, l’absence fréquente d’un véritable centre ont accru ce sentiment d’extraterritorialité, tant chez les habitants que chez ceux qui ne les habitaient pas et ne les fréquentaient jamais. On parlait, non sans quelque fondement, de “cités-dortoirs”. Il est intéressant d’observer que les lotissements de l’entre-deux-guerres, tout aussi pauvrement équipés, tout aussi isolés et tout aussi mal desservis, ont acquis peu à peu une image “petite bourgeoise”, en partie en opposition aux grands ensembles”* (Merlin, 2010, p.116)

<sup>47</sup> *“Quittant le principe qui avait prévalu jusque là de non-intervention dans la régulation du marché du logement, peu à peu encouragé mais majoritairement laissé à l’initiative privée, les pouvoirs publics opérèrent un déplacement de paradigme. Désormais, ils s’occuperaient massivement du logement des classes populaires par le biais des organismes de construction sociale. Signe de cette volonté, en 1950, les HBM perdirent leur dénomination au profit de celle d’Habitations à Loyer Modéré (HLM), en principe destinées à une clientèle plus vaste. Ce fut, pour quelques décennies, l’âge d’or du logement social.”* (Voldman, Danièle in Fourcaut, A. e Harismendy, F. (orgs.) 2011, p.11)

## 1\_ Premissas e origens do caso (até 1958)

sua vez alavancavam a economia nacional a partir das estruturas produtivas adaptadas entre a guerra e a reconstrução. As memórias do arquiteto Fernand Pouillon nos trazem um testemunho valioso de um personagem ativo nas realizações dos ‘Trinta Gloriosos’ e dos golpes financeiros das grandes empresas de construção e obras públicas, fazendo ver um outro aspecto do discurso e intenções ocultas sob a égide da habitação digna para os trabalhadores, negócio bom para todos.

*“O problema da habitação consiste em vencer a crise com a ajuda dos ‘phynanciers’: o setor privado permitia a construção da maioria dos imóveis, deixando ao setor público somente a menor participação possível: Assim, uma economia saudável (quando a construção funciona, tudo funciona!) com receitas consideráveis para o Estado, prosperidade para as empresas, para os intermediários, a revalorização fundiária e blablá e blablá... Ele tem razão, esse bom burguês.”<sup>48</sup>*

Para além de simplesmente observar, Pouillon partiu de análises extremamente precisas das condições de produção dos edifícios habitacionais públicos, sabendo aproveitar oportunidades e alimentá-las com muito trabalho de elaboração projetual em busca da qualidade para o usuário, aliada à premência da realização do objetivo político. O escritório de Pouillon projetou e construiu, ao longo da sua carreira, o equivalente a uma cidade média da França em conjuntos HLM espalhados pelo território francês e colonial, interferindo em esferas até então estranhas ao trabalho do arquiteto como a economia da construção, levando-o a correr riscos e ferir susceptibilidades que o levariam à cadeia e ao descrédito.

*“O arquiteto assumia uma posição inusitada, ele se responsabilizava pessoalmente pelos preços e pelo prazo. Ele preconizava e impunha sistemas de construção. A profissão era agitada. Até então, o arquiteto era apenas um artista. E passara a ser engenheiro, agente financeiro, planejador. Ele previa a economia.”<sup>49</sup>*

A publicação de suas memórias, escritas no cárcere, serve como peça fundamental num longo processo de reabilitação pública de sua carreira entre os arquitetos mais comprometidos com a qualidade e dignidade da construção habitacional pública que culmina na sua nomeação como ‘Cavaleiro da Legião de Honra’ francesa.

*“O arquiteto, pensando que construir bem, rápido, barato e em harmonia com as aspirações humanas profundas que, respeitando o homem preocupado em abrigar sua família com dignidade apesar de um salário baixo e economias ínfimas, seria audaz o suficiente para se tornar um campeão entre os trabalhadores em situação calamitosa de moradia, fazendo girar o moinho econômico e social: eu assumiria esse risco.”<sup>50</sup>*

Ali emergia na cena da construção e obras públicas uma nova figura, uma espécie de arquiteto-engenheiro-urbanista inusitado no panorama francês, acostumado ao artista de formação *Beaux Arts*. O campo da habitação social era em certa medida um assunto ainda recente, um objeto um pouco estranho se comparado à tradição da profissão no país. Certamente a arquitetura moderna e a figura de Le Corbusier transformariam a situação, especialmente a partir da realização da Uni-

---

<sup>48</sup> ‘Phynance’ é um jogo de palavras criado pelo dramaturgo Alfred Jarry em sua peça *Ubu Rei*, de 1896, misturando as palavras *finance* (finanças, gestão de capital) e *physique* (física, usada na peça como representação fálica) se confundem. *“Le problème du logement consiste à vaincre la crise avec l’aide des ‘phynanciers’: le secteur privé permettant de construire la plupart des immeubles, en ne laissant au secteur public que la plus faible participation possible: - Onsi (sic.), une économie saine (quand le bâtiment va, tout va!) des revenus considérables pour l’État, la prospérité des entreprises, des intermédiaires, la revalorisation foncière et lalala et lalala... Il a raison ce bon bourgeois.”* (Pouillon, 1968, p.469)

<sup>49</sup> *“L’architecte prenait une position inusitée, il se rendait personnellement responsable des prix et du délai. Il préconisait et imposait des systèmes de construction. La profession était inquiète. Jusqu’alors, l’architecte n’avait été qu’un artiste. Il devenait un ingénieur, un financier, un planificateur. Il prévoyait l’économie”* (Pouillon, 1968, p.148)

<sup>50</sup> *“L’architecte pensant que construire bien, vite bon marché et en harmonie avec des aspirations humaines profondes, qui, respectant l’homme soucieux d’abriter dignement sa famille malgré un bas salaire et d’infimes économies, aurait assez d’audace pour se faire le champion des travailleurs en panne de logis, celui-là apporterait de l’eau au moulin économique et social: je prenais ce risque”* (Pouillon, 1968, p.333)

té de Marseille, mas sua assimilação no ensino formal e nas comandas estatais foi, como sabemos, conflituosa.

Pouillon, que construiu cidades inteiras pela França, Argélia e Irã, terminou na cadeia num escândalo financeiro que afirma ter sido orquestrado por seu antigo aliado e Ministro da Construção Pierre Sudreau. Independentemente de posições em torno desta polêmica, sua trajetória vem sendo revista por autoras como Danièle Voldman e tem sido considerada como fonte para a compreensão daqueles anos por diversos historiadores franceses, ajudando-nos aqui a entender os mecanismos políticos e econômicos que atuavam na construção destes enormes conjuntos. Sua carreira e vida nos servem de referência e analogia para a compreensão do contexto de produção da Cité Balzac. Depois de sua saída da prisão Pouillon monta uma editora de livros de arquitetura, *Les Pierres Sauvages*, através da qual publica um volume de mesmo nome sobre a organização de um canteiro medieval imaginada a partir de sua restauração contemporânea, além de suas memórias. Nelas, ele é bastante realista e crítico com o panorama dos HLMs que se construía à época:

*“Infelizmente, os órgãos públicos destinados às HLM tinham seus arquitetos cativos. Essas organizações eram e continuaram vinculadas a um partido ou a um velho conhecido, bem como aos empresários. (...) As HLM eram de construção cara, e o conformismo dos dirigentes ignorava os meios e as disponibilidades dos habitantes. Se existe esse gasto, é porque o ministério controlou severamente os preços. Mas o aspecto continua sendo sempre igualmente hediondo. As HLM com aluguéis moderados, as operações do setor industrializado<sup>51</sup> e aquelas da Caisse de Dépôts et Consignations são, com raríssimas exceções, lívidos grands ensembles à sombra dos quais se abriga a célula familiar. Quantos não se lamentam de seus adoráveis cortiços com uma fonte de água para três apartamentos!”<sup>52</sup>*

---

<sup>51</sup> Ver tese de doutorado em história de Le Goullon, Gwenaëlle (2008) *Les grands ensembles en France : genèse d’une politique publique (1945-1962)* CHS Université Paris 1, orientação Annie Fourcaut

<sup>52</sup> *“Malheureusement, les offices publics d’HLM avaient leurs architectes attirés. Ces organisations étaient et sont restées, à parti ou un vieil ami, de même que l’entrepreneur.(...)Les HLM se construisaient cher, et de le conformisme des dirigeants faisait litière des aises et de l’argent des habitants. Si cet dépense, c’est parce que le ministère a contrôlé sévèrement les prix. Mais l’aspect demeure toujours aussi hideux. Les HLM à loyers modérés, les opérations du secteur industrialisé, et celles de la Caisse de Dépôts et Consignations sont, à de rarissimes exceptions près, de livides grands ensembles où s’en va sombrer la cellule familiale. Combien regrettent le taudis aimable avec un poste d’eau pour trois appartements!”* (Pouillon , 1968, p.139)

## 1.4 Grands Ensembles e Urbanismo na escala do Grand Paris

Ao longo dos anos 1950, o estado francês, sobretudo a partir do advento da V República (1958), vai criar todo um aparato jurídico-administrativo para permitir a generalização e o aumento de escala das operações pontuais de construção de grandes conjuntos de habitação social que já vinham sendo realizados através de créditos liberados junto à *Caisse de Dépôts et Consignations* e suas filiais como a *Société Centrale Immobilière de la Caisse* (SCIC) e a *Société Centrale d'Équipements et Territoire* (SCET) (Landauer, 2010). Sofisticados mecanismos financeiros e toda uma miríade de novas instituições e agências representadas pelas mais diversas siglas vão se estabelecer para dar conta de transformar em realidade as ambições construtivas da França, estabelecidas a partir do Plano do ministro da construção Pierre Courant de 1953, no qual a habitação social e o estímulo à indústria da construção civil tinham um papel importante no estímulo público do desenvolvimento econômico nacional.

Estabeleciam-se mecanismos e fontes de financiamento específicos para contribuir com a política de enfrentamento à crise da habitação em diferentes instâncias, como o 1% patronal, que captava esta porcentagem da massa salarial das empresas com mais de 10 empregados, recurso que seria destinado à construção de conjuntos. O dossier sobre o financiamento da habitação social na Europa no pós-guerra elaborado pela equipe da revista *Histoire e Sociétés*<sup>53</sup>, nos ajuda a entender os dispositivos através dos quais o enfrentamento da crise da habitação social tornou-se uma prioridade na agenda política a partir da segunda metade dos anos 1950.

*“Na França, a invenção do setor subsidiado, ou o financiamento público centralizado de ajuda ao direito à propriedade privada das famílias, depois a criação da SCIC por François Bloch-Lainé em 1954, duplicam o setor HLM julgado incapaz de tirar o país de uma trágica crise de habitação que se tornou fortemente mediatizada desde o apelo do Abade Pierre; a generalização das construções patronais – o sistema do 1% – ainda diversifica as possibilidades de financiamento.”*<sup>54</sup>

É neste contexto que emerge a carismática figura de Pierre Sudreau<sup>55</sup> (1919-2012), jovem advogado, ex-resistente e comissário para o planejamento e construção da região parisiense de 1955 a 1958, promovido a ministro da construção por De Gaulle no momento da instauração da V República. Durante sua gestão como ‘Comissário de urbanismo da aglomeração parisiense’, Sudreau vinha mobilizando uma rede de técnicos e políticos locais em torno das linhas de ação e projetos que promoveria durante sua gestão à frente Ministério da Construção.

---

<sup>53</sup> Le financement du logement social en Europe depuis 1945' - Dossier organizado por Sabine Effosse e Annie Foucaut in *Histoire et Sociétés - Revue européenne d'histoire sociale* N°20 set/2006. Ver também Effosse, Sabine (2003) *L'invention du logement aidé en France. L'immobilier au temps des Trente Glorieuses*. Comité pour l'histoire économique et financière de la France.

<sup>54</sup> *“En France, l'invention du secteur aidé, soit le financement public centralisé de l'aide à l'accession à la propriété privée des ménages, puis la création de la SCIC par François Bloch-Lainé en 1954, doublent le secteur HLM jugé incapable de sortir le pays d'une tragique crise du logement devenue fortement médiatisée depuis l'appel de l'Abbé Pierre; la généralisation des contributions patronales - le système du 1% - diversifie encore les possibilités de financement.”* (Fourcaut, 2006:8)

<sup>55</sup> Impossível deixar de mencionar que Sudreau era conhecido também por ter mantido amizade durante a infância com o escritor e aviador Saint Exupéry, tendo, segundo diversas fontes, inspirado o personagem central do romance *Pequeno Príncipe*. Pierre Sudreau teve longa carreira na política ligado ao centrismo e escreveu suas próprias memórias, que indicamos aqui aos interessados num personagem singular do cenário político francês do século XX. Nos anos 1950, o ‘capital heróico’ de Sudreau, oriundo da sua atividade na resistência, certamente pesou na indicação de seu nome pelo General de Gaulle para coordenar um Ministério tão importante naquele momento.



Ele coordena um plano de construção de diversos Grands Ensembles em torno de Paris, ‘reorganizando a periferia e reconquistando a capital’, palavras de ordem de sua gestão. Neste período foi finalmente aprovado o *Plan d’Aménagement et d’Organisation Générale de la Région Parisienne* (PADOG - Ver caderno iconográfico), elaborado entre 1939 e 1944, durante o governo de Vichy e revisto diversas vezes até 1956.

No PADOG estão as diretrizes que definem o projeto dos *Grands Ensembles Est* e *Ouest* no qual estará inserida a Cité Balzac, pólo sul do projeto, alinhando-se com a ‘*Opération Choc*’ que estava sendo debatida nas instâncias municipais de Vitry como uma demanda apoiada pelos comunistas.

A transformação do Ministério da Reconstrução e do Urbanismo em Ministério da Construção, em 1958, marca uma nova fase dentro dos chamados Trinta Gloriosos anos (1945-1973) de crescimento econômico, pleno emprego e desenvolvimento do *État Providence* francês. Na esteira das grandes obras de reconstrução, o estado passava a se engajar de maneira decidida, ainda que indireta, no planejamento, ocupação e equipamento do território, através do estímulo e do financiamento da construção dos grandes conjuntos de habitação social para organizar a periferia parisiense, dentro de um plano de ‘reconquista da capital’.

*“O projeto social subentendido pela sociedade é, em boa parte, improvisado e nunca explicado claramente; trata-se de tirar os cidadãos dos cortiços, de inventar uma política moderna e humanista de habitação, de permitir à família que ela floresça dentro de um contexto de iluminação e espaço verde. O sanitarismo, a rejeição da cidade como conhecíamos antigamente e da qual é preciso erradicar os pontos de insalubridade, a recusa do laissez-faire oriundo da Terceira República num clima de regeneração moral herdado da Resistência, e o desprezo pela iniciativa individual em termos de humanismo oferecem referenciais comuns aos tomadores de decisão dos anos 1950-60.”* (Dufaux e Fourcaut (orgs.), 2005) <sup>56</sup>

Na série de entrevistas do Ministro Pierre Sudreau apresentadas por Pierre Sabbagh no formato de programa televisivo, dedicada ao Planejamento da Região Parisiense (*“Aménagement de la Région Parisienne”*)<sup>57</sup> realizada em novembro de 1958 no Hotel de Sens, onde se instalaram os escritórios técnicos que projetavam a Grande Paris, o carismático e jovem Ministro da Construção e sua equipe apresentam o plano de ações que marcaria sua gestão: a intensificação das construções de *grands ensembles* e a implantação dos dispositivos legais que viabilizam enormes operações

<sup>56</sup> *“Le projet social qui sous-tend l’entreprise est largement improvisé, et jamais clairement explicité; il s’agit de sortir les citadins des taudis, d’inventer une politique moderne et humaniste de l’habitat, de permettre à la famille de s’épanouir dans un cadre de lumière et de verdure. L’hygiénisme, le rejet de la ville ancienne, don’t il faut éradiquer les îlots insalubres, le refus du laissez-faire suppose de la Troisième République dans un climat de regeneration morale hérité de la Résistance, le mépris pour l’initiative individuelle en matière d’urbanisme offrent des référentiels communs aux décideurs des années 1950-60”* (Dufaux e Fourcaut (orgs.), 2005:)

<sup>57</sup> Ver a *Entrevista com Pierre Sudreau, Ministro da Construção: Planejamento da Região Parisiense*, de 20/Nov/1958 - 37min01s. A quarta entrevista do Ministro da Construção Pierre Sudreau feita por Pierre Sabbagh, que versa sobre o planejamento da região parisiense, dedica-se dessa vez ao Hôtel de Sens em Paris. Ela é ilustrada por uma grande reportagem a respeito de Goussainville, aglomeração da banlieue parisiense que experimentou um crescimento rápido sem plano de urbanismo, seguida de entrevistas com o delegado departamental do Sena Jean Benedetti, de Marcel Diebolt, comissário de urbanismo e construção, do arquiteto urbanista Raymon Lopez, e de um colaborador do comissário de urbanismo e construção, senhor Roussy. Marcel Diebolt comenta em seguida as maquetes dos projetos de planejamento do “îlot 1S” em Paris, das “novas cités” de Sarcelles, Massy-Antony, Vitry, Stains, Saint-Denis, Pierrefitte, e do bairro de La Défense junto ao CNIT, e o planejamento da Avenue Du Général de Gaulle que leva até lá. O senhor Gibel explica, com mapas de apoio, os projetos de desenvolvimento de infraestrutura viária e de transporte público, entre os quais há a criação de uma “rede expressa”. As sequências filmadas mostram os grands ensembles de HLM ou outros imóveis “econômicos e populares”, alguns dos quais têm até 6 mil apartamentos, que foram construídos recentemente em Fontenay aux Roses, Epinay, Gennevilliers, Argenteuil, Pantin, Sarcelles, Villejuif, l’Hay lès Roses, Nanterre, Sceaux. Disponível em <http://www.ina.fr/art-et-culture/architecture/video/CPF86635169/entretien-avec-pierre-sudreau-ministre-de-la-construction-amenagement-de-la-region-parisienne.fr.html> [INA.FR]

## 1\_ Premissas e origens do caso (até 1958)

urbanas que transformariam a paisagem da capital e sua região metropolitana como em poucos momentos na história.

A entrevista dedicada ao Planejamento da Região Parisiense é introduzida por um pequeno documentário sobre Goussainville, típica cidade dormitório monofuncional *pavillonnaire*, apresentada como emblema do crescimento urbano desordenado sobre áreas rurais sem infraestrutura. Esquemas explicativos, diagnóstico, projetos e maquetes dos conjuntos de habitações, equipamentos e sistema viário são apresentados pelos seus idealizadores. O urbanista Raymond Lopez, responsável por enormes operações urbanas intramuros durante a gestão de Sudreau, como o *Front de Seine*, que constituiria uma espécie de modelo para diversas das novas operações periféricas, apresenta ao público o projeto do *Boulevard Peripherique*<sup>58</sup>, que materializaria em 1973 o limite de Paris instituído por Haussmann com a anexação das comunas limítrofes à capital<sup>59</sup>.

Havia uma ambição clara, expressa pelo próprio ministro em sua conclusão, de mobilizar toda a sociedade para realizar nos dez anos que se seguiriam uma obra em matéria de urbanismo equivalente a um século, superando os atrasos acumulados em séculos de povoamento predominantemente rural agravados pelas guerras, aproveitando o ânimo construtivo mobilizado pela reconstrução. A aprovação dos dispositivos legais das Zonas de Urbanização Prioritárias introduziria mecanismos polêmicos como a expropriação de terrenos, fixando parâmetros e incentivos para a construção no interior de seus perímetros, favorecendo a aparição dos *grands ensembles* nas paisagens periféricas francesas.

*“A consequência disso é dupla. Por um lado, as unidades muito grandes com milhares de habitações são promovidas sem que haja debate público sobre a forma urbana, mas valendo-se de um consenso em torno da construção de massa, industrializada e préfabricada. Por outro lado, essas construções são realizadas dentro da cidade e na periferia, em terrenos de baixo valor no limite de impérios agrícolas. Dessa maneira nascem, a partir de 1960, as novas cités chamadas de ‘grands ensembles’. Esse consenso, oriundo da urgência da crise de habitação, é partilhado por todos: os prefeitos, movidos por seus eleitores que desejam novas habitações; os responsáveis políticos; os funcionários do ministério e de direções departamentais; os arquitetos e os responsáveis pelas obras.”*<sup>60</sup>

As palavras de Marcel Diebolt, que sucedera Sudreau no cargo de comissário para o planejamento e construção da Região Parisiense, sintetizam o discurso oficial do Ministério, apontam para a continuidade das propostas e planos na transição da IV para a V República. Parecia haver naquele momento uma ampliação e sistematização das operações de urbanismo, generalizando o que vinha sendo experimentado em operações pontuais.

*“O mal é conhecido, e o ministro da construção acaba de lembrar-nos disso: concentração excessiva, desequilíbrio, desordem. Há dois objetivos a serem atingidos: reorganizar tudo isso e preparar a Paris dos anos 2000. Quatro frentes de atuação moveram meu antecessor Pierre Sudreau em suas ações firmes e perseverantes,*

---

<sup>58</sup> Ver Cohen, Jean-Louis e Lortie, André (1992) Des fortifs au périph, Paris, les seuils de la ville Picard/ Pavillon de l’Arsenal

<sup>59</sup> Fourcaut e Bourillon (orgs) (2012) Agrandir Paris 1860-1970 Comité d’histoire de la ville de Paris / Publications de la Sorbonne

<sup>60</sup> *“La conséquence en est double. D’une part, les très grandes unités de plusieurs milliers de logements sont promues, sans débat public sur la forme urbaine, mais en arguant d’un consensus autour de la construction de masse, industrialisée et préfabriquée. D’autre part, ces constructions sont réalisées - en ville et en périphérie, sur des terrains de faible valeur en limite des emprises agricoles. Ainsi naissent les cités nouvelles appelées ‘grands ensembles’ à partir des années 1960. Ce consensus, né de l’urgence de la crise du logement, est partagé par tous: les maires poussés par leurs électeurs qui veulent des logements neufs; les responsables politiques; les fonctionnaires du ministère et des directions départementales; les architectes et les maîtres d’ouvrage.”* (Fourcaut, Annie in Fourcaut, A. e Harismendy, F. (orgs.) 2011, p.211)

*que eu, por minha vez, também adoto. A primeira linha é, antes de tudo, partir para a reconquista de Paris, para usar um termo que os urbanistas gostam. Vencer os cortiços, dar nossa resposta contra a falta de conforto e a feiúra. A segunda linha é colocar ordem na banlieue, botar um fim na construção desordenada que foi mostrada há pouco para vocês no filme (Goussainville). Construir mais, mais barato, melhor. Para tudo isso, existe apenas uma solução: construir grandes conjuntos de milhares de casas, em conjuntos de habitação. A terceira linha de ação é sobre os equipamentos de Paris e da região parisiense, que se tornaram perfeitamente insuficientes. Por isso, precisamos melhorá-los, completá-los. Enfim, a quarta linha de ação: é preciso estabilizar a região parisiense. Devemos acabar com esse fluxo de centenas, milhares de provincianos, considerando que, atualmente, chega à casa das centenas de milhares os que se instalam na região todos os anos.”<sup>61</sup>*

No seu discurso, o comissário sugere e contorna o termo ‘*grand ensemble*’, que vinha fazendo parte do vocabulário da crítica de arquitetura e urbanismo desde o entre-guerras e naquele momento passava a ser objeto de uma política nacional. A definição objetiva do grande conjunto seria pouco clara mesmo para especialistas como o historiador e professor de história do urbanismo Pierre Merlin:

*“Podemos definir o grand ensemble (de habitações)? Por mais simples que possa parecer, essa questão não tem uma resposta clara. (...) Na verdade, o que caracteriza os grands ensembles é mais o espírito e as condições em que foram construídos do que sua dimensão. Depois da guerra e da fase de reconstrução, um imperativo se impunha: solucionar (ou, pelo menos, atenuar) a crise da habitação e, com essa mesma finalidade, construir o máximo possível de habitações, nos menores prazos possíveis. Os órgãos de HBM e outras construtoras (principalmente a SCIC) não levaram em conta considerações urbanísticas, pelo menos no que dizia respeito aos planos vigentes. (...) Elas se tornaram tão banais que chegou-se a falar em urbanismo de derrogação.” (Merlin, 2010, p.58-59)<sup>62</sup>*

O livro **Paris, hier, aujourd’hui, demain**, de Michel Ragon (1965) traz sínteses eficazes da história da cidade e da condição em que se encontrava nos anos 1960, preparando a Paris do ano 2000. Algumas propostas divergentes para dar conta de ‘reconquistar a capital’ são ali apresentadas e discutidas, como a hesitação entre a criação de uma ‘Paris paralela’, sugerida pelos arquitetos modernos<sup>63</sup>, contrariada pela resolução governamental de criar os *grands ensembles* nas *banlieues* (Ragon, 1965). No mesmo ano em que é publicado, Paul Delouvrier assume como presidente do distrito e é encarregado pessoalmente por De Gaulle de ‘por ordem’ na região parisiense, sobretudo ordenando os subúrbios. De fato, o urbanismo da região parisiense passa a figurar no centro dos interesses políticos, econômicos e do debate cultural.

<sup>61</sup> *“Le mal est connu, le ministre de la construction vient encore de le rappeler: concentration excessive, déséquilibre, désordre. Deux objectifs à attendre: remettre de l’ordre dans tout cela et préparer la Paris de l’an 2000. Quatre mobiles d’action ont animé mon prédécesseur Pierre Sudreau dans son action tenace et opinaitre et je les adopte a mon tour. La première ligne, c’est avant tout, partir a la reconquette de Paris, pour employer un terme cher aux urbanistes. Vaincre le taudis, prendre notre revanche sur la manque de confort et la laideur. Deuxième ligne d’action, mettre de l’ordre dans la banlieue, mettre fin a la construction desordonée dont vous avez vu tout a l’heure dans l’écran (Goussainville). Construire plus, moins cher, mieux. Pour toute cela, une seule solution: construire par grand paquet de milliers de maison, par ensemble d’habitations. Troisième ligne d’action, l’équipement de Paris et de la région parisienne a devenu parfaitement insuffisant. Il faut donc l’améliorer, le compléter. Enfin, quatrième ligne d’action: Il faut stabilizer la région parisienne. Il faut mettre fin a cette afflux de centaine, des milliers de provinciaux, puis que a l’heure actuelle c’est bien par cent milles que se chiffrent tous les ans les arrivées nouvelles dans la Région.”* Comissário Marcel Diebolt, 1958 in [Planejamento da Região Parisiense](#) 00:14:1 [INA.fr]

<sup>62</sup> *“Peut-on définir le “grand-ensemble” (de logements)? Si simple qu’elle puisse paraître, cette question n’a pas de réponse claire. (...) En fait, ce qui caractérise les grands ensembles est moins leur dimension que l’esprit et les conditions dans lesquels ils furent construits. Après la guerre et la phase de reconstruction, un impératif s’imposait: résoudre (ou au moins atténuer) la crise du logement et, à cette fin, construire le plus de logements possible, dans les plus brefs délais. Les organismes d’HBM et autres constructeurs (SCIC notamment) ne se sont pas embarrassés de considérations d’urbanisme, au moins en ce qui concerne le respect des plans en vigueur. (...) Celles-ci devinrent tellement banales qu’on parla d’urbanisme de dérogation”* (Merlin, 2010, p.58-59)

<sup>63</sup> Ver também [Architecture d’Aujourd Hui](#) Fev/1960

## 1\_ Premissas e origens do caso (até 1958)

O filme *Deux ou trois choses que je sais d'elle*, de Jean Luc Godard (1967), reflete as ambiguidades e contradições de uma sociedade que voluntariamente se modernizava, em conflito com as novas formas de vida nas metrópoles e com as perspectivas da sociedade de consumo de massa. A região parisiense é uma das personagens femininas do filme, entre outras, que se prostituem ao mesmo tempo em que proferem reflexões e 'lições sobre a sociedade industrial', 'introduções à etnologia', ecoando a imagem, a crítica e o discurso recorrentes aplicados aos *grands ensembles* numa mesma obra de arte, polisêmica por definição.

*“Conjunto é uma palavra da qual eu gosto bastante. Um conjunto são milhares de pessoas. Uma cidade, pode ser. Ninguém hoje em dia pode saber como será a cidade de amanhã. Uma parte da coisa semântica vai se perder. Certamente, pode ser. O papel criativo e formador da cidade será assegurado pelos outros sistemas de comunicação. Televisão, rádio. Vocabulário e sintaxe. Uma nova língua, pode ser”*<sup>64</sup>

Grande parte do filme se passa nas blocos de La Courneuve, *grand ensemble* paradigmático então recém-ocupado, contrapondo a imagem destas construções pré-fabricadas de escala inédita no contexto de Paris, onde trabalham e circulam diversos personagens.

Diebolt, em 1958, explica as operações urbanas através de metáforas patológicas e clínicas, que expõe a coordenação das ações de construção de novas habitações nos *grands ensembles* com a “renovação” de centros urbanos históricos, que significavam em boa medida, sua completa demolição, estendendo a *tabula rasa* das demolições em massa a áreas poupadas de bombardeios intensos, abrindo espaço para a implantação de uma nova 'civilização'.

*“A radiografia nos permite fazer esse diagnóstico e determina os remédios a serem adotados, em apenas duas palavras: mais cedo ou mais tarde, é preciso demolir e reconstruir. Demolir tudo o que é velho, tudo o que é insalubre, tudo o que não é mais condizente com nossa época e nossa civilização. Reconstruir lares modernos, arejados, limpos, onde os homens possam viver com calma e conforto, onde eles possam circular melhor, um lugar onde as crianças finalmente possam brincar, que não seja a rua.”*<sup>65</sup>

Os mecanismos aprovados no último dia de 1958 dispunham sobre as ZUPs, novas áreas industriais e os equipamentos a construir em operações articuladas à renovação dos núcleos centrais de estrutura secular de comunas como Vitry-sur-Seine, anacrônica com as premissas dos projetos de desenvolvimento urbano dos anos 1950-60. Era nestes imóveis antigos e 'vetustos' que morava grande parte da população empobrecida, apertada em cômodos improvisados nos antigos e mal conservados casarões, que davam para vielas desprovidas de serviços públicos, como saneamento e pavimentação, em flagrante contraste com a idéia de conforto moderno que vai se implantar com a generalização do padrão HLM.

*“Insuficientes, superlotadas, essas habitações são mal equipadas, como o mostra o recenseamento de 1954; nem sanitários, nem w.c. dentro na maior parte das casas, a água corrente só atinge metade das habitações. Um domicílio sobre quatro é considerado superlotado em 1962. Perigo nacional, que afeta a moral – o tema das favelas continua dominante nos anos 1950 - e a produtividade, a crise da habitação se torna pela primeira vez*

---

<sup>64</sup> *“Ensemble c'est a mot que j'aime bien. Un ensemble ce sont de milliers de gens. Une ville, peut être. Personne aujourd'hui ne peuvent savoir comme sera la ville de demain. Un partie de la chose semantique va se perdre. Certainement, peut être. Le rôle creative et formateur de la ville sera assuré par des autres systèmes de communication. Television, radio. Vocabulaire et syntaxe. Une nouvelle language, peut être”* (Godard,1967>00:18:00)

<sup>65</sup> *“La radiographie nos permet le diagnostique et nous dicte donc le remèdes, en deux mots: il faut, tôt ou tard, démolir et reconstruire. Démolir tout ce qui est vétuste, tout ce qui est insalubre, tout ce qui n'est plus digne de notre époque et notre civilisation. Reconstruire des demeures modernes, aérées, assainis, ou les hommes pourront vivre calmement, confortablement, ou ils pourront circuler mieux et ou aussi les enfants pourront enfin se battre ailleurs que dans la rue. ”* Comissário Marcel Diebolt, 1958 in [Planejamento da Região Parisiense](#) 00:19:00 [INA.fr]

na França um caso de Estado. A ideia do direito a uma habitação decente para todos emerge da miséria urbana dos anos 1950.”<sup>66</sup>

Assim, é preciso ter em mente a integração dos diferentes âmbitos das operações, desde o momento de sua concepção, tanto no plano local, da comuna, onde as distintas estratégias interligam-se entre si para a criação e o desenvolvimento de um novo núcleo urbano, quanto no plano metropolitano, no qual várias *cités nouvelles* absorvem a população que já não cabia na capital e que, no entanto, não cessava de ali desembarcar. Tais dinâmicas darão origem a intensos movimentos populacionais intradepartamentais de significativos contingentes que acabavam por ser expulsos dos limites de Paris, onde diversas operações de renovação dos *ilôts insalubres*<sup>67</sup> estavam sendo realizadas naqueles anos.

Nos documentos relativos ao período Sudreau<sup>68</sup>, especialmente no Plan d’Aménagement et d’Organisation Générale de la Région Parisienne (PADOG), revisto a partir de propostas que vinham de antes da ocupação alemã e aprovado em 1960, constam diversas referências ao projeto que se implantaria em Vitry-sur-Seine. A grande operação de construção de habitações prevista que faria dobrar a população da comuna em poucos anos nos estratégicos vazios urbanos entre as linhas de trem e as margens do Sena era conhecida entre os tecnocratas do Ministério da Construção projeto *Grand Ensemble N°4*.

O PADOG foi logo suplantado pelo *Schéma Directeur* de 1965, que preconizava a criação das chamadas *Villes Nouvelles*<sup>69</sup>, apresentadas por Delouvrier como o contrário dos *grands ensembles*, ainda que, sob o olhar contemporâneo, sobressaiam mais semelhanças do que diferenças entre os dois modelos de desenvolvimento urbano. As *villes nouvelles* se instalariam em territórios ainda mais periféricos, ligados à capital por transportes metropolitanos sobre trilhos, fato que pode revelar uma intenção estatal de direcionar os recursos e ações públicas para longe dos domínios da *banlieue rouge*, retirando as operações da zona de influência do comunismo municipal.

A alegada oposição entre os *grands ensembles* e *villes nouvelles* deve ser relativizada, uma vez que o discurso que justifica a nova política apóia-se propositalmente na condenação das práticas que o precedem. Laurent Coudroy de Lille analisa as transformações de sentido pelas quais passou a expressão ‘*ville nouvelle*’ ao longo das décadas de 1960 e 1970. Mesmo a operação bastante particular de renovação do centro de Ivry-sur-Seine seria em algum momento nomeada de *ville nouvelle*,

<sup>66</sup> “Rares, surpeuplés, les logements sont sous-équipés, comme le montre le recensement de 1954: ni sanitaires, ni w.c., intérieurs dans la plupart des cas, et l’eau courante dans à peine la moitié des logements. La surpeuplement atteint un logement sur quatre en 1962. Danger national, qui affecte la morale - le thème du taudis reste dominant dans les années 1950 -, et la productivité, la crise du logement devient pour la première fois en France un affaire d’État. L’idée du droit à un logement décent pour tous émerge de la misère urbaine des années 1950.” (Fourcaut, Annie in Fourcaut, A. e Harismendy, F. (orgs.) 2011:208)

<sup>67</sup> Ver Coing, Henri (1966) *La rénovation urbaine*. Demarcados ainda no final do século XIX, os N° *ilôts insalubres* foram alvo da preocupação e debate públicos ao longo de décadas, até serem erradicados e convertidos em *grands ensembles* dentro dos limites da capital, promovidos pelo Office d’HLM de la Seine, como é o caso dos *ilôts* N°4 e N°13, cujas maquetes são apresentadas ao longo da entrevista de Sudreau e que serão objeto de nosso especial interesse, como veremos adiante.

<sup>68</sup> Ver Fourcaut, Annie (2002) ‘Trois politiques, un discours’ in *Urbanisme* n° 322, janvier-février 2002, p.35-80

<sup>69</sup> Ver Vadelorge, Loic (2004) *Éléments pour une histoire des villes nouvelles* Manuscrit.com, collection Manuscrit Université e também o número especial da revista *Histoire Urbaine* N° 17 mar/2006 organizada por Vadelorge e Fourcaut.

## 1\_ Premissas e origens do caso (até 1958)

reflexo da procura das municipalidades comunistas em apresentar um projeto inovador (Coudroy de Lille, 2006:51).

No caso de Vitry-sur-Seine, não só o próprio termo de *'ville nouvelle'* fora empregado mesmo antes da implantação do mecanismo das ZUPs, em 1958, como já se colocava em questão o modelo de cidade-dormitório monofuncional, assim como em diversas outras municipalidades da *banlieue* que contavam com projetos de *grands ensembles* em andamento, como destaca Laurent Coudroy de Lille (2006): “Numerosas são as fontes do início dos anos 1960 que designam como *ville nouvelle* os *grands ensembles* e ZUPs lançados alguns anos antes”<sup>70</sup>.

As críticas que a municipalidade comunista faria das propostas ministeriais para Vitry iam no sentido de propor um modelo de desenvolvimento urbano que incorporasse parte das críticas que foram feitas às operações pioneiras de construção de grandes conjuntos, conservando algo de propriamente urbano na cidade, em torno de uma centralidade a consolidar com projetos de equipamentos de escala local e regional.

A leitura de atas e documentos conservados nos arquivos municipais nos leva a crer que houve uma convergência das intenções governamentais com as políticas locais em Vitry, que se referiam a uma “*Opération Choc*” nos territórios da comuna desde 1955<sup>71</sup>, exatamente como descreve Sylvie Tissot (2003) no caso de Montreuil: “Apesar da mitologia que se desenvolveu sobre a *banlieue rouge*, constituída de fortalezas e bastiões em luta contra o Estado, a política de construção de cités HLM se apóia em um consenso relativo.”<sup>72</sup>

Naquele momento, o PCF crescia em popularidade e força política nas diversas esferas de poder, aumentando o poder de negociação de figuras ligadas à *banlieue sul* como Georges Marrane e Georges Gosnat que procurariam capitalizar os dividendos políticos de uma operação de tal envergadura no campo da habitação social, uma das preocupações centrais dos comunistas de então. Assim, parece ser evidente que há uma disputa pelo controle da operação; ainda que estado e município concordassem com a realização do ‘projeto Grand Ensemble’, existem muitos indícios sobre as divergências e conflitos em torno das características da operação. O crescimento demográfico e econômico justificava a escolha de Vitry como novo pólo de desenvolvimento de áreas habitacionais próximas dos eixos de transportes e novas áreas industriais. Devia haver no entanto algum tipo de receio na esfera nacional com relação a realizar uma obra de tal importância nos territórios da comuna, uma vez que se tratava de um ‘bastião’ do PCF, de onde vinham historicamente importantes quadros do partido como Georges Marrane, que disputa a eleição de 1958 com De Gaulle.

*“De um ponto de vista demográfico, o aumento na natalidade durante os anos 1940 e 1950 foi acompanhado do prolongamento da expectativa de vida, do incentivo à mão-de-obra estrangeira, do êxodo rural e da chegada*

---

<sup>70</sup> “Nombreuses sont les sources du début des années 1960 qui désignent par *ville nouvelle* les *grands ensembles* et *Zup* lancés quelques années plus tôt” Coudroy de Lille, Laurent (2006) *Ville Nouvelle ou Grand Ensemble: Les usages localisés d’une terminologie bien particulière en Région Parisienne (1965-1980)* *Histoire urbaine* 2006/3 - n° 17 Société française d’histoire urbaine, p.47 à 66

<sup>71</sup> Caixas W - Diversos documentos datados da segunda metade dos anos 1950 como ofícios, correspondências e circulares do PCF. [APMV]

<sup>72</sup> “Malgré la mythologie qui s’est développée sur la *banlieue rouge*, constituée de *fiefs* et de *bastions* en lutte contre l’État, la politique de construction des cités HLM repose en effet sur un relatif consensus.” Tissot, Sylvie (2003) ‘De l’emblème au ‘problème’ - Histoire des grands ensembles dans une ville communiste’ in *Les annales de la recherche urbaine* N°93, p.123-129

*de centenas de milhares de repatriados da Argélia. Tal crescimento demográfico acentuou as demandas de moradia num momento em que a oferta era pouca em virtude das destruições provocadas pela guerra e da fraca capacidade construtiva do país. Visando amenizar tais faltas, o Estado incentivou um esforço construtivo e uma mudança de escala em seus métodos. A França entrava na era da construção de massa e da industrialização do edifício.”<sup>73</sup>*

Para Sudreau, uma nova arquitetura que nascia do urbanismo estava por eclodir. Em comunicação durante o Dia mundial do Urbanismo (8/nov/1959), ele declara que *“entre uma arquitetura cosmopolita semelhante em todas as cidades do mundo e uma arquitetura ‘regional’ pastiche do passado, o regulamento do urbanismo deve permitir a eclosão de uma arquitetura jovem em termos de técnica e da utilização de materiais, e tradicional por sua relação com o meio ambiente.”<sup>74</sup>*

Sudreau parece ter consciência das críticas que eram dirigidas aos *grands ensembles* naquele momento e que ecoariam por décadas no discurso que os condena como realização apressada e inconsequente.

*“Os grands ensembles são frequentemente confundidos com o oposto do que são: o impulso inorgânico de grandes edifícios construídos sem avaliação prévia de sua interação com o ambiente, sem se integrar com o local. Ao contrário das novas cidades, os grands ensembles devem ser construídos de acordo com um plano estudado em profundidade, dotados de todos os elementos necessários para a vida em coletividade. Dessa maneira, eles representarão um imenso progresso em relação aos bairros antigos de nossas cidades.”<sup>75</sup>*

Ao mesmo tempo em que os dispositivos institucionais das ZUPs eram detalhados e colocados em operação pelo Ministério e por diversas instâncias governamentais, são criadas as bases legais e incentivos para a organização de sociedades de economia mista, braços operacionais dos poderes públicos que, à semelhança dos *Offices* de HLM, poderiam ser constituídos em diferentes instâncias e contar com distintas composições acionárias, mas, de maneira geral, envolviam os municípios e o Estado, com o objetivo de realizar os planos urbanísticos e respectivas infraestruturas, além de gerir o patrimônio imobiliário construído.

*“O decreto de 31 de dezembro de 1958 criou as zonas de urbanização prioritária (ZUP) — foram criadas 195 (175 na província e 20 na região parisiense) entre 1959 e 1969. O responsável do projeto deveria ser uma coletividade pública, um instituição pública concessionária ou uma sociedade de economia mista (SEM) com capital majoritariamente público. Ela poderia contar com várias entidades construtoras, preferencialmente. A*

---

<sup>73</sup> *“D’un point de vue démographique, la reprise des naissances des années 1940 e 1950 fut accompagnée de l’allongement de la durée de vie, de l’appel à une main-d’oeuvre étrangère, de l’exode rural et de l’arrivée de plusieurs centaines de milliers de repatriés d’Algérie. Cet accroissement démographique accentua les demandes de logement alors que l’offre était mince en raison des destructions de la guerre et de la faible capacité constructive du pays. Pour pallier ces manques, l’État encouragea un effort de construction et un changement d’échelle dans les méthodes de construction. La France entra dans l’ère de la construction de masse et de l’industrialisation du bâtiment.”* (Voldman, Danièle in Fourcaut, A. E. Harismendy, F. (Orgs.), 2011:11).

<sup>74</sup> *“entre l’architecture cosmopolite semblable à elle-même dans toutes les villes du monde et l’architecture ‘régionaliste’ pastichant le passé, le règlement d’urbanisme doit permettre l’éclosion d’une architecture jeune par la technique et le parti tiré des matériaux, traditionnelle par l’accord avec l’environnement.”* Sudreau (1959) Caixa W<sub>31</sub> [APMV]

<sup>75</sup> *“Trop souvent les Grands Ensembles sont confondus avec leur contraire: la poussée inorganique de grands immeubles réalisés sans composition préalable avec l’environnement, sans accord avec le site. Les Grands Ensembles doivent être au contraire des villes nouvelles, construites suivant un plan purement étudié, dotées de tous les éléments nécessaires à la vie collective. Ils représenteront alors un immense progrès par rapport aux anciens quartiers de nos villes.”* Sudreau (1959) Caixa W<sub>31</sub> [APMV]

## 1\_ Premissas e origens do caso (até 1958)

*expropriação poderia ser utilizada para adquirir os terrenos. Toda operação contando com mais de 100 moradias deveria estar situada numa ZUP, o que evitaria a dispersão dos gastos de infraestruturas.”<sup>76</sup>*

A *Société d'Aménagement et Équipement de la Région Parisienne - Sud* foi criada em 1959 pelo gabinete de Sudreau, englobando a área de Vitry-sur-Seine e algumas comunas ao redor, como Alfortville e Cretéil, que também receberiam projetos de *grands ensembles* coordenados pela Sociedade. A documentação reunida nos Arquivos Públicos Municipais de Vitry sur Seine nos leva a intuir que houve uma disputa no sentido de obter o máximo de controle da operação projetada pela municipalidade comunista. Assim, de acordo com a hipótese que decorre das fontes e arquivos consultados, a criação da *Société d'Économie Mixte du Secteur Sud-Est*, a SEMISE, em 1960, faria parte de uma estratégia elaborada por órgãos centrais do PCF para deslocar o centro da decisão sobre o projeto para a esfera municipal.

É o que intuimos, ao analisar os trâmites institucionais, as atas do Conselho Geral e as correspondências entre o Ministério da Construção e os eleitos municipais de Vitry. Tal diretiva aparece expressamente em documentos e correspondências que tratam de urbanismo que circulavam entre os eleitos locais e os órgãos centrais do PCF, que frequentemente solicitavam compilações de dados acerca da habitação social, como a dimensão da demanda e as realizações em Vitry, que serviriam como estatísticas para os representantes do PCF em elaborações de programas ou comícios<sup>77</sup>. Num retrato da *banlieue* parisiense feito a partir de um “corte” radial que se afasta progressivamente de Paris e passa por Vitry elaborado em 1964, ou seja, no momento da construção do *Grand Ensemble 4*, o geógrafo Jean Bastié se questiona sobre os impactos dessas transformações no modo de morar e no território:

*“O grand ensemble é feito para responder a necessidades urgentes e importantes. Trata-se da produção em massa de moradias uniformes construídas em prazo limitado — menor tempo e menor preço, segundo alguns —, “máquinas para morar” destinadas a ocupantes presumidamente padronizados. Ele acentua a segregação num contexto desprovido de tradições onde tudo é funcional, não havendo espaço para a variedade, tampouco para a fantasia e iniciativa individual. Contudo, são oferecidas moradias limpas, arejadas e ensolaradas, dotadas de conforto. Quais seriam os aprimoramentos que poderíamos trazer àquilo que incontestavelmente proliferará e terminará constituindo o essencial da cidade de amanhã?”<sup>78</sup>*

Para a história da arquitetura francesa, os *grands ensembles* são ainda um vasto emaranhado a ser analisado e devidamente compreendido, campo de disputas entre visões que reconhecem seu papel na modernização nacional e outras que colaboram com sua estigmatização, na tentativa de justificar práticas contemporâneas de apagamento da experiência da memória urbana. Outros empenham-se em classificar aquilo que é digno de nota como exemplo da qualidade de certos conjuntos, processo simultâneo ao avanço do programa oficial de demolições. São notáveis os es-

<sup>76</sup> *“Le décret du 31 décembre 1958 crée les zones à urbaniser par priorité (ZUP). Il en fut créé 195 entre 1959 et 1969 (175 en province et 20 en région parisienne). Le maître d'ouvrage devait être une collectivité publique, un établissement public concessionnaire ou une société d'économie mixte (SEM) à capitaux publics majoritaires. Il pouvait (et c'était souhaitée) y avoir plusieurs organismes constructeurs. L'expropriation pouvait être utilisée pour acquérir les terrains. Toute opération de plus de 100 logements devait être située en ZUP, ce qui devait éviter une dispersion des coûts d'infrastructures.”* (Merlin, 2010, p.62)

<sup>77</sup> Documentos diversos ZUP/ SEMISE/Direction Seine-Sud PCF Caixas W25, W29 e W31 [APMV]

<sup>78</sup> *“Le grand ensemble est fait pour répondre à des besoins urgents et importants. Il correspond à une production en masse de logements uniformes à durée limitée, construits dans le moindre temps et au moindre prix, selon certains, ‘machines a habiter’ pour occupant supposé standardisé. Il accentue la ségrégation dans un cadre sans traditions ou tout est fonctionnel, où il n’y a pas place pour la variété, la fantasia et l’initiative individuelle. Néanmoins il offre des logements sains, aérés et ensoleillés, dotés de confort. Quelles seraient les améliorations à apporter à ce qui incontestablement va proliférer et finir par constituer l’essentiel de la ville de demain?”* (Bastie, 1964, p.401)



forços de grupos de historiadores e arquitetos empenhados em distinguir 40 conjuntos com o título “Patrimônio do século XX”<sup>79</sup>, enfatizando a alta qualidade da produção de arquitetura da habitação social e dos espaços públicos realizadas no período dos Trinta Gloriosos que nada tem a ver com a caricatura corrente de uma arquitetura monótona e mal construída, *‘idée reçue’* presente nos mais variados discursos.

---

<sup>79</sup> O mesmo conferido à Unité de Marseille de Le Corbusier; ver a publicação 1945-75 *Une histoire de l’habitat - 40 ensembles patrimoine du XXème siècle*, Paris: Éditions Beaux Arts, ENSA Belleville, 2010, preparada para um interessante colóquio sobre a questão na École Nationale Supérieure d’Architecture Paris Belleville.

### 1.5 A criação da ZUP de Vitry-sur-Seine e o projeto de Charles Sebillote

Os arquivos públicos municipais de Vitry sur Seine, serviço público exemplar que concentra documentos de âmbito local das mais variadas naturezas e épocas, conserva uma importante coleção de planos, projetos, correspondências e fotografias que, devidamente contextualizados, nos apresentam a evolução do projeto imposto pelo Ministério da Construção para a ZUP projetada para os terrenos apropriados pelo Estado na comuna.

Ali estão vários dos sucessivos planos, documentos e versões de projetos para Vitry relativos à política de Sudreau como Comissário de Planejamento e Ministro da Construção, passando pelas penas de diversos arquitetos e urbanistas. A determinação do programa e das áreas de ocupação em potencial, sobretudo com atividade industrial e novas habitações tomam diversas pranchas de planos diretores técnicos e aplicações das célebres grelhas<sup>80</sup> usadas nos demais *grands ensembles* para determinar novas densidades, centralidades e construções dos equipamentos. Existem diversas instâncias interligadas, como testemunham os títulos “O projeto no contexto do Planejamento regional” e o “Plano Diretor Técnico”, cuja elaboração e compatibilização era feita principalmente pelos tecnocratas egressos das *grands écoles de Ponts et Chaussées e Polytechnique*. Os arquitetos entrariam a partir daí para estabelecer os planos de massa, eixos e volumes num plano geral de cada uma das 20 ZUPs da Região Parisiense, trabalho supervisionado de perto pelos técnicos a serviço de Sudreau.

Naquele momento, como vimos, o arquiteto deveria imperativamente mergulhar no mundo da construção civil, associando-se a empresas construtoras que garantissem preços e prazos, aos *Bureaux d'Études Techniques*, que elaboravam projetos de sistemas viários e redes de infraestruturas, escritórios técnicos que detalhavam e orçavam os projetos, a urbanistas, que traziam um *savoir-faire* e uma formação estranhos aos egressos das Beaux Arts, aos sociólogos e assistentes sociais, que eram recrutados para, na prática, tentar dar conta dos problemas que as novas situações de coabitação no interior dos conjuntos criavam. Além disso, havia ainda o jogo político na escala local, controlada diretamente pelos deputados e prefeitos que compunham o PCF, em ascensão naquele momento, em conflito com o poder do intendente departamental, representante do Estado. Assim, é fácil perceber que o arquiteto aparecia com destaque talvez inédito na figura de chefe da ZUP, mas era apenas um dos elementos que influíam na configuração do território e dos novos edifícios monumentais que simbolizariam o salto de progresso que a França dava a largos passos.

Nos documentos podemos visualizar a proporção da área industrial proposta entre as margens do Sena e as linhas de trem que a separam da zona de habitações a desenvolver, organizadas desde então em três polos; dois ao longo da Rodovia RN 305, que corta a cidade e ganha vários nomes ao longo do percurso, que nos leva ao terceiro núcleo previsto, em torno da Via Honoré de BALZAC.

O Ministério da Reconstrução, então comandado por Pierre Dalloz, através do Comissariado para o Urbanismo da Região havia contratado o arquiteto Charles Sebillote para elaborar o plano do para o *Grand Ensemble* de Vitry em 1956, quando Sudreau era comissário (1955-58). Egresso da École de Beaux Arts, Sebillote tinha já naquele momento uma longa experiência em serviços públicos, ligada à construção de habitações coletivas. Havia sido consultor na criação do Ministério

---

<sup>80</sup> Ver os artigos sobre os Grands Ensembles publicados nas revistas *Architecture d'Aujourd'hui* e *Architecture et Techniques*, sobretudo os poucos que se referem ao projeto de Capra para Vitry como ‘Grands Ensembles: Documents réunis et présentés’ (Mai/1961 N°4) ‘Grands immeubles’ (Out/1961 N°9)

da Reconstrução e do Urbanismo (MRU) como representante da Front National des Architectes (FNA), havia sido sócio do americano Paul Nelson, realizando um conjunto de três edifícios em Noisy-le-Sec, segundo o esquema implantado por Auguste Perret para os edifícios da reconstrução do Havre, realizando também diversos projetos em municipalidades comunistas como Bagnolet, Bobigny e Drancy a partir de 1955. O historiador da arquitetura Benoit Pouvreau situa sua presença entre o grupo de arquitetos ligados ao PCF numa primeira fase dos *grands ensembles*: embora sua obra concentre-se na comuna de St.Denis, personagens comuns à história de Vitry entrecruzam-se em instâncias regionais e nacionais, sobretudo nos territórios da *banlieue rouge*.

*“É uma fase de profissionalização para esses órgãos das comunas, que passaram a construir muito desse momento em diante. Assim, Tillon (então Ministro da Reconstrução) pede conselhos a (Venice) Gosnat, que capitaneava o órgão de Ivry-sur-Seine desde 1934 e era uma figura importante do movimento de habitações sociais em banlieues comunistas.”* (Pouvreau, 2009)<sup>81</sup>

No projeto para o ‘grupo’ Balzac elaborado pelo arquiteto Charles Sebillote parecem estar delineadas as diretrizes que orientarão o projeto tal como foi construído; nota-se uma dispersão sobretudo de edifícios-lâmina de dimensão compatível com as construídas e algumas torres no extremo oeste do conjunto. Estava prevista ali uma *Opération Choc*, por “extensão do *Secteur Industrialisé*”, como tratam dela os documentos oficiais anteriores a 1958, tendo por modelo os *grands ensembles* pioneiros realizados pela *Société Centrale Immobilière de la Caisse de Dépôts et Consignations*, a SCIC. Tal projeto ganharia corpo com o advento da ZUP, transformando-se no projeto *Grand Ensemble* N°4.

No campo da habitação social, havia um intenso diálogo e colaboração entre algumas comunas da *banlieue rouge* e seus *Offices HLM*. A política habitacional de Ivry-sur-Seine serviria de modelo para outras municipalidades comunistas sobretudo em Vitry, onde o Office de HLM de Ivry também realizaria alguns conjuntos habitacionais. Ainda que Ivry fosse o epicentro do comunismo municipal, como vimos, era no território de Vitry que haviam diversos terrenos vazios ou precariamente ocupados que poderiam dar lugar a uma operação integrada que transformaria a cidade na materialização de uma determinada utopia de cidade dos comunistas, que deveria forçosamente contrastar com algumas das características principais dos grandes conjuntos então realizados em municipalidades mais próximas do poder central.

*“Vitry traz uma solução para a reforma urbana dos ‘ilôts’ de Paris por meio da aquisição de habitações que podem acomodar os expropriados; Vitry garante uma estabilidade industrial à região parisiense, tirando algumas indústrias da cidade; Vitry ajuda na descentralização industrial e comercial de Paris. É uma cidade verdadeiramente nova e com o objetivo de construir ou reconstruir novas funções, de acordo com um projeto de estruturação comunal de uma cidade de 120.000 habitantes.”*<sup>82</sup>

Os volumes construídos organizam-se em uma composição urbanística pensada visivelmente da grande para a pequena escala, ocupando os terrenos delimitados anteriormente como apontado

<sup>81</sup> *“C’est une phase de professionnalisation pour ces offices communaux qui construisent désormais beaucoup. Ainsi Tillon (então Ministro da Reconstrução) sollicite les conseils de (Venice) Gosnat, à la tête de l’Office d’Ivry-sur-Seine depuis 1934 et figure du logement social en ‘banlieue rouge’”* (Pouvreau, Benoit *Quand le communisme municipal rimait avec le laboratoire urbain* (1944-1986), 2009)

<sup>82</sup> *“Vitry apporte une solution à la rénovation urbaine des îlots de Paris en procurant des logements qui peuvent héberger les expropriés; Vitry assure une stabilité industrielle à la Région Parisienne en sortant de Paris certaines industries; Vitry aide à la décentralisation industrielle et commerciale de Paris. C’est une véritable ville nouvelle avec des fonctions nouvelles qu’il est envisagé de construire ou de reconstruire, suivant un projet d’aménagement communal d’une ville de 120.000 habitants”* Ata de Reunião - 1959 Caixa W29 [APMV]

## 1\_ Premissas e origens do caso (até 1958)

nos planos, mas na porção central do conjunto, onde estão hoje o *Hotel de Ville*, o conjunto Robespierre e porções centrais do *Grand Ensemble* de Vitry, os edifícios propostos por Sebillote contrastam fortemente com o construído<sup>83</sup>. Expressão de um modo de projetar ainda bastante orientado pela tradição compositiva herdada dos ensinamentos da Beaux Arts transposta para o urbanismo, o plano de Sebillote estrutura-se a partir de um grande leque, formado por cinco blocos ao longo da Avenida Lucien Français, dispersando os demais edifícios em grandes terrenos cortados por vias de trânsito rápido.

Alguns arranjos urbanísticos das dezenas de *cités* propostas parecem fazer coincidir projeto e realidade, sobretudo em alguns edifícios da Cité Balzac e Colonel Fabien, construídas nas primeiras fases do projeto *Grand Ensemble*. Em Colonel Fabien, assim como em algumas outras *cités* do período, existem edifícios bastante similares aos construídos em Balzac ainda hoje ocupados. No caso específico do projeto de Balzac, mesmo a indicação do centro comercial coincide com a localização do efetivamente construído, além da posição dos edifícios que conformam o perímetro da atual *cité*.

G. Rifaux, chefe do Serviço de Arquitetura Municipal, critica frontalmente o projeto apresentado em reunião no Ministério da Construção em abril de 1958; Charles Sebillote não teria sequer entrado em contato com os técnicos locais para averiguar quais seriam as necessidades e os trabalhos em curso. A figura do arquiteto comunal existia em Vitry desde ao menos os anos 1930, atendendo às demandas pontuais dos moradores relativas às condições de habitação. Naquele momento, face a projetos de tal envergadura, o arquiteto comunal Rifaux acaba por assumir as funções de urbanista à serviço do interesse público e da municipalidade.

Desde o momento em que é consultada pelo Ministério da Reconstrução e do Urbanismo (MRU), ainda em meados dos anos 1950, sobre a possibilidade de acolher um enorme projeto de construção habitacional, a municipalidade demonstra apoiar a iniciativa desde que, respeitada a condição de participar da elaboração de um plano urbanístico consequente, que mantivesse a ‘urbanidade vitriota’, sem transformar a comuna em uma cidade-dormitório praticamente monofuncional nos moldes de Sarcelles. Neste contexto, o projeto de Sebillote aparece como uma materialização de tudo aquilo que o poder local não queria ver realizado, beneficiando o capital privado e fazendo da cidade um repositório dos excluídos de Paris. Estes argumentos técnicos mas sobretudo políticos, estão na carta que o arquiteto comunal envia ao prefeito, recomendando enfaticamente ao ‘camarada’ agir rapidamente para recusar o projeto proposto por Sebillote.

*“Minha oposição formal ao plano de massas apresentado tem um caráter político no sentido mais amplo da palavra, antes mesmo de dizer respeito a aspectos técnicos. (...) Essa planta é uma imagem lisonjeira que exprime, acima de tudo, a vontade de ressaltar uma ‘operação’ marcada, separada do resto do plano. Assim, o projeto se coloca sobre a cidade, em oposição a ela. Tal posição é incompatível com a própria essência do Programa agora estabelecido e que a municipalidade determinou como condição sine qua non pela qual lutamos; uma operação independente e, sobretudo, uma “cidade” somente podem ser consideradas do ponto de vista político, esse é o desejo da organização comunitária na forma de bairros habitacionais. (...) O plano de massas dispersa sistematicamente os prédios sobre o terreno, o que suprime toda pesquisa de composição. Com certeza esse método dispersa o ar e teoricamente os espaços verdes, mas cria por outro lado correntes de ar, fachadas na sombra opostas às fachadas no sol, plantações monótonas e bastante aleatórias se considerarmos o montante de crédito ‘plantações’ atribuídos às construções HLM (apenas as construtoras privadas ou o OCIL, cujos*

---

<sup>83</sup> Consultar os projetos inseridos no caderno de iconografia.

*projetos foram escrupulosamente respeitados pelo autor do plano de massas, poderiam realizar as plantações, enquanto os prédios do Office ficariam rodeados por terrenos vagos).*<sup>84</sup>

O plano de Sebillote, além de criar uma *'repartição deprimente'*, seria *'duplamente inadequado'*, de acordo com a análise de Rifaux:

*"Do ponto de vista do Serviço Arquitetônico da Cidade, consideram inadequada a realização do programa de estruturação e construção; do ponto de vista institucional, são desfavoráveis à construção de HLM e, por outro lado, favoráveis às grandes construtoras privadas."*

A crítica do urbanista trata de aspectos também técnicos; sobre o grupo de habitações em torno da Via Balzac, Rifaux não se detém sobre o projeto urbanístico e arquitetônico, atacando sobretudo sua viabilidade:

*"No grande terreno mais ao sul, contíguo ao cemitério, a multiplicidade de prédios previstos fez com que ele não fosse considerado construtível no contexto dos créditos de HLM, em virtude da necessidade de recorrer a fundações especiais nas escavações antigas. Ora, o órgão havia solicitado esse terreno em seus programas; dentro dessas condições, somente a construção em copropriedade poderia se beneficiar."*<sup>85</sup>

Concluindo a comunicação, o arquiteto-urbanista redige algumas recomendações para a reelaboração do projeto, que deveria ter em conta um planejamento completo do conjunto, prevendo uma nova centralidade em torno de um grande equipamento de caráter cívico, cultural, administrativo e monumental. Trata-se de um projeto bem mais importante do que um novo *Hotel de Ville*, que já vinha sendo estudado pelo arquiteto Metrich à serviço da municipalidade de Vitry. Para elaborar o novo projeto, em torno de um programa complexo de necessidades, Rifaux recomenda a associação de Metrich com Mario Capra,

*"que, em colaboração com o Serviço de Arquitetura da Cidade de um lado, e o Órgão Público de HLM de outro, participou ativamente dos delicados estudos que eram indispensáveis para determinar precisamente as necessidades da Cidade em termos de Serviços Públicos e principalmente pelo Programa do Centro Administrativo."*<sup>86</sup>

---

<sup>84</sup>*"Du point de vue du Service Architecture de la Ville, impropre à la réalisation du programme d'aménagement et construction; du point de vue de l'Office, défavorable à la construction HLM, favorable par contre aux grands constructeurs privés.(...) Mon opposition formelle au plan-masse présenté, avant même que technique est politique dans le plus large sens du mot.(...) Ce plan-masse est une image flatteuse qui exprime avant tout la volonté de faire ressortir une "opération" marquée, tranchant sur le reste du plan. Le projet vient ainsi se placer sur la ville en opposition avec elle. Un tel parti est incompatible avec l'essentiel même de l'esprit du Programme maintenant établi et que la Municipalité a posé comme condition première, pour laquelle nous nous sommes battus; ne pas concevoir une Opération indépendante mais avant tout "une ville" que politiquement, c'est la volonté d'organisation communautaire par quartier d'habitation. Le plan-masse disperse systématiquement les bâtiments sur le terrain, ce qui supprime toute recherche de composition. Certes cette méthode disperse l'air et théoriquement la verdure, mais elle crée en revanche des courants d'air, des façades dans l'ombre opposées aux façades ensoleillées, des plantations monotones et très aléatoires si on considère le montant des crédits 'plantations' - VRD alloués aux constructions HLM (seuls les constructeurs privés ou l'OCIL dont les projets, eux ont été scrupuleusement respectés par l'auteur du plan-mass, pourraient réaliser les plantations, alors que les bâtiments de l'Office s'entoureraient de terrains vagues). "* (Carta do Serviço de Arquitetura de Vitry, atribuída a G. Rifaux- 1957 - 25/Abr/1957 Caixa W29 [APMV])

<sup>85</sup>*"Le grand terrain plus au sud, contigu au cimetière, la multiplicité des bâtiments prévus le rend inconstructible dans le cadre des crédits HLM, en raison de la nécessité d'avoir recours, sur les anciennes fouilles, à des fondations spéciales. Or l'Office avait demandé ce terrain dans son programmes; seule dans ces conditions, la construction par co-propriété pourrait se bénéficier"* Carta do Serviço de Arquitetura de Vitry, atribuída a G. Rifaux- 1957 - 25/Abr/1957 Caixa W29 [APMV]

<sup>86</sup>*"qui en collaboration avec le Service d'Architecture de la Ville d'une part et l'Office Public d'HLM d'autre part, a participé très activement aux études délicates qui étaient indispensable pour déterminer les besoins exacts de la Ville en matière de Services Publics et notamment pour le Programme du Centre Administratif."* Carta do Serviço de Arquitetura de Vitry, atribuída a G. Rifaux- 1957 - 25/Abr/1957 Caixa W29 [APMV]

## 1\_ Premissas e origens do caso (até 1958)

As poucas informações encontradas nos arquivos nacionais e nos registros dos alunos que passaram pela *École Nationale de Beaux Arts* de Paris a respeito de Mario Capra<sup>87</sup> nos informam que ele se diplomara no curso de Arquitetura em 1953 no atelier do professor Leconte, arquiteto *grand prix* de Rome, célebre pela disputa em torno do projeto da reconstrução do Velho Porto de Marseille com Fernand Pouillon, ainda no começo dos anos 1950. Os arquivos de Vitry guardam ainda alguns documentos relacionados a sua atuação e breve existência<sup>88</sup>. São poucas as publicações especializadas que registram qualquer referência a outros projetos seus além dos ligados à ZUP de Vitry, com exceção de propostas para um consulta nacional para realização de programas plurianuais de construção de conjuntos<sup>89</sup>.

A origem operária e imigrante transformariam Mario Capra<sup>90</sup>, aos olhos dos dirigentes do PCF, partido no qual militava, assim como o urbanista Rifaux e a maioria dos responsáveis pelos projetos de *grands ensembles* nas *banlieues rouges*, numa espécie de aposta dos comunistas no surgimento de uma nova utopia em termos de arquitetura, expressão das realizações da municipalidade, do partido e da modernização do país. Talvez esta busca possa ajudar a explicar o interesse dos comunistas franceses pela realização de Brasília, que emergia como símbolo da utopia de uma cidade construída segundo novos modelos, mais igualitários e próximos dos ideais do partido, pelo menos em teoria. A edificação de Brasília seria acompanhada com entusiasmo tanto pelos arquitetos modernos europeus, como sabemos, quanto pelos políticos de esquerda franceses, que mais tarde encomendariam diversos projetos a Oscar Niemeyer, em exílio na França a partir de 1967.

Assim, uma vez recusado formalmente o plano de Sebillote, Mario Capra vai ser chamado pela municipalidade a partir de 1957 para trabalhar nos novos planos para a extensa operação, sob novas premissas. Meses antes da aprovação dos dispositivos da ZUP, o Conselho Municipal de Vitry avaliava positivamente a proposta contida no *dossier* apresentado por Mario Capra e sua equipe para o Projeto do *Grand Ensemble* N°4<sup>91</sup>.

A Zona de Urbanização Prioritária de Vitry, incluída nas primeiras 20 ZUPs da Região Parisiense, é regulamentada e decretada somente em 1960, depois de um período de intensas negociações e hesitações em torno dos responsáveis pelos múltiplos aspectos das operações, marcadas por disputas pelo seu controle.

Documentos do PCF que circulavam pelos gabinetes da prefeitura de Vitry, conservados nos arquivos públicos municipais, informam os políticos locais e representantes regionais sobre como proceder para garantir o controle dos investimentos e realizações, especialmente através das Soci-

---

<sup>87</sup> Nascido entre 1923 e 1924 na Itália e falecido aos 47 anos em 1971, Mario Capra teria ainda jovem imigrado com sua família fugindo do fascismo que ganhava progressivamente seu país de origem nas décadas de 1930 e 1940. Em entrevista, o arquiteto Robert Heritier, professor na ENSA La Villette envolvido há décadas com Vitry e com a questão da habitação social, como veremos adiante, nos revela informações preciosas a respeito da origem social do arquiteto, o que ajuda a entender sua posição no projeto de uma das mais importantes operações urbanísticas em territórios do comunismo municipal. Capra viria de uma família de operários da construção civil do ramo do gesso; ele mesmo teria trabalhado nos canteiros da família no início da vida adulta, o que explicaria sua graduação tardia no curso de Arquitetura, no limite dos trinta anos imposto pela Beaux Arts naqueles anos.

<sup>88</sup> Nota sobre o falecimento do arquiteto em 1971 *Vitry HAD* N° 34 Abr/1971[APMV]

<sup>89</sup> *L'Architecture d'aujourd'hui* N° Especial 2 Série 28e Jun-Jul/1967

<sup>90</sup> [Arq. Robert Heritier, Entrevista concedida ao autor em seu escritório em Paris, Out./2011 ]

<sup>91</sup> Dossier Capra Junho/1958 [APMV]

edades de Economia Mista que a lei nacional das ZUPs de 1958 previa como operadores principais.

*“De acordo com sua atribuição, o programa não deveria escapar do controle municipal (exigindo, naturalmente, uma ‘presença’ combativa da municipalidade e da população). Na verdade, ao aceitar sua adesão à Sociedade de Economia Mista de Planejamento da Região Parisiense (setor sul) sob a reserva de uma convenção preliminar a qualquer execução, a Comuna atua em vantagem daquele que despojar o Estado ipso facto da condição de que ele beneficia atualmente. (...) A municipalidade constituiu uma Sociedade Imobiliária de Economia Mista (agora aprovada) da qual admite-se que retomará para si a construção de habitações populares que a instituição não fora capaz de garantir. (...) Assim, atualmente tudo é posto em seu lugar para que, continuando sua luta indispensável, a municipalidade imponha a realização efetiva de 80% das novas habitações previstas em habitações populares.”<sup>92</sup>*

A disputa política entre as diversas instâncias de poder fica clara na análise da cronologia e das correspondências relativas às várias instâncias envolvidas no projeto. Só em setembro de 1961 é que o Ministério da Construção concorda em nomear oficialmente Capra como arquiteto-chefe da ZUP de Vitry; o plano de Capra, que obtivera em 1958 a aprovação municipal, é aprovado somente em abril de 1962 pelo Conselheiro do Ministério para o projeto de Vitry, Arquiteto André Remondet<sup>93</sup>, que não se furta de fazer diversas ressalvas sobre o projeto do centro cívico que acabarão por engendrar novas versões destes planos e nunca se concretizar segundo os desenhos de Mario Capra.

Numa das primeiras obras dedicadas a analisar o patrimônio arquitetônico e urbanístico público de habitação social em que cunha os termos *hard french* e arquitetura estatística para se referir aos *grands ensembles*, Bruno Vayssière nos dá pistas para compreender o território e as ambições políticas que viram em Vitry a possibilidade de um novo pólo regional, espécie de capital *ad hoc* da *banlieue rouge* sul.

*“O presídio de Fresnes, modestos pavillons, vastos galpões e sobretudo a rodovia nacional (RN7) compunham uma paisagem pós-urbana da errância como um filme de Wim Wenders. Vitry e Villejuif não passavam de um acesso para a rodovia, mas era extraordinário. Uma vasta operação sob a responsabilidade de Capra, arquiteto-chefe, deveria introduzir simultaneamente modernidade e urbanidade; um verdadeiro forum, digno de Chandigarh, com estradas subterrâneas, permitiu enfim a construção de uma prefeitura digna das vizinhas social-democratas do período anterior à guerra, tais como Suresnes, Boulogne e Puteaux. Sucederam-se vários projetos entre 1950 e 1965; retenhamos o engenhoso dispositivo civil dominante, passarelas e complexos viários arquiteturando a vasta esplanada”<sup>94</sup>*

---

<sup>92</sup> *“programme, pour l’attribution, ne devrait pas échapper au contrôle municipal (tout en réclamant, naturellement la ‘présence’ combative de la municipalité et de la population. En effet, en acceptant (sous réserves d’une convention préalable à toute exécution) son adhésion à la Société d’Economie Mixte d’Aménagement de la Région Parisienne (secteur sud) la Comune entraîne au profit de qui désaisira ‘ipso facto’ l’Etat de celle dont il bénéficie actuellement. (...) La municipalité a mis sur pied une Société d’Economie Mixte Immobilière (maintenant approuvée) dont il est admis qu’elle reprendrait pour son compte la construction des logements sociaux que l’office ne pourrait assurer. (...) Tout est donc actuellement mis en place pour qu’en continuant la lutte indispensable, la municipalité impose la réalisation effective de 80% des logements nouveaux prévus en logements sociaux.”* Relatórios locais PCF, p.4 Caixa W 29 [APMV]

<sup>93</sup> Documentos diversos, (1955-1962) Caixa W 29 e W31 [APMV]

<sup>94</sup> *“Prison de Fresnes, pavillons modestes, vastes entrepôts et surtout RN7 composaient un paysage post-urbain de l’errance à la manière d’un film de Wim Wenders. Vitry et Villejuif n’étaient qu’une sortie routière mais c’était énorme. Une vaste opération sous la responsabilité de Capra, architect en chef, devait insuffler conjointement modernité et urbanité; un véritable forum digne de Chandigarh, avec routes souterraines, permettait enfin l’érection d’un hôtel de ville digne des voisines social-démocrates d’avant-guerre telles que Suresnes, Boulogne, Puteaux. Plusieurs projets se succèdent entre 1950 et 1965; retenons le dispositif génie civil dominant, passerelles et échangeurs architecturant la vaste esplanade”* (Vayssière, 1988, p.228)

## 1\_ Premissas e origens do caso (até 1958)

O autor menciona diversas vezes o projeto de Capra para o *grand ensemble* de Vitry, referindo-se a uma 'Brasília vermelha no sul de Paris', evidenciando o papel da capital brasileira como imagem de utopia realizada não só para os responsáveis pelo processo de 'modernização' e urbanização da França como para a estratégica política dos comunistas.

*"O grand ensemble de Vitry sur Seine, uma Brasília vermelha precursora: desde o começo dos anos 1950, a renovação urbana a golpes de tabula rasa vai propor verdadeiras cidades contemporâneas dentro das cidades antigas"*<sup>95</sup>

O projeto da ZUP de Vitry aparece então como possibilidade de realização de um novo modelo de cidade contemporânea, como monumento que materializa o poder do comunismo municipal e como habitat de uma nova sociedade e de um 'novo homem', que era esboçado na literatura pelos romances de Roger Vailland e personificado nos heróis soviéticos como o cosmonauta Yuri Gagarin, que visita a região em 1962<sup>96</sup>. Evidente que tal projeto não se realizaria sem intensas disputas, conflitos e imprevistos em tempos tão marcados pela polarização ideológica como os anos 1960.

O arquiteto brasileiro Oscar Niemeyer seria convocado pelo PCF e por sua rede de aliados outras diversas vezes ao longo de seu exílio na França, projetando nos anos seguintes a Bolsa de Trabalho de Bobigny, a sede do jornal *L'Humanité* em Saint Denis, todas construídas em *banlieues rouges*, realizando também diversos estudos para ZUPs, que não passaram dos estágios preliminares.

No suplemento especial de uma revista editada pelo PCF que comemora a inauguração da nova sede do partido, podemos entrever nas declarações de Oscar Niemeyer que acompanham o artigo sobre sua obra as intenções e posturas consoantes ao discurso dos comunistas e o que buscavam em termos de arquitetura naquele momento:

*"Devant l'architecture contemporaine victorieuse, je me tournai entièrement contre le fonctionnalisme, désirant la voir s'intégrer dans les techniques nouvelles vers le chemin de la beauté et de la poésie. Et cette idée finit par m'habiter tout entier, jusqu'à devenir une délibération irréprensible... La création architecturale occupa toute ma vie, bien qu'intéressé par d'autres problèmes, révolté par la misère, beaucoup plus importante pour moi que l'architecture..."*<sup>97</sup>

---

<sup>95</sup> *"Le grand ensemble de Vitry sur Seine, une Brasília rouge précurseur: dès le début des années cinquante, la rénovation urbaine à coup de tabula rasa inspirée des bombardements va proposer de véritables villes contemporaines dans la ville ancienne"* (Vayssière, 1988, p.228)

<sup>96</sup> Ver o interessante documentário *Reflet(s)*, produzido pelas equipes de propaganda do PCF, que aborda diversos aspectos da vida cotidiana dos operários na França nos anos 1960: o trabalho nas fábricas de diversos ramos de atividades, as ações de uma municipalidade comunista modelar (Tulle), a juventude aos quatorze anos e a cultura engajada, a luta pacifista e antinuclear. O filme de pouco mais de uma hora se encerra com a visita de Gagarin à Paris e Ivry, pouco depois de tornar-se o primeiro homem a estar no espaço. [Cine Archives, *Reflet(s)*, 1964, p/b, som. Disponível online em [http://www.cinearchives.org/Catalogue\\_d\\_exploitation\\_REFLET\\_S\\_-494-239-0-1.html?ref=06f7c99c7df48f095bc9833ec66a3a18](http://www.cinearchives.org/Catalogue_d_exploitation_REFLET_S_-494-239-0-1.html?ref=06f7c99c7df48f095bc9833ec66a3a18)]

<sup>97</sup> *Révolution présente* N°17 Jun/1980



## 1\_ Premissas e origens do caso (até 1958)

## 2 A Cité Balzac: O projeto, a ocupação e o cotidiano (1967-73)

Abordaremos aqui o projeto e as realizações no núcleo Sul do Grand Ensemble N°4, ou seja, a Cité Balzac e seus equipamentos, do canteiro às sucessivas inaugurações ao longo dos anos 1960. Tais operações estavam coordenadas com os planos de “renovação” do centro antigo de Vitry-sur-Seine, visando apagar os ares de vilarejo antiquado, entulhado de habitações insalubres espremidas entre ruas tortuosas, dando à cidade uma feição futurista altamente inspirada em Brasília com que sonhavam o arquiteto Mario Capra e os dirigentes do PCF. Tais referências evidenciam-se não só nas unidades de vizinhança e edifícios institucionais do projeto Grand Ensemble, sobretudo se analisamos os sucessivos projetos não construídos para o Hotel de Ville elaborados por Capra, mas também pela própria figura do arquiteto brasileiro Oscar Niemeyer, exilado na França no final dos anos 1960, que participou da inauguração da Cité Balzac e esteve na exposição de urbanismo de Vitry sur Seine.

As grandes operações imobiliárias promovidas por créditos públicos em Vitry, das quais a Cité Balzac era a maior, eram e continuam sendo promovidas, mantidas e operadas por várias instituições parapúblicas, sociedades de economia mista e agências nacionais, das quais é importante ter ao menos noções do histórico, âmbitos de atuação e orientações políticas. A Sociedade de Economia Mista (SEM) local atua como um braço privado da municipalidade comunista, construindo e gerenciando operações urbanas, conjuntos e equipamentos. Já o serviço de habitação social da municipalidade (OPHLM) construiu e gerencia outra grande parte dos conjuntos mas também há o OPH de Paris, que envia moradores relocados de operações urbanas na capital como demanda para a periferia próxima. Ao longo dos anos, a Cité vai sendo ocupada, equipada e apropriada por uma primeira geração de moradores que, contrastando com o panorama e o discurso atual, era de fato mista.

As *cités* francesas - e Balzac não foi exceção, eram ocupadas principalmente por uma pequena classe média jovem na era do pleno emprego e do *État providence* em pleno funcionamento. A maioria dessas jovens famílias vinha da coabitação ou de uma situação habitacional muito mais precária do ponto de vista do conforto moderno segundo os padrões estabelecidos na virada dos anos 1950 com a denominação normativa HBM para *Habitations a Loyer Moderé* (HLM).

Diversos dos novos habitantes da *cité* eram introduzidos a um novo modo de morar, que transformava não só a vida doméstica mas também onde fazer as compras, o que fazer do tempo livre e como levar uma vida social exemplar. A percepção dos poderes públicos era de que vários daqueles habitantes, estrangeiros ou mesmo franceses da ‘província’, não estava adaptada às novas condições de vida, devendo ser cuidadosamente inserida no parque público de habitação social. Nas *cités*, o cotidiano dos primeiros habitantes era marcada pela precariedade; do sistema de transporte, falta de equipamentos, que foram sendo construídos ao longo dos anos que se seguiram, sua degradação precoce expressa nas primeiras patologias das construções pré-fabricadas em concreto. No plano institucional, a reorganização político-administrativa dos territórios em torno de Paris com a criação do Departamento Val-de-Marne, onde Vitry está inserida, deu lugar a uma alteração sensível nas relações de poder e instâncias de ação pública no território da *banlieue* sul.

## 2.1 “Grand Ensemble N°4” - Uma Brasília vermelha ao sul de Paris

*“Em Vitry, um extenso dossiê de apresentação ao Conselho Municipal foi executado pelo escritório de Mario Capra. Toda a renovação do centro estava em jogo: uma mini Brasília, de certa forma... O futurismo desta vez deveria transformar completamente a região.”*<sup>98</sup>

Em seu antológico estudo sobre os *grands ensembles* elaborado a partir dos documentos do Ministério da Construção, Bruno Vayssière refere-se ao dossier do projeto *Grand Ensemble N°4* apresentado por G. Rifaux e Mario Capra<sup>99</sup> e hoje conservado nos Arquivos Públicos Municipais de Vitry-sur-Seine [APMV], juntamente com diversos originais, anotações e rascunhos muito provavelmente de autoria de Mario Capra.

Em alguns croquis deste primeiro projeto, que o alçaria à categoria de arquiteto chefe da ZUP, Mario Capra analisa, em características geográficas e demográficas, a posição estratégica de Vitry na *banlieue*, entre Paris e a periferia remota ainda por urbanizar. No plano aprovado unanimemente pelo Conselho Municipal em 1958, ficam claras as intenções e as referências que entrariam em jogo no ambicioso projeto de cidade que previa um crescimento demográfico da ordem de 100% em dez ou quinze anos, além da renovação do centro da cidade, o que exigia a construção de milhares de habitações e equipamentos.

A principal referência mencionada pelo documento para o “planejamento de grandes áreas urbanas” é o urbanismo do Plateau des Annessers, *‘vasto terreno nu, dominando a cidade de Alger’* empreendido pelas equipes de Pierre Dalloz<sup>100</sup>, um dos últimos e mais importantes projetos do urbanismo colonial francês. O termo *‘epannelage’* é apropriada da escultura pelo urbanismo para designar a arte de talhar espaços livres mínimos e volumes construídos, organizados em uma *‘composição estudada’*. Outra referência citada que insere o plano urbanístico numa determinada tradição Beaux Arts é o plano para a reconstrução do Havre, de Auguste Perret. Mario Capra toma emprestado do mestre Auguste Perret o princípio de impor uma trama rígida e gabaritos máximos para as construções, deixando relativa liberdade para os arquitetos de cada um dos projetos para o arranjo interno das quadras.

O plano de Capra define os princípios da operação e suas articulações internas, buscando um método sistemático que permitisse a diversidade de expressões arquitetônicas, excluindo assim a monotonia de certas realizações. Para tanto, seria fundamental estabelecer as bases de uma nova *‘política fundiária’*, focada na *‘capacidade ótima de utilização do metro quadrado.’* Uma nova zona industrial estava prevista para as margens do Sena, articulando a operação de renovação do centro com as novas construções para *‘evitar a todo custo fazer de Vitry uma cidade-dormitório, conservando seu caráter atual’*. Outro princípio central do projeto era *‘repartir os serviços administrativos e sociais de modo a atender a população nova’*, o que conduzia à divisão do território da cidade em sete *‘unidades de vizinhança, correspondentes aos grandes bairros da cidade’*. Tal organização não só evocava

---

<sup>98</sup> *“A Vitry, un important dossier de présentation au Conseil Municipal est exécuté par l’agence de Mario Capra. Toute la rénovation du centre est en jeu: un mini Brasília en quelque sorte... Le futurisme cette fois doit réaliser complètement le secteur”* (Vayssière, 1988:220)

<sup>99</sup> [APMV- Dossier Capra] Junho/1958 A arquivista Michèle Rousval merece nosso agradecimento e os devidos créditos por nos ter apresentado este importante documento que apresenta o projeto do Grand Ensemble de Vitry-sur-Seine e esclarece diversas questões a respeito das posturas e propostas que naquele momento seriam defendidas pela municipalidade comunista.

<sup>100</sup> *Techniques et Architecture* 17 Série N°3, 1957

uma referência modernista evidente de zoneamento, como atendia às necessidades e tradições políticas comunistas organizadas a partir dos interesses comunitários, *'noção que encontra seu valor na escala do bairro'*. O documento alterna esquemas, declarações de princípios, gráficos projetando a evolução demográfica e construtiva da cidade, algumas poucas fotografias da situação encontrada e uma única perspectiva do projeto de arquitetura do novo centro cívico<sup>101</sup>.

A realização de uma nova sede para prefeitura estava nos planos dos eleitos locais desde o fim da guerra. A atuação de Capra na elaboração de um programa complexo, que atenderia as necessidades dos novos moradores, aliadas às ambições políticas que motivariam a realização de um marco arquitetônico, convergiriam para a elaboração de um projeto mais amplo, reunindo diversos programas de serviços públicos que seriam necessários à nova situação demográfica projetada. Naquele momento, Vitry já era a cidade mais populosa da região, na qual havia uma grande disponibilidade de terrenos vazios em torno da rodovia RN 305 que seriam expropriados pelo Estado para a construção dos *grands ensembles*. Esta realização criaria uma nova centralidade para a comuna e para a região; aos olhos dos comunistas, parecia ser uma boa oportunidade para a realização de um marco arquitetônico que expressasse os valores e a potência do comunismo municipal.

Diversos setores da sociedade francesa acompanhavam através da mídia a construção de Brasília segundo princípios do urbanismo moderno formulados por Le Corbusier e inclusos na Carta de Atenas e os *'riscos'* originais dos brasileiros Lucio Costa e Oscar Niemeyer. Os arquitetos e os comunistas franceses viam a nova capital do Brasil como uma referência de cidade ideal, símbolo da modernidade e da esperança num país novo, livre das guerras e do peso do passado<sup>102</sup>.

Entre os arquitetos e urbanistas, o projeto da nova capital era divulgado em publicações como a revista *Architecture d'Aujourd'hui* e parece ter tomado a atenção dos colegas franceses<sup>103</sup>. A referência à escala da super quadra e a incorporação do paisagismo nos projetos urbanos seriam elementos da arquitetura brasileira que teriam sido incorporados entre as premissas dos *grands ensembles* (Landauer, 2010). As célebres fotografias de Marcel Gautherot da construção da capital são apenas algumas evidências do interesse dos franceses pelo que se passava no Brasil, assim como uma série de programas e documentários veiculados na época pelas televisões, parte delas hoje disponíveis na coleção do Institut National de l'Audiovisuel [Ina.fr]. Bruno Vayssière mais uma vez aproxima os dois contextos, desta vez pelo viés do processo de modernização acelerada posta em prática por ambos os países:

---

<sup>101</sup> Dossier Capra, Junho/1958 [APMV]

<sup>102</sup> "La ville la plus extraordinaire du monde", "La cité sans passe est signe d'un monde dont l'avenir a sa place" e "le plus belle exemple de ville ideale, de ville a priori" são algumas das expressões utilizadas para se referir a Brasília em diversos documentos audiovisuais dedicados ao Brasil e a Brasília disponíveis nos Arquivos do INA - Institut National de l'audiovisuel através do site [www.ina.fr](http://www.ina.fr)

<sup>103</sup> Para além dos diversos documentários e programas televisivos hoje disponíveis no site do Instituto Nacional do Audiovisual francês que tem por tema a nova capital brasileira, a obra de Niemeyer é objeto de uma exposição no Louvre em 1965, da qual decorre a publicação Niemeyer, O. (1965) *Textes et dessins pour Brasilia* Paris:Forces vives. Ver também 'Au Brésil: La création d'une capitale' in *La construction moderne* (mar-abr/1960, N°4), entre outras revistas especializadas que destacam realizações da arquitetura moderna brasileira, por vezes dedicando números especiais à nova capital.

*“A França será o único país beligerante a querer recomeçar a partir de um projeto social e técnico tão radical, tal como o Brasil, preocupado no mesmo momento em sair da condição de subdesenvolvimento por meio de ações grandiloquentes.”*<sup>104</sup>

É importante ter em mente o papel simbólico que as notícias acerca do plano urbanístico de Brasília, seus edifícios públicos monumentais e principalmente as superquadras devem ter causado no imaginário social dos comunistas franceses. A utopia de Brasília - e não necessariamente sua realidade - era o que atraía os franceses num primeiro momento, durante o qual incorporaram na realização massiva dos *grands ensembles* e no planejamento das ZUPs algumas das premissas que estavam sendo postas em prática pela arquitetura moderna brasileira.

Embora seja evidente a referência à nova capital brasileira e a alguns arquitetos modernos brasileiros nesta nova utopia arquitetural buscada pelos comunistas franceses, trazida ao debate tanto pelo clássico de Bruno Vayssière (1988) quanto por novos trabalhos como o de Paul Landauer (2010), tentaremos aqui nos restringir as referências francesas inseridas num contexto similar, guardando o debate transnacional para o capítulo conclusivo. Será impossível, como veremos, ignorar a presença de Oscar Niemeyer em meio aos arquitetos e comunistas franceses nos anos que se seguem, mas nesta parte do trabalho trataremos tais informações como fatos particulares, sem aprofundar as relações entre a França e o Brasil através desta personalidade ímpar da arquitetura mundial. Assim, tentaremos voltar aqui à *banlieue rouge* para entender os significados da realização de um novo centro cívico que abrigaria uma nova sede do poder municipal em Vitry, realização conflituosa e emblemática das transformações na comuna que levaria quase todo o século, como veremos.

Os arquivos de filmes de propaganda do PCF Ciné Archives, disponíveis online, guardam e disponibilizam farto material que nos permite ter acesso ao discurso comunista aplicado às realizações urbanísticas. Vários deles comemoram décadas de aniversários da gestão na *ceinture rouge* de Paris, que nos anos 1960, já se inscreviam numa longa tradição de comunismo municipal nas periferias operárias. É o caso de Gennevilliers, Naissance d'une cité, de Louis Daquin<sup>105</sup>, onde ficam claros diversos elementos do discurso em torno das realizações e posições do partido naquele momento, em torno das questões e das condições de vida dos operários da pequena comuna na periferia noroeste de Paris, que se transformaria no principal porto fluvial da capital.

Não por acaso, o filme se encerra com a apresentação dos planos e realizações arquitetônico-urbanísticas pelo prefeito, ilustradas pelas imagens dos conjuntos recém construídos e de seus radiantes habitantes. Tudo absolutamente semelhante ao que se passava no mesmo momento em Vitry, inclusive a ambição do prefeito de construir um centro cívico, comercial e cultural, espécie de grande equipamento de uso público que concentraria a vida cidadina, conferindo ao conjunto de realizações da municipalidade comunista um novo marco de referência monumental e arquitetônica. Exatamente como no caso de Vitry, o projeto do centro monumental de Gennevilliers, tal como apresentado, cujas linhas evocam expressamente os edifícios públicos de Brasília, não foi para frente.

---

<sup>104</sup> *“La France sera le seul belligérant à vouloir redémarrer sur un projet social et technique aussi radical, tel le Brésil soucieux au même moment de sortir de son sous-développement par des coups d'éclat”* (Vayssière, 1988, p.305)

<sup>105</sup> Gennevilliers, Naissance d'une cité Louis Daquin, Documentário, 30 min., 1964

[http://www.cinearchives.org/Catalogue\\_d\\_exploitation\\_NAISSANCE\\_D\\_UNE\\_CITE\\_GENNEVILLIERS-494-240-0-2.html?ref=214559e3ad61aco7cd5d4097e6a3358a](http://www.cinearchives.org/Catalogue_d_exploitation_NAISSANCE_D_UNE_CITE_GENNEVILLIERS-494-240-0-2.html?ref=214559e3ad61aco7cd5d4097e6a3358a)

Em Vitry, diversos projetos se sucederam, vários deles elaborados e revistos por Mario Capra em função das críticas e observações dos técnicos do Ministério da Construção, sem que nenhum deles fosse de fato realizado. As restrições ao projeto, no entanto, parecem ter sido de ordem política, já que a eleição de De Gaulle, em 1958, coloca o PCF e o cantão Ivry-Vitry<sup>106</sup>, numa postura de oposição ao governo nacional, pelo menos do ponto de vista do discurso, como testemunham os Boletins Municipais e o Jornal *Le Travailleur* neste período<sup>107</sup>.

A situação era delicada, os comunistas locais atacavam frontalmente o 'poder gaulista', acusando o Governo do General De Gaulle de chantagem por deter uma grande porção do território comunal expropriada pelo mecanismo da ZUP e por querer beneficiar a construção especulativa com foco nos mecanismos de financiamento de casas próprias em detrimento das construções destinadas à locação social, demanda da municipalidade e dos eleitores vitriotas. *"A política geral do governo é que ele tende cada vez mais a confiar a construção da maior quantidade possível de habitações à iniciativa privada, uma política que ignora sistematicamente o caráter social da crise da habitação na França, visando o lucro de grandes sociedades capitalistas"*<sup>108</sup>

O poder local concordava e apoiava a intensificação das construções habitacionais no interior da ZUP, mas impunha que a proporção de habitação social fosse mais acentuada. O poder gaulista reagia entretanto a liberação de créditos, gerando o atraso no início das obras. A municipalidade comunista, apoiada por seus representantes na Assembléia Nacional, exigia o cumprimento das promessas dos ministros e a imediata transferência dos recursos do Fundo Nacional de Organização do Território (FNAT) para o *Office* de HLM local. Após diversas reuniões de negociação em torno da composição do tipo de habitação a promover entre a municipalidade e o Ministério, chegou-se a um acordo: 8.586 unidades seriam construídas, distribuídas entre 3.580 dedicadas à locação social (HLM), 714 Imóveis para Locação com preços Normais (ILN) e 120 unidades para o Programa Social de Relocação, dirigido às remoções dos atingidos pelas demolições dos *'lots insalubres'*<sup>109</sup>.

Os 'parcos' recursos disponíveis parecem ter sido dirigidos à uma área socialmente sensível e prioritária para os comunistas - a habitação social, tanto é que a primeira realização do projeto Grand Ensemble é o conjunto de edifícios-lâmina Clos Langlois (1958-62), projetado por Mario Capra em área contígua à prevista para o novo centro cívico, cuja realização foi retardada por décadas. O conjunto Clos Langlois, introduzia na paisagem de Vitry um novo paradigma de projeto de edifício habitacional, que sintetizava e simplificava algumas das propostas das *Unités de Habitation à Grande Conforme* de Le Corbusier, acrescida do 'savoir faire' dos grandes painéis de concreto pré-fabricados e demais procedimentos construtivos experimentais que estavam sendo aprovados pelas realizações pontuais financiadas pela CDC através da SCIC nos anos anteriores. As 500 habitações construídas pelo '*Secteur Industrialisée*' contrastavam fortemente com os con-

---

<sup>106</sup> Nunca é demais lembrar que tratava-se do reduto eleitoral de Georges Marrane, segundo colocado na eleição e de Maurice Thorez, Secretário geral do partido, como vimos no capítulo anterior.

<sup>107</sup> Ver a coleção de imprensa municipal disponível nos Arquivos Públicos Municipais de Vitry sur Seine [APMV].

<sup>108</sup> "(...) *la politique générale du gouvernement que celui-ci tend de plus en plus à confier à l'initiative privée la construction du plus grand nombre possible de logements, politique qui veut systématiquement ignorer le caractère social de la crise du logement en France, au profit de grosses sociétés capitalistes*" '923 Logements' in *Bulletin Municipal*, Dez/1963 [APMV]

<sup>109</sup> 'Le grand ensemble' in *Bulletin Municipal* 1965 [APMV]

juntas realizadas pelo OPHLM e cooperativas locais em anos anteriores, como as Cité Rosenberg e Gabriel Péri (cujas obras atravessaram os anos 1950-60 - Ver caderno iconográfico).

Até aquele momento, o padrão de habitação social era ainda o típico, caricato e criticado edifício HBM de cinco ou seis pavimentos, organizados em torno de pátios abertos ou sobre o alinhamento das ruas, construídos em tijolos vermelhos aparentes com os quais se elaborava delicada ornamentação, complementada por coberturas de zinco, mansardas e elementos metálicos em gradis e balcões. O Conjunto Clos Langlois era também uma prova de que era possível construir imediatamente as 5.300 habitações HLM previstas para o Grand Ensemble pela prefeitura e o seu *Office HLM*; a única condição era que o recurso e a permissão de construção para as 923 unidades para o núcleo HLM Sul (Balzac) fossem imediatamente liberados pelo Ministério da Construção.

*“os ministros de diversos governos que se sucederam nunca foram capazes de realizar uma política de continuidade na construção e, conseqüentemente, cumprir as promessas cuja formulação julgavam ser necessárias ao longo dos comícios nas HLM ou em seus discursos dominicais.(...) Obtivemos igualmente a promessa do ministro para o financiamento de 1.000 residências HLM num terreno situado no quadrilátero formado pelas ruas Choisy, Progrès, Balzac.”*<sup>110</sup>

Tais entraves explicam a dificuldade de realizar os edifícios previstos e se intensificam com a reforma das divisões administrativas a partir de 1964, que inscreve Vitry no Departamento do Val-de-Marne, praticamente nos mesmos anos em que a política oficial passa a promover as chamadas *villes nouvelles*, previstas no Schéma (SDAU, 1965). A mais ambígua e contestada das *villes nouvelles* seria Créteil, comuna vizinha à Vitry-sur-Seine que ganharia a distinção de sede do novo ‘departamento’ do Val-de-Marne, cuja história particular foi analisada detalhadamente por Laurent Coudroy de Lille (2005)<sup>111</sup>.

*“Se, em um primeiro momento, a grande operação urbana de Créteil ficou conhecida como ville nouvelle, por exemplo na imprensa geral e local, o lançamento da política assim nomeada pela equipe de Paul Delouvrier no fim dos anos 1960 modifica as coisas para os urbanistas dessa operação. Assim, seus empreendedores deverão promover outras expressões a fim de diferenciá-las bem daquelas engajadas sob proteção direta do Distrito. Créteil, sem estar inscrita na lista das Villes nouvelles, se apresentará então durante alguns anos como ‘nouvelle ville’!”*<sup>112</sup>

Além disso, o jogo político em Créteil não era controlado pelos comunistas, o que deve ter sido um fator determinante para implantação do ‘intendente’<sup>113</sup>, representante do poder nacional na escala do Departamento que passava a ser indicado diretamente pelo governo central. Ainda no

---

<sup>110</sup> *“les ministres des divers gouvernements qui se sont succédés n’ont jamais été capables de réaliser une politique de continuité dans la construction et par consequent remplir les promesses qu’ils avaient cru devoir formuler au cours des congrès des HLM ou des discours dominicaux.(...) Nous avons obtenu également la promesse du ministre pour le financement de 1.000 logements HLM sur un terrain situé dans le rectangle: rue de Choisy, Progrès, Balzac.”* Rifaux, G. *“Le problème du logement” Bulletin Municipal*, Dez/1963 [APMV]

<sup>111</sup> Lille, Laurent Coudroy de et alli (2004) *Créteil ville nouvelle? Une histoire contemporaine de l’urbanisation de Créteil* Vie urbaine-Institut d’urbanisme de Paris-Université de Paris XII-Val-de-Marne-Ville de Créteil-Créteil-Habitat (SEMAEC) (tome 1: «monographie et fiches, 253 p.; ver também Lille, Laurent Coudroy de (2005) *Une nouvelle ville... Une histoire de l’urbanisme du Nouveau Créteil* Printemps de l’IUP, Ville de Créteil-Université de Paris XII-Val-de-Marne-Institut d’urbanisme de Paris, 35 p.

<sup>112</sup> *“Si dans un premier temps, la grande opération urbaine de Créteil est connue comme ville nouvelle, par exemple dans la presse généraliste et locale, le lancement de la politique ainsi nomée par l’équipe de Paul Delouvrier à la fin des années 1960 modifie les choses pour les urbanistes de cette opération. Ainsi, ses aménageurs devront-ils promouvoir d’autres expressions afin de bien la différencier de celles engagées sous l’égide directe du District. Créteil, pas inscrite dans la liste des Villes nouvelles, se présentera donc pendant quelques années comme ‘nouvelle ville’ !”* (Coudroy de Lille, 2006:62)

<sup>113</sup> Assim denominaremos doravante o ‘prefet’ dos departamentos.

fim da década de 1970, os autores Rémy Butler e Patrice Noisette expõem os termos das particularidades, ambiguidades e implicações envolvidas na realização de Créteil:

*“Esqueceremos-nos de uma [ville nouvelle], essa que realizará a promoção privada e que é, em termos econômicos, a que ‘decolará’ melhor: Créteil – fruto da especulação dos grandes bancos sobre os campos de batata e da megalomania de um deputado e prefeito procurando equilibrar um dos grands ensembles mais áridos da região parisiense.”*<sup>114</sup>

As construções e projeto da ZUP de Créteil, elaborado pela equipe coordenada pelo arquiteto chefe Jean Fayeton, em quase tudo assemelha-se à arquitetura das *Villes Nouvelles*, que contempla diversos equipamentos públicos, centros de comércio e serviços articulados com o transporte de massas sobre trilhos em grandes lajes cobertas, como em Cergy Pontoise. De acordo com Coudroy de Lille, mais do que uma oposição, na passagem dos grands ensembles para as *villes nouvelles*, *“não há sucessão de duas fórmulas operacionais, mas coexistência e definição recíproca das duas, por um jogo de espelhos que seria conveniente detalhar mais”*<sup>115</sup>

Esta linha interpretativa, que relaciona estreitamente a política às decisões e realizações urbanísticas, pode nos levar a supor que a transferência de foco dos investimentos públicos e novas construções que se opera a partir de 1965 faz parte de uma disputa pelo poder político na escala local, muito mais do que uma escolha meramente ligada à ‘técnica urbanística’.

*“Créteil se torna sede de uma nova prefeitura, a do Val-de-Marne, departamento do qual ela ocupa o centro, sem concorrência real, nem com as outras comunas vizinhas nem com uma das Villes nouvelles (Marne-la Vallée, Évry e Melun-Sénart são distantes e em outros departamentos). O sucesso do projeto de Créteil começa a ser preparado com a constituição de um departamento desejado pelo Estado gaullista... mas logo é conquistado pela esquerda (1976).”*<sup>116</sup>

Annie Fourcaut amplia a perspectiva de análise, reestabelecendo as continuidades e permanências em torno das diversas propostas de *villes nouvelles* ao longo do tempo, desde os tempos do regime de Vichy, conectando sua retórica sobretudo à que justificou a construção dos *grands ensembles*:

*“As villes nouvelles se distinguiam, então, dos grands ensembles como uma forma de voluntarismo excepcional do Estado apoiado sobre referenciais apresentados como novos: essas operações são pensadas em rede dentro do quadro de um plano de desenvolvimento regional, o SDAU, para organizar a expansão urbana; nesses ‘centros urbanos novos’, os equipamentos são programados antecipadamente; o equilíbrio habitação-emprego evita as cidades-dormitório e faz nascer uma verdadeira vida urbana. Essas qualidades se opõem termo a termo às críticas feitas aos grands ensembles: eles não são o resultado de uma operação de urbanismo planejado e não são pensados com um projeto de desenvolvimento do território; privados de equipamentos, seus habitantes não podem recriar uma vida urbana; eles constituem cidades-dormitório, sem nenhuma preocupação*

---

<sup>114</sup> *“On en oublierait une, celle que réaliserait la promotion privée et qui est, en termes économiques, celle qui ‘décollera’ le mieux: Créteil - fruit de la spéculation de grandes banques sur des champs de pommes de terre et de la mégalomanie d’un député maire cherchant à équilibrer un des plus arides grands ensembles de la région parisienne.”* (Butler e Noisette, 1977:167)

<sup>115</sup> *“il n’y a pas succession des deux formules opérationnelles, mais coexistence et définition rééciproque des deux, par un jeu de miroirs qu’il conviendrait de détailler davantage”* (Coudroy de Lille, 2006:66)

<sup>116</sup> *“Créteil devient siège d’une nouvelle préfecture, celle du Val-de-Marne, département dont elle occupe le centre, sans véritable concurrence, ni avec les autres communes du voisinage ni avec une des Villes nouvelles (Marne-la Vallée, Évry et Melun-Sénart sont éloignées et dans d’autres départements). La réussite du projet cristolien entre en phase avec la constitution d’un département voulu par l’État gaulliste... mais bientôt conquis par la gauche (1976).”* (Coudroy de Lille, 2006:62)



*com o equilíbrio emprego-residência, simples justaposição de habitações por aplicação rígida do zoneamento funcionalista.”<sup>117</sup>*

A historiadora trata de restituir os fundamentos e intenções das operações ZUP, que posteriormente tornaram-se símbolo do fracasso do planejamento e do urbanismo funcionalista, espécie de etapa intermediária entre as operações experimentais e pontuais do *Secteur Industrialisée* para um um *‘modo de urbanização na escala do território’* (Fourcaut, 2006:20). O modo de operar previsto pela legislação das ZUPs, de 1958, já incorporava algumas das críticas feitas aos primeiros *grands ensembles*; o planejamento racionalizado segundo métodos supostamente científicos como a grille Dupont procurava dotar os conjuntos de equipamentos públicos para ‘humanizar’ os espaços, ‘equilibrar’ as atividades e minimizar as migrações pendulares diárias rumo à capital.

Tendo todas estas contingências e obstáculos em mente é que podemos entender o abandono do projeto de um grande centro cívico em Vitry, embora ele tenha sido objeto de diversos projetos e programas municipais. Com a morte prematura de Capra em 1971, o projeto de uma grande esplanada em diversos níveis que articularia circulações e programas e marcaria o centro novo do *Grand Ensemble* é abandonado, tal como aconteceria com o projeto análogo em Gennevilliers. Ainda que esta linha interpretativa seja bastante sedutora, faltam-nos elementos que nos permitam compreender os meandros e detalhes de tais decisões, que podem decorrer simplesmente de uma revisão da escala dos projetos, mais adequados à escala local do que às pretensões dos políticos e arquitetos comunistas.

Se nos parece claro que os poderes públicos municipais e os nacionais entraram em acordo para a realização de uma ampla operação urbanística nos territórios de Vitry-sur-Seine, ainda que em oposição no plano político nacional, nos parece igualmente importante notar as divergências no que tange à essência e às características do projeto a realizar, entre a demanda social e seus dividendos políticos, entre as expectativas populares e os interesses do capital imobiliário e das grandes empresas de obras públicas e construção civil, entre a proposta da municipalidade comunista e os planos do Ministério das Construções.

O projeto atual do Hotel de Ville de Vitry-sur-Seine <sup>118</sup>, implantado num terreno previsto para o Centro Cívico data dos anos 1980, foi realizado pelo arquiteto local François Girard e nada tem a ver com os projetos anteriores, marcando uma nova transformação da expressão arquitetônica do comunismo municipal na comuna, de inspiração francamente pós-moderna, partido justificado por argumentos bastante diversos dos que inspiraram as utopias dos anos 1960.

---

<sup>117</sup> *“Les villes nouvelles se distingueraient donc des grands ensembles comme une forme de volontarisme exceptionnel de l’État appuyé sur des référentiels présentées comme nouveaux: ces opérations sont pensées en réseau dans le cadre d’un plan d’aménagement régional, le SDAU, pour organiser l’expansion urbaine; dans ces «centres urbains nouveaux», les équipements sont programmées à l’avance; l’équilibre habitat-emploi évite les communes- dortoirs et fait naître une véritable vie urbaine. Ces qualités s’opposent terme à terme aux critiques faites aux grands ensembles : ils ne sont pas le résultat d’une opération d’urbanisme planifiée et ne sont pas pensées avec un projet d’aménagement du territoire ; privés d’équipements, leurs habitants ne peuvent recréer une vie urbaine ; ils constituent des cités-dortoirs, sans aucun souci de l’équilibre emploi-résidence, simple juxtaposition de logements par application rigide du zoning fonctionnaliste.”* (Fourcaut, 2006:10)

<sup>118</sup> *L’Hôtel de Ville: une architecture originale et fonctionnelle au service des vitriots* - Catálogo de Exposição, Set/

## 2.2 A renovação urbana e as Sociedades de Economia Mista

Como mencionamos anteriormente, a renovação do centro antigo de Vitry era uma operação interligada à implantação de uma nova zona industrial e ao desenvolvimento da ZUP, no interior da qual estava o perímetro de renovação e onde se construíram diversos projetos habitacionais destinados a abrigar a população que vivia em condições que contrastavam com a imagem da modernidade urbana que se queria implantar ali. O arquiteto comunal e 'urbanista' G. Rifaux, em artigos que tratam da renovação urbana publicados na imprensa local, explicita a vinculação das novas construções com a demolição das deterioradas; discurso absolutamente em sintonia com as intenções ministeriais e o espírito da lei de 1958: *"as habitações novas não existirão, a menos que seja empreendido o esforço indispensável de reforma das casas que apresentam problemas."*<sup>119</sup>

Em outra ocasião, reitera: *"numa era de paz, seria impossível desenvolver habitações insalubres e realojar as famílias de Vitry dentro das devidas condições de higiene e conforto. O que desejamos é a rentabilidade social, e por ela continuaremos empreendendo nossos esforços até que eles se esgotem."*<sup>120</sup> Através das páginas do Boletim Municipal, o poder público tentava explicar para os cidadãos a natureza da intervenção, bem como afastar seus receios para com a obra que desfiguraria rapidamente o núcleo histórico da comuna, em ritmo mais acelerado do que as novas construções.

*"A Renovação não é uma obra de destruição sistemática, e sim uma obra de saneamento e reorganização. Ela tem o objetivo de substituir imóveis decrepitos e insalubres por habitações limpas, iluminadas e agradáveis, de implantar os equipamentos necessários ao centro de uma cidade, de reorganizar as circulações em função das necessidades de nossa época."*<sup>121</sup>

O atraso no início das obras das novas construções era atribuído aos entraves impostos pelo governo para a liberação dos recursos:

*"A Renovação não é uma obra de destruição, e sim uma obra de saneamento e de salvaguarda. (...) O financiamento prometido pelo Estado continua sendo aguardado, o que retarda o andamento das operações, embora as demolições tenham sido iniciadas após a acomodação de seus ocupantes e, já em 1965, uma primeira parcela de 260 habitações poderá ter sua construção iniciada"*<sup>122</sup>

Em termos práticos, a renovação do centro representou a destruição quase completa do antigo núcleo, com a exceção dos monumentos como a Igreja de St. Germain e o antigo edifício do Hotel de Ville, hoje ocupado pela Maison de la Jeunesse. Não só os imóveis eram considerados inadequados às condições de habitabilidade modernas mas também a estrutura urbana, composta de becos e vielas que datavam do período medieval. Os representantes locais, como o secretário de urbanismo Robert Laporte, tinham consciência da nostalgia dos habitantes e do seu apego ao cen-

---

<sup>119</sup> *"il n'aura pas de logements neufs sans que parallèlement soit fait l'effort indispensable pour rénover l'habitat défectueux"* "Au contact des réalités - Les premiers travaux du Grand Ensemble de Vitry" in **Bulletin Municipal** [APMV]

<sup>120</sup> *"il serait possible dans une ère de paix de développer les logements insalubres, de reloger les familles de Vitry dans des conditions d'hygiène et de confort. C'est la rentabilité sociale que nous souhaitons et pour laquelle nous poursuivrons nos efforts jusqu'à leur aboutissement"* in **Bulletin Municipal** e *"Le problème du logement"* in **Bulletin Municipal** [APMV]

<sup>121</sup> *"La Rénovation n'est pas une oeuvre de destruction systématique, mais d'assainissement et de réorganisation. Elle a pour but de remplacer des immeubles vétustes et insalubres par des logements sains, clairs et agréables, d'implanter les équipements nécessaires à un centre-ville, de réorganiser les circulations en fonction des besoins de notre époque"* "Rénovation du centre de la ville" in **Bulletin Municipal**, Fev/1967 p.9 [APMV]

<sup>122</sup> *"La Rénovation n'est pas une oeuvre de destruction mais d'assainissement et de sauvegarde.(...) Le financement promis par l'État se fait attendre, ce qui retarde le déroulement des opérations mais déjà les démolitions sont commencées après relogement des occupants et, des 1965, une première tranche de 260 logements pourra être mis en chantier"* La rénovation urbaine - Centre-ville' in **Bulletin Municipal**, 1965

tro histórico de Vitry, tentando apresentar a operação de renovação como uma transformação “necessária e indispensável”:

*“Sem dúvida, os antigos vitriotas enxergarão com um aperto no coração a demolição dos imóveis que ladeiam as pitorescas ruas de la Petite Fontaine, de la Petite Faucille e a rua Audigeois, carregadas de lembranças e também de histórias. No entanto, eles concordarão conosco que isso é necessário e até mesmo indispensável para as famílias que vivem nesses cortiços, em prol da estética e da comodidade da nova cidade que está sendo erigida, substituindo imóveis decrepitos por outros iluminados e limpos, reorganizando a circulação e edificando os equipamentos coletivos necessários às necessidades de nossa época.”<sup>123</sup>*

O balanço que faz o autor de **Connaitre Vitry**, anos depois de concluídas as obras de renovação, que se arrastaram mais de uma década, parece refletir uma lógica compensatória. “Em 1975, não restava quase nada do pequeno burgo que Vitry havia sido antigamente, durante séculos; contudo, 80% das residências de Vitry dispunham, a partir de então, de um banheiro”<sup>124</sup>

De fato, naquele momento, grande quantidade de habitantes ocupava os imóveis antigos do centro da cidade, reflexo do crescimento populacional da região e da pouco expressiva produção de construções habitacionais.

No entanto, não se trata tão somente de uma renovação urbana física, implicando também numa mudança social como nos indica o título do estudo que o sociólogo Henri Coing realiza nestes mesmos anos sobre a renovação urbana no *Îlot insalubre* N°4, no 13<sup>ème</sup> arrondissement de Paris. Tal referência bibliográfica nos interessa aqui não só por seu status de clássico da sociologia urbana francesa, mas também porque analisa um fenômeno análogo ao que se passava em Vitry, inscrito na mesma lógica, inspirada pelas mesmas posturas ministeriais e por um certo consenso na opinião pública. Ainda que Henri Coing analise o fenômeno na capital, as linhas gerais do processo de transformação podem ser transpostas para o entendimento do caso da renovação do núcleo consolidado e degradado de uma comuna suburbana como Vitry-sur-Seine.

*“a renovação (urbana) não é incentivada somente por muros e ruas, ela atinge profundamente um grupo humano, provocando ou acelerando uma mutação das estruturas locais e sociais; seus efeitos ultrapassam de maneira única o domínio exclusivo da residência e devem ser estudados como uma forma particular de transformação social em geral. A originalidade desse processo está menos no ritmo da mudança do que na intervenção de uma restrição exterior e planejada.”<sup>125</sup>*

Além disto, as características sócio-econômicas dos habitantes do 13<sup>ème</sup> tinham mais a ver naquele momento com os habitantes das comunas da *banlieue* limítrofe, como Ivry, Vitry e Villejuif, do que com os parisienses do *Quartier Latin*. Tal leitura é feita com base nas enquetes e estatísticas reunidas pelo sociólogo mas também pelos depoimentos dos operários, que muitas vezes atraves-

---

<sup>123</sup> “Sans doute les vieux Vitriots verront avec un pincement de coeur la démolition des immeubles bordant les pitoresques rues de la Petite Fontaine, de la Petite Faucille, de la Rue Audigeois, chargées de souvenirs et aussi d’histoires. Mais ils conviendront avec nous qu’il était nécessaire et même indispensable pour les familles qui habitent ces taudis pour l’esthétique et la commodité de la Ville nouvelle qui s’édifie de remplacer les immeubles vétustes par des logements clairs et sains, de réorganiser la circulation et d’édifier les équipements collectifs nécessaires aux besoins de notre époque.” Laporte, R *La Rénovation du Centre-ville in Vitry HAD*. N°5 Out/1967 [APMV]

<sup>124</sup> “En 1975, il ne reste presque rien de l’ancienne bourgade qu’avait été Vitry durant des siècles, mais 80% des foyers vitriotes disposent désormais d’une salle de bains!” (Sagot Duvauroux, 2005: 57)

<sup>125</sup> *la rénovation (urbaine) ne bouscule pas seulement des murs et des rues, elle affecte profondément un groupe humain, provoque ou accélère une mutation de structures locales et sociales; ses effets dépassent singulièrement le seul domaine de l’habitat et doivent s’étudier comme une forme particulière du changement social en général. L’originalité du processus repose moins sur le rythme du changement, et sur l’intervention d’une contrainte extérieure et planifiée ”* (Coing, H. 1966 : 14)

savam o limite da capital todos os dias na direção de Ivry para ir trabalhar nas fábricas que ali se instalavam. Um destes traços que aproximava parisienses da margem e os habitantes da *banlieue rouge* era a ideologia, naquele momento representada pelo comunismo, identificação que se dava frequentemente através de uma leitura um pouco rasa e maniqueísta do jogo político.

*“Aqui, a preponderância do Partido Comunista é muito antiga. Ela perdura no plano municipal, tendo sido interrompida, no plano legislativo, somente em 1958: “Os pobres são sempre necessariamente comunistas”. Antigamente, ela se traduzia sobretudo pela influência difusa com que as diretivas e as formas de pensar se expandiam como que por osmose. Em alguns prédios, não ser comunista era equivalente a fechar sua porta à vida em comunidade.”<sup>126</sup>*

Tais indicações são importantes para que tenhamos em mente constantemente as implicações políticas dos processos de renovação, que aconteciam em diversas comunas da *banlieue* ao mesmo tempo que nos ‘*îlots insalubres*’ de Paris, bem como a sincronia e integração de tais operações entre elas, coordenadas pela equipe de Pierre Sudreau. É fundamental atentar para a ordem de prioridades do Ministério, que tendia a privilegiar as operações na capital, de realização menos conflituosa e de maior visibilidade do que a execução de grandes projetos em territórios do comunismo.

Como mencionado anteriormente, o Ministério da Construção, de acordo com os termos da lei promulgada no fim de 1958, promoveu a criação da Sociedade de Organização da Região Parisiense Setor Sul (SAERP-Sud), criada sob tutela do Ministério para realizar os programas integrados de renovação e construção no território de Vitry e das cidades vizinhas Maisons Alfort e Cretéil, para onde estavam previstos outros *grands ensembles*. A municipalidade de Vitry foi convidada a participar da constituição desta nova sociedade, juntamente com membros do Conselho Geral do Departamento, debatendo longamente a questão e só aceitando fazer parte da sociedade de economia mista regional depois da fundação da sociedade comunal, como nos esclarecem as deliberações do conselho departamental:

*“O senhor presidente lembra que Vitry-sur-Seine hesitou por muito tempo em se envolver na participação de uma Sociedade Departamental de Equipamentos, questão que foi solucionada somente após a criação da Semise, a Sociedade Imobiliária Comunal de Economia Mista, com o intuito de lhe confiar sua operação de renovação urbana”<sup>127</sup>.*

A Sociedade de Economia Mista do Setor Sudeste, a SEMISE, foi criada em 1960, para controlar as realizações na comuna, aproximando o poder local das decisões relativas à renovação do centro. Os diretores da SEMISE eram tradicionalmente ex-prefeitos de Vitry-sur-Seine, o que demonstra a nitidamente a intenção do partido de controlar tanto quanto possível as operações de renovação urbana e construção de grandes conjuntos, equipamentos públicos e infraestruturas. A passagem de um prefeito a outro nestes anos é também um curioso fenômeno de transferência de poder dentro de um regime democrático na medida em que o Clément Perrot foi reeleito em 1965, pas-

---

<sup>126</sup> *“La prépondérance du Parti Communiste est ici très ancienne. Elle dure encore sur le plan municipal, et ne cessa qu’en 1958 sur le plan législatif: “Forcément, les pauvres sont toujours communistes”. Elle se traduisait autrefois avant tout par une influence diffuse où les directives, les manières de penser, se répandaient comme par osmose. Dans certains immeubles, nêtre pas communiste signifiait fermer sa porte à la vie commune.”* (Coing, H. 1966 : 61)

<sup>127</sup> *“M. le président rappelle que Vitry-sur-Seine a longtemps hésité à s’engager à participer à une Société Departamentale d’Équipement et ne s’y est résolu qu’après avoir créé la SEMISE, Société d’Economie Mixte Immobilière Communale en vue de lui confier son opération de rénovation urbaine.”* Deliberações do Conselho Geral do Departamento do Sena 1959-64 Caixa W 25 [APMV]

sando a sua posição de prefeito para Marcel Rosette<sup>128</sup>, que também estava na lista encabeçada então prefeito. Tratava-se de um quadro altamente bem preparado do PCF implantado em Vitry estrategicamente no momento em que acontecem as obras do ambicioso projeto do *Grand ensemble* N°4.

*“Em 1965, as eleições de Marcel Rosette em Vitry e de Gaston Viens em Orly são casos de dois quadros originários da província vindos a se estabelecer na banlieue devido às suas funções no núcleo da direção nacional, o primeiro como diretor das escolas nacionais do PCF. (...) Assim, em Vitry, a lista comunista é encabeçada pelo prefeito Clément Perrot, que cede seu lugar a Marcel Rosette durante a primeira reunião do conselho municipal. (...) O recurso a figuras históricas do topo da lista permite atenuar a falta de implantação do candidato ‘real’. Essa prática se junta àquela da renúncia de prefeitos ao longo de seus mandatos em favor de um vice que poderá em seguida se afirmar e fazer valer sua experiência de gestão.”*<sup>129</sup>

O papel de Marcel Rosette na resistência à ocupação alemã durante a guerra o colocaria ainda jovem na condição de figura histórica, imbuído de um certo ‘capital heróico’ compartilhado e valorizado por diversas outras personalidades iminentes da política francesa da época. Mais tarde, ele dirigirá associações de prefeitos comunistas e será eleito senador em 1977, tornando-se uma figura essencial da ‘autonomização’ relativa dos prefeitos e dirigentes locais em relação às diretivas do Comitê Central do PCF (Tellier, 2013 in Bellanger e Mischi: 91-107).

Ao longo de sua existência, os diretores da SEMISE foram sempre políticos diretamente ligados ao comunismo municipal vitriota<sup>130</sup>. Nestas disputas em torno do controle da operação, emerge uma figura interessante de ascendência portuguesa, o secretário municipal e conselheiro da SEMISE, Serge Povinha, mostrando-nos que para além de Mario Capra, outros imigrantes interferiam nas decisões tomadas em torno do projeto, contrariando a vulgata que normalmente atribui a eles um papel coajduvante e passivo na história da construção dos *grands ensembles*.

Num questionário sobre as ‘repercussões políticas, financeiras e demográficas’ das operações urbanas em curso elaborado pela Federação Seine-Sud do PCF, respondido pela municipalidade em fevereiro de 1961, tais preocupações aparecem expressas:

*“Para evitar os riscos das repercussões da operação em conjunto (ZUP), a Comuna constitui uma Sociedade de Economia Mista de Planejamento e Equipamentos (da região parisiense, setor sul) junto com os represen-*

---

<sup>128</sup> Trata-se de um personagem emblemático na história política francesa, imbuído do “capital heróico” da resistência, além de prefeito de Vitry por 12 anos entre 1965 e 1977, foi senador pelo Val-de-Marne e presidente da Associação Nacional dos eleitos comunistas e republicanos. Responsável pela criação do prêmio de pintura Novembre a Vitry e do serviço de comunicação da cidade, o primeiro organizado na França. Ver ‘Marcel Rosette Dans toutes les résistences’ in *Vitry HAD* N°255 Jan/1999, sua notícia biográfica no Dicionário Biográfico *Maitron* - Paul Boulland et Claude Pennerier in Pennerier, C. (org.) 2009 *Le Maitron: Figures militantes en Val-de-Marne 1870-1970*, Ed. de l’Atelier e sobretudo os artigos de Paul Boulland e de Thibaud Tellier in Bellanger, E. e Mischi, J. (orgs.) 2013 *Les territoires du communisme* Armand Colin Recherches

<sup>129</sup> *“En 1965, les élections de Marcel Rosette à Vitry et de Gaston Viens à Orly sont celles de deux cadres originaires de province venus s’établir en banlieue en raison de leurs fonctions au sein de la direction nationale, le premier comme directeur des écoles centrales du PCF. (...) Ainsi, à Vitry, la liste communiste est emmenée par le maire sortant, Clément Perrot, qui cède son siège à Marcel Rosette lors de la première réunion du conseil municipal. (...) Le recours à des figures historiques en tête de liste permet de pallier le manque d’implantation du candidat ‘réel’. Cette pratique rejoint celle de la démission des maires en cours de mandat en faveur d’un adjoint qui pourra ensuite s’affirmer et faire valoir son expérience gestionnaire.”* (Boulland in Bellanger e Mischi, 2013:82)

<sup>130</sup> *Semise - 50 ans Hors serie*, 2010

*tantes do Conselho Geral. A aprovação do plano programático da operação deve ser acompanhada muito de perto para garantir evoluções paralelas das repercussões políticas, financeiras e demográficas”*<sup>131</sup>

Aparentemente, tratava-se de uma batalha também pelo controle dos eleitores, para além da visibilidade das obras a empreender; o PCF dava indícios de querer controlar o perfil dos novos habitantes, não deixando a designação dos apartamentos na mão do governo central, que poderia se aproveitar do incremento populacional para reverter a hegemonia dos comunistas em setores estratégicos da *banlieue rouge*. Nos debates e deliberações no âmbito do Departamento do Sena, o presidente do Conselho Geral identifica a manobra política:

*“O senhor presidente pensa que, em certa medida, a municipalidade de Vitry-sur-Seine aproveitou-se das facilidades consideráveis concedidas às Sociedades de Equipamentos; seria errôneo acreditar que, somente por sua presença, a SAERP esteja em posição de liberar automaticamente o financiamento de escolas ou instituições públicas da ZUP ou, a fortiori, de equipamentos situadas além do perímetro do grand ensemble”*<sup>132</sup>

Este tipo de reação local ao poder central também se verificava nas comunas vizinhas, levando ao esvaziamento da sociedade destinada a tocar as obras de renovação e construção no setor, fato constatado nas deliberações do Conselho. A SEMISE progressivamente vai tomando a frente do processo de renovação, tornando obsoleta a SAERP Sud na comuna de Vitry-sur-Seine.

*“as comunas associadas à SAERP SUL, em virtude de seu planejamento, renunciam à intervenção dessa Sociedade depois de longas hesitações, o que lhe destitui de seu caráter regional”*<sup>133</sup>

Para além das disputas político-eleitorais, havia um extenso programa a realizar e os técnicos envolvidos com os planos do Ministro Sudreau se esforçavam em encontrar caminhos para contornar as dificuldades que retardavam as realizações, situação que, por sinal, não interessava a nenhum dos partidos.

*“Enquanto isso, o sr. Diebolt estabelece que, como o fator tempo é essencial, um preço provisório do terreno equipado poderá ser calculado e aplicado ao lote da instituição pública de HLM da cidade de Vitry no bairro chamado de ‘HLM Sul’.”*<sup>134</sup> *De toda maneira, a imprecisão atual da participação na aparelhagem não representa um obstáculo à concessão de permissões para construção nesse bairro.”*<sup>135</sup>

Aparentemente, a municipalidade e o Estado concordavam com o programa de modernização urbana e com a realização do projeto do grande conjunto de Vitry-sur-Seine. As divergências entre as forças políticas locais e nacionais se dão no que tange às características do projeto a realizar;

---

<sup>131</sup> *“Pour éviter les dangers des répercussions de l’opération d’ensemble (ZUP), la Commune constitue, avec les représentantes du Conseil Général, une Société d’Économie Mixte d’Aménagement et Équipement (de la Région Parisienne, Secteur Sud). L’approbation du plan-programme de l’opération est à surveiller très étroitement pour assurer des évolutions parallèles des données politiques, financières et démographiques.”* Relatório do PCF sobre as repercussões políticas do Grand Ensemble 15/Fev/1961 Caixa W 29 [APMV]

<sup>132</sup> *“M. le président pense que la Municipalité de Vitry-sur-Seine s’est un quelque peu abusée sur les très larges facilités accordés aux Sociétés d’Équipement; il serait erroné de croire que par le seul fait de sa présence, la Saerp soi en mesure de débloquent automatiquement le financement des écoles ou équipements publics de la ZUP ou à plus forte raison d’équipements situés en dehors du périmètre du grand ensemble”* Deliberações do Conselho Geral do Departamento do Sena 1959-64 Caixa W 25 [APMV]

<sup>133</sup> *“des communes associées au sein de la Saerp Sud, en vue de leur aménagement, après de longues hésitations, renoncent à l’intervention de cette Société, ce qui lui a retiré son caractère régional”* Deliberações do Conselho Geral do Departamento do Sena 1959-64 Caixa W 25 [APMV]

<sup>134</sup> Nome provisório do projeto que mais tarde seria conhecido por Cité Balzac.

<sup>135</sup> *“M. Diebolt précise cependant que le facteur temps étant essentiel, un prix provisoire du terrain équipé pourra être calculé et appliqué au lot de l’Office Public d’HLM de la Ville de Vitry dans le quartier dit ‘HLM Sud’. En tout état de cause l’imprécision actuelle de la participation aux équipements ne constitue pas un obstacle à la délivrance des permis de construire dans ce quartier.”* Deliberações do Conselho Geral do Departamento do Sena 1959-64 Caixa W 25 [APMV]

os comunistas locais, coerentes com as diretrizes do PCF, procuravam privilegiar a habitação social, acusando o Ministério da Construção de ceder demasiadamente aos apelos e pressões dos promotores privados.

A constituição da SEMISE parece ser um elemento importante da estratégia dos comunistas para controlar estas operações, adequando-as à sua plataforma política, dentro da qual a habitação social era um elemento fundamental<sup>136</sup>. No entanto, tal embate parece ser fonte de atritos e dificuldades para a liberação dos fundos da CDC, entravando a realização do ambicioso projeto urbano e social. Tratava-se de diversas esferas e posturas políticas divergentes envolvidas, mas um grupo relativamente restrito de pessoas operava as negociações nos âmbitos local e nacional. O estudo sobre as então ainda incipientes transformações urbanas em três subúrbios parisienses, elaborado pelo Instituto de Sociologia Urbana em 1966, enfatiza a particularidade da situação: *“Integradas em um plano de conjunto, ela tem um significado na escala da comuna e na escala da região. Da mesma forma, ela permite associar a ação da Municipalidade à ação do Estado.”*<sup>137</sup>

Ainda assim ou talvez por isto mesmo, diversos conflitos permeavam estas disputas em torno do controle e das características da grande operação de desenvolvimento urbano que iria se processar ali.

*“um conflito bastante intenso opôs, em 1962, a Municipalidade ao Estado, representado pelo Prefêt de la Seine, sobre o assunto da ZUP. Esse conflito é simplesmente o contraste de duas estratégias diferentes. A Municipalidade de Vitry, de extrema esquerda desde 1925, deu em grande medida à comuna uma coesão política, mas não havia programa urbano. Sem plano entre 1930 e o pós-guerra, o plano-massa dos anos 1950 procura quase que exclusivamente aumentar o número de habitações. As preocupações municipais aumentam em seguida, mas se chocam depois de 1959 com as preocupações do desenvolvimento regional que são aquelas do conselho geral. Assim que a ZUP terminar, será possível ver quem ganhou.”*<sup>138</sup>

A integração das operações de renovação pode ser percebida pelo emprego do termo *‘îlot insalubre’*<sup>139</sup> para designar uma situação distinta da original parisiense, onde surge o termo. Na sua origem, tal denominação, cunhada pelo Conselho Municipal de Paris, se referia aos perímetros urbanos que apresentavam alta incidência de tuberculose e condições deploráveis de higiene. Em 1906, foram delimitados seis deles, entre os quais o estudado por Coing, que tinha a particularidade de conter no seu perímetro a ‘Cité Jeanne d’Arc’, uma das primeiras realizações habitacionais france-

---

<sup>136</sup> Os documentos armazenados nas Caixas W 25 e 29 nos Arquivos Municipais de Vitry-sur-Seine são reveladores dos conflitos e disputas em torno da operação de renovação do centro e novas construções no interior da ZUP. *“Enfin la municipalité qui considère le problème du logement comme étant celui qui doit retenir le plus son attention, a crée une Société d’Economie Mixte”* ‘20 jours de budget de guerre, 1 logement moderne pour chaque famille vitriote; malgré les entraves du pouvoir le programme municipal de construction se poursuit’ in Bulletin Municipal, 1962 p.5 [AMPV]

<sup>137</sup> *“Intégrée dans un schéma d’ensemble, elle a une signification à l’échelle de la commune et à l’échelle de la région. Aussi bien, elle permet d’associer l’action de la Municipalité et celle de l’État.”* Institut de Sociologie Urbaine (1966) **Nature et rôle des quartiers dans les communes de la banlieue parisienne (Choisy-le-Roi, Vitry-sur-Seine, Suresnes)** Biblioteca do Centre de Recherche sur l’Habitat - École Nationale Supérieure d’Architecture Paris Val de Seine, p.33

<sup>138</sup> *“un conflit assez vif a opposé em 1962 la Municipalité à l’État, représenté par le Prefêt de la Seine, au sujet de la ZUP. Ce conflit est simplement le heurt de deux stratégies différentes. La municipalité de Vitry, d’extrême gauche depuis 1925, a dans une large mesure, donné à la commune une cohésion politique mais n’avait pas de programme urbain. Pas de plan entre 1930 et l’après-guerre, le plan-masse des années 1950 cherche presque exclusivement à augmenter le nombre des logements. Les préoccupations municipales s’élargissent ensuite, mais se heurtent après 1959 aux préoccupations d’aménagement régional qui sont celles du Conseil général. Lorsque la ZUP sera terminée, il sera possible de voir qui a gagné.”* (Institut de Sociologie Urbaine, 1966:32-33)

<sup>139</sup> Ver Topalov, C., Coudroy de Lille, L., Depaule, J.L. e Marin, B. (orgs.)(2010) **L’aventure des Mots de la Ville à travers le temps, les langues; les sociétés**. Coleção Bouquins, Robert Laffont

sas, construída em 1888<sup>140</sup>, demolida durante a renovação dos anos 1960. Por conta de uma reveladora e emblemática ‘coincidência’, o trabalho de Coing nos serve não só como referência teórica, ao analisar os diversos aspectos sociais que decorrem das transformações espaciais, mas também como fonte de evidências, diretamente ligadas à história particular de Vitry, já que para lá foram direcionadas algumas das famílias removidas do 13<sup>ème</sup>.

*“Tratar-se-ia de uma operação de realocação temporária, destinada a reacomodar prioritariamente os habitantes do bairro, em construções do tipo Logéco (HLM A bis). As necessidades da população foram identificadas ao longo de um recenseamento social realizado em 1957. Entre 1958 e 1960, entraram em funcionamento os primeiros imóveis de acomodação na rua Clisson e em instalações de realocação temporária exteriores ao bairro: na rua du Chevaleret e em Issy-les-Moulineaux. Em seguida vieram os imóveis da rua Jeanne d’Arc. Em 1964, o prédio F foi posto em locação e, no início de 1965, foi a vez do prédio D e as primeiras unidades de um grande conjunto em Vitry-sur-Seine.”<sup>141</sup>*

Esta informação é confirmada pela carta que o cidadão RG envia ao periódico **Vitry Hier, Aujourd Hui et Demain**, questionando o prefeito em termos que misturam um certo moralismo com o senso comum da época sobre os habitantes dos cortiços, refletindo a preocupação relativa à integração de uma população diversa daquela que primeiro ocupou as HLM:

*“Li na imprensa que um homem havia matado sua mulher porque ela não conseguia se adaptar à vida em uma HLM depois de ter deixado um cortiço. Considerando que eu mesmo sou locatário numa Cité de HLM, faço a seguinte pergunta: O que fazer para adaptar essas pessoas à vida coletiva? Na Cité onde moro, podemos constatar que algumas famílias vindas do 13<sup>ème arrondissement de Paris</sup>, região que concentra vários cortiços, têm dificuldade para se adaptar à vida em coletividade, por mais que ela seja mais cômoda do que a vida que levavam antes. Alguns jogam lixo pelas janelas, outros fazem reservas de carvão em suas banheiras.”<sup>142</sup>*

<sup>140</sup> Em seu trabalho, Coing nos remete ao estudo que Roger Henri Guerrand estava elaborando sobre as **Origens da Habitação Social na França**, o primeiro estudo a tratar do tema, focalizando a emergência da questão na virada do século XIX para o XX a partir da opinião pública e das propostas dos reformadores sociais, sugestão que ecoamos aqui, uma vez que, mesmo passadas décadas de sua publicação, continuam precisas e esclarecedoras as análises de Guerrand.

<sup>141</sup> *“Il s’agirait d’une opération-tiroir, destinée à reloger en priorité les habitants du quartier, dans des constructions du type Logéco (HLM A bis). Les besoins de la population furent recensés au cours d’une enquête sociale effectuée en 1957. Entre 1958 e 1960, entrèrent en service les premiers immeubles de relogement, rue Clisson et sur des ‘tiroirs’ extérieurs à l’îlot: rue du Chevaleret et à Issy-les-Moulineaux. Puis virent les immeubles de la rue Jeanne d’Arc. En 1964, fut mis en location le bâtiment F et début 1965 le bâtiment D, et les premiers immeubles d’un groupe important à Vitry-sur-Seine ”*

<sup>142</sup> *“J’ai lu dans la presse qu’un homme avait tué sa femme parce que celle-ci ne pouvait pas s’adapter à la vie en HLM après avoir quitté un taudis. Etant moi-même locataire dans une Cité HLM je pose la question: ‘Comment faire pour adapter ces gens à la vie collective?’ Dans la Cité où j’habite nous pouvons constater que quelques familles venant du 13<sup>ème Arrondissement de Paris</sup>, où il y a beaucoup de taudis, ont des difficultés à s’adapter à la vie collective pourtant plus comode que la précédente. Certains jettent des ordures par les fenêtres, d’autres entrent du charbon dans la baignoire.”* ‘*Courrier des lecteurs*’ in **Vitry HAD**. Out/1967



### 2.3 Cité Balzac: o Projeto, a construção e os primeiros habitantes

O plano diretor técnico elaborado por Capra em 1958 divide a Vitry em sete unidades de vizinhança, estabelecendo gabaritos e alinhamentos em relação ao sistema viário e às construções existentes, assim como a localização dos equipamentos básicos. No que se refere especificamente à habitação, o plano elaborado por Capra em 1958 estabelecia como desafio

*“inscrever, no tecido vivo de uma cidade da banlieue que cresceu a partir do transplante de loteamentos feito em 1912 e da improvisação de necessidades particulares, a disposição pensada e viável de grandes conjuntos habitacionais devido à assistência e confrontação de diversas construtoras. Ordenar e coordenar.”<sup>143</sup>*

No plano para o ‘*îlot de habitation VII*’, que equivale à Cité Balzac, aparecem definidas as linhas e volumes do conjunto que ali se implantaria, a partir da composição de diversos promotores de habitação social, como recomendava a crítica feita por Rifaux sobre o projeto de Sebillote. No entanto, vimos que parecem haver permanências nos planos, que são sucessivamente reelaborados até sua definitiva aceitação e o início das obras, entre 1960 e 1963. *“Depois de uma série de dificuldades, o conjunto Vitry-Sul na rua de Choisy, que inicialmente contaria com 1.450 habitações, foi reduzido a 1.198 delas. Normalmente, a construção deveria começar antes do fim do ano, e as obras teriam duração prevista de três anos.”<sup>144</sup>*

O plano apresentado em 1958 não trazia as feições arquiteturais do conjunto, comuns a diversas *cités* construídas em Vitry-sur-Seine, que seriam objeto de projeto do arquiteto designado para cada operação. Uma vez que Mario Capra já havia colaborado com o *Office* de HLM e seu contrato como arquiteto chefe abria diversas exceções para que ele acumulasse as funções de arquiteto-chefe da ZUP e projetista de conjuntos e operações habitacionais e urbanas, seu escritório elabora alguns edifícios tipo que foram repetidos em diversos conjuntos como a Cité Balzac, juntamente com o escritório técnico (*Bureau d'Études*) Fouquier. No plano de massas 1:2000, datado de abril de 1959, aparecem os edifícios da Cité Balzac praticamente como construídos, com a exceção de dois edifícios-lâmina projetados de 5 andares.

Para além das formas, era importante estabelecer também a divisão dos edifícios entre os promotores de habitação social envolvidos, já que, de acordo com a avaliação dos urbanistas municipais, não seria viável economicamente ocupar todos os edifícios projetados com habitação social locativa. Para equilibrar esta conta, a participação da SEMISE e a introdução de apartamentos para locação com preços mais próximos do mercado seria fundamental. No programa aprovado pela comuna e pelo Ministério somente em 1962, as 1.198 unidades a serem construídas seriam divididas entre o OPHLM de Vitry (921 apartamentos), a SEMISE (157 apartamentos) e a Direção de Habitação da Prefecture de la Seine (120 apartamentos), dirigidos ao Programa Social de Relocação (PSR). Tais cifras variariam levemente até a inauguração do conjunto, mas equivalem, grosso modo, ao que foi construído. Além delas, podemos considerar que fizeram parte do espaço construído identificado como Cité Balzac o entorno *pavillonnaire* que cerca o conjunto, o *foyer* de tra-

---

<sup>143</sup> *“inscrire dans le tissu vivant d’une ville de banlieue grandie de la greffe des lotissements de 1912 et de l’improvisation des besoins particuliers, l’ordonnance raisonnée et viable de grands groupes d’habitation due au concours et la confrontation de constructeurs divers. Ordonner et coordonner.”* Dossier Capra Junho/1958 [APMV]

<sup>144</sup> *“Après bien des difficultés le groupe Vitry-Sud, rue de Choisy, qui initialement devait compter 1.450 logements a été ramené à 1.198. Normalement la construction devrait commencer avant la fin de l’année, durée des travaux prévue: trois ans. 20 jours de budget de guerre, 1 logement moderne pour chaque famille vitriote; malgré les entraves du pouvoir le programme municipal de construction se poursuit”* in *Bulletin Municipal*, 1962 p.5 [APMV]

balhadores imigrantes solteiros da Rua Anselme Rondenay, que já existia antes da ZUP e a *Cité de Transit*, destinada a abrigar os habitantes das favelas (*bidonvilles*) que ocupavam os terrenos periféricos da comuna, principalmente portugueses. Apresentaremos no próximo item estas construções de características particulares, ligadas a uma política específica de absorção de migrantes e moradores das favelas empreendidas e geridas pela SONACOTRA.

O primeiro dos três grandes blocos de 14 andares (ABC) recebeu seus primeiros locatários em agosto de 1967. Outras duas edificações similares seriam inauguradas logo depois, batizadas alfabeticamente em função das letras que designam suas entradas e prumadas de circulação vertical (DEF e GHJ). Além delas, são construídos um edifício em forma de U de 5 andares, dividido em 16 caixas de escadas numeradas sequencialmente e uma grande lâmina de 10 pavimentos ao longo da Rua Malleret-Joinville, dividida em 8 acessos, ocupada a partir de 1966. Todos estes edifícios seriam construídos entre 1964 e 1968 e administrados pelo Office de HLM de Vitry, perfazendo 923 unidades. Fazem parte ainda do projeto de construções da ZUP no bairro o edifício-lâmina Touraine, Imóvel de Locação Normal (ILN) com 150 unidades construído pela SEMISE e inaugurado em 1969 e quatro edifícios menores promovidos pelo Office Public de HLM do Departamento do Sena, a *Cité des Marronniers*, que receberia as populações removidas das operações urbanas da capital, notadamente do *Îlot insalubre* N° 4 do *XIIIème Arrondissement*, como vimos.

O conjunto dos Marronniers, com 120 unidades, construído a partir de 1968, seria um das poucas construções da época que escapa ao traço de Mario Capra, que era arquiteto chefe de Vitry e da SEMISE e projetava também para o OPHLM da comuna, como vimos, acumulando também as funções de arquiteto das operações em Balzac.

Os edifícios inscritos no plano de Mario Capra equivalentes ao conjunto dos Marronniers contrastam com as outras construções do ponto de vista do acabamento, aberturas e revestimentos. Muito provavelmente trata-se do reflexo da escolha de outro arquiteto para comandar a operação, espécie de enclave do serviço de habitação da capital. “*O mercado de habitações populares ao longo do século XX é fruto de complexas relações entre numerosos atores: os clientes, os construtores, os promotores e um novo integrante de peso, o Estado.*”<sup>145</sup>

As construções foram realizadas com o emprego maciço do concreto industrializado e painéis pré-fabricados, em sintonia com as características construtivas das demais realizações habitacionais financiadas pelas SCIC, como observamos nas imagens relativas à construção da Cité Balzac disponíveis no Arquivo Municipal de Vitry. Depoimentos dos diretores do OPHLM na época das construções trazem dados significativos para a compreensão da história particular do bairro que nos ajudam a entender também a situação atual do bairro.

“*Balzac foi construída no lugar do aterro público. As pessoas viviam precariamente, mendigos, marginais em pequenas barracas. Havia um areal, um buraco lotado de toneladas de lixo. Foi preciso encontrar um terreno bom com 18 metros de profundidade para construir os prédios. Na época, era preciso responder às necessidades das indústrias, notadamente a de automóveis e as oficinas de manutenção das estradas de ferro. A necessidade de construir bastante e rápido conduziu à pesquisa por novos procedimentos de pré-fabricação. Mario Capra era o arquiteto, Fouquier era o bureau de estudos e a empresa era a Dumont & Besson(...). Houve cerca*

---

<sup>145</sup> “*Le marché de l’habitat populaire au cours du XXème siècle est ainsi le fruit des rapports complexes entre de nombreux acteurs: les clients, les constructeurs, les promoteurs et, a nouveau venu de taille, l’État*” (Voldman, Danièle in Fourcaut, A. e Harismendy, F. (orgs.) 2011, p.8)

*de 2.000 operários nos canteiros de obra para erigir 923 habitações em um mínimo de tempo, sobre um solo no qual nenhum promotor particular teria feito. O ritmo da construção era de uma habitação por dia.*<sup>146</sup>

Não é difícil perceber que a linearidade de algumas construções deve-se ao emprego da técnica do *'chemin de grue'*, guindaste montado sobre trilhos, síntese entre a tecnologia ferroviária e a construção pré-fabricada em concreto característica das construções dos Trinta Gloriosos (Laudauer, 2010). As *'torres-navio'* ABC e GHJ, construídas sob pilotis, evocação evidente da *Unité d'Habitation* de Le Corbusier, inovariam no quesito construtivo, mesclando uma plataforma de concreto moldado *in loco* sobre a qual seria construída a ossatura do edifício, também em concreto convencional. A pré-fabricação entra em cena nos painéis de fachada e divisões internas dos apartamentos, tanto nas três *'torres-navio'* quanto nos edifícios de menor gabarito. Algumas imagens disponíveis no APMV realizadas pela fotógrafa Camille Klein, mostram o prefeito Marcel Rosette e o arquiteto Mario Capra numa visita à usina onde se fabricavam os componentes de fachada, painéis pré-fabricados feitos com formas metálicas que já vinham revestidos das pastilhas que marcariam a paisagem do *grand ensemble*.

Outro conjunto de fotografias<sup>147</sup>, de autoria desconhecida, registra a inauguração oficial do conjunto, ou pelo menos de grande parte das unidades, em 19 de fevereiro de 1967. Nestas imagens, aparecem personagens centrais da *banlieue rouge*, como Georges Gosnat, discursando ao lado do prefeito Marcel Rosette, acompanhado pelo arquiteto brasileiro Oscar Niemeyer, exilado em Paris entre os anos de 1967 e 1972, em função do golpe militar de 1964 no Brasil. A presença de Oscar Niemeyer é um importante indício da assimilação da arquitetura moderna brasileira pelos comunistas franceses, nos mesmos anos em que o arquiteto desenvolvia o projeto para a sede do PCF na Praça Colonel Fabien, cujos estudos iniciais datam de 1965, ano no qual se realiza uma grande exposição sobre sua obra no Louvre<sup>148</sup>, com ênfase nos projetos para Brasília.

A participação de Georges Gosnat na realização da sede do PCF, enquanto tesoureiro do partido, será fundamental, como relata o próprio Oscar Niemeyer<sup>149</sup> e nos informa o programa de televisão dedicado à realização, no qual os dois *'camaradas'* explicam o projeto<sup>150</sup>. Em outro filme disponível nos arquivos audiovisuais do PCF, Georges Gosnat lidera um grupo de dirigentes e militantes do partido em visita a primeira fase da obra de Niemeyer para abrigar o partido<sup>151</sup>.

*"As primeiras habitações foram colocadas à disposição dos vitriotas para locação a partir de 1967. Mario Capra tinha duas idéias fixas: ele dizia que era preciso fazer torres, pois isso ocupa menos espaço, e colocá-las sobre pilotis para que pudéssemos ver através. Ele havia exigido grandes apartamentos para responder às ne-*

---

<sup>146</sup> *"Balzac a été construit en lieu et place de la décharge publique. Des gens vivaient dessus, des chiffonniers, des marginaux dans des petites cabanes. Il y avait une sablière, un trou rempli par les tonnes d'ordures. Il a fallu trouver le bon terrain à 18 m de profondeur pour construire les immeubles. À l'époque, il fallait répondre aux besoins des industries, notamment l'automobile et les ateliers de réparation des chemins de fer. La nécessité de construire beaucoup et vite a conduit à rechercher de nouveaux procédés de préfabrication. Mario Capra en était l'architecte, Fouquier le bureau d'études et l'entreprise Dumont & Besson(...). Il y a eu près de 2 000 ouvriers sur le chantier pour bâtir 923 logements dans un minimum de temps, sur un sol dont aucun promoteur privé n'aurait voulu. Le rythme de construction était d'un logement par jour."* (Philippe Soulard, Directeur de l'OPH entre 1969 et 1999 in Clavel, 2012:29)

<sup>147</sup> Ver caderno de referências iconográficas.

<sup>148</sup> Niemeyer, Oscar *Textes et dessins pour Brasilia* Éditions Forces vives, 1965

<sup>149</sup> *Niemeyer par lui-même: L'architecte de Brasilia parle* a Edouard Bailby Paris: Balland biographies, 1993

<sup>150</sup> Disponível em <http://www.ina.fr/video/CAF94060709/nouveau-siege-pc-video.html> [INA.fr]

<sup>151</sup> *Visite du nouveau siège du comité central du PCF*, Documentário, disponível em [http://www.cinearchives.org/Films\\_](http://www.cinearchives.org/Films_) [Ciné Archives - PCF]

*cessidades das inúmeras grandes famílias. Essas habitações eram um sonho. Para marcar a ocasião, faziam-se cerimônias solenes para a entrega das chaves. As pessoas estavam loucas de alegria! Havia muito entusiasmo e reconhecimento. A cidade evolui, se transforma e deve responder a necessidades que também evoluem.*<sup>152</sup>

A lógica de compor a população da Cité Balzac a partir de diferentes demandas habitacionais parecia estar em sintonia com a idéia de um *“itineraire résidentiel”*, conceito que aparece tanto nas políticas públicas quanto nas análises do povoamento dos *grands ensembles* e movimentos populacionais engendrados a partir da renovação urbana. No entanto, a atribuição dos apartamentos era um ponto de conflito entre o departamento e o OPHLM de Vitry, já que com a reforma de 1964 o *prefêt* passa a indicar três dos cinco membros do conselho da autarquia. Tal manobra é denunciada pelos poderes municipais: *“A reforma das regiões agravará então a política e a tributação antidemocrática do poder”*<sup>153</sup>.

Para uns, os apartamentos com aluguéis reduzidos nos conjuntos seriam um mecanismo de poupança que os permitiria dali sair, rumo à casa própria. Para outros, seria uma importante conquista, símbolo de ascensão social e etapa final da trajetória residencial de algumas famílias que não poderiam, por razões diversas, sair dos conjuntos de habitação social. Esta clivagem que vai se operar ao longo das duas décadas seguintes à construção dos conjuntos, vai acabar transformando a paisagem social das *Cités*.

*“Frente à relevância da procura, os poderes públicos e os promotores de habitação social haviam concebido uma espécie de percurso residencial em acordo com o dinamismo econômico do período e com o enriquecimento progressivo da população. Trata-se de acompanhar o trânsito das classes populares de uma moradia de má qualidade (favelas, habitações precárias, cités de transit ou mobiliadas) a um apartamento moderno, simbolizado pelas HLM; depois, eventualmente, proceder a seu acesso a uma moradia subsidiada, para terminar, enfim, no livre mercado.”*<sup>154</sup>

De certa maneira, já estava ali sugerida uma certa mistura (*mixité*<sup>155</sup>) social, misturando diferentes estratos da pirâmide social, ainda que hajam características comuns entre elas e os primeiros habitantes dos *grands ensembles*, como destaca Annie Fourcaut (2011). Na era de pleno emprego e *État providence* em operação, a ocupação dos conjuntos acaba por formar uma sociedade pequeno-burguesa, mesmo em territórios do comunismo municipal.

*“As populações alojadas variam, obviamente, de acordo com as cités e situações locais, mas algumas características permanecem comuns: são locatárias as famílias francesas carregadas de filhos oriundos do baby-boom — formadas frequentemente por imigrantes em trânsito ou vindos da província. Contribuíram também ao*

<sup>152</sup> *“Les premiers logements furent proposés en location aux Vitriots à partir de 1967. Mario Capra avait deux dada: il disait qu’il fallait faire des tours parce que ça prends moins de terrain et les mettre sur pilotis pour qu’on puisse voir à travers. Il avait imposé de grands logements pour répondre au besoin de nombreuses grandes familles. Ces logements, c’était le rêve. Pour marquer le coup, on procédait à des cérémonies solennelles de remise de clefs. Les gens étaient fous de joie! Il y avait beaucoup d’enthousiasme et de reconnaissance. La ville évolue, se transforme et doit répondre à des besoins qui eux-mêmes évoluent.»* (Philippe Soulard, Directeur de l’OPH entre 1969 et 1999 in Clavel, 2012:29)

<sup>153</sup> *“La réforme de régions aggravera donc la politique et la fiscalité antidémocratique du pouvoir”* ‘Les régions: une réalité, mais...’ in Vitry HAD N° 19 Mai/1969 [APMV]

<sup>154</sup> *“Devant l’importance de la demande, les pouvoirs publics et les promoteurs du logement social avaient conçu une sorte de parcours résidentiel en accord avec le dynamisme économique de la période et l’enrichissement progressif de la population. Il s’agissait d’accompagner les classes populaires dans un passage partant d’un logement de mauvaise qualité (bidonville, habitat précaire, cité de transit ou meublé) à un appartement moderne, symbolisé par les HLM, puis éventuellement, à leur accession à un logement aidé, pour aboutir, enfin, au marché libre.”* (Voldman, Danièle in Fourcaut, A. e Harismendy, F. (orgs.) 2011, p.11-12)

<sup>155</sup> É importante ter em mente aqui os diversos sentidos que a expressão *mixité sociale* tem ao longo da história da habitação social e do urbanismo na França.

povoamento as populações repatriadas da descolonização do Império Francês (sobretudo da Tunísia, Marrocos e Argélia). Constata-se igualmente a ausência de idosos e adolescentes no começo do povoamento. Por outro lado, prevalecem as famílias de assalariados, selecionadas pelos gestores das cidades de habitação social, e não pelo livre jogo do mercado imobiliário. O resultado disso é uma maioria de empregados e operários, provenientes de camadas médias e superiores, em número variado, de acordo com a política do gestor. Em suma, constitui-se o que Alain Touraine chamou em 1966 de ‘uma sociedade pequeno burguesa.’”<sup>156</sup>

A crítica ao modelo dos *grands ensembles* vinha sendo elaborada e propagada pela mídia desde o momento em que eles começam a brotar na paisagem suburbana francesa. A resistência ao novo modelo de habitat dava em formulações fantasiosas como patologias imaginárias que surgiriam no interior dos conjuntos. Basta lembrar que, logo após construída, a *Unité d’Habitation* de Marseille ganhou o apelido de *Maison du Fada*, ou seja, casa dos loucos, objeto de ataques virulentos por parte da imprensa e intelectuais. A ‘*sarcellite*’ seria a mais célebre das patologias inventadas pela mídia para mistificar e condenar o modo de vida característico dos grandes conjuntos como Sarcelles. “A *sarcellite* é, segundo uma fórmula jornalística, a doença imaginária que atinge os moradores dos *grands ensembles* como o de Sarcelles. A fórmula conheceu sucesso ao longo dos anos 1960.”<sup>157</sup>

A maioria dos atuais habitantes reconhece a elevação no nível de conforto que mudança para os apartamentos ‘modernos’ representou em suas vidas. Muitos deles descrevem as memórias da chegada ao apartamento no qual suas famílias habitariam por décadas, na Cité Balzac. Cômodos amplos, bem iluminados e ventilados, instalações sanitárias e aquecimento, constraste total com as condições anteriores de habitação da maioria das famílias, de trajetórias residenciais distintas, genericamente dividida em imigrantes, moradores dos cortiços e favelas de Vitry e expulsos do *XII-Ème Arrondissement* de Paris, além da pequena classe média francesa, confundida.

A inauguração da Cité Balzac antecede em poucos meses as revoltas estudantis e populares de maio de 1968, durante as quais diversas críticas seriam dirigidas ao modelo de sociedade e cidade proposto pelos *grands ensembles*. Naquele momento, as *villes nouvelles* periféricas já haviam substituído os *grands ensembles* construídos na *banlieue* como modelo de desenvolvimento urbano, convergindo para a condenação e abandono do paradigma projetual dos grandes conjuntos alguns anos depois.

“As críticas contra a política urbana surgem explicitamente após os acontecimentos de maio de 1968. Assim, a crítica marxista acusa um urbanismo tido como segregador: ‘o capitalismo não acomoda mais os trabalhadores, ele os estoca’, como proclama um dos slogans de 68. É a retomada política de um tema que surgiu na im-

---

<sup>156</sup> “Les populations logées varient évidemment suivant les cités et les situations locales, mais quelques caractéristiques communes se retrouvent: les familles françaises chargés d’enfants du baby-boom – formées souvent de migrants provinciaux et mobiles –, sont locataires. Par ailleurs, les populations de repatriés de la décolonisation de l’Empire français (surtout Tunisie, Maroc et Algérie), contribuent au peuplement. On constate aussi l’absence de personnes âgées et d’adolescentes au début du peuplement. À l’inverse dominent les familles de salariés, sélectionnés par les gestionnaires des cités de logement social, et non par le libre jeu du marché immobilier. En résulte une majorité d’employés et d’ouvriers, assortis de cadres moyens et supérieurs en nombre variable suivant la politique du gestionnaire. Bref, ce qu’Alain Touraine appelle en 1966 “une société petite bourgeoise” se constitue.” (Fourcaut, Annie ‘Comprendre l’histoire des grands ensembles’ in Fourcaut, A. e Harismendy, F. (orgs.) 2011, p.213)

<sup>157</sup> “La *sarcellite* est, selon une formule journalistique, la maladie imaginaire qui atteint les habitants des grands ensembles comme celui de Sarcelles. La formule fait florès au cours des années 1960” (Pouvreau, Benoît in. Voldman, D. (org) 2010, p.106 Nota 24)

*prensa desde meados dos anos 60, a 'sarcellite', a doença dos grands ensembles, capaz de gerar tédio, suicídio e delinquência, e que atingiria particularmente a mulheres e jovens.*"<sup>158</sup>

Em Vitry, as agitações estudantis teriam começado já em março e se intensificariam a partir de 13 de maio de 1968<sup>159</sup> através da ocupação dos colégios e da declaração de greve em 23 das fábricas que produziam na comuna. Também os funcionários municipais cruzaram os braços, apoiados pelo prefeito Marcel Rosette, seguindo as orientações dos comunistas<sup>160</sup>. A mutilação de uma jovem operária em abril de 1968 por uma máquina numa empresa na qual a jornada era de 48 horas semanais ajudou a inflamar o clima de contestação na cidade. No entanto, a clivagem entre operários e estudantes que se verificou no plano nacional também seria sentida em Vitry, dividindo o movimento. *"O dia em que quiseram vir nos explicar a luta de classes, os esperávamos com lança-chamas. Tínhamos muito medo de que eles destruíssem nossa usina", declara décadas depois uma datilógrafa da Central elétrica Arrighi, controlada pela EDF.*"<sup>161</sup>

A contestação e rebeldia de maio de 1968 atingiria em cheio o urbanismo que se praticava naqueles anos na região parisiense. Diversas publicações analisam, a partir de múltiplas perspectivas, desde os dias que se seguiram às revoltas até os dias atuais, os conteúdos e impactos deste momento ímpar na história francesa e mundial que seria constantemente interpretada como um marco na transformação da sociedade<sup>162</sup>. Embora a cronologia fina deste ano singular registre acontecimentos notáveis em diversas cidades do mundo, a capital francesa seria certamente o principal epicentro das agitações estudantis e operárias contra o *status quo* reprimida com incomum violência pelas 'forças da ordem'. *"É Paris, a Paris da violência e do entusiasmo, é a rua, com seus horrores e suas surpresas, sua estranheza, sua feiura, sua poesia, seu aspecto imutável e que no entanto as crianças agitam. É a capital do consumo que se torna, no espaço de algumas noites, a capital da contestação.*"<sup>163</sup>

As cidades seriam, naturalmente, o espaço no qual estas movimentos contestatórios se dariam mas, mais do que isso, o modo de produção do espaço urbano também estaria sendo posto em questão. O clima de guerra civil instaurou-se nas ruas de Paris em maio de 1968 e as imagens dos confrontos veiculadas por jornais oficiais, militantes e agências de notícias e imagens como a

<sup>158</sup> *"Les critiques contre la politique urbaine se font jour explicitement après les évènements de mai 1968. La critique marxiste pointe ainsi du doigt un urbanisme jugé ségrégatif: "le capitalisme ne loge pas les travailleurs, il les stocke" comme le proclame un slogan de 68; c'est la reprise politique d'un thème apparu dans la presse dès le milieu des années 60, celui de la 'sarcellite', la maladie des grands ensembles, qui générerait ennui, suicide, délinquance, et toucherait particulièrement les femmes et les jeunes."* (Fourcaut, Annie 'Comprendre l'histoire des grands ensembles' in Fourcaut, A. e Harismendy, F. (orgs.) 2011:213)

<sup>159</sup> 'Vitry dans le mouvement' in Vitry HAD N°248 Mai/1998 e também 'Le mois où tout est devenu possible' in Vitry HAD Mai/2008 [APMV]

<sup>160</sup> Num primeiro momento, os comunistas condenariam o movimento deflagrado por Daniel Cohn-Bendit e seus colegas de Nanterre e da Sorbonne, para posteriormente apoiá-lo, depois da deflagração da greve operária no dia 13 de maio de 1968.

<sup>161</sup> *"Le jour où ils ont voulu venir nous expliquer la lutte de classes, on les attendait avec les lances incendie. On avait très peur qu'ils saccagent notre usine".* Vitry HAD Mai/2008 [APMV]

<sup>162</sup> Dentre uma produção bastante heterogênea, destacaríamos aqui os livros de Artières, P. e Zancarini-Fournel, M. (orgs.) (2008) 68 - Une histoire collective (1962-1981) La découverte, Lavabre, M.C. e Rey, H. (1998) Les mouvements de 1968 - XXè siècle Casterman/Giunti, Firenze, Labro, P. (1968) Les barricades de mai Solar e Hobsbawn, E. e Weitzmann, M. (1998) 1968, Magnun en el mundo Lunwerg, além do DVD editado pelo Institut National de l'Audiovisuel (2008) Mai 68 - Les images de la télévision.

<sup>163</sup> *"C'est Paris, le Paris de la violence et de l'enthousiasme, c'est la rue, avec ses horreurs et ses surprises, son étrangeté, sa laideur, sa poésie, son aspect immuable et que pourtant des enfants bouleversent. C'est la capitale de la consommation qui devient, en l'espace de quelques nuits la capitale de la contestation."* (Labro, 1968)

Magnum contribuíram decididamente para inscrever o episódio no imaginário das revoltas geracionais daquele ano no mundo inteiro mas também na história das lutas urbanas urbanas, ecoando seus efeitos e cenas décadas depois, como veremos.

*“Carros começarão a queimar, seja por termos colocado fogo neles do lado dos manifestantes, seja pelas granadas (de todos os tipos, como certas testemunhas deviam provar na sequência) terem atingido os tanques de combustível, e os incêndios de carro acrescentarão um pouco mais a essa atmosfera de motim e de revolução que lembra, em alguns aspectos, os combates de rua nas cidades americanas, ao longo do último ‘verão escaldante.’”*<sup>164</sup>

A terceira noite de barricadas e enfrentamentos diretos em Paris no entorno da Gare de Lyon (24/Maio) se destacaria pela intensidade dos violentos confrontos de parte a parte, estimulada pela presença de novos personagens que se juntavam à luta de estudantes e operários.

*“Na opinião de todos, essa terceira noite de barricadas será a mais difícil – essa também, ao longo da qual o maior número de ‘elementos descontrolados’ que chamarão a atenção por sua audácia e suas iniciativas destruidoras. Percebemos uma certa proporção de ‘blousons noirs’ (jaquetas negras) vindos da banlieue, mas são, depois de tudo, desempregados ou grevistas, mas são, depois do turno, desempregados e grevistas como os outros e, além disso, o porte de jaquetas em período de manifestação não tem nada de surpreendente. Não vamos fazer a revolução, ou mais modestamente, a revolta, de terno e gravata.”*<sup>165</sup>

Desde as primeiras consequências práticas dos processos de renovação urbana, já vinham emergindo críticas das mais variadas naturezas e tendências políticas, algumas de tom nostálgico e outras bastante contundentes, como a crítica radical do urbanismo elaborada pelos situacionistas.

*“Em nenhuma parte as questões políticas dessa onda purificadora foram tão evidentes quanto nas transformações urbanas devidamente louvadas pelos arquitetos, urbanistas e homens políticos. A demolição de um grande número de quarteirões ditos ‘insalubres’ em nome de uma circulação mais eficaz e de uma separação racional do domicílio e do lugar de trabalho; o deslocamento progressivo e depois o estacionamento dos operários, sobretudo imigrantes, nas inúmeras villes nouvelles erigidas há pouco em volta de Paris; a recomposição das fronteiras sociais entre ricos e pobres; o aumento da vigilância, ou mesmo a militarização, dos espaços urbanos e a repressão muitas vezes brutal de todo movimento de oposição política são igualmente elementos constitutivos de uma nova ordem metropolitana cujo objetivo não difere fundamentalmente daquele instaurado um século antes pelo barão Haussmann e condenado pelos situacionistas. Os contextos apresentam aliás semelhanças: politização crescente de uma classe operária munida de estruturas militantes novas, aparição de movimentos de contestação entre os jovens e as minorias, e intensificação geral das lutas independentes em*

---

<sup>164</sup> *“Des voitures se mettront à flamber, soit qu’on y ait mis le feu du côté des manifestants, soit que les grenades (de toutes sortes, comme certains témoignages devaient le prouver par la suite) aient atteint les réservoirs d’essence, et les incendies de voiture ajouteront un peu plus à cette atmosphère d’émeute et de révolution qui rappelle, par certains aspects, les combats de rue dans les cités américaines, au cours du dernier ‘été brûlant’.”*(Labro,1968)

<sup>165</sup> *“De l’avis de tous, cette troisième nuit de barricades sera la plus dure – celle aussi, au cours de laquelle le plus grand nombre d’éléments incontrôlés’ (on remarque une certaine proportion de ‘blousons noirs’ venus de la banlieue, mais ce sont, après tout, des chômeurs ou des grévistes, mais ce sont, après tout, des chômeurs ou des grévistes comme les autres et, en outre, le port du blouson en période de manifestation, n’a rien de bien étonnant. On ne va pas faire la révolution, ou plus modestement, la révolte, en costume croisé et en cravate) se signaleront par leur audace et leurs initiatives destructrices.”*(Labro,1968)

*todas as antigas propriedades coloniais do Ocidente ou nas novas, na América Latina e nos países do Leste.”*  
166

As ácidas críticas e proposições radicais que Guy Debord e seus colegas da Internacional Situacionista vinham elaborando naqueles anos seriam evocadas e transformadas em palavras de ordem contra a arquitetura e o urbanismo modernos: “O urbanismo é essa apropriação do ambiente natural e humano pelo capitalismo que, ao se desenvolver logicamente em dominação absoluta, pode e deve agora refazer a totalidade do espaço como seu próprio cenário.”<sup>167</sup>

*“A ironia de que se valem os arquitetos radicais daquela década era uma arma débil demais aos olhos dos militantes de grupos mais antagônicos à ordem capitalista. Criada em 1958 por Guy Debord, a Internacional Situacionista exaltava os méritos da deriva pelas ruas da cidade como uma forma alternativa de urbanismo. Debord defendia o abandono das preocupações de beleza espetacular da antiga arquitetura monumental em prol de organizações topológicas que exijam a participação generalizada”.* (Cohen, 2013:392)

O ‘urbanismo unitário’, proposição elaborada pelos situacionistas como uma crítica marxista e radical do urbanismo como ideologia, procuraria incorporar diversos aspectos da vida urbana para além das dimensões previstas pelo funcionalismo, nutrindo-se das análises ‘ecológicas’ e sociológicas do etnógrafo Paul Henry Chombart de Lauwe<sup>168</sup>. Trechos dos seu trabalho *Paris et l’agglomération parisienne* (1952) seriam republicados já no primeiro número da revista *Internationale situationniste*, além de esquemas e mapas que revelavam a importância na vida cotidiana dos habitantes das grandes cidades de ‘microclimas e unidades elementares totalmente distintas dos recortes administrativos, sobretudo da ação dominante dos centros de atração’<sup>169</sup>.

Alguns dos comentários dos personagens do filme *Deux ou trois choses que je sais d’elle*, de Jean Luc Godard (1967), parecem ecoar uma parte das leituras de Chombart de Lauwe e da crítica que Guy Debord e os situacionistas farão dos grandes conjuntos em seu combate contra a ‘sociedade do espetáculo’ e do controle social, que serão transformadas em palavras de ordem durante as revoltas de maio de 1968.

*“Sim, a cidade é uma construção no espaço. Os elementos móveis da cidade? Eu não sei... Os habitantes. Os elementos móveis são tão importantes quanto os elementos fixos. E mesmo quando são banais, o espetáculo da cidade provoca um prazer todo especial. Nenhum acontecimento sobreviveu sozinho. Descobre-se sempre que ele está ligado a tudo o que o rodeia. Pode ser que simplesmente o observador desse espetáculo seja eu. Cada*

---

166 “Nulle part les enjeux politiques de cette vague purificatrice n’ont été plus évidents que dans les transformations urbaines dûment vantées par les architectes, les urbanistes et les hommes politiques. La démolition d’un grand nombre d’îlots dits ‘insalubres’ au double nom d’une circulation plus efficace et d’une séparation rationnelle du domicile et du lieu de travail; le déplacement progressif puis le parking des ouvriers, notamment immigrés, dans les innombrables villes nouvelles tout juste érigées autour de Paris; la recomposition des frontières sociales entre riches et pauvres; la surveillance accrue, voire la militarisation, des espaces urbains et la répression souvent brutale de tout mouvement d’opposition politique sont autant d’éléments constitutifs d’un nouvel ordre métropolitain dont le but ne diffère pas fondamentalement de celui instauré un siècle plus tôt par le baron Haussmann et décrié par les situationnistes. Les contextes présentent d’ailleurs bien des ressemblances: politisation croissante d’une classe ouvrière se dotant de structures militantes nouvelles, apparition de mouvements de contestation chez les jeunes et les minorités, et intensification générale des luttes indépendantistes dans toutes les anciennes possessions coloniales de l’Occident ou dans les nouvelles, en Amérique latine et dans les pays de l’Est.” Andreotti, Libero (2007) *Le grand jeu à venir - Textes situationnistes sur la ville* Éditions de la Villette , p.114)

167 “L’urbanisme est cette prise de possession de l’environnement naturel et humain par le capitalisme qui, se développant logiquement en domination absolue, peut et doit maintenant refaire la totalité de l’espace comme son propre décor.” (Debord, Guy in *La société du spectacle*, citado em Andreotti, Libero 2007:8)

168 Ver também a coletânea de textos reunida por Tom McDonough (2009) *The situationists and the city* Verso:London

169 Debord, Guy in *Les Lèvres Nues* N°9, reproduzido em Andreotti, Libero (2007: 88-90)



*habitante teve relações com partes definidas da cidade. (...) A imagem que temos está banhada de lembranças e significações” 170.*

---

**170** *“Oui, la ville est une construction dans l’espace. Les elements mobiles de la cité? Je ne sais pas... Les habitants. Les elementos mobiles sont aussi importants que les éléments fixes. Et même quand sont banales, l’espectacle de la ville provoque un plaisir tout speciale. Aucun événement n’est vécu par lui même. En decouvrant toujours qu’il est liée a tout qu’en entoure. Peut etre que tout simplement l’observateur de ce spetacle c’est moi. Chaque habitant a eu des rapports avec des parties et definis de la ville. (...) L’image qu’on a est baignée de souvenirs et significations” (Godard,1967>01:00:18)*

## 2.4 Os equipamentos sociais, comerciais e transportes públicos

Como vimos, desde os primórdios do projeto do *Grand Ensemble* N°4, havia a preocupação de não fazer de Vitry uma cidade dormitório, onde não houvessem empregos e atividades para além da moradia. Grande parte das críticas aos *grands ensembles* como Sarcelles recaía sobre sua monofuncionalidade, cumprindo servilmente um destino que Paris lhe reservava, ao excluir do espaço urbano *intramuros* a população empobrecida que trabalhava na capital.

*“A crítica aos grands ensembles baseava-se tanto na ausência (ou insuficiência) de vida social quanto em aspectos físicos. Ela foi tão precoce quanto esta última, mas, assim como ela, dizia respeito somente a círculos limitados. Hervé Vieillard-Baron lembra que, já em 1956, o movimento ‘Economia e Humanismo’ se mobilizava em torno das condições de sua construção e das consequências que teriam na vida cotidiana dos habitantes.”*<sup>171</sup>

Para manter o caráter urbano de Vitry sem perder a oportunidade rara de modernizar as estruturas de circulação e habitação da comuna, a solução seria implantar um amplo programa de equipamentos públicos, para além das escolas e centros de saúde, distribuídos pelas unidades de vizinhança. Os equipamentos públicos, sobretudo ligados aos serviços de assistência social e cultural, eram vistos como solução também para integrar os habitantes de cortiços e favelas à sociedade pequeno-burguesa composta principalmente de operários e funcionários públicos, como fica claro na evasiva resposta dada pelo prefeito à carta mencionada anteriormente do locatário de um apartamento HLM preocupado com os ‘comportamentos’ e a ‘integração’ de seus vizinhos.

*“parece que o arquiteto-urbanista deveria se ocupar não apenas de dar um teto a todos, mas também da criação simultânea de condições que permitissem que os grands ensembles fossem tão agradáveis quanto confortáveis. É por esse motivo que nossa municipalidade insiste tanto na importância dos equipamentos sociais e culturais. Um clube para os jovens, uma sala de leitura e conferências, uma biblioteca, um centro comercial, um estádio, uma creche etc. Eis os elementos que combatem o sentimento de isolamento, que aproximam os locatários entre si, que aumentam a qualidade de vida e que proporcionam atividades saudáveis aos jovens. Resumindo, a coabitação torna-se algo familiar e cheio de vivacidade”*<sup>172</sup>.

Embora as duas escolas primárias e as duas secundárias reunidas no Grupo Escolar Anatole France, em frente ao edifício GHJ, estivessem previstas desde os primeiros planos, elas só seriam construídas progressivamente após a inauguração das unidades. Em 1970, as 32 salas de aula do grupo receberiam as primeiras turmas de alunos. No mesmo ano, foram instalados brinquedos infantis desenhados pela artista Beatrice Casadeus no espaço dedicado às crianças do conjunto. Num quadro comum a diversos outros *grands ensembles*, os primeiros habitantes passaram por diversas dificuldades relativas a falta de infraestrutura, que seriam objeto de inúmeras reivindicações populares e municipais, já que a liberação de recursos para as construções dependia do aval do Intendente do Val-de-Marne e dos dirigentes da *Société Centrale pour l’Équipement du Territoire*, a SCET, ligada à Caisse de Dépôts et Consignations (CDC).

<sup>171</sup> *“La critique des grands ensembles a au moins autant porté sur l’absence (ou l’insuffisance) de vie sociale que sur les aspects physiques. Elle a été aussi précoce que cette dernière, mais, comme elle, n’a concerné que des cercles limités. Hervé Vieillard-Baron rappelle que, dès 1956, le mouvement ‘Économie et Humanisme’ s’inquiétait des conditions de leur construction et des conséquences pour la vie quotidienne des habitants.”* (Merlin, 2010, p.78)

<sup>172</sup> *“il semble que l’urbaniste-architecte devrait non seulement donner un toit à tous, mais créer simultanément des conditions telles que les grands ensembles soient aussi agréables que confortables. C’est pour cette raison que notre Municipalité insiste tellement sur l’importance des équipements sociaux et culturels. Un club pour les jeunes, une salle de lecture et de réunions, une bibliothèque, un centre commercial, un stade, une crèche etc... voilà les éléments qui combattent les sentiments d’isolement, qui rapprochent les locataires entre eux, qui élèvent le niveau de vie, qui donnent aux jeunes des activités saines, en un mot, la cohabitation devient familière et plein d’entrain.”* ‘Courrier’ in Vitry HAD Out/1967

A precariedade dos transportes públicos seria também alvo de intensa reclamação dos habitantes da Cité Balzac, direcionadas ao poder público através das células do PCF no conjunto e dos representantes da Confederação Nacional de Locatários (CNL). Naqueles anos iniciais, somente a linha de ônibus 182 conectava Balzac, ponto final do trajeto, a Vitry e a Paris, serviço exclusivamente diurno, o que contribuiu para o isolamento dos seus habitantes. A dependência desta linha de ônibus seria fonte de problemas, como veremos.

Ainda que sofrendo com os entraves relativos ao conflito das forças políticas em diversas instâncias de poder, como já estavam previstos e eram evidentemente necessários, tais serviços públicos foram progressivamente sendo implantados. Embora o intendente fosse indicado diretamente por De Gaulle, os comunistas conseguiriam eleger o líder do Conselho Geral do Val-de-Marne desde sua criação até os dias atuais, obrigando o governo a ceder, especialmente no que tangia aos serviços públicos básicos. No Plano de Mario Capra, estavam previstos para Vitry parques, complexos poliesportivos, piscina e pista de patinação no gelo, uma galeria de arte, um mercado público, agência de correios, delegacia de polícia, quartel de bombeiros, centros sociais e *Maisons de la Jeunesse*, entre outros equipamentos públicos, para além dos serviços administrativos reunidos no Centro Cívico projetado. Grande parte destas obras se arrastaria pelas décadas seguintes; outras, nunca sairiam do papel.

Especial atenção deve ser dada aos centros comerciais previstos nas imediações dos conjuntos, já que, através de sua trajetória, podemos observar as transformações na economia local<sup>173</sup>. Como destacam diversos autores, de Henri Coing à Annie Fourcaut, as renovações urbanas e construção dos grandes conjuntos dos anos 1960 engendram mudanças não só na localização dos comércios mas em seu modo de organização, marcado até então pelo modelo tipicamente parisiense do pequeno comércio de vizinhança especializado. Os primeiros supermercados 'à americana' surgem na paisagem francesa com o advento dos *grands ensembles*, concentrando diversos produtos de natureza totalmente diversa em grandes superfícies comerciais planejadas. Se pudéssemos analisar com precisão as movimentações financeiras de cada uma das unidades destes grandes supermercados implantados nas *cités* ao longo dos anos, provavelmente veríamos refletido o empobrecimento das suas populações. Os inúmeros relatos de assaltos e roubos a estes estabelecimentos comerciais confirmariam o quadro de miséria e emergêncica da criminalidade, especialmente a partir do final dos anos 1970. Aqui, nos interessa acompanhar a instalação do centro comercial que abrigou, entre outros serviços, um dos primeiros supermercados da rede Franprix em Vitry.

Embora previsto desde o plano de Sebillote, a construção do centro comercial foi iniciada no começo de 1969, alguns meses após a entrega das unidades. As fotografias de sua construção nos revelam uma obra realizada em estrutura de concreto moldado in loco com formas túnel de aço do tipo Outinord, aos pés do edifício GHJ, ao lado da esplanada que liga o conjunto ao Grupo Escolar Anatole France. Imagens posteriores mostram o revestimento em chapas metálicas corrugadas e indicam as dimensões do edifício, ligeiramente menor do que o comprimento do bloco GHJ, dividido por uma circulação central que definia dois setores, um dedicado ao supermercado e ou-

---

<sup>173</sup> Devemos tal dica à preciosa observação de Danièle Voldman durante a apresentação do projeto de pesquisa no seminário de doutorandos do CHS.

tro dividido em módulos menores, que abrigavam um café e alguns *'petit commerces'*<sup>174</sup>. No livro elaborado em 2007, juntamente com uma exposição na *Maison de Projets* para explicar as transformações pelas quais passaria Balzac, há um pequeno inventário do tipo de comércio que ocupou as lojas do centro comercial: café, padaria, sapataria, livraria, açougue, farmácia, salão de cabeleiros, lavanderia, loja de ferragens, florista e auto-escola. O periódico *Vitry HAD* anuncia as inaugurações do Centro Comercial e do edifício Touraine para o mesmo dia, 8 de novembro de 1969<sup>175</sup>. Este centro comercial teria vida curta; no entanto alguns de seus espaços como o café, embora 'pouco comercial' seriam fundamentais para a sociabilidade do bairro, como destaca Victor Rabemanatsoa (1987), que, no fim dos anos 1980, dedica a ele uma estudo etnográfico<sup>176</sup> conservado nos APMV. Naquele momento, grande parte das lojas já estava vazia, assim como o espaço interno do *café-bistrot*, que servia mais como 'espaço cultural e associativo' do que ao consumo de álcool. O etnógrafo registra ali a convivência relativamente harmoniosa de diversos grupos étnicos: magrebinos, franceses, africanos, antilhanos, portugueses e asiáticos. O *café-bistrot* servia de sede informal da associação *Communauté 94*, coordenada pelo dono do lugar e exercia um papel importante na organização de eventos esportivos, servindo também de espaço de encontro e diferenciação entre os habitantes da cité e os passantes. Tal função aparece claramente numa reportagem publicada no começo dos anos 1980 no *Nouvel Observateur*<sup>177</sup> acerca da violência na Cité Balzac que analisaremos mais adiante; nela, o jornalista, que passa três semanas morando no conjunto, faz um retrato bastante revelador do café da Cité Balzac, ainda que o tom da reportagem seja bastante estigmatizante. Ele vê a população do café como uma expressão das ondas de imigração recente na França, registrando a presença de italianos, portugueses e árabes, de diferentes gerações.

Diversas lojas do centro comercial, principalmente o supermercado, seriam objeto de diversos assaltos, afastando os comerciantes e deixando várias lojas vazias, o que acabou por determinar sua demolição, no fim dos anos 1980. A rede de supermercados Franprix também optou pelo fechamento da loja da Cité Balzac; uma outra rede, de preços mais populares, o Lidl, abriu uma loja no térreo<sup>178</sup> de uma nova construção feita nos anos 1990 e acabou por também encerrar suas atividades alguns anos depois, pelos mesmos motivos. Nas proximidades do conjunto, havia ainda um campo de esportes provisório e uma igreja, que já existia anteriormente ao projeto e acabava por servir aos novos habitantes do conjunto. O clube de jovens previsto para o conjunto seria o maior dos três projetados para Vitry, com capacidade para receber 300 deles e realizar atividades culturais e profissionalizantes. Nunca seria construído.

---

<sup>174</sup> Algumas imagens reunidas na coleção do APMV que retratam o interior de um centro comercial, uma padaria, açougue e até mesmo uma joalheira foram incluídas numa exposição e na publicação que acompanha o documentário de Daniel Kupferstein (2007) *Paroles d'habitantes* mas não foram reconhecidas pelos antigos habitantes, revelando que provavelmente foram classificadas erroneamente, não sendo consideradas aqui, portanto. Ver *Maison des Projets* (2007) *Vitry évolue, Balzac se transforme* Vitry-sur-Seine

<sup>175</sup> 'Inaugurations' in *Vitry HAD* Out/1969 [APMV]

<sup>176</sup> Rabemanatsoa, Victor (1987) *Un cas particulier: Le 'Bistrot' de la cité Balzac* Memoire DESSEC [APMV]

<sup>177</sup> Salvatori, Olivier in *Nouvel Observateur* 'Vitry: la banlieue qui fait peur' 12/jan/1981

<sup>178</sup> No local, hoje existe uma mesquita.

## 2.5 A Sonacotra e as políticas de integração dos imigrantes

Para entender duas construções - o foyer Anselme Rondenay e a Cité de 'Transit 'des Portugais' - que fizeram parte da paisagem da Cité Balzac durante algumas décadas, precisamos recorrer a um panorama mais abrangente da conflituosa inserção dos imigrantes no parque público de habitação social. Diversos trabalhos foram publicados na última década sobre a questão da habitação dos imigrantes por pesquisadores como Marie-Claude Blanc-Chaléard, Vincent Viet e Muriel Cohen<sup>179</sup>, cruzando as histórias da imigração com a da habitação social, com resultados bastante reveladores dos conteúdos subjacentes das políticas públicas. Blanc-Chaléard detecta um paradoxo na história da habitação dos imigrantes na França, já no momento em que uma melhoria significativa nas condições de moradia dos imigrantes é que a questão torna-se um problema discutido publicamente.

A visibilidade e crescimento das favelas chama a atenção pública para o problema, abrindo o caminho para uma política humanitária embora um tanto desastrosa de absorção pelo parque HLM destas famílias de trabalhadores cuja imigração era estimulada pelo Estado, passando por diversas condições de habitação até alcançar os padrões de conforto moderno que estavam sendo propostos para os franceses. A tradução do termo *bidonville* por favela se apóia no relato de um antigo habitante, Mehdi Lallaoui, que constrói, entre a biografia e a história social, um valioso relato da trajetória daqueles que passaram do **Bidonville aos HLM** (1993): *“As favelas nem sempre cresceram na periferia das grandes metrópoles do Brasil ou do México. Na França, elas existiram e abrigaram centenas de milhares de pessoas: as chamávamos de bidonvilles.”*<sup>180</sup>

Nas primeiras linhas do seu livro, apresentando-o como um 'Álbum de família', ele lança mão da analogia com o caso brasileiro para explicar o fenômeno que se passava também no território francês, integrando em sua dinâmica imigrantes argelinos e portugueses, sobretudo. Segundo Annie Fourcaut (2011), estas dinâmicas precisam ser historicizadas para a compreensão das transformações dos *grands ensembles* em emblemas dos mesmos problemas sociais cuja solução propunham.

*“Mas os mais pobres — as famílias mais numerosas, as populações estrangeiras e imigrantes —, são alojados à parte: cortiços em cidades antigas, favelas, residências para imigrantes solteiros, pensões mobiliadas e cités de transit ou emergenciais. Essas moradias específicas, não raro dirigidas por assistentes sociais, são explicitamente destinadas aos 'socialmente inaptos' ou 'indesejáveis' (segundo o vocabulário dos anos 1960), que precisam ser educados antes de serem alojados nas novas cités construídas para os assalariados franceses, seguindo os métodos experimentais do período entreguerras nas cidades-jardim. Para os imigrantes argelinos foi criada em 1956 a Sonacotral, sociedade de economia mista controlada pelo Estado, que construiu residências para os trabalhadores. Em 1963, essa política foi estendida a todos os estrangeiros, não só àqueles de imigração argeli-*

---

<sup>179</sup> Ver Blanc-Chaléard, M.C. 'Les immigrés et le logement en France depuis le XIXème siècle - Une histoire paradoxale' in *Hommes et Migrations* N°1264 Nov/Dez 2006 e Viet V. *La politique du logement des immigrés* (1945-1990). In: *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*. N°64, octobre-décembre 1999. pp. 91-103; ver também Bernardot, Marc (2008) *Loger les immigrés: la Sonacotra (1956-2006)* Bellecombe en Bauges Ed. du Croquant.

<sup>180</sup> *“Las favelas n'ont pas toujours poussé en périphérie des grandes métropoles du Brésil ou du Mexique. En France, elles ont existé et abrité des centaines de milliers de personnes: on les nommait les bidonvilles.”* (Lallaoui, 1993)

na, numa época em que a economia francesa recorreu massivamente à mão-de-obra estrangeira magrebina, espanhola ou portuguesa.”<sup>181</sup>

Ao abrir seu escopo de atuação a outras nacionalidades para além dos argelinos, a Sonacotral transforma-se em Sonacotra, sob direção do ex-ministro da reconstrução e do urbanismo e resistente Eugène-Claudius Petit, que havia estimulado a realização das *Unités d’Habitation* de Le Corbusier, de quem era amigo pessoal. Eugène-Claudius Petit seria uma figura chave para os Trinta Gloriosos e para a história da habitação social na França do pós-guerra, cuja trajetória não cabe neste trabalho<sup>182</sup>.

O importante aqui é perceber a amplitude e importância da questão da habitação destes trabalhadores imigrantes, que merece o apoio e dedicação de uma figura emblemática da envergadura de Petit. Tratava-se de uma situação bastante delicada, já que significava levar às últimas consequências o discurso humanitário que justificava a ampla política de construção em massa conjuntos de habitação social; reservar o parque público de habitação aos franceses metropolitanos, como reivindicavam muitos deles, seria contrariar os discursos e a história da formação da população francesa, marcada pelas ondas de imigração sucessivas desde o século XIX. Danièle Voldman explica em detalhes o *imbroglio*:

“Os textos de criação dos órgãos públicos de habitação a preços moderados não davam indicações precisas sobre a nacionalidade dos candidatos à moradia. Os critérios de atribuição se apoiavam nas más condições de moradia dos requerentes, combinadas a uma renda limitada, mas de salário regular, reunindo franceses e estrangeiros indistintamente. Durante as décadas de 1920 e 1930, o órgão público pôs em prática a sua missão, favorecendo o alojamento de todos os trabalhadores, ajudando desta forma as empresas a recrutarem seus funcionários, e a nação, a abrigar todos aqueles que participavam de seu enriquecimento. (...) Sem obter provas precisas, parece, entretanto, que, em alguns casos, a comissão de atribuição do serviço público do Sena tenha admitido dossiês de todas as nacionalidades, mesmo sem acordos bilaterais. As dificuldades teriam começado com a independência da Argélia, alguns locatários passaram da condição de cidadãos franceses àquela de estrangeiros; mas um dos artigos dos acordos de Évian de março de 1962 estipulava expressamente que “aqueles vindos da Argélia e que residiam na França, em particular os trabalhadores, teriam os mesmos direitos que os trabalhadores de nacionalidade francesa, exceção feita aos direitos políticos. Depois, veio a política de reabsorção das favelas de Nanterre e Champigny, habitadas sobretudo por argelinos e portugueses, que interessavam diretamente ao serviço público (...). No dia 1º de outubro de 1968, um primeiro decreto do Ministério de Infraestrutura e Habitação obrigava todos os órgãos de HLM da região parisiense a realojar as famílias providas das favelas. A circular não dizia nada sobre a nacionalidade dessas famílias, perpetuando a indiferenciação da nacionalidade em benefício da situação financeira e da moradia precária. Seguiram-se

<sup>181</sup> “Mais les plus pauvres - les familles très nombreuses, les populations étrangères et immigrées -, sont logés à part: taudis des villes anciennes, bidonvilles, foyers pour célibataires immigrés, hôtels meublés, petites cités de transit ou d’urgence. Ces logements spécifiques, avec le plus souvent un encadrement par des travailleuses sociales, sont explicitement destinés aux ‘inadaptés sociaux’ ou ‘indésirables’ (suivant le vocabulaire des années 1960), qu’il faut éduquer avant de les loger dans les cités nouvelles construites pour les salariés français, suivant des méthodes expérimentés durant l’entre-deux-guerres dans les cités-jardins. Pour les migrants algériens est créée en 1956 la Sonacotral, société d’économie mixte contrôlée par l’État, qui construit des foyers pour travailleurs; en 1963 cette politique est étendue à tous les étrangers, et non plus à la seule migration algérienne, à une époque où l’économie française a massivement recours à la main d’oeuvre étrangère magrèbine, espagnole ou portugaise” (Fourcaut, Annie ‘Comprendre l’histoire des grands ensembles’ in Fourcaut, A. e Harismendy, F. (orgs.) 2011:213)

<sup>182</sup> Para conhecer mais sobre Eugène-Claudius Petit, ver Pouvreau, Benoit (2004) *Un politique en architecture* Editions Le Moniteur

*diversas circulares que destinaram uma porcentagem do parque imobiliário do serviço público e de outras entidades aos mal abrigados.*”<sup>183</sup>

O ‘Bidonville de Nanterre’ seria talvez o mais célebre dos territórios populares em torno de Paris que abrigavam gerações de imigrantes em sua entrada na capital, neste caso predominantemente mas não exclusivamente de origem magrebina. Tanto a tese de doutorado de Muriel Cohen (2013), *L’installation des familles algériennes en région parisienne: trajectoires migratoires et résidentielles entre situation coloniale et post-coloniale (1945-1985)*, quanto a história em quadrinhos *Demain, Demain - Nanterre, Bidonville de la folie (1962-1966)*, de Laurent Maffre (2012), nos colocam em contato com as microhistórias e as condições particulares nas quais uma das mais importantes favelas da região parisiense serviu de moradia provisória para um significativo contingente de argelinos, marroquinos e tunisianos sobretudo. Ambos os trabalhos, sob óticas evidentemente tão distintas quanto complementares, nutrem-se dos arquivos e dos ‘Dossiers des familles’ reunidos por Monique Hervo, ligada ao Serviço Civil Internacional (SCI), que prestou serviços sociais e morou no *bidonville* de la Folie entre 1959 e 1971<sup>184</sup>.

A erradicação deste ‘complexo de favelas’ liberou os terrenos para a construção do complexo de La Défense; os habitantes seriam provisoriamente alojados em Cités de Transit, alguns posteriormente seriam abrigados pelos HLM e muitos trabalhariam nos canteiros das novas construções. A violência das ações era personificada nos agentes das chamadas Brigadas Z, que tinham por tarefa impedir novas construções e demolir as existentes.

A guerra de independência da Argélia em curso até 1962 fazia com que fosse particularmente violento o ‘controle’ destas populações, os chamados Franceses Muçulmanos da Argélia, muitos deles engajados em movimentos pacíficos e armados pela libertação de seu país do domínio francês. O episódio da repressão das manifestações pacíficas em favor de uma ‘Argélia argelina’, em 17 de outubro de 1961, em Paris, que resultou em um banho de sangue e cadáveres boiando no Sena, é um dos tristes episódios dos conflitos entre os dois países que acabou por transformar na história o que eram considerados ‘eventos’ no reconhecimento de uma verdadeira guerra. Os impactos dela podem ser sentidos até os dias atuais, em uma diferenciação de parte a parte no tratamento das populações envolvidas no traumático processo de descolonização.

O caso da ‘absorção’ da população que habitava o *bidonville* Les Francs-Moisins, ao sul de St. Denis, também nos serve de referência para compreender a inserção destas populações nos *grands ensembles*, objeto de tese recente de Benoit Breville (2011), nos interessando particularmente pela perspectiva transnacional que compara as ações conhecidas como ‘*politique de la ville*’ na França

---

<sup>183</sup> “*Sans avoir de preuves précises, il semble néanmoins que, dans certains cas, la commission d’attribution de l’office de la Seine ait admis des dossiers de toutes nationalités, même sans accords bilatéraux. Les difficultés auraient pu commencer avec l’indépendance de l’Algérie, certains locataires passant de la condition de citoyens français à celle d’étrangers, mais un des articles des accords d’Évian de mars 1962 stipulait expressément que ‘les ressortissants algériens résidant en France, et notamment les travailleurs, [auraient] les mêmes droits que les nationaux français, à l’exception des droits politiques. Puis vint la politique de résorption des bidonvilles, ceux de Nanterre et Champigny, principalement peuplés d’Algériens et de Portugais, intéressant directement l’office.(...) Le 1er octobre 1968, un premier arrêté du ministère de l’Équipement et logement obligeait tous les organismes d’HLM de la région parisienne à reloger les familles issues des bidonvilles. La circulaire ne disait rien sur leur nationalité, perpétuant l’indifférenciation par l’appartenance nationale au profit de la situation financière et du mauvais logement. Il fut suivi de diverses circulaires réservant un pourcentage du parc de l’office et des autres organismes aux mal-logés.*” (Voldman, Danièle 2010, p.172-173)

<sup>184</sup> Ver também Hervo, Monique (2001) *Chronique du Bidonville - Nanterre en guerre d’Algérie, 1959-1962* Editions du Seuil

e no Canadá. Nas municipalidades comunistas como Vitry e St. Denis, a situação era sempre mais complexa, como destaca Blanc-Chaléard:

*“As coisas são mais ambíguas na escala das municipalidades comunistas, onde viviam muitos estrangeiros: é real a ajuda que prestam aos desamparados (especialmente os habitantes das favelas), elas colaboram espontaneamente com o departamento ou com o Estado em prol dos terrenos, mas lutam para reservar as HLM municipais aos mal abrigados da comuna e contam com a partida dos estrangeiros (pelo menos rumo às comunas vizinhas).”*<sup>185</sup>.

De acordo com o ‘Mapa das favelas’ de 1996 elaborado pelo Ministério do Interior, cerca de 1376 pessoas moravam em favelas em Vitry, uma das maiores concentrações deste tipo de habitação da região parisiense depois de Champigny, Nanterre, St. Denis e La Courneuve. Estes dados viriam a público para contestar uma série de reportagens do France-Soir (22/Out/1965) que davam conta de números muito maiores (Lalloui,1993).

A *Cité de Transit* realizada pela Sonacotra na Via Balzac, a partir de 1969, destinava-se a abrigar provisoriamente os habitantes removidos das favelas que existiam na comuna, espécie de estágio na trajetória residencial projetada, que resultaria na absorção destas populações no interior dos HLMs, inicialmente pensados para abrigar uma população operária e francesa *‘de souche’*<sup>186</sup>. O projeto de integração social que estava por trás da política dos *grands ensembles* tinha seus limites; em outras palavras, no plano do discurso as intenções eram bastante generosas e humanitárias, enquanto na prática tais posturas seriam questionadas, tanto pelos reponsáveis pela sua aplicação quanto pelos habitantes.

*“O modelo era o seguinte: reabsorção (algo traumatizante por si só, com escavadeiras e brigadas de demolição) e realojamentos autoritários – em foyers para os trabalhadores, e em cités de transit para as famílias ‘evoluídas’ (nomenclaturas oficiais). A regra para as HLM era a de dispersão, também chamada de regra de cotas, definidas entre 15 e 20% (o que subentendia trocas entre as cidades e as comunas), a fim de evitar problemas de coabitação com os franceses. Metade reciclagem de instrumentos destinados à assimilação das famílias argelinas (evitar os guetos), outra metade herança de uma reflexão sempre ativa sobre a adaptação dos pobres às habitações, esse contexto surge da confiança na ação do Estado para construir uma sociedade urbana harmoniosa baseada na diversidade.”*<sup>187</sup>

O abrigo (*foyer*) de trabalhadores solteiros da Rua Anselme Rondenay, gerido por uma organização patronal, já existia nos terrenos lindeiros à Cité Balzac anos antes de sua construção, como nos mostram as imagens da obra e as fotos aéreas anteriores. A construção foi edificada entre 1949 e 1960, pelo que podemos depreender a partir da análise do conjunto de fotos aéreas disponíveis no APMV. Se em imagens anteriores, de 1926 e 1936, o terreno que abrigará a Cité Balzac está praticamente desocupado, na fotografia de 1949 o terreno aparece repleto de pequenas construções,

<sup>185</sup> *“Les choses sont plus ambiguës à l’échelle des municipalités communistes, où vivaient de nombreux étrangers: leur aide aux démunis est réelle (notamment pour ceux des bidonvilles), elles collaborent assez volontiers avec le département ou l’État pour les terrains, mais elles luttent pour réserver les HLM municipaux aux mal-logés de la commune, et espèrent de départ des étrangers (au moins vers les communes voisines)”* Blanc-Chaléard, M.C. ‘Les immigrés et le logement en France depuis le XIXème siècle - Une histoire paradoxale’ in *Hommes et Migrations* N°1264 Nov/Dez 2006

<sup>186</sup> De ascendência francesa que remonta à algumas gerações.

<sup>187</sup> *“Le modèle était le suivant: résorption (traumatisante en soi, avec bulldozers et brigade Z), relogements autoritaires, en foyer pour les travailleurs, en cité de transit pour les familles ‘évoluées’ (formulations officielles). La règle pour les HLM était celle de la dispersion, autrement dit de quotas, définis entre 15% e 20%, (ce qui supposait des échanges entre les cités et les communes), afin d’éviter les problèmes de cohabitation avec les Français. Mi-recyclage des instruments destinés à l’assimilation des familles algériennes (éviter les ghettos), mi-héritage d’une réflexion toujours active sur l’adaptation des pauvres au logement, ce cadre relève de la confiance en l’action de l’État pour construire une société urbaine harmonieuse fondée sur la mixité.”* (Blanc-Chaléard, M.C.,2006)



que desaparecem na foto de 1960, uma vez edificado o *foyer*. De acordo com os relatos dos primeiros habitantes, recolhidos em 'ateliês de memória' organizados pelo Centro Social Balzac, havia também diversos casebres precários, grande parte em madeira, nos terrenos que receberiam o maior dos conjuntos de habitação social de Vitry, dado que pode ser confirmado através da análise do conjunto de fotografias aéreas disponíveis nos Arquivos Municipais Públicos de Vitry. Podemos supor que o *foyer* Rondenay tenha sido construído como uma primeira iniciativa no sentido de absorver esta população que ocupava as habitações precárias. Trata-se, no entanto, de uma iniciativa patronal, o que nos leva a crer que operários assalariados, empregados nas usinas e fábricas da proximidade, habitavam estas construções.

É importante notar também a passagem gradativa ao longo dos anos do termo 'trabalhadores imigrantes' para 'estrangeiros', como precisa Blanc-Chaléard, engendrando um outro tipo de tratamento, como veremos explicitamente no caso de Vitry. *"Enfim, se essa questão ganha mais importância no período dos 'imigrantes' (a nomenclatura oficial utilizada é 'trabalhadores imigrantes') do que no dos 'estrangeiros' (termo utilizado antes de 1939), é fato que esse rótulo abrange várias diferenças de situação e de tratamento, dando origem a intensas discriminações subsequentes"*<sup>188</sup>.

Se no plano do discurso os comunistas resistiam a estabelecer políticas que diferenciasssem proletários nacionais e estrangeiros, na prática, tais posturas acabavam por gerar questionamentos vindos de sua base eleitoral, como fica claro na declaração de um dos primeiros moradores da Cité Balzac incluída numa reportagem sensacionalista sobre a violência em Vitry, já nos anos 1980.

*"Para mim, há muitos estrangeiros em Balzac. Vou fazer um comentário um pouco racista, mas, de todo modo, todo mundo é racista, até mesmo eles próprios. E por mais que eu seja comunista, acho que a municipalidade está enganada. Por que as habitações vazias não são concedidas aos franceses? Muito em breve aqui vai ficar igual ao Marronniers: isso pertence a quem? Ao Chirac, claro! Ele só manda imigrantes para lá, e o faz de propósito, para nos sacanear."*<sup>189</sup>

Os blocos conhecidos como Marronniers haviam sido destinados inicialmente à relocação dos habitantes expulsos de Paris pelas operações de renovação dos *îlots insalubres*, como vimos mas ao longo do tempo, através dos mecanismos de atribuição das habitações, eles foram reunindo outras populações. Outra reportagem sobre a violência, já nos anos 1980, carrega nas tintas ao descrever a população dos Marronniers:

*"Na cité dos Marronniers ao lado e em outras, ainda vivem aquilo que os sociólogos chamam de 'lumpenproletariat' (massa proletária). Trata-se de pessoas que foram expulsas das favelas pelas operações de urbanismo ou que foram rejeitadas de Paris por causa da reforma de bairros antigos. Entre eles, há uma grande maioria de imigrantes misturados a alguns habitantes metropolitanos, uma mistura explosiva. Por parte das autoridades, as ideias eram generosas de início, mas elas deram errado e higienizaram esses orgulhosos conjuntos à*

---

<sup>188</sup> *"Enfin, s'il est plus question dans la période d'immigrés' (la formulation officielle est "travailleurs immigrés") que d'étrangers' (terme en usage avant 1939), il est vrai que cette étiquette recouvre bien des différences de situation et de traitement, à l'origine de fortes discriminations ultérieures"* (Blanc-Chaléard, M.C., 2006)

<sup>189</sup> *"Pour moi, y a trop d'étrangers à Balzac. C'est un peu raciste ce que je vais dire mais de toutes les façons, tout le monde est raciste, même eux. Et j'ai beau être communiste, je trouve que la municipalité a tort. Les logements vides, pourquoi qu'elle les donne pas à des Français? Bientôt ça va devenir comme aux Marronniers, à qui ça appartient? A Chirac, pardi! Il envoie là-bas que des immigrés, exprès pour nous emmerder"* Salvatori, Olivier in *Nouvel Observateur* 'Vitry: la banlieue qui fait peur' 12/jan/1981

*maneira do século XX, tornando-os um mundo como o de Dickens, revisado e corrigido pela técnica e pelos fantasmas indigestos de uma sociedade de consumo.*”<sup>190</sup>

Nas fotografias que registram a exposição de urbanismo em Vitry organizada pela municipalidade, realizada entre 7/Dez/1969 e 6/Fev/1970, aparecem painéis dedicados ao tema da absorção dos habitantes das favelas, no intuito de afastar o principal temor dos franceses: “*Para solucionar os problemas das favelas de Vitry, a cidade estabeleceu uma convenção com um órgão especializado, a Sonacotra. O realojamento de trabalhadores imigrantes não irá remover uma habitação sequer da população de origem francesa*”<sup>191</sup>.

Para além deste ‘problema’, que estará na origem de outros conflitos que criarão as condições para uma mudança significativa de discursos e posturas, a exposição de urbanismo nos serve como fonte para avaliar, naquele momento, pouco mais de um ano antes do falecimento de Mario Capra, as realizações efetivas do projeto *Grand Ensemble* e da ZUP, passados mais de uma década de sua criação. Estão prontas todas as construções previstas para a Cité Balzac, com exceção de alguns equipamentos como o Centro Esportivo Jules Valles e as novas construções no centro antigo da cidade, cujas obras então começavam. Nas imagens que retratam a inauguração vemos a galeria cheia de adultos e crianças que circulam entre painéis, políticos e maquetes; segundo o periódico municipal *Vitry Hier Aujourd Hui et Demain*, cerca de 2.000 pessoas teriam visitado a exposição. Várias maquetes em escalas diferentes apresentam os projetos dos equipamentos a construir e de zonas da cidade ainda por urbanizar.

Todos os aspectos da vida cotidiana da cidade são analisados: transportes, equipamentos, empregos e lazer. As principais realizações da SEMISE e do OPHLM projetados por Mario Capra como as *Cités* Colonel Fabien, Auber e Balzac são retratadas em seus melhores dias. As edificações do conjunto Robespierre, que seria construído sobre os terrenos do antigo centro histórico da cidade aparecem em maquetes, exatamente como foram edificadas na década seguinte. Painéis que apresentam a ação do OPHLM municipal desde sua primeira realização em 1925, alcançando então a marca de 3285 unidades construídas, além de locais comerciais, clubes de jovens, *foyers* como o da Rue des Fusillés.

Há ainda a evidência da permanência da utopia moderna, em seus últimos sopros, meses antes da circular do Ministro Guichard que condena o modelo dos grandes conjuntos: um dos painéis evoca a obra e o pensamento de Le Corbusier, incluindo a célebre imagem do ciclo solar presente em vários trabalhos do arquiteto franco-suíço, morto em 1965. O painel traz uma citação da Carta de Atenas, o que evidencia a presença de seus ‘mandamentos’ no projeto *Grand Ensemble* N°4:

---

<sup>190</sup> “*dans la cité des Marronniers toute proche et dans d’autres encore vit ce que les sociologues appellent le ‘lumpenproletariat’.* Il s’agit de gens chassés des bidonvilles par les opérations d’urbanisme ou rejetés de Paris par la rénovation des quartiers anciens. Parmi eux, une grande majorité d’immigrés, mélangés a quelques métropolitains, mélange explosif. De la part des autorités, des idées généreuses au départ, mais qui ont dérapé et transforme ces orgueilleux ensembles tels comme notre XXème siècle aspetise, en un monde à la Dickens, revu et corrigé par la technique et les fantasmes d’une société de consommation mal digérés” Colletta, Antoine 1980 ‘Les enfants turbulents de la Cité Balzac’ in *Le journal du dimanche* apud Heritier (1981).

<sup>191</sup> “*Pour résoudre les problèmes des bidonvilles à Vitry, la ville a passé une convention avec un organisme spécialisée, la Sonacotra. Le relogement des travailleurs immigrées n’enlèvera pas un seul logement de la population de origine française*” Expo Urbanisme, Fotografia do painel ‘Bidonvilles’ 1969-1970 [APMV]

“O sol, as áreas verdes e o espaço são as três matérias-primas do urbanismo... O urbanismo é a arte de dispor estabelecimentos humanos no espaço urbano de modo que as funções e as relações entre os homens sejam exercidas da maneira mais cômoda, mais econômica e mais harmoniosa.”<sup>192</sup>

Outra presença notável na exposição é a do brasileiro Oscar Niemeyer, que aparece entre Georges Gosnat e Mario Capra em fotografias publicadas no periódico local Vitry HAD, observando a maquete do Hotel de Ville em sua última versão após diversas revisões, obra maior de Mario Capra, projeto que seria abandonado logo após sua morte, em 1971. No plano nacional, o principal marco de uma mudança de rumos na política de construção dos *grands ensembles* e mesmo das *villes nouvelles*, a Circular emitida pelo então Ministro do território, equipamentos, habitação e turismo, Olivier Guichard, mostra, já no seu preâmbulo, que o discurso oficial estava mudando, incorporando as críticas da mídia e da opinião pública ao modo de produção dos *grands ensembles*: “Após consideráveis esforços realizados para aumentar a produção massiva de habitações novas, é atualmente indispensável responder com mais eficiência às aspirações a uma melhor qualidade habitacional e urbanística e lutar contra o desenvolvimento da segregação social pela habitação.”<sup>193</sup>

Marco incontornável na cronologia da história urbana francesa do século XX, é importante contextualizar o momento no qual a Circular Guichard é publicada e encerra um ciclo, como faz Manuel Castells:

“Apesar de todas as críticas, os Grandes Conjuntos se multiplicaram sobre a paisagem de Paris durante vinte anos. Eram a resposta do Estado às demandas de habitação. Inundavam o horizonte submergindo as imagens românticas de Paris e forjando uma nova e dura geração de moradores metropolitanos. Logo, um dia da primavera de 1973, desapareceram de repente como os dinossauros... Desde a primavera de 1973 em diante, não se construiu um só Grande Conjunto, nem outros substituiriam aos que se deterioravam. O conceito desapareceu. E, como os dinossauros, tratou-se de uma extinção repentina que, à primeira vista, segue sendo um mistério. Sem dúvida, os historiadores franceses, enroscados em seu cartesianismo, terão uma explicação definitiva: a ‘Circular Guichard’ de abril de 1973. Como de costume, considera-se que a história francesa foi mudada por decreto, de acordo com uma iniciativa do governo. É certo que a decisão do Senhor Guichard, ministro das obras públicas, de proibir a construção de qualquer conjunto residencial de mais de 2000 habitações, sentenciou a morte da fórmula urbana que havia caracterizado os subúrbios metropolitanos franceses durante muitos anos.” (Castells, 1986:121-122 apud Damiani, 1993:25).

O documento, seria definido pelo próprio Ministro em um debate sobre urbanismo na Assembléia Nacional<sup>194</sup> ‘de maneira um tanto simplista, mas sem traição, em poucas palavras: ‘Os grandes conjuntos são, a partir de agora, proibidos’. Praticamente, a circular estabelecia limites para as operações em função das cidades em que seriam inseridas, definindo alguns parâmetros para os projetos de novos conjuntos, inviabilizando o tipo de arquitetura e urbanismo que caracterizaram a era dos *grands ensembles*.

As crises do petróleo seria também sempre referenciadas como um marco conjuntural internacional que encerraria o período dos Trinta Gloriosos e teriam impactos nos modos de construir habi-

<sup>192</sup> “Le soleil, le verdure, l’espace sont les trois premiers matériaux de l’urbanisme... L’urbanisme est l’art de disposer dans l’espace urbain les établissements humains de telle sorte que les fonctions et les relations entre les hommes s’exercent de la façon la plus comode, la plus économique, la plus harmonieuse”. Fotografia de painel sem título 1969-1970 Expo Urbanisme [APMV]

<sup>193</sup> “Après les efforts considérables accomplis pour augmenter la production massive de logements neufs, il est aujourd’hui indispensable de répondre plus efficacement aux aspirations à une meilleure qualité de l’habitat et de l’urbanisme et de lutter contre le développement de la ségrégation sociale par l’habitat”. Guichard, Olivier (1973) in Tellier, Thibaud (2007) Les temps des HLM 1945-1975 la Saga urbaine des Trente Glorieuses Autrement

<sup>194</sup> No dia 17/mai/1973, precisamente. Ver Paquot, Thierry (Org.) (2008) Banlieues, une anthologie Lausanne Presses Polytechniques et universitaires romandes

tação social na França, sobretudo na pré-fabricação, uma vez que os custos dos fretes de pesados painéis em todo o país tornavam inviável este tipo de procedimento construtivo.

Curiosamente, o primeiro projeto que será inviabilizado pelas determinações da circular Guichard é o projeto elaborado por Oscar Niemeyer para a ZUP de Dieppe, municipalidade comunista na Normandia. O arquiteto brasileiro vai então publicar na revista *Architecture d'aujourd'hui* uma interessante e argumentada crítica à rigidez imposta pela circular, que obrigava o projetista a fragmentar o programa, prejudicando o conjunto e multiplicando os custos, apresentando alternativas, todas francamente piores do que a inicial, defendida pelo arquiteto até o momento em que ele abandona o projeto.

Em Vitry, a municipalidade comunista tentaria se colocar em posição de exigir que os compromissos assumidos ainda em tempos do Ministério da Construção sob a presidência do General de Gaulle fossem cumpridos pelos governos dos primeiros ministros Jacques Chaban-Delmas e Pierre Messmer durante o período de Georges Pompidou.

*“Uma circular ministerial, isso serve para quê? Em 1973, aparece a circular Olivier Guichard, então ministro de equipamento. Os grands ensembles são denunciados como inumanos: são vários guetos sociais que têm tendência, aos olhos do governo, a votar um pouco exageradamente à esquerda. O ministro ‘quer’ diminuir a densidade dos grands ensembles, criar espaços verdes, equipamentos socioculturais, misturar os alojamentos sociais e os de classe alta. Dois dias após o aparecimento de sua circular, o prefeito de Vitry escreve a Olivier Guichard para lhe propor de aplicar suas diretivas em Vitry, suprimindo um programa de 1.000 apartamentos de alto padrão que estavam por construir e dar lugar aos espaços verdes. O ministro não respondeu.”*<sup>195</sup>

Marcel Rosette, prefeito de Vitry-sur-Seine, procura se adiantar às consequências da Circular Guichard, tentando colaborar ativamente na indicação das urgências e possibilidades em jogo relativas à compleição do projeto *Grand Ensemble* na cidade. Em carta dirigida ao Ministro Guichard, Rosette tenta sugerir soluções para evitar a ‘segregação social pela habitação’:

*‘O senhor fala de frear a ‘segregação social pela habitação’, mas não é para diminuir a construção de apartamentos HLM nas comunidades como Vitry? Na operação ‘Grand Ensemble’ de nossa cidade, desde 1982, a Municipalidade teve de, com o apoio dos ‘mal logés’, intervir firmemente junto de seus serviços a fim de obter um número suficiente de alojamentos HLM. E hoje o senhor não poderá constatar segregação social lá. (...) É por isso que, já que o senhor se declara pronto para impor uma revisão ‘aos programas em curso quando eles não atingiram um estado irreversível’, nós lhe informamos que estamos prontos para formular propostas precisas correspondentes às necessidades dessa população.’*<sup>196</sup>

<sup>195</sup> *“Une circulaire ministérielle, ça sert a quoi? En 1973, paraît la circulaire d’Olivier Guichard, alors ministre de l’équipement. Les grands ensembles y sont dénoncés comme inhumains: ce sont de plus des ghettos sociaux qui ont tendance aux yeux du gouvernement à voter un peu trop à gauche. Le ministre ‘veut’ dédensifier les grands ensembles, créer des espaces verts, des équipements socio-culturels, mélanger logements sociaux et de standing. Deux jours après la parution de sa circulaire, le maire de Vitry écrit à Olivier Guichard pour lui proposer d’appliquer ses directives à Vitry en supprimant un programme de 1.000 logements ‘de standing’ qui restent à construire et faire à la place des espaces verts. Le ministre ne répondra jamais.”* Grand ensemble - L’État l’a commencé, il doit le terminer in *Vitry HAD* 1976 [APMV]

<sup>196</sup> *“Monsieur le Maire de Vitry, rappelle dans une démarche écrite auprès de Monsieur Olivier Guichard, les préoccupations manifestées par le Conseil Municipal ainsi que les revendications les plus urgentes exprimées par la population. (...) Rosette: ‘Vous parlez de freiner la ‘ségregation sociale par l’habitat’, mais n’est-ce pas pour diminuer la construction de logements HLM dans les communes comme Vitry? Dans l’opération ‘Grand Ensemble’ de notre ville, dès 1982, la Municipalité a dû, avec le soutien des mal-logés, intervenir fermement auprès de vos services afin d’obtenir un nombre suffisant de logements HLM. Et aujourd’hui vous ne pourrez pas y constater de ségregation sociale. (...) C’est pourquoi, puisque vous vous déclarez prêt a imposer une révision ‘aux programmes en cours quand ils n’ont pas atteint le stade de l’irréversible’, nous vous informons que nous sommes prêts à formuler des propositions précises correspondant aux besoins de cette population.’* Marcel Rosette: A propos des grands ensembles in *Vitry HAD* Mars-Avril/1973 [APMV]

Mais tarde, ao longo do mesmo ano, o Conselho Municipal concorda com a postura ministerial no sentido de limitar a construção de novas habitações. Diversos artigos no jornal local clamam pela construção dos equipamentos previstos no projeto inicial da ZUP de Vitry, em tom bastante reivindicativo e atento aos contornos cada vez mais flexíveis do discurso com relação ao projeto *Grand Ensemble*.

*“Hoje, com 88.000 habitantes, Vitry é a maior comuna do Val-de-Marne. (...) Mas a evolução da construção e da urbanização não pode continuar em tal ritmo sem criar sérios problemas aos habitantes da comunidade. Por isso, o Conselho Municipal considera que há lugar para limitar a construção e dar prioridade à realização de equipamentos, à criação de espaços verdes, à implantação de novos empregos. (...) Além disso, para evitar que esse desequilíbrio se agrave ainda mais, o Conselho Municipal estima que o limite de 100.000 habitantes não deve ser ultrapassado.”*<sup>197</sup>

Ao mesmo tempo, já depois do falecimento de Mario Capra, as realidades concretas do projeto começam a chamar a atenção também dos comunistas, que assumem que mesmo a ‘construção social’ da sociedade vitriota seria longe da ideal, para além das suas formas construídas. Mais ainda, elas dariam lugar a uma perigosa ilusão: *“Acreditar que podemos construir, em Vitry, uma pequena sociedade ideal, democrática, a cidade da Utopia, seria uma ilusão perigosa”*<sup>198</sup>.

Com relação à questão da imigração, as proposições em bloco do comunismo municipal eram claras no sentido de levar o princípio republicano da igualdade aos *‘travailleurs immigrés’* até suas últimas consequências, incluindo seus *“direitos políticos”*, pelo menos no plano do discurso, num primeiro momento. Essa posição será questionada eloquentemente já no começo dos anos 1980, como veremos a seguir. É importante destacar, no entanto, que imigrantes de uma onda um pouco mais antiga de imigração como Serge Povinha<sup>199</sup>, Capra e mesmo Marcel Rosette, já participavam ativamente da vida política local<sup>200</sup>. Estes personagens ainda seriam considerados imigrantes caso não lhes fosse concedida a nacionalidade francesa num momento de franca abertura a determinados fluxos migratórios, sobretudo dentro da Europa<sup>201</sup>. A princípio, os comunistas se colocariam firmemente ao lado dos trabalhadores imigrantes, contra a exploração dos patrões: *“Os trabalhadores imigrantes se beneficiarão dos mesmos direitos que os trabalhadores franceses. A lei garantirá seus direitos políticos, sociais e sindicais”*<sup>202</sup>.

---

<sup>197</sup> *“Aujourd’hui, avec 88.000 habitants, Vitry est la plus importante commune du Val-de-Marne. (...) Mais l’évolution de la construction et de l’urbanisation ne peut se poursuivre à un tel rythme sans créer de sérieux problèmes aux habitants de la commune. C’est pourquoi, le conseil municipal considère qu’il y a lieu de limiter la construction et de donner la priorité à la réalisation des équipements, à la création d’espaces verts, à l’implantation de nouveaux emplois. (...) Aussi, pour éviter que ce déséquilibre ne s’aggrave encore, le conseil municipal estime que le plafond de 100.000 habitants ne doit pas être dépassé.”* ‘Aujourd’hui, première ville du Val-de-Marne’ in *Vitry HAD* N°60 Oct.1975 APMV

<sup>198</sup> *“Croire que l’on peut construire, à Vitry, une petite société idéale, démocratique, la cité de l’Utopie, serait une illusion dangereuse.”* ‘Ce n’est pas la cité de l’utopie’ in *Vitry HAD* N°60 Oct.1975 APMV

<sup>199</sup> Nascido em Portugal em 1925 e naturalizado francês já em 1937, com doze anos, entra no PCF em 1948, chegando a ser Conselheiro Geral da Seine de 1959 a 1967 e premier adjoint da Prefeitura de Vitry. Ver J.P. Besse et Claude Pennetier 2009) in Pennetier, C. (org.) 2009 *Le Maitron: Figures militantes en Val-de-Marne 1870-1970* Ed. de l’Atelier

<sup>200</sup> Rosette era mestiço, filho de um descendente de escravos das Ilhas Maurício.

<sup>201</sup> Como veremos não será este o caso da imigração em direção da França metropolitana dentro dos chamados Territórios ou Departamentos ‘d’Outre Mer’, especialmente entre os territórios africanos que conquistam sua independência ao longo dos anos 1960.

<sup>202</sup> *“Les travailleurs immigrés bénéficieront des mêmes droits que les travailleurs français. La loi garantira leurs droits politiques, sociaux et syndicaux”* ‘Nouvelles difficultés pour les travailleurs immigrés’ in *Vitry HAD* Juillet/1973 [APMV]

No que tange a questão da habitação, a postura municipal era claramente a favor da integração dos habitantes nos HLM juntamente com as famílias operárias que ali viviam. No entanto, como se pode depreender do caso específico da Cité Balzac, a estratégia colocava em marcha um circuito de transferências de locatários mas mantinha o conjunto dos Marroniers, que pertencia originalmente ao *Office Public* de HLM de Paris, reservado às famílias originárias das *cités de transit*, que por sua vez teriam vindo dos *bidonvilles*.

No plano nacional, a eleição do “liberal independente” Valéry Giscard d’Estaing em 1974, após disputa acirrada com o candidato do Partido Socialista François Mitterand <sup>203</sup>, colocaria a municipalidade comunista em posição diametralmente oposta ao governo do primeiro ministro Jacques Chirac, o que dificultaria ainda mais a realização do projeto *Grand Ensemble* em Vitry. O governo de Jacques Chirac muda o tom do discurso atitude também com relação à imigração, tratada como problema, como questão social a ser resolvida energicamente.

*“O governo coloca em prática a partir de 1974 uma nova política de imigração autorizada, ajuda de regresso para os estrangeiros julgados responsáveis pela crise, manutenção no estado do número de estrangeiros (3,4 milhões em 1975), autorização do reagrupamento familiar, expulsão dos clandestinos. Almejada há 30 anos, essa política se direciona a dois objetivos: o sonho do fim da imigração, ou imigração zero, com o fim das fronteiras francesas e européias; a integração dos estrangeiros que são autorizados a continuar na sociedade francesa, pela escola, vida familiar, trabalho e condições de habitação semelhantes àquelas dos trabalhadores franceses. Essa política provoca modificações importantes nas paisagens urbanas: as favelas, que abrigavam os portugueses e os argelinos em condições indignas, são erradicadas por uma vigorosa política a partir de 1971, e sua população é realocada nos grands ensembles sociaux; a habitação social se abre de maneira bastante voluntarista, sob pressão dos intendentes às famílias estrangeiras, as quais se espera assim conduzir às normas de vida urbana da sociedade francesa”* <sup>204</sup>.

Monique Mercieca, conselheira geral de Vitry, esclarece as posições do PCF com relação ao tema. Paul Mercieca, prefeito de Vitry a partir de 1977 será protagonista, como veremos, da demolição das últimas *cités de transit* e de episódios controversos com relação à questão da imigração.

*“as propostas dos eleitos comunistas, a saber: o realojamento definitivo em Vitry e nos HLM de todas as famílias das cités de transit. Reservando um contingente de alojamentos do Office HLM de Paris aos locatários das cités de transit de Vitry. Que a cidade de Paris coloque à disposição da comuna os alojamentos de Bellevue e de Marroniers que ficaram vagos após os realojamentos efetuados pela municipalidade de Vitry em favor das famílias das cités de transit.”* <sup>205</sup>

<sup>203</sup> Prost, Antoine (2011) *Petite histoire de la France - De la belle époque a nous jours* Paris: Armand Colin 6ed.

<sup>204</sup> *“Le gouvernement met en oeuvre à partir de 1974 une nouvelle politique d’immigration autorisée, aide au retour pour les étrangers jugés responsables de la crise, maintien en l’état du nombre d’étrangers (3,4 millions en 1975), autorisation du regroupement familial, expulsion des clandestins. Poursuivie depuis trente ans, cette politique tend vers deux objectifs: le rêve de l’arrêt de l’immigration, ou immigration zéro, avec la fermeture des frontières françaises et européennes; l’intégrations des étrangers qui sont autorisés à rester dans la société française, par l’école, la vie familiale, le travail et des conditions de logement semblables à celles des travailleurs français. Cette politique entraîne d’importantes modifications des paysages urbains: les bidonvilles, qui logeaient les Portugais et les Algériens dans des conditions indignes, sont éradiqués par une politique vigoureuse à partir de 1971, et leur population relogée dans des grands ensembles sociaux; le logement social s’ouvre de façon très volontariste, sous la pression des préfets, aux familles étrangères, qu’on espère ainsi conduire aux normes de vie urbaine de la société française”* (Fourcaut, Annie ‘Comprendre l’histoire des grands ensembles’ in Fourcaut, A. e Harismendy, F. (orgs.) 2011, p.217)

<sup>205</sup> *“les propositions des élus communistes, a savoir: le relogement définitif à Vitry et en HLM de toutes les familles des cités de transit. En réservant un contingent de logements de l’Office HLM de Paris aux locataires des cités de transit de Vitry. Que la ville de Paris mette à disposition de la Commune les logements de Bellevue et des Marroniers devenus vacants à la suite des relogements effectués par la municipalité de Vitry en faveur des familles des cités de transit.”* Monique Mercieca: Sur les cités de transit’ in *Vitry HAD* Mars-Avril/1973 [APMV]

O PCF através de seus órgãos de comunicação, se mostrava, nos anos 1970, claramente em oposição à política geral de imigração que estava sendo posta em prática no plano nacional de incentivo e tolerância ao capital privado e industrial que recrutava mão-de-obra desqualificada e barata no Magreb e Europa do Sul. Com relação aos trabalhadores imigrantes já implantados e inseridos na economia e sociedade francesas, a posição dos comunistas era no sentido de garantir para eles os mesmos direitos dos trabalhadores eleitores franceses. Como veremos, a questão do voto será decisiva na reviravolta de posições e posturas com relação à imigração que eclodirão com os anos 1980.

*“É preciso colocar um fim na política escandalosa do poder face aos trabalhadores estrangeiros. Com a totalidade da população de Vitry, os eleitos pensam obter: (...) a adoção e a aplicação de um status democrático e social fundado sobre a igualdade dos trabalhadores imigrantes e franceses (garantia das liberdades individuais e coletivas – garantia contra as expulsões e as recusas da carte de séjour – benefício de esquemas concernentes à segurança social, acidentes de trabalho, licenças pagas, etc – alfabetização – realojamento décente).”<sup>206</sup>*

É conveniente sublinhar que já não há menção direta à concessão do direito do voto, o que vai pesar na balança das decisões políticas do PCF no momento seguinte, na virada para os anos 1980, quando as notícias dos conflitos e violências nas *cités* ocuparão os noticiários franceses e farão emergir uma ‘nova questão urbana’, que dará lugar ao surgimento de diversas estratégias e novas políticas experimentadas pelo governo para intervir nestes territórios ditos sensíveis.

---

<sup>206</sup> *“Il nous faut mettre un terme à la politique scandaleuse du pouvoir vis-à-vis des travailleurs étrangers. Avec l'ensemble de la population vitriote, les élus entendent obtenir: (...) l'adoption et application d'un statut démocratique et social fondé sur l'égalité des travailleurs immigrés et français (garantie des libertés individuelles et collectives - garantie contre les expulsions et les refus de carte de séjour - bénéficie des dispositions concernant la Sécurité Sociale, les accidents de travail, les congés payés, etc - alphabétisation - rélogement décent).”* “Nouvelles difficultés pour les travailleurs immigrés” in Vitry HAD Juillet/1973 [APMV]

### 3 O começo do fim ou a crise dos banlieues (1973-1995)

Desde o início dos anos 1980, tanto as células do PCF quanto o jornal local davam notícias do processo de degradação física e incivildades frequentes nos espaços comuns da Cité Balzac. Vitry-sur-Seine registra algumas das primeiras manifestações de violências, conflitos ou revoltas urbanas<sup>207</sup> pós-maio de 1968 nas periferias, como um dos primeiros assassinatos de um jovem árabe por um zelador de um edifício de habitação social (Les Montagnards, 1980), quase ao mesmo tempo em que se registravam os primeiros conflitos coletivos de jovens contra as forças da ordem nas periferias de Lyon (1981). Em Balzac tornaram-se frequentes os assaltos aos ônibus da linha 182 e 183, fazendo com que os condutores evitassem as paradas que serviam ao conjunto e também os assaltos ao centro comercial, fazendo com que fosse progressivamente esvaziado, o que acabou por ensejar a sua demolição no final dos anos 1980, comprometendo ainda mais a já precária qualidade de vida no conjunto.

Tentaremos situar o surgimento e a dimensão dos problemas que começam a aparecer em Balzac e em outras *cités* de Vitry e da França. Trata-se de mapear as diversas atitudes e posturas que surgem como respostas possíveis por parte da sociedade civil ou do Estado para tentar conter a chamada crise das *banlieues*, que começava a cumprir as mais sombrias previsões dos críticos dos *grands ensembles*, desde o seu aparecimento na paisagem francesa. Entre a mídia, políticos, intelectuais e cineastas, podemos dizer que críticas e mitos de distintas naturezas convergiram para a estigmatização dos grandes conjuntos. Certo é que podemos observar pelas estatísticas uma transformação do perfil populacional da maioria das *cités* e este será um fator explicativo de sua crise a partir do começo dos anos 1970.

Várias são as visões dos autores que se dedicam a analisar a história social destes *grands ensembles*. Praticamente todos eles recorrem, como parâmetro explicativo, a uma incontornável transformação do perfil social, étnico e etário dos habitantes das *cités*. Segundo esta linha interpretativa, *grosso modo*, ao longo dos anos, a pequena classe média francesa deixava os *grands ensembles*, estimulada por políticas governamentais de acesso à propriedade imobiliária privada (a partir da eleição de Valéry Giscard d'Estaing em 1974 mas sobretudo em 1977 com a lei Barre) e por uma certa repulsa 'cultural' à vida nos monótonos blocos e torres.

Diversas foram as posturas e colorações ideológicas daqueles que nos discursos se apropriaram dos fatos ligados ao desemprego, pequenos delitos, consumo e tráfico de drogas e conflitos coletivos com as forças da ordem, comuns nas periferias francesas, usando os dramas coletivos como plataformas político-eleitorais. Por isso, impõe-se a necessidade de entender o espírito e as nuances do conjunto de programas e ações coordenadas pelo poder público através de suas agências ao longo de aproximadamente duas décadas, que foram agrupadas sob o título de '*politique de la ville*', em ações que variaram de tom, entre tentativas de reabilitação física e a sócio-econômicas, conforme os problemas emergiam e ganhavam dimensão nacional. Os mecanismos de rejeição agiram em favor da concentração da pobreza e das condições problemáticas ali, associados à estigmatização histórica daquela *cité*, constituindo o quadro de premissas sobre as quais alguns episódios vão alavancar a transformação definitiva do bairro, que analisaremos no capítulo que encerra esta análise histórico-urbanística da Cité Balzac.

---

<sup>207</sup> Traduziremos livremente aqui o termo '*émeutes*' por 'revoltas urbanas'.



### 3.1 A emergência da violência e da mobilização social em Vitry-sur-Seine

Os mesmos anos que servem de marco para o fim do período “heróico” dos *grands ensembles*, com a publicação da Circular do Ministro Guichard (1973) e suas consequências imediatas, verão surgir as primeiras iniciativas para combater os problemas que desde então notabilizavam os territórios de habitação social. A criação dos primeiros grupos interministeriais *Habitat e Vie Sociale* (1973) é um marco cronológico importante para a ainda incompleta história das *Politiques de la Ville*. No mesmo ano, o jornal oficial de Vitry denuncia crimes racistas contra imigrantes ocorridos na cidade. “No começo do mês de julho, um operário português de 25 anos [Fernando Ramos], que trabalhava na [Companhia] Sebico, situada no Cais Jules-Guesde, foi morto por um comando racista. Esse assassinato segue uma série de atos de caráter fascista e racista em nossa cidade.”<sup>208</sup>

Este fato se inscreve em diversos outros crimes ocorridos nestes territórios que não receberiam a mesma atenção dos que foram objeto de destaque na imprensa no começo dos anos 1980, bastante mais mediatizados. Já nos anos 1970 aparecerão na imprensa local e nacional diversos indícios dos conflitos precocemente atribuídos à instalação de uma numerosa população sobre infraestruturas projetadas e construídas segundo concepção funcional dos espaços e industrial da construção. As notícias dos conflitos entre habitantes dos conjuntos, funcionários dos serviços públicos da municipalidade e órgãos de segurança, acabam por contribuir decisivamente para a mudança da imagem associada aos *grands ensembles* e à *banlieue* popular, territórios que comportam imensas desigualdades, habitados por populações bastante heterogêneas. Entre os próprios moradores, existem cisões e oposições frontais, sobretudo entre origens e tempo de habitação no conjunto, que, ao longo de sua história, foi mesclando famílias de imigrantes, famílias e indivíduos removidos de Paris pelas renovações urbanas e antigos habitantes das favelas e loteamentos irregulares da chamada ‘zona’, de acordo com o retrospecto de um dos responsáveis pelo trabalho social <sup>209</sup>. Entre os habitantes, desde cedo haveria alguma mobilização pela manutenção das condições de vida em Balzac e a favor de uma nova atitude com relação aos espaços coletivos e privados do conjunto.

“Nós, abaixo assinados, vimos uma vez mais, compartilhar nossas preocupações e também nossa indignação e nossa raiva, ao ver o entorno se degradar dia após dia, onde só acontecem demolições, roubos, furtos de todos os tipos. (...) É bastante anormal que um grupo de indesejados leve a vida dura a mais de dois mil lares, assim como a um centro comercial de utilidade pública que vai periclitara se nos recusarmos em intervir de maneira eficaz.”<sup>210</sup>

Mesmo no início dos anos 1970, a municipalidade comunista parece reconhecer e se preocupar com a questão da violência e da segurança nos conjuntos, através das células locais do PCF, do jornal *Vitry Hier, Aujourd’Hui et Demain*, o *Vitry HAD*, e mais tarde, através das organizações de locatários (*amicales*) da Cité Balzac, ligadas à Confederação Nacional de Locatários (CNL), por sua vez inserida na esfera de influências e poder do PCF.

---

<sup>208</sup> “Au début du mois de juillet, un ouvrier portugais de 25 ans [Fernando Ramos], travaillant chez SEBICO, quai Jules-Guesde, a été tué par un commando raciste. Cet assassinat fait suite à une série d’actes de caractère fasciste et raciste dans notre ville” ‘Non au racisme’ in *Vitry HAD* Juillet/1973 [APMV]

<sup>209</sup> Centre Culturel de Vitry (1986) *La banlieue agressée* Documentário, Cota 4 AV85 [ADVM]

<sup>210</sup> “Nous, soussignés, venons une fois de plus, vous faire part de nos préoccupations et aussi notre indignation et notre colère, de voir l’entourage se dégrader de jour en jour, ce n’est que démolitions, effractions, vols de toutes sortes. (...) il est véritablement anormal qu’un groupe d’indésirables mène la vie dure à plus de deux mille foyers, ainsi qu’à un centre commercial d’utilité publique qui va périliter si on refuse d’intervenir efficacement.” ‘Courrier des lecteurs - Quartier Balzac’ in *Vitry HAD*. N°74 Nov/1977 [APMV]

*“Uma recrudescência importante de agressões armadas, de roubos, furtos, assaltos a prédios municipais em diferentes bairros de Vitry se manifestou ao longo dos últimos meses. Assalto em um escritório de Correios, Telefones e Telégrafos, agressões de transeuntes na via pública, provocam uma viva comoção e instauram um clima de insegurança.”<sup>211</sup>*

O próprio partido questiona o papel da polícia, sob as ordens do Intendente do Val-de-Marne e normalmente contra as manifestações populares, enfatizando o clima de insegurança em prol da campanha pela implantação de uma delegacia de polícia em Vitry-sur-Seine, que já era naquele momento a maior e mais populosa comuna do departamento. *“Ao longo das manifestações, a polícia tem a tarefa de intimidar os trabalhadores e estudantes, mas em Vitry não tem nem mesmo delegacia para uma população de 90.000 habitantes.”<sup>212</sup>*

Certo é que algum tempo decorre entre os primeiros fatos e sua inserção no debate nacional, assim como alguma distância se percebe entre os episódios em seus contextos e as narrativas estigmatizantes que são veiculadas pela grande mídia. Annie Fourcaut explica a emergência da violência nos territórios de habitação como notícia para a história, para a opinião pública e para o debate político francês:

*“As primeiras violências nas cités de habitat social aparecem no decênio 1970-1980; pouco midiaticizadas no plano nacional, elas deixaram poucos traços na memória coletiva: em Courneuve, ao norte de Paris, em 1971, um jovem é morto no café “Le Narval”; na mesma cité em julho de 1983, uma criança algeriana de 10 anos é morta por um tiro de fuzil por um habitante, e o bairro pega fogo: na banlieue de Lyon, o primeiro incidente é em 1971, em Vaulx-en Velin, em uma cité construída para acolher os harkis, franceses muçulmanos da Argélia; 1975, primeiros roubos de instalações escolares, 1978, primeiros “rodeios”; motins de Minguettes em Vénissieux em 1981, onde a imprensa nacional mediatiza o fenômeno pela primeira vez, com reportagens televisivas que mostram os carros queimando aos pés das torres”.<sup>213</sup>*

Ainda em 1979, o militante comunista Pierre Heritier, habitante do bloco Touraine, que mais tarde se tornaria uma figura central na vida associativa local, denuncia a estigmatização crescente da Cité Balzac pela mídia, apoiada em ‘incidentes violentos’ ocorridos ali, reconhecendo no ar de Vitry um ‘clima de insegurança latente’.

*“Uma certa imprensa exerceu um papel bastante negativo ao exagerar voluntariamente as coisas. A partir de incidentes violentos que aconteceram por exemplo no ano passado e que precisamos condenar sem hesitação, as manchetes dos jornais, fãs do sensacionalismo, disseram francamente que Balzac era Chicago, o lugar ‘barra-pesada’... Os habitantes puderam ficar com medo; eu encontrei alguns outros completamente revoltados ao ver a caricatura que se fazia de seu bairro. (...) Esse bairro, um pouco isolado do resto da cidade abriga*

<sup>211</sup> *“Une recrudescence importante des agressions armées, de cambriolages, vols, saccages des bâtiments municipaux dans différents quartiers de Vitry s’est manifestée au cours des derniers mois. Hold-up dans un bureau de PTT, agressions de passants sur la voie publique, soulèvent une vive émotion et instaurent un climat d’insecurité”* La sécurité dans la ville’ in **Vitry HAD** Juillet/1973 APMV

<sup>212</sup> *“Lors des manifestations, la police est employée à des tâches d’intimidation contre les travailleurs et les étudiants, mais à Vitry il n’y a même pas de commissariat pour une population de 90.000 habitants.”* La sécurité dans la ville’ in **Vitry HAD** Juillet/1973 APMV

<sup>213</sup> *“Les premières violences dans les cités d’habitat social apparaissent dans la décennie 1970-1980; peu médiatisées sur le plan national, elles ont laissé peu de traces dans la mémoire collective: à la Courneuve, au Nord de Paris, en 1971, un jeune est tué au café “Le Narval”; dans la même cité en juillet 1983, un enfant algérien de 10 ans est tué par un coup de fusil par un habitant, et le quartier s’embrase; en banlieue lyonnaise, premier incident en 1971, à Vaulx-en Velin, dans une cité construite pour accueillir des harkis, Français musulmans d’Algérie; 1975, premières mises à sac de locaux scolaires, 1978, premiers “rodéos”; émeutes des Minguettes à Vénissieux en 1981, où la presse nationale mediatise le phénomène pour la première fois, avec des reportages télévisés qui montrent les voitures qui brûlent au pied des tours”* (Fourcaut, Annie in Fourcaut, A. e Harismendy, F. (orgs.) 2011, p.218-219)

*há muito tempo famílias no meio dos mais pobres. As crianças, muito numerosas e muito jovens estão muitas vezes largadas à sua própria sorte. Finalmente, são sobretudo os pequenos furtos, as degradações de todo tipo, os ruídos diversos, uma certa agressividade que perturbam a vida e criam um clima de insegurança latente.”<sup>214</sup>*

Fato é que, entre o final dos anos 1970 e começo dos anos 1980, os crimes racistas não eram novidade, como também não eram inéditas as cenas de violência dos policiais reprimindo duramente as manifestações populares de estudantes e militantes, sobretudo argelinos. No entanto, quando eles começam a acontecer nos espaços de habitação social e envolvem diretamente personagens ‘distantes socialmente mas próximos espacialmente’, muitas vezes radicalmente opostos politicamente, embebidos num caldo de tensões e incertezas ligadas à crise econômica, a ‘questão urbana’ parece mudar substancialmente, dando lugar a um novo tipo de política - a ‘*Politique de la Ville*’, que pudesse dar conta de estancar tal fissura no tecido social e na paisagem urbana francesas (Donzelot, 2009).

Parece-nos importante considerar também a visão de alguns dos “antagonistas” das políticas de “desenvolvimento social” e “renovação urbana”, que emergirão principalmente nos anos 1980 como resposta à crise das *banlieues*. O jornalista e sociólogo de origem árabe Mogniss Abdallah, militante da causa dos jovens “beurs”, nos traz uma significativa contribuição no sentido de compreender os contornos dos movimentos de defesa dos direitos dos jovens imigrantes árabes na França depois da guerra de independência da Argélia.

*“Em Vitry-sur-Seine, uma virulenta campanha contra a insegurança foi lançada em 1979, na sequência de uma briga na linha do ônibus 182 que sai da Cité Balzac. A imprensa divulga então ‘Chicago sur Seine’. Os CRS <sup>215</sup> patrulham a cité, metralhadoras à mão, e a (Central Sindical) CGT exige que os motoristas andem armados. As associações de locatários exigem a expulsão das “famílias muito turbulentas” devido ao barulho causado por seus filhos. E o prefeito, esperando a abertura da nova delegacia de polícia, que ele reivindica com todas as forças, incita a população a caçar ela mesma os delinquentes.”<sup>216</sup>*

Trata-se de uma visão bastante implicada nos acontecimentos, uma vez que o autor é ativista da causa dos immigrés, portanto bastante parcial, como aliás deve ser considerada a visão oficial dos periódicos editados pela prefeitura comunista de Vitry. Ao confrontar o discurso oficial com o dos jovens imigrantes através da pena de Mogniss, talvez seja possível identificar o surgimento de uma força que, ao longo do tempo, irá se opor frontalmente ao comunismo municipal. Uma vez que se trata de uma população em grande parte indiferente ao instrumento do voto, os meios de expressão de sua indignação face ao contexto de violência no qual estão implicados serão outros, ora fa-

---

**214** *“Une certaine presse a joué un rôle très négatif en exagérant volontairement les choses. A partir d’incidents violents qui se sont produits par exemple l’année dernière et qu’il faut condamner sans hésitation, les manchettes de ces journaux, friands de sensationnel, ont dit carrément que Balzac c’était Chicago, le coupe-gorge... Des habitants ont pu prendre peur; j’en ai reconstruit d’autres absolument révoltés de voir la caricature qu’on faisait de leur quartier. (...) Ce quartier, un peu isolé du reste de la ville abrite depuis très longtemps des familles parmi les plus pauvres. Les enfants, très nombreux et très jeunes sont souvent livrés à eux-mêmes. Finalement, ce sont surtout les petits vols, les dégradations en tout genre, les tapages divers, une certaine agressivité qui perturbent la vie et créent un climat d’insécurité latent.”* Pierre Heritier - Vivre tranquille’ in **Vitry HAD** N°89 Nov/1979 [APMV]

**215** Compagnies Républicaines de Sécurité (CRS): Equivalente francês à tropa de choque da Polícia Militar de São Paulo, especializada em conter e reprimir manifestações populares.

**216** *“À Vitry-sur-Seine, une virulente campagne contre l’insécurité a été lancée en 1979, à la suite d’une bagarre sur la ligne de bus 182 qui dessert la Cité Balzac. La presse tire alors ‘Chicago sur Seine’. Les CRS patrouillent dans la cité, mitraillette au poing, et la CGT demande que les machinistes soient armés. Des amicales de locataires demandent l’expulsion des “familles trop remuantes” en raison du bruit causé par leurs enfants. Et le maire, en attendant l’ouverture du nouveau commissariat de police, qu’il réclame à cor et a cri, incite la population à chasser elle-même les délinquants.”*(Abdallah, Mogniss, 2012:24)

zendo recurso à 'autogestão' dos espaços e da 'autodefesa' das cités, atitude que engendrará por sua vez uma nova espiral de violência, ora por meio de uma 'contracultura específica'.

*"Meu discurso como terrorista é também muito terrorista. Atualmente observamos em todos os lugares uma psicose coletiva. A imigração está sem dúvidas expondo isso através de uma contracultura específica. Mas ela pode também pegar as armas. (...) A 'contracultura específica' da qual ele fala nasce em reação aos crimes fascistas e aos suicídios que acabaram com a juventude 'imigrante', mas também através da multiplicação de iniciativas autônomas para que eles mesmos se responsabilizem, para que decidam seus próprios modos de socialização, sejam eles 'delinquentes', 'ilegais'. Nada a ver com a proliferação dos estudos sociológicos que tendem a infantilizá-los, e os recolocam em uma 'geração zero'."*<sup>217</sup>

Em Vitry, episódios de violência seguidos de mobilização dos jovens inscrevem a comuna na história da emergência das revoltas organizadas e sistemáticas de jovens dos grandes conjuntos. O assassinato do adolescente Abdel Kader Laraiche de 15 anos pelo zelador da Cité des Montagnards, Allée Jean Couzy, algumas centenas de metros da Cité Balzac, está na origem de importantes mobilizações que acabaram por ajudar a constituir ali um movimento de jovens magrebinos contra a violência policial e um certo 'racismo fino' destilado pelos vitriotas e parisienses de ascendência franca (*'de souche'*) com relação aos originários de suas antigas colônias. A municipalidade comunista, através do Vitry HAD, atribui o 'fato trágico' às tensões crescentes e às condições de vida nas cités, preocupada com os descaminhos que tal acontecimento poderia dar lugar.

*"Um acontecimento trágico, a morte de um jovem argelino de 15 anos, morto com um tiro calibre 22 de um rifle longo por um zelador da cité des Montagnards, veio ilustrar o clima difícil que reina em alguns bairros ou cités das cidades atualmente. Esse acontecimento ilustrou após outros, vários outros, cometidos em diferentes regiões, o perigo do recurso à 'autodefesa', e mostrou a quais gestos condenáveis pode levar a tentação de fazer justiça você mesmo. (...) Ela faria reinar a curto termo em nossas ruas e em nossas cités a lei da selva, e o remédio seria pior que o mal."*<sup>218</sup>

Pierre Heritier, então conselheiro municipal local, faz eco às reivindicações municipais por uma delegacia de polícia na cidade e, pouco antes do assassinato de Kader, detecta uma mudança significativa nos conflitos ligados à chamada 'pequena delinquência'.

*"É claro que uma presença regular e dissuasiva da polícia desencorajaria bastante os excessos de todo tipo, primeiro por evitar atos de agressão contra, por exemplo, trabalhadores que voltam para casa tarde da noite, mas também por acabar com a vontade de alguns de organizar suas próprias autodefesas. (...) eu gostaria de insistir também sobre um aspecto particular: várias pessoas, há pouco tempo, cediam e cedem ainda à introspecção e à agressividade; me parece que as coisas começam a mudar."*<sup>219</sup>

<sup>217</sup> *"Mon discours tout aussi terroriste qu'il soit est aussi très terroriste. Actuellement on observe partout une psychose collective. L'immigration, c'est sans doute à percer cela à travers une contreculture spécifique. Mais elle peut aussi prendre les armes. (...) La 'contreculture spécifique' dont il parle se forge en réaction aux crimes fascistes et aux suicides qui ont taillé à vif la jeunesse 'immigrée', mais aussi à travers la multiplication d'initiatives autonomes pour se prendre en charge eux-mêmes, pour décider de leurs propres modes de socialisation, fussent-ils 'délictueux', illégaux. Rien a voir avec la prolifération des études sociologiques qui tendent à les infantiliser, et les ramènent à une 'génération Zero'"* (Mogniss, 1982 in Question clefs N°2 - Jeunes immigrés hors les murs)

<sup>218</sup> *"Un fait tragique, la mort d'un jeune algérien de 15 ans, tué d'un balle de 22 long rifle par un gardien de la cité des Montagnards, est venu illustrer le climat difficile régnant dans certaines quartiers ou cités des villes d'aujourd'hui. Ce fait a illustré après d'autres, trop d'autres, commis dans différentes régions, le danger du recours à l'autodéfense, et montré à quels gestes condamnables peut mener la tentation de se faire justice soi même. (...) Elle ferait régner à court terme dans nos rues et dans nos cités la loi de la jungle, et le remède serait pire que le mal."* *"A nouveau, la sécurité publique"* in Vitry HAD Fev/1980 [APMV]

<sup>219</sup> *"Bien entendu une présence régulière et dissuasive de la police découragerait bien des excès à tous égards, d'abord pour éviter des actes d'agression à l'encontre par exemple de travailleurs qui reentrent tard le soir, mais aussi pour enlever toute envie à certains d'organiser leur propre autodéfense. (...) je voudrais insister aussi sur un aspect particulier: beaucoup de gens, il n'y a pas bien longtemps, cédaient et cèdent encore au repli sur soi ou à l'agressivité; il me semble que les choses commencent à changer."* Pierre Heritier - *Vivre tranquille* in Vitry HAD N°89 Nov/1979 [APMV]

A série de concertos *Rock Against Police* (RAP) <sup>220</sup>, surge neste momento como reação a uma série de assassinatos de jovens de origem magrebina, propondo a ocupação dos espaços públicos das *cités* com encontros para dar vazão à produção cultural dos jovens '*proletaires et immigrés*' organizados de maneira autônoma. O primeiro concerto RAP foi realizado em Paris no dia 19 de Abril de 1980, pouco depois do assassinato de 'Kader' em Vitry, marco inicial de uma série de marchas, publicações e mobilizações de jovens em diversas grandes e médias cidades francesas como Marseille, Nantes, Lyon e Strasbourg (*Rock Against Police*, 1980 e Mogniss, 2012).

*"A morte de Kader dia 16 de fevereiro de 1980 em Couzy (Vitry-sur-Seine), que aconteceu três semanas após a de Abdelkader em Valenton, engaja uma dinâmica de reação que se apoia sobre a capacidade de iniciativas próprias dos jovens da cité. (...) O concerto Rock Against Police devia permitir a estabilização das conquistas e a ampliação do campo de intervenções. Uma quinzena de pessoas, jovens das cités Balzac, Couzy, Marronniers organizam várias reuniões de preparação do concerto. O terreno é escolhido perto da Passagem Couzy, 'onde Kader foi assassinado' exigirão os jovens de Couzy."* <sup>221</sup>

As implicações políticas e os confrontos não seriam evitados pelo discurso do grupo, que propõe a ação em diversos campos contra a violência policial. Além dos concertos, o coletivo Mohamed, implicado nas mobilizações, realizou também alguns filmes em Super-8, divulgados em escolas e espaços improvisados de projeção em *cités* como Montagnards e Balzac, abrindo espaço para discussões e uma nova representação deles mesmos no campo cultural. Mesmo antes da morte de 'Kader', a produção e a projeção de pequenos filmes de ficção sobre problemas reais ambientadas nas *cités* servia como ocasião para a exposição e discussão dos problemas cotidianos vividos pelos jovens e das atitudes a tomar face às adversidades impostas pela sociedade francesa à integração dos imigrantes.

*"Couzy-Balzac, 80% de imigrantes. É sobre o tema da violência que nasce a idéia de fazer um filme, os policiais tendo decidido fazer um controle de identidade agressivo contra um motociclista imigrante. É o conjunto da cité que responde vindo quebrar a cabeça deles. A partir disso, a municipalidade de 'esquerda' começa uma campanha sobre a segurança e exige a implantação de uma delegacia, sendo o filme, no começo, um dos meios de resposta contra essa campanha. (...) Em seguida, esse entusiasmo e as discussões se engajam sobre o que é condenável, assim um dos atores do filme, que explica que os policiais são como os SS mas que são necessários, ainda assim, se viu prometendo uma surra em um policial na próxima vez que o pegassem. (...) Então, soube-se que o filme não tratava mais da violência policial, mas antes das condições de sobrevivência dos jovens imigrantes na banlieue parisiense. O filme também conseguiu, aliás, engajar a reflexão sobre o futuro*

---

<sup>220</sup> Devemos esta importante referência da mobilização popular, bem como diversas indicações de fontes, ao colega Karim Taharount, doutorando em História ligado ao Centre d'Histoire Sociale du XXème, que desenvolve uma tese justamente sobre a história das mobilizações populares dos jovens das *cités*, tema que toca nosso objeto de estudo mas se estende muito além dele.

<sup>221</sup> *"La mort de Kader le 16 février 1980 à Couzy (Vitry-sur-Seine), qui fait suite de trois semaines à celle de Abdelkader a Valenton, enclenche une dynamique de riposte qui s'appuie sur la capacité d'initiatives en propre des jeunes de la cité. (...) Le concert Rock Against Police devait permettre de stabiliser les acquis et d'élargir le champ d'interventions. Un quinzaine de personnes, jeunes des cités Balzac, Couzy, Marronnier tiennent plusieurs réunions de préparations du concert. Le terrain est choisi près d'allé Couzy, 'là ou a été assassiné Kader' exigeront les jeunes de Couzy."* Reappropriation de Vitry' in *Rock Against Police*, 1980 Disponível em [www.pleade.org](http://www.pleade.org)

(um dos garotos contando sobre a vida no ano 2000). Para os dois grupos 'Couzy-Balzac o filme' (os filmes) foi um momento privilegiado de expressão, em primeiro lugar, e depois um meio de comunicação.”<sup>222</sup>

A ficção nutre-se dos fatos e conflitos característicos de uma dura realidade; a política impõe-se nos domínios da cultura. Instaura-se uma certa 'confusão' entre os campos político e cultural que será presente no panorama da produção ligada a estes territórios nas décadas seguintes.

*“Nós assistimos durante os últimos dez anos a um concentração sobre o cultural. Isso é particularmente verdadeiro para a militância imigrante que até mesmo inventou uma nova 'Cultura Imigrante'. Uma maneira difusa em todo caso para escapar da vigilância policial. A animação cultural constituiu então um meio de reciclagem dos 'políticos', de novo em contato com o 'social' em questão. Os jovens imigrantes foram assim repentinamente implicados a um processo de redefinição política e cultural dos mais velhos. Eles tornaram-se cobaias ao alcance da mão.”*<sup>223</sup>

As mídias impressa e televisiva tratou do assunto de maneira bastante estigmatizante, procurando ver em Balzac uma nova Chicago, o que ajudou a engendrar ali, desde os anos 1980, uma dinâmica de apropriação dos meios pelos quais se produziria a imagem do bairro no sentido de tentar intervir nos processos de representação e renovação do espaço construído, como veremos. De fato, a cobertura dos fatos pela grande mídia tendeu a reforçar preconceitos e a privilegiar uma versão dos acontecimentos que procurou justificar o incidente de maneira bastante parcial<sup>224</sup>.

*“Não é fácil ser zelador na passagem Jean-Couzy, fazer respeitar a calma, a propriedade em face de trezentos jovens que fizeram desse pedaço de terra bloqueado entre dois imóveis sua fortaleza. (...) Sábado 16 de fevereiro, ele matou um argelino, um garoto de quinze anos e meio, Abdelkader Lerache, com uma bala de carabina calibre 22 na cabeça. Por que de repente esse drama? Acerto de contas, dizem alguns, fatalidade, precisam outros, saída lógica, acrescentam os últimos, que lembram que o zelador já havia, há alguns meses, ameaçado crianças de seis a sete anos com sua carabina.”*<sup>225</sup>

A narrativa que passa pela imagem caricata da *banlieue*, que se remete à tensão existente no ar, culpa o urbanismo funcionalista e nos traz de volta para uma normalidade banal e cotidiana ca-

<sup>222</sup> “Couzy-Balzac, 80% d'immigrés. C'est sur le thème de la violence que naît l'idée de faire un film, des flics ayant décidé un contrôle d'identité musclé contre un motard immigré. C'est l'ensemble de la cité qui riposte en venant leur casser la tête. A partir de là, la municipalité de 'gauche' démarre une campagne sur la sécurité et demande l'implantation d'un commissariat, le film se veut au départ un des moyens de riposte contre cette campagne. (...) Tout de suite c'est l'enthousiasme et les discussions s'engagent sur ce qui est bidon, ainsi un des intervenants du film, qui explique que les flics son des SS mais qu'il en faut quand même, s'est vu promettre une bourre la prochaine fois qu'ils l'attrapaient.(...) Il est alors apparu que le film ne traitait plus de la violence policière mais plutôt des conditions de survie de jeunes lascards immigrés dans la banlieue parisienne. Le film a d'ailleurs aussi permis d'engager la réflexion dur l'avenir (un des gars racontant même la vie en l'an 2000). Pour les deux groupes Couzy-Balzac le film (les films) a été un moment privilégié d'expression d'abord puis un moyen de communication ensuite.” (Sans Frontière 2/Oct/1979 p.14)

<sup>223</sup> “On a assisté ces dix dernières années à un rempli sur le culturel. C'est particulièrement vrai pour la militance immigré qui a même inventé de toute pièce une nouvelle 'Culture Immigré'. Une manière diffuse en tout cas pour sortir de l'ornière politicienne. L'animation culturelle a donc constitué un moyen de recyclage des 'politiques', de nouveau en contact avec le 'social' sur le terrain. Les jeunes immigrés ont ainsi à leur insu été impliqué dans un processus de redefinição politique e culturelle de leurs aînés. Ils sont devenus de cobayes à portée de la main.” (Les lascards s'organisent - Interview de 'Rock Against Police' in Question clefs N°2 - Jeunes immigrés hors les murs 1982,p.54)

<sup>224</sup> De uma perspectiva bastante diversa, Patrick Champagne entrevista, da voz e personalidade a um casal de zeladores de uma cité HLM francesa em Bourdieu (1993:211-242).

<sup>225</sup> “Pas facile d'être gardien dans l'allée Jean-Couzy, de faire respecter le calme, la propreté face à trois cents jeunes qui ont fait de cette bande de terrain coincé entre deux immeubles, leur fief.(...) Samedi 16 février, il a tué un Algérien, un gamin de quinze ans et demi, Abdelkader Lerache, d'une balle de carabine 22 long rifle dans la tête. Pourquoi soudain ce drame? Ras le bol, disent les uns, fatalité, précisent les autres, issue logique, ajoutent les derniers, qui rappellent que le gardien avait déjà, il y a quelques mois "braqué" des enfants de six à sept ans avec sa carabine.” Bole-Richard, Michel 'À Vitry Un adolescent algérien est tué par un gardien d'immeuble' in Le Monde, 20/Fev/1980

racterística destes territórios, seria uma constante no relato das mídias sobre os casos de violência envolvendo as *cités* e seus habitantes, como veremos.

*“Na segunda-feira, a cité des Montagnards havia reencontrado seu aspecto habitual. Sem raiva, sem rancor aparente. Os grupos de jovens se aborrecem diante das escadarias cobertas de graffiti. As crianças se arrastam nos gramados onde a mata já desapareceu faz tempo. Os ciclomotores aceleram. Banalidade dos grands ensembles. Um cenário sempre idêntico para problemas cem vezes evocados.”*<sup>226</sup>

Para além de bancar o investigador ou sociólogo que tenta compreender e explicar o ocorrido, o jornalista Michel Bole-Richard constata a ‘impotência’ da polícia nestes territórios, prevendo um aumento inevitável de violências e conflitos.

*“Mesmo a polícia é impotente. Não há uma semana sequer sem que ela não seja solicitada. Dia 7 de novembro de 1977, três guardas haviam sido atacados e maltratados pelos jovens da cité Couzy, como é conhecida (Le Monde, 10 de novembro de 1977). Não é bom ser policial nesse bairro de pequena delinquência. Há muito tempo os guardas já não se aventuram mais nos porões. A construção de uma delegacia em Vitry não mudará nada o problema. Hoje, é em Couzy, amanhã, será de novo na cité Balzac ou na dos Marronniers. A violência constante recomeçou.”*<sup>227</sup>

Curiosamente, no ano anterior, por ocasião das agressões aos motoristas do ônibus da linha 182, então único meio de transporte que conecta diretamente Balzac à Paris, o mesmo jornal dá voz à municipalidade comunista de Vitry-sur-Seine e seus agentes locais, que protestam contra a estigmatização crescente do bairro na mídia.

*“Na portaria dos cinco prédios (sic.) de 168 apartamentos, a seção do P.C. Balzac fez um trato: ‘Não aos atos de violência! Nós exigimos do prefeito o compromisso por uma verdadeira segurança permanente. Defendamos o serviço público!’. Uma manifestação ocorreu no sábado dia 1º de dezembro diante da escola Anatole-France. ‘Tudo o que estão contando há alguns dias a propósito do nosso conjunto é falso, totalmente falso, protesta o guarda. Com o número de pessoas que vivem aqui, isso é quase nada! E os jovens, não nos esquecemos deles, e desempregados na maior parte. Não, senhor, aqui nós somos pessoas tranquilas...’. É também a fala da municipalidade de Vitry, que se levantou, em um comunicado, contra as asserções de alguns jornais: ‘o bairro de Vitry incriminado e menos ainda a Cité Balzac não constituem uma ‘concentração de delinquência’, podíamos ler neles.”*<sup>228</sup>

O jornalista, no entanto, não se furta de elocubrar sobre as causas dos conflitos, atribuindo a culpa ao ‘cenário destes subúrbios’. “O que os explica também, talvez ainda com mais segurança, é o cenário dos

---

<sup>226</sup> *“Lundi, la cité des Montagnards avait retrouvé son aspect habituel. Pas de haine, ni de rancune apparemment. Les groupes de jeunes s’ennuient debout devant les cages d’escalier couvertes de graffiti. Les enfants se traînent sur les pelouses où l’herbe a disparu depuis longtemps. Les cyclomoteurs pétaradent. Banalité des grands ensembles. Un décor toujours identique pour des problèmes cent fois évoqués.”* Bole-Richard, Michel ‘À Vitry Un adolescent algérien est tué par un gardien d’immeuble’ in *Le Monde*, 20/Fev/1980

<sup>227</sup> *“Même la police est impuissante. Il ne se passe pas de semaine sans que celle-ci soit sollicitée. Le 7 novembre 1977, trois gardiens de la paix avaient été pris à partie et malmenés par les jeunes de la cité Couzy, comme on l’appelle (le Monde du 10 novembre 1977). Il ne fait pas bon être policier dans ce quartier de la petite délinquance. Il y a longtemps que les gardiens de la paix ne s’aventurent plus dans les caves. La construction d’un commissariat à Vitry ne changera rien au problème. Aujourd’hui, c’est à Couzy, demain, ce sera à nouveau la cité Balzac ou celle des Marronniers. La violence sans cesse recommencée.”* Bole-Richard, Michel ‘À Vitry Un adolescent algérien est tué par un gardien d’immeuble’ in *Le Monde*, 20/Fev/1980

<sup>228</sup> *“Dans le local du gardien de l’un des cinq immeubles de cent soixante-huit logements, la section du P.C. Balzac a proposé un tract: ‘Non aux actes de violence! Nous exigeons du préfet l’engagement d’une réelle sécurité permanente. Défendons le service public!’ Une manifestation a eu lieu samedi 1er décembre devant l’école Anatole-France. ‘Tout ce qu’on a raconté depuis quelques jours à propos de notre ensemble est faux, totalement faux, proteste le gardien. Avec le nombre de gens qui vivent ici, c’est pratiquement rien! Et des jeunes, on n’en manque pas, et chômeurs pour la plupart. Non, monsieur, ici on est des gens tranquilles...’. C’est aussi le langage de la municipalité de Vitry, qui s’est élevée, dans un communiqué, contre les assertions de certains journaux: ‘Le quartier de Vitry incriminé et encore moins la cité Balzac ne constituent un ‘abcès de délinquance’, y pouvait-on lire.”* Durand-Souffland, J.-M. ‘Des voyous, pas des délinquants’ in *Le Monde*, 04/Dez/1979

*banlieues. As fachadas melancólicas, os espaços vazios, os estacionamento que as crianças, na falta de coisa melhor, transformam em quadras de futebol, essas casernas grandes, esse universo com a cor da miséria e do tédio...*”<sup>229</sup>

É através de uma descrição do ambiente cheia de lugares comuns e adjetivos e a partir das opiniões contundentes de habitantes anônimos das *cités* em questão que o *Le Monde* analisa as mobilizações populares que se sucederam ao assassinato de Kader.

*“Um céu azul e frio, mas a sombra do concreto nas ruas de Vitry (Val-de-Marne) não faz a trupe recuar: cerca de trezentos jovens acompanhados por alguns pais manifestaram, no sábado dia 23 de fevereiro, de cité em cité pela memória de Abdelkader Laïrech, o argelino de quinze anos morto por um zelador (Le Monde, 20 de fevereiro). Em Montagnards, onde, desde o drama, a polícia ocupa o alojamento deserto, a vida retoma aos poucos. Homens entram e saem para as compras, suas mulheres atrás das redes observam as crianças que se preparam para manifestar e desenrolam as bandeiras: ‘Eles assassinaram Kader’; ‘Todos contra esses crimes’; ‘Francês-imigrante, a mesma luta.’”*<sup>230</sup>

Constantemente e por diversos personagens, a arquitetura dos *grands ensembles* e o concreto são apontados como responsáveis pela violência, como se depreende das declarações de um antigo habitante que o jornalista encontra em uma floricultura próxima da Cité Balzac. *“Um cliente, um buquê de violetas na mão, se lembra: ‘Eu morei na cité. Eu tinha sempre um punhal comigo. É o problema dos grands ensembles. Nós morremos neles. Não é divertido ter vinte anos no concreto.’”*<sup>231</sup>

Por outro lado, é preciso reconhecer que a proposta de alguns destes jovens era claramente no sentido de partir para o enfrentamento direto das forças policiais, inserindo suas estratégias numa ‘determinada tradição’ de ‘usos subversivos’ de ‘culturas urbanas’.

*“Mas o que nós queremos trabalhar mais a fundo é o uso subversivo que podemos fazer de certas tradições e é sobretudo a origem das culturas urbanas. Não é complicado, em todos os centros urbanos do mundo as pessoas se revoltam hoje em dia como os negros americanos dos ‘ghetos’: é a revolta. Cairo, Casablanca, Zurique, Brixton, Liverpool, São Paulo..., as pessoas se revoltam da mesma maneira contra a mesma política monetarista.”*<sup>232</sup>

Nossa intenção aqui não é tentar reconstituir estes fatos trágicos nem nos alongar em questões controversas que já foram objeto de muita polêmica na França e que extrapola os limites do nosso estudo mas reconstruir historicamente a emergência de forças políticas nas *cités* de Vitry que

<sup>229</sup> *“Ce qui les explique aussi, peut-être plus sûrement encore, c’est le décor de ces banlieues. Ces façades mornes, ces espaces pelés, ces parkings que les gosses, faute de mieux, transforment en terrains de foot, ces grandes casernes, cet univers couleur de misère et d’ennui...”* Durand-Souffland, J.-M. ‘Des voyous, pas des délinquants’ in *Le Monde*, 04/dez/1979

<sup>230</sup> *“Un ciel bleu et froid, mais l’ombre du béton dans les rues de Vitry (Val-de-Marne) ne fait pas reculer la troupe: trois cents jeunes environ, rejoints sur le trajet par quelques parents, ont manifesté, samedi 23 février, de cité en cité à la mémoire d’Abdelkader Laïrech, l’Algérien de quinze ans tué par un gardien d’immeuble (le Monde du 20 février). Aux Montagnards, où, depuis le drame, la police occupe la loge désertée, la vie a repris à petits pas. Des hommes entrent et sortent pour les courses, leurs femmes derrière les rideaux observent les enfants qui se préparent à manifester et déroulent des banderoles: ‘Ils ont assassiné Kader’; ‘Tous contre ces crimes’; ‘Français - immigrés même combat.’”* Collombani, Christian ‘De là a tuer un enfant...’ in *Le Monde* 20/fev/1980

<sup>231</sup> *“Un client, un bouquet de violettes à la main, se souvient: ‘J’ai habité la cité. J’avais toujours un poignard sur moi. C’est la faute des grands ensembles. On en crève. Ce n’est pas drôle d’avoir vingt ans dans le béton.’”* Collombani, Christian ‘De là a tuer un enfant...’ in *Le Monde* 20/fev/1980

<sup>232</sup> *“Mais nous ce qu’on veut bosser plus à fond c’est l’usage subversif qu’on peut faire de certaines traditions et c’est surtout les origines des cultures urbaines. C’est pas compliqué, dans tous les centres urbains du monde les gens se révoltent aujourd’hui comme les noirs américains des ‘ghetos’: c’est l’éméute. Le Caire, Casablanca, Zurich, Brixton, Liverpool, Sao-Paulo..., les gens se révoltent de la même manière contre la même politique monétariste.”* Les lascards s’organisent - Interview de ‘Rock Against Police’ in Mogniss (1982) *Question clefs* N°2 - Jeunes immigrés hors les murs, p.57



constituirão oposição frontal ao PC local e qual é o peso deste processo na apropriação dos jovens dos espaços coletivos das *cités* e na sua reconfiguração e ressignificação do conjunto.

*“Em Montigny como em Vitry, as autoridades comunistas não hesitam em exigir que ‘os causadores de problemas sejam punidos, indo até mesmo à expulsão’. E, retocam, ‘nós não temos lições antirracistas a receber de ninguém’. Rock Against Police denuncia um ‘antirracismo abstrato’, todo em discurso e em posturas: nos salões municipais, nos vangloriamos de uma solidariedade longuínqua com os sul-africanos em luta contra o apartheid ou de uma abertura para a ‘cultura do outro’. Mas em suas próprias cidades, esses mesmos antirracistas praticam uma gestão racista contra as populações árabe, negro-africana e antilhana, ou ainda cigana, que eles justificam em nome da insegurança ou de um enigmático ‘limite de tolerância’. E eles chamam a polícia para aplicar uma repressão de Estado, cujos controles aos indesejados são apenas a parte que emerge.”*<sup>233</sup>

A contraposição com relação aos poderes instituídos e com o comunismo municipal é clara; o movimento de encontro dos jovens em torno da produção musical como forma de expressão de uma revolta latente vai ser encarada como meio primordial de ação. A sigla RAP mais tarde designará um outro tipo de expressão dos jovens das periferias das cidades globais, que, embora nada tenha a ver com o Rock Against Police, emerge nos mesmos territórios, evocando influências principalmente norteamericanas. É importante refletir sobre as similitudes e dissonâncias destas expressões distintas para tentar entender a construção de uma ‘cultura específica’ ligada às condições de vida nos grandes conjuntos habitacionais. *“O RAP é hoje em dia um cavalo de troia no bastião ‘comunista’ de Vitry (...). Não como um fim em si ou como pretexto (como manipulação do cultural pelo político), mas como lugar de valorização da dinâmica social dos grupos de rock.”*<sup>234</sup>

O jornal ligado à causa dos ‘*jeunes proletaires et immigrés*’ **Sans Frontière** reconhece a força dos movimentos surgidos com a nova década a partir da articulação dos grupos locais, sublinhando seus limites estéticos e enfatizando seu sentido. *“Esteticamente medíocres, mas impregnados de uma consciência aguda da vida no quotidiano. De onde a violência de sua música.”*<sup>235</sup> Através dos artigos escritos pelos próprios jovens - ou de seus interlocutores, podemos ter uma noção um pouco mais concreta do tal clima de tensão latente, bem como das referências políticas e históricas mobilizados pelos jovens em seus movimentos, bastante conectados com outras expressões de revolta e de ativismo da década anterior.

*“Na cité Balzac, vizinha a Couzy, era esperada uma entrada assassina dos tiras há três meses, a reação deles foi diversa, ou como em Nanterre após o mapeamento pelos CRS das *cités*. Alguns estocam armas, outros dão de ombros e estão fugindo. Às vezes eles têm acesso a modelos, propagados no mundo político que eles cerca-*

---

<sup>233</sup> *“À Montigny comme à Vitry, les édiles communistes n’hésitent pas à exiger ‘que les fauteurs de trouble soient punis, allant même jusqu’à l’expulsion’. Et, rétoquent-ils, ‘nous n’avons de leçons d’antiracisme à recevoir de personne’. Rock against Police dénonce un ‘antiracisme abstrait’, tout en discours et en postures: dans les salons municipaux, on se targue d’une solidarité lointaine avec les Sud-Africains en lutte contre l’apartheid ou de l’ouverture sur la ‘culture de l’autre’. Mais dans leur propres villes, ces mêmes antiracistes pratiquent une gestion in fine raciste à l’encontre des populations arabe, noire africaine et antillaise, ou encore gitane, qu’ils justifient en nom de l’insécurité ou d’un énigmatique ‘seuil de tolérance’. Et ils en appellent à la police pour appliquer une répression d’État, dont les contrôles au faciès ne sont que la partie émergée.”*(Abdallah, Mogniss, 2012:24)

<sup>234</sup> *“RAP est aujourd’hui un cheval de troie dans le bastion ‘communiste’ de Vitry (...) Concernont non pas comme fin en soi ou comme prétexte (comme manipulation du culturel pour le politique), mais comme lieu de valorisation de la dynamique sociale des groupes de rock.”* (Rock Against Police, 1981)

<sup>235</sup> *“Esthétiquement médiocres, mais imprégnés d’une conscience aigüe de la vie au quotidien. D’où la violence de leur musique”* “Os lascaros se organizam - Entrevista de ‘Rock Against Police’ in **Question clefs** N°2 - Jeunes immigrés hors les murs 1982, p. 52

ram, com sua lógica de escalada. Baader, Mesrine<sup>236</sup>, o camarada P38. Eles começam assim a viver fora do tecido quotidiano das cités, se separando irremediavelmente dos mais jovens, e, claro, de seus pais. Ainda mais porque a vida lbes é impossível em muitas cités reconquistadas pelas forças de ordem”<sup>237</sup>

As circunstâncias e condições dos conflitos estavam ficando patentes e cada vez mais enraizadas, criando polaridades e susceptibilidades cada vez mais evidentes. Na mesma medida em que a mídia estigmatizava de maneira geral as condições de vida nos *grands ensembles* da França, explodiam diversos novos focos de revoltas dos jovens. Jacques Donzelot fala da emergência de uma nova questão urbana que opõe a sociedade civil ao seu par dialético, incivil, que se manifesta através de revoltas de natureza totalmente diversa das mobilizações estudantis da década anterior.

*“Entre as lutas urbanas dos anos 1960-70 e as revoltas urbanas das duas décadas seguintes, a oposição é total, tanto devido à sua natureza de classe (como diriam os autores das décadas seguintes) quanto às suas estruturas organizacionais, às suas formas de ação e aos seus objetivos. Dessa oposição surge outra, ainda mais importante, sobre a qualificação do elo social. Assim como os movimentos dos anos 1960-70 conduziram a um renascimento do conceito de sociedade civil, as revoltas urbanas vão provocar a emergência do conceito de ‘sociedade incivil’.”*<sup>238</sup>

---

<sup>236</sup> A referência aqui ao ativista alemão Andreas Baader (1943-1977), do grupo revolucionário de extrema esquerda Rote Armee Fraktion (RAF), conhecido como Baader-Meinhof e a Jacques Mesrine (1936-1979), assaltante que ficou conhecido como Robin Hood francês, o homem de mil faces ou ainda o inimigo público número um, depois de diversas fugas de penitenciárias francesas.

<sup>237</sup> *“A la Cité Balzac, jouxtant Couzy, ils s’ttendait à une descente meurtière des flics depuis trois mois, leurs réaction ont été diverses, ou comme à Nanterre après le quadrillage par les CRS des cités. Certains stockent les armes, d’autres se la-donnent dans le ‘bracos’ et se retrouvent souvent en cavale. Ils ont parfois recours à des modèles, colportés dans le monde politique qu’ils ont cotoyé, avec leur logique d’escalade. Ainsi Baader, Mesrine, le camarade P38. Ils commencent ainsi souvent à vivre en dehors du tissu quotidien des cités, se coupant irrémédiablement sur des plus jeunes, et, bien sûr, de leurs parents. D’autant plus que la vie leur est rendue impossible dans pas mal de cités reconquises par les forces d’ordre”*(Contre l’escalade in **Sans Frontière** 26/Fév/1980 p.3)

<sup>238</sup> *“Entre les luttes urbaines des années 1960-70 et les émeutes urbaines des deux décennies suivantes, l’opposition est totale, aussi bien en raison de leur nature de classe (comme diraient les auteurs de la décennies antérieure) que de leurs structures organisationnelles, de leurs formes d’action et de leurs objectifs. De cette opposition en découle une autre, plus importante encore, sur la qualification du lein social. Autant les mouvements des années 1960-70 on conduit à une renaissance du concept de société civile, autant les émeutes urbaines vont provoquer, elles, l’émergence de celui de ‘société incivile’.”* (Donzelot, 2009:37)

### 3.2 O foyer dos malianos e as transformações do 'modelo francês' de integração

Ainda em 1980, um episódio ocorrido a algumas centenas de metros da Cité Balzac ilustra bastante bem a clivagem entre posturas com relação à integração dos imigrantes e das fissuras que se abrem entre comunistas e eleitores da *banlieue*. O ano acaba com mais um 'incidente violento' e politicamente controverso que contribuiria para inscrever Vitry-sur-Seine indelevelmente no imaginário dos '*banlieues à problèmes*'<sup>239</sup>. Pouco antes do natal, um grupo de 'vitriotas' liderados pelo prefeito destruiu os sistemas de acesso e infraestrutura do alojamento de trabalhadores solteiros para evitar que ali se instalassem 300 malianos transferidos da comuna vizinha de St. Maur. A imprensa televisiva denuncia o acontecimento de uma maneira um tanto sensacionalista, questionando veementemente os representantes comunistas de todas as instâncias em pleno ano eleitoral.

*"Em Vitry vivem cerca de 17% de imigrantes. A municipalidade comunista, sensível aos protestos dos habitantes, se opôs à instalação da chegada dos 300 malianos. (...) A prefeitura deseja reservar esse local aos trabalhadores de Vitry, o que justifica as gravíssimas degradações causadas quarta-feira notadamente com a ajuda de um bulldozer por cerca de cinquenta pessoas entre as quais o prefeito de Vitry. (...) Comunistas de Vitry, parece, arrebatam o local. Um grupo agride o guarda, o outro danifica o quadro de energia e o sistema de aquecimento. Três dias depois, os imigrantes ainda estão estupefatos, anteriormente abrigados em St. Maur. Não compreendemos... (...)." 240*

Embora tivesse sido construído pelo OPHLM de Vitry e fizesse parte do projeto do *Grand Ensemble* de Mario Capra, a gestão e exploração do alojamento são feitos desde o início das atividades até os dias atuais por uma empresa privada, a ADEF, que decidiu transferir os malianos precariamente alojados em St. Maur para o 'foyer' da Rue des Fusillés. Paul Mercieca, prefeito de Vitry defende-se alegando a iminência da interdição de ocupação do já superlotado alojamento, que deveria servir aos trabalhadores da cidade, invocando uma justa repartição dos imigrantes pelas comunas da *banlieue*.

*"Não é normal que nas banlieues residenciais do Val-de-Marne existam cidades situadas na Porte de Marne dirigidas por prefeitos que são personalidades da maioria, que não acolhem mais que 5, 6, 8% das populações imigrantes e que outras cidades da banlieue operária que já têm muitas dificuldades fiquem com a obrigação de acolher 20-25% de trabalhadores imigrantes. Eu não aceito que continuemos a receber enormes contingentes de imigrantes. Eu continuo a dizer muito firmemente: Vitry não será um gueto gigantesco." 241*

---

<sup>239</sup> Ver os acontecimentos ocorridos em Vitry-sur-Seine que abrem e fecham o anos de 1980 na cronologia inclusa no dossier '*Banlieues Trente ans d'histoire et de révoltes*', *Le Monde Diplomatique - Manière de voir* N°89 2006:11

<sup>240</sup> *"A Vitry vivent environ 17% d'immigrés. La municipalité communiste, sensible aux protestations des habitants, s'oppose à l'installation de l'arrivée des 300 maliens. (...) La mairie souhaite réserver cette locale aux travailleurs de Vitry, cela justifie-t-il pourtant les très graves dégradations causées mercredi notamment à l'aide d'un bulldozer par une cinquantaine de personnes parmi lesquelles le maire de Vitry. (...) Des communistes de Vitry, semble-t-il, font éruption dans ce foyer. Un groupe malmène le gardien, l'autre groupe l'armoire électrique et le chauffage. Trois jours après, c'est encore la stupeur chez ces immigrés, hébergés auparavant à St Maur. On ne comprend pas. (...)"* Hinet, Gérard 'Maire de Vitry' *Antenne 2* 27/dez/1980. Disponível online em <http://www.ina.fr/video/CAB8001680401/maire-de-vitry-video.html>

<sup>241</sup> *"Il n'est pas normal que dans des banlieues résidentielles du Val-de-Marne il y a des villes situées en Porte de Marne dirigées par des maires qui sont personnalités de la majorité, que n'accueillent que 5, 6, 8 % de populations immigrés et qu'autres villes de la banlieue ouvrière qui connaissent déjà beaucoup de difficultés, soit dans l'obligation d'accueillir 20-25% de travailleurs immigrés. Je n'accepte pas qu'on continue à amener des flux d'immigrés. Je tiens à dire très fermement: Vitry ne sera pas un gigantesque ghetto." Hinet, Gérard 'Maire de Vitry' *Antenne 2* 27/dez/1980. Disponível online em <http://www.ina.fr/video/CAB8001680401/maire-de-vitry-video.html>*

A questão da constituição de um 'gueto'<sup>242</sup> de imigrantes de determinadas origens, nacionalidades e culturas aparece no discurso de diversos envolvidos no episódio dos malianos, incluindo Paul Mercieca, o prefeito, que vai insistir no termo para denunciar a concentração excessiva de imigrantes em Vitry, personificando a mudança de postura no enfrentamento da questão do tratamento das populações de trabalhadores imigrantes, decidida pelas instâncias superiores do partido: *"Vitry não será um gueto gigantesco. E eu me ergo contra o golpe do prefeito racista e giscardiano de St. Maur que se desfaz dos seus imigrantes enviando-os para a minha comuna."*<sup>243</sup>

O exagero no emprego do termo 'gueto' para as condições das *banlieues* é discutido por Loïc Wacquant no artigo no qual compara os 'guetos' americanos e franceses, referindo-se principalmente à definição histórica de 'gueto' como concentração fechada de um contingente étnico ou religioso homogêneo. Curiosamente, o caso específico da cité Balzac é mencionado por Wacquant entre os exemplos de concentração 'excessiva' de populações imigrantes, dentro de uma relativa diversidade étnica.

*"Nada a ver com a situação das cités francesas onde convivem comumente vinte a trinta nacionalidades e onde a maioria dos habitantes são franceses brancos nativos do território nacional, com algumas exceções (que a mídia faz frequentemente passarem por típicas, pois elas são bem feitas para atingir a imaginação do grande público): 70% nos Quatre mille de La Courneuve, 60% em Minguettes, 63% na Cité Balzac de Vitry, etc..."*<sup>244</sup>

A habitação social e seus territórios seriam desde cedo os lugares privilegiados para o acontecimento dos conflitos característicos da crise de um determinado 'modelo de integração francês'. As políticas de atribuição das unidades a determinados grupos, acabariam por propiciar a distribuição de privilégios ou determinadas concentrações populacionais em função de suas origens. Já no fim da década de 1960, o jornal oficial da Prefeitura de Vitry discutia o 'barulhento' tema que opunha vizinhos e vitrotas entre si:

*"O que não escutam a propósito da atribuição de alojamentos? Acontece frequentemente quando o senhor prefeito faz audiências públicas escutar de um imigrante que espera um apartamento: 'Se eu fosse francês, eu teria rapidamente um lar'... sendo que alguns instantes antes, um francês argumentava, no mesmo escritório, usando o raciocínio inverso: 'Se eu fosse estrangeiro..."*<sup>245</sup>

As políticas de reagrupamento familiar postas em prática pelos Governos dos *Premiers* Jacques Chirac (1974-1976) e Raymond Barre (1976-1981) sob a presidência de Giscard D'Estaing (1974-1981) para tentar 'estabilizar' a população imigrante e reduzir drasticamente os fluxos mi-

<sup>242</sup> Pour en finir avec le mythe des 'cités-ghettos': Les différences entre la France et les États-Unis' *Annales de la Recherche Urbaine* N°54 mar/1992

<sup>243</sup> *"Vitry ne sera pas un gigantesque ghetto. Et je m'élève contre le coup de force du maire raciste et giscardien de St. Maur que se débarasse de ses immigrés pour les envoyer dans ma commune."* Mercuriol, Jean Michel 'Les immigrés en France + le foyer de Vitry' *Antenne* 2, 29/Dez/1980 Disponível online em <http://www.ina.fr/video/CAB04013759/les-immigres-en-france-le-foyer-de-vitry-video.html>

<sup>244</sup> *"Rien a voir avec la situation des cités françaises où se côtoient communément vingt a trente nationalités et où, à quelques exceptions près (que les médias font fréquemment passer pour typiques car elles sont bien faites pour frapper l'imagination du grand public), la majorité des habitants sont des Français blancs natifs de l'hexagone: a 70% aux Quatre mille de La Courneuve, à 60% aux Minguettes, à 63% dans la cité Balzac de Vitry, etc..."*

<sup>245</sup> *"Que n'entend-on pas à propos de l'attribution des logements? Il arrive bien souvent que lors d'une permanence de Monsieur le Maire, un immigré qui attend un logement, se laisse aller à déclarer: 'Si j'étais Français, j'aurais tout de suite un appartement'... alors que quelques instants auparavant, un Français tenait, dans le même bureau, le raisonnement inverse: 'Si j'étais un étranger..."* "Bruits et réalités" in *Vitry HAD* 1969 [APMV]

gratórios revelam-se particularmente imbricadas com as políticas de distribuição da habitação social e incompatíveis com a realidade de alguns grupos.

*“Acontece que a principal dificuldade para receber sua família freia consideravelmente esse fluxo. É a questão da habitação. A tabela fixada pelos serviços de imigração é severamente controlada pelo serviço de assistência social. São necessários 15 metros quadrados para seu cônjuge, mais 35 se o casal tem um filho, 55 para dois filhos, 86 para seis filhos. Então apenas as habitações sociais com um bom preço podem ser acessíveis a uma família imigrante recentemente reagrupada. (...)”*<sup>246</sup>

Mesmo antes dos acontecimentos do ‘Foyer des Fusillés’ de Vitry, o lado perverso da aplicação destes mecanismos através dos pequenos poderes da burocracia local<sup>247</sup> era entendido pelos movimentos e associações de jovens imigrantes como instrumentos de uma segregação fina mas bastante clara e transversal às diversas tendências políticas francesas.

*“Um panfleto do PCF confirma essa decisão: os comunistas querem estabilizar a população imigrante da cidade. O fatídico limite de tolerância ainda é invocado. Sim John Wayne, muitos indígenas! Muitos peles vermelhas! (...) Em todas as municipalidades comunistas essa medida de segregação, de apartheid, é aplicada ou está em vias de ser. (...) No único sistema de controle colocado em prática pela burguesia sobre os imigrantes, os comunistas inserem o sistema deles de repartição das famílias imigrantes. O que dizer além de ‘basta’, nós não somos fichas, nem mercadorias. Não existe gueto a não ser aquele que nos preparam para amanhã.”*<sup>248</sup>

Outras comunas da *banlieue* administradas pelo PCF seriam evocadas como constatação de uma política deliberada do Estado giscardiano no sentido de transferir o ‘problema’ dos imigrantes e todo o seu ‘peso’ social para as municipalidades comunistas. O secretário municipal Guy Martin, esclarece as dinâmicas que tornavam cada vez mais difícil a coabitação entre franceses e alguns estrangeiros.

*“Os prefeitos de direita têm uma atitude racista ao recusarem-se a acolher os trabalhadores imigrantes em sua comuna. O poder e seus homens realmente fizeram de tudo para concentrar a imigração nas cidades operárias como Vitry contra a deliberação da municipalidade e dos vitriotas em sua maior parte. Resultado, alguns bairros de Vitry contam hoje com até 30% de imigrantes. (...) Não é normal que a ajuda social à imigração, cujo trabalho enriqueceu o país e trouxe enormes benefícios ao patronato, se concentre em algumas municipalidades como a nossa. (...) De maneira geral, que seja no plano da habitação, da escola, da utilização de certos equipamentos sociais, esse desequilíbrio torna difícil a coabitação. Finalmente, ninguém está confortável, nem os estrangeiros que sabem que não estão em casa, nem os vitriotas de nacionalidade francesa que*

---

<sup>246</sup> *“Reste que la principale difficulté pour recevoir sa famille freine considérablement ce flux. C’est la question du logement. La barème fixé par les services d’immigration et sévèrement contrôlé par la DDASS. Il faut quinze mètres carrés pour voir son conjoint, mais 35 si le couple a un enfant, 55 pour deux enfants, 86 pour six enfants. Seuls donc les logements sociaux a bon marché peuvent convenir à une famille immigrée fraîchement regroupée. (...)”* ‘Le relogement familial’ in **Rock Against Police** 1980

<sup>247</sup> Ver a este respeito, a entrevista de um técnico dos serviços municipais de assistência social de uma cidade de *banlieue* não identificada incluída no volume *La misère du monde*, realizada pelo grupo coordenado por Pierre Bourdieu (1993), p.246-248

<sup>248</sup> *“Un tract du PCF confirme cette décision: les communistes veulent stabiliser la population immigrée de la ville. Le fatidique seuil de tolérance est encore invoqué. Ouais John Wayne, trop d’indiens! Trop de peaux rouges! (...) Dans toutes les municipalités communistes cette mesure de ségrégation, d’apartheid, est appliquée ou en passe de l’être. (...) A l’unique système de contrôle mis en place par la bourgeoisie sur les immigrés, les communistes greffent leur système de la répartition des familles immigrés. Que dire sinon ‘Assez’ nous ne sommes pas des fiches, no des marchandises. Il n’y a pas de ghetto que celui qu’on nous prépare demain.”* (‘Le relogement familial’ in **Rock Against Police** 1980)

*também têm o sentimento de não estarem em casa e que têm, algumas vezes, a tendência de culpar os imigrantes, ou a municipalidade, enquanto que foi o poder que criou essa situação.*<sup>249</sup>

No entender do secretário geral do Partido Georges Marchais, que demonstra publicamente seu apoio à postura dos comunistas de Vitry no caso dos malianos, esta política francamente racista estaria sendo posta em prática silenciosamente pelos outros espectros da política francesa, que se aproveitavam da situação para criticar a posição do PCF.

*“Má consciência? Existe a boa consciência. Onde deveria existir má consciência é entre esses partidos de direita, ou seja, os giscardianos, RPR ou Partido Socialista, a CFDT [Central Sindical ligada aos socialistas], a Federação da Educação Nacional. (...) Ali estão as pessoas que mais uma vez negam, aliás, as posições que concernem à CFDT e ao Partido Socialista, que foi o deles anteriormente. Houve um tempo em que a CFDT condenava a concentração de imigrantes em comunas operárias mas bastava que o partido comunista colocasse claramente o problema diante dos trabalhadores e da população para que a CFDT e o partido socialista se voltassem para o anticomunismo e negassem as posições que ontem defendiam.”*<sup>250</sup>

Num contexto de enfraquecimento crônico do partido que daria espaço para a emergência de novas forças políticas à esquerda aglutinadas em torno do Partido Socialista, a presença desta importante figura do comunismo francês nos serve como indício da relevância que foi dada à questão. Já o representante dos malianos abrigados no Foyer, M. Doucoure, manifesta uma posição firmemente defensiva em entrevista à um telejornal, aparentemente alheia à causa dos jovens imigrantes reunidos em torno do RAP. A violência seria decididamente o último recurso de autodefesa. *“Se algum dia por azar o prefeito ou qualquer outro tentar entrar aqui, haverá sangue. É assim. Se algum dia alguém tentar nos atacar aqui, nós seremos obrigados a nos defender.”*<sup>251</sup>

Aparentemente, as disputas políticas locais e nacionais não lhes dizem algum respeito, decorrência de um descompromisso relativo às questões nacionais que determinadas condições de imigração temporária e solitária tendem a engendrar, no sentido de obter mão-de-obra cada vez mais barata e com menor poder de reivindicação. M. Doucoure declara: *“Nós queremos viver em paz. Estamos aqui para trabalhar. Não estamos aqui para fazer política. Não estamos interessados na política.”*<sup>252</sup>

<sup>249</sup> *“Les maires de droite ont une attitude raciste en refusant d'accueillir des travailleurs immigrés dans leur commune. Le pouvoir et ses hommes ont vraiment tout fait pour concentrer l'immigration dans les villes ouvrières comme Vitry contre l'avis de la municipalité et celui des vitriots dans leur immense majorité. Résultat, certains quartiers de Vitry comptent aujourd'hui jusqu'à 30% d'immigrés. (...) Il n'est pas normal que l'aide sociale à l'immigration dont le travail a enrichi le pays et rapporté des profits énormes au patronat, repose sur quelques municipalités comme la nôtre. (...) De manière générale, que ce soit sur le plan du logement, de l'école, de l'utilisation de certains équipements sociaux, ce déséquilibre rend difficile la cohabitation. Finalement, personne n'est à l'aise, ni les étrangers qui savent qu'ils ne sont pas chez eux, ni les vitriots de nationalité française qui ont le sentiment de ne pas l'être non plus et ont quelquefois tendance à en rendre responsable les immigrés, voire la municipalité, alors que c'est le pouvoir qui a créé cette situation.”* Immigrés dans la ville' in **Vitry HAD** N°97 Oct/1980 [APMV]

<sup>250</sup> *“Mauvaise conscience? Il y a de bonne conscience. Là où il devrait avoir de la mauvaise conscience ce au sein de tous ces partis de la droite, c'est à dire des Giscardiens, RPR ou parti socialiste, la CFDT, la Fédération de l'Education Nationale. (...) Voilà des gens que une fois de plus renient, d'ailleurs, des positions pour ce qui concernent la CFDT et le parti socialiste, qui fut le leurs en son temps. Il fut un temps quand la CFDT elle-même condamnait la concentration d'immigrés dans des communes ouvrières mais cela suffit que le parti communiste pose clairement le problème devant les travailleurs et la population pour que la CFDT et le parti socialiste se retournent par anticomunisme et qui renient les positions qui étaient le leurs hier.”* Marchais, Georges (1981:103)

<sup>251</sup> *“Si jamais par malheur le maire ou n'importe qui essaie d'entrer ici, il va avoir du sang. Voilà. Si jamais quelqu'un essaie de nous attaquer ici, nous sommes obligés a nous défendre”* Matron, Brigitte Foyer malien a VITRY' Télévision Française 1, 27/dez/1980 Disponível online em <http://www.ina.fr/video/CAA8001946101/foyer-malien-a-vitry-video.html>

<sup>252</sup> *“Nous voulons vivre en paix. Nous sommes ici pour travailler. Nous ne sommes pas là pour faire de la politique. Nous ne sommes pas intéressés par le politique.”* Maire de VITRY 27 déc. 1980 Antenne 2 Reportagem de Hinet, Gérard Disponível online em <http://www.ina.fr/video/CAB8001680401/maire-de-vitry-video.html>

De acordo com o entendimento dos movimentos de jovens imigrantes, o caso dos malianos se insere num contexto de ação das diferentes esferas de poder controladas pelos comunistas no sentido de partir para uma ação coordenada de enfrentamento das populações imigrantes, concentrada nas 'famílias mais combativas' politicamente.

*"A municipalidade faz perceber que 80% de imigrantes em Couzy é demais. As mudanças rápidas das famílias mais combativas se parecem muito nesse contexto de expulsões oficiais de mais de uma dúzia de famílias em Ivry e acentuam a ameaça que pesa sobre dez famílias de Balzac-Marronniers, cuja expulsão é exigida pela célula local do PCF."*<sup>253</sup>

Se o discurso dos comunistas evoca diferentes esferas de poder e conflitos políticos para compreender as razões da criação de um 'limite de tolerância' no sentido de 'estabilizar as populações imigrantes' através da 'solidariedade intercomunal', conceitos que estarão na base de leis criadas posteriormente, tais debates - bem como suas consequências, serão entendidos pelos jovens imigrantes como ações racistas que irão opor dois componentes importantes do movimento popular na *banlieue* - operários e imigrantes.

*"Falamos muito do caso do foyer dos malianos em Vitry e da nova política racista do PCF, mas quem se preocupou com o que podia acontecer aos amigos de Kader, aqueles que se mobilizaram para fazer a verdade sobre esse assassinato vir à tona? (...) Em Couzy, depois das famílias de Kader e de Philippe, é a família de Mustapha que parte. As pressões, as ameaças, o cansaço, enfim a guerra psicológica levada pelo PC foi a razão de muitas famílias que precipitadamente se mudaram respectivamente para Bonneuil, Villejuif, Orly. Mas os companheiros voltam à cité, trocando com eles as informações de seus novos territórios, assim como seus novos companheiros! A cité continua a ser um lugar de encontro para os jovens, apesar de todas as tentativas para fazê-los sofrer cada vez mais."*<sup>254</sup>

Ainda que relativizada através das declarações dos mais hábeis representantes do PCF, parece ser bastante evidente a deliberação geral e progressiva, concordando e subordinando-se ao desejo de muitos dos seus eleitores, para que fossem colocadas em prática estratégias de diminuição progressiva de imigrantes, sobretudo nos 'bairros sensíveis' como Balzac.

*"Nós queremos que a proporção de imigrantes em Vitry diminua. Decisões enérgicas foram tomadas no nível da habitação. Assim, o OPHLM de Vitry presidida na época por M. Rosette decidiu em 1976 de só realojar as famílias imigrantes em apartamentos deixados vagos por outras famílias estrangeiras. (...) Em Balzac nós precisamos até mesmo ir bem mais longe para estabelecer uma situação que se tornava insustentável tanto*

---

<sup>253</sup> *"La municipalité fait lourdement sentir que 80% d'immigrés à Couzy c'est trop. Les déménagements hâtifs des familles les plus combattives ressemblent fort dans ce contexte aux expulsions officielles de plus d'une douzaine de familles à Ivry et accentuent la menace qui pèse sur dix familles de Balzac-Marronniers, dont l'expulsion est exigée par la cellule locale du PCF."* Le PCF et la composition technique de la classe ouvrière a Vitry - Vitry, Montigny, Plogoff, même combat' in **Rock Against Police** (1981)

<sup>254</sup> *"On a beaucoup parlé de l'affaire du foyer des Maliens à Vitry et de la nouvelle politique raciste du PCF, mais qui s'est soucié de ce qu'il a pu advenir aux copains et amis de Kader, ceux-là qui se sont mobilisées pour faire éclater la vérité sur cet assassinat? (...) A Couzy, après les familles de Kader et de Philippe, c'est la famille de Mustapha qui part. Les pressions, les menaces, la fatigue, bref la guerre psychologique menée par le PC eu raison de plusieurs familles qui ont précipitamment démenagé respectivement à Bonneuil, Villejuif, Orly. Mais les copains reviennent à la cité, triballant avec eux les infos de leurs nouveaux territoires, ainsi que leurs nouveaux copains! La cité continue à être un lieu de rencontre pour les jeunes en dépit de toutes les tentatives pour les fait de plus en plus sentir."* Le PCF et la composition technique de la classe ouvrière a Vitry - Vitry, Montigny, Plogoff, même combat' in **Rock Against Police** (1981)

*para os imigrantes quanto para os franceses. Decidimos, em 1977, não realojar mais nesse conjunto famílias imigrantes com exceção aos migrantes solteiros suscetíveis de serem alojados em studio.*<sup>255</sup>

Ao mesmo tempo, a municipalidade se engajava no programa de destruição das últimas *cités de transit* construídas provisoriamente no seu território, uma delas a poucos passos dos blocos da Cité Balzac, na via de mesmo nome, que abrigava principalmente portugueses, que foram progressivamente transferidos para os imóveis HLM disponíveis. Muitos portugueses de origem adquiriram nacionalidade francesa e como tal foram alojados em conjuntos HLM como Balzac, como é o caso de Avino Pires, que foi dirigente de uma associação de locatários e redator do jornal L'ami de Balzac.

*“Essa ação se inscreve ao mesmo tempo no objetivo da municipalidade de acabar com as cités ‘guetos’, onde a política do poder concentra as famílias imigrantes mais pobres, favorecendo assim seu isolamento e sua marginalização com todas as consequências que resultam disso em suas relações com a população francesa e para a vida social no bairro.”*<sup>256</sup>

O secretário municipal Max Aulfort explica que o esforço era no sentido justamente de combater a concentração de imigrantes posta em prática pela direita. A transferência da Cité de Marronniers, inserida no conjunto urbanístico da Cité Balzac mas de propriedade e gestão da prefeitura de Paris, então capitaneada por Chirac, seria fundamental para que a municipalidade retomasse o controle do seu território, especialmente nestes casos ‘problemáticos’.

*“A cidade de Paris possui igualmente duas cités de transit em Vitry, geradas pela SEMIDEP: a cité des Marronniers no bairro Balzac, 120 habitações construídas em 1968; a cité Bellevue no bairro Malassis, 78 habitações construídas em 1959. (...) Pensamos que é muito fácil para o M. Chirac continuar a expulsar tranquilamente os trabalhadores de Paris para a banlieue para permitir que se realizem em Paris operações de especulação imobiliária escandalosas e para fazer a economia das construções HLM – é preciso parar essa transferência permanente e sem fim, que joga as famílias da capital em direção às comunas como Vitry.”*<sup>257</sup>

As crônicas cotidianas de uma comuna específica da *banlieue* como Vitry são repletas de pequenos acontecimentos e narrativas onde podemos perceber esta contraposição direta de uma tendência bastante conservadora, em todos os sentidos, dos comunistas e dos jovens imigrantes em torno de seus locais de habitação, reunião e encontro. O caso dos enfrentamentos decorrentes da manifestação dos comunistas em frente a um café onde jovens habitantes da Cité Colonel Fabien se reuniam, pode ser compreendido como um retrato tragicômico de mais um destes acontecimentos.

<sup>255</sup> *“Nous voulons que diminue la proportion d’immigrés à Vitry. Des décisions énergiques ont été prises au niveau du logement. Ainsi, l’OPHLM de Vitry présidé à l’époque par M. Rosette, décidait en 1976 de ne reloger les familles immigrés que dans les appartements laissés vacants par d’autres familles étrangères. (...) A Balzac nous avons même dû aller beaucoup plus loin pour établir une situation qui devenait intenable pour les immigrés comme pour les français. Nous avons décidé en 1977 de ne plus reloger dans ce groupe, de familles immigrées exception faite des migrants célibataires susceptibles d’être logés en studio.”* Immigrés dans la ville’ in Vitry HAD N°97 Out/1980 [APMV]

<sup>256</sup> *“Cette action s’inscrit en même temps dans l’objectif de la municipalité d’en finir avec les cités ‘ghettos’ où la politique du pouvoir concentre les familles immigrées les plus démunies, favorisant ainsi leur isolement et leur marginalisation avec toutes les conséquences qui en résultent dans leurs rapports avec la population française et pour la vie sociale dans le quartier.”* ‘Sonacotra-Balzac: Résorption engagée’ in Vitry HAD N°92 Mar/1980 [APMV]

<sup>257</sup> *“La ville de Paris possède également deux cités de transit sur Vitry, gérées par la SEMIDEP: la cité des Marronniers dans le quartier Balzac, 120 logements construits en 1968; la cité Bellevue dans le quartier des Malassis, 78 logements construits en 1959. (...) Nous pensons qu’il est trop facile pour M. Chirac de continuer d’expulser tranquillement les travailleurs de Paris vers la banlieue pour permettre que se réalisent a Paris de scandaleuses opérations de spéculation immobilière et faire l’économie des constructions HLM - il faut stopper ce transfert permanent et sans fin, qui rejette les familles de la capitale vers les communes comme Vitry.”* ‘Le logement: Droit ou privilège?’ in Vitry HAD Abr/1980 [APMV]



*“Ponto de encontro onde podíamos fazer um ‘flip-baby’-space-invaders’ sem consumir, o [flipperama] TILT nunca teve problemas até o dia 15 de junho de 1980 quando Guy Martin, vice-prefeito, à frente de vinte ‘cocos’ se reuniu diante da padaria ao lado, dois rapazes seguravam uma bandeira ‘não à droga, não à prostituição’?! O patrão permaneceu dentro enquanto os jovens o insultavam de todos os nomes e cuspiam em sua cara. Mustapha imobilizou um jornalista do l’Humanité que queria fotografá-los, quebrou sua câmera e arrancou o filme. (...) Não podemos deixar esses palhaços comunistas ganharem terreno sobre os jovens.”<sup>258</sup>*

Mais nos interessa aqui demarcar o surgimento da contraposição do que compreender os detalhes dos conflitos pontuais entre os jovens e os comunistas eleitos. Longe de tomar partido, é importante perceber uma certa falta de habilidade dos comunistas no sentido de enfrentar as novas condições demográficas e regionais nos territórios tradicionalmente controlados pelo partido, fazendo uso de estratégias conservadoras e defensivas que acabariam por ajudar a acirrar as polaridades, perceptível nas declarações do RAP no caso de Vitry e no quadro geral descrito por Olivier Masclet (2003). A partir da perspectiva de Masclet<sup>259</sup>, toda a trajetória da Cité Balzac pode ser vista como mais um episódio dos desencontros da esquerda e dos jovens das cités.

*“Esse bairro parece assim estar em uma espiral de declínio: sua má reputação desvia agora as categorias estáveis do assalariado. Essas evoluções contribuem para fazer dos imigrantes e seus filhos os presumíveis culpados pela desclassificação das cités e pelas degradações multiformes dos espaços públicos. Muitos fenômenos impedem a construção de relações estreitas entre os eleitos e a nova população das cités, entre os militantes políticos ‘estabelecidos’ e os jovens que se engajam nas associações.”<sup>260</sup>*

Trata-se de um fenômeno importante no espectro político francês derivado não só do conflito étnico mas sobretudo geracional como podemos depreender da observação atenta de documentos relevantes para uma história social e cultural, além de política, destes territórios.

*“É preciso hoje em dia ponderar o custo sociopolítico desse abandono pelos partidos de esquerda. Primeiro o desencorajamento de mais militantes: uma geração se retira da vida associativa e política, tanto é que não há militantismo durável sem gratificação material ou simbólica. (...) Em seguida há todo um conjunto de militantes que doravante se desvia da esquerda e procura em outro lugar um reconhecimento social e político. Eles são na verdade conduzidos a desconfiar dos eleitos de esquerda. O desvio em direção à direita de alguns porta-vozes das cités se nutre da recusa ao miserabilismo. Se a atração pelo sucesso econômico é muito forte, eles procuram também não serem mais confundidos com os delinquentes e os que recebem assistência.”<sup>261</sup>*

---

<sup>258</sup> *“Lieu de rencontre où on pouvait faire un ‘flip-baby’-space-invaders’ sans consommer, le TILT n’avait jamais eu de problème jusqu’au 15 juin 1980 où Guy Martin maire-adjoint à la tête d’une vingtaine de ‘cocos’ se sont rassemblés devant la boulangerie juste à côté, deux lascars tenaient une banderole ‘non à la drogue, non au proxenetisme’?! Le patron est resté à l’intérieur tandis que les jeunes dont sortis les insultant de tous les noms et leur crachant à la gueule. Mustapha, il a carrément chopé un journaliste de l’Humanité qui voulait les photographier il lui a bousillé son appareil et déchiré sa pellicule. (...) il ne faut pas laisser ces charlots de communistes gagner du terrain sur les jeunes.” (‘Mercieca flippe et TILT’ e’ in **Rock Against Police** S/Nº, 1981)*

<sup>259</sup> Masclet, Olivier (2003) **La gauche et les cités Enquête sur un rendez-vous manqué** La dispute

<sup>260</sup> *“Ce quartier semble ainsi pris dans la spirale du déclin: sa mauvaise réputation en détourne désormais les catégories stables du salariat. Ces évolutions contribuent à faire des immigrés et de leurs enfants les responsables présumés du déclassement des cités et des dégradations multiformes des espaces publics. Autant de phénomènes qui empêchent la construction de relations étroites entre les élus et la nouvelle population des cités, entre les militants politiques ‘établis’ et les jeunes qui s’engagent dans les associations.”(Masclet 2003 in **Manière de voir** Nº89 2006:33)*

<sup>261</sup> *“Il faut aujourd’hui mesurer le coût sociopolitique de cet abandon par les partis de gauche. D’abord le découragement des plus militants: une génération se retire de la vie associative et politique, tant il est vrai qu’il n’y a pas de militantisme durable sans gratification matérielle ou symbolique.(...) C’est ensuite tou un ensemble de militants qui désormais se détournent de la gauche et cherchent ailleurs une reconnaissance sociale et politique. Ils sont en effet conduits à se méfier des élus de gauche. Le glissement vers la droite de certains porte-parole des cités se nourrit du refus di miserabilisme. Si l’attrance pour la réussite économique est très forte, ils cherchent aussi à ne plus être confondus avec les délinquants et les assistés.”(Masclet 2003 in **Manière de voir** Nº89 2006:33)*

As eleições de 1981 levaram a esquerda ao poder através de François Mitterand, do Partido Socialista, confirmando a perda gradativa da posição central do PCF no espectro político francês e se caracterizariam, no tocante ao enfrentamento dos problemas das periferias francesas, pela emergência de diversas ações no sentido de desenvolver social e fisicamente os territórios em torno dos *grands ensembles*. Tais políticas e atitudes apoiadas nos debates e estudos de grupos interministeriais que começam suas atividades nos anos 1970, seriam conhecidas como *politiques de la ville*, cujas ações podem ser em parte estudadas através do caso da Cité Balzac.

### 3.3 A *politique de la ville* e o Centro Social Balzac (CSB)

A Cité Balzac nos parece um caso excelente para observar as transformações destas políticas, sobretudo as ações de *Developement Social des Quartiers* (DSQ) e *Developement Social Urbain* (DSU), postos em prática a partir do início dos anos 1980, intensificadas através do advento da criação da *Délegation Interministerielle de la Ville* (DIV), em 1988. Através do caso particular da Cité Balzac podemos ter uma idéia das transformações e alternâncias que caracterizaram a “*politique de la Ville*” nos demais *grands ensembles* e Zonas Urbanas Sensíveis demarcadas nas periferias de grandes e médias cidades francesas. De maneira bastante sucinta e restrita, poderíamos apresentar a ‘*politique de la ville*’ retomando os termos da historiadora Annie Fourcaut na abertura do artigo<sup>262</sup> em que relativiza o que o senso comum, políticos e sociólogos entendem por ‘*politique de la ville*’:

*“A expressão politique de la ville designa, primeiramente, de maneira estreita e convencional, o conjunto de dispositivos legislativos, reguladores e institucionais que existiram na França a partir de 1981: a comissão dos prefeitos da França sobre a segurança dirigida por Gilbert Bonnemaïson, criada em 28 de maio de 1981; a comissão nacional pelo desenvolvimento social dos bairros, coordenada por Hubert Dubedout a partir de outubro-novembro de 1981; as missões locais por emprego, saídas do relatório Schwarz de setembro de 1982; o grupo Banlieues 89, criado em novembro de 1983; a criação, enfim, do Ministério do Estado encarregado da cidade dia 21 de dezembro de 1990, dirigido por Michel Delebarre, então ministro do Equipamento, Habitação, Transportes e Mar.”*<sup>263</sup>

Annie Fourcaut propõe uma leitura em diferentes tempos da constituição e transformação das políticas ligadas ao enfrentamento das crises urbanas que, a partir de 1981, se cristalizará sob o rótulo de ‘*politique de la ville*’. Para ela, mais do que uma mudança radical de rumos, questões e ações, a partir de 1980 veríamos na França ‘roupas novas’ das diversas *politiques de la ville*, que devem ser analisadas sob o prisma de diferentes temporalidades, do tempo curto dos eventos mediatizados, que dão lugar a medidas enérgicas anunciadas como novidades, à longa duração, através da qual percebemos continuidades e transformações progressivas das posturas estatais.

*“A politique de la ville deve ser analisada na duração secular do nascimento, do desenvolvimento e da crise da habitação social, dos anos 1880-1890 ao nosso fim de século, sendo que ela visa também sustentar os locadores sociais nas dificuldades que enfrentam a partir dos anos 1975-1980.”*<sup>264</sup>

O professor de planejamento urbano do Institut d’Urbanisme de Paris Claude Chaline, no livro em que trata das ‘*Politiques de la Ville*’<sup>265</sup> (no plural), fala de uma “*sucessão ininterrupta de respostas e de objetivos políticos*” (Chaline 2011:42) para lidar com situações bastante heterogêneas

---

<sup>262</sup> Fourcaut, Annie (1999) ‘Les habits neufs des politiques de la ville depuis 1980’ in *Vingtième Siècle Revue d’histoire* N°64, p.113-119

<sup>263</sup> “L’expression ‘politique de la ville’ désigne d’abord, de façon étroite et conventionnelle, l’ensemble des dispositifs législatifs, réglementaires et institutionnels qui ont vu le jour en France à partir de 1981: la commission des maires de France sur la sécurité dirigée par Gilbert Bonnemaïson, créée le 28 mai 1981; la commission nationale pour le développement social des quartiers, animé par Hubert Dubedout à partir d’octobre-novembre 1981; les missions locales pour l’emploi, issues du rapport Schwarz de septembre 1982; le groupe Banlieues 89, mis en place en novembre 1983; la création, enfin, du ministère d’État chargé de la ville le 21 décembre 1990, dirigé par Michel Delebarre, alors ministre de l’Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer.” (Fourcaut 1999:113)

<sup>264</sup> “la politique de la ville doit être analysée dans la durée séculaire de la naissance, du développement et de la crise du logement social, des années 1880-1890 à notre fin de siècle, en ce qu’elle vise aussi à soutenir les bailleurs sociaux dans les difficultés qu’ils affrontent à partir des années 1975-1980.” (Fourcaut 1999:117)

<sup>265</sup> Chaline, Claude (2011) *Les politiques de la ville*. Col. Que sais-je? Presses Universitaires de France

que incluem os *grands ensembles* mas também centros urbanos degradados, nos quais frequentemente se encontram condições de precariedade extrema. Retomar rapidamente a história da *'Politique de la ville'*, lacuna que vem sendo recentemente preenchida pela historiografia francesa, muito além dos objetivos desta tese, é importante não só para entendermos seus efeitos práticos sobre a Cité Balzac mas também para compreender a mudança radical no enfrentamento dos problemas característicos dos *grands ensembles* que se dará nos anos 2000, apoiada num suposto fracasso das *'Politiques de la ville'*, como destaca Renaud Epstein (2013) em trabalho sobre a renovação urbana<sup>266</sup>.

*“Claramente, a politique de la ville não conseguiu resolver os problemas pelos quais era responsável. O retorno à sua história permite, contudo, de reavaliá-los, que devem ser apreciados em relação aos objetivos fixados e ao contexto no qual ela se desenvolveu. Criada há um quarto de século num período de descentralização que agitou o sistema político-administrativo francês, a politique de la ville apresentou evoluções que nós não podemos dissociar nem da dinâmica de transformação contínua da gestão pública dos anos 1980 e 1990 nem das mutações também importantes das questões sociourbanas ao longo desse período. Nesse contexto, ela inventou uma abordagem (global), um método (de parceria) e instrumentos (projeto e contrato) para a gestão territorial, que foram progressivamente difundidos no conjunto da ação pública.”*<sup>267</sup>

Thibaud Tellier, em trabalho que resgata as origens da *politique de la ville*<sup>268</sup> através de uma leitura fina da constituição dos grupos e procedimentos *'Habitat e Vie Sociale'*, também destaca a renovação das ações e procedimentos do Estado francês em tempos de crise, abandonando um modelo urbanístico supostamente “científico” na direção de uma construção mais democrática dos territórios urbanos. Estas transformações e o abandono do pensamento tecnocrático estariam ligados, segundo Tellier, às críticas elaboradas aos *grands ensembles* durante o período dos Trinta Gloriosos mas também às reivindicações dos movimentos populares e estudantis de maio de 1968. Jacques Donzelot entende o conjunto de ações como tentativas de reafirmação do poder do Estado nas margens do tecido urbano, onde é *'quando a cidade se desfaz'*<sup>269</sup>:

*“Digamos que, pela expressão 'politique de la ville', podemos designar o conjunto de procedimentos de ação que visam os bairros entendidos como parte do espaço urbano sobre a qual a autoridade do Estado aparece ameaçada pelas violências, motins, pelo déficit de eficácia de seus serviços. O que está em jogo, para os protagonistas dessa política, é o território, portanto a autoridade do Estado.”*<sup>270</sup>

Ainda que a Cité Balzac não estivesse incluída no primeiro grupo de *grands ensembles* que receberiam as ações pioneiras dos grupos interministeriais *Habitat e Vie Sociale*, criado pouco antes da

<sup>266</sup> Epstein, Renaud (2013) *La rénovation urbaine - Démolition-reconstruction de l'État* Les presses Sciences Po

<sup>267</sup> *“À l'évidence, la politique de la ville n'est pas parvenue à résoudre les problèmes dont elle avait la charge. Le retour sur son histoire permet néanmoins de réévaluer ses effets, qui doivent s'apprécier au regard des objectifs fixés et du contexte dans lequel elle s'est développée. Née il y a un quart de siècle dans une période de décentralisation qui a bouleversé le système politico-administratif français, la politique de la ville a connu des évolutions que l'on ne peut dissocier ni de la dynamique de transformation continue de la gestion publique des années 1980 et 1990 ni des mutations tout aussi importantes des enjeux socio-urbains au cours de cette période. Dans ce contexte, elle a inventé une approche (globale), une méthode (partenariale) et des instruments (projet et contrat) pour la gestion territoriale, qui se sont progressivement diffusées à l'ensemble de l'action publique.”* (Epstein 2013:65-66)

<sup>268</sup> Tellier, Thibaud (2012) *Humaniser le béton - L'invention d'une politique publique. Genèse de la Politique de la ville en France* Memoire HDR Vol.2 Université Paris 1, orientação Annie Fourcaut

<sup>269</sup> Donzelot, Jacques (2006) *Quand la ville se défait - Quelle politique face à la crise des banlieues?* Editions du Seuil - Col. Essais Points

<sup>270</sup> *“Disons que, par l'expression 'politique de la ville', on peut désigner l'ensemble des procédures d'action visant les quartiers entendus comme partie de l'espace urbain sur laquelle l'autorité de l'État apparaît en péril du fait des violences, des émeutes, du déficit d'efficacité de ses services. Ce qui se trouve en jeu, pour les protagonistes de cette politique, c'est le territoire, donc l'autorité de l'État.”* (Donzelot, 2006:175)

publicação da Circular Guichard, recuperar suas intenções gerais e composição institucional nos ajuda a compreender o tom do discurso e as características das ações que se seguiriam sob a égide das *'Politiques de la Ville'*.

*“Encarregados de elaborar as propostas para o VII Plano, os altos funcionários dos Ministérios do Equipamento, da Ação Social e da Secretaria de Estado da Juventude reunidos nesse grupo multiplicaram os encontros e os seminários, para chegar em 1974 a um diagnóstico sombrio, insistindo na degradação física e no déficit de vida comunitária de grands ensembles afetados pela fuga das populações solventes, substituídas por famílias cuja precariedade constituía o principal identificador social. As reflexões desse pequeno grupo de reformadores próximos dos movimentos do catolicismo social se prolongaram pela elaboração de um projeto de intervenção global, visando conjuntamente melhorar o habitat, desenvolver a vida social nas unidades de habitação e integrar os bairros nos conjuntos urbanos.”*<sup>271</sup>

É a partir da eleição do socialista François Mitterand que os estudos e ações pontuais e dispersas realizadas nos grands ensembles ao longo dos anos 1970 configuram-se como política pública nacional, com a implementação das práticas de *Development Social des Quartiers* (DSQ).

*“A política de DSQ proposta pela comissão deveria partir dos habitantes, do que eles são, do que eles vivem e do que eles desejam, o que implicava sua participação na elaboração das políticas colocadas em prática assim como na gestão dos serviços oferecidos em seus bairros no quadro de um domínio de obra coletiva associando os prefeitos, os habitantes e suas associações, os locadores sociais e os agentes de campo de diferentes administrações.”*<sup>272</sup>

É importante notar que embora a área demarcada sob a égide desta discriminação englobe grande parte do perímetro da antiga ZUP, a denominação que inicialmente inclui o Grand Ensemble Ouest et Est: Balzac, Les Marronniers e Les Montagnards, resume-se posteriormente à Balzac<sup>273</sup>. Ali, diversas ações foram ensaiadas e experimentadas para lidar com os problemas sociais, a degradação da qualidade de vida e do ambiente construído, variando desde ações de 'discriminação positiva' centradas na vida associativa, emprego e educação até intervenções de reabilitação das construções. Uma parte importante dos recursos aplicados ao longo dos anos 1980 se concentrará na transformação física dos *grands ensembles*, procurando criar uma outra imagem para os já bastante estigmatizados conjuntos, de acordo com Paul Landauer (2010):

*“Colocando de lado a construção de novos equipamentos, o essencial das intervenções de arquitetura da politique de la ville centra-se nas fachadas dos imóveis. A expressão arquitetural dos blocos e das torres, nem verdadeiramente coletiva nem totalmente privada, se apresenta na verdade como a nova expressão da pobreza. Após ter encarnado a modernidade e o fim das bidonvilles, os grands ensembles aparecem, pouco tempo após terem sido construídos, como o novo modelo-contraste. Com o mesmo título que a 'grande caserne' do século*

---

<sup>271</sup> *“Chargés de faire des propositions pour le VIIe Plan, les hauts fonctionnaires des ministères de l'Équipement, de l'Action sociale et du secrétariat d'État à la Jeunesse réunis dans ce groupe ont multiplié les recontres et les séminaires, pour aboutir en 1974 à un diagnostic sombre, insistant sur la dégradation physique et le déficit de vie communautaire de grands ensembles affectés par la fuite des populations solvables, remplacés par des familles dont la précarité constituait le principal identifiant social. Les réflexions de ce petit groupe de réformateurs proches des mouvements du catholicisme social se sont prolongées par l'élaboration d'un projet d'intervention globale, visant conjointement à améliorer l'habitat, à développer la vie sociale dans les unités d'habitation et à intégrer les quartiers dans les ensembles urbains.”* (Epstein 2013:36)

<sup>272</sup> *“La politique de DSQ proposée par la commission devait donc partir des habitants, de ce qu'ils sont, de ce qu'ils vivent et de ce qu'ils souhaitent, ce que impliquait leur participation à l'élaboration des politiques mises en oeuvre ainsi qu'à la gestion des services offerts dans leur quartier dans le cadre d'une maîtrise d'ouvrage collective associant les maires, les habitants et leurs associations, les bailleurs sociaux et les agents de terrain des différentes administrations.”* (Epstein 2013:38-39)

<sup>273</sup> Ver caderno de referências iconográficas.

*XIX, a arquitetura anônima das blocos e das torres encarna rapidamente ao mesmo tempo a exclusão e um risco social.*”<sup>274</sup>

A criação do Centro Social Balzac parece responder à necessidade de constituição de novos espaços de vida associativa à parte das instituições políticas ligadas ao PCF como suas células locais e as diferentes instâncias governamentais. Face às novas dificuldades, as instâncias de sociabilidade e organização política pareciam ganhar importância, como destaca num quadro bastante otimista Pierre Heritier, pouco antes da fundação do Centro Social Balzac, do qual tomará parte, o que evidencia os limites das associações já existentes.

*“A vida associativa é rica aqui. Existem duas ‘amicales’ dos locatários HLM, associações de pais de alunos, quatro associações esportivas, células do partido comunista... Essas associações criam laços entre as pessoas sem as quais esse bairro não seria habitável. O papel delas e sua influência me parece ter aumentado no último período.”* <sup>275</sup>

A criação de novas ‘amicales’ dos locatários do conjunto, em 1978, também pode ser inscrita nestes esforços de lidar com uma nova situação econômica e social, característica do momento que sucede os Trinta Gloriosos <sup>276</sup>. Danièle Voldman descreve de maneira geral as transformações ocorridas nos diversos grandes conjuntos franceses que alterariam progressiva porém rapidamente as condições sócio-econômicas da população que os habita, fenômeno nitidamente perceptível em Vitry-sur-Seine e na Cité Balzac. *“Porque os assalariados franceses eram suficientemente ricos para esperar achar mais facilmente um teto no setor livre, seus locatários (dos Offices HLM) foram cada vez mais recrutados entre os mais pobres, migrantes, desempregados e marginais.”* <sup>277</sup>

Os documentos oficiais de constituição do Centro Social Balzac nos dizem bastante acerca dos atores locais que implantarão a ‘politique de la ville’ nos bairros problemáticos das municipalidades comunistas. Assinam a *Declaration de constitution de l’association Centre Social Balzac*<sup>278</sup> em 21 de dezembro de 1982, Jean Collet, resistente e quadro histórico do Partido Comunista Francês <sup>279</sup>, então secretário municipal, Pierre Heritier, o presidente do CSB, operário e militante do partido, morador do edifício Touraine, Marie Thérèse Prezeau, secretária e Walter Pontes, Diretor de Equipamento social, nascido no Brasil. O objetivo declarado do CSB é coerente com as diretivas da ‘Politique de la ville’ naquele momento:

<sup>274</sup> *“Mise à part la construction de nouveaux équipements, l’essentiel des interventions architecturales de la politique de la ville porte sur les façades des immeubles. L’expression architecturale des barres et des tours, ni véritablement collective ni totalement privée, se présente en effet comme la nouvelle expression de la pauvreté. Après avoir incarné la modernité et la fin des bidonvilles, les grands ensembles apparaissent, très peu de temps après avoir été construits, comme le nouveau modèle-repoussoir. Au même titre que la “grande caserne” du XIXème siècle, l’architecture anonyme des barres et des tours incarnent très vite à la fois l’exclusion et un risque social”* (Landauer, Paul in Voldman, D. 2010, p.90)

<sup>275</sup> *“la vie associative est riche ici. Il existe deux amicales de locataires HLM, associations de parents d’élèves, quatre associations sportives, des cellules du parti communiste... Ces associations créent des liens entre les gens sans lesquels ce quartier ne serait pas vivable. Leur rôle et leur influence me semblent avoir grandi dans la dernière période.”* Pierre Heritier - *Vivre tranquille’* in **Vitry HAD** N°89 Nov/1979 [APMV]

<sup>276</sup> *“En effet, cité Balzac, les difficultés de la vie sont ressenties de manière particulièrement aigue du fait de la concentration importante de logements et des problèmes croissants que connaissent les familles locataires, aux revenus souvent très modestes.”* ‘Création d’une amicale des locataires a la Cité Balzac’ in **Vitry HAD** N°82 Nov/1978 APMV

<sup>277</sup> *“Parce que les salariés français s’étaient suffisamment enrichis pour espérer trouver plus facilement un toit dans le secteur libre, leurs locataires (des Offices HLM) ont de plus en plus été recrutés parmi les plus pauvres, migrants, chômeurs et marginaux”* (Voldman, Danièle, 2010, p.175)

<sup>278</sup> *Declaration de constitution de l’association Centre Social Balzac*, 21/Dez/1982 [Arquivo Centro Social Balzac]

<sup>279</sup> Ver a nota biográfica de Jean Collet in Penetier, Claude (Org.) (2009) **Le Maitron - Figures militantes en Val-de-Marne (1870-1970)** Ed. de l’Atelier

*“A animação global da vida associativa do bairro Balzac (Vitry Sud) em consulta com as associações locais, os serviços municipais e os equipamentos departamentais, as escolas e as pessoas interessadas em melhorar as relações sociais e a vida social do bairro.”<sup>280</sup>*

O registro oficial de fundação do Centro Social Balzac no *Journal Officiel de la République Française* faz referência ao ‘*îlot sensible*’ Montagnard-Balzac<sup>281</sup>, o que evidencia a vinculação entre o local das primeiras violências mediatizadas com a ação governamental no sentido da ‘discriminação positiva’, conceito que estará na base das ações do *Développement Social de Quartiers* (DSQ) e de *Développement Social Urbain* (DSU), marcos entre as diversas siglas que sublinham as transformações institucionais e as inflexões de políticas territorializadas. Poucos meses depois da criação do CSB, a municipalidade, através do seu periódico oficial, celebra os resultados das ações de promoção da vida social e associativa levadas a cabo na Cité Balzac que estariam logrando conter o clima de insegurança.

*“Os resultados obtidos em Balzac testemunham o que é possível ser feito graças à convergência de esforços para acabar com o clima de insegurança: a saída do bairro pelo ônibus 182 pôde ser reestabelecida, as portais foram refeitas, a manutenção da cité pelo OPHLM melhorou, atividades para os jovens e adultos foram criadas pela associação ‘Logement et Promotion Sociale’, a vida associativa se desenvolveu criando novas relações entre os habitantes. Essa enumeração mostra que uma pressão social pode se exercer eficazmente para a segurança de todos.”<sup>282</sup>*

Para além das novas atitudes para lidar com os problemas que emergiam principalmente nos *grands ensembles*, cabe ao CSB até hoje uma série de ações administrativas um tanto mais prosaicas mas que têm papel central na adaptação das populações que se instalam no conjunto, sobretudo quando se tratam de imigrantes, como se depreende da declaração de Pontes:

*“As relações com todo tipo de administração não são sempre fáceis para o público’, explica Walter Pontes. ‘As pessoas também vêm nos ver para disputas de emprego, tradução de cartas do português, do espanhol, do árabe.’”<sup>283</sup>*

Nas primeiras décadas de atividade, o CSB funcionou em um espaço bastante improvisado em algumas salas localizadas nos pilotis do bloco ABC, no miolo do conjunto, permanecendo ali até pouco antes de 2007, quando o bloco seria demolido por ocasião da renovação da Cité Balzac, como veremos<sup>284</sup>. Para o PCF, o CSB acaba por cumprir uma função operativa na aplicação das

---

<sup>280</sup> *‘L’animation globale de la vie associative du quartier Balzac (Vitry Sud) en concertation avec les associations locales, les services municipaux et les équipements départementaux, les écoles et les personnes intéressés en l’amélioration des rapports sociaux et de la vie sociale du quartier.’ Declaration de constitution de l’association Centre Social Balzac, 21/Dez/1982 [Arquivo Centro Social Balzac]*

<sup>281</sup> *Journal Officiel de la République Française* 25/Jan/1983 [Arquivo Centro Social Balzac]

<sup>282</sup> “Les résultats obtenus a Balzac témoignent de ce qu’il est possible de faire grâce à la convergence d’efforts pour enrayer le climat d’insécurité: la desserte du quartier par le bus 182 a pu être rétablie, les loges des gardiens ont été refaites, l’entretien de la cité par l’Ophlm a été amélioré, des activités pour les jeunes et les adultes ont été créées par l’association Logement et Promotion sociale, la vie associative s’est développée créant des rapports nouveaux entre les habitants. Cette énumération montre qu’une pression sociale peut s’exercer efficacement pour la sécurité de tous.” ‘Sécurité: L’affaire de tous’ in *Vitry HAD* 1983 [APMV]

<sup>283</sup> “Les relations avec toutes sortes d’administration ne sont pas toujours faciles pour le public’ explique Walter Pontes ‘Les gens viennent aussi nous voir pour des conflits d’emploi, des traductions de lettres, du portugais, de l’espagnol, de l’arabe’.” ‘Quartier Balzac: le centre social’ in *Vitry HAD* N°168 Fev/1991 [APMV]

<sup>284</sup> Durante as obras, as atividades do CSB dividiram o espaço provisório construído a partir de containeres pela SEMI-SE com o Espace Projet, local de informações e reuniões públicas acerca do projeto. Em 2010, o CSB se instalaria definitivamente no térreo do edifício Le Lys, a primeira das novas construções habitacionais a ser inaugurada dentro do projeto de renovação iniciado em 2007.

posturas municipais no bairro, funcionando como campo de intermediação entre a municipalidade e os habitantes.

*“Sustentado pela municipalidade que notadamente lhe permitiu arrumar graciosamente os locais pertencentes ao Office HLM e subvencionar os clubes esportivos do bairro, o centro social Balzac coordena então no bairro uma ação que muitos qualificam de útil. Ao exemplo de Jean Collet, secretário municipal, que observou que o CSB tem ‘um lugar importante no bairro’.”<sup>285</sup>*

As ações mais notáveis e diretamente relacionados ao nosso interesse nesta tese - as transformações urbanísticas e arquitetônicas da Cité Balzac ao longo das últimas décadas - seriam levadas à cabo a partir de 1988 com um amplo programa de reabilitação física dos espaços e equipamentos do conjunto, do qual trataremos em detalhe no próximo item. Antes disto, é importante compreender os motivos e articulações locais e institucionais que conduziram a estas intervenções, assim como seus limites e consequências diretas.

Pouco depois do início destas obras, o periódico *L’ami de Balzac*, ligado às ‘*amicales*’ dos locatários da Cité, empenha-se na campanha pela reabilitação, como se depreende da leitura do conjunto de suas edições<sup>286</sup>. Avino Pires, um dos colaboradores mais ativos, dirigente de uma das três *amicales* de Balzac, entrevistado em documentário elaborado pelo Conselho Geral do Val-de-Marne sobre as novas orientações da política de habitação social no departamento<sup>287</sup>, apresenta a reabilitação de Balzac como uma conquista das organizações locais, através de petições e reivindicações nas diferentes esferas governamentais que poderiam ajudar a viabilizar as obras necessárias à manutenção dos espaços e estruturas do conjunto. A preocupação com a segurança estaria na base das intervenções. No entanto, pouco após o início das obras, o jornal *L’ami de Balzac* noticia eventos que demonstram os limites das intervenções físicas para lidar com problemas de delinquência e criminalidade. Além dos roubos em apartamentos e espaços comerciais, o consumo e tráfico de álcool e drogas pelos jovens aparece como um dos problemas centrais enfrentados pelos habitantes do conjunto, causa de conflitos e ocorrências policiais.

*“Durante a noite do dia 31 de novembro ao dia primeiro de dezembro de 1989, um acontecimento grave ocorreu em nossa Cité. Um desses acontecimentos que nos lembra a amplitude absurda da burrice humana quando ela é exercida sob a influência dos odores pestilentos das drogas e do álcool. Enquanto famílias pacíficas dormiam profundamente, alguns malfeitores enlouquecidos, o espírito enevoado pelo vapor de garrafas de bebida barata, retornaram à Idade Média e acenderam uma verdadeira fogueira no hall da escada B. Felizmente um locatário, voltando de um trabalho mais tarde, descobriu a tempo o que poderia ter transformado essa noite em um espetáculo de horror quando pensamos no número de homens, mulheres e crianças do imóvel ABC que poderiam ter sido atingidos pelas chamas. (...) Habitualmente, os jovens, mesmo que delinquentes, se*

---

<sup>285</sup> *“Soutenu par la municipalité qui lui a notamment permis de disposer gracieusement de locaux appartenant à l’Office HLM et subventionne les clubs sportifs du quartier, le centre social Balzac mène donc sur le quartier une action que beaucoup qualifient d’utile. A l’exemple de Jean Collet, premier maire-adjoint, remarquant que le CSB tient ‘une place importante dans le quartier’.”* ‘Quartier Balzac: le centre social’ in *Vitry HAD* N°168 Fev/1991 [APMV]

<sup>286</sup> A coleção completa do periódico encontra-se disponível para consulta nos Arquivos Departamentais do Val-de-Marne (ADVM), em Créteil.

<sup>287</sup> Cabinet de la présidence - Conseil General du Val-de-Marne (1992) *Un toit pour tous - Présentation de la politique du Conseil Général en matière de logement social* Documentário, 1h40min. 2 AV 1984-1989 [ADVM]



*honram de defender seu território, quer dizer, seu bairro, fazendo suas besteiras lá onde ninguém os conhece.*<sup>288</sup>

Se era possível combater a deterioração e os ataques ao patrimônio com medidas securitárias e reforço das estruturas de proteção dos espaços privados, o que fazer com relação à crescente penetração dos entorpecentes na Cité Balzac?

*“Se não há mais roubos na cité é sobretudo graças às portas blindadas, pois as lojas do centro comercial continuam a ser ‘visitadas’ permanentemente (...) o que se banaliza cada vez mais são as drogas e o álcool. Nós continuamos a encontrar cotidianamente muitas seringas e cacos de garrafas que tornou-se perigoso circular sem um sapato com sola grossa.”*<sup>289</sup>

Um trabalho universitário<sup>290</sup> conservado no Arquivo Público Municipal de Vitry sur Seine aborda exatamente as políticas locais de luta contra a toxicomania associadas à política de DSQ. Segundo Stéphane Bogard (1993), o uso e banalização do consumo de drogas seria um fenômeno recente, um sintoma do mal-estar e dos desequilíbrios da sociedade como o desemprego, os baixos salários, as desigualdades sociais e as condições precárias de vida. Segundo Bogard, trata-se de um problema de apreensão quantitativa impossível, a não ser em casos extremos através das estatísticas de intervenção policial e mortes por overdose, um perigo para as relações sociais entre os habitantes que responderia também por um aumento dos roubos dos apartamentos. Leituras simplistas e deterministas destes fenômenos tenderiam a menosprezar os diferentes aspectos das dinâmicas locais, como as práticas culturais e econômicas dos habitantes.

O trabalho de Victor Rabemanatsoa explora o espaço do *bistrot* da Cité Balzac como ‘lugar de cultura’ para uma etnografia das ‘práticas culturais cotidianas para ter uma imagem diferente’ do que teria o poder municipal, trazendo elementos que levam a uma compreensão menos estigmatizada dos hábitos de uma determinada população. A prática do jogo e o papel do esporte no *bistrot* eram mais notáveis do que o consumo de álcool; segundo o estudante, coexistia sem problemas naquele espaço, mais social do que comercial uma gama de culturas: magrebins, franceses, africanos, antilhanos, portugueses e asiáticos. Do ponto de vista de gênero, tratava-se no entanto de espaço predominantemente masculino, no qual a presença de mulheres era mal vista. Sentia-se ali também uma oposição entre residentes e pessoas de fora da Cité, além de um sentimento generalizado e confuso de ‘ostracismo’, vitimização e hostilidade com relação à sociedade francesa<sup>291</sup>.

---

<sup>288</sup> “Dans la nuit du 31 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 1989, un évènement grave s’est produit dans notre cité. Un de ces événements qui nous rappelle l’empeur absurde de la bêtise humaine lorsqu’elle s’exerce sous l’influence des odeurs pestilentielle de la drogue et de l’alcool. Pendant que de paisibles familles dormaient profondément, quelques loubards surexcités, l’esprit embrumé de lourdes vapeurs de bouteilles de tordboyaux à bon marché, ont renoué avec le moyen âge en allumant un véritable bûcher dans le hall de l’escalier B. Heureusement qu’un locataire, rentrant d’un travail tardif a découvert à temps ce qui aurait pu transformer cette nuit en un spectacle d’horreur lorsqu’on pense au nombre d’hommes, de femmes et d’enfants de l’immeuble ABC qui auraient pu être la proie des flammes. (...) Habituellement les jeunes, même délinquants, mettent un point d’honneur à défendre leur territoire, c’est à dire leur quartier, faisant leurs c... là ou personne ne les connaît.” Loubards, y’en a marre! in *L’ami de Balzac* N°5 1990 [ADVM]

<sup>289</sup> “S’il n’y a plus de cambriolages sur la cité c’est surtout grace aux portes blindées car les magasins du centre commercial continuent a être ‘visités’ en permanence (...)ce qui se banalise le plus c’est la drogue et l’alcool. Nous continuons à trouver quotidiennement tellement de seringues et des tesons de bouteilles qu’il devient périlleux de circuler sans des chaussures à grosses semelles.” Délinquance: 6 mois après, que fait la police? in *L’ami de Balzac* N°6 1990 [ADVM]

<sup>290</sup> Bogard, Stéphane (1993) *Les politiques locales en matière de lutte contre la toxicomanie: Description et analyse d’un DSQ mis en place à Vitry sur Seine, quartier Balzac* Université Paris XII Val-de-Marne [APMV]

<sup>291</sup> Rabemanatsoa, Victor (1987) *Un cas particulier: Le ‘Bistrot’ de la cité Balzac* Rapport final de stage Formation et Democratie a la direction d’équipements culturels et socio-culturels, Villejuif [APMV]

Tais sentimentos estariam, para uma série de intelectuais e políticos, na origem dos ataques ao patrimônio público, às 'forças da ordem' e símbolos de instituições e serviços públicos por parte de jovens das *cités*. O Centro Social e a escola do bairro também seriam alvos de roubos, como denuncia o *L'ami de Balzac*: "*Novamente, a insegurança reina na nossa Cité. Depois do roubo de carro, do fogo, do arrombamento da portaria A, é o saque do centro social na noite do 21/22 de novembro*"<sup>292</sup>. Jornais locais e a imprensa nacional destacariam a constância dos incidentes e clima de insegurança envolvendo a Cité Balzac, seja como palco dos acontecimentos ou como emblema de uma situação socialmente instável, nas fronteiras da marginalidade. Em carta aberta à população, é o próprio prefeito de Vitry Paul Mercieca que chama a atenção do Prefet do Val-de-Marne para a situação crônica de insegurança e delinquência na Cité Balzac:

*"Domingo, 15 de fevereiro, por volta das 16 horas, um novo e grave incêndio afetou o centro comercial, propriedade privada onde só se mantém aberto um pequeno supermercado entre os onze espaços comerciais disponíveis. Esse incêndio se desenvolveu a partir do subsolo abandonado às atividades de grupos incontrolados que estocam lá diversos materiais e exercem, em todo o bairro, atividades mais do que contestáveis. Na noite do 24 ao 25, foi a escola do bairro que se viu depenada, apesar dos dispositivos de segurança, de seu equipamento de informática."*<sup>293</sup>

Tais indícios parecem convergir no sentido de destacar a Cité Balzac no foco da mídia mas também da articulação de políticas de la Ville que se ampliam com a passagem dos programas de *Developement Social des Quartiers* para a política nacional de *Developement Social Urbain*.

*"Uma convenção local de desenvolvimento social e urbano (DSU) associando a cidade e o Estado, e aplicável às cités Montagnards, Marronniers e Balzac, acaba de ser aprovada pelo Conselho Municipal. Com reservas, entretanto, pois, ainda que necessária a essas cités, ela ignora os problemas de fundo que são o desemprego, o aprofundamento das dificuldades sociais e familiares e o retrocesso dos meios escolares. (...) Desde o dia 18 de março uma equipe de maestria da obra urbana e social, MOUS, no jargão administrativo, se instalou em Balzac. (...) Ela tem como objetivo recolher a opinião dos habitantes das cités Balzac, Montagnards e Marronniers a respeito do quadro de vida deles e de suas dificuldades cotidianas, e quer permitir a continuidade das ações feitas nesses bairros classificados de 'sensíveis' pelo Estado em maio de 1982. É na verdade esse procedimento que permitiu, a partir de 1983 e com a participação do Estado e da região, várias realizações prioritariamente financiadas pela cidade e pelo departamento."*<sup>294</sup>

O quadro apresentado em 1992 pelo *Bureau d'études* ORGECO a partir de entrevistas e levantamentos estatísticos para os programas DSU destaca uma taxa de desemprego bastante crítica, es-

<sup>292</sup> *"De nouveau, l'insécurité règne dans notre cité. Après le vol de voiture, le feu, le cambriolage de la loge A, c'est le sacage du centre social dans la nuit du 21/22 novembre."* Insecurity' in *L'ami de Balzac* N°10 1991

<sup>293</sup> *"Dimanche 15 février, vers 16 heures, un nouvel et grave incendie a affecté le centre commercial, propriété privée ou ne subissent déjà, sur 11 commerces, que a établissements et une petite surface. Cet incendie s'est développé à partir des sous-sols abandonnés aux agissements de groupes incontrolées qui y stockent divers materiales et s'y livrent, au su tde tou le quartier, a des activités plus que contestables. Dans la nuit du 24 au 25, c'est à son tour l'école du quartier qui s'est vu dépouillé, en dépit des dispositifs de sécurité, de l'ensemble de son équipement informatique."* Carta pública da Mairie de Vitry sur Seine au Prefet du Val-de-Marne incluída no dossier *Developement Social des Quartiers* da Cité Balzac, 1992 [APMV]

<sup>294</sup> *"Une convention locale de développement social et urbain (DSU) associant la ville et l'État, et applicable aux cités de Montagnards, des Marronniers et Balzac, vient d'être approuvée par le Conseil municipal. Avec des réserves cependant car, bien que nécessaire à ces cités, elle ignore les problèmes de fond qu'y constituent le chômage, l'approfondissement des difficultés sociales et familiales et le recul des moyens scolaires. (...) Depuis le 18 mars, une équipe de maîtrise d'oeuvre urbaine et sociale, MOUS, dans le jargon administrative, s'est installée cité Balzac. (...) elle a pour but de recueillir l'avis des habitants des cités Balzac, des Montagnards et des Marronniers à propos de leur cadre de vie comme de leurs difficultés quotidiennes et de permettre la poursuite des actions entreprises dans ces quartiers classés 'îlot sensible' par l'État en mai 1982. C'est en effet cette procédure qui a permis, à partir de 1983 et avec la participation de l'Etat et de la région, plusieurs réalisations prioritairement financées par la ville et le département."* 'A l'Est, quels quartiers?' in *Vitry HAD* N°170 Avril/1991 [APMV]

pecialmente para o conjuntos dos Marronniers, ainda ligado à Prefeitura de Paris onde apenas 20% da população era 'ativa' e 32% 'francesa'. Na parte de Balzac administrada pelo OPHLM de Vitry e em Montagnards, eram quase 70 e 80 por cento de famílias de nacionalidade francesa. Entre os empregados predominava, o operário especializado 'pouco qualificado', dividida entre contingentes praticamente equivalentes que trabalhavam em Paris (19%), Vitry (16,3%) e no Val-de-Marne (14,1%), o que evidencia o local estratégico do território na *banlieue* operária <sup>295</sup>.

Em outro fragmento da chamada *litterature grise* conservada nos Arquivos Municipais, um entre diversos estudos sociológicos preliminares à implantação das políticas DSU, chama-se a atenção para a população predominantemente jovem e inativa e também para a origem magrebina de uma 'imensa maioria' da população estrangeira, além de um contingente menos importante de portugueses. Associados os fatores, mais de 40% das crianças em idade escolar provinham destas 'origens estrangeiras'. Naquele momento, apoiando-se em fontes de meados dos anos 1980, o documento assinala uma 'diminuição sensível dos eleitores do partido' em 1984, levando em conta o número de participantes das duas células do PCF em Balzac, Marcel Cachin e Henaff. <sup>296</sup>

A retomada, segundo o documento, se daria já a partir de 1985. O que parece ser certo, independentemente das variações locais e nacionais das votações do partido, é que a Cité Balzac, assim como outros *grands ensembles*, seriam territórios estratégicos na disputa política francesa. Ao longo da década de 1980, a queda expressiva da importância do Partido Comunista Francês no âmbito nacional não abalaria a 'dinastia' eleitoral em Vitry, ainda que outros adversários tentassem desestabilizar um dos últimos bastiões remanescentes da *banlieue rouge*. Dentro deste quadro, as estruturas locais do PCF ganhariam outra relevância na estratégia eleitoral do partido, assim como a importância da habitação social nestas novas condições, mas não seriam capazes de conter a emergência de novas forças políticas que tentariam disputar a preferência do eleitorado nos conjuntos. Uma antiga militante e secretária de uma das células do PCF em Balzac entrevistada pelo *Le Monde* nos expõe as disputas em jogo ali, já em meados dos anos 1990.

*"Sozinha, a cité Balzac conta com mil apartamentos, ou mais de cinco mil habitantes, e duas células do Partido. Aderente desde os dezessete anos, Christine Regottaz conhece Balzac desde 1969. Em um caderno de espiral, a secretária da célula Eugène-Hénaff registrou, patamar por patamar, toda a vida da cité. Os 120 aderentes são inscritos com caneta bic, os simpatizantes com lápis. Um trabalho de formiga, que permitiu um score de 82,5% para Michel Germa, o candidato do Partido, quando da última eleição regional, e de 57,66% para o prefeito comunista, Paul Mercieca, nas municipais do ano anterior. (...) Para rir, Alain, seu marido, militante desde os quatorze anos e muito fã de Robert Hue, a chama de 'Arlette Laguiller, ou Cohn-Bendit'. 'Bom, mas o que você propõe?', ele pergunta. Christine Regottaz suspira. 'As municipalidades comunistas são vítimas da política de habitação social. O que eu penso, é que nós demos muita assistência às pessoas que vinham se instalar nos anos 60, e que hoje em dia eles não falam mais de deveres, só de direitos. Eles não têm gratidão.' Nas últimas [eleições] municipais, os jovens de Balzac apresentaram uma lista de 'keums', o futuro e a cida-*

<sup>295</sup> Enquete DSU aupres des habitants des cités Balzac, Marronniers, Montagnards ORGECO Avril/1992 [APMV]

<sup>296</sup> Enquete DSU aupres des habitants des cités Balzac, Marronniers, Montagnards ORGECO Avril/1992 [APMV]

*dania', sustentada por Abdel Terrada. Ela obteve um pouco mais de 13% dos votos na cité. Sem caderno de espiral, sem reuniões de células.*"<sup>297</sup>

Em Balzac, em Vitry, Ivry e diversas das comunas limítrofes nesta porção da *banlieue sud* como Kremlin Bicêtre e Villejuif, a predominância do Partido Comunista Francês seguiu sem abalos até os dias atuais. O atual prefeito de Ivry é Pierre, filho de Georges e neto de Venice Gosnat, três gerações de uma mesma família engajadas na política do partido cujas bases estão na *banlieue sud*, ligadas também à promoção de habitação social. Em 1996, Alain Audobert, do PCF, seria eleito prefeito de Vitry posição que conserva até os dias atuais, prestes a completar duas décadas no poder. O antecessor, Paul Mercieca, também comunista, já acumulava também o cargo de deputado, concentrando a partir de então sua ação na Assembléia Nacional.

As forças de extrema direita reunidas em torno do *Front National* também tentariam disputar a preferência dos moradores da Cité Balzac, organizando marchas e reuniões políticas, segundo nos apontam os documentos de denúncia e organização de manifestações, convocando os habitantes a protestar contra estas visitas de Jean Marie Le Pen 'e seus homens':

*"Não, decididamente, Le Pen não é nada bom para os habitantes de Balzac nem para os vitriotas de nenhum bairro. Como eles sempre fizeram, e frequentemente sozinhos como força política, os comunistas se opõem a essa verdadeira provocação. É preciso acabar com a complacência da televisão e da grande mídia, com os feitos perigosos desse indivíduo que não representava nada antes de 81 cuja ascensão faz parte do saldo dos últimos sete anos [de governo Mitterand]. (...) Juntos, exprimemos decididamente nossa oposição à direita e à extrema direita. Não deixemos Le Pen desfilar em Balzac sem reagir.*"<sup>298</sup>

Os socialistas conclamam a oposição frontal a Le Pen e ao *Front National* nos mesmos termos <sup>299</sup>. As alternâncias e nuances destas disputas políticas vão muito além das pretensões desta tese; o que nos parece importante reter é a dinâmica entre os problemas, os conflitos e as tentativas de solução por parte do poder público que por vezes tiveram consequências decisivas na configuração do território, envolvendo também diferentes propostas de arquitetura e urbanismo.

As transformações demográficas, a emergência de conflitos e seu enfrentamento pelos poderes públicos são fenômenos sociais, econômicos e culturais cuja apreensão extrapola as competências

<sup>297</sup> *"A elle seule, la cité Balzac compte mille logements, soit plus de cinq mille habitants, et deux cellules du Parti. Adhérente depuis ses dix-sept ans, Christine Regottaz connaît Balzac depuis 1969. Dans un cahier à spirales, la secrétaire de la cellule Eugène-Hénaff a consigné, palier par palier, toute la vie de la cité. Les 120 adhérents sont inscrits au bûc, les sympathisants au crayon à papier. Un travail de fourmi, qui a permis un score de 82,5 % pour Michel Germa, le candidat du Parti, lors de la dernière cantonale, et de 57,66 % pour le maire communiste, Paul Mercieca, aux municipales de l'an dernier.(...) Pour rire, Alain, son mari, militant depuis l'âge de quatorze ans et très fan de Robert Hue, l'appelle "Arlette Laguiller, ou Cohn-Bendit ". "Bon, mais qu'est-ce que tu proposes?" ; demande-t-il. Christine Regottaz soupire. "Les municipalités communistes sont victimes de la politique de logement social. Ce que je crois, c'est qu'on a trop assisté les gens qui venaient s'installer dans les années 60, et qu'aujourd'hui ils ne parlent plus que de droits, jamais de devoirs. Ils n'ont pas la reconnaissance. " Aux dernières municipales, les jeunes de Balzac ont présenté une liste de "keums "; "Avenir et citoyenneté "; derrière Abdel Terrada. Elle a obtenu un peu plus de 13 % des voix dans la cité. Sans cahier à spirales, sans réunions de cellules. Chemin, Ariane 'Dans la cité, les cellules se réunissent comme des amicales de locataires' in **Le Monde** 23/Abr/1996*

<sup>298</sup> *"Non, décidément, Le Pen ce n'est rien de bon pour les habitants de Balzac ni pour les vitriotes et vitriots d'aucun quartier. Comme ils l'ont toujours fait, et souvent seuls comme force politique, les communistes s'opposeront à cette véritable provocation. Il faut en finir avec la complaisance de la télévision et de la grande presse, avec les agissements dangereux de cet individu qui ne représentait rien avant 81 dont la montée fait partie du bilan du septennat. (...) Ensemble, exprimons résolument notre opposition à la droite et à l'extrême droite. Nous ne laisserons pas Le Pen parader à Balzac sans réagir."* Panfleto político PCF/ Mairie de Vitry sur Seine 8/Mars/1988 Dossier DSU [APMV]

<sup>299</sup> *'Halte a la extreme droite - Attention Danger Permanent - Le front National s'interesse aujourd'hui a nos cités'* Panfleto político PS 8/Mars/1988 Dossier DSU [APMV]

do historiador ou do arquiteto. Os resultados de uma miríade de ações educativas, associativas e esportivas levadas a cabo na Cité Balzac ainda demandam análise mais cuidadosa por pesquisadores das mais variadas disciplinas. A partir de perspectiva temporal mais alargada, procuramos compreender as sucessivas transformações pelas quais passaram o ‘espaço físico’ e o ‘espaço social’ (Bourdieu, 1993:250) do grande conjunto habitacional ao longo dos anos que separam sua construção das várias operações de ‘renovação’.

### 3.4 As reabilitações físicas dos anos 1980

Ao longo dos anos 1980, as realizações de equipamentos e novos conjuntos habitacionais no perímetro das operações do Grand Ensemble apontam para um abandono de uma determinada utopia projetual, evidente pela mudança radical de sua arquitetura e escala. O principal marco do fim do ‘futurismo à brasileira’ de Mario Capra talvez seja a construção da nova sede da municipalidade no fim dos anos 1990, fruto de outra retórica arquitetônica que evoca um templo laico do povo operário para representar um outro futuro para o socialismo, mais ancorado numa determinada tradição local.

Desde o começo da década de 1980, alternativas e projetos de renovação para os espaços públicos da Cité Balzac vem sendo formulados em diversas instâncias. O Trabalho Final de Graduação desenvolvido pelo arquiteto Robert Heritier na então Unité Pédagogique d’Architecture n° 6 (UPA n°6, hoje École Nationale Supérieure d’Architecture de Paris La Villette) concluído em 1982 propõe alternativas projetuais para Cité Balzac. Uma versão revista do trabalho foi premiada em uma edição do concurso público organizado pelo Ministério da Habitação e dos Equipamentos *Programme Architecture Nouvelle*<sup>300</sup> (PAN 13 – *Construire la banlieue*), aberto a jovens arquitetos. O estudo parte de uma caracterização do processo de construção e povoamento da Cité Balzac, conjunto de ‘forte imagem física’ bastante marcado por um estado crítico de acumulação de problemas, verificados nas estatísticas e alardeado pela mídia, traços que ecoam nas entrevistas que o arquiteto realiza com alguns moradores. Desde o início da ocupação da Cité Balzac, de acordo com as análises de Robert Heritier, se daria ali um ‘*conflito incessante entre o Estado e a municipalidade comunista*’, uma vez que os objetivos das políticas de ambos não seriam exatamente os mesmos<sup>301</sup>.

Dentro de um ambicioso estudo propositivo e comparativo de formas de habitação coletiva de caráter popular, são propostas pelo arquiteto pequenas modificações para fazer coexistir mais harmoniosamente volumes construídos e vazios, espaços públicos e privados. Mesmo entre os edifícios administrados pelo OPHLM de Vitry haveria desequilíbrio no que tange ao estado de conservação das construções, estando os blocos de quatro andares em melhor estado e as torres mais altas em pior, abrigando ‘famílias mais resignadas’. O principal problema do conjunto seria, no entanto, sua localização excêntrica em relação ao núcleo urbano de Vitry.

*“O bairro – cités e loteamentos vizinhos – está muito descentralizado e longe dos principais equipamentos de Vitry, do centro da cidade animado. ‘Banlieue de banlieue’, Balzac é uma imagem negativa na cidade de Vitry e nas comunas limítrofes.”*<sup>302</sup>

Embora a maioria dos habitantes aprecie suas condições de habitação, de acordo com os levantamentos feitos por Heritier, poucos foram os que escolheram morar na Cité Balzac, o que lhes leva-

<sup>300</sup> Hoyet, Jean Michel (1992) *PAN Programme Architecture Nouvelle - 20 ans de réalisations*. Techniques et architecture / Ministère de l’Équipement Plan Construction et Architecture e também ‘Rendre possible du Plan Construction au PUCA: 40 ans de réalisations expérimentales’ *Premier plan - dossier* jun-oct/2012

<sup>301</sup> Heritier, Robert (1982) *Le quartier Balzac à Vitry - Analyse comparative de trois formes différentes d’habitants collectives: un îlot préhaussmannien, une rue haussmannienne et un grand ensemble - Proposition de réaménagement du quartier Balzac* École Nationale Supérieure d’Architecture Paris La Villette Dir. Raul Pastrana [APMV]

<sup>302</sup> *“Le quartier -cités et lotissements avoisinants - est très excentré et éloigné des principaux équipements de Vitry, du centre ville animé. ‘Banlieue de banlieue’, Balzac est une image négative dans la Ville de Vitry et les communes limitrophes.”* Heritier, Robert (1984) *Programme Architecture Nouvelle 13 - Plan construction et habitat*

ria a considerar sua condição ali como temporária, dificultando uma apropriação maior dos espaços públicos e uma maior importância dada aos espaços privados.

Entre as proposições, em consonância com as demandas dos habitantes, havia a idéia de confinar e regulamentar o uso dos espaços verdes, como em um *'square'* parisiense. Já naquele momento, no qual as demolições de *grands ensembles* começavam a ser aventadas e postas em prática episodicamente na França, há uma disposição do projeto no sentido de aproveitar as construções através de intervenções pontuais. A demolição seria restrita ao Foyer da Rua Anselme Rondenay, construção antiga e improvisada, mas também à Cité des Marronniers, administrada ainda naquele momento por um organismo de habitação social de Paris, a SEMIDEP.

*“A demolição – renovação – só tem um mérito: dispersar as famílias com ‘problemas’ e reequilibrar arbitrariamente a repartição social dos habitantes do bairro. Ousar plantar ‘judiciosamente’, inserir o máximo possível no existente um habitat transitório entre coletivo e individual pode ser uma resposta mais flexível e apropriada ao ‘problema’ Balzac e pode permitir um novo crescimento planejado do bairro. Essa resposta integra a reabilitação e a demolição das construções pouco viáveis.”<sup>303</sup>*

Tais propostas parecem fazer eco às disposições e ações reformistas levadas à cabo pelo irmão de Robert, Pierre Heritier engajado nas ações do CSB, em sintonia com as disposições municipais. Ainda que de natureza eminentemente especulativa, o trabalho de arquiteto Robert Heritier nos serve aqui de indício das alternativas que estavam sendo pensadas para o bairro, algumas das quais seriam postas em prática nos sucessivos planos para o *'quartier Balzac'*. O fato do projeto haver sido premiado e do arquiteto ter se tornado professor da mesma escola, além de profissional dedicado a projetos de habitação social, apontam para uma certa assimilação deste tipo de abordagem e propostas, mesmo que elas não tenham sido diretamente postas em prática.

A reabilitação que sairia do papel no fim da década de 1980 seria projetada pelo arquiteto Guy Duval, um profissional que naquele momento já contava com larga experiência em projetos de habitação popular e que vinha desenvolvendo trabalhos em outras municipalidades administradas pelo PCF. O desafio seria melhorar a qualidade construtiva de espaços privados e coletivos, corrigindo erros do projeto inicial e adequando os edifícios e apartamentos a normas correntes e a uma maior eficiência energética. A diretora do OPHLM de Vitry, em publicação recente sobre a trajetória do órgão, reconstituiu o sentido da reabilitação promovida em Balzac e em outros conjuntos de Vitry-sur-Seine naquele momento.

*“Nós começamos um programa de reabilitação para tentar fazer baixar o aluguel, interessando-nos às economias de energia para a mudança das janelas e o isolamento das fachadas. ‘A operação das 20.000 janelas’, como havia batizado Max Aufferent então presidente do OPH, começou em 1987 com Balzac e durou até 1995. Não nos contentávamos em mudar as janelas: em Marronniers, em Mario-Capra, em Clos Langlois, por exem-*

---

<sup>303</sup> *“La démolition - rénovation - n’a qu’un seul mérite: disperser les familles à ‘problèmes’ et rééquilibrer arbitrairement la répartition sociale des habitants du quartier. Oser planter ‘judicieusement’, insérer le plus possible dans l’existant un habitat transitoire entre collectif et individuel peut être une réponse plus souple et appropriée au problème Balzac et permettre une nouvelle croissance raisonnée du quartier. Cette réponse intègre la réhabilitation et la démolition des constructions peu viables”* Heritier, Robert (1984) **Programme Architecture Nouvelle 13 - Plan construction et habitat**

*plo, nós também refizemos a eletricidade e o encanamento dos apartamentos. O fio condutor era o isolamento de todos os nossos alojamentos para pesar sobre as dispensas de energia.”*<sup>304</sup>

Estas obras de reabilitação deveriam ser realizadas sem repassar para a população os custos da obra e tocar num ponto bastante sensível politicamente: o valor dos aluguéis, que deveria a todo custo ser mantido, de acordo com as premissas da municipalidade e do Conselho General do Val-de-Marne, presidido pelo comunista Michel Germa. *“Como reabilitar, deixar bonito e novo, sem afastar as pessoas pelo aumento do aluguel? Na ausência de financiamento adequado do Estado, não é fácil”, explica o arquiteto Guy Duval, encarregado da concepção e da reabilitação da cité Balzac que conta com 923 alojamentos.*<sup>305</sup>

A Prefeitura de Vitry, ‘em defesa da habitação social’ usa sua mídia e suas ações no campo para contrapor-se às políticas nacionais implementadas a partir das leis Barre (1977) e Méhaignerie (1986-87)<sup>306</sup>, tentando desenvolver na cidade uma política a favor da casa popular, próxima das aspirações proletárias, apesar das mudanças de paradigma de enfrentamento da questão no panorama francês.

O jornal trimestral publicado pelas três células locais da Confederação Nacional de Locatários (CNL), *L’ami de Balzac*, é uma interessante fonte de informações sobre a renovação urbana realizada em diversas *cités* de Vitry no final dos anos 1980. Seus primeiros números coincidem com o começo das obras de renovação - ou ‘reabilitação’ do conjunto. *“Balzac muda de cara, os tapumes se erguem, os operários com roupas de trabalho percorrem a cité munidos de furadeiras e martelos: é a prova da chegada do trem da reabilitação na nossa cité.”*<sup>307</sup>

Organizado por Avino Pires, P. Sizaire, que assina os editoriais finalizados por mensagens em português e árabe e Mohamed Tayeb Lahmar, aberto à colaboração de todos os habitantes, o periódico é também um indício da participação ativa dos moradores de origem estrangeira na vida política local. No entanto, a participação dos habitantes nas assembleias e reuniões da CNL é pouco representativa (1 apartamento a cada 7 estão ali representados<sup>308</sup>). A própria atuação destas *amicales* e a CNL refletem as estratégias de enraizamento dos comunistas nas questões cotidianas dos habitantes das *cités* como base de apoio. O historiador Sébastien Jolis que se debruçou sobre a ação da CNL e suas implicações políticas, sumariamente define a heterogênea organização: *“A CNL é um elo desconhecido das associações satélite do comunismo francês. Por sua ancoragem local, ela cons-*

<sup>304</sup> *“On a engagé un programme de réhabilitation pour essayer de faire baisser la quittance, en s’intéressant aux économies d’énergie par le changement des fenêtres et l’isolation des façades. L’opération des 20 000 fenêtres’, comme l’avait baptisée Max Aafort alors président de l’OPH, a commencé en 1987 avec Balzac et a duré jusqu’en 1995. On ne se contentait pas de changer les fenêtres: aux Marronniers, à Mario-Capra, au Clos Langlois par exemple, on a aussi refait l’électricité et la plomberie des logements. Le fil conducteur était l’isolation de tous nos logements pour peser sur les dépenses d’énergie.”* (Martine Lubczanski, Directrice Générale de l’OPHLM de Vitry in Clavel, 2012:14)

<sup>305</sup> *“Comment réhabiliter, faire beau et neuf, sans chasser les gens par des augmentations de quittance?. En absence des financements corrects de l’État, pas facile’ explique l’architecte Guy Duval chargé de la conception de la réhabilitation de la cité Balzac qui compte 923 logements.”* ‘Dossier Logement : Vivre tout simplement’ in *Vitry HAD* N°159 Avril/1990 [APMV]

<sup>306</sup> ‘Logement - Et si on passait par l’expo...’ in *Vitry HAD* N°146 Avril/1988 [APMV]

<sup>307</sup> *“Balzac change de visage, des palissades s’élèvent, des ouvriers en tenue de travail arpentent la cité à grand renfort de perceuses et de marteau: c’est la preuve de l’arrivée du train de la réhabilitation dans notre cité”* ‘Bilan des 3 amicales de Balzac pour l’année 1989 in *L’ami de Balzac* N°5 1990

<sup>308</sup> ‘Le train de la réhabilitation est arrivé en gare de Balzac’ in *L’ami de Balzac* N°1 1988



*titui entretanto uma plataforma essencial das atividades do PCF no meio urbano, lugar de formação militante, de protesto e de reivindicações sociais.”*<sup>309</sup>

Distribuído gratuitamente, o periódico *L’ami de Balzac* conta com apoio financeiro dos comerciantes instalados no Centro Comercial Balzac, promovendo um elo entre os moradores do conjunto e clientes das lojas com os patrões dos estabelecimentos. O engajamento das representações locais da CNL na reabilitação é manifesto desde o primeiro número da publicação.

*“A reabilitação da cité é uma reivindicação das amicales de Balzac desde muito tempo, mesmo o Office HLM e a municipalidade reconheciam há tempos que uma renovação da cité era necessária. (...) As amicales se confrontam desde pelo menos 20 anos porque nunca houve verdadeiras reparações em Balzac. Não devemos esquecer que Balzac tinha sido declarada ‘bairro sensível’ pelo Estado, então era prioritária para uma renovação.”*<sup>310</sup>

Através do periódico, aprendemos que as obras de renovação se concentraram sobretudo no isolamento térmico e acústico das fachadas, troca das janelas originais de madeira por novas em PVC e das portas por blindadas, troca dos elevadores e organização das áreas livres e paisagismo<sup>311</sup>. Boa parte das varandas do projeto de Capra seriam integradas às áreas internas dos apartamentos, tornando a fachada das torres ainda mais plana e homogênea, revestida de alumínio e materiais minerais sobrepostos às pastilhas cerâmicas dos painéis pré-fabricados originais. O órgão oficial de comunicação da prefeitura de Vitry-sur-Seine também enfatiza as obras que seriam realizadas na Cité Balzac na virada dos anos 1990.

*“Desde os anos 88/89, a cité Balzac – que tem mais de 20 anos – é objeto de uma reabilitação de grande envergadura. Os planejamentos exteriores à cité (acabados em março de 93) são feitos após a vedação e o isolamento térmico das fachadas e dos terraços, o planejamento das partes comuns de cada andar, a implantação das normas de segurança aos elevadores, a segurança das portas divisórias. Resta reconstruir o centro comercial. Toda uma abordagem que permite melhorar a vida no bairro.”*<sup>312</sup>

Para além da renovação física, os representantes da CNL clamam por uma mudança de mentalidade por parte dos habitantes face ao patrimônio edificado.

*“Em alguns meses, nossa cité terá mudado de cara. Mais acolhedora, mais humana, a Cité Balzac renascerá. (...) Teremos entendido bem o que isso representa? Estamos prontos para preservar estes ganhos? Pois a questão está colocada: iremos mudar nossa mentalidade, nosso comportamento? Iremos tomar conta do nosso ambiente e nos comportar como pessoas responsáveis? Somos todos fiadores da nossa qualidade de vida. Estamos todos implicados na degradação da nossa cité, em diversos níveis, claro, mas ainda assim implicados: ou ati-*

---

<sup>309</sup> *“La CNL est un maillon méconnu des associations satellites du communisme français. Par son ancrage local, elle constitue pourtant un relais essentiel des activités du PCF en milieu urbain, lieu de formation militante, de protestation et de revendication sociales.”* (Jolis in Bellanger e Mischi, 2013)

<sup>310</sup> *“La réhabilitation de la cité est une revendication des amicales de Balzac depuis fort longtemps, mais l’office HLM et la mairie savaient depuis longtemps qu’une rénovation de la cité était nécessaire. (...) Les amicales se battent depuis bientôt au moins 20 ans parce qu’il n’y a jamais eu de véritables réparations à Balzac. Il ne faut pas oublier que Balzac avait été déclarée ‘îlot sensible’ par l’état, donc prioritaire pour une rénovation.”* ‘Bénévole à la CNL: une histoire vécue.’ in *L’ami de Balzac* N°1 1988

<sup>311</sup> ‘Logement - Et si on passait par l’expo...’ in *Vitry HAD* N°146 Avril/1988 [APMV]

<sup>312</sup> *“Depuis les années 88/89, la cité Balzac - qui a plus de vingt ans - est l’objet d’une réhabilitation de grande envergure. Les aménagements extérieurs de la cité (finis en mars 93) font suite à l’étanchéification et à l’isolation thermique des façades et des terrasses, à l’aménagement des parties communes de chaque escalier, à la mise aux normes de sécurité des ascenseurs, à la sécurisation des portes-palières. Restant à reconstruire le centre commercial. Toute une démarche qui permet de permettre d’améliorer d’avantage la vie dans le quartier.”* ‘Travaux à Balzac’ in *Vitry HAD* N°194 1993 [APMV]

vamente (a indisciplina, a falta de higiene, a quebra); ou pela indiferença (deixando os outros fazerem), ou pela educação que damos aos nossos filhos.”<sup>313</sup>

O jornal *L’ami de Balzac*, ao longo de seus dez números e quatro anos de publicação, insiste sobre a ‘renovação’ de atitude que deveria acompanhar a reabilitação física. “*Repetimos sempre que a reabilitação deve ser a ocasião para se livrar dos comportamentos absurdos, retrógrados, de pura maldade e adotar enfim uma conduta razoável mais adaptada à vida em comunidade. Desse ponto de vista, falta muito a fazer, infelizmente, em Balzac.*”<sup>314</sup>

Juntamente com os representantes do OPHLM de Vitry, do arquiteto Guy Duval e do bureau d’études BERIM, as *amicales* de locatários acompanham as obras de renovação, procurando levar ao conhecimento das autoridades responsáveis as opiniões e demandas dos habitantes, bem como colocá-los a par das decisões e ações do poder público no que tange ao cotidiano da Cité Balzac. A opinião indiferente dos moradores recém chegados na Cité sobre a renovação contrasta fortemente com o postura mais reivindicativa e combativa dos antigos moradores em diversos trechos do documentário realizado pelo Gabinete da Presidência do Conselho Geral do Val-de-Marne sobre as políticas de habitação social do Departamento <sup>315</sup>. As obras começariam pelos edifícios maiores administrados pelo OPHLM e se estenderiam, já nos anos 1990, à Cité des Marronniers, que passa a fazer parte do patrimônio da SEMISE, reivindicação de longa data dos dirigentes comunistas de Vitry.

“*Em dezembro de 1986, a degradação da cité des Marronniers (120 alojamentos) tinha atingido um nível preocupante. É nessa data, entretanto, que a SEMISE se torna proprietária. Hoje em dia a reabilitação está próxima. (...) Lembremo-nos que ‘os Marronniers’ estão situados no antigo ‘bairro sensível’ que supostamente recebeu, em 1989, recursos particulares do governo.*”<sup>316</sup>

O precário estado da Cité des Marronniers devia-se ao abandono a que foram submetidas as construções logo após sua ocupação; seus habitantes queixavam-se igualmente de terem sido esquecidos ali pelos organismos que os haviam removido do *XIIIème arrondissement*.

“*Assim que a cidade de Paris construiu a ‘cité de transit’ dos Marronniers para realojar as famílias expulsas da capital, essas últimas deviam em princípio morar lá durante seis meses enquanto esperavam um alojamen-*

---

<sup>313</sup> “*Dans quelques mois, notre cité aura changé de visage. Plus accueillante, plus humaine, la cité Balzac renaitra. (...) Avons-nous bien mesuré ce que cela représente? Sommes-nous prêts à préserver ces acquis? Car la question est là: allons-nous changer notre mentalité, notre comportement? Allons-nous prendre notre environnement en main et nous comporter en gens responsables? Nous sommes tous garants de notre cadre de vie. Nous sommes tous impliqués dans la dégradation de notre cité, à des degrés divers, certes, mais impliqués tout de même: soit activement (l’indiscipline, la malpropreté, la casse); soit par indifférence (en laissant faire les actifs), soit par l’éducation que nous donnons à nos enfants.*” ‘Bénévole à la CNL: une histoire vécue.’ in *L’ami de Balzac* N°2 1989

<sup>314</sup> “*nous répétons toujours que la réhabilitation doit être l’occasion de se débarrasser des comportements absurdes, rétrogrades, de pure méchanceté et adopter enfin une conduite raisonnable plus adaptée à la vie en communauté. De ce point de vue, il reste malheureusement beaucoup à faire à Balzac.*” ‘Bénévole à la CNL: une histoire vécue.’ in *L’ami de Balzac* N°7 1990

<sup>315</sup> Cabinet de la présidence - Conseil Général du Val-de-Marne (1992) *Un toit pour tous - Présentation de la politique du Conseil Général en matière de logement social* Video -Epreuves de tournage 1h40min. 2 AV 1984-1989 [ADVM]

<sup>316</sup> “*En décembre 1986, la dégradation de la cité des Marronniers (cent vingt logements) avait atteint un degré préoccupant. C’est à cette date pourtant que la Semise en est devenue propriétaire. Aujourd’hui la réhabilitation est proche. (...) Rappelons que ‘les Marronniers’ sont situés dans l’ancien ‘Ilot sensible’ censé recevoir, jusqu’en 1989, des moyens particuliers du gouvernement.*” ‘Marronniers - La réhabilitation enfin’ in *Vitry HAD* N°170 Avril/1991 [APMV]

to definitivo. Na verdade, várias famílias estão aqui desde 1969! Durante esse tempo, a SEMIDEP de Paris deixou a cité abandonada. O processo de degradação não parava de aumentar.”<sup>317</sup>

De fato, é o que relatam Senhora Pagnod e o casal Poinçon, entrevistados pela equipe do Centro Cultural de Vitry no documentário *La banlieue agressé* (1986), carregando nas tintas com as quais retratam o conjunto em que habitam: “Não é nem mesmo uma cité, é um gueto, tudo é inadmissível aqui”<sup>318</sup>. As intervenções seriam de natureza semelhante às realizadas nos demais edifícios da Cité Balzac, concentrando-se na substituição dos revestimentos, materiais isolantes e caixilhos, no intuito de oferecer maior segurança aos habitantes.

“Os trabalhos previstos concernem primeiramente ao exterior, ‘à pele’ do prédio: seu isolamento térmico, substituição da carpintaria exterior com vidros duplos, reforma completa da vedação e do isolamento térmico dos terraços. No interior, além da reforma das partes comuns (hall e escadarias, caixas de correio), a SEMISE se propõe a renovar o aquecimento e a ventilação (equilíbrio das instalações, fornecimento centralizado de água quente para evitar o uso perigoso de aquecedores de água individuais).”<sup>319</sup>

Através destas intervenções, a idéia era conseguir salvar os edifícios da demolição, preservando o patrimônio construído que acabara de ser incorporado aos ativos da SEMISE.

“Para perenizar o patrimônio, quer dizer para que ele continue a oferecer alojamentos confortáveis às famílias e para que não se destrua os prédios, para que se coloque às novas normas de segurança os apartamentos (eletricidade, vedação das janelas, elevadores, fachadas, para as intempéries, do ponto de vista térmico e acústico...)”<sup>320</sup>

Anunciada como uma renovação ‘total’ pelos órgãos de mídia oficiais da municipalidade comunista, o projeto concentrou seus esforços nas áreas internas; ainda que tenha contribuído para mudar a imagem exterior dos edifícios, particularizando-os com relação aos do mesmo tipo construídos em outras cités de Vitry, a reabilitação parece não ter logrado criar novos espaços, equipamentos ou dinâmicas entre seus habitantes. “Hall, escadarias, patamares refeitos; isolamento térmico das fachadas e colocação de janelas em PVC com persianas; substituição das portas dos alojamentos, no interior dos quais refizemos o conjunto dos solos e dos equipamentos sanitários e reforma do quadro de energia. Enfim, tudo.”<sup>321</sup>

---

<sup>317</sup> “Lorsque la ville de Paris avait construit la ‘cité de transit’ des Marronniers pour y reloger les familles chassées de la capitale, ces dernières devaient en principe y séjourner pendant six mois en attendant un logement définitif. En fait, de nombreuses familles sont ici depuis 1969! Pendant ce temps, la SEMIDEP de Paris a laissé la cité à l’abandon. Le processus de dégradation ne cessait de s’amplifier.” Le 4 fait peau neuve’ in *Vitry HAD* N°200 Jan/1994 [APMV]

<sup>318</sup> “C’est n’est même une cité, c’est un ghetto, tout est inadmissible ici” Centre Culturel de Vitry (1986) *La banlieue agressé* Documentário, 4 AV85 [ADVM]

<sup>319</sup> “Les travaux envisagés concernent d’abord l’extérieur, ‘la peau’ du bâtiment”: isolation thermique, remplacement de la menuiserie extérieure avec double vitrage, réfection complète de l’étanchéité et de l’isolation thermique des terrasses. A l’intérieur, outre la réfection des parties communes (halls et cages d’escalier, bloc boîtes aux lettres), la SEMISE se propose de rénover le chauffage et la ventilation (équilibrage des installations, centralisation de la fourniture d’eau chaude pour éviter le recours dangereux aux chauffe-eau individuels.” Marronniers La réhabilitation enfin’ in *Vitry HAD* N°170 Avril/1991 [APMV]

<sup>320</sup> “Pour pérenniser le patrimoine, c’est à dire pour qu’il continue d’offrir des logements confortables aux familles et non pas raser les bâtiments, pour mettre aux nouvelles normes de sécurité les appartements (électricité, ascenseurs, étanchéité des fenêtres, des façades, aux intempéries, comme aux plans calorique et phonique...)” Réhabiliter est une nécessité’ in *Vitry HAD* N°222 Jan/1996 [APMV]

<sup>321</sup> “Hall, escaliers, paliers refaits; isolation thermique des façades et pose de fenêtres en PVC avec des volets roulants; changement des portes des logements, à l’intérieur desquels on a refait l’ensemble des sols et des équipements sanitaires, et mise en conformité du tableau électrique. Bref, la totale.” Le 4 fait peau neuve’ in *Vitry HAD* N°200 Jan/1994 [APMV]

O centro comercial, no qual se sentiam claramente os efeitos da pauperização dos habitantes e da escalada da violência, também seria alvo de um projeto de 'renovação', passando pela demolição da construção original, mudança de localização e características dos estabelecimentos.

*“Com suas salas em parte fechadas, sua estrutura degradada, quase destruída, o centro comercial administrado desde 1969 por uma sociedade imobiliária sobre um terreno concedido pelo OPHLM, contrasta fortemente com o esforço de reabilitação da cité Balzac. Ele será demolido e reconstruído no quadro do projeto de Zone d'aménagement concerté (ZAC) submetido em breve aos habitantes. (...) O centro atual, na esquina das ruas Balzac e Voltaire, é voltado para si mesmo e sem atrativos para o exterior. Essa concepção dos centros comerciais dos anos sessenta mostrou seus limites.”*<sup>322</sup>

Um novo conjunto de lojas associado a um pequeno edifício habitacional na esquina das ruas Anselme Rondenay e Malleret-Joinville seria um dos elementos mais notáveis do projeto de reabilitação elaborado pelo arquiteto Guy Duval. Mais tarde, o arquiteto declararia, a respeito das construções originais da Cité Balzac:

*“A arquitetura é, como tudo, uma questão de moda. Hoje em dia nós temos os grands ensembles. Eles arrastam com eles uma imagem negativa que me entristece. Os arquitetos são tidos como responsáveis, erroneamente. Quando eles foram construídos nos anos sessenta, era para abrigar o maior número possível de pessoas. Foi o 'caminho da grua' que gerou este urbanismo. O tecido social se deteriorou mais rápido que a construção...”*<sup>323</sup>

Em agosto de 1995, o jornal Vitry HAD anuncia a inauguração do novo centro comercial que ocupa o piso térreo do conjunto Rondenay, única construção nova realizada durante a reabilitação dos anos 1980/1990. Metade da área de 2.000 m<sup>2</sup> é ocupada inicialmente pelo supermercado popular Lidl; a outra parte seria dividida em pequenas lojas que seriam progressivamente ocupadas por uma padaria e um açougue.<sup>324</sup> Ainda que este novo centro comercial fosse mais ligado à rua, voltado para fora da Cité Balzac e de menor dimensão, e que o supermercado inaugurado fosse do tipo econômico, mais adaptado às condições da população que ali se instalava em substituição à 'sociedade pequeno-burguesa' que fugia dos conjuntos, os pequenos furtos de produtos continuariam a acontecer corriqueiramente, assim como os assaltos à mão armada do dinheiro dos caixas.

*“Os roubos 'de vizinhança', eles conhecem bem. 'Balzac, é a principal capital do roubo, precisa um deles. Uns quinze moradores da Cité está na prisão devido a assaltos à mão armada, talvez vinte.' Uma voz se eleva, provocante, para exigir a 'tolerância zero, a volta da pena de morte e das penas de prisão mais severas'. Os outros sorriem. 'Os ricos, em Paris, se inquietam pela insegurança, mas no começo, eles não se interessam com o que se passa aqui, lamenta Sganarelle, vinte e quatro anos, graduando de Economia. Agora que os problemas*

<sup>322</sup> *“Avec ses locaux en partie fermés, sa structure dégradée, quasiment sinistrée, le centre commercial géré depuis 1969 par une société immobilière sur un terrain concédé par l'OPHLM, contraste fortement avec l'effort de réhabilitation de la cité Balzac. Il sera démoli et reconstruit dans le cadre du projet de Zone d'aménagement concerté (ZAC) soumis prochainement aux habitants.. (...) Le centre actuel, à l'angle des rues Balzac et Voltaire, est tourné sur lui même et sans attraits pour l'extérieur. Cette conception des centres commerciaux des années soixante a montré ses limites.”* 'A travers la ville - centre commercial Balzac - C'est pour bientôt' in **Vitry HAD** N°173 Aout/1991 [APMV]

<sup>323</sup> *“L'architecture, c'est comme tout, une question de mode. Aujourd'hui on a soupé des grands ensembles. Ils traînent avec eux une image négative qui me chagrine. Les architectes sont rendus responsables, à tort. Quand ils ont été construits dans les années soixante, c'était pourtant pour loger le plus grand nombre. C'est le chemin de grue qui a engendré cet urbanisme. Le tissu social s'est dégradé plus vite que le bâti...”* 'Les pieds dans le plat' in **Vitry Le mensuel** N°17 Fev/2006 [APMV]

<sup>324</sup> 'Ensemble Rondenay - Naissance d'un centre commercial' in **Vitry HAD** N°217 Aout/1995 [APMV]

*chegaram, eles dizem que é preciso reprimir.’ Sentado ao seu lado, Younes resmunga: ‘Felizmente existe o haschich na banlieue para acalmar as pessoas...’*<sup>325</sup>

Toda uma mitologia em torno dos criminosos da *Banlieue Sud* alimentaria a fama de Vitry como escola do crime, especializada em roubos e ‘evasões’. Episódios de resgates cinematográficas de líderes da ‘*gang de la banlieue sud*’ de prisões de alta segurança em operações ousadas organizadas por seus companheiros ajudariam associar Vitry-sur-Seine à marginalidade, ao crime e ao tráfico de drogas.

*“Trinta anos depois, em Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), a Cité Balzac ainda tem uma reputação ‘muito criminógena’ diante dos serviços de polícia do departamento. ‘Nos anos 1960 e 1970, era de lá que vinha a gangue da banlieue sul’, se lembra Philippe Lombard, diretor departamental adjunto da segurança pública (DDSP).”*<sup>326</sup>

Pouco menos de um ano depois da inauguração, em maio de 1996, o supermercado seria também alvo de um assalto à mão armada, o que leva os moradores a exigir das autoridades que controlam a polícia nacional um posto de ‘permanência humana preventiva e dissuasiva’, nos termos da representante comunista Monique Dagorn<sup>327</sup>. Respondendo a ela, Maurice Cotier evoca o tráfico de drogas como um dos principais alvos da política de segurança da região do Val-de-Marne:

*“A luta contra o tráfico de drogas vai se intensificar para deixar os traficantes de todo tipo sem a possibilidade de prejudicar alguém. Nas cités onde o clima de insegurança se deve ao comportamento de algumas famílias que causam problemas e são conhecidas por isso, as medidas administrativas não ser tomadas pela via judicial e terminarão com a expulsão delas.”*<sup>328</sup>

Para simplificar, basta dizer que o cotidiano da Cité Balzac dos anos 1990 não pareceu diferir substancialmente da década anterior e da seguinte, mergulhado num quadro de marginalidade comum à diversos dos *grands ensembles* dos anos 1960 na região parisiense, como aqueles analisados por Donzelot.

*“É preciso perceber, em seguida, que desde meados dos anos 90 a banlieue é cada vez mais frequentemente reduzida a um puro problema de delinquência cujos números aumentaram sensivelmente. Para dizer claramente, digamos que nós vimos aumentar um discurso cujo argumento principal é que, nessas banlieues, muitas pessoas, inclusive os jovens, se empenham em conseguir um trabalho, em terminar a escola, em cuidar do*

---

<sup>325</sup> “Les vols ‘de proximité’, ils connaissent bien. “Balzac, c’est la capitale de la braque, précise l’un d’eux. Il y en a une quinzaine de la cité en prison pour des vols à main armée, peut-être vingt. “ Une voix s’élève, provocante, pour réclamer la “tolérance zéro, le retour de la peine de mort et des peines de prison plus lourdes “. Les autres sourient. “Les riches, à Paris, ils s’inquiètent de l’insécurité, mais au départ, ils en ont rien à foutre de ce qui se passe ici, déplore Sganarelle, vingt-quatre ans, en licence d’économie. Maintenant que les problèmes arrivent, ils disent qu’il faut de la répression. “ Assis à ses côtés, Younes bougonne: “Heureusement qu’il y a du shit [haschich] dans les banlieues pour calmer les gens...” Garcia, Alexandre ‘A Vitry-sur-Seine, les commerces victimes de braquages “de proximité” in *Le Monde* 04/ago/01

<sup>326</sup> “Trente ans après, à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), la cité Balzac jouit encore d’une réputation “très criminogène” auprès des services de police du département. “Dans les années 1960 et 1970, c’est de là que venait le gang de la banlieue sud”, se souvient Philippe Lombard, directeur départemental adjoint de la sécurité publique (DDSP).” Garcia, Alexandre ‘A Vitry-sur-Seine, les commerces victimes de braquages “de proximité” in *Le Monde* 04/ago/01

<sup>327</sup> “Ilotiers, présence humaine préventive et dissuasive” ‘Vos élus délibèrent’ in *Vitry HAD* N° 229 Sep/1996 [APMV]

<sup>328</sup> “La lutte contre les trafics de drogue va s’intensifier pour mettre hors d’état de nuire les trafiquants de toute sorte. Dans les cités où le climat d’insécurité tient au comportement de quelques familles qui causent des troubles et sont connues comme telles, des mesures administratives vont être prises par voie judiciaire aboutissant à leur expulsion. ” ‘Vos élus délibèrent’ in *Vitry HAD* N° 229 Sep/1996 [APMV]

*ambiente, mas elas se veem impedidas de fazer isso por uma minoria que prefere os benefícios imediatos do tráfico ilegal do que aqueles, mais lentos para vir, da inscrição em uma vida normal.”<sup>329</sup>*

---

<sup>329</sup> *“Il faut noter ensuite que depuis le milieu des années 90, la banlieue est de plus en plus fréquemment réduite à un pur problème de délinquance dont les chiffres se sont accrus très sensiblement. Pour faire simple, disons qu’on voit monter un discours dont l’argument principal est que, dans ces banlieues, beaucoup de gens, y compris des jeunes, s’emploient à accéder à un travail, à réussir leur scolarité, à prendre soin de leur environnement, mais qu’ils se voient bridés dans ces efforts par une minorité qui préfère les bénéfices immédiats des trafics illégaux à ceux, plus lents à venir, de l’inscription dans une vie normale. ” (Donzelot, 2006:15)*

## 3.5 A estigmatização e a crise dos *banlieues*

Um fato incontornável que pesa nos processos de transformação e renovação da Cité Balzac é a flagrante estigmatização do conjunto, seja pela imprensa local ou nacional, no discurso de habitantes de Vitry e do próprio conjunto, o que certamente não ajudou a melhorar as condições de vida no local mas que pode ter tido um papel determinante nas diversas tentativas de renovação, ao atrair a atenção da opinião pública para aquele território. Mesmo a palavra *cité* mudaria de sentido, passando a designar pejorativamente o arquétipo dos grandes e problemáticos conjuntos habitacionais construídos nos subúrbios franceses, como destaca Stéphane Durand (in Topalov et alli, 2010: 297-301).

*“As cités se tornam sinônimos de vastos conjuntos residenciais e um dos símbolos da grande mutação social dos Trente Glorieuses; só o espírito do tempo permitirá acharmos alguma poesia no nome da Cité des Quatre-Mille dado a um grande conjunto de La Courneuve na região parisiense. O termo cité se carregou de conotações muito negativas: espaço socialmente desfavorizado e lugar de insegurança, câncer sintomático dessa doença do urbanismo batizada de ‘sarcellite’, do nome dessa comuna da banlieue parisiense onde um grand ensemble supera os dez mil apartamentos. A cité se tornou o arquétipo pejorativo da banlieue, notadamente com o desenvolvimento de um mal estar urbano desde os anos 1980. A palavra cité começa a ser inevitavelmente acompanhada de um cortejo de imagens midiáticas tenazes, aquelas de uma certa delinquência juvenil, entre tráfico de entorpecentes e carros queimados.”*<sup>330</sup>

De acordo com Danièle Voldman, a degradação física, a veiculação de uma imagem negativa de um *grand ensemble* em particular e a decadência econômica de seus moradores são fenômenos em constante relação, inseridos numa complexa espiral que levaria ao seu fim como expressão de uma determinada utopia moderna. *“Além disso, começava uma lenta degradação do parque imobiliário: quando um imóvel, devido à falta de manutenção ou à sua situação em um bairro considerado como mal afamado, era abandonado por seus ocupantes afortunados, ele era investido por locatários menos ricos.”*<sup>331</sup>

As mudanças ‘econômicas e sociais’ seriam constantemente evocadas para dar conta de explicar a passagem de uma imagem radiosa e positiva dos *grands ensembles* a símbolo de relegação e concentração de problemas e miséria social. Tal questão ecoa em diferentes campos da produção intelectual francesa contemporânea, desde trabalhos artísticos à história cultural, social e urbana, além da sociologia. Patrick Champagne, no volume coletivo organizado pelo sociólogo Pierre Bourdieu acerca da miséria do mundo a parte descreve os termos do desafio que se colocava para a esquerda no poder:

*“No começo dos anos 80, logo após os incidentes acontecidos no bairro dos Minguettes - um bairro de Vénissieux, na banlieue de Lyon, com forte concentração de população imigrante - se desenvolve na imprensa um novo discurso com relação aos banlieues problemáticos. Estes incidentes, bastante espetaculares (carros queimados, barricadas, tiros de projéteis diversos e coquetéis molotov contra a polícia, etc) foram largamente co-*

---

<sup>330</sup> *“Les cités devirent synonymes de vastes ensembles résidentiels et l’un des symboles de la grande mutation sociale des Trente Glorieuses; seul l’esprit du temps permettait de trouver quelque poésie au nom de Cité des Quatre-Mille donné à un grand ensemble de La Courneuve en région parisienne. Le terme de cité s’est chargé de connotations très négatives: espace socialement défavorisé et lieu d’insécurité, chancre symptomatique de cette maladie de l’urbanisme baptisée ‘sarcellite’, du nom de cette commune de la banlieue parisienne où un grand ensemble dépasse les dix mille logements. La cité est devenue l’archétype péjoratif de la banlieue, notamment avec le développement d’un malaise urbain dès les années 1980. Le mot cité commence à être inévitablement accompagné d’un cortège d’images médiatiques tenaces, celles d’une certaine délinquance juvénile, entre trafic de stupéfiants et voitures brûlées.”* (Durand, Stéphane in Topalov et alli, 2010:297-301)

<sup>331</sup> *“De plus, commençait une lente dégradation du parc immobilier: quand un immeuble, à cause du manque d’entretien ou de sa situation dans un quartier considéré comme mal famé, était déserté par ses occupants fortunés, il était investi par des moins riches locataires”* (Voldman, Danièle in Fourcaut, A. e Harismendy, F. (orgs.) 2011, p.8-9)

*bertos pelo conjunto da imprensa, debruçando-se sobre uma nova categoria da população, os jovens descendentes de famílias imigrantes (os beurs), em situação de fracasso escolar, sem qualificação e sem trabalho. Descobríamos também o estado abandonado de algumas banlieues e a degradação dos edifícios, devastados pelo vandalismo e abandonados pelos organismos HLM. Estes incidentes, que estouraram pouco mais de dois meses depois da conquista do poder pelos socialistas, foram considerados como um verdadeiro desafio político lançado ao governo de esquerda.”*<sup>332</sup>

Na década seguinte, diversos filmes relativamente independentes nos ajudam a compor um outro retrato da *banlieue*, mais próximo de seus habitantes, seus espaços e formas de sociabilidade <sup>333</sup>. São muitos os sentidos destas imagens e olhares, ainda que existam questões recorrentes, histórias comuns e banais apresentadas como ‘retratos’ ou panoramas livremente inspirados em situações reais, frequentemente da qual provém os diretores e atores dos filmes.

*Hexagone* (1995), de Malik Chibane é um deles. Em primeira pessoa, um jovem ‘*beur*’ apresenta Goussainville, seu bairro, seus ‘personagens’ e suas memórias de infância. Várias das cenas passam-se em um centro de DSQ, instalado num centro comercial do *grand ensemble*, onde encontram-se jovens de origens e trajetórias diversas. Em um programa televisivo de debates no ano de lançamento do filme, o diretor expõe uma visão bastante negativa do processo de reabilitação em curso no conjunto. No mesmo ano, estrearia *État des lieux* (1995), de Jean-François Richet, fruto da intenção de realizar um ‘filme de urgência’ que conta a história particular de um operário no subúrbio parisiense <sup>334</sup>, financiado com recursos do seguro-desemprego dos realizadores. De origem social absolutamente próxima à dos personagens que retrata, inspirado no construtivismo soviético, Richet realizaria pouco tempo depois *Ma 6<sup>te</sup> va cracker* (1997), espécie de filme manifesto que previa a eclosão de conflitos a partir das condições de vida dos jovens dos *grands ensembles* e sua precária integração com o resto da sociedade francesa.

Um retrato bastante contrastado da vida e dos conflitos dos jovens de um conjunto da periferia parisiense aparece ainda em 1995 com *La Haine* (1995), de Mathieu Kassovitz, que alcançou algum sucesso de público e reconhecimento da crítica em Cannes. No filme, três jovens de origem

---

<sup>332</sup> “C’est au début des années 80, à la suite d’incidents survenus dans le quartier des Minguettes - un quartier de *Vénissieux*, dans la banlieue lyonnaise, à forte concentration de population immigrée - que s’est développé dans la presse un nouveau discours sur les ‘banlieues à problèmes’. Ces incidents, assez spectaculaires (voitures brûlées, barricades, lancers de projectiles divers et de cocktails Molotov contre les forces de police, etc.) furent largement couverts par l’ensemble de la presse, pourtant ainsi brutalement l’attention sur une nouvelle catégorie de population, celle des jeunes issus de familles émigrées (‘les beurs’), en situation d’échec scolaire, sans qualification et sans travail. On découvrirait également l’état délabré de certaines banlieues et la dégradation des bâtiments, saccagés par le vandalisme et laissés à l’abandon par les organismes HLM. Ces incidents, qui avaient éclaté deux mois à peine après l’arrivée des socialistes au pouvoir, furent considérés comme un véritable défi politique lancé au gouvernement de gauche.” Champagne, Patrick in ‘La vision médiatique’ in Bourdieu (1993), p. 95-123

<sup>333</sup> Para uma ‘arqueologia das representações audiovisuais dos grandes conjuntos’ e a uma interessante análise da importância das imagens da mídia sobre os territórios periféricos no período imediatamente anterior, ver a tese de doutorado de Canteux, Camille (2008) *Villes rêvées, villes introuvables- Histoire des représentations audiovisuelles des grands ensembles à la télévision, au cinéma et dans les films institutionnels du milieu des années 1930 au début des années 1980* CHS Université Paris 1 - Panthéon Sorbonne, Orientação Annie Fourcaut.

<sup>334</sup> ‘Images et banlieues’ in *Le cercle de minuit* France 2 05 juin 1995 Disponível em <http://www.ina.fr/video/CPB95003622> [INA.fr]



diversa - um negro, um árabe e um europeu judeu, vivem na Cité des Muguets<sup>335</sup>, imersos em uma espiral de tensões e marginalidades que acaba por explodir em violências sucessivas.

Em todos estes filmes nota-se nitidamente a presença do RAP, *Rhythm and Poetry* originalmente norte-americano e diversas referências aos elementos da chamada 'cultura Hip Hop' como o *graffiti* e a dança de rua. Ainda que sob a mesma sigla, tratava-se não mais do *Rock Against Police* da década anterior, mas que, de certa maneira, cumpria o papel de uma 'contracultura específica'<sup>3</sup> de que falava a geração predecessora dos jovens das periferias. Nos anos 1990, tais movimentos se afirmam como culturais, ainda que com nítido corte político nos assuntos e temas.

Outro traço marcante destes hábitos culturais presentes nestes filmes é, incontestavelmente, o uso e o comércio de entorpecentes, leves e pesados, associado ao cotidiano dos jovens habitantes dos *grands ensembles*. Seja como estratégia de sobrevivência ou como prática deliberada contra o Estado, a sociedade e a propriedade privada ou pública, a marginalidade aparece como um traço bastante marcado que atravessa as representações destes territórios periféricos de habitação social, até os dias atuais.

Para exemplificar, avançando sobre o campo da cultura popular e os anos 2000, bastaria mencionar o ambíguo videoclipe realizado pelo diretor Romain Gavras para a música *Stress* (2008), do duo de música eletrônica Justice, cuja veiculação foi boicotada por diversas redes de televisão por conta das violentas cenas de jovens que partem da *banlieue* para atos de delinquência e violência em Paris, que acabam com um carro incendiado num *grand ensemble*.

Thibaud Tellier expõe o dilema de sentidos associados aos *grands ensembles* no imaginário coletivo, destacando a importância da elaboração de uma história cultural destes espaços de habitação moderna que se tornaram símbolos de espaços marginais e fracasso do estado de bem estar social: "Como passamos em menos de meio século da esperança à desilusão, do reconhecimento público à estigmatização de um tipo de habitat que hoje em dia supostamente encarna o conjunto dos males de nossa sociedade contemporânea."<sup>337</sup>

Pierre Merlin tenta dar conta das cisões e conflitos que emergem lentamente nos territórios periféricos franceses, de maneira esquemática mas que relativiza um certo senso comum construído e veiculado ao longo das décadas que separam a construção da 'renovação' dos *grands ensembles*.

*"A transformação econômica e social, mas também demográfica, da população conseguiu, em vários planos, desestabilizar a distribuição. Os jovens casais com filhos tornaram-se casais velhos sem filhos em casa, ou foram morar em um outro lugar (em muitos casos, uma casa própria individual) ou morreram. Seus jovens filhos tornaram-se adolescentes, depois adultos. Conforme a liberação dos apartamentos, os que partiam eram substituídos pelos novos casais, normalmente mais jovens, mas também mais pobres. Isso contribuiu, sem ne-*

---

<sup>335</sup> O filme foi gravado em um grand ensemble em Chanteloup les Vignes, na região parisiense. Nele acompanhamos momento a momento as tensões na cité ao longo do dia que sucede a revolta que eclode ali por conta da morte de um jovem em perseguição policial. A descrição dos conflitos e tensões e a construção de uma reação trágica e igualmente violenta é a linha que conduz o filme e a vida de personagens bastante ordinários. "Jusqu'ici tout va bien" *C'est l'histoire d'un mec qui tombe d'un immeuble de cinquante étages au fur et à mesure de sa chute il se réte sans cesse pour se rassurer: jusqu'ici tout va bien, jusqu'ici tout va bien, jusqu'ici tout va bien... mais l'important, c'est pas la chute, c'est l'atterrissage.* "La Haine, ficção de Mathieu Kassovitz (1995)

<sup>336</sup> Ver o primeiro item deste capítulo sobre os movimentos Rock Against Police.

<sup>337</sup> "comment est-on passé en moins d'un demi-siècle de l'espérance à la désillusion, de la reconnaissance publique à la stigmatisation d'un type d'habitat censé aujourd'hui incarner l'ensemble des maux de notre société contemporaine?" (Tellier, 2007, p.15)

*nhuma dúvida, para dar novamente aos grands ensembles uma estrutura de população mais equilibrada no plano das idades, o que foi benéfico. Entretanto, isso também introduziu conflitos de geração, ao mesmo tempo entre os jovens e os mais velhos, e entre os antigos habitantes e os novos. Enfim, isso contribuiu para o crescimento da violência e o sentimento de insegurança (que atinge sobretudo os mais velhos e os mais antigos). Essa situação foi agravada pelas políticas de atribuição dos alojamentos. Os casais mais prósperos, em ascensão social, saíram dos grands ensembles, sobretudo depois da lei de 1977 que favoreceu o acesso à propriedade dos casais com renda média (empréstimos para o acesso à propriedade) tendo frequentemente desejado adquirir uma casa individual (longe do centro das aglomerações, para que o preço dos terrenos permitisse a entrada nos preços máximos fixados para esses empréstimos). Os organismos de gestão, para evitar os apartamentos livres, frequentemente aceitavam locatários que se revelaram em seguida, com o aumento do desemprego, inadimplentes. Mas, face às reações dos habitantes e das municipalidades, e em função da localização dos grands ensembles, produziu-se pouco a pouco uma segregação entre esses. Os mais bem construídos, os mais bem situados, foram ocupados por casais mais abastados, mais estáveis, mais privilegiados socialmente. Por outro lado, os mais mal construídos, com pior localização, mais degradados, aqueles que foram evitados pelas classes médias, foram destinados aos casais que não tinham outra escolha: os mais pobres, menos solventes e menos estáveis, normalmente casais estrangeiros. Essas desigualdades só, naturalmente, se reforçaram ao longo do tempo. Esquematizando um pouco, podemos dizer que formaram dois sub-grupos dos grands ensembles: aqueles que concentram os casos difíceis e aqueles que estão quase isentos dessas dificuldades.”<sup>338</sup>*

Certo é que o quadro das tensões e impasses vai ficando mais cristalino e complexo conforme se aproxima o final do século XX. No início dos anos 2000, fatos pontuais e revoltas em escala inédita se somariam à imagem negativa e de situação limite associada a estes territórios, abrindo espaço para o aparecimento de políticas de renovação de amplitude e meios inéditos que revelam uma transformação do papel do Estado francês, como veremos.

É difícil apreender a complexidade dos fenômenos sociais e microhistórias locais através das esparsas notícias de políticas de desenvolvimento social do bairro e urbano (DSQ e DSU) de diferentes gerações, para além das consequências imediatas da reabilitação física da virada dos anos 1990. Os edifícios ganham uma nova imagem, particularizada em relação aos blocos similares construídos no projeto Grand Ensemble nos mesmos anos. No centro de Vitry existem blocos originais parecidos àqueles que foram construídos na Cité Balzac, razoavelmente bem conservados e ocupados, o que nos leva a pensar se a degradação ali se processava em outra escala e quais as ra-

---

<sup>338</sup> *“La transformation économique et social, mais aussi démographique, de la population, a, sur de nombreux plans, bouleversé la donne. Les jeunes ménages avec enfants sont devenus des ménages âgés sans enfants à domicile, ou sont partis habiter dans un autre cadre (dans nombre de cas, une maison individuelle en accession à la propriété) ou sont décédés. Leurs jeunes enfants sont devenus des adolescents, puis des adultes. Au fur et à mesure de la libération de logements, les partants ont été remplacés par de nouveaux ménages, le plus souvent plus jeunes, mais aussi plus pauvres. Cela a, sans aucun doute, contribué à redonner aux grands ensembles une structure de population plus équilibrée sur le plan des âges, ce qui a été bénéfique. Toutefois, cela a aussi introduit des conflits de génération, à la fois entre les jeunes et les plus âgés, mais aussi entre les anciens habitants et les nouveaux venus. Bref, cela a contribué à accroître la violence et le sentiment d’insécurité (qui frappe surtout les plus âgées et les plus anciens). Cette situation a été aggravée par les politiques d’attribution des logements. Les ménages les plus aisés, en ascension sociale, ont quitté les grands ensembles, surtout après la loi de 1977 qui a favorisé l’accession à la propriété des ménages à revenus moyens (prêts aidés à l’accession à la propriété) ayant souvent souhaité acquérir une maison individuelle (loin du centre des agglomérations, pour que le prix des terrains permette d’entrer dans les prix plafonds fixés pour ces prêts). Les organismes gestionnaires, pour éviter des vacances de logements, ont fréquemment accepté des locataires qui se sont révélés par la suite, avec la montée du chômage, insolubles. Mais, face aux réactions des habitants et des municipalités, et en fonction de la localisation des grands ensembles, il s’est produit peu à peu une ségrégation entre ceux-ci. Les mieux construits, les mieux situés, ont été recherchés par les ménages les plus aisés, les plus stables, les plus favorisés socialement. Au contraire, les plus mal construits, les moins bien situés, les plus dégradés, ceux qui avaient été fuis par les classes moyennes, se sont vu affecter les ménages qui n’avaient pas d’autre choix: les plus pauvres, les moins solvables et les moins stables, souvent des ménages étrangers. Ces inégalités n’ont, tout naturellement, fait que se renforcer au cours du temps. En schématisant quelque peu, on peut dire qu’il s’est constitué deux sous-groupes de grands ensembles: ceux qui concentrent les cas difficiles et ceux qui sont presque exempts de ces difficultés” (Merlin, 2010, p.82)*

zões para isso. Nos limitaremos aqui a partilhar alguns indícios e questões que atravessariam as décadas seguintes, até a virada dos anos 2000.

São muitos os intelectuais que vem se debruçando sobre estes territórios periféricos, levantando questões para tentar compreender os conflitos e problemas crônicos que caracterizariam boa parte dos *grands ensembles*, Cité Balzac inclusa neste panorama, como vimos. O filósofo e sociólogo Jacques Donzelot é um dos mais notáveis observadores destas tensões, conflitos e dinâmicas coordenadas que constroem e destroem as cidades, a partir dos anos 1990, quando colabora com o Ministério da Cidade elaborando relatórios, livros e ensaios, especialmente depois de 2005. Suas análises das questões e tensões urbanas por vezes fazem referência a uma leitura prospectiva pouco precisa mas original do ponto de vista interpretativo da história recente do fenômeno urbano francês e mundial.

Em *La ville en trois vitesses*, ele conceitua os movimentos que atuam em coordenação nas configurações dos espaços urbanos de gentrificação, periurbanização e relegação, este último particularmente presente no cotidiano dos *'zupards'*, os moradores dos HLM dos Trinta Gloriosos.

*“Os habitantes dos grands ensembles formam uma sociedade particular marcada pela natureza restrita do entre si que caracteriza sua relação no sentido de que a livre escolha figura uma parte bem mínima na constituição de sua vizinhança. Eles estão lá pois não podem estar em outro lugar e não escolhem em nada a sociedade de seus vizinhos. Isso não significa que eles não podem sair de lá, que não há mobilidade para essa população, nem que suas relações não podem ter nenhuma dimensão eletiva, nenhum calor. Estudos finos mostraram bem que, mesmo nas cités mais estigmatizadas, se uma parte dos habitantes vê sua localização como um fato vergonhoso, uma outra, não menos importante, se apropria dessa localização, faz disso uma parte positiva de sua identidade, nutre relações de vizinhança intensa e sofre mesmo de ter que partir quando uma oportunidade de promoção se apresenta.”*<sup>339</sup>

Em outra publicação, na qual se questiona sobre a eficácia das *politiques de la ville* elaboradas para fazer face à 'crise des banlieues' que se já se colocava como tal nos anos 1990, ele expõe a interdependência dos fenômenos urbanos:

*“A consideração do fechamento entre essas 'situações urbanas' que são o rebaixamento, a péri-urbanização e a gentrificação permite medir o verdadeiro alcance dessa lógica de separação: uma diminuição do sentimento de interdependência, a tentação das pequenas classes médias de reenviar a população rebaixada para seu país de origem, ou pelos menos de incriminar a causa de sua presença no território nacional, essa 'mundialização' 'pelo baixo' que é a imigração vivida como desestabilizando da sociedade.”*<sup>340</sup>

Tais reflexões são interessantes para entender os processos que se dão em territórios como a Cité Balzac, cujos habitantes seriam mais uma vez os objetos de políticas específicas que imporia a eles

---

<sup>339</sup> *“Les habitantes des grands ensembles forment une société particulière marquée par la nature contrainte de l'entre soi qui caractérise leur relation au sens où le libre choix figure pour une part bien minime dans la constitution de leur voisinage. Il sont là parce qu'ils ne peuvent pas être ailleurs et ne choisissent en rien la société de leurs voisins. Cela ne signifie pas qu'ils ne peuvent pas en sortir, qu'il n'y aurait pas de mobilité de cette population, ni que leurs relations ne peuvent avoir aucune dimension élective, aucune chaleur. Des études fines ont bien montré que, même dans les cités les plus stigmatisées, si une partie des habitants vit sa localisation comme un sujet d'oppobre, une autre, non moins importante, s'approprie cette localisation, en fait une part positive de son identité, noue des relations de voisinage intense et souffre même de devoir partir quand une opportunité de promotion se présente.”* (Donzelot, 2009:58)

<sup>340</sup> *“La prise en compte de la fermeture entre ces 'états de ville' que sont la relégation, la péri-urbanisation et la gentrification permet de mesurer la véritable portée de cette logique de séparation: une diminution du sentiment d'interdépendance, la tentation pour les petites classes moyennes de renvoyer la population reléguée vers son pays d'origine, du moins d'incriminer la cause de sa présence sur le territoire national, cette 'modalisation' 'par le bas' qu'est l'immigration vécue comme déstabilisant la société.”* (Donzelot, 2006:56)

um desvio em sua trajetória residencial a partir de um processo de transformação destes espaços que eclode com um incidente bastante mediatizado e politizado, como veremos a seguir.



## 4. Uma história recente (os anos 2002-2012)

Um episódio violento que ajuda a marcar definitivamente a Cité Balzac no imaginário popular nos serve de marco de uma nova fase de transformações no bairro, proposta pela municipalidade comunista em associação com a Agência Nacional de Renovação Urbana (a ANRU), através de uma ambiciosa e espetacular operação de demolição e reconstrução. A construção de um museu de arte contemporânea na periferia, o MAC VAL, inaugurado nos mesmos dias em que os carros queimavam em todo o país, serve de indício das notáveis intenções e dos insucessos de um tipo de política pública baseada na discriminação positiva e no incentivo à formação cultural e social das populações.

Estas abordagens, ensaiadas sob as mais diferentes configurações e tendências políticas, reunidas sob a abstrata denominação de 'politique de la ville', seriam completamente revistas a partir da lei Borloo (2003), dando lugar a uma política mais agressiva no enfrentamento dos sintomas das fissuras no tecido social e urbano que emergiam nos subúrbios franceses.

Em meio ao som e a fúria das demolições e das revoltas populares que tomaram as cités francesas no final de 2005, o caso particular da 'renovação' da Cité Balzac emerge dos escombros para nos ajudar a refletir sobre as contradições inerentes às políticas de habitação social. A destruição sucessiva dos três grandes blocos habitacionais, os edifícios ABC, DEF e GHJ, entre 2007 e 2012, marcou indelevelmente a história do bairro e as memórias dos habitantes, operação questionável que revela as lógicas intrínsecas aos processos de renovação urbana, desde os tempos de Henri Coing até as enormes operações que se generalizaram nos subúrbios franceses.

Em resposta à segregação cotidiana e à violência difusa da qual eram objeto, os jovens das periferias organizam-se em grupos de produção independente de arte e cultura identificadas sobretudo com as expressões reunidas sobre o rótulo do hip hop, articulação de música e artes visuais e do corpo que se mostra particularmente presente em Vitry-sur-Seine, seja em iniciativas autogestivas ou propostas da municipalidade, que pouco a pouco começa a incorporar atividades do tipo em sua agenda cultural. Seja como for, nos parece importante sublinhar a transição que se opera entre o campo propriamente sócio-econômico, ligado às condições materiais de vida, em direção da cultura como campo de luta e de afirmação de identidades, fenômeno que nos parece claro no caso de Vitry-sur-Seine, ilustrando uma passagem que se generaliza na primeira década dos anos 2000.

A integração do setor sul da cidade em um grande projeto de desenvolvimento imobiliário ligado à expansão da rede de transportes por trilhos, uma Operação de Interesse Nacional, parece modificar os dados do problema urbanístico, transformando Balzac e sua reputação em obstáculo 'a renovar'. No entanto, estes projetos parecem estar de alguma maneira esboçados na Zona de Atividades proposta por Mario Capra ainda nos anos 1960 e nunca realizada. A perspectiva da longa duração na análise das transformações urbanas de Vitry sur Seine ao longo do século XX - seus personagens, suas utopias e suas realizações, nos ajuda a perceber as continuidades nos modos de produção dos territórios periféricos, no tratamento e nas trajetórias da gente que habita estas margens da cidade e entender o papel funcional da crise da habitação no capitalismo contemporâneo.

## 4.1 Crimes e revoltas em Vitry e na França nos anos 2000

Como demonstram tanto as pesquisas pioneiras quanto abordagens mais inovadoras da história urbana na França, a eclosão de revoltas populares nas periferias, conjuntos habitacionais ou lugares estratégicos na Paris *intramuros*, não é um fenômeno recente<sup>341</sup>. Annie Fourcaut expõe a situação característica da virada do século XXI em uma perspectiva temporal e geográfica alargada, destacando o emblemático caso francês.

*“A partir dos anos 1975-1990 o crescimento das desigualdades, da violência e da insegurança, o alargamento da Europa e a chegada de novos fluxos migratórios, frequentemente clandestinos, em direção às grandes zonas urbanizadas, a falência do welfare state colocam em dúvida a pertinência das soluções construídas anteriormente. A dimensão étnica e espacial das segregações, nova a essa escala no espaço europeu, coloca um fim à sociedade urbana da era industrial, construída no melting pot. As revoltas urbanas de Brixton (Londres, 1981) e Bruxelas (1991), os problemas nas banlieues das cidades industriais do norte da Grã-Bretanha (2001) e sobretudo as violências urbanas de novembro de 2005 e depois 2007 na França - de uma amplitude e duração sem igual na Europa -, traduzem a profundidade da crise e mostram a exemplaridade do caso francês. A explosão e a fragmentação das metrópoles ocidentais, a passagem da cidade ao urbano, adicionam à perda referências.”*<sup>342</sup>

Em Vitry-sur-Seine, já desde fins dos anos 1990, a municipalidade comunista tentava resistir à crescente onda de violências urbanas através de seus canais habituais, sem deixar de reconhecer suas implicações e amplitude.

*“Se globalmente a delinquência e a criminalidade registram uma leve baixa, os ‘problemas urbanos’ (vandalismo, incivildade, agressões verbais...) dobraram entre 1996 e 1997. Vitry não está isenta desse fenômeno. (...) As degradações dos halls de entrada, os grupos que se reúnem toda noite, o barulho, os carros destruídos, os pequenos roubos, a droga fazem agora parte do cotidiano das cités populares. Pois é nesses bairros mais desfavorecidos que essas situações se desenvolvem levando, às vezes, em algumas cidades, a explosões de violência. E esses jovens, órfãos de trabalho de referência, se apegam àquilo que lhe é mais próximo: a cité deles, o ônibus deles, o carro de seus pais, de seus vizinhos.”*<sup>343</sup>

O jornal *Vitry HAD* publica em 1998 a íntegra do manifesto ‘*Stop la violence*’ de iniciativa de ‘jovens’, que, em linguagem bastante coloquial, maneira quase caricata de se colocar próximo do seu público alvo, pretende se posicionar firmemente contra a violência, a degradação e as condições

<sup>341</sup> A cronologia inclusa no dossier ‘Banlieues Trente ans d’histoire et de révoltes’, *Le Monde Diplomatique - Manière de voir* N°89 2006:11 nos mostra que, desde finais dos anos 1970, sobretudo nos anos 1980 mas continuamente até os anos 2000 houberam revoltas similares e eventuais nas periferias francesas.

<sup>342</sup> *“À partir des années 1975-1990 l’accroissement des inégalités, de la violence et de l’insecureté, l’élargissement de l’Europe et l’arrivée de nouveaux flux migratoires, souvent clandestins, vers les grandes zones urbanisées, la faillite du welfare state remettent en cause la pertinence des solutions construites précédemment. La dimension ethnique et spatiale des ségrégations, nouvelle à cette échelle dans l’espace européen, met fin à la société urbaine de l’ère industrielle, construites sur le melting pot. Les émeutes de Brixton (Londres, 1981) et de Bruxelles (1991), les troubles des banlieues des villes industrielles du nord de la Grand-Bretagne (2001) et surtout les violences urbaines de novembre 2005 puis 2007 en France - d’une ampleur et d’une durée inégalée en Europe -, traduisent la profondeur de la crise et montrent l’exemplarité du cas français. L’éclatement et la fragmentation des métropoles occidentales, le passage de la ville à l’urbain, en zones industrielles et commerciales, sprawl pavillonnaire et grands ensembles, ajoutent à la perte des repères.”* (Fourcaut, Annie in Fourcaut, A. e Harismendy, F. (orgs.) 2011, p.206)

<sup>343</sup> *“Si globalement la délinquance et la criminalité enregistrent une légère baisse, les ‘troubles urbains’ (vandalisme, incivilité, agressions verbales...) on doublé entre 1996 et 1997. Vitry n’est pas épargné par ce phénomène. (...) Les dégradations de halls d’escalier, les bandes qui s’y réunissent chaque soir, le bruit, les voitures abimées, les petits vols, la drogue font maintenant partie du quotidien des cités populaires. Car c’est dans les quartiers les plus défavorisés que ces situations se développent menant parfois, dans certaines villes, à des flambées de violence. Et ces jeunes, orphelins de travail de repères. s’en prennent à ce qui leur est plus proche: leur cité, leur bus, les voitures de leurs parents, de leurs voisins. “ Cette violence qui empoisonne la vie’ in *Vitry HAD* N°245 Fev/1998 [APMV]*

das mulheres nas *banlieues*. Em determinadas passagens, o texto apela para uma ‘rebeldia’ juvenil, a ser canalizada em uma determinada direção.

*“Não é uns contra os outros. É preciso se organizar, em rede, em comitê de bairro. Temos o direito de nos reagruparmos, de nos mobilizarmos contra toda forma de abuso de poder. Temos razão em reivindicar. Ser rebelde é importante quando somos jovens. Ser revoltado é ser lúcido sobre o mundo injusto no qual vivemos. Mas, para termos chance de ganhar, é preciso se focar nos responsáveis, não em nós! A violência nesses bairros é injusta para todo mundo.”*<sup>344</sup>

Vitry desde muito era conhecida por sua combatividade, pelo empenho na sustentação de um dos bastiões da *banlieue rouge* mas contava também com uma tradição no crime. A comuna tinha fama de ser uma das capitais do roubo, território controlado pela ‘gang de la banlieue sud’, que alcançou notoriedade nacional nos anos 1980 e 1990 com ‘evasões’ cinematográficas de prisões de segurança máxima em helicópteros. Tais condições marginais acabam por vezes por misturar-se à ação política, ao menos no imaginário e no discurso dos mais bem informados destes jovens.

O caso de Djelloul Behlaoui, originário de uma *cité* do centro de Vitry, assassinado pela polícia após uma tentativa de roubo à banco em Neuilly-sur-Seine, bem como suas reações - cinco noites de revolta na cidade em 2001, foi talvez o episódio de violência de maior dimensão ocorridos na cidade. As autoridades locais não hesitariam em considerar a execução do habitante de Vitry como um ‘pretexto’ alegado para a eclosão de conflitos entre os jovens e as tropas de choque da polícia francesa.

*“‘Represálias’, ‘uma vingança.’ São as palavras de Mourad, dezessete anos, para evocar as violências que acaba de conhecer Vitry-sur-Seine após a morte de um jovem homem da cité Germain-Defresne, morto pela polícia durante um roubo de banco, dia 26 de dezembro. Pela primeira vez desde quase uma semana, essa aglomeração do Val-de-Marne conheceu, terça-feira dia 1º e quarta-feira dia 2 de janeiro, duas noites consecutivas sem incidentes. Os CRS enviados em reforço ainda estão lá, mas os habitantes respiram. No total, sessenta carros foram queimados e dezessete pessoas interpeladas, das quais uma era um garoto de 10 anos. (...) Para o delegado de Vitry-sur-Seine, Jean-Yves Adam, as circunstâncias do falecimento não são um pretexto às violências que se seguiram. ‘Trata-se de uma reação primária de alguns jovens face à morte de um entre eles morto de maneira bastante injusta, já que a polícia é o inimigo’, analisa M. Adam, que sublinha os antecedentes judiciais do assaltante, já condenado por roubo, assalto com violência e afrontamento com as forças da ordem.”*<sup>345</sup>

A tensão aumentava de parte a parte; membros da polícia também contribuiriam para a eclosão de novos conflitos. O caso de Behlaoui seria um entre vários episódios em circunstâncias parecidas,

<sup>344</sup> *“Pas les uns contre les autres. Il faut s’organiser, en association, en réseau, en comité de quartier. On a le droit de se regrouper, de se mobiliser contre toute forme de abus de pouvoir. On a raison de revendiquer. Être rebelle, c’est important, quand on est jeune. Être révolté, c’est être lucide sur le monde injuste dans lequel on vit. Mais, pour avoir une chance de gagner, il faut s’en prendre aus responsables, pas a nous! La violence dans les quartiers, c’est injustice pour tout le monde”* (Stop la violence Le manifeste, 1998)

<sup>345</sup> *“Des représailles”, “une vengeance”. Ce sont les mots de Mourad, dix-sept ans, pour évoquer les violences que vient de connaître Vitry-sur-Seine à la suite de la mort d’un jeune homme de la cité Germain-Defresne, tué par la police au cours du braquage d’une banque, le 26 décembre. Pour la première fois depuis presque une semaine, cette agglomération du Val-de-Marne a connu, mardi 1er et mercredi 2 janvier, deux nuits consécutives sans incidents. Les CRS envoyés en renfort sont encore sur place, mais les habitants respirent. En tout, une soixantaine de voitures ont été brûlées et dix-sept personnes interpellées, dont un gamin de dix ans.(...) Pour le commissaire de Vitry-sur-Seine, Jean-Yves Adam, les circonstances du décès ne sont qu’un prétexte aux violences qui ont suivi. “Il s’agit d’une réaction primaire de certains jeunes face à la mort de l’un d’entre eux tué de manière forcément injuste, puisque la police, c’est l’ennemi”, analyse M. Adam, qui souligne les antécédents judiciaires du braqueur, déjà condamné pour braquage, vol avec violences et affrontement avec les forces de l’ordre.”* A Vitry-sur-Seine, la soif de “vengeance” des jeunes après la mort d’un des leurs’ in **Le Monde** 4/jan/2002 Ver também a nota relativa ao caso incluída na cronologia publicada em **Manière de voir** N°89 2006:69: Décembre/2001: *“plusieurs nuits d’émeutes frappent Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne) après la mort d’un jeune homme originaire de la cité de la dalle Robespierre, abattu par la police lors d’un hold up”*.



citado por Marc Arabyan (2003) entre as trágicas crônicas de violência policial que se multiplicavam em diversos pontos do território francês.

*“Djelloul Behlaoui era conhecido pelos serviços de polícia por roubo, assalto com violência e rebelião. Uma vizinha evoca os recentes ataques a policiais por jovens da cité e o debate sobre a insegurança: ‘Com tudo o que está acontecendo, diz ela ao Le Monde, os policiais não hesitam mais para atirar e eles talvez até digam: ‘Nós temos um, não vamos perde-lo.’”<sup>346</sup>*

A versão online do jornal televisivo da TF1 descreve mais precisamente a eclosão das revoltas de 2001, que oporia os jovens das torres do conjunto Robespierre à ‘meio batalhão de CRS’, tropa de choque da polícia francesa.

*“A tensão havia atingido sua trégua na noite de quinta para sexta-feira, quando uma granada defensiva foi lançada no pátio da delegacia da comuna. O aparelho felizmente não explodiu. Somente uma pessoa foi ferida. As violências continuaram nos bairros ditos ‘sensíveis’ do centro da cidade até às duas horas da manhã. No total, dezesseis carros foram incendiados (35 em duas noites), latas de lixo queimadas, um veículo da polícia depredado.”<sup>347</sup>*

O testemunho de um habitante da Cité Robespierre nos revela a constância e intensidade dos episódios de violência em pleno centro de Vitry:

*“Não é a primeira vez que há problemas nesse bairro. Pelo menos uma vez por ano ocorrem problemas desse tipo. A última vez, por uma disputa entre jovens e uma vigília do centro comercial ATAC (RN 305). Ontem à noite, sexta-feira, as brigas obviamente continuaram. Ontem, o mesmo esquema se reproduziu em torno das 18 hs atrás da Cité Logirèpe da avenida da comuna de Paris (do número 47 ao 55). Um pequeno grupo de jovens colocou fogo em um carro. As chamas atingem rapidamente o carro vizinho, os bombeiros o apagam com o apoio da polícia. Por volta das 22 hs a mesma cena se reproduz. Ao manter sua presença, a polícia teria ao menos conseguido evitar essa sequência. Aqui em três noites sete carros foram carbonizados, e vários outros deteriorados.”<sup>348</sup>*

Muitas foram as publicações que tentaram discutir as raízes e significados do aumento progressivo das violências e contribuir com soluções, diversas delas através de grupos de pesquisa e produção científica, muitos deles ligados ao Estado e comissões interministeriais, dentro de uma determinada tradição da ‘Politique de la Ville’, como é o caso do Dossier Ville et Violence (2000):

*“Emerge, no pano de fundo desse grande leque de explicações que procuram dar sentido à violência, a figura de um ator. O jovem delinquente não é, ao contrário do que subentende a teoria de uma delinquência induzida pela crise e pela desestruturação, uma simples vítima da sociedade. A errância, a revolta, a incivilidade não são sempre irracionais, desprovidas de sentido e de perspectivas. A violência continua instrumental. Da mesma maneira como aquela implementada pelo movimento camponês ou pelo nacionalismo corso, ela consti-*

---

<sup>346</sup> “Djelloul Behlaoui était connu des services de police pour braquage, vol avec violence et rébellion. Une voisine évoque les récentes attaques de policiers par des jeunes de la cité et le débat sur l’insécurité: ‘Avec tout ce qui s’est passé, dit-elle au Monde, les policiers n’hésitent plus à tirer et ils se sont peut-être dit: ‘On en tient un, on ne va pas le rater.’” Arabyan, Marc (2003) Comme une tragédie: Une chronique de la violence policière L’Harmattan

<sup>347</sup> “La tension avait atteint son point d’orgue dans la nuit de jeudi à vendredi, lorsqu’une grenade défensive a été lancée dans la cour du commissariat de la commune. L’engin n’a fort heureusement pas explosé. Un seul blessé léger est à déplorer. Les violences s’étaient poursuivies dans les quartiers dits “sensibles” du centre ville jusqu’à deux heures du matin. Au total, seize voitures ont été incendiées (35 en deux nuits), des conteneurs-poubelles brûlés, un véhicule de police dégradé.” Guillet, Alexandra “Troisième nuit de violences à Vitry-sur-Seine” in TF1online, 29/dec/2001

<sup>348</sup> “Ce n’est pas la première fois qu’il y a des problèmes dans ce quartier. Il y a au moins une fois par an des problèmes de ce genre. La dernière fois, c’était pour une altercation entre des jeunes et un vigile du centre commercial ATAC (RN 305). Hier soir, vendredi, les échauffourées ont bien sûr continué. Hier soir, le même schéma se reproduit vers 18 heures derrière la cité logirèpe de l’avenue de la commune de paris (numéro 47 au 55). Un petit groupe de jeune met le feu à une voiture. Le sinistre s’étend très vite à la voiture voisine, les pompiers l’éteignent avec l’appui de la police. Vers 22 heures la même scène se reproduit. En maintenant leur présence la police aurait au moins réussi à éviter cette suite. Ici en trois nuits sept voitures ont été carbonisées, et plusieurs autres endommagées.”

*tui um meio a fortiori explosivo de entrar no sistema: a revolta se traduz no fim pela aquisição de equipamentos novos para o bairro.”*<sup>349</sup>

O fechamento do supermercado Lidl, em agosto de 2000<sup>350</sup>, em razão dos inúmeros assaltos de que havia sido objeto, complicaria a vida dos habitantes da Cité Balzac, que passariam a contar somente com um açougue, uma farmácia e uma mercearia. A perspectiva da renovação aventada já em princípios dos anos 2000 procurou condensar diversas destas carências, propondo novas instalações para o Centro Social, prevendo também novos espaços comerciais e a realização de equipamentos como creches, previstas desde o plano inicial de Capra, que não haviam sido construídas.

Localmente, o crime que marca a história da Cité Balzac e teria, segundo tudo nos leva a crer, uma participação decisiva na transformação e renovação contemporânea do bairro, aconteceu em 2002. Mesmo que não fosse o primeiro fato policial envolvendo Vitry ou a morte de habitantes das Cités naqueles anos, o assassinato da jovem de origem argelina Sohane Benziane, em outubro de 2002, nos pilótis da torre GHJ, é sem dúvida um marco fundamental na imagem e na história do bairro<sup>351</sup>. O caso da jovem garota foi caracterizado pela opinião pública em geral como um ato bárbaro, seguido de alguns afrontamentos entre a polícia e os jovens de Vitry-sur-Seine.

Sohane teve o corpo coberto de gasolina dentro dos compartimentos de lixo no térreo de um dos prédios do conjunto por Jamal Derrar, o ‘Nono’, morador do conjunto, que com um isqueiro ateou fogo a ela e a si mesmo ‘acidentalmente’, levando-a à correr com o corpo já em chamas pelas áreas externas da Cité. As queimaduras ocasionaram a morte da jovem, poucas horas depois dos acontecimentos, em um hospital da região. O fato de ter sido queimada viva por um homem um pouco mais velho, também de origens argelinas e muçulmano, que havia desautorizado sua presença ali, como veremos, fez com que o caso de Sohane se transformasse num marco na luta pelos direitos das mulheres na França.

As marchas silenciosas por Balzac e Vitry-sur-Seine, em 11 de outubro de 2002, assim como a organização do movimento ‘*Ni putés ni soumises*’ (*Nem putas nem submissas*) em 2003, foram aspectos distintos da reação da população e das entidades da sociedade civil. De qualquer maneira, para além dos detalhes do fato, nos interessam mais as reações a este trágico e extremamente midiático acontecimento, que parece se revestir da conotação de um grande trauma coletivo.

A partir de tal acontecimento, que teria sido explorado ‘mediática e politicamente’<sup>352</sup>, a imagem da Cité Balzac estaria fatalmente associada à luta contra uma certa condição submissa da mulher num ambiente opressor, do qual as construções pré-fabricadas acabavam por se tornar também símbolo. Durante as investigações, a justiça concluiu que não se tratava nem de um crime passio-

---

<sup>349</sup> “*Émerge, en toile de fond de ce grand panier d’explications qui cherchent à donner son sens à la violence, la figure d’un acteur. Le jeune délinquant n’est pas, a contrario de ce que sous-entend la théorie d’une délinquance induite par la crise et la déstructuration, une simple victime de la société. L’errance, l’émeute, l’incivilité, ne sont pas toujours irrationnelles, dépourvues de sens et de perspectives. La violence reste instrumentale. A l’instar de celle déployée par le mouvement paysan ou le nationalisme corse, elle constitue un moyen a fortiori explosif de rentrer dans le système: l’émeute se traduit au final par l’acquisition d’équipements nouveaux pour le quartier.*” (**Dossier Ville et Violence** 2000:30)

<sup>350</sup> Rencontre de Quartier Balzac - Les habitants réagissent in **Vitry HAD** N°275 Novembre 2006 [APMV]

<sup>351</sup> Crotta, Frédéric Une jeune fille brûlée vive à Vitry TF2 **Le Journal 20 heures** 05 oct. 2002

<sup>352</sup> Para usar os termos do advogado de defesa do assassino, em depoimento à televisão. Ver Daniel Kupferstein **Dans le regard des autres** (2009) Documentário

nal nem acidente, mas um símbolo da violência extrema dos homens contra as mulheres. Cheios de circunstâncias pouco esclarecedoras, tratar-se-ia de um *'caso denso, que carrega vários símbolos visíveis e invisíveis'* <sup>353</sup>. Uma amiga próxima da vítima, Mounia Boukeroui refere-se diretamente em seu depoimento a um destes símbolos mobilizados pelo fato: *"Sohane, ela morreu sofrendo como Joana D'Arc, ela explica. Para mim, é a barbárie"* <sup>354</sup>.

Objetivamente, uma disputa entre Nono e o noivo de Sohane, Issa, estaria na origem da interdição da presença da garota na Cité Balzac por parte do assassino. O noivo de Sohane, de acordo com o depoimento de Kahina Benziane, teria esfaqueado a namorada de Derrar alguns dias antes <sup>355</sup>. Tratar-se-ia de um *'acerto de contas indireto'*, de acordo com a irmã da vítima. Grande parte destes personagens já estaria imerso num mundo de pequenos delitos, alguns inclusive presos, como Issa. No bairro, aparentemente existe uma certa solidariedade por Nono, considerado como um *'rapaz gentil, envolvido num acidente'* <sup>356</sup>, de acordo com o *Le Monde* na época do julgamento.

As reações violentas dos jovens da Cité Balzac ao crime através de revoltas e enfrentamentos com a polícia e demais serviços públicos, seria entendida como uma medida de proteção do assassino por parte de seus comparsas. Fica evidente que muito além de uma disputa de gênero ou religiosa, a questão central é o controle de um determinado território, no qual o poder do Estado já seria bastante difuso. Esta perspectiva nos ajuda a contextualizar tal acontecimento particular com outras situações de natureza análoga ocorridas naqueles mesmos anos, ainda que distintas em pretextos e consequências. As palavras de uma das jovens da Cité Balzac que viveu os acontecimentos reunidas na publicação de uma oficina de redação desenvolvida no Centro Social Balzac, nos dá uma medida do quão confusas foram as circunstâncias e reações à morte da jovem.

*"Foi após o falecimento da garota. Logo antes do dia da passeata organizada por diferentes movimentos. Nós nos encontramos entre mulheres na cité. Éramos uma dezena entre a escadaria A e a escadaria H, sentadas em bancos. Falávamos do que tinha acontecido. Aquelas que eram mães se revoltavam, e as que não o eram também. Cada uma dava sua opinião, mas na verdade ela era a mesma: a menina não merecia aquilo. Ela não merecia uma lição como aquela. Em nome de quê?... Enquanto mulheres, nós achávamos isso revoltante. Havia duas ou três que ficavam em silêncio. Uma entre elas estava se sentindo terrivelmente culpada. Ela havia escutado falar dessa história de gasolina, sem saber para que isso iria servir. Ela se culpava por não ter reagido. Mas é isso, são as palavras de um garoto ao telefone que ela havia escutado e que ela não podia prever. Ela me disse isso à parte enquanto as outras se revoltavam contra o drama. As mulheres têm medo de falar e não podemos atacá-las. É preciso viver todos os dias na cité para compreender. O medo por seus pró-*

---

<sup>353</sup> *"affaire lourde, qui porte beaucoup de symboles visibles et invisibles"* Jamal Derrar a été condamné à 25 ans de réclusion pour la mort de Sohane Benziane' in *Le Monde* 8/jun/2006

<sup>354</sup> *"Sohane, elle est morte dans des souffrances comme Jeanne d'Arc, explique-t-elle encore. Pour moi, c'est de la barbarie"* La version de Jamal Derrar est contredite par les amies de Sohane' in *Le Monde* 07/Mai/2006

<sup>355</sup> <http://www.ina.fr/video/I09143254/interview-kahina-benziane-video.html>

<sup>356</sup> *L'ombre de Sohane, cité Balzac'* in *Le Monde* 31/mar/2006

*prios filhos. Que aqueles que se acham os durões da cité comecem a bater em seus filhos várias vezes ou ainda coisa pior.”*<sup>357</sup>

A inclusão da menção ‘*morta queimada viva*’ na placa que marca a esplanada batizada de Sohane Benziane, entre a torre GHJ e o Grupo Escolar Anatole France, gerou intenso debate entre os comunistas e a oposição, sobretudo da direita. A manifestação de Sylviane de Gregorio (UMP-UDF) exigindo a inclusão desta precisão, assim como a resistência em torno da menção pela municipalidade, nos indica o que há de político em torno dos fatos e de sua recepção pela opinião pública<sup>358</sup>.

Seja pelas circunstâncias específicas ou pelas questões gerais que mobilizava, tal crime canalizou expectativas e um movimento de reivindicação de condições equivalentes à homens e mulheres especialmente jovens, em *cités* de habitação social, nas quais reinaria um machismo codificado em regras, categorias e sistemas de proteção entre os homens e as moças, ‘respeitáveis’ ou não. A marcha das *cités*, percorreu diversas comunas no dia 8 de março de 2003, agregando aproximadamente 20.000 pessoas contra a violência e à opressão de gênero na França, tendo por convidada de honra a irmã de Sohane, Kahina Benziane. A série de questões levantadas em debates televisivos sobre a condição feminina nas *cités*, bem como da influência da religião muçulmana na conduta dos habitantes, nos diz bastante sobre a recepção deste crime na opinião pública francesa <sup>359</sup>.

Fadela Amara assumiria a presidência do movimento e, poucos anos mais tarde, em 2007, seria convocada à coordenar as ‘*politiques de la ville*’ do Ministério da Cidade dirigido por Jean-Louis Borloo, autor da lei que levaria seu nome e proporcionaria a organização das novas políticas de renovação urbana, promulgada em agosto de 2003. Há quem considere a apropriação do caso Sohane pelo movimento como excessiva enquanto posições diversas das republicananas parecem personificar-se através dos envolvidos em acontecimentos particulares.

*“Em Balzac, a presença midiática da associação “Ni putes ni soumises” foi criticada e esse movimento apareceu como afastado da vida da cité, incapaz de restituir a ‘verdadeira’ realidade. Com frequência, os entrevistados se aproximam da posição de N. Guenif-Soulimas et E. Macé (2004) e olham para o ‘caso Sohane’ através da posição ‘do menino árabe’, essa elaboração do ‘estrangeiro à modernidade laica, individualista e racio-*

<sup>357</sup> *“C’était après le décès de la mère. Juste avant le jour de la marche organisée par différents mouvements. On s’est retrouvé entre femmes à la cité. Nous étions une dizaine entre l’escalier A et l’escalier H, assises sur des bancs. On parlait de ce qui était arrivé, Celles qui étaient mamans s’énervaient, et celles qui ne l’était pas aussi. Chacune donnait son opinion mais c’était la même en fait: la gosse ne méritait pas ça. Elle ne méritait pas une telle leçon. Au nom de quoi?... En tant que femmes, on trouvait ça révoltant. Il y en avait deux ou trois qui gardaient le silence. L’une d’entre elles s’en voulait terriblement. Elle avait entendu parler de cette histoire d’essence, sans savoir à quoi ça allait servir Elle s’en voulait de ne pas avoir réagi. Mais voilà, ces sont des mots d’un gars au téléphone qu’elle avait entendus et elle ne pouvait pas prévoir. Elle m’a dit ça à part pendant que les autres se révoltaient contre le drame. Des femmes ont peur de parler et on ne peut pas leur en vouloir. Faut vivre tous les jours à la cité pour comprendre. La peur pour ses propres enfants Que ceux qui se croient les caïds de la cité se mettent à taper sur vos gosses à plusieurs ou voire pire.”* (Nadia Z. in Charlemagne, 2008:78)

<sup>358</sup> *“morte brûlée vive”* Gregorio, Sylviane in ‘Justice a été rendue - Sohane, le procès’ *Vitry Le mensuel* N°20 mai/2006 [APMV]

<sup>359</sup> *Les 4 vérités* France 2 03/Fev/2003 Disponível em <http://www.ina.fr/video/2204265001/kahina-benziane-video.html> [INA.fr]

*nal, estrangeiro à modernidade republicana e à etnicidade francesa, estrangeiro à modernidade igualitária e à feminilidade.”*<sup>360</sup>

Tais trajetórias e posições, que atravessam os campos mobilizados pela tese, convergem em Balzac, enfatizando a exemplaridade do caso, no qual observamos o encadeamento das circunstâncias que levam à escolha do bairro como objeto da política de profunda renovação nos anos seguintes.

Evidentemente, outras razões podem ser evocadas para a concentração das demolições do programa da ANRU na Cité Balzac, implementado a partir de 2007, como veremos. Para os administradores do OPHLM local, a manutenção do conjunto de apartamentos parecia trazer mais trabalho do que rendimentos. Muitos apartamentos vazios já não eram reocupados por novas famílias e tinham seus acessos fechados por blocos para evitar invasões. Diversos administradores relatam que a única restrição que algumas famílias em busca de habitação social na cidade colocavam era que não fossem alojados em Balzac. A inadimplência era expressiva ali e demolir os prédios seria uma maneira eficiente de liberar uma parcela extensa de terreno pertencente a um só proprietário, o OPHLM de Vitry, que também estava interessado na retomada das construções de habitação social, provável fonte de dividendos políticos para a municipalidade.

Todos estes fatores devem ser ‘urdididos’ juntamente para compreender as razões das excepcionais condições da renovação urbana em Vitry sur Seine a partir da demolição das torres em Balzac, inclusive a atenção na opinião pública mobilizada para a cidade pelo caso Sohane. Adelina Miranda, que estudou o caso do ponto de vista da percepção dos habitantes e de alguns personagens selecionados da Cité Balzac dos anos 2000, procura relacionar os episódios violentos locais ao contexto nacional para compreender as circunstâncias que conduziram ao processo de ‘renovação’ do bairro.

*“Dia 4 de outubro de 2002, Sohane Benziane, 17 anos, morreu ‘queimada viva’, encharcada de gasolina por um jovem de 19 anos, em um depósito de lixo na cité Balzac, em Vitry-sur-Seine. A imprensa descreve o bairro onde o drama ocorreu como sendo ‘mortífero’, evocando o machismo e o sexismo aos quais as ‘meninas das cités’ são submetidas, esse lugar onde as mulheres, relegadas ao espaço doméstico, são transformadas em guardiãs da ‘honra’. O ‘caso’ teve repercussão nacional. Dia primeiro de fevereiro de 2003, a associação “Ni putes ni soumises” começa na cité Balzac a ‘passeata das mulheres dos bairros contra os guetos e a favor da igualdade’, que atravessou a França, para afluir na manifestação do dia 8 de março. Uma passeata que partirá do bairro ‘na indiferença geral’ (Amara, 2003). Para além de seu conteúdo político, a morte de Sohane recobre um duplo valor para os habitantes do bairro: simbolicamente, já que a imagem negativa e estigmatizante reverberada pelo exterior foi vivida como estrangeira em relação à sua vivência cotidiana; concretamente, já que esse grave episódio acelerou a tomada de consciência em escala municipal de que ‘o bairro vivia*

---

<sup>360</sup> *“A Balzac, la présence médiatique de l’association “Ni putes ni soumises “ à été critiquée et ce mouvement est apparu comme éloigné de la vie de la cité, incapable de restituer la “vraie “ réalité. Souvent, les interviewées se rapprochent de la position de N. Guenif-Soulimas et E. Macé (2004) et elles regardent l’affaire Sohane “ à travers la position “du garçon arabe “; cette élaboration de l’“étranger à la modernité laïque, individualiste et rationnelle, étranger à la modernité républicaine et à l’ethnicité française, étranger à la modernité égalitaire et à la féminité “.(Miranda, A. in Deboulet, A., 2010:167)*

*mal' e de que era preciso intervir. A prefeitura aproveitou então a ocasião oferecida pela ANRU e lançou uma grande obra de demolição/requalificação do bairro. Essa iniciativa se expandirá à escala da cidade.”*<sup>361</sup>

O diretor do Centro Social Balzac, Mohamed Benali, em dossier publicado pela revista mensal da municipalidade, destaca o papel do crime, das mídias e das esperanças mobilizadas nas transformações do bairro: *“Nós trabalhamos com uma população mortificada pela imagem do bairro veiculada pelas mídias após a morte da jovem Sohane. Mas esse bairro soube se reconstruir, à imagem de seus feitos. Nós trabalhamos com todo mundo, quaisquer que sejam suas idades e suas origens.”*<sup>362</sup>

Em muitos dos casos, as revoltas dos jovens dos grandes conjuntos periféricos eclodiriam a partir da perseguição policial, conduzindo a um abuso do poder, justificado ou não, por parte das ‘forças da ordem’ que desemboca na explosão de um foco de violência urbana. No final de outubro de 2005, a morte de dois jovens eletrocutados em uma central elétrica durante uma perseguição policial em Clichy-sous-Bois faria a revolta se espalhar pelas periferias francesas através da mídia, fazendo o governo do Primeiro Ministro Dominique de Villepin durante a presidência de Jacques Chirac adotar medidas de exceção. O papel que o então Ministro do Interior, Nicolas Sarkozy, desempenhou durante os eventos, como paladino de uma solução enérgica para a *racaille*, acabou por ter um peso não desprezível distribuição dos votos que o conduziram à presidência da república em 2007.

*“O recurso a uma violência incendiária, nutrida por anos de degradação social, econômica e de endurecimento do controle, foi alavancado pela radicalidade do discurso do ministro do interior e na caixa de ressonância que se constituíram as mídias, televisivas principalmente. A mistura de desprezo social e virilidade guerreira que M. Nicolas Sarkozy mostrou durante suas declarações públicas atizou os problemas. Ele cristalizou as humilhações e os rancores localmente acumulados, dando-lhes um alvo comum. Entusiasta do uso da força, o Ministro certamente considerava tirar benefícios políticos de sua dureza, e ao mesmo tempo romper com aquilo que ele percebia como resistência à sua política de ordem. Esse cálculo pode ser na memória coleti-*

---

<sup>361</sup> *“Le 4 octobre 2002, Sohane Benziane âgée de 17 ans, est “morte brûlée vive”, aspergée d’essence par un jeune de 19 ans, dans un local à poubelles dans la cité de Balzac, à Vitry sur Seine. Les médias décrivent le quartier où le drame s’est produit comme étant “meurtrier”, évoquent le machisme et le sexisme subis par les “filles des cités”, ces lieux où les femmes, reléguées dans l’espace domestique, sont transformées en gardiennes de l’“honneur”. L’ “affaire” a un retentissement national. Le 1 février 2003, l’association “Ni Putes ni soumises” débute de la cité Balzac “la marche des femmes des quartiers contre les ghettos et pour l’égalité” qui a traversé la France, pour confluer dans la manifestation du 08 mars. Une marche qui partira du quartier “dans l’indifférence générale” (Amara, 2003). Au-delà de son contenu politique, la mort de Sohane recouvre une double valeur pour les habitants du quartier: symboliquement, puisque l’image négative et stigmatisante renvoyée par l’extérieur a été vécue comme étrangère par rapport à leur vécu quotidien; concrètement, puisque ce grave épisode a accéléré la prise de conscience à l’échelon municipal que “le quartier vivait mal” et qu’il fallait intervenir. La mairie saisit alors l’occasion offerte par l’ANRU et lance une grande œuvre de démolition/requalification du quartier. Cette initiative s’étendra à l’échelle de la ville.”* Miranda, Adelina (2010) ‘Ni conflits ni révoltes : une forme de démocratie de proximité achevée ? Le cas de Balzac, Vitry- sur-Seine’ in Deboulet, Agnès (org.) **La rénovation urbaine entre enjeux citadins et engagements citoyens** PUCA

<sup>362</sup> *“Nous travaillons avec une population meurtrie par l’image du quartier véhiculée par les médias après la mort de la jeune Sohane. Mais ce quartier a su se reconstruire, à l’image de son bâti. Nous travaillons avec tout le monde, quels que soient leur âge et leur origine.”* **Vitry le mensuel** N°54 jun/2009 p.24 [APMV]

*va das cités traços indeléveis cujos efeitos são impossíveis de antecipar. Quanto à influência das mídias, ela foi igualmente preponderante.”<sup>363</sup>*

O outono de 2005 é um marco importante na história das mobilizações populares no país, durante as quais ficaram evidentes os limites e fissuras do ‘modelo de integração’ francês após três décadas de descolonização e de crise do estado de bem estar social. A falta de perspectiva dos jovens seria candente nos conflitos e nas suas explicações, seja através de depoimento dos envolvidos ou nas problematizações que políticos e intelectuais puderam realizar a partir da emergência concatenada de revoltas em praticamente todas as regiões do território francês, em grande parte nas periferias da maioria das mídias e grandes cidades. A publicação de uma série de artigos na revista Annales de la recherche urbaine, coordenada por Anne Querrien, são exemplos deste tipo de iniciativas que envolveu diversos setores da opinião pública e da mídia, na tentativa de entender e explicar o estado de revolta generalizada que se instaurou naqueles meses na França. Outros setores da opinião pública e da imprensa se voltariam para uma leitura propriamente política e problematizada no que tange as características únicas e especificidade dos fatos.

*“Uma leitura política – e não anedótica – desses acontecimentos conduz à constatação de que os jovens revoltados das banlieues de novembro de 2005 se inscreviam na continuidade da longa história social francesa. Sua cólera lembrava alto e forte duas coisas. Seu direito de exigir da República o fim das discriminações das quais eles são o objeto. E basicamente sua condição de cidadãos franceses.”<sup>364</sup>*

Para a grande mídia, no entanto, 2005 significaria a última evidência do fracasso das políticas e da crise do *État Providence*, dando lugar a uma reviravolta nos resultados eleitorais que confirmavam o descrédito em que havia caído o discurso e as ações da esquerda face a gravidade da situação das violências urbanas. *“Essas revoltas cujas imagens fizeram o tour do mundo são para muitos o símbolo da derrota da integração à la française e revelam um desconforto profundo que nenhuma política nos últimos 30 anos soube tratar eficazmente.”<sup>365</sup>*

Alain Bertho proporia uma abordagem inovadora dos acontecimentos a partir de uma ‘antropologia do presente’ em Le temps des émeutes<sup>366</sup>, relacionando-os com outras ondas de revoltas que eclodiriam em outras partes do mundo, acompanhadas através de um blog-observatório na internet, prelúdios de um novo ciclo de mutações.

---

<sup>363</sup> *“Le recours à une violence incendiaire, nourrie par des années de dégradation sociale, économique et de durcissement du contrôle, a trouvé des ressorts pour se déployer dans la radicalité du discours du ministre de l’intérieur et dans la caisse de résonance qu’ont constituée les medias, télévisés notamment. Le mélange de mépris social et de virilité guerrière dont M. Nicolas Sarkozy a fait montre lors de ses déclarations publiques a attisé les troubles. Il a cristallisé les humiliations et les rancoeurs localement accumulées, en leur donnant une cible commune. Fervent partisan du rapport de forces, le ministre entendait sans doute de la sorte tirer des bénéfices politiques de sa fermeté, en même temps que briser ce qu’il percevait comme des résistances à sa politique d’ordre. Ce calcul peut être dans la mémoire collective des cités des traces indélébiles dont il est impossible d’anticiper les effets. Quant à l’influence des médias, elle fut également prépondérante.”*(Bonelli, Laurent in Manière de voir N°89 2006:9)

<sup>364</sup> *“Une lecture politique - et non anecdotique- de ces evenements conduit à constater que le jeunes révoltés des banlieues de novembre 2005 s’inscrivaient dans la continuité de la longue histoire sociale française. Leur colère rappelait haut et fort deux choses. Leur dorit à réclamer de la République la fin des discriminations dont ils sont objet. Et tout simplement leur condition de citoyen français.”*(Ramonet, Ignacio in Manière de voir N°89 2006:4)

<sup>365</sup> *“Ces émeutes dont les images ont fait le tour du monde sont pour beaucoup le symbole de l’échec de l’integration a la française et revelent d’une malaise profonde que aucune politique depuis trente ans n’a su traité efficacement (Le journal de l’année 2005, TF1 Video)*

<sup>366</sup> Bertho, Alain (2009) Le temps des émeutes Bayard

O manifesto político L'insurrection qui vient (2007)<sup>367</sup>, escrito pelo coletivo anônimo 'Comité Invisible', nos apresenta uma interpretação dos significados claramente políticos de 2005, numa perspectiva mais alongada de enfrentamentos conflituosos dos cidadãos contra as 'forças da ordem'.

*“O incêndio de novembro de 2005 continuará a projetar sua sombra sobre todas as consciências. Esse primeiros fogos de alegria são o batismo de uma década cheia de promessas. Se não falta eficácia à fábula mediática dos subúrbios-contra-a-República, falta-lhe a verdade. As famílias foram levadas até o centro das cidades, e foram metodicamente silenciadas. (...) O que é inédito não é a ‘revolta dos subúrbios’, que já não era novidade nos anos 1980 - mas sim a ruptura com as suas formas estabelecidas. Os agressores já não ouvem mais ninguém, nem os irmãos mais velhos nem as associações locais que deveriam organizar a volta à normalidade. Nenhum SOS Racismo poderá mergulhar suas raízes cancerosas nesse acontecimento, a que só o cansaço, a adulteração e o código de silêncio midiáticos puderam fingir ter posto um fim. Toda esta série de golpes noturnos, de ataques anônimos, de destruições sem palavras teve o mérito de abrir ao máximo a brecha entre a política e o político. Ninguém pode honestamente negar a força de evidência do ataque que não formula qualquer, nenhuma mensagem a não ser a da ameaça; que não quer saber da política para nada. É preciso ser cego para não ver tudo o que há de puramente político nesta negação resoluta da política; ou não conhecer nada dos movimentos autônomos da juventude dos últimos 30 anos.”<sup>368</sup>*

O texto reconhece nestes eventos algo de substancialmente novo em termos de tomada de território e poder pelas classes populares, fenômeno que aconteceria simultaneamente também em outras cidades do mundo. Há quem veja na especificidade dos conflitos franceses uma certa esperança e civilidade no sentido da formação da personalidade política destes jovens, como sugere Denis Duclos:

*“Ora, comparando o perfil da crise das banlieues com aquele dos fenômenos comparáveis no mundo, cada uma dessas afirmações se encontra especificada, relativizada, ou mesmo contradita. Comparando a dita crise com o panorama internacional dos alvoroços urbanos e outras ‘revoltas’, percebemos que sua especificidade mesma (sua ‘excepcionalidade francesa’) permite sobre esses pontos uma esperança que raramente existe em outros lugares. Assim a revolta das banlieues foi relativamente impermeável aos antagonismos raciais, culturais ou religiosos, o que explica em parte que ela tenha sido benigna (muito poucas pessoas físicas atingidas).”<sup>369</sup>*

Hacène Belmessous, autor de Opération Banlieues (2010) e pesquisador que se debruçou sobre a Cité Balzac e a Grand Borne de Grigny durante seus processos de renovação, faz referência à ocorrência de ‘émeutes’ episódicos ali também no outono de 2005, já em reação às perspectivas

<sup>367</sup> Consultar a versão portuguesa: Comitê Invisível (2010) A insurreição que vem Edições antipáticas: Lisboa

<sup>368</sup> *“L’incendie de novembre 2005 n’en finit plus de projeter son ombre sur toutes les consciences. Ces premiers feux de joie sont le baptême d’une décennie pleine de promesses. Le conte médiatique des banlieues-contre-la-République, s’il ne manque pas d’efficacité, manque la vérité. Des foyers ont pris jusque dans les centres-villes, qui ont été méthodiquement tus. (...) L’inédit ne réside pas dans une “révolte des banlieues” qui n’était déjà pas nouvelle en 1980, mais dans la rupture avec ses formes établies. Les assaillants n’écourent plus personne, ni les grands frères ni l’association locale qui devrait gérer le retour à la normale. Aucun SOS Racisme ne pourra plonger ses racines cancéreuses dans cet événement-là, à quoi seules la fatigue, la falsification et l’omertà médiatiques ont pu feindre de mettre un terme. Toute cette série de frappes nocturnes, d’attaques anonymes, de destructions sans phrases a eu le mérite d’ouvrir à son maximum la béance entre la politique et le politique. Nul ne peut honnêtement nier la charge d’évidence de cet assaut qui ne formulait aucune revendication, aucun message autre que de menace; qui n’avait que faire de la politique. Il faut être aveugle pour ne pas voir tout ce qu’il y a de purement politique dans cette négation résolue de la politique; ou ne rien connaître aux mouvements autonomes de la jeunesse depuis trente ans.”*(Comité invisible, 2007:9)

<sup>369</sup> *“Or, en comparant le profil de la crise des banlieues avec celui de phénomènes comparables dans le monde, chacune de ces affirmations se trouve précisée, relativisée, ou même contredite. En rapportant ladite crise au panorama international des agitations urbaines et autres ‘émeutes’, on se rend compte que sa spécificité même (son ‘excepcionalité française’) permet sur ces points un espoir qui existe rarement ailleurs. Ainsi la révolte des banlieues a-t-elle été relativement imperméable aux antagonismes raciaux, culturels ou religieux, ce qui explique en partie qu’elle ait été bénigne (très peu de personnes physiques atteintes).”*(Duclos, Denis in Manière de voir N°89 2006:92-93)



excludentes da renovação urbana que se anunciava, além das tensões sociais crescentes (Rue 89, 2012). De acordo com Belmessous, a leitura que faziam os jovens da Cité Balzac dos acontecimentos de 2005 afirmaria a negação do político expressa nas revoltas. “*Eles consideram que a verdade da história do outono de 2005 deveria ser reestabelecida, quer dizer a reabilitação dessa idéia de que o que nutria esses problemas resultava bem mais de um desesperança da política do que de um mal-estar social.*”<sup>370</sup>

Oficialmente, a comuna de Vitry não parece ter sido particularmente tocada pela onda de violência e conflitos urbanos no final de 2005. Não encontramos registros de neste momento ter havido um aumento da violência na cidade, na qual certamente havia uma constância de enfrentamentos conflituosos, delinquência e depredações variadas como vimos, contribuindo para a difusão de uma imagem estigmatizada de Balzac e dos *grands ensembles* de Vitry-sur-Seine pelas mídias. Através da revista municipal, um habitante de Vitry, comentando os eventos de novembro de 2005 no país, expõe o que estava verdadeiramente em jogo na crise das *banlieues*:

*“Amargo, Julien, trinta e seis anos se zanga: ‘No fim, tudo o que isso nos traz, é uma etiqueta a mais nas costas. Não tínhamos necessidade disso, de verdade. Ao mesmo tempo, eu estou de acordo: não é normal se deixar tratar de ‘escória’ por um ministro. Eu me pergunto se isso não foi feito de propósito. Eles já fizeram uma campanha sobre o medo. Eles prepararam as [eleições] presidenciais. Nós conhecemos a música. Esse foi o jogo do Le Pen, tudo isso. E depois colocar essas revoltas urbanas nas costas da imigração...”*<sup>371</sup>

Na Cité Balzac, os reflexos das ondas de violência atingiriam até as crianças, a julgar pelo produto de um atelier de redação com as crianças do bairro publicado pelo Centro Social Balzac (2009). Um garoto do bairro escreve: “*Wech Balzac! Só há escórias, mas eu não estou nem aí. Porque eu me divirto com meus amigos. Em Balzac, todo mundo faz baderna. Toda vez eu vejo policiais correrem atrás de jovens. Sarkozy detesta nossa bela cité.*”<sup>372</sup>

---

<sup>370</sup> “*Ils considèrent que la vérité de l’histoire de l’automne 2005 devrait être rétablie, c’est-à-dire la réhabilitation de cette idée que ce qui nourrissait ces troubles résultait bien plus d’un désespoir de la politique que d’un mal-être social.*” Belmessous, Hacène *Opération Banlieues* (2010) La découverte

<sup>371</sup> “*Amer, Julien, trente-six ans s’énerve: ‘Au final, tou ce que ça nous apporte, c’est une étiquette de plus dans le dos. On n’avait vraiment pas besoin de ça. En même temps, je suis d’accord: ce n’est pas normal de se faire traiter de ‘racaille’ par un ministre. Moi, je me demande si n’était pas fait exprès. Ils ont déjà fait une campagne sur la peur. Ils préparent les présidentielles. On connaît la musique. Ça fait le jeu de Le Pen, tout ça. Et puis mettre ces émeutes sur le dos de l’immigration...”* ‘Paroles des Vitriots - L’inquiétude, l’angoisse bien souvent la peur pendant les violences de novembre’ in *Vitry Le mensuel* N°15 Dec/2005

<sup>372</sup> “*Wech Balzac! Il y a que des racailles, mais je m’en fiche. Parce que je m’amuse avec mes potes. A Balzac, tout le monde fout la pagaille. A chaque fois, je vois des policier courir après des jeunes. Sarkozy déteste notre belle cité*” (CSB,2009)

## 4.2 O MAC VAL e a arte das ruas de Vitry-sur-Seine

Inaugurado em 15 de novembro de 2005<sup>373</sup>, coincidentemente poucos dias depois do começo das violências urbanas nas periferias francesas, o *Musée d'Art Contemporain du Val-de-Marne*, o MAC VAL, pode ser compreendido como uma das últimas realizações de uma determinada abordagem das *'politiques de la ville'* anteriores à onda de demolições dos que se seguiram às *'émeutes'* de 2005. Ao concentrar investimento público em um equipamento de exceção em território de Zona Urbana Sensível, o intuito é induzir algum nível de desenvolvimento local, criando postos de trabalho e equipamentos públicos complementares, bem além dos mínimos necessários previstos inicialmente nos grandes conjuntos. Ao mesmo tempo, a proposta institucional do MAC VAL se remete diretamente à 'cultura' como campo de política de integração social e disputa entre as ações governamentais e as expressões emergentes da população.

Ao invés de instalar somente equipamentos essenciais para o cotidiano dos habitantes da comuna, a construção do Museu aposta numa proposta de criar ali uma instituição que abriga por sua vez uma coleção de excelência dentro de uma visão bastante contemporânea ainda que bastante erudita do que seja o papel da arte neste determinado contexto<sup>374</sup>. O projeto do arquiteto Jacques Ripault para as instalações do MAC VAL em Vitry-sur-Seine foi escolhido por concurso, ainda em 1992. Ele mesmo distingue sua obra do 'ato político forte' do urbanista que decidiu ali construir o museu, mudando assim a cidade. A sede do museu ocupa uma das esquinas da *Place de la Libération*, no cruzamento da avenida Henri Barbusse com a RN 305, no centro do qual havia sido instalada a escultura monumental de Jean Dubuffet *'Chaufferie avec cheminée'*, em 1996.

A sede para a coleção do Val-de-Marne estava prevista já na criação do *Fond Départemental d'Art Contemporain* em 1982 pelo Presidente do Conselho Geral do Val-de-Marne Michel Germa, que havia apoiado diretamente a reabilitação da Cité Balzac e outros projetos em Vitry. A comuna já dispunha de uma galeria municipal, instalada desde 1982 num antigo edifício de banhos públicos, onde abriga grande parte da produção relacionada ao prêmio de pintura anual 'Novembre a Vitry'. O concurso, criado em 1962 por Marcel Rosette, goza até hoje de um relativo prestígio no circuito das artes plásticas na região parisiense.

Em 2000, por exemplo, o renomado curador Pierre Restany organiza na galeria municipal de Vitry a exposição *'Cette culture qui vient de la rue'*, tema que será constantemente evocado ao longo da década pelas instituições e pelos artistas excluídos dos circuitos. Participam dela artistas ligados ao chamado 'novo realismo' como os escultores Arman e César, Jacques Villeglé, Richard Baquié, Vlassis Caniaris, Miguel Chevalier, Fred Forest, Raymond Hains, Pierre Joseph, Valérie Jouve, Bertrand Lavier, Alex Mlynarcik, Jean-Luc Moulène, Nikos, Philippe Parreno, Navin Rawanchaikul, Jean-Pierre Raynaud e Bruno Serralongue.

Boa parte dos edifícios construídos pelo poder público em Vitry contavam com obras de arte pública, cujos orçamentos eram previstos nos custos do canteiro através do '1% artístico'. Em 2003,

<sup>373</sup> Ver a notícia televisiva em Mac Val : Musée de banlieue in TF 2 15/nov/2005 <http://www.ina.fr/video/2967374001010/mac-val-musee-de-banlieue-video.html> e também o site web oficial do Museu, que expõe o discurso e as intenções da direção da instituição: <http://www.macval.fr/francais/musee/article/institution>

<sup>374</sup> Ver, a este respeito, sobretudo o catálogo da exposição Situation(s) [48°47'34" N / 2°23'14" E] Exposition Collective 30 juin - 16 septembre 2012 MAC VAL, que problematizava justamente o lugar e o território ocupado pelo museu na banlieue.

seria inaugurado na Cité Balzac o mural *'Le rencontre de la lune et du soleil'*, da artista francesa Federica Matta, instalado na esplanada batizada de Sohane Benziane, entre a torre GHJ e a Escola Anatole France. A artista, de origem chilena e americana, irmã do 'anarquitecto' Gordon Matta-Clark<sup>375</sup>, que havia realizado algumas décadas antes as célebres intervenções 'Conical intersections' (1975), nos edifícios que estavam sendo demolidos no entorno do Centro Georges Pompidou, então em construção.

*"Uma escultura de Jean Dubuffet diante de um museu, um imenso mural no boulevard que acompanha a linha do RER C... Bem-vindos a Vitry-sur-Seine. Desde 2007 essa comuna do Val-du-Marne de 85.000 habitantes é considerada como uma das capitais mundiais da street art. (...) Para o diretor do serviço cultural da prefeitura de Vitry, Bruno David, esse fenômeno, bastante excepcional para uma comuna da Île-de-France, se deve a tudo menos ao acaso. 'O território de Vitry não é neutro de um ponto de vista artístico. A cité se beneficia de uma das maiores coleções de arte contemporânea', ele explica. Se a arte é tão presente em Vitry, é porque ela é uma das primeiras aglomerações da França, junto com Grenoble, a ter aplicado o procedimento que exige que as construtoras públicas consacrem 1% do custo da construção à compra de uma ou várias obras de arte."*<sup>376</sup>

Tanto a chamada 'arte de rua' quanto a arte pública oficial vão encontrar seu lugar em Vitry. A produção local de grafitti, um dos elementos da cultura hip hop, também faria a fama de Vitry-sur-Seine como *'laboratório de arte urbana dos mais observados no planeta'*<sup>377</sup>, especialmente nos últimos anos, ao longo dos quais não menos de cinquenta artistas teriam intervindo na cidade, segundo um dos maiores expoentes do gênero, Christian Guémy, conhecido como C 215<sup>378</sup>. Ele desenvolve um trabalho bastante particular dentro da 'street art', campo no qual predomina a pintura figurativa com tinta spray à mão livre. Quando aparecem palavras nos trabalhos frequentemente tratam-se dos nomes e palavras de ordem de grupos de grafiteiros, disputando a atenção dos cidadãos. São raros os trabalhos de natureza abertamente política, como os célebres *grafittis* e colagens realizados pelos estudantes franceses durante os movimentos de maio de 1968, apontando para distintas linhagens dentro desta recente tradição. Em Vitry, o trabalho de Epsilon Point representa uma exceção dentro deste quadro relativamente despolitizado ou não-engajado da Street Art. Em uma das intervenções do artista inventariadas no volume que registra a produção nas ruas da cidade, nos confrontamos com uma expressão indireta dos conflitos que estaria associada a estes territórios e expressões 'marginais': *"Quem semeia a miséria, colhe a raiva!"*<sup>379</sup>

Já o trabalho de C 215 se notabilizaria por intervenções delicadas em caixas de correio, lixeiras, portões e elementos do mobiliário urbano já degradados - não-lugares, segundo sua expressão,

<sup>375</sup> Consultar o catálogo da exposição Gordon Matta Clark - Desfazer o Espaço, realizada em 2010 no Museu de Arte Moderna de São Paulo (MAM-SP).

<sup>376</sup> *"Une sculpture de Jean Dubuffet devant un musée, une immense fresque sur le boulevard qui longe la ligne du RER C... Bienvenue à Vitry-sur-Seine. Depuis, 2007, cette commune du Val-de-Marne de 85000 habitants est considérée comme l'une des capitales mondiales du street art. (...) Pour le directeur du service culturel de la mairie de Vitry Bruno David, ce phénomène, assez exceptionnel pour une commune d'Île-de-France, est dû à tout sauf au hasard. 'Le territoire de Vitry n'est pas neutre d'un point de vue artistique. La cité bénéficie de l'une des plus grandes collections d'art contemporain', explique-t-il. Si l'art est aussi présent à Vitry, c'est parce que c'est une des premières agglomérations de France, avec Grenoble, à avoir appliqué la procédure qui impose aux maîtres d'oeuvre publics de consacrer 1% du coût de la construction à la commande d'une ou plusieurs oeuvres d'art."* Vitry, la quête du saint graff' in Libération, 5/set/2013 Agradeço a Emmanuel Bellanger pela indicação deste artigo.

<sup>377</sup> Silhol, Brigitte, Oxygène, Nath e Rouly, Juliette (2011) Vitry vit le street art Urbanité/ Critères éditions

<sup>378</sup> Le Fur, Patrick e Guémy, Christian (2010) C215. Collection Opus Délits/ Critères éditions

<sup>379</sup> *"Qui sème la misère, récolte la colère!"* (Silhol, Oxygène, e Rouly, 2011:18)

retratando os habitantes da cidade através de uma apurada técnica de *stencil*. A biografia do artista de origem popular, nascido em Bondy<sup>380</sup> e desde 2009 radicado em Vitry, descreve uma trajetória entre o erudito e o popular, na medida em que C 215 pode se graduar em Teoria e História da Arquitetura e da Arte. Trata-se portanto de uma expressão com sentido bastante diverso do que se convencionou classificar como grafitti, nutrindo-se tanto dos estímulos específicos do local e de seus personagens quanto de referências e técnicas do campo estabelecido da arte 'clássica'. Ao invés de uma demonstração de poder, marcando um território com as iniciais de um grupo, C 215 procura dar visibilidade aos tipos humanos 'miseráveis', pelos quais o artista declara uma 'paixão':

*“Eu sou essencialmente motivado pelo humano. Cenas de rua, retratos de SDF, de mendigos, de crianças, mas também de animais. Tenho uma paixão por todos os deserdados, os órfãos, os pobres; todos esses que ficaram, ou foram colocados, às margens da estrada. As pessoas da rua, do povo. Tudo deve contar uma história, um destino, e testemunhar. Tudo deve interrogar, ir diretamente do olho ao coração. Meu trabalho é 'clássico', o que me interessa é a Renascença: eu coloco o Homem e o humano no centro da minha reflexão...”*<sup>381</sup>

A prefeitura de Vitry, sobretudo a partir do início dos anos 2000, apoiaria este tipo de expressão oficialmente, promovendo eventos ligados à arte de rua e convidando artistas de outras cidades e países para realizarem suas intervenções na cidade. O brasileiro Nunca, além do coletivo BijaRi, desenvolveriam em 2009 residências de artistas no território da cidade, realizando obras e intervenções permanentes e efêmeras. A ampliação da galeria municipal da cidade acabou por incluir um espaço aberto que funciona como 'galeria de street art': *“As obras de C 215, Alicé, Liliwenn, Grimshaw e Orticanoodles se dispersaram nesse pátio pavimentado, acessíveis permanentemente em toda a proximidade de um lugar oficial e consagrado, em um sutil jogo de ecos de um lado e do outro do vidro. A instituição e a rua.”*<sup>382</sup>

Neste caso, a aproximação entre a instituição e as expressões populares parece se dar harmoniosamente; no entanto, se analisamos cada capítulo da microhistória de um conjunto habitacional de quase cinco décadas, percebemos a multiplicidade de questões e visões sobre cada uma delas.

Frequentes foram as ocasiões em que a Cité Balzac - seu espaço ou seus habitantes, foi envolvida em notícias policiais e documentários de cunho sensacionalista que procuravam na arquitetura e no urbanismo dos grands ensembles os culpados dos casos de marginalidade social que ali vicejariam, alimentando o imaginário dos críticos e dos próprios moradores.

Foi o caso do documentário gravado na Cité Balzac em 2010 pela ex-militante do movimento *Ni putes ni soumises* Cathy Sanchez, intitulado *Cité du Mâle*, sobre o machismo na *banlieue*. A exibição do filme foi cancelada pelo canal francoalémão Arte no dia em que estava programada para ir ao ar, após pesadas críticas da população local, que acusavam a diretora de manipular cenas e de-

<sup>380</sup> Comuna popular do noroeste da banlieue parisiense

<sup>381</sup> *“Je suis essentiellement motivé par l'humain. Scènes de rue, portraits de SDF, de mendiants, d'enfants mais aussi d'animaux. J'ai une passion pour tous les déshérités, les orphelins, les pauvres; tous ceux qui sont restés, ou ont été mis, ru le bord de la route. Les gens de la rue, du peuple. Tout doit raconter une histoire, un destin, et témoigner. Tout doit interroger, aller directement de l'oeil au coeur. mon travail est 'classique', ce qui m'intéresse c'est la Renaissance: je place l'Homme et l'humain au centre de ma réflexion...”*(Le Fur e Guémy, 2010:29)

<sup>382</sup> *“les oeuvres de C 215, Alicé, Liliwenn, Grimshaw et Orticanoodles sont dispersées dans cette cour pavée, accessibles en permanence dans toute proximité d'un lieu officiel et consacré, dans un subtil jeu d'échos de part et d'autre de la vitre. L'institution et la rue.”* (Silhol, Oxygène, e Rouly, 2011:18)

poimentos, construindo mitos e condições de vida mais duras do que as reais “*A cité Balzac é apresentada como um ‘inferno para as mulheres’, um símbolo da barbárie machista*”<sup>383</sup>.

A apropriação dos meios de representação seria fundamental nestas disputas, desde sua popularização no começo dos anos 1980, que acabariam por opor os habitantes aos olhares estrangeiros. Muitas foram as enquetes e reportagens que tentaram também, de alguma forma, captar a voz dos habitantes de maneira mais franca e aberta.

O contraste entre o olhar veiculado pela mídia, consolidado e difundido pela opinião pública através de fatos e personagens que reforçam o processo de estigmatização dos conjuntos e uma perspectiva mais próxima dos habitantes é o fio condutor do documentário *Dans le regard de L'autre*, de Daniel Kupferstein (2009). O diretor, que cresceu em um grande conjunto em Vitry, atraído pelos meandros e pontos nebulosos do processo judiciário de condenação do assassino de Sohane, acaba por encontrar no processo de renovação em curso o principal assunto do filme, construído a partir de entrevistas com os moradores da Cité, em torno da ‘reputação’ do bairro<sup>384</sup>. Ao reunir depoimentos de muitos moradores, o filme nos serve de fonte primária no que tange a percepção do complexo e traumático processo de renovação urbana pelos habitantes. O projeto de Kupferstein acabou sendo absorvido em parte pela municipalidade de Vitry, que contratou o diretor para realizar pequenas videoreportagens sobre o projeto de renovação urbana da Cité Balzac. Através de seus registros audiovisuais, alguns inclusos no filme e outros disponíveis na internet, expressam-se habitantes das mais diversas origens étnicas e atitudes face às transformações físicas pelas quais passaria o bairro.

---

<sup>383</sup> “*La cité Balzac est présentée comme un ‘enfer pour les femmes’, un symbole de la ‘barbarie machiste’*” Ver o artigo publicado na revista *Elle* em 17/set/2010 ‘*Machisme en banlieue: le docu qui fait polémique*’

<sup>384</sup> Balzac projeté ‘à domicile’ in *Vitry hebdo* 23-29 set/2009 [APMV]

### 4.3 O projeto ANRU para a Renovação da Cité Balzac (2004)

A cronologia fina dos eventos transcorridos nos primeiros anos 2000 evidencia uma certa concatenação de acontecimentos: pouco menos de cinco anos transcorreram entre o trágico acontecimento localizado em Balzac, a organização de um movimento de escala nacional, que rapidamente se aproxima das estruturas de poder, ao mesmo tempo em que a nova política de renovação urbana é vista como chance a ser aproveitada pela municipalidade comunista para tentar resolver problemas crônicos e ativar o setor da construção imobiliária na cidade.

Muitas seriam as iniciativas governamentais que convergiriam para a reviravolta no tratamento das políticas públicas ligadas aos bairros em dificuldades que se daria no início dos anos 2000 no plano nacional. A promulgação da chamada dispositivo jurídico-governamental que acabou por ser conhecido como Lei Borloo, em agosto de 2003, levaria à integração de ações, agências e instituições, o que possibilitaria a realização de grandes operações de demolição e reconstrução a partir da mobilização do ‘dinheiro que dormia’ nos cofres dos fundos destinados à habitação, o chamado 1% Logement. O sociólogo Renaud Epstein, em análise minuciosa dos processos típicos de renovação e reconstrução, faz uma distinção entre o *renouvellement* e a *rénovation* urbaine, entre a reforma dos conjuntos ensaiada experimentalmente das mais variadas formas ao longo de um quarto de século de ‘*politiques de la ville*’ e a renovação, que passaria obrigatoriamente pelo pacto público e midiático de uma grande demolição e transformação dos grandes conjuntos. *“A passagem do renovamento urbano à renovação urbana foi acompanhada de uma série de mudanças institucionais e instrumentais, que deveriam colocar um fim a vinte e cinco anos de fracasso da ‘politique de la ville’ ao simplificar sua organização e seus circuitos financeiros e criar condições para sua avaliação.”*<sup>385</sup>

As demolições eram previstas como objetivos políticos a alcançar em pouco menos de uma década de uma política ‘enérgica’, em busca da ‘mixité’ social, suposta panacéia dos problemas manifestados pela crise a combater, da qual os grandes conjuntos eram o símbolo e cenário.

*“A lei de 1º de agosto de 2003 previa a demolição e a reconstrução de 200.000 habitações sociais no período 2004-2013, e a ANRU consagrou mais da metade de seu orçamento a essas operações. Essas demolições concernem em primeiro lugar aos imóveis construídos precipitadamente nos anos 1950 e 1960 em torno de normas inferiores àquelas da HLM ordinária que, devido aos seus aluguéis baixos, concentram as famílias mais pobres e as grandes famílias imigrantes. A destruição de torres e de blocos libera o terreno, sobre o qual é possível construir habitações sociais de mais alto padrão assim como programas de acesso ao alojamento ou do setor locatário livre. Para esse fim, 15 a 35% do espaço liberado pelas demolições retorna à associação Foncière Logements, sobre o qual essa filial da UESL deve construir ou fazer construir alojamentos para locação do setor livre, para casais que não respondam aos critérios necessários para a habitação social.”*<sup>386</sup>

<sup>385</sup> *“La passage du renouvellement urbain à la rénovation urbaine s’est accompagné d’une série de changements institutionnels et instrumentaux, qui devaient mettre fin à vingt-cinq ans d’échec de la politique de la ville en simplifiant son organisation et ses circuits financiers et en créant les conditions de son évaluation.”* (Epstein 2013:65-66)

<sup>386</sup> *“La loi du 1er août 2003 prévoyait la démolition et la reconstruction de 200 000 logements sociaux sur la période 2004-2013), et l’ANRU a consacré plus de la moitié de son budget à ces opérations. Ces démolitions concernent en premier lieu les immeubles construits à la hâte dans les années 1950 et 1960 autour des normes inférieures à celles de la HLM ordinaire qui, du fait de leurs faibles loyers, concentrent les ménages les plus pauvres et les grandes familles immigrées. La destruction de tours et de barres libère du foncier, sur lequel il est possible de construire des logements sociaux plus haut gamme ainsi que des programmes de logements en accession ou du secteur locatif libre. À cette fin, 15 à 35 % libérées par les démolitions reviennent à l’association Foncière Logement, sur lesquelles cette filiale de l’UESL doit construire ou faire construire des logements locatifs du secteur libre, pour des ménages ne répondant pas aux critères de ressources du logement social.”* (Epstein 2013:83)

Haveria algo de utópico tanto na origem quanto no processo de renovação dos grandes conjuntos, na esperança em que a modernização social se desse pela transformação dos espaços construídos.

*“O caráter utópico do projeto se perpetua, entretanto, e o entusiasmo manifestado pelos atores engajados nos projetos de demolição-reconstrução dos grands ensembles lembra aquele de seus predecessores no momento de sua construção. Nos dois casos, as operações de desenvolvimento visam ao mesmo tempo melhorar as condições de moradia e o quadro de vida, produzir a diversidade social nos espaços residenciais e transformar a vida social dos bairros. Essa continuidade das intenções se acompanha, no entanto, de um retorno total da doutrina urbanística: a solução de ontem é doravante considerada como o resultado de um vasto erro coletivo à origem dos problemas de hoje, aos quais é preciso pôr fim.”<sup>387</sup>*

De acordo com Epstein, apoiando-se em declarações do próprio Borloo em entrevistas, os fundos que financiariam estas operações de grande escala e, conseqüentemente estratégicos setores da economia francesa, vinham do tal 1% depositado pelas empresas a título de contribuição para a habitação social, o tal dinheiro que dormia em fundos públicos e que viabilizou as espetaculares e talvez especulativas operações. A criação da Agência Nacional de Renovação Urbana, a ANRU, operadora do Programa de mesmo nome (PNRU), lançado em 2003, respondia a necessidade de servir como ‘guichê único’ para receber os projetos das prefeituras que propunham operações em seus bairros problemáticos. Em poucas palavras, a revista mensal de Vitry definiria a ANRU como um *“Estabelecimento público industrial e comercial criado para simplificar e acelerar os procedimentos das coletividades territoriais e dos locadores sociais que desejam colocar em prática os projetos de renovação urbana nos bairros prioritários. Os fundos da ANRU são constituídos por fundos do Estado para 48% e do 1% patronal para 52%.”<sup>388</sup>*

A dinâmica proposta pelo organismo acaba por impor como condição para a construção de uma nova unidade habitacional, nem sempre ‘social’ ou mesmo locativa, a demolição de uma unidade HLM em situação crítica. No caso de Vitry-sur-Seine, uma exceção foi feita ao dossier da cidade, apresentado em 2004, no sentido de conceder a construção de duas novas unidades disseminadas pelo território da comuna para cada unidade demolida da Cité Balzac. Tais condições extremamente favoráveis ao reaquecimento do setor de construção a cargo do OPHLM local, de acordo com os órgãos de imprensa oficial deviam-se da luta pela habitação levado a cabo pelos deputados e senadores comunistas. A mediação do caso de Sohane deve ser levada também em conta numa tentativa de compreensão dos fatos que levariam à transformação praticamente total do bairro e do seu entorno.

A socióloga Adelina Miranda, que estudou detidamente a renovação urbana do bairro questiona se a realização seria um modelo de gestão democrática e participativa das decisões urbanísticas, ao mesmo tempo em que fornece elementos que nos ajudam a compreender em detalhe o processo e suas implicações.

---

<sup>387</sup> *“Le caractère utopique du projet se perpétue néanmoins et l’enthousiasme manifesté par les acteurs engagés dans les projets de démolition-reconstruction des grands ensembles n’est pas sans rappeler celui de leurs prédécesseurs au moment de leur érection. Dans les deux cas, les opérations d’aménagement visent à la fois à améliorer les conditions de logement et le cadre de vie, à produire de la diversité sociale dans les espaces résidentiels et à transformer la vie sociale des quartiers. Cette continuité des intentions s’accompagne cependant d’un retournement total de la doctrine urbanistique: la solution d’hier est désormais considérée comme le résultat d’une vaste erreur collective à l’origine des problèmes d’aujourd’hui, à laquelle il faut mettre fin.”* (Epstein 2013:91)

<sup>388</sup> *“Établissement public industriel et commercial crée pour simplifier et accélérer les démarches des collectivités territoriales et des bailleurs sociaux qui souhaitent mettre en oeuvre des projets de rénovation urbaine dans les quartiers prioritaires. Les fonds de l’ANRU sont constitués de fonds d’État pour 48% et du 1% patronal pour 52%.”* **Vitry le mensuel** N°18 Mars/2006 [APMV]

*“Em 2002, enquanto a municipalidade de Vitry-sur-Seine se emprega na elaboração de um Programa Local da Habitação com o objetivo de mudar sua política de construção de alojamentos sociais, a criação da ANRU é anunciada em nível nacional quase um ano após. A municipalidade agarra a ocasião. A escolha se dá ‘naturalmente’ em Balzac: cité com problemas, emblema do desconforto social das banlieues, dificuldade de gestão do parque dos alojamentos sociais. Aliás, o OPHLM não reocupava os apartamentos da torre ABC que, enquanto iam sendo esvaziados, iam sendo fechados com blocos para evitar invasões. Ao longo do ano de 2004, o projeto ANRU ganha cada vez mais forma; em 2005, começa o Renovação Urbana, a comuna de Vitry-sur-Seine, a Association Foncière Logement, o OPHLM de Vitry-sur-Seine, a SEMISE, a OPAC do Val-du-Marne, a Sablière, a Caisse des Dépôts et Consignations e o Estado assinava a convenção ‘Operação ANRU Vitry-sur-Seine’. A intervenção acontece em uma ‘Zona Urbana Sensível’ comportando dois setores: o Grand Ensemble Leste (incluindo o bairro Balzac) e o Grand Ensemble Oeste (incluindo a cité de Mario Capra). Dia 14 de fevereiro de 2007, a torre ABC é demolida e o plano ANRU entra em fase operacional.”*<sup>389</sup>

Tudo leva a crer que não houve tempo para a participação de fato e que os habitantes tenham sido comunicados da mais importante decisão do projeto a posteriori, contribuindo para o clima de insatisfação e resignação que contaminaria sobretudo os mais antigos habitantes da Cité Balzac.

A demolição do edifício ABC já havia sido cogitada em diversas ocasiões pelos gestores municipais, especialmente por membros da equipe do OPHLM de Vitry, que lidavam cotidianamente com os conflitos recorrentes e com a situação de impasse que representava o edifício. Diversas alternativas já haviam sido ensaiadas para conferir ao imponente bloco algum equilíbrio, tanto em termos sociais quanto financeiros. Ainda que as perspectivas políticas da ANRU divergissem das da municipalidade comunista, como sublinha Miranda, ali aconteceu uma aliança particular entre o Estado francês então governado pela direita e os comunistas da *banlieue rouge*.

*“O desenvolvimento imobiliário atual é frequentemente guiado pela iniciativa privada e o ‘empreendedorismo urbano’ ganhou um lugar importante na construção da malha urbana metropolitana. No caso de Vitry-sur-Seine, essa questão parece ter uma configuração local específica que engloba uma dimensão política em ruptura com a política comunista ‘clássica’.”*<sup>390</sup>

Os responsáveis pela renovação da Cité Balzac por parte do OPHLM local, parte significativamente envolvida na realização, entendem a aparente contradição como uma estratégia para contornar as adversidades na produção da habitação social. Os fins - as novas construções de habitação social dispersas por Vitry-sur-Seine, justificando os meios - a demolição do conjunto de gestão mais problemática da cidade, do ponto de vista do OPHLM.

*“A ANRU é uma medida inventada por um governo de direita, ela permitiu às cidades a demolição de bairros populares para a reconstrução de habitações inacessíveis aos antigos locatários desses bairros. Não foi a esco-*

<sup>389</sup> *“En 2002, tandis que la municipalité de Vitry-sur-Seine s’emploie à l’élaboration d’un Programme Local de l’Habitat avec l’objectif de changer sa politique de construction de logements sociaux, la création de l’ANRU est annoncée au niveau national à peine un an après. La municipalité saisit l’occasion. Le choix se porte ‘naturellement’ sur Balzac: cité à problèmes, emblème du malaise social des banlieues, difficulté de gestion du parc des logements sociaux. Par ailleurs, l’OPHLM n’attribuait plus les logements de la tour ABC qui, au fur et mesure qui se vidaient, étaient murés. Au cours de l’année 2004, le projet ANRU prend de plus en plus forme; en 2005, il commence le vrai montage technique du dossier. En janvier 2007, l’Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, la commune de Vitry sur Seine, l’Association Foncière Logement, l’OPHLM de Vitry sur Seine, la SEMISE, l’OPAC du Val-de-Marne, la Sablière, la Caisse des Dépôts et Consignations et l’Etat signent la convention ‘Opération ANRU Vitry-sur-Seine’. L’intervention porte sur une ‘Zone Urbaine Sensible’ comportant deux secteurs: le Grand Ensemble Est (incluant le quartier Balzac) et le grand ensemble Ouest (incluant la cité de Mario Capra). Le 14 février 2007, la tour ABC est démolie et depuis, le plan ANRU est rentré dans sa phase opérationnelle.”* (Miranda, A. in Deboulet, A., 2010:152)

<sup>390</sup> *“le développement immobilier actuel est souvent guidé par l’initiative privée et l’‘entreprenariat urbain’ a pris une place importante dans la construction du maillage urbain métropolitain. Dans le cas de Vitry-sur-Seine, cette question semble prendre une configuration locale spécifique qui englobe une dimension politique en rupture avec la politique communiste ‘classique’.”* (Miranda, A. in Deboulet, A., 2010:154)



*lha feita por Vitry, os eleitos, juntos a seus parceiros, lutaram pelo direito à habitação e à cidade para todas e todos. Nós podemos ficar orgulhosos de termos sabido transformar um dispositivo em luta para melhor viver em conjunto.”*<sup>391</sup>

Para a longeva diretora geral do *Office*, parecia ser a oportunidade de resolver dois problemas - um conjunto cronicamente problemático e a inatividade do órgão em termos de novas construções - em uma só ação, a renovação urbana nos moldes preconizados pela ANRU.

*“Felizmente nós nos apoderamos do projeto ANRU. Era um dispositivo vindo de um governo com o qual não nos identificávamos, mas a posição que tivemos enquanto Office foi a de dizer que uma política que nos é proposta, nós a transformamos em meio de luta. Nós lutamos até obtermos o 2 por 1. É o único dossiê ANRU na França onde construímos dois alojamentos para um demolido. Esse foi nosso combate.”*<sup>392</sup>

A escala, as implicações e o papel estratégico da operação de renovação urbana não seriam certamente negligenciados pelo Secretário municipal de urbanismo e habitação Michel Leprêtre.

*“Ambicioso, o termo que convém a esse projeto de bairro é o de um projeto de cidade. Seu replanejamento é essencial à redinamização do setor sul da cidade. O dispositivo da ANRU posto em prática pelo Ministro da Habitação é uma das raras portas entreabertas para a construção de habitações sociais. Ao entregar esse dossiê, nós nos engajamos em um processo de ação para responder às expectativas dos vitriotas e dos locadores sociais.”*<sup>393</sup>

Michel Leprêtre explica os termos da ‘oportunidade’ aproveitada por Vitry com o advento do projeto ANRU, justificando as demolições quase como um mal necessário dentro de uma estratégia para impor exigências perante as dinâmicas da agência nacional.

*“Essas demolições só se concebem, para nós, insiste Michel Leprêtre, a partir do momento em que podemos construir mais do que demolimos. Nossa exigência no quadro dos financiamentos da ANRU e outros dispositivos é clara: construir dois alojamentos para um demolido. A construção de habitações sociais está hoje regredindo devido a uma política governamental de financiamento. O dispositivo da ANRU colocado em prática pelo ministro da Habitação Jean-Louis Borloo é uma oportunidade da qual nos apropriamos ao colocarmos o nível lá em cima. E vamos lá se o governo estiver de acordo com isso.”*<sup>394</sup>

Leprêtre destacaria também a singularidade do projeto de renovação urbana de Vitry, expondo os termos da aposta dos comunistas na habitação social.

---

<sup>391</sup> *“L’ANRU est une mesure inventée par un gouvernement de droite, elle a permis à des villes de démolir des quartiers populaires pour reconstruire des logements inaccessibles aux anciens locataires de ces quartiers. Ce n’est pas le choix qu’a fait Vitry, les élus, avec leurs partenaires, se sont battus pour le droit au logement et à la ville pour toutes et tous. Nous pouvons être fiers d’avoir su transformer un dispositif en lutte pour le mieux vivre ensemble”* (Méhadée Bernard, chargée de communication et d’information à l’OPHLM de Vitry in Clavel, 2012:20)

<sup>392</sup> *“Heureusement qu’on s’est emparé du projet ANRU. C’était in dispositif issu d’un gouvernement dans lequel on ne se retrouvait pas, mais la position qu’on a eu en tant qu’Office, c’est de se dire qu’une politique qu’on nous propose, on la transforme en moyen de lutte. On a forcé le trait jusqu’à obtenir ce 2 pour 1. C’est le seul dossier ANRU en France où l’on construit deux logements pour un démolit. Ça a été notre combat.”* (Martine Lubczanski, Directrice Générale de l’OPHLM de Vitry in Clavel, 2012:17)

<sup>393</sup> *“Ambitieux, c’est le terme qui convient à ce projet de quartier, c’est un projet de ville. Son réaménagement est essentiel à la redynamisation du secteur sud de la ville. Le dispositif de l’ANRU mis en place par le ministre du Logement est une des rares portes entrouvertes pour construire du logement social. En déposant ce dossier, nous nous engageons dans un processus d’action pour répondre aux attentes des Vitriots et des bailleurs sociaux.”* “Rénovation urbaine - Le projet de réaménager Balzac” in *Vitry Le mensuel* N°6 Fev/2005 [APMV]

<sup>394</sup> *“Ces démolitions ne se conçoivent, pour nous, insiste Michel Leprêtre, qu’à partir du moment où on peut construire plus qu’on ne démolit. Notre exigence dans le cadre des financements de l’ANRU et autres dispositifs est claire: construire deux logements pour un démolit. La réalisation de logements sociaux est aujourd’hui en recul faute d’une politique gouvernementale de financement pour ceux-ci. Le dispositif de l’ANRU mis en place par le ministre du Logement Jean-Louis Borloo est une opportunité dont nous nous sommes saisis en mettant la barre très haut. Et, allons-y si le gouvernement en est d’accord.”* *Vitry Le mensuel* N°6 Fev/2005 [APMV]

*“Nós prevemos a demolição de 685 habitações com a vontade de construir o dobro delas. Essa escolha é contrária àquela proposta na maior parte dos dossiês ANRU que, no fim, preveem menos habitações sociais. Nós o fazemos para confirmar nossa escolha por uma resposta social a um problema social. Ao mesmo tempo, isso mostra o fracasso de todas as políticas desses dez últimos anos. O esforço é feito por algumas cidades enquanto que outras o recusam.”*<sup>395</sup>

A tal ‘política fracassada dos últimos dez anos’ seria a lei de solidariedade urbana que pretendia controlar a *mixité* das municipalidades através da obrigação de um quinto de unidades ‘sociais’ na composição de todas as cidades de mais de uma determinada quantidade de habitantes. Em grande parte das municipalidades historicamente administradas pelo PCF, como Vitry, a taxa de habitação social era frequentemente o dobro dos 20% estabelecidos como parâmetro pela Lei de Orientação das Cidades (LOV, de julho de 1991, a chamada lei anti-guetos), que acabou por regulamentar uma reivindicação dos comunistas, que clamavam para que as municipalidades burguesas administradas pela direita absorvessem também um contingente mínimo de populares de baixa renda.

O arquiteto Gabriel Sibille, da equipe que elaborou o projeto de renovação do célebre conjunto La Grande Borne, em Grigny, projetado por Emile Aillaud, esclarece as dinâmicas e implicações mobilizadas pelo dispositivo ANRU.

*“Interessante de ver que a empresa que coordenou a construção e a reabilitação da Grande Borne é a mesma e que hoje, a ANRU orientou seu esforço sobre a regra de um por um, quer dizer, um apartamento demolido por um apartamento reconstruído e orientou a maior parte dos projetos sobre essa relação básica, binária, é preciso demolir para poder (re)construir, subentendendo que a mudança, a renovação desse bairro passava pela demolição. (...) De novo, estamos em uma lógica de sustentação da construção, então de dar trabalho a essas grandes empresas que na França moldam o concreto. Acho que é perigoso ter de reconstruir nesse contexto que nos foi confiado, que herdamos de Emile Aillaud e vir a enriquecer. É um trabalho mais fino, que oferece lógicas mais longas e provavelmente menos interessantes para o grande lobby da construção, mas que eu penso que respeitarão mais os habitantes que estão lá hoje e que respeitarão mais a história deles.”*<sup>396</sup>

Certamente o dossier apresentado à Agência Nacional de Renovação Urbana (ANRU) elaborado pela equipe do arquiteto e urbanista Christian Devilliers é um dos documentos chave que nos ajudam a compreender as intenções e a dimensão do projeto de renovação urbana de Vitry que acabou por transformar definitivamente a morfologia da Cité Balzac.

Em poucas páginas, o documento faz uma análise sumária dos problemas, desafios e potencialidades que a vasta operação de renovação urbana mobilizaria no local e no território metropolitano contíguo. O epicentro, que concentraria o mais intenso impacto das operações de demolição e

<sup>395</sup> *“Nous prévoyons la démolition de 685 logements avec la volonté d’en construire le double. Ce choix est contraire à celui affiché dans la plupart des dossier ANRU qui, au final, comptent moins de logements sociaux. Nous le faisons pour confirmer notre choix d’une réponse sociale à un problème social. En même temps, cela monte l’échec de toutes les politiques de ces dix dernières années. L’effort est fait par quelques villes pendant que d’autres le refusent.”* **Vitry Le menuel** N°10 Jun/2005 [APMV]

<sup>396</sup> *“Intéressant de voir que l’entreprise qui a géré la construction et la réhabilitation de la Grande Borne est la même et que aujourd’hui, la ANRU a axé son effort sur la règle de un pour un, c’est à dire, un logement démolit pour un logement reconstruit et a axé la plupart des projets sur cette rapport basique, binaire, il faut démolir pour pouvoir (re)construire, en sous entendant que la recoversion, le renouvellement de cette quartier passait pour la démolition. (...) A nouveau, on est dans une logique de soutien de la construction, donc de donner du travail a ces grands entreprises que en France coulent du béton. Je pense que est dangereux de avoir de reconstruire dans le contexte qui nous a été confié, qu’on a hérité de Emile Aillaud et de venir a l’enrichir. C’est un travail plus fin, que donnent des logiques plus longues et probablement moins intéressants pour le grand lobby de la construction, mais que je pense que respecteront plus les habitants qui sont là aujourd’hui et que respecteront plus leur histoire.”* Cantalapiedra, Sonia **Émille Aillaud - un rêve et des hommes** Documentário, 58 min. 2010

reconstrução, seria ‘naturalmente’ a Cité Balzac. O diagnóstico apontava para problemas de difícil solução, propondo a demolição e a reconstrução da maioria dos prédios e unidades do conjunto. Os principais símbolos da Cité Balzac seriam subtraídos da paisagem urbana, numa tentativa de riscar do mapa os problemas crônicos que o conjunto carregava como um fardo em sua relativamente breve história.

*“Um olhar exterior estigmatizante – a cité é de longa data – e com frequência injustamente nos dizeres dos habitantes – estigmatizada pelo exterior. Essa estigmatização acontece tanto pela mídia, que atribui a Balzac as desordens que se passam em outros lugares, quanto pela reputação que foi feita dela e que reflete em seus habitantes. Morar em Balzac é não poder morar em outro lugar, então é revestir-se de uma inferioridade social. Entretanto, em Balzac, não é pior que alhures, dizem os habitantes. É, aliás, possível que essa estigmatização ‘una’ um certo número de habitantes.”<sup>397</sup>*

Mais tarde, recuperando a trajetória do já consolidado projeto para a ANRU, Devilliers coloca o ‘problema de Balzac’ em termos mais propriamente urbanísticos:

*“Do ponto de vista do urbanismo, o problema de Balzac era de ser constituída por grandes edifícios de 9 a 15 andares, muito separados do resto do bairro, essencialmente composto por pavillons e galpões industriais. Eram apartamentos novos para famílias que moravam em alojamentos indignos. Elas saíam das favelas para morar em grandes apartamentos com todo o conforto moderno, era maravilhoso. O efeito ‘caixa para coelhos’ só era denunciado por alguns, minoritários. Muito poucas pessoas viram o problema na época. Era preciso alugar, ir rápido. Isso resultou no ‘urbanismo do caminho do guindaste’: cômodos repetitivos, prédios muito altos, etc. era considerado como o ápice do progresso.”<sup>398</sup>*

Do ponto de vista da arquitetura, há uma clara condenação de um paradigma projetual modernista, centrado nas decisões de um só homem, ‘na urgência’. Esta negação é o ponto de partida para uma nova proposta apoiada na diversidade dos projetos arquiteturais, dentro de uma escala mais homogênea e adaptada ao entorno.

*“Nós concebemos um plano privilegiando quadras de imóveis de cerca de cinco andares, arejados por espaços verdes. Quisemos ter uma arquiteta bastante diversificada para escaparmos do efeito monolítico dos grands ensembles de antes. Cada prédio foi construído por um arquiteto diferente, o que dá uma verdadeira qualidade arquitetural. O grande problema de um bairro como este, é que ele tinha sido feito por uma só mão, por um só arquiteto, na urgência.”<sup>399</sup>*

Contudo, os arquitetos e urbanistas da equipe de Devilliers no plano de 2004 reconheciam a contradição que havia por si só em demolir os apartamentos que eram considerados altamente satisfa-

---

<sup>397</sup> *“Un regard extérieur stigmatisant - La cité est de longue date - et souvent injustement aux dires de ses habitants - stigmatisée par l'extérieur. Cette stigmatisation se fait aussi bien par les médias qui attribuent a Balzac des désordres qui se sont passés ailleurs, que par la réputation qui lui a été faite et qui rejallit sur ses habitantes. Habiter Balzac, c'est ne pas pouvoir habiter ailleurs' donc être affublé d'une inferiorité sociale. Pourtant, à Balzac, ce n'est pas pire qu'ailleurs, disent les habitants. Il est d'ailleurs possible que cette stigmatisation 'soudé' un certain nombre d'habitants.”* (Dossier ANRU Cité Balzac - Christian Devilliers, 2004)

<sup>398</sup> *“Du point de vue de l'urbanisme, le problème de Balzac était d'être constitué de grands immeubles de 9 à 15 étages, très séparés du reste du quartier, essentiellement composé de pavillons et de locaux d'activité. C'étaient des logements neufs pour des familles qui habitaient les logements indignes. Ils sortaient des bidonvilles pour habiter dans de grand appartements avec tout le confort moderne, c'était merveilleux. L'effet 'cages à lapins' n'était dénoncé que par quelques-uns, minoritaires. Très peu de gens ont vu le problème à l'époque. Il fallait loger, aller vite. Ça a donné l'urbanisme de chemin de grue: des cellules répétitives, des bâtiments très longs, etc. C'était considéré comme le sommet du progrès.”* (Christian Devilliers, architecte-urbaniste de la rénovation urbaine à Balzac in Clavel, 2012:29)

<sup>399</sup> *“On a conçu un plan privilégiant des îlots d'immeubles d'environ cinq étages, aérés par des espaces verts. On a voulu avoir une architecture assez diversifiée pour échapper à l'effet monolithique des grands ensembles d'autrefois. Chaque bâtiment est construit par un architecte différent, ce qui donne une vraie qualité architecturale. Le grand problème d'un quartier comme celui-là, c'est qu'il avait été fait d'une seule main, par un seul architecte, dans l'urgence”* (Christian Devilliers, architecte-urbaniste de la rénovation urbaine à Balzac in Clavel, 2012:31)

tórios pelos habitantes. A má fama e o entorno dos blocos, elevadores, espaços coletivos e as áreas públicas que atravessavam o conjunto é que eram vistas como irremediavelmente problemáticas, justificando uma demolição total de um certo modelo ou tipo de construção, em favor de uma escala mais compatível com o tecido existente, predominantemente *pavillonnaire* ou industrial.

*“Um apartamento valorizado e valorizante – em Balzac, os locatários se orgulham das qualidades de seus apartamentos (menos em Marrionniers), de sua área, da distribuição dos cômods, das varandas, etc. Eles dizem frequentemente que são os mais belos da cidade. Que essa afirmação seja justa ou não, ela é dita como um reconhecimento que entra em dissonância com a reputação da cité. Assim, com frequência, o apartamento (sua qualidade e a maneira com a qual ele é cuidado) contradiz a imagem colada à pessoa que mora na cité.”*  
400

A transformação da população ressentida por toda uma geração de pesquisadores e intelectuais que se debruçaram sobre os problemas das *banlieues* seria também evocada por Devilliers para explicar a situação de impasse em termos de desenvolvimento social que tomava Balzac. A concentração excessiva da pobreza em Balzac justificaria uma política de imposição da chamada *mixité* nos outros bairros da cidade, que receberiam uma série de outras operações pontuais de habitação social, em setores de desenvolvimento estratégico determinados pelos planos locais de urbanismo e habitação.

*“Um povoamento que puxa para baixo – Na origem, a cité era povoada por diferentes comunidades que compartilhavam uma mesma situação, trabalho e valores idênticos. Ao longo do tempo, os habitantes mais favorecidos e com mais mobilidade foram embora do bairro (franceses, portugueses) e foram substituídos por africanos. Disso resulta que a cité começou a ser vivida como uma ‘bacia residencial’ onde ficam alojados os últimos que chegam e aqueles que estão com dificuldades sociais, aqueles que ninguém quer alhures. Aliás, as crianças da geração precedente sofreram os efeitos da desregulação do trabalho. Há então uma forte acentuação da fragilidade econômica da população de Balzac. O que, fazendo a ligação entre as diferentes populações, as desintegra em favor de um aumento do individualismo.”*<sup>401</sup>

Bastante detalhado em termos de estratégias para implementar o projeto de renovação na municipalidade comunista de Vitry, o plano de Devilliers prevê atividades de participação dos habitantes, seja de mera informação ou consulta e negociação (*concertation*), temas que se tornaram uma espécie de *slogan* nas agendas políticas, assim como no debate urbanístico. A questão da transferência dos habitantes das unidades demolidas seria uma preocupação central do projeto, para a qual previam-se *‘Ateliers relogement’*:

*“A demolição e a reabilitação das habitações sociais devem se acompanhar de um plano de realojamento a ser partilhado pelos locatários envolvidos e pelos parceiros institucionais. Um atelier ‘relojamento’, constituído por representantes da OPHLM, da cidade de Vitry-sur-Seine, da prefeitura do Val-de-Marne e da SEMISE, foi feito desde outubro a fim de trabalhar essas questões, e em particular informar e comunicar previamente os locatários envolvidos, contribuir para levar uma resposta quantitativa e qualitativa aos locatários levando*

<sup>400</sup> *“Un appartement valorisé et valorisant – A Balzac, les locataires sont fiers des qualités de leurs appartements (moins à Marrionniers), de leur superficie, de la distribution des pièces, des balcons, etc. Ils disent fréquemment qu’ils sont les plus beaux de la ville. Que cette assertion soit juste ou non, elle est dite comme une reconnaissance qui entre en dissonance avec la réputation faite à la cité. Ainsi, comme bien souvent, l’appartement (sa qualité et la manière dont il est entretenu) vient contredire l’image accolée à la personne habitant la cité.”* (Dossier ANRU Cité Balzac - Christian Devilliers, 2004)

<sup>401</sup> *“Un peuplement qui tire vers le bas – A son origine, la cité était peuplée de différentes communautés qui partageaient une même situation, de travail et des valeurs identiques. Au fur et à mesure du temps, les habitants les plus favorisés et les plus mobiles sont partis du quartier (Français, Portugais) et ont été remplacés par des Africains. Il en résulte que la cité est vécue comme une ‘cuvette résidentielle’ où sont logés les derniers arrivés et ceux qui sont en difficulté sociale, ceux dont ne veut pas ailleurs. Par ailleurs, les enfants de la génération précédente ont subit les effets de la dérégulation du travail. Il y a donc une forte accentuation de la fragilité économique de la population de Balzac. Ce qui faisant le lien entre les différentes populations se délite au profit d’une montée de l’individualisme.”* (Dossier ANRU Cité Balzac - Christian Devilliers, 2004)

*em conta suas necessidades e garantir uma boa coordenação dos parceiros institucionais (cidade, prefeitura, locadores).”*<sup>402</sup>

Laurent Stourdze, encarregado da operação na SEMISE e responsável pelo centro de informações sobre o projeto ANRU e pelos encontros mensais com os habitantes sobre as obras (*‘Rendez-vous en bas de chez vous’*), declara: *“É importante que os habitantes estejam sabendo das diferentes etapas do projeto. O ‘Espace projet’ se apresenta como um lugar de informação de proximidade e de encontro com os habitantes em torno da renovação. Nós sentimos com esses últimos a necessidade de ter uma informação específica sobre esses projetos.”*<sup>403</sup>

Avino Pires, longevo habitante de destacada participação na vida associativa através das *amicales* dos locatários e do jornal *L’ami de Balzac*, como vimos, mostra-se bastante descontente com os planos da ANRU, sentindo na pele os efeitos da imposição de uma *mixité* social no sentido de oferecer uma porcentagem menor de habitação subvencionada no projeto de renovação do conjunto e reservar uma porção considerável das unidades construídas para os financiamentos privados e alugueis a preço de mercado, inacessíveis aos antigos moradores.

*“Tenho oitenta e três anos e minha mulher setenta e oito. Em quarenta anos muitos laços se formaram. Eu não desejo partir. Não encontraremos apartamentos como este em nenhum outro lugar, grandes, com um verdadeiro corredor e armários. Esse projeto, é preciso refletir bem sobre ele: pensar, por exemplo, aos jovens e deixa-los espaços de jogos. Eu acredito que o acesso à propriedade, aqui, não será fácil de ser realizado.”*<sup>404</sup>

No documentário de Daniel Kupferstein sobre o processo de renovação urbana de Balzac, Avino Pires insiste em seu ponto de vista contundente: *“Temos grandes apartamentos aqui como não teremos em nenhum outro lugar. Aqui, eu me seguro, mas se vou embora, o que eles vão me dar?”*<sup>405</sup>

Devilliers reconhece os limites da disciplina arquitetônica e dos projetos urbanísticos, preconizando, no entanto, uma ampliação da escala das operações em entrevista realizada em 2012 na publicação sobre a história do hoje OPH de Vitry.

*“O fato de abrir uma rua nunca fez as pessoas saírem da pobreza, não podemos nos iludir sobre a eficiência da arquitetura. Modificar a forma urbana não é a solução para todos os problemas. Não pensávamos em demolir tudo, apenas fazer uma abertura e construir alguns alojamentos. Com todos os parceiros, nós sentimos a*

---

<sup>402</sup> *“La démolition et la réhabilitation de logements sociaux doivent s’accompagner d’un plan de relogement à faire partager par les locataires concernés et les partenaires institutionnels. Un atleir ‘relogement’, constitué de représentants de l’OPHLM, de la ville de Vitry-sur-Seine, de la préfecture du Val -de-Marne et de la Semise, est mis en place depuis le mois d’octobre afin de travailler sur ces questions, et en particulier d’informer et de communiquer en amont avec les locataires concernés, de contribuer à apporter une réponse quantitative et qualitative aux locataires tenant compte de leurs besoins et de garantir une bonne coordination des partenaires institutionnels (ville, préfecture, bailleurs)”* (Dossier ANRU Cité Balzac - Christian Devilliers, 2004)

<sup>403</sup> *“Il est important que les habitants soient au courant des différentes étapes du projet. L’Espace projet se présente comme un lieu d’information de proximité et de rencontre avec les habitants autour de la rénovation. On ressent chez ces derniers le besoin d’avoir une information ciblée sur ces sujets.”* *Le Quatrepages* N°2 Fev/Mar/Abr 2008

<sup>404</sup> *“J’ai quatre-vingt-trois ans et ma femme soixante-dix-huit. En quarante ans beaucoup de liens se sont formés. Je ne souhaite pas partir. On a des appartements peut être comme nulle part ailleurs, grands, avec un vrai couloir et des placards. Ce projet, il faut bien le réfléchir: penser par exemple aux jeunes et leur laisser des espaces de jeux. Et je crois que l’accession à la propriété, ici, ne sera pas facile à réaliser.”* *Vitry Le mensuel* N°18 Mar/2008 [APMV]

<sup>405</sup> *“On a des grands logements ici comme on n’aura pas nulle part ailleurs. Là, je tiens la route, mais si je pars d’ici, ils vont me donner quoi?”* Daniel Kupferstein (2009) *Dans le regard des autres* Documentário, cor, som, 2009

*imperiosa necessidade de ir mais além, de fundar a renovação urbana do bairro e de construir massivamente sobre todo o território comunal.”*<sup>406</sup>

Na convenção assinada em 2007, que detalha e estabelece parâmetros precisos para as intervenções físicas pouco antes das primeiras demolições, fica clara a intenção de agir sobre Balzac por conta de sua localização estratégica, na articulação do *Arc Sud* e da nova zona de atividades.

*“O bairro Balzac / Marronniers / Touraine é um bairro popular que se tornou ‘cité’, que pouco a pouco se desconectou do resto da cidade e que representa um grande desafio para a comuna de Vitry-sur-Seine pois ele ocupa uma posição particular no quadro do projeto de território que a municipalidade fixou para os anos seguintes.”*<sup>407</sup>

Além dos planos de urbanismo locais e regionais como o *Arc Sud*, a operação de renovação urbana de Balzac estaria apoiada no plano local de habitação de Vitry-sur-Seine, que aposta na mistura de atividades como meio de desenvolvimento da região sudeste da cidade.

*“Coerência com os objetivos do PLH : o programa local da habitação adotado em junho de 2005 fixa como objetivo colocar em prática uma ação de requalificação e de renascimento urbano sobre o bairro Balzac para procurar melhorar as condições de vida dos habitantes, diversificar a oferta de alojamentos no bairro, implantar equipamentos públicos, criar atividades em relação com a zona de atividades econômicas e repensar a circulação e o lugar do bairro na cidade.”*<sup>408</sup>

A SEMISE adquiriria um novo importante papel como agente executor do vasto e ambicioso programa de obras e infraestruturas coletivas, além de operadora do seu patrimônio locativo, como os imóveis Touraine e Marronniers.

*“SEMISE (Promotor designado na sequência da abertura de concorrência): o desenvolvedor assegura um papel de coordenação e integração que lhe é conferido pela Concessão de Desenvolvimento assinada entre a cidade e ele. Ele tem portanto como missão realizar ações materiais principais, coordenar as intervenções dos empreendedores, dar lisibilidade ao desenrolar, assegurar o desenvolvimento no tempo e no espaço do projeto através de estudos complementares. O conjunto dos proprietários existentes e futuros lhe reconhecem esse papel. Para assegurar a integralidade de suas missões e em razão dos objetivos urbanos, sociais, econômicos, a SEMISE constituiu uma equipe integrada reagrupando competências em condução de projeto complexo, em urbanismo operacional, em engenharia financeira, em engenharia civil, em desenvolvimento urbano e social, em*

---

<sup>406</sup> *“Le fait d’ouvrir une rue n’a jamais fait sortir les gens de la pauvreté, il ne faut pas se faire des illusions sur l’efficacité de l’architecture. Modifier la forme urbaine n’est pas la solution à tous les problèmes. On ne pensait pas tout démolir, juste faire une précée et construire quelques logements. Avec tous les partenaires, nous avons ressenti l’impérieuse nécessité d’aller plus loin, de fonder la rénovation urbaine du quartier et de construire massivement sur tout le territoire comunal.”* (Christian Devilliers, architecte-urbaniste de la rénovation urbaine à Balzac in Clavel, 2012:30)

<sup>407</sup> *“Le quartier Balzac / Marronniers / Touraine est un quartier populaire devenu ‘Cité’, qui s’est peu à peu déconnecté du reste de la Ville et qui représente un enjeu majeur pour la commune de Vitry sur Seine parce qu’il occupe une position particulière dans le cadre du projet de territoire que la municipalité s’est fixée pour les années à venir”* (Convention partenariale Vitry - ANRU, 2007:6)

<sup>408</sup> *“Cohérence avec les objectifs du PLH: Le programme local de l’habitat adopté en juin 2005 fixe comme objectif de mettre en place une action de requalification et de renouvellement urbain sur le quartier Balzac pour chercher à améliorer les conditions de vie des habitants, diversifier l’offre de logements sur le quartier, implanter des équipements publics, créer des activités en lien avec la zone d’activités économiques et repenser les circulations et la place du quartier dans la ville.”* (Convention partenariale Vitry - ANRU, 2007:65)

gestão locativa. Essa equipe se compõe de um diretor de projeto, um chefe de projeto e um encarregado de missão.”<sup>409</sup>

Entre as obrigações impostas pelos termos da convenção aos parceiros do empreendimento, estão previstas diversas formas de comunicação, sem prever no entanto instâncias decisórias abertas à participação da população local.

“- uma comunicação utilizando os diferentes suportes escritos ou visuais municipais destinados a informar e a comunicar face ao conjunto da população (site da cidade, jornais municipais, campanhas, exposições...), às custas da cidade

- uma comunicação de proximidade utilizando um lugar dedicado ao acolhimento dos habitantes do bairro, locatários ou ribeirinhos, ‘o espaço projeto’, que será posto em prática, desenvolvido e coordenado pela SEMISE em sua qualidade de desenvolvedor

- uma comunicação visual ligada às demolições (roupagem das paliçadas dos canteiros de obra, devendo integrar elementos culturais ligados ao conceito do projeto, utilização de paredes dos imóveis a demolir para comunicar sob todas as formas úteis: criação e instalação de lonas adaptadas, pinturas...).

- uma comunicação sobre o realojamento.”<sup>410</sup>

A produção de ‘trabalhos de memória’ seria estimulada e eventualmente financiada pela ANRU, engajando diversos fotógrafos e artistas em projetos em torno do registro do espetáculo da demolição dos edifícios. “A agência, em colaboração estreita com os portadores de projeto e proprietários em questão, se comprometerá a promover todas as iniciativas locais de produção e de realização cinematográfica ou fotográfica ditas ‘trabalhos de memória’.”<sup>411</sup>

O prefácio da publicação resultante dos ateliers de redação conduzidos por Sandrine Charlemagne com as mulheres de Balzac, escrito pelo diretor do Centro Social, Mohamed Benali, destaca a necessidade de fazer a história do que estava na iminência de desaparecer.

“Desde o anúncio do projeto de renovação do bairro Balzac, a necessidade de deixar um traço ‘histórico’ pareceu evidente. As pessoas ficam tocadas pelas mudanças futuras de seu bairro, e notadamente pela demolição das torres. Para eles, as paredes são marcas de história, da história deles.”<sup>412</sup>

---

<sup>409</sup> “SEMISE (Aménageur désigné suite à mise en concurrence): l’aménageur assure un rôle de coordination et d’ensemble qui lui est conféré par la Concession d’Aménagement signée entre la Ville et lui. Il a donc pour mission de réaliser des actions matérielles majeurs, de coordonner les interventions des maîtres d’ouvrage, de donner de la lisibilité au déroulement, d’assurer le développement dans le temps et dans l’espace du projet au travers d’études complémentaires. L’ensemble des maîtrises d’ouvrage existantes et à venir lui reconnaissent ce rôle.

Pour assurer l’intégralité de ses missions et en raison des enjeux urbains, sociaux, économiques, la SEMISE a constitué une équipe intégrée regroupant des compétences en conduite de projet complexe, en urbanisme opérationnel, en ingénierie financière, en génie civil, en développement urbain et social, en gestion locative. Cette équipe se compose d’un directeur de projet, d’un chef de projet et d’un chargé de mission” (Convention partenariale Vitry - ANRU, 2007:14)

<sup>410</sup> “-une communication utilisant les différents supports écrits ou visuels municipaux destinés à informer et communiquer vis-à-vis de l’ensemble de la population (site internet de la ville, journaux municipaux, campagnes d’affichage, expositions...), à la charge de la ville

- une communication de proximité utilisant un lieu dédié à l’accueil des habitants du quartiers, locataires ou riverains, “L’Espace Projet”, qui sera mis en place, aménagé et géré par la SEMISE en sa qualité d’aménageur.

- une communication visuelle liée aux démolitions (habillage des palissades de chantier, devant intégrer des éléments culturels liés au concept du projet, l’utilisation des murs des immeubles à démolir pour communiquer sous toutes formes utiles: création et pose de bâches adaptées, peintures...).

- une communication sur le relogement;” (Convention partenariale Vitry - ANRU, 2007:15)

<sup>411</sup> “L’Agence, en collaboration étroite avec les porteurs de projet et maîtres d’ouvrages concernés, s’attachera à promouvoir toutes les initiatives locales de productions et de réalisation filmographiques ou photographiques dits ‘travaux de mémoire’.” (Convention partenariale Vitry - ANRU, 2007:34)

<sup>412</sup> “Dès l’annonce du projet de rénovation du quartier Balzac, le besoin de laisser un trace ‘historique’ est apparu évident. Les gens sont touchés par les changements futurs de leur quartier, et notamment la démolition des tours. Pour eux, les murs sont empreints d’histoire, de leur histoire.” (Benali in Charlemagne, 2008:3)

É claro que várias destas histórias de vidas privadas, ainda que legítimas para seus protagonistas, esbarram na pura nostalgia, resumindo-se numa das frases recolhidas nos *'ateliers mémoires'* que estampa a contracapa de uma concisa mas esclarecedora publicação sobre a história e a renovação urbana de Balzac editada pela *Maison des Projets* da cidade em 2007: *"Francamente, nós éramos pobres, mas essas são nossas melhores lembranças"*<sup>413</sup>

A publicação acompanha um DVD<sup>414</sup> com os depoimentos da primeira torre demolida, reunidos por Daniel Kupferstein para a municipalidade de Vitry-sur-Seine. Vários dos testemunhos dos antigos moradores do edifício ABC ressentem-se de acentuada nostalgia dos bons tempos passados no grande conjunto, perdidos para a violência, a pobreza e o desemprego crescentes. São os mesmos personagens que dão seus depoimentos e fragmentos de memórias através dos vários canais de 'comunicação' com os operadores do projeto ANRU de Balzac. A habitante da segunda geração do conjunto Denise Lafolie resume um sentimento que pode ser comum na percepção dos antigos habitantes da renovação do conjunto: *"Depois, não diremos mais a Cité Balzac. Eu não acho. Uma vez, com os novos prédios, eu acho que já não podemos dizer a 'Cité Balzac', vai ser preciso achar um outro nome, porque Balzac estará morta junto com a demolição."*<sup>415</sup>

O folheto que acompanha o disco explica a gênese do projeto do grande conjunto, menciona sumariamente as razões de sua decadência e apresenta o projeto de renovação urbana, assim como sua inserção estratégica no 'coração do Arco Sul', projeto infraestrutural de consolidação da urbanização das comunas do entorno de Paris. Se quisermos entender o papel deste projeto pontual para as dinâmicas locais de Vitry e o seu papel dentro da região sudeste da 'petite couronne' em torno da capital, é preciso analisar também o Plano Local de Urbanismo da cidade, editado em 2007, assim como o ambicioso e polêmico plano de consolidação do Grand Paris imaginado por diversos urbanistas no final da primeira década dos anos 2000. A posição estratégica da comuna, margeada pelo Rio Sena e atravessada por importantes eixos de transporte rodoviário e ferroviário, seria constantemente exaltada pelos textos do PLU, assim como as formas diversificadas de habitat presentes na cidade. A integração com o 'Arc Sud', um anel infraestrutural em torno da capital que corta as comunas da *petite couronne* seria um objetivo estratégico dentro do Plano local, assim como o 'desenclavamento' e a demolição das unidades previstas pelo plano de Devilliers, em uma ação integrada. *"A abertura do grand ensemble Balzac sobre o arco Sul é um elemento essencial de sua requalificação e de sua integração, o que pode sublinhar a questão da renovação da faixa pavillonnaire do bairro."*<sup>416</sup>

Com as operações ligadas ao desenvolvimento efetivo da Zona de Atividades da Gare des Ardoines, projeto que de certa maneira já estava previsto no plano do Grand Ensemble de Capra, todo o entorno se dinamiza e se densifica, sobretudo a partir do aproveitamento pelo mercado imobiliário do potencial construtivo disponível nos territórios estrategicamente situados nas margens de

<sup>413</sup> *"Franchement, nous étions pauvres, mais ce sont nos meilleurs souvenirs"* Maison des Projets (2007) [Vitry évolue. Balzac se transforme](#) Vitry-sur-Seine

<sup>414</sup> Kupferstein, Daniel (2007) [Paroles d'habitantes Balzac Tour ABC](#) Documentário, cor, som, 15:21 min.

<sup>415</sup> *"On dira plus la cité Balzac après. Je pense pas. Une fois, avec les nouveaux bâtiments, je pense qu'on puisse pas dire la Cité Balzac encore, il va falloir qu'on la retrouve un autre nom, parce que Balzac sera mort avec la démolition."* (Lafolie in Kupferstein, 2007)

<sup>416</sup> *"l'ouverture du grand ensemble Balzac sur l'arc Sud est un élément essentiel de sa requalification et de son intégration, ce qui peut souligner la question du renouvellement de la frange pavillonnaire du quartier."* (PLU,2005:37)



Paris. A exposição na *Maison de Projets* de Vitry sur Seine nos serve de introdução ao ambicioso plano de desenvolvimento de um pólo de atividades em torno da Gare des Ardoines, aberta ao público como estação de RER em 1979. As indicações de edifícios a construir nos terrenos dentro da futura zona de atividades, na intersecção de importantes eixos de transporte de massa, nos mostra o projeto de cidade que está no foco dos urbanistas, políticos, tecnocratas e promotores privados que formularam o plano de intervenções e ações que seriam concentradas ali nas próximas décadas.

Considerando serem alguns dos mesmos atores envolvidos nas obras de construção e renovação destes territórios, notadamente a SEMISE, neste caso particular, e também o fato de alguns dos projetos, como a Zona de Atividades em torno da Gare dos Ardoines já terem sido esboçados nos anos 1960, parece continuar válida a análise do Instituto de Sociologia Urbana sobre o caso de Vitry-sur-Seine, ainda em 1966: *“As decisões econômicas, que determinam em parte a vida das comunas são doravante tomadas no exterior do quadro comunal, em função de cálculos que tratam ao menos sobre a região parisiense e frequentemente sobre o mercado nacional e internacional.”*<sup>417</sup>

Do ponto de vista dos habitantes, as transformações seriam vividas intensamente, sem que houvesse amplo debate e condições para que a participação se desse em todos os níveis. Maria Desarbres, cuja trajetória e ação vai transcender o conjunto e chegar ao Conselho Municipal de Vitry tentar compreender e se posicionar com relação à renovação da Cité, de uma perspectiva eminentemente otimista.

*“A grande renovação se aproxima e saber que tudo isso vai mudar, isso me faz muito bem. A luz poderá enfim penetrar em nossa cité, ela será mais arejada, mais viva também. Essas torres eram muito altas, eu me perdia ao olhá-las, nós estávamos separados do céu. Muita gente acumulada para que as pessoas possam realmente se conhecer. É o esquema clássico das cidades-dormitório. Uma vez essas torres destruídas, isso será diferente. Com a mudança e a renovação, as pessoas terão gosto pelo seu meio-ambiente. Antes, estávamos empilhados como cubos. Mais tarde, teríamos construções mais largas com prédios menos imponentes. Os imóveis serão construídos sobre mais superfície e menos altura. É verdade que nem todo mundo poderá voltar. Nós batemos no formigueiro para sanear. Isso é bom? Isso é ruim?... É sem dúvidas o melhor método. Dispersamos as famílias e essa é talvez uma das soluções. No começo, será desestabilizante para algumas delas. É duro sair de um espaço de vida onde vivemos por tantos anos. Mas, às vezes, não podemos ter medo das mudanças. Às vezes, belas perspectivas podem se apresentar. Sim, continuo convencida de que a cité tinha realmente a necessidade dessa boa pincelada! Então, boa sorte à Balzac!”*<sup>418</sup>

O representante municipal Leroy, em depoimento à Adelina Miranda, explicita as razões da escolha da concentração da demolição de habitações na Cité Balzac, vista pela municipalidade como uma solução definitiva para um problema crônico.

---

<sup>417</sup> *“Les décisions économiques, qui déterminent en partie la vie des communes sont désormais prises à l’extérieur di cadre communal, en fonction de calculs qui portent au moins sur la région parisienne et souvent sur le marché national et international.”* (Institut de Sociologie Urbaine, 1966:26)

<sup>418</sup> *“Le grand renouvellement approche et de savoir que tout cela va changer, ça me fait vraiment du bien. La lumière pourra enfin pénétrer dans la cité, ce sera plus aéré, plus vivant aussi. Ces tours étaient trop hautes, je m’y perdais à les regarder, on était comme coupé du ciel. Puis trop de monde à l’intérieur pour que les gens arrivent vraiment à se connaître. C’est le schéma classique des cités dortoirs. Une fois ces tours détruites, ce sera forcément différent. Avec le changement et le renouveau, les gens prendront gout à leur environnement. Avant, on était empilé comme des cubos. Plus tard, nous aurons des constructions plus étendues avec des bâtiments moins imposants. Les immeubles seront bâtis sur plus de surface et moins de hauteur. Il est vrai que tout le monde ne pourra pas revenir. On tape dans la fourmière pour assainir. Est-ce bien? Es-ce mal?... C’est sans doute la meilleure méthode. On éparpille les familles et c’est peut-être une des solutions. Au début, ce sera déstabilisant pour certaines d’entre elles. C’est dur de quitter un espace de vie où l’on a vécu autant d’années. Mais parfois, il ne faut pas craindre d’être bouleversé. Parfois, de belles perspectives peuvent se présenter. Oui, je reste convaincue que la cité avait réellement besoin de ce bon coup de pinceau! Alors bonne chance à Balzac!”* (Maria Desarbres in Charlemagne, 2008:12)

*“A cidade está dividida de maneira anárquica, em todo caso não científica, em 13 bairros. Nossa ideia é ter um equilíbrio de população nesses 13 bairros, um mix social assim como um mix de funções. A mistura social é importante pois, nos grandes bairros de urbanismo dos anos 1970, nós vemos claramente que existem coisas que não funcionam bem. Se nós intervimos em Balzac é porque o bairro, que é um pouco excêntrico, não parou de se contrair sobre si mesmo desde alguns anos atrás, as funções, os usos, as práticas e a vida social se curvaram sobre o terreno, porque há pouca diversidade e mistura. Não está ligada à população em si, o bairro foi concebido para funcionar de maneira autônoma, os terrenos de esporte se degradam, os comércios vão mal, as escolas fecham. Quando os grands ensembles foram construídos, os decisores tinham uma certa concepção da vida prática.”<sup>419</sup>*

Ridha Friaa, comerciante instalado no pequeno Centro Comercial da Rua Anselme Rondenay, inaugurado nos anos 1990, se queixa do papel da mídia, que acaba por agravar uma situação naturalmente difícil:

*“Faz onze anos que abrimos um empório e um pequeno restaurante no bairro. Desde novembro, nossa atividade comercial está muito, muito fraca. As mídias nos mataram ao darem uma imagem muito negativa à cité. Mesmo o Carrefour não quer mais vir fazer entregas, é escandaloso. Existem bairros em Paris onde a situação é bem mais alarmante que em Balzac. Dar uma outra imagem ao bairro e trazer uma diversidade maior de população só pode fazer bem ao bairro.”<sup>420</sup>*

Mudar a imagem dos bairros seria também um objetivo da renovação urbana, processo do qual dependeria também o sucesso da implantação de um novo padrão de *mistura* populacional. Epstein (2013:93) descreve estes objetivos complementares aos motivos alegados para justificar estas grandes operações:

*“É preciso ao mesmo tempo fazer desaparecer os estigmas que reduzem sua atratividade residencial, o que justifica as demolições de grande amplitude de imóveis perfeitamente salubres. Ao mesmo tempo, essas demolições liberam vastos terrenos sobre os quais os desenvolvedores podem desenhar livremente novos pedaços de cidade. A demolição das blocos e das torres, substituídas por casas e por pequenos imóveis coletivos, banalmente dispostos ao longo das vias novas criadas, permite operar uma transformação tão profunda quanto visível, à medida do caráter espetacular do desaparecimento, em uma nuvem de poeira e um odor de pólvora, desses bairros fora das normas.”<sup>421</sup>*

O depoimento da moradora Lina Lascar, recentemente instalada num dos novos edifícios construídos na Cité Balzac pelo mercado imobiliário, confirmaria a importância da mudança da imagem do bairro como estratégia para atrair novos moradores, provenientes da classe média. : “Eu

<sup>419</sup> *“La ville est divisée de manière anarchique, en tout cas pas scientifique, en 13 quartiers. Notre idée est d’avoir un équilibre de population dans ces 13 quartiers, de la mixité sociale ainsi que de la mixité de fonctions. La mixité sociale est importante car dans les grands quartiers d’urbanisme des années 1970, on voit bien qu’il y a des choses qui ne fonctionnent pas bien. Si on intervient sur Balzac c’est parce que le quartier, qui est un peu excétre, n’a cessé de se recroqueviller sur lui-même depuis un certain nombre d’années, les fonctions, les usages, les pratiques et la vie sociale se sont recroquevillés sur le site, parce que il y a très peu de diversité et de mixité. C’est pas lié à la population en soi, le quartier a été conçu pour fonctionner de manière autonome, les terrains de sport se dégradent, les commerces s’en vont, les écoles ferment. Quand les grands ensembles étaient construits, les décideurs avaient une certaine conception de la vie pratique.” (Mr. Leroy in Miranda, A. in Deboulet, A., 2010:153)*

<sup>420</sup> *“Voilà onze ans que nous avons ouvert une épicerie et un petit restaurant dans le quartier. Depuis novembre, notre activité commerciale est très, très faible. Les médias nous ont tués en donnant une image très négative de la cité. Même Carrefour ne veut plus venir livrer, c’est scandaleux. Il y a des quartiers à Paris où la situation est bien plus alarmante qu’à Balzac. Donner une autre image du quartier et amener une plus grande diversité de population ne peut que faire du bien au quartier.” Vitry Le mensuel N°6 Fev/2005 [APMV]*

<sup>421</sup> *“Il faut dans le même temps faire disparaître les stigmates qui réduisent leur attractivité résidentielle, ce qui justifie des démolitions de grande ampleur d’immeubles parfaitement salubres. En même temps, ces démolitions libèrent des vastes terrains sur lesquels les aménageurs peuvent dessiner librement de nouveaux morceaux de ville. La démolition de barres et de tours, remplacées par des maisons et de petits immeubles collectifs, banalement disposés le long des voies nouvellement créées, permet d’opérer une transformation aussi profonde que visible, à la mesure du caractère spectaculaire de la disparition, dans un nuage de poussière et un odeur de poudre, de ces quartiers hors normes.” (Epstein, 2013:95)*

#### 4. Uma história recente (os anos 2002-2012)

*não colocava os pés em Balzac por conta da má reputação do bairro... Eu sentia pena das pessoas que moravam nas torres. Hoje, mesmo se tudo não está terminado e se faltam notadamente comércios, é calmo, bonito, agradável. Tenho a impressão de que há uma forma de respeito nesse bairro, todo mundo se diz bom dia.*<sup>422</sup>

---

<sup>422</sup> *“Je ne mettais pas les pieds à Balzac parce que ça avait mauvaise réputation... Je plaignais les gens qui habitaient les tours. Aujourd’hui, même si tout n’est pas fini et qu’il manque notamment des commerces, c’est calme, joli, agréable. J’ai l’impression qu’il y a une forme de respect dans ce quartier, tout le monde se dit bonjour. “ Bienvenue au village’ in **Les Quatre Pages** N° 17 Set/Out 2013*

## 4.4 As demolições dos edifícios ABC, DEF e GHJ

Das operações ANRU intensificadas pelo Governo Sarkozy em todo o país, em meio ao rescaldo do ‘incêndio de 2005’, o aspecto mais expressivo seria a demolição das genéricas torres e imensos blocos de habitação social construídos nos anos 1960 que concentravam os focos de conflitos dos jovens habitantes entre si ou contra policiais ou representantes de instituições públicas. Muitas foram as tentativas de explicação para as mudanças no enfrentamento dos problemas dos subúrbios franceses através da *‘politique de la ville’*. Se as demolições já haviam sido ensaiadas como solução pontual para conjuntos que se revelaram particularmente problemáticos, depois da ANRU elas se tornaram sistemáticas e incontornáveis no caminho dos prefeitos que queriam ‘renovar’ suas cidades com os créditos públicos.

*“Desde as revoltas sociais do outono de 2005, os promotores da renovação urbana aceleraram sua iniciativa de ‘reconfiguração’ dos bairros multiplicando as operações de demolição. Ora, o que constatamos? Que um dos objetivos ocultos desse processo é deixar esses lugares ‘atrativos’, a fim de chamar uma nova população que eles estimam que os fará progredir. Entretanto, seus habitantes atuais não são bobos. Na Cité Balzac, por exemplo, onde 660 alojamentos sobre um total de 923 serão demolidos progressivamente – para somente 114 habitações sociais novas construídas –, a maioria dos locatários entreveem por detrás da renovação urbana a liquidação de seu lugar de vida e então sua remoção da paisagem local. Sentimentos de hostilidade contra o projeto urbano estão aliás começando a aumentar. Muitos dos 1.500 habitantes realocados se consideram ‘desenraizados’. Eles viveram em Balzac durante muitos anos e admitem que sofrem em suas novas vidas, longe de suas redes de sociabilidade e de seus lugares cotidianos (o centro social, o consultório médico, o pequeno comércio, etc.). Muitos exigem que sejam realojados em Balzac, o que o Office HLM da cidade recusa.”<sup>423</sup>*

Certo é que a transferência dos habitantes destes 660 apartamentos subvencionados subtraídos de Balzac alteraria, em três atos, substancialmente a composição social da população, estimulando a mistura<sup>424</sup> social. Ou, pelo menos, era nisso que apostavam os políticos envolvidos no projeto, apoiados pelos promotores imobiliários que confirmavam o interesse de outros extratos de renda de se fixar naqueles territórios depois da reabilitação. Além das três torres, seriam demolidos também alguns módulos e acessos do edifício em forma de U, com o intuito de ‘desenclavar’ o núcleo da Cité, que passaria a ser um *square* instalado no terreno liberado com a demolição do edifício ABC, o primeiro a demolir. O arquiteto-urbanista Devilliers explica os motivos que levaram à decisão da destruição total das três torres da Cité Balzac, em depoimento à revista municipal em 2005:

*“O Office não alugava mais apartamentos na torre ABC, encravada no centro da cité. A demolição desse único edifício era insuficiente para remodelar o bairro, reconstruir. Então nós propusemos, por exemplo, a demolição dos prédios mais altos para romper com o urbanismo de blocos e de torres que cria o enclausuramento.*

<sup>423</sup> «Depuis les révoltes sociales de l’automne 2005, les promoteurs de la rénovation urbaine ont accéléré leur entreprise de “reparamétrage” des quartiers en multipliant les opérations de démolition. Or, que constate-t-on? Que l’un des objectifs cachés de ce processus est de rendre “ attractif “ ces lieux afin d’attirer une nouvelle population dont ils estiment qu’elle les fera monter en gamme. Cependant, leurs habitants actuels ne sont pas dupes. A la cité Balzac, par exemple, où 660 logements sur un total de 923 seront démolis à terme – pour seulement 114 nouveaux logements sociaux construits –, la majorité des locataires entrevoient derrière la rénovation urbaine la liquidation de leur lieu de vie et donc leur éviction du paysage local. Des sentiments d’hostilité contre le projet urbain sont d’ailleurs en train de grandir. Nombre des 1 500 habitants “déménagés” se considèrent comme des “déracinés”. Ils ont vécu à Balzac durant de nombreuses années et confient qu’ils souffrent dans leur nouvelle vie, loin de leurs réseaux de sociabilité et de leurs repères du quotidien (le centre social, le cabinet médical, le petit commerce, etc.). Beaucoup exigent du reste d’être à nouveau logés à Balzac, ce que refuse l’Office HLM de la ville.” (Hacène Belmessous in Rue 89, 2012)

<sup>424</sup> Mixité sociale, aqui livremente traduzido por ‘mistura social’ no sentido de integrar num mesmo território classes sociais diferentes, ‘princípio’ que acabou por se tornar ‘slogan’ em políticas públicas urbanas de diversas colorações políticas na França.

*Se os alojamentos da cité têm vantagens (eles são grandes), eles também têm defeitos. Uma reabilitação sustentável será colocada em prática em uma parte dos prédios, mas é economicamente mais interessante reconstruir os outros prédios. Em 2012, o bairro transformado será, nós esperamos, um lugar onde será bom viver.”<sup>425</sup>*

O próprio arquiteto mostra-se bastante consciente das responsabilidades limitadas da arquitetura naquele caso, que acabou por se tornar símbolo das condições difíceis de vida nos bairros periféricos. A demolição e o projeto de renovação serviriam para criar algum espetáculo e atenção em torno da área, para que a ‘má reputação’ da Cité não obstruísse a vocação da área de se tornar um núcleo consolidado de habitação no sul de Vitry, ligado diretamente à Zona de atividades de Ardoines.

*“Não é exatamente a arquitetura que está em questão, mas antes um processo que conduziu à concentração em um mesmo lugar de populações com rendas baixas. Essa degradação está ligada também às dificuldades reais encontradas pelos offices para conservar seu parque. E as pessoas mais abastadas partiram, o que foi prejudicial para a vida nesses bairros (fechamento de comércios, baixa no nível escolar...)”<sup>426</sup>*

O dossier publicado no Vitry le Mensuel sobre as primeiras demolições em Balzac revela-nos detalhes técnicos sobre os procedimentos das espetaculares operações que nos parecem relevantes e simbólicos, ao mesmo tempo. Tecnicamente, a demolição das torres da Cité Balzac também se faria através de um processo singular, a chamada *verrinage*, o deslocamento dos eixos estruturais do edifício a partir de um determinado andar, fazendo sua metade superior esmagar a inferior, sem explosivos, diminuindo significativamente os impactos no entorno. Ao usar a força do próprio edifício para destruí-lo, o esfacelamento do estado de bem estar social parece se materializar, ao mesmo tempo em que o absurdo de determinadas dinâmicas de destruição e reconstrução, num passe de mágica do desequilíbrio, no desabamento do ‘castelo de cartas’.

*“Alguns minutos bastarão para aniquilar, reduzir a pó o prédio de quarenta e cinco metros de altura, oitenta e cinco metros de largura, o bloco ABC da cité Balzac. Um golpe no coração de alguns de seus habitantes que aí vivem desde vinte, quarenta anos, um momento carregado de emoção. (...) Uma vez a torre ABC vazia de seus ocupantes, os operários da sociedade Ferrari Démolition, detentora da patente de demolição por deslocamento hidráulico, rapidamente ocuparam as instalações para arrancar, retirar o amianto e enfraquecer o prédio, e colocar em altura média uma dezena de macacos hidráulicos. A técnica escolhida, aprovada desde 1997, é a primeira no Val-de-Marne. Ela consiste em esmagar um prédio sobre ele mesmo tal como um castelo*

---

<sup>425</sup> *“L’office ne louait plus les appartements dans la tour ABC, enclavée au centre de la cité. La démolition de ce seul bâtiment était insuffisante pour remodeler le quartier, reconstruire. Nous avons donc proposé par exemple, la démolition des bâtiments les plus hauts pour rompre avec l’urbanisme de barres et de tours qui crée de l’enfermement. Si les logements de la cité ont des avantages (ils sont grands), ils ont aussi des défauts. Une réhabilitation durable sera mise en oeuvre sur une partie des bâtiments, mais il est économiquement plus intéressant de reconstruire les autres bâtiments. En 2012, le quartier transformé sera, nous l’espérons, un endroit où il fera bon vivre.”* Vitry Le mensuel N°6 Fev/2005 [APMV]

<sup>426</sup> *“Ce n’est pas tellement l’architecture qui est en cause, mais plutôt un processus qui a conduit à concentrer dans un même lieu des populations avec des faibles revenus. Cette dégradation est liée aussi aux difficultés réelles rencontrées par les offices pour entretenir leur parc. Et les personnes les plus aisées sont parties, ce qui a été préjudiciable à la vie dans ces quartiers (départ des commerces, baisse du niveau scolaire...)”* Vitry Le mensuel N°6 Fev/2005 [APMV]

*de cartas: potentes macacos hidráulicos controlados à distância colocam em movimento a parte superior da construção ao deslocar seu centro de gravidade do ponto de apoio. O prédio desaba sobre ele mesmo.*<sup>427</sup>

O Presidente do OPHLM de Vitry Jean-Pierre Moineau sublinha as emoções e histórias mobilizadas pelo acontecimento, transmitido ao vivo pela internet e registrado por dezenas de fotografos dos mais variados ângulos. Em carta aberta publicada no site da instituição, ele mistura os aspectos técnicos aos emocionais:

*“Quarta-feira, 14 de fevereiro, às 14 hs, o bloco ABC da Cité Balzac se apagava da paisagem urbana. A emoção estava no auge quando, sob a poeira dos macacos hidráulicos, as 6600 toneladas da parte alta do prédio desestabilizado esmagaram os andares inferiores, deixando apenas uma pilha de escombros surpreendentemente modesta. Que as lágrimas caíam dos olhos ou que elas corram em abundância pelas bochechas, elas exprimiam os mesmos sentimentos intensos compartilhados por todos os presentes. O que é mais natural que o desabamento dos 168 alojamentos dos andares do ABC nos embrulhar o estômago enquanto se acumulam nesses lugares as alegrias, os sofrimentos, os risos, os choros, as histórias de amor, as histórias de famílias, as histórias de vizinhos das 841 famílias que há 40 anos se sucederam nessas paredes.”*<sup>428</sup>

Embora a perspectiva da demolição já tivesse sido aventada diversas vezes pelos responsáveis pelo OPHLM de Vitry, tudo leva a crer que pouco tempo transcorreu entre a possibilidade, a decisão e o primeiro ato da demolição dos três edifícios, menos tempo do que levaria um processo de debate e concertação sobre a destruição como estratégia para a reconstrução do bairro.

*“Bem antes da decisão de se engajar num projeto de renovação urbana para o bairro, o OPHLM encontrava dificuldades para atribuir os apartamentos vagos das torres de Balzac. Ao se engajar desde 2004 nas novas perspectivas para o bairro, as atribuições foram interrompidas e os realojamentos puderam ser antecipados. O último locatário da torre ABC saiu de seu apartamento dia 4 de setembro de 2006.”*<sup>429</sup>

Para os moradores, não parece que a questão tenha sido colocada, na medida em que quase todos entendem a demolição dos conjuntos como uma fatalidade, decidida em instâncias longe da participação popular. Como reação, restava a emoção, as memórias e todo o tipo de nostalgia.

*“Três nuvens de poeira anunciam o desabamento da torre ABC : o primeiro indicará que os dispositivos foram acionados, o segundo, para a foto, assinalará o desabamento, o terceiro, o fim da operação. Hoje, 14 de*

<sup>427</sup> *“Quelques minutes seulement suffiront pour anéantir, réduire en poussières l'immeuble de quarante-cinq mètres de haut, quatre-vingt-cinq mètres de long, le bâtiment ABC de la cité Balzac. Un crève-cœur pour certains de ses habitants qui vivent là depuis vingt, voire quarante ans, pour tous un moment chargé d'émotion.” (...) Une fois la tour ABC vidée de ses occupants, les ouvriers de la société Ferrari Démolition, détentrice du brevet de démolition par verrinage, ont vite investi les lieux pour déshabiller, désamianter et affaiblir le bâtiment, et placer à mi-hauteur une dizaine de vérins hydrauliques. La technique choisie, éprouvée depuis 1997, est une première dans le Val-de-Marne. Elle consiste à effondrer un immeuble sur lui-même tel un château de cartes: de puissants vérins contrôlés à distance mettent en mouvement la partie supérieure de la construction en déplaçant son centre de gravité du point d'appui. L'immeuble s'effondre sur lui-même.”* ‘Quand une tour s'efface...’ in *Vitry le Mensuel* N°28 Fev/2007 [APMV]

<sup>428</sup> *“Mercredi 14 Février, à 14 heures, l'immeuble ABC de la cité Balzac s'effaçait du paysage urbain. L'émotion était à son comble quand, sous la poussée des vérins hydrauliques, les 6600 tonnes de la partie haute de l'immeuble déstabilisée écrasaient les étages inférieurs ne laissant subsister qu'un tas de gravas étonnamment modeste. Que les larmes perlent aux yeux ou qu'elles coulent abondamment sur les joues, elles exprimaient les mêmes intenses sentiments partagés par tous les présents. Quoi de plus normal que la chute des 168 logements que comptaient les escaliers ABC nous noue ainsi l'estomac tant se sont accumulées, dans ces lieux les joies, les peines, les rires, les pleurs, les histoires d'amour, les histoires de familles, les histoires de voisins des 841 familles qui depuis quarante ans se sont succédées dans ces murs.”* (Moineau, 2007)

<sup>429</sup> *“Bien avant la décision de s'engager dans un projet de renouvellement urbain pour le quartier, l'OPHLM rencontrait des difficultés pour attribuer les logements vacants des tours de Balzac. En s'engageant dès 2004 dans de nouvelles perspectives pour le quartier, les attributions ont été stoppées et les rélogements ont pu être anticipés. Le dernier locataire de la tour ABC a quitté son appartement le 4 septembre 2006.”* ‘Le relogement au coeur des attentes’ in *Le Quatrepages* N°2 Fev/Mar/Abr 2008

*fevereiro, a torre ABC desaparecerá da paisagem da Cité Balzac. Um acontecimento carregado de emoção, que marca o início do futuro desse bairro.*<sup>430</sup>

O impacto da demolição e o contraste entre a realidade e o futuro dos *grands ensembles*, particularmente a Cité Balzac, tem motivado as mais diversas expressões artísticas, como vimos. Em Vitry, diversos projetos artísticos captaram os ecos do impacto das obras de renovação e das demolições. Produto de laboratórios de redação e expressão das mulheres e dos jovens do bairro organizados por Sandrine Charlemagne trazem impressões particulares do processo do ponto de vista dos habitantes.

*“A torre que some, é todo um pedaço de meu passado que desaparece. Apesar das lembranças que vão se apagar, eu acredito que a demolição é necessária. As paredes se deterioravam, os elevadores cheiravam muitas vezes xixi de cachorro ou de não sei o quê. Os jovens queimavam as latas de lixo. Eles se esqueciam que não viviam sozinhos, mas em comunidade. Demolir será talvez uma maneira de salvar a nova geração... reconstruir para melhor viver? Por que não?”*<sup>431</sup>

Uma certa nostalgia, além dos indícios das transformações sociais emergem dos depoimentos de vários dos habitantes no calor dos acontecimentos, que vislumbram soluções alternativas à demolição que poderiam ‘salvar’ Balzac e sua reputação, mostrando que os problemas pouco ou nada teriam a ver com a arquitetura ou os aspectos físicos do conjunto.

*“O ambiente, nessa época, sempre caloroso e convivial ainda continuou assim por uma dezena de anos. Depois, isso mudou. A nova geração jogou tudo pros ares. A desconfiança se instalou, a droga ganhou lugar, os roubos começaram. Então as portas se fecharam. As pessoas tinham medo, e hoje é ainda pior. Não é a torre que eu queria ter visto desaparecer, mas sim aqueles que contribuíram para sua demolição. Era preciso descobrir como controlar esses pequenos grupos de delinquentes, entretanto não tão numerosos. Leva-los para o bom caminho. Reensinar a eles o sentido da palavra ‘cidadão’ e ‘honra’.”*<sup>432</sup>

Zora, antiga habitante que se mudou para um conjunto próximo a Balzac depois do súbito e definitivo desaparecimento de seu irmão, em 1979, é um pouco mais pessimista. Para ela, com as demolições, pouco resta de Balzac, nada a ver com o que havia sido o conjunto, ainda que ainda restassem alguns dos primeiros moradores. Ainda que pareça acreditar na necessidade das demolições, Zora situa em outra esfera o problema da Cité Balzac:

*“A solidariedade que tínhamos antes em Balzac não poderemos jamais recuperar. Não são as mesmas pessoas, então não podemos refazer uma cité como antes. (...) Perto do que vinha de fora, francamente... não podemos saber o que eles iam fazer. É verdade que era preciso ainda assim demolir, depois talvez não demolir, eles não*

---

<sup>430</sup> *“Trois coups de corne de brume encadreront l’écroulement de la tour ABC: le premier indiquera la mise en pression des vérins, le deuxième, pour la photo, signalera l’effondrement, le troisième, la fin de l’opération. Aujourd’hui, 14 février, la tour ABC disparaîtra du paysage de la cité Balzac. Un événement chargé d’émotion, qui marque le début de l’avenir de ce quartier “La tour ABC en direct in **Vitry Hebdo** N°50 14-20/Fev/2007 [APMV]*

<sup>431</sup> *“La tour qu s’en va, c’est tout un pan de mon passé qui disparaît. Malgré les souvenirs qui vont s’effacer, je crois que la démolition est nécessaire Les murs se dégradent, les ascenseurs sentaient souvent la pisse de chien ou de je ne sais qui. Les jeunes brûlaient trop souvent les poubelles. Ils oubliaient qu’ils ne vivaient pas seuls mais en communauté. Démolir sera peut-être un moyen de sauver la nouvelle génération... Reconstruire pour mieux vivre? Pourquoi pas?” (Fatma B. in Charlemagne, 2008:13)*

<sup>432</sup> *“L’ambiance, à cette époque, toujours chaleureuse et conviviale a encore duré ainsi une petite dizaine d’années. Après, ça a basculé. La nouvelle génération a tout foutu en l’air. La méfiance s’est installée, la drogue a pris de l’ampleur, les vols ont commencé. Alors les portes se sont refermées. Les gens avaient peur, et aujourd’hui c’est pire encore. Ce n’est pas la tour que j’aurais souhaité voir disparaître mais plutôt ceux qui ont contribué à sa démolition. Il fallait trouver comment contrôler ces petits groupes de délinquants, pourtant pas si nombreux. Les ramener dans le droit chemin. Leur réapprendre le sens du mot ‘citoyen’ et ‘honneur’.” (Halima B. in Charlemagne, 2008:15)*

*deveriam ter tirado as pessoas lá de dentro, é isso que deviam ter feito. Não colocar qualquer um e qualquer coisa nessa cité. Foi isso que matou Balzac. As grandes famílias, eu nem te conto. Cité-ghetto. »<sup>433</sup>*

Saltam aos olhos sentimentos ambíguos, ainda que prevaleça uma tendência de condenar as demolições como crimes contra a memória coletiva dos habitantes, composta de microhistórias que contam, de certa maneira, a história de gerações de imigrantes instalados nos limites de Paris, como é o caso da família italiana de Denise Lafolie.

*“Sobre a demolição, meus sentimentos estão divididos. Muitas lembranças vão desaparecer. Momentos de festa, momentos de tristeza, momentos de vida muito solidários. Também não verei mais o ladrilho de meu pai em cinco ou seis apartamentos que ele tinha renovado. E principalmente aquele no qual morei até a idade de 22 anos, na torre C. Meu pai trabalhava com obras, ele teve a oportunidade de trabalhar em vários apartamentos do edifício. São lembranças de infância que vão acabar com a demolição.”<sup>434</sup>*

O padeiro local Tiahig Anour apresenta uma visão nem tão clara mas sucinta das transformações da população do bairro com a renovação física, algo enigmática: *“A clientela mudou com o bairro. Era quente, agora é frio! Todos os jovens que eram bastante agressivos cresceram e muitas pessoas foram embora.”<sup>435</sup>*

Já no filme *Si Balzac était conté...*, ambientado na Cité, habitantes lêem dramaticamente suas próprias palavras a respeito da transformação do bairro, além de trechos selecionados de clássicos da política e da literatura francesa como Olympe de Gouges, Louis Arago, Jacques Prévert, Arthur Rimbaud e Marguerite Yourcenar. Os textos elaborados pelos jovens da Cité nas oficinas de redação coordenadas por Charlemagne, cheios de desejos e críticas ao processo de renovação, são declamados entre imagens e os canteiros da reabilitação. Um garoto declama no ritmo do RAP um eloquente manifesto antidemolição: *“Demolição, não temos mais casa/ Demolição, não temos mais andar/ Demolição não temos mais janela/ Demolição nos expulsam/ Demolição silêncio/ não há mais nada a dizer/ Demolição, isso nos faz muito mal/ Demolição todo nosso passado desmorona”<sup>436</sup>*

No filme de Kupferstein, aparecem algumas vozes dissonantes do tom geral de aprovação do projeto de renovação; um grupo de jovens entrevistados pelo diretor enxerga as contradições e limites das ações práticas do projeto.

<sup>433</sup> *“La solidarité qu’on avait avant a Balzac on ne pourra pas jamais retrouver. C’est pas le même gens donc, on ne peut pas refaire une cité comme avant.(...) Près ce que venait de l’extérieur franchement... on peut pas savoir ce qu’ils allait arriver(...). C’est vrai qu’il fallait quand même démolir, après peut être pas démolir, ils aurait plus enlever les gens qui était dedans, c’est ça qu’ils avait dû faire. Ne pas mettre n’importe qui et n’importe quoi dans cette cité. C’est ça que a tué Balzac. Les grands familles, je ne vous dis pas. Cité-ghetto.” ‘Vitry-sur-Seine: le roman de Balzac’. Reportagem de radio de Virginie Pironon para o programa **Interception**, de Alain Le Gougec, Pascal Dervieux et Lionel Thompson na rádio France Inter, em 3/Fev/2013. Agradeço à Annie Fourcaut pela indicação deste programa.*

<sup>434</sup> *“Autour de la démolition, mes sentiments sont partagés. Beaucoup de souvenirs vont disparaître. Des moments de fête, des moments de tristesse, des moments de vie très solidaires. Je ne verrai plus non plus le carrelage de mon père dans cinq ou six appartements qu’il avait renouvelés. Et notamment celui que j’ai habité jusqu’à l’âge de vingt-deux ans, dans la tour C. Mon père travaillait en maçonnerie, il a eu l’occasion de s’occuper de plusieurs logements du bâtiment. Ce sont donc les souvenirs d’enfance qui vont s’envoler avec la démolition.” (Denise Lafolie in Charlemagne, 2008:19)*

<sup>435</sup> *“La clientèle a changé avec le quartier. il était chaud, maintenant il est froid! Tous les jeunes qui étaient assez agressifs ont grandis et beaucoup de gens sont partis” **Le Quatrepages** N°16 Abr/Mai/Jun 2013*

<sup>436</sup> *“Démolition, on a plus de maison/ Démolition on a plus d’escalier / Démolition on a plus de fenêtre/ Démolition on nous chasse / Démolition silence / il n’y a plus rien a dire / Démolition, ça nous fait très mal /Démolition tout notre passé s’écroule” Malika-Sandrine Charlemagne e Pantxo Arretz (2012) **Si Balzac m’était conté...** Filme*



*“Quanto mais ela avança (a renovação), mais as coisas se tornam difíceis e mais as pessoas mudam. Isso não tem nada a ver com o fato de que ele tem três imóveis de catorze andares, isso tem a ver com a mudança de vida.” (Jovem não-identificado em Kupferstein, 2009)<sup>437</sup>*

O contador de histórias Ludovic Souliman desenvolveria ali também diversos projetos de construção coletiva de histórias e lendas em torno da renovação urbana e da vida quotidiana em Balzac dentro do projeto ‘Graines de memoire’<sup>438</sup>, alinhavando cenas das histórias dos habitantes recolhidas nestas oficinas à trechos ficcionais, frequentemente fantásticos e quase sempre bastante dramáticos. Os fotógrafos Michel Aumercier, Héléne Maubec, François Lequeux, Gilles Rigal e Sébastien Chambert fotografariam de diferentes ângulos a demolição do edifício ABC, em 2007, comissionados pelo projeto de renovação urbana, dentro dos recursos destinados à produção artística compulsoriamente pelas grandes obras. De iniciativas como estas, nos chegamos retratos bastante particulares de como a renovação é vivida pelos habitantes do bairro.

*“Toda a minha infância, eu a passei na torre F. Na noite em que a torre se foi, eu voltei ao canteiro cheio de escombros e peguei um grande pedaço do edifício. Eu a tenho em casa e não joguei fora. Foi dia 24 de junho de 2010 que ela desabou e eu chorei muito, foi muito duro. Não acreditava nesse projeto, e Balzac continuará Balzac. Parece que estávamos muito concentrados em um grande bloco... Agora, não é que eu acredito nisso, é que eu vivi isso. No conjunto, isso continua positivo, um pequeno sopro de ar fresco faz bem. É um lado nostálgico que faz com que a gente ache uma pena fazer desabar essas três torres. É verdade que elas não estavam mais nas normas, mas os apartamentos eram super bonitos. O pequeno F2 tinha 47m2... mas não podemos ter a manteiga e o dinheiro da manteiga.”<sup>439</sup>*

Entre as três operações equivalentes, a demolição da torre DEF talvez tenha causado menor comoção, à parte dos habitantes envolvidos. Se o edifício ABC já estava com o seu destino traçado há alguns anos pela precária taxa de ocupação e rentabilidade dos aluguéis e o edifício GHJ carregava o estigma de ter sido o palco do triste acontecimento do falecimento da jovem Sohane, não parece haver razão suficientemente forte para condenar o edifício DEF para além de sua arquitetura em si, de seus equipamentos e espaços comuns de alegada difícil manutenção e da posição de sua implantação que poderia dificultar a ligação transversal ao conjunto projetada por Devilliers.

Num programa de rádio cobriu a demolição da última torre, em setembro de 2012, a transformação na paisagem é apresentada como a ‘virada de página’ definitiva na história do conjunto, algo que fosse introduzir também alguma forma de mudança social.

*“É uma cité HLM dos anos 60 como tantas outras, com seus blocos e suas torres de concreto com formas angulares, simétricas; também com uma reputação justificada ou não, mais ruim do que boa pois, com mais incivildades e pequenas delinquências, o horror um dia se convidou para ir lá com a descoberta do corpo de Sohane Benziane, jovem de 17 anos queimada viva num depósito de lixo. Hoje, a cité Balzac de Vitry-sur-Seine vira a página de mais de 40 anos de uma história que não pode em nenhum caso se resumir com a morte de Sohane. Em Vitry, um vasto plano de renovação urbana está a caminho. Na barulheira e na poeira dos canteiros, Balzac vive ao ritmo das demolições, das construções e renovações. A arquitetura e a vontade política mudam a*

<sup>437</sup> *“Plus elle passe, le plus les choses devient-elles difficiles et plus ils changent. Ça n’a rien a voir avec le fait qu’il a trois immeubles de quatorze étages, ça a voir avec le changement de vie, quoi.”* (Jovem não-identificado em Kupferstein, 2009)

<sup>438</sup> Projet ‘Graines de memoire’ - ‘Passeur de parole - Ludovic Souliman’ in **Vitry le mensuel** N°71 Jan/2011 [APMV]

<sup>439</sup> *“Toute mon enfance, je l’ai passée dans la tour F. Le soir où la tour est partie, je suis retourné sur le chantier plein de gravats et j’ai récupéré une grosse pierre du bâtiment. Je l’ai à la maison et je ne m’en débarrasserais pas. C’est le 24 juin 2010 qu’elle est tombé et j’ai beaucoup pleuré, ça a été vraiment dur. J’y croyais pas à ce projet, et Balzac restera Balzac. Il semble qu’on était trop concentrés dans un gros bloc... Maintenant, ce n’est pas que j’y crois, c’est que je l’ai vécu. Dans l’ensemble, ça reste positif, un petit coup de frais fait du bien. C’est davantage un côté nostalgique qui fait que l’on trouve dommage de faire tomber ces trois tours. C’est vrai qu’elles n’étaient plus aux normes mais les appartements étaient super beaux. Le petit F2 faisait 47m2... mais on ne peut pas avoir le beurre et l’argent du beurre.”* (Zidane, Guermia in Clavel, 2012:32)

*cidade curvada sobre ela mesma em um bairro aberto sobre a cidade, um bairro onde logo vão se esbarrar locatários e proprietários em um grande impulso de mistura social.*<sup>440</sup>

O Jornal **Libération** descreve os detalhes e os símbolos envolvidos na demolição da última torre, marcada pelo drama de Sohane, lembrando que a realização original poderia ter algum valor histórico como produto característico dos Trinta Gloriosos, tempos de reorganização da *banlieue*.

*“Às 13 horas em ponto, uma névoa repercutiu ontem aos pés da Cité Balzac, em Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne). Alguns segundos mais tarde, a torre ‘GHJ’, 14 andares e 168 habitações, desabava como um castelo de cartas sob aplausos e assobios, logo envolvidos por uma névoa de poeira. ‘É uma página que vira, é um pouco de nós que desaba’: a maior parte dos habitantes assistiu com o coração apertado à demolição da última torre da cité, onde a jovem Sohane tinha sido queimada viva há dez anos. Antes de ‘GHJ’, duas torres tinham sido demolidas em 2007 e 2009, no quadro de um vasto projeto de renovação de 280 milhões de euros que fez desaparecer mais de 600 apartamentos, ou a metade dos HLM do bairro. O dobro foi construído na comuna. A Cité Balzac, inaugurada em 1967 em Vitry-sur-Seine, é um dos primeiros grands ensembles de habitações sociais da região parisiense.*<sup>441</sup>

A metáfora da página da história que se vira é retomada pela vídeo reportagem divulgada pela prefeitura de Vitry, no qual diversos espectadores do espetáculo da demolição lamentam a destruição do edifício, evento organizado pela municipalidade como uma celebração com trilha sonora um tanto mórbida, que acaba interrompido pela nuvem de poeira resultante do desabamento do edifício GHJ<sup>442</sup>.

Michel Leprêtre explica que o principal objetivo atingido com a última demolição seria liberar o patrimônio fundiário até então sob responsabilidade da agência de habitação local, informação que é confirmada por Moineau, o presidente do OPHLM. Assim, o *Office Public* de Vitry trocava seus ativos pela possibilidade de retomar um programa de construções de habitação social através de pequenas operações espalhadas pela cidade, cada uma delas desenhada por uma equipe diferente de arquitetos.

No vídeo produzido por Daniel Kupferstein para a municipalidade, muitos moradores também lamentam o simbólico acontecimento, percebido muito mais como o inevitável fim de algo conhecido, ainda que problemático, do que o começo de algo novo, como fica claro no depoimento de

<sup>440</sup> *“C’est une cité HLM des années 60 comme tant d’autres, avec ses barres et ses tours de béton aux formes angulaires, symétriques; avec aussi une réputation justifiée ou non, plus mauvaise que bonne car, en plus des incivilités et de la petite délinquance, l’horreur s’est un jour invitée-là avec la découverte du corps de Sohane Benziane, jeune femme de 17 ans brûlée vive dans un local à poubelles. Aujourd’hui, la cité Balzac de Vitry-sur-Seine tourne la page de plus de 40 années d’une histoire qui ne peut en aucun cas se résumer à la mort de Sohane. A Vitry, un vaste plan de rénovation urbaine est en marche. Dans le vacarme et la poussière des chantiers, Balzac vit au rythme des démolitions, des constructions et des rénovations. L’architecture et la volonté politique changent la cité repliée sur elle-même en un quartier ouvert sur la ville, un quartier où se côtoieront bientôt locataires et propriétaires dans un grand élan de mixité sociale.”* ‘Vitry-sur-Seine: le roman de Balzac’. Reportagem de rádio de Virginie Pironon para a emissão **Interception**, de Alain Le Gougec, Pascal Dervieux et Lionel Thompson na rádio France Inter, 3/Fev/2013

<sup>441</sup> *“A 13 heures pétantes, une corne de brume a rententi hier au pied de la cité Balzac, à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne). Quelques secondes plus tard, la tour ‘GHJ’, 14 étages et 168 logements, s’effondrait comme un château de cartes sous les applaudissements et les sifflets, bientôt enveloppés dans un nuage de poussière. ‘C’est une page qui se tourne, c’est un peu de nous qui est tombé’: la plupart des habitants ont assisté le coeur serré à la démolition de la dernière tour de la cité, où la jeune Sohane avait été brûlée vive il y a dix ans. Avant ‘GHJ’, deux tours avaient été démolies en 2007 et 2009, dans le cadre d’un vaste projet de rénovation de 280 millions d’euros qui a vu disparaître plus de 600 logements, soit la moitié des HLM du quartier. Le double a été reconstruit dans la commune. La cité Balzac, inaugurée en 1967 à Vitry-sur-Seine, est l’un des premiers grands ensembles de logements sociaux de la région parisienne.”* ‘Vitry-sur-Seine: La cité Balzac tourne la page’. **Franceexpresso - Libération**, 6/Set/2012 Agradeço à Danièle Voldman pela indicação deste artigo.

<sup>442</sup> <http://tval.cg94.fr/23503-vitry-sur-seine-la-derniere-tour-de-la-cite-balzac.html>

#### 4. Uma história recente (os anos 2002-2012)

uma das coordenadoras do Centro Social Balzac na ocasião da última demolição: *“Francamente, foi emocionante, foi o primeiro prédio, a última demolição. Isso vai mudar, certamente a arquitetura vai mudar, talvez não o resto.”* <sup>443</sup>

Uma moradora entrevistada pelo diretor, antiga habitante de Balzac transferida para um outro conjunto, coloca claramente os termos da escolha e da pretensa participação dos habitantes nos processos de renovação, que acabou por deixar poucas opções para os afetados pelos trabalhos de renovação, que acabam por resignar-se dentro de uma nova condição, por vezes nem tão mal assim.

*“A renovação, se é boa? Muito boa, onde moramos agora já é impecável. Estávamos habituados a Balzac e tudo, era como uma família, mas bom, fomos obrigados a partir, não tínhamos escolha. Você teria preferido ficar lá? Eu perguntei se poderia ficar no apartamento antigo e eles me disseram que não, que seria um novo... Então, não tínhamos escolha, pegamos. Mas eu não me arrependo, está bom.”*<sup>444</sup>

Para além dos diversos grupos de RAP surgidos no conjunto, o coletivo de artistas 6 Bis, instalados em um galpão industrial nas proximidades de Balzac, tem produzido recentemente algumas intervenções que mobilizam as memórias e experiências dos habitantes nos edifícios em vias de demolição. Uma exposição na Galeria Municipal em 2012 usou como matéria prima para as instalações os papéis de parede dos apartamentos sumpridos. Este elemento sensibilizou também os responsáveis do OPHLM, que decidiram fazer deles uma colagem de fragmentos de papéis de parede dos apartamentos do bloco ABC, exibida na entrada de sua sede. Para a *Nuit Blanche* de 2013, os artistas Daniel Purroy, Pasquale Calone e Charles Robinson, do coletivo 6 Bis<sup>445</sup>, propuseram a transposição de uma parte da fachada da antiga torre GHJ para os jardins de um palacete no Marais, em pleno centro de Paris, ao mesmo tempo ‘traço e memória’ de uma ‘arquitetura em vias de desaparecer’: *“Objeto arquitetural monumental, traço e memória, ele fez eclodir um edifício de nossas cités no espaço urbano parisiense no tempo de uma noite de sonho acompanhada por uma criação sonora.”*<sup>446</sup>

---

<sup>443</sup> *“Francement, c’était émouvant, c’était le dernier bâtiment, la dernière démolition. Ça va changer, forcément l’architecture va changer, peut-être pas le reste”* [http://www.youtube.com/watch?v=xsQd\\_59qF-M&list=PL1943F8C66AFA5018](http://www.youtube.com/watch?v=xsQd_59qF-M&list=PL1943F8C66AFA5018)

<sup>444</sup> *“Là rénovation, si c’est bien? Très bien, nous, déjà ou on habite c’est impeccable. On était habitué a Balzac et tout, c’était comme un famille, mais bon, on a été obligé de partir, on avait pas de choix. Vous allait préféré rester? J’ai demandé du vieux et ils m’ont dit que non, que serait du neuf. Donc, on avait pas de choix, on a pris. Mais je ne regrette pas, c’est bien.”* [http://www.youtube.com/watch?v=xsQd\\_59qF-M&list=PL1943F8C66AFA5018](http://www.youtube.com/watch?v=xsQd_59qF-M&list=PL1943F8C66AFA5018)

<sup>445</sup> A *Nuit Blanche* acontece anualmente e leva instalações de arte contemporânea para espaços públicos de Paris durante uma noite do outono. Ver mais sobre o projeto do Coletivo 6 Bis para a edição de 2013 em <http://citebalzac-paris.blogspot.fr>

<sup>446</sup> *“Objet architectural monumental, trace et mémoire, il a fait éclore un bâtiment de nos cités dans l’espace urbain parisien le temps d’une nuit rêveuse accompagnée d’une création sonore”* ‘Bienvenue au village’ in *Le Quatre Pages* N° 17 Set/Out 2013

## 4.5 As novas construções e a ‘residencialização’

*“Sob o sol invernal, o ballet dos caminhões e das retroescavadeiras ressoa entre as torres: a grande cité Balzac passam por uma profunda plástica! (...) Dos últimos andares, as trincheiras impressionantes desenharam a futura via Leste-Oeste indo da rua Malleret-Joinville até a rua Balzac, ‘uma paisagem de fim de mundo’ onde, entretanto, surgirá logo um novo bairro em 2012. E o espaço verde terá logo substituído a lama, curando as feridas do passado e reaquecendo os corações apegados ao bairro. As demolições e as obras fazem muito barulho, é o nascimento de um novo bairro. Nós não queríamos mais um bairro socialmente afundado na miséria. O objetivo é a mistura social. Vitry tem muitos triunfos econômicos e sócio-culturais e Balzac não participava muito dessa dinâmica, era marginalizado, em parte sobre a ideia de um novo bairro’, analisa Ambroise Bonnassieux, ator e habitante de Balzac.”<sup>447</sup>*

Os tratores, escavadeiras e gruas marcariam a paisagem e o imaginário da Cité durante mais de cinco anos, transformando também a paisagem social do conjunto através de uma complexa rede de mudanças provisórias e definitivas dos moradores nos apartamentos do conjunto e dos novos empreendimentos habitacionais realizados nestes anos em todo o território de Vitry-sur-Seine. Tratava-se de uma operação ambiciosa, de consequências traumáticas para os moradores afetados pelas demolições e obras de reforma, divididos entre os que permaneceriam no bairro e os que seriam removidos para alguns quilômetros de distância dali. Os impactos da renovação não seriam negligenciados pelos poderes municipais mas aparentemente encarados como uma espécie de ‘mal necessário’: *“Essa plástica dolorosa com retroescavadeiras promete um futuro bem mais ensolarado na grande Cité Balzac, enfim aberta para a cidade.”<sup>448</sup>*

As transferências e deslocamentos destes contingentes nada desprezíveis da população da cidade seriam objeto de preocupação dos responsáveis pela renovação. Previsivelmente, uma das tarefas da municipalidade seria lidar com um forte apego ao conjunto e às relações de vizinhança constituídas. As possibilidades face à reação dos moradores, em função dos próximos destinos previstos no seu percurso residencial, já estavam esboçadas no plano de Devilliers (2004). *“O realojamento representa um dos maiores desafios do projeto de renovação urbana efetuado em Balzac. Entre 2007 e 2010, 660 habitações vão ser demolidas e cerca de 800 famílias serão realojadas.”<sup>449</sup>*

Os edifícios de quatro andares e metade do bloco Malleret-Joinville que escapariam à demolição seriam completamente reformados, de acordo com um projeto elaborado por Dominique Druenne, mais uma vez trocando a ‘pele’ dos blocos e refazendo completamente seu isolamento térmico, para minimizar as perdas de calor e os gastos em energia.

<sup>447</sup> *“Sous le soleil hivernal, le ballet des camions et des pelleuses résonne entre les tours: la grande cité Balzac se paye un sérieux lifting! (...) Des derniers étages, les tranchées impressionantes dessinent la future voie Est-Ouest allant de la rue Malleret-Joinville jusqu’à la rue Balzac, ‘un paysage de fin du monde’ où pourtant poussera bientôt un nouveau quartier à l’horizon 2012. Et la verdure aura tôt fait de remplacer la boue, pansant les plaies du passé et réchauffant les coeurs attachés au quartier. Les démolitions et les travaux font beaucoup de bruit, c’est la naissance d’un nouveau quartier. On ne voulait plus d’un quartier socialement enlisé dans la misère. L’objectif c’est la mixité sociale. Vitry a plein d’atouts économiques et socio-culturels et Balzac ne participait pas assez à cette dynamique, il était connoté. Et là, en part sur l’idée d’un nouveau quartier’, analyse Ambroise Bonnassieux, intermittent du spectacle et habitante de Balzac.”* ‘Balzac se métamorphose’ in *Vitry le mensuel* N°50 Fev/2009 [APMV]

<sup>448</sup> *“ce douloureux lifting à la pelleuse promet un avenir nettement plus ensoleillé à la grande cité Balzac, enfin ouverte sur la ville”* ‘Le relogement au coeur des attentes’ in *Le Quatrepages* N°2 Fev/Mar/Abr 2008

<sup>449</sup> *“Le relogement représente l’un des enjeux majeurs du projet de rénovation urbaine mené sur Balzac. Entre 2007 et 2010, 660 logements vont y être démolis et près de 800 ménages seront à reloger”* ‘Des aménagements sans ménagement?’ in *Le Quatrepages* N°3 Jan/Fev/Mar 2009

*“Arquiteto encarregado da reabilitação de Balzac, Dominique Druenne anuncia: ‘trabalhamos para os 30 anos futuros’ (...) O objetivo: melhorar a acessibilidade reestruturando as partes comuns, separar de maneira mais clara espaços públicos e privados por um planejamento dos espaços exteriores para preservar a perenidade dos edifícios não demolidos ao melhorar seu conforto. Por exemplo, todas as fachadas do ‘U’ foram refeitas com o acréscimo de uma cobertura de cerâmica (um excelente isolante e um material durável) e foi criado um telhado a fim de fazer desaparecer visualmente as tubulações exteriores. (...) Os apartamentos em questão vão passar por uma profunda reforma. Na verdade, as obras não se limitam apenas à estrutura exterior dos prédios, e cada apartamento ‘antigo’ será feito como novo. Pintura, piso, paredes, instalações elétricas e gás, isolamento acústico, banheiros e duchas, todo o espaço habitável será feito, repensado. Por exemplo, o banheiro será aumentado e a cozinha se tornará um verdadeiro cômodo para se viver. A residencialização é o reencontro da convivialidade’, lembra Dominique Drouenne.”<sup>450</sup>*

Se estes edifícios puderam ter sido reabilitados para os próximos 30 anos, o mesmo pode se supor dos edifícios demolidos, especialmente se temos em mente recentes projetos neste sentido de arquitetos talvez mais criativos dos que coube a renovação da Cité Balzac<sup>451</sup>.

Além de ganhar revestimentos novos, um coroamento seria aplicado aos edifícios, apagando seu caráter supostamente modernista e emprestando-lhe ares mais tradicionalmente parisienses, fórmula muitas vezes ensaiada pelos arquitetos das reabilitações dos conjuntos. Os materiais de revestimento e acabamento seriam trocados, em nome da humanização das construções.

*“Nós devolvemos uma cozinha completamente planejada e um banheiro com janela. Todos os equipamentos sanitários refeitos como novos. Repintamos tudo de branco. Modificamos a fachada da sala de estar, adequando os elementos para o conforto ambiental ligados ao sol ao trocar as janelas por vidros duplos e suprimir os mezaninos que tornavam-se ‘estufas’ no verão. Concernente à fachada, o primeiro desafio é dar-lhe uma qualidade equivalente a dos edifícios que foram construídos nas redondezas. Criamos uma cobertura coroando o imóvel. Trabalhamos muito sobre os materiais, como a pedra auto-lavável. Utilizamos tintas bastante amenas. Clarificamos a identidade de cada escada para apagar o lado repetitivo.”<sup>452</sup>*

O bloco Touraine, de propriedade da SEMISE, que ainda conserva seus revestimentos originais, seria residencializado, o que na prática significaria delimitar muito claramente os espaços públicos em distinção aos coletivos, que deveriam ser controlados e securizados, estabelecendo um espaço intersticial entre o interior das unidades e a rua. Em nota para explicar o neologismo ‘residenciali-

---

<sup>450</sup> *“Architecte en charge de la réhabilitation de Balzac, Dominique Druenne l’annonce: ‘On travaille pour les 30 ans à venir’. (...) Le but: améliorer l’accessibilité en restructurant les parties communes, séparer de manière plus claire espaces publics et privés par un réaménagement des espaces extérieurs, préserver la pérennité des bâtiments non démolis tout en améliorant leur confort. Par exemple, la totalité des façades du ‘U’ est refaite avec l’ajout d’une couverture de céramique (un excellent isolant et un matériau durable) et la création d’une toiture afin de faire disparaître visuellement les tuyauteries extérieures (...) Les appartements concernés vont aussi connaître une profonde réorganisation, En effet, les travaux ne s’attaquent pas qu’à la structure extérieure des bâtiments, et chaque logement ‘ancien’ se verra refait à neuf. Peinture, sol, cloisonnement, installations électriques et gaz, isolation acoustique, sanitaires, douches, c’est la totalité de l’espace habitable qui est refaite, repensée. Par exemple, la salle de bain sera agrandie et la cuisine sera amenée à devenir une vraie pièce à vivre. La résidentialisation, c’est retrouver de la convivialité’, rappelle Dominique Drouenne.”* ‘Réhabiliter pour mieux habiter’ in **Le Quatrepages** N°8 Jan/Fev/Mar 2011

<sup>451</sup> Ver, a título de contraexemplo, a ‘metamorfose’ da Torre Bois Le Prêtre no *XVII<sup>ème</sup> Arrondissement* de Paris, realizada pelos arquitetos Frédéric Druot, Anne Lacaton e Jean-Phillipe Vassal. Ruby, Ilka e Andreas (2012) **Druot, Lacaton e Vassal - Tour Bois le Prêtre** Catálogo de exposição no Deutsches Architekturmuseum Frankfurt. Ver também o documentário **Habitations Légèrement Modifiées**, de Guillaume Meigneux (2013).

<sup>452</sup> *“On redonne une cuisine complètement aménageable et la salle de bain se retrouve dotée d’une fenêtre. Tous les équipements sanitaires sont refaits à neuf. On repeint tout en blanc. On modifie la façade du séjour, en gérant les éléments d’inconfort liées au soleil en changeant les fenêtres pour des doubles vitrages et en occultant les loggias qui devenaient des ‘fours solaires’ en été. Concernant la façade, le premier enjeu est de lui redonner une qualité équivalente aux immeubles qui se construisent aux alentours. On crée une toiture couronnant l’immeuble. On a beaucoup travaillé sur les matériaux, comme la pierre auto-lavable. On emploie des teintes très douces. On a clarifié l’identité de chaque cage d’esclaiier pour en estomper le côté répétitif.”*(Druenne in Clavel, 2012:35)

zação', Epstein sublinha a transferência do conceito do mercado imobiliário para o 'mundo HLM' nos anos 1990, num momento de críticas ao modelo característico de produção da habitação social dos Trinta Gloriosos (Nota 41 in Epstein, 2013:95).

*“Melhoras sensíveis são esperadas sobre o plano da imagem e da qualidade dos espaços : a residencialização deve simplificar a gestão urbana ao clarificar os domínios e então as responsabilidades em matéria de cuidado e de limpeza dos diferentes espaços, entre coletividades territoriais e os locadores sociais e condomínios; ela deve também contribuir com a segurança das instalações ao deixar mais difícil a apropriação dos espaços exteriores e dos halls dos imóveis por grupos de jovens, fonte de danos e depredações; enfim, ela deve responsabilizar os habitantes, incitando-os a respeitar as partes privadas e comuns do seu prédio.”*<sup>453</sup>

Também o conjunto dos Marronniers passaria pelo processo de residencialização após uma reforma total, oferecendo ainda a potencialidade de espaços coletivos a ocupar e controlar com atividades específicas. De certa maneira, a iniciativa da organização do jardim comunitário pelos habitantes se coaduna com esta diretiva, ao cercar e estabelecer regras para o uso destes espaços públicos, que passam a ser mais controlados, tal qual o *square*.

*“Última parte importante das residencializações e reabilitações previstas, a cité des Marronniers, construída em 1967 como uma 'cité de transit' provisória, pode ser a chave de uma melhora notável do bairro. Além de possuir espaço exterior suficiente para poder completar os planejamentos do square Balzac, seu estado necessita de importantes obras.”*<sup>454</sup>

O edifício Le Lys, no térreo do qual se instalou o Centro Social Balzac, é a primeira realização do projeto ANRU na cité Balzac, inaugurado em 2010. Projetado pelo arquiteto Florian de Oliveira, trata-se de uma ordinária porém simpática realização de um programa clássico das cidades francesas em sua versão contemporânea, executada com alto grau de industrialização dos componentes e materiais, implantada numa esquina de transição entre a Cité e o tecido *pavillonnaire* do entorno, na continuidade do conjunto da rua Anselme Rondenay, projetado por Guy Duval nos anos 1990. Do ponto de vista estritamente arquitetônico, parece se tratar de uma coerente e competente, ainda que de certa maneira contida, formulação do edifício-tipo da renovação urbana promovida ali.

Em sua vizinhança imediata, alinhados ao longo da nova via aberta pelo projeto urbanístico de Devilliers, uma série de pequenos edifícios seria construída por promotores diferentes, visando estratos diferentes de renda. Cada um deles, aparentemente em função de pretensas características do público que iria atrair, em função das dinâmicas do livre mercado, segue tendências e procura expressões arquitetônicas distintas entre métodos construtivos análogos e comuns, quase banais, entre a prática ordinária da construção da cidade que está transformando toda a região da *banlieue* sul. Uma vez que os terrenos públicos são envolvidos em operações privadas, abre-se o espaço para que as lógicas próprias ao mercado imobiliário atuem também ali. Muitas das companhias

<sup>453</sup> *“Des améliorations sensibles en sont attendues sur le plan de l'image et de la qualité des espaces: la résidentialisation doit simplifier la gestion urbaine en clarifiant les domanialités et donc les responsabilités en matière d'entretien et de nettoyage des différents espaces, entre les collectivités territoriales et les bailleurs sociaux ou syndicats de copropriétaires; elle doit aussi contribuer à la sécurisation des lieux en rendant plus difficile l'appropriation des espaces extérieurs et des halls d'immeubles par les groupes de jeunes à l'origine de nuisances et de dégradations; enfin, elle doit aussi contribuer à la sécurisation des lieux en rendant plus difficile l'appropriation des espaces extérieurs et des halls d'immeubles par les groupes de jeunes à l'origine de nuisances et de dégradations; enfin, elle doit responsabiliser les habitants, les incitant à respecter les parties privatives et communes de leur résidence.”* (Epstein, 2013:95)

<sup>454</sup> *“Dernière tranche importante des résidentialisations et réhabilitations prévues, la cité des Marronniers, construite en 1967 comme une provisoire cité de transit, peut être la clef d'une amélioration notable du quartier. Outre de posséder assez d'espace extérieur pour pouvoir compléter les aménagements du square Balzac, son état nécessite d'importants travaux.”* Bienvenue au village' in **Le Quatrepages** N° 17 Set/Out 2013

envolvidas na renovação urbana de Balzac trabalham em diferentes níveis, empreendendo, construindo obras civis, complementares ou de infraestrutura, muitas vezes participando também do financiamento e da comercialização das unidades. O caso da gigante Bouygues, que também participa das obras de renovação de Balzac, seria exemplar neste sentido.

Do ponto de vista arquitetural, o edifício Le Candide, construído sobre os terrenos liberados pela demolição do ângulo do edifício U da Cité Balzac, parece ser o mais representativo de uma proposta inovadora para o bairro. Em uma sutil transição entre a escala dos edifícios remanescentes e o bloco Touraine, do outro lado da rua, o edifício culmina num teto-jardim de inverno - estufa, equipado com um gerador eólico e uma hora comunitária, apostando na panacéia da sustentabilidade e oferecendo espaços para o convívio daquele coletivo de habitantes.

O arquiteto Bruno Rollet, responsável pelo projeto do edifício, em uma publicação do OPHLM, aposta no convívio dos moradores como a principal qualidade proposta pelo seu projeto de teto-jardim comunitário. A imaginação do arquiteto vai longe no sentido de inventar práticas sociais que seriam condicionadas pelos espaços propostos para os habitantes, contingente aparentemente pouco claro para o próprio arquiteto.

*“Esse bairro é atraente. Para que Le Candide crie raízes, eu tive vontade de reencontrar a essência dos materiais: o tijolo, o vime, o vegetal. Propusemos um jardim no terraço, estufas, energia eólica... e o promotor aceitou! Esse projeto, é uma pequena história de amor profissional e humano com pessoas em um bairro. Ele é para todos, é um projeto de vida. Se as pessoas, na horta, trocarem conselhos; se as senhoras beberem chá de menta na estufa, teremos vencido.”<sup>455</sup>*

Em emissão radiofônica sobre o a renovação urbana, Rollet esclarece os termos e instâncias de participação em que aconteceu a interação entre o arquiteto, os futuros habitantes e o território do projeto. O foco do projeto seria uma acepção ainda talvez um tanto vaga de ‘sustentabilidade’, na medida em que o projeto procura atender os índices exigidos pelos padrões de edifícios de baixo consumo energético, ainda que desperdice boa parte da luz natural através de espessas persianas.

*“Muito surpreendentemente, eu vi uma pobreza e ao mesmo tempo uma imensa riqueza das pessoas, de suas histórias, de suas culturas, de suas diversidades. Um dia, assisti a uma leitura de contos feita por uma associação do bairro, pessoas que contavam como eles tinham chegado nesse bairro há 40 anos. Então, ao mesmo tempo, uma imensa riqueza e uma beleza, de seus percursos e suas histórias, mas ao mesmo tempo, eu, vindo do XX arrondissement, num domingo de novembro de 2009, mais velho, visitando esse bairro, tive um sentimento de tristeza, e digo: ‘onde está a cidade?’ Para ser claro com você, eu não sabia, eu vi as blocos, esses monolitos, as ruas. Uma história também desse bairro com certos acontecimentos trágicos... Eu sentia uma dureza nessa paisagem urbana e tive vontade de levar um toque de doçura. Esse edifício é uma reação, minha reação em face de uma paisagem que era aquela que eu descobri nesse dia. Vou ser claro com você, o único dia que eu encontrei os habitantes foi nesse dia da sessão de leitura de contos. E aí eu senti uma alma enorme do bairro, senti que podíamos amar profundamente e que podíamos tocar fundo no dia em que demolíssemos es-*

---

<sup>455</sup> *“Ce quartier est attachant. Pour que Le Candide prenne racine, j’ai eu envie de retrouver des fondamentaux dans les matériaux: la brique, l’osier, le végétal. On propose le jardin sur le toit, les serres, les éoliennes...et le maître d’ouvrage nous suit! Ce projet, c’est une petite histoire d’amour professionnelle et humaine avec des gens dans un quartier. Il est pour tous, c’est un projet de vie. Si les gens, dans le potager, échangent des conseils; si des dames boivent le thé à la menthe dans la serre, on aura gagné.”* (Rollet in Clavel, 2012:44)

ses imóveis. E que no fundo, mesmo essas pessoas que moram nesses apartamentos de uma arquitetura que pode parecer um pouco dura, essas pessoas estão bem aqui.”<sup>456</sup>

Maria Desarbres, habitante desde os primórdios do conjunto, engajada no projeto de jardim comunitário do bairro e convertida em conselheira municipal, parece não enxergar conflitos entre a história e o futuro do bairro pós renovação. Maria é uma típica personagem de diversos dos documentários, publicações, laboratórios e mesmo da vida política de Vitry, um dos vários moradores recorrentes que aparecem para dar seus depoimentos nos vídeos institucionais da municipalidade e nas ações coordenadas pelo Centro Social Balzac: “Eu moro em Balzac faz 40 anos. Amo esse bairro tal como ele sempre foi por sua riqueza cultural, a troca e o amparo que ele tinha; e o bairro de hoje, pois ele é luminoso.”<sup>457</sup>

Na reportagem da rádio *France Inter* sobre o ‘romance’ da renovação urbana de Balzac, Maria Desarbres dá mais indícios da sua trajetória residencial e ligação com o bairro. Sua família, de origem portuguesa, havia se abrigado num ‘Centre d’accueil’ na Rue Nationale, no XIIIème Arrondissement, foi transferida para o conjunto dos Marronniers pelos serviços sociais de Paris em 1971. Para eles, vindos de um alojamento provisório de 12m<sup>2</sup>, morar num apartamento quase cinco vezes maior, com wc interior e aquecimento constituía um elemento de distinção e evidente progresso com relação à sua condição habitacional anterior. Ela mora no bairro há mais de quatro décadas com seus 5 filhos e encara a reabilitação como algo positivo, apesar da poeira constante dos canteiros, a causar patologias e irritações na sua pele na de suas crianças<sup>458</sup>. No documentário de Daniel Kupferstein sobre a reabilitação do bairro, Desarbres conta como o terreno residual, que era ocupado pelos jovens em atividades mais ou menos condenáveis, foi transformado no jardim comunitário onde, além do cultivo de flores, plantas ou legumes, organizam-se informalmente refeições coletivas entre os vizinhos.

Parece tratar-se de um caso curioso de reapropriação de um espaço, de alguma maneira relacionado ao processo de reabilitação e apropriação privada dos espaços outrora públicos e abertos. Ela coloca no filme umas dos principais problemas que dividiriam os habitantes: quem não teria direito de voltar a Balzac depois das obras, já que a maioria das habitações subvencionadas não seria substituída ali? Quais laços de parentesco, vizinhança e amizade seriam rompidos ou mantidos com as transformações físicas no espaço da Cité e as transferências de habitantes?

<sup>456</sup> “Très étonnement, j’ai vu une pauvreté et au même temps une immense richesse des gens, de leurs histoires, de leurs cultures, de leur diversité. J’ai assisté un jour une lecture de contes par une association du quartier, des gens qui racontent la façon qu’ils sont arrivés a ce quartier il y a quarante ans. Donc, au même temps, une immense richesse et une beauté, de ses parcours et de ses histoires, mais au même temps, moi, venant du XXème Arrondissement, un dimanche, de novembre 2009, plus vieux, visitant ce quartier, un sentiment de tristesse, en disant: Où est la ville? Pour être claire avec vous, je ne voyait pas, je voyait les barres, des monolites, les rues. Une histoire aussi de cette quartier avec certaines événements tragiques... Moi, je sentait une dureté dans cette paysage urbain et j’ai envie d’amener un touche de douceur. Ce bâtiment est une réaction, ma réaction face a une paysage que était celui que j’ai découvert ce jour là. Je vais être claire avec vous le seule jour que j’ai rencontré les habitants c’était ce jour de cette séance de lecture de contes. Et là j’ai senti un âme du quartier énorme, et j’ai senti qu’on pouvait aimer au fond et qu’on pouvait toucher au fond le jour qu’on demolissait ces immeubles. Et que au fond, même ces gens qui habitent ces logements d’une architecture qui peuvent apparaître un peu dure, ces gens sont bien ici.” ‘Vitry-sur-Seine: le roman de Balzac’. Reportagem de radio de Virginie Pironon para a emissão **Interception**, de Alain Le Gougec, Pascal Dervieux et Lionel Thompson na rádio France Inter, 3/Fev/2013

<sup>457</sup> “J’habite a Balzac depuis près de 40 ans. J’aime le quartier tel qu’il a toujours été pour sa richesse culturelle, l’échange et le soutien qu’il y avait; et le quartier d’aujourd’hui car il est lumineux” **Le Quatrepages** N°16 Abr/Mai/Jun 2013

<sup>458</sup> ‘Vitry-sur-Seine: le roman de Balzac’. Reportagem de radio de Virginie Pironon para a emissão **Interception**, de Alain Le Gougec, Pascal Dervieux et Lionel Thompson na rádio France Inter, 3/Fev/2013



Nouredine Hachem, vice-presidente da *'amicale'* dos locatários do conjunto dos Marroniers, é também um personagem ativo na vida associativa e nas transformações ligadas à renovação urbana, envolvido ativamente no projeto do jardim comunitário, que vê no processo de renovação algo inevitavelmente dramático, mas assim mesmo positivo.

*“Apesar do fato de que nós amávamos nosso bairro, tínhamos a impressão de viver em um gueto. Mesmo que com lágrimas nos olhos quando a primeira torre desabou, nós nos dissemos que era melhor para o futuro de nossos filhos. Que eles não sejam mais estigmatizados porque eles vêm de Balzac. Entretanto, os problemas não vão desaparecer miraculosamente depois da renovação.”*<sup>459</sup>

De fato, suas trajetórias parecem particularmente interessantes, mas curiosamente repetidas, em meio a um universo bastante amplo de histórias privadas que passam e ficam nos arredores de Balzac. O caso de Maria Desarbres parece ser sem dúvida singular, uma vez que ela acaba por se inserir nas instâncias de representação política local como uma *'filha do bairro'*, que a cativa sobretudo por conta das cadeias de solidariedade local, seja nos momentos trágicos ou nos momentos gloriosos.

Os debates e fatos em torno do *square*, o projeto e a realização dos equipamentos e espaços, assim como suas regras de uso e gestão, revelam-nos alguns indícios dos limites da participação no caso do processo de renovação da Cité Balzac. Muitos habitantes questionariam o próprio projeto, obrigando a paisagista do Serviço de espaços verdes de Vitry-sur-Seine a explicar a imposição de uma bacia de retenção de águas pluviais a céu aberto em grande parte da área aberta com a demolição do edifício ABC <sup>460</sup>. Sobre esta área, em nível inferior ao piso da praça e das ruas do entorno, não poderiam ser instalados equipamentos ou mobiliário urbano, limitando o aproveitamento do terreno, o que acabava por ser questionado frequentemente nas assembleias e reuniões de debate e *'concertação'*, nas quais também discutiu-se extensivamente a gestão destes espaços e horários de funcionamento.

Daniel Kupferstein registra algumas destas reuniões e debates sobre os modos de usar estes espaços públicos, cada vez mais controlados e sob regras comuns aos outros espaços municipais, tendência sentida como uma perda da liberdade pelos moradores. Grupos de moradoras, que alegavam estar acostumados a ficar até tarde nas noites de verão nos espaços coletivos da Cité, acabaram por conseguir da Prefeitura que a praça funcionasse até 2:00hs, como atestam tanto as anotações e resumos de reuniões de concertação arquivados pelo Centro Social Balzac e os periódicos da prefeitura. O *Vitry Mensuel*, nos traz notícias do processo de *'concertação'* em torno da futura praça ao mesmo tempo em que anuncia mais uma onda de demolições, desta vez em um das esquinas do prédio U, as entradas 18 e 19 <sup>461</sup>.

*“O caso do square mostra que a circulação das informações é assegurada, mas que os habitantes são deixados de fora de toda tomada de decisão importante. Esse modo de gestão é um ponto comum a todos os *'experts do**

---

<sup>459</sup> *“Malgré le fait qu'on aimait notre quartier, on avait l'impression de vivre dans un ghetto. Même si on a eu les larmes aux yeux quand la première tour est tombée, on s'est dit que c'était mieux pour l'avenir de nos enfants. Qu'ils ne soient plus stigmatisés parce qu'ils viennent de Balzac. Pour autant, les problèmes ne vont pas disparaître miraculeusement après la rénovation .”* *Bienvenue au village'* in *Le Quatrepages* N° 17 Set/Out 2013

<sup>460</sup> *Square Balzac - Une square inadapté?'* in *Le Quatrepages* N°16 Abr/Mai/Jun 2013

<sup>461</sup> *Démolition suite - Concertations Square Balzac'* in *Vitry le mensuel* N°41 Abr/2008 [APMV]

*sistema' que utilizam critérios 'objetivos' que, frequentemente, não têm correspondência nas representações e nas práticas dos habitantes.”<sup>462</sup>*

O projeto urbanístico da renovação de Balzac batizou as novas ruas abertas para 'desenclavar' o bairro e abri-lo para a cidade com o nome de ilustres escritoras feministas francesas como Olympe de Gouges, Elsa Triolet, Marguerite Yourcenar e Colette<sup>463</sup>. Uma das ruas que conforma o novo *square* foi batizada de Simone de Beauvoir, autora de um trecho escolhido por uma das habitantes que participa do filme de Arretz e Charlemagne como analogia ao processo de renovação da Cité Balzac, que aqui nos serve de ponto final provisório de uma história ainda incompleta, abrindo-nos os olhos para o 'eterno presente' no qual se dá a contínua reconstrução das cidades.

*“Fiquei por um bom tempo na varanda. Do meu XVI, eu desvendo uma grande parte da cidade. O vôo de pássaro sobre os telhados de ardósia. E esses potes falsos de flores que são as chaminés. Vermelhos ou amarelos, guindastes. Cinco, nove, dez. Eu conto dez. Riscam o céu com seus braços de ferro. À direita, meu olhar se depara com uma alta muralha permeada por pequenas ruas, um edifício novo. Vejo também torres prismáticas, arranha-céus recém-construídos. Desde quando o terreno do boulevard se tornou um estacionamento? A juventude dessa paisagem me salta aos olhos e entretanto eu não me lembro de ter visto outra. Adoraria contemplar lado a lado as duas imagens, antes, depois, me espantar com a diferença. Mas não, o mundo se cria sob meus olhos, em um eterno presente.”<sup>464</sup>*

---

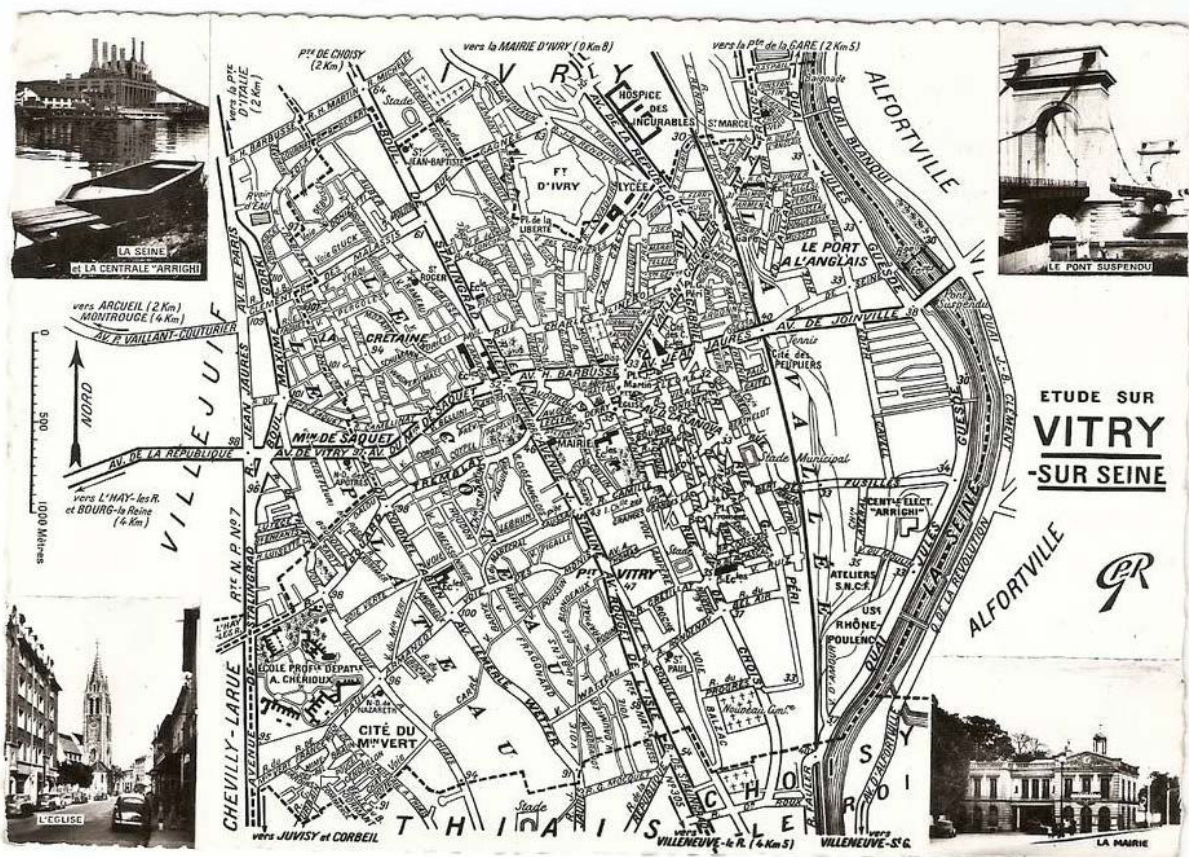
<sup>462</sup> “Le cas du square montre que la circulation des informations est assurée, mais que les habitants sont laissés en dehors de toute prise de décision importante. Ce mode de gestion est un point commun à tous les “systèmes experts “ qui utilisent des critères “objectifs “ qui, souvent, ne trouvent pas de correspondance dans les représentations et les pratiques des habitants” (Miranda, A. in Deboulet, A., 2010:157).

<sup>463</sup> 'A Vitry, la cité Balzac fait une place aux femmes' in *Le parisien*, 06/Mar/2011

<sup>464</sup> “Je suis resté un long moment sur le balcon. De mon XVIème, je découvre un grand morceau de la ville. L'envole de pigeon au dessus des toits d'ardoise. Et ces faux pots de fleurs que sont des cheminées. Rouge ou jaune, des grues. Cinq, neuf, dix. Jen compte dix. Barre le ciel de leurs bras de fer. A droit mon regard se heurte a une haute muraille percée de petites rues, un immeuble neuf. Je aperçoit aussi des tours prismatiques, gratte-ciels fraîchement batis. Depuis quand le terreplein du boulevard est-il devenue un parking? La jeunesse de ce paysage me saute aux yeux: et pourtant je ne me rappelle pas l'avoir vu autre. J'aimerais contempler côte à côte les deux clichés, avant, après et m'étonner de leurs différences. Mais non, le monde se crée sous mes yeux dans un éternel présent.” *La femme rompue*, Simone de Beauvoir, 1967 in Malika-Sandrine Charlemagne e Pantxo Arretz (2012). *Si Balzac m'était conté...* Filme



Premissas e origens do caso  
(até 1958)



i.2 Cartões postais retratando aspectos gerais de Vitry-sur-Seine nos anos 1940  
[APMV/Coleção do autor]





i.3 Cartões postais que mostram a estação ferroviária, a banda de música e um time de futebol de Vitry-sur-Seine nos anos 1930 e a Usina Termoelétrica Arrighi [ADVM]

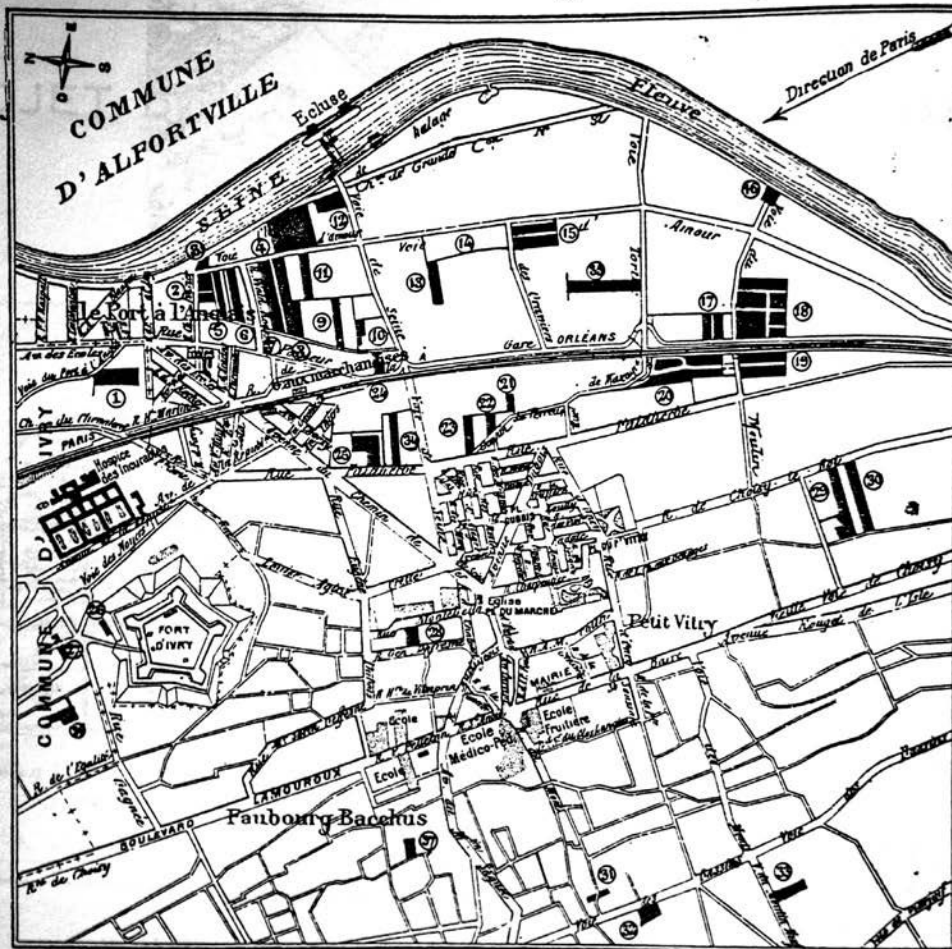


# PLAN INDICATIF de la SITUATION DES LOTISSEMENTS BALU

*Commune de Vitry-sur-Seine*

**10 ANS POUR PAYER**

**Concurrence Impossible**



|       |  |                          |
|-------|--|--------------------------|
| 2-3-5 | Lotissement CHARLES-FOURIER . . . . .              | de 12 à 35 fr., le mètre |
| 6     | — VERCINGÉTORIX . . . . .                          | 10 —                     |
| 7-8   | — DUGUESCLIN . . . . .                             | 10 —                     |
| 12    | — du Chemin N° 52 (au Barrage du Port-à-l'Anglais) | 12 —                     |
| 15    | — de la Voie des Gravieres. . . . .                | depuis 3 95              |
| 17-18 | — Mazagran-Est                                     | depuis 2 95              |
| 19-20 | — Mazagran-Ouest                                   |                          |
| 26    | — FAIDHERBE . . . . .                              | 10 fr., le mètre         |
| 28    | — GERMAIN-DEFRESNE . . . . .                       | réserve.                 |

**NOMBREUX TERRAINS INDUSTRIELS DE TOUTES CONTENANCES DEPUIS 4 FRANCS LE MÈTRE.**

Pour tous les Renseignements, et pour traiter :

S'adresser au Bureau des Lotissements BALU, 16, rue de la Mairie,  
de 10 heures à Midi, les Mardi, Vendredi et Dimanche. — Téléphone 16.

i.4 Mapa dos loteamentos promovidos pelo Notário Balu na cidade de Vitry-sur-Seine [ADVM/ Fourcaut, 1992]



i.5 As primeiras realizações de Habitations a Bon Marché em Vitry-sur-Seine retratadas em cartões postais dos anos 1930 [APMV/ADVM]





i.6 A Cité des Combattants construída para abrigar os veteranos da Primeira Guerra Mundial em primeiras realizações de Habitations a Bon Marché em Vitry-sur-Seine em cartões postais dos anos 1930 [APMV/ADVM]







i.7 Edifícios da Cité Albert Thomaz, alguns pavillons e a Maison Collective da Cité-Jardin do Moulin Vert, construída pelo Abade Viollet  
[Fotografias do autor, 2011-12/ADVM]





i.8 Cité Charles Floquet, projeto de Marcel Lods e Eugène Beaudoin, de 1933-35 para a Salefn [Institut Français d'Architecture/Fotografias do autor, 2011]





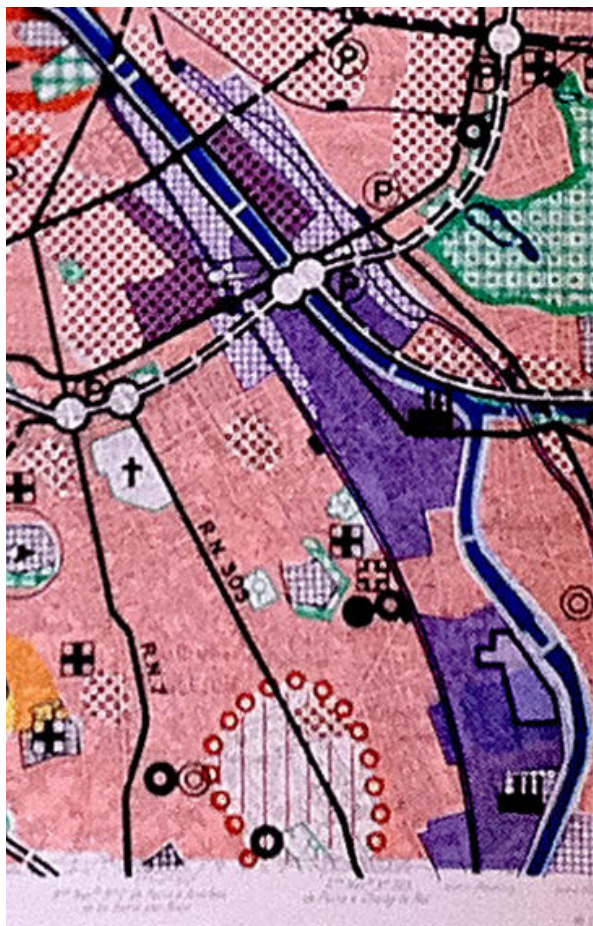
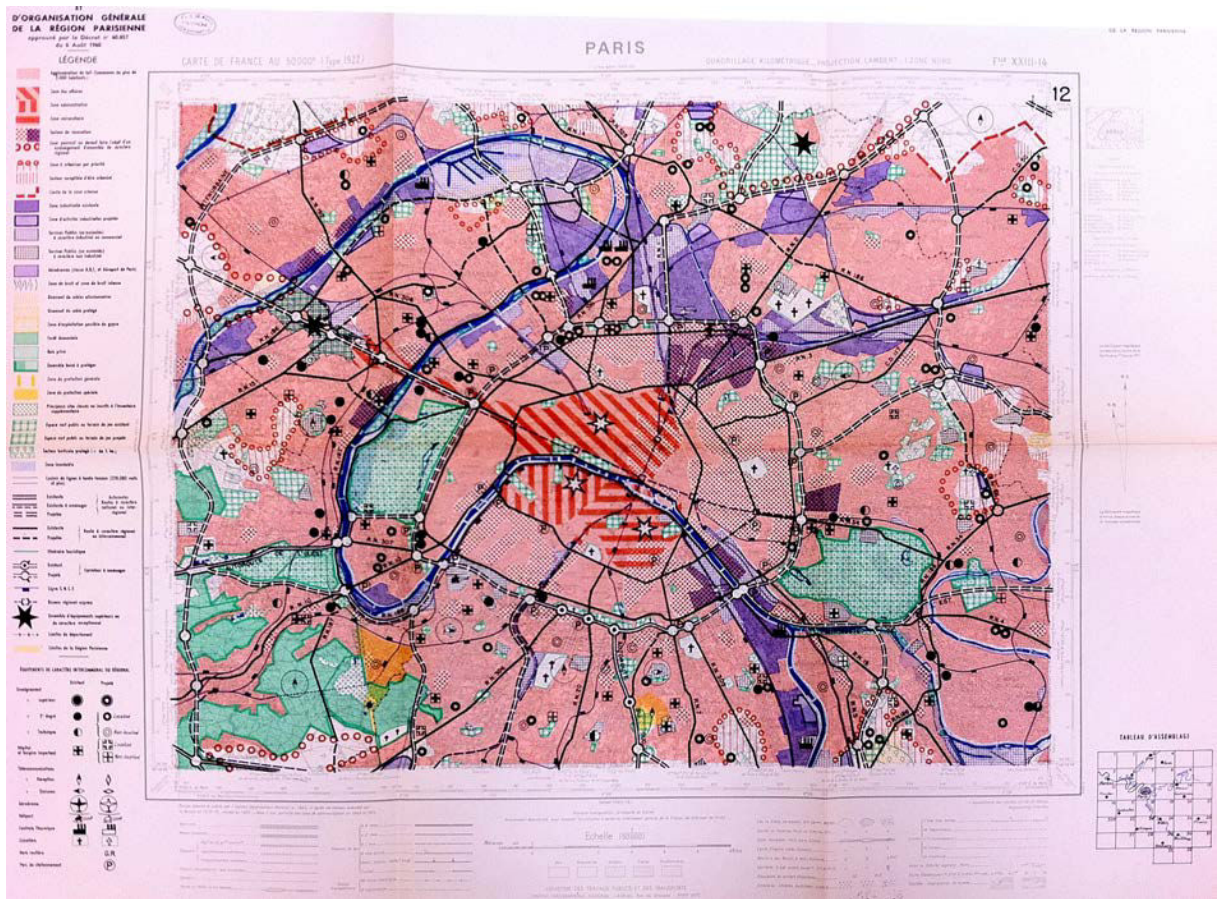
i.9 Entrevista do Ministro da Construção Pierre Sudreau e a Cité Albert Thomaz em propaganda do PCF e em cartão postal [INA.fr/Ciné Archives/APMV]





i.10 A Cité Rosenberg, construída entre os anos 1950 e 1960 e um conjunto típico da primeira fase de construções da Société Centrale Immobilière da Caisse de Dépôts et Consignations na esquina das Ruas Charles Infroit e Germain Defresne [Fotografias do autor, 2011]

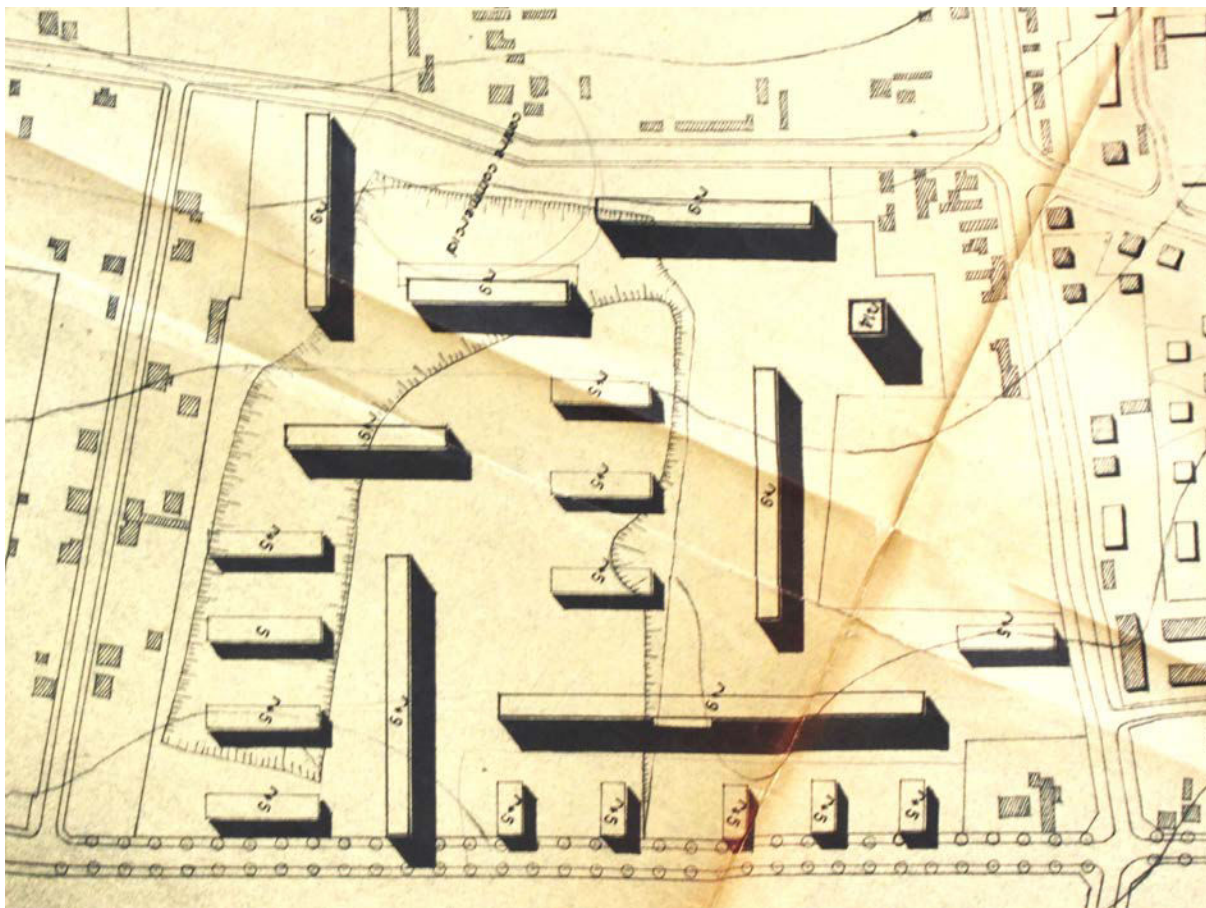




i.11 O Plan d'Aménagement et d'Organisation Générale de la Région Parisienne, o PADOG e a Zone d'Urbanisation en Priorité de Vitry-sur-Seine no detalhe [Bibliothèque Historique de l'Hotel de Ville - Paris]

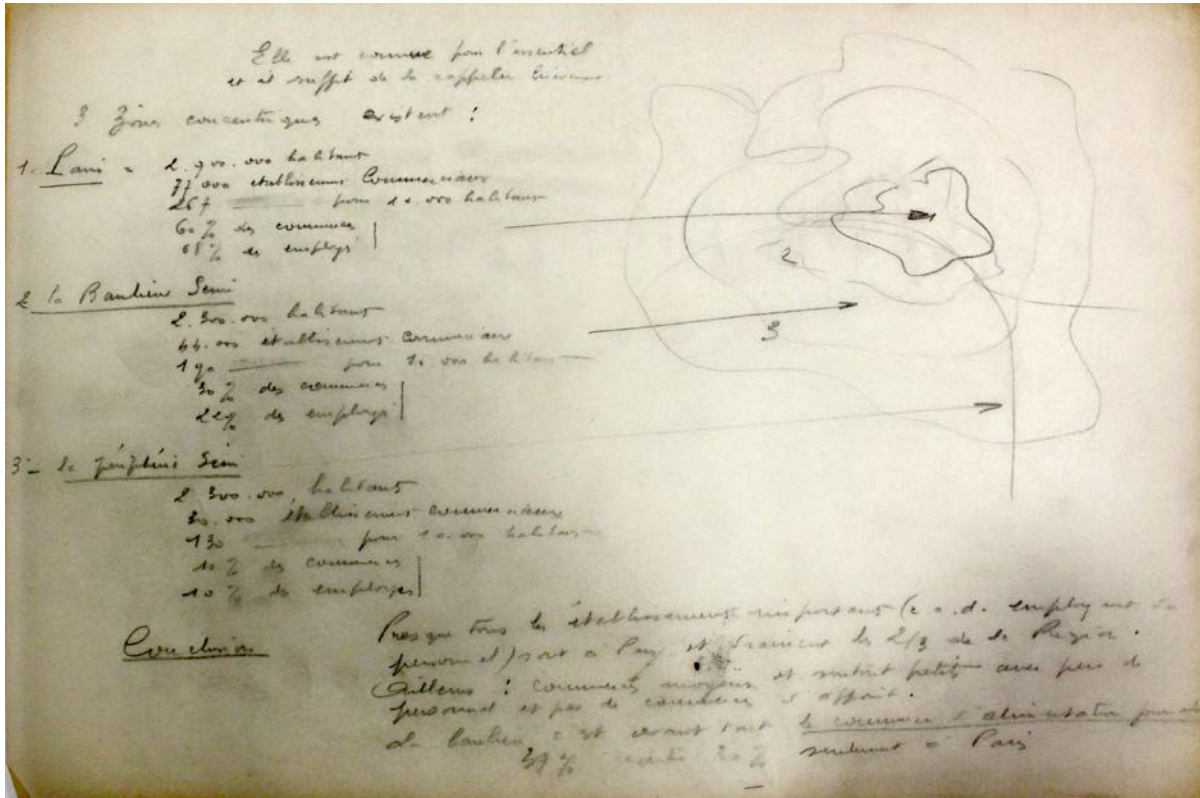


i.12 O plano do arquiteto Charles Sebillote para a ZUP de Vitry : blocos habitacionais dispersos em uma ampla composição e a definição da localização 'excêntrica' da Cité Balzac' [APMV]

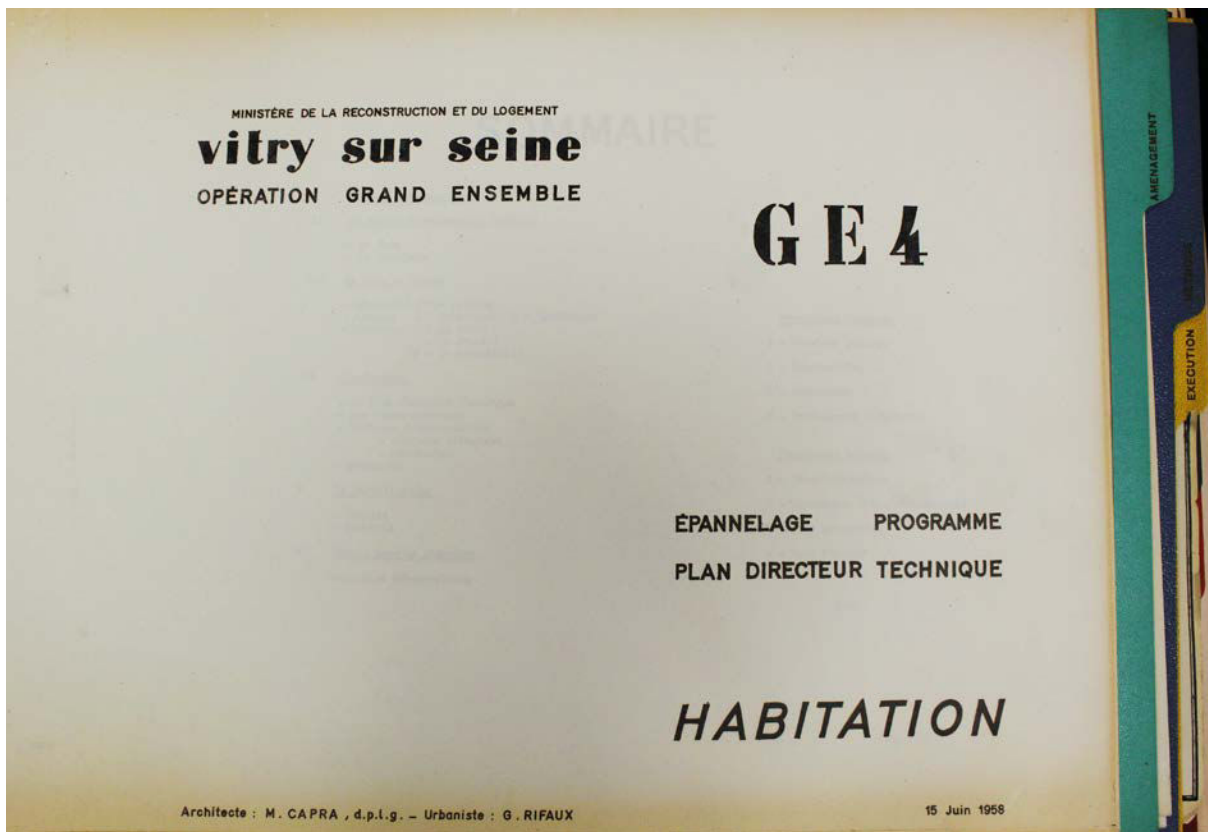


# 2

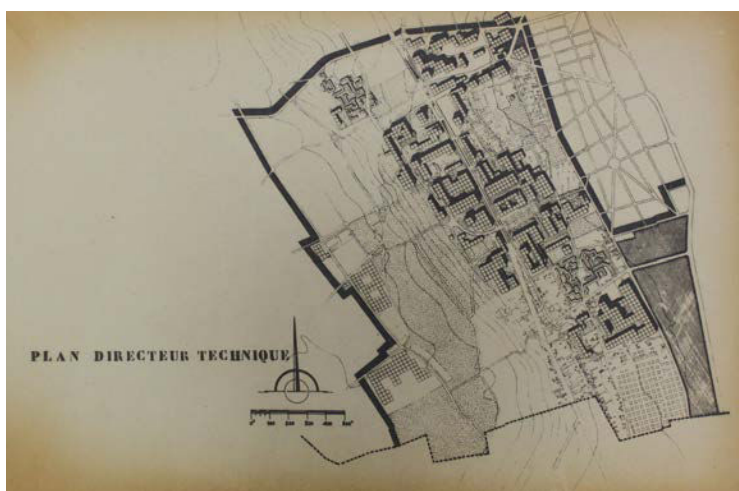
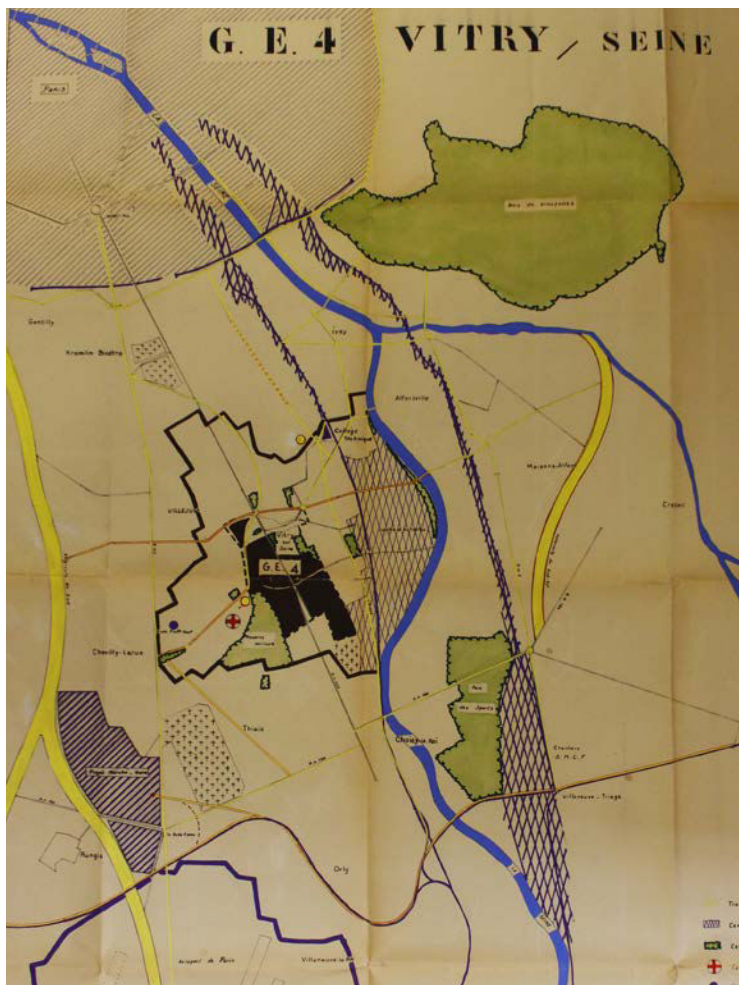
A Cité Balzac: O projeto, a ocupação e o cotidiano (1967-73)



i.14 Dossier do projeto Grand Ensemble N°4, elaborado pelo arquiteto Mario Capra e pelo urbanista G. Rifaux, apresentado e aprovado pelo Conselho Municipal de Vitry em 15/Jun/1958 [APMV]







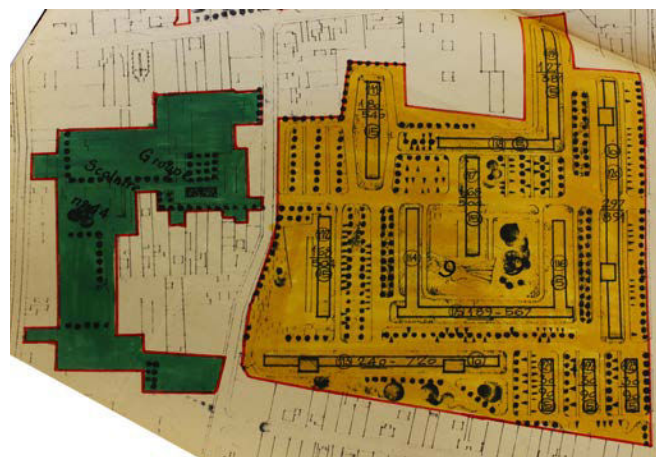
i.15 O projeto do Grand Ensemble N°4 no planejamento regional do setor sudoeste da banlieue parisiense, a aplicação das grelhas para a configuração dos equipamentos públicos e a futura zona industrial às margens do Rio Sena [APMV]



i.16 O plano de massas do projeto da ZUP de Vitry, dividido entre as porções Leste, Oeste e o setor Sul, posteriormente conhecido como Cité Balzac [APMV]



i.17 O projeto quase definitivo da Cité Balzac, incluindo os 923 apartamentos administrados pelo OPHLM municipal, o bloco Touraine e o conjunto dos Marronniers, além do grupo escolar Anatole France e alguns edifícios não construídos. [APMV]



## LA ZONE INDUSTRIELLE

### URBANISATION

- Particulièrement bien située puisque bénéficiant :
- de la localisation en bordure de la Seine, offrant l'avantage d'une desserte portuaire,
  - d'une desserte par voie ferrée,
  - d'axes routiers Nord-Sud et Est-Ouest complétant la liaison avec Paris et la Province, d'une part, et les ceintures de la Région Parisienne d'autre part.

La ZONE INDUSTRIELLE permet d'assurer l'équilibre, toujours recherché : « Population - Travail » et d'apporter sa contribution à l'effort de décentralisation au bénéfice de la Capitale.

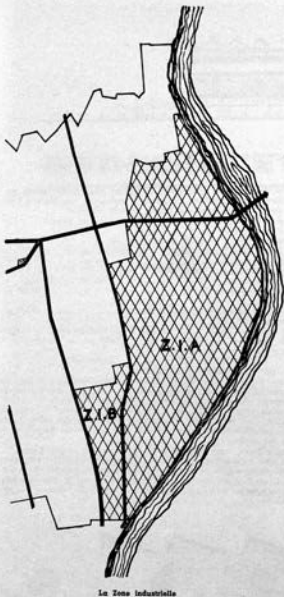
D'une superficie totale de 270 hectares environ, dont 52 hectares environ sont à aménager, divisés en deux secteurs :

La Zone Industrielle « A »

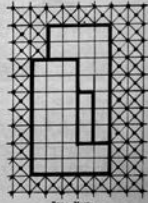
La Zone Industrielle « B »

La Zone Industrielle « A » sera s'implanter des industries importantes, dont certaines à caractère national, telle la future Centrale Thermique E.D.F., alors que la Zone Industrielle « B » permettra aux industries non classées, et de 3<sup>e</sup> classe, en raison même de leur qualité : « Industries légères », d'assurer la transition entre le secteur industriel et la zone d'habitation, puisque leur importance, leur aspect, sont compatibles avec la salubrité et la sécurité du voisinage.

Cette Zone « B » donne, en outre, la possibilité du regroupement des industries implantées, d'une façon anarchique, en plein cœur de la zone d'habitation, subissant, par voie de conséquence, une paralysie d'extension et de modernisation.



La Zone Industrielle



Zone Verte

La trame d'unité de 10 mètres x 10 mètres permet d'ordonner d'une façon rythmée les plantations qui seront distantes de 5 mètres d'axe en axe, ceci, dans le cadre d'un projet particulier, et allié aux études de voisinage jouxtant chaque ensemble, ces rubans de verdure entourant les bâtiments, constitueront des écrans donnant à ces complexes industriels le caractère de « l'Unité Verte ».

cités à techniques

- 40 -



OPÉRATION « CLOS LANGLOIS »  
652 LOGEMENTS

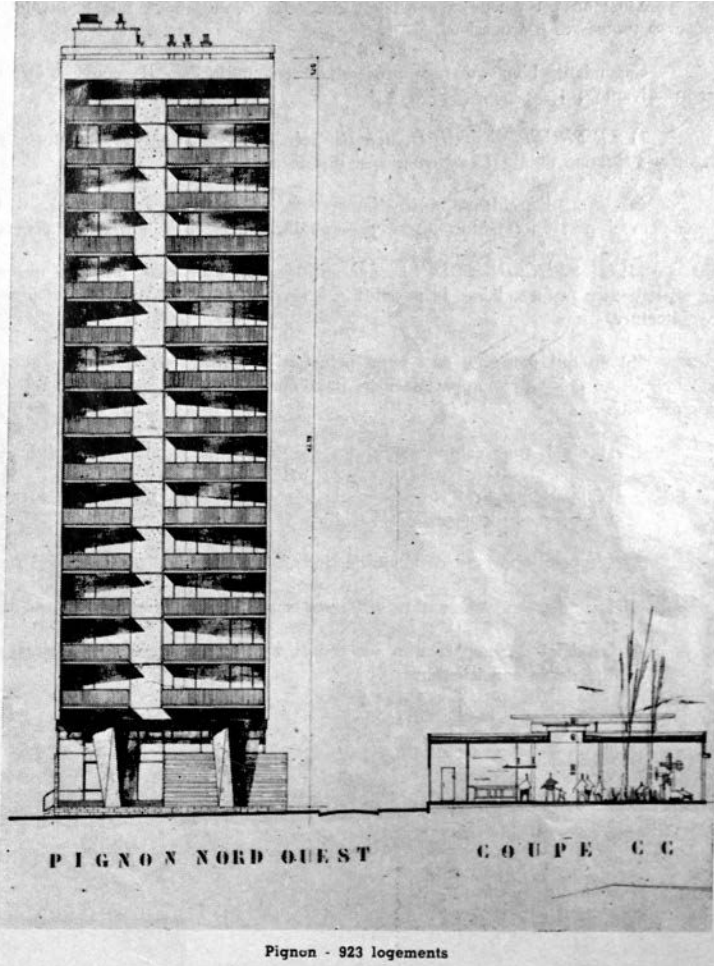
i.18 Projeto da Zona Industrial inclusa na ZUP de Vitry e os blocos de habitação tipo [Cités et Techniques N° 196]

## L'HABITATION

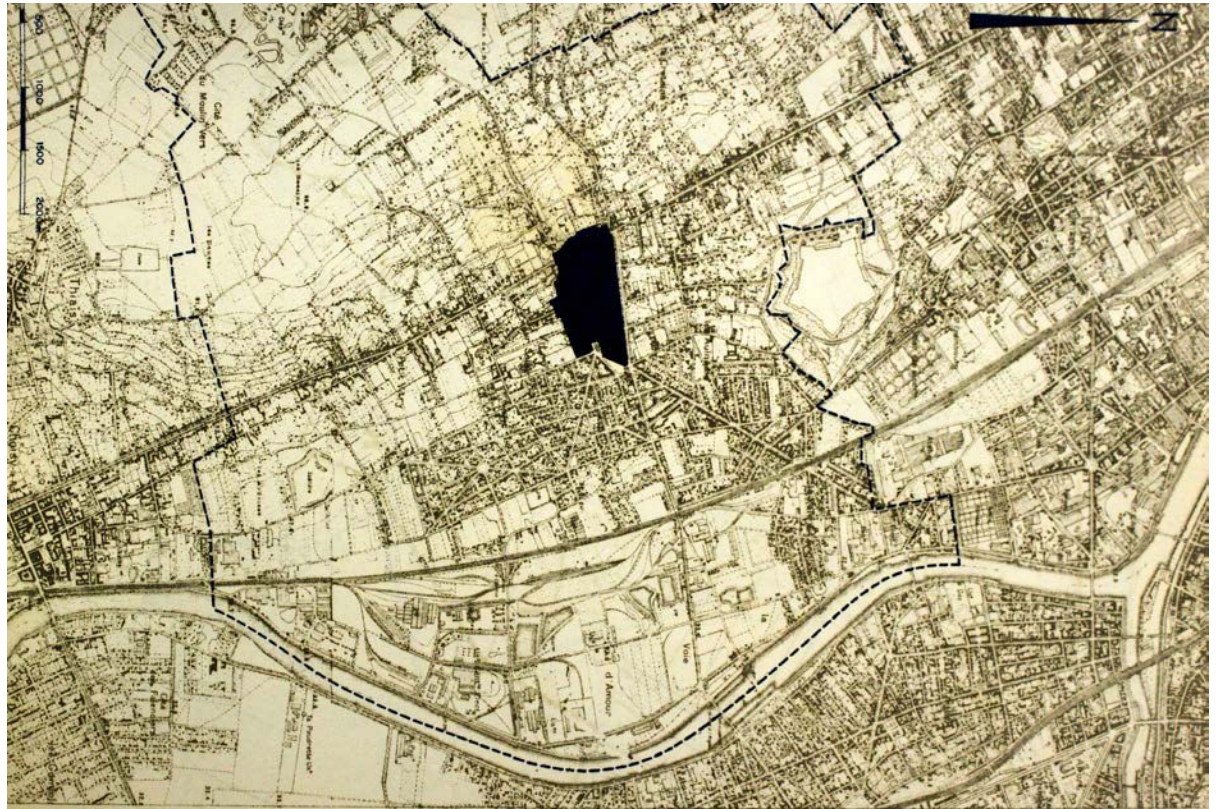
Dans le cadre d'un tel programme, en puissance, tant par son nombre que par sa priorité, l'Habitation joue un rôle principal.

Les constructions futures ne doivent-elles pas, en effet, permettre une cristallisation de la population et, la nécessité de donner aux habitants futurs leur « dû à la vie » constitue une obligation civique puisqu'ils bénéficieront de l'habitat qui aura été conçu pour eux.

Aussi, est-ce sur cette obligation qu'il est nécessaire de se pencher, et tous ceux qui participent, à des titres divers, pour résoudre le problème du logement, si problème il y a, doivent être imprégnés de cette notion, car, bien qu'il faille assurer un équilibre de la vie urbaine par l'apport de tous les équipements publics, en vue de satisfaire les différents besoins, le logement reste, en tout état de cause, le chez soi qui doit correspondre aux aspirations et aux nécessités des occupants.



Pignon - 923 logements



## SITUATION DE LA ZONE A RENOVER

2

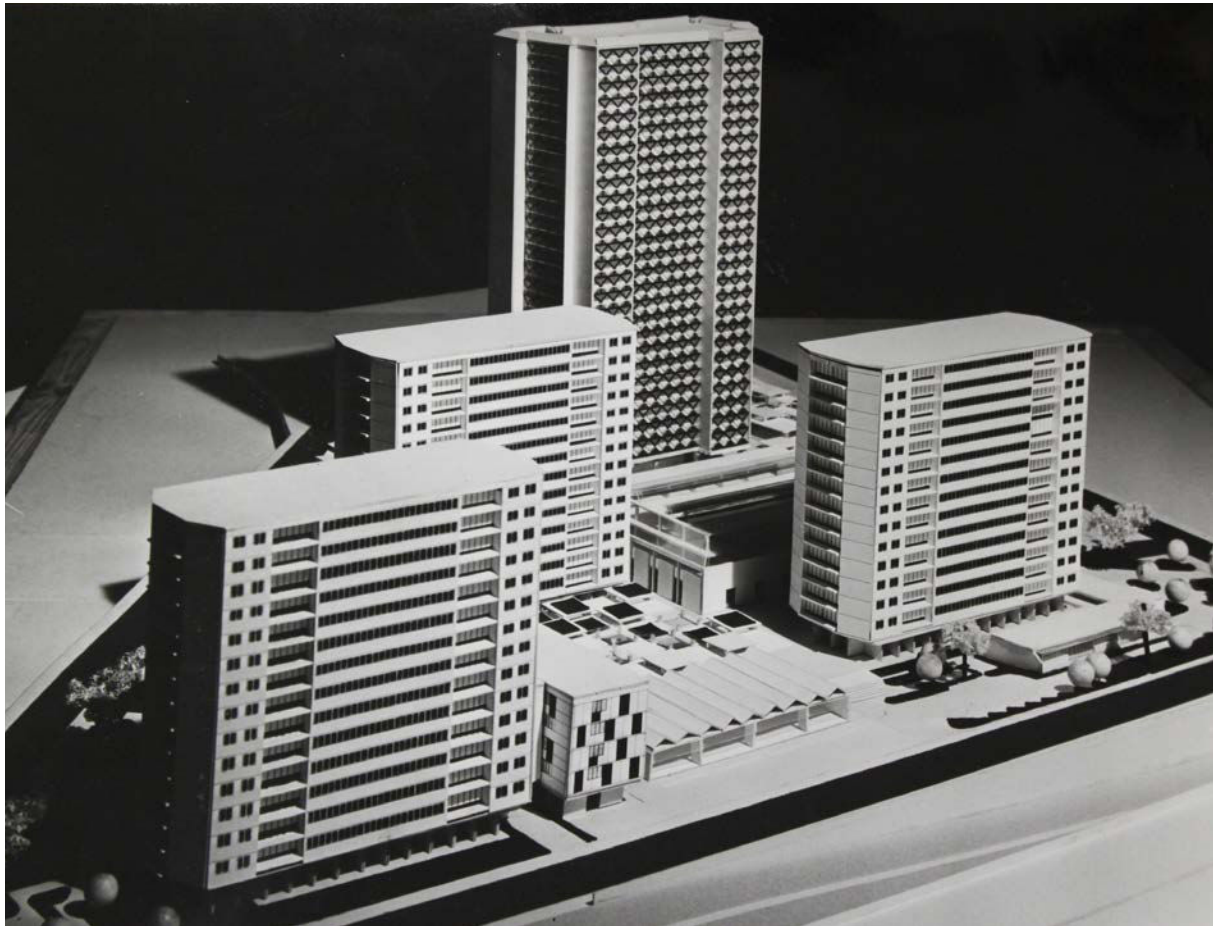
i.19 Mapa e fotografia aérea da zona central de Vitry-sur-Seine, objeto de ampla operação de renovação urbana [APMV]



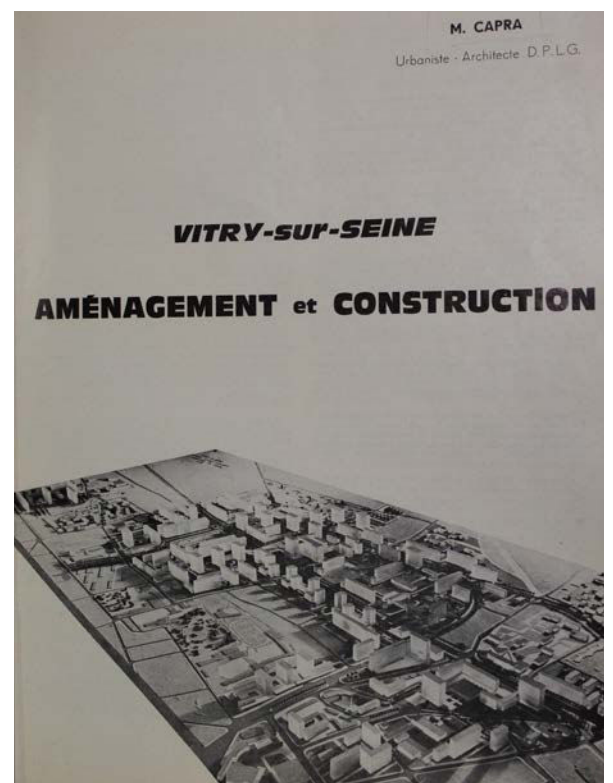


i.20 Fotografias de Robert Doisneau da Rua Audigeois na região central de Vitry em 1969 e a demolição do Hotel de la Petite Faucille, em 6/Mai/1970 [ADVM]



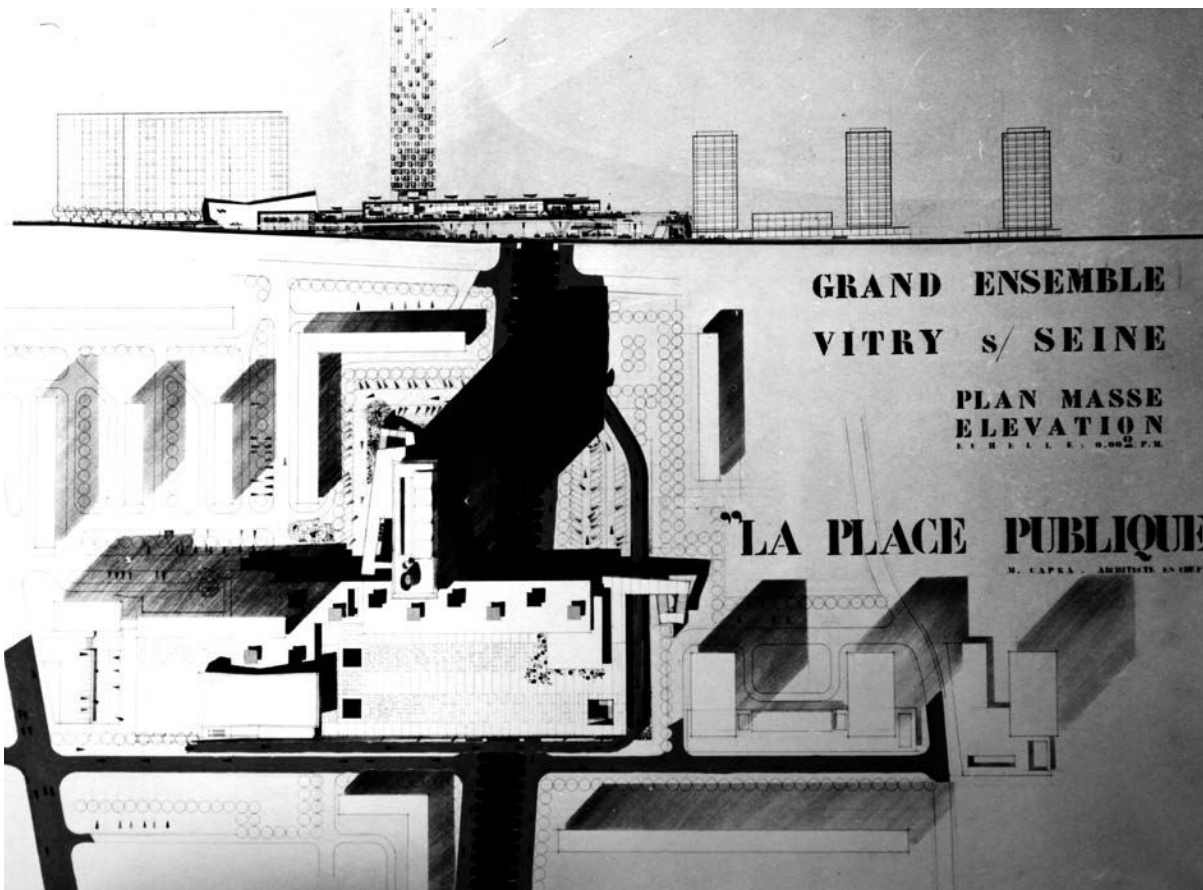


i.21 Maquete do projeto para a renovação do centro de Vitry conhecido como setor Robespierre na Exposição municipal de Urbanismo (1969-1970) e os projetos para a ZUP no periódico oficial da Prefeitura da cidade [ APMV/ Vitry HAD]





i.22 Projeto para a sede da prefeitura e para o centro cívico de Vitry elaborado pelo arquiteto Mario Capra [APMV/Coleção do autor]





# présentation du grand ensemble est



Les 30 hectares du GRAND ENSEMBLE EST comprendront  
4650 logements et 18.600 habitants

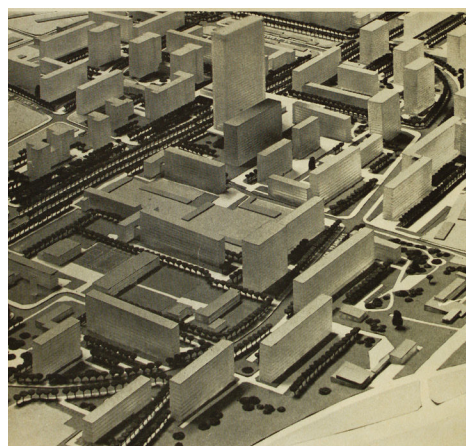
Dans sa phase terminale, la population scolaire prévue s'élèvera à :

- 1.400 élèves en maternelle
- 2.500 élèves en primaire
- 2.000 élèves dans le 1<sup>er</sup> cycle



Vue sur la rue Camille-Blanc  
Au fond, perpendiculairement :  
l'avenue du 8-Mai

i.23 Balanço das realizações e dos projetos em curso publicado no jornal da municipalidade comunista [Vitry HAD/ APMV]



**Superficie**  
52 hectares

**Délimitation**  
est : N. 305  
ouest nord : voie Carpeaux  
sud : voie Rubens  
nord : av. du Moulin-de-Saque  
sud : voie Rodin

**Nombre de logements**  
Actuel : 1.733  
Prévision phase terminale : 4.100

**Nombre d'habitants**  
Actuel : 8.000  
Prévision phase terminale : 16.000

**Prévision population scolaire**  
Maternelle : 1.250 élèves  
Primaires : 2.200 élèves  
C. E. S. : 1.800 élèves

# BULLETIN MUNICIPAL



FÉVRIER 1967

# VITRY - SUR - SEINE

UN BATEAU  
POUR  
LE VIETNAM

## VITRY

HIER \* AUJOURD HUI \* DEMAIN

MENSUEL D'INFORMATIONS LOCALES DE VITRY - SEINE

AVRIL 1966

Robert LAFORTE, Premier Adjoint au Maire, Vice-Président de l'Office H.L.M.

### le logement \* problème n° 1 pour 4000 familles de vitry sur seine

Comment de fait, de 1952, il est des habitants de Vitry qui ont pu acheter un logement dans le Grand Ensemble de Vitry-sur-Seine, dans le cadre de la loi de 1952 sur le logement social. Mais, à l'heure actuelle, il y a encore 4000 familles qui ne possèdent pas de logement. C'est pourquoi, dans ce numéro du Bulletin Municipal, nous avons consacré une page à ce problème de logement. Nous avons demandé à Robert LaforTE, Premier Adjoint au Maire, de nous expliquer la situation et de nous dire ce que l'on peut attendre de l'avenir.

Le logement est un problème de premier ordre pour les habitants de Vitry. Dans le Grand Ensemble de Vitry-sur-Seine, il y a eu une construction de logements sociaux qui a permis de loger 10 000 personnes. Mais, à l'heure actuelle, il y a encore 4000 familles qui ne possèdent pas de logement. C'est pourquoi, dans ce numéro du Bulletin Municipal, nous avons consacré une page à ce problème de logement.

La France se trouve encore au stade de la construction de logements sociaux. C'est pourquoi, dans ce numéro du Bulletin Municipal, nous avons consacré une page à ce problème de logement.

Le logement est un problème de premier ordre pour les habitants de Vitry. Dans le Grand Ensemble de Vitry-sur-Seine, il y a eu une construction de logements sociaux qui a permis de loger 10 000 personnes. Mais, à l'heure actuelle, il y a encore 4000 familles qui ne possèdent pas de logement. C'est pourquoi, dans ce numéro du Bulletin Municipal, nous avons consacré une page à ce problème de logement.

LOGEMENTS A VENDRE

PICSOU & C<sup>ie</sup>

CONSTRUCTION PRIVEE

TEL. 504.1969

PROPOSER

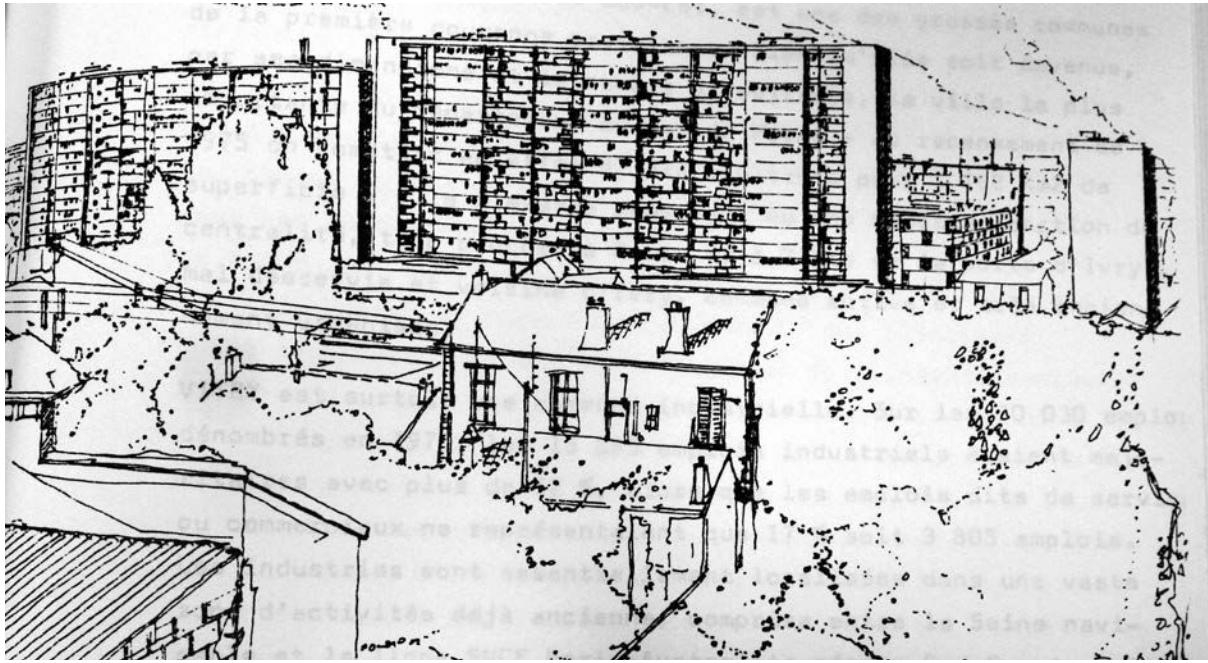
PROPOSER

BANK PICSOU

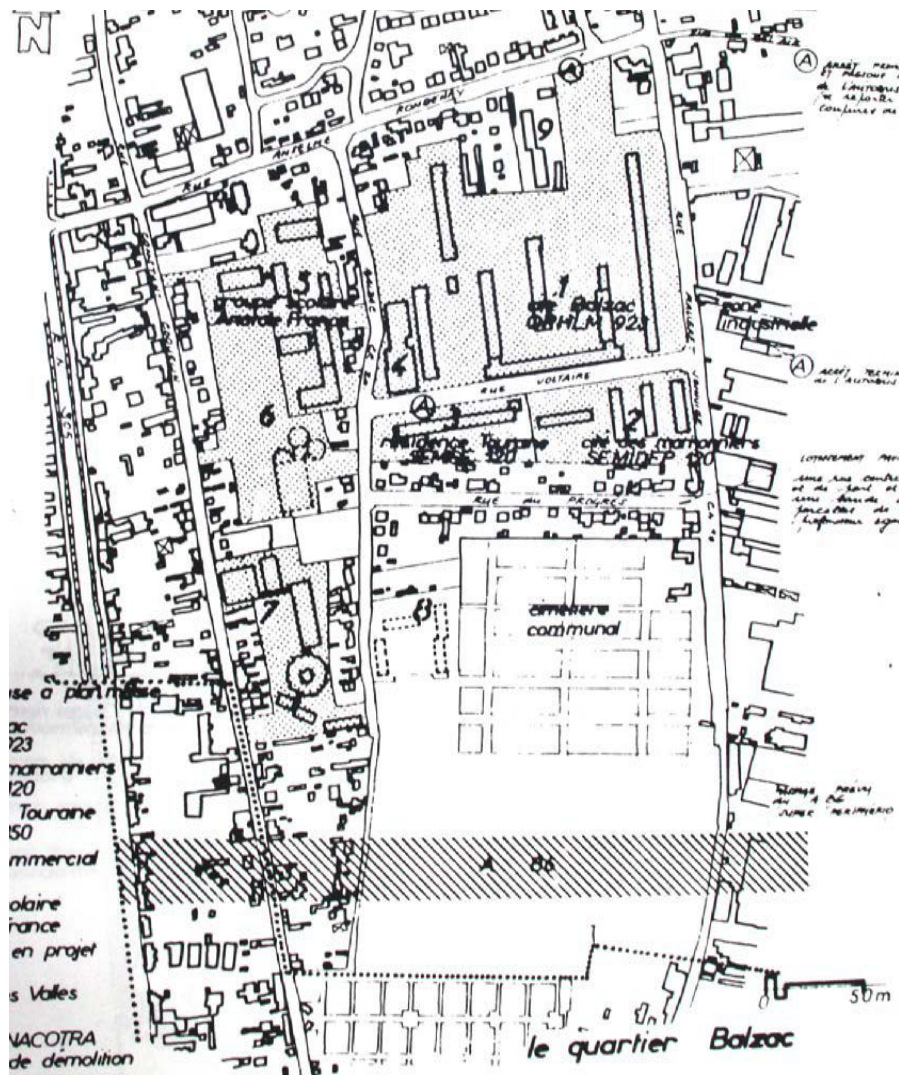
i.24 A inauguração dos primeiros conjuntos habitacionais do projeto Grand Ensemble como a Cité Colonel Fabien e a crise da habitação nas páginas do Bulletin municipal de Vitry e de seu sucessor, o Vitry Hier, Aujourd.Hui et Demain [APMV]

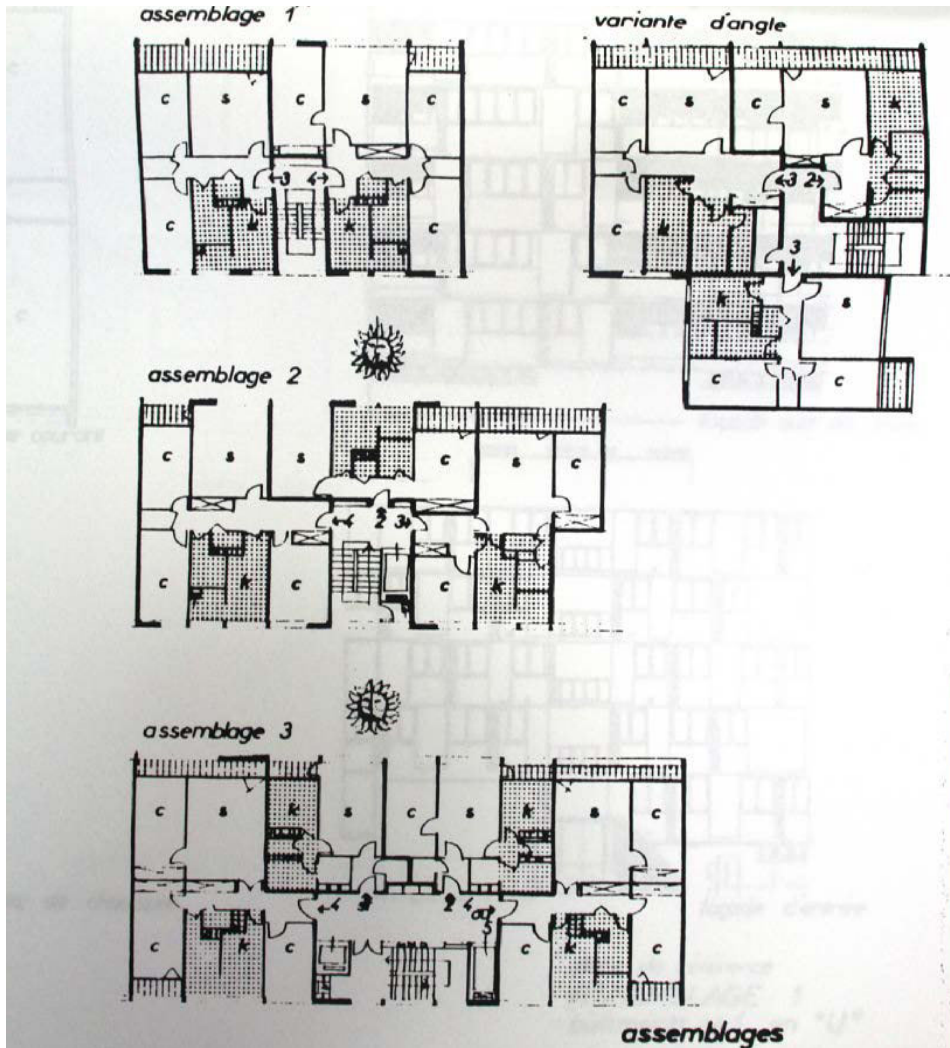


i.25 Cartão postal dos anos 1970 que retrata os grands ensembles entre os monumentos e a paisagem de Vitry-sur-Seine e as Cités Colonel Fabien e Clos Langlois [APMV/Fotografias do autor, 2011-2012]

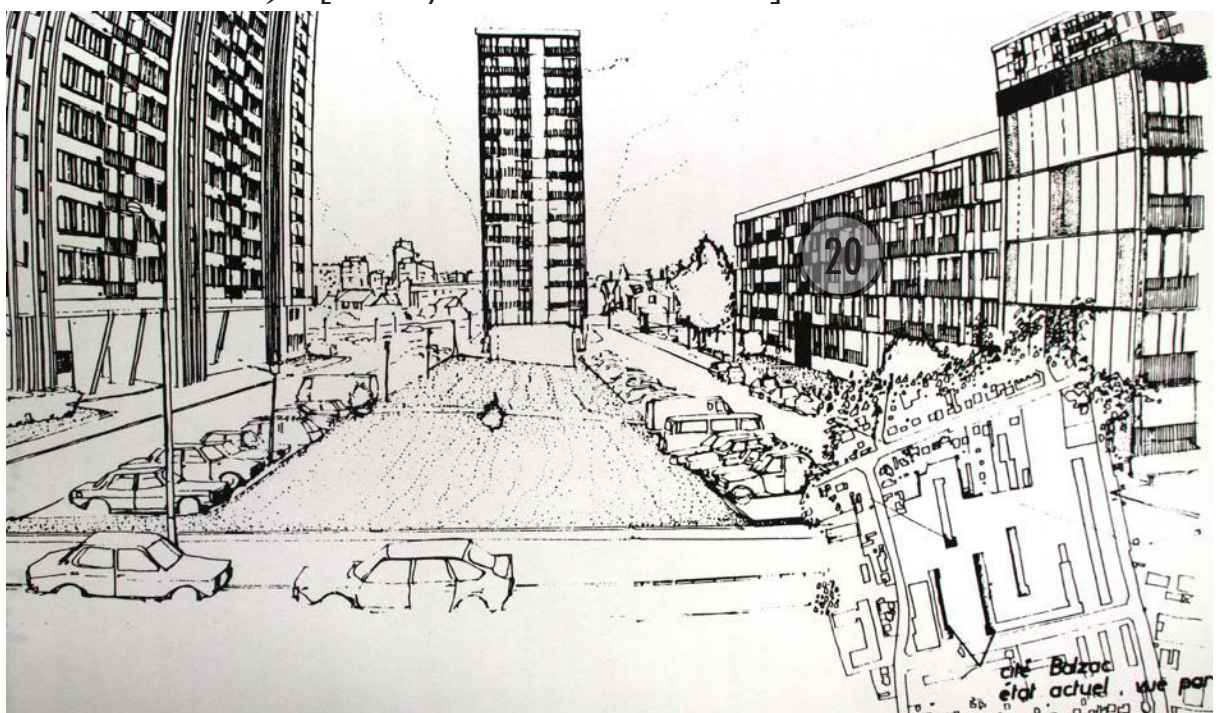


i.26 Desenhos do arquiteto Robert Heritier da situação e do projeto de intervenção para a Cité Balzac elaborado como Trabalho Final de Graduação na Escola de Arquitetura de La Villette em 1982 [APMV/Acervo Robert Heritier]





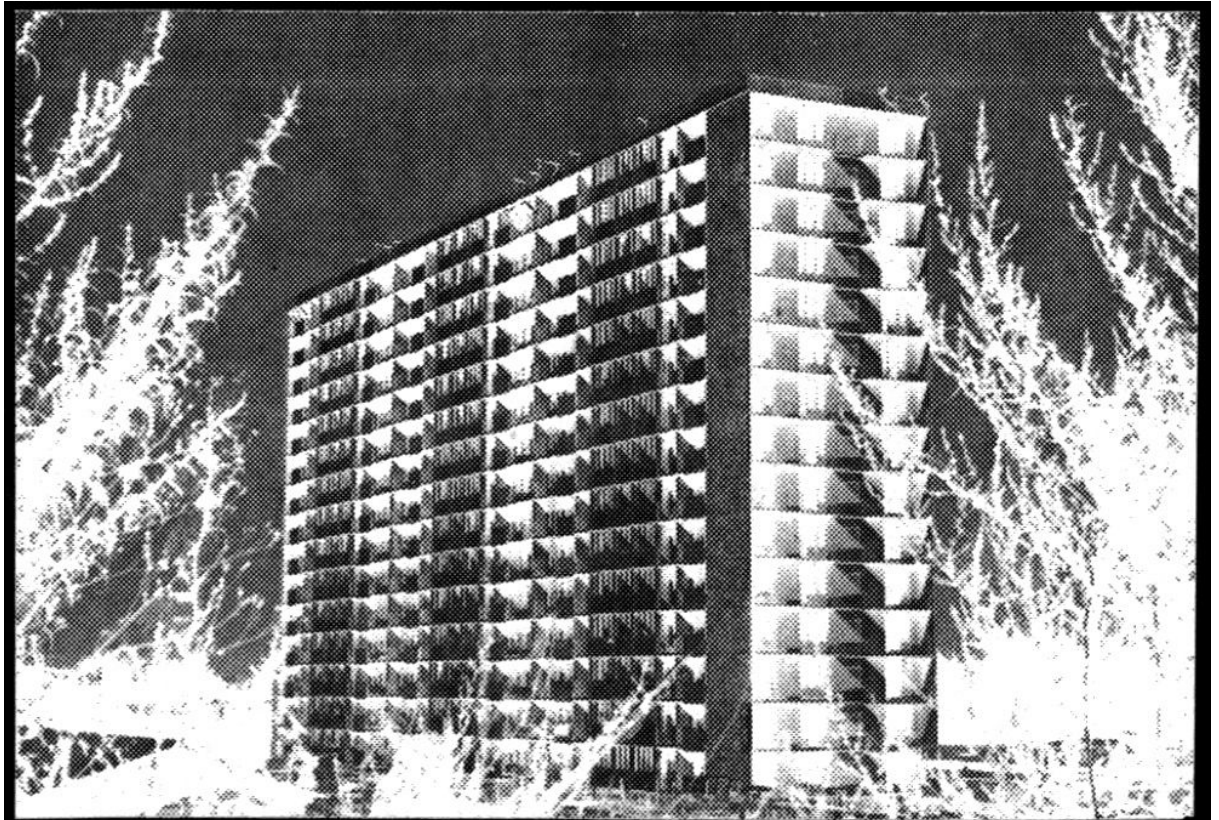
i.27 Desenhos do arquiteto Robert Heritier da situação e do projeto de intervenção para a Cité Balzac elaborado como Trabalho Final de Graduação na Escola de Arquitetura de La Villette em 1982 [APMV/Acervo Robert Heritier]





i.28 Os procedimentos de pré-fabricação pesada e industrialização do concreto empregados na obra da Cité Balzac [APMV]

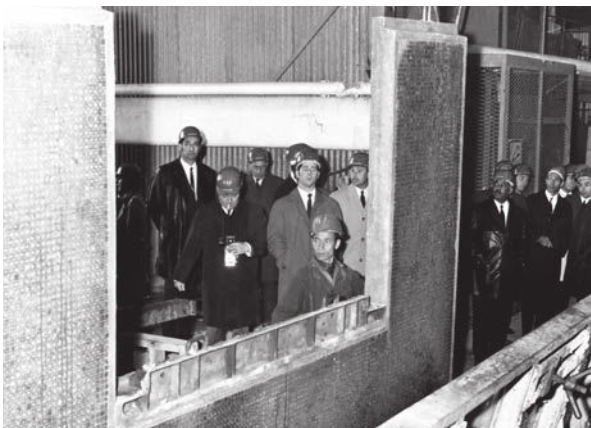




*Les 923 logements de la Cité Balzac.*



i.29 A presença dos comunistas nas usinas de pré-fabricação e na inauguração da Cité Balzac: o deputado e tesoureiro do PCF Georges Gosnat, o prefeito de Vitry Marcel Rosette, os arquitetos Mario Capra e o brasileiro Oscar Niemeyer [APMV]





i.30 A construção do centro comercial na virada dos anos 1970 e suas instalações  
[APMV/Vitry HAD]







i.31 A Cité Balzac nos seus primeiros dias e as crianças do conjunto nos brinquedos projetados pela artista Beatrice Casadeus [APMV]





i.32 Interior dos apartamentos construídos segundo o projeto de Mario Capra e os procedimentos construtivos prescritos pelo Bureau d'Études Fouquier [Meltem-SIC/ADVM]





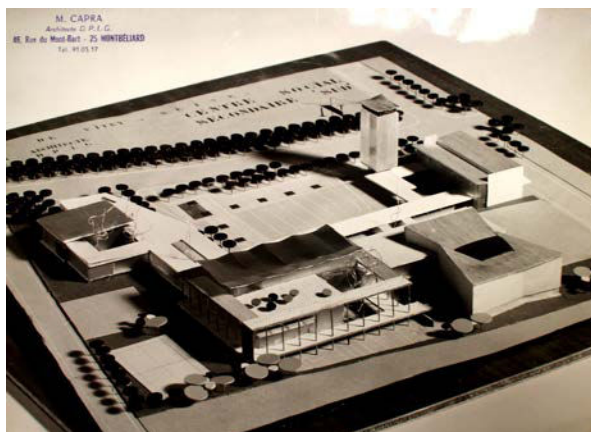
i.33 Interior de um quarto do edifício Touraine e um grupo de escolares em uma cité moderna, a Cité Balzac, por Robert Doisneau, em 1969 [ADVM]





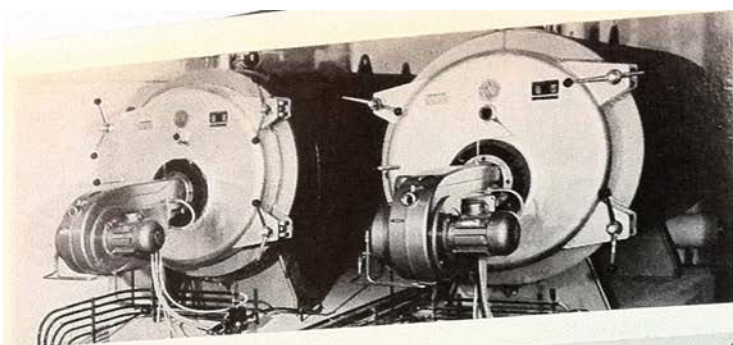
i.34 Maquetes dos projetos e fotografias das realizações do Grand Ensemble na exposição de urbanismo em Vitry (1969-70), painéis que destacam a influência de Le Corbusier e a realojamento de populações faveladas através da Sonacotra [APMV]





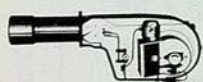
i.35 Projeto de Mario Capra para o Centro Social Sul de Vitry e o Clube de Jovens, não construído. A visita de Georges Gosnat, Oscar Niemeyer e Mario Capra à Exposição de Urbanismo de Vitry [IFA/APMV/Vitry HAD]





## une nouvelle génération de brûleurs **francia**

### la gamme FP... comme :



#### FOYER PRESSURISE

La technique des générateurs de chaleur évolue : les chaudières modernes, pour des raisons d'économie et de rendement, sont aujourd'hui conçues pour fonctionner en surpression. Les brûleurs Francia de la série FP sont étudiés pour alimenter les foyers en surpression, ou nécessitant des démarrages progressifs ou une marche de maintien.

#### FORTES PERFORMANCES

La gamme des brûleurs FP couvre la totalité des usages domestiques et industriels, de 15.000 à 1.500.000 calories. Les puissances effectives nécessaires, qui sont fonction de la pression du foyer, donc du type de chaudière, sont couvertes par les 6 types de brûleurs FP : FP 8 de 1,3 à 8 kg, FP 25 de 10 à 25 kg, FP 45 de 20 à 45 kg, FP 60 de 20 à 60 kg, FP 90 de 40 à 90 kg, FP 140 de 60 à 140 kg de fuel oil à l'heure.

#### FONCTIONNEMENT PARFAIT

La très longue expérience de Francia en matière de chauffage automatique, ses moyens de production modernes sont les meilleures garanties de la qualité de ses matériels. Turbine haute

pression, pompe volumétrique ATCO à régulateur de pression incorporé, ont des caractéristiques bien supérieures à celles des conditions d'utilisation. Deux lignes de gicleurs alimentées séparément permettent les démarrages en 2 temps, assurant une très grande souplesse de fonctionnement.

#### **francia**

CEDEX 2023 ROUEN ST-CLEMENT vous enverra la documentation technique complète sur la gamme des brûleurs FP contre ce coupon.

ENTREPRISE \_\_\_\_\_

NOM DE LA PERSONNE INTÉRESSÉE \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

SIGMA - Langueval - 400

LXXVI

i.36 A Cité Balzac nas propagandas de materiais e equipamentos para a construção civil divulgadas em número especial sobre os grands ensembles [Techniques et Architecture N°4, Série 21]



**POUR  
LA LIQUIDATION  
DES BIDONVILLES  
POUR  
LE RELOGEMENT  
HUMAIN  
DES TRAVAILLEURS  
IMMIGRÉS**

### DES MENSONGES...

Selon certains, les municipalités ouvrières et démocratiques réaliseraient plus pour les étrangers que pour les Français. Selon d'autres, elles seraient responsables de l'existence des bidonvilles dans lesquels s'entassent les travailleurs immigrés. Derrière ces accusations d'inspiration électoraliste, l'on retrouve toujours les mêmes catégories d'individus : ceux qui s'opposent avec leurs maîtres, aux intérêts des travailleurs, et ceux qui se réclament de la « révolution permanente » et du pavé. Dans les deux cas, il est plus aisé de calomnier que de se pencher sur la réalité, à savoir : la politique d'immigration du pouvoir destinée à fournir aux grandes entreprises une main-d'œuvre à bon marché qu'elles traitent inhumainement (la France est le pays d'Europe qui compte le plus grand nombre de travailleurs immigrés).

### ... A LA RÉALITÉ

Le Conseil Municipal de notre ville s'est toujours refusé à faire une différence entre les travailleurs, tous contribuables à VITRY, qu'ils soient d'origine étrangère ou française. Seul entre en ligne de compte à ses yeux le critère social : ressources, conditions d'habitation, d'hygiène, etc...

Aussi, devant l'implantation de bidonvilles à VITRY (l'on en compte une quinzaine regroupant près de 500 personnes), le Conseil Municipal a entrepris en relation avec la SONACOTRA (organisme recevant des subventions spéciales de l'Etat pour la résorption des bidonvilles) un programme de relogement des personnes vivant en bidonvilles comprenant la construction de :

- 2 cités de transit de 76 logements chacune, voie Balzac (terminée fin 1969) et rue du Lion-d'Or.
- de PSR ou PLR (programme à loyer réduit de 100 logements)
- d'HLM ordinaires
- d'un foyer-hôtel de 290 lits pour célibataires.

Les terrains sont fournis gratuitement par la Commune.

Ce programme ne retire pas un seul logement à la population de VITRY. Les familles immigrées seront relogées dans des cités de transit qui leur permettront d'attendre un logement définitif.

**F** *super*  
**R** *marché*  
...  
**A**  
**N**  
**P**  
**R**  
**I**  
**X**  
...  
à la  
**française!**

Centre Commercial  
Balzac  
Vitry-sur-Seine  
**QUALITE** ...  
**PRIX** ...  
**CHOIX** ...

**VITRYNE DUMOIS**

**EXPOSITION DE L'ÉCOLE LAÏQUE**

Dans le cadre des Fêtes du Lilas, l'exposition de l'École Laïque (du 23 au 31 mai) a connu un grand succès. En effet y étaient exposées les plus belles œuvres des enfants des écoles de Vitry.

**RELOGÉS**

Judi 28 mai, 26 familles de travailleurs immigrés, « habitant » dans les cabanes et les caravanes voie Barye que « mettait à leur disposition » (moyennant finance) un négrier des temps modernes, ont été relogées décemment à la cité de transit construite voie Balzac par la SONACOTRA à l'initiative de la Municipalité. Sur notre photo, Monsieur Robert LAPORTE, adjoint au Maire est venu assister aux opérations de déménagement de ces familles, au grand désespoir du propriétaire qui voit ainsi s'évaporer ses scandaleux bénéfices de marchand de sommeil.

i.37 O realojamento dos moradores das favelas como problema da municipalidade e uma peça publicitária do supermercado da Cité Balzac publicada no jornal local [Vitry HAD/ APMV]



i.38 Vistas aéreas da Cité Balzac e da região Sul de Vitry nos anos 1990 [APMV/  
Coleção do autor]





# 3

O começo do fim ou a crise da *banlieue*  
(1973-1995)

# balzac: ne pas baisser les bras

Les associations de parents de la cité Balzac ont décidé de ne pas baisser les bras. Elles ont décidé de continuer à lutter pour que la ligne 182 soit rétablie. Elles ont décidé de continuer à lutter pour que la ligne 182 soit rétablie. Elles ont décidé de continuer à lutter pour que la ligne 182 soit rétablie.

# Les chauffeurs d'autobus ne veulent plus desservir la ligne 182 à Vitry

Les chauffeurs d'autobus ne veulent plus desservir la ligne 182 à Vitry. Ils ont décidé de ne pas baisser les bras. Ils ont décidé de continuer à lutter pour que la ligne 182 soit rétablie. Ils ont décidé de continuer à lutter pour que la ligne 182 soit rétablie.

# Les enfants «turbulents» de la Cité Balzac



Les enfants de la Cité Balzac. Ils ont décidé de ne pas baisser les bras. Ils ont décidé de continuer à lutter pour que la ligne 182 soit rétablie.

# Ils ont pendu par les pieds un jeune de Créteil, mis le gardien d'un immeuble la tête dans les poubelles... C'est plus du désœuvrement que de la délinquance, disent pourtant les policiers.

Ils ont pendu par les pieds un jeune de Créteil, mis le gardien d'un immeuble la tête dans les poubelles... C'est plus du désœuvrement que de la délinquance, disent pourtant les policiers. Les policiers ont constaté que les jeunes de la Cité Balzac ont commis des actes de violence et de désœuvrement. Ils ont décidé de ne pas baisser les bras. Ils ont décidé de continuer à lutter pour que la ligne 182 soit rétablie.



BUS : LE 182

Nous vous en informons dans notre précédent numéro : les habitants du quartier Balzac et de très nombreuses personnes âgées de Vitry demandent que soit étudiée une solution permettant de rétablir la liaison du 182 avec le nouveau cimetière. En effet, plusieurs de ces personnes ont été victimes de la ligne 182. Elles ont décidé de ne pas baisser les bras. Elles ont décidé de continuer à lutter pour que la ligne 182 soit rétablie.

Alors que les habitants ont commencé à refuser toute discussion sur cette question, le 3 octobre dernier Jean Collet, maire adjoint et Pierre Henriet, conseiller municipal, ont accepté de rechercher les meilleures solutions pour que le 182 desserve à nouveau le quartier. bulletin municipal

# L'EVENEMENT

# Pour 80 francs et un paquet de cigarettes...

Un frère Marceau frappe, vole et enchaine à un arbre à Vitry (Val-de-Marne). Ses agresseurs, âgés de 15 à 20 ans, ont tenté de l'immoler. Les policiers ont constaté que les jeunes de la Cité Balzac ont commis des actes de violence et de désœuvrement. Ils ont décidé de ne pas baisser les bras. Ils ont décidé de continuer à lutter pour que la ligne 182 soit rétablie.

# «Lumpen-proletariat»

«Lumpen-proletariat». Les policiers ont constaté que les jeunes de la Cité Balzac ont commis des actes de violence et de désœuvrement. Ils ont décidé de ne pas baisser les bras. Ils ont décidé de continuer à lutter pour que la ligne 182 soit rétablie.

# LE DOCUMENT DE LA SEMAINE

# VITRY: LA BANLIEUE QUI FAIT PEUR

Un foyer d'immigrés saccagé au bulldozer par les communistes, maire et élus en tête : la façon dont le P.C.F. a choisi de « combattre le racisme » (1) laisse pantois... Vitry-sur-Seine a, encore une fois, fait la « une » des journaux. Ces Maghrébins, Africains, Portu-

gais, Italiens et Français qui peuplent les cités ouvrières de la banlieue rouge sont-ils à ce point dangereux que les chauffeurs d'autobus refusent de s'y arrêter ? Olivier Salvatori a vécu trois semaines à la cité Balzac de Vitry leur vie quotidienne et mouvementée.

# DERNIERE MINUTE

La R.A.T.P. vient d'informar la municipalité que l'exploitation de la ligne 182 reprendra au environs du 10 ou 15 novembre, la bus empruntera la rue Malherbe-Joinville, l'avenue du Progrès, la rue Balzac. C'est un grand succès! Bravo à tous ceux qui ont agi! La lutte a payé!

i.40 A estigmatizarão da Cité Balzac na imprensa no começo dos anos 1980: Balzac é Chicago [Heritier,1982/APMV]



En trois mois d'existence, Rock Against Police a fait des cheminés jusqu'à devenir une des « troupes » de Bondy. Pas de group spectaculaire malgré le succès de premier concert place des Gés dans le 20<sup>e</sup>, pas de route toute tracée vers le grand concert national avec Toulon, Algérie, Renault ou Levallois, mais un grand nombre de combats dans l'habitat urbain des banlieues que plus d'un a déjà connus par manque de souffle, par manque d'argent logistique, de la part des gens trop pressés à l'écouter. Partis pour tant, des soirées superbes à 100 à l'heure sur la route de Lyon, Strasbourg, Nantes ou Clermont-Ferrand, pour se bécoter avec des gens qui vivent dans la même monde, que nous, qui partageons les mêmes brulures, les mêmes envies, et pour qui espérer un concert free est à la fois un prestige de rencontre et une trop rare occasion d'écouter de produire une musique sociale issue de notre quotidien (Rock Against Racism, Rock Against Racism...). Et une multitude de contacts avec des jeunes producteurs immigrés et français, militants, militants décomplexés, parfois militants, une diffusion directe mais effective qui touche l'ensemble de la banlieue ouvrière de Paris.

Banlieue, un organisme progressivement de manière autonome, créé par eux, des groupes de jeunes producteurs, pour faire face aux lites, aux faits et à tous les remous, pour mener leur propre vie, ils créent d'une banlieue à l'autre, à l'aide de réseaux des copains, et s'échangent les derniers infos... Certains font fait et continuent de le faire pour Rock Against Police, un mouvement parisiens d'actions de révolutions et de coordination des jeunes producteurs...

**SECURITE**

## Balzac : ça va mieux !

**Ça va plutôt mieux à Balzac.** Dans ce quartier particulièrement touché par la crise, les problèmes de sécurité se sont posés de façon cruciale il y a quelques années. Or, depuis deux ou trois ans, quelque chose a commencé à changer. Les associations s'organisent, des contacts s'établissent entre habitants, l'école évolue, une vie de quartier s'éveille... Ce que ne veut pas dire, bien sûr, que tous les problèmes de sécurité sont résolus. Non, mais ça va mieux, et les habitants le ressentent. En compagnie de Pierre Héritier, adjoint au maire, qui habite le quartier depuis 13 ans, H.A.D. a rencontré plusieurs d'entre eux. Pour tous, un mot-clé : le dialogue.

Le quartier Balzac, c'est trois cités, Balzac (OPHLM, 943 logements), Touraine (SEMISE 150 logements), Marronniers (cité de transit Ville de Paris, 120 logements) et une zone pavillonnaire. Au total, une population de près de 5.000 personnes, avec une majorité de ménages disposant d'un faible revenu et de nombreuses familles immigrées. De plus, beaucoup de jeunes de la cité ont été victimes des carences du système éducatif : éviction de l'école dès 16 ans, sans qualification. Une situation qui favorise, évidemment, le développement de la délinquance et donc de l'insécurité.

*"C'est vraiment un quartier qui a des problèmes. Au niveau scolaire, par exemple. Nos enfants, nos jeunes ne sont pas préparés à la vie professionnelle, sociale, normale". C'est un gros problème à résoudre, et au niveau national!*

Walter Pontès s'occupe depuis sa création en 1982 - à laquelle la municipalité a participé - du Centre Social Balzac, où sont organisés notamment des cours de soutien pour les enfants et les jeunes du quartier.

Une jeunesse ainsi livrée à elle-même, sans objectif, est vite gâtée par la délinquance, et contribue à l'insécurité. Et sans avoir jamais atteint les sommets évoqués par les médias il y a quelques années, l'insécurité a vraiment été le problème n°1 du quartier.

D'où vient, alors, ce sentiment de mieux qui ont exprimé toutes les personnes que nous avons rencontrées ? De plusieurs choses qui ont bougé. Pierre Héritier résume cette évolution : *"Il n'y a pas une solution pour un quartier. Il y a de multiples solutions qui font une réussite. L'école, les associations, le comportement des gens eux-mêmes, le centre social, c'est tout cela qui fait que les choses changent"*

**L'école centre du quartier**

À l'école Anatole France, classée zone prioritaire, des enseignants ont entrepris d'agir pour que les enfants réussissent en dehors de toute "fatalité" génétique ou sociale.

À l'école Anatole France A, par exemple, des ateliers-clubs ont été créés, avec la participation de quelques parents, tous les samedis matin.

*"Nous avons essayé depuis le début de l'année d'agir au niveau du comportement des enfants", explique Marc Frigout, le nouveau directeur. "De la part des instituteurs, cela veut dire une grande fermeté collective, et en même temps une compréhension individuelle, c'est-à-dire d'être à l'écoute des enfants. Lorsque les enfants sont associés à ce qui se passe à l'école, ils ont moins envie de casser, de dégrader". Il faut noter en effet, et le gardien de*



Ils ont tué Kader (D.R.)

i.41 Mobilização popular dos jovens e dos comunistas através de publicações, filmes e eventos [Heritier,1982/Vitry HAD/APMV/Plejade.org]



Pierre Héritier, adjoint au maire, habitant de Balzac : "la vie dans le quartier a pris une qualité différente"

# LES CITÉS DE TRANSIT



## QU'EST-CE QUE C'EST ?

C'est une question que beaucoup de Vitriots se posent lorsqu'ils entendent ce terme, ou lorsqu'ils voient rue du Lion-d'Or ou voie Balzac, ces immeubles de 4 étages, aux panneaux rouge et bleu.

Ces cités sont construites par la SO.NA.CO.TRA. (Société Nationale de Construction pour les travailleurs) dans le cadre de la résorption des bidonvilles et des îlots insalubres. Dans ces immeubles sont relogés les travailleurs français et étrangers vivant dans des conditions de salubrité douteuse.

Mais entrons et rendons-nous compte.

Rue du Lion-d'Or, dans la cité nouvellement installée, des hommes sont devant la porte : c'est leur jour de congé.

i.42 As condições de alojamento dos trabalhadores imigrantes nas Cités de Transit de Vitry e Balzac, que abrigava principalmente portuguesas [Vitry HAD/APMV]



Dans la cité de la voie Balzac, qui est totalement terminée, les enfants jouent sur l'aire de jeu aménagée pour eux, le soir, ou dans la journée, on va au foyer se distraire.

Construits pour huit années par la SO.NA.CO.TRA, ces cités ne retardent pas le relogement H.L.M. des mal logés de la ville.

Au fur et à mesure des possibilités, leurs habitants vont dans des H.L.M. construites par LOGIREP, qui accueille aussi parallèlement les personnes qui ont déposé leur demande à l'Office H.L.M. Au bout de 8 ans, la Municipalité rachète ces terrains et ces cités sont démontées (elles sont en effet construites en matériaux démontables) et installées ailleurs pour résorber un autre îlot insalubre.



**SONACOTRA-BALZAC:  
RÉSORPTION  
ENGAGÉE**

Vous avez constaté que la démolition de l'un des bâtiments de la cité Sonacotra a commencé. Elle devrait être terminée dans quelques jours.

Cette cité avait été construite en effet, en 1969, pour une utilisation provisoire de 8 ans par la Sonacotra, organisme dépendant de l'Etat chargé de la résorption des bidonvilles.

Il a fallu de très nombreuses démarches de la municipalité auprès du préfet du Val-de-Marne et de la Sonacotra pour obtenir la démolition de ces bâtiments, devenus dangereux comme l'a démontré l'accident survenu dans une cité identique en Seine-St-Denis l'an dernier.

A ce jour, 30 familles sur 75 ont été relogées avec leur accord à Vitry ou dans d'autres communes.

Cette action s'inscrit en même temps dans l'objectif de la municipalité d'en finir avec les cités « ghettos » où la politique du pouvoir concentre les familles immigrées les plus démunies, favorisant ainsi leur isolement et leur marginalisation avec toutes les conséquences qui en résultent dans leurs rapports avec la population française et pour la vie sociale dans le quartier.

La liquidation des bidonvilles verticaux de la Sonacotra est donc en même temps pour la municipalité, l'occasion de poursuivre ses efforts en vue d'une juste répartition, entre toutes les villes sans exception, dans cette population immigrée et pour un meilleur équilibre des populations dans le quartier.

La préfecture s'est engagée à offrir rapidement un relogement-convenable aux autres familles, afin que la destruction du deuxième immeuble intervienne pendant l'été, celle du dernier avant la fin de l'année.

Nous veillerons à ce que ces engagements soient tenus.

La municipalité de Vitry-sur-Seine.

i.43 A demolição da Cité Sonacotra por determinação da municipalidade de Vitry sob o comando do prefeito Paul Mercieca [APMV/Coleção do autor]

# les vitriots disent NON AUX GHETTOS

Nous ne reviendrons pas ici sur le détail du complot raciste du maire de Saint-Maur, du préfet et de l'A.D.E.F. dont nous avons largement parlé dans un supplément H.A.D. diffusé début janvier, le défi lancé à la population de Vitry, le mépris qu'il représente pour les travailleurs maliens. Les négriers d'aujourd'hui ne reculent devant rien. Il n'est pas non plus dans notre intention de répliquer à toutes les attaques calomnieuses des organisations politiques de l'extrême droite à l'extrême gauche, de la télé et de la presse, taxant le maire communiste de Vitry de raciste, ou même de « fasciste » comme le groupe socialiste du conseil municipal de Vitry n'a pas hésité à le faire lors de sa conférence de presse, exprimant à cette occasion son désaccord avec la politique municipale de l'immigration. Ce n'est pas ce déchainement hystérique anti-communiste et anti-immigré qui changera quoi que ce soit à la réalité quotidienne de la vie des habitants de Vitry, français ou immigrés. **LES VITRIOTS QUI CONTINUENT DE SIGNER LARGEMENT LA PÉTITION DE SOUTIEN A LA MUNICIPALITÉ NE S'Y TROMPENT PAS. LES FAITS SONT LA, VÉCUS CHAQUE JOUR. LES PROBLÈMES UNE FOIS DE PLUS SONT POSÉS. LES REVENDICATIONS S'AFFIRMENT.**

● Les derniers chiffres fournis par le Conseil général le 14 janvier 1981 montrent que 20000 immigrés habitent Vitry soit 22 % de la population (chiffres supérieurs aux statistiques que nous avons publiées datant de 1975).

● Et cette situation nous l'avons déjà dit, résulte d'une politique délibérée du préfet et du patronat qui, par l'intermédiaire des contingents préfectoraux en H.L.M., du 1 % patronal, des cités de transit Ville de Paris ou Sonacotra, des foyers d'immigrés gérés par l'A.D.E.F. ou l'A.F.R.P. concentrent les travailleurs immigrés dans les municipalités communistes essentiellement.

Ceci alors que l'O.P.H.L.M. de Vitry pour mettre un frein à cette évolution a d'ailleurs de nom-



devenir une ville-ghetto. Les ghettos nourrissent le racisme et l'intolérance\*. Une cohabitation entre nationalités différentes qui pourrait être source d'enrichissement devient dans de telles conditions facteur de violence, de rejet, de misère, de difficultés accrues pour tous.

● Le bureau d'aide sociale qui micile concernent des familles immigrées. De la même manière, pour toutes ces raisons, les immigrés ont recours aux structures de soins municipales: 30 % des consultants du centre de santé, 55 % des aides médicales, 74 % des consultations prénatales s'adressent aux femmes immi-

Les charges qui pèsent ainsi sur l'ensemble de la population ouvrière de Vitry sont injustes. Ce sont les pauvres qui paient pour les pauvres, alors que le gouvernement tente d'asphyxier financièrement la commune et que le patronat réalise des profits scandaleux en exploitant la main-d'œuvre immigrée.

C'est un facteur supplémentaire de difficultés scolaires et pour les enfants français et pour les enfants immigrés, à un moment où le système scolaire aggrave la ségrégation et écrase fé-

i.44 A reação oficial à mediatização do caso da destruição do foyer dos malianos de Vitry pelo prefeito e seus camaradas e os perigos da Cité Sonacotra [APMV/Coleção do autor]

## CITÉ SONACOTRA: CITÉ DANGEREUSE

Le rapport officiel de l'expert nommé par le tribunal administratif d'Ivry concernant la cité Sonacotra Balzac est sans équivoque: «(les cages d'escalier) constituent un réel danger permanent pour la sécurité des occupants en cas d'incendie. Ils se verraient flamber en quelques minutes avant même l'arrivée des pompiers pour les premiers secours.» Suivent d'autres nombreuses descriptions et le rapport conclut à la nécessité de prononcer «l'interdiction d'habiter». Ce que le maire a immédiatement fait (Novembre 80). Ce dossier est entre les mains du préfet. Rappelons qu'à Vitry deux cités de transit sont gérées par la Sonacotra, (organisme gouvernemental) à Balzac et au Lion d'Or (Malassis). Ces cités auraient dû être détruites en 1978. Et nous sommes en 1981.

Des interventions réitérées de la municipalité auprès du préfet, pendant près de deux ans, ont permis de commencer à détruire celle de Balzac.

117 propositions de logement ont été faites à ces 74 familles. 62 ont désormais un logement définitif soit à Vitry, soit dans une autre commune, suivant leur choix. Ainsi trois bâtiments sur quatre ont été aussitôt détruits en 1980.

Le préfet s'était engagé à faciliter le logement des 12 familles restant encore et à détruire le quatrième bâtiment le 15 janvier 1981 (comme nous l'avons d'ailleurs écrit dans H.A.D. décembre). Ce délai est passé. Qu'attend le préfet?

Va-t-il laisser les familles de la Sonacotra dans cette cité qui n'offre aucune sécurité?

Il est vrai que le sinistre de la cité de transit de Saint-Denis n'a guère ému le ministère ou



Destruction de trois bâtiments en 1980. Le préfet s'était engagé à détruire le quatrième le... 15 janvier 1981. Exigeons une solution immédiate.

la Sonacotra, puisque cet organisme qui gère en France plusieurs dizaines de cités du même type, toutes aussi dangereuses, ne prend aucune disposition pour régler d'urgence ce problème.

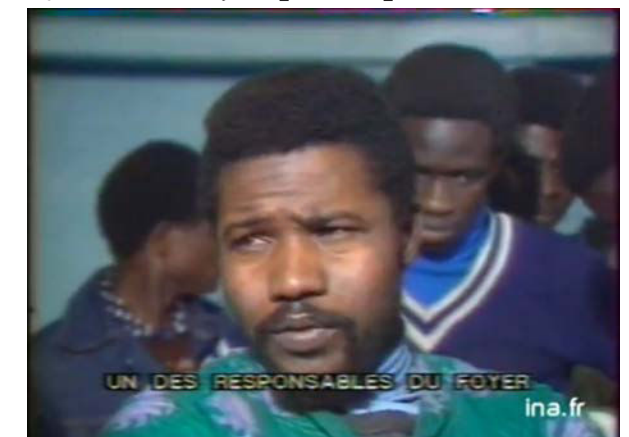
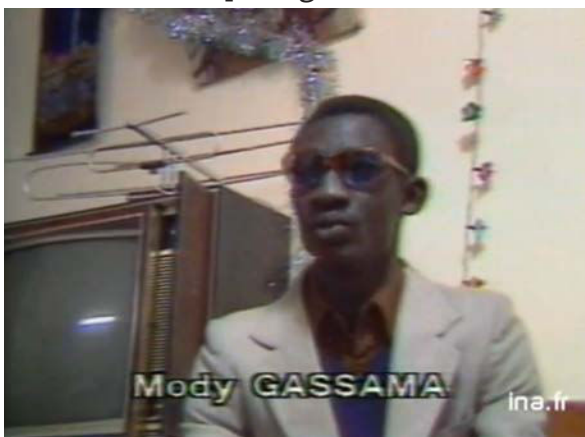
Les municipalités comme celles de Vitry ne seront pas complices de cette politique antisociale, raciste


et inhumaine, ni du silence complaisant de toutes les autres organisations politiques.

Avec l'appui de la population nous devons obtenir la destruction immédiate du quatrième bâtiment de Balzac Sonacotra et celle de la cité du Lion d'Or en 1981.




i.45 O ataque aos foyers dos malianos pelos responsáveis pela municipalidade de Vitry-sur-Seine nas reportagens televisivas do começo dos anos 1980 [INA.fr]



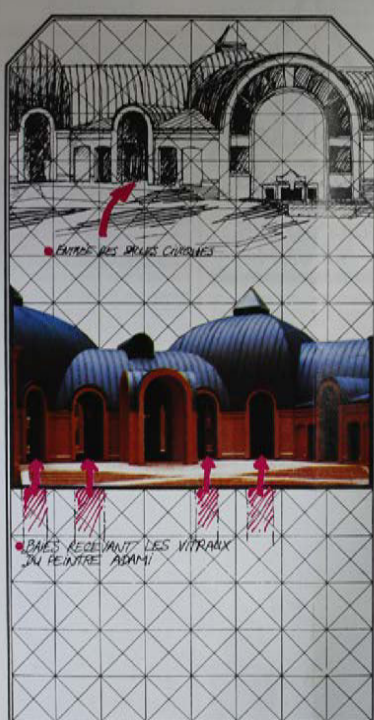
 ville de vitry sur seine

# UN HOTEL DE VILLE POUR VITRY




**exposition**  
du 9 au 31 octobre 1982  
galerie municipale  
parking du théâtre jean vilar

*DOSSIER*



Les matériaux employés: le zinc des toitures, la brique des façades et du hall donnent au bâtiment son caractère spécifique, référence volontaire à une architecture de région parisienne. Là encore, le souci de la municipalité a été de donner à la population un lieu d'accueil harmonieux tout en améliorant le cadre de travail du personnel communal (par exemple en évitant la climatisation).

**INTÉGRATION DES ARTS:**  
Des vitraux, visibles de l'intérieur comme de l'extérieur, orneront les baies de part et d'autre de la porte d'entrée, constituant ainsi une décoration originale du hall.  
Cette œuvre entre dans le cadre de la politique municipale d'intégration de l'art dans la ville.  
Le choix d'un artiste pour la réalisation des « cartons » de ces vitraux n'était pas aisé : le peintre ADAMI dont les œuvres tout en « aplats » de couleurs soutenues et denses, serties de noir en un dessin figuratif très « tendu », convient parfaitement à la technique du vitrail.  
C'est la première fois à Vitry que cette forme d'art, qu'il est utile de revaloriser, est choisie pour la décoration d'un équipement communal public.



i.46 O projeto do novo Hotel de Ville de Vitry sur Seine, sede do poder municipal e as reabilitação da Cité Balzac nos anos 1990 [APMV/Vitry HAD]





## Vitry La Cité Balzac : projet de réaménagement de quartier

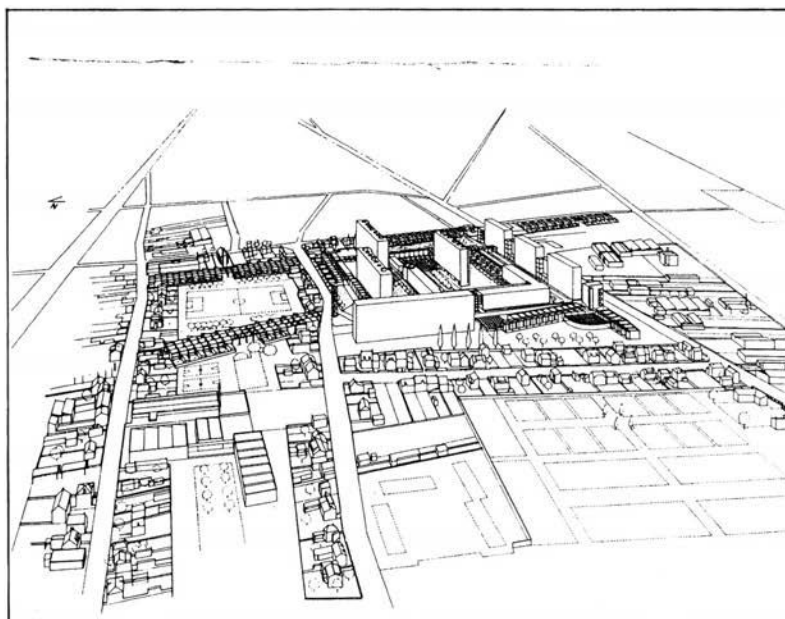
\* Balzac : cité HLM de 923 logements, mais par extension, dénomination par les Vitriots des cités voisines du groupe : la cité des Marronniers et la résidence Touraine, le CES Vallès et les groupes scolaires Anatole-France. Cette appellation a été reprise dans le texte présent.

Pavillonnaire et industrielle, un peu « désordre », la ville de Vitry-sur-Seine fut bien chahutée pendant les années soixante. Proche de Paris, cette commune recelait de vastes terrains libres, particulièrement favorables pour la construction de logements sociaux. L'opération la plus remarquable fut une ZUP de 8 500 logements, à majorité HLM, inégalement répartis de part et d'autre de la nationale 305.

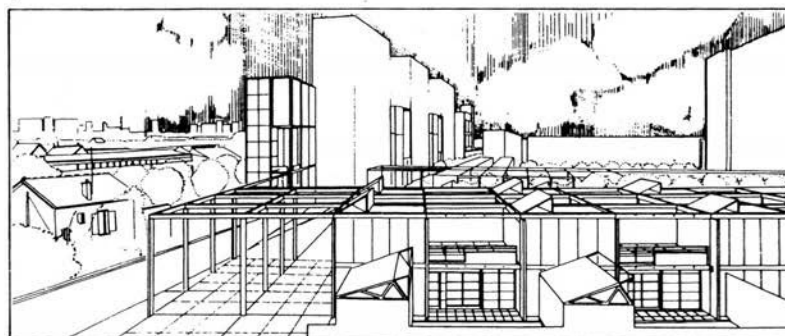
L'un des ensembles, Balzac, trois cités en bout de ZUP, est coupé des autres quartiers par d'importants lotissements pavillonnaires plus anciens. Le quartier — cités et lotissements avoisinants — est très excentré et éloigné des principaux équipements de Vitry, du centre ville animé. « Banlieue de banlieue », Balzac est une image négative dans la Ville de Vitry et les communes limitrophes.

La présente proposition fait suite à un travail mené pendant l'année 1982 auprès des habitants et associations du quartier Balzac.

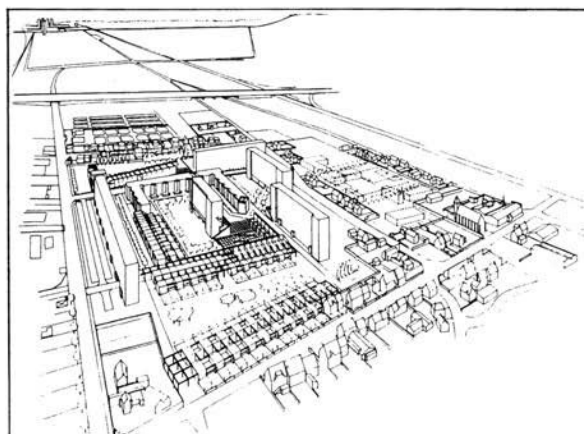
Cependant, cette étude partielle était surtout orientée sur la modification des logements et de leurs espaces de transition immédiats, et n'abordait que sommairement le réaménagement du quartier. Tout



- 1 Perspective sud de la phase haute, développement des groupements d'habitations.
- 2 Relation avec la rue Anselme Rondéney, perspective.
- 3-4 Vue et perspective de l'état existant.



i.47 O projeto de reforma da Cité Balzac desenvolvido pelo arquiteto Robert Heritier premiado no Programme Architecture Nouvelle [APMV/Heritier,1982]



|  |  |
|--|--|
| <b>ZRU</b><br>Carte au 1/25000 visée à l'article 1<br>du décret n° 96-1157 du 26 Décembre 1996 | Ile de France 11<br>Val de Marne (94)<br><b>Commune : Vitry-sur-Seine.</b><br><b>ZRU: Grand Ensemble Ouest et Est : Balzac,<br/>Les Maronniers, Les Montagnards.</b><br>N° INSEE: 1154020 N° d'ordre : 694 |
|--|--|



La zone concernée est délimitée par un trait de couleur rouge.

(c) IGN 1/25000 Carte(s) :23140T (91)

Les documents relatifs aux délimitations rue par rue sont annexés à la présente carte.

#### i.48 A delimitação de um perímetro de renovação urbana e de uma Zona Urbana Sensível em torno da Cité Balzac [Delegation Interministerielle de la Ville - DIV]

# 4.

Uma história recente  
(anos 2002-2012)



i.50 Reportagem telejornalística sobre o assassinato de Sohane Benziane e as mobilizações populares que o sucederam; placas que batizam a esplanada em frente ao bloco GHJ, onde aconteceu o crime [INA.fr/ Fotografias do autor, 2010-2011]



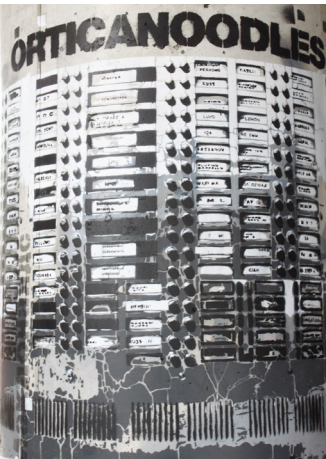


i.51 Aspectos gerais do Musée d'Art Contemporaine du Val-de-Marne, algumas obras da coleção e uma vitrine-antena do MAC-VAL que expõe a obra *Les regards*, de Christian Boltanski, instalada nos limites de Paris, na Porte de Vitry [Fotografias do autor, 2010-2013]



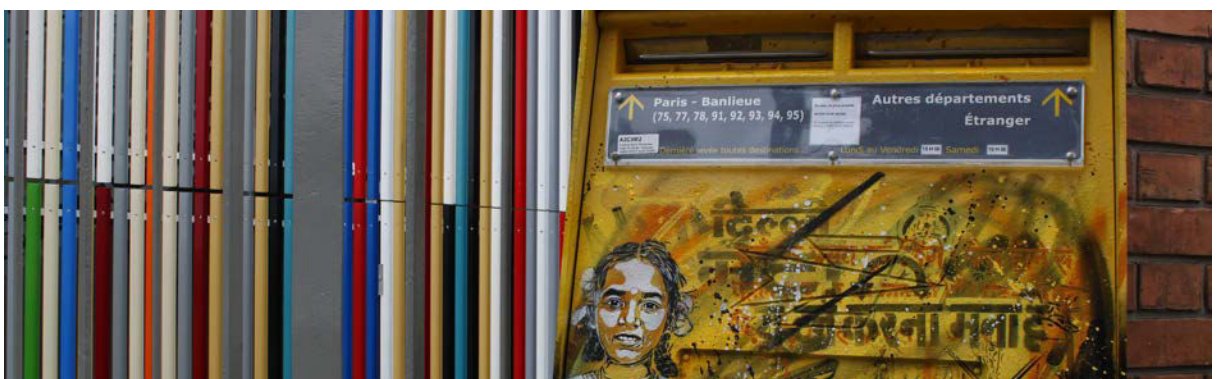


i.52 Graffitis nas ruas, empenas cegas e muros de Vitry-sur-Seine: trabalhos de C215, Nunca e Orticanoodles [Fotografias do autor, 2010-2013]





i.53 Intervenções em estêncil realizadas pelo artista e grafiteiro C215 sobre elementos do mobiliário urbano que retratam os moradores de Vitry [Fotografias do autor, 2010-2013]

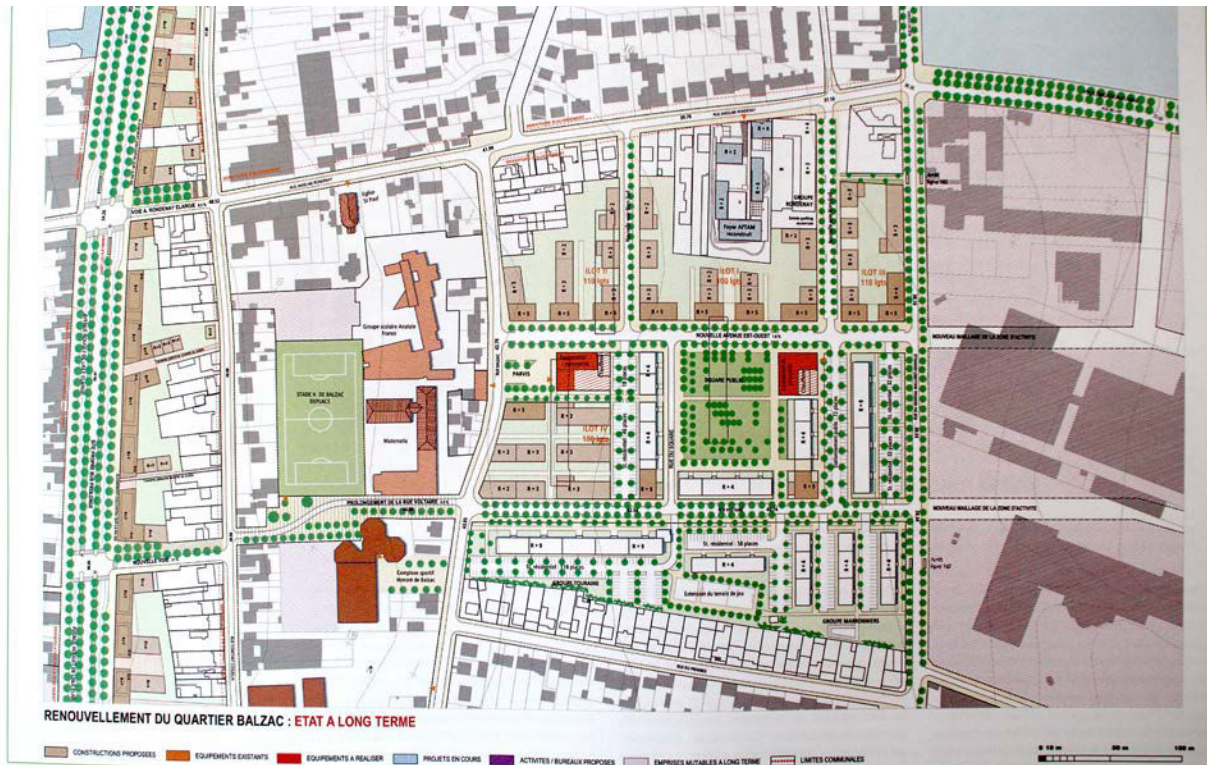




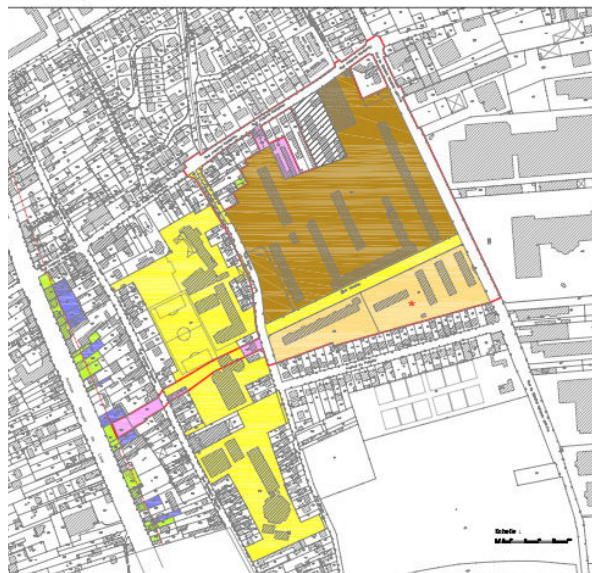
i.54 Distintos momentos da história da arquitetura do século XX através dos conjuntos habitacionais e dos equipamentos públicos de Vitry [Fotografias do autor, 2010-2012]

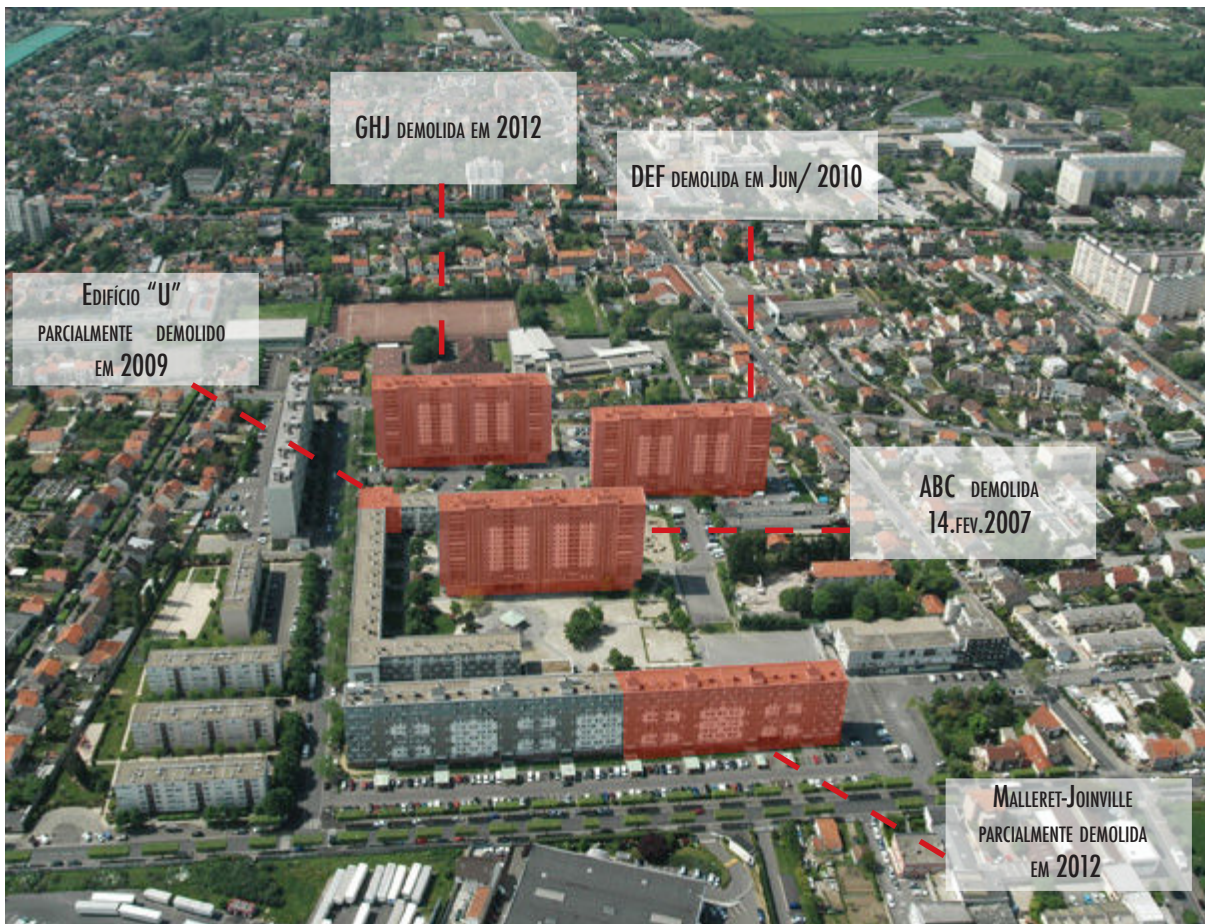






i.55 Projeto do urbanista Christian Devilliers para a renovação da Cité Balzac através da demolição dos grandes blocos ABC, DEF e GHJ, da ‘residencialização’ e da reconstrução de novas unidades segundo o princípio da mixité [Dossier ANRU/ Christian Devilliers]





i.56 O plano de demolições, aspecto mais visível e espetacular do projeto ANRU elaborado pelo urbanista Devilliers [APMV]





i.57 Aspectos gerais da Cité Balzac antes das obras de renovação e a maquete do projeto exposta no Centro Social Balzac [Fotografias do autor, 2010-2013]



Vitry-sur-Seine

## La première tour de la cité Balzac sera démolie le 14 février

«**D**ÉMOLITION, en finir une fois pour toutes. Destruction, en finir petit à petit jusqu'au but accompli. Démolition, chaque pierre qui tombe c'est comme une lame qui coule peut-être ou sûrement pour mieux reconstruire. » Ce texte a été écrit par Fathia, une habitante de la cité Balzac à Vitry-sur-Seine, à l'approche du réaménagement de son quartier. Car, c'est désormais officiel, la tour centrale ABC de la cité sera démolie le 14 février (voir encadré). Il s'agit du premier des trois bâtiments de 14 étages qui doivent disparaître du secteur, souvent dit « sensible ».

### Un travail d'écriture

Comme pour accompagner les habitants du quartier vers cette page qui se tourne, le centre social Balzac a monté un « atelier mémoire » à leur intention. Jeunes et moins jeunes posent actuellement sur papier les moments de joie, de galère et de fraternité qu'ils ont connus dans cette cité qui ne sera plus jamais la



**CITÉ BALZAC, HIER.** La tour ABC est le premier des trois bâtiments qui doivent disparaître du paysage urbain de ce territoire (L.P./C.M.)

même. Souad a 14 ans. Ses lignes prouvent à quel point, malgré les difficultés, les plus jeunes restent attachés à leur quartier. Un texte qu'elle a choisi d'écrire au passé. « Ce que

j'ai aimé dans cette cité, c'était notre façon d'être ensemble. J'aimais les soirées et les fêtes du quartier. J'aimais les grandes tours, on les voyait de loin. Alors, si les gens s'en vont, moi je voudrais qu'ils ne brisent pas leur amitié malgré ce grand départ ». En effet, 660 logements y seront détruits d'ici à 2011 pour la construction de 1 320, repartis sur toute la ville. Des habitants ont déjà été relogés et quittés le quartier, d'autres arriveront au fur et à mesure des chantiers. L'objectif ? Casser l'image de citadelle de ce secteur, aujourd'hui isolé du reste de la ville, et y faire venir des gens de tous horizons.

Cette démolition fait partie des quatre opérations de rénovations urbaines déjà signées dans le Val-de-Mame : Le Grand Ensemble d'Orly (où se trouvait la barre Blériot démolie en 2005), aux Quatre-Cités et aux Mordacs à Champigny ainsi qu'à la Vache-Noire à Arueil. Le montant

### « Certains vivent cela comme une déchirure »

**SANDRINE CHARLEMAGNE**, intervenante à l'atelier mémoire

**L**A COÏNCIDENCE n'est pas passée à l'as. La tour ABC sera démolie le jour de la Saint-Valentin. Sandrine Charlemagne, intervenante auprès du centre social Balzac, a donc décidé de faire le lien entre le sentiment amoureux et le travail de mémoire qu'elle effectue auprès des habitants du quartier. Les textes devaient être présentés le 14 février,

me disent qu'il faut casser tout ça, tout changer car notre cité est cataloguée de façon trop négative. D'autres vivent cela comme une vraie déchirure. Avec la démolition de cette tour, c'est une partie de leur vie qui part en poussière. Surtout, ils ne comprennent pas pourquoi le réaménagement du quartier n'est pas intervenu plus tôt ; on a laissé la cité devenir une

i.58 Notícia sobre a demolição da primeira torre da Cité Balzac em 2007 publicada na coluna 24 Heures [Le Parisien / CSB]

### Une technique de destruction particulière

**P**OUR DÉMOLIR la tour ABC de la cité Balzac, une technique un peu particulière a été retenue. Ici, pas d'utilisation d'explosifs. Cette tour de 14 étages gérée par l'office public HLM de la ville de Vitry s'effondrera sur elle-même après la pose de vérins hydrauliques au 9<sup>e</sup> étage. Cela provoquera un mouvement qui déstabilisera les étages supérieurs. Ces derniers tomberont sur la

base de la tour qui sera alors détruite. Selon les premiers calculs, la dalle devrait résister à ce grand fracas et il faudra la détruire par la suite. Le relogement de toutes les familles est désormais terminé mais, selon la préfecture, il a fallu expulser les quatre derniers occupants, qui ne voulaient pas partir.

L.V.



i.59 Cartões postais retratando a demolição da torre ABC, em fevereiro de 2007 [OPHLM]



14  FRANCEEXPRESSO



#### VITRY-SUR-SEINE LA CITÉ BALZAC TOURNE LA PAGE

A 13 heures pétantes, une corne de brume a retenti hier au pied de la cité Balzac, à Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne). Quelques secondes plus tard, la tour «GHJ», 14 étages et 168 logements, s'effondrait comme un château de cartes sous les applaudissements et les sifflets, bientôt enveloppés dans un nuage de poussière. «C'est une page qui se tourne, c'est un peu de nous qui est tombé»: la plupart des habitants ont assisté le cœur serré à la démolition de la dernière tour de la cité, où la jeune Sohane avait été brûlée vive il y a dix ans. Avant «GHJ», deux tours avaient été démolies en 2007 et 2009, dans le cadre d'un vaste projet de rénovation de 280 millions d'euros qui a vu disparaître plus de 600 logements, soit la moitié des HLM du quartier. Le double a été reconstruit dans la commune. La cité Balzac, inaugurée en 1967 à Vitry-sur-Seine, est l'un des premiers grands ensembles de logements sociaux de la région parisienne. PHOTO FEFERBERG, AP

i.60 O bloco GHJ prestes a ser demolido através da técnica de deslocamento estrutural e uma nota publicada no jornal Libération acerca do acontecimento [Fotografias do autor, 2012/ Libération]



i.61 Painéis informativos e publicitários ligados à obra de renovação urbana da Cité Balzac instaladas no conjunto uma antiga placa que identificava os blocos e entradas no interior do grande conjunto [Fotografias do autor, 2010-2013]





# Samedi 27 novembre 10

## Rendez-vous

### en bas de chez vous !

Découvrez les chantiers du quartier de l'intérieur.

à partir de 13h  
devant le Lys

- Inauguration du Lys
- Plantation d'un arbre dans le futur square
- Animations dans les nouveaux locaux du centre social Balzac



i.62 Cartaz de divulgação de atividades comunitárias organizadas pelo Centro Social Balzac por ocasião da inauguração de sua nova sede no térreo do Edifício Lys [Ophlm/CSB]





i.63 As instalações provisórias do Centro Social Balzac, cartazes políticos dos comunistas locais e aspectos dos canteiros do projeto de renovação [APMV/Fotografias do autor, 2009-2013]





i.64 Cenas do documentário Dans le regard des autres, realizado por Daniel Kupferstein em 2010 [CSB]



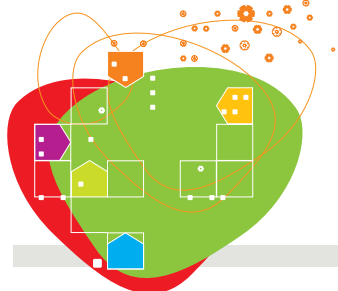
Numéro 07  
OCTOBRE  
NOVEMBRE  
DÉCEMBRE  
2010

opération de renouvellement urbain de vitry sur seine

# Le Quatrepages

(4.21.Cartaz OPHLM | 22.Le Quatrepages)

À l'heure où le nouvel aspect du quartier Balzac commence à surgir de terre, voici le septième numéro du *Quatre Pages*, journal périodique destiné à vous informer sur l'opération de renouvellement urbain de Vitry. Bonne lecture !



## Le quartier prend forme !

Dossier réalisé par Daniel Paris-Clavel



**Christophe Vandon**

DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DES ESPACES VERTS.  
« C'est clairement un renouveau de Balzac, tout en conservant une trace, une histoire du quartier. Le futur tracé urbain sera imprégné de cette histoire. C'est important, notamment pour les habitants, de conserver ces traces. »



**Forgua Chiboub**

ANIMATRICE, RESPONSABLE DES ACTIONS FAMILLE AU CENTRE SOCIAL BALZAC.  
« On est en train de retravailler nos axes pédagogiques sachant que la population ne sera plus exactement la même. Mais lorsque l'on parle d'axes, il y a des choses qui ne bougent pas : la lutte contre la précarité, l'accueil sont des choses essentielles. On reste un centre social. »



**Alain Gloaguen**

LOCATAIRE DE L'ESCALIER 24 EN RÉHABILITATION.  
« Nous sommes dans un logement de courtoisie depuis le 8 juillet, en attendant de réintégrer notre appartement réhabilité vers octobre ou novembre. Une fois que les travaux seront finis, ça va faire un beau quartier. On va retrouver nos habitudes et en prendre de nouvelles. »



**Lie-Marie Marcellin Gabriel**

HABITANT DE TOURAINE.  
« Il y a beaucoup de personnes âgées qui vont bénéficier des nouveaux aménagements du quartier et qui n'auront plus à se déplacer en centre ville. C'est une bonne chose. Il faut essayer de vivre ensemble. »

**Nouvelles rues, nouveaux bâtiments, mais aussi réhabilitations et espaces verts... Entre ses barrières de chantier, Balzac se transforme.**

**Une mue attendue de laquelle sortiront notamment un nouveau centre social, un grand square, une (ou plutôt deux) crèche multi-accueil...**

**Désenclavée, cette partie de Vitry chargée d'histoire et de vie va, n'en doutons pas, participer au large renouvellement urbain de la ville. Pour le confort de ses habitants, pour mieux vivre ensemble assurément !**

i.65 Capa de uma edição do Le Quatrepages, informativo sobre a operação de renovação urbana de Vitry-sur-Seine para a população local previsto na Convenção ANRU [APMV]



i.66 Habitantes da Cité Balzac, sobretudo crianças e jovens, retrato da diversidade de origens étnicas, preferências religiosas e condições sociais [Fotografias do autor, 2010]





i.67 O Square, espaço público no coração da Cité Balzac e os edifícios conservados no plano da ANRU durante processo ‘residencialização’ e o mural em cerâmica ‘Le rencontre de la lune et du soleil’, obra da artista Federica Matta [Fotografias do autor, 2011-2013]





i.68 Canteiros, caminhos e espaços coletivos no interior da Cité Balzac durante as obras de renovação [Fotografias do autor, 2011-2013]





i.69 Os novos edifícios habitacionais, as creches gêmeas, o square e o novo foyer de trabalhadores solteiros [Fotografias do autor, 2010-2013]

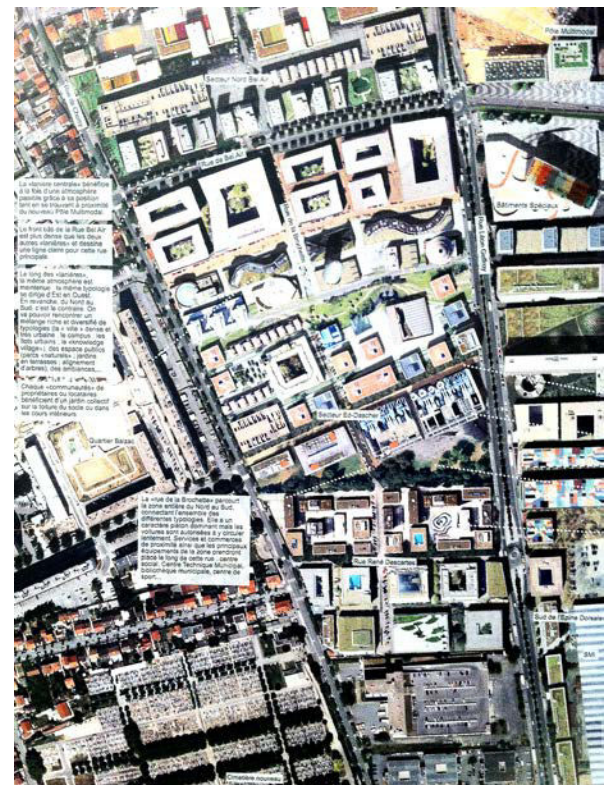
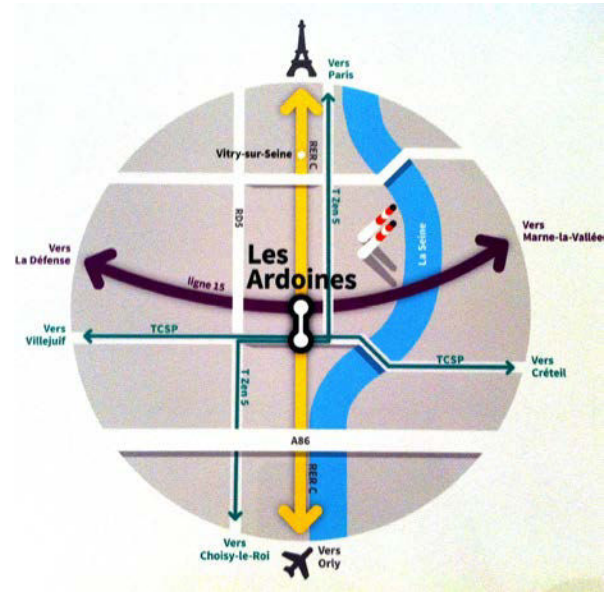




1.70 A convivência entre diferentes fases da construção habitacional na França na paisagem da Cité Balzac e os novos edifícios em fase final de construção e acabamentos [Fotografias do autor, 2012-2013]







i.71 As articulações do Arco Sul do projeto Grand Paris e a Zona de Atividades ‘Concertada’ (ZAC) da Gare des Ardoines, nos limites sul de Vitry, nas imediações da Cité Balzac [Exposição Gare des Ardoines/Maison des Projets]



i.72 Cartões postais dos fragmentos dos papéis de parede retirados do bloco GHJ da Cité Balzac que fazem parte da exposição 'Bâtir ensemble' do coletivo de artistas 6 Bis [CSB]



## 5. Antecedentes e situações existentes (1958 -1964)

Como marco nacional que abre o arco cronológico comum ao caso brasileiro e francês, elegemos a construção da nova capital federal, episódio ímpar na trajetória da nação e referência incontornável para a história da arquitetura e do urbanismo mundial, cujos impactos transformarão também a produção de habitação social no país, implantando um novo paradigma de projeto de cidade no qual o elemento habitacional é estrutural, em sintonia com as determinações urbanísticas e econômicas ditas modernas.

Entender os significados da realização de Brasília e do projeto nacional que a cidade expressa nos campos da arquitetura e do urbanismo internacional e também na história do Brasil contemporâneo será um dos primeiros passos para compreender o paradigma habitacional que se impõe a partir de então, referência recorrente na história dos grandes conjuntos de habitação no país nos últimos cinquenta anos.

Para analisar a produção das décadas iniciais de nossa cronologia equivalentes ao período do Banco Nacional da Habitação, é necessário retomar algumas conexões com propostas do período anterior ao golpe, mapeando a emergência de uma Política Federal de Habitação e Planejamento Urbano que só viria a se concretizar depois do golpe militar. Estes temas foram centrais nos debates do Seminário de Habitação e Reforma Urbana de 1963, retrato realista e contundente da situação das cidades e da condição da casa popular naquele momento histórico.

Se é importante destacar os conteúdos e propostas aproveitados pela geração que implantou o BNH e o SERFAU nos primeiros anos do regime militar, também é fundamental enfatizar os caminhos obstados pelos militares no que tange aos rumos possíveis para a solução da crise urbana, ou seja, a urgência de uma reforma urbana em coordenação com uma reforma agrária sintonizada com o planejamento regional e nacional.

Será fundamental ter em mente um panorama geral das políticas e experiências no campo da habitação em São Paulo antes da construção de Brasília e do golpe militar, como referências que nos ajudem a compreender as transformações introduzidas a partir de então, assim como as permanências na forma e no *modus operandi* estatal no trato da questão habitacional. A localização dos empreendimentos, tanto quanto as qualidades arquitetônicas, talvez sejam os aspectos mais sensíveis que separam os conjuntos produzidos antes e depois da primeira metade dos anos 1960.

Aqui, tentaremos apresentar a situação e o território a partir de em sua uma leitura retrospectiva de algumas referências da geografia humana, cartografias, documentos e depoimentos. Conhecer os limites da zona Leste paulistana através de suas representações - os mapas Sara Brasil (1930), Light and Power (1943), GEGAN (1972-74), EMPLASA (1981 e 1995), nos ajudará também a compreender a cronologia da urbanização desta zona, trazendo importantes indícios de ocupações anteriores e ainda menos documentadas do que a construção dos conjuntos de habitacionais que surgirão nesta paisagem a partir da década de 1970.

## 5.1 Brasília, utopias e produção habitacional

O período de realização de Brasília, desde o concurso vencido por Lucio Costa até sua inauguração, bem como os anos seguintes até golpe de 1964 nos interessam particularmente por serem férteis no que tange à elaboração de novos paradigmas de projeto de habitação coletiva como elementos centrais da organização de uma cidade funcional. Como veremos, em diversos momentos da história dos grandes conjuntos, tanto no Brasil como na França, a referência a Brasília foi evocada, seja por críticos, historiadores e artigos de jornais seja por discursos políticos. Assim nos parece conveniente recuperar algumas leituras que nos permitam contextualizar e compreender esta realização paradigmática, que nos serve de marco de abertura do arco cronológico recortado pela pesquisa - os últimos cinquenta anos.

A realização atraía o fascínio do mais humilde dos candangos, bem como da imprensa internacional que vê surgir nos sertões do cerrado *“uma cidade totalmente artificial criada unicamente pela vontade dos homens para ser a capital do ano 2000. Brasília, a única cidade no mundo construída em função do futuro”*. Aos olhos do mundo, sobretudo dos franceses, era incontestavelmente a *“cidade do futuro e da esperança (...) Brasília é um desafio que provoca a admiração e o respeito”*<sup>1</sup>.

Se a década de 1950 havia se caracterizado pela emergência da hegemonia de São Paulo como centro financeiro e industrial do país, Brasília materializaria nos anos 1960 a proposta de um político mineiro de deslocar o eixo de poder e desenvolvimento do país na direção do seu interior. Foram também anos férteis de debates e propostas para enfrentar a crise das demais cidades brasileiras, que explodiam demograficamente em função da industrialização e das migrações rurais em direção aos centros urbanos e interregionais.

Não nos alongaremos em revisões historiográficas sobre a importância e a realização da nova capital federal no centro geográfico do país, uma vez que tal tarefa transcende em muito o escopo do trabalho e vem sido brilhantemente realizada por diversos pesquisadores dedicados ao tema, sobretudo recentemente, a partir do cinquentenário de Brasília<sup>2</sup>. Muitos trabalhos acadêmicos e pesquisas universitárias abordaram as condições e as consequências desta experiência única na história do Brasil ‘moderno’. As diversas propostas para o concurso de idéias para a realização da capital promovido em 1957 nos dão uma idéia da sofisticação das proposições em jogo para a cidade<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> *“une ville entièrement artificielle crée uniquement par la volonté des hommes pour être la capital de l’an 2000. Brasília, la seule ville au monde construite en fonction de l’avenir”*; *“ville du futur et de l’espoir”* (...) *Brasília est peut être un défi, qui force l’admiration et le respect*” Muitas reportagens, documentários e programas de televisão foram realizados em Brasília por ocasião das obras e da inauguração. Diversas fotógrafos e cinegrafistas franceses captaram as imagens da nova capital do Brasil em seus anos iniciais. Aqui, fazemos referência a algumas telereportagens dos anos 1960 difundidas nas televisões francesas e disponíveis hoje no arquivo online do Institut National de l’Audiovisuel, como a de Mitrani, Michel ; Sallebert, Jacques *Vivre a Brasilia - Cinq colonnes à la une* RTF1961 [[INA.fr](http://INA.fr)]

<sup>2</sup> O volume *Brasília: antologia crítica*, organizado por Julio Katinsky e Alberto Xavier (2012), fornece um amplo panorama da recepção da nova capital, combinando a visão de arquitetos e intelectuais estrangeiros e brasileiros, reunindo textos que datam da criação da cidade e artigos escritos ao longo destes 50 anos. Katinsky e Xavier (2012) *Brasília: antologia crítica* Cosac Naify

<sup>3</sup> Ver Braga, Milton (2010) *O Concurso de Brasília: sete projetos para uma capital* Cosac Naify

Reconstituir alguns dos significados utópicos que Brasília acabou cristalizando e que foram radicalmente transformados poucos anos depois de sua inauguração, com o golpe de 1964 que instituiu uma ditadura militar no Brasil que duraria até 1985, não é uma tarefa simples, ainda que primordial para a compreensão da história recente do Brasil, de sua arquitetura e de suas cidades.

O arquiteto Sérgio Ferro, observador privilegiado do fato urbanístico e das complexas articulações que fariam do projeto de cidade elaborado por Lucio Costa realidade, apresenta alguns elementos básicos para a compreensão do contexto no qual surgiria 'o monumento no planalto central do país'<sup>4</sup>.

*"Para bem entender o período, é preciso entrelaçar pelo menos três fatores: 1) o desenho, a cidade clara, articulada, pássaro voando; os edifícios caracterizados, de geometria afirmada, operando como emblemas ou logotipos. Por baixo, uma lógica estacionada no entendimento, cujos limites Hegel descreveu; 2) a miséria, o sofrimento, a exploração desenfreada do candango; 3) os negócios ligados à construção sobre o fundo dos discursos de emancipação nacional. (...) Há que urdir juntos estes três fatores."* (Ferro, 2006, p.306)

A epopéia de Brasília exerceu enorme fascínio em diversas camadas da população, atraindo um enorme contingente de habitantes pioneiros, entre a massa de nordestinos e a classe média do Sudeste, entre os que fixariam raízes na capital e os passageiros, dinâmica intrínseca à natureza administrativa da cidade. Para os profissionais da construção, dirigentes das construtoras e incorporadoras, tratava-se de oportunidade ímpar de realizar negócios milionários, enquanto que para os candangos, os migrantes inseridos precariamente nos canteiros, era um salto na direção das esperanças mobilizadas pelas utopias de Brasília em todo o território nacional. Para os arquitetos, seja pela crença no futuro do país ou pelas perspectivas econômicas, Brasília era vista ora como um símbolo da potência e do gênio brasileiro, ora como uma polêmica proposta de cidade nova, ainda que predominasse uma visão positiva da experiência, contaminada pelo otimismo oficial. *"Brasília é o sonho realizado dos arquitetos e dos urbanistas. É a única cidade no mundo que foi construída onde nada existia além da savana, no centro do Brasil, onde os construtores tiveram toda a liberdade de aplicar sem restrições o urbanismo mais moderno."*<sup>5</sup>

Lucio Costa resume suas intenções ao projetar o esquema urbanístico para Brasília, declarando *"Estar desarmado de preconceitos e tabus urbanísticos e imbuído da dignidade implícita do programa: inventar a capital definitiva do país"* (Costa, Lucio in Costa Maria Elisa, 2013:12)<sup>6</sup>

As fotografias de Marcel Gautherot publicadas no número 46 da revista francesa *Aujourd'hui*, dedicado ao Brasil em 1964 seriam algumas das inúmeras representações da proeza urbanística, que incluiriam uma série de filmes e reportagens da imprensa nacional e internacional.

*"as campanhas fotográficas de Marcel Gautherot, Thomaz Farkas e Peter Scheier, muitas das quais organizadas pela agência de construção Novacap, financiada pelo Estado, representam o resultado de um esforço coordenado de projetar a nova identidade corporativa da nação sobre a população brasileira e o resto do mundo. Sob esse aspecto a cidade de Brasília e a revista Brasília constituem forte advertência de como a história da arquitetura, nos últimos cinquenta anos ou mais, foi também a história dos meios de comunicação."* (Moos, 2008 apud Katinsky e Xavier, 2012:407)

<sup>4</sup> Veloso, Caetano (1968) *Tropicalia* Phillips

<sup>5</sup> *"Brasília c'est le rêve réalisée des architectes et des urbanistes. C'est la seule ville au monde qui était construite là ou il n'existait rien que la savanne, au centre du Brésil et ou les bâtisseurs ont toute la liberté d'appliquer sans restrictions l'urbanisme le plus moderne."* Lallier, Jean (1963) *Reportage a Brasilia - Trois ans après sa inauguration* ORTF [INA.fr]

<sup>6</sup> Costa, Maria Elisa (2013) *Lucio Costa, Inventor de Brasília* Escola da Cidade

## 5. Antecedentes e situações existentes (1958 -1964)

A divulgação internacional da experiência fazia parte da estratégia de JK para debelar a oposição interna à realização da nova capital. Personalidades do mundo político e artístico visitaram a 'capital da esperança'<sup>7</sup>, como a apelidou o Ministro da Cultura francês André Malraux, assim como equipes de jornalistas e intelectuais, como Jean Paul Sartre e Simone de Beauvoir. Inúmeras equipes de fotógrafos e cineastas brasileiros e estrangeiros registraram em reportagens impressas, televisivas e até mesmo em filmes de ficção<sup>8</sup> a implantação e os primeiros anos da cidade, contribuindo para a proliferação de uma visão particular do acontecimento que marcaria a história do Brasil como um marco da superação do subdesenvolvimento.

O jornalista José Amádio, da revista *O Cruzeiro*, retrataria com habilidade o encantamento que emanava no momento da inauguração do sonho modernista levado à cabo por Juscelino Kubitschek.

*"Sisudos embaixadores, circumspectos representantes diplomáticos, graves observadores, alegres turistas - todos se apaixonam a jato pela Lolita do Planalto. Isso é verdade. Os estrangeiros, que nada têm a ver com nossa economia interna (pelo menos diretamente), exultam, elogiam, hipiurram. Esperavam seis vinténs e encontraram a lua. Quase ninguém acredita no que vê. Os edifícios quase levitando, o ocaso reverberando nas paredes de vidro. No meio da confusão há silêncio, há majestade, há qualquer coisa desabrochando com dignidade de rosa. Brasília é o século XXI"* (Amádio, José in Costa, Maria Elisa, 2013:9)

Oscar Niemeyer, em entrevista a equipe francesa<sup>9</sup> na sua casa das canoas, questionado pelo repórter se pretendia fazer 'a cidade mais moderna do mundo', expõe os objetivos sociais que pretendia ajudar a realizar com sua arquitetura: "Sou modesto, eu quero fazer uma cidade possivelmente bela e funcional e sobretudo, se possível para uma sociedade diferente, não por uma sociedade capitalista, para uma sociedade socialista, na qual todos os homens tem as mesmas possibilidades e mesmos sistemas de vida."<sup>10</sup>

Através da impressionante coleção de imagens realizadas pelos fotógrafos pioneiros que registraram o importante acontecimento, recentemente recuperada e compilada por Lina Kim e Michel Wesely (2010) no volume *Arquivo Brasília*, é possível entrever episódios importantes da história social da construção de Brasília e compreender o cotidiano dos primeiros anos de ocupação da cidade. Mais do que uma mera compilação de fotografias de autores diversos, a seleção reunida pela dupla dá conta de narrar a aventura da realização de Brasília através da linguagem das imagens, na linha de um filme documentário, método que oferece ao historiador contemporâneo mais um prisma de análise.

O crítico de arte ligado ao Partido Comunista Mario Pedrosa, ainda nos anos que precederam a inauguração da nova capital, identificará problemas e contradições inerentes ao projeto político da transferência da capital, distinguindo a 'bela utopia' produzida pela 'imaginação criadora' de Lucio Costa da 'Brasília que Juscelino Kubitschek quer edificar', um 'instrumento' de política.

<sup>7</sup> Título do pronunciamento do ministro da cultura francês André Malraux, em visita à Brasília em 1959. Para a íntegra do pronunciamento, ver Katinsky e Xavier, 2012:53-57.

<sup>8</sup> O mais caricatural deles, estrelado por Jean Paul Belmondo, seria sem dúvida o filme realizado por Broca, Phillippe (1964) *L'homme de Rio* filme de ficção, 110 minutos, cor, som.

<sup>9</sup> Ver também a série de cine-reportagens da tv francesa *Oscar Niemeyer - une architecture lyrique*, dos anos 1970 *Vivre a Brasilia* e *Brasília trois ans après son inauguration*, parcialmente disponíveis no site do Institut National de l'Audiovisuel - [INA.fr](http://INA.fr).

<sup>10</sup> "je suis modeste, je veux faire une ville si possible jolie, si possible fonctionnelle et principalement, si possible pour une société différent pas pour une société capitaliste, pour une société socialiste, avec toutes les hommes avec les mêmes possibilités et même systèmes de vie." (Niemeyer in *Brasília trois ans après son inauguration* Ina, 1961)

*“algo de contraditório se esconde no invólucro moderníssimo de sua concepção.(...) Não é paradoxal destinar-se tal ‘colônia’ de fabricação ultramoderna a ser cabeça dirigente do país, a sede de seu governo? Instalar-se assim o centro político-administrativo do Brasil de novo num oásis, isto é, numa colônia de ocupação afastada das áreas onde se desenvolve o processo vital de crescente identificação entre sua ‘história natural’ e sua história cultural e política. Fatalmente isolado do povo brasileiro, o seu governo desconhecera, não participará senão de fora do drama de seu crescimento, do amadurecimento de sua cultura, da formação de sua personalidade. Brasília seria uma espécie de casamata impermeável aos ruídos externos, aos choques de opinião, como um estado-maior que se abrigasse em cavernas subterrâneas blindadas para, no comando das operações, escapar aos bombardeios e aos ataques dos teleguiados inimigos numa guerra atômica futura. Eis por que o programa de Brasília, no seu imediatismo, tem algo de imaturo e, ao mesmo tempo, de anacrônico.”* (Pedrosa, 1957 apud Katinsky e Xavier, 2012 p.35)

Pedrosa, ainda em tempos consideravelmente democráticos, expõe o contraste entre as propostas da cidade como modelo de cidade contemporânea e as práticas políticas que sua realização poderiam ajudar a consolidar.

*“Na utopia Brasília não há lugar para forças armadas militares tradicionais. A não ser que essas tropas não se destinassem a defendê-la contra inimigos externos, mas, em certos momentos reputados oportunos, a passar seus tanks, a moda tão nossa conhecida, pelo eixo central da cidade, a fim de fazer efeito sobre os próprios habitantes e pesar, com o seu voto, sobre a deliberação de um ou mais poderes da República. Mas então para quem mudar? Para que Brasília? Para que sonhar com utopias? Uma utopia não suporta anacronismos dessa ordem”* (Pedrosa, 1957 apud Katinsky e Xavier, 2012 p.35)

A historiadora do urbanismo francesa Françoise Choay, em visita a Brasília pouco antes de sua inauguração, vai tentar analisar a realização como ‘protótipo de cidade contemporânea’, aproximando a ‘experiência’ das Superquadras dos conjuntos que naquele momento se edificavam nos subúrbios franceses.

*“o arquiteto até o momento realizou apenas blocos comparáveis às HLM de nossas periferias. Os pilotis ou a policromia são às vezes usados com mais propriedade, mas a organização do espaço interno é similar, e o conforto daquilo que, denominamos ‘ambiente interno’, não é mais bem estudado que nas HLM, quer se trate do isolamento acústico, quer da ventilação (a questão do aquecimento não se coloca nessa latitude).”* (Choay, 1959 apud Katinsky e Xavier, 2012 p.65)

Este descompasso entre a imagem externa e a realidade interna, perceptível principalmente nos palácios da capital, segundo Choay, seriam ‘dois lados da mesma realidade’: *“por um lado, o espírito da arquitetura brasileira, teatral, espetacular e orientada para o exterior; por outro, a falta de um industrial design no Brasil e a pobreza das soluções oferecidas no país na decoração dos interiores, área em que impera o sincretismo.”* (Choay, 1959 apud Katinsky e Xavier, 2012 p.65)

Choay destaca a centralidade da questão da moradia para o sucesso da ‘experiência inesquecível e bastante rara’, um dos elementos principais que fazia Brasília ‘ter triunfado como solução poética e fracassado como proposta objetiva’: *“Brasília seria de fato um símbolo se a questão habitacional não tivesse sido mais uma vez escamoteada, e se o cuidado demonstrado na realização dos edifícios públicos tivesse se estendido à construção do setor residencial. A solução da superquadra, aliás, parece conter, por si só, certa abdicação.”* (Choay, 1959 apud Katinsky e Xavier, 2012 p.65)

No plano piloto, Lucio Costa aplica preceitos da Carta de Atenas em escala inédita até então, associando também referências históricas de cidades européias e uma leitura particular do território nacional. Entre os principais ‘Ingredientes da concepção urbanística de Brasília’, Lucio Costa situa ‘a lembrança amorosa de Paris’ que dava filiação intelectual francesa à criação original e nativa, brasileira (Costa, 1995 apud Katinsky e Xavier, 2012:144).

*“O projeto para a nova capital do Brasil pode ser resumido como o encontro de dois eixos, com dois terraplenos e uma plataforma central, a estação rodoviária. Com o arqueamento de um dos eixos define-se*

## 5. Antecedentes e situações existentes (1958 -1964)

*uma área urbanizável triangular, forma que se rebate no desenho da Praça dos Três Poderes. Um eixo é chamado de monumental, abrigando as funções cívicas e políticas da cidade. O outro é chamado de rodoviário-residencial, pois concentra as áreas de moradia e circulação motorizada. Ao longo dele estão as superquadras, conjunto de quatro quadras de 300 m de lado envolvidas por densa vegetação, e ocupadas por edifícios lineares de seis pavimentos sobre pilotis, formando uma 'vizinhança' servida de infra-estrutura de serviços e comércio para a comunidade" (Wisnik, 2001 :101)<sup>11</sup>*

O encontro dos eixos, a estação rodoviária de Brasília, era indiscutivelmente o ponto de convergência das trajetórias de dois países antagônicos que conviviam no mesmo Brasil e se coadunaram para a realização da nova capital. Mesmo Lucio Costa vai perceber ali que havia algo de equivocado no seu projeto, que imaginava uma população e atividades 'cosmopolitas' naquelas plataformas, que foram rapidamente ocupadas pelos brasileiros vindos das mais diversas cidades brasileiras.

*"Não se pode separar os dois elementos, aliados numa síntese estreita, designada sob o nome significativo de Eixo Rodoviário-Residencial; de fato, a novidade e originalidade da composição consistia na combinação de duas invenções nascidas trinta anos antes e típicas da civilização do século XX: a rodovia de trevos (suprimindo todo cruzamento no mesmo nível) e a unidade de vizinhança (agrupando todos os serviços necessários à vida cotidiana local dentro de um contexto urbano arejado e verde)." (Bruand, 2003 :362)<sup>12</sup>*

O próprio Lucio Costa destaca a importância e os significados do modelo de organização espacial subjacente ao modelo urbanístico de superquadra proposto:

*"A chamada 'massificação' é uma fatalidade histórica decorrente do fato de já ser tecnicamente possível dar à totalidade das pessoas condições condignas de morar. A moradia do homem comum há de ser o monumento símbolo do nosso tempo, assim como o túmulo, os mosteiros, os castelos e os palácios o forma em outras épocas. Daí ela ter adquirido - seja de partido horizontal, como nas superquadras das unidades de vizinhança de Brasília, ou vertical, como na fracassada tentativa dos núcleos condominiais da Barra - simplesmente por seu tamanho, pela volumetria do conjunto e pela escala, essa feição de certo modo monumental." (Costa, 1995 apud Katinsky e Xavier, 2012 p.65)*

A organização racional da habitação em torno de unidades de vizinhança teria por modelo as Super Quadras 107,108, 307 e 308 Sul, projetadas por Oscar Niemeyer segundo os princípios urbanísticos formulados por Lucio Costa e construídas com os recursos dos Institutos de Aposentadoria e Pensões<sup>13</sup>. O historiador da arquitetura Kenneth Frampton situa o modelo das superquadras numa trajetória mais longa de experimentações urbanísticas.

*"Superquadra - O conceito de 'unidade de vizinhança', conforme encontramos delineado no estudo definitivo de Clarence Perry, *The Neighborhood Unit*, de 1929, provavelmente nunca foi mais habilmente articulado e judiciosamente aplicado do que nas superquadras de Brasília, concebidas por Costa como um exemplo de assentamento habitacional e automotivo essencial para o seu plano de 1957. Pode-se entender o seu padrão de unidade de vizinhança - composto pelo agrupamento de quatro superquadras, cada uma medindo 280 x 280 metros, e constituída por prédios habitacionais com térreo e, em geral, seis andares de altura - como uma variação fundamental, não somente da visão urbana mais abrangente de Le Corbusier de 1934, como também da separação em pequena escala das circulações de pedestres e de veículos que caracteriza o empirismo de Radburn, Nova Jersey, o modelo canônico de unidade de vizinhança praticamente na mesma data." (Frampton, Kenneth apud Katinsky e Xavier, 2012:436)*

<sup>11</sup> Wisnik, Guilherme (2001) Lucio Costa - Entre o empenho e a reserva Cosac Naify

<sup>12</sup> Bruand, Yves (2003) Arquitetura Contemporânea no Brasil Editora Perspectiva 4a. ed.

<sup>13</sup> A produção das carteiras prediais dos IAPs, uma das mais expressivas formas de financiamento e produção habitacional no Brasil pré 1964, seriam canalizadas praticamente em sua totalidade para as obras de construção das superquadras e equipamentos sociais em Brasília. Ver Bonduki (1998).



Para Florian Urban (2012), as proposições de Brasília inscrevem-se historicamente entre as experiências soviéticas e o modernismo 'hard' dos *grands ensembles* franceses.

*"The city was designed to provide a comprehensive living environment for its inhabitants - offering modern standards, which at the time only a minority of Brazilians enjoyed, but which, it was optimistically assumed, would become the rule in the not-too-distant future. In this sense, Brasília became a mass housing project for the privileged few. Already the plan was to guarantee a high level of comfort. Brasília's slab buildings were erected on the famous superquadras (super-blocks), rectangular plots of 280x280 meters that typically contained 11 apartment blocs each, plus schools, kindergartens, and park spaces. Four superquadras constituted a neighborhood and shared communal facilities such as shopping spaces. The scaled layers of reference paralleled the hierarchical subdivision of Soviet or French modernist residential compounds."* (Urban, 2012:82)<sup>14</sup>

Para os arquitetos, Brasília seria um marco fundamental na história do campo profissional, seja como realização efetiva ou como possibilidade despedida, como modelo ou o seu contrário, episódio contraditório e ambíguo que sintetiza os desafios da profissão e a condição de produção das cidades no Brasil contemporâneo.

*"Entre os anos 1930 e 1950, a vanguarda arquitetônica brasileira saberá produzir os símbolos do voluntarismo construtivista estatal, e o Estado saberá potencializá-la como a chave modernizadora de sua ambição por uma cultura, uma sociedade e uma economia nacionais. A arquitetura moderna, como em quase nenhum outro lugar do mundo, tomou o Brasil e a forma de uma fábrica de imagens à qual o Estado pode recorrer para produzir o imaginário da modernização territorial e urbana que estava enfrentando como desafio contemporâneo: a formação de sistemas econômicos nacionais integrados, como parte dos novos papéis públicos que emergiram com a reestruturação do sistema econômico internacional em 1930. No Brasil, as figurações dessa modernização foram preenchidas pelas formas modernistas graças a seu apelo simultâneo à tradição que devia fundamentá-las; esse quadro de ambiguidade culturalista foi o território comum no qual Estado e vanguarda se construíram mutuamente. Por isso o ciclo da arquitetura moderna brasileira se situa tão perfeitamente entre o nacionalismo dos anos 1930 e o desenvolvimentismo dos anos 1950, convertendo Brasília em um ponto de chegada de uma longa mitologia de origem e futuro do Brasil. (...) Essa peculiar combinação de modernização e culturalismo nacionalista foi o que cimentou a arquitetura moderna e o Estado em seu ciclo de apogeu, e foi isso o que terminou em Brasília: a firme certeza de um movimento nacional. A partir de Brasília, houve no Brasil arquitetos bons e maus, obras interessantes ou não, porém não existiu mais uma arquitetura moderna brasileira como expressão cultural da vontade nacionalista produzida pelo Estado e assumida como própria pela sociedade."* (Gorelik, Adrian apud Katinsky e Xavier, 2012:414-415)

Uma visão eloquente dos significados da arquitetura e do urbanismo modernos praticados por Costa e Niemeyer aparece no roteiro elaborado pelo arquiteto Luis Saia para o filme **Brasília, Contradições de uma cidade nova**<sup>15</sup>, de Joaquim Pedro de Andrade (1967).

*"A construção de Brasília decorreu da necessidade de conquistar e desenvolver o interior do país e representa um salto sobre o seu processo natural de desenvolvimento sócio-econômico. A nova capital foi imaginada pelos políticos brasileiros há mais de um século não apenas como sede de um governo que se manteria distante da pressão popular mas como centro de integração nacional e centro viário da América do Sul. Brasília foi a grande oportunidade que se abriu à arquitetura brasileira. Uma cidade inteira a ser feita desde o começo dentro da mais moderna técnica urbanística e com total liberdade imaginativa. Ao expelir de seu seio os homens humildes que a construíram e os que a ela ainda hoje acorrem, Brasília encarna o conflito básico da arte brasileira, fora do alcance da maioria do povo. O plano dos arquitetos propôs uma cidade justa, sem discriminações sociais, mas à medida em que o plano se tornava realidade os problemas cresciam para além das fronteiras urbanas em que se procurava conter. Na verdade, são problemas nacionais, de todas as cidades brasileiras, que nesta, generosamente concebida, se revelam com insuportável clareza."* (Andrade, 1967)

<sup>14</sup> Urban, Florian (2012) *Tower and slab - Histories of global mass housing* Londres: Routledge press

<sup>15</sup> Andrade, Joaquim Pedro de (1967) *Contradições de uma cidade nova*, Documentário: 23 min.

## 5. Antecedentes e situações existentes (1958 -1964)

De qualquer maneira, a visão de Saia reflete o quadro de contraste entre a utopia do plano de Brasília e sua materialidade ao longo da história, evidenciando conflitos que espelham a referência urbana brasileira até ali, francamente em crise, reproduzindo desigualdades e formas vazias de seus significados. A emergência do povo enquanto categoria histórica e sociológica encarna na figura do trabalhador migrante, o candango, que construiu a capital e não acha lugar nela, personagem recorrente das expressões culturais e artísticas engajadas do final dos anos 1960.

No filme de Joaquim Pedro de Andrade, produzido durante os anos iniciais do regime militar, ainda abrem-se algumas perspectivas para a realização da radicalidade do projeto de Brasília: *“É preciso mudar esta realidade para que no rosto do povo se descubra o quanto uma cidade pode ser bela”* (Andrade, 1967).

A aderência quase incondicional dos arquitetos modernos brasileiros ao projeto que combinava de maneira inegavelmente hábil elementos do urbanismo moderno, a cultura brasileira e utopias urbanas e socialistas que visava através da edificação de um núcleo no centro geográfico do país alavancar a reorganização regional do país e de sua rede de cidades, transformar-se-ia, ao longo dos anos 1960, em desilusão, com consequências muito mais graves para o campo disciplinar do que se poderia prever.

*“Brasília, uma cidade nova no coração do Brasil projetada de acordo com os ideais urbanísticos da arquitetura moderna, era um símbolo de transformações profundas. Especificamente para os arquitetos brasileiros, foi um momento muito inebriante, a arquitetura nacional já gozava de grande prestígio, o Brasil em desenvolvimento e a ocupação do interior do país significariam grandes possibilidades de atuação e emancipação definitiva da nossa arquitetura. Para os arquitetos era natural contar com um grande papel neste Brasil emergente a ser industrializado e urbanizado, uma vez que o próprio símbolo deste novo Brasil era a arquitetura. O golpe de 1964 representou o fim da política de conciliação ideológica. Grande parte dos arquitetos era de esquerda e tinha, portanto, um projeto para o país que se refletia num desenho para a ocupação do território nacional. Desenho que talvez comungasse muitas das características de Brasília, que agora se prestava a sede de um regime extremamente repressor das liberdades individuais, como um modelo econômico concentrador de renda, que afastava o país de um futuro socialista.”* (Bastos, 2003:4-5)

James Holston, um dos críticos estrangeiros que se debruçaria sobre a realização da nova capital, já nos anos 1980, destaca as razões do impacto gerado pelo mito Brasília.

*“A Brasília modernista perturbou o mundo conhecido da década de 1950, com sua exibição de modernidade, regulamentação e invenção, tanto que a sua primeira geração de habitantes cunhou um termo especial, *brasilite*, para descrever o choque do novo. Muitos imaginavam que o universo de inovações da cidade modernista - não só sua arquitetura deslumbrante, seus vastos espaços sem esquinas nem praças, e seu tráfego sem semáforos, mas também seu novo sistema educacional, a ausência de propriedades privadas, a distribuição igualitária de recursos aos funcionários, entre muitas outras - produziria um estranhamento radical que daria origem, nas palavras do relatório de 1963 da Novacap a respeito da sua administração da capital, publicado na sua revista Brasília, ‘à inexistência de discriminação de classes sociais [...], e assim seria educada, no Planalto, a infância que construirá o Brasil de amanhã, já que Brasília é o glorioso berço de uma nova civilização.”* (Holston, James apud Katinsky e Xavier, 2012:307)

Hugo Segawa relaciona a realização da cidade ao projeto de desenvolvimento nacional então em fase inicial.

*“A prioridade atribuída à construção de Brasília e a sua inauguração em tempo recorde foi um audacioso lance de afirmação política perante a nação e uma bem sucedida ação de marketing internacional: o Brasil - uma terra subdesenvolvida - projetava-se no mundo como um país de grandes iniciativas, capaz de realizações que uma potência do Primeiro Mundo não tinha ousado empreender - construir e inaugurar uma nova capital. A repercussão internacional foi devidamente apropriada pelo meio político e pela população em geral e, particularmente, mereceu novamente um entusiástico posicionamento dos arquitetos diante das realizações da categoria.”* (Segawa, 1998:126)

Analisando realizações de conjuntos de habitação similares ao redor do mundo, Florian Urban (2012) destaca a importância simbólica específica mobilizada pelo projeto de Brasília:

*“a futurist egalitarian community in the middle of a wilderness, built from shiny housing blocks that espoused artistic mastery with scientific innovation. That Brasília is more important as an idea as a real city was reiterated over and over, particularly in the early years. The grandeur and daring of the plan was the designers most valuable resource.”* (Urban, 2012:88)

Ao longo da construção e já no início da ocupação do plano piloto, era evidente que a utopia social duraria pouco, nunca chegando a ser realizada.

*“While the openness of the site plan and the focus on accessible public spaces is till noticeable sixty years after the city foudation, Brasília’s apartment blocks have never lived up to the ideals of egalitarian mass housing. (...) They house the vhealthy rather than the poor, they are situated in the city’s center rather than on the periphery, and they provide amenities far above the city’s average. Among the privileged fifth of the population that does not have to live in substandard dwellings, the modernist slabs are more popular than ever. For them, however, they are no longer a symbol of hope fo a better society, but merely constitue a rather mundane form of dwelling.”* (Urban, 2012:99)

Guilherme Wisnik resume a importância da realização para o projeto de nação que se configurava naquele momento e seria abruptamente interrompido pelo golpe de 1964.

*“Produto de uma política desenvolvimentista, ícone da utopia de modernização de um país periférico, a miragem de Brasília pretendeu representar o marco de um salto histórico que queimasse etapas no desenvolvimento social do país”* (Wisnik, 2001 :25)

A cada ano, sobretudo a partir do cinquentenário da cidade, muitos trabalhos e pesquisas analisam os significados de Brasília para a cultura arquitetônica, artística e política brasileiras<sup>16</sup>. Maria Alice Junqueira Bastos<sup>17</sup> é uma das pesquisadoras que enfatiza o papel da Brasília como marco histórico, divisor de águas nos rumos da arquitetura e do desenvolvimento nacionais.

*“O pós-Brasília se confunde com o pós-1964 pela quebra de expectativas políticas e arquitetônicas que estavam entrelaçadas num momento anterior. (...) Assim, houve uma culminância de expectativas econômicas, políticas, culturais e sociais simbolizadas na construção de Brasília que se frustraram ou tiveram um desenvolvimento muito diferente do esperado, trazendo determinadas consequências para a arquitetura contemporânea brasileira. Brasília foi a corporificação dos anseios de desenvolvimento e modernização do país que viriam com a industrialização; de superação do passado agrário, centrado em privilégios; ocupação equilibrada do território nacional; de mudanças profundas no sistema educacional, a partir da Universidade de Brasília (UnB) e de maior justiça social.”* (Bastos, 2003:4)

Ao aceitar a alteração das dinâmicas territoriais e a centralização do poder longe dos centros urbanos como contrapartida da modernização almejada, os arquitetos e urbanistas envolvidos em sua realização acabam por assumir um papel de *‘sujeito automático da história, que os levou a acentuar a hegemonia do projeto’* (Ferro, 2006:308). O professor e arquiteto Sérgio Ferro, contemporâneo e profissional atuante na construção da nova capital foi, segundo Bastos, um dos primeiros a destacar as contradições intrínsecas à arquitetura da nova capital.

*“Há momentos, como no Brasil entre 1940 e 1960, em que os sintomas de um provável desenvolvimento social, falsos ou não, mas que foram considerados verdadeiros, estimularam uma otimista atividade antecipadora. O futuro parecia conter promessas próximas que, em hipótese, requeriam novos instrumentos. (...) Brasília*

<sup>16</sup> Ver também Martins, Carlos Ferreira (Org.) (2002) *Da antropofagia a Brasília 1920:1950* Museu de Arte Brasileira FAAP e Machado, Marília ‘Superquadra: pensamento e prática urbanística’ in Leitão, Francisco (org.) (2009) *Brasília 1960 2010 : passado, presente e futuro* Brasília : Secretaria de Estado de Desenvolvimento Urbano e Meio Ambiente

<sup>17</sup> Bastos, Maria Alice Junqueira (2003) *Pós-Brasília: Rumos da arquitetura brasileira*. São Paulo: FAPESP/ Perspectiva

## 5. Antecedentes e situações existentes (1958 -1964)

*marcou o apogeu e a interrupção dessas esperanças: logo freamos nossos tímidos e ilusórios avanços sociais e atendemos ao toque militar de recolher.* (Ferro apud Bastos, 2003:17)

Na entrevista em que dá o seu depoimento como participante ativo da construção de Brasília<sup>18</sup>, Sérgio Ferro vê, na 'democracia por via autoritária' subjacente ao plano, os elementos do projeto centralizador e antidemocrático que vai se implantar depois do golpe.

*"Fala-se sempre da ruptura de 1964 como o momento em que a violência se instala. Mas é preciso não esquecer que esta violência já estava nos canteiros de Brasília. O fortalecimento da dimensão autoritária favoreceu na arquitetura o desenvolvimento do risco, mas num outro sentido, do traço, da mão que comanda, da arbitrariedade mesma do seu movimento que, por força de vontade quer impor aquilo que já na realidade começa a esmaecer. Essa necessidade do pólo autoritário, demandada pela urgência do acúmulo de capitais, a meu ver, foi o que levou a que a violência ainda disfarçável de Brasília passasse a não poder mais ser escondida a partir da ditadura. Os movimentos de reivindicação, as lutas sociais, começavam a ser fortes e o básculo, a mudança, exigiam descaradamente que aquela violência latente aparecesse com mais nitidez. Essa transição ocorre entre o fim de Brasília e o começo da ditadura."* (Ferro, 2006, p.312)

Do ponto de vista da economia política, tratava-se de um movimento fundamental na transformação do capitalismo brasileiro, alavancado pela necessidade de acumular capitais necessários ao financiamento dos setores mais produtivos através da exploração de setores que mais acumulavam 'atrasos'<sup>19</sup>. Sob todos os aspectos, o cotidiano dos trabalhadores da indústria da construção de Brasília era absolutamente brutal e precário, muito longe de condições dignas de trabalho, o que fica evidente em quase todos os filmes documentários da época sobre os canteiros da Novacap.

*"Como a construção manufatureira é a parcela da produção que mais a utiliza (a mão de obra) pela menor paga, é principalmente ela que deveria fornecer os capitais necessários para o projeto. Daí a relação estreita entre desenvolvimentismo e construção em massa, relação que se aprofunda com o processo de desqualificação. Evolução e involução se casam perfeitamente. Desqualificando constrói-se mal. Construindo mal, há que simplificar as formas - e, por pudor, cobrir tudo com uma capa sem cheiro de safadeza."* (Ferro, 2006, p.310)

Assim, mais do que momento de ruptura, Brasília seria uma etapa indispensável no projeto desenvolvimentista de matriz populista surgido com Getúlio Vargas que acabaria por se tornar conveniente para os militares, cuja base ideológica reunia a princípio diversos críticos da transferência da nova capital. De modo geral, críticos e observadores privilegiados da realização da meta síntese do plano de desenvolvimento acelerado de JK - Brasília, tendem a destacar as permanências na passagem do nacional-desenvolvimentismo à política centralista e autoritária implementada com o regime militar.

*"(...) a própria lógica do funcionalismo, ampliada pelas circunstâncias contém em si sementes do autoritarismo. Ela carrega os vícios do entendimento parado. Classifica, separa, fixa categorias (as 'funções') que, em si, parecem adequadas. O que não é racional, entretanto, é esta fixação, esta separação que as isola do movimento da vida, que as solidifica antes de qualquer interação. Somente então encontrariam sua verdade, no movimento mesmo que animaria a supressão de sua unilateralidade. Paralisadas antes disso - antes do movimento da razão - perdem sua eventual pertinência, viram opiniões ou dogmas. E quem as adota sem o recurso da razão, só pode garanti-las pela afirmação autoritária. O entendimento é o limite lógico dos ditadores - vide as arengas de nossos generais presidentes - e, mais uma blasfêmia minha, das bondosas promessas do funcionalismo. Lucio só desenhou o que já germinava."* (Ferro, 2006, p.308)

---

<sup>18</sup> Ferro, Sergio (2006) 'Brasília, Lucio Costa e Oscar Niemeyer' in *Arquitetura e trabalho livre* São Paulo: Cosac e Naify

<sup>19</sup> Ver sobretudo o documentário Carvalho, Vladimir (1990) *Conterrâneos velhos de guerra*, Documentário: 240 min.

Assim, Ferro aproxima a leitura que Manfredo Tafuri faz da utopia moderna em crise, situando suas evidências nas proposições de Le Corbusier para Argel, derivadas das propostas que o arquiteto franco-suíço faz para as cidades sulamericanas nos anos 1920 (Tafuri, 1979).

*"L'architecture moderne a tracé la voie de son propre destin lorsqu'elle a fait siens des idéaux de rationalisation qui, dans le cadre d'une stratégie politique autonome, ne concernent la classe ouvrière qu'en seconde instance."* (Tafuri, 1979, p.153)

Seriam a realização e o projeto de Brasília indícios de um momento de crise da 'função ideológica da arquitetura' que se abre para a arquitetura moderna brasileira? É o que podemos intuir combinando as observações de Tafuri sobre as relações entre projeto e utopia com os significados da realização da capital.

*"La crise de l'architecture moderne s'ouvre au moment précis où le grand capital industriel, son interlocuteur naturel, dépasse l'idéologie fondamentale véhiculée par l'architecture, pour la reléguer au rang des superstructures. Dès ce moment, la fonction de l'idéologie architectonique est terminée."* (Tafuri, 1979, p.153)

Para Sergio Ferro, o projeto da nova capital surge da afirmação dos horizontes ligados a uma determinada passagem histórica da qual não deixa de ser reflexo, capítulo incontornável da transição de um capitalismo dependente para outro ainda selvagem, marco incontestável da épica e trágica história da modernização brasileira.

*"A realidade está tão ruim que é preciso lhe dar as costas, esquecê-la, e vir recuando de um futuro salvador todo outro. Mas como o tal futuro é simplesmente o que a realidade ruim não é, vira espelho inversor do negado. A história posterior da arte está cheia de coisas assim: sintomas inócuos de desesperança, o jogo de palavras com a palavra projeto (...) tem disso. Tem parentesco com a utopia. O verdadeiro projeto é o que permite a efetivação dos possíveis de hoje. A negação determinada parada, por não voltar ao negado, fica sem chão, pode ter clones, não crias. Brasília não tem herdeiros."* (Ferro, 2006, p.313)

## 5.2 Habitação e reforma urbana antes do BNH

Na historiografia brasileira que trata do tema das origens da habitação social, o período privilegiado estende-se da República velha, passando pela Era Vargas até 1964, faltando portanto uma compreensão na média e longa durações, que insira o período do Banco Nacional da Habitação, o BNH, bem como o período posterior à sua dissolução, em uma história maior da habitação social no país ao longo do século XX. Não nos caberá aqui empreender esta tarefa mas é fundamental situar a ação do órgão criado pelo governo militar para dar conta da crise da habitação social e das cidades brasileiras nos anos 1960, recuperando em linhas gerais as atividades dos organismos que o precederam e destacando alguns projetos emblemáticos realizados no país, sobretudo pelas carteiras prediais dos Institutos de Aposentadorias e Pensões, os IAPs, organizados por categorias profissionais.

Se esta bibliografia nos fornece informações e análises sobre os diversos períodos e programas da produção habitacional pública, seus limites e suas realizações, não é difícil identificar lacunas no que diz respeito a uma história social da habitação popular nestes últimos cinquenta anos no país. Diversos trabalhos que vem sendo realizadas em universidades e centros de pesquisa multiplicam as possibilidades de análise deste passado recente, essencial para pensar os novos paradigmas que poderiam entrar em cena no atual contexto de expansão econômica e crise das cidades, alimentando assim o corpus de fontes desta tese.

Uma leitura transversal desta produção estará presente ao longo dos capítulos dedicados à ação da Cohab SP na zona Leste, focalizando alguns períodos da produção pública de habitação em São Paulo, elegendo neste vasto território alguns fragmentos significativos para a compreensão dos processos de construção deste território popular em particular.

Até 1964, as realizações mais expressivas de habitação social promovidas pelo poder público eram levadas à cabo pelos Institutos de Aposentadoria e Pensão, que atuava em projetos centrais nas grandes cidades brasileiras como São Paulo, Rio de Janeiro, Porto Alegre e Recife. A Fundação da Casa Popular complementava as ainda tímidas estatísticas da produção pública de unidades habitacionais populares em projetos de conjuntos de baixa densidade localizados no interior ou nos subúrbios das metrópoles, como é o caso do projeto de Deodoro, de Flavio Marinho Rego.

Não obstante esta relativa indiferença por parte da crítica especializada, a primeira metade dos anos 1960 assinala um período fundamental na história das cidades brasileiras, especialmente nas grandes metrópoles regionais, nas quais se operava a traumática passagem de um Brasil ainda predominantemente rural e de estrutura fundiária arcaica na direção de uma urbanização um tanto abrupta<sup>20</sup>. Sociólogos, médicos, engenheiros sanitaristas e arquitetos deram suas contribuições para o entendimento da crise habitacional, que se agravava exponencialmente conforme o país se urbanizava, em congressos, jornadas e seminários por todo o país (Koury, 2005 e Lira, 1998).

Recentemente, a produção de habitação social anterior ao BNH vem sendo estudada em detalhe por arquitetos e pesquisadores, trazendo a tona elementos e evidências de uma produção habitacional de notável qualidade. Os projetos e espaços dos conjuntos construídos seriam indícios e materializações do alto nível dos debates em torno da questão habitacional do período,

---

<sup>20</sup> Ver Oliveira, Francisco de (1982) 'O estado e o urbano no Brasil' in *Espaço e Debates* N°6

inserida num contexto de industrialização intensiva, conquista e ampliação de direitos pelos trabalhadores e intenso crescimento demográfico e urbano.

Capítulo fundamental da modernização brasileira, cujas contradições ecoariam por décadas na cultura brasileira, a construção da nova capital federal constitui um marco também para a história da habitação social no país, uma vez que grande parte dos recursos dedicados à habitação no período foram canalizados para a realização das primeiras Superquadras e equipamentos do plano piloto. Os Institutos de Aposentadoria e Pensão dos Bancários (IAPB), Industriários (IAPI), Comerciais (IAPC), dos Empregados em Transporte e Cargas (IAPETEC) assim como a Fundação da Casa Popular, financiaram muitas das primeiras construções da nova capital (Finep/Gap, 1985:103 e Kim e Wesely, 2010).

A produção e o financiamento das novas unidades passam a ser subordinados aos objetivos políticos do governo federal, tendência que nos ajuda a compreender as origens do centralismo do BNH, que já se entrevê nas tentativas de Vargas de unificar os Institutos e também nos estudos do governo Jânio Quadros (1961) para a criação do Instituto Brasileiro de Habitação e um Conselho Federal da Habitação. Sob a influência da Aliança para o Progresso criada em 1961 por Kennedy para afastar a América Latina dos 'perigos' do comunismo, a proposta do breve governo Quadros para a habitação baseava-se na produção de casas populares pré-fabricadas para venda.

*"A reação foi imediata. Dentre as entidades que denunciavam 'a mistificação da proposta', o Instituto de Arquitetos do Brasil alertava as autoridades e o povo em geral para o fato de que até então 'país algum adotou, para enfrentar a crise residencial, a política de fazê-lo, exclusivamente, através da construção de casas destinadas à venda'" (FINEP/GAP, 1985:67)*

Apesar das críticas da categoria, este seria o modelo que predominaria nas décadas seguintes, sobretudo com o advento da influência determinante e as recomendações expressas da Aliança para o Progresso e da USAID, agência americana que coordenava a aplicação dos recursos no país, sobretudo depois da tomada do poder pelos militares.

De acordo com Bonduki (1998), no volume em que resgata as **Origens da habitação social no Brasil** até o advento do BNH, do ponto de vista da arquitetura, houve uma incorporação bastante parcial dos ideais urbanísticos modernos depois de 1964, resultando num 'racionalismo formal sem conteúdo', transição que encontra suas origens bem antes do golpe militar.

As edições do período da revista **Arquitetura**<sup>21</sup> (GB), sobretudo ao longo de 1963, constituem uma preciosa fonte de acesso aos conteúdos e propostas que vinham sendo formulados para a organização de uma política nacional de habitação que pudesse dar conta do estado de crise em que se encontrava grande parte das cidades brasileiras. As páginas da revista são ricas em diagnósticos, dados, documentos e imagens que nos permitem ter idéia da dimensão e dos contornos do problema da casa popular no período que precedeu o regime militar e a criação do BNH. A mensagem do presidente João Goulart sobre o tema, por exemplo, publicada pelos arquitetos um ano antes do golpe, apresenta um retrato da questão habitacional naquele momento, a amplitude e gravidade do problema, que progressivamente vinha ganhando espaço na agenda política.

---

<sup>21</sup> Publicação da seção da Guanabara do Instituto de Arquitetos do Brasil que ao longo dos anos 1960 torna-se o órgão oficial de comunicação da entidade.

## 5. Antecedentes e situações existentes (1958 -1964)

*“A questão habitacional no Brasil é infelizmente, ainda mais ampla. O operariado classificado das cidades e amplos setores da chamada classe média sofrem também com a ausência de condições adequadas à habitação do homem civilizado. As formas do mal morar configuram-se na submoradia suburbana, pobre, feia e triste, que obriga seus moradores a perder, diariamente, quatro ou cinco horas, ao se deslocarem para os locais de trabalho e deles regressarem; na infra-habitação das cabeças-de-porco e das chamadas “hospedarias”; na habitação desconfortável e superlotada dos quarto-e-sala conjugados, que se estão constituindo em verdadeiras favelas de concreto armado.”<sup>22</sup>*

A revista, cuja coordenação editorial nesta época estava a cargo do arquiteto Maurício Nogueira Batista, trazia mensalmente artigos e pesquisas de profissionais das mais variadas disciplinas com o retrato da realidade habitacional brasileira, como os mocambos recifenses, os alagados de Salvador e as favelas cariocas, além de projetos e experiências contemporâneas de países como a França, a União Soviética e o Peru. Artigos como a ‘*aguda análise da situação da habitacional na França de hoje*’ (‘*A batalha da habitação*’, de Claude Bourdet, publicado no N° 9, de Mar/1963), assim como acerca dos problemas decorrentes da construção de grandes conjuntos (‘*Um médico contra os arquitetos*’, publicado no N°12, de Ago/1963), tomam as páginas da revista dos arquitetos brasileiros.

Assim como a publicação, o Seminário de Habitação e Reforma Urbana (SHRu), organizado pelas seções carioca e paulista do IAB entre julho e agosto de 1963, nos dá notícias do estado caótico em que se encontravam as metrópoles em todo o território nacional e apresentando a síntese dos debates em propostas formuladas por uma geração de profissionais empenhados na questão. É importante notar que a experiência acumulada no Brasil até aquele momento na produção de unidades habitacionais não era nada desprezível, sobretudo pela ação dos Institutos de Aposentadoria e Pensão (os IAPs) mas também por diversos órgãos federais, estaduais e municipais, como a Fundação da Casa Popular, em âmbito federal, o Serviço Social do Mocambo, de Pernambuco.

Quadros destes organismos, assim como políticos, juristas, sociólogos, economistas e assistentes sociais estiveram presentes no evento discutindo com engenheiros e arquitetos os princípios de uma política nacional de habitação que fizesse face a uma situação de ‘inchaço’ desmesurado das cidades brasileiras, resultado da urbanização e da industrialização abrupta, cujo sintoma mais expressivo eram as crescentes migrações internas, seja na direção das metrópoles regionais como Recife ou Rio de Janeiro ou no rumo dos novos pólos de desenvolvimento nacional como São Paulo e Brasília.

Para além de estimular o debate, o Seminário visava a formulação de propostas práticas para o enfrentamento da questão. A criação de uma Superintendência de Política Urbana, cujo projeto de lei seria redigido como consequência do Seminário pelo deputado estadual e arquiteto Artur Lima Cavalcanti, de Pernambuco, seria uma destas medidas no sentido de regular os conflitos urbanos, especialmente para conter a crescente especulação imobiliária. Analisando a participação dos Instituto de Arquitetos do Brasil (IAB) na gestação de uma política habitacional nacional, João Ricardo Serran (1976) enfatiza a importância dos debates sobre o tema travados no Seminário, expressos em seu documento conclusivo.

*“O documento resultante do SHRu é, possivelmente, o mais completo já elaborado pelo Instituto sobre o tema, procurando examinar as causas do problema, suas principais características, conceituar o que se entendia*

---

<sup>22</sup>“Mensagem Presidencial”. Arquitetura IAB/GB No 10, 04/1963.



por habitação e propondo, finalmente, um conjunto de medidas objetivas para superar a crise. Resumidamente, afirmavam as conclusões:

*‘O problema habitacional na América Latina não se caracteriza como uma situação de emergência, mas é o resultado das condições de subdesenvolvimento, provocadas por fatores diversos inclusive processos espoliativos a que se acham submetidos os países latino-americanos. A situação no Brasil é de suma gravidade, caracterizando-se pela desproporção cada vez maior, entre a renda familiar e o preço da locação ou de aquisição de moradia e pelo déficit crescente de disponibilidade de prédios residenciais em relação à demanda do povo brasileiro, uma vez que o significativo número de habitações construídas, tem se destinado, quase que exclusivamente, às classes economicamente mais favorecidas. O fenômeno de urbanização vem se processando de maneira vertiginosa e desordenada, sendo fatores determinantes desse fenômeno, a estrutura subdesenvolvida do país, o intenso incremento demográfico desacompanhado de medidas que, no interesse nacional, ordenem e disciplinem o surto industrial e as arcaicas relações de rodução agrária, que determinam fortes movimentos migratórios para os núcleos urbanos. Nos maiores centros urbanos a população que vive em subhabitações é grande e crescente; mesmo a população que vive em subhabitações do tipo permanente se debate com problemas decorrentes de defasagem entre o crescimento demográfico das cidades e o fornecimento dos mais rudimentares serviços públicos. Concorre para agravar o déficit, a incapacidade já demonstrada de obter-se, pela iniciativa privada, os recursos e investimentos necessários ao aumento da oferta de moradias de interesse social, pelo menos no ritmo em que se processa o crescimento das populações urbanas. A ausência de uma política habitacional sistemática vem ocasionando efeitos maléficos ao desenvolvimento global do país, baixando de modo sensível o rendimento econômico-social desse mesmo desenvolvimento.’* (Serran,1976:11)<sup>23</sup>

De acordo com as resoluções do Seminário, publicadas nos meses subsequentes ao evento pela revista **Arquitetura**<sup>24</sup>, para dar conta da crise de habitação das classes populares, seria certamente necessário desenvolver a indústria da construção, mas também fundamental seria traçar uma política urbana mais justa.

*‘Essa situação contrasta flagrantemente com os conceitos de democracia e justiça social e só poderá ser superada pela atualização da estrutura econômica e social, inclusive a reforma agrária, através da qual possa ser rapidamente elevado o padrão de vida do povo brasileiro. Neste sentido, o problema é de responsabilidade do Estado, sendo que sua intervenção deve ser no sentido de equacionar o problema em sua totalidade e não pode ser de ordem assistencial, concedendo paternalisticamente a casa, como até então. É de grande importância a formação de uma consciência popular e a participação do povo em programas de desenvolvimento de comunidades.’* (Serran,1976:12)<sup>25</sup>

Mesmo analistas contemporâneos reconhecem no Seminário um marco de políticas públicas integradas para lidar com a questão da habitação popular.

*‘Os documentos do Seminário demonstram a articulação dos arquitetos para solucionar os principais problemas da arquitetura e do urbanismo através do binômio industrialização e planejamento. As propostas incluem medidas para enfrentar problemas centrais como a renda da terra, a elaboração de uma política de Reforma Urbana, e de um Plano Nacional de Habitação. No conjunto, foram uma tentativa de equacionar os entraves causados pela propriedade privada do solo urbano no planejamento e crescimento coordenado das cidades e de disponibilizar áreas de interesse social para a produção em massa da arquitetura.’* (Koury, 2005, p.66)

Fica patente, desde o nome do evento, a necessidade de associação entre a habitação e uma reforma urbana de contornos ainda imprecisos. Esta indispensável complementaridade vem certamente de uma compreensão aprofundada das raízes e feições do problema, permanecendo

<sup>23</sup>Serran, João R.(1976) O IAB e a política habitacional brasileira CoSu IAB

<sup>24</sup> Órgão oficial de informação do IAB da Guanabara e posteriormente nacional, a revista foi publicada entre 1961 e 1968. Seu editor era o arquiteto Maurício Nogueira Batista

<sup>25</sup> Serran, João R. (1976) O IAB e a política habitacional brasileira CoSu IAB

## 5. Antecedentes e situações existentes (1958-1964)

no campo das possibilidades obstadas pelo regime militar até a retomada da questão da reforma urbana, no contexto da redemocratização.

*“Evidenciava-se a crença do grupo reunido no Seminário na superação dessas injustiças pelo progresso tecnológico da indústria da construção, uma vez redirecionada para os setores desfavorecidos e devidamente regulamentada dentro de um espírito capitalista mais desenvolvido. Assumia-se que o problema habitacional era de responsabilidade do Estado e que a sua política habitacional, executada através de planos nacionais e territoriais, deveria ser relacionada ao processo de desenvolvimento geral do país e não encarada pontualmente nem de forma assistencial. Para tanto, o plano deveria basear-se no estudo das demandas e necessidades, uma vez que “as leis reguladoras do mercado tem-se mostrado incapazes de conduzir às soluções desejadas”. Mais adiante, o documento expressamente declarava ser “imprescindível a adoção de medidas que cerceiem a especulação imobiliária, sempre anti-social, disciplinando o investimento privado no setor”*(Inglez de Souza, 2010, p.54).

Outra proposta prática discutida no SHRu que de alguma maneira permeneceu no panorama das políticas públicas, enquanto discurso num primeiro momento e como realidade com a ascensão das forças populares, é a institucionalização do mutirão como estratégia de viabilização da habitação para os enormes contingentes populacionais entre a pobreza e a miséria que ocupavam alagados, mocambos, favelas e cortiços por todo o país. Trata-se de um expediente de rebaixamento do preço da moradia, que traria também consequências pedagógicas na integração destas comunidades na totalidade da sociedade, de acordo com o redator do projeto de lei para a criação do órgão federal dedicado aos problemas das cidades:

*“Este é um sistema de trabalho coletivo que tem por fim o aproveitamento máximo da mão-de-obra e dos recursos naturais do meio, para barateamento das construções e, mesmo, do equipamento urbano. Experiências já demonstraram que essa forma de organização popular, na qual toda a comunidade oferece o seu quinhão de esforço, para a obra comum é plenamente possível. Para que se institucionalize, nada mais é necessário que financiamento e educação. O processo educativo é dos mais rápidos e inclui, apenas, a conscientização do homem e umas poucas técnicas assimiláveis em horas. Quanto ao financiamento, apresenta-se muito abaixo dos padrões vigentes. É que pelo processo descrito, como, de resto, se prevê facilmente, a utilização de capital, nas obras, é em nível muito reduzido”<sup>26</sup>.*

Tal disposição tinha como modelo a emblemática e mítica experiência de Cajueiro Seco, que estava sendo levada a cabo pelo Governo de Miguel Arraes em Pernambuco, tentativa de coordenação entre as possibilidades técnicas de uma comunidade marginalizada, os princípios da arquitetura e do urbanismo modernos revistos para enfrentar o problema e a plataforma política de um projeto de poder popular, que foi nosso objeto de estudo em outra oportunidade.

Através de uma leitura histórica dos fatos e dos ecos da experiência de Cajueiro Seco, entrevêm-se alguns dos caminhos obstados pela implantação do governo autoritário como a imprescindível reforma urbana, nunca realizada. O desenvolvimento da construção civil, aliado ao sistema financeiro de crédito público operado por uma super agência federal apontados durante o Seminário como estruturadores de uma política habitacional nacional, de uma maneira ou de outra, acabaram por se concretizar enquanto que o tema da reforma urbana acabou sendo prescrito do debate durante o regime militar<sup>27</sup>.

---

<sup>26</sup> ‘Projeto de Lei para criação da SUPURB’. **Arquitetura** IAB/GB No16. out/1963

<sup>27</sup> Para voltar à agenda com a redemocratização, através de iniciativas de cunho popular como as áreas especiais de interesse social institucionalizadas posteriormente pelo Estatuto das Cidades.

Marcus André Barreto Campello de Mello vai, em diversos trabalhos<sup>28</sup>, analisar a passagem dos vários órgãos e autarquias destinados a enfrentar a questão habitacional até a configuração e implementação funcional do Banco Nacional da Habitação, o BNH, enfatizando as permanências entre os discursos e atores assim como as transformações operacionais que permitiriam sua viabilização em práticas distantes dos ideais formulados no período que precedeu sua existência.

*“No caso do BNH, a nova política habitacional chegou a ser anunciada oficialmente como a reforma urbana do governo revolucionário, tornando patente sua estreita vinculação com as medidas institucionais e legais anunciadas ou parcialmente implementadas (Superintendência de Reforma Urbana) pelos governos anteriores.”* (Mello, 1991:12)

---

<sup>28</sup> Mello, Marcus André B. C. (1987) *The state, the housing question and public policy formation in Brazil*. Tese de doutorado, Sussex University e (1991) Interesses, atores e ação estratégica na formação de políticas sociais: a não-política da casa popular 1946/1947. In: *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, n° 15, ano 6. Edições Vértice.

### 5.3 Habitação social em São Paulo até 1964

Até o golpe militar de 1964 e a criação do Banco Nacional de Habitação, as mais expressivas realizações habitacionais do país vinham sendo levadas a cabo pelas Carteiras Prediais dos Institutos de Aposentadoria e Pensão (IAPs) das diversas categorias profissionais, destinadas a viabilizar casas ‘populares’ aos trabalhadores de uma determinada categoria e a preservar o patrimônio financeiro e imobiliário dos Institutos (Bonduki, 1998 e Bruna, 2010).

O órgão federal dedicado ao problema da habitação social era, até 1964, a Fundação da Casa Popular (FCP) criada em 1946 no início do Governo Dutra, a partir do projeto elaborado durante o Governo Vargas, que celebrizou-se pela ineficiência, não chegando a realizar nenhum conjunto na capital paulista, além de um conjunto de 400 casas na região metropolitana, em Santo André, em 1949.

No Rio de Janeiro, o Departamento de Habitação Popular da Prefeitura da então Capital Federal produziria já em 1950 o paradigmático Conjunto Prefeito Mendes Moraes, o Pedregulho, idealizado por Affonso Eduardo Reidy e Carmen Portinho e construído em São Cristóvão a partir de 1950. Tratava-se de uma proposta radicalmente moderna e incontestavelmente adaptada às condições peculiares da geografia local mas que no entanto, propunha um modo de vida que destoava dos costumes dos funcionários da prefeitura da cidade que lá foram alojados. O projeto de Pedregulho seria celebrado internacionalmente por críticos como Max Bill, Siegfried Giedion, testemunha material importante do alto grau de desenvolvimento de arquitetura pública no campo da habitação social no país, antes da construção de Brasília.

Vários foram os estados brasileiros que criaram também suas próprias Fundações, Departamentos e Serviços dedicados à produção de casas proletárias e a resolver a crise habitacional, explorando política e clientelisticamente o drama das massas e controlando localmente a realização dos conjuntos e a atribuição das unidades. Em Pernambuco, a atuação da Liga Social contra o Mocambo, criada durante o estado novo para erradicar a ‘praga urbana’ que enfeiava o panorama do Recife, transformada em Serviço Social contra o Mocambo, que construiu nos anos 1940 e 1950 algumas vilas operárias organizadas por categoria profissional, as célebres Vilas das Lavadeiras, das Cozinheiras e dos Contínuos, é exemplar das transformações da questão habitacional no Brasil da primeira metade do século XX.

Já a produção da FCP - sobretudo de conjuntos de casas em cidades do interior do país, contrasta com as realizações francamente modernas dos IAPs nos principais centros urbanos brasileiros. Uma exceção foi o Conjunto de Deodoro projetado por Flávio Marinho Rêgo, na baixada fluminense, de 1954, que nos remete diretamente ao Pedregulho, realizado anos antes.

De acordo com Bonduki, *“critérios de caráter clientelista acabavam por predominar, embora a ordem de atendimento, após a avaliação do solicitante, seguisse o mecanismo institucional. Na prática, o tráfico de influência, de natureza político-partidária ou no âmbito da própria burocracia, era o mecanismo mais eficiente de acesso às poucas moradias produzidas pela FCP.”* (Bonduki, 1997:124)

Em São Paulo, a produção mais expressiva e numerosa era levada à cabo pelos IAPs, ainda que houvesse desde 1949 um órgão ligado ao Governo do Estado criado para ‘financiar ou construir casas populares’, a Caixa Estadual de Casas para o Povo (CECAP). A CECAP surgira da iniciativa do Governador, que impunha resistência à operacionalização dos empreendimentos da Fundação

da Casa Popular. No entanto, as primeiras décadas de atuação, a CECAP não realizou mais do que algumas dezenas de casas.<sup>29</sup> *“De olho nos dividendos políticos e enfrentando nas principais cidades paulistas forte crise habitacional, Adhemar de Barros<sup>30</sup> pretendia ele próprio promover empreendimentos habitacionais”* (Bonduki, 1997:122).

No período que precedeu a organização do BNH, os Institutos, através de suas carteiras prediais, aplicavam em habitação e desenvolvimento urbano os recursos acumulados provenientes da massa salarial. Esta dinâmica financeira é de alguma maneira similar à implementada pelo BNH, que se notabilizariam por uma produção arquitetônica de alto nível, especialmente ao longo dos anos 1940. As realizações dos Institutos revelam o amadurecimento dos projetistas a partir dos debates do meio profissional e de experiências que serviriam como modelo para as políticas dos IAPs.

O bairro do Belém, na porção de ocupação fabril mais antiga na zona Leste, guarda uma destas realizações pioneiras, a Vila Maria Zélia, construída pelo industrial Jorge Street em 1919 em terreno contíguo a Fábrica Nacional de Tecidos de Juta, conforme o esquema clássico fábrica-vila operária<sup>31</sup>. A Vila Maria Zélia foi tida como ‘precursora’ dos conjuntos realizados na era Vargas, sendo adquirida pelo IAPI nos anos 1940 como um modelo do tipo de conjunto habitacional que pretendia realizar. O conjunto de casas unifamiliares e ‘higiênicas’ contava com diversos equipamentos coletivos como escolas, armazéns, biblioteca, teatro, creche e igreja, comandados pelo industrial, que controlava assim o tempo de ‘não-trabalho’ de seus funcionários (Bonduki, 1998, p.65).

Nos anos 1930, a questão habitacional e projetos inovadores para fazer frente à demanda por moradia das classes trabalhadores já era amplamente debatido no meio profissional em São Paulo. As contribuições dos arquitetos Bruno Simões Magro, proferindo conferência sobre “Habitações Econômicas” no I Congresso de Habitação, realizado em São Paulo em 1931 e Rubens Porto, autor de O Problema das casas operárias e os Institutos de Aposentadoria e Pensões (1938), nos dão

---

<sup>29</sup> Com o advento do BNH é que a CECAP inicia produção mais relevante, sobretudo a partir de 1967, com a realização do conjunto de Cumbica, o Parque CECAP Zezinho Magalhães, que servirá de modelo de atuação para o órgão nos anos subsequentes. Paradigma de projeto de grande conjunto habitacional, produto do acúmulo de discussões e experiências da equipe coordenada por Vilanova Artigas, o conjunto seria uma referência fundamental no debate e nas realizações habitacionais a partir dos anos 1970, como veremos adiante. A CECAP seria posteriormente desarticulada e transformada em Companhia de Desenvolvimento Habitacional e Urbano (CDHU), concentrando sua produção em cidades médias e pequenas do interior para, nas últimas duas décadas, aproximar progressivamente sua produção das áreas centrais da capital paulista. Para uma análise recente da ação do órgão, ver o doutorado de Valentina Denizo (2007), uma vez que a CDHU não será nosso objeto principal. Concentraremos nosso estudo na ação da COHAB-SP, cuja ação na esfera municipal e nos territórios à leste de São Paulo cobre praticamente todo o arco cronológico recortado.

<sup>30</sup> Figura ímpar do populismo paulista, Adhemar de Barros (1901-1969) foi interventor durante o Estado Novo de Vargas (1938-1941), sendo eleito governador do Estado por duas ocasiões (1947-1951 e 1963-1966) cunhou o estilo de governar ‘rouba mas faz’: executou diversas obras públicas e infraestruturas de inegável importância para o desenvolvimento do Estado, com evidências explícitas de superfaturamentos, desvios de recursos públicos e fraudes fiscais de todas as espécies. Politicamente instável no que tange à partidos e instituições, Adhemar fomentaria o rodoviarismo e a produção automobilística como forças de desenvolvimento nacional ao se identificar com o bordão de Washington Luís: ‘governar é abrir estradas’. Ver Cannabrava Filho, Paulo (2004) Adhemar de Barros - Trajetória e realizações Ed. Terceiro Nome

<sup>31</sup> Ver o artigo de Correia, Telma de Barros (1997) A indústria e a moradia operária: as diferentes formas de acesso a casas em vilas operárias e núcleos fabris Sinopses FAU USP N°28 Dez/1997, além do estudo clássico de Eva Blay (1985) Eu não tenho onde morar - Vilas operárias na cidade de São Paulo Nobel.

## 5. Antecedentes e situações existentes (1958 -1964)

indícios da atualidade do debate, em sintonia com as experiências praticadas em países europeus e americanos.

Os Edifícios Anchieta e Japurá, projetados por arquitetos destacados no meio profissional nos anos 1940 como os irmãos MMM Roberto e Eduardo Knesse de Mello respectivamente, saltam aos olhos como exemplos incontestáveis de realizações arquitetônicas dos IAPs de inspiração francamente moderna, inseridas na trama urbana e nas dinâmicas imobiliárias da cidade, assim como o Conjunto Residencial Nove de Julho, projetado por Plínio de Arruda Botelho. Trata-se de uma aposta deliberada na tipologia das torres servidas de equipamentos e espaços coletivos.

O Conjunto da Várzea do Carmo, projeto de 1942 da equipe técnica do Instituto de Aposentadoria e Pensão dos Industriários (IAPI) coordenada pelo arquiteto e urbanista Attilio Corrêa Lima, merece nossa atenção especial tanto porque investe no modelo de grande conjunto habitacional, quanto por localizar-se na franja imediata do centro, em direção à zona Leste. Embora trate-se de um conjunto localizado em zona central, considerando o tamanho da gleba, contígua ao Parque Dom Pedro, fica clara a adoção de um procedimento projetual, no qual o urbanismo parece predominar sobre a arquitetura. Um Plano de massas estabelecia a localização, articulação e quantidade dos blocos idênticos de 4 pavimentos e também de 12 andares, não realizados, assim como muitos dos equipamentos educacionais, esportivos, culturais e comerciais, planejados. O plano original previa mais de 4 mil apartamentos, dispostos em 22 blocos idênticos mas somente 602 foram construídos.

O Conjunto da Várzea do Carmo impunha-se no período como um novo paradigma de habitação social e coletiva em São Paulo, pensada como elemento primordial da reorganização das cidades. Bruna (2010) et Bonduki (1998) ressaltam as vinculações e sintonias dos discursos pela habitação social e moderna de engenheiros e arquitetos brasileiros com as realizações e debates internacionais. A influência dos conjuntos realizados em Frankfurt por Ernst May é declarada pelo urbanista Attilio Corrêa Lima, que, entre 1927 e 1930, cursou pós graduação no Institut d'Urbanisme de Paris e teve a oportunidade de participar de eventos como o *Congrès International de L'Habitation et de L'Aménagement de Villes* (1928) e conviver com a vanguarda do pensamento urbanístico francês, como os professores Marcel Poete, que prefacia a publicação do seu projeto de conclusão de curso para Niterói; Henri Prost e Alfred Agache, arquiteto formado pela École de Beaux Arts, que nos mesmos anos elaborava um Plano para o Rio de Janeiro, no qual Lima viria a colaborar como estagiário (Ackel, 2007).

Também no período do estágio em Paris, Attilio Correa Lima volta a conviver com Paulo Antunes Ribeiro, então aluno bolsista da Escola de Belas Artes do Rio de Janeiro que viria a se tornar seu sócio, projetando anos mais tarde outro importante conjunto habitacional para o IAPI na zona Leste paulistana, no bairro da Mooca, construído entre 1946 e 1950. Neste conjunto, podemos identificar também o procedimento projetual da repetição de blocos similares em um terreno de grandes dimensões inserido numa região de ocupação consolidada. Cabe lembrar aqui que o bairro da Mooca era, no período, um dos principais pólos industriais de São Paulo, local estratégico para o movimento operário e sindical, onde o Partido Comunista Brasileiro tinha uma de suas principais bases.

Outros conjuntos realizados pelos Institutos confirmam a passagem a um tipo de empreendimento habitacional caracterizado pela repetição de blocos idênticos em terrenos então periféricos, como é o caso do Conjunto Residencial dos Bancários da Rua Santa Cruz, na Vila

Mariana, projeto de Marcial Fleury de Oliveira e de, certa maneira, do Conjunto da Vila Guiomar, em Santo André. Neste caso, trata-se de um terreno próximo ao centro do município suburbano vizinho que então se industrializava, mostrando a sintonia dos planejadores do conjunto com as dinâmicas de configuração da metrópole. Construído em diversas fases durante a década de 1940, de acordo com o projeto do arquiteto coordenador do IAPI nacional, Carlos Frederico Ferreira, o plano de Vila Guiomar associa 61 blocos laminares multifamiliares com 265 pequenas residências isoladas nos lotes, totalizando 1411 unidades habitacionais.

O Conjunto Residencial Santo Antônio, projetado pelo praticamente desconhecido arquiteto Nicolau Barbieri e construído pelo Instituto dos Bancários entre 1951 e 1964 no Mandaqui, zona Norte de São Paulo, pode ser considerado uma expressão eloquente do mesmo procedimento projetual segundo o qual a organização do conjunto se dá a partir de blocos idênticos. O plano geral organiza um fragmento considerável da cidade a partir da repetição de 53 blocos habitacionais regularmente dispostos, que alojam um grande contingente populacional em seus 1272 apartamentos, criando um tecido e uma paisagem urbana praticamente monofuncional, que acabou por atrair para si serviços e transportes, introduzindo outras dinâmicas no bairro, no limite norte da cidade de São Paulo.

Se revisitamos rapidamente estas realizações, que escapam do nosso arco cronológico e recorte territorial, algumas delas bastante bem analisadas por trabalhos anteriores, é para termos em mente o panorama e as principais referências em circulação na cidade em termos da habitação social. Ao se aproximarem de nossos objetos de estudo, de certo modo elas permitem relativizar o corte frequentemente estabelecido pela bibliografia, em relação à produção de habitação social a partir do advento do BNH. Se é inegável o rebaixamento da qualidade arquitetônica e urbanística, entre a média da produção dos IAPs e a que caracterizou o BNH, talvez seja importante olhar também para as permanências entre ambas as instituições no que tange a realização destes conjuntos. Como observa Bonduki, entre uma e outra experiência houve uma continuidade, ainda que parcial. Quais categorias nos permitem aproximar e distinguir a produção pública de habitação social antes e depois do golpe militar de 1964?

*“No Brasil, porém, os equívocos da ação habitacional implementada pelo governo reduziram o impacto e a abrangência da proposta. Houve, assim, uma incorporação apenas parcial dos princípios da arquitetura moderna, perdendo-se os generosos e desafiadores horizontes sociais, onde o resultado econômico não deveria se desligar da busca de qualidade arquitetônica e urbanística e da renovação do modo de morar, com a valorização do espaço público. Essa incorporação parcial gerou, em consequência, o empobrecimento gradativo dos projetos habitacionais ainda no final dos IAPs, chegando ao clímax na massiva produção implementada pelo BNH a partir de 1964, onde se manifesta apenas a busca cega e inútil pela redução de custos, sem levar em conta as outras perspectivas propostas pela arquitetura moderna. Com isso, introduziu-se no repertório da arquitetura da habitação no Brasil, um racionalismo formal desprovido de conteúdo, consubstanciado em projetos de péssima qualidade, monótonos, repetitivos, desvinculados do seu contexto urbano e do meio físico e, principalmente, desarticulados de um projeto social” (Bonduki,1998:134-135).*

A regulação estatal, ainda que intermediada por agências e Institutos de direito privado e função pública, mesmo que restrita a determinados setores ou categoriais principais, alimentada por fundos públicos captados compulsoriamente da massa salarial é uma continuidade evidente nesta transição entre modelos de provisão habitacional. O paradigma do conjunto em alguma medida moderno, produzido em massa através da repetição de células idênticas ou similares, servidos por equipamentos básicos ou mínimos, implantados em áreas coletivas mais ou menos residuais,

## 5. Antecedentes e situações existentes (1958 -1964)

decorrentes da implantação de edifícios iguais ou parecidos em glebas segregadas da malha histórica das cidades nos quais se situam, parece ser um traço de união entre alguns projetos dos Institutos e os que caracterizaram a produção do BNH.

Parte das qualidades - ou falta delas, se deve à localização cada vez mais periférica dos conjuntos, resultado direto dos limites de custos e financiamentos mais estreitos impostos pelas coordenações nacionais dos organismos gestores dos fundos face ao incremento explosivo dos custos da terra, especialmente na cidade de São Paulo, que nos anos 1950 era conhecida como a 'cidade que mais cresce no mundo'<sup>32</sup>, 'cidade do progresso' e da 'moderna arquitetura', para empregar os mais célebres bordões de Adhemar de Barros.

As mesmas dinâmicas especulativas que faziam surgir novos tipos de investimentos imobiliários, sobretudo no setor da habitação econômica em áreas centrais (Rossetto, 1997 e Sampaio (org.), 2002), faziam com que a realização de habitação social, especialmente na escala do grande conjunto, somente fosse viável em terrenos ainda baratos, ou seja, periféricos.

Estas permanências, continuidades e transições podem ser observadas também sob outros aspectos, tanto do ponto de vista da situação dos conjuntos no tecido urbano quanto nos aspectos sociológicos das populações que irão ocupar as unidades. Há nitidamente, desde os primórdios da habitação social no Brasil, uma tendência ao aumento da faixa de renda dos beneficiários dos programas, entendidos como uma espécie de benefício ou dádiva que permite a realização do 'sonho da casa própria' ou mesmo uma grande oportunidade de negócio. Os fins 'sociais' mesmo indiretos, como o aumento da atividade econômica e da oferta de empregos pouco qualificados na construção civil, justificam os meios, garantindo à uma população que pode pagar as prestações o acesso ao financiamento em detrimento dos mais necessitados, que em última medida justificam as políticas públicas.

Na ênfase no corte para o período de regime militar, pode haver ecos de uma certa nostalgia dos tempos em que a 'arquitetura moderna não era um estilo mas uma causa', para empregar o termo de Anatole Kopp que frequentemente consta da bibliografia de autores que se debruçam sobre a habitação social.

Não custa lembrar que havia um certo trânsito de referências projetuais entre os conjuntos 'habitacionais' promovidos pelo poder público através dos Institutos os conjuntos 'residenciais' produzidos por incorporadoras. Das pranchetas de arquitetos como Eduardo Knesse de Mello, Oswaldo Bratke, Oscar Niemeyer, Abelardo de Souza, Alvaro Vital Brasil, Helio Uchoa e Vilanova Artigas, só para citar alguns expoentes da vanguarda profissional da época, saíram projetos de habitação coletiva tanto para o poder público quanto para a iniciativa privada em São Paulo, entre os quais se percebe uma atitude projetual comum, comprometida com a introdução de propostas nitidamente 'modernistas' do ponto de vista da arquitetura e urbanismo, sobretudo através do modo de vida que procuravam induzir.

*“É possível entender as origens do movimento moderno pela conjugação de quatro grandes tendências: em primeiro lugar, o progressivo abandono pelos arquitetos progressistas de suas atitudes subjetivas provenientes de preocupações estéticas para dedicar-se de forma científica, racional e objetiva ao problema da habitação proletária; em segundo lugar, o entendimento que a habitação mínima assim*

---

<sup>32</sup> Repetido também no livro *São Paulo no limiar do seu quinto século*, publicado pela Prefeitura municipal de São Paulo em 1954.



*concedida seria a indutora de uma nova maneira de viver e conseqüentemente de um novo comportamento social; em terceiro lugar, a certeza de que, sem conferir às técnicas de construir a mesma racionalidade da produção industrial, não seria possível alcançar as metas estipuladas na proporção dos recursos disponíveis; e finalmente a noção de que somente o Estado teria o poder de planejar em larga escala, em consonância com a intensa urbanização que a sociedade industrial vinha criando.” (Bruna, 2010:245)*

Mais do que mera proposição formal de âmbito restrito à arquitetura, as realizações dos Institutos seriam indícios de um projeto de reorganização da relação entre capital e trabalho, com uma progressiva regulamentação estatal das lutas sociais que passavam a ter como cenário as metrópoles brasileiras, como sublinha Nabil Bonduki. Também o sociólogo Francisco de Oliveira, em diversos estudos e publicações, oferece diversas análises e possíveis interpretações do papel da habitação social na luta de classes e no desenvolvimento atípico do capitalismo brasileiro.

*“Certamente a qualidade arquitetônica dos conjuntos residenciais dos IAPs estava ligada à concepção que orientou esta produção, baseada na idéia da habitação como serviço público e na valorização do espaço coletivo. A contratação de arquitetos modernos para desenvolver os projetos dos IAPs é consequência desta concepção, posto que estes profissionais, pessoalmente ou através de sua entidade, o Instituto de Arquitetos do Brasil, eram os maiores defensores da habitação como serviço e da manutenção da propriedade estatal da moradia. A arquitetura destes conjuntos residenciais, como seus equipamentos de consumo coletivo, representa uma tímida expressão de um frustrado Estado de Bem Estar Social, que, no Brasil, não passou de um devaneio.”(Bonduki, 1998:318)*

### 5.4 Um território de fronteiras imprecisas: dos subúrbios à periferia

Para compreender o território em questão e suas transformações ao longo do século XX, esboçaremos aqui uma leitura retrospectiva da geografia humana como fonte de história da cidade, através de alguns trabalhos, que abordaram a zona Leste paulistana antes da ação da COHAB-SP, que, por meio da construção de grandes conjuntos habitacionais na região, transformou completamente a paisagem física e social do extremo leste de São Paulo a partir dos anos 1970.

A leitura em paralelo de uma série de cartografias da cidade que registram estes limites da zona Leste paulistana como os mapas Sara Brasil (1930), Light and Power (1943), GEGRAN (1972-74) e EMPLASA (1981 e 1995), disponíveis no acervo da Biblioteca da FAU USP, assim como a coleção de mapas da cidade do Arquivo Público Estadual, juntamente com uma sequência de fotografias aéreas de fontes diversas, nos ajudará também a compreender a urbanização desta zona, trazendo importantes indícios de ocupações anteriores e pouco documentadas, como é o caso dos diversos loteamentos irregulares que ocuparam a periferia paulistana a partir dos anos 1920.

Aroldo de Azevedo (1945) em sua tese de doutorado Subúrbios orientais de São Paulo se dedicou ao estudo desta porção ainda rural da cidade, cuja urbanização ligava-se à sua articulação ferroviária, através da linha tronco da Central do Brasil. O diálogo será constante entre o jovem pesquisador e o então professor da Universidade de São Paulo, o geógrafo francês Pierre Monbeig, que das pesquisas de Azevedo extrai muitas das fontes para seu estudo sobre o crescimento da cidade e a formação de uma nova metrópole nacional, publicado em 1953.

Até o advento da construção da Estrada de Ferro Central do Brasil, em 1875, pouco havia ali, para além de um precário pouso de viajantes. A implantação da ferrovia, bem como a previsível expansão da área urbanizada de São Paulo em direção ao Leste, foram os fatores que confluíram para a ocupação inicial da área através da divisão das antigas fazendas em loteamentos de cunho rural ou (proto) urbano.

Já desde o final do século XIX, o vetor leste de expansão urbana caracterizou-se sobretudo pela habitação proletária, instalada sobre as chácaras remanescentes do cinturão verde da cidade precariamente convertidas em loteamentos, vilas operárias e, mais tarde, conjuntos habitacionais em torno das estações ferroviárias que conectavam os operários ao seus lugares de trabalho, dentro do esquema clássico do 'subúrbio-estação' observado em muitas cidades industriais cuja urbanização acontece nos mesmos anos em que São Paulo explode populacionalmente. Nestas últimas décadas do século XIX, os habitantes eram principalmente imigrantes, sobretudo italianos, mas também portugueses e espanhóis, que já não encontravam lugar nos subúrbios industriais mais centrais, se instalando nas novas vilas que surgiam na várzea do Tietê e ao longo da orla ferroviária.

Azevedo atribui o 'extraordinário crescimento' da cidade de São Paulo a algumas razões correlatas, entre elas, 'a multiplicação das vias-férreas', ligada de maneira geral à expansão cafeeira e o loteamento de grandes propriedades a partir dos anos 1920, dando origem a 'numerosas vilas, tipicamente residenciais, onde se concentra boa parte da população que trabalha na capital paulista'. Estes fatores teriam sido determinantes na história da constituição de Itaquera e Guaianases, dois núcleos de povoamento contemporâneo, surgidos a partir do aldeamento de

povoações indígenas das várzeas do Tietê, cujas origens remontam ao século XVII e estão ligadas à área de influência em torno da Capela de São Miguel Paulista (Lemos e França, 1999).

Certo é que nas origens centenárias as duas povoações, Itaquera e Guaianases surgem em decorrência da ocupação do núcleo em torno da Capela de São Miguel e que serviam inicialmente como pouso dos viajantes que chegavam ao Planalto Paulista pelo caminho do Ururá, trilha indígena pelo vale do Tietê.

Por aquelas colinas e vales haviam passado viajantes que chegavam à São Paulo vindos do vale do Paraíba, que ligava o planalto paulista ao Rio de Janeiro e a Minas Gerais, principais centros econômicos e políticos nacionais a partir do século XIX. Muitos desses viajantes fazem referência nos seus relatos a um pouso que havia naquelas terras, a famosa ‘Casa Pintada’ mencionada por Saint Hilaire, Spix e Martius em seus relatos de viagens ao Brasil, retratada pelo pintor francês Jean-Baptiste Debret<sup>33</sup>. A edição de 1º de Maio de 1855 do Correio Paulistano traz o expediente da Presidência da província de São Paulo de 26 de Abril, no qual se aprova a construção das pontes Rasa, Itaquera e Casa Pintada, de acordo com a solicitação do alferes Manoel Joaquim Nogueira e Paiva, que também se responsabilizaria pela construção delas em madeira<sup>34</sup>. Das origens oitocentistas de Guaianases, resta somente a Igreja de Santa Quitéria, construída em 1819 e descaracterizada nos seus traços originais em 1962, presente no imaginário da população local como símbolo do nascimento do bairro (SEMPA, 1985, p.31). O Cadastro de Referências Urbanas da zona Leste, elaborado pela equipe da SEMPLA nos anos 1980 expõe sinteticamente a paisagem social e as dinâmicas que estariam em jogo nos primórdios da ocupação da região.

*“Na virada do século, era quase absoluta a falta de infra-estrutura urbana na zona Leste. Os operários - em sua maioria italianos - viviam em condições precárias nos casebres e cortiços que proliferavam no Brás e na Mooca. Transportes, rede de água e esgoto, iluminação pública, escola e outros serviços eram praticamente inexistentes. A construção de vilas operárias junto às fábricas representou uma tentativa de algumas grandes indústrias para remediar essa situação calamitosa. Somente na época da Primeira Guerra Mundial, tais equipamentos urbanos começariam a ser instalados. As melhorias urbanas introduzidas no Brás e na Mooca provocaram uma valorização dos terrenos e, com isso, o deslocamento da população de menor poder aquisitivo para a região mais a leste, onde se formaram novos bairros”* (SEMPA, 1985).

Os limites, assim como as toponímias daquelas vastas terras desocupadas de relevo acidentado ainda eram imprecisos e vão ficando mais detalhados e claros na medida em que um enorme contingente populacional se instala; seja nos loteamentos ou nos conjuntos, os endereços urbanos e arruamentos tornam mais complexas as denominações e fronteiras entre os bairros e conjuntos urbanos que são entendidos pelos habitantes como uma unidade. Através das décadas e das sucessivas ondas de ocupação é que os territórios vão ganhando os limites e nomes pelos que hoje conhecemos.

O caso de Lajeado, implantada nas proximidades de uma antigo bairro rural em torno de uma capela ao norte de onde se implantará o Lajeado Novo, em torno da estação, que, a partir dos anos 1950, se chamará Guaianases. Azevedo se refere a Lajeado como ‘subúrbio de muitos nomes’: Guaianases para a nomenclatura oficial a partir de 1945, mas conhecida também como Carvalho

<sup>33</sup> O panorama da Casa pintada faz parte da série de aquarelas e desenhos publicada por Debret em 1834 sob o título de Voyage pittoresque et historique au Brasil Paris: Firmin Didot Frères

<sup>34</sup> Expediente da Presidência Correio Paulistano 1/mai/1855, Arquivo Público Estadual de São Paulo

## 5. Antecedentes e situações existentes (1958 -1964)

Araújo, antigo nome da estação local da Central do Brasil que por extensão denominava o embrionário bairro periférico.

As Fazendas Caaguaçu e Santa Etelvina, dariam lugar a Itaquera e a Cidade Tiradentes, respectivamente. A ‘Passagem Funda’, transformada em Estrada, que liga Santa Etelvina com Guaianases, cruzando a antiga Estrada dos Pereiras, hoje Rua Inácio Monteiro, paralela ao antigo ramal ferroviário que servia o bairro rural da Terceira Parada, hoje Cidade Tiradentes, é também um cruzamento de toponímias de nosso interesse. Há de se estar atento, nesta tentativa de compreensão histórica do território para os indícios que os nomes dos lugares podem nos dar, mesmo que variem ao longo do tempo. Nomes de conjuntos habitacionais, assim como de avenidas, estações ferroviárias, bairros ou mesmo favelas, são fatores de identificação social e cultural dos habitantes dos fragmentos da cidade, mesmo sem que se dêem conta disso.

A urbanização da zona Leste foi entendida por Aroldo de Azevedo como metonímia dos processos que estavam construindo simultaneamente outros subúrbios da cidade, “verdadeira síntese da zona suburbana da Paulicéia, graças ao seu quadro natural e às suas variadas funções.” (Azevedo, 1945, p.34). A passagem do termo subúrbio para periferia, pura e simplesmente, para designar diversos dos bairros da região é algo que merece nossa atenção ao longo destas transformações. Além do conceito de ‘subúrbio’ introduzido por Azevedo, nos interessa a proposta de uma geografia comparada dos subúrbios, que acabam por evidenciar traços comuns dos processos urbanos, em contextos diversos.

*“Os subúrbios orientais de São Paulo representam, até certo ponto, toda a área suburbana da Capital paulista, pois neles podem ser encontrados alguns de seus aspectos mais característicos, notadamente no que se refere ao homem. (...) Os subúrbios de São Paulo diferem sensivelmente dos de Buenos Aires, Nova York, Lisboa, Paris, Estambul (sic.), Cairo ou Tóquio, guardando fisionomia própria, que se baseia não só no quadro natural como na vida humana. Um estudioso da geografia que resida na cidade do Recife ou mesmo no Rio de Janeiro há de encontrar motivos de interesse e oportunidade para proveitosas comparações se consultar qualquer trabalho honesto sobre os nossos subúrbios; interesse ainda maior há de ter o geógrafo que vive em Copenhague, na Cidade do Cabo ou Calcutá, pois as funções suburbanas são diferentes e, quando iguais, diferentes hão de ser os meios de realizá-las.”* (Azevedo, 1945, p.8)

Mais do que as características sociais, para o geógrafo importava a função do território, predominantemente habitacional, sem esquecer a apropriação ali dos recursos naturais, como fator determinante da transformação da paisagem natural e exploração econômica.

*“Através de uma série infundável de colinas, distribuem-se os núcleos de povoamento, que dão à região de Itaquera o seu principal traço: o de zona residencial. Mas não seria possível subestimar a ativa exploração, que ali se faz, do solo e do subsolo, merecendo destaque particular as suas grandes áreas cultivadas, o aproveitamento do cascalho e das pedreiras e a atividade das olarias.”* (Azevedo, 1945, p.97)

A distinção entre dois tipos de subúrbio, em função de sua relação com a estruturação da metrópole paulistana, aparece igualmente no trabalho de Juergen Langenbuch (1971), que também recorre a Azevedo como fonte de informações para compreender a região leste.

*“Não é exagero afirmar-se que a metrópole em certo sentido depende de seus arredores rurais. Assim é que os arredores rurais da cidade, podem ser rotulados de ‘subúrbio’ visando distingui-los das áreas rurais situadas a maior distância, e que já não encerram mais as relações funcionais e a estrutura que caracterizam aqueles. É neste sentido que Georges Chabot fala em ‘banlieu maraichère’ e ‘banlieue récreation’, que André Allix fala em ‘banlieue de ravitaillement’ e ‘banlieues du dimanche’, que geógrafos paulistas falam em ‘subúrbios agrícolas’. Como tais designações encerram, respectivamente, facetas isoladas dos arredores rurais de uma grande cidade, parece-nos conveniente o termo subúrbio de*

*cunho rural, ou simplesmente subúrbio rural. Estes subúrbios, ao lado da expansão metropolitana embrionária, caracterizam o 'cinturão suburbano periférico'* (Langenbuch, 1971:282).

Marco decisivo para a cronologia do povoamento das vastas áreas ao sul do Tietê, referido por praticamente toda a bibliografia que se dedica à história destes subúrbios paulistanos, incluindo Aroldo de Azevedo, é o primeiro loteamento da região, no princípio dos anos 1920.

*“O desenvolvimento de Itaquera deve-se, até certo ponto, ao crescimento da Capital paulista, pois foi sentindo a futura expansão da metrópole que a ‘Companhia Comercial, Pastoril e Agrícola’ adquiriu, em 1919, aos padres carmelitas a Fazenda do Carmo, situada entre os rios Verde e Jacu, propriedade da Província Carmelita Fluminense desde princípios do século XVII. Fez-se, então, o primeiro loteamento e assim nasceu a atual Vila Carmosina.”* (Azevedo, 1945, p.97)

Pesquisas mais recentes, apoiadas nos documentos da venda do sítio da Casa Pintada para o Francisco Seckler em 1912, apontam para a Vila Sant’Anna como o primeiro dos loteamentos da região, polêmica que pouco nos interessa nesta tese mas nos indica a profusão de iniciativas especulativas naqueles territórios, assim como a continuidade de pesquisas e publicações que aprofundam e desenvolvem o conhecimento sobre tais processos de urbanização. O livro dos Stanojev Pereira (2012) traz interessantes notícias de personagens centrais da história social de Itaquera, sobretudo da Vila Sant’Anna, um de seus loteamentos pioneiros, reconstruídos a partir das memórias e documentos trazidos a tona pelos descendentes dos primeiros habitantes da região<sup>35</sup>. A igreja de Nossa Senhora do Carmo, na Praça da Matriz de Itaquera, construída em 1928, é um testemunho material da ocupação inicial da Vila Carmosina, que estabelecia-se como centro de uma região que se notabilizaria ao longo das décadas seguintes pela produção agrícola.

Do ímpeto da Companhia Comercial, Pastoril e Agrícola surgiu também a Colônia de Itaquera, loteamento rural da antiga Fazenda Caaguaçu que acolheu diversos imigrantes, sobretudo japoneses, que se empenharam no cultivo de aves e frutas selecionadas. A história da Colônia ‘japonesa’ de Itaquera é um caso ímpar que nos informa das dinâmicas específicas do enraizamento das várias gerações de imigrantes convocadas para substituir a mão de obra escrava no campo e posteriormente nas franjas da cidade a partir do fim do tráfico de escravos e da abolição. O agrimensor Kan Sugaya é um entre os milhares deles cujas trajetórias pessoais se confundem com a dos territórios, já que mais tarde ele será homenageado com o nome de uma avenida na região. Vindo do Japão em 1921, Sugaya foi o responsável pela divisão da Vila Carmosina em lotes, produzindo os mapas e prospectos comerciais do loteamento (Stanojev Pereira, 2012:101-102).

Ao longo da década de 1920, outras iniciativas acompanharam a busca por terras no cinturão agrícola, subdivisões das antigas Fazendas, como é o caso do loteamento da Fazenda Santa Etelvina em glebas menores, que seriam ocupadas por alemães e austríacos. A tendência de passagem da atividade rural para a residencial já seria identificada e destacada por Azevedo: *“A oeste da Colônia, a moderna Fazenda do Carmo, que corresponde à terça parte da antiga Fazenda Caaguaçu, também possui algumas centenas de milhares de eucaliptos, além de pastagens e capoeiras, que um dia, por certo, virão a ser loteadas.”* (Azevedo, 1945, p.115)

A falta de luz elétrica e água encanada representou um entrave para o desenvolvimento destes loteamentos nos anos iniciais, permanecendo os terrenos vagos por algum tempo. Tal estagnação é

---

<sup>35</sup> Stanojev Pereira, Marco Antônio, Antônia e Valquíria (2012) *Histórias e Estórias do povoamento e gentes de Vila Sant’Ana e Itaquera* Edição do autor

## 5. Antecedentes e situações existentes (1958 -1964)

particularmente perceptível através do mapa Sara Brasil, de 1930, que registra ali uma profusão de vilas, compostas de ruas ‘não oficiais’ que repartem terrenos em sua maioria não ocupados. Em comentário sobre a profusão dos loteamentos nos territórios que circundavam a cidade que aparece no mapa Sara Brasil, Langenbuch identificou diversas destas novas vilas surgidas em torno dos caminhos que ligavam São Paulo ao país.

*“No domínio da Central do Brasil (‘linha tronco’, a variante ainda não havia sido construída) destaca-se, na porção mais próxima à cidade, o grupo de loteamentos Vila Aricanduva, Vila Matilde, prolongados a Sudeste pelas ‘vilas’ Eulália, Dalila e Talarico. Mais a Leste, ao longo da Central do Brasil, figuravam Vila Ré, Vila Santa Tereza. Adiante, os ‘povoados-estação’ de Itaquera e Lajeado se vêem estendidos por expressivo loteamento. Entre ambos surgiram os loteamentos Vila Progresso e Parada Quinze.”* (Langenbuch, 1971:136)

O fenômeno da aparição das diversas novas ‘vilas’ precariamente ligadas à estrutura de transportes foi observado também por Azevedo a partir do mesmo mapa Sara Brasil. No levantamento realizado pela Light and Power Company em 1943<sup>36</sup>, vemos algumas dessas vilas, de ocupação bastante rarefeita.

*“Em torno de Itaquera e de Lajeado, existem pequenos núcleos de população, que constituem numerosas ‘vilas’ residenciais. Uns cresceram próximo à estação ferroviária; outros, embora ligados à via-férrea, nem sempre aparecem junto aquela. (...) na colina próxima à estação e voltada para o vale do Rio Itaquera, existe um arruamento perfeito, embora sejam em pequeno número as habitações. Loteado a partir de 1924, teve um impulso maior por volta de 1926; mas a inexistência de luz elétrica paralisou seu crescimento. A nordeste, a Vila Progresso também não obteve o êxito esperado. (...) O caráter rural de todas essas ‘vilas’ é marcante. Não existe nelas nenhuma casa de comércio, nem tão pouco um centro que congregue a população. Esta exerce suas atividades na Capital ou, por exceção, em algumas poucas olarias.”* (Azevedo, 1945, p.97)

Também se referindo à detalhada cartografia do Sara Brasil (1930), Pierre Monbeig destacou a profusão de novos loteamentos na região leste da cidade, depois da Penha. Diversos dos mapas que retratavam a cidade até meados do século estabelecem a colina da Penha como limite da ocupação urbana, ignorando o extremo da região leste, ainda pouco habitada, como se depreende da carta de densidades inclusa no livro de Monbeig (1953).

*“Os trilhos da Central do Brasil não impedem os loteamentos entre a grande avenida e o Tietê. As instalações ferroviárias, menores do que as da Sorocabana e da São Paulo Railway, não ofereceram obstáculo para a transformação de jardins em terrenos de habitações. Também em ambos os lados da avenida Celso Garcia, após a base da Ladeira do Carmo até a Penha, o povoamento não parou de se expandir. (...) Além da Penha, um outro subúrbio se estende rapidamente na direção Leste. Loteamentos foram ali traçados há mais de vinte anos, formosamente desenhados sobre os mapas de 1930, como ‘vilas’ com ruas muitas vezes geométricas, as vezes descrevendo sinuosidades harmoniosas; poderíamos pensar que tudo isto está já habitado, a Vila Matilde, perto de Poá, de Itaquera ou Itaquaquecetuba. No entanto, a venda de terrenos se acelerou nos últimos dez anos. Atualmente, a influência urbana se reforça em toda esta zona, alcançando Mogi das Cruzes.”*<sup>37</sup>

<sup>36</sup> Disponível online no site do Arquivo Público Estadual de São Paulo [APESP].

<sup>37</sup> *“ les rails de la Central do Brasil n’arrêtaient pas les lotissements entre la grande avenue et le Tietê. Les installations ferroviaires, moins importants que sur la Sorocabana et la São Paulo Railway, n’ont pas entravé la transformation des jardins em terrains d’habitations. Aussi, de part et d’autre de l’avenida Celso Garcia, depuis la base de la ladeira do Carmo, jusqu’à la Penha, le peuplement n’a pas cessé de gagner du terrain.(...) Au delà, une autre banlieue s’étend rapidement vers l’Est. Des lotissements y ont été tracés voici plus de vingt ans: ils sont joliment dessinés sur les cartes de 1930, comme des ‘vilas’ aux rues souvent géométriques, parfois décrivant des sinuosités harmonieuses: on pourrait croire que déjà tout était habité, à Vila Matilde, près de Poá, d’Itaquera ou d’Itaquaquecetuba. Cependant il n’y a pas beaucoup plus d’une dizaine d’années que la vente des terrains s’y est accélérée. Actuellement, l’influence urbaine se renforce dans toute cette zone, atteignant Mogi das Cruzes.”* (Monbeig, 1953, p.57)

A análise destas cartografias traz importantes indícios materiais destes processos de urbanização descritos pelos geógrafos, especialmente no extremo leste de São Paulo: o mapa Sara Brasil de 1930 registra a precária existência ao lado da estação de Lageado (ou Carvalho Araújo, mais tarde Guaianases) de uma nova retícula de ruas 'não-oficiais', cujos traçados e toponímias foram rasurados e corrigidos, confundindo levantamento e projeto à medida em que crescia o núcleo, que o mapa da Light de 1943 vai identificar como Vila Princesa Isabel. No caminho entre esta e a Vila Santa Etelvina pela Estrada da Passagem Funda, que acompanha o ramal ferroviário que ligava a antiga Fazenda pelo vale do Rio Itaquera Mirim, em área vizinha a Pedreira, o mapa de 1930 registra a existência da Villa Jahu, identificada em 1943 como Vila Cosmopolita, nome pelo qual é conhecido atualmente o núcleo delimitado pela Rua Luis Mateus.

É importante considerar que, de acordo com uma publicação oficial da Prefeitura sobre a história da Cidade Tiradentes<sup>38</sup>, entre 1908 e 1937 funcionou uma linha particular da estrada de ferro que ligava o Lajeado à Santa Etelvina pelo vale da Passagem Funda, transportando tijolos, pedras, lenha, produtos agrícolas e pessoas em um bondinho, ao qual fazem referência alguns dos depoimentos dos moradores mais antigos da região registrados por pesquisadores como Marcio Rufino da Silva (2008).

Tanto o mapa Sara Brasil de 1930 quanto o da Light and Power de 1943 mostram um loteamento sem nome configurado por vias não oficiais e pouco ocupado na localidade conhecida como Passagem Funda, nas imediações da Pedreira e na confluência da Estrada dos Pereiras (Futura Rua Inácio Monteiro), área que será ocupada posteriormente pelo primeiro conjunto da COHAB da zona Leste, o Prestes Maia, na década de 1970 e o loteamento Vila das Hortências, como veremos oportunamente.

Comentando uma verdadeira explosão no ritmo da construção civil em São Paulo a partir do fim da guerra, Monbeig situou o momento preciso de transformação de fato destas 'vilas', explicitando os mecanismos especulativos envolvidos na produção dos limites da cidade:

*“O crescimento urbano era de tal ordem, a crise da habitação alcançava tais proporções que construía-se então nos loteamentos traçados quinze anos antes que haviam permanecido fictícios, nos subúrbios da Capital. (...) Poderíamos acreditar que esta febre de construção colocou fim à crise da habitação. Ela não a afetou. As casas e apartamentos eram em sua maioria vendidos antes mesmo de estarem construídos à compradores que não tinham a intenção de as habitar mas de revender com uma margem confortável de lucro. O apartamento passa assim frequentemente entre várias mãos antes de acabar de ser construído e dificilmente acha interessado, pois estes são candidatos à locação, muitas vezes despossuídos do capital necessário para adquirir um bem imobiliário supervalorizado: daí o paradoxo de uma crise da habitação em presença de arranha-céus vazios”<sup>39</sup>*

Resumindo os traços essenciais da primeira onda de ocupação destes subúrbios através da criação ainda 'embrionária' das primeiras vilas, Langenbuch (1971) analisa a dinâmica de expansão da área urbanizada da capital até os anos 1940.

<sup>38</sup> PMSP (2004) Meu bairro, minha cidade - Cidade Tiradentes Prefeitura Municipal de São Paulo

<sup>39</sup> *“La poussée urbaine était telle, la crise du logement atteignait de telles proportions qu'on bâtit alors les lotissements tracés quinze ans auparavant et restés fictifs, dans la banlieue de la Capitale.(...) On pourrait croire que cette fièvre de construction mit fin à la crise du logement. Il n'en fut rien. Les maisons et les appartements étaient le plus souvent vendus avant même d'être achevés à des acquéreurs qui n'avaient pas l'intention de les habiter mais de revendre avec une marge confortable de profit. L'appartement passe ainsi fréquemment entre plusieurs mains avant d'être achevé et trouve difficilement preneur, car ceux-ci sont des candidats locataires, souvent dépourvus du capital nécessaire pour acquérir un bien immobilier surévalué: d'où le paradoxe d'une crise du logement en présence de gratte-ciels vides”* (Monbeig, 1953, p.59-60)

## 5. Antecedentes e situações existentes (1958 -1964)

*“São Paulo conhece uma verdadeira explosão da especulação imobiliária. Além dos loteamentos surtos no domínio propriamente urbano – entre os bairros existentes – a especulação se volta com interesse nunca visto para os arredores paulistanos da época. Em torno da cidade surge um verdadeiro ‘cinturão de loteamentos residenciais suburbanos’, que transcende os limites municipais e compreende vastas extensões territoriais que por algum tempo ainda não serão necessárias à expansão urbana. Apenas os loteamentos mais próximos, os sítos em torno de estações ferroviárias e os sítos ao longo da “Tramway de Santo Amaro” conhecerão uma certa ocupação efetiva, em alguns casos bastante densa, em outros esparsa” (Langenbuch, 1971:176).*

Posteriormente, se dará a expansão dos limites da mancha urbanizada da capital paulista, ocupando as áreas previamente loteadas que esperavam pela valorização decorrente da extensão lenta e gradual das infraestruturas da área consolidada dos subcentros regionais, reconfigurando a geografia metropolitana.

*“Verifica-se uma estreita vinculação entre a cidade e a área rural circundante: esta foi e é organizada para a cidade em grande parte pela cidade. O cinturão rural destarte vinculado a São Paulo sempre existiu, e foi gradativamente conhecendo um deslocamento centrífugo acompanhado de ampliação aureolar e diversificação. Do cinturão das chácaras de meados do século passado, a evolução conduziu ao atual cinturão suburbano periférico, mais afastado do centro paulistano, mais amplo, mais diversificado do que aquele, mas a ele se assemelhando no tocante as vinculações com a cidade. O cinturão suburbano periférico, que além de encerrar subúrbios rurais constitui área de expansão embrionária e futura da metrópole, é de suma importância para a vida desta.” (Langenbuch, 1971:334)*

A razão da expansão urbana era clara e decorria diretamente do surto de industrialização na região paulistana do qual o ABC paulista, Guarulhos e São Miguel eram importantes centros e pólos de emprego da massa de trabalhadores que se alojava nos bairros contíguos onde haviam terrenos acessíveis como Itaquera e Guaianases. Entre a instalação da ferrovia e as primeiras décadas do século XX, a região foi predominantemente ocupada em bases agrícolas ou suburbanas por imigrantes europeus, paisagem social que se transformaria com a intensa expansão do parque industrial paulista nas décadas seguintes.

*“A partir de 1930, o contingente fabril de trabalhadores estrangeiros foi acrescido por migrantes nacionais, em sua maioria formada por nordestinos, propiciando o encontro de matrizes culturais nas diversas áreas periféricas da cidade” (Mello Souza e Sant’Anna, 2008)*

A história da região de Itaquera já havia sido foco de pesquisa inserida nos editais de história dos bairros de São Paulo nos anos 1980, sob impacto da implantação dos primeiros conjuntos da COHAB, que resultou na publicação **O bairro de Itaquera - Processo de inserção metropolitana**, de Lemos e França (1999)<sup>40</sup>.

*“Das sesmarias às grandes fazendas (...), passando pelo parcelamento das terras e uma efetiva ocupação agrícola, como pela fixação do núcleo urbano com a estrada de ferro, houve um lapso de tempo muito grande, com uma história pouco agilizada, por escassez da população. Em meados do século XX, quando a periferia de São Paulo começa efetivamente a ser ocupada, Itaquera era conhecida por sua dupla função, onde o rural é mais significativo que o urbano. De um lado é a terra do pêssego, em que o imigrante nipônico se sobressai na cultura de frutas, hortaliças e pequena criação. De outro, é o embrião da cidade em volta da estação ferroviária, a ‘cidade-dormitório’, reflexo imediato da industrialização de São Paulo e conseqüente especulação imobiliária do solo urbano. A cidade inicia o processo de repelir para a periferia, cada vez com*

---

<sup>40</sup> Lemos, Amália Inês e França, Maria Cecília (1999) **O bairro de Itaquera - Processo de inserção metropolitana**, de Lemos e França São Paulo: Departamento do Patrimônio Histórico Também a história de Guaianases foi objeto de uma publicação sob os auspícios da Prefeitura, embora de natureza diversa, a obra de vulgarização para jovens **Guianases - Meu bairro, minha cidade** da Secretaria de Educação em parceria com o CEU Jambuí (2004).



*maior impulso, aqueles que não podiam arcar com os custos da casa própria ou dos aluguéis no núcleo já densamente ocupado.” (Lemos e França, 1999:13)*

Se o crescimento em direção à zona Leste era premeturamente detectado e estimulado por loteadores, empresas imobiliárias e construtoras associadas, nem todos os loteamentos se anunciavam como destinados aos migrantes e operários:

*“Na década de 1940, a Companhia Commercial Pastoral e Agrícola vendeu parte da Fazenda Caaguassu, atual Jardim e Parque do Carmo, para Sr. Oscar Americano de Caldas Filho, engenheiro civil da Companhia Brasileira de Projetos e Obras. O comércio cafeeiro havia perdido valor, na década de 1940, levando à venda dos terrenos. Oscar Americano loteou parte da propriedade sob o slogan: ‘Venha morar no Morumbi da zona Leste’. O intuito era atrair as classes média e alta, valorizando as terras próximas..” (Mello Souza e Sant’Anna, 2008)*

Trata-se de uma urbanização ainda muito incipiente e dispersa, mundo do isolamento e da dependência de meios de transporte e de abastecimento, motivo de penúria para os habitantes e conveniente fonte de renda para alguns, como destacou Monbeig (1953).

*“ A situação era menos precária nos loteamentos modernos da periferia industrial: nestas ‘vilas’ operárias, cada família vive sobre seu teto. (...) Aqui, a família não sofre de aperto mas corre o risco de vivenciar o isolamento: a ‘vila’ é muitas vezes longe da cidade, seu povoamento é incompleto, as raras lojas aproveitam sem escrúpulos do monopólio do qual se beneficiam. Enfim, é raro que as condições de uma higiene elementar sejam satisfeitas desde a fase inicial do loteamento.”<sup>41</sup>*

A descrição feita por Azevedo do tipo de habitação que ali se construía corrobora com o modo de vida rural, baseado na agricultura de subsistência de baixa produtividade. Grande parte dos primeiros habitantes destes novos loteamentos em Guaianases era imigrante ou deles descendia, sobretudo de italianos, que se instalaram no local a partir da instalação da ferrovia (1875-76). Grande parte deles engajou-se na produção de tijolos e telhas nas olarias locais, cuja produção escorria pelos trilhos da Central e construía os edifícios industriais da capital. Segundo os descendentes dos primeiros moradores, os tijolos de Guaianases construíram obras fundamentais para a industrialização paulistana como o Moinho Santo Antônio e várias dos edifícios das Indústrias Reunidas Francisco Matarazzo<sup>42</sup>.

*“Seus moradores residem, em geral, em pequenas casas de tijolos, cobertas com telhas (material de fácil obtenção no próprio local), com três ou quatro cômodos, que se elevam no meio de terrenos de dimensões restritas, tendo ao lado, invariavelmente, o poço que fornece água e, muitas vezes, uma pequenina área cultivada com legumes e milho.” (Azevedo, 1945, p.117-119)*

O papel das ‘explorações do subsolo’ na região não são menosprezados por Azevedo, que nos oferece um detalhado quadro das incipientes atividades econômicas na região:

*“O terreno argiloso das várzeas alimenta, como na região da Penha, a atividade de algumas olarias para fabricação de tijolos. As mais importantes olarias localizam-se nas vizinhanças de Lajeado, junto à confluência do Itaquera com o Itaquera-Mirim, onde existem quatro em atividade. Aliás, talvez não chegue a 10 o total de toda a região. Muitas estão paralisadas e outras diminuiram sua produção em virtude das dificuldades de transporte que a guerra veio ocasionar. A exploração de pedreiras realiza-se*

---

<sup>41</sup> *“La situation est moins mauvaise dans les lotissements modernes de la périphérie industrielle: dans ces ‘vilas’ ouvrières, chaque famille vit sous son toit. (...) Ici, la famille ne souffre pas de l’entassement mais elle risque fort de pâtir de l’isolement: la ‘vila’ est souvent distante de la ville, son peuplement est incomplet, les rares boutiquiers profitent sans scrupule du monopole de fait dont ils bénéficient. Enfin il est rare que les conditions d’une hygiène élémentaire soient remplies dès la phase initiale du lotissement” (Monbeig, 1953, p.65)*

<sup>42</sup> Ver o depoimento da moradora Mara Giannetti, neta do oleiro italiano Antônio Giannetti no documentário *Guaianases - Expresso Ururaí - Lajeado*, de Nereu Cerdeira, de 2003

## 5. Antecedentes e situações existentes (1958 -1964)

*em Itaquera e em Lajeado. A pedreira de Itaquera, situada a uns 3 km do núcleo urbano, não longe do rio Verde, é realmente grandiosa e notável pelo granito que fornece, de grã média e belíssima aparência, largamente usado em obras da Capital. (...) As pedreiras de Lajeado, situadas próximo ao vale superior do Itaquera, a uns 2 km da estação ferroviária, vêm sendo exploradas de longa data e fornecem granito para a Capital.*” (Azevedo, 1945, p.117-119)

Naqueles anos, as pedreiras de Guaianases, então Lajeado eram exploradas por um imigrante espanhol, Luiz Matheus, que havia chegado à região depois de uma breve passagem pela Argentina no fim da primeira guerra. As pedreiras por muitas décadas continuariam nas mãos da família, administradas por seus filhos Isidoro e Vicente. Ainda nos anos 1940, Azevedo também menciona o desmatamento e o comércio de madeiras como atividade econômica na região.

*“No campo da indústria extrativa vegetal, devemos registrar a extração de lenha e a produção do carvão vegetal na zona sul de Lajeado (Passagem Funda, Santa Etelvina).*” (Azevedo, 1945, p.121)

Tão cedo quanto em 1945 Azevedo destaca a centralidade exercida por Itaquera, fenômeno que vai se intensificar nas décadas que se seguiriam com a concentração de equipamentos e investimentos públicos que favoreceriam a ocupação e incremento demográfico da região, predominando a função residencial do subúrbio, complementada por alguns equipamentos urbanos. O quadro apresentado pelo geógrafo detalha os elementos e qualidades de Itaquera:

*“De qualquer forma, não há nenhum exagero em dizer que Itaquera representa certo papel de ‘capital’ regional, não só por ser o maior aglomerado da região que ora examinamos, como por outros fatores: em primeiro lugar, como centro religioso, uma vez que possui a principal igreja da zona, sede paroquial, frequentada aos domingos e dias santificados por muitos dos que vivem nas ‘vilas’ próximas; em segundo lugar, como pequeno centro cultural, graças à presença de um Grupo Escolar e do cinema, sobretudo, que atraem a população das redondezas e, finalmente, como um mercado de certo destaque, devido às suas casas comerciais (notadamente de gêneros alimentícios) e à sua feira, que se realiza junto à estação nos domingos pela manhã, sendo frequentada por moradores não só das ‘vilas’ próximas como também de Lajeado e até mesmo da região da Penha”* (Azevedo, 1945, p.105)

Na ‘história cultural urbana’ que o americano Richard Morse vai elaborar inicialmente como uma tese de doutorado e será publicado na comemoração do IV Centenário de São Paulo (1954), na passagem da ‘cidade-organismo’ para a ‘metrópole moderna’, o autor identifica uma aguda crise de habitação, que acelerava um processo de crescimento centrípeto da cidade, através de uma ocupação e padrão construtivo bastante precários <sup>43</sup>.

*“Para além deste centro moderno existe um grande número de núcleos suburbanos heterogêneos, parcialmente assimilados pela cidade, e que vão desde um subcentro urbano como Santo André até um vilarejo como Itaquera, onde não há nem eletricidade nem água encanada”* (Morse, 1954/ 1970:358)

A zona Leste seria um exemplo eloquente destes fenômenos, ainda que Morse não se detenha particularmente sobre esta porção eminentemente popular da cidade. Já Aroldo de Azevedo volta a abordar os ‘Subúrbios paulistanos’ no conjunto de estudos que compõe **A Cidade de São Paulo** (1958), dentro de um panorama mais alargado do desenvolvimento da metrópole paulistana. Azevedo revisita os territórios a leste da cidade, que já apresentavam notáveis desenvolvimentos

---

<sup>43</sup> Ver as diferentes versões do livro de Richard Morse, **De comunidade a metrópole: biografia de São Paulo**. (Trad. Maria Aparecida Madeira Kerberg). São Paulo: Comissão do IV Centenário, 1954; **From community to metropolis: a biography of São Paulo, Brazil**. Gainesville: Florida University Press, 1958 e **Formação histórica de São Paulo: de comunidade a metrópole**. (Trad. complementares Antonio Candido). São Paulo: Difel, 1970, assim como a tese de doutorado de Castro, Ana Cláudia (2013) **Um americano na metrópole latino-americana - Richard Morse e a História cultural urbana de São Paulo 1947-1970** FAU USP.

suburbanos, novos núcleos habitacionais de baixa renda e loteamentos populares em torno das estações de trem.

*“Dos 90 mil habitantes que vivem nos subúrbios orientais de São Paulo, cerca de 40 mil habitam a região suburbana atravessada pela Linha-tronco da ‘Central do Brasil’, em estreita ligação com a metrópole paulista. A maior parte apenas lá reside, exercendo suas atividades costumeiras na Capital, o que nos leva a considerá-la um dos mais importantes ‘dormitórios’ da cidade, fora de sua área urbana. São brasileiros em sua maioria, destacando-se entre eles muitos baianos e nordestinos.”* (Azevedo, 1958)

Sobre o crescimento populacional, Azevedo detecta uma nova explosão demográfica entre os momentos de seus dois estudos, ao que corresponde uma onda de novos loteamentos e a implantação de uma linha de ônibus em 1954: *“O grande ‘rush’ teve lugar na década de 1940-50, quando a população dobrou e novos loteamentos foram abertos”* (Azevedo, 1958). Poucos anos antes do início do surgimento dos conjuntos habitacionais, Langenbuch (1971) vai analisar aqueles territórios do ponto de vista de sua inserção na metrópole paulistana, evidência incontornável que ‘transbordava’ na direção leste, entre outras margens.

*“No domínio da Central do Brasil, a suburbanização residencial, se bem que já importante em 1940, toma um ímpeto que supera de longe o desenvolvimento até então verificado. Na linha tronco conheceram um notável crescimento os subúrbios Itaquera, Guaianases (como passa a se chamar Lajeado), Ferraz de Vasconcelos, Poá, Calmon Viana, Suzano e Mogi das Cruzes.”* (Langenbuch, 1971:185)

O geógrafo alemão lança mão dos conceitos de “Subúrbio-estação”, associado as estações da ferrovia e de “Subúrbio-loteamento”, ligado ao desenvolvimento das linhas de ônibus, distinção útil para compreender a passagem de um tipo de empreendimento a outro, que se amplia entre os anos 1940 e 1970, generalizando-se a partir de então.

*“De qualquer forma nota-se uma tendência de maior desenvolvimento em torno das estações ferroviárias mais antigas, onde o referido povoado já existia, em detrimento dos loteamentos estabelecidos em torno de estações mais recentes. Veja-se o caso da estação Quinze de Novembro, da Central do Brasil, inaugurada em 1926, sita entre Itaquera e Lajeado (hoje Guaianases), ambas contemporâneas à instalação da ferrovia. Enquanto os loteamentos contíguos a esta se povoavam, em Quinze de Novembro, ainda por volta de 1945, eram ‘em pequeno número as habitações’, segundo o testemunho de Aroldo de Azevedo.”* (Langenbuch, 1971:151)

Os dados do IBGE apresentados no Cadastro de referências urbanas da zona Leste (SEMPLA, 1985) confirmam os movimentos demográficos na região delineados por Azevedo em seus dois estudos, elaborados em momentos separados por uma década de intensa urbanização. Em 1934, eram pouco mais de 6 mil os habitantes de Itaquera e nem 2 mil os de Guaianases; em 1940, quase 8 mil em Itaquera e 3 mil em Guaianases; dez anos depois, em 1950, seriam mais de 15 mil os moradores de Itaquera e 10 mil em Guaianases (IBGE in SEMPLA, 1985), até 1970, a administração que integrava Itaquera e Guaianases contava com quase 60 mil pessoas. Azevedo registra em 1945 um número coerente com o quadro de intenso crescimento demográfico durante a década na região: *“Uma população calculada em 12 mil habitantes vive na região de Itaquera, em estreita ligação com a metrópole paulistana e disseminada ao longo da linha tronco da ‘Central do Brasil’.”* (Azevedo, 1945, p.97)

Para compreender bem a região leste, suas dimensões e sua situação urbana no imediato após guerra dos pontos de vista estatísticos, qualitativos e quantitativos do urbanismo inserido em um amplo quadro sócio econômico, podemos tomar por base os estudos elaborados respectivamente

## 5. Antecedentes e situações existentes (1958 -1964)

em 1947 e 1958<sup>44</sup> pela Sociedade para Análises Gráficas e Mecanográficas Aplicada aos Complexos Sociais, a SAGMACS, organização pluridisciplinar ligada ao Movimento Economia e Humanismo francês instalado no Brasil através da ação do padre dominicano Louis Joseph Lebet. A colaboração do escritório de planejamento na constituição do campo do planejamento urbano no Brasil, no qual atuaram Antônio Bezerra Baltar, Celso Lamparelli, Flávio Villaça e Francisco Whitaker Ferreira entre outros, não cabe nestas páginas e vem sendo cuidadosamente estudada por pesquisadores como Dinalva Roldan e Maria Cristina Leme<sup>45</sup>.

*“A SAGMACS funcionou como um escritório de planejamento urbano de caráter interdisciplinar reunindo religiosos, intelectuais, políticos, arquitetos, economistas, geógrafos e sociólogos, e que ao longo dos anos 1950 e 1960 foi responsável por estudos, projetos e programas de planejamento de desenvolvimento urbano e regional.”* (Roldan, 2012:121)

Se em 1947, o foco eram as condições e precariedades de habitação nas zonas centrais e nos ‘arrabaldes’, no estudo Estrutura urbana da aglomeração paulistana, de 1958, os pesquisadores da SAGMACS expõe, de maneira inédita na amplitude da análise, as dimensões da crise habitacional que coadunavam com dinâmicas de valorização especulativas que guiavam os caminhos do crescimento da cidade.

O relatório elaborado pela agência de planejamento compliava dados oficiais e nutria-se também de outros trabalhos clássicos sobre a urbanização paulista, como os estudos de Monbeig sobre a região paulista, os de Roberto Simonsen sobre a economia e a indústria e mais uma série de trabalhos de jovens geógrafos e pesquisadores, complementado por trabalho de campo para coleta de dados suplementares realizados pelos pesquisadores da agência. São Paulo, então com aproximadamente 3,5 milhões de habitantes, em franca explosão demográfica, era comparada com diversas outras capitais brasileiras onde a agência atuara sob os mais variados aspectos que se traduziam em expressivos gráficos, de acordo com o método desenvolvido pela equipe de Lebet.

*“São Paulo apesar do admirável aspecto de alguns bairros e apesar do grande esforço de correção que vem sendo tentado, apresenta-se ao observador desinteressado como um fenômeno doentio do tipo canceroso, pois cria continuamente novas zonas doentes em sua periferia, e agrava incessantemente a profundidade do mal na direção do seu centro.”* (SAGMACS, 1958:4, pt. 1-2, e.4)

O documento nos serve de referência importante não só por introduzir uma nova escala de planejamento territorial, de incumbência ainda mais ampla que o urbanismo mas também por nos oferecer um retrato do processo de metropolização de São Paulo em suas décadas mais intensas. Não fosse somente isto, os estudos da SAGMACS seriam retomados quase uma década depois como preciosa fonte de informações para o consórcio de consultores e agências estrangeiras que elaborou o Plano Urbanístico Básico, o PUB (1969), como veremos adiante. *“Teria sido necessário ‘pensar’ a cidade em seu conjunto e prevendo sua expansão, com a mesma audácia e capacidade com que foram resolvidos tantos problemas isolados. Não se pensou jamais São Paulo como grande cidade.”* (SAGMACS, 1958:3, pt. 1-2, e.4)

O relatório não se detém especificamente em análises aprofundadas de casos concretos, a não ser como exemplo das dinâmicas mais gerais que estariam condicionando o crescimento urbano.

---

<sup>44</sup>Sociedade para Análises Gráficas e Mecanográficas Aplicada aos Complexos Sociais - SAGMACS(1957) Estrutura urbana da aglomeração paulistana. Comissão de Pesquisa Urbana da Prefeitura do Município de São Paulo

<sup>45</sup> Roldan, Dinalva (2012) Um ideário urbano em desenvolvimento: A experiência de Louis-Joseph Lebet em São Paulo de 1947 a 1958. Dissertação de Mestrado FAU USP e Leme, Maria Cristina ‘A politização do urbanismo no Brasil: a vertente católica’ in : Anais ANPUR, Rio de Janeiro, 2001

Uma vez introduzidas as categorias, o estudo apresenta os dados relativos a todas as unidades de análise e seus fragmentos: na região do extremo leste, além de Itaquera e as 'Vilas' do entorno (a Cidade Líder e as Vilas Progresso, 15 de Novembro, Carmosina e Sant'Ana) registra-se a presença de Guaianases e Vila Princesa Isabel, que além das casas e chácaras contavam também com comércio e serviços.

Itaquera era para a SAGMACS uma das suas 'unidades elementares de análise' habitada por pouco menos de 30 mil almas, 100 % das quais alojadas em 'unidades populares' de qualidade construtiva 'mediocre', onde se registravam também mais de 50 unidades de comércio e 50 de serviços e pelo menos duas escolas, embrião de um possível 'centro terciário' (SAGMACS, 1958:II-97, pt. 1-2, e.5).

As transformações na paisagem física e social que salta aos olhos nas análises dos pesquisadores da SAGMACS seria apresentada anos mais tarde por um repórter como decorrente da industrialização e da implantação dos migrantes nos territórios periféricos a leste dos limites da mancha urbana paulistana: *"O bucólico mundo de Itaquera resistiria até o final da Segunda Guerra, quando a febre desenvolvimentista de São Paulo aos poucos foi empurrando a mão-de-obra barata vinda do Nordeste para as beiradas da cidade ao longo dos trilhos de subúrbio da Central do Brasil."*<sup>46</sup>

Para a SAGMACS trata-se ainda de um tipo de crescimento suburbano indesejável: *"anti-econômico e ao mesmo tempo que anti-humano. O chefe de família que compra um terreno a 25 km do centro da cidade faz o único cálculo econômico que lhe é possível: comprar pelo menor preço que lhe seja oferecido, qualquer que seja a distância, um lote do menor tamanho possível para nele construir ele próprio, como mínimas despesas, uma habitação por mais exígua que ela seja."* (SAGMACS, 1958:4, pt. 1-2, e.5)

Segundo a orientação da SAGMACS, na 'Nota sobre o problema da habitação' que encerra o documento analítico, a autoconstrução seria o encaminhamento possível nos bairros periféricos:

*"Em nossa atual fase de desenvolvimento com os recursos possíveis, a melhor solução seria estimular os investimentos particulares dentro de padrões razoáveis e organizar projetos de 'ajuda própria' e 'ajuda mútua orientada' para as populações de nível econômico baixo. (...) Um programa deste tipo não visaria criar 'cidades modelo' ou 'vilas modelo', mas promover gradual e indistintamente a melhoria dos bairros periféricos existentes quanto ao uso do solo, da qualidade das construções e dos equipamentos públicos e de vida coletiva."* (SAGMACS, 1958:127, pt. II, e.5)

Nas Origens da habitação social no Brasil, Nabil Bonduki detecta justamente nessa década de 1940, uma aguda crise de habitação, paradoxalmente simultânea ao incremento das construções e ao aumento da demanda por habitação no centro da cidade, dinâmica que teria seu impacto na formação das primeiras favelas em São Paulo mas sobretudo no crescimento dos bairros e subúrbios periféricos.

*"O surgimento das favelas em São Paulo e seu crescimento em outras cidades, durante a crise de habitação dos anos 40, é fundamental para se compreender as profundas alterações no modo de provisão de moradias que ocorreu no período nacional-desenvolvimentista, quando se consolidava uma sociedade de base urbano-industrial. No entanto, como resposta à crise de habitação, a construção pelos próprios trabalhadores de casas individuais em loteamentos periféricos foi a alternativa que se revelou mais fecunda e que, nas condições da cidade de São Paulo, podia expandir-se quase sem limites"* (Bonduki, 1997, p.264)

Se a região aumentava exponencialmente em termos de contingente populacional, sobretudo de baixa renda e em busca de trabalho, no campo da atividade econômica, para além de duas pequenas fábricas, havia algum incremento na atividade de exploração da pedra e na produção

<sup>46</sup> Kotscho, Ricardo Série de repostagens 'As novas fronteiras vão para o leste' - 1 A cidade expande suas misérias - Criminalidade, sub-habitação e falta de infraestrutura acompanham o crescimento' in Folha de S. Paulo 25/jun/1981

## 5. Antecedentes e situações existentes (1958 -1964)

das olarias, “*cujo total no distrito ascende a 39*” (Azevedo, 1958). Com a contraposição dos dados e dos panoramas apresentados por Azevedo em 1945 e 1958, momentos separados por uma explosão demográfica, e o incremento no número de olarias, fica evidente o papel da atividade de exploração dos recursos naturais como fator de povoamento e crescimento da região. Se inicialmente Guaianases fornecia materiais de construção para a emergente metrópole paulistana, num segundo momento, a produção seria em grande parte consumida nos arredores. Trata-se de uma cadeia produtiva contínua que envolve o desmatamento da vegetação nativa, que libera o solo para as construções e fornece a lenha e o carvão que alimenta os fornos onde são cozidos os tijolos e telhas feitos do barro das várzeas, que por sua vez alimentam o crescimento do território periférico. Expressão radical e um tanto literal do conceito de ‘renda da terra’, não sendo incomum a associação dos promotores imobiliários com os produtores dos materiais de construção, quando não se tratavam da mesma pessoa física ou jurídica. É o que se pode inferir do comentário que o sociólogo José de Souza Martins faz a respeito dos loteamentos da região no final da década de 1940, quando morou ali.: “*Era um loteamento desses muito comuns na periferia de São Paulo, em que o proprietário dava cinco mil tijolos para quem comprasse um lote, suficientes para a construção do chamado cômodo e cozinha.*” (Martins, 2011, p.140)

A passagem de uma produção local de tijolos e telhas destinada às construções mais sofisticadas em área central para a edificação de habitações ou núcleos embrionários de casas simples nos arredores das indústrias, ampliadas à medida das possibilidades materiais dos habitantes, pode ter a ver também com a reestruturação produtiva e com a modernização da indústria de materiais de construção, que ao introduzir elementos cerâmicos normatizados no mercado e difundir as tecnologias do concreto armado como solução estrutural padrão que acabou por relegar a produção artesanal de moradias às camadas mais pobres. A história da Cerâmica São Caetano e da aplicação dos seus produtos nos novos edifícios construídos na capital pode ser um indício desta passagem. Segundo o sociólogo José de Souza Martins, que trabalhou durante a juventude na fábrica, a passagem dos fornos intermitentes a carvão e lenha para os fornos contínuos alimentados a diesel deflagrou um episódio singular que ilustra o choque entre o universo místico dos trabalhadores e a mentalidade racionalista e progressista que orientava a direção da indústria, criada por Roberto Simonsen<sup>47</sup>.

Parte do incremento populacional que se deu na região leste ao longo dos anos 1950 deve-se à introdução do ‘elemento migrante’ atraído pela consolidação de São Paulo como pólo industrial nacional; a ocupação de novas ‘vilas’ de extensas porções da zona Leste como os ‘bairros satélites’ em torno de São Mateus por trabalhadores da indústria metalúrgica e automobilística instalada no ABC paulista é um fenômeno que vai se generalizar a partir de então.

*“Na década de 50, com o intenso movimento migratório dos retirantes nordestinos para a região Sul do país, a população urbana de São Paulo começou a aumentar em progressão geométrica. Data dessa época a ocupação de espaços vazios da zona Leste. Bairros populares, cujos nomes sempre eram precedidos de ‘vila’, foram surgindo em condições extremamente precárias. Esse processo de urbanização improvisada, como um precário acampamento, é um dos aspectos mais críticos do crescimento experimentado por São Paulo nas décadas de 60 e 70. (...) As áreas periféricas da zona Leste apresentam acentuadas diferenças, em termos urbanísticos, quando comparadas aos bairros consolidados da região. A maioria das antigas sedes de chácaras e sítios, importantes exemplares da arquitetura rural paulista, foi demolida para dar lugar aos loteamentos e*

---

<sup>47</sup> Martins, José de Souza (2008) A aparição do demônio na fábrica - Origens sociais do Eu dividido no subúrbio operário São Paulo: Editora 34

*às casas construídas pelos próprios moradores. O mesmo ocorreu com as reservas florestais, sacrificadas para o fornecimento de matéria-prima a olarias e indústrias.”* (SEMPLA, 1985, p.16)

A transformação do perfil da maioria da população que se instalava parece ter se acelerado no imediato pós-guerra com a instalação de indústrias automobilística nos municípios do ABC paulista, que dividiria o fluxo da massa de trabalhadores que diariamente fazia a migração pendular entre o Centro da cidade, principal pólo de emprego, além de nó articulador do sistema de transportes públicos para outras regiões da cidade. As indústrias e centros comerciais implantados em bairros da zona leste mais próximos ao centro como Mooca, Brás, Pari, Vila Prudente e Tatuapé também absorveriam grande parte da mão de obra que chacoalhava diariamente nos vagões da Central do Brasil. A situação conjuntural restringia bastante as possibilidades de escolha da classe trabalhadora no que tange à sua habitação; mais do que isso, a dinâmica econômica aliada às forças indutoras do crescimento da cidade impuseram a passagem de locação à prestação como modo de pagamento pela casa, que passa a ser própria, ainda que irregular e condicionada ao pagamento de longas dívidas.

*“Não havia alternativa: nos anos 40, a produção rentista de moradias, nos bairros já urbanizados, reduziu-se drasticamente; os despejos se intensificaram; as favelas, que surgiram sobretudo nas várzeas bem localizadas, foram estigmatizadas e reprimidas; as casas com aluguéis novos só eram acessíveis aos que podiam pagar luvas; milhares de novos trabalhadores chegavam atraídos pelo forte aquecimento da economia, disputando as poucas moradias disponíveis; e a especulação imobiliária colocava abaixo prédios ainda novos, para dar lugar a novas incorporações. Entre 1940 e 1950, cerca de 100 mil famílias, mais de meio milhão de pessoas, passaram a morar em casas próprias. A grande maioria em loteamentos periféricos, que não estavam mais desocupados como nos anos 20. Enfrentar e dominar a periferia passou a ser tarefa cotidiana de centenas de milhares de trabalhadores, que construíram em silêncio uma cidade muito maior do que a São Paulo oficial.”* (Bonduki, 1998:294)

Como sublinha Bonduki (1998), a articulação de diversos fatores correlatos ligados à expansão do mercado imobiliário e à consolidação de São Paulo como pólo industrial de importância nacional foi responsável pela ocupação massiva dos subúrbios, o que acabou por fomentar a cultura da casa própria como objetivo de vida, símbolo de segurança física e financeira das famílias empobrecidas.

*“É certo que a crise de habitação impôs ao trabalhador, nos anos 40, quase que compulsoriamente, a busca do lote periférico, quando talvez ele não optasse por isso. No entanto, à medida que surgiu uma tradição de auto-emprego, que os loteamentos foram sendo incorporados às redes de serviços públicos e que se desenvolveram práticas culturais enraizadas nesse modo de vida, a aspiração de obter a casa própria generalizou-se entre a população de baixa renda, que passou a buscá-la sem medir sacrifícios. Ao contrário de todas as outras condições de ocupação (aluguel, cessão), apenas a casa própria auto-empregada permite que a família possa incorporar trabalho e recursos para remoldar e melhorar permanentemente o espaço físico, de modo que este reflita e expresse o cotidiano familiar.”* (Bonduki, 1998:308)

De acordo com Meyer e Gronstein (2010), a perda da população residente no centro contribuiu para a intensificação da urbanização da zona leste e de novos vetores de expansão urbana do tipo centrípeta, do qual seria responsáveis tanto os loteadores dos novos subúrbios residenciais quanto o poder público, seja pela omissão no que tange à regulamentação urbanística e no controle das linhas de ônibus, vetores de expansão informal, seja pela construção dos conjuntos habitacionais em uma área de mais de 20 quilômetros quadrados<sup>48</sup>.

<sup>48</sup> Somando a produção da COHAB, companhia de capital misto controlada pela prefeitura de São Paulo, de aproximadamente 15 quilômetros quadrados na região, com a da CDHU, ligada ao Governo do Estado, equivalente a 6 quilômetros quadrados (Meyer e Gronstein, 2010:53).

## 5.5 Política, personagens e vida social

Além de transformar o significado da casa própria na trajetória familiar, a emergência da periferia como espaço primordial de habitação das classes menos favorecidas durante um período relativamente democrático trouxe em seu bojo também uma transformação nas estratégias dos grupos políticos que procuravam incluir o povo no desenvolvimento nacional.

A trajetória pessoal do sociólogo José de Souza Martins, autor de um fundamental estudo dos subúrbios paulistas, nos diz bastante a respeito desta passagem que muitos locatários tentaram dar em direção à casa autoconstruída na periferia. Do subúrbio operário típico - os arredores da Cerâmica São Caetano, o autor foi morar com sua família num dos lotes provenientes da subdivisão da Fazenda Santa Etelvina, nos limites da zona leste, no fim dos anos 1940.

*“Meu pai, quando solteiro, havia comprado um pequeno terreno na Fazenda Santa Etelvina, em Guaianases, então Lajeado, uma fazenda do século XIX, quando o dono resolveu dividi-la em chácaras e sítios e vender os lotes. Na verdade, pela localização as terras praticamente não valiam nada. Também meu avô e os primos de meu pai compraram terrenos no lugar, bem próximos uns dos outros que ficaram perdidos no mato.”* (Martins, 2011, p.154)

A Fazenda havia sido loteada no começo dos anos 1920 e convertida na Villa Etelvina, como indicam os mapas Sara Brasil (1930) e Light and Power (1943). Na seção dedicada à ‘Aquisição de propriedades’, veiculada pelo Correio Paulistano nos anos 1920 e 1930, aparecem diversas referências à compra de propriedades ali. Os registros de impostos e taxas lançados em toda a cidade, publicados no mesmo jornal em junho de 1927, são evidências de que a região já era povoada e que existiam ali alguns poucos estabelecimentos comerciais<sup>49</sup>.

Em diversas oportunidades, Martins vai se referir à experiência familiar de deixar o mundo que girava em torno da fábrica, em São Caetano, o ‘subúrbio’ a que ele se refere no livro homônimo, em direção ao mundo da ‘roça’, alimentada pelo sonho do retorno às origens rurais de sua mãe e seu padrao.

*“A casa em que morávamos era das mais distantes, oito quilômetros longe da estação de Guaianases, na Estrada de Ferro Central do Brasil, uma estação a meio caminho entre São Paulo e Moji das Cruzes. Além disso, ficava a um quilômetro da estrada de rodagem de terra que da estação levava até o bairro da Terceira Divisão, por onde é hoje o bairro de Cidade Tiradentes, bem longe. Da estação até em casa, ia-se por um caminho vicinal. Não havia nenhum vizinho próximo. Vivíamos praticamente isolados.”* (Martins, 2011, p. 140)

Em suas memórias, Martins diferencia nitidamente o que representa São Caetano, fora do município de São Paulo mas perfeitamente integrado nos circuitos econômicos e sociais da metrópole pelo advento da indústria, e a vida num loteamento de periferia nos confins de Guaianases, lugar de transição abrupta entre o campo e toda uma região da cidade, desprovida de qualidades urbanas.

---

<sup>49</sup> No ‘Edital - Recebedoria de rendas da capital - Exercícios de 1927 e 1928 - Imposto predial e taxa de exgottos’ (sic.), publicado no Correio Paulistano em 1/jun/1927, disponível na Hemeroteca Digital da Biblioteca Nacional (RJ), encontramos o registro de lançamento de impostos prediais referentes a 26 edificações residenciais; já na edição do mesmo jornal do dia 24/jun/28 (Directoria da Receita - Relação dos contribuintes do Imposto de ‘Indústrias e Profissões’), há o registro de três estabelecimentos comerciais ou industriais, dois deles ‘botequins’ dedicados à venda de cigarros e gêneros alimentícios e uma olaria na ‘Villa Etelvina’. Em 15/fev/1930, o Correio Paulistano traz a notícia da ‘agressão a tiro’ de um morador da Villa Etelvina que era também o guarda de terrenos próximos à sua casa, que teriam sido invadidos pelos agressores com o intuito de tomar banho no ribeirão que atravessava as propriedades, motivando a intervenção do agredido.



*“Eu ainda conheci esse subúrbio distanciado, mais do que distante, quando morei na Fazenda Santa Etelvina, em Guaianases, em 1948 e 1949. Hoje aquilo é periferia. Para vir a São Paulo, os preparativos eram os de uma complicada excursão. (...) o subúrbio, por essa sociabilidade produzida no isolamento relativo, nas dificuldades materiais de comunicação do passado, acabou por constituir um estilo de vida particular, marcado por uma peculiar mentalidade suburbana. O imaginário do subúrbio ainda hoje é um imaginário familístico e rural. Mais do que mudar, o subúrbio permaneceu.”* (Martins, 2000, p.141)

A experiência pessoal do sociólogo, neste território ainda um pouco indistinto, nos chama a atenção para situações urbanas específicas e distintas.

*“A concepção de subúrbio cedeu lugar, inevitavelmente, à concepção ideológica de ‘periferia’, um produto do neopopulismo cuja elaboração teve a contribuição do próprio subúrbio para distinguir-se dos deteriorados extremos de uma ocupação antiurbana do solo urbano, para distinguir-se do amontoado de habitações mal construídas, precárias, provisórias, inacabadas, sem infra-estrutura que começaram a disseminar-se no entorno da cidade a partir dos anos sessenta. Essas eram as manchas de degradação da área metropolitana. Há uma distinção espacial importante entre subúrbio e periferia. No subúrbio, mesmo na fase já alcançada pela industrialização e pelos loteamentos de terrenos para moradias operárias, os lotes eram grandes, as casas tinham espaço para o grande quintal, um remanescente do rural que permanecia no urbano: fruteiras, hortas, galinheiros, fornos de pão e broa, jardins, muitas flores e um certo suave perfume suburbano.”*<sup>50</sup>

Para Azevedo, no entanto, em 1945, o conceito de subúrbio se aplicava sem ressalvas à região.

*“O conceito vulgar da palavra subúrbio corresponde ao de ‘arrabalde ou vizinhança de uma cidade ou de qualquer povoação’, o que, em princípio, satisfaz e aproxima-se do conceito geográfico. Entretanto, não basta que haja certa interdependência entre a cidade e os seus subúrbios, uma relação ativa e passiva entre uma e outra.”* (Azevedo, 1945, p.29-30)

Até o começo dos anos 1950, a política local tinha pouca importância no quadro das disputas eleitorais por conta da baixa densidade da ocupação semi-rural da região, controlada por líderes locais na base do clientelismo coordenadas pelos ‘Coronéis’ cujas patentes haviam sido dadas pela Guarda Nacional. No entanto, os líderes locais não desprezavam a crescente força eleitoral dos subúrbios da região Leste, como podemos depreender do anúncio publicado no Correio Paulistano de 16 de agosto de 1925 no qual o ‘Diretório político de Itaquera e Lajeado convida o eleitorado desses distritos a comparecer à eleição de 17 do corrente a fim de sufragar o candidato do Partido Republicano Paulista Dr. Washington Luiz Pereira de Sousa para senador federal’<sup>51</sup>.

Entre os dirigentes que assinam o anúncio, figuram os ‘Coronéis’ Francisco Seckler, subprefeito dos distritos de Itaquera e Lageado, chefe local do Partido Republicano Paulista (PRP) e farmacêutico, loteador da Vila Sant’Anna e de diversos outros subúrbios e balneários e Saturnino Pereira, delegado de Guaianases e proprietário de um dos primeiros armazéns do bairro, monopolizando o comércio local nos mesmos moldes praticados nos mais remotos sertões do país.

Num ambiente de características ainda rurais e de grupos sociais mais homogêneos, não havia espaço para disputas entre tendências políticas ou tampouco para outras religiões para além da católica e seus sincretismos ou para atividades culturais de formação de idéias e opiniões diversas das veiculadas pelos líderes políticos e religiosos locais, aproximando o cotidiano dos habitantes da vida no campo, pobre de oportunidades de encontros fora dos ambientes da igreja e do trabalho. Cabe lembrar que ainda nas décadas iniciais de ocupação da região, a prática religiosa católica era permeada de misticismos, sincretismo entre o cristianismo e religiões afrobrasileiras ou indígenas, severamente perseguidas pelas forças da lei, como demonstra a notícia da prisão

<sup>50</sup> Martins, José de Souza - Depoimento in *Espaço e Debates - Periferia revisitada* N° 42, 2001, p.78

<sup>51</sup> ‘Ao eleitorado de Itaquera e Lajeado’ *Correio Paulistano* 16/agosto/1925, Arquivo Público Estadual de São Paulo

## 5. Antecedentes e situações existentes (1958 -1964)

pela Delegacia de Costumes de Alfredo Domingues Vieira, o feiticeiro de Santa Etelvina, que “se dedicava à prática de bruxarias, que levava a efeito de combinação com um centro espírita da localidade”<sup>52</sup>.

A situação se alteraria radicalmente com a chegada dos novos contingentes populacionais que atrairiam consigo novos líderes e novas tendências políticas e religiosas em busca de novos seguidores. A criação do Círculo Operário de Itaquera faz parte da iniciativa que procurava aplicar na prática as preocupações da encíclica *Rerum Novarum*, denotando uma tentativa da Igreja Católica de se aproximar dos trabalhadores dentro de um novo contexto produtivo, oferecendo uma alternativa ao crescente movimento comunista, sobretudo a partir dos final dos anos 1930 (Manfredi, 1996)<sup>53</sup>.

*“Nos anos trinta e nos anos quarenta, a Igreja Católica tinha o monopólio das idéias no subúrbio. As outras idéias eram clandestinas. Nem mesmo havia bibliotecas públicas ou livrarias. A prática estava compulsoriamente divorciada da teoria. Nos anos cinquenta, não só chegou no ABC a grande indústria automobilística, que multiplicou o número de operários, sobretudo mineiros e nordestinos. Chegou, também, o debate político e a multiplicação de idéias, os primeiros intelectuais, a música, o teatro laico, a proliferação dos ginásios estaduais e Florestan Fernandes fazendo conferência em favor da escola pública”* (Martins, 2000, p.136).

Com o incremento demográfico e a diversificação social e econômica, a população entrava em contato com outras forças e plataformas políticas divulgadas pelos militantes nos portões das fábricas, nas estações ferroviárias e nos jornais, sobretudo durante o imediato pós-guerra, durante o breve período de legalidade do Partido Comunista Brasileiro.

*“Os comunistas, no breve período de legalidade de 1945 a 1947, foram os primeiros a perceber que a periferia era um espaço propício ao surgimento de um movimento de luta por melhorias urbanas e organização popular. E desempenharam importante papel ao identificar seus problemas, divulgá-los no *Hoje*, jornal diário vinculado ao partido, e estimular a formação nesses locais de Comitês Democráticos e Progressistas (CDPs), órgãos de apoio ao partido. Nesse período, dezenas de comitês foram criados em boa parte dos bairros periféricos, onde antes pouco existia em termos de organização.(...) A atuação dos comunistas nesse período foi fundamental para detectar, relacionar e hierarquizar os problemas da periferia e iniciar uma tradição de reivindicações e de organização popular na periferia.(...) a luta iniciada pelos moradores da periferia fazia parte de uma questão mais geral: frente ao problema social gerado com a ocupação dos loteamentos clandestinos pelos trabalhadores, caberia ao Estado a implantação da infra-estrutura urbana e dos serviços básicos, mesmo que o causador do problema tivesse sido o empreendedor do loteamento. Trata-se portanto, de mais uma faceta da concepção da moradia como questão social, na qual o Estado deve intervir.”* (Bonduki, 1998, p.297-298)

Em torno das diversas fábricas da Mooca se organizava um dos epicentros do movimento comunista na zona Leste; o bairro abriga a ‘Praça Vermelha’, local simbólico para o movimento sindicalista desde os anos 1920 para onde convergeriam diversas manifestações organizadas pelos comunistas, ao lado de onde o militante do partido e técnico de futebol João Saldanha mantinha uma gráfica, que imprimia os panfletos do partido (ver Duarte e Fontes, 2004)<sup>54</sup>. Alguns autores

---

<sup>52</sup> No consultório dos intrujões - O ‘Dr. Lipparelli e seus colegas em Itaim e Carvalho Araújo’ *Diário Nacional* 27/nov/1928 e ‘No consultório dos intrujões - ‘Seu’ Seraphim, curandeiro do Itaim e ‘seu’ Alfredo, feiticeiro de Santa Etelvina’ *Diário Nacional* 28/nov/1928, disponíveis na Hemeroteca Digital da Biblioteca Nacional (RJ)

<sup>53</sup> Manfredi, Sílvia Maria (1996) *Formação sindical no Brasil: História de uma prática cultural* São Paulo: Escrituras editora

<sup>54</sup> Duarte, Adriano e Fontes, Paulo (2004) ‘O populismo visto da periferia: Adhemarismo e Janismo nos bairros da Mooca e São Miguel Paulista’ in *Cadernos AEL* v.11 n.20/21

atribuem ao vácuo deixado pelo fim das mobilizações populares em torno das reivindicações dos moradores dos bairros periféricos fomentadas pelo Partido Comunista durante o período de legalidade (1945-47) a emergência de figuras centrais do populismo paulista como Jânio Quadros e Adhemar de Barros.

A fundação da Cooperativa de Consumo de Itaquera, divulgada pelo Jornal de Notícias em 1946<sup>55</sup>, é apresentada como iniciativa apoiada pelo Governo Estadual para oferecer alternativas que permitissem à população local escapar da exploração praticada pelos comerciantes acomodados com a falta de opções que acabava por estimular a prática de preços abusivos. A preferência da população dos subúrbios e periferias passou a ser disputada por políticos das mais variadas tendências, que procuravam se fazer presentes nos limites da cidade e se mostrar solidários com as situações de precariedade que traziam à tona através das mídias, hábito que perduraria durante décadas na cultura política nacional.

*“Nestes anos, a politização do tema - com a mobilização dos moradores por melhorias para os bairros distantes e a apresentação de denúncias por vereadores - acabou tornando insustentável a situação. Com ácidas críticas à Prefeitura, destacou-se o vereador Jânio Quadros. Seus discursos proferidos da tribuna da Câmara Municipal, depois de visitar “bairros esquecidos”, geralmente acompanhado da imprensa, pouco se diferenciavam - fora o estilo - dos relatos do jornal comunista; são constatações da precariedade da periferia”* (Bonduki,1998, p.299).

A socióloga e pesquisadora Vera Chaia<sup>56</sup> analisou a trajetória do político que conquistou parte significativa da sua base eleitoral através do incentivo às Sociedades de Amigos de Bairros, convertendo em verdadeiros e longevos redutos bairros da zona Leste como a Vila Maria (Chaia, 1991). Enquanto era vereador, Jânio explorava os dramas dos subúrbios que o ajudariam a eleger-se prefeito e governador sucessivamente em um curto período de tempo, sendo rapidamente cobrado por ter esquecido os moradores das ‘Vilas’.

*“Jânio Quadros ia construindo desse modo a imagem de um político diferente. Sua plataforma tinha um apelo sedutor para uma parcela do eleitorado paulistano caracterizada, nesse momento, por setores da classe trabalhadora. Tendo como objetivo reforçar essa imagem, Jânio Quadros realizava visitas aos bairros periféricos acompanhado por jornalistas que documentavam as locações com reportagens e fotos, posteriormente utilizadas pelo vereador quando pronunciava discursos denunciando problemas na tribuna da Câmara”* (Chaia,1991:25).

De qualquer forma, foi uma conjuntura que favoreceu a emergência do povo da periferia como categoria política importante, que desequilibraria o jogo político paulistano dos anos 1950 e nacional ao longo da década de 1960.

*“Jânio Quadros procurava valorizar, especialmente, o trabalho realizados pelas Sociedades de Amigos de Bairros e, mesmo, contrapô-lo ao Estado, apresentando-as como uma espécie de poder público ‘alternativo’ (...) Jânio abria, assim, uma possibilidade de que setores das classes populares se sentissem, eles próprios, os agentes das soluções que os interessavam. A partir de 1950, as SABs se multiplicaram em decorrência do crescimento do processo de industrialização e urbanização de São Paulo. Alguns jornais como Última Hora, A Hora e Notícias de Hoje reservavam espaços para que os bairros expusessem seus problemas e apresentassem reivindicações, contribuindo, com essa abertura, para a divulgação das necessidades dos bairros e para a expansão das SABs.”* (Chaia,1991:66).

<sup>55</sup> Trabalhadores de Itaquera fundam uma nova cooperativa de consumo Jornal de Notícias 27/jun/1946 [Arquivo Público Estadual de São Paulo]

<sup>56</sup> Chaia, Vera (1991) A liderança política de Jânio Quadros (1947-1990) Ibitinga: Editora Humanidades

## 5. Antecedentes e situações existentes (1958 -1964)

Os historiadores que se debruçaram sobre as nuances e semelhanças de práticas populistas através da ação de Adhemar de Barros e Jânio Quadros traçam um panorama elaborado das disputas políticas em dois subúrbios fabris da zona leste paulistana, contíguos aos nossos objetos de interesse específico, submetidos às mesmas dinâmicas analisadas por Duarte e Fontes (2004).

*“Os discursos de Jânio na tribuna da Câmara protestavam contra muitos dos problemas vividos cotidianamente pelos trabalhadores da capital e, ao fazê-lo, legitimavam as demandas oriundas da periferia. A carestia, os abusos cometidos por comerciantes inescrupulosos, a falta de moradia e transportes, os atrasos dos trens, eram, entre outros temas, constante e veementemente repetidos por Jânio. (...) Assim, Quadros priorizou os bairros populares como centro da sua atuação, politizando o difícil cotidiano de seus moradores e, ao reivindicar seus direitos como habitantes da cidade, aparecia cada vez mais como uma espécie de paladino da periferia paulistana. Considerado excelente orador, Jânio, com seu estilo e teatralidade próprias, manipulava muito bem símbolos e temas que o identificavam com a população das localidades mais pobres da cidade. Desde sua campanha à Câmara Municipal, em 1947, Jânio Quadros percebeu a importância do contato direto com a população através de reuniões, visitas e comícios nos bairros periféricos. A experiência política do PCB nos anos anteriores havia demonstrado, para vários políticos que cortejavam as mesmas bases operárias, como o próprio Jânio, o quanto estes encontros podiam render em termos de popularidade e frutos eleitorais.”<sup>57</sup>*

Segundo os historiadores, a identificação da população dos bairros suburbanos e periféricos com o tom eloquente de Jânio Quadros se dava através de uma penetração constante da política e seus temas nas instâncias cotidianas de sociabilidade como festas populares, clubes e associações diversas.

*“As descrições dos bairros eram sempre contundentes. Suas mazelas, contudo, eram apresentadas não como resultado da natureza ou como consequência de um crescimento urbano inevitável, acelerado e desordenado. Os problemas eram tratados como consequência do descaso da administração pública, e a sua solução como um direito do morador, não como um favor ou uma concessão, ou mesmo como um benefício resultante de uma dívida. O que os discursos do vereador Jânio Quadros encenavam era algo que estava profundamente introjetado no imaginário popular: os deveres do Estado eram diretamente proporcionais aos direitos dos cidadãos.”<sup>58</sup>*

A emergência das igrejas evangélicas e pentecostais em São Paulo e no subúrbio, segundo José de Souza Martins (2011), remonta a este momento de transição, combinando elementos propriamente religiosos renovados e mais adequados à condição destas populações às disputas geopolíticas características do momento de guerra fria. De uma condição de submissão às forças tradicionais da cidade, o subúrbio se convertia em território de disputas estratégicas entre tendências políticas e religiosas inconciliáveis.

*“O subúrbio já começara a produzir um elenco de recursos culturais para enfrentar as incógnitas da migração, principal dos quais era uma discreta disseminação de igrejas evangélicas. (...) Em 1954, a região metropolitana seria invadida repentinamente, por uma multidão de evangélicos, numerosos dos quais eram americanos. Vieram especialmente dos Estados Unidos para um decisivo empenho de conversão, sobretudo das populações trabalhadoras de São Paulo. As igrejas evangélicas pentecostais e não pentecostais, abriram as portas para acolhê-los. Pregações diárias, de manhã à noite, músicos de todo tipo, tradutores vertendo a boa nova para a língua portuguesa. Era o que foi chamado de Congresso Mundial de Evangelismo.” (Martins, 2011, p.273-274)*

---

<sup>57</sup> Duarte, Adriano e Fontes, Paulo (2004) ‘O populismo visto da periferia : Adhemarismo e Janismo nos bairros da Mooca e São Miguel Paulista (1947-1953) in Cadernos AEL n.20/21

<sup>58</sup> Duarte, Adriano e Fontes, Paulo (2004) ‘O populismo visto da periferia : Adhemarismo e Janismo nos bairros da Mooca e São Miguel Paulista (1947-1953) in Cadernos AEL n.20/21

A ligação entre as dinâmicas religiosas e os objetivos políticos é clara não só na figura dos missionários americanos mas também na atuação de personalidades políticas que se eternizariam no quadro político nacional e continuariam a intervir na zona Leste, como veremos adiante.

*“Os templos estavam cheios. Onde não havia templos, enormes tendas foram armadas em terrenos baldios. As conversões se davam aos montes, como as próprias pessoas diziam. Tudo aquilo era manchete e disseminação do populismo de um vereador obscuro chamado Jânio Quadros, que se tornara prefeito de São Paulo. Terminada a onda com um grande ato, uma verdadeira demonstração de força religiosa, no Ginásio do Pacaembu, um número enorme de pequenos templos pipocou por todos os lados, com os nomes mais estranhos. Um dos grupos era a Igreja do Foguinho, alusão ao fogo do Espírito Santo. Numa das novas igrejas, o pastor improvisado, um migrante nordestino recente, fazia seus sermões com forte sotaque supostamente inglês, tentando imitar os pregadores americanos que tinham estado aqui. Aquilo era uma clara indicação de recusa da própria identidade do migrante, de busca de uma identidade nova na variada coleção de formas de ser que a cidade oferecia, agora também no plano religioso, mística globalização da periferia.”* (Martins, 2011, p. 274-275)

As práticas religiosas protestantes pareciam adaptar-se melhor às novas condições e possibilidades destas populações, no meio do caminho rumo à urbanização, entendida de maneira ampla, que coloca dilemas principalmente para aqueles que estão sob influência da cidade, sem nela encontrar seu espaço social, econômico e cultural<sup>59</sup>.

*“Todos os sofrimentos da grande transição social para a cidade e para a indústria tinham finalmente uma explicação nos desígnios do Deus de uma nova concepção de vida e da crença. Não mais o Deus católico dos mistérios e do sacrário, mas o Deus prêt-à-porter, o Deus evangélico das soluções práticas e eficientes, o Deus de uma nova e diferente sujeição sem medo, o Deus das respostas práticas para todos os problemas, o Deus instrumental. Aquele alvoroço religioso expressava as tensões profundas decorrentes da migração, do desenraizamento, das dificuldades de ajustamento à cidade grande.”* (Martins, 2011, p.274-275)

Para além da importância nas estratégias políticas das oligarquias e dos partidos, entre tendências populistas e populares, o subúrbio emergia como campo de disputa por conta da indefinição da condição e do lugar das novas populações que chegavam à região, atraídas pelo magnetismo da intensa industrialização e crescimento econômico da metrópole paulistana.

A organização dos primeiros clubes de futebol em torno das pedreiras e olarias é uma característica central do estabelecimento da rede de sociabilidade e poder locais, bem como de identificação da região, suas toponímias e limites, confrontados com os representantes da cidade, disputando literalmente um campo e uma posição privilegiada dentro de um importante circuito sócio-cultural da cidade.

Das torcidas organizadas dos times de futebol locais decorre a formação de Escolas de samba, expandindo a representação do subúrbio na metrópole para mais moradores que acompanham os times e festejam suas vitórias, até se tornar uma associação independente cujo objetivo é o organizar e dirigir um único momento do ano - o carnaval.

Em Guaianases, por exemplo, surge o Atlas Lajeadense, primeiro clube de futebol local, criada já em 1915, ou seja, antes dos primeiros loteamentos de cunho urbano, o que denota a presença e a organização coletiva dos moradores do distrito rural. Da fusão deste com o União Futebol Clube, ‘dissidência’ criada em 1934, surge em 1946 o Guaianases Futebol Clube<sup>60</sup>, assumindo a toponímia

<sup>59</sup> Nos referimos aqui à aceção de urbanização e às perdas das instâncias de sociabilidade e solidariedade características de uma passagem abrupta do ambiente rural ao urbano brilhantemente descritas e analisadas por Antônio Cândido no clássico *Os parceiros do Rio Bonito* (2001) São Paulo: Editora 34/ Duas cidades.

<sup>60</sup> <http://www.prefeitura.sp.gov.br/cidade/secretarias/subprefeituras/guaianases/historico/index.php?p=151>

## 5. Antecedentes e situações existentes (1958-1964)

antes de sua oficialização em 1948 para representar o distrito no circuito do campeonato de várzea da cidade, traço fundamental da cultura paulistana do século XX. Em 1955 surge ali o Grêmio Botafogo Futebol Clube, fundado por migrantes cariocas instalados em Guaianases, marca de novos movimentos migratórios.

Vicente Matheus (1908-1997), assim como seu irmão Isidoro, imigrantes espanhóis que exploravam as pedreiras de Guaianases, são personagens ligados a estes momentos e lugares cujos campos de influência e poder vão extrapolar em muito os limites do bairro, ao assumir o poder durante décadas no Sport Clube Corinthians (criado em 1910), maior clube paulistano, força econômica e política nada desprezível na cidade de São Paulo. Em Itaquera, da mesma maneira, surgiram diversas agremiações futebolísticas como o Sociedade Esportiva Elite Itaquerense (1922), o Democrático (1927), o Esporte Clube Itaquera (1933), o Falcão do Morro (1954), o Santana Itaquerense (1957), o Esporte Clube Ferrolho (1974) entre outros times, do qual derivam torcidas e frequentemente escolas de samba, indícios de várias associações culturais coletivas que representam gerações de moradores do bairro.

Menosprezar o papel do futebol, da religião e outras práticas sociais como o carnaval na vida de milhões de brasileiros será deixar de entender importantes fatores de busca de identificação e sentimento de pertencimento a um coletivo (um projeto de 'nação')<sup>61</sup>, que talvez possa ser entendida como intrínseca do subúrbio, como destaca José de Souza Martins (2000).

*“o subúrbio é o lugar do trabalho, em oposição à cidade, que é o lugar do poder e do saber. Ele é também o lugar em que a alienação se apresenta sob a forma do viver como incógnita. O mundo do trabalho não é apenas e nem principalmente um mundo de carências materiais. Ele é sobretudo um mundo de carência de sentido.”* (Martins, 2000, p.135)

Em entrevista durante a qual aborda as relações entre história e memória, a partir da experiência de reconstituir a difusa *‘história das sociedades a partir da margem, do mundo cinzento daqueles aos quais as contradições da vida social deram a aparência de insignificantes e que como insignificantes são tratados pela ciência’*, José de Souza Martins reafirma algumas das suas inquietações: *“há muitos aspectos antropológicos e sociológicos da história dessas classes que têm sido completamente ignorados pelos historiadores.”* (Martins, 2000, p.130)

Para além das considerações sociológicas sobre a cultura local, para nossa compreensão da história dos conjuntos de habitação que seriam construídos no local, cabe destacar que Vicente Matheus ampliaria a partir dos anos 1950 a área de atuação dos empreendimentos familiares, passando a pavimentação e fornecimento de peças pré-fabricadas em concreto para obras de drenagem para a Prefeitura Municipal e, posteriormente, para a Companhia Metropolitana de Habitação de São Paulo (COHAB-SP).

*“Antes de existir esse processo de urbanização na região leste de São Paulo, sua ligação com a cidade que se transfigurava em metrópole já se colocava no seio da construção civil, na década de 1940. As olarias produziam tijolos e a Fazenda Santa Etelvina produzia carvão para essas olarias, então muito lucrativas. Tão lucrativas quanto as olarias, o parcelamento das terras “cercadas” dos arredores de Guaianases faziam algumas pequenas fortunas a lideranças políticas locais. Ocorre também a projeção de algumas personalidades, no campo da economia local, como Saturnino Pereira e a família Matheus. Essa estrutura*

---

<sup>61</sup> Não é a toa que o termo é utilizado para designar diversas torcidas organizadas. Para um olhar poético sobre a importância do Corinthians na vida dos habitantes da zona Leste, ver, entre outros, o filme *Linha de Passe*, de Walter Salles e Daniela Thomas (2008), ambientado na Cidade Líder, um dos vários loteamentos característicos dos anos 1940-50.

*semi-urbana de Guaianases, tal como uma centralidade, atendia a estrutura rural de Santa Etelvina e arredores.” (Silva, 2008:168)*

O geógrafo Márcio Rufino da Silva vai, em sua tese de mestrado, reconstituir os traços mais significativos do povoamento e das relações sociais e políticas locais que agiam diretamente na construção de um território ainda rural, à espera de uma nova onda de urbanização. A conformação de uma nova centralidade em Itaquera, da qual o estádio do Corinthians, realizada num terreno que pertencera a COHAB<sup>62</sup> é um elemento urbanístico central dos projetos contemporâneos para desenvolvimento do local, como veremos adiante. Suas origens, todavia, remontam a idéias, projetos e personalidades que há mais de cinco décadas vêm articulando a micropolítica local e as redes de poder municipais e, de alguma maneira, nacionais.

*“Se, por um lado, a descrição quase romântica das moradoras acerca dos tempos de Santa Etelvina demonstra uma realidade na qual as relações sociais pareciam ser mais equilibradas, percebemos que certas presenças vão anunciando aos poucos o urbano na região: políticos que loteavam irregularmente as terras de Guaianases, a pedreira da família Matheus e as olarias que fabricavam o material necessário para construção da cidade no local. É um processo que desemboca no abandono de muitas chácaras locais – terrenos que mais tarde foram invadidos e se transformaram nas favelas do entorno – e na aquisição das terras pela COHAB para implantação dos conjuntos habitacionais. Assim, os tempos mudam e trazem outra qualidade à região: um urbano que não se realiza como tal e se imbrica de forma dramática no cotidiano dos desbravadores urbanos dos idos da década de 1980. São as lutas pelo lugar que constituem a memória e o vivido dessas pessoas, que ainda hoje lutam pela sua inclusão (quase impossível) na propriedade privada da terra, dentro de um contexto onde as questões fundiárias são extremamente nebulosas e atingem certas zonas de sombra que compõem o mosaico sócio-espacial local.” (Silva, 2008:20)*

---

<sup>62</sup> O terreno foi cedido em 1978 pela gestão Olavo Setúbal para a construção de um estádio de futebol, tendo os termos do decreto sido alterados em favor do clube durante a gestão Jânio Quadros, em 1988. As condições e circunstâncias dessa doação foram investigadas por uma Comissão Parlamentar de Inquérito em 2008.





## 6. Nos tempos do BNH (1965 - 1986)

A partir da famigerada 'Revolução', que instaura, com o golpe de estado de 1º de Abril de 1964, o regime militar que perdurará no país até 1985, alguns anos transcorrem em clima de profunda reorganização institucional, sobretudo em questões estratégicas como a habitação. Com a criação do Banco Nacional da Habitação, o BNH, e das Companhias de Habitação locais, as COHABs, o governo militar esperava dar uma resposta eficaz à crise habitacional e urbana que assolava as grandes cidades brasileiras, agindo assim sobre uma questão considerada estratégica para a ordem social brasileira pelos próprios artífices da ditadura ao mesmo tempo que potencialmente explosiva.

A falta de ação efetiva das ações da COHAB e do BNH com relação à moradia das classes mais desfavorecidas acabavam por constituir incentivo à tomada das periferias paulistanas pela autoconstrução em loteamentos frequentemente irregulares, como os que dominavam a paisagem da extrema zona Leste até o aparecimento dos primeiros grandes conjuntos habitacionais empreendidos pelo poder público.

Só em 1975 é que serão ocupadas os mil sobrados do Conjunto Habitacional Prefeito Prestes Maia, na região da Passagem Funda, entre Guaianases e os loteamentos das fazendas de Santa Etelvina, onde surgirá na década seguinte a Cidade Tiradentes. Perdido em um meio ainda rural que se urbanizava lentamente, o Prestes Maia era conhecido por seus habitantes como 'a Ilha', constituindo um vetor para a ocupação de glebas cobertas por mata atlântica, sobre as quais a COHAB-SP continuará construindo grandes conjuntos durante as décadas de 1980 e 1990.

Criticado por sua localização excêntrica, o Prestes Maia é hoje um dos mais valorizados conjuntos da Companhia do bairro, indício de uma primeira fase de produção da COHAB-SP, tempo em que havia uma maior diferenciação nos projetos e generosidade na previsão de áreas institucionais e livres.

A construção do conjunto de Itaquera, no final da década de 1970, é um marco incontornável na história da atuação da Companhia, que soube se aproveitar das últimas grandes levas dos financiamentos do BNH no começo dos anos 1980 para viabilizar a parte mais significativa de sua produção.

Tanto a escala do conjunto quanto as tipologias e soluções projetuais e construtivas adotadas são da ordem do grande conjunto habitacional, cuja realização expressa e intensifica algumas das contradições intrínsecas e fundamentais do capitalismo brasileiro, que extrai da construção civil e da especulação imobiliária altas taxas de lucro que permitem irrigar outros setores da economia, numa fórmula repetida e incentivada constantemente por governos das mais variadas tendências políticas.

Tudo isto entra em jogo na construção de conjuntos como as diversas fases de Itaquera, que abrigam um contingente populacional de proporções inéditas e inventam novas cidades de precária urbanidade, mera articulação repetitiva de blocos e 'unidades habitacionais' padronizadas erguidas sobre os remanescentes do cinturão verde da capital, ação que vai se tornar modelo e constituir uma lógica de planejamento e construção que caracteriza a ação da COHAB-SP, durante e após o fim do regime militar.

## 6.1 O BNH, os conjuntos e a autoconstrução nas periferias

No capítulo anterior, tentamos reconstruir um panorama amplo da situação habitacional brasileira e paulistana para entender as características da produção que vai se implantar no país depois do golpe de estado de 1 de abril de 1964. Trabalhos consagrados no campo e recentes pesquisas apontam para a centralidade do tema da habitação nas lutas políticas dos anos 1960 no Brasil e na América Latina, região de equilíbrio político fortemente abalado com o êxito da revolução cubana, o que condiciona o governo Kennedy a implantar uma política de combate à situações possivelmente revolucionárias agindo em problemas centrais das reivindicações populares como habitação e educação através da Aliança para o Progresso.

Ao longo da década de 1960, na medida em que a guerra fria tomava contornos dramáticos e as polaridades se acentuavam, depois da deposição do governo João Goulart, a intervenção norteamericana nas políticas públicas brasileiras foi se tornando mais evidente. A concessão de empréstimos dos Bancos e Fundos Internacionais condicionava a atuação governamental em áreas socialmente sensíveis como a educação superior através dos famigerados Acordos MEC-USAID e principalmente da habitação popular através do Banco Nacional da Habitação, o BNH e as Companhias de Habitação estaduais e municipais, as COHABs, principais agentes locais das políticas do Banco.

Na opinião pública, no imaginário popular e na paisagem das periferias brasileiras, as siglas BNH<sup>63</sup> e COHAB são associadas à imensas cidades-dormitório longe do coração das cidades, nos limites das manchas urbanizadas das metrópoles, carente de infraestruturas e em precário estado de conservação, mesmo se uma parte importante dos seus recursos financiou as casas próprias das camadas intermediárias da população.

Em Habitação e Poder (1982), Azevedo e Andrade expõem a dupla intenção da política do BNH enquanto principal política social do regime militar, em busca de legitimação junto às massas urbanas empobrecidas, em torno da questão urbana durante o governo Jango (1962-64): "mobilização da indústria da construção civil para atenuar a crise econômica" através da geração de empregos, objetivo subjacente aos sociais alegados, que visavam "atuar de forma amenizadora e balsâmica sobre as feridas cívicas" da população das grandes cidades.

É o que recomenda a assistente social Sandra Cavalcanti em carta endereçada ao presidente Castelo Branco contendo o plano que criará o BNH, órgão do qual ela será a primeira presidente, esclarecendo que através da habitação a revolução deveria "atuar vigorosamente junto às massas" (Cavalcanti, 1964 apud Azevedo e Andrade, 1982:57). Fiel aliada de Carlos Lacerda, governador do estado da Guanabara, Cavalcanti dirigiu o BNH num primeiro momento, sendo logo afastada em uma manobra política efetuada por Roberto Campos no sentido de abrir o caminho para uma maior participação da iniciativa privada além do previsto inicialmente. Marcus André Barreto Campello de Mello mostra como foram graduais as transformações do modelo de política habitacional que acabou por vigorar.

---

<sup>63</sup> 'A refavela / Revela o salto / Que o preto pobre tenta dar / Quando se arranca/ Do seu barraco / Prum bloco do BNH' Gil, Gilberto Refavela (1977)

*"O formato da política foi fortemente alterado, e as propostas do grupo lacerdista - o segmento público do sistema, previsto em lei e centrado nas Cobabs, com forte visibilidade política - foram marginalizados. O segmento privado do sistema, também previsto em lei e articulado em torno de agentes financeiros, foi finalmente implementado."*(Mello, 1991:12)

Mario Trindade, presidente do Banco entre 1966 e 1971, proclama a finalidade social de cunho abstrato e tom um tanto populista, enquanto eram implementados os dispositivos inerentes à acumulação de parte importante da massa salarial nacional através do Fundo de Garantia por Tempo de Serviço (FGTS, desconto de 8% recolhido por todo empregador) e seu direcionamento para a cadeia produtiva da construção civil.

*"Não é outro o sentido social de nossa missão. Não basta tornar viável o acesso à casa própria. Impõe-se que ela ocorra no contexto de outras medidas igualmente válidas, de modo a possibilitar ao brasileiro, mormente aos de mais baixa renda, o convívio comunitário e a própria elevação social."* (Trindade in BNH,1974:15)

Não obstante o discurso dos dirigentes, os dispositivos financeiros do BNH agiam no sentido de transformar-se em fatores de agravamento das precárias condições habitacionais da maioria empobrecida em função de um desvio dos recursos federais dos fins que justificavam sua arrecadação pelo FGTS, fazendo a política habitacional perder o caráter social e político que a inspirara (Azevedo e Andrade,1982:60).

*"No quadro de desenvolvimento urbano brasileiro, o problema mais importante não era a casa, era a abertura de oportunidades de emprego para absorvermos as massas de trabalhadores semi-especializados, de oportunidades para mobilizarmos os escritórios de engenharia, de planejamento, de projetos, de arquitetura, e dar trabalho às firmas de construção civil e à indústria da construção, forças paralisadas na economia brasileira."*(Trindade, Mário, 1971 apud Azevedo e Andrade, 1982:60)

Nas publicações organizadas pelo próprio BNH, como a compilação realizada no décimo aniversário de criação do órgão em 1974, fica clara a importância política que o regime militar atribui à crise urbana e habitacional, assim como a passagem do discurso às dinâmicas e dispositivos práticos que iriam implementar a ação do governo nas cidades e periferias brasileiras.

*"Ao ser criado pela Lei n.º 4.389, de 21 de agosto de 1964, o BNH surgia como a resposta revolucionária do Governo do Presidente Castello Branco - o primeiro da Revolução de 31 de março - a este desafio, tão antigo quanto penosamente angustiante, em especial para as classes de menor poder aquisitivo."* (Roberto Campos e Arnaldo Sussekind in BNH,1974:15)

Só em 1966 é que são instituídos os aparatos legais para a ação das Companhias de Habitação estaduais e municipais, os operadores locais dos investimentos federais responsáveis pelos projetos e realização de conjuntos habitacionais para a faixa de renda mais carente (1 a 3 salários mínimos - RC 63/66 in BNH,1974:35). De acordo com as orientações iniciais de Sandra Cavalcanti, as COHABS estaduais deveriam ser inspiradas na Companhia da Guanabara (Cavalcanti in BNH, 1974:128), criada pelo Governo Lacerda em 1962, que havia realizado os célebres conjuntos de Vila Kennedy e Cidade de Deus. Na medida em que a ação do Banco era regulamentada por numerosos decretos e resoluções do seu conselho, ficavam mais claros os contornos dos programas e projetos elaborados na segunda metade dos anos 1960 e tornados realidade ao longo das décadas de 1970 e 1980.

*"O Programa Nacional de Habitação deve constituir fator primordial na promoção da integração nacional, mediante a equalização do processo de desenvolvimento urbano, evitando sua concentração desordenada e excessiva em determinadas áreas: (...) O Programa deve servir aos objetivos do processo de desenvolvimento integrado do Brasil, sobretudo no que diz respeito ao saneamento da vida econômico-financeira do hábito de poupar, e à mais rápida consecução de melhores níveis de bem-estar social, através de condições de vida mais*

*satisfatórias, adequada geração de empregos e mais numerosas oportunidades educacionais” (Resolução do Conselho 20/68 in BNH,1974:15)*

Os autores que se dedicaram à análise crítica das realizações do BNH a partir do fim dos anos 1970, da anistia e das perspectivas de redemocratização, como o grupo que elaborou o **Inventário da ação governamental** a cargo da FINEP, também destacam a vinculação política das realizações dos militares no campo da habitação.

*“Com a organização do Banco Nacional da Habitação e do Sistema Financeiro da Habitação, instituídos pela lei N°4.380 de 21 de agosto de 1964, a intervenção do governo no campo da habitação, e, em especial, no da habitação popular, adquiriu um mais elevado nível de coordenação e de sistematização.(...) O regime de 1964 assumia a tese da construção intensiva de casas para a venda. Não como simples tentativa de levar às últimas consequências a política preconizada pela Aliança para o Progresso, mas mantendo uma nítida recusa em articular a questão habitacional com a problemática urbana.(...) A nova política contemplava a necessidade de estimular um importante setor industrial - o da construção civil, e com isso absorver significativo número de empregados sem qualificação profissional, amenizando as possíveis pressões contra o desemprego que o controle a inflação ameaçava provocar” (FINEP/GAP, 1985:87-88).*

Os objetivos políticos que motivaram a criação do BNH parecem evidentes se consideramos as tensões geopolíticas características dos anos 1960, com a ‘agitação das massas’ em torno das questões urbanas e habitacionais, mesmo se num segundo momento os fins sociais do órgão tenham sido abandonados. Mello (1987 e 1991) detalha os mecanismos que atuaram na configuração institucional, implantação e funcionamento do BNH, mostrando que as premissas da criação do banco remontavam a conjuntura econômica nacional e à arranjos de interesses intra-classe das elites do período anterior.

*“O mecanismo corporativo de alocação dos produtos da política habitacional foi substituído por mecanismos clientelísticos durante o populismo; depois, a partir de 1964, pelo mecanismo de mercado. O BNH foi viabilizado por uma coalização de interesses do macrocomplexo da construção civil e por políticos populistas conservadores. Esses interesses se mobilizaram e se aglutinaram em duas organizações: o Sindicato da Indústria e da Construção Civil do Estado da Guanabara e a facção carioca UDN, aglutinada em torno de Carlos Lacerda e Sandra Cavalcanti. A lei que instituiu o BNH expressou, assim, um compromisso entre duas propostas, definidas operacionalmente antes mesmo do golpe militar. A tecnoburocracia tomou a iniciativa, incorporando seletivamente atores à arena decisória. A representação corporativa foi mais formal do que substantiva: os atores foram incorporados mais como indivíduos do que como ‘representantes de corporações’.(...) O macrocenário em que esses atores interagiram se caracterizou pela exclusão ou a supressão de atores fundamentais nas políticas sociais no período populista: políticos reformistas do PTB, sindicatos e setores associados à estrutura organizacional do Ministério do Trabalho.” (Mello, 1991:12) <sup>64</sup>*

Além da inclusão progressiva do capital privado e internacional em suas engrenagens financeiras, o Banco passou a incluir setores cada vez mais amplos da classe média em suas linhas de financiamento, uma vez que a lógica atuarial acabaria por preponderar sobre os objetivos sociais do governo. A classe média, formadora de opinião, aproveitava da elasticidade das regras do BNH para se entesourar, financiando apartamentos e casas para moradia e veraneio. A pesquisadora francesa Céline Sachs também sublinha a vinculação direta da estruturação do SFH e do BNH com a agenda política de estabilização social pós-‘revolucionária’:

*“En transformant les politiques de logement en pièce maîtresse de sa politique sociale, le régime autoritaire se proposait d’atteindre simultanément des objectifs politiques, idéologiques, sociaux et, avant*

---

<sup>64</sup>Mello, Marcus André B.C. (1991) ‘Interesses, atores e ação estratégica na formação de políticas sociais: a não-política da casa popular (1946/1947)’ in *Revista Brasileira de Ciências Sociais* n° 15, ano 6. Edições Vértice.

*tout, économiques. Tout d'abord, il fallait faire face à une situation jugée politiquement explosive et se légitimer par rapport aux partenaires extérieures par la continuité d'une politique sociale, dont la priorité avait été reconnue par l'Alliance pour le progrès. (...) L'option du logement locatif fut abandonnée. Le sens de la manœuvre était bien clair, bien que fondé sur l'idée simpliste que tout propriétaire d'une maisonnette acquiert de ce fait même la mentalité des classes moyennes et se trouve ainsi vacciné contre les idéologies radicales.*" (SACHS, 1990 p.99-100)

Outra característica do período, segundo Céline Sachs, em seu doutorado sobre a ação do órgão defendido no Institut d'Urbanisme de Paris, seria o contínuo incentivo ao desenvolvimento da indústria da construção civil através do aumento de postos de trabalho não qualificado como expressões visíveis das políticas sociais do governo autoritário (Sachs, 1990)<sup>65</sup>.

*"Le modèle dominant au Brésil en général et à São Paulo, en particulier, est la construction de logements neufs vendus en accession à la propriété privée. Il obéit au choix économique d'ouverture des marchés à l'industrie du bâtiment et au pari idéologique de l'élargissement de la couche de propriétaires. Cette double option se traduit par le peu d'attention accordée à la réhabilitation de l'habitat sous-intégré et par l'absence d'un programme de production de logements locatifs"* (Sachs, 1990:182).

Fato é que nos seus primeiros anos, enquanto criavam-se os dispositivos e projetos que resultariam nas primeiras realizações habitacionais características do período militar no Brasil, o BNH passivamente acumulava uma expressiva quantidade de recursos, tornando-se em cinco anos de existência, o segundo maior banco brasileiro, de acordo com a Lei que o transforma em empresa pública (Lei 5.762 de 14/dez/1971 in BNH,1974:125). A partir de 1973, com o PLANHAP, que tinha a ambiciosa meta de 'no prazo de um decênio, extinguir o déficit da habitação para as famílias de baixo poder aquisitivo', é que os recursos começaram a ser mobilizados em volume compatível com as reservas do Banco (RC 1/73 in BNH,1974:49).

Se tomarmos o exemplo da atuação dos primeiros anos da COHAB-SP, criada em 1966, percebemos na fraca produção de unidades, o resultado dos entraves burocráticos e institucionais resultantes da rearticulação total do setor habitacional público no Brasil a partir do golpe de 1964. A partir de meados dos anos 1970 é que será posta em operação a cadeia produtiva que transformará as paisagens periféricas paulistanas sobretudo na zona Leste. A região já estava no horizonte da COHAB-SP mesmo antes da sua criação, na medida em que o BNH herda dos patrimônio fundiário dos IAPs algumas glebas de terras na região de Itaquera, que acabariam por ser transferidas para a Companhia paulistana para a construção de um de seus maiores conjuntos, como veremos.

De acordo com as estatísticas oficiais, o BNH financiou a construção de 2.559.759 unidades habitacionais de interesse social no Brasil em 21 anos de existência (1964-85, uma média de 128 mil por ano), utilizando recursos advindos da massa salarial dos trabalhadores através do desconto do Fundo de Garantia por Tempo de Serviço (FGTS) enquanto todo o SFH, que incluía também os recursos das poupanças através do Sistema Brasileiro de Poupança e Empréstimo (SPBE), financiou no mesmo período 4.392.517 unidades (média de 220 mil a cada ano), incluindo unidades habitacionais para faixas de renda atendidas pelo mercado imobiliário (Maricato, 1997:13).

---

<sup>65</sup> Sachs,Céline (1990) **São Paulo - Politiques publiques et habitat populaire** Collection Brasília Paris: Editions de la Maison des sciences de l'homme, publicado em português no mesmo ano como **São Paulo: Políticas públicas e habitação popular** Edusp

Considerando que os valores dos financiamentos destinados as faixas superiores eram maiores por unidade financiada, em volume de recursos, o setor de renda mais alta absorvia a massa de valor captada pelos descontos em folha de toda a massa salarial, contribuindo para acentuar a desigualdade através do mecanismo criado para intervir na crise da habitação das classes populares. Dentro deste quadro institucional, a construção de grandes conjuntos habitacionais ganha relevância não só como realização estatística mas como peça de propaganda do regime militar e do 'milagre econômico'.

Nos artigos, publicações e doutorado do sociólogo Gabriel Bolaffi, ele desenvolve uma análise bastante aprofundada e do 'papel do BNH na economia brasileira', sem deixar de considerar os aspectos produtivos e mesmo positivos, ainda que posteriormente, da experiência do BNH e da COHAB-SP. Segundo ele, seria falsa a premissa de que a partir de 1964 decidiu-se estimular a indústria da construção civil, uma vez que os indicadores econômicos evidenciavam que a partir de 1967 o incentivo voltava-se muito mais à produção de bens de consumo duráveis, servindo aos propósitos da política econômica dos militares (Bolaffi, 1972:4). Ermínia Maricato concorda com esta tese, destacando o direcionamento de significativos volumes de recursos para classes de renda mais alta, distanciando a ação do Banco dos seus fins alegadamente sociais:

*"Após os primeiros anos de experiências mal sucedidas com a habitação de baixo custo, o BNH reorienta seus investimentos para os mercados de maior poder aquisitivo, mais claramente a partir de 1969. Podemos fixar em cinco salários mínimos a renda limite abaixo da qual a população não tem se beneficiado dos financiamentos do BNH e que exclui portanto a maioria das famílias que habitam as grandes cidades"* (Maricato, 1982:85).

Além disso, Bolaffi expõe o 'falso problema' que escamoteava toda uma série de interesses particulares que eram favorecidos quando se implementavam os grandes conjuntos habitacionais promovidos pelas COHABs, os operadores locais dos financiamentos de habitação popular do BNH. Bolaffi remete-se à Crítica da razão dualista, livro do sociólogo Francisco de Oliveira (1972) para quem o rebaixamento dos custos ligados à habitação é fator central da depressão dos salários reais pagos aos trabalhadores, seja através da economia da autoconstrução ou da aceitação de um padrão 'subnormal' de condições habitacionais, como já havia sugerido em 1932 o geógrafo Josué de Castro no caso dos mocambos recifenses em Condições de vida das classes operárias no Recife<sup>66</sup>.

*"A redução nos custos das habitações por meio da sua localização em terrenos baratos, resulta de um esforço para ampliar o seu mercado - restrito - transferindo o ônus da redução de custos assim resultante para uma forma diferente de sobretrabalho."* (Bolaffi, 1972:4)

Ao estimular o 'sonho da casa própria', bordão que até hoje ecoa nos noticiários e propagandas televisivas para o grande público, o BNH procurava ir de encontro a determinadas crenças e desejos típicos das classes populares.

*"A aspiração à casa própria entre as camadas populares urbanas do Brasil, (...) parece constituir o principal padrão de comportamento econômico, reconhecido pelas famílias de faixas médias e baixas de renda, como indicador da ascensão social.(...) Subjetivamente, a aquisição de um imóvel se constitui na principal evidência de sucesso e de posição social mais elevada. A habitação que juntamente com a alimentação e o vestuário, constitui, na realidade, o principal bem de consumo e de subsistência, é vista como um investimento para a constituição de um patrimônio - uma visão pré-capitalista herdada do tempo em que imóveis rurais ou urbanos eram a única forma de investimento. Ademais, o símbolo de ascensão social conferido pela*

---

<sup>66</sup> Castro, Josué de (1932) Condições de vida das classes operárias no Recife, Departamento de Saúde Pública, Recife

*propriedade de uma casa é reforçado pela sua repercussão no aumento das facilidades de crédito.” (Bolaffi, 1972:50-52)*

Os efeitos macroeconômicos que a ideologia da casa própria aliada ao estímulo ao financiamento de grandes obras públicas de habitação para diversos estratos de renda, saneamento e infraestrutura através do BNH seriam, para os ideólogos da política nacional de habitação, importantes alavancas de dinamização produtiva do país.

*“No Brasil, aliás, a habitação popular jamais recebeu qualquer prioridade além daquela que lhe pareciam dar os discursos eleitorais. Mas nos períodos de recessão, quando a ideologia não recomenda as armas ou os monumentos, e quando o setor privado não está mais motivado a investir em edificações de alto padrão para o próprio consumo e nem encontra mercado para investimentos imobiliários, a construção civil, estimulada pela habitação popular exatamente como parecia ter sido concebida com a criação do BNH é pirâmide Keynesiana por excelência para uns e, um meio de avanço para os demais.” (Bolaffi, 1972:50-52)*

Rubens Vaz da Costa, presidente do BNH no momento da implementação do Plano de Habitação Popular (PLANHAP), em 1973, destaca a dupla importância do programa:

*“Além de proporcionar elevação social, mais conforto, segurança e bem estar a cerca de 10 milhões de brasileiros, permitirá paralelamente assegurar uma média de 200 mil novos empregos diretos e cerca de 800 mil indiretos por ano, além de estimular a indústria de materiais de construção, de grande importância para o desenvolvimento do país.” (BNH - PLANHAP,1973)*

A ‘Integração comunitária’ seria estimulada pela inserção no programa dos conjuntos de um Centro Comunitário, unidades de recreação, educacionais e médico-hospitalares, além de estabelecimentos comerciais.

*“A habitação constitui-se fator básico de ajustamento do indivíduo nos âmbitos familiar e social. Como tal, deve ser encarada não apenas como um teto, mas como a possibilidade de atendimento das expectativas do indivíduo e da família, através de sua integração na coletividade.” (BNH - PLANHAP,1973)*

Do ponto de vista do desenvolvimento urbano, o PLANHAP apresentava-se como momento único para efetivamente realizar o que vinha sendo formulado e planejado desde a década anterior: a implantação de mecanismos de controle e planejamento do crescimento urbano.

*“Os princípios mais gerais do planejamento urbano, tais como a ocupação racional da terra e a redução dos custos sociais pela distribuição espacial adequada, encontram na implantação do PLANHAP a real oportunidade de se verem efetivamente concretizados.” (BNH - PLANHAP,1973)*

A análise de Bolaffi dos dispositivos colocados em prática pelo BNH vai ecoar em toda uma geração de pesquisadores, que aprofundarão os estudos das consequências das políticas do Banco sob diversos aspectos e em várias regiões do país. Helena Menna Barreto Silva vai discutir em seu doutorado o papel das políticas públicas federais, colocadas em prática pelos municípios com a construção dos conjuntos em glebas periféricas, nas dinâmicas especulativas e na questão fundiária urbana.

*“A implantação do modelo político autoritário, a partir do golpe militar de 1964, foi acompanhada de um discurso de prioridade para a intervenção do Estado na provisão da casa própria. (...)Ao discutir porque a habitação teria sido escolhida como prioridade, entre tantos problemas sociais tão ou mais graves, Gabriel Bolaffi a identifica como um ‘falso problema que não se pretende, não se espera e nem seria possível resolver’, e que foi formulado para ‘legitimar o poder e para justificar medidas destinadas a satisfazer outros propósitos’ (in Habitação e urbanismo: o problema e o falso problema, de 1982)“ (Barreto Silva,1997:48)*

Bolaffi analisará também alguns conjuntos do ponto de vista da sua arquitetura identificando um desnível de qualidade entre os pares de exemplos estudados batizados de nomes fictícios, tecendo considerações igualmente surpreendentes e dissonantes da visão difundida.

*“os dois conjuntos a que estamos nos referindo foram muito favorecidos pela padronização dos imóveis que os compõe e pela ausência de um esforço para esconder o processo de construção em série de que resultaram. Ao contrário do que se afirma nos meios ligados à indústria da construção civil, do ponto de vista urbanístico, a repetição sucessiva de blocos ou de quarteirões formalmente iguais, por si só, não produz qualquer sensação de monotonia, mas antes, pode conferir a toda a área um sentido de harmonia e coerência estética, tão carente nas cidades brasileiras.”* (Bolaffi, 1972:43)

O arquiteto Nabil Bonduki não terá dúvidas em identificar uma nítida queda na qualidade da produção habitacional brasileira durante o regime militar.

*“apesar do BNH ter estruturado, pela primeira vez no país, uma verdadeira política habitacional, concretizando o que Vargas pretendia em 1945 para a Fundação da Casa Popular, em muitos aspectos ele significou um retrocesso em relação ao que foi realizado pelos IAPs, como na qualidade dos projetos dos conjuntos residenciais. A recuperação e análise da produção do período anterior ao BNH - reavaliando a influência do movimento moderno - tem, no presente, grande relevância para repensar a relação entre arquitetura, urbanismo e habitação. Isto porque, a partir de 1964, ocorreu um divórcio entre arquitetura e moradia popular, com graves repercussões na qualidade do espaço urbano.”* (Bonduki, 1998:318)

A principal contribuição de Bolaffi será, no entanto, na consolidação de uma visão econômico-política da atuação do Banco, considerando o abismo entre o discurso que o justifica e as dinâmicas econômicas e interesses privados que acabava por alimentar. *“Parece evidente que, (...) o Plano Nacional de Habitação está orientando o seu atendimento mais para as faixas médias e altas de renda do que para aquelas realmente populares.”* (Bolaffi, 1972:112)

Helena Barreto Silva, pesquisadora da mesma geração de Ermínia Maricato, atuante também na esfera política municipal, como Raquel Rolnik e Nabil Bonduki, analisa no seu doutorado o papel da questão fundiária na realização dos conjuntos do BNH, identificando as origens da política de estoque de terras e o papel da COHAB como vetor de valorização da terra e especulação imobiliária nas margens da cidade.

*“No Brasil, a criação do SFH correspondeu claramente ao projeto político do governo militar, à intenção de produzir um grande número de unidades, em escala, dinamizando a indústria da construção e o mercado fundiário e criar um grande número de proprietários urbanos e, se possível, cidadãos menos contestadores. Não houve recursos orçamentários ou esforço empresarial para a política habitacional, nem para a produção e nem para subsídios. Foram criadas fontes de recursos não orçamentárias, uma para o mercado popular - o FGTS - e outro para o mercado médio e alto, a caderneta de poupança; e um sistema especializado no crédito habitacional. Esses dois tipos de mercado operaram na lógica de recuperação dos investimentos e sem subsídios, a não ser nas taxas de juros e no reajuste dos saldos devedores. Este último mecanismo iria beneficiar principalmente os mutuários de maior renda, pois quanto maior o empréstimo, maior o seu valor. No entanto, o financiamento da produção foi feito em grande parte com recursos diretamente oriundos da parcela mais pobre e sem acesso às moradias produzidas.”* (Barreto Silva, 1997:4)

Através de uma análise precisa da série de leis e decretos que implementaram e regulamentaram o funcionamento do Banco<sup>67</sup>, Helena Barreto Silva mostra como o problema real - a crise da habitação, explorada dramaticamente pelos jornais e políticos, abriu espaço para uma sofisticada cadeia produtiva que envolvia proprietários de terras, incorporadores, construtoras e líderes políticos locais se constituísse em nome da solução do problema que, ao fim e ao cabo, eles acabariam por agravar, como já destacara Bolaffi.

*“Ora, ao autorizar o financiamento de imóveis localizados tão longe do seu mercado natural, o BNH contribuiu para agravar exatamente os problemas de infra-estrutura urbana, de serviços e de transportes*

---

<sup>67</sup> Principalmente as leis 4380/64, que cria o BNH, 4494/64, que regulamenta as locações (Lei do inquilinato), a lei de incorporações (4591/64) que até hoje, com ajustes introduzidos pelo Código Civil, rege as promoções e administrações de condomínios verticais e horizontais e a lei de estímulo à construção civil (4864/65).



*que, segundo os seus objetivos, se propõem solucionar. E, ao autorizar a construção de imóveis cuja amortização iria exigir de parte dos seus compradores, uma renda de cinco a dez salários mínimos, o Banco não só se afastou de seus propósitos de atender às necessidades habitacionais das classes menos favorecidas como, face à forma de distribuição da renda no país, tolerou a criação de uma oferta para a qual não havia e continua a não haver procura.” (Bolaffi, 1972:72)*

Segundo Maricato, “Isso não quer dizer, como querem análises ingênuas, que o Estado é injusto na aplicação de seus recursos, mas que ao aplicar ele confirma a lógica da acumulação” (Maricato, 1982:79).

A valorização fundiária decorrente da política de estoque de terras estimulada pela direção nacional do BNH é só uma das facetas da reprodução de um modo de produzir a cidade excludente e segregador, dinâmicas existentes nas micro e macropolíticas paulistanas que a ação do Banco, a partir de 1967 sobretudo, iria acentuar. Conforme a análise de Silva,

*“A política de estoques das COHABs continuou esbarrando nos critérios para a seleção das áreas adquiridas utilizados para comprar terrenos isolados. So que naquele caso, os problemas eram de maior escala. As histórias de favorecimentos e de corrupção administrativa são frequentemente relatadas por diferentes técnicos. Provavelmente o preço dos terrenos urbanos era muito alto para os valores de financiamento do mercado popular na maioria das cidades e, provavelmente, os valores dos terrenos periféricos se ajustaram para cima quando a COHAB se apresenta como o grande comprador. Muitas áreas foram compradas ‘a toque de caixa’ e sem estudos, porque havia dinheiro sobrando no BNH<sup>68</sup>. Naturalmente, foram comprados os terrenos pertencentes as pessoas ligadas aos agentes promotores ou financiadores.” (Barreto Silva, 1997:66)*

Além de agir no sentido de acentuar a desigualdade social e agravar a crise habitacional, as políticas do BNH iriam influir na configuração espacial da cidade, direcionando seus vetores de crescimento independentemente do interesse público ou dos planos diretores.

*“O BNH criou, em todo o Brasil, um mercado para terrenos rurais ou para terrenos sem demanda de promotores privados - por sua localização ou condições físicas. Esse mercado atendeu a interesses de proprietários e de políticos locais. Por outro lado, a expansão de redes e serviços, valorizava as áreas intermediárias, na mesma lógica do loteamento clandestino, mas com dinheiro público, e do FGTS dos trabalhadores.” (Barreto Silva, 1997:68)*

Trata-se de uma dinâmica da mais alta importância para a análise que propomos aqui dos territórios populares da extrema zona Leste paulistana, já que ela vai conduzir à segregação da população mais pobre em torno das terras urbanas de menor valor, seja por falta de infraestrutura ou por características ambientais inadequadas para a ocupação. *“Há projetos em que o custo de urbanização de glebas é tão alto e os problemas de gestão urbana tão evidentes que torna-se difícil afirmar até que ponto a decisão da localização periférica se fundamenta no preço da terra ou na intenção de segregação espacial da população mais pobre” (Barreto Silva, 1997:68).*

Poucos anos após a criação da instituição federal que agiria energicamente na questão da moradia popular, já faziam parte da paisagem da periferia paulistana os primeiros indícios de que um novo paradigma de habitação social que tomava corpo, dividindo o espaço com a cidade informal autoconstruída em loteamentos irregulares e com o crescimento exponencial de favelas.

*“Novos tipos de subúrbio, caracterizados pela iniciativa global, fazem sua aparição. Trata-se tanto da iniciativa particular quanto da oficial. O primeiro caso corresponde a núcleos suburbanos inteiramente construídos por uma companhia imobiliária que, portanto, não se limitou a arruar e lotear as terras*

---

<sup>68</sup> A este respeito, em nota de rodapé, Barreto Silva menciona que “Técnicos da CEF em São Paulo comentam a ‘dezembrada’ de 1978, quando era preciso gastar o dinheiro disponível para terrenos, não importando muito a qualidade dos mesmos.” Menna Barreto Silva, Helena (1997) **Terra e moradia: Que papel para o município?** Tese de Doutorado, FAU USP

*como de praxe. O segundo caso corresponde a núcleos, cujas casas são todas edificadas por entidades estatais ou paraestatais. Nos primeiros casos, a posição geográfica tem desempenhado um papel importante na escolha do local de implantação. Nos últimos, mercê dos financiamentos mais amplos, este fator pode ser desprezado, tendo alguns sido implantados em áreas que, na ocasião, ainda não encerravam vocação suburbana residencial.” (Langenbuch, 1971:258)*

Fato é que a autoconstrução foi o recurso a que recorreram grande parte dos trabalhadores instalados nas periferias dos centros industriais do país. Enormes porções da zona Leste paulistana foram ocupados de maneira absolutamente fragmentária decorrente do retalhamento das glebas rurais remanescentes, como Guaianases, Ermelino Matarazzo, ‘Cidade’ São Mateus e Cidade Líder, para restringir-se a uns poucos casos típicos, relativamente próximos dos nossos objetos de estudo. Em reportagem da série ‘As novas fronteiras vão para o leste dedicada ao distrito de São Mateus, onde vicejavam loteamentos irregulares, o repórter Ricardo Kotscho destaca a história de um dos pioneiros da região, que vendera as terras herdadas para “Francisco Nieto Martin, secretário das Administrações Regionais, membro do poderoso “grupo do Corinthians”, do qual fazem parte também Leonel Marconi e os irmãos Matheus (Vicente e Isidoro)”(...) *Grandes fortunas se fizeram com o comércio de terras, enquanto brotavam da noite para o dia as casinhas pobres dos bairros-dormitório, que abrigavam a mão-de-obra dos tempos do milagre econômico.*”<sup>69</sup>

Fenômeno que, como vimos no capítulo anterior, já estava esboçado nos planos dos proprietários dos terrenos desde meados dos anos 1920, intensificava-se nos anos 1950 e explodia na passagem para os anos 1970, em que pese aí a demanda que não era atendida pela ineficácia da produção pública, sobretudo nestes primeiros anos de implementação dos programas do BNH.

Será fundamental ter em mente este processo de ocupação de largas porções do território da zona Leste, bem como as dinâmicas econômicas que influem na opção, sempre que possível, pela casa própria autoconstruída como uma espécie de poupança familiar e que acabam por impor a localização desprivilegiada e frequentemente a irregularidade como fator de rebaixamento do custo do terreno, a primeira etapa desta ascensão, como já destacaram Lemos e Sampaio (1976), em estudo pioneiro sobre as dinâmicas e resultados da autoconstrução<sup>70</sup>.

Ao analisar a situação das periferias na compilação de estudos **A produção da casa (e da cidade) no Brasil industrial** (1982), Ermínia Maricato lança mão do conceito de ‘urbano-desurbanizado’, desenvolvido por Henri LeFebvre (1969) em **O direito à cidade**: “*Apesar das grandes diferenças entre a metrópole européia e a metrópole latino-americana, o conceito ainda se revela interessante*” (Maricato, 1982:83). Maricato apresenta algumas chaves de leitura que ecoarão nos debates em torno da habitação popular e da compreensão dos territórios periféricos a partir dos anos 1980:

*“Podemos caracterizar assim a periferia urbana como o espaço da residência da classe trabalhadora ou das camadas populares, espaço que se estende por vastas áreas ocupadas por pequenas casas em pequenos lotes, longe dos centros de comércio ou negócios, sem equipamento ou infra-estrutura urbanos, onde o comércio e os serviços particulares também são insignificantes enquanto forma de uso do solo. Essa ocupação é urbana, mas pode-se dizer também que é desurbanizada à luz de certas formulações técnicas urbanísticas de planejamento ou mesmo à luz de certas formulações antropológicas, ou ainda à luz da história das cidades. (...) Essa proletarização do espaço, essa ocupação pobre, extensiva e*

<sup>69</sup> As novas fronteiras vão para o leste - 2 : A cidade expande suas misérias – Criminalidade, sub-habitação e falta de infraestrutura acompanham o crescimento”in **Folha de S. Paulo** 26/jun/1981

<sup>70</sup> Lemos, Carlos e Sampaio, Maria Ruth Amaral de (1976) **Evolução formal da casa popular paulistana** Departamento de publicações, FAU USP

*horizontalizada que ganhou os apelidos de 'inchamento', 'cinturão de pobreza', 'espaço marginal' etc., se acentua com o que podemos chamar de segunda etapa da industrialização do país (meados dos anos 1950), que é marcada por uma ofensiva do grande capital internacional, após a Segunda Guerra mundial" (Maricato, 1982:82-83).*

No mesmo volume, será publicada a pesquisa da dupla Nabil Bonduki e Raquel Rolnik sobre alguns loteamentos periféricos de Osasco, na região metropolitana de São Paulo, destacando as 'implicações de natureza político-ideológica' ligada à este tipo de solução do problema da moradia.

*"Todo este conjunto de situações a que os trabalhadores ficam submetidos para obter a casa própria - horas extras, instabilidade no emprego, trabalho adicional nas horas teoricamente livre etc., conjugadas às péssimas condições das habitações, significa concretamente um consumo de força de trabalho, uma não reposição de energia gasta no trabalho cotidiano. O resultado é a diminuição do ciclo produtivo do trabalhador, de sua expectativa de vida e da fertilidade de sua força de trabalho, desgaste este que a propriedade da moradia não consegue recuperar. Esta negligência com a reprodução da força de trabalho só tem sido possível devido a um forte controle político e à manutenção de um amplo exército de reserva. A auto-instrução da casa própria em loteamentos periféricos não significa apenas a possibilidade de manutenção da alta taxa de exploração da força de trabalho no processo produtivo, mas também, ao inserir uma parcela dos trabalhadores no estraço dos pequenos proprietários urbanos, importantes implicações de natureza político-ideológica". (Bonduki e Rolnik in Maricato (org.)(1982:137))*

Nabil Bonduki vai explorar esta linha interpretativa, destacando o papel dos expedientes de rebaixamento do custo da moradia como fator intrínseco à expansão capitalista em São Paulo na metade do século XX, segundo o modelo de crescimento desigual típico do subdesenvolvimento brasileiro.

*"A casa própria auto-empresada na periferia foi um aspecto básico da inserção do trabalhador no processo de desenvolvimento de São Paulo. No período de maior crescimento da economia do país, ao mesmo tempo em que permitiu uma redução salarial conveniente ao capitalismo selvagem brasileiro, ela representou para os trabalhadores uma perspectiva, mesmo que ilusória, de ascensão social e de estabilidade familiar. E isto não só pela possibilidade de escapar do aluguel e morar a custo quase nulo como, sobretudo, por representar a única perspectiva de entesouramento, de formação de um patrimônio e de obtenção de uma renda extra que independesse do trabalho que uma família trabalhadora podia almejar. Por essas razões, mais do que por motivos de ordem ideológica, a aspiração pela casa própria foi tão forte e generalizada entre os trabalhadores de baixa renda." (Bonduki, 1998:307)*

A autoconstrução em loteamentos periféricos começa a ganhar espaço como solução da casa popular como espaço e como item central da economia doméstica e da poupança familiar, analisada a partir da chave da economia política por uma geração de pesquisadores paulistas a partir dos anos 1970.

*"Produzindo casas para o seu próprio uso, para alugar ou ceder, os trabalhadores empreenderam a construção de pelo menos um milhão de casas na Região Metropolitana de São Paulo nos últimos cinquenta anos. Isto significa uma quantidade descomunal de recursos (monetários ou em trabalho) incorporados pelos trabalhadores ao processo de produção social, sem nenhum investimento estatal ou capitalista privado. Uma contribuição nada desprezível para o crescimento da economia paulista e brasileira." (Bonduki, 1998:313)*

Em defesa das soluções de habitação coletiva, Nabil Bonduki enfatiza os efeitos da ideologia da casa própria na mentalidade das classes populares que vai se disseminar nas periferias a a partir do estímulo ao modo de vida indicado pelo regime e preferido por grande parte da população, simbolizado pela casa própria, se possível unifamiliar e isolada no lote, não importando muito sua localização.

*"O modelo habitacional resultante tem raízes claramente conservadoras e pequeno-burguesas, tanto no âmbito político mais geral, como no âmbito micropolítico, da organização da vida privada. Esta passa a girar*

*em torno da família nuclear, consolidada, monogâmica e reprodutora dos valores tradicionais, concretizando um modo de vida individualista, pobre de relações sociais e pouco receptivo aos processos coletivos de organização e participação, fora aqueles absolutamente necessários para viabilizar o próprio projeto da casa própria. Assim, nas condições concretas de moradia e sobrevivência cotidiana de uma metrópole como São Paulo - cada vez mais agigantada e com cada vez menos estímulos a uma vida socializada e à sobrevivência fora do âmbito doméstico -, os trabalhadores reproduziram o padrão conservador e pré-urbano de habitação e organização familiar. A casa própria auto-empresada foi o núcleo desse modelo; a vida familiar passou a girar em torno da sua concretização.”* (Bonduki, 1998:309)

Estes dois modos de produção, separados economicamente pelo estatuto jurídico da terra no qual se implantam o mesmo tipo de construções, a partir dos materiais disponíveis nas lojas do bairro e comprados a crédito (Ferro apud Maricato, 1982), dividem os territórios da zona Leste com os conjuntos, disputando áreas livres e vazios urbanos com o poder público. A construção dos conjuntos na região chegou a ser anunciada em diversas ocasiões como estratégia para a retomada desta porção da cidade coberta progressivamente de habitações precárias, como veremos adiante.

É fundamental ter em mente uma incompleta genealogia das favelas paulistanas, fenômeno relativamente recente em São Paulo se comparado aos morros cariocas ou aos mocambos recifenses, já que o cortiço era o tipo de habitação popular das classes operárias urbanas por excelência em São Paulo até os anos 1940-50. Se no Rio de Janeiro os estudos sobre favela inauguram o campo disciplinar da habitação social no país, de acordo com a resenha de Lícia do Prado Valladares (1983), a partir dos anos 1970, vão proliferar em São Paulo as pesquisas sobre as periferias e os loteamentos clandestinos, além da pobreza em geral que tomava proporções inéditas nos anos do milagre econômico, retendo a atenção de sociólogos como Lúcio Kowarick e Fernando Henrique Cardoso, entre outros <sup>71</sup>.

Vários autores creditarão esta solução improvisada à insuficiência quantitativa e ao desvio dos objetivos do BNH, que passa a privilegiar uma pequena classe média que se beneficiava diretamente com a política social do ‘milagre econômico’. O próprio presidente da COHAB-SP José Celestino Bourroul vai, já no começo dos anos 1980, utilizar-se deste argumento para explicar a explosão das favelas em São Paulo:

*“o fenômeno de empobrecimento da população e a falta de alternativas habitacionais tem gerado um crescimento substantivo das favelas, o que se constitui num obstáculo para os programas populares de habitação. Isso poderá ser superado com a canalização de recursos que permitam dar continuidade aos programas já elaborados.”* (Bourroul in *Folha de S. Paulo* 3/Dez/1981)

Sachs destaca a importância do fenômeno entre os anos 1970 e meados dos anos 1980, quando pesquisa a realidade habitacional paulistana:

*“Le phénomène le plus marquant des vingt dernières années est la prolifération des favelas. São Paulo a ainsi perdu son originalité, longtemps préservée, de métropole brésilienne sans bidonvilles. (...) Les premières se localisaient dans les interstices de la belle ville. Les conditions exécrables d’habitabilité et l’absence d’infrastructures étaient compensées par la proximité du centre et des lieux d’emploi, un avantage que certaines favelas conservent jusqu’à présent.”* (Sachs, 1990 p.64-65)

A passagem gradativa do tema do loteamento periférico para as habitações de caráter fundiário e construtivo mais precário revela um endurecimento das condições de vida na grande São Paulo,

---

<sup>71</sup> Kowarick, Lucio Singer, Paul et alli (1975) *São Paulo 1975: Crescimento e pobreza* Edições Loyola

fenômeno acompanhado de perto pelas pesquisas do sociólogo Lucio Kowarick<sup>72</sup>. Seu trabalho vai servir de fonte para Céline Sachs durante sua pesquisa no Brasil, dando sequência a uma interlocução frequente com outros estudiosos da questão da habitação na França como Christian Topalov, Edmond Preteceille e Alain Liepietz.

*"La prolifération des favelas et les revendications des mouvements populaires ont amené les pouvoirs publics à passer de la connivence tacite à la reconnaissance du besoin d'une politique explicite et active de réhabilitation des favelas. Ce changement reste cependant très limité. (...) Ainsi, sous la couvert d'une politique d'intégration de la favela, on a continué à pratiquer, en fait une politique d'exclusion des bidonvilles de la ville légale."* (Sachs, 1990 p.161)

O tema da autoconstrução - sobretudo a partir da perspectiva de sua condenação enquanto modelo de desenvolvimento urbano, talvez seja um ponto de aproximação entre os contextos francês e brasileiro, residindo aí uma diferença fundamental no alcance da produção pública, mas equiparando o *pavillonnaire* ao modelo periférico em importância na construção das paisagens periurbanas.

*"A importância quantitativa (e qualitativa) da autoconstrução junto ao proletariado das grandes cidades dos países capitalistas mostra que os programas e políticas oficiais estatais de habitação são muito menos importantes na produção da habitação popular do que querem fazer crer os relatórios técnicos oficiais. É principalmente através da autoconstrução que a maioria da população trabalhadora resolve o problema da habitação " nas horas de folga, contando com a ajuda de amigos ou parentes, ou contando apenas com a própria força de trabalho (marido, mulher, filhos)." (Maricato, 1982:72-73)*

Azevedo e Andrade, tão cedo quando em 1982, já vêem no recurso à autoconstrução, no sentido de incorporar uma dinâmica já existente no cotidiano e nas formas de sociabilidade das periferias paulistanas uma "alternativa viável", ainda que reconheçam duas vertentes de críticas, uma de viés conservador, ligada ao mercado imobiliário formal e outra com 'conotações progressistas':

*"É certo que a autoconstrução - tal como é realizada pelas classes populares das periferias das grandes cidades - contribuiu para aumentar a taxa de exploração desses assalariados ao baratear o custo da reprodução da força de trabalho e, portanto, possibilitar aos empregadores deprimir consideravelmente seus salários."* (Azevedo e Andrade, 1982:115)

Este argumento seria evocado principalmente pelo sociólogo Francisco de Oliveira mas também por Lucio Kowarick para problematizar as práticas de mutirão como política pública passível de ser adotada em escala compatível com as dimensões da crise habitacional do país. No entanto, Azevedo e Andrade reafirmam a crença no procedimento como saída para os impasses da produção estatal, desde que a participação popular fosse efetiva:

*"A autoconstrução, quando apoiada pelo poder público, é capaz de permitir edificação de casas populares sensivelmente mais baratas que o processo tradicional, sendo que, quanto menor for o preço da terra, mais significativo será esse diferencial"* (Azevedo e Andrade, 1982:116)

O estudo sobre autoconstrução em São Paulo da socióloga Maria Ruth do Amaral Sampaio e do arquiteto Carlos Lemos abre um fecundo campo de questões entre a história da cidade e da sua arquitetura em diálogo com a economia política. Neste debate, será central a crítica do sociólogo Francisco de Oliveira sobre o papel da autoconstrução na economia brasileira, seja ela

<sup>72</sup> Ver *A espoliação urbana* (1979) e também os livros *Escritos urbanos* (2000) e *Viver no risco* (2010) São Paulo: Editora 34, no qual Kowarick estabelece paralelos entre as pesquisas que o grupo que coordena desenvolve sobre condições limite de vida no Brasil, estabelecendo paralelos com as situações de relativa miséria na França e nos Estados Unidos.

'tradicional', autogerida ou promovida pelo poder público. Ermínia Maricato é uma das vozes em constante diálogo com as questões colocadas por Oliveira:

*"Ora, a habitação, bem resultante dessa operação (autoconstrução), se produz por trabalho não pago, isto é, supertrabalho. Embora aparentemente esse bem não seja desapropriado pelo setor privado na produção, ele contribui para aumentar a taxa de exploração da força de trabalho, pois seu resultado, a casa, reflete-se numa baixa aparente do custo de reprodução da força de trabalho de que os gastos com habitação são um componente importante - e para deprimir os salários reais pagos pelas empresas. Assim, uma operação que é, na aparência, uma sobrevivência de práticas de "economia natural" dentro das cidades, casa-se admiravelmente bem com um processo de expansão capitalista, que tem uma de suas bases e seu dinamismo na intensa exploração da força de trabalho"* (Oliveira, F. in Maricato, 1982:76)

## 6.2 As políticas da Cohab-SP

Os elementos reunidos até aqui nos levam a pensar os conjuntos realizados pela COHAB em Itaquera como obra pública de escala e volume de recursos inéditos na cidade desde os anos 1950, consumidos pelas construções de Brasília, para onde os IAPs haviam direcionado parte substantiva de seus recursos durante o período JK (1955-1960). As rupturas políticas aparentes acabam por encobrir certas continuidades do ponto de vista do modo de produção das habitações e das cidades. Em São Paulo, uma vez que já existia a CECAP, pouco atuante até então mas ocupando o espaço institucional na esfera estadual, face a demanda crescente e as possibilidades de financiamento federal, diversos grandes e médios municípios criaram suas próprias Companhias de Habitação (COHABs). As COHABs municipais e regionais, como a COHAB Bandeirantes e a COHAB da Baixada Santista, com atuação em vários municípios, construíram milhares de unidades por cidades como Santos e Campinas, inaugurando seus primeiros conjuntos financiados pelo BNH antes da COHAB-SP (FINEP/GAP, 1985).

Entre 1965 e 2000, a COHAB-SP<sup>73</sup> construiu 134.900 unidades habitacionais na Região Metropolitana de São Paulo, principalmente distribuídos em grandes conjuntos na zona Leste da capital e nos municípios de Carapicuíba e Itapevi. Nos primeiros anos, sua atuação concentrou-se na formação de um banco de terras, política continuada e intensificada entre 1976 e 1981, quando adquire 65% do seu estoque fundiário até 2004 ; 68% destas áreas encontram-se na zona Leste da cidade, em forma de grandes glebas que outrora foram sítios ou fazendas (Constantino, 2007:23-24)<sup>74</sup>.

*“A COHAB-SP foi fundada seguindo diretrizes do Governo Federal que constituíram o Sistema Financeiro da Habitação (SFH). E dessa forma, foi mais influenciada por essas diretrizes do que pelas experiências anteriores da própria Prefeitura no campo da habitação de interesse social, (...) mantendo-se, na maior parte de sua história, distante, apartada, com uma atuação muito autônoma em relação aos outros órgãos da administração municipal voltados à questão habitacional”* (Constantino, 2007:11-12)

Céline Sachs, que estudou a produção da COHAB-SP e depois trabalhou na Delegação Interministerial das Cidades (DIV), na França, apresenta um balanço das políticas públicas e realizações da Companhia, criada para intervir eficazmente na situação caótica da cidade e nas condições precárias de habitação de grande parte da população paulistana.

*“L’action de la COHAB de São Paulo s’est caractérisée par l’implantation de projets de grande taille, justifiés par les économies d’échelle et par un volontarisme poussé par rapport à la configuration topographique des sites choisis, modifiée moyennant des travaux de terrassement souvent très coûteux. La COHAB-SP s’est surtout adressée aux segments de marché les plus élevés de la tranche COHAB et les a même dépassés. Des familles disposant de plus de cinq salaires minimums par mois se sont vu attribuer des logements COHAB, ce qui constitue un manquement à la fonction sociale de cette institution. Cette préférence pour les grands projets s’explique, sans doute, par le dynamisme industriel de la ville, habituée a tout voir en grand, ainsi que par la pression des entreprises privées de bâtiment et de travaux publics, enfin par la facilité que représente la planification de grands ensembles uniformes par rapport à la recherche des solutions en petite taille.”* (Sachs, 1990 p.191)

<sup>73</sup>Ver o “Dossiê: a verdade sobre a COHAB” (COHAB/SP, 1989)

<sup>74</sup>Ver o trabalho de Helena Menna Barreto Silva (Silva, 1997, p.149 e 150)

Podemos dizer que a zona Leste está no horizonte da COHAB-SP antes mesmo de sua organização institucional, na medida em que as grandes glebas de Itaquera 'herdadas' pelo BNH do patrimônio fundiário pertencentes ao Instituto Nacional de Previdência Social acabariam sendo transferidas ao órgão designado a realizar conjuntos para as famílias operárias, objetivos dos Institutos e dos organismos que os sucederam. Um estudo encomendado pela Companhia à uma dupla de professores da Faculdade de Arquitetura e Urbanismo da Universidade de São Paulo situa as origens da gleba e esclarece as diretrizes que nortearam os primeiros projetos para a área.

*"Trata-se de terreno adquirido pelo ex-IAPI por volta de 1942, tendo por escopo a construção de habitações operárias destinadas a seus segurados. Não se pode entretanto, afirmar que não tenha havido por parte daquele Instituto uma seleção locacional de acordo com critérios válidos na época. A política então adotada pelo ex-IAPI consistiu em adquirir uma série de áreas situadas na periferia de São Paulo, estrategicamente situadas em relação às direções de crescimento da Metrópole para serem oportunamente, utilizadas pela autarquia, para a implantação de conjuntos residenciais."* (Andrade e Nogueira, 1970: 70)

A COHAB-SP procurou seguir os parâmetros e diretrizes que estavam sendo estabelecidas pelo Plano Urbanístico Básico (o PUB, de 1969), o que coadunava em larga medida com as possibilidades de ação da Companhia, que acabou incorporando dos Institutos significativas glebas de terra na região leste.

*"O discurso das autoridades da COHAB-SP aponta a zona Leste como a área mais propícia de São Paulo à construção de grandes conjuntos habitacionais. Além de enormes terrenos disponíveis, como região pobre e pouco desenvolvida fez parte do escopo da administração Olavo Setúbal (1975-1978) o desenvolvimento dessa região. Uma componente para fixação desse desenvolvimento seria justamente a parte da implantação das soluções habitacionais (José Celestino Bourroul, à época presidente da COHAB-SP)"* (Damiani, 1993:31).

Outra iniciativa no sentido de equilibrar a crise financeira da COHAB seria especular com o próprio patrimônio fundiário:

*"A COHAB poderá começar a tentar a saída do entrosamento com empresas industriais no projeto que está estudando para uma área de que dispõe, em Itaquera. Essa área, cedida há muitos anos pelo INPS, apresenta grande declividade e só um terço dela tem características físicas adequadas à construção barata, de um conjunto popular, mas boa parte do restante se prestaria para um projeto de instalações industriais. Ela comportaria um conjunto de até cinco mil unidades, mas a experiência da COHAB com grandes conjuntos é a pior possível e por isso seus diretores pensam em números muito menores".* (A Construção São Paulo , 1974:26)

Além disso, a leste de São Paulo se encontravam ainda terras razoavelmente baratas e intuía-se, desde os anos 1920, como vimos, que a ferrovia, a várzea do Tietê e as ligações rodoviárias com o Vale do Paraíba e com o Rio de Janeiro seriam vetores naturais do crescimento urbano naquela direção.

*"Aproveitando-se da facilidade de financiamento e do preço relativamente baixo, a COHAB/SP fez um estoque de terras de péssima qualidade, em áreas rurais, algumas com impedimento de utilização pela legislação ambiental. Paralelamente criou-se uma condição de privilégio na Z8/100/1, onde apenas os órgãos públicos poderiam construir conjuntos de interesse social. A estratégia seria interessante, se os terrenos dessa região não fossem inadequados para implantação de conjuntos. As economias resultaram em enormes custos. Cerca de 1.500 hectares do estoque de terras da COHAB SP correspondem a glebas onde não foram executadas obras, sendo cerca de 70% inaproveitáveis para fins habitacionais por diversos tipos de condicionantes ambientais."* (Barreto Silva, 1997:66)

A questão do preço da terra era central na arquitetura financeira dos programas, o que fazia com que a Companhia acabasse por incorporar terrenos com declividades altíssimas, solos instáveis e recobertos de mata virgem, de natureza frágil e sobretudo, preço baixo.



*"Nos programas COHAB, os custos do terreno tinham que se manter baixíssimos, para que todo o peso do financiamento recaísse sobre a construção, isto é, fosse canalizado para as construtoras."*(Barreto Silva, 1997:67)

A revista A Construção São Paulo, um dos principais veículos do setor na capital paulista, retrato da composição de forças e principais empresas do ramo da construção civil, publica em 1973 um dossiê sobre a COHAB-SP, alertando para ineficiência da empresa pública:

*"Em outubro de 1973, durante a gestão de Miguel Colasuono na prefeitura, assume a nova gestão da COHAB-SP, presidida pelo Eng. Francisco Eduardo Queluz. Até ali, a autarquia metropolitana ligada à Prefeitura havia construído apenas 9.000 unidades, a maioria das quais não havia sido entregue. Quase uma década após sua criação e já era diagnosticada uma 'crônica e quase irreversível situação de entidade deficitária' através de uma 'história de muitas decisões erradas e obras geralmente mal projetadas e construídas', segundo seus novos e antigos diretores. Fala-se em 'herança maldita', 'caso patológico' e 'conjunto de erros e omissões cometidos no primeiro quinquênio de atividades' para explicar a sinecura e a impotência do órgão até ali."*<sup>75</sup>

Além da formação de um banco de terras que permitisse a Companhia ter acesso a terrenos para novos projetos sem ter de jogar a favor da elevação do custo da terra no mercado imobiliário paulistano, uma outra estratégia mencionada por diversos profissionais e políticos já naqueles anos seria o recurso à participação da mão de obra do futuro morador no sentido de rebaixar o custo final da unidade habitacional e conseguir oferecer um programa ao alcance dos estratos de renda mais baixa. *"Nessas condições, só é possível pensar em solução do tipo das chamadas casas-embrião, constituídas apenas de um cômodo e do sanitário, capazes de serem complementadas depois pelos próprios moradores, à medida que aumentem suas rendas."* (A Construção São Paulo, 1974:25)

Amplos setores da tecnocracia e dos analistas da máquina financeira e administrativa do BNH, sobretudo os ligados ao setor da construção civil, exerciam constante pressão no sentido de preservar o aspecto atuarial do BNH, orientando a produção para estratos de renda que pudessem garantir a liquidez do Banco.

*"Não faltavam recomendações também no sentido de redirecionar a produção sob responsabilidade da COHAB-SP para estratos servidos então pelos programas das cooperativas habitacionais como o INOCOOP e a CECAP, deixando de lado as faixas mais necessitadas e a alegada finalidade social da habitação promovida pela empresa pública em nome de sua estabilidade financeira. Diretores de patrimônio da COHAB chegam a sugerir como uma saída inevitável para a crise em que a entidade se encontra que ela passe a servir a faixas de renda compreendidas entre três e seis salários mínimos, em lugar das faixas de um a três."* (A Construção São Paulo, 1974: 26).

Até o começo dos anos 1970, ainda eram raros os grandes conjuntos habitacionais nas paisagens paulistanas, como precisa Langenbuch na pesquisa que realiza no começo da década.

*"Cabe salientar que os conjuntos residenciais – tanto os de iniciativa particular quanto os oficiais – absolutamente não constituem traço marcante dos subúrbios paulistanos, constituindo uma paisagem excepcional, posto que expressiva. É provável que de ora em diante tais conjuntos residenciais se tornem mais comuns nos subúrbios paulistanos, em face da nova política habitacional do poder público, concretizada por intermédio do Banco Nacional de Habitação. Sob a responsabilidade deste órgão oficial já foi concluída a construção de um conjunto residencial em São Miguel Paulista, composto de 349 residências, enquanto se acham em construção dois conjuntos: Parque Ipê, com 253 residências e Sapopemba, com 1088."* (Langenbuch, 1971:136)

---

<sup>75</sup> 'As duas faces da COHAB-SP' in A Construção São Paulo Editora PINI N°1369 6/mai/1974

Os poucos conjuntos realizados na primeira década de ação da Companhia eram mal localizados e de escala tímida e construção bastante convencional e ainda assim cara, longe do alcance pretendido. Desconectados de um plano urbanístico, em função de um ainda parco estoque de terras, estas realizações iniciais da Cohab-SP não seriam poupadas pelos críticos e novas gerações de funcionários da Companhia. Os sobrados construídos em Carapicuíba no final dos anos 1960 são representantes de uma tipologia tal qual elaborada pela Companhia na época inicial em terras que abrigariam posteriormente conjuntos maiores, área privilegiada pelo Plano Urbanístico Básico de 1969, assim como a zona leste, como veremos.

Durante a prefeitura de Paulo Maluf no final dos anos 1960, figuras centrais do meio arquitetônico paulista colaboraram ou ocuparam postos na COHAB-SP: Julio Neves foi seu diretor e Osvaldo Arthur Bratke, que já havia encerrado as atividades do seu escritório particular, foi presidente do Conselho Técnico, do qual participava também Pedro Paulo de Mello Saraiva, entre outros arquitetos e engenheiros (COHAB-SP,1969)<sup>76</sup>. O projeto experimental em elementos pré-fabricados de concreto elaborado por Eduardo Knesse de Mello<sup>77</sup> para a COHAB em 1968 em Carapicuíba é um indício destes anos de formulação de propostas de conjuntos habitacionais a realizar, dentro das premissas dos financiamentos e programas do BNH. Carapicuíba se tornaria também um local privilegiado da ação da Companhia durante a existência do BNH, cujos conjuntos nos revelam muito da história e das premissas da ação da COHAB em suas décadas iniciais.

*“Os três maiores projetos que começou a executar a partir de 1968 não foram até hoje concluídos. O de maiores dimensões é o de Carapicuíba, com um total de 4.848 unidades – das quais foram entregues 1.296 (...) O terceiro situa-se em Guaianases e tem um total de mil casas, das quais 460 quase prontas. Mas as unidades desses conjuntos em condições de serem habitadas só poderão ser postas a venda se o BNH concordar que a COHAB cobre por elas um preço maior do que o previsto para habitações do gênero, pois do contrário darão prejuízo.” (A Construção São Paulo, 1974: 22)*

O projeto inicial do conjunto Prestes Maia<sup>78</sup>, em Guaianases, cuja obra foi iniciada nestes anos, pode também ser produto de uma orientação inicial da Companhia de incorporar os produtos industriais disponíveis no mercado e no local, como as telhas de fibrocimento do tipo calhetão associadas a elementos bastante artesanais como caixilhos de madeira e alvenaria de tijolos, usadas no projeto dos sobrados geminados que perfazem as 1000 unidades do conjunto. Os entraves burocráticos e institucionais federais e municipais, contrapostos ao mercado imobiliário paulistano e ao cartel de construtoras de obras públicas, dificultavam outro tipo de intervenção que não fosse em terrenos extremamente periféricos, de valor fortemente rebaixado para atender os limites de financiamento e expectativas de ação mais ou menos ‘social’ do órgão.

*"A localização extremamente periférica dos conjuntos que seria objeto de críticas posteriores da ação da Companhia já era objeto de questionamento pelos próprios gestores e tecnocratas a serviço do regime. 'Os seus*

---

<sup>76</sup> A publicação COHAB-SP (1969) População cohabense São Paulo serve como panorama do perfil da já significativa população que habitava os primeiros conjuntos construídos pela Companhia, documento das primeiras atividades das assistentes sociais e pesquisas da própria Companhia sobre variados aspectos da população e situação dos conjuntos. Muitos destes relatórios nos servirão como fonte ao longo da tese, *litterature grise* que revela as contradições e dispositivos que por vezes os panoramas demasiado amplos não dão conta de retratar.

<sup>77</sup> Ver Montenegro, Roberto Alves de Lima (2012) A pré-fabricação na trajetória de Eduardo Kneese de Mello Tese de Doutorado, FAU USP, p. 195-214

<sup>78</sup> Abordaremos mais detalhadamente este conjunto em particular no próximo item.

*maiores conjuntos foram localizados em áreas inadequadas e desprovidas de equipamentos e serviços de infra e superestrutura, além de serem pessimamente projetados e construídos, com unidades praticamente inabitáveis.”*(A Construção São Paulo ,1974: 22)

As obras seriam realizadas em lugares desprovidos de infraestrutura básica de saneamento e eletricidade, impondo às concessionárias dos serviços a extensão de suas redes para servir aos empreendimentos da Cohab - SP e aos futuros moradores a espera de anos para a ocupação das unidades depois de concluídas as obras. Em alguns conjuntos, diversas unidades foram invadidas antes da atribuição oficial das moradias. Mais tarde, a Cohab - SP toleraria a instalação precária de moradores em conjuntos desprovidos destes e de outros serviços básicos, como veremos no caso da Cidade Tiradentes.

Na virada dos anos 1960 para 1970, com a elaboração do Plano Urbanístico Básico de São Paulo, o PUB (1969), trabalho de uma equipe multidisciplinar de consultores estrangeiros financiada por bancos e agências internacionais como a norteamericana USAID, os rumos do crescimento da cidade parecem reiterar os planos e possibilidades de expansão da ação urbanizadora da Cohab-SP na região Leste. Entre as ações recomendadas pelo plano, destacamos:

*“Promote the development of two large sub-regional centers in the areas of Santo Amaro and Itaquera to serve from 1.000.000 to 2.500.000 persons and to offer employment for 100.000 persons, and to contain areas for recreational and cultural activities. These centers should be surrounded by high-density residential uses, and should be developed in accordance with detailed plans, land expropriation, and the provision of urban services.”* (PUB, 1969:10)

Ao mesmo tempo em que reconhecia a função de polaridade articuladora de uma subregião exercida por Itaquera e, em alguma medida, Guaianases, em função da existência de alguma infraestrutura e solo ainda disponível, o PUB considerava fundamental a consolidação destas regiões para a estrutura urbana proposta para o ano de 1990 (PUB, 1969:277,258). O corredor Leste-Oeste entre a orla ferroviária e a várzea do Tietê, de Carapicuíba a Itaquera e Guaianases, parte da proposta da estrutura metropolitana do PUB em torno das quais desenvolveriam-se ‘corredores de atividades múltiplas’ conectados por ‘linhas de transporte rápido’ concentraria grande parte das construções da COHAB nos anos 1970, reflexo da interação das políticas municipais, sem qualquer debate público ou crítica por parte da população ou do meio profissional relacionado ao urbanismo, para além dos profissionais envolvidos na elaboração dos planos.

Poucos anos separam a realização do PUB e a elaboração de novos planos para a cidade e a região metropolitana, o que nos faz ver o quão curto foi o caminho do PUB rumo às gavetas, ainda que suas diretrizes tenham sido em alguma medida incorporadas pelo PDDI e PMDI. Sarah Feldman (2005) expõe com clareza o contexto de surgimento do estudo, bem como sua importância, ainda que indireta.

*“O PUB é elaborado no último ano da gestão de Faria Lima na prefeitura, e entregue alguns dias antes do fim de seu mandato, o que deixa o plano sem destinatário. Ao assumir a prefeitura em 1969, seu sucessor Paulo Maluf determina que se encaminhe a incineração dos milhares de volumes do PUB, que para o novo prefeito não passavam de propaganda política de seu antecessor.”* (Feldman, 2005, p.236)

Mesmo sem ser implementado, o PUB, assim como uma geração de planos metropolitanos e regionais, seriam responsáveis pela introdução prática de alguns horizontes e conceitos importantes no debate em torno do futuro da região metropolitana de São Paulo, como destaca Margareth Pereira (2001).

*“A partir do Plano Urbanístico Básico (1968) e do Plano Diretor de Desenvolvimento Integrado (1971), entre as novas expressões que passaram a ser usadas para dividir a cidade no plano geográfico, funcional e de uso e ocupação do solo, uma palavra veio se infiltrar na linguagem técnica para designar as novas áreas de expansão urbana: periferia. Esta palavra acompanharia a chegada à cidade de uma última onda de migrantes, nos anos 1970, e começa a ser empregada concomitantemente à ocupação de áreas da aglomeração onde passariam a se desenvolver novos loteamentos não regulamentados ou habitações construídas com materiais, a princípio, precários. Curiosamente, nestas novas áreas de expansão da cidade foram criados loteamentos batizados com nomes que retomaram o uso dos topônimos compostos com as palavras ‘vila’ e ‘jardim’, desestabilizando de certo modo a polaridade implícita no sentido historicamente consolidado de uso destas expressões.”<sup>79</sup>*

A Revista A Construção São Paulo iria alardear a relativa coordenação das políticas ligadas ao urbanismo da cidade como solução dos problemas detectados no breve histórico da ação da COHAB nos seus primeiros anos de funcionamento.

*“já existe agora um razoável nível de planejamento metropolitano em São Paulo (...) a atual diretoria da COHAB aproximou-se do GEGRAN – Grupo Executivo do Planejamento da Grande São Paulo, com a perspectiva de que futuros projetos que possa executar localizem-se nos eixos de expansão metropolitana (...) ao contrário do que acontece com alguns conjuntos atuais, construídos em áreas mal escolhidas, onde tais equipamentos só podem chegar a um custo extraordinário.” (A Construção São Paulo ,1974:25)*

O advento do PLANHAP, instituído pelo BNH em 1973, como vimos, iria dinamizar o fluxo de recursos canalizados diretamente para a aquisição de glebas para a formação de um banco de terras sob controle municipal e para a construção dos conjuntos por grandes empreiteiras de obras públicas através do fortalecimento das Companhias Estaduais e Municipais de Habitação proposto pelo plano (BNH - PLANHAP,1973). Ao mesmo tempo em que se concediam recursos para o custeio das atividades da Companhia na proporção dos investimentos crescentes na construção dos conjuntos prevista, ampliava-se o espectro de ação das COHABs, que passavam a incorporar funções da administração pública nos conjuntos e a atuar como agentes financeiros e promotores de centros sociais, tornando-a mais presente no cotidiano da população.

O PLANHAP previa a construção de 2 milhões de novas moradias em uma década para a população trabalhadora de renda familiar entre um e três salários mínimos. Apresentando o plano ao Ministro do Interior, o presidente do BNH Rubens Vaz da Costa, é claro nos propósitos e ambições políticas do Plano de Habitação Popular e também no sentido de eximir as COHABs do atendimento habitacional da camada mais necessitada da população, recomendando a autoconstrução assistida em ‘caráter essencialmente assistencialista’ nestes casos:

*“Exclusive as famílias que não ganham pelo menos um salário mínimo, cujo problema habitacional deve ser resolvido através de programa de terrenos urbanizados e construção com esforço próprio, em estudos neste Banco e objeto de projetos experimentais nalgumas cidades, procurou-se, através de exaustiva pesquisa e de aprofundados estudos, elaborar programa realista, em bases econômicas, com subsídios oferecidos pelo próprio BNH, que poderá, se merecer aprovação do Conselho de Administração do Banco e, se homologado por Vossa Excelência, constituir-se realização da maior importância do Governo do Presidente Medici, pois atenderá toda a demanda de moradia das famílias com renda de um a três salários mínimos. Excusado é dizer que as famílias de rendas mais elevadas podem ser atendidas pelos demais programas do BNH.” (BNH - PLANHAP, 1973)*

Entre 1973 e 1975, durante a gestão de Miguel Colasuonno à frente da Prefeitura, a Cohab SP era dirigida, como já mencionamos, pelo engenheiro oriundo do Fundo Estadual de Construções

---

<sup>79</sup> (Pereira, Margareth As palavras e a cidade: o vocabulário da segregação em São Paulo (1890-1930) in Espaço e Debates - Periferia revisitada N°42, 2001

Escolares (FECE) Francisco Eduardo Queluz<sup>80</sup>, que age no sentido de retomar as obras paradas por desentendimentos com as empresas contratadas e elaborar projetos para as áreas pertencentes ao BNH que iam sendo incorporadas ao patrimônio. Os primeiros diretores da COHAB-SP vinham de outras autarquias do setor público, próximas aos núcleos de poder do regime militar e das 'classes produtoras', sem ter necessariamente proximidade particular com o universo da habitação social, seja do ponto de vista acadêmico, profissional ou político, como observaríamos em tempos mais democráticos.

Em 1975, a COHAB-SP reúne em um documento interno<sup>81</sup> um 'programa de recuperação' da Companhia, com um resumo de suas realizações até aquele momento e seus principais projetos: em quase dez anos de existência, haviam sido produzidas somente 3.600 unidades, mil delas no conjunto de Guaianases. Um outro grande conjunto estava sendo projetado para Itaquera, dividido em três fases, que deveria reunir quase 8 mil novas unidades, escala inédita para as realizações de qualquer companhia paulista de habitação até ali. Somente o Conjunto de Cumbica, projetado pela equipe coordenada pelo arquiteto Vilanova Artigas e que estava então sendo construído pela CECAP, fora pensado para abrigar pouco mais de dez mil unidades, caso o projeto fosse implementado em sua totalidade.

A CECAP, obtém autorização para obter financiamento do SFH em 1968 e no ano seguinte entrega suas primeiras 864 unidades, concentradas em municípios médios do Estado de São Paulo que não tinham instituído suas próprias COHABS. Em 1974, a CECAP, entrega 1320 unidades no seu imenso conjunto de Guarulhos, primeiro projeto que a aproxima da grande escala e dos territórios periféricos metropolitanos, representando uma mudança de paradigma na produção do órgão, até então marcado pela produção de pequenos conjuntos em cidades do interior. O conjunto de Guarulhos vai se estabelecer como o paradigma da produção de qualidade da CECAP,, posteriormente transformada em Companhia de Desenvolvimento Habitação Urbano (CDHU), replicado em diversos 'Parques CECAP,' em cidades médias do interior paulista. De acordo com Petrella, que estudou comparativamente diversos conjuntos habitacionais promovidos pelo poder público em zonas periféricas da metrópole paulistana,

*"O [Parque] CECAP [Zezinho Magalhães] é concebido como um momento do desenvolvimento das forças produtivas nacionais em função de seu grande número de unidades e equipamentos coletivos. Ele se funda na repetição exemplar de um modelo arquitetônico e urbanístico, fruto de uma concepção ideal da ocupação de todo o território e vale-se da pré-fabricação e estandarização dos elementos construtivos a serem produzidos em série."* (Petrella, 2011)

Embora localizado fora dos limites do município de São Paulo, o conjunto Parque CECAP se inscreve na mesma região de estruturação suburbana da qual fazem parte os distritos industriais de Guarulhos, São Miguel, o Pólo petroquímico de Mauá e o ABC paulista, conectados precariamente pelos ramais ferroviários e linhas de ônibus e trólebus intermunicipais, entremeados por enormes cidades dormitório como Ermelino Matarazzo, Itaquera, Guaianazes, além das 'Cidades' Líder, A.E.Carvalho e São Mateus.

<sup>80</sup> Figura articulada com o empresariado do setor da construção civil, 'Chicão' Queluz à voltou à direção da Companhia nos anos 1980 no governo Jânio Quadros e teve papel relevante na construção dos grandes conjuntos da zona Leste, como veremos adiante. Consultar o Curriculum Vitae anexo ao Projeto de Decreto Legislativo proposto pelo vereador Bruno Feder em Março 1992 que confere à Queluz o título de Cidadão Paulistano.

<sup>81</sup> COHAB- SP (1975) Política e Proposta de Ação. São Paulo: COHAB - SP/PMSP

A partir de 1975, quem assume a direção da COHAB- SP e personifica o espírito desenvolvedor de um novo pólo metropolitano na zona Leste é o engenheiro José Celestino Bourroul, que estaria por trás da política de aquisição de grandes glebas na região.

*"A decisão de levar os planos da então raquítica e mal-vista Cohab para a zona Leste foi adotada logo após sua posse, seguindo um princípio básico para produzir habitações populares a preços realmente acessíveis era preciso, antes de mais nada, adquirir terrenos baratos. Até por eliminação foi escolhida a zona Leste, região de latifúndos improdutivos que serviam de locais de lazer para tradicionais famílias paulistanas."*<sup>82</sup>

Em entrevista ao jornal Folha de S. Paulo, o presidente da Companhia explica as razões que precederam a construção dos grandes conjuntos de Itaquera e Cidade Tiradentes: *"Restava apenas a zona Leste e a COHAB procurou comprar tudo o que pudesse", explica Bourroul. As primeiras terras foram compradas do BNH, que herdara os patrimônios imobiliários dos antigos IAPs.*"<sup>83</sup>

A imprensa acompanhava o desenvolvimento da região, chamando a atenção para os problemas intrínsecos a uma urbanização um tanto descontrolada.

*"A zona Leste é, atualmente, a região que mais cresce na cidade. E os urbanistas são unânimes em reconhecer que é esta a direção para a qual São Paulo se expandirá, pelo menos até o ano 2000. (...) Ali, zonas rurais se misturam com distritos industriais, a miséria das favelas convive com fantásticas fazendas e a criminalidade atinge índices considerados 'assustadores'"*<sup>84</sup>

Em meados dos anos 1970, a COHAB/SP entregava por volta de 2000 unidades por ano, sobretudo nas imensas glebas da zona Leste e em cidades da região metropolitana como Carapicuíba, onde foi implementada a tipologia apartamento pela primeira vez na trajetória da Companhia (Slomiansky,2002:56) com a realização dos blocos que serviriam de modelo, continuamente simplificados e empobrecidos, para os realizados nos conjuntos de Itaquera, Sapopemba, Guaianases e Jardim São Paulo, como veremos adiante. Seriam quase 3400 as novas unidades entregues nestes grandes conjuntos somente no ano de 1978, num ritmo crescente até alcançar a marca de mais de trinta mil unidades por ano na capital nos primeiros anos da década de 1980, quando começam a entrar massivamente nas estatísticas também as unidades entregues por programas de lotes urbanizados e casas embrião, além de obras em andamento (FINEP/GAP, 1985).

De qualquer maneira, é suficiente para entender a que patamares se elevou a construção em massa de habitação popular no município de São Paulo durante os anos do regime militar, criando um modelo que associava segregação sócio-espacial à condições mínimas de habitação, normatizada de acordo com as mesmas plantas e arranjos urbanísticos repetitivos, nos quais o espaços públicos pareciam ser menosprezados como lugares de encontro, de acordo com os tempos pouco democráticos.

Segundo Constantino (2007), as críticas à ação da COHAB-SP concentraram-se em torno da localização periférica dos conjuntos, resultado da política de aquisição de terras e imposições dos limites dos financiamentos, da excessiva padronização dos projetos arquitetônicos, da ausência de projetos urbanos integrados, da qualidade medíocre das obras, resultado do predomínio da ótica

<sup>82</sup> Kotscho, Ricardo 'A COHAB constrói uma nova cidade' in Folha de S. Paulo 20/jun/1981

<sup>83</sup> 'Crise limita habitações populares' in Folha de S. Paulo 24/mai/1981

<sup>84</sup> Kotscho, Ricardo Série de repostagens 'As novas fronteiras vão para o leste' - 1 A cidade expande suas misérias - Criminalidade, sub-habitação e falta de infraestrutura acompanham o crescimento' in Folha de S. Paulo 25/jun/1981

das construtoras em detrimento da colaboração dos arquitetos e da participação popular, além da irregularidade fundiária, condominial e notarial dos conjuntos e apartamentos. Estas críticas ajudaram a fundar uma geração de críticos como Ermínia Maricato, Jorge Oseki, Csaba Déak e Yvone Mautner que enxergarão através da produção pública os mecanismos econômicos de reprodução de desigualdades sócio-espaciais.

*“as condições habitacionais nas grandes cidades brasileiras, cuja precariedade é admitida inclusive pelos relatórios oficiais de governos estaduais e federal, não é senão resultado do modo pelo qual se dá o assentamento residencial da população rural que migra do campo para as cidades (...). Os poucos recursos aplicados no assentamento residencial popular ou no crescimento urbano que diz respeito à reprodução da força de trabalho (habitação, infraestrutura e equipamentos urbanos) determina que o espaço da periferia das grandes cidades, local de residência da classe trabalhadora, seja produzido através de prática de subsistência, entre as quais se conta a autoconstrução da casa, que se estende frequentemente para obras de infra-estrutura e equipamentos coletivos” (Maricato, 1979:92)*

As leituras de Ermínia Maricato dos fenômenos que transformaram as cidades brasileiras, além do papel da autoconstrução e do BNH na economia popular, são precisas e esclarecem os termos nos quais o Brasil se urbaniza, na segunda metade do século XX.

*“as falhas de localização dos conjuntos e de ausência de planejamento urbano adequado, talvez tenham acarretado mais prejuízo para o interesse público, de modo geral. O impacto sobre o mercado fundiário acarretando vetores de crescimento inadequados para as cidades, a segregação ou isolamento dos moradores que propicia, inclusive, o aumento da violência, o custo da implantação de infra-estrutura que acaba por encarecer todo o mercado do lote popular; os danos ao meio ambiente, são aspectos observáveis em todo o país com trágicas consequências sociais, econômicas e ambientais” (Maricato, 1997:51)*

Esta tendência permeia desde os primeiros artigos publicados por esta geração fundadora até suas mais recentes produções, ecoando também em trabalhos acadêmicos recentes de jovens arquitetos e pesquisadores como Guilherme Petrella (2009 e 2011).

*“Os conjuntos habitacionais acabam produzindo o espaço da miséria e a miséria do espaço, pois a concentração de trabalhadores em áreas periféricas da cidade, conectados funcionalmente às áreas de trabalho e lazer, alia-se à setorização burocrática dos usos e equipamentos coletivos, que reduz a diversidade urbana ao cotidiano administrado e institucionalizado. Isso engendrou (...) um espaço homogêneo, fragmentado e hierarquizado, cuja produção se torna cada vez mais funcional à realização da mercadoria no espaço e dos espaços como mercadoria.” (Petrella, 2011)*

Trata-se de uma perspectiva de análise que salienta a imbricação profunda entre o modo de morar e o modo de produzir riqueza e desigualdades estruturais na economia e na sociedade brasileira. Já Celine Sachs recupera uma parte positiva da crítica de Gabriel Bolaffi do BNH através da análise da produção da Companhia, com a qual colaborou no começo dos anos 1980:

*“os grandes conjuntos de Carapicuíba e Itaquera constituem a parte mais válida da experiência da COHAB-SP, a despeito dos inúmeros erros cometidos.” Seriam objeto de crítica “principalmente a concepção urbanística desses conjuntos inspirada ainda pela Carta de Atenas: a segregação espacial das funções urbanas, a construção dos conjuntos enquanto cidades-dormitórios sem atividades produtivas no local e, enfim, a ausência de áreas para postos de gasolina, pequenas oficinas de consertos, bares, etc... Segundo Bolaffi, é preciso apontar esses erros em evidência para corrigi-los, em vez de condenar de uma vez por todas os grandes conjuntos habitacionais, cuja vantagem repousa nas economias de escala e no recurso às técnicas de construção modernas” (Sachs,1990:219)*

Os argumentos e críticas da ação da Companhia elaborados por Gabriel Bolaffi serão constantemente reelaborados no sentido de pensar alternativas e alterações que fizessem a ação

pública no setor da habitação social cumprir seus objetivos. Mais tarde e sob outras condições políticas, como veremos, Bolaffi integrará os quadros da COHAB-SP, contribuindo operativamente com suas teses e reflexões críticas. Itaquera, construída e inaugurada na virada dos anos 1970 para os 1980, seria evocada invariavelmente como a principal realização do período mais produtivo em termos de estatísticas e unidades construídas, até a realização da Cidade Tiradentes, a partir de meados da década de 1980. Sachs retoma os pontos discutidos por Bolaffi a partir do conjunto:

*"Ele reconhece que a qualidade arquitetônica dos primeiros prédios deixa muito a desejar, mas, no seu entender, a experiência dos primeiros canteiros de obras foi proveitosa para os arquitetos encarregados dos projetos implantados depois disso. Itaquera seria assim uma experiência válida de uma arquitetura de massa e mesmo 'a principal obra arquitetônica realizada no Brasil'. Consequentemente, as críticas que sofre - monotonia e tamanho reduzido dos apartamentos - parecem-lhes exageradas"* (Sachs, 1990:219)



### 6.3 O primeiro conjunto habitacional da zona Leste

Reconstruir as origens de um território fragmentado revela as camadas de tempo e atitudes projetuais diversas, tentativas de respostas características dos momentos em que foram produzidos, a maioria deles por ação da mesma Companhia pública.

O Conjunto de Guaianases, cujo nome oficial é Conjunto Habitacional Prefeito Prestes Maia<sup>85</sup>, foi construído pela COHAB-SP nas imediações do lugar conhecido como Passagem Funda, perto da Pedreira da família Mateus, no começo dos anos 1970 e inaugurado em 1975. Trata-se de um exemplar bastante representativo da 'primeira fase' de ação da COHAB-SP (1965-1976, de acordo com Slomiansky, 2002:59), marcada muito mais pela sua organização funcional em paralelo com a 'sofisticação do sistema financeiro' do BNH do que propriamente pela produção de conjuntos.

*"A crescente soma de recursos a seu dispor, com o FGTS, incidindo juros e correção monetária, encerrou a fase do Banco dedicada à repetição da experiência da Vila Kennedy em todo o país, obrigando-o a uma agressividade, até então insuspeitada, dando lugar à fase de sofisticação do sistema financeiro". (Serran, 1976:22)*

Embora a produção da Companhia em termos de unidades construídas não tenha sido expressiva como no período seguinte, o Conjunto Prestes Maia, com suas mil unidades, não é uma realização habitacional nada desprezível. Em torno dela, um novo fragmento de cidade se organizará nas décadas seguintes, como veremos, a partir da composição mais ou menos aleatória de diversas modalidades de promoção pública de habitação social, em sua grande maioria a cargo da COHAB-SP, além da implantação de equipamentos públicos e loteamentos irregulares em seus interstícios.

A realização do conjunto de Guaianazes, pode ser considerada como característica do primeiro decênio de ação da COHAB-SP, severamente criticada pela construção de conjuntos em terrenos extremamente periféricos, de maneira pouco planejada e sem coordenação com as demais secretarias de planejamento urbano e concessionárias de serviços públicos. A obra, sob responsabilidade da Construtora Japurá teria começado em abril de 1970 e terminado em 1972 (Taralli, 1984:109 e 119), mas só seria oficialmente inaugurada em junho de 1975, quando a extensão das redes de infraestrutura de saneamento básico permitiu a ocupação efetiva do conjunto. O documento Conjuntos habitacionais - Caracterização - Padrões habitacionais, publicado pela COHAB-SP 86 apresenta o projeto de aumento da densidade do conjunto no fim dos anos 1970 com a inserção de blocos de apartamentos do mesmo tipo dos que seriam construídos em Itaquera na virada para os anos 1980.

---

<sup>85</sup> Batizado em homenagem à Francisco Prestes Maia, engenheiro-arquiteto formado pela Escola Politécnica da Universidade de São Paulo. Seguiu carreira como engenheiro da Prefeitura do Município de São Paulo, vinculado ao Departamento de Obras Públicas da Secretaria de Viação e Obras Públicas, onde em 1930 apresentou o "Estudo de um Plano de Avenidas para a Cidade de São Paulo". Foi prefeito de São Paulo por três períodos (1938-1941; 1941-1945 e 1961-1965), tendo sido indicado nos dois primeiros e eleito no último. Com prefeito, empenhou-se em implantar as propostas daquele plano, tendo sido responsável pela construção de várias avenidas estruturais da cidade (Leme, 1999). Também uma das primeiras favelas da cidade, que a partir dos anos 1940 ocupou os terrenos da Várzea do Carmo, recebeu o nome de Prestes Maia, associando à condição de sem-teto ao progresso urbanístico da cidade, como relata Fernão Lopes Ginez de Lara (2012) na dissertação de mestrado Modernização e desenvolvimentismo: formação das primeiras favelas de São Paulo e a favela do Vergueiro Geografia USP.

<sup>86</sup> COHAB- SP (1978) Conjuntos habitacionais - Caracterização - Padrões habitacionais São Paulo: Cohab - SP/PMS

Na história dos conjuntos produzidos pelo Estado na região Leste, o projeto urbanístico do Conjunto Prestes Maia parece ser uma aplicação imediata das premissas expressas no Plano Trienal da COHAB-SP de 1970-72:

*"Cada conjunto, desde que sua área seja compatível, será projetado como uma unidade perfeitamente delimitada por uma via perimetral. (...) A distribuição das diversas atividades nos conjuntos será feita sob a forma de superquadras, com capacidade de no máximo 300 habitações cada, perfeitamente delimitadas por vias cujas 'grades' deverão ser prefixadas, e dispostas sob a forma de patamares planos. (...) As habitações deverão sempre localizar-se (...) em quadras fechadas por vias de pedestres, em que eventualmente possam circular veículos, em especial os de utilidade pública; ainda nestes patamares, deverão localizar-se pequenas lojas com habitação em andar superior, cujos terrenos deverão ser vendidos a particulares que as construirão com seus recursos; deverão ser previstas, ainda, áreas para estacionamento coletivo de veículos. O centro comunitário de cada conjunto ficará localizado em áreas não necessariamente planas, mas perfeitamente delimitadas por vias, devendo localizar-se nestas áreas todas as atividades comunitárias necessárias ao conjunto."*(COHAB-SP, Plano Trienal 70/72 apud Slomiansky, 2002:60)

No Prestes Maia, os mil sobrados geminados da tipologia denominada pela Companhia como 'SP' variam entre 40 e 53 metros quadrados, mais o 'jardim' frontal, invariavelmente utilizado como garagem e o 'quintal' posterior, muitas vezes usado para ampliar a área construída, agrupam-se em módulos de renques de duas casas, formando quadras construídas como um volume único e contínuo. O conjunto é circundado pela via 'perimétrica' (Avenida Dr. Guilherme de Abreu Sodré) e conta com estação de tratamento de esgotos, campo de futebol e algumas precárias instalações esportivas e mobiliário urbano nas áreas verdes remanescentes das previstas no plano inicial do Conjunto, muito provavelmente elaborado pelas equipes técnicas da Companhia. Existem também escola e centro básico de saúde incluídos no conjunto e módulos comerciais onde instalaram-se açougues, mercados e algum comércio local, complementado pelas feiras livres que logo instalaram-se nas imediações, nos terrenos do Jardim São Paulo onde a COHAB-SP construiria o Conjunto Juscelino Kubitschek nos anos seguintes.

Embora a maioria dos carimbos dos desenhos dos projetos de prefeitura apontem a equipe técnica e seus diretores como autores do Conjunto Prefeito Prestes Maia, uma anotação em um dos carimbos referindo-se ao arquiteto italiano Telésforo Cristófani<sup>87</sup> como autor de uma versão do projeto de 'Lojas com habitações', aponta caminhos para a identificação da autoria do projeto do conjunto. Tal suposição é confirmada pela lista de projetos elaborada pelo próprio arquiteto que inclui um projeto para a COHAB-SP em Guaianases no ano de 1970. Quem assina nestes desenhos como diretor de planejamento da Companhia é o arquiteto e professor da FAU USP Lauro Bastos Birkholz, experiente planejador urbano da geração de arquitetos formados pela Escola Politécnica<sup>88</sup> que teria enorme influência nos destinos do crescimento da cidade de São Paulo no século passado.

---

<sup>87</sup> Documento incluso na pesquisa sobre a obra do arquiteto italiano formado no Mackenzie. Ver Araujo, Fanny Schroeder de Freitas (2009) Telésforo Cristófani (1929 – 2002), contribuições à arquitetura paulista. Dissertação de mestrado, São Paulo : Universidade Mackenzie

<sup>88</sup> Ver o livro de Ficher, Sylvia (2005) Arquitetos da Poli Ensino e Profissão Em São Paulo Edusp a respeito das diversas gerações formadas pelos cursos de Arquitetura na Escola Politécnica, de onde vai derivar a Faculdade de Arquitetura e Urbanismo da Universidade de São Paulo como instituição, onde pontificarão os egressos da Poli, entre outros quadros da universidade. Outros 'Arquitetos da Poli' como Francisco de Paula Dias de Andrade e Brenno Cyrino Nogueira, ambos professores da FAU USP, vão ter papel ativo embora hoje obscurecido nos destinos da zona Leste, como veremos.

Há portanto indícios de envolvimento de algumas vertentes dominantes na arquitetura, urbanismo e engenharia paulistas no período, seja através da ocupação de cargos públicos ou através de contratos com escritórios privados comprometidos com a execução de grandes obras públicas, desde o plano de ação do Governo Carvalho Pinto e que naquele momento projetava também os conjuntos habitacionais e equipamentos associados realizados pelo governo militar, em colaboração com a COHAB-SP.

Cibelle Haddad Taralli, professora da FAU USP, aborda a mudança tecnológica nos conjuntos construídos pela COHAB-SP na virada dos anos 1970 para os 1980 em sua dissertação de mestrado. Segundo Taralli, até 1970, "os projetos foram executados por firmas especializadas com base na legislação municipal vigente e, com base na normatização do BNH" (Taralli 1984:65), fase que inclui o projeto inicial do conjunto de Guaianazes. Ela destaca que naquele momento os projetos deveriam se submeter as densidades, gabaritos e posturas municipais definidas globalmente para o local, condicionando a integração do conjunto na paisagem, situação que se alteraria rapidamente com o estabelecimento de uma legislação específica para a produção de conjuntos de habitação social a partir de 1976 (Taralli 1984:67). Este período inicial seria interrompido em 1970, precisamente durante o projeto do Conjunto Prestes Maia, ' com a necessidade de uma revisão enquanto atuação'.

*"Os conjuntos implantados até 1970 de que fazem parte Guarulhos, São Miguel e as primeiras fases do Parque Ipê, Sapopemba, Bororé, Guaianazes e Carapicuíba desenvolveram-se em glebas menores (na escala de um bairro do Município), segundo um projeto de arruamento composto basicamente da organização de lotes residenciais unifamiliares com ocupação horizontal (edificação), e pequenos espaços livres (praças delimitadas) que constituíam áreas verdes e pequenos bolsões para estacionamento. A taxa de ocupação e construção no lote, bem como suas dimensões são compatíveis com a ocupação do entorno dos Conjuntos, por apoiarem-se na mesma legislação, o que lhes confere uma característica de adequabilidade à paisagem da periferia - área de sua implantação.(...) Apesar da adequabilidade ao entorno em relação às densidades de ocupação adotadas, os conjuntos são de modo geral visualmente identificáveis a medida que o projeto do arruamento é linear, quase geométrico em função da topografia existente, formando quase sempre quadras regulares de domínio visual e físico imediato pelo morador. A topografia quase sempre não foi drasticamente modificada."*(Taralli, 1984:72-73)

Do ponto de vista local, é fundamental aqui retomar a leitura inicial que fizemos sobre este território, uma vez que ao sobrepor as cartografias de diferentes épocas notamos que a área onde se implanta o Conjunto Prestes Maia equivale em grande medida a um dos primeiros loteamentos registrados já em 1930 pelos levantamentos que deram origem ao Mapa Sara Brasil. Tal coincidência nos mostra que, mesmo em seus primeiros empreendimentos, a COHAB-SP acabou por incorporar e promover terras que já estavam envolvidas anteriormente em operações especulativas apoiadas na urgência da provisão de alternativas de habitação para as classes populares.

Ao lado do Conjunto Prestes Maia, também sobre a área do loteamento desocupado e demarcado precariamente em 1930 e 1943 também pelo mapa da Light and Power, vai se desenvolver o loteamento irregular Vila das Hortênsias, que crescerá nos anos 1980 entremeado a uma favela homônima. Nos mesmos mapas aparecem também a Villa Santa Etelvina, onde mais tarde se implantaria grande parte dos conjuntos do Complexo Cidade Tiradentes, a maior concentração de conjuntos habitacionais da América Latina, do qual hoje faz parte administrativamente o conjunto Prestes Maia (Slomiansky,2002).

Em 1976, também na FAU USP, a estudante Lie Matsumoto realiza seu trabalho de graduação interdisciplinar sobre a ação da COHAB-SP até aqueles anos imediatamente anteriores à implantação do PLANHAP, analisando em particular alguns conjuntos entregues pela Companhia. Entre eles, o Conjunto Prestes Maia, que acabara de ser ocupado, objeto de uma ‘análise fotográfica’ e estatística realizada pela aluna, que nos serve aqui como documento das características do conjunto então recém inaugurado. A arquiteta faz ainda uma análise da atuação da COHAB-SP, num panorama tão desolador quanto as paisagens nas quais se implantam os primeiros conjuntos:

*“a ineficiência da COHAB-SP, tanto quantitativa quanto qualitativa, não está como causa na estrutura interna da empresa. Ela é, na realidade, consequência de um processo mais amplo pelo qual passa o sistema sócio-econômico.(...) O que vem acontecendo na realidade, é que a COHAB-SP está quase que totalmente limitada a construções das unidades habitacionais nos terrenos precários que lhe cabem, não lhe possibilitando sequer a viabilidade de um estudo numa região de interesse. Estes terrenos são geralmente localizados em áreas periféricas onde as possibilidades de atendimento de bens e serviços urbanos são remotas. Assim, grande parte das problemáticas levantadas nos conjuntos habitacionais da COHAB-SP se deve ao fato de se localizarem fora da malha urbana devido ao alto custo do solo metropolitano, inacessível ao orçamento do qual dispõe a COHAB-SP” (Matsumoto, 1976:64-67)*

A população do conjunto pioneiro era formada pela demanda inscrita nas listas da Companhia mas aparentemente eram incluídas também famílias atingidas por remoções de favelas, como se depreende da reportagem de Ricardo Kotscho sobre as opiniões polêmicas do diretor da COHAB-SP durante os anos 1980, José Celestino Bourroul:

*“A transferência de populações faveladas para esses conjuntos habitacionais não se deu de forma muito pacífica no início. Houve, por exemplo, uma grande resistência dos moradores do conjunto Prestes Maia quando chegaram 200 famílias vindas dos ‘alojamentos provisórios’ (como são chamados os ‘favelões’ oficiais da Prefeitura). ‘Os incomodados que se mudem’ sentenciou o presidente da COHAB. ‘Eles tem que entender que os favelados são gente como nós’”<sup>89</sup>*

A coleção de slides do Centro de Documentação Técnica da COHAB-SP nos fornece também preciosas imagens do cotidiano dos primeiros habitantes do Conjunto, isolado nas amplas glebas praticamente rurais do extremo da zona Leste. As notícias dos jornais da época conservados e relacionados pelo CESAD da FAU USP fornecem alguns indícios do processo de ocupação do conjunto, retratos dos seus moradores e imagens poderosas de ‘abandono’ e ‘esquecimento’ por parte dos diversos serviços e poderes públicos. As tensões eram de tal ordem que a degradação física e a violência atingiam o conjunto poucos anos após a sua ocupação.

*“Localizado a mais de 40 km do Centro (sic.), o conjunto Prestes Maia parece, segundo os moradores, ‘uma cidade abandonada no Interior brasileiro’. Suas casas são velhas, as paredes estão cheias de inscrições e seus moradores tem de se deslocar até Guaianases para pagar uma simples conta de água. É ali também que as donas de casa fazem suas compras. Para chegar até Guaianases, é preciso tomar uma lotação ou esperar os demorados ônibus da Viação Tabu. Cansados desta triste rotina e revoltados com a falta de transportes, agravada pela paralisação dos motoristas e cobradores, por não terem recebido o reajuste salarial, os moradores, na segunda feira passada, puseram fogo à guarita do fiscal da Viação Tabu e ameaçaram depredar os ônibus.”<sup>90</sup>*

Os impactos que os fatos terão sobre os moradores atingiria a sociabilidade, segundo os jornais, que reproduziam clichês estigmatizantes e propagavam a imagem do medo associada a vida nos conjuntos, da mesma forma que se repetirá com Itaquera e Cidade Tiradentes nas décadas

<sup>89</sup> ‘Crise limita habitações populares’ in Folha de S. Paulo 24/mai/1981

<sup>90</sup> ‘Conjunto da COHAB na região Leste está abandonado’ in Folha de S. Paulo 18/jun/1982

seguintes: *”Por causa dos ladrões, a maioria dos moradores já não sai à noite e muitas mães mudaram o horário das aulas das filhas para o período diurno. Próximo ao conjunto Prestes Maia, traficantes agem durante o dia, afirmam os moradores”*<sup>91</sup>

As queixas quanto à falta de manutenção, aumento da criminalidade e ‘esquecimento’ por parte dos poderes públicos depois da inauguração seriam frequentes e constantes na COHAB-SP Prestes Maia. Em reportagem sobre o conjunto publicada no jornal Estado de S. Paulo em 11 de abril de 1984, os moradores afirmam que se trata de um dos piores conjuntos da COHAB-SP:

*”O conjunto está abandonado desde quando foi entregue, há quatro anos. O mato cresce cobrindo as áreas livres, acobertando marginais que estão livres de qualquer repressão policial, mesmo porque só existe um posto de polícia que atua precariamente. (...) Só em época de eleição conseguimos alguma melhoria: fora disso, somos esquecidos. E é difícil esquecer um conjunto que abriga cerca de 6.000 moradores em 240 apartamentos, mil sobrados e 68 casas embrião.”*<sup>92</sup>

Até hoje, a falta de segurança e de infraestrutura de modo geral são as principais reclamações dos moradores do bairro, como podemos depreender de vídeos produzidos sobre o conjunto e sua história pelo grupo Luz, câmera e ação popular<sup>93</sup>, sediado na região.

Além de marco para a ação da COHAB-SP neste território em particular sobre o qual iremos nos concentrar, a entrega do conjunto de Guaianases seria considerada um passo fundamental na direção de projetos mais ambiciosos, como os conjuntos de Itaquera, que serão analisados a seguir, ainda que represente uma fase de transição na produção da Companhia, no rumo da progressiva padronização arquitetônica e construtiva e do aumento na escala dos conjuntos da zona Leste.

*”Depois de entregar as mil unidades do Conjunto Habitacional Prestes Maia em Guaianases - construído no início dos anos 70 e que ainda se encontrava desocupado por falta de redes de água e esgoto - a COHAB, que em dez anos havia entregue apenas 3.597 unidades, partiu para o projeto de Itaquera I, numa área de 2.700.000 metros quadrados. Deste conjunto, que fica entre o futuro estádio do Corinthians e o pátio do metrô, já foram entregues 10 mil unidades. Outras três mil serão entregues até o final deste ano e há espaço para a construção de mais duas mil moradias. O ritmo das obras nos conjuntos Itaquera II e III, na antiga fazenda da família Morganti, faz lembrar os tempos pioneiros de Brasília: ali está sendo executado o maior projeto de habitação popular do País, com 24 mil habitantes.”*<sup>94</sup>

Tratava-se de uma das primeiras experiências práticas das diretrizes formuladas ao longo de quase uma década, cujos resultados seriam reavaliados para serem replicados em glebas cada vez mais vastas, transformando radicalmente a paisagem e o futuro imediato da região Leste. Além disso, como veremos sobretudo no último capítulo desta monografia, em torno do Prestes Maia surgirão realizações habitacionais e de equipamentos públicos que variam do genérico, do ‘sórdido’, ao extraordinário, objeto particular de nossa atenção no que toca ao momento contemporâneo. Até lá, cronológica e narrativamente, iremos nos afastar deste núcleo particular para observar a ação da COHAB-SP e a transformação da paisagem do entorno de Itaquera na virada dos anos 1980 com as distintas fases dos conjuntos habitacionais da Companhia ali e a realização do ‘conjunto de

<sup>91</sup> ‘Conjunto da COHAB na região Leste está abandonado’ in Folha de S. Paulo 18/jun/1982

<sup>92</sup> ‘Denunciado abandono em conjunto da Cohab’ in Estado de S. Paulo, 11/abr/1984

<sup>93</sup> Ver os documentários digitais de curta duração Impressões dos moradores do Inácio Monteiro, disponível em <http://www.youtube.com/watch?v=aoIoxZofzXk> e Prestes Maia, a Cohab mais antiga de São Paulo, disponível em <http://www.youtube.com/watch?v=bjifpmG1B-k>

<sup>94</sup> ‘Crise limita habitações populares’ in Folha de S. Paulo 24/mai/1981

## 6. Nos tempos do BNH (1965 - 1986)

conjuntos' da Cidade Tiradentes, já no fim da mesma década, para retornar ao Inácio Monteiro, nome que irá ganhar a partir dos anos 1990 a microregião do complexo Cidade Tiradentes onde, ainda nos anos 1970, foi construído o Prestes Maia. Testemunha de um momento de transição na produção da Companhia, o conjunto hoje forma um dos núcleos principais do norte do distrito que foi se configurando territorialmente conforme ia sendo ocupado por projetos habitacionais de diferentes características. *“em Guaianases, o Conjunto Prestes Maia, o primeiro da Cohab, que desaparece perto da floresta de prédios dos conjuntos José de Anchieta, Manoel de Nóbrega e José Bonifácio, quase prontos, algo que lembra a visão futurista de Brasília.”*<sup>95</sup>

---

<sup>95</sup> A cidade expande suas misérias – Criminalidade, sub-habitação e falta de infraestrutura acompanham o crescimento” in *Folha de S. Paulo* 25/jun/1981

## 6.4 Projeto e utopia de uma cidade nova em Itaquera

Depois de inaugurado o primeiro conjunto nas amplas glebas adquiridas nos limites Leste da cidade e provada a capacidade da COHAB de projetar, empreender e coordenar a construção de grandes conjuntos habitacionais, a ação da Companhia na região - assim como a atenção da imprensa e de diversos políticos - vai se concentrar principalmente nas três fases do conjunto de Itaquera<sup>96</sup>, que já vinha sendo estudado durante a década anterior pela Companhia e no fim dos anos 1970 começava a tornar-se realidade.

Um estudo intitulado Estabelecimento e dimensionamento do programa para a construção do conjunto "Nova Itaquera" foi elaborado pelos 'Arquitetos da Poli' e professores da FAU USP Francisco de Paula Dias de Andrade e Breno Cyrino Nogueira como uma consultoria contratada pelo escritório Botti e Rubin em 1970<sup>97</sup>, com vistas a embasar um estudo preliminar para o conjunto no qual trabalhava a equipe do escritório. O projeto definitivo seria desenvolvido pela equipe de projetistas da própria COHAB-SP, sob a coordenação do arquiteto Jacob Aron Corch.

*"a disposição de construir em Itaquera existia desde 1970 em atendimento às diretrizes do PMDI – Plano Metropolitano de Desenvolvimento Integrado. Tais diretrizes prescreviam que a expansão da cidade deveria se dar em direção à zona leste (...) Efetivamente, porém, Itaquera, tal como é, só começou a surgir em 1976 e a partir da prancheta dos quatro arquitetos então disponíveis na COHAB. Antes, dois outros projetos do Botti e Rubin e da Kogan chegaram a ser discutidos na companhia mas foram inviabilizados, segundo o arq. Ubirajara Barone, atualmente chefe do Departamento de Planejamento Geral da COHAB, em função da desapropriação e transferência de uma grande área do terreno original. "<sup>98</sup>*

Tratava-se de apresentar uma resposta às críticas feitas sobre a produção inicial da COHAB-SP em vários aspectos, coordenada a um planejamento integrado da Região Metropolitana que apontava Itaquera como centro de uma região em pleno desenvolvimento, pólo articulador de alguma urbanidade e economia local pré-existentes e oportunidades imobiliárias para quem apostasse no futuro e nos caminhos mais ou menos lógicos de desenvolvimento urbano.

*"a promoção desses grandes conjuntos habitacionais de interesse social introduziu, desde a década de 1980, uma nova dinâmica urbana no território metropolitano e ampliou as relações entre a Área Central, particularmente do Vetor Leste do Centro e as periferias metropolitanas, especialmente com os distritos periféricos da Região Leste 2" (Meyer e Gronstein, 2010:54)*

Durante a gestão do engenheiro, empresário do setor da construção civil e banqueiro Olavo Setúbal<sup>99</sup> na Prefeitura de São Paulo, sob indicação do governador biônico Paulo Egídio

<sup>96</sup> Itaquera I, subdividido em três conjuntos oficialmente denominados Conjunto Habitacional Padre José de Anchieta (I-A, inaugurado em Agosto de 1978), C.H. Padre Manoel da Nóbrega (I-B - Outubro de 1979) e C.H. Padre Manoel de Paiva (I-C, de Julho de 1982). Nos referiremos também a Itaquera II e III, batizado de C.H. José Bonifácio, inaugurado em julho de 1980.

<sup>97</sup> Andrade, Francisco e Nogueira, Brenno (1970) Conjunto Habitacional Nova Itaquera Cohab - São Paulo Estabelecimento e dimensionamento do programa Relatório de consultoria para Botti e Rubin arquitetos : São Paulo

<sup>98</sup> 'Produzir em escala, simplesmente, não é solução. Itaquera prova isso' - 'Especial - Itaquera, o retrato de uma realidade revelado em três tempos' in A Construção São Paulo Editora PINI Nº1846 27/jun/1983, p.10

<sup>99</sup> Ver, a respeito da trajetória pessoal e política desta figura particular do capitalismo e do poder paulistano, a coleção de vídeos e documentos reunidos no website em sua memória: <http://www.olavosetubal.org.br/>

Martins<sup>100</sup> (1975-1979), o desenvolvimento da região entraria nas prioridades da prefeitura e do governo do estado, concentrando investimentos públicos sobretudo em Itaquera, que acabavam por engendrar oportunidades imobiliárias especulativas apropriadas privadamente.

*“Logo depois de assumir, o ex-prefeito Olavo Setúbal anunciou que, até 1985, o metrô chegará a Itaquera: o atual governo começou a rasgar a Via Leste; o Corinthians vai construir ali o seu estádio; a COHAB, que já plantou casas e apartamentos para abrigar 150 mil pessoas, tem terras e planos para mais 600 mil e, se ainda havia alguma dúvida de que Itaquera-Guaianases constituirão o maior bairro de São Paulo, antes do final dos anos 80, basta dizer que as grandes construtoras desembarcaram nestas novas fronteiras da cidade.”<sup>101</sup>*

Os conjuntos da COHAB faziam parte de um plano integrado de desenvolvimento regional que previa a extensão do Metrô até Itaquera e possivelmente Guaianases, a construção da Radial Leste, então conhecida como Via Leste, e a cessão de terreno para o Sport Club Corinthians Paulista ali construir seu estádio, entre outras ações de um plano urbanístico de prazo relativamente amplo que fariam destas localidades pólos urbanos, enfatizando características já presentes na história recente destes bairros, como vimos.

*“A futura estação terminal do Metrô, em Itaquera, e o Centro Tecnológico da Companhia do Metropolitano já têm sua localização definida: entre os quilômetros 466 e 482 da Rede Ferroviária Federal, antiga Central do Brasil. Para isso, o prefeito Olavo Setúbal assinou decreto declarando de utilidade pública duas grandes áreas pertencentes à COHAB (Companhia Metropolitana de Habitação de São Paulo), no total de 772.280 metros quadrados. Na área maior, de 525.360 metros quadrados, será implantado o pátio de estacionamento (e oficinas) como o existente no terminal do Jabaquara; o terreno menor, de 246.920 metros quadrados, está destinado a abrigar o CTT (Centro Tecnológico de Treinamento), que formará os futuros profissionais do Metrô (...). A Companhia do Metrô já iniciou entendimentos sobre o valor dos terrenos. Na mesma região, a COHAB deverá construir um conjunto habitacional, cuja infra-estrutura estará a cargo da EMURB.”<sup>102</sup>*

Os planos do Metrô, então controlado pela Prefeitura Municipal de São Paulo e os planos da Cohab-SP pareciam integrar-se e aproveitar as características geográficas e sociais da ocupação da região, incorporando as disposições gerais do PUB (1969) e do Plano Metropolitano de Desenvolvimento Integrado (PMDI), elaborado pelo Governo do Estado e do Plano Diretor de Desenvolvimento Integrado (PDDI), instituído pela Prefeitura em 1971, seguido da lei de zoneamento de 1972<sup>103</sup>.

A atuação de Harry James Cole, ex-diretor do SERFHAU que havia trabalhado ativamente na Novacap durante a construção de Brasília, como consultor no projeto de Itaquera, nos dá uma medida da importância da realização, assim como das referências que serão mobilizadas no projeto urbanístico. A região de Itaquera seria uma experiência para as ações e programas do BNH que procuravam investir no desenvolvimento urbano de bairros densamente ocupados por habitações populares, como o CURA. A configuração de um pólo em torno de Itaquera é

<sup>100</sup> Um dos ‘homens probos’ que colaboraram com a ditadura militar, segundo o sociólogo Florestan Fernandes.

<sup>101</sup> Kotscho, Ricardo Série de repostagens ‘As novas fronteiras vão para o leste’ - 1 A cidade expande suas misérias – Criminalidade, sub-habitação e falta de infraestrutura acompanham o crescimento’ in **Folha de S. Paulo** 25/jun/1981

<sup>102</sup> **Folha de S. Paulo**, 23/11/1975, p. 28

<sup>103</sup> Ver Nobre, Eduardo (2006) ‘O ideário urbanístico e a legislação na cidade de São Paulo’ in **IX Seminário de História da Cidade e do Urbanismo** FAU USP



estudada detalhadamente em recente dissertação de mestrado de Wellington Ramalho <sup>104</sup>, que retoma as linhas gerais do projeto coordenado por Harry James Cole:

*“O conjunto de Itaquera I-A, ocupando cerca de 40 ha deverá abrigar em curto espaço de tempo 9.000 habitantes e o conjunto Itaquera I-B, numa área aproximadamente de 70 ha, uma população de 34.760 habitantes, totalizando portanto, na sua fase final, uma população de 43.700 habitantes. Como a COHAB não tem condições de assumir os investimentos de infra-estrutura e dos equipamentos sociais cria-se automaticamente uma típica área CURA, após a implantação dos conjuntos. A segunda mudança significativa é a possibilidade de se efetivar a curto e médio prazo a construção do ramo Leste do Metrô até Itaquera. Apesar de a Área CURA Itaquera/Vila Matilde ter sido escolhida em função do Metrô, em 1973/1974, quando foi elaborado o estudo de viabilidade econômico financeira, a construção da linha Leste era remota. Hoje, os prazos são mais reais: até 1979, deverá ser implantado o primeiro trecho, Sé-Brás, até 1981, o segundo trecho, Brás-Tatuapé e até 1984 o Metrô deverá atingir a estação terminal Itaquera. A zona Leste caracterizava-se por ser a área menos privilegiada da cidade em termos de atendimento de infra-estrutura e equipamento, e é por outro lado a zona mais populosa e que congrega o maior contingente de populações de baixas rendas. Contudo, é igualmente a zona que deverá atender à expansão urbana da cidade em decorrência do elevado estoque de áreas vazias e por não apresentar barreiras físicas importantes como ocorre com as demais zonas. A implantação do Metrô deverá acarretar a longo prazo algumas transformações significativas nessa área. Determinar quais seriam essas transformações e qual a intensidade delas foi o objeto de estudos tanto de técnicos do Metrô quanto da COGEP e da EMURB. Uma das consequências desses estudos foi a conclusão da necessidade de implantar um projeto CURA nos trechos iniciais, o CURA Brás-Bresser, e igualmente retomar o estudo do CURA Itaquera/Vila Matilde que corresponde aos trechos finais da linha”* (‘Projeto Cura Itaquera- Vila Matilde’, HJ Cole, 1977 : 5-7 apud Ramalho, 2013).<sup>105</sup>

Ainda que nos mesmos anos a COHAB-SP realizasse também o Conjunto de Carapicuíba, a realização dos três conjuntos de Itaquera sucessivamente é apresentada pelo poder público como exemplar, sob todos os aspectos. O ponto de vista da técnica construtiva e da escala das realizações seria o mais recorrentemente alardeado, em revistas especializadas e na imprensa em geral.

*“Itaquera é, hoje, não apenas o maior canteiro de obras do gênero, no país, mas também o laboratório de experiências das empreiteiras e o campo de estudos de pós-graduação da Escola Politécnica da USP”, ressalta Bourroul (...) a Cohab-SP realizou o que seu presidente chama de ‘casamento feliz’: a aquisição de terrenos a preços acessíveis à sua política e o desenvolvimento dos próprios bairros através da execução de novas vias de acesso (a Av. Aricanduva recém-inaugurada é o primeiro exemplo concreto), ampliação da Radial Leste (em perspectiva), construção da linha Leste-Oeste do Metrô (em andamento), viadutos ligando os bairros à marginal Tietê, construção do novo campo do Corinthians (planejado) e inúmeros projetos de instalação de água, esgotos, luz, parques, áreas de lazer, escolas, telefones etc.”*<sup>106</sup>

A Prefeitura Municipal de São Paulo, através de seu órgão dedicado à habitação popular, revertia a imagem de ineficiência e realizava uma importante meta política, nos mesmos anos em que o Governo do Estado entregava milhares de unidades no conjunto Zezinho Magalhães Prado em Cumbica, não muito longe de Itaquera. Tratam-se de obras absolutamente contemporâneas que dialogam dentro de uma perspectiva comparada dos níveis de qualidade, disparidades e

<sup>104</sup> Ramalho, Wellington (2013) Destino Itaquera: o metrô rumo aos conjuntos habitacionais da COHAB-SP Dissertação de mestrado, São Carlos: IAU USP

<sup>105</sup> Ramalho, Wellington Destino Itaquera: o metrô rumo aos conjuntos habitacionais da COHAB-SP Dissertação de mestrado, São Carlos: IAU USP

<sup>106</sup> ‘A radiografia da cidade que a Cohab constrói em Itaquera’ - ‘Itaquera – o grande laboratório da casa popular’ in A Construção São Paulo Editora PINI Nº1639 9/jul/1979 Editora Pini São Paulo, p.20

deficiências a que foram submetidos os projetos de habitação popular no Brasil naqueles anos de chumbo.

*“o empreendimento da COHAB-SP no bairro de Itaquera é o mais ambicioso e complexo conjunto de obras de habitação popular até hoje posto em execução no país.”(...) o empreendimento de Itaquera, além da importância que tem para a aplicação de novas tecnologias construtivas, está demonstrando também que já são pelo menos razoáveis os critérios de contratação e pagamento utilizados pela COHAB-SP”<sup>107</sup>*

Independente de suas propostas projetuais e eventuais inovações, a obra se imporia como referência incontornável tão somente pela escala inédita no panorama da produção habitacional brasileira, uma vez que mobilizaria um setor da indústria ainda atrasado.

*“São ao todo 31.860 unidades habitacionais, entre embriões, casas e apartamentos, cuja área varia de 23 m<sup>2</sup> a 51 m<sup>2</sup> para uma população estimada em 180 mil habitantes. A implantação é padronizada em edifícios de cinco andares em uma ou duas lâminas com escadas externas que servem, dependendo do projeto, a um ou dois edifícios. Eles se alongam e se ordenam pelos 4,5 milhões de m<sup>2</sup> que constituem Itaquera I, II e III, o maior conjunto habitacional do país, experiência-piloto da COHAB-SP e um marco no debate da questão habitacional brasileira.”<sup>108</sup>*

Itaquera seria vista pelos governantes do regime militar como uma realização politicamente importante, medida eloquente do interesse dos militares na questão da habitação social e anunciada desde os primeiros anos da ditadura. As primeiras fases do conjunto seriam entregues sucessivamente pelos prefeitos Olavo Setúbal e Reynaldo de Barros<sup>109</sup>, enquanto a solenidade de inauguração do Conjunto José Bonifácio (Itaquera II e III) contaria com a presença do General João Figueiredo<sup>110</sup>, o último dos presidentes militares do Brasil.

*“Itaquera tem, estrategicamente, uma importância política significativa – trata-se não apenas da maior investida da COHAB-SP contra a carente região metropolitana, mas constitui-se um marco no debate da questão habitacional, inclusive a nível nacional – também do ponto de vista tecnológico a experiência se reveste de pioneirismo”<sup>111</sup>*

Brasília é evocada como obra inspiradora do conjunto de Itaquera, assim como a Superquadra como referência de escala de projeto urbana, por um dos responsáveis pelo projeto, o arquiteto Jacob Aron Corch, coordenador da equipe da Cohab-SP que formulou os planos para o conjunto.

*“o conjunto é a linguagem da arquitetura moderna, os precursores Le Corbusier, que influenciou isso em todo o mundo; representantes no Brasil, Lúcio Costa, Oscar Niemeyer. No conjunto de Itaquera está inserida muito a idéia de Lúcio Costa, em Brasília, que é a idéia da superquadra habitacional. Superquadra é uma concepção básica aí no conjunto de Itaquera, porque não existe mais o pequeno lote, e ao invés do pequeno lote é a quadra com grandes espaços livres, com espaço de recreação, espaço para estacionamento, com eixos de circulação de áreas mais generosas, com uma preocupação com o trânsito de veículos, com uma preocupação em evitar o conflito de pedestres ou das pessoas com os veículos, com a*

<sup>107</sup> ‘A radiografia da cidade que a Cohab constrói em Itaquera’ ‘Itaquera – o grande laboratório da casa popular’ in **A Construção São Paulo** Editora PINI N°1639 9/jul/1979 Editora Pini São Paulo, p.8

<sup>108</sup> ‘Produzir em escala, simplesmente, não é solução. Itaquera prova isso’ - ‘Especial - Itaquera’, o retrato de uma realidade revelado em três tempos’ in **A Construção São Paulo** Editora PINI N°1846 27/jun/1983, p.10

<sup>109</sup> ‘Prefeito vai inaugurar Itaquera, o maior conjunto habitacional do país’ **Jornal da Cohab - SP** Julho/80 N° 29 Ano 3

<sup>110</sup> “O presidente entrega habitações em Itaquera” in **Folha de S. Paulo** 13/Ago/1982 p.9

<sup>111</sup> ‘Emprego de novas técnicas – Ou como Itaquera abriu espaço para a racionalização da construção no país’ - ‘Habitação – Legado tecnológico, a contribuição de Itaquera’ in **A Construção São Paulo** Editora PINI N°1848 11/jul/1983, p.12

*preocupação das áreas verdes entremeando as edificações habitacionais, com a preocupação de vazios; não só com a construção propriamente dita, com os edifícios, que pudessem ser espaços de lazer, espaços de utilização das pessoas, das crianças, dos velhos, dos adolescentes etc.” (Arq. Jacob Aron Corch apud Damiani, 1993:127)*

Em novembro de 1978, são entregues as unidades no Conjunto Padre José de Anchieta (650 casas e 1620 aptos), a primeira fase do complexo Itaquera I, que ocupa área construída de 106.636 m<sup>2</sup>, divididos em vários setores, nos quais blocos de apartamentos padronizados e casas foram realizadas por diversas construtoras que empregaram diferentes métodos construtivos, como formas metálicas tipo Precise e Outinord, placas préfabricadas de concreto e alvenarias estruturais. Itaquera era considerada uma ‘obra-laboratório’, tanto do ponto de vista do emprego de técnicas construtivas ‘não convencionais’ em escala industrial em obras de habitação popular como padrão de lucratividade por parte das grandes construtoras neste tipo de empreendimento. *“A experiência com os sistemas não convencionais em Itaquera partiu de uma decisão de cúpula que ‘quebrou a inércia da construção civil em São Paulo e no resto do país’ representando um ‘salto tecnológico’.”*<sup>112</sup>

Segundo Orlando Ribeiro, então Diretor técnico da COHAB-SP *“não apenas a racionalização da construção, com base em sistemas industrializados, pode solucionar o déficit habitacional existente no país”*. Ele lembra que *“foi em torno da necessidade de se implantar novas técnicas construtivas que agilizassem os programas habitacionais, saindo do teorismo e passando para a prática, que os empresários da construção civil industrializada se uniram, em 1978, para criar a Associação Brasileira de Construção Industrializada ABCI”*, selando a sintonia dos interesses da indústria da construção às ambições da autarquia.<sup>113</sup> *“O empreendimento experimental dá ainda as empresas construtoras a oportunidade de testar os seus processos construtivos. Normalmente, o empresário não tem condições de absorver o custo da pesquisa”*<sup>114</sup>.

Do ponto de vista do projeto arquitetônico e urbanístico, no artigo apresentado pelo arquiteto Jacob Aron Corch ao Seminário Latino-Americano de Habitação Popular e Integração Rural urbana, ocorrido em agosto de 1981, o projeto de Itaquera - I (ou Conjunto Habitacional Padre José de Anchieta, seu nome oficial) é apresentado como uma aplicação do conceito de Unidade de Vizinhança, ‘célula física e social fundamental da cidade’, que deveria contemplar serviços educacionais, comércio e espaços de recreação e lazer, complementados por equipamentos mais complexos ligados à uma célula maior que surge do agrupamento de 4 ou 5 Unidades.<sup>115</sup>

O projeto do conjunto configura-se a partir da implantação ao longo do sistema viário principal e periférico do conjunto de 37 edifícios idênticos do tipo Padrão Habitacional Multifamiliar (PHM

<sup>112</sup> ‘A radiografia da cidade que a Cohab constrói em Itaquera’ - ‘Itaquera – o grande laboratório da casa popular’ in **A Construção São Paulo** Editora PINI N°1639 9/jul/1979, p.25

<sup>113</sup> ‘Campus Experimental de Itaquera, um laboratório para a construção industrializada’ - ‘Em Itaquera, campo de teste para materiais industrializados’ in **A Construção São Paulo** Editora PINI N°1757 12/out/1981, p.4

<sup>114</sup> ‘Campus Experimental de Itaquera, um laboratório para a construção industrializada’ - ‘Em Itaquera, campo de teste para materiais industrializados’ in **A Construção São Paulo** Editora PINI N°1757 12/out/1981, p.8

<sup>115</sup> Jacob Aron Corch **Unidade de Vizinhança - Conjunto Padre José de Anchieta** Seminário Latino-Americano de Habitação Popular e Integração Rural Urbana, Ago/1981 - Arquivo CD Tec Cohab - SP

01)<sup>116</sup> - duas lâminas paralelas interligadas por escadas em meio nível, totalizando 1620 unidades do tipo apartamentos grandes e médios e 650 casas embrião geminadas aos pares. As intenções projetuais, por vezes pouco claras no conjunto edificado, são apresentadas pelo próprio arquiteto:

*"Na concepção urbanística quisemos valorizar a paisagem natural, além de criar visuais amplas, ricas e variadas e obter uma grande riqueza espacial em termos de espaços construídos e espaços livres, condições estas bem pouco frequentes na maior parte dos conjuntos habitacionais até agora projetados e construídos."* (Corch, Jacob Aron, 1981) <sup>117</sup>

A referência não seria tão evidente para os usuários e para os observadores daquela nova paisagem em construção, que se apropriava rapidamente dos enormes terrenos vazios frequentemente já desmatados, replicando blocos de apartamentos padronizados e casas elementares geminadas que iam sendo modificadas pelos habitantes à medida em que eram ocupadas. A implantação dos conjuntos atrai também outra população que vai se instalar nos interstícios entre os conjuntos e as manchas já consolidadas de loteamentos antigos, em novas favelas ou loteamentos irregulares. Um jornalista inspirado assim descreve a nova fronteira habitacional de Itaquera:

*"Uma bandeira do Corinthians hasteada no terceiro andar de um dos prédios é o único elemento que quebra a silenciosa monotonia da Itaquera do futuro, a menos de cinco minutos de carro do sertão de Guaianases, onde se multiplicam como desenhos animados os prédios de cinco andares do Conjunto Habitacional José Bonifácio. Até o entardecer aqui lembra o início de Brasília – só o sol dando vida aos imensos descampados dos canteiros de obras. (...) Dentro de seis, sete anos, serão dois milhões de pessoas vivendo em conjuntos como esse ou em casebres de blocos de cimento que brotam nos loteamentos quase sempre irregulares – a cada dia, oito novas moradias surgem nessa nova fronteira de São Paulo. Surgem também novas lideranças políticas, rompendo os velhos currais eleitorais, quase sempre na esteira dos centros comunitários dos conjuntos habitacionais ou das comunidades de base que pipocam nas vilas e jardins"* <sup>118</sup>

Não nos parece irrelevante destacar a identificação majoritária dos moradores da zona Leste com um clube futebolístico em particular - o Corinthians, fenômeno importante na construção da identidade dos moradores e de coletivos que partilham a mesma 'paixão', como depreendemos do depoimento do rapper Xis, morador de um dos conjuntos de Itaquera desde a infância, que coincide com o início da ocupação do conjunto. Suas memórias destes primórdios da vida no grande conjunto, recolhidas pelo Museu da Pessoa, registram o grau da falta de acabamentos dos apartamentos quando entregues que obrigavam os moradores a 'reformá-los' mesmo antes de habitados.

*"Na verdade, entregaram o apartamento em 79. O meu pai ficou reformando o apartamento eu acho que durante um ano, um ano e meio. E aí veio a coisa do meu apelido ser Corinthiano, porque eu morava durante a semana na Vila Formosa, estudava lá e tudo, e aí, conforme o meu pai vinha para cá, no final de semana eu vinha com ele. E domingo era dia de usar a camisa do Corinthians, né? Então, toda vez que eu vinha para cá no final de semana eu vinha com a camisa do Corinthians, porque era época de Sócrates, Zenon... o meu pai era louco por futebol e eu também já era louco por futebol. Então todo mundo via a camisa do Corinthians. Enquanto o meu pai ficava reformando o apartamento a gente ficava jogando bola lá em cima. E todo mundo fazia mais ou menos assim, né? Eu acho que tinham umas pessoas mais apertadas, que quando entregavam a casa já iam morar para lá, já mudavam automaticamente, e algumas que tinham oportunidade de reformar*

<sup>116</sup> Consultar o caderno de projetos [Padrão Habitacional Multifamiliar PHM 01- Arquitetura](#), da Cohab-SP, 1979-1980

<sup>117</sup> Jacob Aron Corch [Unidade de Vizinhança - Conjunto Padre José de Anchieta](#) Seminário Latino-Americano de Habitação Popular e Integração Rural Urbana, Ago/1981 - Arquivo CD'Tec Cohab - SP

<sup>118</sup> Kotscho, Ricardo Série de repostagens 'As novas fronteiras vão para o leste' - 1 A cidade expande suas misérias – Criminalidade, sub-habitação e falta de infraestrutura acompanham o crescimento ' in [Folha de S. Paulo](#) 25/jun/1981

*e então ficavam esperando um ano, ia todo final de semana para reformar. E daí que vem meu apelido de Corinthiano, porque ao invés de chamar pelo nome de Marcelo, falava: "Passa a bola, Corinthiano Vamos ali, Corinthiano" Eu estava com a camisa do Corinthians direto.»<sup>119</sup>*

As Comunidades Eclesiais de Base, vinculadas aos setores progressistas da igreja católica através das suas pastorais, terão influência decisiva na formação de movimentos reivindicativos por moradia que evocarão o princípio da subsidiariedade e verão no recurso ao mutirão uma ferramenta para a construção de comunidades urbanas sólidas. As CEBs, como serão conhecidas, chegarão ao ponto de articular a cessão de terrenos de propriedade das dioceses para que alguns grupos de necessitados se instalassem nos confins do extremo leste, como é o caso do loteamento irregular Dom Angélico, cujo nome homenageia seu benemérito, como veremos a seguir.

Apresentando formalmente o conjunto de Itaquera no **Seminário Latino-Americano de Habitação Popular e Integração Rural Urbana**, o arquiteto Corch faz conclusões surpreendentes, algumas das quais dissonantes das políticas oficiais, como a habitação de aluguel como alternativa a ser considerada, o recurso ao sistema do mutirão, que já fazia parte da agenda da Cohab como discurso desde os anos 1970 e, sobretudo, o incentivo à participação popular como ponto essencial de uma política habitacional consequente, em um momento de gradual distensão do regime militar. *"A participação desta população nas escolhas e decisões sobre os modelos mais convenientes para o atendimento de suas necessidades específicas é um dos aspectos mais importantes da política habitacional"*<sup>120</sup>

Anos mais tarde, Corch, o arquiteto coordenador do projeto de Itaquera, revela as intenções, condições e adversidades envolvidas nesse projeto de dimensões inéditas para a Companhia. O curto tempo investido no planejamento e projeto seria uma das razões alegadas para a simplificação e padronização dos projetos.

*"a racionalização da planta da unidade permitiu que os mais variados sistemas construtivos fossem utilizados quando nós, inicialmente estávamos trabalhando em termos de blocos de concreto. Ao elaborarmos estas plantas não esperávamos a reação dos empreiteiros que, pressionados por problemas de prazo, preços e qualidade da construção, propuseram à COHAB a utilização de novos processos como a alvenaria armada, outinord, gell-sistem. (...) Além disso, o tipo de edifício utilizado em Itaquera permite mais de 20 alternativas diferentes. Todavia, é preciso colocar também que, na época, a COHAB estava parada e desacreditada. Neste momento, a diretoria da Cohab ordenou a construção de Itaquera (...) Certamente, muitos problemas hoje não existiriam se houvesse um tempo prévio maior para a escolha do sítio até a elaboração de certas soluções construtivas. A alternativa de grandes edifícios, por exemplo, sequer chegou a ser trabalhada."*<sup>121</sup>

De acordo com Cibelle Taralli, tanto nos momentos em que projetos eram contratados junto a escritórios privados quanto nos em que funcionários da Companhia elaboraram os projetos, os projetos padrão de unidades e blocos de apartamentos foram largamente utilizados. Mas na fase em que foram projetados os conjuntos de Itaquera, pelos técnicos da Companhia, esta prática imperou, característica de uma fase bem definida da produção da COHAB-SP. A partir de 1980, os projetistas deveriam seguir as normas e padrões de representação estabelecidas por um Manual

<sup>119</sup> Museu da Pessoa (2003) Depoimento de Marcelo dos Santos, o rapper Xis Disponível em [http://www.museudapessoa.net/\\_index.php/historia/5313-historia-de-vida/texto](http://www.museudapessoa.net/_index.php/historia/5313-historia-de-vida/texto)

<sup>120</sup> Jacob Aron Corch Unidade de Vizinhança - Conjunto Padre José de Anchieta Seminário Latino-Americano de Habitação Popular e Integração Rural Urbana, Ago/1981 - Arquivo CD'Tec Cohab - SP

<sup>121</sup> Legitimado, apesar do projeto. Assim é Itaquera' - 'Habitação - Uma lição para o futuro' in A Construção São Paulo Editora PINI Nº1847 4/jul/1983 Editora Pini São Paulo, p.11

técnico publicado pela Companhia<sup>122</sup>, seguindo padrões e orientações da Associação Brasileira de COHABS e do BNH. A intenção de levar também a urbanização aos limites do crescimento urbano informal era declarada pela direção da Companhia e posta em prática no projeto de Itaquera:

*“a execução do Conjunto de Itaquera (...), revelaria também a capacidade da COHAB de recuperar manchas urbanas deterioradas da periferia de São Paulo, através da implantação de grandes conjuntos dotados de todos os serviços necessários”<sup>123</sup>*

O tempo mostraria que os conjuntos serviriam muito mais como fator de valorização e ocupação do entorno do que como ação no sentido de ‘recuperar manchas urbanas deterioradas’, ainda que seja imperativo reconhecer que no perímetro e no entorno imediato dos primeiros conjuntos da COHAB-SP encontram-se condições infraestruturais mínimas que são excepcionais para algumas das regiões em que se encontram.

*“o anúncio da chegada dos trens está provocando na região uma grande especulação imobiliária e a expulsão dos moradores mais pobres para favelas e vilas cada vez mais periféricas (...) centenas de inquilinos de baixo poder aquisitivo, de Itaquera, acabaram sendo expulsos nos últimos anos das casas onde viviam, devido à valorização excessiva dos imóveis, provocada pelo anúncio da implantação da linha Leste-Oeste e pelo início de construção do pátio de manobras do Metrô na região. Como o operário Odilon Cabral da Silva, muitos não tiveram outra alternativa e foram morar nas diversas favelas que começaram a aparecer em Itaquera, outros se deslocaram para bairros mais distantes da periferia, onde o preço da habitação ainda é baixo.”<sup>124</sup>*

A promessa de instalação de infraestrutura viária, além do metrô, acelerava a transformação das antigas chácaras em loteamentos ou grandes conjuntos habitacionais. A construção da Radial Leste potencializaria o efeito de valorização e aumento das densidades construídas ao longo do eixo que corre em paralelo aos ramais ferroviários onde se instalaria o metrô, que chegaria a Itaquera no fim da década de 1980 e mais tarde os trens expressos da CPTM até Guaianases em 2000. *“Segundo o corretor de imóveis Luis Alves de Abreu, morador do bairro há 20 anos ‘O metrô ainda vai levar uns bons anos para chegar até aqui mas os proprietários de imóveis estão vendendo o futuro e pedindo quantias absurdas, apesar das condições presentes de precariedade’<sup>125</sup>*

Toda uma série de novas dinâmicas econômicas informais e locais era mobilizada. As carências dos conjuntos implantados, ‘autênticas cidades dormitório’<sup>126</sup> eram alardeadas pelas manchetes da imprensa na medida em que os conjuntos de Itaquera eram ocupados.

*“Uma cidade com população igual à de Campinas está crescendo na zona Leste da Capital, em Itaquera. A cada fim de semana, 200 novas famílias mudam-se para lá, atraídas pela terra ainda barata e pelas moradias populares. Apenas a COHAB, com os conjuntos Itaquera I, II e III, ainda não inteiramente concluídos, levará para o bairro perto de 200 mil pessoas e já estuda a construção de novos conjuntos capazes de absorver outras 600 mil. Mas, além dela, o IPESP e as grandes construtoras entraram na disputa por uma fatia desse mercado,*

<sup>122</sup> Ver COHAB-SP (1980) Normas de projeto São Paulo e outros manuais editados e revistos pela Companhia e Taralli, 1984:65.

<sup>123</sup> Depoimento de Francisco Queluz, presidente da Cohab/ SP in A Construção São Paulo N°1415, 1975:10 apud Rubano, 2001:59

<sup>124</sup> ‘zona Leste muda com metrô, mas nem sempre para melhor’ in Folha de S. Paulo 15/nov/1981 p. 30 Ver também ‘Com a especulação imobiliária, a Via Leste vai afastando ainda mais o ‘cinturão verde’ de São Paulo - Imobiliárias na região Leste, antes da rodovia’ in O Estado de São Paulo 30/ago/1981

<sup>125</sup> “zona Leste muda com metrô, mas nem sempre para melhor” in Folha de S. Paulo 15/nov/1981 p. 30

<sup>126</sup> “Na COHAB Itaquera, missa é na sala de apartamento” Armond, Helio Mauro in Folha de S. Paulo 29/nov/1981 p. 37

*constituído basicamente de operários que sonham com a casa própria. Estimulado por esse crescimento, está nascendo grande núcleo comercial, formado por profissionais liberais e pequenos comerciantes.”<sup>127</sup>*

A simples implantação de uma numerosa população nos conjuntos então construídos ensejaria e justificaria uma série de projetos e ações governamentais que reforçariam o papel de centralidade e articulação viária de Itaquera.

*"Ressalte-se que, neste momento inicial, Itaquera era a primeira e única área da zona Leste com previsão de atendimento pelo CURA. A área Brás-Bresser, por exemplo, objeto de estudos elaborados posteriormente, ainda não figurava entre as regiões selecionadas. Além disso, a escolha de Itaquera é tão antiga quanto as designações de Santana e Jabaquara, únicas áreas paulistas que, de fato, receberam investimentos oriundos do CURA. A inclusão de Itaquera entre as primeiras áreas selecionadas para o programa reforçou a importância dada à região no âmbito do planejamento urbano entre o fim da década de 1960 e início da década de 1970. Em poucos anos, Itaquera passou a ocupar uma posição destacada nos planos relacionados à cidade.”<sup>128</sup>*

---

<sup>127</sup> “Itaquera será uma nova ‘cidade’ dentro da Capital” O Estado de São Paulo 15/out/1981

<sup>128</sup> Ramalho, Wellington Destino Itaquera: o metrô rumo aos conjuntos habitacionais da COHAB-SP Dissertação de mestrado, São Carlos: IAU USP, p.78

## 6.5 Realidade e crítica dos grandes conjuntos de Itaquera

Os limites do modelo econômico brasileiro não tardaram a se mostrar evidentes, particularmente no que dizia respeito ao crescimento das cidades, 'contrariando' as intenções políticas do regime, 'enfraquecendo' a instituição do planejamento regional e urbano e agravando a desigualdade e a segregação sócio-espacial, fenômenos particularmente visíveis com a realização de Itaquera.

*"As Crises do Petróleo na década de 1970 puseram fim ao 'Milagre Brasileiro', fazendo com que a construção das vias expressas propostas no PDDI nunca saíssem do papel. Dessa forma, o zoneamento acabou ficando completamente incoerente, pois foi estabelecido para um modelo urbano que nunca chegou a ser implementado de fato. Da mesma forma, a atuação do BNH acabou não cumprindo com seus objetivos iniciais, pois os recursos do Banco foram utilizados pelas incorporadoras na construção de diversos prédios de apartamento de classe média, estimulando a verticalização, que se espalhou por todo o Centro Expandido."* (Nobre, 2006:8)

Como os apartamentos de Itaquera eram entregues sem revestimentos, acabamentos e equipamentos eletrodomésticos, a existência e as necessidades do enorme contingente populacional criava uma carência de consumo, oportunidade de negócio para toda uma série de depósitos de materiais de construções e lojas de utilidades domésticas diversas que se instalaram ao longo dos eixos principais de circulação e no entorno das estações ferroviárias da região, como em boa parte dos bairros periféricos paulistanos naqueles anos. *"São vendedores de lustres, revestimentos para piso e parede, caldo de cana, roupa de cama e banho, vasos – todos disputando a oportunidade de vender para as famílias que já ocupam 9,580 apartamentos, 1.226 casas e 578 embriões do conjunto, previsto para uma população de 144.430 habitantes."*<sup>129</sup>

Para o abastecimento cotidianos de gêneros alimentícios e de primeira necessidade, grande parte da população sujeitava-se a pagar os preços fixados pelos donos das 'peruas'<sup>130</sup>, constantes nas imagens dos primeiros anos destes conjuntos, vendendo uma enorme variedade de produtos a preços mais elevados do que no comércio formal das regiões mais consolidadas da cidade, acentuando a carestia e a exploração da população. *"o abastecimento chegou a transformar-se em autêntica mina de ouro aos comerciantes da região, com várias redes de supermercados chegando mesmo a colocar ônibus particulares, grátis, para levar os moradores a seus estabelecimentos"*<sup>131</sup>

Para alguns, trata-se de um fenômeno sociológico novo:

*"Ali registra-se o fenômeno que vem sendo definido por sociólogos como de proletarização da classe média. Inicialmente projetados para receber a massa quase favelada da população, Itaquera 1,2 e 3 passaram a receber cada vez maiores contingentes da classe média. Os apartamentos são vendidos nus, com os blocos de cimento pintados. Os compradores transformaram-se nos maiores clientes das lojas de material de construção que surgem em grande número à volta dos conjuntos."*<sup>132</sup>

Alguns dos efeitos do progresso econômico da região eram bastante negativos e contribuíram decisivamente para a transformação do antigo mundo rural de Itaquera, convertida em capital informal dos grandes conjuntos da região Leste. As transformações em curso e em planos seriam

<sup>129</sup> "Comércio ambulante prospera" in *O Estado de São Paulo* 15/out/1981

<sup>130</sup> Invariavelmente automóveis do tipo VW Kombi, usados em todo o Brasil para transportes de pequenas cargas.

<sup>131</sup> "Na Cohab Itaquera, missa é na sala de apartamento" Armond, Helio Mauro in *Folha de S. Paulo* 29/nov/1981 p. 37

<sup>132</sup> "Na Cohab Itaquera, missa é na sala de apartamento" Armond, Helio Mauro in *Folha de S. Paulo* 29/nov/1981 p. 37



presentidas pelos habitantes da região como uma onda especulativa que aumentava vertiginosamente os preços dos sítios e terrenos, acompanhada da emergência da violência.

*“A pressão das imobiliárias, os assaltos, os filhos universitários indo embora, a velhice chegando, os sítios cercados por enormes conjuntos habitacionais e favelas, pragas atacando os pessegueiros: a colônia japonesa de Itaquera, estabelecida em 1925, está com seus dias contados. (...) Diante disso, muitos caem em tentação, quando são procurados por imobiliárias que propõem o loteamento dos sítios, dividindo o valor apurado nas vendas.”*<sup>133</sup>

O processo de rebaixamento de todos os índices de qualidade dos conjuntos, além do aumento expressivo da densidade, visando baratear ao extremo o preço das unidades e, numa ‘conta de chegada’, atingir as faixas de renda mais baixas, é bastante explícito nos relatórios e processos da COHAB-SP que antecedem a realização de Itaquera e Cidade Tiradentes, expressões eloquentes deste fenômeno de empobrecimento das qualidades espaciais e construtivas da produção habitacional estatal.

*“a) Introdução de índices menos restritivos para alguns detalhes construtivos, como a altura de muros, pés-direitos, aumento de número de pavimentos, afim de baratear a construção da unidade habitacional;  
b) maior flexibilidade nos projetos de arruamento, no que tange às taxas de destinação de áreas: 1) para vias de circulação; 2) áreas verdes; 3) áreas institucionais, visando ao possível aumento das áreas destinadas à habitação”* (Processo interno N° 46/76 apud Damiani, 1993:87).

Nos jornais diários, Itaquera aparecia frequentemente associada ao conjunto que naqueles anos trazia uma nova e numerosa população, desconsiderando praticamente o núcleo urbano préexistente e evocando, na maioria das vezes, os problemas decorrentes da transformação física e social proporcionada pela COHAB-SP. A falta de serviços públicos como redes de saneamento básico e e eletricidade e as erosões, decorrentes da implantação pouco cuidadosa dos blocos de apartamentos, casas e sistema viário, eram denunciadas nos diários poucos dias após as cerimônias de inauguração dos conjuntos ‘com discursos e um monte de promessas’<sup>134</sup>.

*“Ellison Gomes conta que os problemas já começaram no dia da inauguração do conjunto, em maio de 1979. Alguns convidados do prefeito não conseguiram entrar nos apartamentos, uma vez que, por serem um pouco mais gordos, não passavam pela porta. Muita gente teve que dormir no chão, pois não se conseguia entrar com a cama e muito menos com o armário, a geladeira e a mesa da sala de jantar.”*<sup>135</sup>

O uso de materiais de construção semi artesanais ou pouco adaptados aos apartamentos dos conjuntos, expressão sensível da baixa capacidade produtiva da indústria do setor naquele momento, refletia-se nos depoimentos dos moradores e conduziria a uma série de adaptações e improvisos.

*“Vera Lúcia Muramoto, compradora do apartamento 51-A, afirma que enfrenta as piores condições de moradia” ‘as janelas estão sendo comidas totalmente pelos cupins. Já fizemos de tudo para eliminar a praga,*

<sup>133</sup> Kotscho, Ricardo Série de repostagens ‘As novas fronteiras vão para o leste’ - 3 A cidade expande suas misérias – Criminalidade, sub-habitação e falta de infraestrutura acompanham o crescimento’ in **Folha de S. Paulo** 27/jun/1981

<sup>134</sup> ‘Cohab dá chaves sem água e luz - Eleição apressa entrega de conjunto em Itaquera’ in **Folha de S. Paulo** 21/dez/1982 São Paulo, p.19

<sup>135</sup> ‘Prédios danificados e ratos, a marca da decadência’ in **Folha de S. Paulo** 25/Mar/1984 São Paulo, p.25

## 6. Nos tempos do BNH (1965 - 1986)

*passamos querosene, pintamos e desinfetamos, reclamamos na COHAB, porém agora só restam alguns pedaços de madeira do que foi no passado uma janela.”<sup>136</sup>*

Nos mesmos anos, denúncias na imprensa e estudos técnicos começaram a surgir, enfatizando a precariedade dos conjuntos então recém construídos na zona Leste de São Paulo pelas empreiteiras a serviço do poder público. Citar aqui tão somente a manchete de diversas reportagens publicadas nos grandes jornais paulistanos bastaria para reconstituir a imagem criada em meio à opinião pública dos grandes conjuntos da COHAB-SP: ‘Um conjunto habitacional. Ou favela de concreto?’, ‘Conjunto com 7.500 moradias é inabitável’, ‘Apontados riscos em conjuntos residenciais’<sup>137</sup>, ‘Risco de vida nos conjuntos da COHAB’, ‘Conjunto de Itaquera está abandonado’, ‘COHAB: imóveis precários e irregulares’. Dentre os recorrentes retratos desoladores dos conjuntos veiculados pelos jornais, destacamos as impressões de um grupo de arquitetos japoneses em visita aos conjuntos de Itaquera, durante temporada de estudos junto ao Instituto de Pesquisas Tecnológicas (IPT):

*“Os arquitetos Shiuchi Matsumua, da Universidade de Tóquio, e Yoshio Kamada, do Ministério da Construção do Japão, saíram assustados ontem do conjunto habitacional Itaquera-I, onde moram 70 mil pessoas em 13 mil apartamentos. Consideram ‘inadmissíveis’ a qualidade do material de construção, a falta de luminosidade e o acabamento deficiente. Temem, também, pela durabilidade dos blocos, erguidos há nove anos e que, calculam, deveriam resistir pelo menos 25.(...)Matsumura, entretanto, observou que hoje um japonês de baixa renda não aceitaria morar num apartamento igual. ‘Há 30 anos, esses conjuntos de grandes dimensões eram comuns no Japão, porque o país reconstruía os estragos da guerra e precisava sanar seu déficit habitacional’, justificou. Mesmo assim, a qualidade era melhor.”<sup>138</sup>*

Cibele Taralli (1984) destaca a precária condição tecnológica do parque industrial paulistano dedicado à construção civil de conjuntos habitacionais para a COHAB-SP:

*“Observou-se a falta de preparo do mercado da construção civil, no fornecimento de elementos e componentes em grande escala, para o acabamento das habitações, principalmente esquadrias e corrimões, fato este que conduziu à soluções de acabamento diferenciados para uma mesma gleba, com a participação de vários fornecedores” (Taralli, 1984:218)*

A matéria de Helio Belik ‘COHAB 1 de Itaquera, condomínio da angústia e medo’, publicada no jornal Folha de S.Paulo, condensaria diversas das imagens, analogias e metáforas que surgiam como denúncias de um modelo urbano que geraria diversas patologias sociais, ecoando as críticas dos moradores e observadores dos mesmos tipos de territórios em países europeus, referindo-se ao conjunto como ‘favela de concreto’.

*“Se Federico Fellini, o debochado cineasta italiano conhecesse a COHAB 1 de Itaquera, sem dúvida recolheria um ótimo material para um filme.(...) Durante o dia, na falta dos maridos e de qualquer atividade comunitária, as mulheres se matam de tédio e solidão. Passam horas tagarelando e brigando na área de serviço ou do corredor. Já de noite, todo mundo se tranca dentro de casa. Nas ruas escuras, nos becos, bares e matagais do conjunto, reina a violência e o terror. (...)’A COHAB 1 de Itaquera é um fenômeno sociológico. Deveria ser estudado profundamente pelos especialistas’, salienta Ellison Gomes, redator do ‘Jornal Comunitário’ e um dos primeiros moradores do conjunto. Ellison não entende como num lugar onde todos deveriam estar unidos por apresentarem os mesmos problemas, ocorre justamente o contrário. Na sua opinião, isso se deve a diversidade dos moradores. Cada um veio de um lugar diferente, com uma formação*

---

<sup>136</sup> ‘Erosão ainda é ameaça’ - ‘Cohab iniciou obras de contenção em Itaquera’ in Folha de S. Paulo 6/nov/1981, p.11

<sup>137</sup> Série de artigos publicada pelo jornal O Estado de S. Paulo em 06/Nov./1984 p.46, 27/Abr./1986 p.28, 04/Nov/1986, 19/Abr/1986, Folha de S. Paulo em 16/Set/1983 e Jornal da Tarde

<sup>138</sup> ‘Arquitetos japoneses se assustam na Cohab’ in O Estado de S. Paulo 12/Out/1988

*cultural e escolar diferente. Chegando aqui, como não havia nenhum equipamento social que propiciasse a união, as pessoas 'passaram a se matar umas as outras'".<sup>139</sup>*

A reportagem não hesita em carregar o tom tragicômico da experiência de viver em Itaquera, habitada por uma comunidade absolutamente heterogênea, agrupada por critérios pouco claros no grande conjunto precariamente construído, evocando situações particulares que revelam os problemas concretos do conjunto. As conclusões do artigo são de tal eloquência que sugerem a condenação do modelo de solução habitacional, que aparece como contra exemplo poucos anos após sua ocupação, retrato da 'decadência' de um trecho significativo da cidade que ainda esperava seu auge.

*"Olhando de longe, a COHAB 1 de Itaquera parece uma visão futurista da Terra arrasada pela bomba atômica. Cresce mato em todos os lugares. Os prédios já estão tão quebrados que os moradores costumam compará-los a uma penitenciária depois de um motim. Os ratos circulam livremente em todas as habitações."<sup>140</sup>*

Outro problema enfrentado pelos moradores e rapidamente destacado pela imprensa era a irregularidade fundiária do conjunto. O jornal O Estado de S. Paulo destacava na sua primeira página do dia 19 de abril de 1986 a situação encontrada pelos repórteres nos conjuntos, menos de uma década após sua construção e no ano no qual encerriam-se as atividades do BNH. A manchete expõe o problema: '*COHAB: imóveis precários e irregularidades*', na legenda da foto que ilustra a matéria com aspectos gerais da precariedade no conjunto: '*Os conjuntos levantados na zona Leste são malfeitos, sem condições de higiene. As escadas, perigosas, são uma das poucas opções de lazer para as crianças*'.

*"As 170 mil famílias moradoras dos conjuntos habitacionais Padre José de Anchieta, Padre Manoel da Nóbrega, Padre Manoel de Paiva e Teotônio Vilela, construídos há cerca de oito anos pela Cohab nos bairros de Itaquera e Sapopemba, ainda não possuem nenhum documento provando que são proprietárias dos imóveis. (...) As escadas, que se ornaram uma das poucas opções de lazer para as crianças, provocam medo nas mães, pois já estão quase totalmente soltas das paredes dos prédios. A população desses conjuntos habitacionais, muitas vezes superior às das maiores cidades do interior do Estado, também enfrentam dificuldades com educação, abastecimento, atendimento médico, lazer e segurança, o que é uma consequência do descompasso entre a ocupação dos condomínios e o aparelhamento coletivo"<sup>141</sup>.*

A imprensa especializada, bem como boa parte do campo profissional ligado ao urbanismo, arquitetura, engenharia e construção civil, além de geógrafos e cientistas sociais estavam bastante atentos aos resultados e significados das experiências realizadas nos grandes conjuntos de Itaquera. A revista A Construção São Paulo, veículo sobretudo de contato comercial e artigos técnicos ligados à engenharia e à indústria da construção civil na cidade, publicou no começo dos anos 1980 uma série de artigos que vão do projeto à análise da realização e ocupação de Itaquera, mostrando o quão interessados estavam os empresários do setor nestas experiências construtivas e tecnológicas a incorporar.

Em 1983, a revista traz um dossiê sobre Itaquera coordenado pela repórter Gabriela Marinho e ilustrada pelo fotógrafo Wanderley Bailoni, que pretende debater exaustivamente a experiência e a realização do grande conjunto, levantando questões sobretudo acerca dos impactos e resultados

<sup>139</sup> 'Cohab 1 de Itaquera, condomínio da angústia e medo' in Folha de S. Paulo 25/Mar/1984 São Paulo, p.25

<sup>140</sup> 'Prédios danificados e ratos, a marca da decadência' in Folha de S. Paulo 25/Mar/1984 São Paulo, p.25

<sup>141</sup> 'COHAB: imóveis precários e irregulares' in O Estado de S. Paulo 19/Abr/1986 São Paulo, p.1

da implantação artificial de uma comunidade tão numerosa alojada em construções de baixíssimo padrão de qualidade, resultado das repetidas tentativas de barateamento dos custos da construção apresentadas sempre sob a égide de uma abstrata 'racionalização'.

*“O que significa reunir 30 mil famílias de uma mesma faixa de renda em uma mesma região e concentrá-las em conjuntos habitacionais que obedecem a um único padrão arquitetônico, do projeto à implantação? (...) Pronto e habitado, que conclusões extrair da experiência de construção do maior conjunto habitacional do país? (...) Dos depoimentos colhidos infere-se que não é possível tratar isoladamente a questão habitacional: ela deve estar integrada em uma política integrada do urbano.”<sup>142</sup>*

O saldo a que chegaria o balanço das análises de diversos especialistas e quadros políticos e técnicos reunidos pela revista nos escritórios da COHAB é positivo, ainda que muitos erros sejam assumidos e diversos problemas de solução complexa tenham sido apontados.

*“o que representam hoje, em termos sociais e urbanísticos essas duas grandes manchas da zona Leste? (...) De imediato e consensual há a defesa do grande conjunto habitacional como uma das soluções para o déficit ou carência de habitações que ronda o país como um todo e São Paulo muito de perto (...) a defesa de Itaquera é consenso entre os responsáveis por aquela que já foi considerada a pior COHAB brasileira - não só pelos usuários mas também pelo principal gestor da política habitacional brasileira, o BNH. Isso porque ao defender uma política integrada de adensamento dos vazios urbanos e de negociação dos seus estoques de terras - hoje estimados em cerca de 19 milhões de m<sup>2</sup> - a construção dos grandes conjuntos habitacionais, não exatamente nos moldes de Itaquera mas a partir de sua experiência, pode vir a se constituir uma espécie de 'tratamento de choque', capaz de reduzir ou pelo menos minorar o déficit.”<sup>143</sup>*

Henry Cherkezian, então diretor de planejamento da COHAB, pleiteia a realização de um completo estudo sobre Itaquera, com vistas a *“fornecer subsídios à companhia na definição dos próximos programas habitacionais, entre eles Parque do Carmo e Parque do Pêssego que, juntos, deverão abrigar quase o dobro da população de Itaquera I, II e III.”<sup>144</sup>*

Cherkezian é uma figura essencial para entendermos a história recente da habitação social em São Paulo, sobretudo na zona Leste, na medida em que sua participação como consultor em projetos da COHAB-SP transformariam as feições da região. Além disso, suas análises e reflexões críticas sobre as experiências em que esteve envolvido de alguma maneira o tornam um observador privilegiado das políticas de habitação social na cidade, que se expressa esporádica porém eloquentemente através de artigos, entrevistas e trabalhos acadêmicos.

*“São Paulo precisa ter outro tratamento para a questão de habitação de baixa ou baixíssima renda face à demanda existente e à necessidade crescente. (...) Ou se assume que o programa de habitação popular deve ser um programa de massa, em grandes quantidades e, portanto, padronizada e em larga escala, ou não sairemos de onde estamos. A questão não é reproduzir Itaquera. E eu não creio que tenhamos chegado à solução ideal, mesmo porque ela não existe. Em vez de se discutir se Itaquera é grande ou pequeno - e eu não sei dizer quando um conjunto pode ser considerado grande demais ou pequeno, porque em relação à demanda, por exemplo, Itaquera é bem pequeno para mim, o mais importante é saber se ele atende ou não às aspirações de seus habitantes. E um dado fundamental nessa questão é o entorno, a periferia que existe e que se transforma*

---

<sup>142</sup> Itaquera, do laboratório à realidade. E agora, como avaliar esta experiência? - 'Especial - Itaquera', o retrato de uma realidade revelado em três tempos' in **A Construção São Paulo** Editora PINI Nº1846 27/jun/1983 Editora Pini, p.9

<sup>143</sup> 'Produzir em escala, simplesmente, não é solução. Itaquera prova isso' - 'Especial - Itaquera', o retrato de uma realidade revelado em três tempos' in **A Construção São Paulo** Editora PINI Nº1846 27/jun/1983 Editora Pini, p.11

<sup>144</sup> Itaquera, erros e virtudes' - 'Produzir em escala, simplesmente, não é solução. Itaquera prova isso' - 'Especial - Itaquera', o retrato de uma realidade revelado em três tempos' in **A Construção São Paulo** Editora PINI Nº1846 27/jun/1983 Editora Pini, p.12

*com a implantação do conjunto e cuja população não tem a mínima possibilidade de acesso aos serviços e equipamentos disponíveis nesses conjuntos.* <sup>145</sup>

A questão da grande escala como falso problema também é evocada por Raymundo de Paschoal, presidente da COHAB-SP durante uma parte da gestão de Mario Covas à frente da Prefeitura Municipal (1983-1985). Esse último prefeito indicado pelo governador e não eleito pelo voto, marcaria a emergência de novas abordagens da questão habitacional, como veremos, mas também a continuidade do modelo do grande conjunto, ainda que revisto. De Paschoal, durante sua curta gestão, promoveria uma certa revisão de alguns procedimentos e crenças estabelecidas ao longo da ação da COHAB-SP em seus primeiras décadas de existência.

*“O que é um grande conjunto habitacional para você, talvez não o seja para mim. (...) Se não houver orientações em contrário, é certo que a COHAB vai construir em seus estoques de terras. Mas é preciso levar em conta que a operação desses grandes conjuntos é problemática. Tenho praticamente à disposição uma diretoria que gere Itaquera. Para os espaços comuns, a COHAB funciona quase como uma grande prefeitura. É preciso então, pensar em uma nova forma de administrar esses conjuntos e de adaptá-los a cidade. Estes grandes conjuntos e não apenas Itaquera, não estão disseminados, não há fluidez. Isso se percebe pelo próprio mapa. A cidade vem com um desenho, detém-se diante do grande conjunto e depois continua com o mesmo desenho. É preciso ajustá-lo, integrá-lo. Tal como existe hoje, esse conjunto gera uma periferia própria, que já é periferia em relação à cidade.”* <sup>146</sup>

A revista A Construção São Paulo reproduz trechos da discussão nos escritórios da Cohab, no centro de São Paulo entre os repórteres, Emílio Haddad, Diretor de Planejamento da companhia, o sociólogo Gabriel Bolaffi, pela assessoria da presidência e o coordenador de projetos Jacob Aron Corch; como principal interlocutor Sylvio Sawaya, professor da FAU USP. Itaquera emerge como ocasião única para discutir a política habitacional da Prefeitura de São Paulo. É preciso ter em mente que o debate ocorre simultaneamente à transição para um governo supostamente mais democrático, pois eleito pelo voto, momento no qual a COHAB-SP realizava às pressas seus planos para grandes conjuntos na zona Leste, aproveitando-se da experiência de Itaquera para ajustá-la, em comum acordo com as metas e últimos financiamentos do BNH e possibilidades do parque industrial que alimenta a construção, fortemente mobilizado para dar conta da obra de Itaquera, a que se seguiram a realização dos conjuntos de Jardim São Paulo e Santa Etelvina, mais tarde agrupados nas delimitações oficiais do complexo Cidade Tiradentes, que discutiremos a seguir.

*“Do debate polêmico, restauram algumas conclusões. Entre elas, a importância de se sistematizar a pesquisa do usuário como instrumento de acompanhamento da evolução dos macroconjuntos. Como experiência, Itaquera mostrou que, ao se trabalhar com escassez de prazos e recursos, muitas boas soluções deixam de ser pensadas e implantadas. Os prejuízos decorrentes não são apenas os de implantação, mas também de custos. E mais: dificulta a apropriação dos espaços pelos moradores.”* <sup>147</sup>

A síntese do debate, do qual participou o arquiteto coordenador dos projetos mostra que as intenções dos planos foram seriamente constringidas pelos condicionantes que fizeram surgir Itaquera.

<sup>145</sup> ‘Produzir em escala, simplesmente, não é solução. Itaquera prova isso’ - ‘Especial - Itaquera’, o retrato de uma realidade revelado em três tempos’ in A Construção São Paulo Editora PINI N°1846 27/jun/1983 Editora Pini, p.11

<sup>146</sup> ‘Itaquera, erros e virtudes’ - ‘Produzir em escala, simplesmente, não é solução. Itaquera prova isso’ - ‘Especial - Itaquera’, o retrato de uma realidade revelado em três tempos’ in A Construção São Paulo Editora PINI N°1846 27/jun/1983 Editora Pini, p.12

<sup>147</sup> ‘Legitimado, apesar do projeto. Assim é Itaquera’ - ‘Habitação – Uma lição para o futuro’ in A Construção São Paulo Editora PINI N°1847 4/jul/1983 Editora Pini, p.8

*“Por mais que se discuta sua configuração e ordenação pelos 4,5 milhões de m<sup>2</sup>, o que há por trás de Itaquera – e que tornou o que é – são determinantes econômicas – produzir o máximo a um custo mínimo. Como toda opção econômica é também política, em Itaquera resolveu-se fazer primeiro e pensar quando fosse possível.(...) Itaquera foi construído sob o signo da urgência e da escassez de pessoal. Tanto que na concepção e detalhamento das 31.860 unidades trabalharam apenas quatro arquitetos, ainda assim em prazos apertados, quatro desenhistas e dois estagiários. As plantas das unidades, por exemplo, são versões das retocadas dos projetos de Carapicuíba, admite o arq. Jacob Aron.”<sup>148</sup>*

Sylvio Sawaya, professor da FAU USP, insere o conjunto nas premissas projetuais ligadas às superquadras de Brasília, ainda que fizessem falta referências urbanas e qualidades intrínsecas ao projeto: *“O que é a centralidade em um grande conjunto? O que se percebe em Itaquera é uma colocação do funcionalismo tipo Brasília, em que se tem uma homogeneidade de ocupação com interstícios onde se localizam os serviços, embora ali isso seja mais movimentado em direções variadas.”<sup>149</sup>*

Gabriel Bolaffi, que então integrava os quadros da COHAB-SP, durante a mesma gestão que admitiu outros professores e pesquisadores ligados à FAU USP, apostando nas possibilidades da arquitetura para a habitação popular que podiam ser mobilizadas em tempos democráticos, estabelece um paralelo comparativo com os *grands ensembles* franceses.

*“Itaquera não é o ideal. Certamente, não é apenas o melhor possível para a época, mas também é a melhor coisa que já se fez no Brasil. Eu não tenho dúvida disso. Só na França conheço grandes conjuntos melhores do que Itaquera, que são os de Villeneuve e Grenoble.(...) Minha crítica fundamenta-se no sentido de se acabar com o vício de separar o comércio, serviços e habitação. (...) Em lugar de se construir conjuntos para a população de uma única faixa de renda, há uma proposta no sentido de mesclar várias faixas e de se construir os edifícios de forma ondulada ou então em lâminas que se agrupam inclinadamente”<sup>150</sup>*

A apropriação pelos moradores do espaço construído seria objeto de análise da filósofa e psicóloga Maria do Carmo Guedes, em artigo publicado no dossiê da revista Construção São Paulo. Mesmo na revista técnica que poucos anos antes exaltava as virtudes e inovações de Itaquera, as limitações do projeto urbanístico são enfatizadas e a participação dos habitantes é reivindicada.

*“No caso de Itaquera, e porque os habitantes não participaram de sua concepção, tem-se a certeza de que o lugar está longe de estar pronto, mesmo que todas as exigências de infraestrutura estivessem satisfeitas. E o pior é que em Itaquera tudo parece contribuir para atrasar esta apropriação. (...) O projeto de Itaquera parece ter sido concebido de forma a evitar qualquer ocasião de encontro entre os moradores, transformando os espaços de ligação entre os apartamentos e os prédios em passagens, nunca em pontos de parada.”<sup>151</sup>*

A geógrafa Amelia Damiani (1993) toma Itaquera I por objeto de estudos de sua tese de doutorado e entende a paisagem periférica produzida pelo Estado como uma forma mais ‘crua’ das propostas modernistas que construíram Brasília, já em tempos menos democráticos. A leitura da geógrafa, que contempla pontualmente também Cidade Tiradentes, resultado de um empobrecimento ainda maior da ‘forma’ dos grandes conjuntos, é enfática no que tange às consequências de um projeto condenável, sob diversos aspectos. Vale lembrar que ela escreve durante a gestão da

<sup>148</sup> Legitimado, apesar do projeto. Assim é Itaquera’ - ‘Habitação – Uma lição para o futuro’ in **A Construção São Paulo** Editora PINI N°1847 4/jul/1983 Editora Pini, p.9

<sup>149</sup> Legitimado, apesar do projeto. Assim é Itaquera’ - ‘Habitação – Uma lição para o futuro’ in **A Construção São Paulo** Editora PINI N°1847 4/jul/1983 Editora Pini, p.9

<sup>150</sup> Legitimado, apesar do projeto. Assim é Itaquera’ - ‘Habitação – Uma lição para o futuro’ in **A Construção São Paulo** Editora PINI N°1847 4/jul/1983 Editora Pini, p.11

<sup>151</sup> ‘A difícil apropriação e a busca de identidade’ Maria do Carmo Guedes, filósofa e psicóloga - ‘Habitação – Uma lição para o futuro’ in **A Construção São Paulo** Editora PINI N°1847 4/jul/1983 Editora Pini, p.12

prefeita Luiza Erundina, tempos nos quais há uma revisão profunda dos paradigmas de habitação social na administração municipal, uníssona na crítica 'destrutiva' dos grandes conjuntos dos quais Cidade Tiradentes seria a mais eloquente expressão.

*"através dos grandes conjuntos habitacionais, a experiência arquitetônica e urbanística é vivida de forma mais pura, menos acoplada e misturada a outros momentos e espaços da cidade. O resultado dessa representação específica é mais nítido. É sofrido e vivido de forma mais límpida, em sua crueza, menos sujeito a outras influências concomitantes"* (Damiani, 1993:24).

Em sua pesquisa, Damiani procura analisar o 'conjunto-cidade' de Itaquera, construído e ocupado sucessivamente a partir do fim dos anos 1970 como 'realidade e utopia' propostas pelo Estado, bem como sua apropriação cotidiana por parte dos seus moradores, constituindo referência fundamental para, a partir do prisma da geografia humana, cercar as realizações dos conjuntos da zona Leste dos mais variados campos disciplinares afeitos à cidade. A análise que ela faz da realização de Itaquera é bastante contundente, levantando questões pertinentes para a análise da ação da COHAB-SP na região Leste.

*"O primeiro grande projeto é Itaquera I, fusão dos sonhos dos poucos arquitetos da equipe de uma COHAB pequena e quase falida, da ética de conservadores paulistas, à época dirigentes, e da racionalidade centralizada e centralizadora, que os programas, investimentos, fundos, formas de controle do BNH sugeriam. É uma situação, portanto, em que o Estado avança sobre a periferia. Organiza-a. E do ponto de vista do morador, trata-se de conseguir a casa própria, solução que desde os anos 40 (...), persiste como utopia para as camadas populares"* (Damiani, 1993:90).

O sociólogo francês Henri Lefebvre será uma referência conceitual permanentemente evocada por Damiani ao longo de sua análise, incorporado por arquitetos que se debruçam sobre as formas limite de produção da cidade. Ao apresentar o conjunto Itaquera I, Amélia Damiani faz constantes referências à história dos *grands ensembles* franceses e ao fim da sua era com a edição da circular Guichard, através da perspectiva de Manuel Castells (1986:121-122)<sup>152</sup>. Petrella (2011), estende a análise que Lefebvre desenvolveria para o caso francês para compreender a produção dos grandes conjuntos paulistanos, seguindo indicações esboçadas por Damiani em seu estudo sobre Itaquera. *"Enquanto na França, em 1973, surge uma legislação impeditiva à construção de grandes conjuntos, aqui no Brasil, à década de 70, essa experiência proliferou. E ela chegou a conjuntos de tamanhos descomunais, verdadeiras 'cidades', de mais de 20.000 unidades"* (Damiani, 1993:26).

Outra pesquisadora que toma o conjunto de Itaquera como 'laboratório' para estudar um fenômeno particular dos conjuntos periféricos brasileiros é a socióloga Maria Ruth do Amaral Sampaio, juntamente com o arquiteto Luiz Recamán Barros. Em Ocupação irregular nos conjuntos de Itaquera (1985), trabalho encomendado e publicado pela COHAB-SP<sup>153</sup>, os pesquisadores identificam as dinâmicas de um mercado imobiliário informal atuando nos territórios sob tutela da Companhia. Os autores destacam logo na apresentação as particularidades do conjunto:

*"Os conjuntos de Itaquera I e II constituem experiência única no Brasil no campo habitacional, seja por suas dimensões - ocupam área de 4,5 milhões de m<sup>2</sup> e abrigam cerca de 120.000 habitantes equivalentes*

<sup>152</sup> Castells, Manuel (1986) La ciudad y las massas: sociologia de los movimientos sociais urbanos, Madrid

<sup>153</sup> Os autores citam como fonte de dados o estudo do IPT (1983) Os novos conjuntos habitacionais: uma experiência modificada IPT São Paulo Nov/1983, de onde Damiani também retira informações para sua análise geográfica dos espaços de Itaquera I e II

*a uma cidade de porte médio, seja pela utilização em larga escala de novos processos construtivos<sup>1</sup> como alvenaria auto portante (prensil), construções em placas pré-moldadas e sistema outinord (formas metálicas)”* (Sampaio e Recamán, 1985: 4).

Damiani aliás também ressaltara os inconvenientes do sistema *outinord*, reputado pela velocidade de execução mas que apresentava problemas para a vida cotidiana dos seus habitantes, perturbada pela sobreposição das esferas íntimas e familiares privadas com as públicas, resultado da baixa capacidade de isolamento acústico do sistema de formas túneis de patente francesa.

Tal fato ajudou a COHAB a privilegiar a alvenaria estrutural, voltando a um sistema construtivo mais tradicional e altamente empregador de mão de obra menos qualificada, o que, na lógica perversa de parte da tecnocracia, fazia a Companhia cumprir suas funções sociais. Se tomamos como contraexemplo o Parque CECAP Zezinho Magalhães, em Cumbica, projeto previsto para incorporar a pré-fabricação, realizado em três fases distintas passando da construção dita convencional em blocos de concreto aos ensaios de componentes especiais pré-moldados no canteiro e chegando ao sistema *outinord*, de formas deslizantes tipo túnel, percebemos que no caso dos conjuntos da COHAB da zona Leste volta-se a um sistema construtivo menos sofisticado tecnologicamente, como se as experiências mostrassem que o convencional era mais adequado.

Ainda que cronologicamente as experiências de Itaquera e do Parque CECAP tenham acontecido simultaneamente, poucas referências ao conjunto projetado pela equipe coordenada pelo arquiteto Vilanova Artigas são mencionadas nos documentos e debates em torno de Itaquera. A notória vinculação do arquiteto com o Partido Comunista Brasileiro, assim como de personagens envolvidos na realização como Ruy Gama, podem ajudar a explicar a ausência de referência ao conjunto de Cumbica. Mais recentemente, pesquisas tem apontado as particularidades e pontos em comum entre as duas realizações, ambas regidas sob a política do BNH, de cuja comparação sobressai o empobrecimento evidente da reprodução do modelo, que remonta Brasília, referência essa sim onipresente evocada pelos projetistas e críticos de Itaquera.

Se derivamos no rumo de Itaquera, nos distanciando um pouco do entorno do conjunto Prestes Maia e do Complexo Cidade Tiradentes, ao qual voltaremos nos próximos capítulos, foi para analisar alguns dos diversos trabalhos que contam a transformação a que se submeteu a região em torno de Itaquera ao longo dos anos 1980 com a implantação massiva do modelo de conjunto habitacional preconizado pelas políticas do BNH através da ação da COHAB-SP. No nosso entendimento, o conjunto de Itaquera representa um emblema das realizações e contradições da produção da COHAB-SP financiada pelo BNH, momento no qual foram formulados planos urbanísticos para o desenvolvimento da região que, ao longo das últimas três décadas, foram sobrepondo projetos que hoje se tornam realidade, sobretudo a partir da construção de infraestruturas e equipamentos públicos importantes<sup>155</sup>, reafirmando a centralidade de Itaquera.

Muitas outras críticas, questões e leituras decorrem da ‘experiência’ de Itaquera que envolve a vida de milhares de pessoas; nosso propósito aqui, mais do que fazer uma leitura panorâmica e superficial destes fatos foi delinear as ‘formas’, identificar os projetos e destacar os problemas

---

<sup>154</sup> O aspecto de inovação das tecnologias construtivas foi destacado por Cibelle Taralli (1984) em Mudança de tecnologia na habitação - Os conjuntos habitacionais da Cohab-SP Dissertação de mestrado FAU USP

<sup>155</sup> Alguns deles de arquitetura notável, como o Poupatempo Itaquera, projetado por Paulo Mendes da Rocha nos anos 1990 e o novo Estádio do Corinthians, que será palco da abertura da Copa do Mundo de Futebol de 2014.



intrínsecos à Itaquera que ampliariam sua escala com a consolidação do 'Complexo Cidade Tiradentes', a partir de meados da década de 1980, agrupando os conjuntos que eram construídos nas glebas de Santa Etelvina simultaneamente à realização de Itaquera. O Conjunto Prestes Maia, construído na década anterior também seria incluídos nesta denominação, que exclui dos limites do 'Complexo' Cidade Tiradentes<sup>156</sup> a COHAB Presidente Juscelino e os embriões do Jardim São Paulo, também construídos a partir de 1980, em área limdeira ao Prestes Maia e ao futuro Conjunto Habitacional Inácio Monteiro, território sobre o qual concentraremos nossa análise a partir daqui.

---

<sup>156</sup> Tais limites, delineados pela planejamento da Cohab, mais tarde se tornariam os limites da Subprefeitura homônima, que contém em si a maior concentração de conjuntos habitacionais da cidade e da América Latina, segundo dado impreciso mas constantemente repetido nos discursos acerca do 'Complexo' Cidade Tiradentes.



## 7. Cidade Tiradentes e o 'urbano desurbanizado' (1980 -1989)

Ao mesmo tempo em que entregava as unidades prontas no conjunto de Itaquera, a COHAB-SP já se lançava em projetos de ainda mais ampla envergadura, como o Conjunto José Bonifácio (Itaquera II e III, como vimos) e diversos conjuntos de blocos de apartamento e unidades do tipo 'embrião' nas glebas adquiridas em Guaianases, sobretudo nas terras que formaram um dia a Fazenda e a Vila Santa Etelvina. O conjunto destes 'setores' ganhará a denominação de 'Complexo Cidade Tiradentes' a partir de 1984, quando milhares de casas e apartamentos são entregues à comercialização pelo prefeito Mario Covas. Mencionaremos aqui também a história particular do Jardim São Paulo, em área contígua ao Conjunto Prestes Maia, onde se instalou o 'Campus Experimental' no qual as construtoras ensaiaram suas propostas para casas econômicas a reproduzir aos milhares em Itaquera e na Cidade Tiradentes.

Ao longo da década de 1980, entre a redemocratização e as abruptas transições entre tendências políticas opostas no comando da Prefeitura, a habitação social muitas vezes tomou as páginas dos jornais locais, entre denúncias de construções precárias e desperdícios de dinheiro público à uma discussão mais qualificada sobre os modos de produzir e habitar a metrópole paulistana. Simultaneamente ao seu surgimento na toponímia oficial e na paisagem da extrema zona Leste, a Cidade Tiradentes ganha o estigma de bairro violento, limítrofe e perigoso, o que contribui para um processo evidente de degradação das duras condições de vida, concentração de pobreza e aumento da violência e da criminalidade. O prefeito Jânio Quadros, o primeiro eleito diretamente pelo voto popular após a ditadura militar, insiste nas mesmas práticas herdadas do 'antigo regime' no que tange à política habitacional: construir onde há terra barata, ou seja, na periferia; fazer uso político e segregador da atribuição das unidades, realojando nos distantes conjuntos as populações removidas pela abertura de grandes complexos viários em áreas mais centrais e nobres da cidade.

Ao mesmo tempo, começam a surgir também em diversos conjuntos, favelas e loteamentos precários movimentos sociais de natureza reivindicativa, que vão progressivamente ganhando notoriedade e estrutura de base, sobretudo junto aos setores progressistas de Igreja católica. Ao formular alternativas para a gestão e a produção do seu próprio habitat, estes movimentos vão ter papel fundamental na configuração de novas políticas públicas, que serão ensaiadas nos momentos em que o poder municipal é conquistado pelos partidos de esquerda, sobretudo quando da eleição de Luiza Erundina (1988). Políticas inovadoras são pensadas pelos intelectuais que contribuem ativamente para a construção de um modelo de gestão municipal popular e participativo. As políticas de mutirões autogeridos que acabaram por notabilizar a gestão de Erundina seriam complementadas por outras iniciativas de desenvolvimento urbano como as Praças de Equipamentos Sociais, propostas pelo Departamento de Edificações (EDIF) em colaboração com as Secretarias de Cultura e Educação, sob o comando de Marilena Chauí e Paulo Freire, respectivamente.

Tais propostas seriam retomadas na gestão Marta Suplicy, após oito anos da Prefeitura de Paulo Maluf e seu sucessor Celso Pitta, que além de interromper as obras e iniciativas em curso da gestão Erundina, tentaram implementar o modelo 'Cingapura' na produção pública de habitação social, usando os conjuntos efetivamente realizados ora como publicidade eleitoral, ora como repositório de populações removidas de favelas que obstavam planos especulativos e urbanisticamente questionáveis como as Operações Urbanas Faria Lima e Águas Espriadas.

### 7.1 O Jardim São Paulo, Santa Etelvina e a 'invenção' da Cidade Tiradentes

No começo dos anos 1980, a COHAB abria simultaneamente editais para realizações 'experimentais' no Jardim São Paulo, em Guaianases, em gleba contígua a que ocupa o Conjunto Prestes Maia, ao norte do Ribeirão Guaratiba, canalizado e transformado na Avenida José Higino Neves e para as primeiras obras nas glebas de Santa Etelvina, onde seriam construídos os conjuntos, divididos em 'setores'<sup>157</sup>, que conformarão o núcleo principal da Cidade Tiradentes, como foi batizado o complexo de conjuntos habitacionais em 1984.

Nas mapotecas do Centro de Documentação Técnica da COHAB-SP, encontramos projetos de loteamentos para a área do Jardim São Paulo elaborados pela Companhia Líder construtora, responsável pelo empreendimento que fez surgir a Cidade Líder, loteamento popular bastante precário também na zona Leste, não muito longe dali, de características bastante similares aos loteamentos irregulares e favelas que ocuparão os interstícios dos conjuntos da Cidade Tiradentes. Infelizmente este plano de divisão dos lotes não está datado. Contudo, pelo contraste entre o projetado e o atualmente construído, tudo indica que também neste caso os grandes conjuntos habitacionais promovidos pela COHAB-SP se implantaram sobre terras de loteamentos que não tiveram sucesso, seja pelo precário acesso ou pela topografia desfavorável à construção. No projeto da Companhia Líder, nota-se que a gleba em questão faz divisa com chácaras e pequenas propriedades agrícolas e de recreio, alguns núcleos urbanos (Vila Popular e Vila São José) e outras propriedades da 'Companhia Paulista de Terrenos', o que acaba por evidenciar a relação dos empreendimentos públicos com o aproveitamento especulativo dos vazios urbanos e lotes contíguos aos conjuntos que justificavam a implementação de infraestrutura urbana e meios de transporte, cedendo à reivindicação popular e ajudando a valorizar os terrenos do entorno.

Batizado oficialmente de 'Campus Experimental de Itaquera', um canteiro para testar modelos de casas e embriões em diferentes sistemas construtivos foi implantado no Jardim São Paulo, alguns quilômetros distante do núcleo de Itaquera, que "*visava fornecer subsídios*", "*mostrar exatamente quais os sistemas construtivos viáveis à baixa renda*" e definir padrões entre dez protótipos de unidades para o "Programa Embrião", da COHAB – SP, que previa a construção de 14 mil unidades na Grande São Paulo. Na virada dos anos 1980, durante a implementação dos programas do tipo Promorar e Profavela, que apostavam no lote urbanizado como estratégia viável para atender um universo maior de famílias em condições bastante precárias, o Programa Embrião dispersou por amplas porções da periferia paulistana seus investimentos em lotes urbanizados e unidades mínimas construídas da maneira mais 'econômica' possível.

Nove empresas apresentaram suas propostas em diversas técnicas, variando da madeira serrada aos monoblocos de concreto moldados em formas deslizantes tipo Precise e Outinord, passando por diversos sistemas de alvenaria estrutural, sistema que acabaria se eternizando como o padrão das COHABs. Do ponto de vista arquitetônico, tudo muito menos inovador do que já houvera sido desenvolvido nos primórdios do BNH, período no qual ainda havia colaboração possível entre os arquitetos, através do IAB e o setor da construção civil pesada.<sup>158</sup> Tratavam-se, na maioria dos

---

<sup>157</sup> Respectivamente, Santa Etelvina I, VIA, IIA, IIB1, IIB2, IIB3, IIB6, IIIA, IVA, VA e VII (Petrella, 2012).

<sup>158</sup> Koury, Ana Paula 'Construção social e tecnologias civis (1964-1986): Contribuição para um debate sobre política habitacional no Brasil' in *Revista Brasileira de Estudos Urbanos e Regionais* V.15, N°1/Mai/2013

casos, de imitações reduzidas de casas arquetípicas de telhados de duas águas divididas pela cumeeira por duas famílias, compostas tão somente de um 'módulo hidráulico' que condensava cozinha e sanitário e mais um espaço habitável, quarto e sala num primeiro momento, antes que a casa se ampliasse e ocupasse o perímetro do lote, invariavelmente demarcado com uma cerca tipicamente suburbana.

*"O Campus Experimental de Itaquera, que está aceitando qualquer sistema construtivo sem qualquer exigência quanto a materiais ou técnicas de acoplamento, permitindo a mais ampla amostragem e a maior bateria de testes dos sistemas de construção industrializada utilizados no Brasil, segundo Orlando Ribeiro, "é fruto da grande abertura que a Cohab/SP tem dado aos sistemas industrializados desde 1975, quando assumiu a sua presidência o eng. José Celestino Bourroul".* <sup>159</sup>

Embora relacionado ao projeto de Itaquera, o Campus experimental ficava na realidade em Guaianases, onde vai se implantar o Conjunto Habitacional Presidente Juscelino Kubitschek, no começo dos anos 1980, simultaneamente à construção dos conjuntos de Itaquera. As casas ali construídas, serviriam de referência para a reprodução de milhares de novas unidades nas glebas de Santa Etelvina, depois de aprovadas pelas análises e testes à cargo do Instituto de Pesquisas Tecnológicas (IPT). A participação deste importante Instituto, criado em 1899 pela Escola Politécnica e hoje ligado à Universidade de São Paulo parece procurar dotar de alguma cientificidade os sistemas construtivos e procedimentos que seriam empregados em larga escala pela COHAB-SP. Algumas técnicas construtivas revelavam sua inadequação já nestes primeiros testes, enquanto outros sistemas foram aprovados no canteiro experimental e acabaram revelar sua inadequação alguns anos depois, decorrendo em demolições e prejuízos significativos, como veremos.

*"Uma das casas teve as paredes levantadas por dois homens, que não precisaram fazer força para erguer os painéis, muito leves, de palha de arroz. Outra teve suas laterais e a laje moldadas de uma vez só, mediante formas deslizantes de um sistema francês que permitiu a criação de uma espécie de túnel, dentro do qual a casa foi fundida' (...) Enquanto na Europa do pós guerra a reconstrução dos países exigiu o desenvolvimento e aplicação de vários sistemas novos como a alvenaria estrutural e os painéis pré-moldados, no Brasil demorou para a COHAB conseguir que as empreiteiras adotassem métodos não convencionais mesmo os já aprovados no Exterior. É que sem a garantia de aceitação dos novos sistemas, dificilmente uma construtora aceita fazer o investimento inicial, geralmente elevado, para incorporar nova tecnologia."* <sup>160</sup>

A execução de diversas unidades das casas embrião do tipo das que seriam implantadas nos conjuntos de Itaquera foram realizadas por várias construtoras em diferentes sistemas construtivos como maneira de certificar a experiência e orientar a contratação das empresas segundo os padrões tecnológicos da COHAB-SP, monitorados pelas pesquisas do IPT. As diferentes tecnologias praticamente não alteravam a arquitetura das unidades, prevista para ser ampliada pelos moradores da maneira que bem entendessem, segundo alguns poucos esquemas inicialmente previstos.

*"Dentre os vários sistemas construtivos empregados, formas metálicas para moldagem simultânea de paredes e lajes, pré-moldados e diversos tipos de alvenarias estruturais. O sistema de alvenaria, que é considerado um processo racionalizado, absorve maiores contingentes de mão de obra direta e tem, portanto, um significado social maior. Em contrapartida é o sistema que a grosso modo, apresenta problemas de infiltração em virtude da permeabilidade dos blocos e da necessidade de uma manutenção constante de uma pintura impermeabilizante. Já os sistemas pré-moldados e de formas deslizantes só apresentam vantagens de custos –*

---

<sup>159</sup> 'Cohab testa novos materiais de construção em SP' in O Estado de S. Paulo 10/Nov/1981 p.44

<sup>160</sup> 'Cohab testa novos materiais de construção em SP' in O Estado de S. Paulo 10/Nov/1981 p.44

*perseguidos pela Cobab em função do nível de renda de seus mutuários – quando empregados em larga escala.*<sup>161</sup>

Na mesma página, a reportagem do **Jornal da Tarde** sobre as variações e experiências construtivas de embriões das empreiteiras no Jardim São Paulo traz uma nota sobre os mutirões, destacando a inviabilidade do emprego do sistema em larga escala<sup>162</sup>. Já desde 1983, no entanto, ficam evidentes os problemas decorrentes da implantação equivocada e das obras precariamente executadas de terraplenagem e construção dos diversos 'setores' do conjunto habitacional Santa Etelvina.

*“A Santa Etelvina é como uma criança que se põe, nua, sob a chuva’, exemplificou alguém para tentar contar sobre os principais problemas do conjunto, a começar pelo terreno acidentado e coberto por mata cerrada. Ao cortarem essa mata, no início da implantação do projeto, entretanto, não foi tomado nenhum cuidado com o necessário desvio das águas das chuvas. O resultado é o quadro que se vê hoje: o terreno desmonta-se.”*<sup>163</sup>

O conjunto de conjuntos habitacionais que ganharia a fama de ser o maior da América Latina, se conforma principalmente na primeira metade dos anos 1980, a partir de diversos projetos pontuais levados à cabo pela COHAB-SP em terras recém adquiridas pela Companhia sobretudo os parcelamentos da antiga Fazenda Santa Etelvina, sem que houvessem estudos aprofundados sobre a viabilidade de abrigar projetos habitacionais. Imperava a lógica de criar um estoque de terras a baixo custo e construir em cada vez maior escala na região Leste, na qual a COHAB-SP já vinha concentrando seus esforços.

De acordo com depoimentos colhidos por (Silva, 2008:98), que confirmam os dados levantados por Silva e Sartoris<sup>164</sup>, as terras remanescentes do parcelamento da Fazenda Santa Etelvina, onde se implantaria a Cidade Tiradentes, teriam pertencido à Nelson Resende, que as explorava para extração de madeira e lenha para as olarias locais, até meados dos anos 1970, quando são compradas pelo grupo Bandeirantes de comunicação, administrado pelo 'doutor' Saad, que empreendeu ali serviços de desmatamento e 'limpeza' do terreno pouco antes dele ser comprado pela COHAB-SP. Tudo nos leva a crer que possivelmente informações privilegiadas circularam no sentido de despertar o interesse especulativo do grupo empresarial, que ali não fez qualquer menção de desenvolver atividades ligadas a seu fim primeiro, a comunicação.

Desnecessário dizer que projetos foram elaborados as pressas por equipes sobrecarregadas de projetistas e tecnocratas que procuraram cegamente implementar os modelos impostos pelo BNH, apoiados na parca experiência acumulada dos projetos da própria COHAB-SP. Um dos coordenadores dos projetos de Itaquera, Carapicuíba e Santa Etelvina nas primeiras décadas de atuação da Companhia, o arquiteto Ubirajara Garcia esclarece o tipo de lógica que orientava o desenvolvimento dos projetos:

---

<sup>161</sup> 'Emprego de novas técnicas – Ou como Itaquera abriu espaço para a racionalização da construção no país' e 'Habitação – Legado tecnológico, a contribuição de Itaquera' in **A Construção São Paulo** Editora PINI N°1848 11/jul/1983 Editora Pini São Paulo, p.12

<sup>162</sup> 'Fórmula: casas baratas' in **Jornal da Tarde** 8/jul/1985 Ver caderno iconográfico.

<sup>163</sup> 'Veja o que a chuva (e o o governo) fez' in **O Estado de S. Paulo**, 17/mai/1983

<sup>164</sup> Silva, Orlando e Sartorio, Willian (s/d) **Política da exclusão - Lutas sociais e experiências do cotidiano dos moradores do subdistrito Santa Etelvina do bairro Cidade tiradentes (1980-1990)** Univ. Cidade de São Paulo [CDTEC COHAB-SP]

*"Outra questão que se coloca: afinal, de quem é a arquitetura que fez da Cidade Tiradentes esses 'mares de prédios': 'Isso daí [...] é um erro, um acerto eventualmente, um erro eventualmente, depende do enfoque que você queira... Se você quiser chegar e falar, 'pô, vocês carimbavam nas plantas os projetos de arquitetura, e repetiam indefinidamente', isso pode ser considerado como um erro, [...] porque você cria uma paisagem constante, uma monotonia, você não dá condições de criatividade... Mas o objetivo na época era criar um 'x' número de unidades e a concepção quase fordiana de produção de habitação, nós demos os primeiros passos na época, que era você tentar dar um pulo no que se chama de... do que era uma primeira etapa. Racionalização, racionalização da construção, essa foi a primeira etapa, e a segunda, de industrialização da construção civil. Nós combinamos, a primeira etapa foi rapidíssima, muito rápida, com estrutura pré-moldada, estrutura em blocos pré-moldados, de concreto a primeira vez foi feito lá. Itaquera I, a firma que fez teve que treinar mestre, treinar pedreiro pra fazer aquele tipo de coisa, então a evolução tecnológica, ela foi maravilhosa. A utilização de equipamentos, grua, não se concebia você usar gruas em obras de COHAB-SP, mas na hora em que você tem 500, 1000 unidades pra fazer, já você pode pensar na utilização de uma grua. Então, realmente nós fomos carimbando os projetos."*<sup>165</sup>

Os resultados não tardaram a se mostrar trágicos sob muitos pontos de vista, do ambiental ao social, com o desmatamento da vegetação nativa, os movimentos de terra e a imposição de um desenho abstrato sobre a topografia acidentada e a drenagem natural dos fragmentos da antiga fazenda retalhada em sítios menores a partir dos anos 1920. Já em 1983, pouco menos de um ano antes do conjunto ser batizado de Cidade Tiradentes, as evidências das precariedades dos projetos eram atribuídas pelo pessoal da própria COHAB-SP à 'antiga administração'.

*"Não há acesso para o local, as ruas são barro puro, a erosão come as encostas, as obras de infraestrutura só agora estão sendo realizadas, gasta-se dinheiro na recuperação das unidades. Resultado de projetos inadequados ao terreno, da pressa da antiga administração de entregar as casas antes do término de seu mandato, como denunciam os engenheiros da COHAB-SP"*<sup>166</sup>

Os últimos prefeitos indicados pelo governador do Estado durante o período do regime militar depois de Olavo Setúbal, responsável pelo impulso inicial dos investimentos públicos na direção Leste, como Reynaldo de Barros (1979-1982) e Mário Covas (1983-1985) continuaram a promover a construção dos conjuntos habitacionais que seriam reunidos sob a denominação de 'Cidade' Tiradentes em 1984. Em julho daquele ano, o prefeito Mario Covas inaugurava um grande número de unidades ali cujas obras de acabamentos e infraestruturas ainda estavam em curso.<sup>167</sup> Até para os responsáveis da COHAB-SP envolvidos no projeto, as razões e significados dos personagens e nomes de batismo dos conjuntos construídos pela companhia não parece ser muito clara:

*"A seqüência foi, primeiro os descobridores de São Paulo, que é o Padre José de Anchieta, conjunto que é Itaquera I, na realidade são três conjuntos: Padre José de Anchieta, Padre Manuel de Paiva e Padre Manuel da Nóbrega, [...] na área do Itaquera I são três conjuntos. [...] São os três fundadores de São Paulo. Depois foi o mentor da independência, que foi o José Bonifácio. E depois foi o mártir da independência, que foi o Tiradentes. [...] O 'José de Anchieta' foi [batizado pelo] José Celestino Borroul, grande figura, grande... o maior administrador público que eu conheci, além do Olavo Setúbal. [...] Depois, o 'José Bonifácio' também foi ele. Mas ele sempre entrava em contato com a câmara, sempre tinha um pouco de consulta pra ver se o nome era... Agora, Tiradentes eu não sei se foi ele também, ou quem foi o responsável."*

As transformações das toponímias e fronteiras territoriais entre compartimentações de Cidade Tiradentes como 'microterritórios de identidade local' que acompanha as mudanças na paisagem

<sup>165</sup> (Depoimento do arquiteto Ubirajara Garcia, ex-Diretor de Projetos da Cohab in Silva, 2008: 127)

<sup>166</sup> 'Conjunto com 7.500 moradias é inabitável' in *Folha de S. Paulo*, 16/set/1983

<sup>167</sup> 'Conjunto da Cohab sem escola e ônibus' in *O Estado de S. Paulo*, 18/ago/1984

urbana são estudados por Cazzolato (2008)<sup>168</sup>. Embora a Cidade Tiradentes surja como tal na transição rumo a uma sociedade democrática, o momento seria marcado pela crise econômica, que atingiria em cheio a população subempregada da Cidade Tiradentes. Este conflito estaria estampado no plano urbanístico do conjunto, dividido em diversos 'setores' precariamente ligados uns aos outros pelas Avenidas dos Metalúrgicos e dos Ferroviários.

*"Conjuntos habitacionais localizados em ruas sem saída. Esta lógica viária reproduz, em certo sentido, a estrutura funcional e hierárquica que foi produzida em Cidade Tiradentes: um sistema viário principal e suas ramificações. (...) A fragmentação urbana é decorrente da lógica de Companhia, cuja produção é relegada às empresas construtoras privadas. A eficiência quantitativa que resulta desta parceria, e que proporciona imagens espetaculares nas propagandas político-partidárias, reduz ainda mais a provisão de moradias e equipamentos coletivos à forma empresarial. Praticamente se desiste do desenvolvimento urbano"* (Petrella, 2012:199)

Cada um destes 'setores' foram progressivamente ocupados por blocos e milhares de unidades do tipo 'embrião', cada um deles ligado à cidade por uma via batizada em homenagem a uma categoria profissional ou 'ofício', como Gráficos, Têxteis, Pedreiros, estrutura social cada vez mais rara ali, como nota o estudo da Usina (2003), que acaba por distinguir cada um dos grupos de construções idênticas.

*"uma ironia histórica da formação de Cidade Tiradentes: o distrito abriga uma população cada vez mais distante do "mundo formal do trabalho" que, entretanto, se utiliza de ruas batizadas com nomes das mais importantes categorias profissionais: metalúrgicos, têxteis, gráficos, marceneiros, bancários, pedreiros, ferroviários etc. Elas apontavam, com sentido épico, para uma cidade de trabalhadores, mas que nunca chegou a existir, inaugurada no início da crise do desenvolvimento brasileiro."*<sup>169</sup>

Para além da ironia, estes contrastes eram um sintoma de um momento histórico de economia e política particularmente desequilibradas.

*"o Estado que produziu enquanto concepção uma zona Leste possivelmente pontuada de grandes conjuntos habitacionais em consonância com algumas zonas industriais que possivelmente seriam implantadas produziu como prática uma região muitíssimo carente de empregos onde a grande maioria de sua população precisa se deslocar a grandes distâncias quotidianamente. O desnível entre o político e o econômico impôs um limite aos termos da execução desse plano: enquanto as indústrias saíam de São Paulo e a economia brasileira como um todo aprofundava seu ciclo recessivo combinado a altíssimas taxas de inflação, os distantes conjuntos habitacionais Santa Etelvina e Barro Branco começavam a ser implantados."* (Silva, 2008:234)

O primeiro prefeito eleito pelo voto direto após 1964, Jânio Quadros (1985-1988), prosseguiria com a política de contratação de grandes empreiteiras para a construção de unidades habitacionais através da COHAB-SP em Cidade Tiradentes, Guaianazes e Itaquera sem que houvesse uma mudança significativa no padrão de urbanização dos conjuntos, ainda que o modelo de unidade, tanto de casa como de edifício, o famigerado H, fosse redesenhado e rebatizado de 'Modelar'.

*"Anúncio do lançamento do projeto Modelar e da assinatura do contrato da COHAB com 25 construtoras para realizar 300 mil casas em três anos, segundo o "projeto básico das residências, desenvolvido pelo engenheiro, arquiteto, urbanista diretor técnico do programa, Savério Orlandi, (que) adota a solução do ciclo aberto industrializado. Duas unidades denominadas 30M (de 18m<sup>2</sup>) e 40M (de 24m<sup>2</sup>) serão oferecidas aos*

---

<sup>168</sup> Cazzolato, José Donizete (2008) Logradouros e Bairros em Cidade Tiradentes Relatório interno para o Centro de Estudos da Metrópole

<sup>169</sup> Usina CTAH (2003) Programa Bairro Legal: Plano de Ação Habitacional e Urbana Diagnóstico SEHAB/PMSP/BIRD



*potenciais compradores situados na faixa entre um e cinco salários mínimos". Para construí-los "a COHAB pretende utilizar os 22 milhões de m<sup>2</sup> de terrenos que possui estocados em São Paulo".*<sup>170</sup>

A descrição do projeto não esclarece as características supostamente inovadoras ou aperfeiçoadas do projeto, traduzindo-se na prática em um significativo rebaixamento das qualidades arquitetônicas e construtivas dos edifícios promovidos pela COHAB-SP em termos de área útil e qualidade dos materiais e acabamentos.

*"Na elaboração do projeto, os principais fatores levados em consideração pela COHAB-SP foram a função, a forma, a técnica e a economia dos edifícios a serem construídos, de acordo com o diretor técnico da entidade Savério Orlandi. A função justifica porque a "finalidade habitacional sempre esteve presente, desde o início do projeto; a forma, porque, embora singelamente, houve uma preocupação estética com os prédios; e a técnica, por ser um item muito importante para a definição dos demais: o tempo de execução (que deve ser curto para que o projeto possa atender de imediato às necessidades da cidade) e a economia de custos (para que o usuário-alvo tenha condições de adquirir sua moradia)."*<sup>171</sup>

Ao longo do texto que apresenta o projeto, em tom de memorial descritivo, a indefinição com relação a técnica é flagrante, deixando espaço para o menor preço ou a melhor proposta das construtoras:

*"Os pilares, vigas e lajes da estrutura serão executados em peças pré-fabricadas de concreto armado, ou em peças metálicas, ou ainda, em peças metálicas e de concreto combinadas entre si.(...) Com relação aos elementos de vedação, para paredes externas e internas, poderão ser utilizadas placas de concreto armado, também pré-fabricadas, ou blocos de concreto que apresentem medidas compatíveis com a planta. (...) Nas paredes da cozinha, banheiro e área de serviço está prevista uma barra impermeável, com altura mínima de 1,80m acima do piso. Essas paredes, por conterem as instalações hidráulicas, são as únicas já previstas em projeto e efetivamente construídas; as outras – da sala e dos quartos – poderão ser definidas pelo próprio usuário, segundo suas necessidades, levando-se em conta a funcionalidade do apartamento."*<sup>172</sup>

O mínimo torna-se regra, a participação é vista como complemento exigido por parte do usuário, justificada como possibilidade. A lógica do improvisado e da permanência do provisório são assumidas pelo próprio diretor da Companhia, que mesmo assim antevê a reprodução do monótono modelo 'a nível nacional'.

*"o que seria considerada uma solução emergencial – em vista da magnitude do problema habitacional brasileiro – é considerada uma solução definitiva pelo diretor técnico do programa Modular, Savério Orlandi. De acordo com ele, esse projeto é passível de utilização até a nível nacional."*<sup>173</sup>

Ainda que o discurso que justificariam a prática da construção intensiva de grandes conjuntos periféricos fosse levemente diferente, os resultados não destoariam dos obtidos no período anterior; os fins, tanto políticos quanto econômicos, eram evidentemente os mesmos.

*"Ao contrário do documento-base elaborado pelo grupo de trabalho e coordenado pelo atual ministro da Previdência, Rafael de Almeida Magalhães – que trata a questão habitacional como uma necessidade social e não como uma fonte de negócios – o projeto Modelar, segundo as palavras do presidente da COHAB, Francisco Eduardo Queluz, "vai permitir que as empresas ganhem muito dinheiro".*<sup>174</sup>

<sup>170</sup> 'Habitação Popular– A Cohab industrializa' in A Construção São Paulo N°1992 14/abr/1986 Editora Pini, p.16

<sup>171</sup> 'Habitação - Cohab/SP lança o Projeto Modelar Multifamiliar' in Projeto N°99 1987 Editora Pini São Paulo p.144

<sup>172</sup> 'Habitação - Cohab/SP lança o Projeto Modelar Multifamiliar' in Projeto N°99 1987 Editora Pini São Paulo p.144

<sup>173</sup> 'Habitação Popular– A Cohab industrializa' in A Construção São Paulo N°1992 14/abr/1986 Editora Pini, p.17

<sup>174</sup> 'Habitação Popular– A Cohab industrializa' in A Construção São Paulo N°1992 14/abr/1986 Editora Pini, p.16

Do ponto de vista político, ainda que a denominação de Cidade Tiradentes surja exatamente no período de abertura democrática, não podemos esquecer que ela é projetada e viabilizada a partir do começo da década e dos últimos grandes financiamentos do BNH. De certa maneira, o fenômeno do financiamento em massa de milhares de unidades habitacionais principais e secundárias para a classe média pelo BNH, bem como a realização massiva de grandes conjuntos nas periferias brasileiras como o Parque CECAP, a Cidade de Deus, a Cidade Tiradentes<sup>175</sup>, só para ficar nos exemplos já mencionados, pode ser entendido como uma etapa necessária para a abertura política, herança de tempos violentos e de controle dos anseios das massas, como sugere Damiani:

*"A 'distensão política' exigia o urbano ordenado, imposto, organizado, que os investimentos em infraestrutura urbana, acentuados no período anterior, tornava possível. Revigora a idéia de produção de grandes conjuntos habitacionais"* (Damiani, 1993:84).

Sobre os objetivos e os resultados deste momento no qual a construção de conjuntos se intensificou, é esclarecedor o depoimento da socióloga Maria Ruth Amaral de Sampaio, que trabalhou na COHAB-SP na virada dos anos 1970 e 1980.

*"[...] nenhum conjunto da COHAB foi feito completo. Eles punham os prédios lá e não punham nenhum equipamento. Não tinha posto de saúde, não tinha escola. O máximo que tinha era uma escola, porque também era demais não ter uma escola. Não tinha posto de saúde, não tinha equipamento comercial, não tinha ar de cidade. Porque se você põe uma população de trinta mil pessoas num lugar, isso já seria um núcleo urbano, não é? [...] Não era intencional. Isso era pra mostrar serviço. O BNH estava no auge, então eles tinham dinheiro para construir. E naquele afã de produzir, em vez de produzirem inteiro, eles produziam pela metade: construíam o apartamento e largavam as pessoas lá. E eram todos apartamentos iguais, do ponto de vista do projeto arquitetônico, uma tragédia, não é? Tinham uma mania de fazer terraplanagem, então arrasavam os terrenos e a terraplanagem é o lugar onde mais se pode roubar, porque dimensionar um movimento de terra é uma coisa meio difícil. Aliás, não é difícil, mas não se fazia. Então, muita gente ganhou dinheiro nessa coisa."* (Sampaio in Silva, 2008:116)

O governo de Jânio Quadros, de tendência conservadora, recrutaria seus quadros entre notáveis do período do regime militar como o ex-prefeito Reynaldo de Barros, que assumiria como Secretário de Viações e Obras Públicas, evidenciando que tratava-se de um grupo político já instalado no poder, que procuraria continuar as grandes obras características do 'milagre econômico'. A principal característica da governança municipal durante este período seria a distribuição do poder local e do comando das administrações regionais (ARs) para os vereadores, no sentido de formar uma homogênea base governista no legislativo através desta prática de cooptação e loteamento político. *"A construção de conjuntos se configurava como um projeto estatal, pelo caráter de controle do espaço dos conjuntos, seu maior potencial de manipulação política, de tutela."* (Damiani, 1993:79).

Do ponto de vista dos habitantes, no entanto, a experiência vivida num conjunto habitacional periférico como os implantados pela COHAB na zona Leste impunha uma série de restrições à inclusão de atividades urbanas para além das essenciais previstas pelos dogmas do urbanismo funcionalista.

---

<sup>175</sup> Poderíamos incluir aí um sem-número de grandes conjuntos habitacionais de considerável qualidade projetual realizados no período no país, dos primeiros conjuntos financiados pelo BNH em Santos -SP, até o C.H. Ignez Andreazza, conhecido como Caçote, na periferia recifense, projetado pelo arquiteto Acácio Gil Borsoi no começo dos anos 1980, até outros exemplos de arquiteturas mais ordinárias ou 'sórdidas', como os conjuntos de Sapopemba, produzidos pela COHAB-SP na mesma época que a Cidade Tiradentes, entre outros exemplos similares que povoam algumas periferias paulistanas, sobretudo na zona Leste mas também nos municípios de Carapicuíba e Itapevi.

*"A redução das necessidades sociais e urbanas às mais elementares: uma leitura funcional dos desejos humanos, produzindo um espaço rigoroso, segmentado e massificante, faz dos conjuntos-cidade laboratórios do processo de deterioração do urbano, como fenômeno pesado de consequências na reprodução da sociedade brasileira."* (Damiani, 1993:34).

São muitos os aspectos em que se refletem os rebaixamentos das qualidades urbanas dos conjuntos como Cidade Tiradentes, seja através de índices objetivos ligados à qualidade de vida de maneira geral, das notícias sobre o bairro nos jornais de grande circulação ou mesmo através das narrativas e memórias dos primeiros moradores do distrito, sempre expressando um quadro de precariedade e escassez.

*"Outra questão que faz refletir quanto às dinâmicas do diálogo entre o projeto e a apropriação do espaço construído é a forma urbana que se desenha pela segregação de funções no espaço e não pela composição orgânica de suas partes. Assim, dividindo e disciplinando ações e usuários, o projeto enquanto desenho transforma-se em instrumento de expropriação espacial na medida em que limita, inibe ou impede a efetiva realização do processo de apropriação coletiva por parte de seus usuários. Representa, assim, uma espécie de pobreza, que não se manifesta apenas como pobreza material, ou como falta de instituições, equipamentos e serviços urbanos. Manifesta-se como falta de cidade, como pobreza de vida urbana e como ausência de qualquer uma de suas potencialidades cotidianas."*<sup>176</sup>

É através de uma compreensão do conjunto habitacional como fato urbano, histórico, político e econômico que a Assessoria Técnica Usina (2004) vai situar o surgimento da Cidade Tiradentes, em diagnóstico interdisciplinar que contou com a participação da população local e dos movimentos de moradia sobre o distrito elaborado para a Prefeitura Municipal pouco antes da sua transformação em Subprefeitura dentro do programa 'Bairro Legal'.

*"Cidade Tiradentes é uma obra do Estado brasileiro e precisa ser entendida como tal. Trata-se do maior complexo habitacional realizado no Brasil e, provavelmente, um dos últimos no mundo executado em grande parte na década de 1980, quando esse tipo de solução habitacional já havia sido condenada internacionalmente há ao menos uma década. Cidade Tiradentes é o último grande feito do Sistema Financeiro Habitacional e manifestação tardia no "milagre" habitacional do nacional-desenvolvimentismo brasileiro."*<sup>177</sup>

A leitura da Assessoria Técnica Usina, que além de apoiar as ações de construção comunitária pretende constituir um espaço de formação política e teórica é precisa no que tange aos interesses que levaram ao surgimento do distrito, alavancando processos de degradação ambiental irreversível. Além de ambiental, o problema se tornaria evidentemente social, uma vez que o distrito passa a servir de repositório de populações de favelas que ocupavam regiões mais centrais em função de obras viárias e infraestruturais levadas à cabo por prefeitos como Jânio Quadros (1986-1989), Paulo Maluf (1993-1996) e Celso Pitta (1997-2000). Muito mais do que uma proposta urbanística minimamente razoável, o conjunto era uma manifestação da 'pobreza do espaço', da falta do direito a cidade.

A dissertação de mestrado do geógrafo Márcio Rufino da Silva aborda a realização e a realidade contemporânea da Cidade Tiradentes a partir das perspectivas lançadas sobre Itaquera por sua orientadora, Amélia Damiani, como a idéia de uma 'urbanização crítica' aliada a imagens eficazes da precariedades do cotidiano do distrito, como quando se refere aos 'mares de gente', em busca de

---

<sup>176</sup> Usina CTAH (2003) Programa Bairro Legal: Plano de Ação Habitacional e Urbana Diagnóstico SEHAB/PMSP/BIRD, p.30

<sup>177</sup> Usina CTAH (2003) Programa Bairro Legal: Plano de Ação Habitacional e Urbana Diagnóstico SEHAB/PMSP/BIRD, p.30

'muito pouco para todos', através de um 'movimento que equaliza as pessoas, torna suas experiências individuais experiências coletivas: a impossibilidade do urbano para todos' (Silva, 2008:151). Suas análises são precisas e contundentes acerca do fenômeno urbano que transformou em poucas décadas aqueles territórios de mata virgem num dos distritos mais populosos e complexos da cidade.

*"A Cidade Tiradentes é um fragmento que se formou, enquanto um sedimento, sobre o espaço ocupado e concebido, predominantemente, pela 'Fazenda Santa Etelvina' e parte da região conhecida como 'Passagem Funda'. Esta região era povoada de muitas chácaras de fim-de-semana e veraneio das classes médias paulistanas e algumas outras pequenas fazendas, e mantinha uma vida rural em profunda conformidade com a vida urbana de uma metrópole que estava próxima, tão próxima a ponto de praticamente arrasar com toda a história e as práticas sócio-espaciais então existentes. Esta "terra arrasada" veio significada por uma passagem do rural para o urbano, marcada por toda uma miríade de terras abandonadas, chácaras e sítios invadidos por outras famílias que, em consonância com o Estado – no momento da implantação dos primeiros conjuntos habitacionais – trouxeram o urbano, para esta região, na qualidade de periferia distante: sem as infra-estruturas mais básicas de transporte, saneamento básico, saúde, educação, equipamentos de lazer etc. Isto sem contar com todas as histórias, muito conflituosas desde os primórdios da região leste paulistana, da posse e propriedade da terra, as querelas jurídicas, as grilagens e parcelamentos do solo, os desmandos das administrações públicas etc., que datam de muito antes da COHAB sequer existir enquanto companhia. Foi uma passagem para o urbano que excluiu o urbano como possibilidade."*<sup>178</sup>

---

<sup>178</sup> Silva, Marcio Rufino (2008) Mares de prédios e mares de gente: território e urbanização crítica em Cidade Tiradentes. Dissertação de Mestrado Geografia USP, p.74-75

## 7.2 A espoliação urbana e expansão da violência

A segregação sócio-espacial, traço dos mais característicos e contrastantes do panorama social da cidade de São Paulo, seria observada já pelo geógrafo Pierre Monbeig, nos anos 1950. Com a expansão urbana vertiginosa que caracterizou a década seguinte, significativos contingentes populacionais foram sendo progressivamente repelidos para as margens da cidade - os terrenos vagos 'que esperam o urbanista' nos limites da mancha urbana, cortiços superpovoados ou favelas instaladas nos terrenos residuais e inundáveis inseridos no tecido consolidado da cidade, a partir dos anos 1970. Monbeig sublinha inclusive o contorno étnico evidente nos mecanismos de segregação em funcionamento na cidade, ainda que situe a diferenciação como sócio-econômica, principalmente.

*"Tanto à leste como à oeste, a proporção de pessoas de cor aumenta nos distritos rurais, nas 'vilas' onde os terrenos e os aluguéis são mais baratos: em Itaquera e Lageado, de um lado, em Pirituba do outro e também no Norte, na região da Cantareira.(...) Os mulatos e mais ainda os negros são de uma maneira geral os mais pobres de todos os habitantes de São Paulo. Sua concentração nas ruas onde as casas são das mais miseráveis nos mostra isto. Assim que saímos dos bairros nobres de São Paulo e entramos, seja nos terrenos vazios que esperam o urbanista, seja nas velhas ruas, nós penetramos em território negro. A proximidade dos bairros nobres contribuem a atrair os negros pois suas filhas e esposas arranjam emprego como domésticas. A contiguidade faz emergir o contraste: ele é visível na paisagem urbana, ele se encontra na cor dos moradores e continua nos seus níveis de vida. É por isso que em São Paulo nos acostumamos a dizer que a separação entre negros e brancos é uma questão social muito mais do que a consequência de um preconceito racial."*<sup>179</sup>

Para o sociólogo Lúcio Kowarick, que desde os anos 1970 vem problematizando o modo de produção do urbano no Brasil a partir da 'conexão' latino-americanas com a teoria da marginalidade e da 'conexão' francesa com uma 'filosofia da urbanização' estuturalista<sup>180</sup>, a distância geográfica em relação os centros de atividades urbanas em que se implanta uma comunidade se traduziria em mais uma forma de 'espoliação urbana'.

*"A distância em relação aos locais de emprego constitui aspecto crucial quando se sabe que a locomoção em transporte coletivo atinge frequentemente quatro horas diárias, o que, acrescida de uma jornada de trabalho de oito, nove ou dez horas, pode significar grande esgotamento das energias físicas e mentais. Ainda mais quando é necessário nos fins de semana construir a casa própria em loteamentos das periferias ou melhorara e ampliar a moradia nas favelas: tanto os habitantes de cortiços das zonas centrais como aqueles que, para escapar dos aluguéis, entram na longa e penosa trajetória de atingir sua residência estão submetidos a um processo que denomino espoliação urbana."* (Kowarick, 2009:296)

Os conceitos que Kowarick introduz em uma série de publicações individuais ou organizadas por ele, bem como a descrição dos mecanismos que operam na constituição dos espaços urbanos, das lutas sociais que engendram e das condições de 'vida no risco' a que submetem moradores de

---

<sup>179</sup>*"A l'Est et à l'Ouest, la proportion des gens de couleur augmente dans les districts ruraux, dans les 'vilas' où les terrains et les loyers sont moins chers: à Itaquera et Lageado d'une part, à Pirituba de l'autre, ou bien, vers le Nord, dans la région de Cantareira.(...) Les Mulâtres et plus encore les Noirs sont d'une façon générale les plus pauvres de tous les habitants de São Paulo. Leur concentration dans les rues où les maisons sont les plus misérables suffit à le montrer. Dès que l'on sort d'un des beaux quartiers de São Paulo pour entrer soit dans des terrains vagues qui attendent l'urbaniste, soit dans les vieilles rues, on pénètre em territoire noir. C'est du reste la proximité de ces beaux quartiers qui contribuent à attirer les Noirs, car leurs filles et leurs femmes s'y emplient comme domestiques. La contiguité fait ressortir le contraste: il se voit dans le paysage urbain, il se retrouve dans la couleur des habitants et se continue dans leurs niveaux de vie. C'est pourquoi on se plaît à dire qu'à São Paulo la séparation entre Noirs et Blancs est une question sociale beaucoup plus que la conséquence d'un préjugé racial."* (Monbeig, 1953, p.81)

<sup>180</sup> Ver Arantes, Pedro (2009) 'Em busca do urbano: marxistas e a cidade de São Paulo nos anos 1970' in **Novos estudos - Cebrap** N°23 Mar/2009

favelas, cortiços e periferias em São Paulo ecoariam na produção da geração subsequente de profissionais envolvidos na questão da habitação e na crítica das desigualdades que a urbanização acabava por reproduzir na situação de subdesenvolvimento na qual se encontrava o Brasil nos anos 1980. Em 1985, no apagar de luzes da ditadura militar e do BNH, o grupo da FINEP que elabora o Inventário da Ação Governamental em habitação já destaca a dimensão e as raízes do problema da violência urbana, aspecto mais visível das várias crises econômicas a que esteve sujeita o país, com consequências diretas sobre a população que se instalava nas margens da cidade: *"A violência urbana, decorrente do crescente empobrecimento da população, assume caráter nacional a partir da expansão incontrolável dos assentamentos metropolitanos, cujos governos não contam com recursos para atender ao mínimo de infra-estrutura"* (FINEP/GAP, 1985:87).

Na mesma época, a antropóloga Alba Zaluar vinha estudando no Rio de Janeiro a realidade e o endurecimento das condições de vida, o clima de insegurança e a violência urbana no conjunto Cidade de Deus<sup>181</sup>, fenômeno gradual que se acompanhou de uma estigmatização do conjunto e seus habitantes pela imprensa da época, posteriormente através da literatura e do cinema. Os mecanismos de estigmatização, além do incremento expressivo da violência associada ao tráfico de armas e drogas, seria em tudo semelhante aos processos vivenciados na Cidade Tiradentes, sobretudo na década de 1990. O paralelo entre o conjunto carioca e os grandes conjuntos da zona Leste paulistana é evocado principalmente pelos textos oficiais da municipalidade paulistana que apresentam o distrito de Cidade Tiradentes<sup>182</sup>, mas também por antigos moradores dos conjuntos da COHAB, como o rapper Xis, em depoimento registrado pelo Museu da Pessoa em 2003, referindo-se diretamente ao romance de Paulo Lins (1997):

*"CDD é a Cidade De Deus. É um bairro igual a COHAB, o mesmo estilo da COHAB que foi feito no Rio de Janeiro. As pessoas não tinham condições e eles fizeram um bairro que fica dentro da cidade, dentro de Jacarepaguá, bem grande, onde várias pessoas de vários lugares vinham morar. E aí neste livro eles contam toda a trajetória do bairro, sabe, assim? Crime, a evolução profissional do bairro, e assim por diante. E a COHAB tinha bastante violência na época e vinham pessoas de classe eu acho que não tão favorecidas e que tinham problemas naturais que tem. A quantidade de droga não era tão grande, a quantidade de armas não era tão grande que nem tem hoje, que não é só na COHAB, mas em toda São Paulo..."*<sup>183</sup>

Em diversos episódios entre os anos 1990 e 2000, os nomes de Itaquera, Guaianases e da Cidade Tiradentes tomaram as manchetes de diários populares e telejornais sensacionalistas que alardeavam toques de recolher impostos por traficantes ou facções criminosas aos moradores e ao comércio local, por vezes mesmo durante o dia. O Padre espanhol Rosalvino Morán Vinayo,

---

**181** Ver sobretudo o livro da antropóloga Zaluar, Alba (1985) A máquina e a revolta: as organizações populares e o significado da pobreza. 1ª ed. São Paulo: Brasiliense. O 'best-seller' de Paulo Lins, Cidade de Deus (1997), entre o romance e a 'prosopografia' do bairro e o filme homônimo dirigido por Fernando Meirelles (2002), assim como diversos outros tipos de expressões culturais locais como o samba, o rap e o funk, não deixam de ser também referências incontornáveis no que tange à percepção deste território particular no imaginário popular e na história cultural da cidade do Rio de Janeiro.

**182** Ver o texto dedicado ao histórico do bairro, que dá origem ao seu verbete na Wikipedia, cujos termos e argumentos vem, grosso modo, de diagnósticos e documentos elaborados pelas equipes do Plano Diretor elaborado durante a gestão Marta Suplicy (2000-2004), além de diversas edições e reproduções destes trechos como nas publicações da PMSP e da Subprefeitura de Cidade Tiradentes: *"O bairro foi planejado como um grande conjunto periférico e monofuncional do tipo 'bairro dormitório', para deslocamento de populações atingidas pelas obras públicas, assim como ocorreu com a Cidade de Deus, no Rio de Janeiro"*. Informe Cidadão. Dez/Jan 2006, p.1 [Subprefeitura Cidade Tiradentes]

**183** Museu da Pessoa (2003) Depoimento de Marcelo dos Santos, o rapper Xis Disponível em <http://www.museudapessoa.net/index.php/historia/5313-historia-de-vida/texto>

ligado a obra social Dom Bosco, importante congregação religiosa sediada em Itaquera rememora os tempos de mais intensa criminalidade na região, que parece ter migrado com a expansão da mancha urbanizada, ao longo das décadas.

*“Ninguém falava nada. Aqui era um silêncio total. Aqui era um bairro de muita violência. Aqui era um silêncio. A certa hora, ninguém transitava mais na rua, quando eu cheguei. Todo mundo, quando eu cheguei, me olhava e me achava que era louco porque andava a pé pela rua, pela calçada, entrava nas casebres, nos cortiços e o povo se escondia para olhar a minha figura: “Quem é esse louco aqui? Quem é esse homem aí? O que que ele está querendo esse que era padre? É padre?” Então, eu me deparei com isso. E uma droga muito grande porque toda a borda de concentrados populacionais são áreas de muita violência. Não é que nós somos contra COHAB, nem contra esses aglomerados populacionais, mas a clientela, a população que se coloca ali, a beira desta COHAB, ela sofre violência. Ela é assim, sofredora também, desse traficante, deste cidadão que vende, que explora, que prostitui e que mata. Então, aqui como naquela época, ainda não havia os grandes aglomerados do final de Guaianases, a COHAB 2 era o último aglomerado, né? Quando eu cheguei 19 anos atrás, né? Então, aqui era que se condensava bastante a densidade da violência da área Leste. Asfaltaram, não tinha luz, não tinha nada. Aí, quando eu cheguei... Eu fui devagarinho. Era época da Rota na rua.”<sup>184</sup>*

A reação imediata a esta fobia coletiva seria o esvaziamento dos espaços públicos dos conjuntos e da retração dos moradores aos limites de seus espaços privados, procurando não se envolver com as dinâmicas do bairro, fenômeno comum à outras regiões periféricas da metrópole paulistana. Kowarick (2000:84) se refere à moradia como ‘o mundo do cidadão privado’, alheio à sua comunidade na tentativa de se isentar de realidades violentas diferentes da sua própria.

*“A violência tornou-se algo cotidiano para os habitantes das áreas periféricas. Hábitos e rotinas são desenvolvidos a partir de uma experiência baseada em acontecimentos que produzem insegurança, que tanto podem ser relatos de vizinhos ou da televisão como fatos presenciados pelas próprias pessoas. A sensação de medo está fundamentada na vivência do perigo iminente, imponderável, que pode acontecer a qualquer momento. Esta percepção coletiva imaginária e real vai forjando um conhecimento acerca da violência, sobre os bandidos e os locais aonde não se deve ir, bem como da polícia e dos lugares onde ela nunca chega. Desenvolvem-se explicações acerca do crime.”* (Kowarick,2009:296)

Mitológica ou real, em diversas medidas, a violência seria uma preocupação constante das regiões periféricas da cidade, passando pelas redes de criminalidade, pelos constantes episódios de explosões de cólera ou crueldade que davam lugar a tragédias familiares e até na maneira em que o cotidiano era apreendido por seus moradores em suas diversas instâncias, expressões eloquentes da falta de direito à cidade, segundo Kowarick.

*“A violência está fortemente presente no cotidiano de nossas cidades. Não apenas a da polícia ou dos bandidos, mas também a dos salários, transportes e jornadas de trabalho; isso para não falar nas situações de doenças, acidentes e desemprego ou nas formas espoliativas de moradia. E enquanto assim for, muitos permanecerão na condição de subcidadania. Sem direito à cidade.”* (Kowarick,2000:55)

A violência e a segregação sócio-espacial seriam para Kowarick, alguns dos principais elementos de uma situação de espoliação urbana a que eram submetidas as massas trabalhadoras no seu cotidiano.

*“Trata-se de um conjunto de situação que pode ser denominado de espoliação urbana: é a somatória de extorsões que se opera pela inexistência ou precariedade de serviços de consumo coletivo, que juntamente ao acesso à terra e à moradia apresentam-se como socialmente necessários para a reprodução dos trabalhadores e aguçam ainda mais a dilapidação decorrente da exploração do trabalho ou, o que é pior, a falta desta. Na Grande São Paulo, são inúmeras as manifestações dessa situação espoliativa, que vão desde as longas horas despendidas nos transportes coletivos até a precariedade de vida nas favelas, cortiços ou casas autoconstruídas em terrenos geralmente clandestinos e destituídos de benfeitorias básicas, isto para não falar*

---

184 Museu da Pessoa (2003) Depoimento do Padre Rosalvino Morán Vinayo Disponível em <http://www.museudapessoa.net/index.php/historia/5305-historia-de-vida>

*na inexistência das áreas verdes, da falta de equipamentos culturais e de lazer, da poluição ambiental, da erosão e das ruas não-pavimentadas e sem iluminação.*<sup>185</sup>

Muitos seriam os exemplos e depoimentos que poderíamos infinitamente acumular que se traduzem em um sentimento coletivo ligado à 'espoliação urbana' em suas mais variadas formas, através das experiências destes personagens da 'miséria do mundo'<sup>186</sup> brasileira.

*"a espoliação urbana só pode ser entendida como produção histórica que, ao se alimentar de um sentimento coletivo de exclusão, produz uma percepção de que algo - um bem material ou cultural - está faltando e é socialmente necessário. Dessa forma, a noção contém a idéia de que o processo espoliativo resulta de uma somatória de extorsões, isto é, retirar ou deixar de fornecer a um grupo, categoria ou classe o que estes consideram como direitos seus. Não na acepção de legislação positiva, mas no sentido de uma percepção coletiva segundo a qual existe legitimidade na reivindicação por um benefício e que sua negação constitui injustiça, indignidade, carecimento ou imoralidade: o legítimo pode institucionalizar-se e até transformar-se em norma jurídica. Mas igualmente vital é o lento, oscilante e contraditório processo de desnaturalização da violência que impregna a banalidade do cotidiano nas metrópoles do subdesenvolvimento industrializado."*(Kowarick,2000:107)

Nos limites da mancha urbanizada, sobre terrenos de difícil acesso e de natureza delicada, se instalariam ao longo de toda a segunda metade do século XX as populações marginalizadas pelos ciclos econômicos que atingiram outras regiões mais centrais da cidade e provocaram sua expulsão destas zonas de urbanização mais consolidada, com a ajuda ou a simples omissão do poder público. Muitas delas se instalariam na Cidade Tiradentes, removidas de favelas como a da Vila Prudente e das Águas Espriadas, para nos restringir aos mais célebres casos, para dar lugar a grandes obras viárias levadas à cabo por prefeitos que insistiam na tradição ademarista do 'rouba mas faz', com ênfase em túneis, pontes e viadutos priorizando o transporte individual nas zonas mais centrais da cidade. Mesmo publicações oficiais do poder público municipal, já nos anos 2000, assumiriam o 'grave erro' em termos de planejamento urbano e ambiental que estariam na origem da Cidade Tiradentes, atribuindo a segregação sócio-espacial que ele engendra ao 'modelo habitacional implantado'.

*"O Município de São Paulo adquiriu uma dívida social com a Cidade Tiradentes, em decorrência da falta de planejamento estrutural quando da instituição deste Distrito no início dos anos 80. Na época, a paisagem local marcada pela vegetação da Mata Atlântica foi substituída pela proliferação de conjuntos habitacionais construídos como um grande conjunto periférico e monofuncional, do tipo 'bairro dormitório', para deslocamento de muitas famílias que aguardavam na 'fila' a casa própria. O modelo habitacional implantado provocou um processo de segregação sócio-espacial da população que para cá migrou, além do que, ficou distante da promoção do desenvolvimento sustentável baseado no tripé: desenvolvimento econômico, desenvolvimento social e equilíbrio ambiental."*<sup>187</sup>

A distância geográfica dos principais pólos de trabalho e atividades urbanas da metrópole paulistana, agravada pela precariedade nos meios de transporte público que caracteriza a realidade da mobilidade na cidade ao longo de todo século XX, seria em si um fator de exclusão, uma vez que o tempo e o custo do transporte eram entendidos pelos possíveis padrões como

---

<sup>185</sup> Kowarick, Lucio (2000) Escritos urbanos Editora 34, p.22. Ver também A espoliação urbana (1979) Paz e Terra, onde o sociólogo descreve detalhadamente o processo e também Viver no risco - Sobre a vulnerabilidade socioeconômica e civil (2009) Editora 34, onde ele analisa situações contemporâneas de habitação precária em favelas, periferias e cortiços, estabelecendo paralelos com casos análogos na França e nos Estados Unidos.

<sup>186</sup> Bourdieu, Pierre (1993) La misère du monde Editions du Seuil

<sup>187</sup> Prefeitura Municipal de São Paulo (2007) Balanço 2 Anos de gestão Subprefeitura Cidade Tiradentes. Secretaria de Coordenação das Subprefeituras



prejuízo imediato, levando muitos dos empregadores a descartar as propostas de emprego dos moradores da Cidade Tiradentes precisamente por este motivo. Diversos outros trabalhos acadêmicos recentes elegeram o distrito como 'laboratório de estudo' de condições críticas de urbanidade, sob os mais diferentes aspectos. Se é verdade que haviam no bairro situações de pobreza, precariedade e descaso do poder público flagrantes, tais situações também não seriam incomuns em outros territórios 'marginais' da metrópole; uma certa insistência da mídia e de pesquisadores acabou por contribuir com um processo de estigmatização do bairro.

*"No início dos anos 2000 Cidade Tiradentes acumulava um sem número de precariedades e carências, condicionando a vida de seus moradores e submetendo-os a um quadro de segregação, exclusão e alienação urbanas decorrentes diretamente da política habitacional implementada sob a égide do BNH. A soma dessas precariedades, desemprego e isolamento, aliados à ausência do Estado – a despeito de sua presença opressiva refletida na morfologia urbana do distrito – produziram um quadro de tensão social e criminalidade que tornou Cidade Tiradentes um dos distritos mais violentos e com maior taxa de homicídios da cidade de São Paulo" (Otero, 2007:168).*

O relatório da Assessoria Usina para o programa Bairro Legal não deixa de considerar a criminalidade difusa que amedronta e desafia cotidianamente os moradores de Cidade Tiradentes, mas procura entender suas origens na própria constituição do bairro, que reuniu populações de favelas removidas ou incendiadas, juntamente com demandas originárias das listas da COHAB-SP, além de protegidos de vereadores e lideranças locais.

*"Bairro Violento: A construção dos grandes conjuntos habitacionais no extremo leste da cidade de São Paulo, destinados a abrigar enormes contingentes populacionais que foram sistematicamente expulsos de outras regiões da cidade, deve ser entendida como o primeiro momento de ação violenta, que funda o bairro e lhe estabelece uma marca. O interesse econômico que norteia a execução das obras no espaço de Cidade Tiradentes, já no apagar das luzes do Sistema Financeiro da Habitação, dá rosto a uma intervenção estatal que subverte o caráter público que lhe é pressuposto."<sup>188</sup>*

Através de oficinas com a população, a assessoria Usina procurou mapear as áreas do bairro associadas ao medo, tentando entender as origens destes sentimentos coletivos, muitas vezes relacionados à falta de infra-estrutura. A atividade do crime se concentraria também em muitas destas microterritorialidades, capilarizando-se pelo distrito e levando ao aumento dos índices de violência urbana.

*"Esse espaço físico fragmentado e a sociabilidade violenta das gangues juvenis serão a base sobre a qual se assentará a organização do tráfico de drogas. A força econômica do tráfico transforma, a partir daí, o que poderia ser uma mera briga de grupos rivais numa disputa de morte por locais de comercialização de tóxicos, potencializada pelo uso não coibido de armas de fogo."<sup>189</sup>*

Também a dissertação de mestrado de Anderson Kazuo Nakano (2002) abordou a construção de quatro grande conjuntos na zona Leste, entre eles a Cidade Tiradentes, do ponto de vista da segregação sócio-espacial vivida por seus moradores.

*"Logo que os conjuntos habitacionais foram sendo entregues para as famílias de baixa renda na década de 1970 e 1980, ficou evidente que se tratava de uma continuidade da segregação sócio-espacial que construiu o processo de apartação territorial entre ricos e pobres que estruturou, desde sempre, o crescimento da cidade de São Paulo em seus períodos de expansão ao longo do século XX, notadamente*

---

<sup>188</sup> Usina CTAH (2003) Programa Bairro Legal: Plano de Ação Habitacional e Urbana Diagnóstico SEHAB/PMSP/BIRD, p.65

<sup>189</sup> Usina CTAH (2003) Programa Bairro Legal: Plano de Ação Habitacional e Urbana Diagnóstico SEHAB/PMSP/BIRD, p.67

nas décadas de 1950 e 1960. As COHABs foram construídas em meio a loteamentos periféricos precários clandestinos, e, no caso da COHAB Cidade Tiradentes, fora dos territórios urbanizados, em áreas distantes dos empregos, escolas, hospitais, pólos comerciais, espaços públicos, equipamentos culturais, lugares para o encontro, o convívio, as trocas sociais, enfim, de todos os atributos que efetivam uma área urbanizada como cidade.” (Nakano, 2002:95).

Os historiadores Orlando Silva e Willian Sartoris, moradores do bairro, tentam compreender as dinâmicas e as lutas de uma 'política de exclusão' associada à constituição da Cidade Tiradentes. Os autores atribuem a construção de uma identidade particular intrinsecamente ligada ao movimento pelos direitos dos negros à reação a este tipo de política socialmente excludente.

*“o distanciamento da área de Santa Etelvina em oposição ao centro da cidade de São Paulo é uma forma de excluir socialmente, retratado no aspecto geográfico, tornando-se muitas vezes, localidades distantes para trabalhadores que se reservam utilizar esta forma de residência como somente cidade-dormitório.”<sup>190</sup>*

O professor de história e morador do bairro Bartolomeu Targino, responsável por um projeto de resgate da memória do bairro chamado “Historiando a Cidade Tiradentes”, explica os termos do estigma, no depoimento concedido ao geógrafo Marcio Rufino da Silva (2008).

*“As pessoas aqui, de certa forma, são estigmatizadas. [...] Porque toda vez que você vai fazer uma entrevista de emprego, e você diz que você mora no extremo leste da cidade, as pessoas já colocam empecilho por isso, por conta disso. É uma das coisas que pesam muito. [...] ‘Você mora longe’. Tem uma greve de condução, você não está próximo de um outro meio de condução, por exemplo, parou o ônibus, você tem que estar próximo de um metrô. Se você sair daqui da Cidade Tiradentes pra ir até Itaquera você vai gastar entre 30 e 50 minutos de van. Se você pegar uma van no Tatuapé e vir até a Cidade Tiradentes, você vai gastar por volta de uma hora e trinta minutos, isso se não chover. Porque se chover, as coisas complicam mais ainda, né, você pode ficar no meio do caminho e não chegar na Cidade Tiradentes. Porque tem o Aricanduva, porque tem o ‘tobogã’. [...] E quando chove ali inunda e os ônibus não passam. As pessoas descem ali e vêm caminhando até a Cidade Tiradentes, até o local de moradia.” (Silva, 2008:215)*

Este olhar estigmatizante sobre bairro, além das urgências básicas ligadas à sobrevivência diária pode ter contribuído tanto para a emergência de solidariedades e identidade locais características da Cidade Tiradentes quanto para a ocorrência dos muitos episódios violentos que tiveram como palco a região.

*“A percepção desta ausência de investimentos públicos necessários para a subsistência e dignidade coletiva, foi discutida em lugares públicos do próprio subdistrito Santa Etelvina do Bairro Cidade Tiradentes, em pontos de encontro como, residências que serviam para discussão entre os familiares que se depararam com as questões sociais emergenciais do próprio bairro, encontro de amigos nos finais de semana em campos de futebol, nos bares típicos dessa periferia, entre outros lugares que propiciaram o encontro e o diálogo no coletivo.”<sup>191</sup>*

A antropologia urbana traria importantes abordagens para compreender o violento cotidiano do morador da Cidade Tiradentes, em meio à uma paisagem composta de autoconstrução, conjuntos deteriorados, grades, muros e pixações. Teresa Caldeira (2000) identifica o surgimento de um novo padrão de segregação urbana nas periferias de São Paulo, fundado na expressão arquitetural do medo, a partir de observação cotidiana e das histórias dos moradores de um loteamento popular da zona Leste.

---

**190** Silva, Orlando e Sartorio, Willian (s/d) Política da exclusão - Lutas sociais e experiências do cotidiano dos moradores do subdistrito Santa Etelvina do bairro Cidade Tiradentes (1980-1990) Univ. Cidade de São Paulo, p.7

**191** Silva, Orlando e Sartorio, Willian (s/d) Política da exclusão - Lutas sociais e experiências do cotidiano dos moradores do subdistrito Santa Etelvina do bairro Cidade Tiradentes (1980-1990) Univ. Cidade de São Paulo, p.7

Teresa Caldeira se refere no entanto a um fenômeno ainda mais recente: os 'enclaves fortificados', ao impor uma proximidade espacial sustentada por limites impostos e controlados por sistemas de segurança sucederam o modelo centro-periferia dominante até os anos 1980 que isolava os pobres nas periferias longínquas. A realidade construída e policial do distrito que concentra mais conjuntos habitacionais da cidade nos revela uma sobreposição dos padrões mapeados por Caldeira (2000 e 2012).

*"As democracy institutionalized, violent crime increased. With violence came a proliferation of narratives - a talk of crime - that articulated prejudices, justified intolerance and generated a new mode of production of space. The city became walled as citizens built fortified enclaves for living, work, consumption and leisure."*<sup>192</sup>

A **Expedição São Paulo 450 anos**, organizada pela Prefeitura como parte da comemoração dos 450 anos da cidade levou alguns antropólogos, historiadores, arquitetos e geógrafos ao encontro dos limites da cidade, começando pelo seu fim, ou seja, pela Cidade Tiradentes. No volume que sintetiza a experiência, Maria Lucia Montes identifica aquele que era naquele momento a principal característica que identificava os limites de São Paulo:

*"Da Cidade Tiradentes ao Jardim Rosana e Jardim Ângela, tocamos os extremos do imaginário da violência na metrópole. Nos noticiários, ela parece campear solta, nas cifras de chacinas e crimes hediondos. Por ela se define a imagem dos bairros, junto com enchentes e deslizamentos de morro ou incêndios de favelas. Ao procurar emprego, um jovem não pode dizer que mora em Cidade Tiradentes, pois a vaga que parecia certa não será preenchida por 'gente que vem de lugar onde só tem bandido'"*<sup>193</sup>.

A coleção de cartografias e dados especializados produzida ao longo das últimas duas décadas, começando pelo **Mapa da exclusão** elaborado em 1991 por uma equipe ligada à Pontifícia Universidade Católica de São Paulo (PUC SP) coordenada pela assistente social Adailza Sposati, atualizado em 2000, até as publicações temáticas e ampla base de dados recentemente disponibilizadas na internet através do **Programa Dados Abertos**<sup>194</sup>, confirmam estatisticamente os características mais importantes da ocupação da Cidade Tiradentes: predominância de população negra e parda, altos índices de homicídios, desemprego e 'vulnerabilidade social', conceito criado para dar conta da instabilidade a que são submetidos muitos núcleos familiares do distrito.

---

<sup>192</sup> Caldeira, Teresa (2012) 'Imprinting and moving around: new visibilities and configurations of Public Space in São Paulo' in **Public Culture** Duke University Press p.385-419

<sup>193</sup> Montes, Maria Lucia 'Fragmentos da metrópole nos seus 450 anos' in PMSP (2004) **Expedição São Paulo 450 anos - uma viagem por dentro da metrópole** Museu da Cidade de São Paulo/ Secretaria Municipal de Cultura

<sup>194</sup> Ver sobretudo as publicações **Olhar São Paulo - Violência e criminalidade** PMSP (2008) e **Contrastes Urbanos**, realizada pela equipe da SEMPLA e disponíveis em [http://www.prefeitura.sp.gov.br/cidade/secretarias/desenvolvimento\\_urbano/dados\\_abertos/](http://www.prefeitura.sp.gov.br/cidade/secretarias/desenvolvimento_urbano/dados_abertos/).

### 7.3 Movimentos populares na zona Leste

Durante a segunda metade do século XX, como vimos, os territórios do extremo da zona Leste iriam sendo gradualmente ocupados por distintas levas de imigrantes e migrantes que ocupavam os postos de trabalho livres nas indústrias e centros de comércio e serviços espalhadas pela metrópole paulistana. A indústria automobilística instalada no ABC paulista, precariamente conectada à Cidade Tiradentes através dos trólebus intermunicipais progressivamente instalados, absorveria parte da mão de obra alojada ali, assim como diversos pólos de comércio e serviços da própria zona Leste como o Tatuapé, o Brás, a Mooca, juntamente com a região central, principal concentração de empregos que continua atraindo diariamente um fluxo intenso pelos trilhos da Companhia Paulista de Trens Metropolitanos (CPTM) de uma enorme massa de 'peões', trabalhadores dos setores da indústria, comércio e serviços instalados nas chamadas cidades-dormitório.

A proporção de trabalhadores informais cresceria também com o final do século, introduzindo modificações significativas na atividade política que emergiu durante a abertura democrática, em comparação com a ideologia do subúrbio, calcada na célula familiar, no individualismo, na apatia política, no individualismo, na valorização da ascensão social pelo trabalho e méritos próprios e em uma certa fidelidade canina ao patrão e demais diretores, em respeito à hierarquia e à divisão social do trabalho. Maria Celia Paoli vai identificar dentro desta categoria geral duas formas básicas de agrupamento familiar, divida entre migrantes do campo e descendentes de imigrantes formando núcleos familiares e comunitários mais coesos e estruturas familiares caracterizadas pela 'autodesorganização permanente'<sup>195</sup> e pela condição de marginalidade. José de Souza Martins é um dos sociólogos que vai, por força de sua origem operária, prestar atenção às mudanças que ocorrem no âmago da classe trabalhadora na virada dos anos 1970 para os anos 1980.

*“O operário de então era bem diferente do operário que começaria a surgir na década seguinte, nas grandes fábricas de automóveis do ABC, cuja família não era mais apenas o parente e a fábrica, mas, sobretudo, o sindicato. O que decorria do deslocamento do eixo de lealdades da fábrica para o sindicato, um grupo de referência sociologicamente diferente na situação social do operário, substituto do velho padrão paternalista e familista das relações de trabalho.”* (Martins, 2011, p.379)

Se para a intelectualidade marxista a sociedade se dividia estruturalmente em classes, no interior de cada uma delas haveriam muitas fissuras e clivagens, dificultando o entendimento e o consenso em torno de plataformas e práticas políticas comuns. *“A realidade operária era assim, mistura de idéias políticas, de concepções sociais, de convicções religiosas 'inimisturáveis' para ideólogos, sociólogos e analistas políticos.”* (Martins, 2011, p.412)

Os estudos recapitulativos da constituição de uma historiografia e determinados entendimentos sobre as transformações de que foi objeto e protagonista a classe operária no final dos anos 1970 e começo dos anos 1980 são objeto de um interessante artigo retrospectivo de Sader e Paoli (1986), no qual constatam que *“o diagnóstico da heterogeneidade cultural, étnica e regional das classes populares é fundamental”*<sup>196</sup>.

---

<sup>195</sup> Paoli, Maria Celia. 'A família operária: notas sobre sua formação histórica no Brasil' in Tempo Social; Rev. Sociol. USP, 4(1-2): 17-41, 1992.

<sup>196</sup> Sader e Paoli 'Sobre 'classes populares' no pensamento sociológico brasileiro (Notas de leitura sobre acontecimentos recentes' in Cardoso, Ruth (org.) (1986) A Aventura Antropológica - Teoria e pesquisa Paz e Terra

Sader e Paoli (1986) apontam uma geração de autores sobretudo paulistas, mas também o francês Alain Touraine, que vai produzir reflexões sobre as transformações de que são objeto as classes populares durante o período de abertura política e redemocratização, responsáveis pela construção de uma estigma da classe operária naquele momento. Tratar-se-ia de uma

*“imagem de classe trabalhadora que se tornou paradigmática como representação de um sujeito, cujo traço distintivo é a sua negatividade - isto é, a falta de uma identidade social e política coletiva, a falta de uma coerência e racionalidade a partir de sua posição objetiva no processo de produção, a falta de uma consciência adequada de classe, a falta de uma autonomia mínima de movimentação coletiva solidária.”*<sup>197</sup>

Era o momento do surgimento de uma nova força política, que dividiria sua ação de militância entre as portas das fábricas, os bairros e os pontos de ônibus que consumiam a energia e o tempo dos trabalhadores, ajudando a espalhar pela região metropolitana sentimentos de indignação e solidariedade que acabavam por ajudar a consolidar a rede no qual irão se construir as bases das novas tendências políticas que surgirão no espectro político brasileiro da abertura democrática dos anos 1980. A origem comum destes novos movimentos era sem dúvida a ação comunitária de diversos setores da Igreja Católica, através das Comunidades Eclesiais de Base (CEBs) e Pastorais, que caminhará em paralelo e em estreita colaboração com Sindicatos e Associações de bairro.

*“até 1978, o principal campo de articulação do movimento operário ainda seria os bairros. Sua extensão ainda dependia muito dos canais abertos pelas Comunidades Eclesiais de Base e outras formas de organização popular. Os trabalhos de bairro permitiram o surgimento de inúmeros militantes, coisa que só o trabalho no interior das fábricas não garantia ou fazia em escala muito reduzida. Vários são os exemplos de operários que antes de assumirem uma ação militante nas fábricas, passaram pelo aprendizado de organização e luta nos bairros. Também são vários os exemplos de pequenas lutas desenvolvidas nas fábricas preparadas por operários a partir do seu local de moradia”* (Telles, Vera Silva (1982) in *O bairro e a fábrica: a luta dos metalúrgicos em São Paulo* CEDEC in Kowarick,2000:36)

Destas bases e urgências comuns em torno da moradia vão se organizar movimentos sociais relativamente bem articulados, que formularão propostas para contribuir na solução da moradia popular, exigindo que o poder público cumpra com os preceitos constitucionais (a partir de 1988), incentivando a produção de habitação social e promovendo uma ainda vaga reforma urbana.

*“Neste sentido, em incontáveis pontos da metrópole despontaram, desde o início dos anos 70, grupos e associações que discutiam as condições espoliativas da vida cotidiana, pressionando de múltiplas formas os poderes públicos e, mais do que isso, trazendo à tona problemas que forjaram uma consciência de exclusão que passou a ser um elo de reivindicações entre os moradores de numerosos bairros das periferias da metrópole: naquela época, em grande parte devido à ação da Igreja católica por intermédio das Comunidades Eclesiais de Base (CEB), clubes de mães, associações de jovens e outras articulações ligadas às pastorais católicas, as pessoas passaram a se reconhecer, a perder o medo de pensar e agir e, de forma ainda embrionária e fragmentada, começaram a esboçar um campo de resistência e organização popular.”* (Kowarick,2000:37-38)

1978 parece ser de fato um marco para a emergência de novas reivindicações que culminariam com as célebres greves organizadas pelos metalúrgicos do ABC nas quais emerge a personalidade política de Luiz Inácio 'Lula' da Silva, figura chave do Partido dos Trabalhadores que irá se organizar a partir deste momento, institucionalizando-se no começo dos anos 1980. De acordo com Paoli e Sader, (1986), *“A irrupção grevista de 1978 apareceu como um acontecimento que consagrava as novas interpretações, contrariando o imaginário instituído sobre a classe. Assim, este*

---

197 Sader e Paoli in Cardoso, Ruth (org.) (1986) *A Aventura Antropológica - Teoria e pesquisa* Paz e Terra, p.49

*acontecimento foi visto, nomeado e interpretado por uma grande quantidade de pesquisadores, jornalistas e militantes.”*<sup>198</sup>

O documentário ABC da greve, de Leon Hirszman, realizado em 1979 mostra bem as condições de vida nas favelas e periferias paulistanas daquele momento, muitas ocupadas por nordestinos recém-chegados a São Paulo, empregados da indústria automobilística, em paralelo ao surgimento deste notável personagem político brasileiro de origens francamente populares, que descrevem precisamente a trajetória de um migrante nas franjas da metrópole paulistana que consegue se impôr no centro da vida política nacional. O longa Eles não usam Black-Tie, do mesmo diretor, também apresenta um retrato contrastado porém verossímil do imaginário e da realidade das classes populares nos limites da metrópole paulistana no começo dos anos 1980<sup>199</sup>.

As dimensões destas mobilizações eram múltiplas, envolvendo diversas reivindicações setoriais que acabavam por tornar-se solidárias entre si e ganhar a simpatia de alguns setores da opinião pública e o apoio de diversos artistas, forjando uma solidariedade em torno da 'luta' por melhores condições de vida para as classes trabalhadoras.

*“Especialmente a partir de 1978, ampliam-se as mobilizações de cunho mais nitidamente social: as greves operárias do ABC e da capital, o Movimento do Custo de Vida, as greves de professores, dos motoristas de ônibus e de táxis, dos lixeiros, dos médicos e funcionários de hospitais, dos jornalistas, dos funcionários públicos e, até mesmo, as 'greves brancas' da polícia mostram a amplitude da insatisfação com os salários e as condições de vida; protestos públicos de moradores da periferia e de favelados exprimem os reclamos dos trabalhadores no que se refere ao uso do solo urbano e a política discriminatória dos serviços públicos; o movimento por creches congrega clubes de mães, associações femininas e movimentos feministas, revelando um novo grau de articulação das mulheres em torno dos problemas que as atingem. Ao lado das mobilizações organizadas, ocorrem formas de protesto explosivo: as depredações e motins no centro da cidade, por ocasião da frustrada greve dos bancários, e na periferia, em momentos de elevação dos preços dos transportes coletivos ou de colapso do seu já precário atendimento, revelam o potencial de revolta de uma população reprimida anos a fio.”*<sup>200</sup>

O papel dos movimentos ligados a moradia são centrais para que possamos compreender as dinâmicas sociais nestes territórios populares, cujos habitantes são disputados em diferentes categorias - clientes, fiéis, torcedores ou militantes, por distintas associações que procuram ao mesmo tempo ser instância de sociabilidade e meio de expressão das reivindicações locais. Uma verdadeira miríade de associações e grupos religiosos, culturais e esportivos vai ajudar a tecer a rede de sociabilidades nos espaços dos conjuntos habitacionais, a partir de anseios comuns.

*“A escassez relativa dos serviços urbanos básicos é inteiramente sofrida pelos que tem pouco dinheiro para dispendar com a moradia, porque o que ganham tem que ser gasto com alimentação, vestuário e condução. Quanto maior esta escassez, tanto maior a privação dos mais pobres. Estes prontamente tem todo interesse na expansão daqueles serviços, o que os leva, sempre que possível, a se organizarem para pressionar o poder público no sentido de aumentar a parcela dos investimentos e gastos públicos dedicada a este fim. Daí os movimentos de bairro, que surgem como resultado da aglutinação dos moradores das áreas pobres da cidade para fins de ajuda mútua e passam, em certas circunstâncias, a mobilizar a população para reivindicar*

---

<sup>198</sup> Sader e Paoli in Cardoso, Ruth (org.) (1986) A Aventura Antropológica - Teoria e pesquisa Paz e Terra, p.49

<sup>199</sup> Ver o artigo do brasilianista French, John D. (2001) 'They Don't Wear Black-Tie: Intellectuals and Workers in São Paulo, Brazil, 1958-1981' in International Labor and Working-Class History No. 59, Spring 2001, pp. 60-80 Duke University

<sup>200</sup> Singer e Brant (Orgs.) (1980) São Paulo: O povo em movimento Petrópolis: Vozes, p.25

maior participação no usufruto do que se pode denominar de 'bens coletivos' da comunidade urbana" (Singer, 1980: 85)<sup>201</sup>

Para pesquisadores e observadores como Lúcio Kowarick, Paul Singer e Vera da Silva Telles, a emergência destes novos movimentos sociais sua estruturação de base nos bairros era o que possibilitava o avanço progressivo e a introdução de questões centrais à luta de classes nas periferias de uma 'metrópole no subdesenvolvimento industrializado'.

Nos anos da abertura democrática, estruturaram-se em torno de sindicatos, associações de bairros e igrejas progressistas como as Comunidades Eclesiásticas de Base (CEBs), movimentos sociais de cunho reivindicativo setorial que acabam por formar as bases da representação política da classe trabalhadora após o período de ditadura militar. O Padre espanhol Rosalvino Morán Vinayo, reconstituiu em depoimento o sincrético ambiente político e associativo do bairro no começo da ocupação dos conjuntos da COHAB-SP.

*"1981, eu começava a pintar aqui, em Itaquera para conhecer o bairro. Porque os bispos de São Paulo me convidavam para trabalhar... Nós estávamos formando a Pastoral do Menor, da arquidiocese de São Paulo que Dom Paulo Evaristo entregava para Dom Luciano. Porque foi Dom Paulo que me ordenou o sacerdote. Foi ordenado por Dom Paulo no Imirim, Santa Terezinha... Naquela época, era um fato inédito. A gente era sagrado padre nas matrizes maiores do centro. Então, o fato de eu ter saído do centro para me ordenar em uma capela de uma periferia, já era um gesto bastante significativo na época. Já era um pouco, eu acho que o meu compromisso com a pobreza, com a periferia que era o grande tema do Evaristo Arns da época, das comunidades eclesiais de base. Fortalecer, criar... Este nascer dessas pequenas comunidades religiosas chamadas comunidades eclesiais de base, que é de onde nasceram as grandes idéias de uma sociedade de fraternidade, de igualdade onde nasceu o próprio PT, né? Que defende um pouco, essas causas, essas minorias, nasceu no Dom Bosco, na igreja, no berço, nas lutas, nas militâncias, no asfalto, na saúde, a educação, a moradia. Todas essas militâncias é que acabou gerando até, o partido político. Partido que hoje é o PT. Os fundadores sabem muito bem disso. Que nasceu na igreja, nasceu nessas próprias comunidades eclesiais de base. Então, eu lá no Bom Retiro, depois desses anos todos que por ali fiquei... Quer dizer, estruturando obra e fazendo a obra florir, desenvolver, ser bastante respeitada, não só no bairro, como também já na cidade de São Paulo é que os bispos fizeram esse convite. Ajudaram na Pastoral do Menor, da arquidiocese. E também, um desafio, por que que os salesianos só tinham obras no centro de São Paulo? Campos Elíseos, Bom Retiro, Santa Terezinha, Lapa, Móoca, coisas que nós não víamos nas grandes periferias. E os bispos, então disputaram um pouco esse tipo de presença nossa. O Dom João falecido, na época. O Dom Francisco que era de Santo Amaro também me levou, me convidou. Queria que eu fosse trabalhar com ele. E o Angélico que estava em Itaquera que era regional de Dom Paulo Evaristo que era diocese, na época de São Miguel é que venceu a parada quando ele me oficiou, convidou e o Dom Evaristo abençoou a idéia e falou: "Os salesianos em Itaquera é mais, mais benéfico." Devido as COHABs que chegavam para cá, aquela densidade populacional enorme, bairro dormitório. Eu vim para Itaquera e vi que o povo precisava da nossa presença, então eu fui fundando a obra devagarinho com muita calma, com muita paciência."*<sup>202</sup>

Já o caso dos Movimentos de moradia ligados à União de Movimentos de Moradia (UMM) e ao Movimentos dos trabalhadores rurais Sem Terra (o MST), que surgiu no campo em paralelo à organização de associações urbanas, é singular no que tange às mobilizações surgidas no final dos anos 1970 na medida em que conseguiu criar uma rede bastante consolidada de 'células' articuladas às instâncias 'superiores' do movimento, mantendo uma relativa autonomia perante o Estado e logrando realizar conjuntos notáveis tanto do ponto de vista da arquitetura quanto da participação popular. Para seus representantes, a participação direta dos seus associados na

<sup>201</sup> Singer e Brant (Orgs.) (1980) São Paulo: O povo em movimento Petrópolis: Vozes

<sup>202</sup> Museu da Pessoa (2003) Depoimento do Padre Rosalvino Morán Vinayo Disponível em <http://www.museudapessoa.net/index.php/historia/5305-historia-de-vida>

construção dos conjuntos era indispensável, seja como fossem as condições, num primeiro momento, para incorporarem a autogestão entre seus fundamentos posteriormente.

*“Todos esses movimentos vêm se organizando desde 1978 em torno da luta pela urbanização de favelas, pela posse da terra na periferia de São Paulo e, mais recentemente, em torno de propostas de apoio mútuo como fórmulas para baratear o custo da habitação.(...) São três as fórmulas encontradas para baratear o custo da construção propostas pelos futuros moradores: mutirão , a principal delas, onde as casas seriam construídas pelo próprio grupo de pessoas que se juntasse; autoconstrução, onde cada família construiria a própria casa dentro do terreno conseguido pelo grupo; embrião, onde uma empreiteira, empregando os desempregados do grupo, construiria um cômodo com banheiro e as famílias posteriormente completariam a construção da casa”<sup>203</sup>.*

Para além das preferências políticas, muitas práticas culturais e associativas que logo se desenvolveram entre as populações instaladas nos conjuntos da zona Leste ajudariam a criar, pela apropriação de espaços intersticiais e precários equipamentos públicos, sentimentos de pertencimento diversos no interior do grande conjunto, caracterizando, particularizando e distinguindo os territórios e ‘pedaços’, como veremos adiante.

A transferência da Escola de Samba Príncipe Negro, fundada em 1983 pelas comunidades da Vila Prudente e posteriormente instalada nos apartamentos dos conjuntos da Cidade Tiradentes, é um indício claro do uso dos então recém construídos blocos de apartamentos, casas e embriões como repositório de populações removidas de favelas instaladas em áreas mais centrais, além de constituir um espaço de sociabilidade fundamental dos territórios populares brasileiros.

Ao mesmo tempo em que nascia o grande conjunto da Cidade Tiradentes, começava a estruturar-se, ainda de maneira bastante embrionária porém constante, o movimento cultural em São Paulo calcado na expressão originalmente norte-americana do RAP e do *hip hop*, que associa à expressão musical elementos de dança, artes visuais e moda. Marcelo dos Santos, o rapper Xis, morador de Itaquera desde os primórdios dos primeiros conjuntos da COHAB, esclarece os termos que caracterizam a ‘cultura *hip hop*’.

*“A cultura hip hop... são quatro elementos: o break, que é a dança; o grafite, que é a arte; o rapper, o MC, que é o mestre de cerimônias e o DJ, que é o... não músico, mas o responsável pelo som, que faz o som. Então são quatro elementos que andam separados. O rap se destaca mais porque ele é comercializado. Ele gera dinheiro, então no mundo capitalista ele vai ser mais explorado. O rap pode ser explorado de diversas maneiras, enquanto modelo, enquanto músico... nossa Uma infinidade de maneiras. O cara que dança, que faz grafite nem tanto, entendeu? O grafite ele grafita no muro e fica ali. Às vezes surgem umas exposições, aparecem alguns cursos... O break às vezes também pintam algumas coisas relacionadas à dança e o DJ atua lado a lado com o MC, então muitas vezes ele está ali aparecendo, e faz festa e o mundão gosta de festa, tem muita casa noturna, o mercado é legal. Cultura hip hop é isso aí. Muitos chamam de movimento hip hop, que não existe. Não existe movimento hip hop. Movimento é tipo assim, é algo que foi feito para conseguir alguma coisa e acabar e cultura hip hop não é isso, ela não vai acabar, é maneira de vestir, é maneira de pensar, é maneira de agir, entendeu? Não é que nem o MST: “Ah, queremos terra.” Conseguiu a terra e acabou o movimento. Não é isso, entendeu? Não, cultura hip hop é para a vida inteira, o pessoal vai andar, do mesmo jeito vai pensar, vai falar... eu vou continuar falando “os mano” independente da gente conversar daqui a dez anos, que eu vou falar para você: “E aí, firmeza?” Vai ser a mesma coisa, entendeu? Então é maneira de pensar e de agir. E é isso daí a cultura hip hop.”<sup>204</sup>*

<sup>203</sup> ‘Movimentos fazem encontro sobre política habitacional’ in **Folha de S. Paulo** 13/Ago/1984 São Paulo

<sup>204</sup> Museu da Pessoa (2003) **Depoimento de Marcelo dos Santos, o rapper Xis** Disponível em [http://www.museudapessoa.net/\\_index.php/historia/5313-historia-de-vida/texto](http://www.museudapessoa.net/_index.php/historia/5313-historia-de-vida/texto)



Ao longo da década, parece ter havido uma apropriação e uma transformação radical das expressões e conteúdos do hip hop pelos jovens das periferias paulistanas, que acabariam dando um tom nitidamente político à sua música, que passava a ser veículo de mensagens contundentes ainda que positivas. Tomando por exemplo o nome do grupo do qual fez parte Xis, o DMN (Defensores do Movimento Negro) e o nome com o qual batizou seu selo musical, 4P, ou seja 'Poder Para o Povo Preto', é flagrante a imbricação entre as mobilizações sociais pela causa dos negros e a expressão musical, que sempre atraiu também jovens brancos e veiculou uma mensagem de tolerância racial e afirmação da identidade negra, através da exaltação de líderes e figuras emblemáticas da causa como Zumbi dos Palmares, Martin Luther King e Malcolm X, por exemplo. 1989 não seria um marco só para o início da gestão municipal 'popular' ou de esquerda com a vitória da assistente social Luiza Erundina, do Partido dos Trabalhadores; o movimento hip hop ganhava cunho eminentemente mais político a partir deste ano.

*"No início do ano de 1989, mais precisamente no dia 25 de janeiro, aniversário de São Paulo, foi criado o Movimento Hip Hop Organizado, o MH2O. A festa de lançamento ocorreu num show em homenagem a cidade de São Paulo, no Parque Ibirapuera, no qual vários grupos de rap se apresentariam. Idealizado por Milton Sales, o objetivo do MH2O era difundir as artes do hip hop para os bairros periféricos de São Paulo, além da sua atuação enquanto força política, com a participação de negros e os brancos, moradores das zonas geográficas mais pobres e abandonadas da cidade"* (Santos, 2006:35)

Contraponto intrínseco ao centro e *locus* privilegiado dos acontecimentos retratados pelas rimas do RAP, a periferia ou 'a quebrada' poderia ser tomada por um não-lugar por excelência. Ainda que remota, guarda elementos familiares que permitem aos jovens oriundos das mais variadas regiões da metrópole encontrar termo de identificação entre si, em encontros proporcionados por novas formas de circulação pelas redes de transporte da cidade ligadas ao exercício de subempregos que começavam a se generalizar como *office-boys*, entregadores e instaladores dos mais diversos produtos e serviços. O surgimento da primeira das organizações ligadas ao movimento *hip hop* sediada na periferia nos conjuntos da Cidade Tiradentes é um fato que merece atenção, na medida em que nos revela traços específicos de um território popular que passa a reivindicar um tipo particular de expressão cultural como sua. O movimento pelos direitos dos negros e as organizações culturais em torno do *hip hop* surgem juntos, como instrumento de afirmação de identidades e construção de coletivos. O depoimento de Elton Ferraz em Santos (2006), um dos fundadores da posse Aliança Negra, nos ajuda a compreender o contexto no qual surgem as organizações espontâneas dos jovens dos bairros periféricos como Cidade Tiradentes.

*"Aliança Negra é a segunda posse na cidade de São Paulo, a primeira era o Sindicato Negro na Roosevelt, e a primeira posse de periferia que deixou o centro para se instalar no bairro onde as pessoas moravam. Porque ali é onde a gente passava a maior parte do nosso tempo e não era só uma vez por semana. A gente tava lá no bairro todo o dia, então porque não passar mais umas horas no nosso bairro (...) Quando a Aliança Negra surge estávamos sofrendo violência policial demais no bairro, e a gente viu que se a gente andasse junto, estar sempre um perto do outro, conversando sobre as coisas, tinha como se defender melhor. A primeira coisa de caráter social que a gente pensou era se proteger, nós mesmos, da violência policial no bairro."* (Elton Ferraz, 2003 in Santos, 200:39)

## 7.4 Reviravoltas na produção da Cohab-SP

Azevedo e Andrade apostavam na validade da incorporação do mutirão nas políticas públicas, postura reiterada na frase que encerra o livro em que analisam criticamente a experiência do BNH, antes mesmo de encerradas suas atividades: *"é somente através de iniciativas baseadas na autoconstrução, prática usual entre as classes populares, que se poderá minorar consideravelmente o problema de habitação para os setores mais carentes das classes de baixa renda"* (Azevedo e Andrade, 1982:131). Entre as alternativas formuladas pela tecnocracia no comando da COHAB-SP durante a retomada de uma produção expressiva de unidades adaptadas à renda dos estratos mais desprivilegiados da sociedade paulistana, a incorporação da mão-de-obra dos habitantes através do expediente do mutirão era recorrentemente mencionada como possibilidade, permanecendo como tal durante as primeiras décadas de atuação da Companhia.

*"O resultado foi o aparecimento de políticas públicas com participação (em geral cosmética) dos usuários, muitas vezes actuando como trabalhadores gratuitos na melhoria dos seus bairros e casas, dentro de programas de urbanização de favelas, de regularização fundiária e de produção de lotes urbanizados com habitações evolutivas (pequenas «casas-embrião», para serem ampliadas futuramente). Alguns dos resultados revelavam os limites dessa alternativa de baixo custo: as moradias produzidas chegavam a ter menor área por habitante do que celas prisionais e, para ser admissível, os códigos de obra e de urbanização tiveram de ser «flexibilizados».*

*Ao contrário do paradigma modernizante, a vertente liberal, como um todo, reconhecía que a urbanização informal era a regra e não a exceção, procurando institucionalizar, como política pública, ações de consolidação das práticas de produção das moradias e infra-estruturas pelos próprios usuários. Essa política tomava partido da urbanização desurbanizada no sentido de a reconhecer e a potenciar. O morador da favela passava de «problema a solução»—tornava-se empreendedor de si mesmo, responsável por uma espécie de salvamento do afogado por si próprio, como se segurasse nos seus cabelos. O lema do Banco Mundial, por exemplo, era 'ajudar os pobres a se ajudarem a si mesmos'." (Arantes, 2008:7-8)*

Para a COHAB-SP, em tempos da prefeitura de Mario Covas, que celebrou-se na memória política paulistana também como entusiasta dos mutirões, pouco importava se o futuro morador era incorporado como ajudante desqualificado num canteiro por si só já precário ou se ele tinha de 'se virar' para completar sua casa contando com sua energia, suas economias e a ajuda dos vizinhos, prevalecia a lógica sob a qual era preciso inaugurar unidades e publicar estatísticas. Se o mutirão aparecia como expediente para baratear as unidades e engrossar as estatísticas, aumentando também o contato e a cooptação de lideranças políticas, os novos governos democráticos de diversas tendências não tardariam em colocar experiências do tipo em prática.

A partir do momento no qual o mutirão se institucionaliza, ainda que em caráter quase experimental e dependente de algumas gestões municipais e estaduais, ficam claros os problemas, os limites e as diferentes interpretações da tal participação popular, o que daria lugar a resultados bastante heterogêneos. Na medida em que viravam realidade, os primeiros mutirões eram severamente criticados, seja por resultados inexpressivos em termos quantitativos ou por realizações bastante convencionais, compartilhando os mesmos problemas das realizações dos grandes conjuntos oficiais, sobretudo no que tange à sua inserção urbana. Do ponto de vista dos seus significados na economia popular, o expediente do mutirão seria duramente criticado por sociólogos como Francisco de Oliveira e Lucio Kowarick por seu caráter injusto no sentido de super explorar o trabalhador em seus momentos de folga, para rebaixar ainda mais o custo da reprodução da mão de obra no que tange à habitação.

O mutirão emerge como prática reivindicada pelos movimentos de moradia, previsto também pelas disposições iniciais da COHAB-SP que por sua vez retomavam diretrizes do próprio BNH, endossadas pelos organismos de financiamento internacional como o Aliança para o progresso num primeiro tempo e depois o Banco Mundial e o BID, no sentido de estimular a participação dos futuros moradores nos canteiros, ainda que em termos um pouco vagos.

Pedro Arantes, arquiteto envolvido diretamente com os projetos da Usina como o mutirão Paulo Freire e com a produção acadêmica na área de habitação social, tenta fazer a reconexão desta geração dos mutirões com o momento político pré-64 através da figura de Sérgio Ferro. Trata-se de ousada empreitada, digna de nota em seu ímpeto de entender o BNH como parte do passado, do passivo e do presente das cidades brasileiras, os limites do projeto moderno e ainda assim, enxergar alguma utopia nos 'mares de prédios' da Cidade Tiradentes. Em diversas ocasiões, Arantes vai destacar as ambiguidades incorporadas nas políticas incentivadas pelos organismos financeiros internacionais, identificando "*cooptação de idéias e palavras de ordem da esquerda*", ou seja, um certo '*deslizamento semântico*', de que fala também Vera da Silva Telles, nítida no caso de algumas iniciativas de mutirão e discursos em sua defesa.

*"Algumas das confusões semânticas com que nos deparamos remontam aos anos 1970, quando o próprio Banco Mundial começa a apoiar com entusiasmo a autogestão em programas sociais, o que ele denomina de 'self-help'. Para uma população à margem da economia formal e parcialmente estagnada, políticas de baixo custo e que envolvam o trabalho gratuito dos beneficiários aparecem como práticas alternativas factíveis e responsáveis diante das intervenções estatais faraônicas e deficitárias dos países em industrialização."*<sup>205</sup>

Já em tempos de Jânio Quadros, assistimos a uma continuidade das práticas de construção em grande escala e baixa qualidade experimentadas na primeira metade dos anos 1980, quando começam a surgir as 1477 casas e 784 apartamentos que serão batizados de Conjunto Habitacional Inácio Monteiro I e II<sup>206</sup>, em gleba contígua ao Conjunto Prestes Maia. O projeto do conjunto seguiria o padrão do que já era 'consagrado' nos conjuntos de Santa Etelvina, ou seja, uma combinação de blocos de apartamentos idênticos e muitas unidades do tipo embrião, além de alguns conjuntos de sobrados. Os novos conjuntos ocupavam as áreas residuais no interior das glebas da própria COHAB que poderiam ter sua densidade populacional e construtiva aumentada, além dos espaços entre os conjuntos e loteamentos irregulares.

Muitas destas obras habitacionais na região Leste incluídas nas estatísticas do governo Jânio Quadros não haviam sequer iniciado as obras quando seu mandato chegou ao fim, o que fez com que a gestão seguinte 'herdasse' as obras de gigantescos conjuntos habitacionais já contratadas ou em curso, como no caso de Santa Etelvina. A eleição de Luiza Erundina, do Partido dos Trabalhadores, em 1988, abriria precedente para uma revisão completa das políticas públicas em vigor na cidade de São Paulo.

*"Em 1989, o Partido dos Trabalhadores conquistaria, pelo voto popular, a prefeitura de São Paulo. Para compor a sua equipe de governo, a prefeita Luiza Erundina de Sousa convidou o educador Paulo Freire para dirigir a Secretaria Municipal da Educação. Educador e pedagogo conhecido internacionalmente por seu método de alfabetização de adultos, por obras como A pedagogia do oprimido pela sua luta pessoal em prol da educação brasileira. Com ele cresceu a expectativa de democratização da escola, explicitada*

---

**205** Usina (2008) 'Arquitetura, política e autogestão - Um comentário sobre os mutirões habitacionais' in Revista Urbânia N°3 Ed. Pressa, p.51

**206** PMSP/COHAB-SP - Programa Municipal de Habitações - Relatório da Diretoria' in Folha de S. Paulo 28/dez/1988

*após a divulgação do documento 'Aos que fazem a educação conosco em São Paulo', por meio do qual expôs a proposta da secretaria da escola pública popular. Além da democratização da gestão e da democratização do acesso, a nova administração buscou definir um novo padrão de qualidade de ensino, segundo Paulo Freire não era 'qualquer tipo de qualidade', mas 'uma certa qualidade de ensino - a democrática, popular, rigorosa, séria, respeitadora e estimuladora da presença popular nos destinos da escola que se vá tornando cada vez mais uma escola alegre' (Dória e Perez, 2007:99)*

Nabil Bonduki, assim como Ermínia Maricato serão figuras chaves nos anos que se seguem à redemocratização no debate e na ação em torno de políticas públicas para habitação social em São Paulo; após um período inicial de militância e crítica a produção do BNH e as instituições antidemocráticas do regime que obstavam a participação popular, num segundo momento, eles serão chamados a tomar parte das equipes técnicas dos governos petistas, juntamente com intelectuais e professores universitários como a filósofa Marilena Chauí, o economista Paul Singer e o educador Paulo Freire.

No momento em que a geração de arquitetos que elabora as mais estruturais críticas ao BNH é chamada a participar do governo popular, no fim dos anos 1980, procura clamar a uma tomada de consciência ao rejeitar o modelo de produção herdado do BNH do qual Cidade Tiradentes era o principal símbolo. Busca-se formular naquele momento diversas alternativas e possibilidades para transformar a ação da prefeitura nos campos da habitação e do desenvolvimento urbano, da educação e da cultura, revendo os modelos e práticas herdadas de tempos menos democráticos, num esforço de abrir a gestão municipal para a participação popular em diversas instâncias.

*"é fundamental a contraposição radical aos padrões impostos pelo BNH e posteriormente, pela Caixa Econômica Federal, que consolidaram uma visão anti-social do problema da moradia. Esta política, sem levar em conta as condições regionais, acumulou uma série de erros e equívocos: gestão centralizada e autoritária, gerada em Brasília e implantada a nível municipal e estadual pelas COHABS, verdadeiras filiais do BNH, distribuição regional dos recursos orientada por critérios político-eleitorais e clientelistas; absoluta desarticulação entre política urbana e habitacional; ausência de canais de participação popular na formulação e gestão da política e dos recursos; exclusão dos usuários na concepção dos programas e projetos; não utilização de recursos a fundo perdido e ausência de subsídios; critérios não sociais de financiamento; adoção da casa própria e da unidade habitacional pronta como único processo de acesso ao financiamento habitacional; total desprezo pelo projeto arquitetônico e urbanístico com clara preferência por soluções uniformizadas e padronizadas; preferência pela implantação de conjuntos nas periferias extremas das cidades, estimulando a especulação imobiliária e, finalmente, absoluto distanciamento entre produção habitacional pública e práticas espontâneas e clandestinas que garantem a produção da cidade real, onde a maioria da população vive" (Bittar (org). 1992:44 apud Constantino, 2007:50)*

O diagnóstico a que chegavam a nova geração de técnicos e militantes que assumia as diretorias de habitação e desenvolvimento urbano eram sombrios; Cidade Tiradentes iria eternizar-se como expressão das condições 'críticas' de urbanização, nos limites da metrópole.

*"os conjuntos habitacionais produzidos no período do BNH e COHABS, despreocupados com a questão da qualidade de vida dos moradores, destacaram-se pela sua grande dimensão e pela uniformidade dos projetos urbanísticos e das edificações, que atendia mais ao interesse das empresas de construção preocupadas em simplificar a edificação. O resultado foi destastoso: monotonia, abandono dos espaços públicos, inexistência de vida comunitária, falta de identificação do morador com sua habitação"207.*

---

207 Andrade, Carlos, Bonduki, Nabil e Rossetto, Rossella (1993) *Arquitetura e Habitação social em São Paulo 1989/1992* Fundação Bial/ IAB/ EESC USP, p.92-93

Bonduki nos mostra os elementos fundamentais desta revisão das políticas públicas no campo do urbanismo que acontece neste momento ímpar de conquista do poder pela esquerda em São Paulo, fato inédito na história política da cidade.

*"Esta concepção de reforço ao individualismo e ao espaço privado generalizou-se no período do autoritarismo e se fortaleceu ainda mais nos anos recentes, alimentado pelo crescimento da violência urbana e da segregação espacial. No entanto, com o fim do BNH em 1986 e a desestruturação posterior da política habitacional em nível nacional, novas perspectivas puderam se abrir para repensar a habitação social, apesar da sensível redução dos recursos. Princípios que foram formulados no Estado Novo se consolidaram no período da ditadura militar através da ação do BNH e que orientam até hoje as políticas habitacional e urbana em muitas cidades brasileiras, começaram a ser contestados e revistos."* (Bonduki, 1998:319)

As constatações objetivas a respeito das deseconomias e má qualidade das obras, deixadas por conta das empreiteiras e inviabilidade urbanística dos conjuntos, cujos contratos e demanda haviam sido herdados da gestão Jânio Quadros, levaram alguns arquitetos a emitir pareceres extremamente desfavoráveis ao conjunto Santa Etelvina, condenando algumas construções e sugerindo a demolição de outras (Boucinhas in Lavos, 2009). O diagnóstico era claro, era preciso construir de tudo na Cidade Tiradentes, sobretudo equipamentos públicos que pudessem dotar de alguma urbanidade o distrito e ajudar a minimizar o desastre urbanístico que os grandes conjuntos do distrito representavam.

*"Os diversos conjuntos habitacionais que formam a Cidade Tiradentes, no extremo leste da cidade de São Paulo, abrigam hoje 130 mil pessoas. Em breve serão 200 mil pessoas, com a entrega dos 15 mil apartamentos do complexo Santa Etelvina. (...) Além de falhas no projeto, não foram previstos recursos para dotar Santa Etelvina de equipamentos comunitários básicos, como escolas de primeiro grau. (...) A COHAB-SP já articulou com a Secretaria Municipal de Educação o aparelhamento das escolas e a contratação dos professores. E mais: está elaborando um plano diretor para toda a Cidade Tiradentes, com dimensões de uma cidade brasileira de médio porte. O objetivo do plano é sanar os erros de um projeto habitacional mal elaborado, prevendo a destinação de áreas para equipamentos e serviços, para dotar Cidade Tiradentes de condições mínimas de transporte, abastecimento, iluminação pública, educação e lazer."*<sup>208</sup>

As propostas desta nova geração que passava da crítica e da universidade à aplicação em políticas públicas, apontavam para outros caminhos, aproximando-se de movimentos sociais altamente organizados como os de moradia (Bonduki, Rossetto e Andrade, 1993). Documentos oficiais da própria COHAB-SP do período como relatórios, resoluções e diagnósticos tratavam abertamente da herança da companhia como um erro a ser revertido, sobretudo através da participação popular e de um projeto diferenciado, em algum nível.

*"A produção de conjuntos habitacionais, tal como feita até 1989, implicou na geração de segmentos do espaço urbano problemáticos tanto do ponto de vista físico (enquanto inadequação ao meio físico e produção de unidades padronizadas tipo 'carimbo') como social (enquanto guetos estigmatizados no interior da malha urbana). A atual administração tem como pressupostos básicos, no que tange à produção de intervenções habitacionais, conceber intervenções de pequeno e médio porte, inseridas na malha urbana em áreas previamente dotadas de infra-estrutura e com feição de bairros da cidade."* (Relatório Anual da COHAB-SP - 1991 apud Damiani, 1993:108).

Com Paulo Freire à frente da Secretaria municipal de Educação, nestes anos são elaborados os primeiros estudos para a Praça de Equipamentos Sociais em Inácio Monteiro, entre outros bairros periféricos, realizados pelos arquitetos da EDIF (Takyia, 2009), um equipamento integrado de escala local pensado para criar uma nova centralidade e suprir as necessidades educacionais,

---

<sup>208</sup> Rodrigues, Vanderlei 'Uma cidade na dependência de escolas' in *Folha de S. Paulo* 26/out/1991, p.42

culturais e esportivas de um território bastante amplo, estabelecendo outras bases para a presença do Estado nestes territórios.

*"A proposta das Praças de Equipamentos consistia em agregar diversos equipamentos públicos em torno de uma praça, articulando as atividades desenvolvidas e criando uma espécie de centro de bairro, ou seja, um polo de desenvolvimento local, ao qual se articularia toda uma rede urbana e educacional. A ideia era resgatar as praças de bairro, a praça da igreja das pequenas cidades, ou seja, espaços públicos nada complexos, mas que poderiam assumir, entretanto, um papel de centralidade na dinâmica do lugar. De alguma forma, concretizava-se nesta proposta o que décadas antes o Convênio Escolar tentara instituir por meio do desenho de seus edifícios."*<sup>209</sup>.

Durante a gestão Erundina, a Prefeitura, através da arquiteta Mayumi Watanabe Souza Lima, organizou uma fábrica de componentes pré-moldados para Equipamentos e elementos do mobiliário urbano, o Centro de Desenvolvimento de Equipamentos Urbanos (CEDEC), tendo por referência sistemas construtivos e experiências realizadas pelo arquiteto João Filgueiras Lima em Brasília e em Salvador<sup>210</sup>.

Do ponto de vista das políticas habitacionais dentro das possibilidades concretas, os mutirões uruguaios seriam incontestavelmente o modelo para o desenvolvimento dos programas do FUNAPS Comunitário<sup>211</sup>, coordenado pelo professor e arquiteto Reginaldo Ronconi, ainda que o Brasil já tivesse, no período democrático imediatamente antes do golpe de 1964, realizado experiências nesta linha, como vimos.

*"Partindo de experiências pioneiras e experimentais realizadas ao longo da década de 80, a concretização a partir de 1989, na Prefeitura de São Paulo, de um programa habitacional (FUNAPS Comunitário) baseado em mutirões autogeridos, pode testar esta proposta, com resultados muito favoráveis. Neste Programa, a Associação formada pelos futuros moradores recebe um financiamento, de aproximadamente 6 mil dólares, e fica encarregada de administrar a produção, contratando assessoria técnica para o projeto e acompanhamento de obras, montando o canteiro, comprando materiais e equipamentos de trabalho e contratando uma parte da mão de obra especializada com até 10% do total do financiamento. Contando com apoio técnico e financeiro e com um processo coletivo de produção, inexistentes no autoempreendimento individual, mas incorporando suas vantagens, onde se destaca a autonomia para gerenciar a obra, este problema pode superar problemas que se verificavam com frequência nos empreendimentos públicos baseados em mutirão."*<sup>212</sup>

Os movimentos de moradia, assessorias técnicas, políticos e simpatizantes dos programas de mutirões autogeridos apostavam na capacidade das associações dos futuros moradores de não só participar

---

<sup>209</sup> Lopes, Ana Carolina L. (2011) Os meandros da produção pública na construção da paisagem periférica paulistana : o caso dos equipamentos educacionais Dissertação de mestrado FAU USP ver também MASCARENHAS, M. P. (2006) Os centros educacionais unificados da cidade de São Paulo. Dissertação de mestrado FAU-USP e DÓRIA, O.; PEREZ, M. A. (2007) Educação, CEU e Cidade: breve história da educação pública brasileira nos 450 Anos da Cidade de São Paulo. Secretaria Municipal de Educação da Cidade de São Paulo

<sup>210</sup> Koury, Ana Paula 'Construção social e tecnologias civis (1964-1986): Contribuição para um debate sobre política habitacional no Brasil' in Revista Brasileira de Estudos Urbanos e Regionais V.15, N°1/Mai/2013

<sup>211</sup> Baravelli, José Eduardo(2006) O cooperativismo uruguaio na habitação social de são paulo: das cooperativas fucvam à associação de moradia unidos de Vila Nova Cachoeirinha dissertação de mestrado, FAU USP. Ver também Ronconi, Reginaldo (1995) Habitacões construídas com gerenciamento pelos usuários com organização da força de trabalho em regime de mutirão Dissertação de mestrado, EESC USP

<sup>212</sup> Andrade, Carlos, Bonduki, Nabil e Rossetto, Rossella (1993) Arquitetura e Habitação social em São Paulo 1989/1992 Fundação Bial/ IAB/ EESC USP

ativamente da construção, 'tocando a obra' e gerindo os recursos, conseguindo assim resultados de qualidade superior aos conjuntos construídos pelas empreiteiras.

*"Os canteiros de obra geridos pelos movimentos populares nas cidades e em assentamentos de reforma agrária, mobilizando fundos públicos para a construção de habitações, escolas e espaços coletivos, foram e talvez ainda sejam lugares de experimentação em diversos níveis. Esses mutirões representam um locus de invenção de práticas autonomistas e de fortalecimento das organizações populares, com repercussões visíveis, a começar pela própria qualidade do espaço ali inventado e construído - muito diferenciado dos conjuntos habitacionais convencionais ou da construção por conta própria pelos moradores de periferia."*<sup>213</sup>

Muito além da forma, existem outros importantes aspectos nas dinâmicas dos mutirões autogeridos, fruto de longas trajetórias de mobilização e reivindicações populares, fundado na solidariedade como prática cultural e política ligadas às origens rurais de parte dos envolvidos nestes processos. *"Os mutirões fazem parte de um longo processo de luta do movimento popular não só por suprir a necessidade básica do teto, mas por permitir o fortalecimento da sua organização e a conscientização dos militantes."*<sup>214</sup> A utopia social da gestão municipal contemplaria a arquitetura como extensão do direito à cidade, conceito que estaria por trás de diversas ações municipais.

*"Assim, criando-se espaços públicos diversos, reconhecendo-se os modos de morar próprios das classes populares, mas conferindo a eles a dignidade e a habitabilidade fundamentais, rompendo a segregação urbana, os empreendimentos promovidos pela administração municipal no início dos anos 90 fizeram com que o direito à habitação fosse assegurado para milhares de famílias, ao mesmo tempo, como direito à cidade e à arquitetura."*<sup>215</sup>

Nabil Bonduki, em meio a disputas políticas travadas ao longo de editoriais publicados no jornal **Folha de S. Paulo**, num momento em que o mutirão autogerido ainda se configurava como uma alternativa realista e razoável ao modelo Cingapura, esclarece as principais qualidades do processo 'autogestionário' e as razões das críticas por parte da municipalidade então novamente comandada pela direita.

*"Diferentemente do que se pensa, o grande avanço revelado pelos mutirões autogeridos implementados por Erundina não está simplesmente no mutirão, trabalho gratuito dos futuros moradores, mas, sobretudo, na adoção da autogestão. Através desse sistema, o poder público repassa um financiamento a associações comunitárias ou cooperativas formadas pelos futuros moradores, que se responsabilizam pela gestão do empreendimento. Com autonomia para comprar materiais e contratar assessoria técnica e mão-de-obra especializada para a construção, as associações alcançam resultados superiores aos obtidos pelo poder público. Materiais são adquiridos por um preço inferior; técnicos contratados diretamente produzem projetos adequados aos desejos, possibilidades e expectativas dos moradores; o desperdício é reduzido. A economia conseguida pelos mutirantes é apropriada inteiramente por eles mesmos, revertendo em melhor qualidade e acabamento da casa. (...) A qualidade dos projetos e obras chegou a suscitar uma crítica curiosa da atual administração municipal, que paralisou injustificadamente o repasse dos recursos para os mutirões: 'as casas eram boas demais para os pobres!' Sem comentários!"*<sup>216</sup>

---

<sup>213</sup> Usina (2008) 'Arquitetura, política e autogestão - Um comentário sobre os mutirões habitacionais' in Revista Urbânia N°3 Ed. Pressa, p.49

<sup>214</sup> Usina (2008) 'Arquitetura, política e autogestão - Um comentário sobre os mutirões habitacionais' in Revista Urbânia N°3 Ed. Pressa, p.52

<sup>215</sup> Andrade, Carlos, Bonduki, Nabil e Rossetto, Rossella (1993) Arquitetura e Habitação social em São Paulo 1989/1992 Fundação Bial/ IAB/ EESC USP

<sup>216</sup> Bonduki, Nabil 'Os mutirões autogeridos' in Folha de S. Paulo - Opinião 12/fev/1996

Segundo as análises do coletivo Usina, que acabou por acumular uma série de reflexões críticas depois de pouco mais de duas décadas de trabalho dedicado à construção comunitária, participativa ou simplesmente mutirão, trata-se de um 'espaço paradoxal de liberdade'.

*"O mutirão autogerido é uma associação de trabalhadores para a produção de uma mercadoria sui generis, que não é produzida imediatamente para o mercado mas para subsistência. Nele se produz um objeto que cristaliza trabalho e que tem valor de uso (e potencial valor de troca), mas que não foi estritamente planejado com o objetivo de venda e da valorização do capital. (...) O mutirão é um espaço paradoxal de liberdade, como a cooperativa, mas cujos fundamentos são diferentes. Seu limite mais evidente é ser um momento de organização do trabalho efêmero, pois finalizada a produção do bem de consumo, não se altera estruturalmente a relação de dependência daquela população em relação à sua venda de trabalho no mercado."*<sup>217</sup>

Na Cidade Tiradentes, dentre as diversas ações e programas de habitação social promovidas pela gestão petista, constam alguns mutirões (Barro Branco e Vida Nova, totalizando 955 unidades, projeto da Assessoria Teto, Winnie Mandela, com mais 200 famílias ligadas ao movimento de favelas e Sítio Casablanca, na Avenida Inácio Monteiro, 350 unidades), sem que nenhum deles seja objeto de particular interesse do ponto de vista da arquitetura, além de um programa de desapropriação de terras nas avenidas Souza Ramos e Inácio Monteiro<sup>218</sup>.

De acordo com a assessoria, as contradições envolvidas no processo de mutirão autogestionário como se 'ousou' realizar durante o governo Erundina, estavam ligadas à suas ambíguas origens, entre o catolicismo progressista e o sindicalismo, caracterizando uma singular 'autogestão à brasileira'.

*"Há (...) um caráter aparentemente paradoxal na reivindicação de uma autogestão que é dependente do fundo público, constituindo um campo de semi-autonomia, altamente conflituoso, que oscila entre a necessária repartição da riqueza e uma perda progressiva de independência de suas organizações. Essa 'autogestão à brasileira' esteve associada também a uma cultura organizacional e a valores do cristianismo progressista das comunidades de base, muito mais do que a uma motivação política anarquista ou socialista."*<sup>219</sup>

Daniel Hylario, narrador do filme etnográfico A arte e a rua e morador de um dos mutirões iniciados no período de Luiza Erundina no Conjunto Barro Branco, traça um curioso panorama de uma certa involução na mobilização local. Paradoxalmente, o momento de maior união era o da construção dos limites entre cada um dos empreendimentos.

*"Quando foram entregues, os prédios da COHAB aqui não tinham muro e os moradores é que tinham que se articular para construir os muros dos prédios e o convívio era maior. Ai depois de um certo tempo, as pessoas vão convivendo menos. (...) Quando o bairro foi construído, onde eu resido, o Barro Branco, o mutirão foi construído sem muros, as pessoas precisavam de moradia e iam trabalhar no mutirão, as pessoas eram mais compactas ou mais próximas umas das outras."* (Hylario in Caffé e Hijiki, 2012)

Muito além da mera crítica, a ação da prefeitura de Erundina representou uma tomada de consciência coletiva dos rumos caóticos e ambientalmente insustentáveis aos quais estavam

---

<sup>217</sup> Usina (2008) 'Arquitetura, política e autogestão - Um comentário sobre os mutirões habitacionais' in Revista Urbânia N°3 Ed. Pressa, p.53

<sup>218</sup> Andrade, Carlos, Bonduki, Nabil e Rossetto, Rossella (1993) Arquitetura e Habitação social em São Paulo 1989/1992 Fundação Bienen/ IAB/ EESC USP, p.92-93

<sup>219</sup> Usina (2008) 'Arquitetura, política e autogestão - Um comentário sobre os mutirões habitacionais' in Revista Urbânia N°3 Ed. Pressa, p.50



levando as políticas federais para habitação social. É o que podemos depreender também do depoimento de Caio Boucinhas, que trabalhou na gestão municipal do Partido dos Trabalhadores juntamente com diversas dos arquitetos e urbanistas que formularam a crítica ao BNH e ao modelo da COHAB.

*"A gente constatou que o governo federal boicotava recursos para uma gestão petista na cidade de São Paulo. E tinha em andamento vinte e tantas mil unidades habitacionais em São Paulo. Na cidade Tiradentes se não me engano eram 17 ou 18 mil. E assim, local de acesso difícilíssimo, e já aquela tragédia sócio-ambiental que a gente percebia lá. Transporte deficiente, não tinha equipamento público, já era deficiente, e mais de 18 ou 17 mil unidades lá. Dezesete mil famílias sem abastecimento, sem padaria, sem transporte. E a gente começou a ver aqueles platôs, aquela terraplenagem que foi feita. (...) os sistemas construtivos em andamento, a gente verificou que tinham coisas que não tinham controle técnico adequado. Por exemplo, alvenaria armada com blocos de concreto, eles estavam fazendo parede estrutural com blocos de nove de espessura. (...) Uma outra firma que estava fazendo pré-moldado a gente quis conhecer o projeto melhor e a gente achou um projeto que não nos parecia seguro, que ia dar uma estabilidade na edificação. A gente procurou, teve uma assessoria do IPT e realmente a gente suspendeu essas obras com alvenaria armada com parede estrutural com bloco de 9. Os empreiteiros reclamavam que já tinham comprado não sei quantos milhões de blocos mas que a gente suspendeu... (...) Teve uma vistoria com Raquel Rolnik, Erminia Maricato, para saber se iam ser interrompidas as obras ou não. (...) em cima da pressão da lista de 400 mil pessoas decidiu-se manter as obras." (Depoimento do arquiteto Caio Boucinhas in Lavos, 2009:55-56)*

A partir de entrevistas e da imprensa paulistana, a dissertação de mestrado de Estevam Otero recupera elementos como o anúncio publicado pela COHAB-SP de 'Catástrofe ambiental iminente' nos Conjuntos Habitacionais de Santa Etelvina, que seria acompanhada de painéis fotográficos expostos no Viaduto do Chá e na Avenida Paulista esclarecendo à população o que se passava nas enormes obras herdadas pela gestão Erundina do seu antecessor, o prefeito Jânio Quadros (Otero, 2007:146).

A demolição de blocos de apartamentos realizados segundo técnicas que se revelaram em poucos anos incompatíveis com os padrões da construção civil nas condições brasileiras pode também ser entendida, até certo ponto, como expressão eloquente da recusa do modo de produção celebrizado pela COHAB-SP pelo governo 'democrático e popular' conduzido por Luiza Erundina. As casas e apartamentos edificadas pela Construtora Coan utilizando um mistura experimental de cimento e gesso, o concreto plástico-químico, apresentavam problemas que acabaram por inviabilizar sua ocupação; com a ação da água das chuvas, as paredes 'derretiam.

Uma vez desocupados por conta do risco à segurança dos moradores, os edifícios acabaram por se tornar abrigo para todo o tipo de atividades ilícitas, transformando-se em um problema de segurança pública de complicada administração, na medida em que envolvia a COHAB-SP e as secretarias e prefeituras de outros municípios da região metropolitana de São Paulo.

*"Durante a administração Luiza Erundina à frente da Prefeitura paulistana, entre os anos de 1989-92, as unidades condenadas foram demolidas, representando 900 casas em Itapevi, 300 apartamentos no Santa Etelvina, 240 apartamentos no Castro Alves e 360 apartamentos em Carapicuíba, por absoluta falta de condições de serem ocupados ou recuperados. Emblemático desse fracasso é o caso do conjunto Habitacional Castelo Branco, em Carapicuíba, onde dez edifícios foram implodidos devido ao risco que representavam." (Otero, 2007:154)*

O episódio de maior repercussão, transmitido ao vivo pelas televisões e acompanhado pela mídia impressa, seria a espetacular implosão simultânea de nove blocos do conjunto de Carapicuíba, que

contou com a presença da prefeita Erundina, que acionou o dispositivo que iniciou a sequência de explosões<sup>220</sup>.

*“Um dos maiores conjuntos habitacionais já construídos pela COHAB em São Paulo, o Conjunto Coan, em Carapicuíba (Grande São Paulo), está com 800 toneladas de dinamite enfiadas em 28 mil buracos, abertos nas paredes dos seus quase 300 apartamentos. (...) Com a implosão, além dos nove prédios, serão sepultados definitivamente os US\$ 25 milhões de dólares que foram gastos inutilmente, na construção do conjunto – que ainda envolvia casas populares, já ‘dissolvidas’, num total de 2,2 mil unidades habitacionais. O Coan, cujo nome oficial é Conjunto Castelo Branco – é um dos maiores elefantes brancos já criados pelo sistema habitacional. Foi construído pelo engenheiro José Celestino Bourroul durante a gestão do ex-prefeito Reynaldo de Barros. Foi construído com uma mistura de gesso (60%) e cimento Portland (40%). (...) será a maior implosão do mundo em número de prédios.”<sup>221</sup>*

O caráter aparentemente contraditório e altamente simbólico da ação seria enfatizado pelo secretário municipal Vanderlei Rodrigues, em editorial publicado no jornal **Folha de S. Paulo**, escrito com o intuito de justificar o que a princípio parecia contraditório.

*“Encarregados de construir moradias implodem dez prédios com 360 apartamentos! Contradição? (...) O que virou pó foram os US\$ 25 milhões gastos irresponsavelmente com uma metodologia de construção não testada nas condições locais. Isso sem falar no uso da população como cobaia.(...) não é nossa política, simplesmente, demolir o passado, ainda que não gostemos desse passado. Vamos construir no mesmo local outros dez edifícios, com material de verdade, que não se dissolva com a água nem se desmanche no ar.(...) Mas que a implosão tem um lado simbólico, isso tem: aqueles prédios representam governantes habituados ao desmando e ao desprezo pelo povo, visto como mera cobaia.”<sup>222</sup>*

No entanto, após o acionamento dos dispositivos explosivos, boa parte dos prédios acabou por resistir, dando lugar a questionamentos sobre a necessidade das demolições por parte dos responsáveis pela contratação das obras e construção destes conjuntos. Os jornais estamparam o fiasco como *“Implosão, um show em ruína”<sup>223</sup>*. Reynaldo de Barros, prefeito que deu início à edificação de milhares de unidades habitacionais na região Leste, como vimos, vê nas demolições um espetáculo de conotação política, estratégia para relativizar a precariedade das construções: *“Se eu tiver a comprovação de que os edifícios poderiam ter sido recuperados, processarei a prefeita Luiza Erundina por ter armado esse circo político com a implosão’ disse Barros, acompanhado por José Celestino Borrroul, presidente da COHAB entre 1978 e 1983.”*

Os edifícios realizados na Cidade Tiradentes pela Construtora Coan, que naquele momento já havia declarado falência, estariam, segundo estudos do IPT, em situação ainda mais precária do que os de Carapicuíba, justificando a demolição de 300 apartamentos do conjunto Santa Etelvina, totalizando 5 prédios <sup>224</sup>.

*“Um parecer técnico do Departamento de Construção civil do IPT de 1989 apontou a inviabilidade da restauração do Conjunto Habitacional Santa Etelvina, um dos próximos a ser destruídos. Segundo o documento, a situação dos cinco prédios desse conjunto é mais crítica que a dos dez prédios de Carapicuíba,*

---

**220** *‘Tus cobrem o evento ao vivo’, ‘Erundina deve detonar os explosivos’,* alardeavam os jornais impressos. Ver ‘Nove edifícios implodem hoje em Carapicuíba’ in **Folha de S. Paulo** 30/abr/1991 p.45

**221** ‘Cohab implode 9 prédios em Carapicuíba’ in **Folha de S. Paulo** 23/abr/1991 p.43

**222** ‘US\$ 25 milhões no lixo – Vanderlei Rodrigues’ in **Folha de S. Paulo** 30/abr/1991 p.43

**223** **Jornal da Tarde** 1/mai/1991 p.45

**224** “Implode mas não cai - Cohab diz que em dois meses vai demolir mais 5 prédios de gesso” **Folha de S. Paulo** 3/mai/1991 p.43

*parcialmente demolidos pela Prefeitura na semana passada. Nas amostras retiradas dos pilares foi achada grande quantidade de papel, o que comprometeu em 44% a capacidade de sustentação.*"<sup>225</sup>

Otero (2007) vê Santa Etelvina como marco cronológico que encerraria a fase de construção de grandes conjuntos no Brasil, enfatizando as críticas e evidências da precariedade e 'pobreza' dos espaços logo após sua implantação. Seguindo esta chave de leitura, as demolições seriam uma espécie de fim espetacular do paradigma do grande conjunto periférico. No entanto, por conta do 'fracasso' das demolições de Carapicuíba, os esqueletos dos blocos da Coan em Santa Etelvina permaneceram de pé por mais alguns anos.

*"O tempo da produção dos grandes conjuntos encerrou-se após a implantação do gigantesco complexo Santa Etelvina, no Distrito de Cidade Tiradentes, no extremo da zona Leste de São Paulo, a partir do que a participação da Companhia na produção habitacional, sob a forma da construção de novas unidades, perdeu relevância frente a outras abordagens"* (Otero, 2007:154)

Outros autores, como Amélia Damiani em seu estudo sobre Itaquera, destacarão a continuidade do modelo do grande conjunto mesmo em tempos democráticos, sobretudo a partir do caso de Cidade Tiradentes, identificando um descompasso entre a crítica e a produção de habitação social no mundo e a reprodução das fórmulas que davam sinais evidentes de desgaste em outros países. *"Simultaneamente, implodem-se grandes conjuntos habitacionais na Europa e nos Estados Unidos, quando aqui eles são construídos."* (Damiani, 1993:21)<sup>226</sup>.

Pouco mais de duas décadas depois da construção dos conjuntos, a análise da Assessoria Usina era no sentido de descartar a solução do grande conjunto definitivamente.

*"A adoção dos Grandes Conjuntos como solução para a provisão habitacional destinada à população de baixa renda parece bastante questionável à medida que se nota uma profunda desconexão entre as necessidades cotidianas estabelecidas pelo reconhecimento das relações sociais no território e a eficiência industrial demandada pelos agentes que promoveram a ocupação desse mesmo território. O que orientava a mecânica de produção dos Grandes Conjuntos era a possibilidade de uma economia de escala – nem sempre conquistada, se considerarmos a avaliação dos benefícios ao longo do tempo (...) – pressuposta no raciocínio produtivista e quantitativo que orientava poder público e empresas de construção civil à época, associando a produtividade numérica no processo de construção das unidades habitacionais, barateamento de custos através da precarização de sistemas construtivos e materiais aplicados e implantação extensiva em grandes glebas."*<sup>227</sup>

---

<sup>225</sup> 'Prefeitura implodirá mais prédios' in *O Estado de São Paulo* 8/mai/1991 p.43

<sup>226</sup> A breve existência do conjunto Pruitt-Igoe em Saint Louis ecoa aqui como uma referência incorntornável para problematizar a solução espetacular e relativamente fácil para lidar com os 'erros urbanísticos' do passado (Jencks, 1973), ainda que naquele momento a referência mais presente no horizonte dos encarregados pela gestão municipal para lidar com os grandes conjuntos fossem as políticas francesas e italianas, constante referência nos debates e seminários da Cohab-SP durante a gestão Marta Suplicy.

<sup>227</sup> Usina CTAH (2003) *Programa Bairro Legal: Plano de Ação Habitacional e Urbana Diagnóstico* Sehab/PMSP/BIRD, p.60

## 7.5 Os Conjunto 'Residencial' Parque dos Ipês

Durante a gestão do Engenheiro Politécnico Paulo Maluf e de seu sucessor, o economista Celso Pitta, seriam construídos na região norte de Cidade Tiradentes conjuntos de prédios seguindo o modelo conhecido como Cingapura, como é o caso do Conjunto Parque dos Ipês, entre as Avenidas Inácio Monteiro e Dr. Guilherme de Abreu Sodré. Seja por qual prisma de análise, fica evidente na realização dos conjuntos do tipo uma preocupação prioritária com a aparência dos edifícios muito mais do que com seu espaço interno e sobretudo áreas coletivas reservadas aos moradores, reduzidas ao máximo nestes projetos<sup>228</sup>. As consequências seriam desastrosas para a organização e manutenção do 'condomínio' pelos moradores, reduzidos à resolução dos conflitos e divisão do essencial, sem maiores instâncias de sociabilização ou troca<sup>229</sup>. Se comparamos as áreas institucionais, verdes e livres dos projetos iniciais da COHAB-SP com os desta fase da produção da Companhia, fica claro um movimento de rebaixamento de todos os índices e qualidades associados aos espaços habitacionais.

As obras eram realizadas através de um sistema conhecido como 'chamamento empresarial', através do qual as empresas apresentavam o melhor preço para a entrega dos apartamentos prontos segundo o projeto definido em linhas gerais pela Companhia e detalhado pela construtora. Grosso modo o mesmo sistema de contratações através do qual se construiu Itaquera e as primeiras fases de Santa Etelvina, deixando bastante margem para a 'racionalização', entendida como simplificação dos procedimentos construtivos e rebaixamento de todos os padrões técnicos aos limites do aceitável como área dos apartamentos e espaços coletivos, qualidade dos materiais e acabamentos, frequentemente flexibilizados, com o objetivo de produzir mais unidades, gastando menos recursos e tempo, extraíndo a tal mais-valia, terreno no qual a construção civil é bastante fértil.

A produção de habitação social através de mutirões autogeridos foi inviabilizada na prática pelo governo de Paulo Maluf, que procurou encontrar empecilhos no trabalho das assessorias técnicas junto aos movimentos de moradia através de uma análise bastante parcial das prestações de contas e da responsabilização dos técnicos da prefeitura que viabilizaram os projetos.

Ainda que as obras fossem paralisadas e os técnicos da prefeitura ligados ao programa de mutirões afastados dos seus cargos na COHAB-SP e HABI-SP, o movimento de moradia continuaria a exercer constante pressão sobre a prefeitura através de ocupações de imóveis vazios e manifestações. Embora tenha logrado eleger seu sucessor, Celso Pitta, a política malufista instalada nas autarquias e secretarias dedicadas ao planejamento urbano e a construção de habitação social foi obrigada a ceder à pressão dos movimentos de moradia e assinar o convênio para a construção de um novo mutirão, conduzido pela Associação de Construção Comunitária Paulo Freire, oriunda dos grupos de origem da União de Movimentos de Moradia (UMM) da região Leste. No entanto, a administração municipal tentou impôr diversas restrições ao programa autogestionário, como a adoção de um projeto padrão de acordo com o 'padrão Cingapura' ao

---

<sup>228</sup> Ver Slomiansky, 2002

<sup>229</sup> Ver o Relatório final do Estudo sobre Gestão de condomínios em habitação de interesse social elaborado pela Organização Inglez de Souza (2004) para a COHAB-SP, financiado pelo BID, com o qual pude colaborar.

invés de um projeto desenvolvido de maneira participativa pela assessoria indicada pela Associação.

De certa maneira, a designação do terreno, uma gleba pequena, de topografia e localização difíceis para a implantação de novas habitações sociais, seria, pelo menos a princípio, uma adversidade imposta pela COHAB-SP que contrariava as reivindicações da Associação.

*"Durante a gestão Pitta, a administração tentou forçar a associação a abdicar de um projeto próprio e executar um edifício do modelo Cingapura, o que seria uma imensa derrota política e simbólica. O terreno conquistado, com 3,3 mil m<sup>2</sup>, em Cidade Tiradentes, ficava num imenso conjunto habitacional de reassentamento de famílias removidas por obras públicas: o Conjunto Inácio Monteiro, cujos edifícios eram do padrão Cingapura, com apenas 42 m<sup>2</sup> de área construída por apartamento."*<sup>230</sup>

Ainda que através de um programa diverso do que removia as favelas das regiões mais valorizadas da cidade, o Cingapura, a ação municipal no campo da habitação social restringiu-se a repetir a mesma lógica, edificando conjuntos de qualidade medíocre e aparência histriônica nas margens das principais vias, fazendo com que os conjuntos ganhassem visibilidade e obstruíssem a visão de porções consideráveis de urbanização precária que permaneciam após a construção dos edifícios. Tal expediente foi em larga medida utilizado pelas obras do Cingapura na avenida Zaki Narchi, na zona Norte, nas favelas do Jaguaré, da Linha, do Real Parque e Paraisópolis, sobretudo ao longo das Marginais dos Rios Pinheiros e Tietê. No caso que mais reterá nossa atenção, no entorno dos conjuntos Prestes Maia e Inácio Monteiro, é o que ocorre em alguma medida com o conjunto Parque dos Ipês, que 'esconde' a Vila Hortência, loteamento de urbanização bastante precária, da visão de quem trafega pelas Avenidas Inácio Monteiro e Dr. Guilherme de Abreu Sodré.

Com a reviravolta política na esfera municipal, no campo da habitação são retomadas posturas que transformam a ação da COHAB num organismo envolvido diretamente nos mecanismos de exclusão sócio-espacial. Cidade Tiradentes se reconverteu em repositório para a demanda cada vez crescente das listas da COHAB-SP e das populações removidas pelas operações urbanas, como mostraram Fix (2001) e Nakano (2002). Com relação à 'composição social' destas populações que serão transferidas para estes conjuntos é importante lembrar que grande parte destes moradores seria alojado na Cidade Tiradentes após ter sua comunidade de origem sido removida para obras viárias prioritárias para o desenvolvimento metropolitano, segundo os princípios rodoviaristas que guiavam a política urbana de então.

Mariana Fix (2001)<sup>231</sup> analisa detalhadamente os mecanismos perversos que envolviam o poder público e interesses especulativos privados que entraram em jogo nas operações urbanas da época. Nos casos analisados, a remoção das favelas que obstruíam os projetos da 'nova' Faria Lima e da abertura da Avenida Águas Espraiadas está na origem da transferência de milhares de famílias para os conjuntos habitacionais Barro Branco e Santa Etelvina, na Cidade Tiradentes, quase 50 quilômetros do local onde se assentavam há mais de duas décadas os favelados do Jardim Edith. Kowarick (2009) também faz referência a operações de 'limpeza urbana' que acabaram por ocasionar a transferência destas populações para os conjuntos da Cidade Tiradentes, já desde os tempos de Jânio Quadros.

---

<sup>230</sup> Usina (2012) 'Mutirão Paulo Freire. Movimento Popular, Arquitetura e Pedagogia da Praxis' ARANTES, Pedro Fiori; LIMA, Cristiane Gomes; OLIVEIRA, Sandro Barbosa de; PERCASSI, Jade; PINHEIRO, Roseane Maria de Queiroz; REZENDE, Heloisa Diniz; TONE, Beatriz Bezerra.

<sup>231</sup> Fix, Mariana (2001) **Parceiros da exclusão** Boitempo Editorial

*"Até a década de 1980, muitas favelas situavam-se em áreas mais centrais de São Paulo, seguindo as trilhas da construção de prédios e do trabalho doméstico, duas fontes tradicionais de emprego de seus habitantes. Exemplo desta localização eram os aglomerados localizados na Vila Olímpia ou na Marginal do Pinheiros, que, na maior parte dos casos, foram destruídos pelas operações de limpeza urbana realizadas pelo prefeito Jânio Quadros e, posteriormente, nos anos 1990, por Paulo Maluf na avenida Águas Espraiadas. Dessa forma, boa parte dos favelados perdeu a vantagem comparativa em relação aos loteamentos populares quanto à proximidade do trabalho, pois foi crescente a sua periferização para regiões longínquas e carentes de infraestrutura e de serviços."* (Kowarick, 2009:227)

Se os conjuntos Barro Branco e Santa Etelvina concentravam diversas precariedades construtivas e ligadas à localização, no conjunto Parque dos Ipês, a Prefeitura pôs em prática as tipologias verticalizadas emprestadas do modelo Cingapura, agrupadas numa espécie de condomínio fechado que tenta garantir aos moradores do edifício espaços coletivos para estacionamentos de automóveis e uma certa sensação de segurança. Não há previsão de áreas institucionais, comerciais ou públicas no projeto.

Uma vez que passam a ser implantados em terrenos de dimensões menores, inseridos em glebas parceladas e detidas pela própria COHAB-SP, projetos de conjuntos habitacionais mais recentes e de menores dimensões dispensam contrapartidas e cessão de áreas públicas, o que parece levar a Companhia a fragmentar seus empreendimentos, ainda que inseridos em terrenos contíguos. No caso do Parque dos Ipês, o condomínio de classe média composto de edifícios H, estacionamentos e guaritas ecoa como modelo da realização pública, empobrecido ao limite, em todos os sentidos.

Diversas das entradas e acessos alternativos ao conjunto foram murados no intuito de controlar a segurança das áreas coletivas, contando com os poucos recursos e impossibilidade de manter funcionários do condomínio, precariamente instituído e limitado ao essencial, ou seja, ao rateio das despesas coletivas mínimas, fundamentalmente a conta de água.

De qualquer modo, parece haver inspiração na promoção privada, calcada na idéia do apartamento popular como produto, justamente nos mesmos anos nos quais as grandes construtoras vão se interessar pelos mercados populares e investir em empreendimentos para este setor, seja em subúrbios operários tradicionais ou em bairros mais periféricos, que por sua vez estamparão também prédios em forma de **H** sobre o território, mostrando que em muitos momentos a 'habitação econômica'<sup>232</sup> e o conjunto público compartilham algumas lógicas em comum. Desnecessário dizer os mesmos bancos e as mesmas empresas de construção e execução de obras públicas estarão diretamente envolvidos na realização de conjuntos 'residenciais' ou 'habitacionais' para o poder público e para o mercado imobiliário, simultaneamente.

Nas últimas duas décadas, após o fim do BNH e dos grandes financiamentos federais, a CDHU foi progressivamente aumentando de importância nas frentes de expansão metropolitana da zona Leste, através de 'parcerias' e financiamentos com a COHAB-SP e reproduzindo seus padrões, parecendo deixar para trás seus próprios modelos de 'parques-conjuntos' como o Zezinho Magalhães.

*"A crescente importância da CDHU se dá em paralelo à adoção das políticas neoliberais em contexto brasileiro, nas quais passam a creditar à iniciativa privada, cada vez mais, a função central de*

---

<sup>232</sup> Para situar o surgimento da idéia de 'habitação econômica' na Capital, ver Sampaio, Maria Ruth Amaral de Sampaio (Org.)(2002) A promoção privada da habitação econômica em São Paulo e a arquitetura moderna (1930-1964) Fapesp/Rima. Ver também Rossetto, Rossella (2002) Produção imobiliária e tipologias residenciais modernas - São Paulo - 1945/1964 Tese de doutorado FAU USP São Paulo, FAU USP

*condução das políticas de habitação: da concepção do produto imobiliário à definição das localizações urbanas e execução das obras*" (Petrella, 2011).

Durante as eleições de 1996, o jornal **Folha de S. Paulo** procura comparar termo a termo as políticas de habitação dos malufistas, que acabaram por conseguir emplacar Celso Pitta na sucessão municipal e Luiza Erundina, que tentava voltar ao poder e retomar os projetos de gestão popular, entre os quais diversos mutirões autogeridos bruscamente interrompidos por Paulo Maluf<sup>233</sup>. Apesar de sua construção ter sido considerada lenta para o jornal - talvez inadequada ao módulo de quatro anos das gestões municipais, a construção por mutirão era evidentemente mais barata e chegava-se a um resultado de melhor qualidade. Eram 41,78 m<sup>2</sup> para os apartamentos do modelo malufista para 64,8 m<sup>2</sup> em média nos mutirões; entre os 'prós e contras' de viver nos Cingapuras e nos mutirões, o jornal expõe em termos bastante simplistas diversas das vantagens da participação popular na construção de suas moradias:

*"O custo da obra é menor que o dos outros projetos habitacionais;*

*A prefeitura pode atender um número maior de habitantes;*

*Os moradores podem escolher o modelo e o tamanho das casas, a configuração do conjunto e até o terreno onde vão morar;*

*Os próprios moradores gerenciam os recursos aplicados na obra;*

*O espírito de comunidade é desenvolvido, os moradores dividem a segurança e limpeza do local.*"<sup>234</sup>

---

<sup>233</sup> 'Metas habitacionais de Maluf e Erundina não se concretizaram', 'Prédio do Cingapura 'esconde' caos de barracos sem água, luz e esgoto' e 'Movido a 'hora extra' do trabalhador, mutirão é barato, mas muito lento' in **Folha de S. Paulo** 'Eleições 96' 13/out/1996

<sup>234</sup> 'Moradores do Cingapura e mutirão não tem garantia de propriedade' in **Folha de S. Paulo** 'Eleições 96' 13/out/1996





## 8. Inácio Monteiro, um conjunto de conjuntos

Seja pelo caráter fragmentário do território, que produz uma paisagem homogênea de tendência monofuncional; seja pela alternância de projetos político-urbanísticos ‘antagônicos’ ocupando o poder municipal a partir da redemocratização, o fato é que para acompanhar as transformações dos programas de promoção pública de habitação depois da extinção do BNH, nos vimos compelidos a eleger uma área de ocupação predominantemente habitacional relativamente recente, que concentra projetos emblemáticos das políticas sociais que os diversos governos municipais tentaram implementar, sobretudo de habitação, educação, cultura e lazer. Escolhemos aqui como objeto particular de análise o Conjunto Inácio Monteiro, ‘pedaço’ particular do norte do distrito de Cidade Tiradentes, entres ‘Passagem Funda’ e Guaianases, que concentra num território bastante exíguo realizações arquitetônicas recentes no que se refere à experiências habitacionais e de equipamentos integrados, exemplos representativos dos ‘tipos’ Cohab implantados em massa na Cidade Tiradentes mas também das novas práticas e caminhos experimentadas pela Companhia a partir de 1980.

A gleba foi urbanizada a partir de uma composição de distintos programas de provisão habitacional que resultaram nas três tipologias que configuram a paisagem do conjunto: apartamentos em prédios de quatro andares (70% da produção da Cohab mas apenas 36% do conjunto Inácio Monteiro, segundo dados compilados por Otero, 2007:160), casas-embrião (52% das unidades) e lotes urbanizados (12%). A estes dados devemos acrescentar as unidades realizadas por mutirão autogerido inaugurado pelos próprios moradores em 2011 nos ‘empreendimentos’ Paulo Freire e Unidos Venceremos, que, do ponto de vista tipológico, aumentam a proporção de blocos de apartamentos na paisagem mas que, do ponto de vista da política social, reafirmam a autogestão como meio para a organização popular e para a produção habitacional naqueles territórios, em contraste inclusive com as demais experiências da COHAB que contaram com o aporte da participação popular (como as casas-embriões e os lotes urbanizados), bastante presentes ali.

A realização do Centro de Equipamentos Unificado Inácio Monteiro (projeto elaborado pelos técnicos da EDIF a partir da gestão Erundina como Praça de Equipamentos Sociais) e dos mutirões num território bastante exíguo fornece interessantes exemplos de transformações recentes na paisagem da extrema zona Leste, entremeados à exemplos mais ordinários dos conjuntos típicos da produção pública massificada, construções resultantes de programas de casas embriões e lotes urbanizados experimentados pela COHAB a partir dos anos 1980 , além de diversas favelas. Este constraste é particularmente revelador se queremos historicizar as nuances da participação popular enquanto experiência, do discurso à prática, ao longo dos últimos 50 anos. É claro que através das intenções e realizações efetivas de cada um dos governos podemos entrever a recepção da sociedade civil a este tipo de proposta mas a análise dos resultados eleitorais por distritos nas últimas eleições tem sido reveladoras de algumas polarizações e identificações políticas nas periferias e na zona Leste. Concentraremos nossa atenção sobre alguns projetos que nos parecem particularmente inovadores que tiveram lugar nesta porção limítrofe do território de Cidade Tiradentes, hoje convertida em pólo articulador de fluxos e equipamentos, confirmando a vocação geográfica e a situação urbana peculiar deste fragmento periférico em particular, outrora conhecido com Passagem Funda, hoje Inácio Monteiro.

## 8.1 Um território fragmentado

Inácio Monteiro, ao norte do Distrito de Cidade Tiradentes, é um recorte característico de um ‘conjunto de conjuntos’ habitacionais e informais que marca a urbanização de toda a periferia leste da cidade. O topônimo Inácio Monteiro engloba desde o primeiro conjunto que a COHAB-SP construiu na zona Leste, o Prestes Maia, concluído em 1975, até dois dos mais recentes mutirões, o Paulo Freire e o Unidos Venceremos, passando por outros empreendimentos habitacionais públicos representativos das políticas habitacionais das últimas três décadas em São Paulo.

Os sobrados do Prestes Maia, um dos primeiros conjuntos da COHAB na região, abrigam uma população mais envelhecida e de maior renda em relação à média do distrito de Cidade Tiradentes, ao lado do conjunto Mirante de Guaianases, localizado na Avenida Inácio Monteiro, promovido por uma cooperativa de habitação. Entre ambos, fica o Jardim Vilma Flor e a Vila Iolanda, das ocupações mais precárias da extrema zona Leste e das mais antigas da região, anteriores inclusive à edificação do conjunto Prestes Maia<sup>235</sup>. Algumas escolas públicas, paradas de ônibus e pequenas praças situam-se ao longo da Avenida Inácio Monteiro, que integra ruas que outrora tiveram outros nomes e que ligavam à estrada rural dita dos Pereiras, atravessando situações de urbanidade bastante contrastantes e conecta a região do Iguatemi, Cidade Tiradentes e Guaianases com o setor Barro Branco, de características bastante similares ao Sítio Conceição, habitados por populações de menor renda e instrução médios e conseqüentemente altíssima inadimplência das taxas cobradas pela COHAB-SP.

Trata-se portanto de um território fronteiro de contornos pouco precisos, cujas ligações dividem-se entre o núcleo principal da Cidade Tiradentes e Guaianases, centro local ao qual a região da Passagem Funda esteve historicamente ligada. A região da pedreira da família Matheus, hoje desativada, constitui atualmente um nó de articulação viário mas também geográfico e histórico, ao qual estão ligados também os primórdios da ocupação das primeiras vilas, como a Vila Cosmopolita, praticamente vizinha à pedreira. Aquela que por muito tempo foi a única fábrica do distrito, de armações de óculos, situa-se ao lado do Mirante de Guaianases, onde foi edificado o Centro de Formação Cultural da Cidade Tiradentes (CFCCT), que será apresentado oportunamente. Do outro lado do vale, ficam os conjuntos Juscelino Kubitschek e Jardim São Paulo, antigo campus experimental de procedimentos construtivos da COHAB-SP, que ajuda a configurar esta precária centralidade, para a qual convergem milhares de habitantes da região nos dias de feira nas quadras da ‘COHAB Juscelino’.

*“A centralidade Inácio Monteiro não possui um ponto de convergência significativo. Ela estrutura-se na área de influência do Conjunto Prestes Maia, o mais antigo e ‘bonito’ da Cidade Tiradentes (construído em 1976) [sic] e talvez por isso mesmo com uma das rendas mais altas de chefes de família nos conjuntos e a maior concentração de idosos. (...) Um grande conjunto está sendo executado na sua proximidade, o Inácio Monteiro-Procau, que irá receber aproximadamente 5 mil pessoas. A demanda por atividades econômicas e comércio desta população deverá colaborar para o desenvolvimento local.”<sup>236</sup>*

---

<sup>235</sup> Como nos mostra a sequência de fotos aéreas apresentada por Marcio Rufino da Silva (2008) em sua dissertação de mestrado.

<sup>236</sup> Usina CTAH (2003) Plano de ação habitacional e urbana - Cidade Tiradentes Programa Bairro Legal COHAB-SP PMSF. p.72

Como se depreende do relatório da Assessoria Técnica Usina, de 2003, a política de construção massiva de unidades nunca foi de fato interrompida no distrito de Cidade Tiradentes e no entorno do Inácio Monteiro, cuja particularidade residiu no fato de abrigar uma proporção maior de unidades unifamiliares como casas, sobrados ou embriões, sobre os apartamentos construídos.

Desde o projeto singular do conjunto Prestes Maia, passando pelos blocos do Jardim São Paulo, os embriões, sobrados, reproduções do padrão Cingapura e os absolutamente excepcionais mutirões Paulo Freire e Unidos Venceremos, além do primeiro dos Centros de Equipamentos Unificados (CEUs), fazem do conjunto Inácio Monteiro um mosaico de formas de construir e urbanizar tendo como vetor grandes projetos de habitação social e equipamentos públicos na história recente da arquitetura e urbanismo paulistanos desde os anos 1970 mas sobretudo nos anos 2000.

*"Ocorre que na Cidade Tiradentes que muitas das pessoas que habitam nas imediações da Avenida Inácio Monteiro não se reconhecem como moradores da Cidade Tiradentes, mas sim de Guaianases. A mesma questão ocorre com a população do Dom Angélico e Vila Yolanda, nos limites a nordeste do distrito, que se referem também a Guaianases ou ao município vizinho, Ferraz de Vasconcelos, como pontos de referência pública. Até mesmo, com a recente criação da Subprefeitura local, que anteriormente pertencia a Administração Regional de Guaianases. Na verdade, diversos moradores do conjunto habitacional Cidade Tiradentes não se sentem identificados, e muitas vezes se sentem despossuídos de qualquer identificação com a região ou alguma outra forma de auto-representação."*<sup>237</sup>

Parece tratar-se de um tipo de alienação com relação ao espaço, dada a falta de referências estruturadoras do espaço suburbano, sintoma de um alto grau de fragmentação territorial assim como de desinteresse de boa parte da população local em identificar-se com a Cidade Tiradentes.

*"O desconhecimento que, em alguma medida, todos demonstravam quando falavam do lugar onde vivem e/ou trabalham, nos indicava uma necessidade de redimensionar os canais mediados até então ocupados apenas pelas entidades, de modo que outros e novos atores fossem ouvidos."*<sup>238</sup>

Continuando pelo prolongamento da Avenida Inácio Monteiro, que incorporou a antiga Estrada dos Pereiras, há ainda um conjunto 'residencial' singular, Conjunto Mirante de Guaianazes. Seja por concentrar a maior renda per capita do distrito ou por sua particular forma de produção, este aglomerado de blocos H constitui um exemplar *sui generis* por ter sido empreendido por uma cooperativa habitacional.

O Mirante de Guaianazes não se distingue em muito enquanto morfologia do seu vizinho, o conjunto Barro Branco II, a não ser por um elemento primordial nestas zonas limítrofes da periferia paulistana - o muro que estabelece o perímetro do conjunto, que foi construído simultaneamente ao conjunto no empreendimento da cooperativa e foi edificado aos poucos pelos próprios moradores no Barro Branco. Nos conjuntos do setor, assim como no Parque dos Ipês, os espaços coletivos são reduzidos ao essencial, ou seja, a circulação entre os apartamentos e os limites do lote. Faltam equipamentos públicos e espaços para atividades comerciais, que acabam por se instalar informalmente nas garagens das unidades unifamiliares isoladas nos lotes - as 'casinhas' ou os embriões que ocupam o outro lado da Rua Alexandre Davidenko, ao longo do qual perfilam-se blocos H idênticos agrupados por condomínios precariamente instituídos, batizados aleatoriamente em homenagem à paisagem, a fauna ou a cultura popular brasileira.

---

<sup>237</sup> Santos, Rosana A. M. (2006) Das estratégias comunicacionais às mediações produzidas por jovens - Aliança Negra Posse e Núcleo Cultural Força Ativa Tese de Doutorado ECA-USP, p.74-75

<sup>238</sup> Usina CTAH (2003) Programa Bairro Legal: Plano de Ação Habitacional e Urbana Diagnóstico SEHAB/PMSP/BIRD, p.14

A reprodução de um modelo esgotado, de maneira cada vez mais submissa à lógica do lote e da área residual dos grandes conjuntos, agravaria radicalmente a pobreza urbanística da extrema zona Leste paulistana ao longo dos anos 1980 e 1990, período no qual também a população favelada explodiu na cidade como fenômeno demográfico, com consequências particularmente agudas no distrito.

Com a eleição da prefeita Marta Suplicy pelo Partido dos Trabalhadores no final de 2000, foram ‘tirados das gavetas’, metafórica e por vezes literalmente, planos de ‘reconstrução’ de territórios problemáticos através de equipamentos sociais e experiências habitacionais inovadoras, que remontavam às experiências da gestão de Luiza Erundina. Ainda que se tratasse do mesmo partido assumindo a gestão municipal com uma plataforma identificada com a esquerda, são notáveis as diferenças entre dois grupos de poder distintos no interior da mesma coalizão de forças, representados por duas mulheres de trajetória e inserção social bastante distinta. As prioridades do governo Marta Suplicy (2001-2004) eram outras, bem como os métodos de ação, do ponto de vista do planejamento das obras e investimentos públicos da cidade como um todo. De qualquer forma, a inversão de tônica da ação municipal, que passava a se concentrar em distritos periféricos e precários era o que se anunciava para o governo Marta Suplicy e que se concretizou de alguma maneira através da realização dos Centros Educacionais Unificados (CEUs) e não através de um programa massivo de habitação social, tônica do governo Erundina.

Até os anos 2000, Cidade Tiradentes era um dos principais focos de um tipo de crime bastante particular: mortes violentas de jovens, enquanto que a incidência de roubos e furtos era relativamente baixa se comparada à áreas mais centrais da cidade. Fato é que, de acordo com os mapas e índices de violência, já em 2005 observa-se uma redução significativa deste tipo ocorrência no distrito<sup>239</sup>, pelas razões mais diversas que a nós não cabe explicar mas é impossível deixar de pensar no impacto das políticas sociais e equipamentos de saúde, esportivos, educacionais e culturais que foram implantados progressivamente no bairro como tentativa de dotar o precariamente urbanizado distrito de qualidades urbanas que materializassem a presença do Estado nos limites da metrópole.

A publicação Município em mapas reúne dados e cartografias provenientes do Índice de Desenvolvimento Humano (2000), dos Mapas de Inclusão/Exclusão (2002), dos Direitos Humanos (2005) e de Vulnerabilidade Social (2004)<sup>240</sup>, nos fornecendo elementos para compreender qualitativamente a ‘situação’ da Cidade Tiradentes tendo por parâmetro as outras 30 Subprefeituras do município. Trata-se de um território marcado pela garantia deficiente dos direitos humanos sobretudo das mulheres e dos jovens, pela exclusão<sup>241</sup> e pela vulnerabilidade<sup>242</sup>

---

**239** Adorno, Sérgio ‘Temporalidade e espaços dos homicídios dolosos na capital paulista’ in Olhar São Paulo - Violência e criminalidade PMSP (2008)

**240** PMSP (2005) Município em mapas - Série temática: Índices sociais

**241** Exclusão social entendida como o oposto das melhores condições de inclusão encontradas no município, encontradas na região sudoeste da cidade e medida em função da autonomia, da qualidade de vida, do desenvolvimento humano e da equidade. Ver PMSP (2005) e também PUC/SP, INPE, Instituto Polis Mapa da Exclusão/Inclusão Social

**242** Vulnerabilidade social leva em conta critérios da composição familiar e da ‘privação’ em termos de renda e escolaridade a que são submetidos seus membros. Ver CEM/Secretaria Municipal de Assistência Social/ PMSP (2004) Mapa da Vulnerabilidade Social.

sociais, onde pudemos observar uma explosão da violência e da criminalidade ao longo dos anos 1990 e uma redução sensível destes índices na segunda metade da primeira década de 2000.

Dentro da Cidade Tiradentes, o 'setor' Inácio Monteiro, sobretudo o Conjunto Prestes Maia, ocupa uma posição relativamente privilegiada, ainda que abrigue também exemplos das condições de habitabilidade das mais precárias de toda a Subprefeitura.

## 8.2 Os loteamentos, os apartamentos e as favelas

Na virada dos anos 2000, a Cidade Tiradentes era ao mesmo tempo emblema de uma modo insustentável de produzir habitações populares desprovidas de qualidades urbanas e problema para a COHAB-SP, que, pouco atuava depois da entrega dos apartamentos mas continuava a ser proprietária e administradora de estoques de terras e apartamentos em financiamentos por vezes de longo prazo, interrompidos, transmitidos para terceiros, alugados, etc. Fato é que, sem contar com uma estrutura funcional adequada para a tarefa, a COHAB-SP se via obrigada a administrar enormes porções de terras, espaços coletivos e frações ideais de condomínios e unidades habitacionais na Cidade Tiradentes.

Dividido entre blocos de apartamentos, conjuntos de casas e embriões, só uma parte da população mora na 'cidade formal'. No seu reverso, favelas e loteamentos de diferentes e recentes épocas que atravessam porções remanescentes da mata atlântica, alcançando já os municípios vizinhos como Ferraz de Vasconcelos, abrigam população de nível sócio-econômico ainda inferior na chamada 'cidade informal', para usar os termos do diagnóstico que a assessoria técnica Usina CTAH elaborou sobre o bairro em 2003.

*"Cidade Tiradentes não é uma, mas ao menos, duas: a cidade formal, dos conjuntos, feita pelo poder público e a cidade informal, de loteamentos clandestinos e irregulares e favelas, quase todos em áreas privadas. A primeira cidade abriga cerca de 150 mil habitantes e a segunda, 50 mil – certamente um cenário diferente das demais periferias de São Paulo."*<sup>243</sup>

Dez anos nos separam dos relatórios elaborados pela Usina que retratavam uma Cidade Tiradentes já sensivelmente diferente do que ela é hoje - importantes equipamentos públicos foram inaugurados, assim como consideráveis melhorias na rede de transportes públicos que conecta o distrito à metrópole. A população continuou a crescer exponencialmente, ocupando espaços bastante precários do ponto de vista da construção e suas implantações, em ambas as vertentes descritas pelo grupo entre 'duas cidades', clivagem fundamental que divide os moradores e suas características sócio-econômicas entre os habitantes dos conjuntos habitacionais e os das favelas e loteamentos irregulares.

Ao longo da Avenida Inácio Monteiro, como mencionamos, alinham-se assentamentos de ambas as naturezas, variando dos primeiros grandes conjuntos, que abrigam uma população mais enraizada e integrada econômica e localmente, aos casos mais radicais de vida no 'risco', ou seja, 'na vulnerabilidade socioeconômica e civil', para usar os termos de Kowarick, ao qual poderíamos acrescentar a tragédia ambiental que poderia caracterizar determinadas situações como as várzeas e encostas de acentuada declividade e características geológicas particulares ali presentes ocupadas indistintamente. Percorrer esta avenida, que surgiu de um antigo caminho rural conectado à metrópole, é atravessar os territórios de duas cidades cindidas pela formalidade e por uma tênue linha que divide a pobreza da miséria. *"Duas Cidades" ou "a profunda cisão que ocorre em Cidade Tiradentes entre a cidade produzida pelo poder público e a cidade informal feita nas margens e interstícios desse primeiro espaço"*.<sup>244</sup>

---

<sup>243</sup> Usina CTAH (2003) *Programa Bairro Legal: Plano de Ação Habitacional e Urbana Diagnóstico* SEHAB/PMSP/BIRD, p.34

<sup>244</sup> Usina CTAH (2003) *Programa Bairro Legal: Plano de Ação Habitacional e Urbana Diagnóstico* SEHAB/PMSP/BIRD, p.29

A idéia de um 'urbano desurbanizado' se aplica ao contexto da Cidade Tiradentes, estratégia do poder público para enfrentar as forças que atuam na construção da chamada cidade informal, muitas vezes passando - ele mesmo, o Estado - ao largo da lei.

*"O sentido da urbanização é, portanto, o de produção de situações variáveis entre o que se entende por legalidade e respeito às normas e o que se entende por ilegalidade. Neste campo de relações os agenciamentos entre o poder público e a população são móveis e, em muitos casos, arbitrários, ao sabor do reconhecimento do poder"* (Lavos, 2009:52).

A despeito da clara manifestação da presença do Estado traduzida num urbanismo empobrecido, feito da repetição de blocos idênticos e milhares de casinhas, trata-se de uma paisagem formada a partir dos elementos clássicos da periferia, tal como definida pelo sociólogo José de Souza Martins, em distinção ao subúrbio:

*"A periferia já é o produto da especulação imobiliária, ruas estreitas, calçadas estreitas, falta de praças, terrenos minúsculos, casas ocupando na precariedade dos seus cômodos todo o reduzido espaço disponível para a construção, falta de plantas, muita sujeira e fedor. A periferia é o contrário do subúrbio. A periferia é a vitória da renda da terra sobre a cidade e a urbanização, é um dos fatores do atraso do próprio capitalismo. Aliás, a periferia tem trazido consigo a ruralização da cidade. A periferia é a designação dos espaços caracterizados pela urbanização patológica, pela negação do propriamente urbano e de um modo de habitar e viver urbanos. A periferia é a negação das promessas transformadoras, emancipadoras, civilizadoras e até revolucionárias do urbano, do modo de vida urbano e da urbanização."*<sup>245</sup>

O resumo das investigações conduzidas por uma comissão especial de inquérito da Câmara Municipal de São Paulo <sup>246</sup> criada já no primeiro ano da gestão Erundina por vereadores de centro-esquerda analisa os elementos e o grau de precariedades e irregularidades em diversos loteamentos em Guaianases, como Vila Santo Antônio, Vila Santa Terezinha, Sítio dos Cunhas, Bairro dos Pereiras, Vila Iolanda, Vila Paulista I e II, alguns deles vizinhos ao conjunto Prestes Maia, como o Jardim das Hortênsias. A comissão parlamentar parece trabalhar em sintonia com aquela que será uma das principais linhas de ação do Partido dos Trabalhadores no campo da habitação social, além da construção de conjuntos autogeridos: a regularização fundiária de assentamentos precários e a urbanização de favelas.

De acordo com o documento, seria relativamente recente a ocupação do loteamento conhecido como Jardim das Hortênsias, iniciada por volta de 1988, ainda que haja menção a duas ações de reintegração de posse na área, de 1975 e 1978, o que nos leva a supor que houveram sucessivas ondas de ocupação da região. Esta área equivale aos terrenos de um loteamento anônimo de vias não-oficiais registrado tanto no mapa Sara Brasil, de 1930 quanto no levantamento realizado pela Light and Power em 1943. Tratam-se de parcelamentos rurais anteriores a esta ocupação mais recente? Seriam loteamentos que não lograram se urbanizar pela falta de infraestrutura? Projetos que foram incluídos subrepticiamente nas cartografias oficiais? Certo é que tratam-se de terras que vinham sendo objeto de especulação desde os anos 1930 e que apresentam indícios de uma ocupação rarefeita anterior aos conjuntos da COHAB-SP. Hoje, existe um núcleo bastante consolidado no Jardim das Hortênsias que conta com serviços de luz, água e esgotos, ruas asfaltadas nas quais as construções constantemente em ampliação são em sua quase totalidade em alvenaria e parecem datar de pelo menos duas décadas. Em torno deste núcleo inicial, existem

---

<sup>245</sup> Martins, José de Souza - Depoimento in Espaço e Debates - Periferia revisitada N° 42, 2001, p.78

<sup>246</sup> Câmara Municipal de São Paulo (1990) Relatório da comissão especial de inquérito sobre loteamentos clandestinos e irregulares na cidade de São Paulo

## 8. Inácio Monteiro, um conjunto de conjuntos

construções bastante mais precárias e bastante mais recentes, além das entradas para uma favela instalada sobre o córrego que corta a região.

As toponímias também podem nos ajudar a compor este panorama de ocupações informais de diversas espécies, cujos traços são de documentação mais difícil pela própria natureza dos assentamentos, mas que não são menos importantes para a compreensão da história social destes territórios. O caso de Vila Iolanda seria emblemático neste sentido, na medida em que datam destes primórdios da ocupação os indícios, como fotos de festas e protestos nos quais estava representada a comunidade.

Esta microregião da Cidade Tiradentes abriga outros casos particulares que nos ajudam a compreender a formação dos territórios periféricos no Brasil e a ação de suas principais forças especulativas, associativas e políticas que disputavam estes espaços ‘físicos’ e ‘sociais’ (Bourdieu, 1993). Vila Iolanda II, assim como a comunidade Dom Angélico, resultam da simples doação de terrenos situados em glebas outrora pertencentes à Igreja para que alguns ‘necessitados’ ali construíssem suas casas, ‘boa ação’ conduzida por Dom Angélico Sândalo Bernardino através das chamadas Pastorais e das Comunidades Eclesiais de Base (CEBs).

Fato é que, independentemente do gesto eclesiástico em favor do assentamento precário de algumas dezenas de famílias, o surgimento da comunidade a partir de 1992 acontece à margem da legislação urbanística, em condições de saneamento e precariedade construtiva similar às vilas e favelas vizinhas, o que acaba por obrigar o poder público através da COHAB-SP a concentrar ali recursos dos insuficientes programas de regularização e urbanização de loteamentos clandestinos<sup>247</sup>.

Durante a gestão de Celso Pitta, no entorno do conjunto Prestes Maia, a obra de alguns conjuntos de sobrados geminados foram iniciadas, assim como a construção de diversos blocos do tipo Cingapura inseridos no PROCAV (Programa de Canalização de Córregos, Implantação de Viário e Recuperação Ambiental e Social de Fundos de Vale), que procuravam verticalizar as ocupação para liberar espaço dentro de áreas consideradas de risco para a implantação de infra-estrutura de saneamento básico. O programa havia sido colocado em marcha pela Prefeitura de Pitta com recursos do BID e permitia que parte das verbas municipais destinadas à infra-estrutura fossem utilizados para a construção de unidades habitacionais para abrigar os moradores removidos das áreas lindeiras aos rios e córregos da cidade. Em torno da área ocupada pelo conjunto Prestes Maia, a gestão de Celso Pitta iniciou as obras de diversos empreendimentos baseados na repetição do modelo Cingapura através do PROCAV, como é o caso do grupo de edifícios imediatamente vizinhos ao mutirão Paulo Freire, cuja inauguração se deu já em tempos do Governo Marta Suplicy.

A história e a formação da maior das favelas da Subprefeitura da Cidade Tiradentes, o Jardim Maravilha, com pelo menos 6 mil moradores, entre o Conjunto Barro Branco e a Avenida Naylor de Oliveira, é o objeto de um artigo elaborado pela Mônica Virgínia de Souza<sup>248</sup> para a revista de

---

<sup>247</sup> ‘Prefeitura urbaniza 30 loteamentos clandestinos e prepara regularização’ in *Diário Oficial da Cidade de São Paulo* 11/mar/2010

<sup>248</sup> Souza, Mônica Virgínia de (2009) *Políticas públicas e espaço urbano desigual: favela Jardim Maravilha (SP)* in *Estudos avançados* vol.23 no.66 São Paulo



Estudos Avançados, no qual ela acompanha a trajetória de alguns personagens típicos que a ajudam a reconstruir o processo de ocupação da região. De acordo com Souza (2009), tratava-se de uma ocupação ainda bastante rarefeita até 1990, momento no qual ocorre um surto de crescimento do assentamento, ao mesmo tempo em que se constrói um projeto de mutirão no bairro, de acordo com uma moradora entrevistada pela pesquisadora. Parece tratar-se de uma trajetória ímpar mas que confirma uma tendência geral segundo a qual as favelas vão se formando nos interstícios da ‘cidade formal’ e nos espaços livres disponíveis através do agrupamento de famílias e pequenas comunidades pelo elementar mecanismo de transmissão da notícia de que um dos seus membros haveria encontrando onde se abrigar e que ainda cabia mais gente em um novo núcleo habitacional que se formava na região.

*“A trajetória de vida da família de Rose e Toni coincide com a de muitos moradores das periferias de grandes cidades – migrar para áreas mais pobres, depois da perda do emprego pelo chefe da família, como foi o caso do pai de Rose, demitido de uma grande empresa automobilística da região do ABC, obrigado a garantir sua sobrevivência e a da família empregando métodos ilegais de moradia e trabalho.”* (Souza, 2009)

Na região da Mata das Sete Cruzes, na divisa com Ferraz de Vasconcellos, onde se encontra a nascente do Rio Aricanduva, vem sendo registrada a formação recente de novas favelas, implantadas em uma região ambientalmente sensível e topograficamente inadequada à construção de moradias populares, sobretudo de padrão construtivo precário, como vem sendo observado ali. Por sinal, do ponto de vista da construção das habitações, diversas das favelas da região apresentam um aspecto bastante similar aos bairros constituídos por embriões e lotes urbanizados, que geralmente se distinguem por um padrão urbanístico mais rigoroso e minimamente estruturado e de alguma forma conectado à malha urbana da metrópole, o que não se observa no caso das favelas da Cidade Tiradentes. O improvisado, a inobservância a qualquer código urbanístico e a falta de acabamento acabam por confundir na paisagem estes padrões distintos de urbanização precária. Esta confusão semântica também é perceptível através da fala de alguns moradores, especialmente jovens, que se referem ao conjunto aonde vivem como ‘favela’<sup>249</sup>.

As ‘vilas’ que abrigaram os primeiros trabalhadores das pedreiras, as casas dos oleiros que transformavam o barro e a lenha nos tijolos, assim como as fábricas de blocos que as sucederam e os barracões que abrigaram os trabalhadores que construíram os primeiros conjuntos habitacionais da COHAB-SP, podem ser entendidos como pares dialéticos da política de desenvolvimento urbano perversa que se implantou nos extremos da zona Leste, que acabaram por engendrar a construção de uma ‘outra’ cidade.

As políticas públicas guardavam também em si ambiguidades intrínsecas à constituição destes conjuntos, ajudando a criar territórios cindidos entre modelos de urbanização em tudo opostos mas que acabam por complementar-se mutuamente em um processo bastante característico de constituição de territórios populares no país do qual Inácio Monteiro é uma eloquente expressão. Pedro Arantes, ligado a assessoria Usina, expõe em termos gerais a dualidade histórica das políticas ligadas à habitação social no Brasil.

*“As ações públicas oscilaram entre dois paradigmas: um modernizador e outro mais liberal. Num prevalece a forma-conjunto (habitacional), ainda seguindo preceitos modernistas, do plano e do projeto. Noutra, prevalece*

<sup>249</sup> O Rapper Bob Jay do grupo RDM (Rapaziada do Morro), morador do conjunto Barro Branco, construído por mutirão autogerido, constantemente se refere ao próprio local de moradia usando o termo ‘favela’, tanto em suas letras quanto em entrevistas. Ver a publicação Jovens da Cidade Tiradentes - De onde ecoam suas vozes? Instituto Pólis (2008).

## 8. Inácio Monteiro, um conjunto de conjuntos

*a aceitação da forma-favela, da autoconstrução como regra, da informalidade como norma. Em ambos os casos, ficamos distantes da forma-cidade. Nas políticas urbanas modernizadoras, as iniciativas eram orientadas para a remoção de favelas, a produção de grandes infra-estruturas e de imensos conjuntos habitacionais periféricos, mobilizando construtoras, empresas de projeto, especuladores imobiliários e sistemas nacionais de crédito. Tratava-se de uma reprodução mimética e piorada da política de reconstrução europeia no pós-guerra. O resultado foi o aumento da segregação social e espacial e a produção de bairros-dormitório homogêneos e fragmentados, desprovidos de qualquer qualidade urbana. Esse modelo produtivista, no qual se misturam interesses públicos e privados, só foi possível nos países semi-periféricos mais ricos, que passavam igualmente por processos de industrialização—apoiados, por sua vez, na imensa extração de mais-valia em canteiros de obra faraônicos.”<sup>250</sup>*

Se a cidade pode ser pensada como uma concreção da história, nestas fronteiras da zona Leste da periferia paulistana, é possível reconhecer os resultados de políticas e da falta delas - as dinâmicas especulativas e interesses velados ligados aos vetores de desenvolvimento urbano, bem como as consequências de um modo de produzir e reproduzir unidades e conjuntos sem necessariamente criar qualidade de ‘cidade’, que vão, independentemente de sua ausência dos planos oficiais, se constituindo pela apropriação dos moradores e pela sua reação a um processo de segregação urbana que agrupou muitos deles em Cidade Tiradentes, de modo particularmente claro em Inácio Monteiro.

---

<sup>250</sup> Arantes, Pedro (2008) O lugar da arquitetura num ‘planeta de favelas’ Opúsculo N°11, Dafne editora :Porto, p.7

### 8.3 O Centro Educacional unificado (CEU)

No começo dos anos 2000, a realização dos 21 primeiros Centros Educacionais Unificados, os CEUs, parece ter sido o acontecimento mais notável para tanto para a história da arquitetura quanto para a das políticas públicas de educação e cultura, fator decisivo da transformação da paisagem física e social das periferias paulistanas.

*“A introdução dos CEUs pela Prefeitura veio criar, na periferia, um padrão diferenciado de ambiente, cuja importância reside principalmente, a meu ver, no estabelecimento de um padrão de referência para os jovens, de organização, de respeito à pessoa humana, que contribui para a formação de uma nova cultura, sendo a presença da comunidade um fator fundamental.”* (Lefevre in PMSP:116)

Proclamado por seus autores como ‘descendente’ das Escolas Parque idealizadas pelo educador Anísio Teixeira em Salvador e concretizadas nas superquadras modelo de Brasília décadas depois, o CEU materializa a diretriz principal da política municipal no sentido de criar equipamentos públicos de referência para estruturar situações de precária urbanidade e grande demanda. No volume organizado em 2007 pela ex-secretária municipal de educação diretamente envolvida na realização dos CEUs, Maria Aparecida Perez, juntamente com Og Dória<sup>251</sup>, os CEUs são apresentados como um ponto culminante de uma genealogia de projetos inovadores de educação popular.

*“Os Centros Educacionais Unificados não surgiram por acaso ou por decreto, em 2003. As idéias, concepções experiências, acumuladas em diferentes momentos históricos, construíram, sobremaneira, para enriquecer a sua proposta final. As idéias de educação para cidadania e de escola aberta de Paulo Freire, os projetos dos Parques Infantis, que Mário de Andrade criou em São Paulo nos anos 30, a Escola Parque, que o Educador Anísio Teixeira criou na Bahia dos anos 50, onde as pessoas aprenderam a conviver com os espaços públicos integrados. Seu projeto e concepção há muito vem sendo elaborado e discutido pelos dirigentes educadores, especialistas e lideranças comunitárias, enfim, por todos aqueles que são responsáveis pela gestão da educação no município”* (Dória e Perez, 2007:131)

A análise que faz o historiador Leonardo Benevolo, inserindo o episódio numa trajetória ampliada das propostas da arquitetura moderna dedicada à educação pública no Brasil, destaca uma certa ética e justeza nos meios através dos quais se realizam estes ‘protótipos e modelos da primeira revolução moderna’. *“É espantosa a naturalidade com a qual os protótipos e os modelos da primeira revolução moderna são repropostos no novo século, como se o tempo não tivesse passado. A seriedade da relação com a comunidade dos usuários age como freio intelectual contra toda divagação.”* (Benevolo, 2007:408-411)

A proposta das Secretarias Municipais de Educação e de Cultura, durante a gestão da prefeita Marta Suplicy, procuraria retomar as diretrizes elaboradas pelo educador Paulo Freire durante a primeira metade da gestão Erundina, enfatizando o papel do espaço urbano e da formação crítica dentro do que ele conceituava como ‘qualidade social da educação’, tema retomado pelos idealizadores e decisores empenhados na realização dos CEUs.

*“Qualidade social da educação - A concepção pedagógica da atual gestão leva muito em conta as idéias e propostas da escola aberta e democrática que o educador Paulo Freire procurou pôr em prática, em 1989, quando foi secretário de educação no município de São Paulo. Segundo o seu ideário, um governo democrático que quisesse incentivar a participação popular e promover cidadania deveria investir na*

<sup>251</sup> Dória, Og e Perez, Maria Aparecida (Org.) (2007) Educação, CEU e Cidade - Breve história da educação brasileira nos 450 anos da cidade de São Paulo. Secretaria Municipal de Educação da cidade de São Paulo

## 8. Inácio Monteiro, um conjunto de conjuntos

*educação de qualidade e desenvolver espaços para a formação integral de cidadãos e cidadãs, espaços de convivência comunitária, combinando várias estratégias para desenvolvimento da consciência crítica em todas as idades.(...) A escola contribui para a formação e o desenvolvimento das pessoas à medida que lhes permite construir significados para a sua vida a partir daquilo que as rodeia. À medida que favorece a apropriação de diferentes linguagens pela população, amplia as possibilidades de manifestação e de produção cultural de comunidade, torna-se pólo mobilizador e fomentador de novas relações sociais, incentiva o desenvolvimento de uma identidade local” (Dória e Perez, 2007:111)*

De acordo com Alexandre Delijaicov, um dos arquitetos responsáveis por sua concepção arquitetônica, ‘o desenho do CEU vem atender à necessidade de criar pólos estruturadores da cidade, justamente, onde ela se encontra mais desestruturada: no seu cinturão periférico, naquele anel em que a cidade não se constituiu porque o que constitui uma cidade é o tripé infra-estrutura (abastecimento de água, drenagem urbana, luz, transporte, comunicação, etc.), equipamentos públicos e habitação, um tripé que só se forma com planejamento.’ (Dória e Perez, 2007:132)

O CEU Inácio Monteiro, recuperava tanto o endereço urbano quanto o programa arquitetônico das Praças de Equipamentos Sociais formuladas durante a gestão Erundina, servindo de conexão histórica entre dois momentos distintos de conquista do poder municipal pelo Partido dos Trabalhadores. Entre eles, separados por oito anos de governos que utilizaram o bairro como repositório de populações marginalizadas, os problemas e urgências da Cidade Tiradentes se agravariam dramaticamente.

A precária centralidade linear constituída ao longo da Avenida Dr. Guilherme de Abreu Sodré culmina no CEU, que integra diversos equipamentos escolares, esportivos, culturais e balneários num só conjunto. A avenida que dá acesso ao CEU e o conecta à Avenida Inácio Monteiro e através dela ao resto da Cidade Tiradentes, é ocupada por uma creche, igrejas católica e protestante, atividade comercial intensa, complementada por alguns serviços de saúde, além do centro esportivo do conjunto Prestes Maia. A importância da realização do Inácio Monteiro em particular, entre os projetos esboçados nos tempos de Erundina e a ‘constelação’ destes 21 centros de equipamentos urbanos, é sublinhada pelo arquiteto André Takiya.

*“Está dentro de um conjunto habitacional, na Cidade Tiradentes, num lote em formato de ‘T’ e, que foi o projeto que deu início ao programa dos CEUs dentro da Prefeitura. Pode-se dizer que a tipologia das edificações e o programa arquitetônico se deram a partir daqui, pensando-se no aproveitamento máximo para o terreno, daí servir de parâmetro para todas as outras áreas, que tinha áreas de terreno semelhantes ou maiores.” (Takiya,2009:51)*

Alexandre Delijaicov aprofunda a relação entre a construção do território e dos espaços públicos em áreas de urbanização precária e a construção dos equipamentos projetados pelo Departamento de Edificações da Secretaria de Obras da Prefeitura de São Paulo, onde coordenou a realização dos CEUs, juntamente com os arquitetos Wanderley Ariza e André Takiya, que mais tarde refletiria sobre a experiência em dissertação de mestrado.

*“Para começo de conversa, tudo isso está ligado a uma arquitetura que chamamos de arquitetura da cidade. Mais apropriadamente dizendo, a arquitetura dos espaços de propriedade pública da cidade, Não só os espaços de uso público e coletivo (que podem ser de propriedade privada e de uso coletivo), mas toda a construção do meu argumento - aquilo em que acredito - ligado à arquitetura da cidade, me referindo à arquitetura dos espaços públicos da cidade, empreendimentos públicos. Quais são esses espaços? Eu acho que para a gente definir nessa conversa, apesar de visceralmente interligados, podemos definir três frentes: a primeira frente, os sistemas de redes integradas de infra-estruturas urbanas e infra-estruturas territoriais. A segunda frente, os sistemas de redes de equipamentos públicos municipais (da cidade): aqueles equipamentos que recebem o cidadão desde suas primeiras semanas da vida até a construção de todo seu caráter filosófico e*

*de cidadão, de seu ser político, dele como um agente, um ator e ele se reconhecendo no outro como um agente transformador do seu próprio lugar, já que a arquitetura que nos interessa é a arquitetura do lugar, a construção de nosso endereço. Esses equipamentos (do berçário à pós-graduação, o centro comunitário, a casa de cultura) essa rede de equipamentos é que vai construir a constelação de redes, formando um mosaico dos espaços constituintes desse público da cidade. A terceira frente é um espaço impregnado e presente em tudo, como dizem vários arquitetos: a cidade é nossa casa. Como frente pública: a habitação produzida pelo poder público municipal. A habitação da cidade para a cidade, que não deixa para trás um olhar atento à unidade ou conjunto de unidades habitacionais vinculadas à(s) rede(s) de infraestruturas urbanas” (Alexandre Delijaicov in Arch+ Dez/2008: Berlim)*

Ainda que os CEUs preservem uma identidade entre si que se implantem em regiões periféricas de características similares, seu uso, ocupação e atividades refletem as situações particulares nas quais se encontram; entre os mananciais e o extremo Leste, em distintos endereços urbanos com histórias e condições particulares. A partir de 2002, em meio às discussões e regulamentações e à aprovação do novo Plano Diretor do município e dos Planos Regionais, o distrito de Cidade Tiradentes torna-se uma Subprefeitura, desligando-se de Guaianases, centro regional ao qual administrativamente o distrito estava ligado até então.

*“O Governo da Reconstrução, constituído com a eleição de Marta Suplicy, assume com a proposta de promover a inclusão e o combate à pobreza e às desigualdades sociais, reduzir as desigualdades regionais, combater a evasão escolar, além de gerar trabalho e renda. A definição desta nova agenda de prioridades governamentais com o efetivo direcionamento dos esforços da administração municipal para a universalização do acesso aos serviços públicos básicos; a consolidação do processo de descentralização na oferta dos serviços públicos e o reconhecimento da importância da sociedade civil constituem alguns aspectos que ilustram essa transição para um novo paradigma de gestão de uma metrópole.” (Dória e Perez, 2007:105-106)*

A Cidade Tiradentes serviria como laboratório de políticas públicas que pudessem lidar com situações de baixa renda, estatísticas e índices de desenvolvimento humano muito abaixo da média da cidade e intensa criminalidade. Muitos programas são formulados setorialmente nos campos da saúde, educação e emprego para dar conta dos problemas agudos vividos pelos habitantes do distrito, articulando ações isoladas ou intersecretariais.

A construção de um Hospital Municipal na Cidade Tiradentes, inaugurado depois da gestão Marta Suplicy, também pode ser atribuída a esta lógica de inversão das prioridades municipais, segundo a qual a implantação de equipamentos públicos em regiões periféricas serviria como mecanismo de redução das desigualdades sociais<sup>252</sup>. A Cohab-SP, controlada pela Prefeitura, também procuraria realizar ações ligadas à qualificação dos espaços em torno dos seus conjuntos habitacionais, sobretudo na região de Cidade Tiradentes.

*“O Viver Melhor pretende recuperar as ruas ao redor dos conjuntos habitacionais, sinalizar as principais vias de acesso, plantar árvores e aumentar as opções de lazer e esporte para os moradores. A primeira área a contar com a iniciativa é o setor III-A do Conjunto Santa Etelvina, por causa do alto índice de violência na região. ‘Vamos priorizar as áreas mais violentas e carentes da cidade. Mas pretendemos alcançar toda a população dos conjuntos habitacionais’, afirmou o presidente da Cohab, Ricardo Schumann.”<sup>253</sup>*

Neste contexto surge a iniciativa de contratar assessorias técnicas e equipes de consultoria para realizar estudos aprofundados sobre cada um dos territórios das Subprefeituras, o programa

<sup>252</sup> Ver o artigo de Marques, Eduardo e Bichir, Renata (2001) ‘Investimentos públicos, infra-estrutura urbana e produção da periferia em São Paulo’ in *Espaço e Debates - Periferia revisitada* N°42, 2001

<sup>253</sup> ‘Um programa para melhorar a vida de quem mora na Cohab’ in *Jornal da Tarde* 27/out/2001 [CESAD FAU USP]

Bairro Legal, através do qual a Usina CTAH, uma assessoria técnica com histórico de atuação junto aos movimentos de moradia, realiza o estudo sobre Cidade Tiradentes em 2003, ao qual iremos constantemente nos remeter por constituir um retrato bastante amplo e competente das dinâmicas que agiram na configuração do distrito.

Durante a campanha das eleições municipais de 2004, a realização dos CEUs são amplamente debatidas e criticadas pela oposição constituída pelas forças que já comandavam o poder estadual e que acabam por eleger José Serra prefeito, ainda que acabe por permanecer na opinião pública um certo consenso no que tange à sua validade da realização dos CEUs. Percebendo a profundidade da proposta e atentos à popularidade dos CEUs nas regiões periféricas e eleitoralmente importantes como a Cidade Tiradentes, os gestores da política municipal a serviço de José Serra e seu vice Gilberto Kassab procuram imprimir sua marca aos 21 novos CEUs, revendo as diretrizes do projeto elaborado pela EDIF. Alegando reduzir despesas de manutenção e dificuldades de gestão, o teatro perde capacidade e o complexo balneário perde funcionalidades; em contrapartida, os novos CEUs são dotados de Escolas Técnicas, aposta condizente com as políticas de qualificação de mão-de-obra do Governo Estadual. Do ponto de vista dos endereços onde se implantarão estes novos CEUs, prioriza-se a visibilidade das realizações sobretudo aos olhos da classe média que circula pelas avenidas e estradas nas margens das quais eles passam a ser implantados, ao contrário dos projetos iniciais, que procuravam identificar e dinamizar centralidades em potencial, além de proteger territórios social e ambientalmente vulneráveis.

Do ponto de vista da arquitetura, que passa a ser elaborada por escritórios privados, distanciando-se das propostas e experiências acumuladas pela EDIF, as transformações são uma caricatura do desejo de uma gestão de se apropriar das realizações formuladas por tendências políticas distintas, devidamente neutralizadas. A gestão participativa dos CEUs, proposta no primeiro momento, assim como a programação cultural dos Teatros e atividades realizadas, seria também objeto de uma transformação qualitativa significativa. A lógica das criação de estatísticas através de grandes 'bilheterias' (ainda que os eventos fossem gratuitos!) passa a dar a tônica da programação dos cinemas, focando na difusão de produções brasileiras e estrangeiras demandadas pela população, abrindo mão da 'formação cultural' e deslocando a atenção e os recursos para longe das produções locais, que passavam a ter dificuldade de usar os espaços dos CEUs para ensaios e realizações<sup>254</sup>.

O Boletim da Subprefeitura da Cidade Tiradentes procura convencer os habitantes do bairro desta transformação no projeto do novo CEU, inaugurado já na gestão Kassab, tentando associar a realização da unidade Água Azul à cor associada ao partido então no poder estadual.

*"Tudo azul com as obras, com o orçamento e com a própria unidade, que terá muitas mudanças para melhor. Quando for entregue, no final deste ano ou início do próximo, oferecerá mais conforto, mais funcionalidade e mais vagas em relação aos CEUs originais: haverá lugar para mais 450 crianças, em 18 salas de aula.(...) Os novos prédios aproveitarão melhor os espaços de recreação, pós escola e convivência. A planta do Água Azul prevê unidades horizontais, ao invés dos prédios verticais. (...) E é bem melhor para os contribuintes: o CEU Água Azul vai custar R\$ 5 milhões a menos que os projetos anteriores."*<sup>255</sup>

---

<sup>254</sup> Como relataram diversos gestores do CEU Inácio Monteiro durante visita realizada por um grupo de arquitetos e pensadores franceses e brasileiros durante o Seminário Arquitetura Insustentável, realizado pelo Institut Français durante a X Bienal de Arquitetura de São Paulo, em 31 de outubro de 2013.

<sup>255</sup>'Olhe como está o novo CEU' Cidade Tiradentes - Boletim da Subprefeitura Ago/2006 [Subprefeitura Cidade Tiradentes]

## 8.4 O mutirão autogerido Paulo Freire

É certo que podemos compreender em linhas gerais a política urbana implementada no período Erundina e os CEUs do governo Marta Suplicy dentro de uma mesma tendência do Partido dos Trabalhadores no sentido de inverter a lógica dos investimentos da gestão municipal, canalizando-os para a periferia e para as classes mais pobres. No entanto, existem muitas diferenças concretas na realização destas diretrizes que nos revelam transformações importantes que vão se operar no interior do Partido dos Trabalhadores de uma década à outra, cujas consequências podem ser sentidas num relativo abandono da ‘questão urbana’ na medida em que esta força política originalmente popular se institucionaliza, como aponta Ermínia Maricato.

As impactantes realizações de conjuntos habitacionais produzidos por mutirões autogeridos durante o governo Erundina, amplo e heterogêneo conjunto de uma notável produção de qualidade construtiva e espacial acima de média em se tratando da habitação social pública, inspirariam uma nova geração de mutirões autogeridos, pouco mais de uma década depois. Durante o governo de Mario Covas (1994-2001), mesmo a CDHU viabilizou a construção por mutirão autogerido (até certo ponto, ressaltariam os envolvidos), período no qual a assessoria técnica Usina e o movimento de moradia conseguem construir o ‘virtuoso’ conjunto União da Juta<sup>256</sup>.

Uma vez estruturados e relativamente autônomos, os movimentos de moradia procuraram enfrentar num primeiro momento as evidentes adversidades oferecidas pela conjuntura política municipal que levava e mantinha no poder a continuidade desgastada do malufismo, exigindo a continuidade da política de mutirões, o que por um momento pareceu ser possível com a volta do Partido dos Trabalhadores ao poder em 2000. A prefeita Marta Suplicy, bem como os representantes de um determinado grupo político dentro do partido que agora ocupavam cargos estratégicos na municipalidade, logo demonstraram que a prioridade da gestão não seria a produção massiva de unidades habitacionais em conjuntos periféricos como a Cidade Tiradentes, fosse por mutirão ou através de grandes construtoras.

Em artigo ainda inédito, disponível no website<sup>257</sup> da Assessoria responsável pelo projeto do mutirão Paulo Freire, a Usina CTAH, seus membros fazem um balanço da experiência, analisando ‘em perspectiva histórica’ a construção dos edifícios, que reúnem cem apartamentos e espaços coletivos. O artigo, assinado por membros da Usina e por moradores do mutirão Paulo Freire envolvidos nos movimentos sociais de moradia, procura inscrever este projeto pontual, de dimensões relativamente modestas se comparados aos grandes conjuntos da Cidade Tiradentes,

<sup>256</sup> “A União da Juta é um conjunto de 160 apartamentos financiados pelo governo do Estado através do Programa UMM, localizado na Fazenda da Juta, zona leste de São Paulo. À época de seu início, a Fazenda da Juta era o ‘fim do mundo’, terra onde ninguém do movimento queria morar, ainda mais quando comparado com outro conjunto em negociação no mesmo período, localizado ao lado da estação Belém do metrô. Nesta ‘terra de ninguém’ que era a Juta, hoje estão localizados mutirões financiados pelo governo estadual, conjuntos resultantes de empreitada global, os ‘paliteiros’, os mutirões da prefeitura, enfim, uma diversidade de experiências habitacionais que foram sendo construídas lado a lado naquele terreno vazio, sem infraestrutura urbana nem equipamentos públicos” Rizek, Cibele, Barros, Joana, Bergamim, Marta ‘A política de produção habitacional por mutirões autogeridos - Construindo algumas questões’ in Revista Brasileira de Estudos Urbanos e Regionais V.5, Nº1 Mai/2003, p.39

<sup>257</sup> Disponível em <http://www.usinactah.org.br/files/MutiraoPauloFreire.pdf>

## 8. Inácio Monteiro, um conjunto de conjuntos

em uma perspectiva mais ampla da retomada das lutas por direitos sociais e moradia popular no Brasil pós redemocratização.

*"a história que vamos narrar está enquadrada (mas não conformada), por um momento de emergência das ruas, de erupção de energias utópicas, ações diretas, resistência e invenção de alternativas, no fim dos anos 1990, e o momento atual do Brasil, como país emergente no mercado internacional, que garante altas taxas de lucratividade com estabilidade política, econômica e, sobretudo, social."*<sup>258</sup>

O Mutirão Paulo Freire retém nosso particular interesse já que tanto a assessoria quanto a própria associação de construção comunitária, 'célula' da União dos Movimentos de Moradia (UMM), além de observadores, documentaristas independentes e estudos universitários vem contribuindo com análises críticas sobre a experiência, material que nos serve de fontes primárias na medida em que nos dá notícias do processo de construção de um conjunto em particular, bem como os conflitos que decorrem de uma paradoxal acepção de autogestão.

*"A Associação Paulo Freire é herdeira desse momento de ascensão de massas e foi, em 1999, ainda na gestão Celso Pitta, o primeiro grupo do movimento popular a assinar o contrato para uma obra de 100 apartamentos a serem projetados e construídos em autogestão desde o final da gestão Erundina, do PT, em 1992. Se o mutirão autogerido não era mais o símbolo do projeto democrático popular em exercício direto (o povo construindo sua casa, sua cidade, seu partido, seu país...), como nos anos 1980, ele recobrava parcialmente seu sentido original num contexto de retomada das lutas populares, combate ao projeto neoliberal e às políticas habitacionais dominadas por construtoras e políticos conservadores. Havia ali um sinal de que o povo organizado poderia voltar a ser sujeito de sua história, pegar o destino em suas próprias mãos e, por ação direta, retomar o curso do projeto popular pós-neoliberalismo."*<sup>259</sup>

O conjunto de edifícios que forma o Mutirão Paulo Freire, assim como o Unidos Venceremos, conjunto vizinho produzido através das mesmas dinâmicas junto ao movimento de moradia, é um exemplar ímpar da terceira geração de mutirões autogeridos no Brasil. Podemos dizer que, ambos lograram sobreviver enquanto associação de construção comunitária e cumprir seus fins, apesar das adversidades, exemplos residuais de uma política pública que perdeu a condição de prioritária e consensual mesmo entre seus promotores e mais ferrenhos entusiastas.

Na medida em que punha em prática sua política de gestão municipal, o Governo Marta parecia decepcionar parte da 'militância' que exigia uma ação mais expressiva no campo da habitação social. Parte das primeiras gerações de intelectuais e técnicos envolvidos com o PT que colaboraram nutriam a expectativa de que a volta do governo 'de esquerda' representaria uma retomada das políticas inovadoras no campo da habitação social que marcaram a gestão Erundina. Os efeitos da 'realpolitik' iam progressivamente afastando do Partido quadros históricos na medida em que ele ia penetrando na máquina do poder.

*"A atuação da Prefeitura na área da habitação sob a gestão de Marta Suplicy era cercada por grande expectativa colocada pelos movimentos populares que lutam por habitação - os mais organizados da cidade - e pelo grupo de técnicos vinculados aos partidos que haviam apoiado a candidata. Expectativas sobre uma forte atuação na área de habitação, que ampliasse a urbanização e a regularização de favelas e de loteamentos irregulares, que promovesse melhorias em conjuntos habitacionais existentes e deteriorados; que introduzisse novos programas destinados a promover a habitação social no Centro da cidade; que aumentasse a escala da produção habitacional, garantindo boa qualidade de projeto e construção; e que fosse feita com participação popular"* (Constantino, 2007:11-12)

---

<sup>258</sup> Usina (2012) 'Mutirão Paulo Freire. Movimento Popular, Arquitetura e Pedagogia da Praxis'

<sup>259</sup> Usina (2012) 'Mutirão Paulo Freire. Movimento Popular, Arquitetura e Pedagogia da Praxis'



A figura de Paulo Freire serve como inspiração para a homenagem que a Associação faz ao escolher o nome do educador pernambucano, ainda que sua obra pareça um pouco distante do cotidiano e do universo de referências e interesses dos mutirantes. No entanto, durante a construção por mutirão autogerido e sobretudo na maneira de lidar com os problemas e de enfrentar tarefas inéditas, aparecem os ecos das propostas de Paulo Freire no sentido de aprender criticamente com o processo a partir da realidade, bem como a interação mútua entre quem ensina e quem aprende, nítida nas relações entre os membros da assessoria, detentores de um saber especializado e os mutirantes e seus conhecimentos, tradições, aptidões ou preferências culturais. Do ponto de vista da assessoria, a referência à figura de Paulo Freire reveste-se de sentido, nutrindo vivamente a reflexão crítica do coletivo transdisciplinar em artigos reflexivos acerca da experiência do mutirão autogerido.

*“A construção da obra inseriu a dimensão concreta do processo de trabalho, e nele foi possível questionar e perceber a divisão técnica, sexual e social do trabalho. Com a proposta de mutirão autogerido, os participantes tinham o compromisso de contribuir com uma parcela da construção, e isto se apresentava sob três aspectos: 1) baratear o custo de produção da moradia; 2) reverter em qualidade do ambiente habitado o que seria o lucro de uma empreiteira; e 3) participar da produção como experiência pedagógica, de socialização de saberes da construção civil e das potencialidades do trabalho associado. É assim que “o operário faz a obra e a obra faz o operário”, como diz Vinicius de Moraes no poema Operário em construção.”<sup>260</sup>*

Através do testemunho particular de alguns de seus personagens como Rose, em documentários como Entretempos (2011), Capacetes coloridos (2007) e uma série de artigos e trabalhos acadêmicos, entrevemos também trajetórias de intensa transformação e aprendizado ao longo de uma experiência como a construção do mutirão Paulo Freire. Rose é hoje um quadro importante dentro do movimento de moradia da região, assim como Cris e Dora, cujo envolvimento com a realização foi integral e acabou por abrir novas perspectivas.

Do ponto de vista da construção, há uma apropriação metafórica da tecnologia, ligada à tentativa de libertar as técnicas e materiais do domínio econômicos inerentes à lógica do mercado e com isso alcançar outro tipo de expressão arquitetônica e espacial. A opção pela estrutura metálica responderia à uma urgência no atendimento das necessidades habitacionais dos participantes, numa perspectiva que revelou-se por demais otimista, mas também a um ‘sentido simbólico’, além de aliviar parte considerável do trabalho manual envolvido numa construção mais convencional. Procurava-se com isso tomar posse das tecnologias desenvolvidas pelo capital em benefício dos trabalhadores.

*“Havia ainda um sentido simbólico, de utilizarmos uma tecnologia empregada comumente em obras caras, prédios de escritórios, fábricas e shoppings no Brasil, agora para outra finalidade, a moradia do trabalhador, seguindo outra racionalidade. Era uma declaração de que não havia tecnologias inacessíveis aos trabalhadores auto-organizados – e ao trazê-las do campo do capital para nosso canteiro, elas também mudariam de sentido e forma. O objetivo era garantir a qualidade da moradia popular, a ampliação das áreas coletivas, a redução do esforço braçal e a preservação do corpo do trabalhador, o ganho de tempo para que todos pudessem logo sair da sua condição de inquilinos ou de morar de favor. A opção foi discutida e aprovada em assembleia.”<sup>261</sup>*

As contradições, percebidas pelos arquitetos e demais participantes do mutirão na prática cotidiana do canteiro autogerido, refletiria seus resultados concretos também em arquitetura,

<sup>260</sup> Usina (2012) Mutirão Paulo Freire. Movimento Popular, Arquitetura e Pedagogia da Praxis

<sup>261</sup> Usina (2012) Mutirão Paulo Freire. Movimento Popular, Arquitetura e Pedagogia da Praxis

sobretudo na implantação do conjunto numa fração de uma gleba periférica, ainda que o território em questão tenha passado por uma notável transformação ao longo do tempo das obras, sobretudo do ponto de vista dos equipamentos públicos e do aumento geral da renda média da população.

*"estudamos uma forma de abrigar todas as 100 famílias naquele terreno, em apartamentos maiores que o padrão, com praças e centro comunitário, aparentemente uma vitória. Mas nem tanto: a verticalização em sete andares, a densidade habitacional adotada, a necessidade do uso de estrutura metálica, tornaram a obra cara e despropositada em diversos aspectos. Afinal, colaborávamos com o processo de periferização da classe trabalhadora e estávamos construindo mais um condomínio fechado em meio a um conjunto habitacional em um bairro dormitório."*<sup>262</sup>

Os arquitetos, historiadores e cientistas sociais que formam o grupo e assinam o artigo que aprofunda e amplia a experiência do mutirão Paulo Freire são bastante conscientes dos limites do projeto de autogestão e das propostas arquitetônicas que são construídas coletivamente, ainda que baseadas nos saberes técnicos que a Assessoria possui, compartilhados até certo ponto com os mutirantes, procurando valorizar também a emergência de habilidades e aptidões de cada um.

*"na cadeia produtiva, os moradores decoram e mobíliam seus apartamentos com móveis e eletrodomésticos produzidos por grandes empresas, algumas delas transnacionais, ou empresas pequenas pulverizadas e articuladas por revendedores, e ao fim, acessam esses bens por meio de fornecedores de crediários. Do padrão de gosto ao padrão de endividamento, tudo está fora do nosso controle."*<sup>263</sup>

A cor verde com a qual os prédios foram pintados depois de prontos parece ser um indício da sobreposição das decisões resultantes do processo de participação dos moradores, contrariando as indicações da assessoria técnica, que orientou as escolhas de materiais e acabamentos para que os blocos cerâmicos não fossem pintados e sim envernizados, como no Unidos Venceremos, o mutirão vizinho.

No caso do mutirão para construção de casas populares, mais do que uma autogestão em si, o conceito de heterogestão é evocado pelo coletivo Usina para tentar dar conta da particular forma que a experiência toma no contexto brasileiro e local, entre as memórias do episódio de Cajueiro Seco, das práticas experimentadas no Uruguai cooperativista e a política pública implantada pelo governo Erundina no final dos anos 1980. Um lapso de três décadas de regimes democráticos e alternância de tendências políticas hoje inconciliáveis ambas nascidas da resistência à ditadura, frequentemente associadas aos seus antigos inimigos políticos comuns de outrora.

*"O imbróglio atual está em se conseguir definir o significado dessa 'autogestão' num quadro de catástrofe social e desresponsabilização do Estado em relação aos custos de reprodução social da classe trabalhadora. Enfim, guardaria a autogestão ainda a dimensão da velha política da luta de classes e de constituição de um 'poder popular' no sentido de uma ruptura anti-capitalista - ou ao menos de resistência consciente a este sistema - ou teria ela definitivamente deslizado para o campo das novas formas de administração da pobreza e 'culpabilização das vítimas' num quadro político conservador e neoliberal?"*<sup>264</sup>

---

<sup>262</sup> Usina (2012) *Mutirão Paulo Freire. Movimento Popular, Arquitetura e Pedagogia da Praxis*

<sup>263</sup> Usina (2012) *Mutirão Paulo Freire. Movimento Popular, Arquitetura e Pedagogia da Praxis*

<sup>264</sup> Usina (2008) 'Arquitetura, política e autogestão - Um comentário sobre os mutirões habitacionais' in *Revista Urbânia* N°3 Ed. Pressa, p.50-51

Seja como for, parece ser claro que se trata de uma experiência de formação política e de construção de um sentido de comunidade entre seus participantes, estando a arquitetura em alguma medida à margem destes processos, ainda que contribuindo certamente em casos paradigmáticos para sua própria história como o mutirão Paulo Freire. Ainda assim, a universalização da experiência seria vista com ressalvas por seus participantes.

*“O mutirão autogerido não é modelo de política habitacional universal e nunca se apresentou assim. Ele é um espaço de resistência e organização, de visualização de uma prática de novo tipo.”<sup>265</sup>*

O documentário *Capacetes coloridos* (2007), de Paula Constante, compara o modo de produção e os projetos do novo campus da USP Leste e o canteiro autogerido do mutirão Paulo Freire. Nele, a autora nos revela uma série de distinções entre modos de produção de habitações e equipamentos promovidos indiretamente pelo poder público, através de decisões políticas de mundos diametralmente opostos, tendo por foco o desenvolvimento de uma mesma região, os limites da Zona Leste <sup>266</sup>.

O surgimento de um novo personagem, representante de ‘velhas’ forças políticas que rapidamente formariam firmes alianças entre si e com o governo do Estado comprometeram enormemente as atividades de construção por mutirão em São Paulo, como o Paulo Freire, colocando a obra em suspenso por diversas vezes por períodos de meses, comprometendo a economia da obra. O documentário *Entretempos* (2012), de Henri Arraes Gervaiseau, co-produzido pelo Centro de Estudos da Metrópole enfoca o hiato entre os dois momentos, o início das obras e sua conclusão, após quase oito anos, depois de diversas interrupções e negociações junto à Cohab. A posição da Usina é clara, no sentido de entender a nova interrupção das políticas formuladas pela esquerda como uma ‘*Pausa dramática*’:

*“A eleição de José Serra (PSDB) para a Prefeitura de São Paulo encerrou vinte anos de alternância e embates entre a nova esquerda (Erundina e Marta) e a velha direita (Jânio, Maluf e Pitta) na cidade de São Paulo, desde o fim da ditadura militar. Os tucanos, que mantinham o governo do Estado de São Paulo por mais de uma década conquistavam finalmente a capital, derrotando Marta. O início da gestão foi marcado por uma série de auditorias e a retomada dos contratos foi lenta. Os mutirões estavam no fim da lista das obras a serem reiniciadas e nenhum mutirão novo foi contratado – a política de habitação por autogestão foi encerrada (...). Os novos gestores da política habitacional passaram a defender o modelo de projetos e obras da Companhia estadual, a CDHU, e mesmo se aventou extinguir a Cohab de São Paulo (como ocorrera noutras cidades) para que a CDHU assumisse a totalidade de provisão habitacional no Estado.”<sup>267</sup>*

Trocando em miúdos, a administração ia empurrando com a barriga a política de mutirões e as obras em curso, inviabilizando na prática os cronogramas dos canteiros, que acumulavam atrasos e prejuízos. De acordo com os arquitetos e mutirantes envolvidos na negociação constante com a COHAB-SP, a política dos mutirões estava sendo levada “*em banho-maria pela gestão Kassab, sem sofrer contestações mais enfáticas do movimento popular.*”

A opção dos arquitetos e dos mutirantes por um sistema construtivo mais rápido e industrializado, além da economia da obra, ficaram comprometidas, com efeitos não negligenciáveis sobre a mobilização dos mutirantes.

<sup>265</sup> Usina (2008) ‘Arquitetura, política e autogestão - Um comentário sobre os mutirões habitacionais’ in *Revista Urbânia* N°3 Ed. Pressa

<sup>266</sup> Constante, Paula (2007) *Capacetes Coloridos* TFG FAU USP

<sup>267</sup> Usina (2012) *Mutirão Paulo Freire. Movimento Popular, Arquitetura e Pedagogia da Praxis* p.16

## 8. Inácio Monteiro, um conjunto de conjuntos

*“No caso da Associação Paulo Freire, a escolha da execução dos edifícios em estrutura pré-fabricada de aço foi aceita pelas famílias sobretudo como meio de redução do tempo de obra – e mesmo assim a economia de tempo foi perdida com as inúmeras paralisações de repasse e boicotes que a Associação sofreu. Em 2003 a placa da Prefeitura posta diante do terreno do mutirão Paulo Freire indicava tempo de execução de um ano e oito meses – foi concluída em 7 anos.” (Usina, 2012:6)<sup>268</sup>*

Muitas foram as ocasiões nas quais a Usina e seus membros, frequentemente associados a professores universitários, pesquisadores independentes, para além dos movimentos de moradia, procuraram refletir profundamente sobre a “estranha novidade do mutirão”<sup>269</sup>, criticando dura porém construtivamente as realizações nas quais estiverem envolvidos.

Jacob Aron Corch, o arquiteto responsável pelo projeto de Itaquera - I, apresenta em 2001 sua dissertação de mestrado, na qual desenvolve um estudo acerca da Participação comunitária no projeto, construção e gestão de conjuntos habitacionais produzidos por mutirão <sup>270</sup>, a partir de sua experiência profissional na Cohab-SP e como professor na Universidade Mackenzie,. Nesta pesquisa, o arquiteto analisa os projetos e a realização dos mutirões Área Treze e Talara, este último assessorado pela Usina, levados à cabo pela Cohab. Ainda que busque ser crítico com relação aos procedimentos e realidades envolvidas no cotidiano do canteiro autogerido, a avaliação de Corch acaba soando positiva e algo surpreendente, vinda de um importante quadro técnico da Companhia:

*“Nos dois conjuntos o processo de participação comunitária nas decisões dos projetos foi bastante incipiente e ainda resta um longo caminho para o seu aperfeiçoamento. Os técnicos das Assessorias precisam ser melhor treinados e preparados para introduzir formas mais eficazes de comunicação com a comunidade e incorporar nos projetos as propostas e aspirações da população. Além disso, os projetos precisam ser melhor elaborados e detalhados para evitar futuros problemas de construção e gestão. (...) Os custos das habitações revelaram-se bastante inferiores às obras feitas por empreiteiras, além da área de construção bem maior e qualidade de obra superior. (...) A autogestão comunitária alcança resultados expressivos no processo de construção das moradias e resulta num grande amadurecimento em termos da organização das famílias e nas lutas políticas da comunidade em defesa dos seus próprios interesses. Ela também proporciona um grande desenvolvimento sócio-cultural e facilita a integração do conjunto com o bairro do entorno. A Cohab-SP deve melhorar as suas formas de trabalho para permitir uma relação de parceira mais democrática e menos tutelada com as Associações Comunitárias, proporcionando maior liberdade de decisões na administração e gestão dos mutirões. A descontinuidade da provisão dos recursos financeiros pelo Poder Público gera impactos muito negativos na construção dos conjuntos por mutirão.” (Corch, 2001:101-102)*

A Usina também defendeu publicamente a ‘autogestão’ em diversas ocasiões, ainda que reconhecidamente mediada pelo movimentos sociais e com fins de reivindicar um direito ao Estado, que passa a financiar e controlar uma grande parte dos processos e dos projetos, bem entendido.

*“Esse movimento histórico-social determinado expressou a disputa política entre projetos distintos de sociedade, sob as dimensões da moradia e do espaço urbano nas cidades. Como uma experiência residual, em proporção ao conjunto da produção social de habitação popular, a Associação Paulo Freire, apesar de todas as ingerências que sofreu, mais parece uma ilha de autonomia relativa em meio ao oceano de heterogestão como constructus e modus operandis predominante na periferia da cidade de São Paulo. Como a história social não*

---

<sup>268</sup> Usina (2012) Mutirão Paulo Freire. Movimento Popular, Arquitetura e Pedagogia da Praxis

<sup>269</sup> Usina (2008) ‘Arquitetura, política e autogestão - Um comentário sobre os mutirões habitacionais’ in Urbânia N°3 Ed. Pressa, p.57

<sup>270</sup> Corch, Jacob Aron (2001) Participação comunitária no projeto, construção e gestão de conjuntos habitacionais produzidos por mutirão. Dissertação de Mestrado, Universidade Presbiteriana Mackenzie

*pode ser apagada no espaço socialmente produzido, sua experiência concreta revela as tramas desta disputa, e o emaranhado de relações e contradições sociais que a colocaram em movimento.*<sup>271</sup>

Tal esforço no sentido de aproximar o trabalho intelectual da 'práxis', como querem seus integrantes<sup>272</sup>, faria das experiências da Usina por si só um caso interessante para pensar a produção da habitação social no Brasil, particularmente nas periferias paulistanas. Nestas situações exemplares dos limites da 'urbanização crítica' na América Latina, convergiriam de alguma maneira os fatores que levariam a uma produção coletiva e original, fruto de uma articulação particular dos movimentos de moradia com intelectuais, técnicos, setores progressistas da igreja, políticos e quadros do governo.

Ao mesmo tempo em que age como contratada do poder público municipal durante a segunda gestão petista para os estudos, diagnóstico e propostas para a Cidade Tiradentes no programa Bairro Legal (2003), a assessoria técnica Usina CTAH atua entre uma agência de urbanismo e escritório de arquitetura a serviço dos movimentos populares, projetando junto com as associações de construção por mutirão autogerido como a Paulo Freire, surgida a partir dos chamados 'grupos de base' do movimento de moradia ligados à UMM. Assim, se nos detemos sobre alguns documentos produzidos pelo grupo, é por considerar que eles nos servem de fonte primária na construção de um esboço de história social de alguns destes conjuntos para compreender os modos de fazer cidade segundo um modelo urbanístico questionável.

*"As experiências que aqui brevemente apresentamos não são nenhuma panacéia, foram, inclusive, combatidas e muitas vezes derrotadas, não estabelecendo a continuidade necessária ao seu amadurecimento. Estiveram cercadas por contradições e impossibilidades do contexto histórico em que se realizaram. Mas tiveram o mérito de indicar alternativas, de experimentar possibilidades, de recusar o inaceitável."*(Arantes, 2008:14)

Citando uma passagem do romance Ilusões perdidas, de Honoré de Balzac, a assessoria técnica Usina procura situar a efetiva e fundamental qualidade da realização do mutirão Paulo Freire, decididamente nos campos da utopia, produzindo no entanto algo bastante concreto, em termos de obra e em termos de pensamento. *"o Mutirão Paulo Freire foi uma construção social do historicamente possível, e seus agentes não deixaram de "ousar para tudo ter"*<sup>273</sup>.

---

<sup>271</sup> Usina (2012) Mutirão Paulo Freire. Movimento Popular, Arquitetura e Pedagogia da Praxis

<sup>272</sup> Procurando seguir pistas e rumos apontados por Sérgio Ferro e o grupo da Arquitetura Nova no sentido de uma prática de canteiro e uma proposta arquitetônica que incorpore uma crítica de suas próprias condições de produção, além de algum grau de utopia,

<sup>273</sup> Honoré de Balzac, As ilusões perdidas. Várias edições [Nota original do artigo]

## 8.5 O Centro de Formação Cultural e a arte das ruas

Outro projeto recente e notável que mencionaremos aqui é o Centro de Formação Cultural da Cidade Tiradentes, sem muito nos aprofundar nas vicissitudes específicas da construção do equipamento cultural na Avenida Inácio Monteiro, realização da Secretaria Municipal da Cultura com o apoio de instituições francesas.

*"O projeto é uma parceria da Prefeitura com o Conselho Regional de Ile-de-France, órgão do governo francês, e vai atender a reivindicação dos moradores da região, que sentem a necessidade de ter mais opções de lazer e cultura por aqui.(...) Além das atividades de lazer, o espaço vai oferecer cursos de formação em áreas técnicas culturais como cenografia, iluminação, figurino, artes plásticas e circo, entre outras."*<sup>274</sup>

Situação na qual a história ainda não se separa dos fatos cotidianos, na medida em que a realização é ainda muito recente, fruto de um projeto gestado a partir de diretrizes formuladas por técnicos municipais em governos de esquerda que acabaram por ser implementados - ou inaugurados, nos últimos dias da gestão de Gilberto Kassab, em 2012.

*"O projeto tem um investimento de R\$13 milhões e é uma parceria da Secretaria Municipal de Cultura com a Secretaria Estadual de Planejamento e o Ile-de-France, órgão do governo francês. Com 8.200m<sup>2</sup> de área construída, o centro terá biblioteca, teatro, cinema e espaço para oficinas, e ficará no meio de uma área verde de 17.500m<sup>2</sup>."*<sup>275</sup>

O programa e a função social de tal equipamento, questão intrínseca ao entendimento de 'Formação Cultural' proposta pela gestão municipal, funcionários e os representantes da comunidade, propõe atividades de caráter técnico e profissionalizante ligado à produção cultural, sobretudo musical e audiovisual, para além de servir como ponto de exibição e difusão de espetáculos teatrais, cinema, dança e outras 'atividades artísticas'. *"Quando estiver pronto, o centro vai oferecer cursos profissionalizantes no setor cultural, além de atividades artísticas e de lazer para a população da zona Leste"*<sup>276</sup>

Independentemente da efetividade de tais ações, questão que pode ser colocada ainda que não existam ainda elementos para discuti-la por mera falta de tempo, já que pouco mais de um ano nos separam da inauguração do Centro de Formação Cultural da Cidade Tiradentes, é interessante observar que a iniciativa parte de uma aposta clara no campo da cultura como instrumento para transformação da realidade. De certa maneira, podemos dizer o campo das manifestações culturais absorve grande parte da mobilização popular e de uma certa 'efervescência social' resultante do investimento de tempo que sobra entre o trabalho e os deslocamentos diários na sociabilização e em atividades comunitárias, sobretudo dos jovens. Seriam indícios de uma transformação dos conteúdos e reivindicações das lutas sociais urbanas, passando do estritamente político ao cultural?

---

<sup>274</sup> 'Vem aí mais cultura - Prefeitura faz parceria com a França para construir um novo centro cultural em nosso bairro' in Informação à Comunidade - Aqui Cidade Tiradentes. Out/2009 [Subprefeitura Cidade Tiradentes]

<sup>275</sup> 'Aqui vai ter cultura' in Informação à Comunidade - Aqui Cidade Tiradentes. Nov/2010 [Subprefeitura Cidade Tiradentes]

<sup>276</sup> 'Obras do Centro de Formação Cultural avançam' in Informação à Comunidade - Aqui Cidade Tiradentes. Nov/2010 [Subprefeitura Cidade Tiradentes]

O arquiteto José Rollemberg, ao explicar o programa e o projeto que ele, juntamente com a arquiteta Lara Mello Souza, elaboraram para o CFC, deixa bastante claras as intenções que envolveram a construção do novo equipamento.

*“Será um edifício implantado na parte baixa do terreno, com aproximadamente 8 mil metros quadrados. Ele deve conter espaços para biblioteca, auditórios, cinema, oficinas de arte, exposição. E há uma intenção que esse edifício possa servir também para que esse morador tenha consciência da sua história, do seu bairro, da geografia do lugar que ele ocupa e possa discutir os seus projetos de cidade e seus projetos de vida.”<sup>277</sup>*

Não podemos deixar de sublinhar que a instância de sociabilidade fundamental de grandes parcelas da população se dará nas diversas igrejas protestantes, pentecostais e neopentecostais que surgirão em grande número e rapidez ao longo das três décadas de existência da Cidade Tiradentes como bairro, fenômeno comum à diversas periferias e centros urbanos brasileiros que acabaram por tornar o protestantismo o segundo maior segmento religioso no Brasil atualmente, país que concentra a segunda maior população de seguidores desta religião no mundo.

O filme Des ombres dans la maison (2009), realizado pela cineasta francesa Justine Triet durante período de residência artística na Cidade Tiradentes no momento em que se formatava o programa e esboçava-se o projeto do CFC, mostra através de uma família em particular a interação entre a ação social e a religião, confrontada aos problemas sociais recorrentemente presentes entre os habitantes do bairro. Este programa de intercâmbio de artistas franceses e brasileiros idealizado pelo curador Eric Corne<sup>278</sup>, está também na origem do documentário de perspectiva mais panorâmica Zona Leste: Fragments d’une ville (2009), de Mélanie Pavet, no qual alguns habitantes do bairro narram suas experiências cotidianas e hábitos culturais. Em narrativa conduzida por uma jovem morador que nasceu no mesmo momento em que o bairro surge oficialmente emergem questões em torno da violência, do RAP e do grafitti como expressões artísticas, da ação social, dos conflitos em torno da remoção de favelas e loteamentos irregulares e do crescimento pouco planejado da metrópole paulistana como fator primordial de entendimento do processo de constituição da Cidade Tiradentes.

Eric Corne, por sua vez colaborou ativamente com a Secretaria Municipal de Cultura na concepção do programa do CFC, valendo-se de sua experiência na direção do centro cultural Plateau, no bairro de Belleville, em Paris, espaço originalmente destinado à instalação de um supermercado que foi transformado em equipamento cultural através da mobilização dos moradores do bairro, que se organizaram e conseguiram alterar o escopo do projeto de desenvolvimento imobiliário previsto para a região. Entre os espaços institucionalizados da cultura e as expressões mais espontâneas das culturas ligadas à rua, parece haver uma tendência no sentido de aproximar ambos os universos, que passam a conviver e convergir nos mesmos projetos e iniciativas.

Ao longo de toda a primeira década dos anos 2000, a Cidade Tiradentes tornou-se objeto de documentários que procuram retratar a história e situação atual do bairro através dos

---

<sup>277</sup> Rollemberg, José in Pavet, Melanie (2009) Zona Leste - Fragments d’une ville Documentário

<sup>278</sup> Não podemos deixar de mencionar aqui que este programa de intercâmbio de artistas, assim como a ‘aproximação’ entre a Cité Balzac e a Cidade Tiradentes, estão também na origem desta tese, na medida em que através dele é que tivemos contato com a realidade de Vitry-sur-Seine e deste grand ensemble em particular, onde participamos de um período de residência artística, colaborando com o coletivo BijaRi, de São Paulo, que havia sido convidado a intervir neste espaço em duas ocasiões (2008 e 2009).

depoimentos de seus habitantes, como em Uma cidade chamada Tiradentes e Moro na Tiradentes, de Henri Arraes Gervaiseau. Em Face Leste, a Cidade Tiradentes encerra um amplo panorama da região que parte dos bairros consolidados em direção ao extremo leste, sempre através do depoimento de um morador que reconstitui sua trajetória particular, que de alguma maneira, ecoa as passagens e problemas comuns à grande parte da população do bairro. A Cidade Tiradentes foi também objeto e território de diversos curta-metragens produzidos por oficinas de vídeo<sup>279</sup> realizadas por ONGs em parceria com associações locais. É o caso do 'Grupo Ecológico e Cultural Tio Pac', coordenado por um morador que através de seu envolvimento em atividades de projeção de filmes e produção de curta-metragens acabou encontrando um campo de desenvolvimento cultural e econômico <sup>280</sup>.

Independentemente das ações relativamente recentes do poder público e do terceiro setor no sentido de incentivar atividades culturais de caráter sócio-educativo e pedagógico, o enraizamento de práticas transgressivas tornadas expressão de uma cultura particular dos territórios periféricos nos remete ao fim dos anos 1980, quando a cultura hip hop toma colorações mais propriamente políticas, como vimos. Elementos literalmente marcantes presentes na paisagem urbana da metrópole paulistana, sobretudo nos bairros periféricos, o grafitti e mesmo a pixação estão presentes no Centro de Formação Cultural da Cidade Tiradentes, cujos espaços exteriores foram intensamente apropriados pela população local tanto pelo uso quanto pela 'impressão' dos diversos hieróglifos que distinguem cada uma das 'grifes', ou seja, dos coletivos de pixadores que atuam na região, sempre em busca de reconhecimento e visibilidade, traduzidos em 'IBOPE'<sup>281</sup>.

*"Pixação and graffiti are transgressions. More than improper appropriations of public or private space, they imprint on the city, especially on its wealthier part, the presence of those who supposed to be invisible. Thus graffiti and pixação destabilize the old modus vivendi and its system of signs, social relations, and rules for the use of public space. Through pixação, graffiti, and a couple of other forms of cultural production, young men from the lower middle classes and especially from the peripheries not only affirm their existence in the city but also start to master the production of signs - painting, calligraphy, writing, rhyme (especially in rap), video and several forms of eletronic and digital production. Moreover, they use them aggressively to expose the discrimination they experience. These young men, no longer represented by others who used to dominate the production of signs, force their own representations onto the city. This production of self-representation is without doubt one of the most innovative by-products of Brazilian democratization."* (Caldeira, 2012:400)

---

<sup>279</sup> Durante as oficinas de produção de audiovisuais promovidas pela ONG Kinoforum no bairro em 2002, foram produzidos diversos filmes sobre as principais questões da Cidade Tiradentes, notadamente Defina-se, sobre a presença dos negros da região, Assim que é, acerca do samba e do RAP no bairro e Aqui fora, sobre a relação dos presidiários com o mundo exterior através de suas companheiras, ambos disponíveis em <http://www.kinoforum.org.br/oficinas/index.php/oficina/2002/oficinacidadetiradentes.html>.

<sup>280</sup> Consultar a entrevista de Tio Pac, fundador do coletivo em <http://agectiopac.wordpress.com/sobre-nos/tio-pac/> e também o média metragem de 2008 Cinema de quebrada, de Rose Satiko Hikiji e Karine Binaux realizado pelo Laboratório de Imagem e Som em Antropologia (LISA) da USP.

<sup>281</sup> O Instituto Brasileiro de Opinião e Pesquisa, o IBOPE, mede regularmente a audiência de cada um dos canais da televisão brasileira; a sigla acabou sendo apropriada pelos pixadores para batizar seus índices de visibilidade e notoriedade, conquistados pela repetição incessante das mesmas assinaturas por diversos territórios da metrópole.



A dissertação de mestrado de Sergio Miguel Franco<sup>282</sup> descreve, detalha e discute a trajetória do grafitti e da pixação, da marginalidade transgressiva à inserção nos circuitos da arte, nos ajudando a entender a manifestação para além da condenação ou da criminalização que normalmente interferem na compreensão do significado social destas expressões.

*"a pixação fornece aos seus membros uma dimensão histórica de pertencimento à cidade. Suas inscrições registram suas passagens e trajetórias e o tempo em que participaram do complexo espaço urbano da metrópole. É uma ação que registra a presença do indivíduo na cidade, átomo perante a escala do incomensurável da grande São Paulo. Elas oferecem uma resistência à invisibilidade social que enfrentam ao fazerem parte de algo praticamente inatingível para quem os evita e os inferioriza, e que só podem conhecer essa escala da cidade se a sobrevoam de helicóptero. Entretanto, a pixação não retira o sujeito necessariamente do anonimato, apenas oferece sentido para sua existência entre aqueles que, como ele, aprenderam a circular entre os 'enclaves fortificados' e a periferia que os circunda."* (Franco, 2009:82)

José de Souza Martins também tenta analisar os significados da pixação como expressão de um desequilíbrio social, partindo no entanto de um juízo moral sobre o fenômeno, que aparece com intensidade na Cidade Tiradentes. Martins, que morou durante algum tempo naquelas terras, muito antes da edificação dos conjuntos, como vimos, procura entender a pixação, ainda que através de uma leitura aguda mas bastante redutora das motivações e visão de mundo de seus protagonistas.

*"A pichação (sic.) é fascista, totalitária, intolerante. Quem consegue ler aqueles rabiscos vê apenas palavras de poder e prepotência, privatização visual do horizonte público, arame farpado da visão de todos. É a escrita dos sem-palavra, a expressão enigmática da alienação dos muitos jovens que foram privados da própria língua e da própria inteligência. A linguagem de rabiscos não emancipa o outro nem humaniza o pichador. Na sua melancólica pobreza é um clamor por justiça, direitos, igualdade. O pichador é uma vítima que quer falar, mas não sabe o que dizer."*<sup>283</sup>

Caldeira também reconhece que a violência acaba por se tornar o meio de comunicação privilegiado de conteúdos agressivos veiculados pelos pixadores, ainda que aparentemente não ecoem mensagens 'revolucionárias' ou de tom reivindicativo.

*"Graffiti and especially pixação are attacks at the level of the signifier. Their attack is powerful. Although aggressively public, however, pichações have no intention of emphasizing dignity, citizenship, law, or rights, as was the case with the urban social movements. They are not gestures toward social inclusion, as are some examples of graffiti that have become icons of urban art. Pixação is clear transgression, marked by aggressiveness as a stubborn resistance to assimilation."* (Caldeira, 2012:405)

A partir do início dos anos 2010, a Cidade Tiradentes vem sendo também objeto de estudo para diversos antropólogos urbanos ligados ao campo audiovisual, como é o caso de Carolina Caffé e Rose Satiko Gitirana Hikiji, que desenvolveram uma série de projetos e documentários no distrito, realizando um notável trabalho no sentido de mapear expressões culturais e associativas presentes na região através de plataformas colaborativas como a 'cartovideografia' proposta no Mapa das Artes da Cidade Tiradentes<sup>284</sup>. No curta metragem **Lá do Leste** e no média **A arte e a rua**, as antropólogas construíram a espinha dorsal do filme através das 'experiências colaborativas audiovisuais com artistas da Cidade Tiradentes' e dos moradores envolvidos nos projetos culturais

<sup>282</sup> Franco, Sérgio Miguel (2009) *Iconografias da Metrópole: Grafiteiros e pixadores representando o contemporâneo* Mestrado FAU USP

<sup>283</sup> Martins, José de Souza (2006) 'O grafite vivo de Alexandre Orion' in *O Estado de S. Paulo* Caderno Metrópole publicado em 15/Abr/2006 e citado também por Franco (2009)

<sup>284</sup> Disponível online em [www.cidadetiradentes.org.br](http://www.cidadetiradentes.org.br)

## 8. Inácio Monteiro, um conjunto de conjuntos

em curso, identificando atividades e tensões entre gerações, grupos e ‘pedaços’, territórios de pertencimento, além de preferências religiosas, políticas e culturais heterogêneas, em disputa pelo foco e pela identidade da Cidade Tiradentes.

*“As well as the locations, the central question guiding the production (the transformation of the territory caused by urbanisation of the periphery and the dialogue with the street artists with this transformation) resulted directly from the dialogue with the film’s protagonists. They are all artists born or raised in the São Paulo outskirts during the 1980s and linked to the hip hop movement. Those involved in the mapping work were selected on the basis of their locally recognized history of political activism and their critical ideas concerning cultural disputes in the region”<sup>285</sup>*

Ao problematizar a representação que se faz do bairro e de seus habitantes, reconhecendo uma espécie de alteridade coletiva, as antropólogas se colocam em um impasse entre relativizar e enfatizar os problemas e estigmas associados à Cidade Tiradentes: *“how should the region be presented and how could they avoid exacerbating the existing stigma and yet simultaneously highlight the everyday problems of Cidade Tiradentes?”* (Caffé e Hikiji, 2012:327)

Ademiro Alves de Souza, conhecido como ‘Sacolinha’, ex-cobrador de lotações e ônibus que faziam as rotas da Cidade Tiradentes, Guaianases, Itaquera e Cidade Líder, onde morou na infância, autor do livro *Graduado em marginalidade* (2005), em depoimento ao Museu da Pessoa, revela a importância das redes estabelecidas através do hip hop para a sociabilidade e afirmação da identidade dos moradores da região. Sacolinha descreve a ocasião na qual conheceu sua primeira namorada:

*“Conheci ela num show de rap, chamado Rap’ n Festa, que acontece todos os anos, e em 2002, eu a conheci em São Mateus, a gente estava tendo esse movimento de hip hop, tava tendo um show de um rapper de Brasília super politizado. E aí, nesse Rap’ n Festa, que era um movimento bem organizado, antes de acontecer, tinha um preparo, umas oficinas, preparo de voz dos rappers, tinha exposição de fanzines, que é aquela revista artesanal, que surgiu na década de 60, 70, que os grupos, que os fãs, os fã-clubes da periferia, que curtiam os grupos de rock faziam, né, faziam em homenagem aos seus grupos, colocavam ali, punham folha de sulfite, dobrava, e ficavam quatro páginas, né, ficava a capa e tal, totalmente artesanal. Então ela fazia voltado isso pro hip hop, né, a Landi fazia isso.”<sup>286</sup>*

Sacolinha expõe as razões que o levaram a escrever, bem como a relação de sua prosa composta de ‘retratos da realidade’ com o conteúdo das rimas e dos versos do RAP.

*“eu estava pra explodir mesmo, de fato, e eu estava pra explodir pra um dos dois lados, que eu costumo dizer, um é o lado da pólvora e o outro é o lado do açúcar. O lado da pólvora é o lado do crime, das drogas, da violência e o lado do açúcar é o lado da cidadania, é o lado da cultura, enfim, acabei optando pelo lado da cidadania, né, pelo lado do açúcar, que eu voltei um pouco para a cultura, mas que, infelizmente, costuma ser um pouco amargo, porque trabalhar com cultura no Brasil é uma coisa difícil, mas, graças a Deus, eu optei por esse lado. E aí comecei a escrever, primeiro porque eu ia explodir com tanta coisa na cabeça, segundo porque eu não queria ficar doido, terceiro porque muitas coisas que eu estava vivendo ali, de uma certa forma eu queria colocar no papel. Eu comecei a colocar no papel, eu nem sabia o que eu estava fazendo, se era frase, se era poesia, se era conto, crônica, e até que eu comecei a escrever umas letras de rap e passar pra alguns amigos meus que cantavam rap.”<sup>287</sup>*

---

<sup>285</sup> Caffé, Carolina e Hikiji, Rose (2012) ‘Film as shared ethnography - In the field, in the editing suite, on the air’ in *Vibrant* V.9 n2. Florianópolis, p.327

<sup>286</sup> Museu da Pessoa (2012) *Depoimento de Ademiro Alves de Souza*. Disponível em [http://www.museudapessoa.net/\\_index.php/historia/8140-ademiro-alves-de-souza-sacolinha-](http://www.museudapessoa.net/_index.php/historia/8140-ademiro-alves-de-souza-sacolinha-)

<sup>287</sup> Museu da Pessoa (2012) *Depoimento de Ademiro Alves de Souza*. Disponível em [http://www.museudapessoa.net/\\_index.php/historia/8140-ademiro-alves-de-souza-sacolinha-](http://www.museudapessoa.net/_index.php/historia/8140-ademiro-alves-de-souza-sacolinha-)

A disputa entre o discurso engajado associado ao RAP e à celebração da alienação, do machismo e do consumo que caracterizam o Funk, aparece em uma cena do documentário na qual Daniel Hylario, que conduz a narrativa e a deriva pela Cidade Tiradentes que estrutura o filme, questiona o então Subprefeito sobre os incentivos à realização de festas populares animadas pelo ritmo carioca em detrimento do RAP. O rapper Douglas, da família RDM, elenca algumas transformações que poderiam ter levado recentemente a uma certa desmobilização e esvaziamento dos conteúdos reivindicativos associados ao RAP.

*“Morador da Tiradentes desde 1990, o rapper concorda que as mudanças no distrito têm relação com as transformações na arte de rua: ‘Antigamente, o bairro era rua de barro, nós esperávamos meia hora pra sair água de um cano, e aquela fila enorme de gente com balde. Aí o rap retratava aquilo. Todo mundo gostava de ouvir porque era um protesto, todo mundo se unia pra protestar contra aquilo. Por uma rua asfaltada... Conforme nós fomos conseguindo isso, as pessoas foram se dividindo’”<sup>288</sup>*

Já ‘Paniquinho’ outro *rapper* local, participante da primeira ‘posse’ da Cidade Tiradentes, a ‘Aliança Negra’, formada em 1994, faz uma breve porém precisa síntese da evolução associativa local, que passa da reivindicação à construção de identidades culturais próprias.

*“A Cidade Tiradentes era mesmo um projeto arquitetônico de cidade dormitório. Foi colocada aqui, não tinha políticas públicas mesmo, não tinha nada, e uma das nossas necessidades enquanto jovens era, na apropriação do espaço, se manifestar culturalmente. (...) Então foi através do hip hop que a gente começou a se apropriar e desenvolver algumas ações, que na época não existia ONG, não existiam ações. (...) Tinham algumas lideranças do bairro, alguns militantes do movimento negro, algumas pessoas que vieram para cá e que já eram lideranças populares da onde vieram, e que começaram... E nós, enquanto jovens, desenvolvendo esse diálogo a partir da cultura.”<sup>289</sup>*

A ação da Aliança Negra, uma das ‘posses’ pioneiras no movimento do hip hop que surge nos anos 1980 e que ganha feições mais políticas a partir do fim desta década, foi estudada detalhadamente na tese de doutorado de Rosana Santos (2006). A idéia de ‘posse’ em si manifesta uma intenção clara de apropriação e pertencimento dos jovens em relação ao espaço que ocupam na periferia paulistana, envolvendo ‘componentes’ de caráter artístico, político e de ação comunitária (Santos,2006:42). Suas origens parecem estar ligadas simplesmente à necessidade de encontro e sociabilidade de jovens ligados ao movimento hip hop identificando-se como integrantes de um coletivo territorializado, a Aliança Negra, oriunda da Cidade Tiradentes.

*“O novo sujeito que surge das posses de hip hop é um coletivo difuso, não-hierarquizado, em luta contra as discriminações de acesso aos bens materiais e culturais, ao mesmo tempo, crítico de seis efeitos nocivos, a partir da fundamentação de suas ações em valores tradicionais, solidários, comunitários. (...) De fato, os novos movimentos sociais são novos porque não tem uma clara base classista, como nos velhos movimentos operários ou camponeses; e porque não tem um interesse especial de apelo para nenhum daqueles grupos. São de interesses difusos com pluralidades de orientações. Os movimentos contemporâneos são fenômenos que contêm no seu interior uma multiplicidade de elementos, de significados, de níveis diversos da sociedade.”* (Santos,2006:54)

Todavia, alguns destes movimentos não hesitariam em avançar nos campos do debate político e identificar-se com os símbolos, posições e termos característicos da esquerda operária de tradição marxista, como é o caso do Núcleo Cultural Força Ativa, outra posse pioneira na região estudada por Santos (2006).

<sup>288</sup> Caffé, Carolina e Hikiji, Rose (2012) A arte e a rua: uma experiência colaborativa audiovisual com artistas da Cidade Tiradentes, p.47

<sup>289</sup> Caffé, Carolina e Hikiji, Rose (2012) A arte e a rua: uma experiência colaborativa audiovisual com artistas da Cidade Tiradentes, p.48

*“Com o objetivo de trabalhar a politização da população por meio de palestras e eventos culturais na região, no combate ao racismo e todas as formas de discriminação na sociedade, o NCFJA apresenta-se como uma organização juvenil preocupada com a estruturação, no nosso país, das classes sociais. Ou seja, das relações de dominação e de subordinação de classe que constituem os eixos principais de desigualdade, de miséria, de exploração e de relações de poder nas sociedades capitalistas” (Santos, 2006:196)*

De acordo com Santos (2006:254), os jovens seriam particularmente sensíveis a estes tipos de organização local e relativamente apartidárias por conta de condições concretas da vida, ligadas à necessidade de emprego, formação profissional, saúde e lazer que os fazia ‘convergir de forma crítica’, dando origem a novos movimentos associativos como resposta a uma busca de socialização, afirmação de gênero, entrada no mercado de trabalho, enfim, do início de uma vida adulta. Ademiro Alves de Souza, o ‘Sacolinha’ descreve práticas culturais bastante particulares que evidenciam a importância dada ao consumo, preferências musicais e esportivas na cultura de massa da região Leste.

*“Olha, era uma época que surgiu a bermuda calça, que é aqui no joelho, tinha um zíper, aí quando estava meio calor, ou você queria fazer alguma média pra algum colega, ou pra alguma garota, você tirava ali o zíper e ficava só com a bermuda, tinha uns bolsos largos, grandões, que aí a gente enchia a carteira de papel, pra ficar bem gorda, assim, pra dizer que a gente tinha dinheiro, e colocava, tal. E era uma época que a gente ou usava uma camisa de time ou usava a camisa de um grupo musical preferido. E eu usava, como eu ainda não curtia muito música, eu usava a camisa do Corinthians, né, mesmo sem muita vontade de torcer, aquela coisa de fanatismo, mas usava a camisa do Corinthians. Então era assim, se você era bem quisto ali na roda se você usasse alguma camisa de algum time ou de algum grupo preferido, né? Mas a gente tinha grandes problemas, foi justamente nessa época que tava aflorando muito essas brigas de punks, clubbers, skatistas, e nessa época eu andava de skate também, então eu tinha muito medo de usar certos tipos de roupa, né? Se você usava uma camisa dos Racionais, que é um grupo de rap, você tinha problema de encontrar num shopping Aricanduva, que era onde a gente mais freqüentava, os clubbers, os carecas, e eles eram contra tudo isso, né, então a ideologia, tal...”<sup>290</sup>*

Para além de mencionar superficialmente alguns coletivos e iniciativas que acabaram por se tornar ao mesmo tempo sujeitos e objetos das transformações na paisagem física e social da Cidade Tiradentes, nosso intuito é perceber, na ‘*longue durée*’, uma transição de conteúdos e formas de mobilização popular, do social ao cultural. Longe dos objetivos iniciais e das competências desta pesquisa, mapear, problematizar e entender os múltiplos sentidos das expressões e vozes que emanam da realidade de um bairro ao mesmo tempo problemático e complexo é uma tarefa coletiva, na qual muitas pesquisas e organizações vem colaborando decididamente na última década, ainda que, face às dimensões do território e sua particular demografia, muito ainda esteja por ser feito.

Queremos com isto dizer também que tais fenômenos encontram-se em plena ebulição, sendo difícil a apreensão pela história de fatos tão recentes ligados à processos em aberto. É importante destacar que, através da educação e da cultura, os dados do problema se alteram constantemente, na mesma medida em que o indivíduo se transforma quando em participa do coletivo e vice versa, metonímia da relação do bairro com o resto da cidade, em direção à uma estrutura urbana e social um pouco mais coesa.

O educador Paulo Freire, figura tão presente nas novas utopias que começam a se constituir na Cidade Tiradentes a partir dos anos 2000, como vimos, em Política e educação, publicado logo após a experiência à frente da Secretaria Municipal de Educação, formula algumas reflexões sobre

---

<sup>290</sup> Museu da Pessoa (2012) Depoimento de Ademiro Alves de Souza

a 'cidade educadora' que nos servirão aqui para provisoriamente encerrar a narrativa que construímos sobre este território ímpar, a partir das referências e fontes que conseguimos agrupar para tentar apresentar o que, na nossa opinião, aconteceu de mais significativo no campo da habitação social em São Paulo nas últimas cinco décadas a partir de exemplos singulares e de alguma maneira, conectados entre si.

Paulo Freire chama a atenção para a relação mútua de construção dos lugares e de seus habitantes, 'manifestações vivas' da cultura em contínuo movimento, o que devemos sempre levar em conta para compreender estas histórias que 'se fazem na medida em que se refazem' e que, entrelaçadas nos informam a propósito da situação presente destes territórios no extremo Leste da metrópole paulistana, que, de 'um modo espontâneo', também falam por si só.

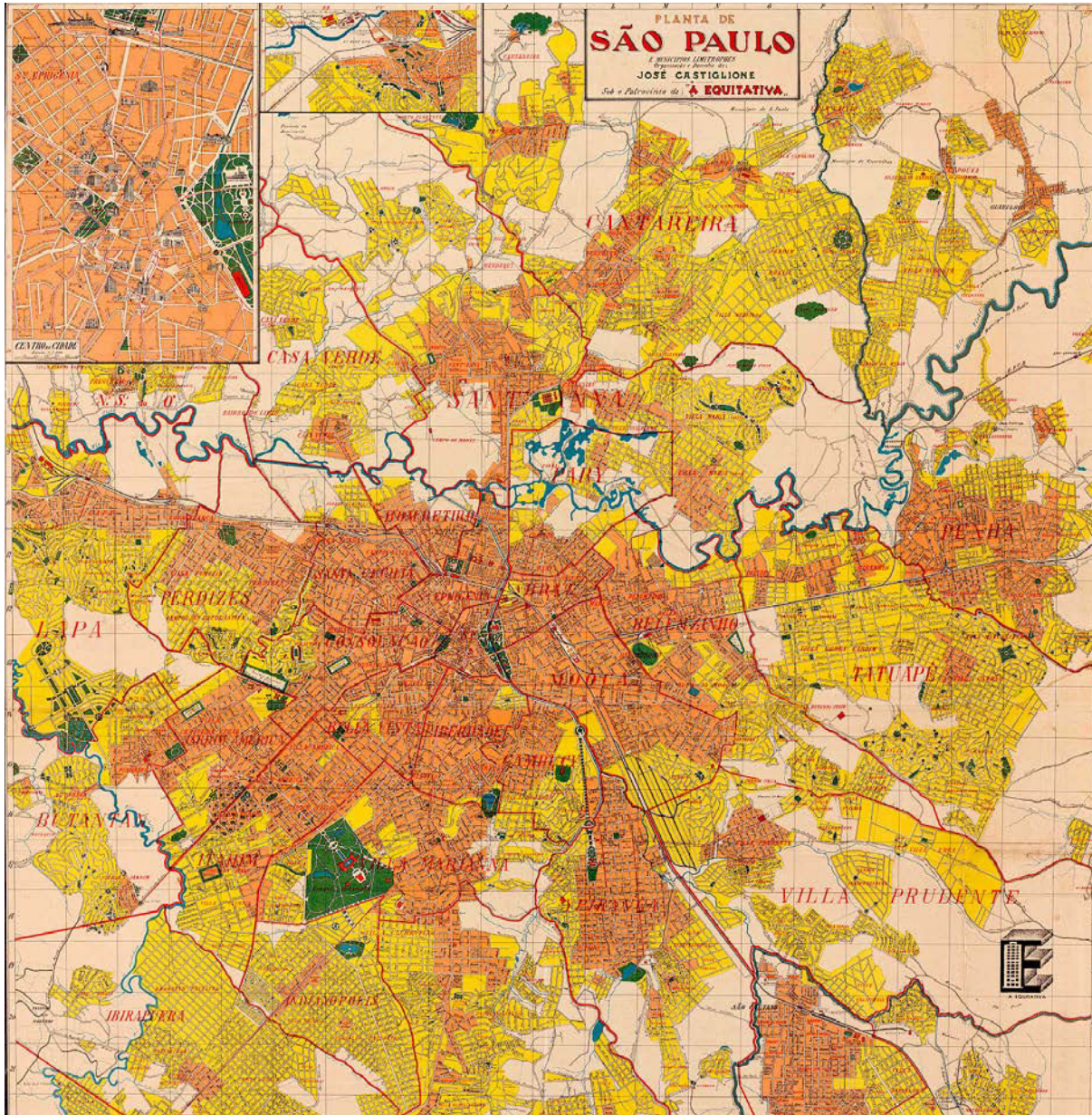
*"A Cidade somos nós e nós somos a Cidade. Mas não podemos esquecer de que o que somos guarda algo que foi e que nos chega pela continuidade histórica de que não podemos escapar, mas sobre que podemos trabalhar, e pelas marcas culturais que herdamos. Enquanto educadora, a Cidade é também educanda. Muito de sua tarefa educativa implica a nossa posição política e, obviamente, a maneira como exercemos o poder na Cidade e o sonho ou a utopia de que embebamos a política, a serviço de que e de quem a fazemos. A política dos gastos públicos, a política cultural e educacional, a política de saúde, a dos transportes, a do lazer. A própria política em torno de como sublinhar este ou aquele conjunto de memórias da Cidade através de cuja existência a Cidade exerce seu papel educativo. Até aí, a decisão política nossa pode interferir. Mas há um modo espontâneo, quase como se as Cidades gesticulassem ou andassem ou se movessem ou dissessem de si, falando quase como se as Cidades proclamassem feitos e fatos vividos nelas por mulheres e homens que por elas passaram, mas ficaram, um modo espontâneo, dizia eu, de as Cidades educarem. Insistamos em que até sobre esse momento espontâneo da vida das Cidades, em que elas revelam sua memória desnuda, o poder político pode interferir. De qualquer forma, esse momento espontâneo é de grande riqueza, não importa que tenha suas negatividades também. No fundo ele explicita formas de estar sendo de gerações anteriores, maneiras de valorar, de reagir, expressões discriminatórias disto ou daquilo, que não se acham apenas arquivadas na memória das Cidades. São manifestações vivas de sua cultura, de nossa cultura. (...) A Cidade somos nós também, nossa cultura, que, gestando-se nela, no corpo de suas tradições, nos faz e nos refaz."<sup>291</sup>*

---

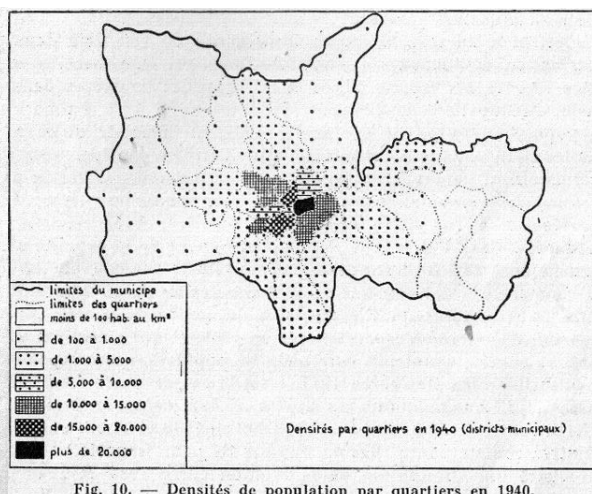
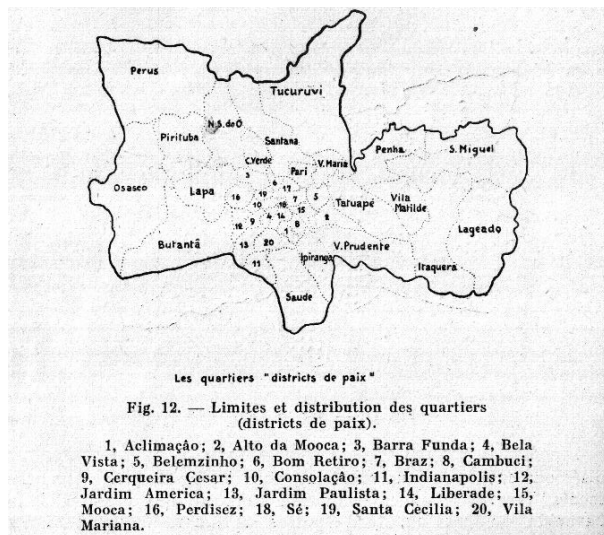
<sup>291</sup> Freire, Paulo (1993) Política e educação Cortez Editora, p.13-14

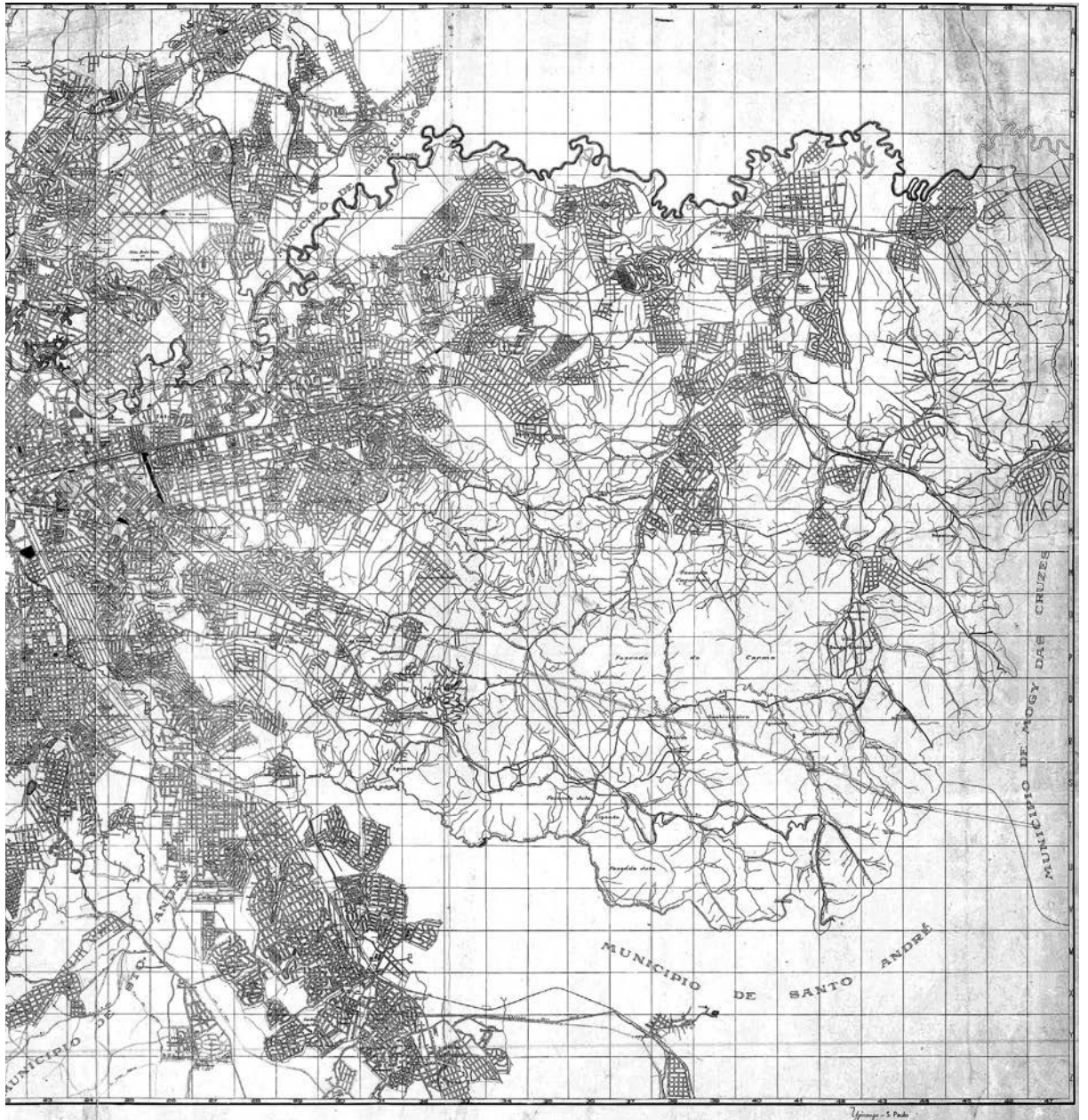
5

**Antecedentes recentes:  
São Paulo, Brasil  
(1958 - 1964)**



i.74 Mapa da cidade de São Paulo e seus limites, anos 1940, as divisões territoriais e a densidade nos bairros paulistanos nos anos 1950 [APESP/Monbeig,1953]





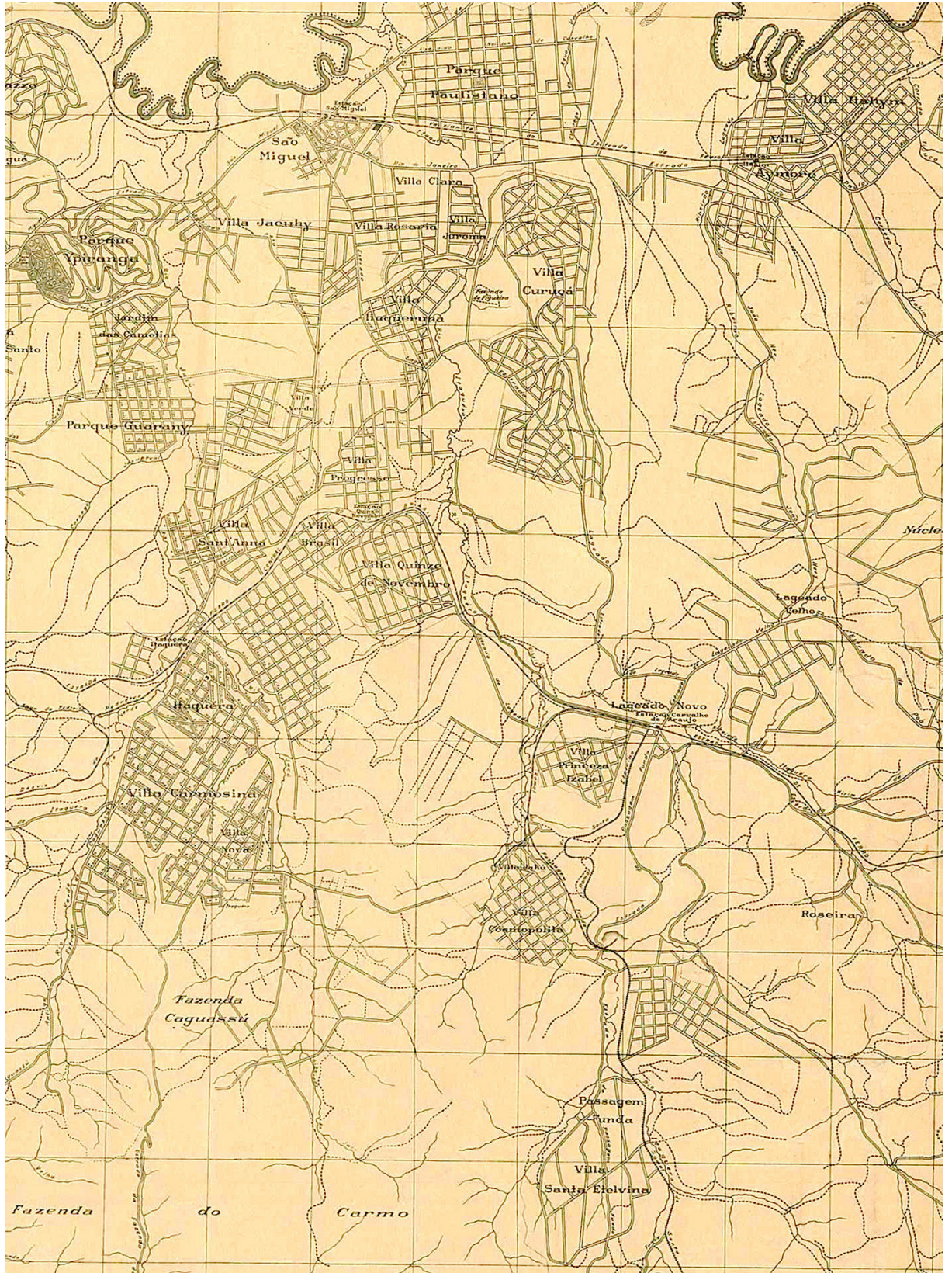
i.75 Mapa detalhado da cidade e seus subúrbios realizado pela Light and Power em 1948 [APESP]







i.76 Os loteamentos que começavam a surgir nos limites da zona Leste paulistana cartografados detalhadamente em 1930 pela equipe do Sara Brasil [CESAD - FAU USP]



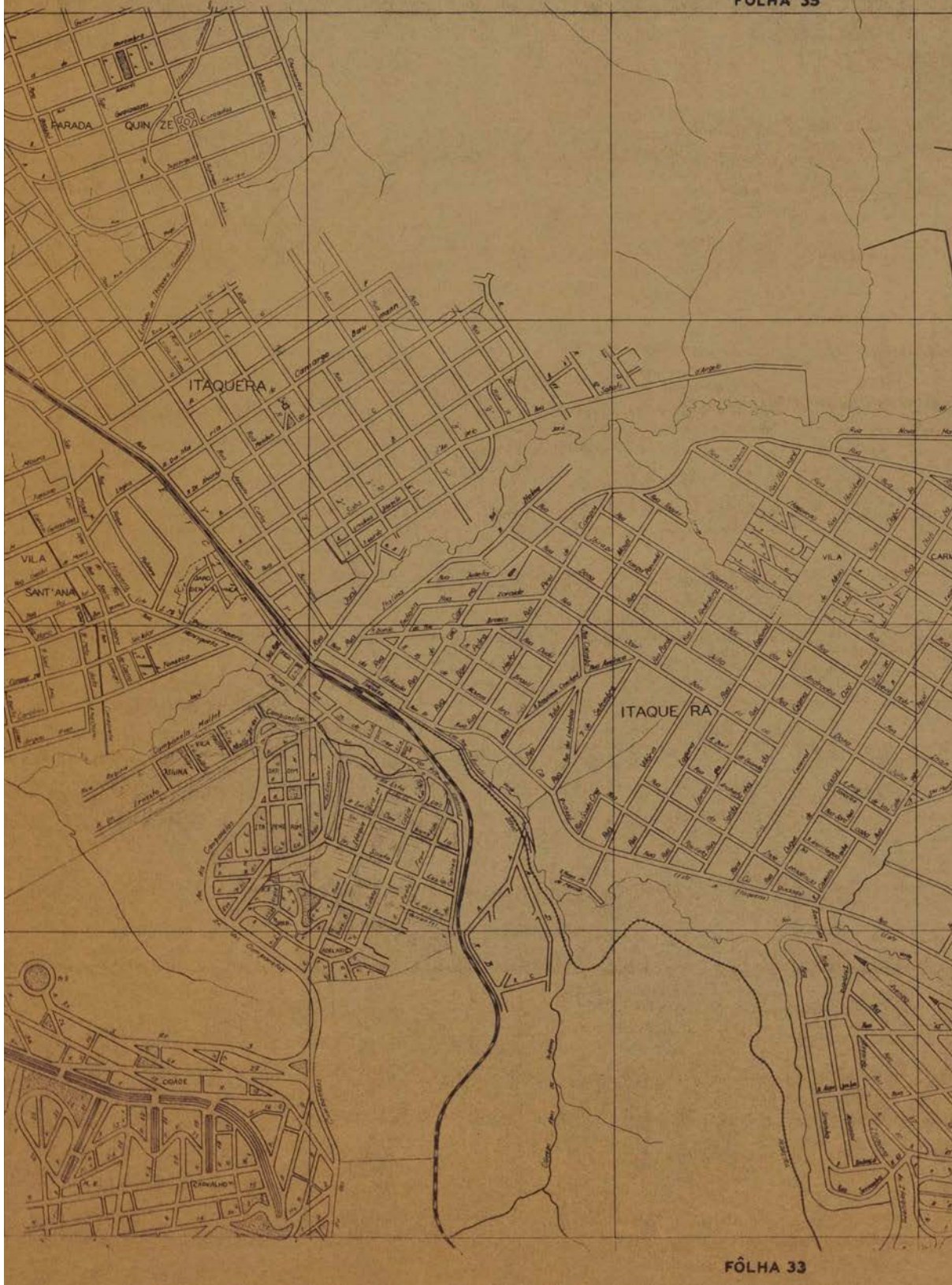
i.77 Os loteamentos que começavam a surgir nos limites da zona Leste paulistana cartografados pela Light and Power em 1948 [APESP]

# PLANTA DA CIDADE DE SÃO

E MUNICÍPIOS CIRCUNVIZINHOS

ESCALA 1:10 000

FÔLHA 35



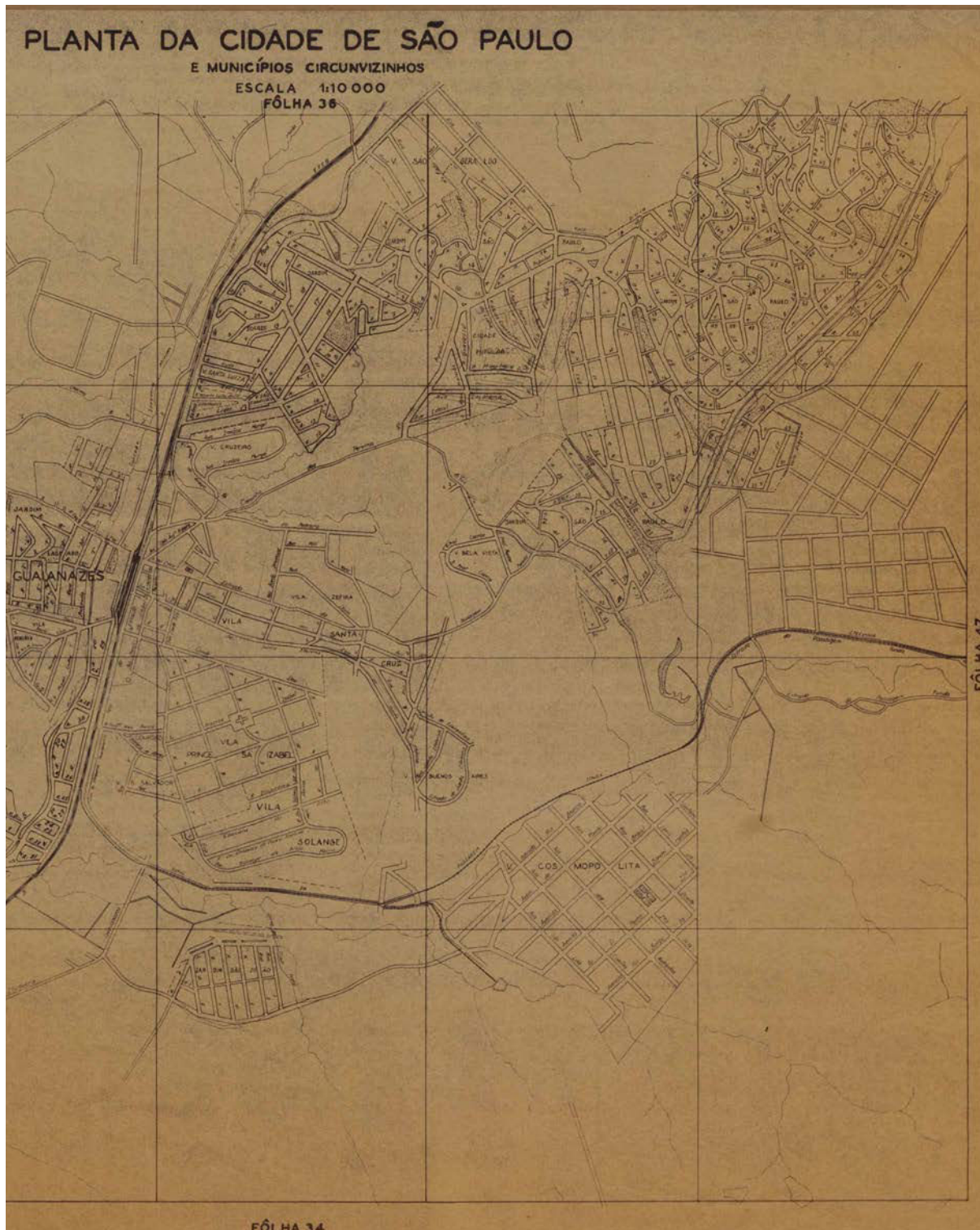
FÔLHA 33

i.78 Itaquera nos anos 1950 na Planta detalhada da cidade de São Paulo e municípios circunvizinhos elaborada pela Light and Power [APESP]



i.79 Cenas de uma região praticamente rural em Itaquera nos anos 1940 e nas imediações da Fazenda Santa Etelvina no começo dos anos 1980 [Associação Comercial de Itaquera/ CD Tec SOHAB-SP]





i.8o Guaianases e os loteamentos nas imediações da Passagem Funda nos anos 1950 na Planta detalhada da cidade de São Paulo e municípios circunvizinhos elaborada pela Light and Power

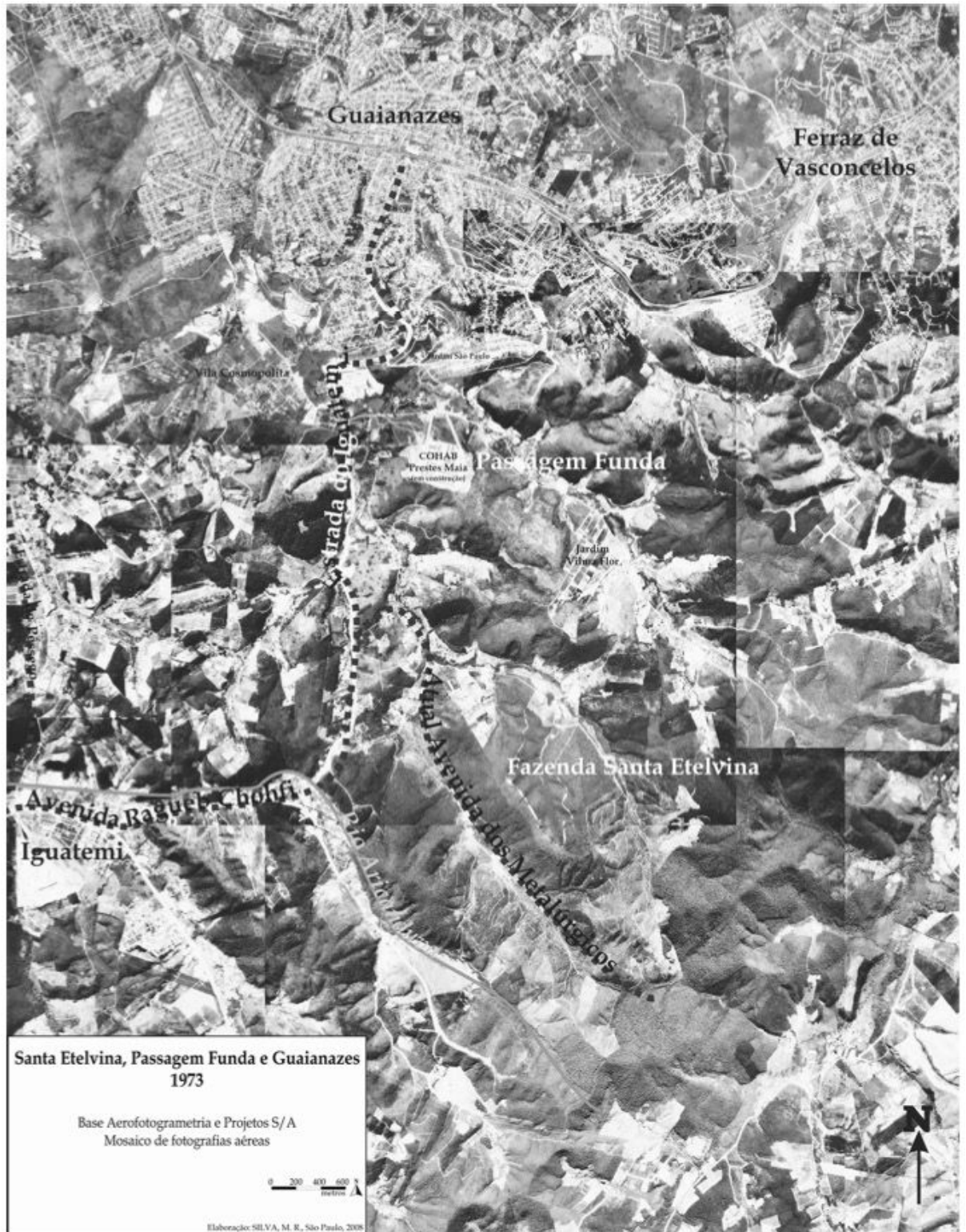


# Nos tempos do BNH (1965 - 1986)



# COHAB Prestes Maia

i.82 Mapa da cidade de São Paulo elaborado pelo Gebran em 1974, onde se observa o primeiro dos grandes conjuntos habitacionais, além de lugares importantes da região como a Passagem Funda, a Pedreira Vicente Matheus, a Vila Cosmopolita e uma escola [CESAD - FAU USP]

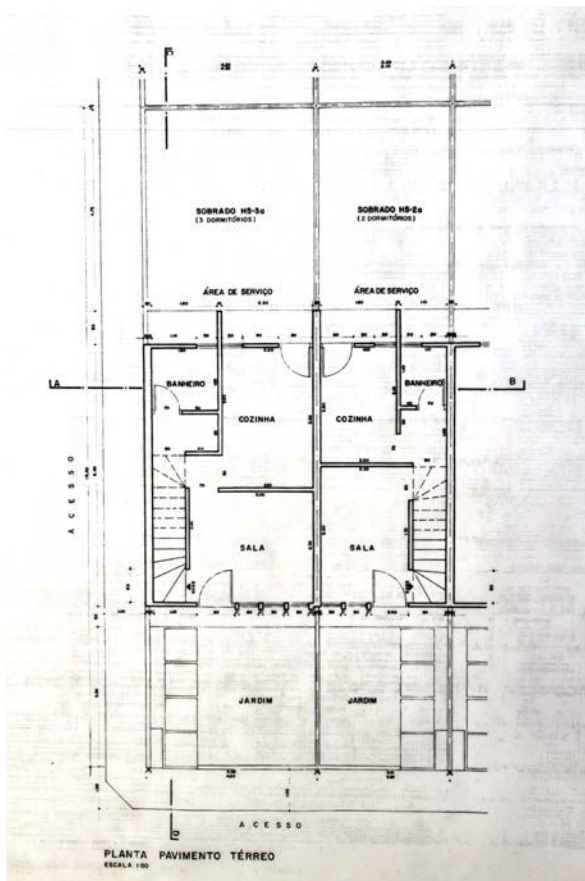
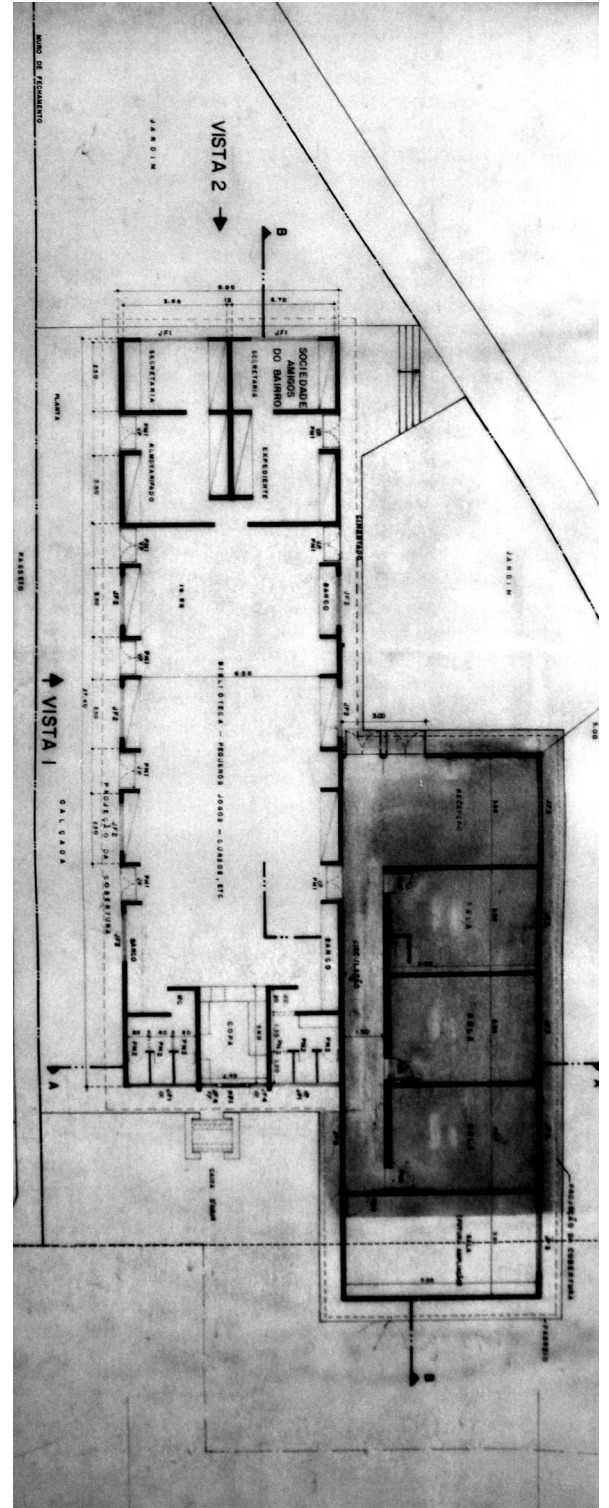
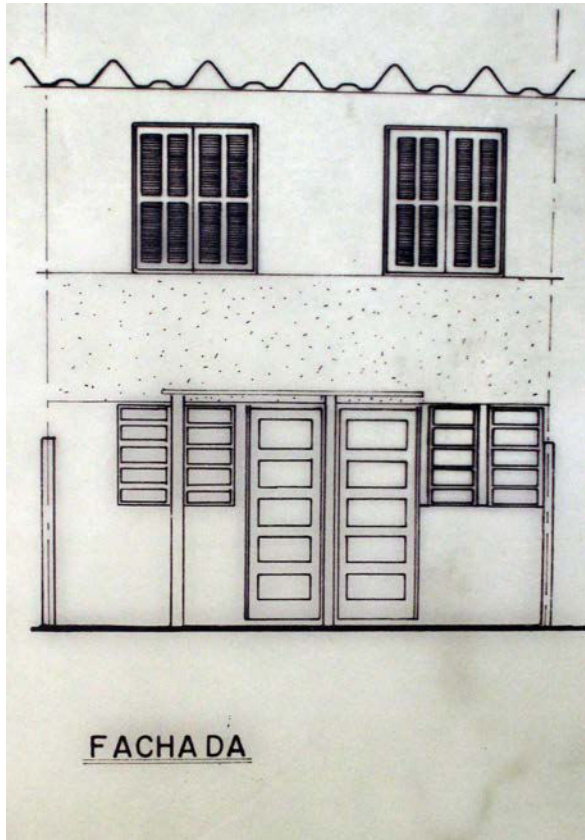


Mapa 2: a mesma região em fotografias aéreas de 1973, quando já havia indícios da presença da COHAB, verificado pela construção do **Conjunto Habitacional Prefeito Prestes Maia**, inaugurado em 1975. Surge também o loteamento **Jardim Vilma Flor**. Arruamentos em Guaianazes e pastagens com mata nativa em Santa Etelvina.

i.83 Foto aérea de 1973 na qual podemos observar a Fazenda Santa Etelvina durante a construção do Conjunto Prestes Maia e a ocupação do Jardim Vilma Flor [Silva, 2008]



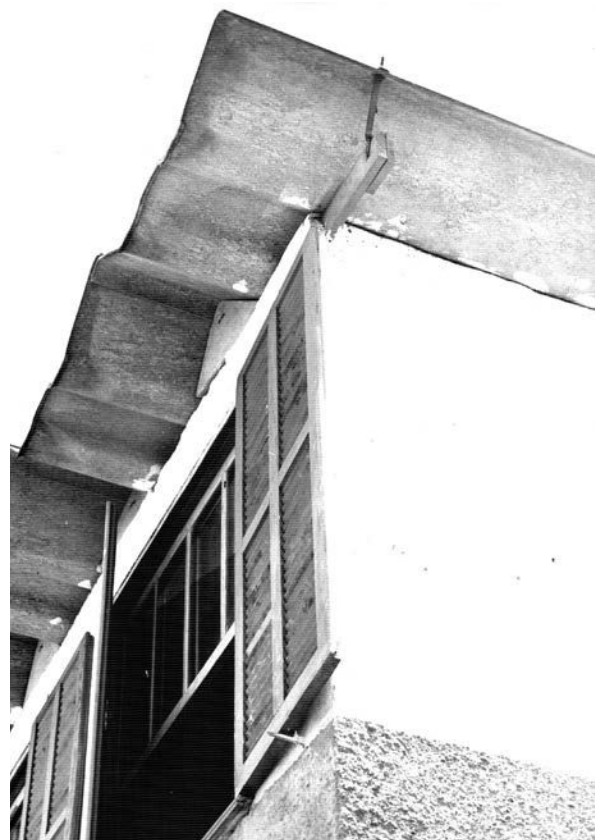
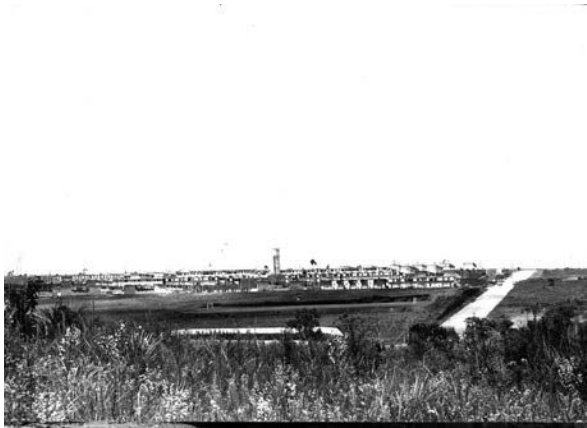




i.85 Projetos das unidades residenciais assobradadas e geminadas e de uma biblioteca e centro comunitário de autoria da equipe da COHAB-SP para o conjunto habitacional Prestes Maia [CDTec COHAB-SP]



i.89 Mapa de São Paulo elaborado pela EMLASA em 1981 no qual observamos o conjunto Prestes Maia em sua forma final, o Jardim Vilma Flor, duas instalações industriais e a Igreja Santa Cruz das Almas, na Passagem Funda, além do traçado de diversos loteamentos irregulares nas proximidades da Estrada de Ferro Central do Brasil [CESAD - FAU USP]



i.86 Fotografias do conjunto Prestes Maia realizadas pela arquiteta Lie Matsumoto para seu Trabalho Final de Graduação sobre o Conjunto em 1976 [Biblioteca FAU USP]





i.87 Fotografias do conjunto Prestes Maia realizadas pela equipe da COHAB-SP em sobrevôo nos anos 1980 [CDTec COHAB-SP]





Fotografias do conjunto Prestes Maia realizadas pela equipe da COHAB-SP em sobrevôo nos anos 1980, aspectos atuais do conjunto e placa de trânsito no distrito de Cidade Tiradentes [CDTec COHAB-SP/Fotografias do autor, 2012 e 2003]

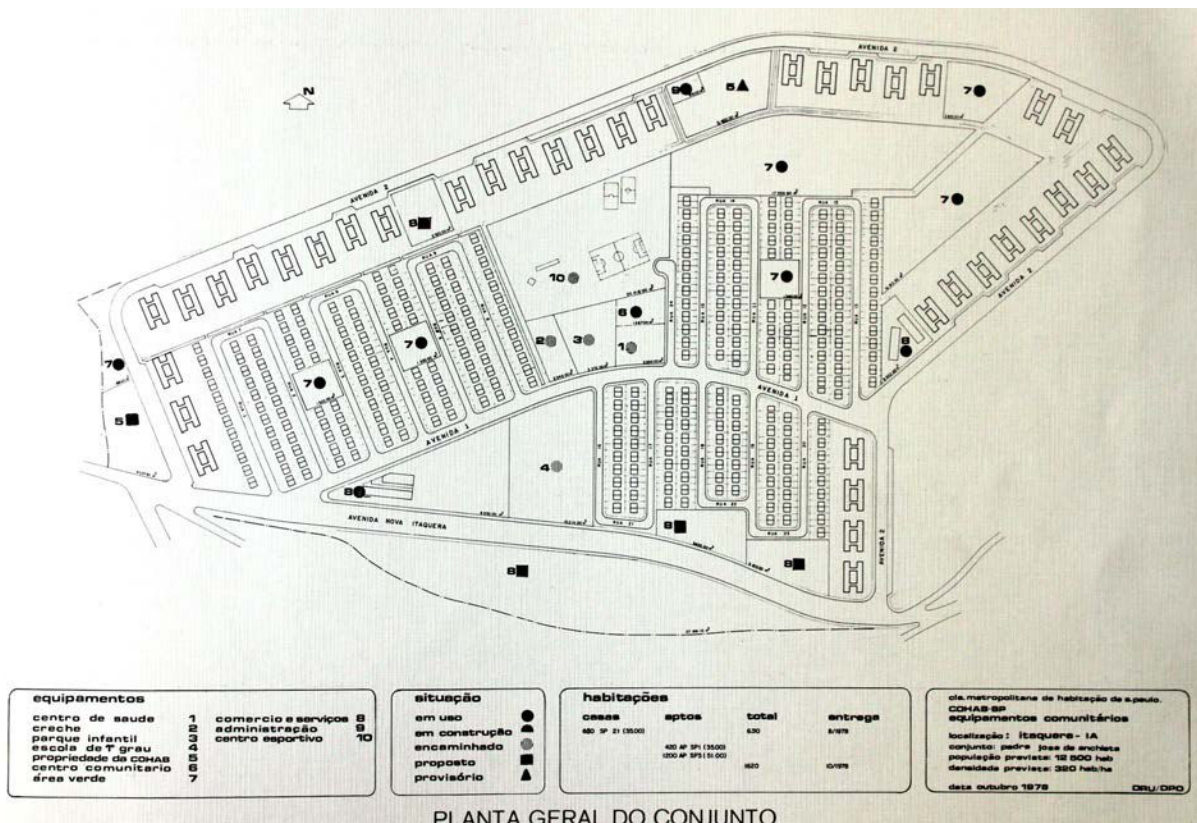


# Itaquera

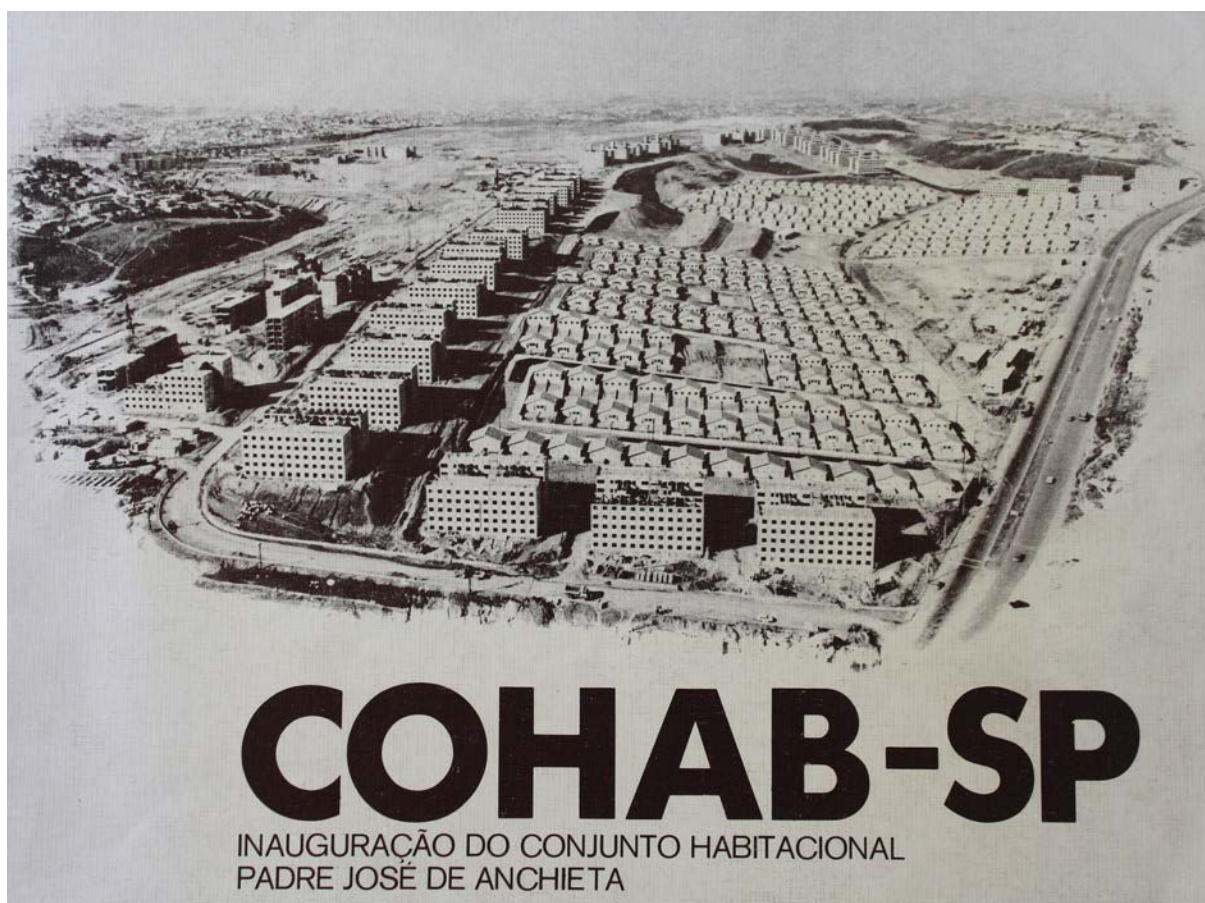


i.90 O grande conjunto de Itaquera, construído na virada dos anos 1970 para os anos 1980 pela COHAB-SP [CDTec COHAB-SP]

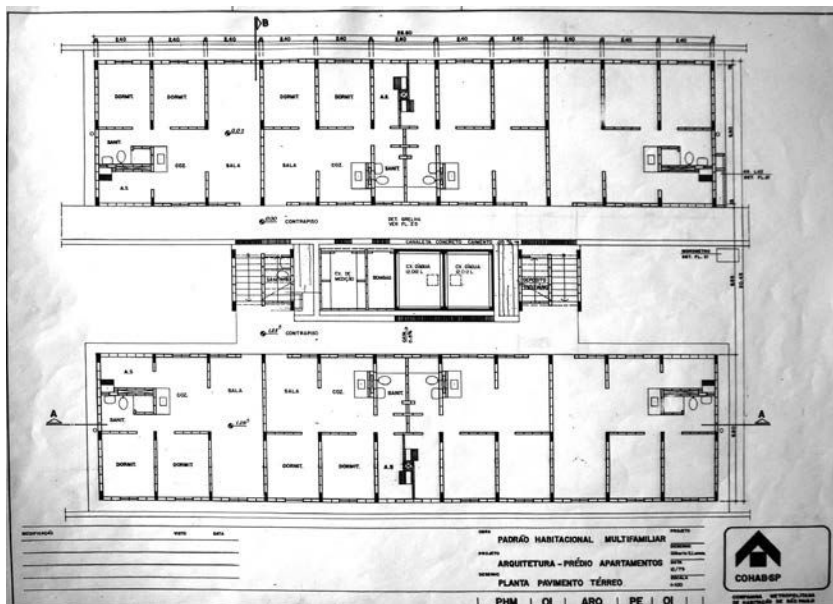
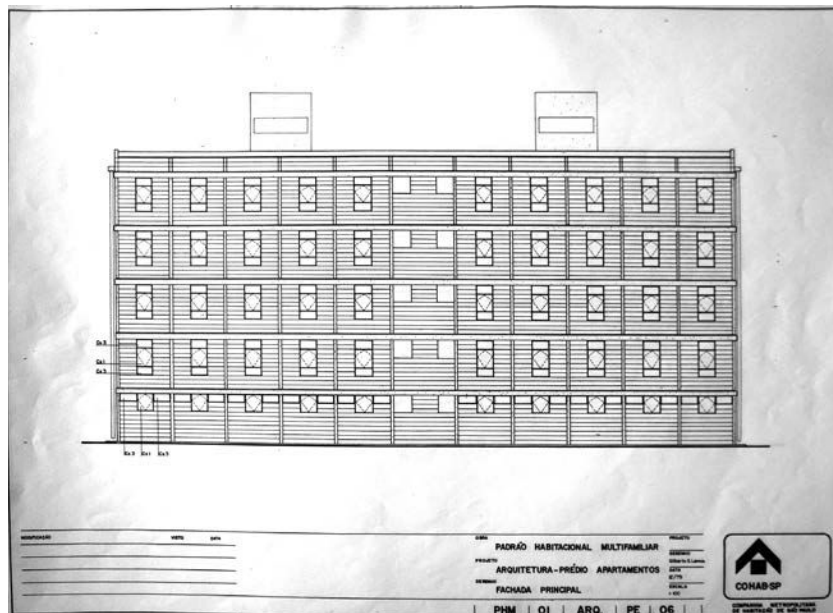
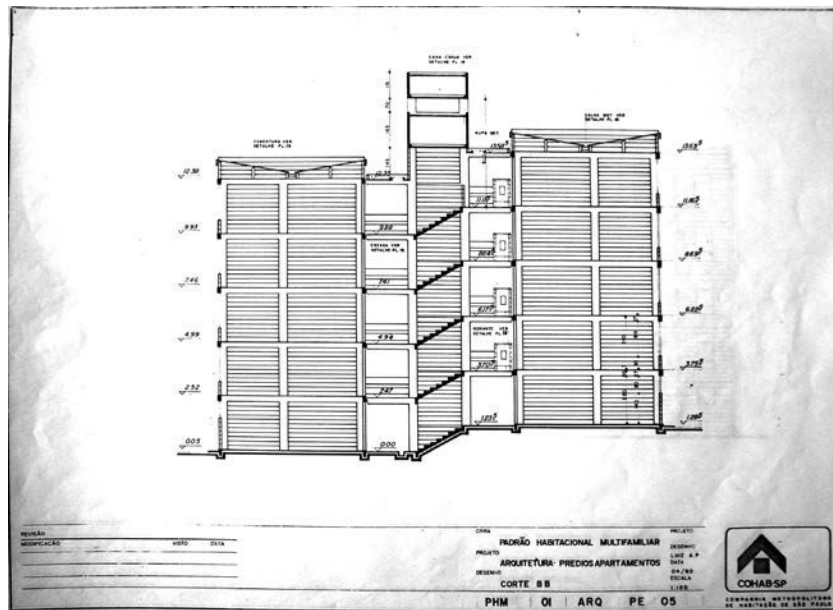




i.91 Projeto do conjunto Itaquera I-A realizado pela equipe técnica da COHAB-SP coordenada pelo arquiteto Jacob Aron Corch em prospecto que comemora a inauguração do empreendimento que alteraria os rumos da zona Leste [CDTec COHAB-SP]







i.92 Projeto Executivo do 'Padrão Habitacional Multifamiliar' (PHM-01) desenvolvido pela equipe técnica da COHAB-SP no final dos anos 1970 similar ao tipo que foi reproduzido à exaustão nos grandes conjuntos da zona Leste [CDTec Cohab-SP]



i.93 Ruas convertidas em espaços públicos e apropriada pelas brincadeiras infantis, panorâmica e espaços livres do conjunto de Itaquera retratadas pelo arquiteto Jacob Aron Corch [CDTec COHAB-SP]



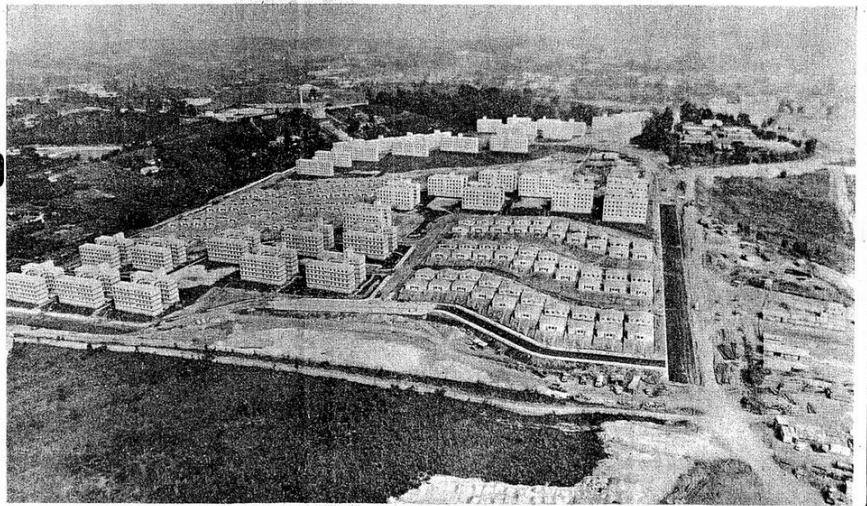


i.94 Os grandes conjuntos de Itaquera I (Padres José de Anchieta, Manoel da Nóbrega), II e III (José Bonifácio), construídos na virada dos anos 1970 para os anos 1980 pela Cohab-SP [CDTec COHAB-SP]



## PREFEITO VAI INAUGURAR ITAQUERA, O MAIOR CONJUNTO HABITACIONAL DO PAÍS

O prefeito Reynaldo de Barros e o presidente da Companhia Metropolitana de Habitação de São Paulo — COHAB, José Celestino Bourroul convidam a população para as festividades de inauguração oficial de Itaquera II e III, considerado o maior Conjunto Habitacional até hoje implantado no Brasil. A solenidade, que deverá começar a partir das 10 horas de sábado, dia 12, deverá comparecer diversas autoridades.



Os conjuntos habitacionais da Cohab vão abrigar mais de 1,5 milhão de moradores.

## A Cohab constrói uma nova cidade

i.95 A inauguração do conjunto habitacional de Itaquera, o 'maior do país' noticiada pelo Jornal da Cohab em 1980 e os problemas do conjunto nas manchetes do jornal Folha de S. Paulo [CDTec COHAB-SP/ CESAD - FAU USP]



Funcionários da Cohab e da Prefeitura começaram ontem os trabalhos de contenção de erosão. ↑  
**Erosão ainda é ameaça**  
Folha de S. Paulo - 6/11/80 p. 13  
Cohab iniciou obras de contenção, em Itaquera

Folha Emergência



As áreas destinadas à construção de centros comerciais ainda estão abandonadas.

## Cohab dá chaves sem água e luz

Eleição apressa entrega de conjunto em Itaquera



i.96 Aspectos gerais e espaços livres e públicos do conjunto de Itaquera e seus moradores, a População cohabense [CDTec COHAB-SP]





i.97 Aspectos gerais do conjunto de Itaquera e o comércio informal de gêneros de primeira necessidade por veículos e vendedores [Biblioteca FAU USP]





7

Cidade Tiradentes e o 'urbano  
desurbanizado' (1980 -1989)



# Jardim São Paulo



i.100 Fotografias da construção dos conjuntos habitacionais Jardim São Paulo e Juscelino Kubitschek nas imediações do conjunto Prestes Maia [CDTec COHAB-SP]





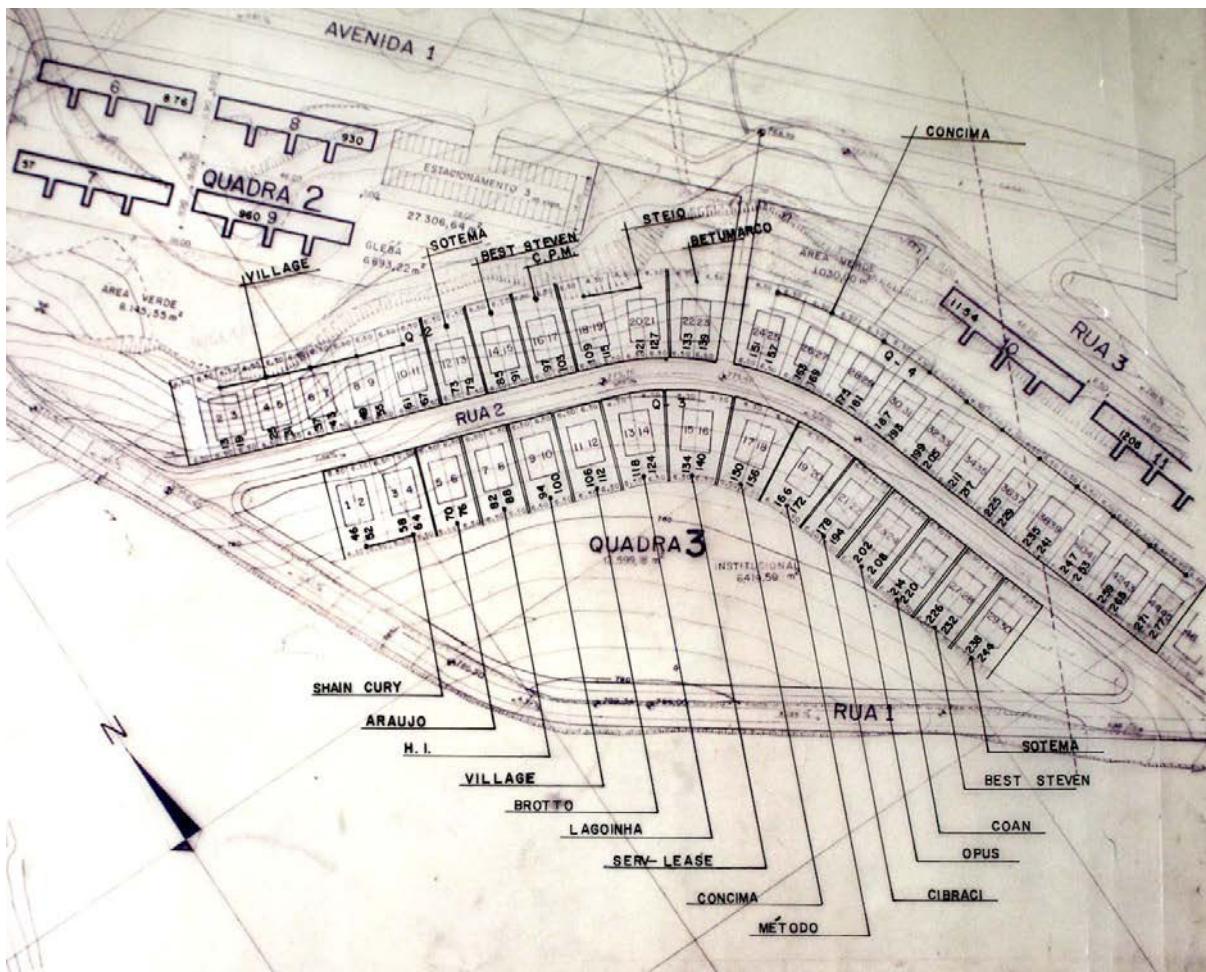
i.101 Campus experimental dos sistemas construtivos empregados pela COHAB-SP instalado no Jardim São Paulo; feira e transportes públicos na COHAB Juscelino Kubitschek [CDTec COHAB-SP]





i.102 Aspectos gerais dos conjuntos Jardim São Paulo e Juscelino Kubitschek  
[CDTec COHAB-SP]





| ÁREA DE CONSTRUÇÃO | TAXA DE OCUPAÇÃO | COEFICIENTE DE APROVEITAM |
|--------------------|------------------|---------------------------|
| 5.250,00           | 0,20             | 1,01                      |
| 3.500,00           | 228,9            | 1,14                      |
| 414,00             | 0,14             | 0,14                      |
| 12.250,00          | 0,22             | 1,09                      |
| 1.081,00           | 0,14             | 0,14                      |
| 736,00             | 0,12             | 0,12                      |
| 7.000,00           | 0,24             | 1,20                      |
| 1.012,00           | 0,16             | 0,16                      |
| 619,16             | —                | —                         |
| 335,52             | —                | —                         |
| 2.530,00           | 0,15             | 0,15                      |
| 3.500,00           | 200,60           | 1,00                      |
| 506,00             | 0,15             | 0,15                      |

COMPANHIA METROPOLITANA DE HABITAÇÃO DE SÃO PAULO  
COHAB-SP

| LEGENDAS                      |  | CODIGOS                   |             |
|-------------------------------|--|---------------------------|-------------|
| CONJUNTO HABITACIONAL / SETOR | JARDIM SÃO PAULO I/II (J.D. SÃO PAULO 3)             | SUB SETOR DO CONJ. HABIT. | GERAL       |
| OBJETO DO SERVIÇO TÉCNICO     | GERAL  | CONJUNTO HABITACIONAL     | J S P O I C |
| TÍTULO DO DOCUMENTO           | PROJETO DE URBANIZAÇÃO - REDUÇÃO DA QUADRA 1 (LUDDA) | VERSÃO DO SERVIÇO TÉCNICO | PRIMEIRA    |
| TÍTULO DO PROJETO             | PROJETO DE URBANIZAÇÃO - REDUÇÃO DA QUADRA 1 (LUDDA) | OBJETO DO SERV. TÉCNICO   | (COHAB-SP)  |
| TÍTULO DO PROJETO             | PROJETO DE URBANIZAÇÃO - REDUÇÃO DA QUADRA 1 (LUDDA) | ÁREA TÉCNICA              | 0 0 0 0 0   |
| TÍTULO DO PROJETO             | PROJETO DE URBANIZAÇÃO - REDUÇÃO DA QUADRA 1 (LUDDA) | TÍTULO DO PROJETO         | D T P M U   |
| TÍTULO DO PROJETO             | PROJETO DE URBANIZAÇÃO - REDUÇÃO DA QUADRA 1 (LUDDA) | Nº DO DOCUMENTO           | 0 4 5       |

| ÁREAS DE CONSTRUÇÃO |       |        |                         |                          |
|---------------------|-------|--------|-------------------------|--------------------------|
| TIPO                | FORMA | QUANT. | ÁREA DA UNIDADE         | ÁREA TOTAL               |
| EDIFÍCIO B-8        |       | 18     | 1.750,00 m <sup>2</sup> | 31.500,00 m <sup>2</sup> |
| CASA SP-GI-23       |       | 243    | 23,00 m <sup>2</sup>    | 5.589,00 m <sup>2</sup>  |
| COMÉRCIO            |       | 2      | 309,58 m <sup>2</sup>   | 619,16 m <sup>2</sup>    |
| CENTRO COMUNITÁRIO  |       | 1      | 335,52 m <sup>2</sup>   | 335,52 m <sup>2</sup>    |
| TOTAL               | —     | —      | —                       | 38.043,68 m <sup>2</sup> |

i.103 Projeto de urbanização e associação das unidades experimentais e construtoras envolvidas nas realizações do campus instalado no Jardim São Paulo pela COHAB-SP a partir da repetição indiscriminada dos mesmos modelos habitacionais [CDTec COHAB-SP]

# Fórmula: casas baratas.

Enquanto não se acha solução para o BNH, centros de pesquisa e prefeituras tentam resolver o problema da habitação popular barateando o máximo possível seu custo.



A argamassa armada é um tipo de concreto armado, sem o agregado graúdo, mas sim uma malha muito fina, de tela ou fio de aço, com o qual se dá a fazer peças bem planas.

Esse material foi utilizado pela primeira vez no Brasil em 1960, pela Escola de Engenharia de São Carlos, mas é empregado pela Universidade Federal da Ceará, pelo Centro de Pesquisas e Desenvolvimento (Ceped), no Bahia, além de outras partes em Goiás, Rio de Janeiro, Brasília e Salvador. Sendo que a Companhia de Renovação Urbana de São Paulo desenvolveu um projeto pioneiro de saneamento, baseado na aplicação da tecnologia da argamassa armada. Apesar de o consumo das componentes da argamassa (cimento e areia) por metro cúbico ser elevado, dado o tamanho das peças produzidas, no final o consumo por metro linear é menor.



Segundo a BNH, existem atualmente mais de 2.552 unidades habitacionais construídas em solo-cimento. Esse material é resultado da mistura homogênea, compacta e curada de solo, cimento e água, em proporção bastante (1 a 10), em peso e praticamente qualquer tipo de solo pode ser utilizado, com exceção daqueles que contenham matéria orgânica (geralmente os de várzea). Os melhores são os que possuem teor de umidade entre 45 e 90%.



A casa de palha de arroz, com fibra vegetal colocada entre dois painéis de cimento, foi o pior resultado obtido no campo experimental da Cuhab-SP. Em poucas meses suas paredes começaram a cair devido à alta permeabilidade, sem nenhuma defesa contra a água. Como essa é um prédio condenado, a empresa nem registrou à sua custo.



A Cuhab-SP também tem um projeto próprio de construção de casas de madeira. Porém, as que foram fabricadas em seu campus experimental não tiveram muito sucesso, principalmente porque a madeira não recebeu tratamento preventivo contra fungos e cupins, e pela alta custo de manufatura, já que precisavam ser pintadas ou envernizadas com certa frequência. Seu custo foi de 12,70 UPC por metro quadrado.



O projeto de casas de madeira, desenvolvido pelo Instituto Florestal da Secretaria de Agricultura e pelo Instituto de Pesquisas Tecnológicas da USP (IPT), apresenta custos inferior às das construções tradicionais em alvenaria e tela, em média, apenas dez dias para ficar pronto.

A madeira utilizada nessas construções vem da serra de Marumby, no Centro-Sul do Estado, onde passa por diversos tratamentos de secagem e de proteção contra fungos e cupins. Como a pinus não é facilmente encontrada em todas as regiões, o custo das casas de madeira do IPT varia muito de um lugar para outro.

O projeto já está sendo desenvolvido na região amazônica, a pedido da Faculdade de Engenharia de Manaus, e em Campos do Jordão, por iniciativa da prefeitura local. Nessa cidade, o projeto teve de ser abandonado por um tipo de construção aqui fabricada, destinado a terrenos com declividade acentuada.



As chamadas "casas de vici" são feitas com painéis de madeira e placas de cimento armado. Ainda estão sendo testadas no campus experimental da Cuhab-SP. Seu preço é de 13,95 UPC por m<sup>2</sup>.



As construções de solo-cimento em São Simão, feitas através do sistema de murfido, conseguiram chegar ao custo de 11,92 UPC para as casas com 25m<sup>2</sup>.



Casas de painel pré-moldado em concreto alático-químico, feito com placas de gesso e concreto. Ainda sendo experimentadas pela Cuhab-SP. Seu custo, por metro quadrado, é de 18,38 UPC.



Alvenaria aplicada a sua experiência, os painéis de materiais são muito maiores, sem contar os erros que podem ser cometidos.

Além disso, ele afirma que no murfido a redução de custos é limitada porque o que é gasto com equipamentos, mão-de-obra, transporte de materiais e outros itens é pago de maneira substancial e incontrolável, pelo os órgãos oficiais. De algum lugar esse dinheiro sai e portanto a conta real da construção em murfido é muito por toda a Nação", conclui.



Em todas as iniciativas de murfido mencionadas pela sua secretaria, Setcas verificou que o segundo projeto, desenvolvido na mesma localidade, sempre tem uma aderência popular bem maior porque, segundo disse, as pessoas já perceberam que é uma maneira viável de conseguir ter casa própria e existem razões daquelas que depois de terem construído suas casas voltam a participar do murfido para ajudar as outras a construírem as delas.

## MURFIDO RESOLVE?

Há algumas críticas e só uma certeza: o sistema não pode ser usado em larga escala.

Como tudo que envolve o setor habitacional do País, o sistema de construção em murfido não passou quase imune a críticas. Enquanto muitos o defendem como a solução para as milhares mais pobres da população, que de outra forma não seriam como adquirir a casa própria, outros o consideram uma simples exploração de mão-de-obra não remunerada. Exatamente ainda aqueles que julgam o murfido como a oficialização do desperdício e da corrupção.



Discutidos a parte, quem vê homens, mulheres e crianças trabalhando nos finais de semana, carregando telhas, tijolos, cimento, correndo e brincando, não pode imaginar outra coisa sendo que aquela é uma tarefa que lhes dá muita satisfação. No entanto, os opositores do murfido não escantam o final feliz dessa história.

Em todas as iniciativas de murfido mencionadas pela sua secretaria, Setcas verificou que o segundo projeto, desenvolvido na mesma localidade, sempre tem uma aderência popular bem maior porque, segundo disse, as pessoas já perceberam que é uma maneira viável de conseguir ter casa própria e existem razões daquelas que depois de terem construído suas casas voltam a participar do murfido para ajudar as outras a construírem as delas.

A Prefeitura da Cidade Universitária está desenvolvendo experimentos semelhantes, através do seu Centro de Pesquisa em Tecnologia (Agropecuária), um projeto de construção de moradias usando tijolos de terra crua cozidos, com blocos de concreto, liberando partes industriais que utilizam acrílicos.

Para os críticos, na verdade, os órgãos governamentais deveriam criar as condições necessárias para que as famílias de baixa renda adquiram suas casas sem serem de beneficiárias finais de semana, que em vez de serem construídas em um único dia, são construídas em vários dias, não podendo a qualquer momento ser concluídas.

O secretário Adjunto de Habitação, José Carlos Setcas, também defende o murfido e considera injustas as críticas feitas ao uso da mão-de-obra remunerada, pois o trabalho final, as casas, pertencendo aos próprios trabalhadores, fato que não acontece, geralmente, com a mão-de-obra contratada.

Em todas as iniciativas de murfido mencionadas pela sua secretaria, Setcas verificou que o segundo projeto, desenvolvido na mesma localidade, sempre tem uma aderência popular bem maior porque, segundo disse, as pessoas já perceberam que é uma maneira viável de conseguir ter casa própria e existem razões daquelas que depois de terem construído suas casas voltam a participar do murfido para ajudar as outras a construírem as delas.

Atualmente encontram-se em funcionamento um conjunto prototípico construído de solo terra, galvão e resistência adequada, usado para testes pelos funcionários da Prefeitura Universitária.

Para os críticos, na verdade, os órgãos governamentais deveriam criar as condições necessárias para que as famílias de baixa renda adquiram suas casas sem serem de beneficiárias finais de semana, que em vez de serem construídas em um único dia, são construídas em vários dias, não podendo a qualquer momento ser concluídas.

O secretário Adjunto de Habitação, José Carlos Setcas, também defende o murfido e considera injustas as críticas feitas ao uso da mão-de-obra remunerada, pois o trabalho final, as casas, pertencendo aos próprios trabalhadores, fato que não acontece, geralmente, com a mão-de-obra contratada.

Em todas as iniciativas de murfido mencionadas pela sua secretaria, Setcas verificou que o segundo projeto, desenvolvido na mesma localidade, sempre tem uma aderência popular bem maior porque, segundo disse, as pessoas já perceberam que é uma maneira viável de conseguir ter casa própria e existem razões daquelas que depois de terem construído suas casas voltam a participar do murfido para ajudar as outras a construírem as delas.

Atualmente encontram-se em funcionamento um conjunto prototípico construído de solo terra, galvão e resistência adequada, usado para testes pelos funcionários da Prefeitura Universitária.

Para os críticos, na verdade, os órgãos governamentais deveriam criar as condições necessárias para que as famílias de baixa renda adquiram suas casas sem serem de beneficiárias finais de semana, que em vez de serem construídas em um único dia, são construídas em vários dias, não podendo a qualquer momento ser concluídas.

O secretário Adjunto de Habitação, José Carlos Setcas, também defende o murfido e considera injustas as críticas feitas ao uso da mão-de-obra remunerada, pois o trabalho final, as casas, pertencendo aos próprios trabalhadores, fato que não acontece, geralmente, com a mão-de-obra contratada.

Em todas as iniciativas de murfido mencionadas pela sua secretaria, Setcas verificou que o segundo projeto, desenvolvido na mesma localidade, sempre tem uma aderência popular bem maior porque, segundo disse, as pessoas já perceberam que é uma maneira viável de conseguir ter casa própria e existem razões daquelas que depois de terem construído suas casas voltam a participar do murfido para ajudar as outras a construírem as delas.

Atualmente encontram-se em funcionamento um conjunto prototípico construído de solo terra, galvão e resistência adequada, usado para testes pelos funcionários da Prefeitura Universitária.

Para os críticos, na verdade, os órgãos governamentais deveriam criar as condições necessárias para que as famílias de baixa renda adquiram suas casas sem serem de beneficiárias finais de semana, que em vez de serem construídas em um único dia, são construídas em vários dias, não podendo a qualquer momento ser concluídas.

O secretário Adjunto de Habitação, José Carlos Setcas, também defende o murfido e considera injustas as críticas feitas ao uso da mão-de-obra remunerada, pois o trabalho final, as casas, pertencendo aos próprios trabalhadores, fato que não acontece, geralmente, com a mão-de-obra contratada.

Em todas as iniciativas de murfido mencionadas pela sua secretaria, Setcas verificou que o segundo projeto, desenvolvido na mesma localidade, sempre tem uma aderência popular bem maior porque, segundo disse, as pessoas já perceberam que é uma maneira viável de conseguir ter casa própria e existem razões daquelas que depois de terem construído suas casas voltam a participar do murfido para ajudar as outras a construírem as delas.

Atualmente encontram-se em funcionamento um conjunto prototípico construído de solo terra, galvão e resistência adequada, usado para testes pelos funcionários da Prefeitura Universitária.

i.104 O debate em torno das modalidades de provisão habitacional alcança a opinião pública: murirão ou construções baratas? Diversos modelos de embriões realizados no campus do Jardim São Paulo [Jornal da Tarde, 1981/CDTec Cuhab-SP]

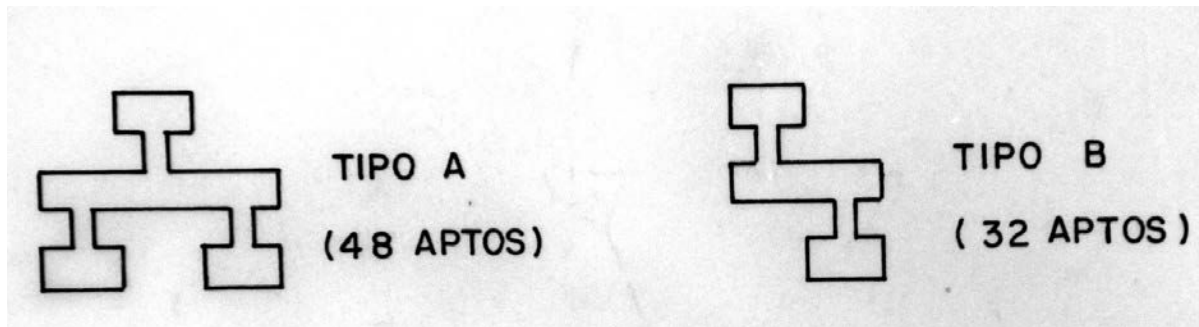




# Cidade Tiradentes



i.105 A Cidade Tiradentes e as características da 'urbanização desurbanizada': isolamento, monotonia e insustentabilidade ambiental [CDTec COHAB-SP]



i.106 Procedimentos projetuais para a configuração do 'complexo' Cidade Tiradentes : as articulações de blocos idênticos conhecida pelos projetistas da COHAB-SP como 'hidroavião' e 'manivela' e a repetição exaustiva das mesmas unidades [CDTec COHAB-SP]





i.107 'Bem-vindos ao seu novo lar': a 'invenção' e a inauguração da Cidade Tiradentes pelo então prefeito Mario Covas, a distribuição e a comercialização informal dos apartamentos e 'casinhas' [CDTec COHAB-SP]

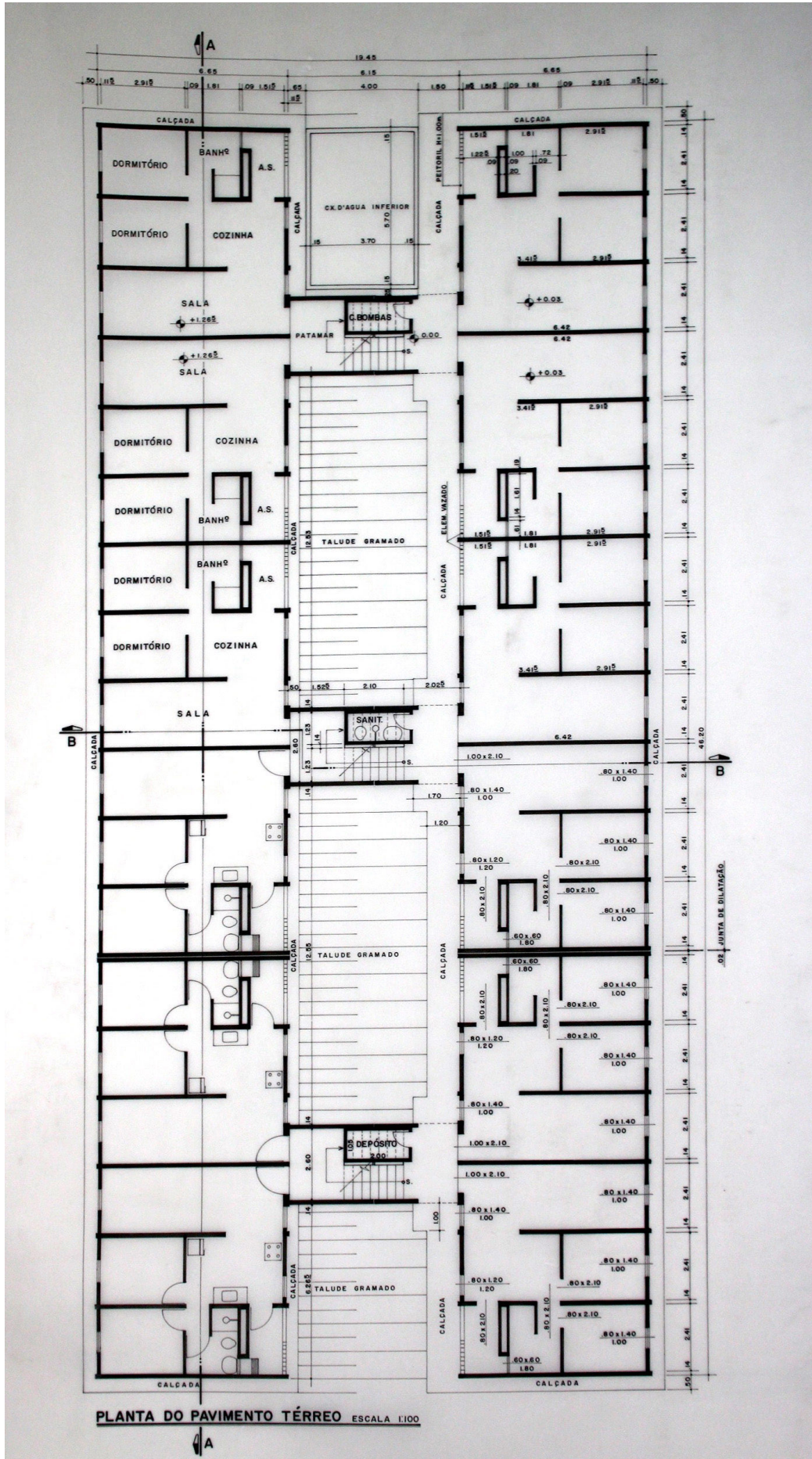




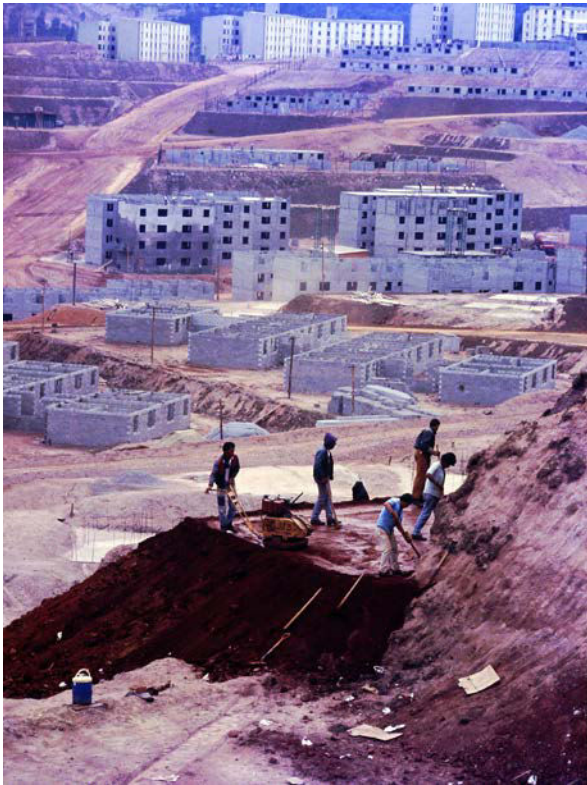


i.108 A ação da COHAB-SP na construção de grandes conjuntos zona Leste paulistana como reprodução do modo de operar instituído com o Banco Nacional da Habitação em tempos democráticos [CDTec COHAB-SP]





i.109 Projeto padrão de edifício habitacional do tipo H largamente empregado nas obras de Itaquera e Cidade Tiradentes [CDTec CoHAB-SP]



i.110 A construção dos edifícios de apartamentos dos diversos setores do 'Complexo' Cidade Tiradentes [CDTec COHAB-SP]





i.111 A construção das unidades unifamiliares do tipo 'embrião' dos diversos setores do 'Complexo' Cidade Tiradentes [CDTec COHAB-SP]





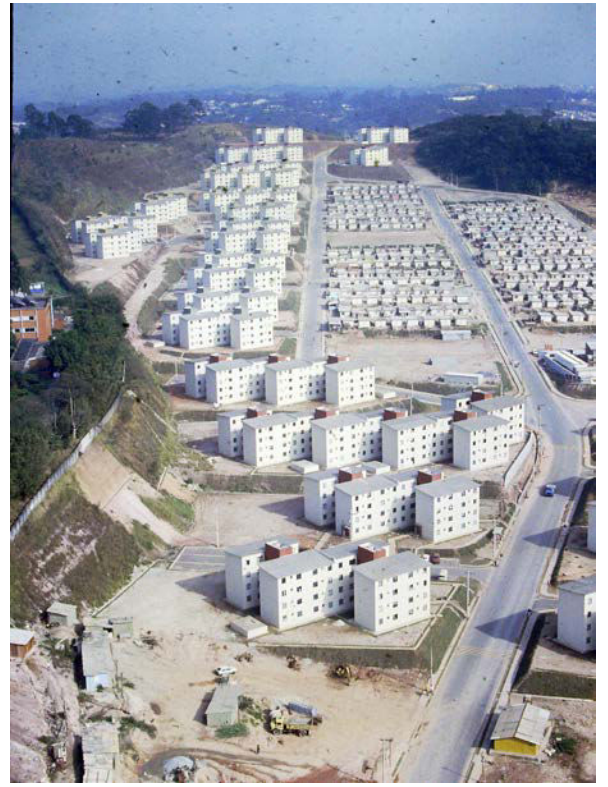
i.112 Planta geral do 'Complexo' Cidade Tiradentes e seus vários setores; ao norte, o setor Prestes Maia/ Inácio Monteiro [CDTec COHAB-SP]





i.114 Os diversos setores do 'Complexo' Cidade Tiradentes logo após o término das obras [CDTec COHAB-SP]





i.115 Os diversos setores do 'Complexo' Cidade Tiradentes logo após o término das obras e os expedientes de comércio informal [CDTec COHAB-SP]







i.116 Interior de dois apartamentos executados através de técnicas construtivas distintas [CDTec COHAB-SP]





i.117 Interior de um dos apartamentos do 'Complexo' Cidade Tiradentes ocupado e mobiliado [CDTec COHAB-SP]





i.118 Erosões e deslizamentos de terra causados pelos efeitos da chuvas de projetos urbanísticos que negligenciaram a drenagem natural e as pré-existências do terreno [CD Tec COHAB-SP]





## COMPANHIA METROPOLITANA DE HABITAÇÃO DE SÃO PAULO CATÁSTROFE AMBIENTAL IMINENTE

A COHAB-SP vem a público alertar sobre a inevitabilidade da ocorrência de danos irreparáveis, por ocasião da estação chuvosa, nos Conjuntos Habitacionais de Santa Etelvina. (Zona Leste), Jardim Antártica (Zona Norte), Raposo Tavares - Itapevi (Zona Oeste).

Vimos, reiteradas vezes, alertando a opinião pública e as autoridades através dos meios de comunicação, sobre as consequências desastrosas decorrentes da forma inconsequente e incompetente que norteou a implantação deste conjunto, onde se encontram em construção cerca de 25.000 unidades, das quais 15.000 em fase final de construção.

O projeto original de infra-estrutura apresenta falhas gritantes em sua concepção e, a menos que sofra uma drástica revisão na sua implementação, comprometerá de forma definitiva as edificações projetadas.

A COHAB-SP em conjunto com o responsável pelas obras, a Cerprohab, equacionou tecnicamente todas as soluções possíveis de evitar a violenta erosão que ocorrerá com as chuvas de fim de ano, que irão assorear córregos e rios da região, provocando enchentes em diversos bairros da cidade, comprometendo os edifícios e casas em fase final de edificação, no referido conjunto.

Face a esta dramática situação, a COHAB-SP esclarece que:

1. Sua responsabilidade restringe-se à fiscalização e administração das obras em execução;
2. Os apartamentos e casas que estão sendo construídos são a garantia dos empréstimos concedidos pelo CEF à CERPROHAB, ficando a cargo da COHAB-SP a comercialização dos mesmos;
3. Técnica e operacionalmente está aparelhada para, em curtíssimo prazo, coordenar as atividades necessárias a evitar-se uma grande tragédia;
4. Já existem cerca de 6.000 famílias que adquiriram estas unidades e que não podem ficar prejudicadas.

Nesta oportunidade, a COHAB-SP e a Prefeitura da cidade de São Paulo conclamam a Caixa Econômica Federal — CEF, na figura de seu presidente, Dr. Paulo Mandorino, a liberar os recursos necessários, aí incluídos aqueles decorrentes da revisão do projeto inicial de infraestrutura, sem os quais eximimo-nos de quaisquer responsabilidades pelo que venha a ocorrer naquela área. Parte destes recursos aliás, já estão previstos no contrato estando, entretanto, as liberações por serviços já realizados — ratificadas desde abril deste ano.

Adicionalmente, a administração municipal de São Paulo, através de sua Secretaria de Habitação e Desenvolvimento Urbano, se compromete a emvidar todos os esforços que possibilitem o reinício das obras em tempo hábil, isto é, até 18.08.87



Por fim, comunicamos à população que estaremos afixando painéis fotográficos, ilustrativos da situação em que se encontra a região de Santa Etelvina, nos locais abaixo:

- Viaduto do Chá
- Av. Paulista, n.º 1.842

### PREFEITURA DO MUNICÍPIO DE SÃO PAULO



Carapicuíba: as placas das paredes estão caindo

Itapevi: o conjunto de casas foi erguido e está abandonado, sem qualquer solução

## *Risco de vida nos conjuntos da Cohab*



i.120 Conjuntos construídos em concreto plástico-químico pela falida Construtora Coan em estado de avançada decomposição pela ação das chuvas sobre o gesso que fazia parte da mistura com que foram edificadas as casas e edifícios [CDTec COHAB-SP]





i.121 Notícias de invasões e dos inconvenientes gerados pelas obras abandonadas ou parcialmente demolidas de responsabilidade da COHAB-SP [CESAD - FAU USP]





i.122 Cena de uma manifestação na Assembléia Legislativa que contou com a presença de representantes do Movimento de Favelas da zona Leste no documentário 'A luta do Povo', de Renato Tapajós (1981) e flagrantes da chegada à Cidade Tiradentes de famílias removidas das favelas de São Paulo [Armazém Memória/Usina CTAH]





Número de favelados cresce mais do que o resto da população; São Paulo precisaria de 386 mil novas casas

# Baixo investimento há duas gestões mantém déficit de habitação popular

## Prédio do PT vive comércio

da Reportagem Local

O primeiro prédio em favela de São Paulo foi construído em 91, na gestão Erundina. A obra, na favela Água Branca (zona oeste), tem hoje intenso e proibido comércio de apartamentos. Os preços variam de R\$ 6.000 a R\$ 10.000 a unidade. Os prédios feitos na gestão PT são vizinhos ao Cingapura de Maluf, inaugurado em 95. Os prédios de Erundina foram entregues ainda com blocos aparentes. Há quininetes e unidades com dois quartos. Os apartamentos do Cingapura são entregues pintados e têm dois quartos. No prédio de Erundina, ninguém paga prestação. A empregada doméstica Marlene Alves de Paula, 32, quer vender o apartamento por R\$ 8.000. "Sei que isso nunca vai ser meu." (VA)



Só uma rua separa o prédio feito na gestão de Luiza Erundina (à esq.) do conjunto do Cingapura, feito por Paulo Maluf, na Água Branca

JOSÉ ROBERTO DE TELODO da Reportagem Local

Mantido o ritmo de investimentos em habitação popular dos dois últimos governos, São Paulo não deverá ver diminuir significativamente, até o final da próxima gestão, o número de pessoas que moram em favelas. Não importa quem seja o novo prefeito. A atual administração, representada no segundo turno da eleição municipal por Celso Pitta (PPB), promete entregar 19,9 mil casas populares até o final do mandato de Paulo Maluf. Durante sua gestão, entre 1989 e 1992, Luiza Erundina construiu cerca de 28,5 mil moradias para pessoas de baixa renda, segundo a Secretaria da Habitação. A propaganda eleitoral da candidata do PT menciona 35 mil. A diferença ficaria por conta de habitações para a classe média. Projetados para o futuro, ambos os investimentos seriam insuficientes para melhorar algo além da fachada da infra-estrutura habitacional de São Paulo. Pela última estimativa da prefeitura, de 93, 19,3% dos paulistanos vivem em favelas. Em números de hoje, isso significa 1,93 milhão de pessoas — quase duas vezes a população de Campinas, segunda cidade do Estado. Para abrigá-los todos em casas ou apartamentos de alvenaria, seriam necessárias nada menos do que 386 mil novas habitações. Não se pode esperar que uma administração, em quatro anos, acabe com um déficit de moradias acumulado durante décadas. Mas o risco é que o futuro prefeito não consiga nem sequer diminuí-lo. O problema é que, assim como a população da cidade, o número de favelados continua crescendo. De 1987 a 1993, isso ocorreu numa velocidade ainda maior do que a do resto dos moradores da cidade. Projeções feitas pelo demógrafo da Fundação Seade indicam que a população de São Paulo no ano 2000 será de 10,67 milhões.

## Cingapura tem o custo mais elevado

da Reportagem Local

O m<sup>2</sup> de um apartamento pronto no Projeto Cingapura do prefeito Paulo Maluf (PPB) é mais caro do que a média dos apartamentos construídos em sistema de mutirão pelo governo do Estado de São Paulo. Enquanto no Cingapura o custo médio do m<sup>2</sup> é R\$ 369,07, no mutirão do Estado o valor cai para R\$ 233,44. Os dois são ainda mais caros do que o m<sup>2</sup> das casas construídas pelo sistema de mutirão na gestão da prefeita Luiza Erundina (PT), cujo preço atualizado seria de R\$ 203,00.

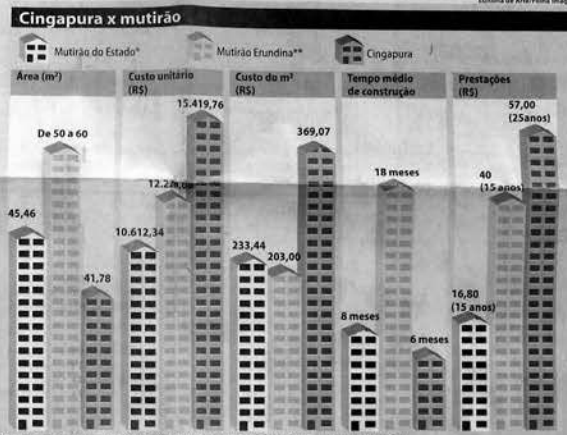
destinos de lixo.

O secretário da Habitação argumenta ainda que o Projeto Cingapura envolve a urbanização do restante da favela, a montagem de moradias provisórias para abrigar os favelados durante a construção dos prédios e um padrão maior de acabamento dos apartamentos. "É natural que fique mais caro. Se eu tivesse que desenvolver projetos em terrenos limpos, sem barracos e sem ter que alojar a população durante a construção, o preço da unidade cairia bastante", afirma Krahenbuhl.

Empreiteiras

A prefeitura constrói os prédios no Cingapura contratando empreiteiras. Já o Estado usa a mão-de-obra dos futuros moradores para levantar casas e prédios. No caso dos prédios do Estado de São Paulo, o sistema é chamado de "misto-queite", as construtoras montam a estrutura pré-moldada e os moradores realizam o acabamento da obra.

Outra diferença são os terrenos. Tanto os mutirões de Erundina, quanto os prédios construídos pelo governo do Estado são erguidos em terrenos que não têm favelas. Já o Projeto Cingapura é desenvolvido em áreas habitadas. (VICTOR AGOSTINHO)



### Habitações construídas pela Prefeitura de São Paulo

| Programa              | Gestão Erundina (1989 a 1992) | Gestão Maluf (1993 a 1996) |                                | Total da gestão Maluf |
|-----------------------|-------------------------------|----------------------------|--------------------------------|-----------------------|
|                       |                               | Entregues até agosto       | A serem entregues até dezembro |                       |
| Cingapura             | 00                            | 4.456                      | 4.062                          | 8.518                 |
| Cohab                 | 24.715                        | 2.697                      | 1.658                          | 4.355                 |
| Mutirão               | 1.406                         | 1.126                      | 1.900                          | 3.026                 |
| Operação interligada* | 1.890                         | 1.239                      | 617                            | 1.856                 |
| Outros                | 453                           | 961                        | 1.270                          | 2.231                 |
| <b>Total</b>          | <b>28.454</b>                 | <b>10.479</b>              | <b>9.507</b>                   | <b>19.986</b>         |

## Pepebista exagera números no programa



O programa de governo de Celso Pitta (PPB), divulgado na Internet (a rede mundial de computadores), informa erroneamente a quantidade de apartamentos construídos em prédios do Cingapura na administração Paulo Maluf. Também superestima o número de pessoas que o programa vai beneficiar até o fim do ano. O documento afirma que Maluf vai construir até dezembro 28 mil apartamentos. Diz também que o projeto atingirá 140 mil favelados. Segundo dados da Secretaria da Habitação, no entanto, a prefeitura vai conseguir entregar, se não houver atrasos, 8.518 apartamentos. Se for confirmada essa quantidade, estarão sendo beneficiadas 39.182 pessoas. Isso porque mu-

## Petista divulga dados contraditórios

A novidade é que ela pretende transformar o Projeto Cingapura em mutirões, depois que tiverem sido cumpridos os contratos já assinados com empreiteiras que fazem os prédios. O programa cita ainda a continuidade de projetos de urbanização na região de Guarapiranga (zona sul de São Paulo), rejeitada pela atual administração por ser área de proteção de mananciais. O trabalho junto a cortiços também é apontado no programa de governo da petista como uma de suas principais propostas. Erundina pretende recuperar os imóveis de famílias encorciadas e viabilizar a compra das imóveis em que elas estão por meio de financiamentos. Segundo o programa, os encorciados representam 20% da população paulistana.



i.123 O debate acerca dos modelos de habitação social em jogo na disputa entre Celso Pitta e Luiza Erundina pela Prefeitura nas páginas do jornal Folha de S.Paulo, 1996 [CESAD - FAU USP]

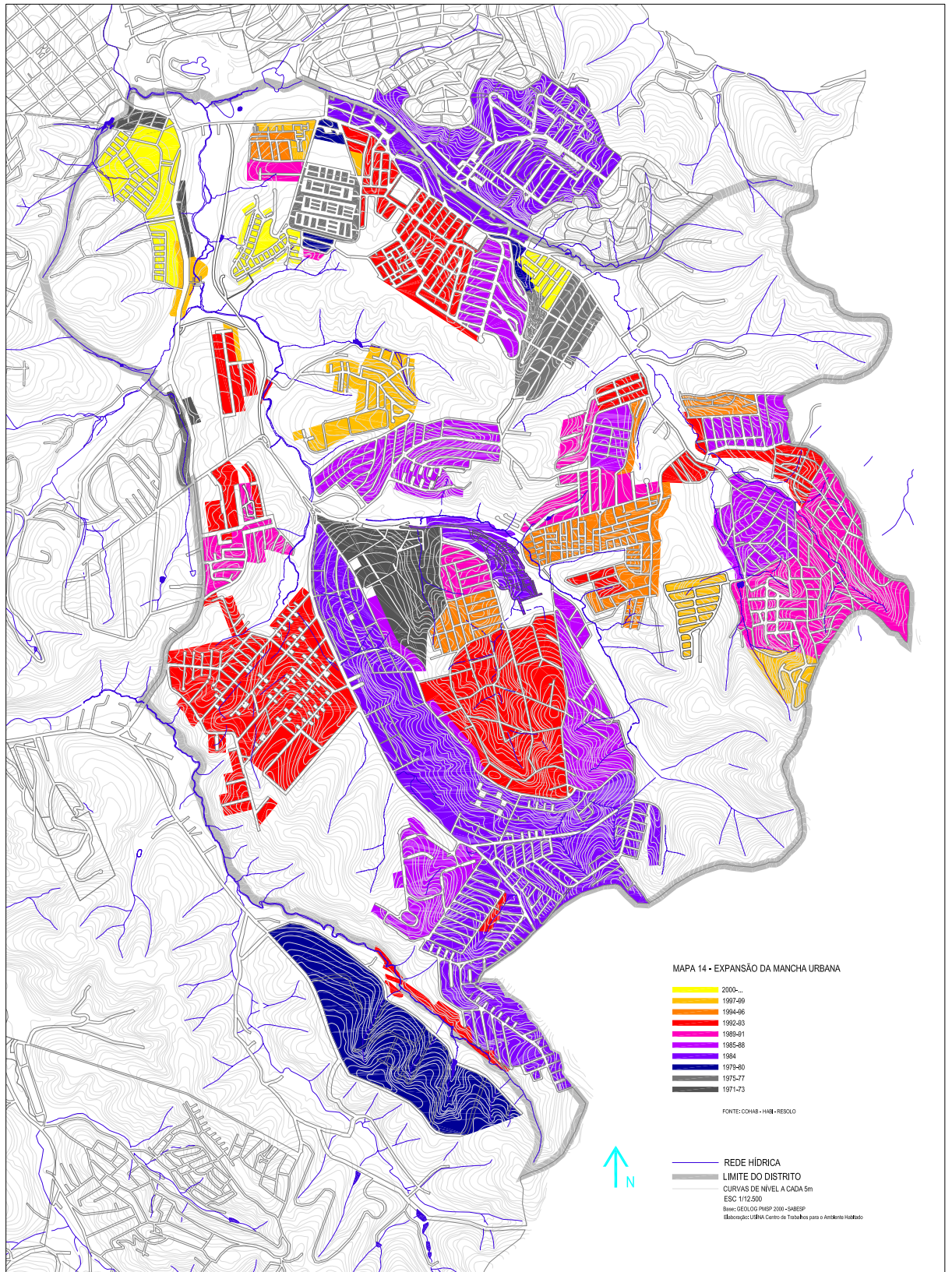




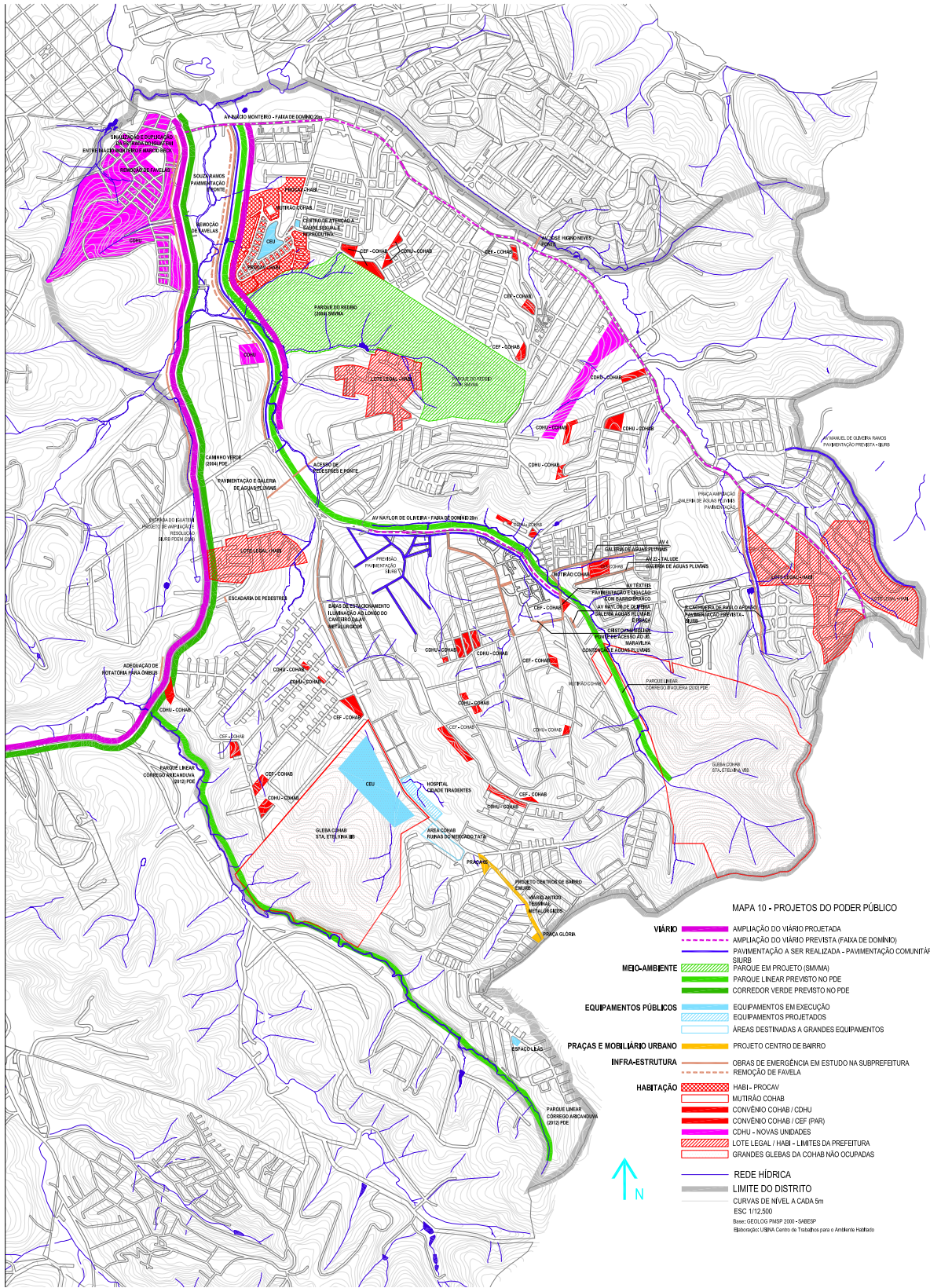
FOTO AÉREA COM REFERENCIAIS URBANOS  
 LIMITE DO DISTRITO  
 ESC: 1/12.500  
 Base: Resolúo  
 Montagem da foto aérea: Vitor Braz  
 Elaboração: USINA Centro de Trabalhos para o Ambiente Habitado



i.124 Referências Urbanas e topônimos da Cidade Tiradentes [Usina CTAH]



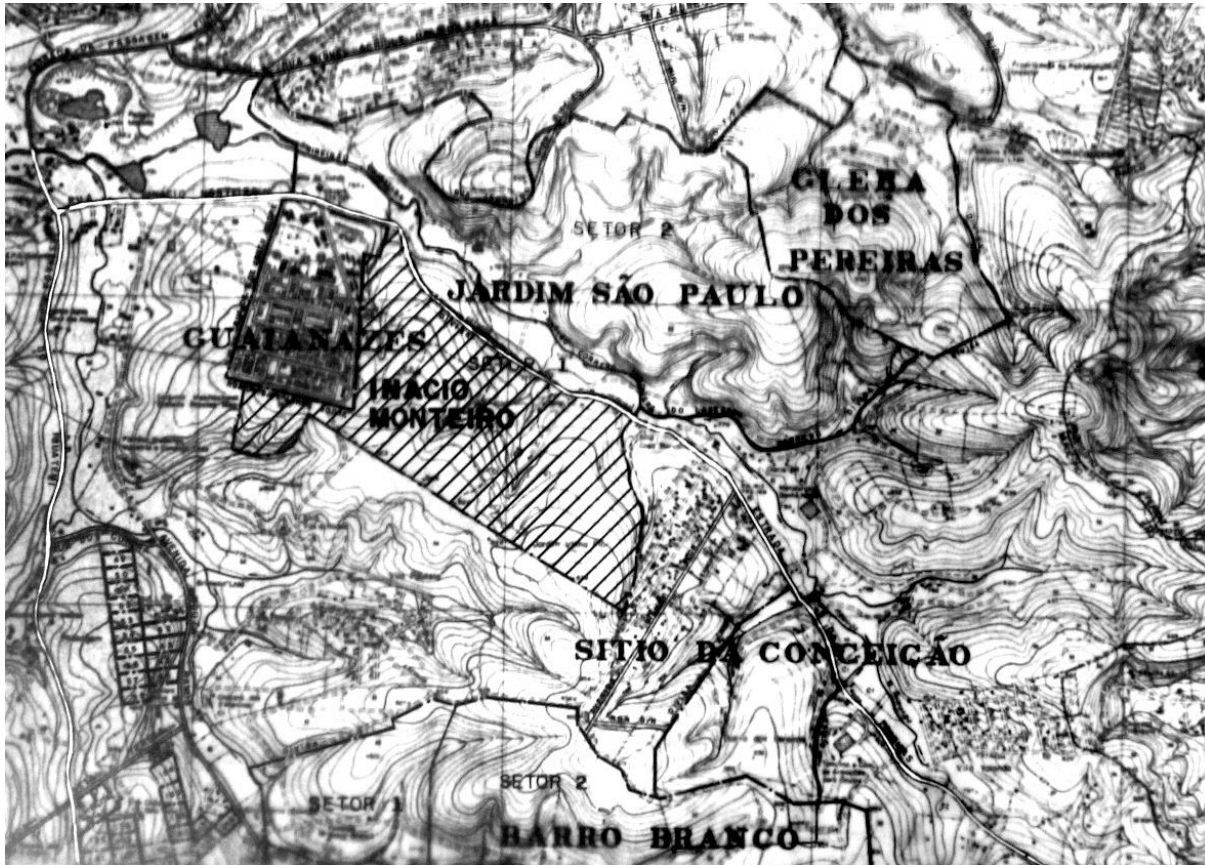
i.125 Mapa que ilustra a expansão da mancha urbanizada na Cidade Tiradentes nos últimos 40 anos [Usina CTAH]



i.126 Mapa que situa os projetos do poder público no território da Cidade Tiradentes, destaque para o CEU Inácio Monteiro, os mutirões e o Parque do Rodeio [Usina CTAH]



**Um conjunto de conjuntos:  
Inácio Monteiro (1975 -2012)**



i.128 Mapa de situação mostrando a contiguidade do Jardim São Paulo, Sítio Conceição, Barro Branco e o Prestes Maia e o projeto do Conjunto Inácio Monteiro [CDTec COHAB-SP]

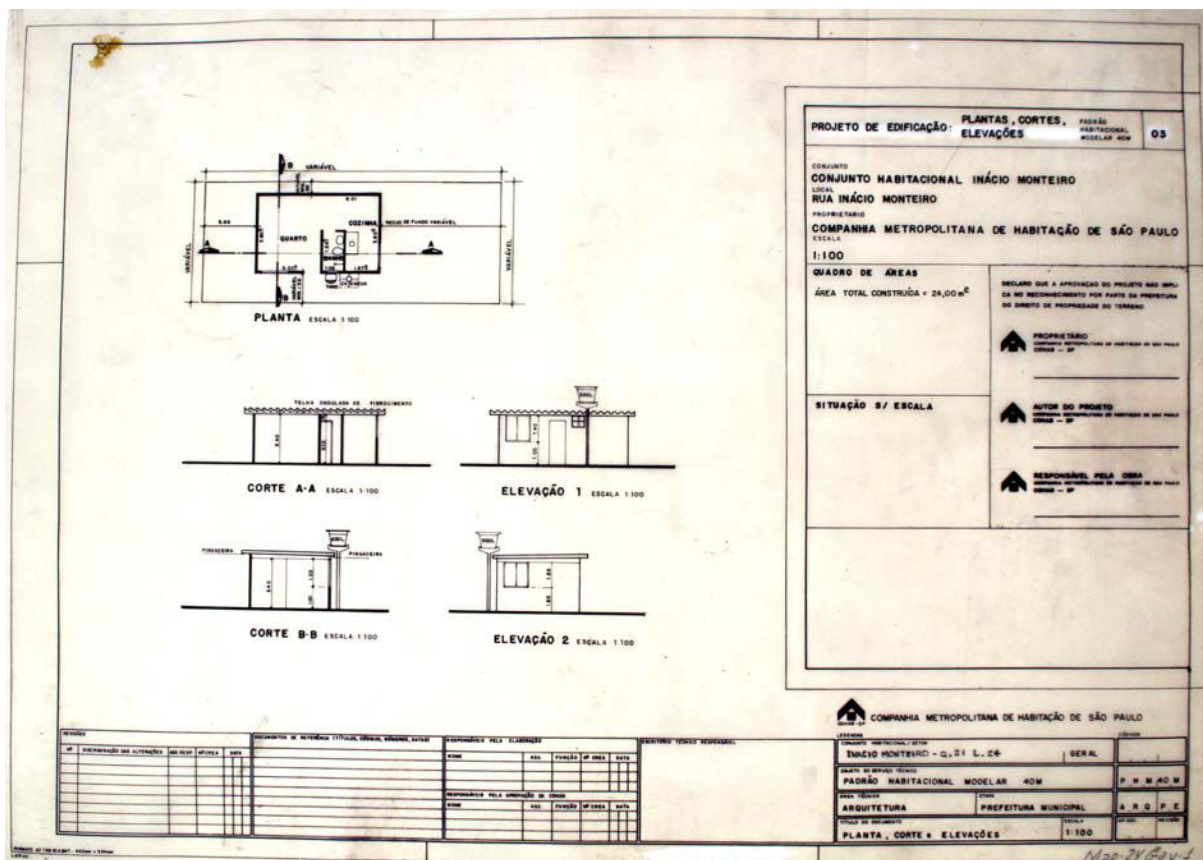




i.129 Mapa elaborado pela EPLASA em 1995 no qual nota-se o surgimento do Conjunto Inácio Monteiro e os setores da Cidade Tiradentes [CESAD - FAU USP]

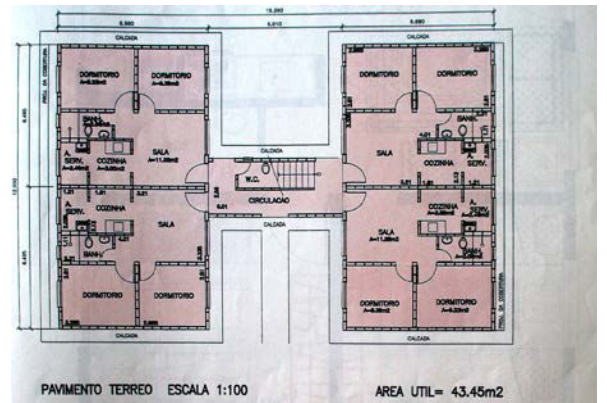
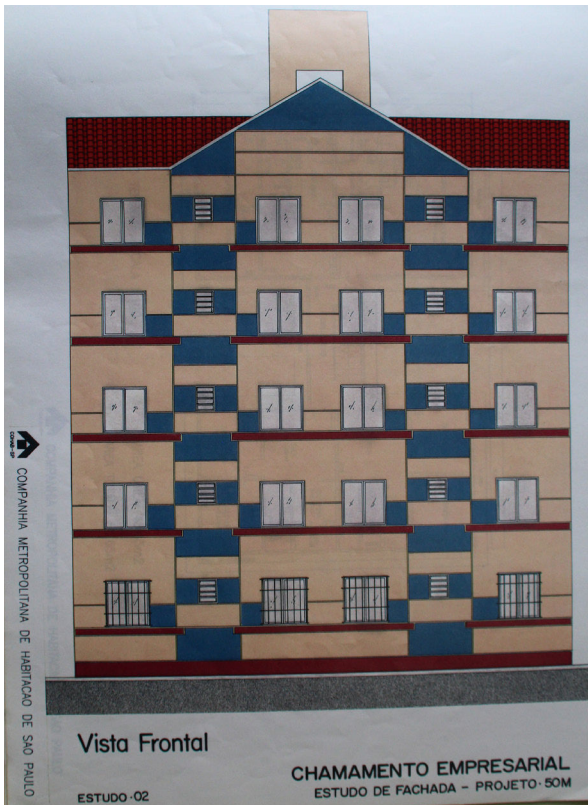


i.130 Construção de unidades do tipo embrião do padrão 'modelar' construídas no Conjunto Habitacional Inácio Monteiro [CDTec COHAB-SP]

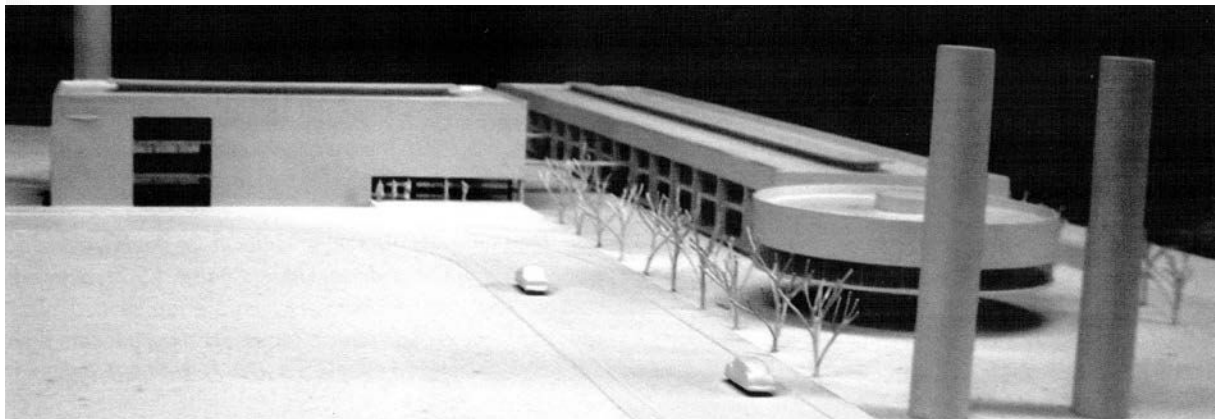
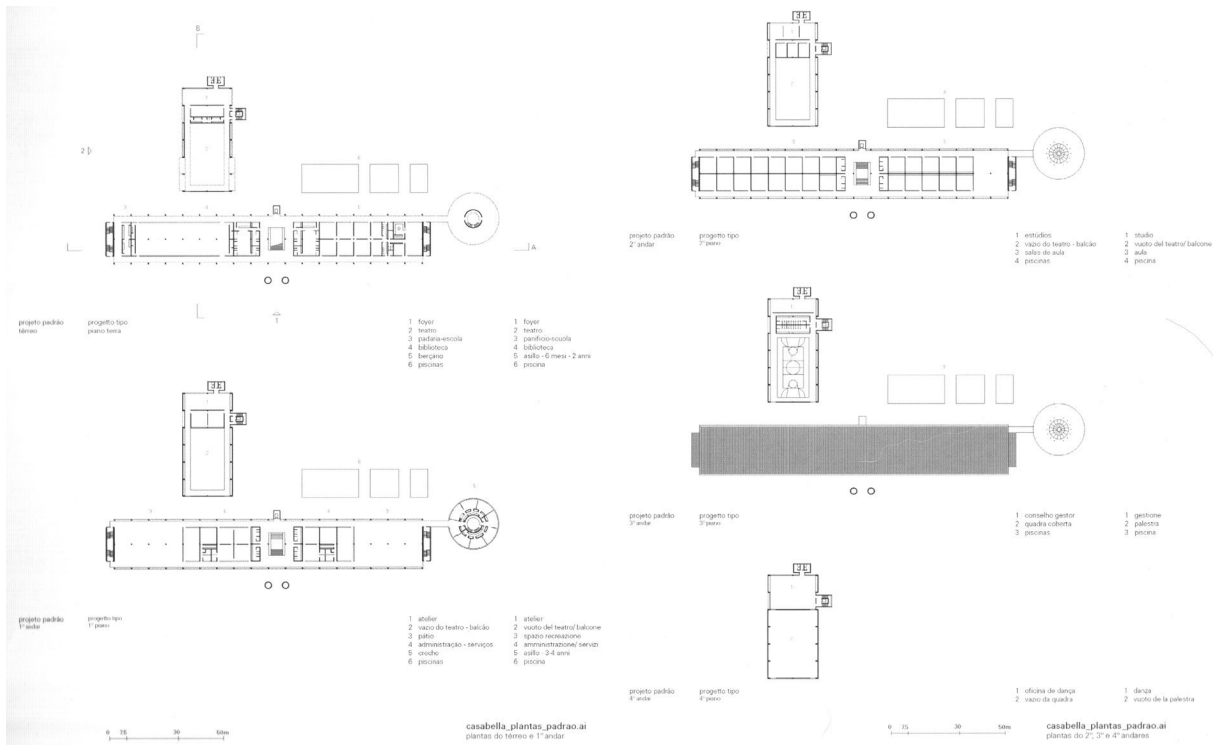




i.131 Projeto e construção do Conjunto Residencial Parque dos Ipês [CDTec COHAB-SP]







i.132 Projeto, maquete e imagem da obra do Centro Educacional Unificado Inácio Monteiro [Dória e Perez, 2007]





i.133 O CEU Inácio Monteiro e seu entorno  
[Fotografias do autor, 2003/ Og Dória e Pérez, 2007]

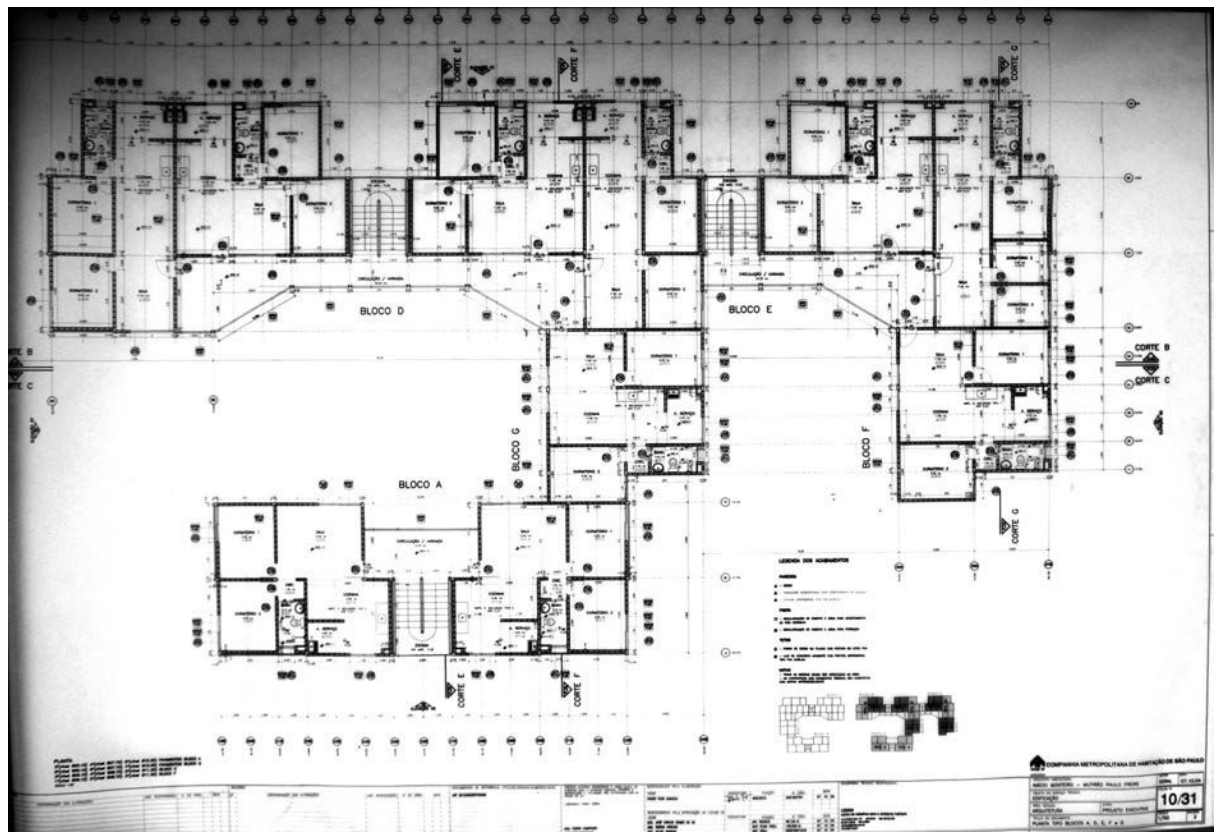


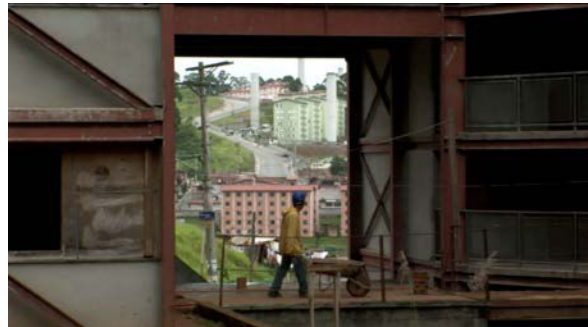
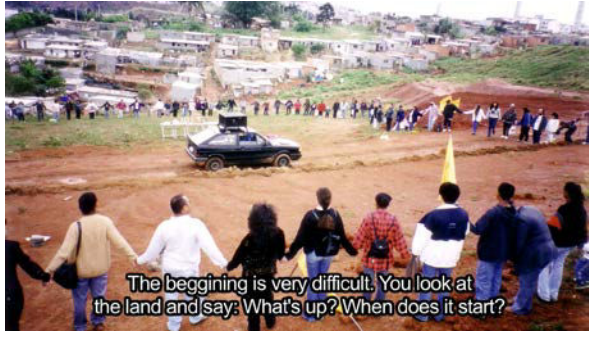


i.134 Implantação e projeto do mutirão Paulo Freire, detalhes do edifício e das possibilidades de plantas dos apartamentos [Usina CTAH/ Rago, 2013]



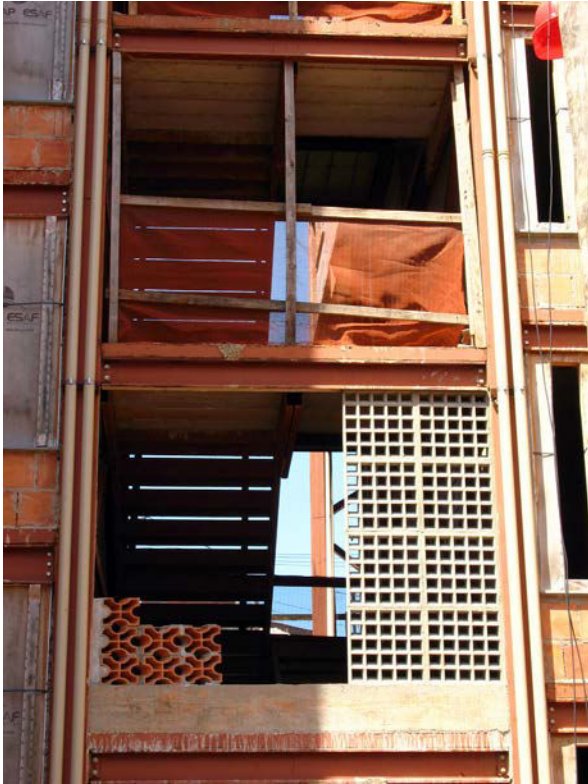
i.133 Perspectiva arquitetônica e projeto executivo do mutirão Paulo Freire [Usina CTAH]





i.136 Cenas do documentários Entretempos, de Henri Arraes Gervaiseau (2012) e Capacetes coloridos, de Paula Constante (2007) [CEM/FAU USP]





i.137 Canteiro de obras autogerido do mutirão Paulo Freire  
[Fotografias do autor, 2003 e 2007]





i.138 Canteiro de obras e resultado final do mutirão autogerido Paulo Freire  
[Fotografias do autor, 2007 e 2012]





i.139 Espaços, entorno e limites do mutirão autogerido Paulo Freire  
[Fotografias do autor, 2012]





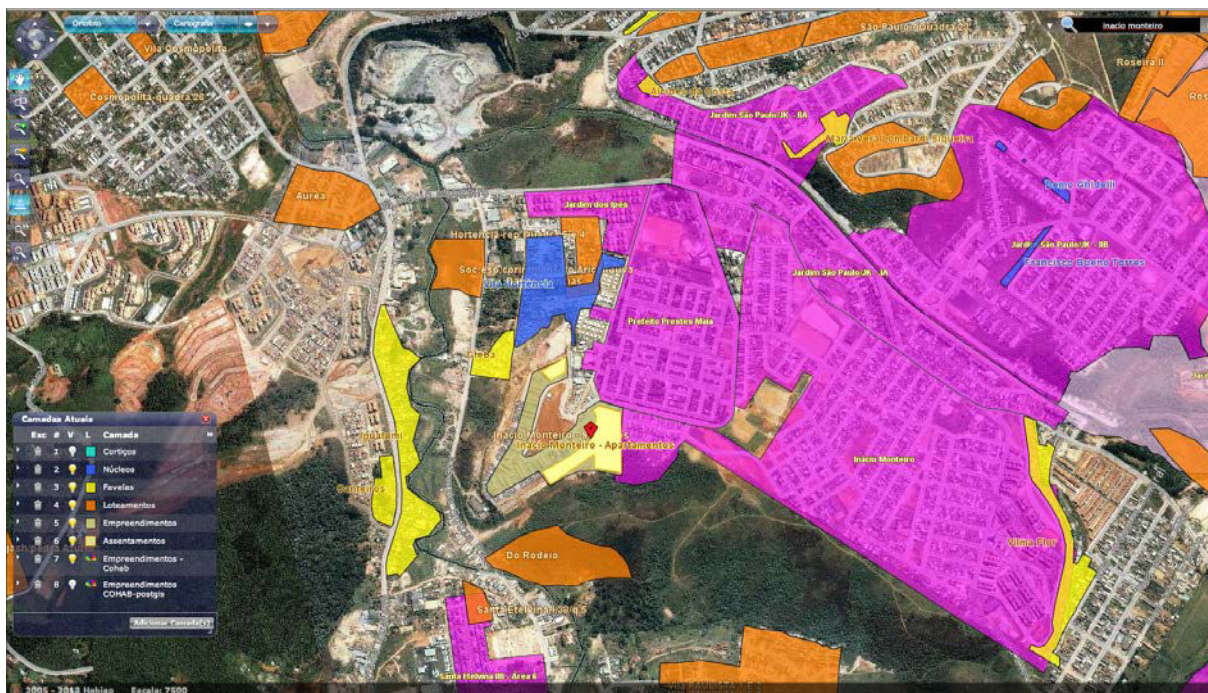


i.140 Canteiro de obras e resultado final do mutirão autogerido Unidos Venceremos  
[Fotografias do autor, 2007 e 2012]



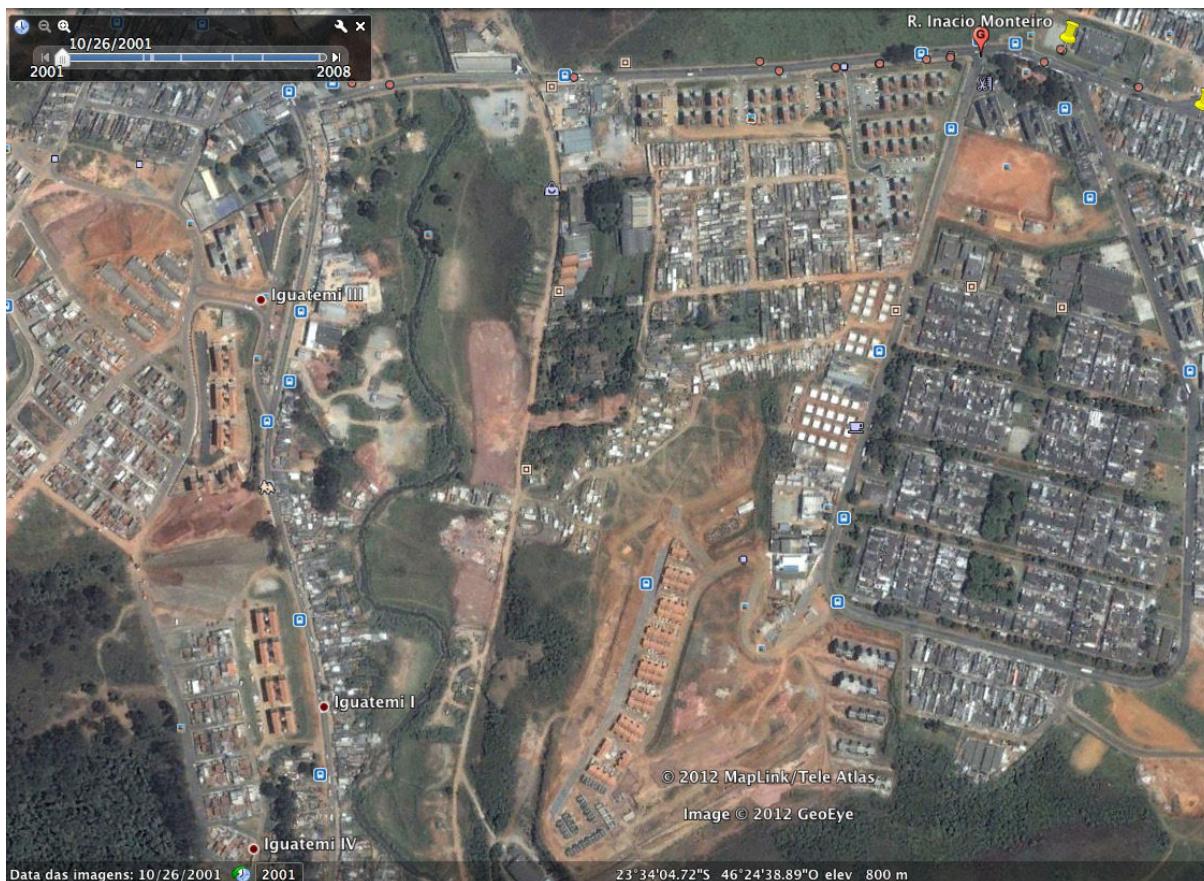


i.141 Conjunto Habitacional Inácio Monteiro e seu entorno: favelas e loteamentos irregulares da região, blocos do tipo Cingapura e sobrados [CDTec COHAB-SP/ Fotografias do autor, 2003/ HABI SP]

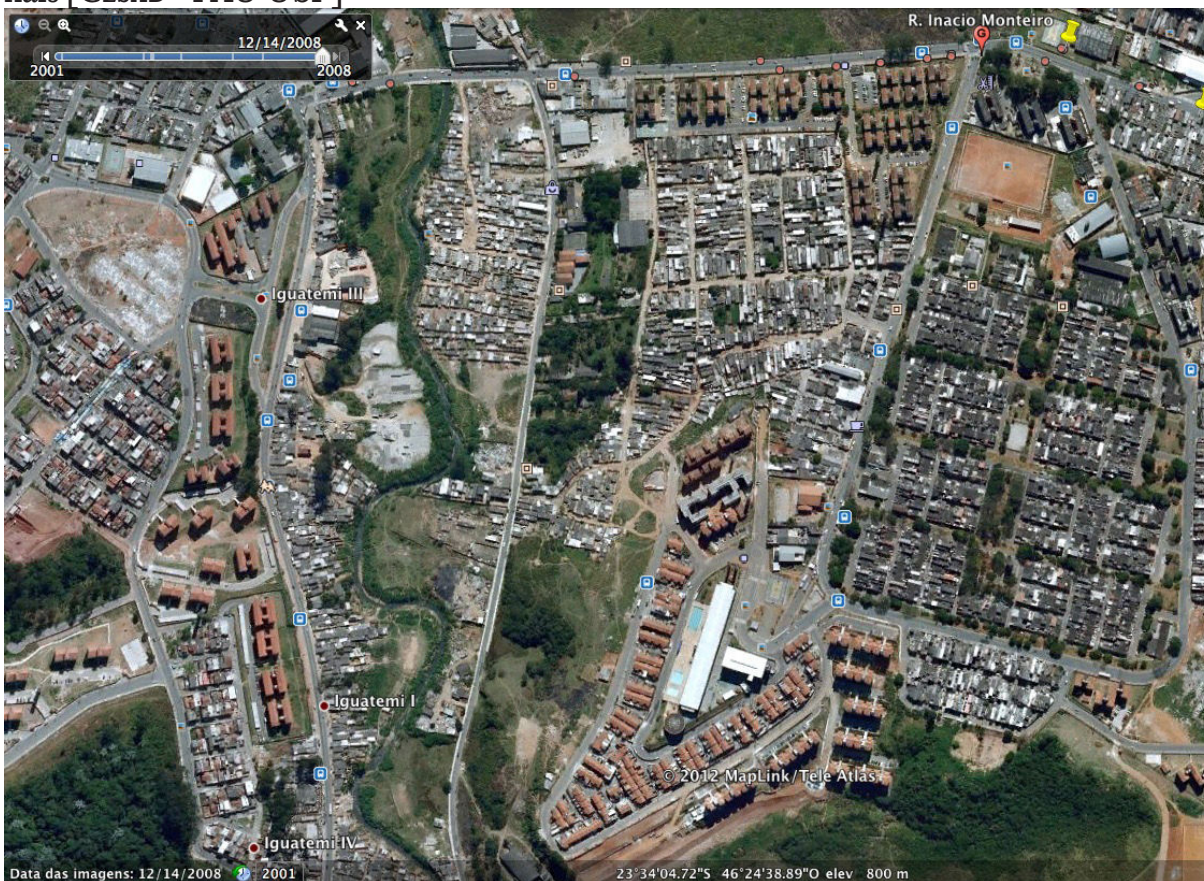


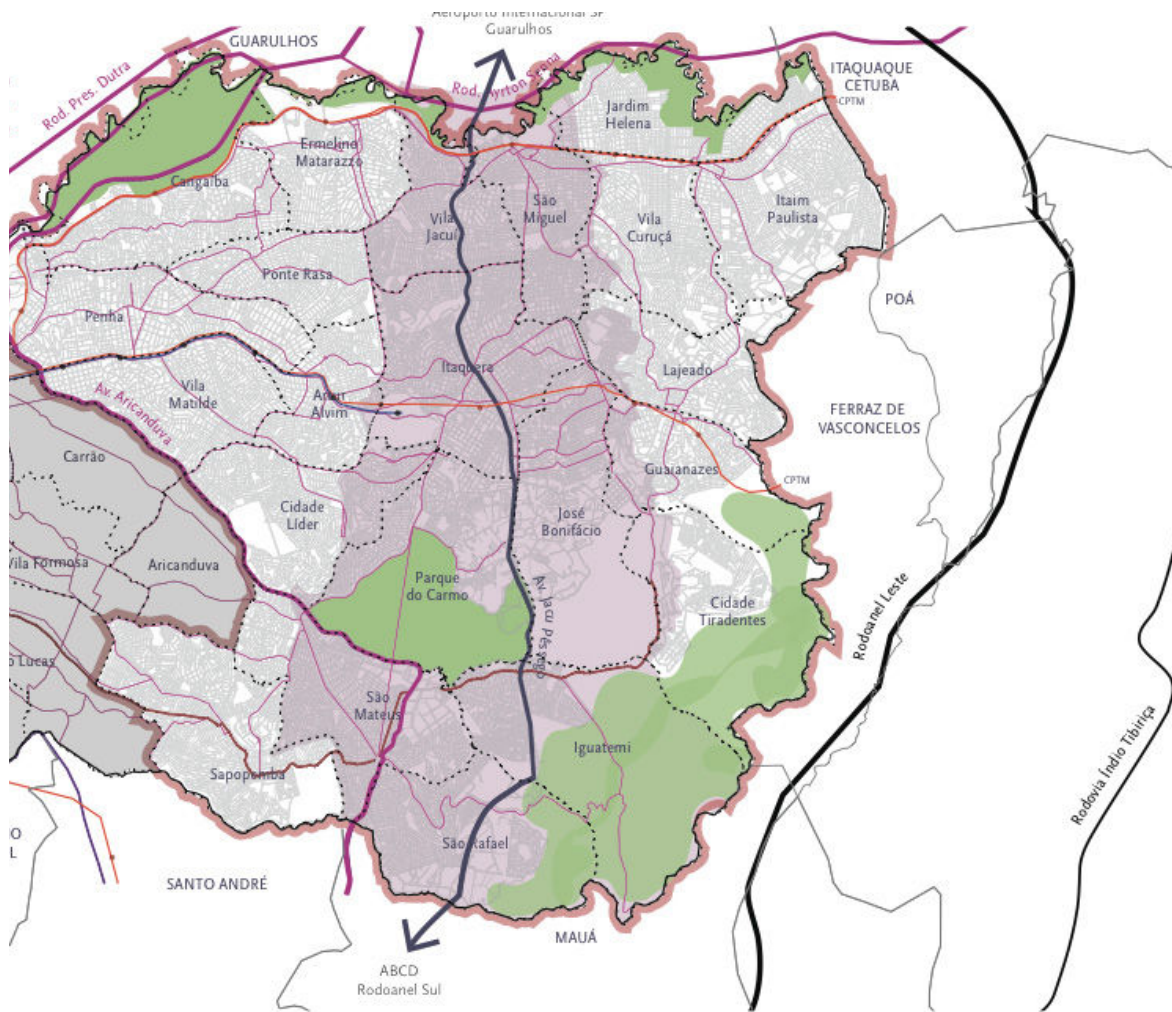


i.142 Foto aérea da região da Passagem Funda, Iguatemi, Avenida Inácio Monteiro e 'setores' Prestes Maia e Santa Etelvina [CESAD - FAU USP]

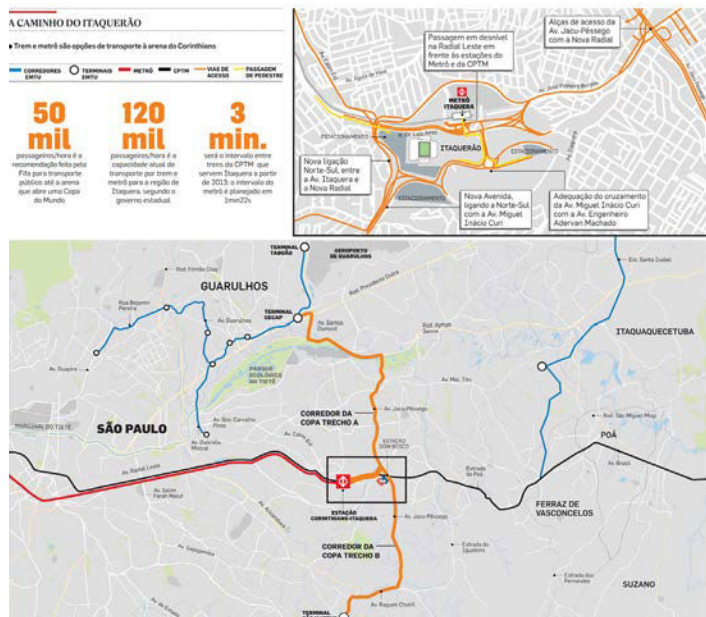


i.143 Fotos de satélite mostrando o crescimento das favelas nas várzeas do córrego que corta a região em paralelo à instalação de equipamentos públicos e conjuntos habitacionais [CESAD - FAU USP]





- OUC RVJ *recorte oficial*
- OUC RVJ *recorte proposto*
- Distritos de São Paulo
- Traçado viário
- Vias estruturais
- Ferrovia CPTM
- Ferrovia Metrô
- APA
- Macrozona de proteção ambiental a recuperar



i.144 Limites da Operação Urbana Rio Verde- Jacu e o pólo de serviços e infra-estruturas em torno do novo estádio do Corinthians, o Itaquerao [Rodriguez, 2013 / Observatório da Copa]

# Conclusões:

## c.1 Duas metrópoles, dois territórios e muitos pontos em comum

Uma das hipóteses centrais desta pesquisa era que o conhecimento paralelo e simultâneo destes dois conjuntos, e dos respectivos territórios em que se inserem no tempo, poderia oferecer elementos de uma história maior que os envolve, contribuindo enquanto tal para a compreensão de situações análogas. Após longos períodos de contato empírico e documental com esses territórios às margens da metrópole paulistana e da capital francesa, podemos afirmar com algum grau de segurança que os elos entre as histórias da Cidade Tiradentes e da Cité Balzac são bem maiores do que imaginávamos quando do início da pesquisa.

A sugestão partira um tanto quanto intuitivamente da proposição do curador Eric Corne acerca das possíveis relações entre os dois territórios estudados - Vitry-sur-Seine e a Cidade Tiradentes - durante os intercâmbios entre artistas paulistanos e parisienses organizados por ele e pelo CulturesFrance, em 2008 e 2009. Tive a sorte de participar deste processo como colaborador do coletivo de arte BijaRi em 2009, quando fui convidado para uma residência de artista na Cité Balzac. Deste programa de intercâmbios e parcerias, realizado com o apoio da Secretaria Municipal de Cultura de São Paulo, surgiu também a iniciativa da colaboração oficial da França no projeto, que resultou como vimos na construção do Centro de Formação Cultural da Cidade Tiradentes. O ponto de partida para a aproximação entre Vitry-sur-Seine e a Cidade Tiradentes era, para Eric Corne, o fato de que elas eram as divisões territoriais que mais concentravam conjuntos de habitação social nos respectivos territórios metropolitanos. Ao mesmo tempo em que se enunciava aí um termo interessante de comparação entre as duas situações, a proposição desviava de uma dissonância inevitável entre ambas: Vitry era uma comuna de origens medievais e de tradição política consistentemente enraizada no Partido Comunista, enquanto que a Cidade Tiradentes apenas começara a se urbanizar na segunda metade do século XX, não passando de uma subprefeitura recém-criada, sem autonomia legal e, portanto, suscetível às oscilações política à direita e à esquerda.

Ao longo da história recente do urbanismo na cidade, São Paulo foi diversas vezes comparada a Paris. Nos anos 1950, por exemplo, em um relatório do Padre Lebret acerca da ‘Sondagem Preliminar a um estudo sobre a habitação em São Paulo’, realizada quando de sua primeira viagem a São Paulo em 1947, estabelecera-se uma comparação entre a cidade e aquelas onde ele havia atuado no imediato pós-guerra, Marseille, Lyon, Nantes e Saint-Etienne. Nele, os gráficos a respeito de São Paulo revelavam uma cidade cujas condições habitacionais eram completamente diversas das francesas:

*“os casebres são mais numerosos e mais deficientes que os franceses. São ocupados por uma população sem dúvida muito pobre e mal educada, que vive de recursos casuais, em estado de absoluta falta de higiene, às vezes com uma cozinha rudimentar comum a diversas famílias. Por outro lado, encontram-se em muito maior*

*número que na França habitações de grande luxo, possuem elas um refinamento e uma busca de conforto raramente realizáveis entre nós*<sup>1</sup>.

Um relatório elaborado pela agência de fomento de pesquisas urbanas FINEP para a Agência de cooperação internacional USAID, no período da ditadura militar, traçaria um paralelo específico entre as dimensões das duas metrópoles: *"In size, São Paulo's urbanized area can most closely be associated with that of Paris. However, the dimensions of the São Paulo central city core in relation to the total area is considerably smaller."* (FINEP - USAID, 1969:37) E se a capital francesa assistiria a uma suavização do fenômeno do crescimento demográfico a partir de então, São Paulo continuaria a crescer exponencialmente até a década de 1980, sempre de acordo com um padrão periférico de espalhamento da mancha urbanizada, o que ajudaria a esgarçar ainda mais as precárias redes de transporte e infra-estrutura da metrópole paulistana.

Ainda no final dos anos 1960, o sociólogo Henri Lefebvre vai por diversas vezes se referir às cidades latino-americanas e às metrópoles em países em processo de industrialização e urbanização concomitantes como o Brasil, para compreendermos os termos da crise mundial das cidades. Apesar de não se deter sobre o Brasil, Brasília surge como referência incontestável de algum grau de utopia na arquitetura e urbanismo para aquele que foi um dos principais críticos do paradigma do *grand ensemble*. Em o **Direito à cidade**, escrito em 1968, Lefebvre questiona:

*"Atualmente, quem não é utópico? Só os práticos estreitamente especializados que trabalham sob encomenda sem submeter ao menos exame crítico as normas e coações estipuladas, só esses personagens pouco interessantes escapam ao utopismo. Todos são utópicos, inclusive os prospectivistas, os planejadores que projetam a Paris do ano 2000, os engenheiros que fabricaram Brasília, e assim por diante! Mas existem vários utopistas. O pior não seria aquele que não diz seu nome, que se cobre de positivismo, que por essa razão impõe as coações mais duras e a mais irrisória ausência de tecnicidade?"* (Lefebvre, 2001:110)

As crises do petróleo dos anos 1970 marcariam o fim dos Trinta Gloriosos anos de crescimento francês, fechando também o ciclo desenvolvimentista conhecido como o 'milagre brasileiro', abrindo um período marcado pela expansão do desemprego, o aumento da violência urbana e a reestruturação de movimentos sociais de cunho reivindicativo em ambos os países. Os anos 1980, para ambos, seriam marcados pela contestação social e pela organização de novas forças políticas que alterariam progressivamente o equilíbrio político e fariam a esquerda por vezes assumir o poder e ter que encarar o desafio de lidar com uma crise generalizada das cidades e especialmente dos territórios populares. A década seguinte seria marcada pela ascensão de projetos neoliberais que colocariam em xeque os princípios do État Providence, após quase três décadas de expansão dos direitos dos cidadãos e benefícios sociais na França e sua estruturação, ainda que incompleta, no Brasil, que incluiria a criação entre outros organismos de bem estar social, o FGTS e o BNH.

Após a 'lenta e gradual' redemocratização brasileira, transcorrida em meados da década de 1980, talvez por falta de uma ruptura clara com as práticas e projetos políticos herdados do período militar, observamos no Brasil a permanência das formas e hábitos característicos de um modelo urbanístico marcado pelo autoritarismo e pela segregação sócio-espacial. Na França, a ascensão dos socialistas ao poder seria marcada também pela adoção de uma política ambígua com relação aos territórios populares e aos grandes conjuntos de habitação social periféricos. Entre a

---

<sup>1</sup> Le Bret, L.-J. (1951) 'Sondagem preliminar a um estudo sobre a habitação em São Paulo' in **Revista do Arquivo Municipal de São Paulo, São Paulo**, vol. CXXXIX, Ano XVII abr.-mai/1951, , pp. 7-52,

condenação, a demolição e as tentativas de reabilitação, certo é que se abriu uma fase de abordagens experimentais no enfrentamento da questão da moradia popular, por vezes mais recorrendo em outros ‘erros’ de dimensões e impactos similares<sup>2</sup>.

Durante o ano de 2004<sup>3</sup>, dois colóquios realizados em São Paulo e Paris abordaram o tema das possíveis relações entre as duas metrópoles e reuniram intelectuais como Alain Touraine, Edmond Préteceille, Jorge Wilhelm, Luiz Felipe de Alencastro, Marilena Chauí, Miguel Chaia, entre outros. O ponto de partida era claro: *“a comparação e o choque entre as duas cidades permitem, em certos casos, ir além dos clichês que elas carregam. Afinal, ambas encontram-se na necessidade, diante de uma globalização sem planejamento, de formular o projeto político e realizá-lo no âmbito de extraordinária e apavorante diversidade urbana”* (Louyot et alli, 2005:21)

Nesse encontro, um dos participantes, o filósofo Peter Pál Pelbart propôs mapear os nexos entre os dois territórios nas dinâmicas impostas pela globalização (ou ‘mundialização’). Para ele, ainda que ambos os países estivessem submetidos a dinâmicas como o desengajamento do Estado dos problemas cotidianos, os efeitos da mundialização eram vividos de maneira bastante diferente na França, nação que teria se configurado em um Estado de Bem Estar social clássico, que jamais teria se efetivado no caso brasileiro. De alguma maneira, a partir das diferenças entre os contextos das duas metrópoles, entre globalização e agendas ou movimentos multi-culturalistas, típica dos anos 2000, emergem alguns indícios de novas possibilidades para ambas as metrópoles.

*“Paris, São Paulo... Há um fenômeno, talvez planetário, com essa globalização, com esse modelo universal, digamos assim, que nos é proposto, de uma reação por vezes étnica, por vezes religiosa, uma espécie de reiteração de uma identidade cultural que resista a esse modelo universal. Isso é muito forte quando se pensa na questão dos fundamentalismos, mas, numa outra escala, poderíamos também imaginar que uma relutância, e às vezes até um pânico, em relação ao modelo que se impõe por toda a parte gere esses bairrismos, essas identidades extremadas e, eu diria assim uma falta de porosidade nos trânsitos intratribos e intra-subjetivos com outras formas de vida.”* (Peter Pál Pelbart in Louyot et alli:61)

Ao longo da última década, tanto Vitry-sur-Seine quanto a Cidade Tiradentes tornaram-se o foco de amplas operações urbanas, nas quais convergem recursos públicos e interesses privados em intervenções mais ou menos espetaculares. Em Itaquera, em torno do metrô surgiram ao longo de duas décadas importantes equipamentos públicos que transformaram o cotidiano do bairro. Recentemente, a construção do Estádio do Corinthians em área contígua aos conjuntos habitacionais e à estação e ao pátio de manobras do Metrô parecem apontar para a completa integração metropolitana da região, ativando velhas e novas contradições, que engendram novos problemas urbanísticos de ampla dimensão. Não por acaso, a região vem sendo polarizada em torno de uma estratégia urbana maior, a chamada Nova Itaquera:

*“Como exemplo da ‘Nova Itaquera’, em 2007 foi inaugurado o Shopping Metrô Itaquera, explorando-se o potencial consumidor da população da região. No mesmo período, começou a ser inaugurada uma série de*

---

<sup>2</sup> A este propósito, são esclarecedores os debates que se travam ao longo do programa televisivo **Droit de réponse** que reuniu Fernand Pouillon, Ricardo Bofill, habitantes da Cité des Quatre Milles em La Corneuve para debater a questão ‘Faut-il raser les grands ensembles?’ Disponível em <http://www.ina.fr/video/CPA82056439/faut-il-raser-les-grands-ensembles-video.html> [ina.fr]

<sup>3</sup>Louyot, Anne, Boucinhas, Maria Pidner e Muller, Jurandir (2005) **São Paulo Paris : modo de usar = mode d’emploi** SESC



*edifícios de médio padrão voltados à demanda da classe média baixa. Esses edifícios atraem os moradores de outros bairros interessados nos preços mais em conta que Itaquera oferece e atendem a uma parcela da população do bairro que ascendeu socialmente nos últimos anos. Dessa forma, é num momento histórico de transição e encarecimento do padrão de vida no bairro que é anunciada a construção do estádio do Corinthians, palco da abertura da Copa do Mundo.” (D’Andrea, Tiaraju 2013)*

A Operação Urbana Rio Verde - Jacu, a mais ampla em termos territoriais e menos definida em parâmetros urbanísticos das Operações Urbanas em andamento na cidade, tem por pólo articulador o entorno do Metrô Itaquera, onde estão instalados o Poupatempo projetado por Paulo Mendes da Rocha, o Shopping Metrô Itaquera, epicentro dos rolêzinhos<sup>4</sup>, fenômeno sociológico do último verão, e o Itaquerão, palco da abertura da Copa do Mundo de 2014, além do ‘Polo Institucional e Tecnológico’ formado pelas Escolas Técnicas e Centros de Pesquisa promovido pelo Governo do Estado. O doutorado de Maria Elizabet Paez Rodriguez (FAU USP, 2013) mostra exatamente em que o recorte da operação urbana difere do território do projeto Arco Tietê, aventado pela Prefeitura já no primeiro ano do mandato do atual prefeito Fernando Haddad, do Partido dos Trabalhadores (2012-2015).

*“O recorte espacial da Operação Urbana Consorciada Rio Verde–Jacu localiza-se no extremo Leste de São Paulo, mas a delimitação eleita não coincide com o limite leste do município de São Paulo, excluindo uma grande parte do extremo leste, formada pelo conjunto dos distritos Jardim Helena, Itaim Paulista, Vila Curuçá, Lajeado, Guaianases e Cidade Tiradentes, áreas urbanas e carentes em vários sentidos, com muitas glebas irregulares sob o ponto de vista fundiário e classificadas como setores muito vulneráveis pela administração pública.”(Rodriguez, 2013:150)<sup>5</sup>*

Enquanto isso, em Vitry-sur-Seine, prossegue a implantação da ZAC de Ardoines, o que inscreverá definitivamente a região sul da comuna da *banlieue* em um dos principais polos de articulação de transportes e atividades, que acaba por ajudar a reconfigurar a geografia da metrópole francesa. Mesmo que os limites e recortes administrativos continuem os mesmos, estas operações urbanas integradas conectam a região mais diretamente à dinâmica da capital e da região, engendrando um processo de desenvolvimento urbano previsível e desejado pelo poder público, tanto municipal quanto nacional. Ainda que muitas críticas venham sendo feitas aos projetos ligados ao Grand Paris, alguns consensos e imperativos urbanísticos tornam a ‘renovação’ desta área um processo irreversível, do qual a demolição das torres é o aspecto mais espetacular. Suas consequências parecem ser mais localizadas do que as que ainda estão por vir com as diretrizes de longo prazo traçadas para a região que tornam da região sul de Vitry um ponto nodal nos novos limites de uma urbanização intensiva que há muito rompeu as fronteiras da capital.

---

<sup>4</sup> O agrupamento de milhares de jovens moradores das periferias em Shoppings Centers da capital paulista organizados por redes sociais na Internet tiveram seu episódio mais controverso e violento justamente no Shopping Metrô Itaquera, no dia 11/jan/2014.

<sup>5</sup> Rodriguez, Maria Elizabet Paez Planos urbanos locais: Definição concreta para a mobilidade e qualidade ambiental urbanas Tese de Doutorado FAU USP

## c.2 Olhares cruzados ou ‘regards croisés’

Sempre poderíamos levantar restrições entre os termos de uma comparação possível entre duas realidades separadas por milhares de quilômetros, algumas evidências estatísticas e histórias nacionais e urbanas diversas. No entanto, propomos aqui aproximações e paralelos que estabelecem entre elas relações que transcendem à similitude. Efeitos diferentes de processos análogos, deslocados no espaço ou no tempo, entre os quais entrevemos objetivos, posturas e conflitos comuns. Quais seriam então as categorias de aproximação, os termos de comparação ou pares dialéticos identificados ao longo destes anos de estudos das realidades habitacionais brasileira e francesa através de dois casos singulares?

Em ambos os casos observamos uma singular mobilização de recursos públicos e interesses privados, justificados por uma demanda social em torno da crise habitacional e suas dimensões ao mesmo tempo explosivas e rentáveis politicamente. Tanto a França quanto o Brasil são países que apostaram, em diferentes momentos de sua história recente, em políticas de incentivo à construção civil e desenvolvimento urbano controladas por entidades nacionais, tais como a ANRU (no caso da renovação urbana francesa) e o BNH, a Caixa Econômica Federal e o programa Minha casa minha vida (intensificando a expansão da mancha urbanizada).

A mobilização de um setor produtivo numa grande obra de importância fundadora de uma nova consciência nacional - a reconstrução na França e a construção da nova capital no Brasil, pode ser um ponto de aproximação entre as condições políticas que levaram à produção massiva de habitações em grandes conjuntos durante aproximadamente os mesmos anos nos dois países. No caso brasileiro, a aposta seria na casa própria como única forma de colocar a crise urbana a serviço do regime e da estabilidade social de acordo com a agenda dos organismos internacionais de fomento, opção nitidamente ideológica. Na França, essa opção ideológica pela casa própria só ganharia força durante os anos 1970 e o Governo Giscard D’Estaing, permanecendo a locação como meio de acesso à habitação mais usual entre as classes trabalhadoras até então. A idéia da locação social, na qual o Estado age não como provedor mas como gestor do patrimônio público e acaba por administrar os subsídios através de aluguéis reduzidos. A perspectiva de acesso à propriedade, ou para recorrer ao vocabulário francês, o sonho da casa própria<sup>6</sup> como instrumento de estabilização social, perpassa também os contextos nacionais em distintos momentos, além da oposição esquemática entre a liberdade do *pavillonnaire* com seu jardim familiar e a solução da habitação coletiva em blocos de apartamentos, limitados ao um volume determinado e inflexível.

---

<sup>6</sup> Habitação como campo de encontro entre as necessidades mensuráveis e os desejos infinitos. Voldman, Danièle (org.) (2010) *Désirs de toit*. Creaphis

Nos dois casos, observamos a construção de grandes conjuntos de habitação social sobre terras periféricas que já haviam sido objeto de empreendimentos especulativos, o que acaba por comprovar o papel da construção dos grandes conjuntos como estabelecimento de vetores de desenvolvimento metropolitano, cujas vantagens são frequentemente apropriadas privadamente. Sobretudo no caso brasileiro, através da questão da terra, no qual são claros os indícios do tráfico de informações privilegiadas e influências articulando o poder local, o capital imobiliário e financeiro e o planejamento municipal. No caso francês, a construção dos grandes conjuntos sobre as áreas que concentravam formas precárias de habitat e sobre loteamentos irregulares materializa e evidencia a disposição governamental de promover a realização de um novo modelo de moradia que pudesse resolver a crise da qual o *pavillonnaire* e o *bidonville* eram eloquentes expressões. No caso brasileiro, onde a convivência entre edifícios de habitação coletiva e unidades unifamiliares isolada no lote permaneceu como paradigma da produção pública, não parece ter havido uma contraposição radical ao equivalente do *pavillonnaire*, a não ser entre os intelectuais, que puderam esboçar suas alternativas quando participaram pontualmente de gestões mais progressistas. Por mais direta que seja a contraposição dos movimentos populares à política oficial de construção de grandes conjuntos periféricos, a propriedade privada da casa não é colocada em questão, o que eterniza o lugar da casa como produto em detrimento da moradia como serviço, seja ela oferecido pelo poder público ou por entes privados.

É imperativo reconhecer que entre a produção de HLMs francesas dos Trinta Gloriosos e a do BNH há uma defasagem temporal de pelo menos duas décadas, que se revela tanto na implementação mesma das políticas públicas de habitação quanto na qualidade arquitetônica e urbanística dos conjuntos. O que ecoa inclusive nos conjuntos realizados nos últimos trinta anos de governos democráticos no Brasil. A referência projetual 'modernista' assumida pelos projetistas brasileiros parece ter sido absorvida mais profundamente pelos colegas franceses que projetaram a Cité Balzac como a 'Brasília vermelha ao sul de Paris', composta de blocos inspirados nas Unités d'Habitation de Le Corbusier.

Se colocamos lado a lado os grandes conjuntos franceses e brasileiros, vê-se que tanto em Itaquera como em Cidade Tiradentes é recorrente a mistura de edifícios de unidades unifamiliares isoladas no lote com blocos de habitação coletiva de até cinco pavimentos, resultado da limitação econômica que impede a disposição de elevadores, em contínua construção e eterna repetição. Na França, a 'forma' conjunto habitacional assume outras feições, tendo sido realizada de maneira mais abrupta e morfologicamente dissociada do tecido existente através de grandes 'torres-navio', em radical contraposição ao modo de produção informal da cidade naquele país, o famigerado *pavillonnaire*. Foram estas mesmas torres que foram espetacularmente destruídas em meados dos anos 2000, cedendo espaço a outro tipo de construção, que procura integrar-se ao gabarito existente de maneira mais harmônica, ajudando a operar uma sutil porém eficiente gentrificação controlada.

Ainda que com características e efeitos bastante particulares, podemos compreender tais transformações como efeitos da realpolitik praticada por amplos setores da esquerda em seu processos de conquista do poder, o que se dá em momentos bastante distintos nos dois países (1981 x 2002). O chamado 'realismo político' alteraria significativamente os rumos da esquerda na França (com Bellanger) e de maneira bastante evidente no Brasil, através da guinada em direção a

plataformas reformistas e de cunho social democrático operado pelo Partido dos Trabalhadores no momento em que Lula assume o poder, em 2002, fenômeno que se traduz em um certo 'abandono da questão urbana', como sublinha Ermínia Maricato<sup>7</sup>, ao mesmo tempo crítica dos modelos de urbanização e colaboradora na elaboração de políticas públicas alternativas.

Ainda que seja inegável uma orientação social diversa daquelas tradicionalmente praticadas pelos setores conservadores da política brasileira, especialmente no plano do desenvolvimento familiar e comunitário através de programas de transferência de renda e consequente dinamização econômica de populações em situação de pobreza, não há como não reconhecer que do ponto de vista habitacional e urbanístico, a ação pública do governo federal brasileiro vem intensificando a repetição a reprodução das mesmas formas que caracterizaram políticas autoritárias, condenáveis não só no Brasil, mas na França e em muitos outros países.

Enquanto o governo brasileiro ajuda a promover os conjuntos através do programa Minha Casa Minha Vida, de cunho claramente eleitoral, com ênfase muito mais no desenvolvimento econômico através da geração de empregos desqualificados e de grandes obras do que no desenvolvimento urbano, o comunismo municipal segue sem abalos no seu projeto de poder para o bastião Vitry-sur-Seine, apoiando uma transformação radical das características da cidade através de ambiciosos projetos de renovação urbana através de dispositivos criados pelo 'governo de direita'.

A continuidade da adoção de modelos urbanísticos, sistemas construtivos e procedimentos financeiros formulados durante a ditadura militar pelo BNH e executado pelas COHABs locais parece ser evidente no caso brasileiro, onde não parece ter havido uma crítica radical do paradigma do grande conjunto habitacional periférico e monofuncional. Mesmo no caso francês, contexto no qual se construiu uma espécie de consenso em torno da condenação do 'funcionalismo' e de uma certa arquitetura 'sórdida', 'estatística' ou 'tecnocrática', muitos dos supostos 'erros' urbanísticos continuam a ser cometidos, sem apresentar alternativa viável para, através de soluções arquitetônico-urbanísticas convincentes, 'resolver-se o problema da cidade'. O que nos ajuda a demonstrar que o 'problema' não era da ordem da arquitetura e do urbanismo, de maneira isolada.

Alguns 'erros' são evidentes, pois tem consequências 'estatísticas' para os índices de desenvolvimento da cidade como um todo. É o caso da superlotação da linha Leste-Oeste do metrô paulistano em horários de pico e a densidade de pessoas por metro quadrado dentro dos vagões. Outros, atingem instâncias de ordem mais subjetiva, situadas talvez no campo dos 'desejos' e, consequentemente, mais próximas ao universo das experiências culturais, que acabam por assumir algum protagonismo na construção da identidade dos jovens e de diferentes gerações que habitam estes mares de prédios e de gente.

---

<sup>7</sup> Entrevista da professora Ermínia Maricato publicada no **Correio da Cidadania** em 9/mar/2011, disponível em <http://www.viomundo.com.br/voce-escreve/erminia-maricato-questao-urbana-foi-rifada-pelo-governo-lula-pelo-pt-e-aparentemente-pelo-governo-dilma.html>

Mais recentemente, tanto em Vitry-sur-Seine quanto na Cidade Tiradentes é nítida a emergência da cultura como campo de embates e mobilização popular. O fenômeno é coetâneo ao enfraquecimento das forças tradicionais da esquerda na França e a uma certa instrumentalização dos movimentos sociais constituídos no Brasil no momento mesmo em que se alteram as prioridades públicas com a ascensão da esquerda ao poder.

Nos últimos dez anos, presumivelmente em função do crescimento econômico do Brasil e da organização dos moradores em condomínios relativamente autogerenciados, assim como da 'profissionalização' ou autenticação social de muitos jovens nas artes do grafitti urbano, é impossível deixar de notar um movimento para quebrar a monotonia da paisagem e particularizar a imagem de cada um dos blocos dos conjuntos da Cidade Tiradentes através de pinturas coloridas nas fachadas externas dos blocos de apartamento.

Independentemente de qualquer juízo estético acerca das pinturas, trata-se de uma evidência da tomada de poder acerca das decisões relativas à vida em condomínio por forças internas ao conjunto, independente da COHAB-SP, fenômeno que podemos relacionar com a organização dos mutirões dos moradores para murar os conjuntos entregues incompletos pela Companhia. Trata-se de um gesto evidente no sentido da apropriação dos territórios dos conjuntos por seus habitantes, algo que tem sido identificado por diversos críticos como um fator fundamental da convivialidade nos conjuntos de habitação social. Na França, muitos são as ocasiões em que emerge nitidamente a divergência de opiniões entre os habitantes e os responsáveis pelas políticas e pela gestão dos espaços de habitação social, frequentemente em situação de atrito. Os erros das políticas e projetos que procuravam se contrapor à monotonia características dos grands ensembles são tão nítidos e numerosos quanto aos que foram atribuídos ao modernismo e ao funcionalismo.

Os territórios de habitação são normalmente lugares carregados de memórias para as sucessivas gerações que ocuparam os espaços entre os painéis prefabricados, *'lieux de mémoire, para usar a expressão de Pierre Nora*, de muitas famílias marcadas por transformações sociais e movimentos na geografia da cidade, desenraizamentos, travessias e migrações. Muitos destes blocos de concreto guardaram até seus últimos estágios os indícios da vivência daqueles espaços, papéis de parede, grafittis e muitas camadas de pinturas, gordura, fumaça e suores. A quantidade de registros fotográficos e audiovisuais que dorme em caixas de sapatos nos fundos de armários das milhares de pessoas que moraram nestes conjuntos é tão vasta quanto virtualmente irrecuperável. Restam os fragmentos das memórias dispersas dos moradores que viveram anos ou décadas nos apartamentos dos edifícios ou casas do tipo embrião no caso brasileiro, cuja arquitetura por si só representa a trajetória da família que a ocupa, importante índice de desenvolvimento econômico expresso nos volumes e acabamento das construções.

### c.3 Heterotopias ou novas utopias?

A partir do discurso dos arquitetos, urbanistas, tecnocratas e políticos responsáveis pela construção dos grandes conjuntos de Vitry-sur-Seine e da zona Leste paulistana, podemos deduzir que todos os projetos analisados carregam algum grau – ainda que rebaixado – de utopia no sentido de apostarem na transformação do social como consequência de intervenções físicas, seja ela a construção, a demolição ou a renovação de blocos e torres, por melhor ou pior que sejam em termos arquiteturais. A hiper-espacialização da utopia, aliás, reduzida aos limites estritos da forma funcional, em ambos os casos parece acompanhar o amortecimento de sua energia política em favor da ideologia do plano. Se encontramos na realização de grandes conjuntos indícios de propostas de reorganização da sociedade através da metamorfose da paisagem, de acordo com a leitura que fez Michel Foucault da utopia e do seu duplo – a heterotopia, em Cité Balzac e em cidades-conjunto como Itaqueria e Cidade Tiradentes podemos flagrar as mutações da face utópica do plano uma vez realizado em um lugar específico. A escolha de uma experiência análoga como par dialético, como na metáfora do espelho empregada por Foucault, nos ajuda a entender o nosso próprio espaço ou nossa própria cultura na medida em que olhamos para o outro. Utopia e heterotopia estão presentes simultaneamente em alguma medida em ambos os casos, variando a partir do ponto de vista, dos termos da comparação e categoria da análise.

*“Há também, provavelmente em todas as culturas, em todas as civilizações, espaços reais – espaços que existem e que são formados na própria fundação da sociedade – que são algo como contra-sítios, espécies de utopias realizadas nas quais todos os outros sítios reais dessa dada cultura podem ser encontrados, e nas quais são, simultaneamente, representados, contestados e invertidos. Este tipo de lugares está fora de todos os lugares, apesar de se poder obviamente apontar a sua posição geográfica na realidade. Devido a estes lugares serem totalmente diferentes de quaisquer outros sítios, que eles refletem e discutem, chamá-los-ei, por contraste às utopias, heterotopias. Julgo que entre as utopias e este tipo de sítios, estas heterotopias, poderá existir uma espécie de experiência de união ou mistura análoga à do espelho. O espelho é, afinal de contas, uma utopia, uma vez que é um lugar sem lugar algum. No espelho, vejo-me ali onde não estou, num espaço irreal, virtual, que está aberto do lado de lá da superfície; estou além, ali onde não estou, sou uma sombra que me dá visibilidade de mim mesmo, que me permite ver-me ali onde sou ausente. Assim é a utopia do espelho. Mas é também uma heterotopia, uma vez que o espelho existe na realidade, e exerce um tipo de contra-acção à posição que eu ocupo. Do sítio em que me encontro no espelho apercebo-me da ausência no sítio onde estou, uma vez que eu posso ver-me ali. A partir deste olhar dirigido a mim próprio, da base desse espaço virtual que se encontra do outro lado do espelho, eu volto a mim mesmo: dirijo o olhar a mim mesmo e começo a reconstituir-me a mim próprio ali onde estou. O espelho funciona como uma heterotopia neste momento: transforma este lugar, o que ocupo no momento em que me vejo no espelho, num espaço a um só tempo absolutamente real, associado a todo o espaço que o circunda, e absolutamente irreal, uma vez que para nos*

*apercebermos desse espaço real, tem de se atravessar esse ponto virtual que está do lado de lá.*” (Foucault, 1967)<sup>8</sup>

A idéia de espelho nos sugere uma leitura comparativa dos fenômenos urbanos, que por sua vez demanda também outros tipos de abordagem e fontes para compreender simultaneamente situações bastante complexas. Estas abordagens parecem ter sido experimentadas por historiadores, arqueólogos e antropólogos que mergulharam nas profundezas da cidade. Foi o caso, entre outros, de Bruno Latour, que expôs os propósitos do seu ‘improvável livro’ “*Paris, la ville invisible*”, no qual propõe um outro olhar para as imagens e dinâmicas escondidas que parecem pressupor também um duplo. “*Comme si le don de Paris exigeait en retour un contre-don, comme s’il fallait nous montrer digne d’elle et de nos prédécesseurs, comme s’il fallait reprendre le fil d’une longue histoire en allant le chercher dans les étroits conduits où il s’était perdu, nous avons composé ce livre improbable.*” (Latour e Hermant, 1998:157)

Dialogando com o conceito de heterotopia de Foucault, mas também com a interpretação do sociólogo Henri Lefebvre da mesma idéia, David Harvey avançou de maneira singular na relação entre o ‘Direito à cidade’ e os usos espontâneos e imprevistos dos espaços urbanos:

*“Lefebvre’s concept of heterotopia (radically different from that of Foucault) delineates liminal social spaces of possibility where ‘something different’ is not only possible, but foundational for the defining of revolutionary trajectories. This ‘something different’ does not necessarily arise out of a conscious plan, but more simply out what people do ‘feel’ sense’ and come to articulate as they seek meaning in their daily lives. Such practices create heterotopic spaces all over the place. We do not have to wait upon the grand revolution to constitute such spaces. Lefebvre’s theory of a revolutionary movement is the other way round: the spontaneous coming together in a moment of ‘irruption’, when disparate heterotopic groups suddenly see, if only for a fleeting moment, the possibilities of collective action to create something radically different.”* (Harvey, 2012:xvii)

---

<sup>8</sup> *“Il y a également, et ceci probablement dans toute culture, dans toute civilisation, des lieux réels, des lieux effectifs, des lieux qui sont dessinés dans l’institution même de la société, et qui sont des sortes de contre-emplacements, sortes de utopies effectivement réalisées dans lesquelles les emplacements réels, tous les autres emplacements réels que l’on peut trouver à l’intérieur de la culture sont à la fois représentés, contestés et inversés, des sortes de lieux qui sont hors de tous les lieux, bien que pourtant ils soient effectivement localisables. Ces lieux, parce qu’ils sont absolument autres que tous les emplacements qu’ils reflètent et dont ils parlent, je les appellerai, par opposition aux utopies, les hétérotopies; et je crois qu’entre les utopies et ces emplacements absolument autres, ces hétérotopies, il y aurait sans doute une sorte d’expérience mixte, mitoyenne, qui serait le miroir. Le miroir, après tout, c’est une utopie, puisque c’est un lieu sans lieu. Dans le miroir, je me vois là où je ne suis pas, dans un espace irréel qui s’ouvre virtuellement derrière la surface, je suis là-bas, là où je ne suis pas, une sorte d’ombre qui me donne à moi-même ma propre visibilité, qui me permet de me regarder là où je suis absent: utopie du miroir. Mais c’est également une heterotopie, dans la mesure où le miroir existe réellement, et où il a, sur la pla que j’occupe, une sorte d’effet en retour; c’est à partir du miroir que je me découvre absent à la place que je suis puisque je me vois là-bas. À partir de ce regard qui en quelque sorte se porte sur moi, du fon de cet espace virtuel qui est de l’autre côté, je reviens vers moi et je recommence à porter mes yeux vers moi-même et à me reconstituer là où je suis: le miroir fonctionne comme une hétérotopie en ce sens qu’il rend cette place que j’occupe au moment où je me regarde dans la glace, à la fois absolument réelle, en liason avec tout l’espace qui l’entoure, et absolument irréelle, puisqu’elle est obligée, pour être perçue, de passer par ce point virtuel qui est là-bas.”* Michel Foucault (1967) ‘Des espaces autres’ (conférence au Cercle d’études architecturales) in **Architecture, Mouvement, Continuité** n°5, out/1984, p. 46-49.

O contexto contemporâneo seria definido por Tafuri como de crise para a arquitetura, aprisionada pela ideologia<sup>9</sup>, privada de qualquer utopia, reduzida, na melhor das hipóteses, à condição de ‘inutilidade sublime’.

*”Deste ponto de vista é-se conduzido quase automaticamente à descoberta daquilo que pode parecer igualmente o ‘drama’ da arquitetura, hoje: o de ver-se obrigada a voltar a uma arquitetura pura, exemplo de forma privada de utopia, nos melhores casos, sublime, inutilidade. Mas às mistificadoras tentativas de revestir de trapos ideológicos a arquitetura, preferimos sempre a sinceridade de que tem a coragem de falar dessa silenciosa e irrealizável ‘pureza’. Mesmo que esta esconda um sopro ideológico, patético no seu anacronismo” (Tafuri, 1985, p. 10)*

Ao comentar as propostas e pesquisas de Alberto Magnaghi, em seu livro *Il projeto locale*, acerca de novas acepções de utopia urbana vis a vis as utopias ‘históricas’, o filósofo Olivier Mongin formulou alguns dos conceitos característicos das novas utopias contemporâneas, como as da ecologia, do desenvolvimento sustentável e da participação cidadã nos processos ligados à construção e à gestão dos territórios urbanos.

*“De fato, as três características da utopia de Thomas More - a crítica da sociedade existente, o enredo de uma boa sociedade alternativa, a concepção de um ‘espaço edificado modelo’ - perderam muito de seu sentido hoje. Uma utopia contemporânea não pode mais corresponder a um ‘espaço edificado modelo’, ela deve levar em conta um equilíbrio ecológico e antropológico fragilizado pelo urbano generalizado e colocar em cena ligações entre os corpos, a terra e a natureza.(...)O segundo critério que permite especificar a utopia urbana contemporânea é seu caráter coletivo. Coletiva, a utopia não sai mais da cabeça de um único homem, de um Thomas More contemporâneo, ela não é o feito de um gênio solitário. (...) Somente a exigência coletiva, a que orquestra a mobilidade, a mobilização e a participação, permite passar de um projeto como aquele de More à utopia contemporânea.(...) Dessa transformação da utopia, menos ligada a uma criação imaginária e modelar do que a uma prática concreta e coletiva, resulta uma reformulação da relação instituída com o próprio lugar. ‘Modelo’ e, portanto, ‘universalizável’ em Thomas More, o enredo utópico, conseqüentemente ‘singular’, deve levar em consideração o caráter multidimensional da condição urbana. Diante dessas ameaças que não são somente de ordem ecológica, mas também de ordem cultural e patrimonial, é preciso proteger o lugar, e mesmo reconquistá-lo contra os riscos de sua dissolução, o que equivale a dizer construí-lo ou reconstruí-lo.”<sup>10</sup>*

Aproximando-nos das situações concretas que elegemos para servir-nos como meio sobre o qual refletimos sobre questões mais estruturais, no caso específico de São Paulo, o filósofo Peter Pál Pelbart lembra que, se a utopia tal qual concebida por More não encontra mais lugar no contexto contemporâneo, as novas utopias que a substituem partem do desejo, de caráter algo subjetivo e nada mensurável, combinando elementos políticos e culturais em um novo ‘imaginário da cidade’.

*“Uma cidade é um lugar de encontro, é um lugar de associação, é um lugar de projetos em comum. Isso é parte da cidade, é parte do sonho da cidade. Eu acho que uma grande cidade como São Paulo, se mapearmos um pouco certas invenções coletivas, revela um desejo de coletivo muito forte. Ao mesmo tempo em que essa selva continua. E eu acho que precisaríamos conseguir ler as afirmações de desejo de uma outra cidade em vários projetos que vão pipocando na cidade toda, em vários registros, não só nesse mais evidentemente, digamos, habitacional ou político, mas em outros, como por exemplo, nos musicais, como nos rappers. Em várias manifestações culturais há um sonho de uma outra cidade e é preciso ler isso culturalmente, politicamente e subjetivamente e conseguir dar a isso maior visibilidade possível. É provável que os nossos meios de comunicação e de informação sejam bastante cegos para esse tipo de emergência, mas, a meu ver, isso poderia repolarizar o imaginário da cidade.” (Peter Pál Pelbart in Louyot et alli:58)*

---

<sup>9</sup>“A ideologia assume para si a tarefa de unificar sujeito e objecto da produção, de transpor todos os momentos de contradição para apresentar modelos de funcionamento integrado de capital e trabalho, de modos e relações de produção: transforma-se, por outras palavras - quer se apresente como ideologia completamente inserida no processo laboral quer como projecto abstracto de socialização do trabalho - em utopia capitalista-industrial.” (Tafuri, 1985, p. 52)

<sup>10</sup> Mongin, Olivier (200) *A condição urbana* Estação Liberdade, p.299-301.



## c.4 A nova velha 'questão' da habitação

Em consonância com a intenção que move estas anotações reunidas à título de conclusão, parece-nos prudente retomar o entendimento ao longo do tempo da própria noção de 'habitação social' e algumas 'questões' que dela decorrem. Quando nos deparamos com problemas centrais na história da habitação social que ecoam sem resposta concreta desde pelo menos o século XIX, emergem mais nitidamente alguns significados dos conflitos dos quais os casos particulares que estudamos ao longo das duas monografias são uma expressão eloquente.

O geógrafo David Harvey vem elaborando em publicações e conferências recentes uma crítica pertinente e ao mesmo tempo dissonante do coro entusiasta de políticas estruturadas sobre 'pirâmides keynesianas' apoiadas em crédito. Em *Rebel cities* (2012), Harvey explicita as relações entre as fragilidades deste tipo de política perante as crises e insurreições urbanas das últimas décadas em alguns países, conectando a luta pelo direito à cidade que emerge em maio de 1968 com as recentes revoltas populares no Brasil, na Espanha e nos Estados Unidos. Harvey retoma uma célebre passagem dos escritos de Friederich Engels (1872) sobre a 'questão da habitação', na qual fica clara a contradição inerente à 'solução burguesa do problema da habitação', sobretudo quando ela está associada a grandes projetos de renovação urbana. Engels refere-se justamente ao caso de Paris durante as reformas de Haussmann como a matriz de um tipo de solução 'burguesa' do problema da habitação das classes operárias que se generalizaria ao longo da Europa durante o fim do século XIX e o começo do XX, influenciando também a incipiente disciplina urbanística na América Latina e no Brasil<sup>11</sup>.

*"Na realidade, a burguesia tem somente um método para resolver o problema da habitação à sua maneira - resolvê-lo de tal modo que a solução crie sempre um novo problema. Este método tem um nome: 'Hausmann' Entendido aqui por 'Hausmann' não só a maneira especificamente bonapartista do Haussmann parisiense de abrir ruas largas e retas através dos bairros operários de ruas estreitas e de enfeitá-las de cada lado com grandes e luxuosas construções; a finalidade pretendida - outra finalidade estratégica visava a dificultar os combates com barricadas - era a constituição de um proletariado de construção, especificamente bonapartista, dependente do governo, e a transformação luxuosa da cidade. Por 'Hausmann' entendo a prática generalizada de abrir brechas nos bairros operários, sobretudo nos situados no centro das grandes cidades, quer isso corresponda a uma medida de saúde pública, de embelezamento, à procura de locais comerciais no centro ou a exigências de circulação, como instalações ferroviárias, ruas etc. Qualquer que seja o motivo, o resultado é sempre o mesmo: as ruelas e os becos mais escandalosos desapareceram e a burguesia glorifica-se altamente com estes grandes sucessos - mas ruelas e becos reaparecem imediata e frequentemente muito próximos." (Engels, 1872:48-49)*

Ilustrando o processo com o caso da transferência da comunidade de Little Ireland, em Manchester, Engels ali expunha os termos do impasse que, naquele momento, para ele, só poderia ser resolvido através de um processo revolucionário.

*"Eis um exemplo eloquente de como a burguesia resolve na prática a questão da habitação. Os focos de epidemias, as cavas mais imundas, nas quais noite após noite o modo de produção capitalista encerra nossos*

<sup>11</sup> Referimos-nos aqui à renovação urbanística do Rio de Janeiro operada pelo Prefeito Pereira Passos entre 1903 e 1906 mas também à operações de abertura de vias principais e grandes eixos pontuados por monumentos orientada pelo 'embelezamento' das cidades, pela circulação e pelo sanitarismo, o que tocava diretamente às condições de habitação das classes trabalhadoras, nas cidades do Recife, com o plano Nestor de Figueiredo (1942), São Paulo, com o Plano de Avenidas de Prestes Maia, além dos planos elaborados pelo engenheiro sanitarista Francisco Saturnino de Brito.

*trabalhadores, não são eliminados mas sim transferidos. A mesma necessidade econômica fá-los nascer aqui como acolá. E enquanto existir o modo de produção capitalista, será absurdo pretender resolver isoladamente o problema da habitação ou qualquer outro problema social referente à sorte do operário. A solução reside na abolição deste modo de produção, na apropriação pela própria classe proletária de todos os meios de produção e de existência.” (Engels,1872:51)*

De certa maneira, podemos entender a promoção de habitação social como uma alternativa reformista para a solução da crise da moradia das classes trabalhadoras que surge no momento em que as cidades e as indústrias passam a atrair mão-de-obra vinda do campo, ao longo do século XIX e que se intensifica durante o século XX.

Os mesmos parágrafos do texto de Engels seriam retomados por muitos pesquisadores questão habitacional, tanto no Brasil como no exterior, servindo para ilustrar a permanência e a ‘ancestralidade’ dos mesmos mecanismos de relegação social e expulsão mais ou menos deliberada dos pobres em direção aos territórios periféricos, como bem mostrou Mariana Fix (2000), por exemplo, acerca dos moradores da favela das Águas Espraiadas, em São Paulo, nos anos 1990, na origem do povoamento dos conjuntos da Cidade Tiradentes. Nos casos estudados, observamos diversas ocasiões em que tanto municipalidades de esquerda como de direita levaram à cabo ‘soluções burguesas da questão da habitação’ que implicaram na transferência das comunidades empobrecidas para periferias distantes.

Também Remi Butler e Patrice Noisette (1983), retomaram as palavras de Engels acerca da solução burguesa da ‘questão da habitação’ que nos parece pertinente no que tange a um entendimento preciso do que seja, em princípio e essência, a ‘habitação social’<sup>12</sup>.

*“Les termes de ‘logement social’ désignent un phénomène historiquement et géographiquement bien particulier: une classe sociale est, en tant que telle, privée de la maîtrise de son habitat et se trouve ‘logée’ par une autre. Sauf à vider le concept de tout sens, on ne peut le rapporter à n’importe quelle forme de ségrégation sociale dans l’habitat, ou à n’importe quelle traduction spatiale d’un rapport de domination ou d’exploitation. La notion de logement social comme les réalités qu’elle recouvre sont en ce sens liées à l’évolution des sociétés capitalistes occidentales. (...) Au fil de cette histoire, les différents avatars du logement social demeurent essentiellement soumis d’une part au souci de contrôle social et économique de la force de travail, de la main d’oeuvre, qui en fut le premier motif, et d’autre part aux rapports entre les trois formes de capital: foncier, industriel et financier ou bancaire, qui pèsent sur les caractéristiques propres du système de production du logement dans l’économie capitaliste. Depuis le XIXème siècle, l’économie et la société françaises se sont profondément transformées. Mais les caractères et les fonctions du logement social demeurent indissolublement liés à sa nature, quels que soient ses avatars formels ou ceux des politiques mises en oeuvre. Par nature, il est à la fois produit, outil et lieu de contrôle et de ségrégation. Chacun peut l’observer quotidiennement dans l’espace urbain.” (Butler e Noisette, 1983: 6-7)<sup>13</sup>*

Se analisamos o papel da habitação social no Brasil através da ótica proposta por Butler e Noisette, ficam evidentes alguns traços deste tipo de ação social orquestrada pelo poder público que parecem transpor as fronteiras nacionais, constituindo uma característica fundamental e

---

<sup>12</sup> Quando a expressão ganha ainda o complemento ‘de interesse’, em ‘Habitação de Interesse Social’, como vem ocorrendo no Brasil na última década, os significados implícitos no que venha a designar na prática a expressão, rapidamente convertida na sigla HIS, ganham contornos mais claros na medida em que suscitam por si só uma simples questão: afinal, o interesse é de quem?

<sup>13</sup> Butler, Remi e Noisette, Patrice (1983) *Le logement social en France (1815-1981) De la cité ouvrière au grand ensemble* La Découverte/Maspero

intrínseca do que entendemos por 'habitação social'. Ana Paula Koury resume eficientemente os traços mais marcantes da estruturação dos programas nacionais de habitação e urbanismo.

*“A história das políticas habitacionais brasileiras constrói-se através do conflito entre a ampliação do atendimento do Estado do bem estar-social e a dificuldade de sua reprodução na periferia do capitalismo. A impossibilidade de generalizar o serviço de assistência social, que incluísse o direito universal à moradia e à expansão ‘democrática’ da sociedade urbana, constituiu-se em fecundo debate durante todo o ciclo do desenvolvimentismo brasileiro. Este ciclo, ao encerrar-se, parece ter carregado todas as esperanças na conjugação entre capitalismo e solução do problema habitacional, seja pela constituição de um mercado sustentável de habitações para as classes de baixa renda, seja, ainda, por um serviço social capaz de prover as necessidades básicas de reprodução da força de trabalho”<sup>14</sup>*

Harvey parte de uma leitura muito particular da emergência do tema do direito à cidade. Partindo do sociólogo Henri Lefebvre no contexto de maio de 1968 e de uma série de questionamentos do modelo urbanístico dos *grands ensembles*, ele rapidamente nos conduz ao Fórum Social Mundial em Porto, iniciado em Alegre nos anos 1990 e ao contexto de manifestações em outras cidades brasileiras nos anos 2000, como se sugerisse talvez uma conexão entre os contextos francês e brasileiro, ao menos no que diz respeito à emergência dos movimentos sociais urbanos contemporâneos e de algumas de suas principais reivindicações. Parece haver lugar para as cidades brasileiras no imaginário em torno das novas utopias que declaram as cidades como territórios de encontro e confronto entre idéias e tendências políticas diversas.

---

<sup>14</sup> Koury, Ana Paula 'Construção social e tecnologias civis (1964-1986): Contribuição para um debate sobre política habitacional no Brasil' in Revista Brasileira de Estudos Urbanos e Regionais V.15, Nº1/Mai/2013, p.180

## c.5 Tumulto no conjunto ou ‘*Tumulte dans l’ensemble*’

Apesar de à primeira vista a expressão que empregamos como título desta tese parecer evocar os episódios de violência nos conjuntos habitacionais franceses em 2005, ‘Tumulto no conjunto’ faz uma referência indireta ao tratado *Observations sur l’architecture*,<sup>15</sup> do abade francês Marc Antoine Laugier, publicado em 1765. Nele, o autor sublinha a importância de algum tipo de imprevisto ou disfunção na constituição racional das ruas e praças em uma cidade ideal. A recomendação ecoa através dos séculos, reduzida ao seu essencial, apropriada por gerações distintas de arquitetos e pensadores da cidade. A referência evoca o papel operativo de algum grau de disfunção, excentricidade ou perturbação na composição das cidades, utopia que estaria na origem do projeto moderno, dando lugar ao constante movimento de ‘modernização’ urbana.

*“Après avoir fait mes observations sur toutes les parties des bâtiments, que n’aurois-je pas à dire encore sur leur arrangement et leur assemblage dans le plan d’une Ville. Quiconque sçait bien dessiner un parc, tracera sans peine le plan en conformité duquel une Ville doit être bâtie relativement à son étendue et à sa situation. Il faut des places, des carrefours, des rues. Il faut de la régularité et de la bizarrerie, des rapports et des oppositions, des accidents qui varient le tableau, un grand ordre dans les détails, de la confusion, du fracas, du tumulte dans l’ensemble. Le plan de Paris a été fait au hasard et sans dessein, aussi est-il défectueux dans tous les points. C’est une grande forêt pleine de routes et de sentiers, tracés sans méthode et contradictoirement à toutes les vues de commodité et d’arrangement. On y est exposé à une multitude d’embarras que l’affluence des voitures et l’insolence des cochers rendent de jour en jour plus périlleuse. Il faudroit aligner et élargir presque toutes les rues. Il faudroit les prolonger toutes autant qu’elles peuvent l’être pour éviter les tournants trop fréquents. Il faudroit percer de nouvelles rues dans tous les massifs de maisons qui ont plus de cent toises de longueur. Dans tous les endroits où les rues se croisent, il faudroit couper les angles. A tous les carrefours il faudroit des places. Il faudroit de larges quais sur tous les bords de la rivière. il faudroit démolir toutes les maisons que sont sur les ponts. Il faudroit avoir le courage et la volonté de bien faire, consacrer annuellement des fonds à cette grande réparation, et soumettre l’entreprise à une autorité fixe, qu’on déférât de corrompre et qui fit triompher le bien général de toutes les considérations particulières. Il feroit de la gloire de nos Rois et de la dignité de la Nation, de faire tout concourir, des à présent, au dessein de rendre notre Capitale aussi supérieure à toutes les autres par la perfection de son plan, qu’elle l’est déjà par la beauté de ses principaux édifices, par l’immensité de son enceinte, par l’avantage qu’elle a d’être le centre et l’école de tous les beaux Arts.”* (Laugier, 1765:313-314)

Ao trazer uma referência que precede em muito o arco cronológico trabalhado ao longo dos capítulos, pretendemos não somente demonstrar as raízes de uma dinâmica que operava na contínua transformação das cidades antes mesmo da Revolução Francesa e que atravessam sua modernização, traços característicos dos produtos coletivos do trabalho, das disputas e dos conflitos que, sedimentados, materializam episódios da história recente das cidades, da arquitetura e do urbanismo.

O arquiteto franco-suíço Le Corbusier, apesar de sua repulsa a qualquer academicismo, ressignifica a recomendação de Laugier e enfatiza a importância da “ordem no detalhe e do tumulto no conjunto” na composição harmoniosa e racional das cidades. A frase ‘*ordre dans le détail, tumulte dans l’ensemble*’ serve de legenda ao croqui do seu projeto para o Palais de Soviets

---

<sup>15</sup> Laugier, Marc Antoine (1765) *Observations sur l’architecture* Chez Desaint Libraire, Haia, disponível online no site web da Biblioteca da Universidade de Heidelberg. Ver também do mesmo autor *Essai sur l’architecture*, de 1753, publicado pela Gazette de France e Herrmann, Wolfgang (1962) *Laugier and the eighteenth century french theory* A.Zwermer LTD, London

e de um panorama da Piazza dei Miracoli na cidade italiana de Pisa<sup>16</sup>. No livro inconcluso *La construction des villes*, conjunto de anotações e desenhos elaborado em 1910 e considerado ‘um pouco idiota’ pelo próprio autor, Le Corbusier formula uma ‘tese’ acerca dos espaços urbanos a partir do estudo de caso de sua própria cidade. Neste conjunto de textos, ele recupera a lição de Laugier:

*“L’habitant d’une ville ne peut se contenter de monotonie. Les méthodes citées précédemment ne devront donc jamais être généralisées en des quartiers entiers. Laugier avait dit déjà au XVIIIème siècle: ‘Il faut de la régularité et de la bizarrerie, des rapports et des oppositions, des accidents qui varient le tableau: un grand ordre dans les détails; de la confusion, du fracas, du tumulte dans l’ensemble’ (Le Corbusier, 1992)”*<sup>17</sup>

Este primeiro volume de considerações iniciais sobre a forma e os modos de fazer novas cidades acabou sendo deixado de lado pelo autor em função de novos interesses, planos e experiências. O papel da viagem e do encontro com outras realidades e cidades é central, como se sabe, na evolução do pensamento e da obra de Le Corbusier. Seu encontro com o Brasil em 1929 é um marco nesse processo,. Imediatamente após a experiência sulamericana e brasileira, Le Corbusier publicou suas *Precisões sobre um estado presente da arquitetura e do urbanismo*, versão impressa das dez conferências ilustradas por croquis que resumem seu pensamento da época sobre a arquitetura e o urbanismo, acompanhadas de impressões e reflexões acerca das novas realidades a que fora apresentado. Muito além do turismo, longe do espírito missionário ou do mero interesse comercial, a relação de Le Corbusier com o Brasil é de profunda transformação em ambos os sentidos, como no ritual antropofágico então reapropriado por intelectuais modernistas de São Paulo, que guiam o ilustre visitante pela metrópole paulistana em gestação.

*“Os jovens de São Paulo expuseram-me sua tese: ‘Somos antropófagos’. A antropofagia não era um costume glutão. Tratava-se de um rito esotérico, de uma comunhão com as melhores forças. O repasto era parcimonioso, dele participavam cem ou quinhentas pessoas que iriam comer a carne do inimigo capturado. Esse guerreiro era valoroso; assimilavam-se suas virtudes, porém ele, por sua vez havia comido a carne dos próprios guerreiros da tribo. Assim, ao comer sua carne, assimilava-se a própria carne de seus ancestrais.” (Le Corbusier, 1930:29-30)*

A comparação que Le Corbusier estabelece entre o seu contexto de origem - as pequenas cidades e metrópoles europeias, que lhe servem de referência - e o contexto brasileiro nos interessa por expressar grosso modo os termos de uma espécie de mito que se constrói no imaginário europeu acerca do Brasil.

---

<sup>16</sup> Ver Lucan Jacques (2009) *L’espace convexe: Le Corbusier et le plan libre*. Lausanne : PPUR

<sup>17</sup> Le Corbusier (1992) *La construction des villes : genèse et devenir d’un ouvrage écrit de 1910 à 1915 et laissé inachevé* ; présentation et transcription, Marc E. Albert Emery. Lausanne : L’Age d’homme

*“Um semelhante roubo de coragem não é inútil naquele país. Disse-lhes muitas vezes: vocês são tímidos, timoratos, têm medo. Nós somos aqueles que, em Paris, formam equipes, mais intrépidos que vocês e vou explicar: entre vocês os problemas são tão numerosos, tão imensos, o interior a ser colonizado é tão grande que suas energias são diluídas imediatamente pelas dimensões, pelas quantidades e pelas distâncias, enquanto que nós, de Paris, não temos nada a fazer. Lá o vasto interior não existe. O país está saturado. Se vocês são um para dez trabalhos, nós somos dez para um trabalho. Então nossas energias concentram-se em si mesmas, não se consomem, retraem-se, mergulham fundo, refluem, voltam a se projetar e nós somos os temerários do mundo. Paris é impiedosa e ali se trava uma batalha que a ninguém poupa. É o lugar dos campeonatos e dos gladiadores. Nós nos confrontamos e nos matamos. Paris está juncada de cadáveres. Paris é um concílio canibal que estabelece o dogma do momento. Paris é uma selecionadora. Estas são as impressões que uma viagem pode suscitar.”* (Le Corbusier, 1930:29-30)

Para Manfredo Tafuri, em *Projeto e utopia*, as observações de Laugier abrem oficialmente a pesquisa teórica racionalista sobre a arquitetura, situando-o na origem de uma determinada modernidade. Segundo o historiador italiano, é a partir destas ‘observações’ e ‘intuições teóricas’ que Le Corbusier formulará os princípios da *Ville Radieuse*, que por sua vez servirá em alguma medida como referência aos projetistas dos *grands ensembles*, como vimos no caso da Cité Balzac.

*“les anticipations intellectuelles du début du XXe siècle ont un element en commun. Elles proposent toutes la transformation de l'idéologie traditionnelle en utopie, c'est-à-dire en préfiguration abstraite d'un moment final du développement coincident avec une rationalization globale et avec la totale realization de la dialectique (...) c'est elle encore qui est introduite par les ideologues de l'avant-garde sous forme de proposition de comportement social.”* (Tafuri, 1979, p. 56)

Talvez convenha regressar mais uma vez aqui a Laugier e às advertências iniciais que este faz a seus leitores. Elas são possivelmente uma das partes mais atuais do seu tratado..

*“AVERTISSEMENT. Tout n'est pas dit sur l'Architecture. Il reste un vaste champ aux recherches des gens de l'Art, aux observations des amateurs, aux découvertes des hommes de génie. Il a fallu beaucoup de temps pour que l'esprit créateur, en combinant l'agrément avec le besoin, franchît le prodigieux intervalle qui le rencontre entre la cabane rustique et un palais d'ordre corinthien. Il a fallu plus de temps encore pour qu'un raisonnement juste écartât de cette belle invention les désordres et les irrégularités d'une imagination licencieuse.”* (Laugier, 1765:3)

No caso de Itaquera, por exemplo, pouco mais de três décadas transcorrem durante ‘o prodigioso intervalo’ entre a ‘cabana rústica’ e o ‘palácio da ordem coríntia’, livremente interpretando a analogia sugerida entre esta simbólica e extraordinária edificação e o novo estádio do S.C. Corinthians, que será inaugurado em data próxima da defesa desta tese, na abertura da Copa do Mundo.

*“J'y traiterai d'un grand nombre de choses qui concernent l'Architecture, et sur lesquelles peut-être on n'a pas eu jusqu'à présent des idées assez précises. Il s'en faut bien que j'aye épuisé la matière. L'Architecture a tant de parties, et la perfection d'un ouvrage quelconque dépend de tant de circonstances, qu'un sage Observateur ne peut tout au plus qu'en choisir quelques-unes dans un détail infini.”* (Laugier, 1765:10)

As possíveis relações entre as duas histórias que apresentamos por certo transcendem os limites destas páginas. Pretendemos tão somente aproximar aqui os dois casos e mostrar que entre eles haviam processos comuns, impasses análogos e contradições similares, ainda que colocados em outros termos e outras escalas territoriais e temporais. Interrompemos um pouco abruptamente nossas análises aqui para dar lugar à reflexão do interessado que nos lê acerca dos fatos aqui narrados, deixando alguns ‘fios soltos no campo das possibilidades’. Propositadamente soltos, na esperança de que o sentido destas linhas seja compartilhado por outros interessados nas histórias destes territórios. Recuperando uma recomendação de Honoré de Balzac, em sua *Théorie de la*

## Conclusões:

démarche, que parece nos sugerir para colocar mesmo um ponto final nestas linhas: *“Un homme devint fou pour avoir réfléchi trop profondément à l'action d'ouvrir ou de fermer une porte. Il se mit a comparer la conclusion des discussions humaines à ce mouvement qui, dans les deux cas, est absolument le même, quoique si divers en résultats”*. Afinal de contas, *“Cette théorie ne pouvait être faite que par un homme assez osé pour côtoyer la folie sans crainte et la science sans peur”* (Balzac, 1833/ 1978:20)<sup>18</sup>

---

<sup>18</sup> Honoré de Balzac (1833) Théorie de la démarche et autres textes Pandora/Le milieu (1978)

# Bibliografia geral

Caso não haja menção específica, todos os livros em francês foram editados em Paris e todos os livros em português foram publicados em São Paulo

- Balzac, Honoré (várias edições) **As ilusões perdidas**
- Bardi, Pietro (1984) **Lembrança de Le Corbusier: Atenas, Itália, Brasil** Nobel
- Borsi, Franco (1997) **Architecture et utopie** Hazan Lumières
- Castells, Manuel (1986) **La ciudad y las massas: sociologia de los movimientos sociais urbanos** Madrid
- Choay, Françoise (1965) **Urbanismo, Utopias e Realidades**
- Choay, Françoise (1980) **A Regra e o Modelo**
- Cortázar, Julio (1999) **Rayuela** Barcelona: Plaza & Janés Editores
- Detienne, Marcel (2004) **Comparer l'incomparable Éditions du Seuil**
- Forastieri da Silva, Rogerio e Novaes, Fernando A. (Orgs.) (2011) **Nova História em perspectiva** Vol. 1 Cosac Naify
- Forastieri da Silva, Rogerio e Novaes, Fernando A. (Orgs.) (2013) **Nova História em perspectiva** Vol. 2 Cosac Naify
- Foucault, Michel (Outubro/1984) 'Dits et écrits, Des espaces autres' (conférence au Cercle d'études architecturales, 14 mars 1967) in **Architecture, Mouvement, Continuité** n°5
- Frampton, Kenneth (1997) **História crítica da arquitetura moderna** Martins Fontes
- Harris, Elizabeth (1987) **Le Corbusier: riscos brasileiros** Nobel
- Hermant, Emilie e Latour, Bruno (1998) **Paris ville invisible** Les empêcheurs de penser en rond/La Découverte
- Jacobs, Jane (2000) **Morte e vida de grandes cidades** Martins Fontes
- Jencks, Charles (2002) **The New Paradigm in Architecture/The Language of Post-Modern Architecture**, Londres/New Haven: Yale University Press, 7ª Ed.
- Kopp, Anatole (1990) **Quando o moderno não era um estilo mas sim uma causa** Nobel
- Le Corbusier (2004) **Precisões sobre um estado presente da arquitetura e do urbanismo com um prólogo americano e um corolário brasileiro seguido de uma temperatura parisiense e de uma atmosfera moscovita** Cosac Naify
- Lefebvre, Henri (2001) **O direito à cidade** Centauro Editora, Ed. original 1967
- Lefebvre, Henri (1971) **O fim da história** Lisboa: Publicações Dom Quixote
- Lefebvre, Henri (1974) **La production de l'espace** Éditions Anthropos
- Mongin, Olivier **A condição urbana** (2009) Estação Liberdade
- Morris, William (1892) **Notícias de lugar nenhum ou uma época de tranquilidade** Fundação Perseu Abramo
- Morus, Thomas (1516) **Utopia** Londres
- Nesbitt, Kate (Org.) (2006) **Uma nova agenda para a arquitetura: antologia teórica (1965-1995)** Cosac Naify
- Pereira, Margareth (1987) **Le Corbusier e o Brasil** Tessela/Projeto
- Ragon, Michel (1991) **Histoire de l'architecture et de l'urbanisme modernes 3 – De Brasília au post-modernisme 1940-1991** Éditions du Seuil
- Tafuri, Manfredo (1979) **Projet et utopie: de l'avant-garde a la metropole** Dunod/Espace & Architecture
- Urban, Florian (2012) **Tower and slab - Histories of global mass housing** Londres/Nova York: Routledge





# Bibliografia - França

- Abdallah, Mogniss (2012) **Rengainez, on arrive! Chroniques des luttes contre les crimes racistes ou sécuritaires, contre la hagra policière et judiciaire des années 1970 à aujourd'hui** Éditions Libertalia
- Andreotti, Libero (2007) **Le grand jeu a venir - Textes situationnistes sur la ville** Éditions de la Villette
- Artières, P. e Zancarini-Fournel, M.(Orgs.) (2008) **68 - Une histoire collective (1962-1981)** La Découverte
- Bailby, Edouard (1993) **Niemeyer par lui-meme: L'architecte de Brasilia parle a Edouard Bailby** Balland Biographies
- Bandeirinha, José António (2007) **O processo SAAL e a Arquitectura no 25 de Abril de 1974** Coimbra: Imprensa da Universidade
- Banham, Reyner (1966) **New brutalism: Ethic or Aesthetic?** Londres
- 'Banlieues – Trente ans d'Histoire et de révoltes' (2006) in **Manière de voir** n°89 Le Monde Diplomatique
- Bastié (1964) **La croissance de la banlieue parisienne** Presses Universitaires de France
- Bellanger, Emmanuel e Mischi, Julian (2013) **Les territoires du communisme Élus locaux, politiques publics et sociabilités militantes** Armand Colin/ Recherches CHS
- Bernardot, Marc (2008) **Loger les immigrés: la Sonacotra (1956-2006)** Bellecombe en Bauges Ed. du Croquant
- Blanc-Chaléard, M.C. (Nov/Dez 2006) 'Les immigrés et le logement en France depuis le XIXème siècle - Une histoire paradoxale' in **Hommes et Migrations** N°1264
- Bogard, Stéphane (1993) **Les politiques locales en matière de lutte contre la toxicomanie: Description et analyse d'un DSQ mis en place à Vitry sur Seine, quartier Balzac** Université Paris XII Val-de-Marne [APMV]
- Bourdieu, Pierre (2007) **O poder simbólico** Rio de Janeiro: Bertrand Brasil
- Bourdieu, Pierre (1993) **La misère du monde** Éditions du Seuil
- Bouchain, Patrick (2010) **Construire ensemble le grand ensemble** Actes Sud
- Breville, Benoit (2011) **Innercity Montréalais et banlieue parisienne, politiques et stratégies de lutte contre la pauvreté urbaine: la politique de la ville à hochelaga-maisonneuve (Canada) et Saint-Denis (France), année 1960 - début des années 2000** Tese de doutorado: CHS Université Paris 1 Panthéon Sorbonne/U.Quebec
- Bruand, Yves (1981) **Arquitetura contemporânea no Brasil** Perspectiva
- Butler, Rémy e Noisette, Patricia (1977) **De la cité ouvrière au grand ensemble - La politique capitaliste du logement social (1815-1975)** Petite collection Maspero
- Butler, Rémy e Noisette, Patricia (1983) **De la cité ouvrière au grand ensemble** La Découverte
- Canteux, Camille (Orient. Annie Fourcaut) (2008) **Villes rêvées, villes introuvables- Histoire des représentations audiovisuelles des grands ensembles à la télévision, au cinéma et dans les films institutionnels du milieu des années 1930 au début des années 1980** CHS Université Paris 1 Panthéon Sorbonne
- Castro, Roland e Denissof, Sophie (2005) **[Re]Modeler Métamorphoser** Éditions Le Moniteur
- Cendrars, Blaise (2005) **Le lotissement du ciel: La banlieue de Paris** Dentale
- Chaline, Claude (2011) **Les politiques de la ville** Col. Que sais-je? Presses Universitaires de France
- Clavel (2012)
- Cohen, Jean-Louis e Lortie, André (1992) **Des fortifs au périph, Paris, les seuils de la ville** Picard/Pavillon de l' Arsenal
- Cohen, Jean-Louis (2013) **O futuro da arquitetura desde 1889** Cosac Naify

- Cohen, Muriel (2013) **L'installation des familles algériennes en région parisienne: trajectoires migratoires et résidentielles entre situation coloniale et post-coloniale (1945-1985)** Tese de doutorado: Université Paris 1 Panthéon Sorbonne
- Coing, Henri (1966) **Rénovation urbaine et Changement social** Les éditions ouvrières
- Comité Invisible (2007) **La insurrection qui vient** La Fabrique Éditions
- Davis, Mike (2006) **Planeta Favela** Boitempo
- Debord, Guy (1997) **A sociedade do espetáculo** Rio de Janeiro: Contraponto
- Donzelot, Jacques (2006) **Quand la ville se défait** Éditions du Seuil
- Donzelot, Jacques (2009) **La ville a trois vitesses** Éditions de La Villette
- Druot, Frédéric, Lacaton, Anne e Vassal, J.P. (2007) **Plus - Les grands ensembles de logements - Territoires d'exception** Barcelona: Editorial Gustavo Gili
- Dufaux, Frédéric e Fourcaut, Annie (Orgs.) (2004) **Le monde des grands ensembles** Créaphis
- Effosse, Sabine (2003) **L'invention du logement aidé en France. L'immobilier au temps des Trente Glorieuses** Comité pour l'histoire économique et financière de la France
- Effosse, Sabine (Coord.) (Setembro 2006) Dossier 'Le financement du logement social en Europe depuis 1945' **Histoire et Sociétés - Revue Européenne d'Histoire Sociale** Alternatives Economiques
- Epstein, Renaud (2013) **La rénovation urbaine - Démolition-reconstruction de l'État** Les presses Sciences Po
- Fédération nationale des offices D'HLM (2007) **La rénovation des quartiers d'habitat social** La Découverte
- Fishman, Robert (1977) **L'utopie urbaine au XXe siècle - Ebenezer Howard, Frank Lloyd Wright, Le Corbusier** Pierre Mardaga
- Flamand, Jean-Paul (2001) **Loger le Peuple** La Découverte
- Fortin, J.P., Midant, J.P. et alli (2010) **Le grand ensemble - "Entre la pérennité et démolition** ENSA Paris Belleville/ENSA Nancy
- Fourcaut, Annie (1992)(Org.) **Banlieue rouge: Années Thorez, années Gabin: archétype du populaire, banc d'essai des modernités (1920-60)** Autrement
- Fourcaut, Annie (1999) 'Les habits neufs des politiques de la ville depuis 1980' in **Vingtième Siècle Revue d'histoire** N°64
- Fourcaut, Annie, Dufaux, Frédéric e Skoulesky, Rémi (2003) **Faire l'histoire des grands ensembles** Centre d'histoire sociale-Université Paris I: ENS Édition
- Fourcaut, Annie (Org.) (2000) **La banlieue en morceaux. La crise des lotissements défectueux en France dans l'entre-deux-guerres** Créaphis
- Fourcaut, Annie, Bellanger, Emmanuel e Flonneau, Mathieu (2007) **Paris/Banlieues - Conflits et solidarités** Créaphis
- Fourcaut, Annie e Harismendy,F. (Orgs.) (2011) 'Comprendre l'histoire des grands ensembles' **Grands ensembles: Intentions et pratiques (1850-1970)** Corlet imprimeur/Ville de St.Brieuc
- Fourcaut, Annie e Bourillon, Florence (Orgs.) (2012) **Agrandir Paris 1860-1970** Comité d'histoire de la Ville de Paris/Publications de la Sorbonne
- Coudroy de Lille, Laurent et alli (2004) **Créteil ville nouvelle? Une histoire contemporaine de l'urbanisation de Créteil** Vie urbaine-Institut d'urbanisme de Paris-Université de Paris XII-Val-de-Marne-Ville de Créteil-Créteil-Habitat (SEMAEC)
- Coudroy de Lille, Laurent (2005) **Une nouvelle ville... Une histoire de l'urbanisme du Nouveau Créteil** Printemps de l'IUP, Ville de Créteil-Université de Paris XII-Val-de-Marne-Institut d'urbanisme de Paris
- Coudroy de Lille, Laurent (2006) 'Ville Nouvelle ou Grand Ensemble: Les usages localisés d'une terminologie bien particulière en Région Parisienne (1965-1980)' **Histoire urbaine** N° 17 Société française d'histoire urbaine

- Fourcaut, Annie e Vadelorge, L. (Dez/2001) 'Où en est l'histoire urbaine du contemporain?' in Histoire urbaine N°32
- Fuligni, Bruno (2012) La France Rouge: 1871-1989, un siècle d'histoire dans les archives du PCF Les arènes
- Gaudard, V., Margo-Schwoebel, F. e Pouvreau, Benoît (2010) 1945-1975 Une histoire de l'habitat – 40 ensembles “patrimoine” du XXème siècle Beaux Arts Éditions
- Guerrand, Roger-Henri (1967) Les origines du logement social en France Éditions Ouvrières
- Guerrand, Roger-Henri (Préfacio Annie Fourcaut) (2010) Origines du logement social en France (1850-1914) Editons de La Villette
- Guerrand, Roger-Henri e Moissinac, Christine (2005) Henri Sellier, urbaniste et réformateur social La Découverte
- Giblin, Béatrice (2009) Dictionnaire des Banlieues Larousse
- Gruet, Stéphane e Papillault, Remi (Orgs.) (2008) Le Mirail – Memoire d'une ville Toulouse: Éditions Poiésis
- Havel, J. E. Habitat et Logement “que sais je”? (1957) Presses Universitaires de France
- Hassler, Uta e Dumont, Catherine (Orgs.) (2009) Architecture de la croissance - Les paradoxes de la sauvegarde Zurich: ETH Infolio, Gollion
- Heritier, Robert (1982) Le quartier Balzac à Vitry - Analyse comparative de trois formes différentes d'habitants collectives: un îlot préhaussmannien, une rue haussmannienne et un grand ensemble - Proposition de réaménagement du quartier Balzac École Nationale Supérieure d'Architecture Paris La Villette [APMV]
- Hervo, Monique (2001) Chronique du Bidonville - Nanterre en guerre d'Algérie, 1959-1962 Editions du Seuil
- Hobsbawn, E. e Weitzmann, M. (1998) 1968, Magnun en el mundo Lunweg
- Hoyet, Jean Michel (1992) PAN Programme Architecture Nouvelle - 20 ans de réalisations Techniques et architecture/Ministère de l'Équipement Plan Construction et Architecture
- Institut de Sociologie Urbaine (Coord. Henri LeFebvre) (1965) Le pavillonnaire
- Institut de Sociologie Urbaine (Coord. Henri LeFebvre) (1966) Nature et role des quartiers dans les communes de la banlieue parisienne (Choisy-le-Roi, Vitry-sur-Seine, Suresnes) Biblioteca do Centre de Recherche sur l'Habitat - École Nationale Superieure d'Architecture Paris Val de Seine
- Klein, Richard e Monnier, Gerard (2002) Le Corbusier: Les unités d'habitation en France Belin
- Kuhn, Thomas (1962) A Estrutura das Revoluções Científicas
- Labro, P. (1968) Les barricades de mai Solar
- Lallaoui, Mehdi (1993) Du bidonville aux HLM Au nom de la mémoire SYROS
- Larrayadieu, Eric (1997) Jours incertains Point du Jour
- Landauer, Paul (2010) L'invention du grand ensemble – La caisse des dépôts maître d'ouvrage Picard
- Lavabre, M.C. e Rey, H. (1998) Les mouvements de 1968 - XXè siècle Firenze: Casterman/Giunti
- Lebrun, Gerard O que é poder?
- Le Goullon, Gwenaelle (Orientação Annie Fourcaut) (2008) Les grands ensembles en France: genèse d'une politique publique (1945-1962) CHS Université Paris 1 Panthéon Sorbonne
- Masbouni, Ariella (Dir.) (2005) Régénérer les grands ensembles Projet Urbain/Éditions de la Villette
- Masclat, Olivier (2003) La gauche et les cités Enquête sur un rendez-vous manqué La dispute
- McDonough, Tom (Org.) (2009) The situationists and the city Coletânea de textos Verso:Londres
- Merlin, Pierre (2010) Les grands ensembles: Des discours utopiques aux “quartiers sensibles” PUF - La documentation française

- Monnier, Marilynne (2005) **Le Corbu – Rezé-les-Nantes 1955-2005** Nantes: M.Monnier/La Contemporain
- Montaner, Josep Maria (1993) **Después Del movimiento moderno: arquitectura de la segunda mitad del siglo XX** Barcelona: Gustavo Gili
- Ministère de la Culture et de la Communication (2011) **Grands ensembles: Une architecture du XXème siècle** Dominique Carré Editeur
- Niemeyer, Oscar (1965) **Textes et dessins pour Brasilia** Forces vives
- Paquot, Thierry (Org.) (2008) **Banlieues, une anthologie** Lausanne: Presses Polytechniques et Universitaires Romandes
- Pennetier, Claude (Org.) (2009) **Le Maitron - Figures militantes en Val-de-Marne (1870-1970)** Éditions de l'Atelier
- Pouillon, Fernand (1968) **Mémoires d'un architecte** Éditions du Seuil
- Pouvreau, Benoît (2004) **Un politique en architecture: Eugène Claudius-Petit (1907-1989)** Editions Le Moniteu
- Pouvreau, Benoît (2009) 'Quand communisme municipal rimait avec laboratoire urbain (1944-1986)' Comunicação apresentada no colóquio **Territoires du communisme**
- Pouillon, Fernand (1968) **Mémoires d'un architecte** Éditions du Seuil
- Preteceille, Edmond (1976) **La producción de los "Grands Ensembles"** Barcelona: Gustavo Gili
- Prost, Antoine (2011) **Petite histoire de la France - De la belle époque a nous jours** Armand Colin
- Rouillard, Dominique (2004) **Superarchitecture - Le futur de l'architecture 1950-1970** Éditions de la Villette
- Tsiomis, Yannis (1998) **Le Corbusier : Rio de Janeiro 1929, 1936** Centro de Arquitetura e Urbanismo do Rio de Janeiro: Prefeitura da Cidade do Rio de Janeiro
- Rabemanatsoa, Victor (1987) **Un cas particulier: Le 'Bistrot' de la cité Balzac** Rapport final de stage Formation et Democratie a la direction d'équipements culturels et socio-culturels, Villejuif [APMV]
- Ragon, Michel (1977) **L'architecte, le prince et la démocratie Vers une démocratisation de l'architecture?** Albin Michel
- Romón, Maria C. 'El urbanismo de renovación de grandes conjuntos de vivienda social en Francia, 2004-2008' (2010) in **Revista Proyecto, Progreso, Arquitectura** N°2 Superposiciones al territorio Universidad de Sevilla
- Rouillard, Dominique et alli (2010) **Architectures de la croissance - Les paradoxes de la sauvegarde** Zurich: ETH
- Sagot-Duvaroux, J.L. (2005) **Connaitre Vitry** Vitry sur Seine: Mairie de Vitry sur Seine
- Technique et Democratie (1966) **La construction et L'habitat – première étude objective, globale et concrète ce qu'il faut savoir sur le logement en France** Societé d'Édition de Technique et Démocratie
- Tellier, Thibaud (2007) **Le temps des HLM (1945-75): La saga urbaine des Treinte Glorieuses** Autrement
- Tellier, Thibaud (Orientação Annie Fourcaut) (2012) **Humaniser le béton - L'invention d'une politique publique. Genèse de la Politique de la ville en France** Memoire HDR Vol.2 Université Paris 1 Panthéon Sorbonne
- Tissot, Sylvie (2003) 'De l'emblème au 'problème' (les grands ensembles à Montreuil)' in **Annales de la recherche urbaine** n°93
- Topalov, Christian (2007) **Le logement en France Histoire d'une marchandise impossible** Presses de La Fondation Nationale des Sciences Politiques
- Topalov, C. Coudroy de Lille L, Depaule, J.C. e Marin, B. (Orgs.) (2010) **L'aventure des mots de la Ville** Col. Bouquins Robert Laffont
- Vadelorge, Loic (2004) **Éléments pour une histoire des villes nouvelles** Manuscrit.com, Col. Manuscrit Université

-Vayssière, Bruno (1988) **Reconstruction-Déconstruction. Le hard french ou l'architecture française des Trente Glorieuses** Picard

-Wild, David (1998) **Fragments of Utopia – Collage reflections of heroic modernism** Londres: Hyphen Press

-**"Paysages Photographies". La Mission Photographique de la DATAR** (1985) Travaux en cours Éditions Hazan

-**1945-75 Une histoire de l'habitat - 40 ensembles patrimoine du XXème siècle** (2010) Éditions Beaux Arts, ENSA Belleville

-Viet V. (Out/Dez 1999) 'La politique du logement des immigrés (1945-1990)' in **Vingtième Siècle. Revue d'histoire** N°64

-Voldman, Danièle (Org.) (2010) **Désirs de toit** Créaphis

# Bibliografia - Brasil

- Andrade, Francisco e Nogueira, Brenno (1970) **Conjunto Habitacional Nova Itaquera Cohab - São Paulo Estabelecimento e dimensionamento do programa** Relatório de consultoria para Botti e Rubin Arquitetos
- Arantes, Otilia (1998) **Urbanismo em fim de linha e outros estudos sobre o colapso da modernização arquitetônica** Edusp
- Arantes, Pedro (2008) **O lugar da arquitetura num 'planeta de favelas' - Opúsculo N°11**, Dafne Editora: Porto
- Araujo, Fanny Schroeder de Freitas (2009) **Teléforo Cristófani (1929 – 2002), contribuições à arquitetura paulista** Dissertação de mestrado: Universidade Mackenzie
- Baravelli, José Eduardo (2006) **O cooperativismo uruguaio na habitação social de São Paulo: das cooperativas FUCVAM à associação de moradia unidos de Vila Nova Cachoeirinha** Dissertação de mestrado: FAU USP
- Bastos, Maria Alice Junqueira (2003) **Pós-Brasília: Rumos da arquitetura brasileira** FAPESP/Perspectiva
- Braga, Milton (2010) **O Concurso de Brasília: sete projetos para uma capital** Cosac Naify
- Bruand, Yves (2003) **Arquitetura Contemporânea no Brasil** Editora Perspectiva, 4ª Ed.
- Caffé, Carolina e Hikiji, Rose (2012) **Film as shared ethnography - In the field, in the editing suite, on the air** in Vibrant V.9 n2. Florianópolis
- Caldeira, Teresa (2012) 'Imprinting and moving around: new visibilities and configurations of Public Space in São Paulo' in **Public Culture** Duke University Press p.385-419
- Cândido, Antônio **Os parceiros do Rio Bonito** (2001) Editora 34/Duas cidades
- Castro, Ana Cláudia (2013) **Um americano na metrópole latino-americana - Richard Morse e a História cultural urbana de São Paulo 1947-1970** Tese de doutorado: FAU USP
- Cazzolato, José Donizete (2008) **Logradouros e Bairros em Cidade Tiradentes** Relatório interno para o Centro de Estudos da Metrópole
- Chaia, Vera (1991) **A liderança política de Jânio Quadros (1947-1990)** Ibitinga: Editora Humanidades
- COHAB - SP (1969) **População cohabense**
- COHAB - SP (1978) **Conjuntos habitacionais - Caracterização - Padrões habitacionais** Cohab - SP/ PMSP
- Costa, Maria Elisa (2013) **Lucio Costa, Inventor de Brasília** Escola da Cidade
- Correia, Telma de Barros (1997) **A indústria e a moradia operária: as diferentes formas de acesso a casas em vilas operárias e núcleos fabris** Sinopses FAU USP N°28 Dez/1997
- Dória, O. Perez, M. A. (2007) **Educação, CEU e Cidade: breve história da educação pública brasileira nos 450 Anos da Cidade de São Paulo** Secretaria Municipal de Educação da Cidade de São Paulo
- Duarte, Adriano e Fontes, Paulo (2004) 'O populismo visto da periferia: Adhemarismo e Janismo nos bairros da Mooca e São Miguel Paulista (1947-1953)' in **Cadernos AEL** n.20/21
- Ferro, Sergio (2006) **Arquitetura e trabalho livre** Cosac Naify
- Ficher, Sylvia (2005) **Arquitetos da Poli Ensino e Profissão em São Paulo** Edusp
- Fix, Mariana (1996) **Parceiros da exclusão** Boitempo Editorial
- Franco, Sérgio Miguel (2009) **Iconografias da Metrópole: Grafiteiros e pixadores representando o contemporâneo** Dissertação de mestrado: FAU USP
- Freire, Paulo (1993) **Política e educação** Cortez Editora
- Katinsky e Xavier (2012) **Brasília: antologia crítica** Cosac Naify

- Langenbuch, Juergen Richard (1971) **A estruturação da Grande São Paulo – estudo de geografia urbana** Rio de Janeiro: Ministério do Planejamento/Fundação IBGE
- Leitão, Francisco (Org.) (2009) **Brasília 1960 - 2010: passado, presente e futuro** Brasília: Secretaria de Estado de Desenvolvimento Urbano e Meio Ambiente
- Leme, Maria Cristina (2001) 'A politização do urbanismo no Brasil: a vertente católica' in **Anais ANPUR** Rio de Janeiro
- Lemos, Amália Inês e França, Maria Cecília (1999) **O bairro de Itaquera - Processo de inserção metropolitana** Departamento do Patrimônio Histórico
- Lira, José Tavares Correia de (1997) **Mocambo e Cidade: regionalismo na arquitetura e ordenação do espaço habitado** Tese de Doutorado: FAU-USP
- Lins, Paulo (1997) **Cidade de Deus** Companhia das Letras
- Lopes, Ana Carolina L. (2011) **Os meandros da produção pública na construção da paisagem periférica paulistana: o caso dos equipamentos educacionais** Dissertação de mestrado: FAU USP
- Kowarick, Lucio, Singer, Paul et alli (1975) **São Paulo 1975: Crescimento e pobreza** Edições Loyola
- Kowarick, Lucio **A espoliação urbana** (1979)
- Kowarick, Lucio (2000) **Escritos urbanos** Editora 34
- Kowarick, Lucio (2010) **Viver em risco** Editora 34
- Mascarenhas, M. P. (2006) **Os centros educacionais unificados da cidade de São Paulo** Dissertação de mestrado: FAU-USP
- Maricato, Ermínia (1982) **A produção capitalista da casa (e da cidade) no Brasil industrial** Ômega
- Martins, Carlos Ferreira (Org.) (2002) **Da antropofagia a Brasília 1920:1950** Museu de Arte Brasileira FAAP
- Martins, José de Souza (2000) **A sociabilidade do homem simples – Cotidiano e história na modernidade anômala** Hucitec
- Martins, José de Souza (2011) **Uma arqueologia da Memória Social – Autobiografia de um Moleque de fábrica** Ateliê Editorial
- Martins, José de Souza (2008) **A aparição do demônio na fábrica - Origens sociais do Eu dividido no subúrbio operário** Editora 34
- Mello, Marcus André B. C. (1987) **The state, the housing question and public policy formation in Brazil** Tese de doutorado: Sussex University
- Mello, Marcus André B. C. (1991) **Interesses, atores e ação estratégica na formação de políticas sociais: a não-política da casa popular 1946/1947** in **Revista Brasileira de Ciências Sociais** nº 15, ano 6 Edições Vértice
- Menna Barreto Silva, Helena (1997) **Terra e moradia: Que papel para o município?** Tese de Doutorado: FAU USP
- Monbeig, Pierre (1953) **La croissance de la ville**
- Morse, Richard (1970) **Formação histórica de São Paulo – Da comunidade à metrópole** Difusão Européia do Livro
- Nobre, Eduardo (2006) 'O ideário urbanístico e a legislação na cidade de São Paulo' in **IX Seminário de História da Cidade e do Urbanismo** FAU USP
- Oliveira, Francisco de **O estado e o urbano no Brasil**
- Oliveira, Francisco de (1998) **Os direitos do antivalor: a economia política da hegemonia imperfeita** Petrópolis: Vozes
- Petrella, Guilherme (2009) **Das fronteiras do conjunto ao conjunto das fronteiras** Dissertação de mestrado: FAU USP
- Pulhez, Magaly Marques (2007) **Espaços de favela, fronteiras do ofício: história e experiências contemporâneas de arquitetos em assessorias de urbanização** Dissertação de mestrado: São Carlos: EESC-USP



- Prefeitura Municipal de São Paulo (2007) **Balanço 2 Anos de gestão Subprefeitura Cidade Tiradentes** Secretaria de Coordenação das Subprefeituras
- Morse, Richard **De comunidade a metrópole: biografia de São Paulo** (várias edições) Comissão do IV Centenário
- Ramalho, Wellington (2013) **Destino Itaquera: o metrô rumo aos conjuntos habitacionais da COHAB-SP** Dissertação de mestrado: São Carlos: IAU USP
- Roldan, Dinalva (2012) **Um ideário urbano em desenvolvimento: A experiência de Louis-Joseph Lebreton em São Paulo de 1947 a 1958** Dissertação de mestrado: FAU USP
- Santos, Rosana A. M. (2006) **Das estratégias comunicacionais às mediações produzidas por jovens - Aliança Negra Posse e Núcleo Cultural Força Ativa** Tese de Doutorado: ECA-USP
- Serran, João R. (1976) **O IAB e a política habitacional brasileira** CoSu IAB
- Stanojev Pereira, Marco Antônio, Antônia e Valquiria (2012) **Histórias e Estórias do povoamento e gentes de Vila Sant'Ana e Itaquera** Edição do autor
- Sachs, Céline (1990) **São Paulo – Politiques publiques et habitat populaire. Collection Brasília** Éditions de la Maison des sciences de l'homme
- SAGMACS (1957) **Estrutura urbana da aglomeração paulistana** Sociedade para Análises Gráficas e Mecanográficas Aplicada aos Complexos Sociais Comissão de Pesquisa Urbana da Prefeitura do Município de São Paulo
- Silva, Orlando e Sartorio, Willian (s/d) **Política da exclusão - Lutas sociais e experiências do cotidiano dos moradores do subdistrito Santa Etelvina do bairro Cidade tiradentes (1980-1990)** Universidade Cidade de São Paulo
- Silva, Marcio Rufino (2008) **Mares de prédios e mares de gente: território e urbanização crítica em Cidade Tiradentes** Dissertação de mestrado: Geografia USP
- Singer e Brant (Orgs.) (1980) **São Paulo: O povo em movimento** Petrópolis: Vozes
- Taralli, Cibelle (1984) **Mudança de tecnologia na habitação - Os conjuntos habitacionais da Cohab-SP** Dissertação de mestrado: FAU USP
- Turner, John F. Charlewood (1965) 'Habitação de baixa renda no Brasil: Políticas atuais e oportunidades futuras' in **Arquitetura** Rio de Janeiro: IAB GB
- Usina, CTAH (2003) **Programa Bairro Legal: Plano de Ação Habitacional e Urbana Diagnóstico** Sehab/PMSP/BIRD
- Usina (2008) 'Arquitetura, política e autogestão - Um comentário sobre os mutirões habitacionais' in **Revista Urbânia** N°3, Editora Pressa
- Usina (2012) 'Mutirão Paulo Freire. Movimento Popular, Arquitetura e Pedagogia da Praxis'
- Wilhelm, Jorge (1965) **São Paulo metrópole 1965: Subsídios para seu plano diretor** Difusão européia do livro
- Wisnik, Guilherme (2001) **Lucio Costa - Entre o empenho e a reserva** Cosac Naify
- Zaluar, Alba (1985) **A máquina e a revolta: as organizações populares e o significado da pobreza** Brasiliense, 1ª Ed.

# Arquivos consultados

## **França:**

- Archives de l'École Nationale Supérieure de Beaux Arts de Paris
- Archives Nationales - Paris Marais
- Archive départemental du Val de Marne – Cretéil
- Archives du Institut d'Urbanisme de Paris – Cretéil
- Archives du Centre Social Balzac - Vitry sur Seine
- Archives publiques de Vitry sur Seine
- Office Public HLM de Vitry sur Seine
- Arquivos do Parti Communiste Français (PCF) / Ciné Archives
- Arquivos do Institut National de l'Audiovisuel (INA)

## **Brasil:**

- Arquivos da COHAB –PMSP
- CESAD FAU USP
- Casa da imagem / PMSP
- Subprefeitura Cidade Tiradentes
- Museu da Pessoa

## **Bibliotecas consultadas**

Eduardo Knesse de Mello (FAU USP), Jean Maitron (Centre d'Histoire Sociale du XXème siècle - Université Paris 1), École Nationale Supérieure d'Architecture Paris Malaquais, Sainte Geneviève, BPI e Kandinsky/ Centre Georges Pompidou, Maison Internationale (Cité Universitaire Internationale de Paris) e BNF - François Miterrand

# Periódicos consultados

## **França:**

L'architecture d'Aujourd Hui

Vitry Hier, Aujourd Hui et Demain (Vitry HAD)

Techniques et Architecture

Bulletin Municipal de Vitry sur Seine

Rock Against Police

Sans Frontière

Le Monde

Le Monde Diplomatique - Manière de voir

Libération

L'Ami de Balzac

Vitry le mensuel

## **Brasil:**

Arquitetura IAB/GB

A Construção São Paulo Editora Pini

Correio Paulistano

O Estado de S. Paulo

Jornal de Notícias

Jornal da Tarde

Folha de São Paulo

Cidade Tiradentes - Boletim da Subprefeitura

Informe Cidadão/ Aqui Cidade Tiradentes

# Filmes, audiovisuais, produções artísticas e musicais

## **França:**

- Daquin, Louis Gennevilliers (1964) **Naissance d'une cité** Documentário: 30 minutos
- Godard, J.L. (1967) **Deux ou trois choses que je sais d'elle** Ficção França
- Hexagone** (1995) Malik Chibane Filme
- Ivry ou 20 ans de gestion municipale communiste** (1945) Documentário [PCF - Ciné Archives]
- Kassovitz, Mathieu **La Haine** (1995)
- La banlieue agressé** (1986) Documentário: Centre Culturel de Vitry, Cota 4 AV85 [ADVM]
- L'Hôtel de Ville: une architecture originale et fonctionnelle au service des vitriots** Catálogo de Exposição (Set/2011)
- Mai 68 - Les images de la télévision** (2008) Institut National de l'Audiovisuel
- Kupferstein, Daniel (2007) **Paroles d'habitantes** Documentário
- Maffre, Laurent (2012) **Demain, Demain - Nanterre, Bidonville de la folie (1962-1966)** HQ: Actes Sud
- Un toit pour tous - Présentation de la politique du Conseil Général en matière de logement social** (1992) Documentário: 1h40 minutos Cabinet de la presidence - Conseil General du Val-de-Marne [ADVM]
- Reflet(s)** (1964) Documentário [PCF - Ciné Archives]
- Richet, Jean-François **État des lieux** (1995) Filme
- Richet, Jean-François **Ma 6té va cracker** (1997) Filme
- Vitry évolue, Balzac se transforme** (2007) Vitry-sur-Seine: Catálogo de exposição na Maison des Projets
- Vitry, cité laborieuse**(1947) Documentário: 30 minutos [PCF - Ciné Archives]

## **Brasil:**

- Andrade, Joaquim Pedro de (1967) **Contradições de uma cidade nova**, Documentário: 23 min
- Broca, Phillippe (1964) **L'homme de Rio** Ficção, 110 minutos
- Constante, Paula (2007) **Capacetes Coloridos** Documentário TFG FAU USP
- Carvalho, Vladimir (1990) **Conterrâneos velhos de guerra**, Documentário, 240 minutos
- Gil, Gilberto Refavela (1977) Álbum musical
- Hirszman, Leon (1979) **ABC da greve** Documentário
- Veloso, Caetano (1968) **Tropicalia** Phillips Álbum musical
- Impressões dos moradores do Inácio Monteiro e Prestes Maia, a Cohab mais antiga de São Paulo**,
- Linha de Passe**, de Walter Salles e Daniela Thomas (2008)
- Meirelles, Fernando e O2 Filmes, (2002) **Cidade de Deus**,
- Lins, Paulo (1997) **Cidade de Deus** Companhia das Letras
- Cerdeira, Nereu (2002) **Guaianases - Expresso Uruaí - Lajeado** Documentário
- Pavet, Melanie (2009) **Zona Leste - Fragments d'une ville** Documentário
- Defina-se, Assim que é, e Aqui fora** (2002) Oficinas Kinoforum
- Caffé, Carolina e Hikiji, Rose** (2012) **A arte e a rua: uma experiência colaborativa audiovisual com artistas da Cidade Tiradentes** Documentário

# Principais siglas utilizadas

## **França:**

ANRU - Agência Nacional de Renovação Urbana  
CDC - Caisse de Dépôts et Consignations  
CNL - Confederação Nacional de Locatários  
CRS - Compagnies Républicaines de Sécurité  
CSB - Centre Social Balzac  
DIV - Délégation Interministerielle de la Ville  
DSQ - Développement Social des Quartiers  
DSU - Développement Social Urbain  
EDF - Electricité de France  
FNA - Front National des Architectes  
FTP - Franco Atiradores Partisans  
HBM - Habitations a Bon Marché  
HLM - Habitations a Loyer Modéré  
ILN - Imóvel de Locação Normal  
MRU - Ministério da Reconstrução e do Urbanismo  
OPHLM - Office Public d' Habitations a Loyer Modéré  
PADOG - Plan d'Aménagement et d'Organisation Générale de la Région Parisienne  
PCF - Partido Comunista Francês  
RAP - Rock Against Police  
RN-7 - Route Nationale 7  
SAERP - Société d'Aménagement de l'Est de la Région Parisienne  
SCET - Société Centrale d'Équipements et Territoire  
SCIC - Société Centrale Immobilière de la Caisse de Dépôts et Consignations  
SCI - Serviço Civil Internacional  
SEMISE - Société d'Économie Mixte de la Région Sud-Est  
SNCF - Sociedade Nacional de Caminhos de Ferro  
ZUP - Zona de Urbanização Prioritária

# Resumo em francês:

## Introduction,

ou de l'utopie moderniste au détournement de regard et les usages du comparatisme transatlantique et des sources historiques

### Une histoire sociale de la Cité Balzac, a Vitry-sur-Seine (1960-2010)

- 1\_ Les prémisses et origines du cas (jusqu'à 1958)
- 2\_ Cité Balzac: Le projet, l'occupation et le quotidien (1967-73)
- 3\_ Le début de la fin ou la crise de la banlieue (1973-1995)
- 4\_ Une histoire récente (les années 2002-2012)

### Les grands ensembles de la 'Zone Lest' de São Paulo (1960-2010)

- 5\_ Antécédents récents : São Paulo, Brésil [1958-1964]
6. Aux temps de la BNH [1965 – 1986]
- 7\_ Cidade Tiradentes et l'urbain désurbanisé' [1980-1989]
- 8\_ Un ensemble singulier : Inácio Monteiro [1975-2012]

## Conclusions,

regards croisés, questions communes et quelques observations partagées

Diego Beja Inglez de Souza

# Tumulto no conjunto:



**Habitação, utopia e urbanização nos limites  
de duas metrópoles contemporâneas  
São Paulo / Paris (1960-2010)  
Diego Beja Inglez de Souza**

**Tumulto no conjunto:**